
Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

https://archive.org/details/31761115497869

CA1
XB
-B56

Government Publications

C-112

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-112

An Act to amend the Excise Tax Act, the Access to Information Act, the Canada Pension Plan, the Customs Act, the Federal Court Act, the Income Tax Act, the Tax Court of Canada Act, the Tax Rebate Discounting Act, the Unemployment Insurance Act and a related Act

First reading, February 11, 1993

THE MINISTER OF FINANCE

C-112

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-112

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, la Loi sur l'accès à l'information, le Régime de pensions du Canada, la Loi sur les douanes, la Loi sur la Cour fédérale, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, la Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt, la Loi sur l'assurance-chômage et une loi connexe

Première lecture le 11 février 1993

LIBRARY
MAR 3 1993
University of Toronto

LE MINISTRE DES FINANCES

22159

C-112

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-112

An Act to amend the Excise Tax Act, the Access to Information Act, the Canada Pension Plan, the Customs Act, the Federal Court Act, the Income Tax Act, the Tax Court of Canada Act, the Tax Rebate Discounting Act, the Unemployment Insurance Act and a related Act

First reading, February 11, 1993

THE MINISTER OF FINANCE

C-112

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-112

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, la Loi sur l'accès à l'information, le Régime de pensions du Canada, la Loi sur les douanes, la Loi sur la Cour fédérale, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, la Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt, la Loi sur l'assurance-chômage et une loi connexe

Première lecture le 11 février 1993

LE MINISTRE DES FINANCES

22159

3rd Session, 34th Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

3e session, 34e législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-112

An Act to amend the Excise Tax Act, the Access to Information Act, the Canada Pension Plan, the Customs Act, the Federal Court Act, the Income Tax Act, the Tax Court of Canada Act, the Tax Rebate Discounting Act, the Unemployment Insurance Act and a related Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

PART I

EXCISE TAX ACT

R.S., c. E-15; R.S., c. 15 (1st Supp.), cc. 1, 7, 42 (2nd Supp.), cc. 18, 28, 41, 42 (3rd Supp.), cc. 12, 47 (4th Supp.); 1988, c. 65; 1989, c. 22; 1990, c. 45; 1991, c. 42; 1992, cc. 1, 27, 28, 29

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 21(1)

1. Subsection 59(2) of the *Excise Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

Delegation of powers

(2) The Minister may authorize a designated officer or officer of a designated class of officers to exercise powers or perform duties of the Minister, including judicial or

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-112

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, la Loi sur l'accès à l'information, le Régime de pensions du Canada, la Loi sur les douanes, la Loi sur la Cour fédérale, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, la Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt, la Loi sur l'assurance-chômage et une loi connexe

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

PARTIE I

LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

L.R., ch. E-15; L.R., ch. 15 (1er suppl.), ch. 1, 7, 42 (2e suppl.), ch. 18, 28, 41, 42 (3e suppl.), ch. 12, 47 (4e suppl.); 1988, ch. 65; 1989, ch. 22; 1990, ch. 45; 1991, ch. 42; 1992, ch. 1, 27, 28, 29

L.R., ch. 7 (2e suppl.), par. 21(1)

1. Le paragraphe 59(2) de la *Loi sur la taxe d'accise* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Délégation de pouvoirs

(2) Le ministre peut autoriser un agent désigné ou un agent appartenant à une catégorie d'agents désignée à exercer les pouvoirs et fonctions, y compris en matière judiciaire ou

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Excise Tax Act, the Access to Information Act, the Canada Pension Plan, the Customs Act, the Federal Court Act, the Income Tax Act, the Tax Court of Canada Act, the Tax Rebate Discounting Act, the Unemployment Insurance Act and a related Act".

RECOMMANDATION

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, la Loi sur l'accès à l'information, le Régime de pensions du Canada, la Loi sur les douanes, la Loi sur la Cour fédérale, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, la Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt, la Loi sur l'assurance-chômage et une loi connexe ».

EXPLANATORY NOTES

These amendments would implement the Ways and Means Motion to amend the Excise Tax Act, the Access to Information Act, the Canada Pension Plan, the Customs Act, the Federal Court Act, the Income Tax Act, the Tax Court of Canada Act, the Tax Rebate Discounting Act, the Unemployment Insurance Act and a related Act.

NOTES EXPLICATIVES

Ces modifications mettent en oeuvre la motion des voies et moyens visant à modifier la Loi sur la taxe d'accise, la Loi sur l'accès à l'information, le Régime de pensions du Canada, la Loi sur les douanes, la Loi sur la Cour fédérale, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, la Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt, la Loi sur l'assurance-chômage et une loi connexe.

Excise Tax Act

Clause 1: Subsection 59(2) at present reads as follows:

(2) The Minister may, by regulation, authorize a designated officer or officer of a designated class of officers to exercise powers or perform duties of the Minister, including judicial or quasi-judicial powers or duties, under this Act.

Loi sur la taxe d'accise

Article 1. — Texte actuel du paragraphe 59(2) :

(2) Le ministre peut, par règlement, autoriser un agent désigné ou un agent appartenant à une catégorie d'agents désignée à exercer les pouvoirs et fonctions, y compris en matière judiciaire ou quasi judiciaire, qui lui sont conférés en vertu de la présente loi.

quasi-judicial powers or duties, under this Act.

quasi judiciaire, qui lui sont conférés en vertu de la présente loi.

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 34(1)

2. (1) Section 68.2 of the said Act is renumbered as subsection 68.2(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

2. (1) L'article 68.2 de la même loi devient le paragraphe 68.2(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

L.R., ch. 7 (2e suppl.), par. 34(1)

Application of anti-avoidance rule

(2) Section 274 applies, with such modifications as the circumstances require, to any transaction

(*a*) that is a sale of goods that would give rise to the application of, or that is the basis of an application under, subsection (1), and

(*b*) that takes place after December 17, 1990 and before 1991,

and for that purpose, every reference in that section to "an assessment, a reassessment or an additional assessment" shall be read as a reference to "an assessment, a reassessment, an additional assessment, a determination or a redetermination".

(2) L'article 274 s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux ventes de marchandises effectuées après le 17 décembre 1990 et avant 1991 qui donneraient lieu à l'application du paragraphe (1) ou sont de nature à y donner lieu. À cette fin, la mention à cet article de cotisation, nouvelle cotisation ou cotisation supplémentaire vaut aussi mention de détermination ou nouvelle détermination.

Application de la règle anti-évitement

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

3. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 70 thereof, the following section:

3. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 70, de ce qui suit :

Definitions

70.1 (1) In this section,

Définitions

"adjustment" « *redressement* »

"adjustment" to the sale price of goods means the giving of a discount, allowance, rebate or other amount as a reduction in the sale price;

"other enactment" « *autre texte* »

"other enactment" means

(*a*) a provision of an Act of Parliament, other than this Act, enacted before 1991, or

(*b*) a provision of a regulation or order enacted under an Act of Parliament before 1991;

"refund" « *remboursement* »

"refund" of tax means

(*a*) a refund of that tax, or other payment calculated with reference to that tax, provided for under any of sections 68, 68.1, 68.17, 68.19, 68.2 or 68.23 to 68.3,

70.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« autre texte »

a) Disposition d'une loi fédérale, exception faite de la présente loi, édictée avant 1991;

b) disposition d'un règlement, d'un décret, d'un arrêté ou d'une ordonnance édictée en application d'une loi fédérale avant 1991.

« autre texte » *"other enactment"*

« inscrit » S'entend au sens du paragraphe 123(1).

« inscrit » *"registrant"*

« redressement » Le fait d'accorder un rabais, une réfaction, une remise ou un autre montant en réduction du prix de vente de marchandises.

« redressement » *"adjustment"*

« remboursement »

a) Remboursement de taxe ou autre paiement calculé par rapport à une taxe,

« remboursement » *"refund"*

Clause 2: (1) New.

Article 2, (1). — Nouveau.

Clause 3: (1) New.

Article 3, (1). — Nouveau.

(*b*) a drawback of that tax, or payment in lieu of a drawback of that tax, provided for under section 70, or

(*c*) a refund, rebate, drawback or remission of that tax, or other payment in respect of or calculated with reference to that tax, provided for under any other enactment;

"registrant" « *inscrit* »

"registrant" has the meaning assigned by subsection 123(1);

"tax" « *taxe* »

"tax" means tax imposed under Part VI.

Adjustments after 1990

(2) A refund of tax shall not be paid to a person (in this subsection referred to as the "vendor") in respect of an adjustment made after 1990 to the sale price of goods sold by the vendor to a purchaser unless

(*a*) the vendor sold the goods to the purchaser under an agreement in writing, paid tax in respect of the sale of the goods, calculated on the sale price, and granted the adjustment within two years after the day on or before which the vendor was required to pay the tax under section 78; and

(*b*) the adjustment is provided for in the agreement and the making of the adjustment is not dependent on the performance of any service or other act by the purchaser.

Exports after 1990

(3) A refund of tax provided for under section 68.1 or 70 or any other enactment in respect of goods exported from Canada shall not be paid to a person in respect of goods exported by the person after 1990 unless

(*a*) the person had possession of the goods in Canada at the end of 1990 and was not a registrant on January 1, 1991; or

(*b*) the person imported the goods, had possession of the goods in Canada at the end of 1990 and was not entitled to be paid a rebate in respect of the goods under section 120, and the goods suffered damage or deterioration at any time before the goods were released, were of inferior quality to those in respect of which the person paid tax, were defective or were not the goods ordered by the person.

prévu à l'un des articles 68, 68.1, 68.17, 68.19, 68.2 ou 68.23 à 68.3;

b) drawback de taxe, ou paiement substitutif, prévu à l'article 70;

c) remboursement, ristourne, drawback ou remise de taxe, ou autre paiement relatif à une taxe ou calculé par rapport à une taxe, prévu par un autre texte.

« taxe » La taxe imposée en vertu de la partie VI. « taxe » *tax*

Redressements après 1990

(2) Un remboursement de taxe est accordé à un vendeur relativement à un redressement apporté, après 1990, au prix de vente de marchandises qu'il vend à un acheteur si :

a) le vendeur a vendu les marchandises à l'acheteur aux termes d'une convention écrite, a payé, relativement à la vente des marchandises, une taxe calculée sur le prix de vente et a apporté le redressement dans les deux ans suivant le jour où il était tenu de payer la taxe prévue à l'article 78;

b) le redressement est prévu dans la convention et sa réalisation n'est pas conditionnelle à l'exécution d'un service ou d'un autre acte par l'acheteur.

Exportations après 1990

(3) Un remboursement de taxe, prévu aux articles 68.1 ou 70 ou par un autre texte, relatif à des marchandises exportées du Canada est accordé à une personne relativement aux marchandises qu'elle exporte après 1990 si, selon le cas :

a) la personne était en possession des marchandises au Canada à la fin de 1990 et n'était pas un inscrit le 1er janvier 1991;

b) la personne a importé les marchandises, les avait en sa possession au Canada à la fin de 1990 et n'avait pas droit à un remboursement les concernant aux termes de l'article 120, et les marchandises ont été endommagées ou détériorées avant leur dédouanement, étaient de qualité inférieure à celles pour lesquelles la personne a payé la taxe, étaient défectueuses ou n'é-

Goods sold after 1990

(4) A refund of tax provided for under section 68.17, 68.2 or 70 or any other enactment in respect of goods sold or otherwise supplied or transferred by a person to a purchaser or other transferee shall not be paid to the person unless the person transferred ownership or possession of the goods to the purchaser or other transferee of the goods before 1991.

Goods for use by a province

(5) A refund of tax shall not be paid under section 68.19 in respect of goods supplied, transferred or delivered to, or purchased by, Her Majesty in right of a province unless

(*a*) Her Majesty in that right acquired ownership or possession of the goods before 1991; or

(*b*) the goods were supplied or transferred to Her Majesty in that right by a person in the course of performing services under an agreement in writing with Her Majesty in that right and the person had possession of the goods in Canada at the end of 1990 and was not entitled to be paid a rebate in respect of the goods under section 120.

System goods acquired after 1990

(6) A refund of tax shall not be paid under section 68.23 to a person in respect of system goods unless the person acquired ownership or possession of the goods before 1991 and was not entitled to be paid a rebate in respect of the goods under section 120.

Goods acquired by certain organizations after 1990

(7) A refund of tax shall not be paid under any of sections 68.24 to 68.27 to a person (in this subsection referred to as the "organization") unless

(*a*) in the case of goods purchased by the organization, the organization acquired ownership or possession of the goods before 1991; or

(*b*) in the case of goods acquired or used by another person for a purpose for which a refund of tax to the organization is provided

taient pas les marchandises commandées par la personne.

Marchandises vendues après 1990

(4) Un remboursement de taxe, prévu aux articles 68.17, 68.2 ou 70 ou par un autre texte, relatif à des marchandises vendues ou autrement fournies ou transférées par une personne à un acheteur ou autre cessionnaire est accordé à la personne si elle en a transféré la propriété ou la possession à l'acheteur ou autre cessionnaire avant 1991.

Marchandises à l'usage d'une province

(5) Un remboursement de taxe est accordé, en application de l'article 68.19, relativement à des marchandises fournies, transférées ou livrées à Sa Majesté du chef d'une province, ou achetées par elle, si, selon le cas :

a) Sa Majesté du chef de la province a acquis la propriété ou la possession des marchandises avant 1991;

b) les marchandises ont été fournies ou transférées à Sa Majesté du chef de la province par une personne dans le cadre de l'exécution de services prévus par une convention écrite conclue avec Sa Majesté du chef de la province, et la personne était en possession des marchandises au Canada à la fin de 1990 et n'avait pas droit à un remboursement les concernant aux termes de l'article 120.

Marchandises destinées à des réseaux acquises après 1990

(6) Un remboursement de taxe est accordé, en application de l'article 68.23, à une personne relativement à des marchandises destinées à des réseaux si la personne a acquis la propriété ou la possession des marchandises avant 1991 et n'avait pas droit à un remboursement les concernant aux termes de l'article 120.

Marchandises acquises par certains organismes après 1990

(7) Un remboursement de taxe est accordé, en application de l'un des articles 68.24 à 68.27, à un organisme si :

a) dans le cas de marchandises achetées par l'organisme, celui-ci en a acquis la propriété ou la possession avant 1991;

b) dans le cas de marchandises acquises ou utilisées par une autre personne de façon telle que l'organisme obtient un remboursement de taxe en vertu de l'un de ces articles, l'autre personne a acquis la

vided for under that section, the other person acquired ownership or possession of the goods before 1991 and was not entitled to be paid a rebate in respect of the goods under section 120.

propriété ou la possession des marchandises avant 1991 et n'avait pas droit à un remboursement les concernant aux termes de l'article 120.

Other goods acquired after 1990

(8) A refund of tax in respect of goods purchased or otherwise acquired by a person shall not be paid under any of sections 68.28 to 68.3 or 70 or any other enactment to the person unless the person acquired ownership or possession of the goods before 1991.

(8) Un remboursement de taxe relatif à des marchandises achetées ou autrement acquises par une personne est accordé, en application de l'un des articles 68.28 à 68.3 ou 70 ou de tout autre texte, à la personne si elle en a acquis la propriété ou la possession avant 1991.

Autres marchandises acquises après 1990

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 38(1)

4. (1) Paragraph 81.39(1)(*b*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

4. (1) L'alinéa 81.39(1)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 7 (2e suppl.), par. 38(1)

(*b*) received a payment under subsection 72(6) or (7), 81.14(1), 81.16(1), (4) or (5), 81.18(1) or (3) or 120(7), or

b) soit reçu un paiement en vertu des paragraphes 72(6) ou (7), 81.14(1), 81.16(1), (4) ou (5), 81.18(1) ou (3) ou 120(7);

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

5. (1) Paragraph 118(1)(*b*) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

5. (1) L'alinéa 118(1)*b*) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

b) les marchandises dont l'importation n'a pas fait l'objet d'une déclaration en détail ou provisoire aux termes des paragraphes 32(1), (2) ou (5) de la *Loi sur les douanes* avant 1991;

b) les marchandises dont l'importation n'a pas fait l'objet d'une déclaration en détail ou provisoire aux termes des paragraphes 32(1), (2) ou (5) de la *Loi sur les douanes* avant 1991;

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 118(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 118(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Idem

(5) Where a person who is a manufacturer or producer has, after October 1989, entered into a contract referred to in subparagraph 50(1)(*a*)(ii) in respect of the sale of goods of the person's manufacture or production and the goods have been delivered to the purchaser, or the property therein has passed to the purchaser, before 1991, any instalments that become payable under the contract after November 1990 shall, for the purposes of this Act, be deemed to have become payable on December 31, 1990.

(5) Dans le cas où un fabricant ou producteur a conclu, après octobre 1989, un contrat visé au sous-alinéa 50(1)*a*)(ii) pour la vente de marchandises de sa fabrication ou production, qui sont livrées à l'acheteur ou dont la propriété lui est transmise, avant 1991, les versements qui deviennent exigibles aux termes du contrat après novembre 1990 sont réputés, pour l'application de la présente loi, être devenus exigibles le 31 décembre 1990.

Idem

Clause 4: (1) Paragraph 81.39(1)(*b*) at present reads as llows:

81.39 (1) Subject to subsection (4), where a person has

...

(*b*) received a payment under subsection 72(6) or (7), 81.14(1), 81.16(1), (4) or (5) or 81.18(1) or (3), or

Article 4, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 81.39(1) :

81.39 (1) Sous réserve du paragraphe (4), lorsqu'une personne a :

...

b) soit reçu un paiement en vertu du paragraphe 72(6) ou (7), 81.14(1), 81.16(1), (4) ou (5) ou 81.18(1) ou (3);

Clause 5: (1) Paragraph 118(1)(*b*) of the French version t present reads as follows:

118. (1) Aucune taxe n'est imposée, prélevée ou perçue en vertu de la rtie VI sur les marchandises suivantes:

...

(*b*) les marchandises dont l'importation n'a pas fait l'objet d'une déclaration en détail aux termes des paragraphes 32(1), (2) ou (5) de la *Loi sur les douanes* avant 1991;

Article 5, (1). — Adjonction du passage souligné.

(2) Subsection 118(5) at present reads as follows:

(5) Where a person is a manufacturer or producer who has, after October 1989, entered into a contract referred to in subparagraph 50(1)(*a*)(ii) respect of the sale of goods of the person's manufacture or production nd the goods have been delivered to the purchaser, or the property there- has passed to the purchaser, before 1991,

(*a*) subparagraph 50(1)(*a*)(ii) does not apply in respect of instalments that become payable after November 1990 under that contract; and

(*b*) any instalments that become payable under the contract after November 1990 shall, for the purposes of this Act, be deemed to be payable on December 31, 1990.

(2). — Texte actuel du paragraphe 118(5) :

(5) Dans le cas où un fabricant ou producteur a conclu, après octobre 1989, un contrat visé au sous-alinéa 50(1)*a*)(ii) pour la vente de marchandises de sa fabrication ou production, qui sont livrées à l'acheteur ou dont la propriété lui est transmise, avant 1991 :

a) le sous-alinéa 50(1)*a*)(ii) ne s'applique pas aux versements qui deviennent exigibles après novembre 1990 aux termes de ce contrat;

b) les versements qui deviennent exigibles aux termes du contrat après novembre 1990 sont réputés, pour l'application de la présente loi, être exigibles le 31 décembre 1990.

(3) Section 118 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (6) thereof, the following subsection:

Diversions after 1990

(6.1) Where any of the events described in subsection 50(7) or (8) in respect of goods occur after 1990, no tax under Part VI shall be imposed, levied or collected under that subsection in respect of the goods.

(4) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

6. (1) Paragraph (*a*) of the definition "inventory" in subsection 120(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) held at that time for sale, lease or rental separately, for a price or rent in money, to others in the ordinary course of a commercial activity of the person, or

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) All that portion of the definition "tax-paid goods" in subsection 120(1) of the said Act following paragraph (*c*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

and on the sale price or on the volume sold of which tax (other than tax payable in accordance with subparagraph 50(1)(*a*)(ii)) was imposed under subsection 50(1), was paid and is not, but for this section, recoverable.

(3) Subsection 120(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

"commercial activity" *« activité commerciale »*

"commercial activity" of a person means a business carried on by the person (other than a business carried on by an individual without a reasonable expectation of profit), except to the extent to which the business involves the making of exempt

(3) L'article 118 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

Affectation postérieure à 1990

(6.1) La taxe prévue à la partie VI n'est pas imposée, ni prélevée, ni perçue en application des paragraphes 50(7) ou (8) lorsque l'un des événements visés à ces paragraphes se produit après 1990.

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

6. (1) L'alinéa *a*) de la définition de « inventaire », au paragraphe 120(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) sont destinées à être vendues ou louées séparément pour un prix ou un loyer en argent, dans le cours normal d'une activité commerciale de la personne;

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le passage de la définition de « marchandises libérées de taxe », au paragraphe 120(1) de la même loi, qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« marchandises libérées de taxe » Marchandises, acquises par une personne avant 1991, qui n'ont jamais été radiées des livres comptables de l'entreprise de la personne pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, dont le prix de vente ou la quantité vendue a été frappé de la taxe prévue au paragraphe 50(1) (sauf la taxe payable en conformité avec le sous-alinéa 50(1)*a*)(ii)), laquelle a été payée et serait irrécouvrable en l'absence du présent article, et qui sont, au début du 1er janvier 1991 :

« marchandises libérées de taxe » *"tax-paid goods"*

(3) Le paragraphe 120(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« activité commerciale » L'exploitation d'une entreprise par une personne (à l'exception d'une entreprise exploitée par un particulier sans attente raisonnable de profit), sauf dans la mesure où l'entreprise comporte la réalisation par la personne de

« activité commerciale » *"commercial activity"*

(3) New.

(3). – Nouveau.

Clause 6: (1) Paragraph (*a*) of the definition "inventory" n subsection 120(1) at present reads as follows:

'inventory" of a person as of any time means items of tax-paid goods that are described in the person's inventory in Canada at that time and that are

(*a*) held at that time for taxable supply (within the meaning assigned by subsection 123(1)) by way of sale, lease or rental to others in the ordinary course of the person's business, or

Article 6, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de la définition de « inventaire » au paragraphe 120(1) :

« inventaire » État descriptif des marchandises libérées de taxe d'une personne à un moment donné qui figurent à l'inventaire de la personne au Canada à ce moment et qui, à ce même moment, selon le cas :

a) sont destinées à la fourniture taxable (au sens du paragraphe 123(1)) par vente ou location à d'autres dans le cours normal de l'entreprise de la personne;

(2) The relevant portion of the definition "tax paid goods" in subsection 120(1) at present reads as follows:

"tax paid goods" means goods, acquired before 1991 by a person, that have not been previously written off in the accounting records of the person's business for the purposes of the *Income Tax Act* and that are, as of the beginning of January 1, 1991,

...

and in respect of which tax imposed under subsection 50(1) (other than tax paid by the person under subparagraph 50(1)(*a*)(ii)) has been paid and is not, but for this section, recoverable.

(2). — Texte actuel du passage visé de la définition de « marchandises libérées de taxe » au paragraphe 120(1) :

« marchandises libérées de taxe » Marchandises, acquises par une personne avant 1991, qui n'ont jamais été radiées des livres comptables de l'entreprise de la personne pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, relativement auxquelles la taxe imposée par le paragraphe 50(1) (sauf la taxe payée par la personne en application du sous-alinéa 50(1)*a*)(ii)) est payée et ne serait pas recouvrable en l'absence du présent article, et qui sont, au début du 1er janvier 1991 :

(3) New.

(3). — Nouveau.

supplies (within the meaning assigned by subsection 123(1)) by the person;

fournitures exonérées, au sens du paragraphe 123(1).

(4) Section 120 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

(4) L'article 120 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Goods not expected to be sold

(2.1) For the purposes of paragraph (*a*) of the definition "inventory" in subsection (1), that portion of the tax-paid goods that are described in a person's inventory in Canada at any time that can reasonably be expected to be consumed or used by the person shall be deemed not to be held at that time for sale, lease or rental.

Vente improbable

(2.1) Pour l'application de l'alinéa *a*) de la définition de « inventaire » au paragraphe (1), la partie des marchandises libérées de taxe qui figurent à l'inventaire d'une personne au Canada à un moment donné qui sera vraisemblablement consommée ou utilisée par la personne est réputée ne pas être destinée, à ce moment, à la vente ou à la location.

(5) Section 120 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsections:

(5) L'article 120 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Restriction on rebate

(3.1) Where section 178.3 applies, on January 1, 1991, to a direct seller, exclusive products of the direct seller that, but for this subsection, form part of the inventory at the beginning of that day of an independent sales contractor of the direct seller who is not a distributor in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(4) on application made jointly with the direct seller is in effect on that day, shall be deemed, for the purposes of this section, not to form part of that inventory.

Restriction au remboursement

(3.1) Lorsque l'article 178.3 s'applique à un démarcheur le 1er janvier 1991, les produits exclusifs de celui-ci qui, sans le présent paragraphe, figureraient, au début de ce jour, à l'inventaire de son entrepreneur indépendant — qui n'est pas un distributeur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(4) est alors en vigueur — sont réputés, pour l'application du présent article, ne pas y figurer.

Definitions

(3.2) In subsection (3.1), "direct seller", "distributor", "exclusive product" and "independent sales contractor" have the meanings assigned by section 178.1.

Définitions

(3.2) Au paragraphe (3.1), les expressions « démarcheur », « distributeur », « entrepreneur indépendant » et « produit exclusif » s'entendent au sens de l'article 178.1.

1990, c. 45, s. 12(1)

(6) Subsection 120(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(6) Le paragraphe 120(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Application of Parts VI and VII

(6) Parts VI and VII, other than subsection 72(7), apply in respect of an application for a rebate and of a payment of a rebate under this section as if the application were an application for a refund under section 68 and the payment were made under section 72.

Application des parties VI et VII

(6) Les parties VI et VII, à l'exclusion du paragraphe 72(7), s'appliquent aux demandes de remboursement et aux versements, prévus par le présent article, comme s'il s'agissait de demandes présentées en vertu de l'article 68 et de versements faits en application de l'article 72.

(7) Subsections (1) to (6) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(7) Les paragraphes (1) à (6) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) New.

(4). — Nouveau.

(5) New.

(5). — Nouveau.

(6) Subsection 120(6) at present reads as follows:

(6) Parts VI and VII, other than subsection 72(7), apply in respect of an application for a rebate and of a payment of a rebate under this section as if the application and payment were made under section 72.

(6). — Texte actuel du paragraphe 120(6) :

(6) Les parties VI et VII, à l'exclusion du paragraphe 72(7), s'appliquent aux demandes de remboursement et aux versements, prévus par le présent article, comme s'ils étaient faits en application de l'article 72.

1990, c. 45, s. 12(1)

7. (1) The definition "specified single unit residential complex" in subsection 121(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"specified single unit residential complex" means a residential complex (other than a floating home or a mobile home)

(*a*) that is a single unit residential complex or a multiple unit residential complex containing not more than two residential units,

(*b*) the construction or substantial renovation of which began before 1991, and

(*c*) that was not occupied by any individual as a place of residence or lodging after the construction or substantial renovation began and before 1991.

1990, ch. 45, par. 12(1)

7. (1) La définition de « immeuble d'habitation à logement unique déterminé », au paragraphe 121(1) de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« immeuble d'habitation à logement unique déterminé » Immeuble d'habitation — immeuble d'habitation à logement unique ou immeuble d'habitation à logements multiples de deux habitations — dont la construction ou les rénovations majeures commencent avant 1991 et qui n'est pas occupé à titre résidentiel ou d'hébergement entre le début des travaux et 1991. La présente définition exclut les maisons flottantes et les maisons mobiles.

"specified single unit residential complex" « immeuble d'habitation à logement unique déterminé »

« immeuble d'habitation à logement unique déterminé » "specified single unit residential complex"

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph (*a*) of the definition "specified residential complex" in subsection 121(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) a multiple unit residential complex containing more than two residential units where the construction or substantial renovation of the complex began before 1991 and subsection 191(3) did not apply and, notwithstanding subsections 191(6) and (7), would not have applied, after the construction or substantial renovation began and before 1991, to deem a supply of the complex to have been made, or

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa *a*) de la définition de « immeuble d'habitation déterminé », au paragraphe 121(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) Immeuble d'habitation à logements multiples de plus de deux habitations, dont la construction ou les rénovations majeures commencent avant 1991 et auquel le paragraphe 191(3) ne s'applique pas, ou ne s'appliquerait pas malgré les paragraphes 191(6) et (7), entre le début des travaux et 1991;

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Paragraph (*b*) of the definition "specified residential complex" in subsection 121(1) of the English version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*b*) a residential condominium unit where the construction or substantial renovation of the condominium complex in which the unit is situated began before 1991 and neither subsection 191(1) nor (2) applied, after the construction or substantial renovation began and before 1991, to deem a supply of the unit to have been made;

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) L'alinéa *b*) de la définition de « specified residential complex », au paragraphe 121(1) de la version anglaise de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*b*) a residential condominium unit where the construction or substantial renovation of the condominium complex in which the unit is situated began before 1991 and neither subsection 191(1) nor (2) applied, after the construction or substantial renovation began and before 1991, to deem a supply of the unit to have been made;

Clause 7: (1) The definition "specified single unit residential complex" in subsection 121(1) at present reads as follows:

"specified single unit residential complex" means a single unit residential complex the construction or substantial renovation of which began before 1991 and that was not occupied by any individual as a place of residence or lodging after the construction or substantial renovation began and before 1991, but does not include a mobile home.

Article 7, (1). — Texte actuel de la définition de « immeuble d'habitation à logement unique déterminé » au paragraphe 121(1) :

« immeuble d'habitation à logement unique déterminé » Immeuble d'habitation à logement unique dont la construction ou les rénovations majeures commencent avant 1991 et qui n'est pas occupé à titre résidentiel ou de pension entre le début des travaux et 1991. La présente définition exclut les maisons mobiles.

(2) Paragraph (*a*) of the definition "specified residential complex" in subsection 121(1) at present reads as follows:

"specified residential complex" means

(*a*) a multiple unit residential complex the construction or substantial renovation of which began before 1991 where subsection 191(3) had not applied, after the construction or substantial renovation began and before 1991, to deem a supply of the complex to have been made, or

(2). — Texte actuel de l'alinéa *a*) de la définition de « immeuble d'habitation déterminé » au paragraphe 121(1) :

a) Immeuble d'habitation à logements multiples dont la construction ou les rénovations majeures commencent avant 1991, si le paragraphe 191(3) ne s'applique pas, entre le début des travaux et 1991, de sorte que la fourniture de l'immeuble soit réputée effectuée;

(3) Paragraph (*b*) of the definition "specified residential complex" in subsection 121(1) of the English version at present reads as follows:

"specified residential complex" means

...

(*b*) a condominium unit where the construction or substantial renovation of the condominium complex in which the unit is situated began before 1991 and subsections 191(1) and (2) had not applied, after the construction or substantial renovation began and before 1991, to deem a supply of the unit to have been made;

(3). — Texte actuel de l'alinéa *b*) de la définition de "specified residential complex" au paragraphe 121(1) de la version anglaise :

"specified residential complex" means

...

(*b*) a condominium unit where the construction or substantial renovation of the condominium complex in which the unit is situated began before 1991 and subsections 191(1) and (2) had not applied, after the construction or substantial renovation began and before 1991, to deem a supply of the unit to have been made;

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Subsections 121(2) to (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Rebate for specified single unit residential complex

(2) Where

(*a*) a builder of a specified single unit residential complex

(i) gives possession of the complex to a person under a lease, licence or similar arrangement and thereby is deemed under subsection 191(1) or (3) to have made a taxable supply of the complex, or

(ii) makes a taxable supply by way of sale of the complex to an individual,

(*b*) tax under Part IX is payable in respect of the supply,

(*c*) the individual or person, as the case may be, first takes possession of the complex after 1990 and before 1995, and

(*d*) the construction or substantial renovation of the complex is substantially completed

(i) before July 1991, where the individual or person, as the case may be, first takes possession of the complex before July 1991, and

(ii) before 1991, in any other case,

the Minister shall, subject to subsections (4) and (4.1), pay a rebate to the individual or, in the case described in subparagraph (*a*)(i), to the builder equal to

(*e*) 2/3 of the estimated federal sales tax for the complex where, before April 1991, the construction or substantial renovation of the complex is substantially completed and possession of the complex is transferred, and

(*f*) 1/3 of the estimated federal sales tax for the complex in any other case.

Liability of the builder

(2.1) Where a rebate in respect of a residential complex is paid under subsection (2) to an individual who is not a builder of the

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Les paragraphes 121(2) à (4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Remboursement pour immeuble d'habitation à logement unique déterminé

(2) Sous réserve des paragraphes (4) et (4.1), le ministre rembourse un particulier ou, en cas d'application du sous-alinéa *a*)(i), un constructeur si les conditions suivantes sont réunies :

a) le constructeur a construit un immeuble d'habitation à logement unique déterminé et, selon le cas :

(i) en transfère la possession à une personne aux termes d'un bail, d'une licence ou d'un accord semblable et, ainsi, est réputé par les paragraphes 191(1) ou (3) avoir effectué une fourniture taxable de l'immeuble,

(ii) en effectue une fourniture taxable par vente au profit du particulier;

b) la taxe prévue à la partie IX est payable relativement à la fourniture;

c) le particulier ou la personne prend possession de l'immeuble pour la première fois après 1990 et avant 1995;

d) la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble sont achevées en grande partie :

(i) avant juillet 1991, dans le cas où le particulier ou la personne prend possession de l'immeuble pour la première fois avant juillet 1991,

(ii) avant 1991, dans les autres cas.

Le montant remboursable est égal au suivant :

e) 2/3 de la taxe de vente fédérale estimative applicable à l'immeuble si, avant avril 1991, les travaux sont achevés en grande partie et la possession de l'immeuble est transférée;

f) 1/3 de la taxe de vente fédérale estimative applicable à l'immeuble, dans les autres cas.

Responsabilité du constructeur

(2.1) Lorsque le montant remboursable est versé soit à un particulier qui n'est pas un constructeur de l'immeuble d'habitation, soit

(4) Subsections 121(2) to (4) at present read as follows:

(2) Where

(*a*) a builder of a specified single unit residential complex

(i) gives possession of the complex to a person under a lease, licence or similar arrangement and thereby is deemed under subsection 191(1) to have made a taxable supply of the complex, or

(ii) makes a taxable supply by way of sale of the complex to an individual,

(*b*) tax under Part IX is payable in respect of the supply,

(*c*) the individual or person, as the case may be, first took possession of the complex after 1990 and before April 1991, and

(*d*) the complex was substantially completed before April 1991,

the Minister shall, subject to subsection (5), pay a rebate to the individual or, in the case described in subparagraph (a)(i), to the builder, equal to the amount, if any, by which

(*e*) 2/3 of the estimated federal sales tax for the complex where the complex is substantially completed and possession is transferred before February 15, 1991, and

(*f*) except where paragraph (*e*) applies, 1/3 of the estimated federal sales tax for the complex where the complex is substantially completed and possession is transferred before April 1991,

exceeds the amount of any rebate in respect of the complex that is paid to any other person under this subsection.

(3) Where, immediately before 1991, a builder of a specified residential complex (other than a builder of the complex to whom, by reason of subsection 191(5), subsections 191(1) to (4) do not apply) owned or had possession of the complex and had not transferred ownership or possession under an agreement of purchase and sale to any person who is not a builder of the complex, the Minister shall, subject to subsection (4), pay a rebate to the builder equal to

(*a*) where the complex is a multiple unit residential complex, the amount, if any, by which

(i) 50% of the estimated federal sales tax for the complex, where the complex was, on January 1, 1991, more than 25% completed and not more than 50% completed, and

(ii) 75% of the estimated federal sales tax for the complex, where the complex was, on January 1, 1991, more than 50% completed,

exceeds the amount of any rebate in respect of the complex that is paid to any other person under this subsection, and

(*b*) where the complex is a condominium unit, the amount, if any, by which

(i) 50% of the estimated federal sales tax for the unit, where the condominium complex in which the unit is situated was, on January 1, 1991, more than 25% completed and not more than 50% completed, and

(ii) 75% of the estimated federal sales tax for the unit, where the condominium complex in which the unit is situated was, on January 1, 1991, more than 50% completed,

exceeds the amount of any rebate in respect of the unit that is paid to any other person under this subsection.

(4) A rebate shall not be paid under this section to a person unless the person has applied to the Minister for the rebate in prescribed form and manner before 1995.

(4). — Adjonction des paragraphes 121(2.1) et (4.1). Texte actuel des paragraphes 121(2) à (4) :

(2) Sous réserve du paragraphe (5), le ministre verse un remboursement à un particulier ou, en cas d'application du sous-alinéa *a*)(i), à un constructeur si les conditions suivantes sont réunies :

a) le constructeur a construit un immeuble d'habitation à logement unique déterminé et, selon le cas :

(i) en transfère la possession à une personne aux termes d'un bail, d'une licence ou d'un accord semblable et, ainsi, est réputé par le paragraphe 191(1) avoir effectué une fourniture taxable de l'immeuble,

(ii) en effectue une fourniture taxable par vente au profit du particulier;

b) la taxe prévue à la partie IX est payable relativement à la fourniture;

c) le particulier ou la personne prend possession de l'immeuble pour la première fois entre 1990 et avril 1991;

d) l'immeuble est achevé en grande partie avant avril 1991.

Le remboursement est égal à l'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa *e*) ou *f*) sur tout remboursement visant l'immeuble qui est versé à une autre personne en application du présent paragraphe :

e) 2/3 de la taxe de vente fédérale estimative applicable à l'immeuble, si celui-ci est achevé en grande partie et la possession est transmise avant le 15 février 1991;

f) sauf si l'alinéa *e*) s'applique, 1/3 de la taxe de vente fédérale estimative applicable à l'immeuble, si celui-ci est achevé en grande partie et la possession est transmise avant avril 1991.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le ministre verse un remboursement au constructeur d'un immeuble d'habitation déterminé (sauf le constructeur auquel les paragraphes 191(1) à (4) ne s'appliquent pas par l'effet du paragraphe 191(5)) qui a la propriété et la possession de l'immeuble et qui n'en a pas transféré la propriété ou la possession aux termes d'un contrat de vente à une personne qui n'est pas le constructeur de l'immeuble. Ce remboursement est égal au montant suivant :

a) s'il s'agit d'un immeuble d'habitation à logements multiples, l'excédent éventuel du montant visé au sous-alinéa (i) ou (ii) sur tout remboursement visant l'immeuble qui est versé à une autre personne en application du présent paragraphe :

(i) le montant correspondant à 50 % de la taxe de vente fédérale estimative applicable à l'immeuble, si celui-ci est, le 1er janvier 1991, achevé à plus de 25 % mais non à plus de 50 %,

(ii) le montant correspondant à 75 % de la taxe de vente fédérale estimative applicable à l'immeuble, si celui-ci est, le 1er janvier 1991, achevé à plus de 50 %;

b) s'il s'agit d'un logement en copropriété, l'excédent éventuel du montant visé au sous-alinéa (i) ou (ii) sur tout remboursement visant le logement qui est versé à une autre personne en application du présent paragraphe :

(i) le montant correspondant à 50 % de la taxe de vente fédérale estimative applicable au logement, si l'immeuble d'habitation en copropriété dans lequel celui-ci est situé est, le 1er janvier 1991, achevé à plus de 25 % mais non à plus de 50 %,

(ii) le montant correspondant à 75 % de la taxe de vente fédérale estimative applicable au logement, si l'immeuble d'habitation en copropriété dans lequel celui-ci est situé est, le 1er janvier 1991, achevé à plus de 50 %.

complex, or to an assignee of the individual, and

(*a*) the builder has given to the individual or to the Minister incorrect information in writing as to the substantial completion before 1991 of the construction or substantial renovation of the complex,

(*b*) the builder knew or ought to have known that the information was incorrect, and

(*c*) the individual did not know and could not reasonably be expected to have known that the information was incorrect,

the rebate shall be deemed, for the purposes of section 81.39, to have been received by the builder as if the builder had applied therefor.

Rebate for specified residential complex

(3) Where, immediately before 1991, a builder of a specified residential complex (other than a builder of the complex to whom, because of subsection 191(5) or (6), subsections 191(1) to (4) do not apply) owned or had possession of the complex and had not transferred ownership or possession under an agreement of purchase and sale to any person who is not a builder of the complex, the Minister shall, subject to subsections (4) and (4.1), pay a rebate to the builder equal to

(*a*) where the complex is a multiple unit residential complex,

(i) 50% of the estimated federal sales tax for the complex, where the construction or substantial renovation of the complex was, on January 1, 1991, more than 25% completed and not more than 50% completed, and

(ii) 75% of the estimated federal sales tax for the complex, where the construction or substantial renovation of the complex was, on January 1, 1991, more than 50% completed; and

(*b*) where the complex is a residential condominium unit in a condominium complex,

(i) 50% of the estimated federal sales tax for the unit, where the construction or substantial renovation of the condominium complex was, on Janua-

au cessionnaire d'un tel particulier, le constructeur de l'immeuble est réputé, pour l'application de l'article 81.39, avoir reçu ce montant comme s'il en avait fait la demande, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le constructeur a donné au particulier ou au ministre des renseignements écrits inexacts quant à l'état d'achèvement de la construction ou des rénovations majeures de l'immeuble avant 1991;

b) le constructeur savait ou aurait dû savoir que les renseignements étaient inexacts;

c) le particulier ne savait pas et ne pouvait vraisemblablement pas savoir que les renseignements étaient inexacts.

Remboursement pour immeuble d'habitation déterminé

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (4.1), le ministre rembourse au constructeur d'un immeuble d'habitation déterminé (sauf le constructeur auquel les paragraphes 191(1) à (4) ne s'appliquent pas par l'effet des paragraphes 191(5) ou (6)) qui, immédiatement avant 1991, a la propriété ou la possession de l'immeuble et qui n'en a pas transféré la propriété ou la possession aux termes d'un contrat de vente à une personne qui n'est pas le constructeur de l'immeuble. Le montant remboursable est égal au suivant :

a) s'il s'agit d'un immeuble d'habitation à logements multiples :

(i) 50 % de la taxe de vente fédérale estimative applicable à l'immeuble, si la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble étaient, le 1er janvier 1991, achevées à plus de 25 % mais non à plus de 50 %,

(ii) 75 % de la taxe de vente fédérale estimative applicable à l'immeuble, si la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble étaient, le 1er janvier 1991, achevées à plus de 50 %;

b) s'il s'agit d'un logement en copropriété situé dans un immeuble d'habitation en copropriété :

(i) 50 % de la taxe de vente fédérale estimative applicable au logement, si la

(4) Le remboursement n'est versé que si la personne en fait la demande au ministre avant 1995 en la forme et selon les modalités qu'il détermine.

ry 1, 1991, more than 25% completed and not more than 50% completed, and

(ii) 75% of the estimated federal sales tax for the unit, where the construction or substantial renovation of the condominium complex was, on January 1, 1991, more than 50% completed.

construction ou les rénovations majeures de l'immeuble étaient, le 1er janvier 1991, achevées à plus de 25 % mais non à plus de 50 %,

(ii) 75 % de la taxe de vente fédérale estimative applicable au logement, si la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble étaient, le 1er janvier 1991, achevées à plus de 50 %.

Application for rebate

(4) A rebate in respect of a residential complex shall not be paid under this section to a person where the person fails to apply to the Minister for the rebate in prescribed form and manner before 1995 or where a rebate under this section in respect of the complex was paid to any other person entitled thereto.

(4) Le montant est remboursé à l'égard d'un immeuble d'habitation si la personne en fait la demande au ministre avant 1995 en la forme et selon les modalités qu'il détermine. Toutefois, il n'est pas remboursé si un autre montant a déjà été remboursé à l'égard du même immeuble à une autre personne qui y avait droit en vertu du présent article.

Demande de remboursement

Rebate based on consideration

(4.1) Where the estimated federal sales tax for a residential complex is an amount based on the consideration, or a portion of the consideration, for a supply of the complex, a rebate in respect of the complex shall not be paid under this section to a person unless the person has applied for the rebate after tax under Part IX became payable in respect of that supply.

(4.1) Lorsque la taxe de vente fédérale estimative applicable à un immeuble d'habitation est fondée sur tout ou partie de la contrepartie de la fourniture de l'immeuble, le montant n'est remboursé à l'égard de l'immeuble que si la personne en fait la demande après que la taxe prévue à la partie IX est devenue payable relativement à la fourniture.

Remboursement fondé sur la contrepartie

1990, c. 45, s. 12(1)

(5) Subsection 121(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(5) Le paragraphe 121(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Application of Parts VI and VII

(6) Parts VI and VII apply in respect of an application for a rebate and of a payment of a rebate under this section as if the application were an application for a refund under section 68 and the payment were made under section 72.

(6) Les parties VI et VII s'appliquent aux demandes de remboursement et aux versements, prévus par le présent article, comme s'il s'agissait de demandes présentées en vertu de l'article 68 et de versements faits en application de l'article 72.

Application des parties VI et VII

(6) Subsections (1) to (5) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(6) Les paragraphes (1) à (5) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***(a)* subsection 121(3) of the said Act, as enacted by subsection (4), shall be read without reference to the words "or (6)" in its application to any residential complex the builder of which is a person to whom subsections 191(1) to (4) of the said Act do not apply because of subsection 191(6) of the said Act and in respect of which an application for a rebate under section 121 of the said Act is filed in accordance with**

***a)* il n'est pas tenu compte de la mention « ou (6) » au paragraphe 121(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), pour l'application du même paragraphe 121(3) aux immeubles d'habitation dont le constructeur est une personne à laquelle les paragraphes 191(1) à (4) de la même loi ne s'appliquent pas par l'effet du paragraphe 191(6) de la même loi et à l'égard desquels une demande de rembourse-**

(5) Subsection 121(6) at present reads as follows:

(6) Parts VI and VII apply in respect of an application for a rebate and of a payment of a rebate under this section as if the application and payment were made under section 72.

(5). — Texte actuel du paragraphe 121(6) :

(6) Les parties VI et VII s'appliquent aux demandes de remboursement et aux versements, prévus par le présent article, comme s'ils étaient faits en application de l'article 72.

that section before September 15, 1992; and

(*b*) subsections 121(2) to (3) of the said Act, as enacted by subsection (4), shall be read without reference to the words "the construction or substantial renovation of" in their application to any residential complex in respect of which an application for a rebate under section 121 of the said Act is filed in accordance with that section before September 15, 1992.

ment visée à l'article 121 de la même loi est produite en conformité avec cet article avant le 15 septembre 1992;

***b*) il n'est pas tenu compte des mentions de la construction ou des rénovations majeures aux paragraphes 121(2) à (3) de la même loi, édictés par le paragraphe (4), pour leur application aux immeubles d'habitation à l'égard desquels une demande de remboursement visée à l'article 121 de la même loi est produite en conformité avec cet article avant le 15 septembre 1992.**

8. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 121 thereof, the following section:

8. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 121, de ce qui suit :

Application of anti-avoidance rule

121.1 Section 274 applies to this Part with such modifications as the circumstances require, and for that purpose every reference in that section to "an assessment, a reassessment or an additional assessment" shall be read as a reference to "an assessment, a reassessment, an additional assessment, a determination or a redetermination".

121.1 L'article 274 s'applique à la présente partie avec les adaptations nécessaires. À cette fin, la mention à cet article de cotisation, nouvelle cotisation ou cotisation supplémentaire vaut aussi mention de détermination ou de nouvelle détermination.

Application de la règle anti-évitement

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

9. (1) Paragraph 122(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

9. (1) L'alinéa 122*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(*a*) on Her Majesty in right of Canada; and

a) Sa Majesté du chef du Canada;

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Section 122 of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*b*) thereof and by repealing paragraph (*c*) thereof.

(2) L'alinéa 122*c*) de la même loi est abrogé.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

10. (1) The definitions "commercial activity", "credit note", "exclusive", "hospital authority", "membership", "non-profit organization", "recipient", "registrant", "segregated fund", "service" and "taxable supply" in subsection 123(1) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

10. (1) Les définitions de « acquéreur », « activité commerciale », « administration hospitalière », « droit d'adhésion », « exclusif », « fonds réservé », « fourniture taxable », « inscrit », « note de crédit », « organisme à but non lucratif » et « service », au paragraphe 123(1) de la même loi, sont abrogées et respectivement remplacées par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Clause 8: New.

Article 8, (1). — Nouveau.

Clause 9: (1) and (2) Section 122 at present reads as follows:

122. This Part is binding

(*a*) on Her Majesty in right of Canada in respect of obligations as a supplier to collect and to remit tax in respect of taxable supplies made by Her Majesty in right of Canada;

(*b*) on Her Majesty in right of a province in respect of obligations as a supplier to collect and to remit tax in respect of taxable supplies made by Her Majesty in right of the province; and

(*c*) on prescribed agents of Her Majesty in right of Canada.

Article 9, (1) et (2). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés de l'article 122 :

122. La présente partie lie :

a) Sa Majesté du chef du Canada en ce qui concerne une obligation à titre de fournisseur de percevoir et de verser la taxe relative aux fournitures taxables qu'elle effectue;

...

c) les mandataires de Sa Majesté du chef du Canada, désignés par règlement.

Clause 10: (1) The definitions "commercial activity", "credit note", "exclusive", "hospital authority", "membership", "non-profit organization", "recipient", "registrant", "segregated fund", "service" and "taxable supply" in subsection 123(1) at present read as follows:

"commercial activity" means

(*a*) any business carried on by a person,

(*b*) any adventure or concern of a person in the nature of trade, and

Article 10, (1). — Texte actuel des définitions de « acquéreur », « activité commerciale », « administration hospitalière », « droit d'adhésion », « exclusif », « fonds réservé », « fourniture taxable », « inscrit », « note de crédit », « organisme à but non lucratif » et « service » au paragraphe 123(1) :

« acquéreur » Personne qui paie, ou accepte de payer, la contrepartie d'une fourniture ou, à défaut de contrepartie, destinataire de la fourniture.

"commercial activity" « *activité commerciale* »

"commercial activity" of a person means

(*a*) a business carried on by the person (other than a business carried on by an individual or a partnership, all of the members of which are individuals, without a reasonable expectation of profit), except to the extent to which the business involves the making of exempt supplies by the person,

(*b*) an adventure or concern of the person in the nature of trade (other than an adventure or concern engaged in by an individual or a partnership, all of the members of which are individuals, without a reasonable expectation of profit), except to the extent to which the adventure or concern involves the making of exempt supplies by the person, and

(*c*) the making of a supply (other than an exempt supply) by the person of real property of the person, including anything done by the person in the course of or in connection with the making of the supply;

"credit note" « *note de crédit* »

"credit note" means a credit note issued under subsection 232(3);

"exclusive" « *exclusif* »

"exclusive" means

(*a*) in respect of the consumption, use or supply of property or a service by a person that is not a financial institution, all or substantially all of the consumption, use or supply of the property or service, and

(*b*) in respect of the consumption, use or supply of property or a service by a financial institution, all of the consumption, use or supply of the property or service;

"hospital authority" « *administration hospitalière* »

"hospital authority" means an organization or that part of an organization that operates a public hospital and that is designated by the Minister as a hospital authority for the purposes of this Part;

"membership" « *droit d'adhésion* »

"membership" includes a right granted by a particular person that entitles another person to services that are provided by, or to the use of facilities that are operated by,

« acquéreur »

« acquéreur » *recipient*

a) Personne qui est tenue, aux termes d'une convention portant sur une fourniture, de payer la contrepartie de la fourniture;

b) personne qui est tenue, autrement qu'aux termes d'une convention portant sur une fourniture, de payer la contrepartie de la fourniture;

c) si nulle contrepartie n'est payable pour une fourniture :

(i) personne à qui un bien, fourni par vente, est livré ou à la disposition de qui le bien est mis,

(ii) personne à qui la possession ou l'utilisation d'un bien, fourni autrement que par vente, est transférée ou à la disposition de qui le bien est mis,

(iii) personne à qui un service est rendu.

Par ailleurs, la mention d'une personne au profit de laquelle une fourniture est effectuée vaut mention de l'acquéreur de la fourniture.

« activité commerciale » « activité commerciale » *"commercial activity"*

« activité commerciale » Constituent des activités commerciales exercées par une personne :

a) l'exploitation d'une entreprise (à l'exception d'une entreprise exploitée sans attente raisonnable de profit par un particulier ou une société de personnes dont l'ensemble des associés sont des particuliers), sauf dans la mesure où l'entreprise comporte la réalisation par la personne de fournitures exonérées;

b) les projets à risque et les affaires de caractère commercial (à l'exception de quelque projet ou affaire qu'entreprend, sans attente raisonnable de profit, un particulier ou une société de personnes dont l'ensemble des associés sont des particuliers), sauf dans la mesure où le projet ou l'affaire comporte la réalisation par la personne de fournitures exonérées;

(*c*) any activity engaged in by a person that involves the supply of real property or of a right or interest in respect of real property by that person,

but does not include

(*d*) any activity engaged in by a person to the extent that it involves the making of an exempt supply by the person,

(*e*) any activity engaged in by an individual without a reasonable expectation of profit, or

(*f*) the performance of any duty or activity in relation to an office or employment;

"credit note" means a note issued under subsection 232(3);

"exclusive", in respect of the consumption, use or supply of property or a service, means all or substantially all of the consumption, use or supply of the property or service, and "all a substantially all", in respect of the consumption, use or supply of property or a service by a financial institution, means all of the consumption, use or supply of the property or service;

"hospital authority" means an organization or that part of an organization that operates a public hospital that is certified as such by the Department of National Health and Welfare;

"membership" includes a right granted by a particular person that entitles another person to services that are provided by, or to the use of facilities that are operated by, the particular person and that are not available, or are not available to the same extent or for the same fee or charge, to persons to whom such a right has not been granted, and also includes such a right where it is provided under the terms and conditions of a share, bond, debenture or other security issued by a person;

"non-profit organization" means a person (other than an individual, an estate, a trust or a charity) that was organized and is operated solely for a purpose other than profit, no part of the income of which is payable to, or otherwise available for the personal benefit of, any proprietor, member or shareholder thereof unless the proprietor, member or shareholder is a club, a society or an association the primary purpose and function of which is the promotion of amateur athletics in Canada;

"recipient", in respect of a supply, means the person who pays or agrees to pay consideration for the supply or, if no consideration is or is to be paid for the supply, the person to whom the supply is made;

"registrant" means a person who is registered, or who is required to apply to be registered, under Subdivision d of Division V;

"segregated fund" of an insurer means a specified group of properties that is held in respect of life insurance policies all or part of the reserves for which vary in amount depending on the fair market value of the properties;

"service" means anything other than

(*a*) property,

(*b*) money, and

(*c*) anything that is supplied to an employer by a person who is or agrees to become an officer or employee of the employer in the course of or in relation to the office or employment of that person;

"taxable supply" means a supply that is made in the course of a commercial activity, but does not include an exempt supply;

« activité commerciale » Constituent des activités commerciales exercées par une personne :

a) l'exploitation d'une entreprise;

b) les projets à risques et les affaires de caractère commercial;

c) les activités comportant la fourniture d'immeubles ou de droits sur des immeubles.

La présente définition exclut :

d) les activités exercées par une personne, dans la mesure où elles comportent la réalisation par celle-ci d'une fourniture exonérée;

e) les activités exercées par un particulier sans attente raisonnable de profit;

f) les fonctions ou activités accomplies dans le cadre d'une charge ou d'un emploi.

« administration hospitalière » Institution ou partie d'institution qui administre un hôpital public certifié par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

« droit d'adhésion » Y est assimilé le droit conféré par une personne par lequel le titulaire du droit peut obtenir des services fournis par la personne ou faire usage d'installations gérées par elle qui ne sont pas mis à la disposition de personnes non titulaires d'un tel droit ou, si elles le sont, ne le sont pas dans la même mesure ou au même coût. Y est également assimilé un tel droit prévu par les conditions d'une action, d'une obligation ou d'un autre titre émis.

« exclusif » S'entend de la totalité, ou presque, de la consommation, de l'utilisation ou de la fourniture d'un bien ou d'un service. L'expression « totalité, ou presque, » s'entend de la totalité de la consommation, de l'utilisation ou de la fourniture d'un bien ou d'un service par une institution financière.

« fonds réservé » Groupe déterminé de biens détenus par un assureur relativement à des polices d'assurance-vie dont tout ou partie des provisions varient selon la juste valeur marchande des biens.

« fourniture taxable » Fourniture, sauf une fourniture exonérée, effectuée dans le cadre d'une activité commerciale.

« inscrit » Personne figurant sur un registre, ou tenue de présenter une demande à cet effet, aux termes de la sous-section d de la section V.

« note de crédit » Note remise en application du paragraphe 232(3).

« organisme à but non lucratif » À l'exclusion d'un particulier, d'une succession, d'une fiducie ou d'un organisme de bienfaisance, personne qui est constituée et administrée exclusivement à des fins non lucratives et dont aucun revenu n'est payable à un propriétaire, un membre ou un actionnaire ou ne peut par ailleurs être disponible pour servir à leur profit personnel, sauf s'ils forment un club ou une association ayant comme principal objectif la promotion du sport amateur au Canada.

« service » Tout ce qui n'est ni un bien, ni de l'argent, ni fourni à un employeur par une personne qui est un cadre ou un salarié de l'employeur, ou a accepté de l'être, relativement à sa charge ou à son emploi.

the particular person and that are not available, or are not available to the same extent or for the same fee or charge, to persons to whom such a right has not been granted, and also includes such a right that is conditional on the acquisition or ownership of a share, bond, debenture or other security;

"non-profit organization" *« organisme à but non lucratif »*

"non-profit organization" means a person (other than an individual, an estate, a trust, a charity, a municipality or a government) that was organized and is operated solely for a purpose other than profit, no part of the income of which is payable to, or otherwise available for the personal benefit of, any proprietor, member or shareholder thereof unless the proprietor, member or shareholder is a club, a society or an association the primary purpose and function of which is the promotion of amateur athletics in Canada;

"recipient" *« acquéreur »*

"recipient" of a supply of property or a service means

(*a*) where consideration for the supply is payable under an agreement for the supply, the person who is liable under the agreement to pay that consideration,

(*b*) where paragraph (*a*) does not apply and consideration is payable for the supply, the person who is liable to pay that consideration, and

(*c*) where no consideration is payable for the supply,

(i) in the case of a supply of property by way of sale, the person to whom the property is delivered or made available,

(ii) in the case of a supply of property otherwise than by way of sale, the person to whom possession or use of the property is given or made available, and

(iii) in the case of a supply of a service, the person to whom the service is rendered,

c) la réalisation de fournitures, sauf des fournitures exonérées, d'immeubles appartenant à la personne, y compris les actes qu'elle accomplit dans le cadre ou à l'occasion des fournitures.

« administration hospitalière » *"hospital authority"*

« administration hospitalière » Institution ou partie d'institution qui administre un hôpital public et qui est désignée par le ministre comme administration hospitalière pour l'application de la présente partie.

« droit d'adhésion » *"membership"*

« droit d'adhésion » Est assimilé au droit d'adhésion le droit conféré par une personne par lequel le titulaire du droit peut obtenir des services fournis par la personne ou faire usage d'installations gérées par elle, lesquels ne sont pas mis à la disposition de personnes non titulaires d'un tel droit ou, s'ils le sont, ne le sont pas dans la même mesure ou au même coût. Y est également assimilé un tel droit dont l'obtention requiert qu'une personne soit propriétaire ou acquéreur d'une action, d'une obligation ou d'un autre titre.

« exclusif » *"exclusive"*

« exclusif » S'entend, dans le cas des personnes autres que les institutions financières, de la totalité, ou presque, de la consommation, de l'utilisation ou de la fourniture d'un bien ou d'un service et, dans le cas des institutions financières, de la totalité de pareille consommation, utilisation ou fourniture.

« fonds réservé » *"segregated fund"*

« fonds réservé » Groupe déterminé de biens détenus par un assureur relativement à des polices d'assurance dont tout ou partie des provisions varient selon la juste valeur marchande des biens.

« fourniture taxable » *"taxable supply"*

« fourniture taxable » Fourniture effectuée dans le cadre d'une activité commerciale.

« inscrit » *"registrant"*

« inscrit » Personne inscrite, ou tenue de l'être, aux termes de la sous-section d de la section V.

« note de crédit » *"credit note"*

« note de crédit » Note de crédit remise en application du paragraphe 232(3).

and any reference to a person to whom a supply is made shall be read as a reference to the recipient of the supply;

"registrant" « *inscrit* »

"registrant" means a person who is registered, or who is required to be registered, under Subdivision d of Division V;

"segregated fund" « *fonds réservé* »

"segregated fund" of an insurer means a specified group of properties that is held in respect of insurance policies all or part of the reserves for which vary in amount depending on the fair market value of the properties;

"service" « *service* »

"service" means anything other than

(*a*) property,

(*b*) money, and

(*c*) anything that is supplied to an employer by a person who is or agrees to become an employee of the employer in the course of or in relation to the office or employment of that person;

"taxable supply" « *fourniture taxable* »

"taxable supply" means a supply that is made in the course of a commercial activity;

« organisme à but non lucratif » À l'exclusion d'un particulier, d'une succession, d'une fiducie, d'un organisme de bienfaisance, d'une municipalité ou d'un gouvernement, personne qui est constituée et administrée exclusivement à des fins non lucratives et dont aucun revenu n'est payable à un propriétaire, à un membre ou à un actionnaire ou ne peut par ailleurs être disponible pour servir à leur profit personnel, sauf s'ils forment un club ou une association ayant comme principal objectif la promotion du sport amateur au Canada.

« organisme à but non lucratif » *"non-profit organization"*

« service » Tout ce qui n'est ni un bien, ni de l'argent, ni fourni à un employeur par une personne qui est un salarié de l'employeur, ou a accepté de l'être, relativement à sa charge ou à son emploi.

« service » *"service"*

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph (*c*) of the definition "builder" in subsection 123(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) in the case of a mobile home or floating home, makes a supply of the home before the home has been used or occupied by any individual as a place of residence,

(2) L'alinéa *c*) de la définition de « constructeur », au paragraphe 123(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) dans le cas d'une maison mobile ou d'une maison flottante, fournit la maison avant qu'elle soit utilisée ou occupée à titre résidentiel;

1990, ch. 45, par. 12(1)

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subparagraph (*d*)(ii) of the definition "builder" in subsection 123(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(ii) in any case, before it has been occupied by an individual as a place of residence or lodging,

(3) Le sous-alinéa *d*)(ii) de la définition de « constructeur », au paragraphe 123(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) dans tous les cas, avant qu'il soit occupé à titre résidentiel ou d'hébergement;

1990, ch. 45, par. 12(1)

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) All that portion of paragraph (*d*) of the definition "builder" in subsection 123(1) of the said Act following subparagraph (ii)

(4) Le passage de l'alinéa *d*) de la définition de « constructeur », au paragraphe 123(1) de la même loi, qui précède le

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) to (5) The definition "builder" in subsection 123(1) present reads as follows:

uilder" of a residential complex or of an addition to a multiple unit residential complex means a person who

(*a*) at a time when the person has an interest in the real property on which the complex is situated, carries on or engages another person to carry on for the person

(i) in the case of an addition to a multiple unit residential complex, the construction of the addition to the multiple unit residential complex,

(ii) in the case of a residential condominium unit, the construction of the condominium complex in which the unit is situated, and

(iii) in any other case, the construction or substantial renovation of the complex,

(*b*) acquires an interest in the complex at a time when

(i) in the case of an addition to a multiple unit residential complex, the addition is under construction, and

(ii) in any other case, the complex is under construction or substantial renovation,

(*c*) in the case of a mobile home, manufactures the mobile home,

(*d*) acquires an interest in the complex

(i) in the case of a condominium complex or residential condominium unit, at a time when the complex is not registered as a condominium, or

(2) à (5). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés de la définition de « constructeur » au paragraphe 123(1) :

« constructeur » Est constructeur d'un immeuble d'habitation ou d'une adjonction à un immeuble d'habitation à logements multiples la personne qui, selon le cas :

...

c) dans le cas d'une maison mobile, fabrique celle-ci;

d) acquiert un droit sur l'immeuble d'habitation au moment suivant, en vue principalement de fournir tout ou partie de l'immeuble ou un droit sur celui-ci, par vente :

...

(ii) dans tous les cas, avant qu'il soit occupé à titre résidentiel ou de pension, aux termes d'un accord conclu à cette fin;

e) est réputée par le paragraphe 190(1) être le constructeur de l'immeuble.

N'est pas un constructeur le particulier, visé à l'un des alinéas *a*) à *d*), qui construit l'immeuble d'habitation ou l'adjonction, ou y fait des rénovations majeures, ou qui acquiert l'immeuble d'habitation ou un droit y afférent, autrement que dans le cadre d'une entreprise, d'un projet à risques ou d'une affaire de caractère commercial, ni la personne visée à l'un des alinéas *a*) à *c*) dont le droit sur l'immeuble lui permet d'acheter l'immeuble du constructeur.

thereof is repealed and the following substituted therefor:

for the primary purpose of

(iii) making one or more supplies of the complex or parts thereof or interests therein by way of sale, or

(iv) making one or more supplies of the complex or parts thereof by way of lease, licence or similar arrangement to persons other than to individuals who are acquiring the complex or parts otherwise than in the course of a business or an adventure or concern in the nature of trade, or

sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) acquiert un droit sur l'immeuble d'habitation au moment suivant, en vue principalement soit d'effectuer par vente des fournitures de tout ou partie de l'immeuble, ou de droits sur celui-ci, soit d'effectuer des fournitures de tout ou partie de l'immeuble par bail, licence ou accord semblable au profit de personnes autres que des particuliers qui acquièrent l'immeuble ou la partie d'immeuble en dehors du cadre d'une entreprise, d'un projet à risques ou d'une affaire de caractère commercial :

1990, c. 45, s. 12(1)

(5) All that portion of the definition "builder" in subsection 123(1) of the said Act following paragraph (*d*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*e*) in any case, is deemed under subsection 190(1) to be a builder of the complex,

but does not include

(*f*) an individual described in paragraph (*a*), (*b*) or (*d*) who

(i) carries on the construction or substantial renovation,

(ii) engages another person to carry on the construction or substantial renovation for the individual, or

(iii) acquires the complex or interest in it,

otherwise than in the course of a business or an adventure or concern in the nature of trade,

(*g*) an individual described in paragraph (*c*) who makes a supply of the mobile home or floating home otherwise than in the course of a business or an adventure or concern in the nature of trade, or

1990, ch. 45, par. 12(1)

(5) Le passage de la définition « constructeur », au paragraphe 123(1) de la même loi, qui suit l'alinéa *d*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) dans tous les cas, est réputée par le paragraphe 190(1) être le constructeur de l'immeuble.

N'est pas un constructeur :

f) le particulier visé aux alinéas *a*), *b*) ou *d*) qui, en dehors du cadre d'une entreprise, d'un projet à risques ou d'une affaire de caractère commercial :

(i) soit construit ou fait construire l'immeuble d'habitation ou l'adjonction, ou y fait ou y fait faire des rénovations majeures,

(ii) soit acquiert l'immeuble ou un droit afférent;

g) le particulier visé à l'alinéa *c*) qui fournit la maison mobile ou la maison flottante en dehors du cadre d'une entreprise, d'un projet à risques ou d'une affaire de caractère commercial;

h) la personne visée aux alinéas *a*) à *c*) dont le seul droit sur l'immeuble est

(ii) in any case, before it has been occupied by an individual as a place of residence or lodging under any arrangement for that purpose,

for the primary purpose of making a supply of the complex or any part thereof or an interest therein by way of sale, or

(*e*) a person deemed under subsection 190(1) to be a builder of the complex,

but does not include an individual described in any of paragraphs (a) to (d) who carries on the construction or substantial renovation, or acquires the complex or interest therein, otherwise than in the course of a business or an adventure or concern in the nature of trade or a person described in any of paragraphs (*a*) to (*c*) whose interest in the complex is a right to purchase the complex from a builder of the complex;

(*h*) a person described in any of paragraphs (*a*) to (*c*) whose only interest in the complex is a right to purchase the complex or an interest in it from a builder of the complex;

celui d'acheter du constructeur l'immeuble ou un droit afférent.

1990, c. 45, s. 12(1)

(6) Paragraph (*f*) of the definition "financial service" in subsection 123(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*f*) the payment or receipt of money as dividends (other than patronage dividends), interest, principal, claims, benefits or any similar payment or receipt of money in respect of a financial instrument,

1990, ch. 45, par. 12(1)

(6) L'alinéa *f*) de la définition de « service financier », au paragraphe 123(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) le paiement ou la réception d'argent à titre de dividendes, sauf les ristournes, d'intérêts, de principal, de réclamations ou d'avantages, ou tout paiement ou réception d'argent semblable, relativement à un effet financier;

1990, c. 45, s. 12(1)

(7) Paragraph (*j*) of the definition "financial service" in subsection 123(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*j*) the service of investigating and recommending the compensation in satisfaction of a claim under an insurance policy where the service is supplied by an insurer or by another person who, except in the case of a claim under a marine insurance policy, is licensed under the laws of a province to provide such service,

(*j*.1) the service of providing a person who supplies a service referred to in paragraph (*j*) in respect of property with an appraisal of the damage caused to the property, or in the case of a loss of the property, the value of the property, where the supplier of the appraisal inspects the property, or in the case of a loss of the property, the last-known place where the property was situated before the loss,

1990, ch. 45, par. 12(1)

(7) L'alinéa *j*) de la définition de « service financier », au paragraphe 123(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

j) le service consistant à faire des enquêtes et des recommandations concernant l'indemnité accordée en règlement d'une réclamation faite aux termes d'une police d'assurance, qui est fourni par un assureur ou par une autre personne qui, sauf s'il s'agit d'une réclamation faite aux termes d'une police d'assurance maritime, est autorisée par permis obtenu en application de la législation provinciale à rendre un tel service;

j.1) le service consistant à remettre au fournisseur du service visé à l'alinéa *j*) relativement à un bien une évaluation des dommages causés au bien ou, en cas de perte du bien, de sa valeur, à condition que le fournisseur de l'évaluation examine le bien ou son dernier emplacement connu avant sa perte;

1990, c. 45, s. 12(1)

(8) Paragraph (*p*) of the definition "financial service" in subsection 123(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*p*) the service of providing advice, other than a service included in this definition because of paragraph (*j*) or (*j*.1),

1990, ch. 45, par. 12(1)

(8) L'alinéa *p*) de la définition de « service financier », au paragraphe 123(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

p) les services de conseil, sauf un service visé aux alinéas *j*) ou *j*.1);

(9) The definition "financial service" in subsection 123(1) of the said Act is further

(9) La définition de « service financier », au paragraphe 123(1) de la même loi, est

(6) Paragraph (*f*) of the definition "financial service" in bsection 123(1) at present reads as follows:

nancial service" means

...

(*f*) the payment or receipt of dividends (other than dividends in kind and patronage dividends), interest, principal, claims, benefits or any other amount in respect of a financial instrument,

(6). — Texte actuel de l'alinéa *f*) de la définition de « service financier » au paragraphe 123(1) :

f) le paiement ou la réception de dividendes (sauf les dividendes en nature et les ristournes), d'intérêts, de principal, de réclamations, d'avantages ou d'autres montants relativement à un effet financier;

(7) Paragraph (*j*) of the definition "financial service" in bsection 123(1) at present reads as follows:

inancial service" means

...

(*j*) the service of investigating and recommending the compensation in satisfaction of a claim arising under an insurance policy provided by an insurer or by a person licensed under the laws of a province to carry on such services,

(7). — Modification de l'alinéa *j*) de la définition de service financier au paragraphe 123(1) et adjonction de l'alinéa *j*.1) à cette définition. Texte actuel de l'alinéa *j*) :

j) les services consistant à faire des enquêtes et des recommandations concernant l'indemnité accordée en règlement d'une réclamation faite aux termes d'une police d'assurance offerte par un assureur ou par une personne titulaire d'un permis, obtenu en application de la législation provinciale, qui l'autorise à offrir de tels services;

(8) Paragraph (*p*) of the definition "financial service" in bsection 123(1) at present reads as follows:

inancial service" means

...

but does not include

...

(*p*) the service of providing advice other than a service included in this definition by reason of paragraph (*j*),

(8). — Adjonction du passage souligné et remplacement des mots « à l'alinéa » par les mots « aux alinéas ».

(9) New.

(9). — Nouveau.

amended by adding thereto, immediately after paragraph (*r*) thereof, the following paragraph:

(*r*.1) the arranging for the transfer of ownership of shares of a cooperative housing corporation,

modifiée par insertion, après l'alinéa *r*), de ce qui suit :

r.1) le fait de prendre des mesures en vue du transfert de la propriété des parts du capital social d'une coopérative d'habitation;

1990, c. 45, s. 12(1)

(10) All that portion of paragraph (*a*) of the definition "insurance policy" in subsection 123(1) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) a policy or contract of insurance (other than a warranty in respect of the quality, fitness or performance of tangible property, where the warranty is supplied to a person who acquires the property otherwise than for resale) that is issued by an insurer, including

1990, ch. 45, par. 12(1)

(10) Le passage de l'alinéa *a*) de la définition de « police d'assurance », au paragraphe 123(1) de la même loi, qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) Police ou contrat d'assurance (sauf une garantie portant sur la qualité, le bon état ou le bon fonctionnement d'un bien corporel, lorsque la garantie est fournie à une personne qui acquiert le bien à une fin autre que sa vente) établis par un assureur, y compris :

(11) The definition "qualifying subsidiary" in subsection 123(1) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*a*) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (*b*) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(*c*) where the particular corporation is a member of a mutual insurance group, every other member of that group;

(11) La définition de « filiale déterminée », au paragraphe 123(1) de la même loi, est modifiée par adjonction de ce qui suit :

d) si la personne morale donnée est membre d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance, chacun des autres membres de ce regroupement.

1990, c. 45, s. 12(1)

(12) Paragraph (*c*) of the definition "real property" in subsection 123(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) a mobile home, a floating home and any leasehold or proprietary interest therein;

1990, ch. 45, par. 12(1)

(12) L'alinéa *c*) de la définition de « immeuble », au paragraphe 123(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) les maisons mobiles, les maisons flottantes ainsi que les tenures à bail ou autres droits de propriété afférents.

1990, c. 45, s. 12(1)

(13) All that portion of paragraph (*a*) of the definition "residential complex" in subsection 123(1) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) that part of a building in which one or more residential units are located, together with

1990, ch. 45, par. 12(1)

(13) Le passage de l'alinéa *a*) de la définition de « immeuble d'habitation », au paragraphe 123(1) de la même loi, qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) La partie constitutive d'un bâtiment qui comporte au moins une habitation, y compris :

(14) The definition "residential complex" in subsection 123(1) of the said Act is fur-

(14) La définition de « immeuble d'habita-

tion », au paragraphe 123(1) de la même loi,

(10) The relevant portion of paragraph (*a*) of the definition "insurance policy" in subsection 123(1) at present reads as follows:

"insurance policy" means

(*a*) a policy or contract of insurance that is issued by an insurer, including

(10). — Adjonction du passage souligné.

(11) New.

(11). — Nouveau.

(12) Paragraph (*c*) of the definition "real property" in subsection 123(1) at present reads as follows:

"real property" includes

...

(*c*) a mobile home;

(12). — Adjonction du passage souligné.

(13) to (15) The definition "residential complex" in subsection 123(1) at present reads as follows:

"residential complex" means

(*a*) that part of a building (including a mobile home) in which one or more residential units are located, together with

(i) that part of any common areas and other appurtenances to the building and the land immediately contiguous to the building that is reasonably necessary for the use and enjoyment of the building as a place of residence for individuals, and

(ii) that proportion of the land subjacent to the building that part of the building is of the whole building,

(13) à (15). — Texte actuel de la définition de « immeuble d'habitation » au paragraphe 123(1) :

« immeuble d'habitation »

a) La partie constitutive d'un bâtiment (y compris une maison mobile) qui comporte au moins une habitation, y compris :

(i) la fraction des parties communes et des dépendances et du fonds contigu au bâtiment qui est raisonnablement nécessaire à l'usage résidentiel du bâtiment,

(ii) la proportion du fonds sous-jacent au bâtiment correspondant au rapport entre cette partie constitutive et l'ensemble du bâtiment;

ther amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*b*) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (*c*) thereof, the following paragraphs:

(*c*.1) a mobile home, together with any appurtenances to the home and, where the home is affixed to land (other than a site in a residential trailer park) for the purpose of its use and enjoyment as a place of residence for individuals, the land subjacent or immediately contiguous to the home that is attributable to the home and is reasonably necessary for that purpose, and

(*c*.2) a floating home,

est modifiée par insertion, après l'alinéa *c*), de ce qui suit :

c.1) une maison mobile, y compris ses dépendances et, si elle est fixée à un fonds (sauf un emplacement dans un parc à roulottes résidentiel) destiné à en permettre l'usage résidentiel, le fonds sous-jacent ou contigu qui est attribuable à la maison et qui est vraisemblablement nécessaire à son usage résidentiel;

c.2) une maison flottante.

1990, c. 45, s. 12(1)

(15) All that portion of the definition "residential complex" in subsection 123(1) of the said Act, as amended by subsection (14), following paragraph (*c*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*d*) a mobile home, together with any appurtenances to the home and, where the home is affixed to land (other than a site in a residential trailer park) for the purpose of its use and enjoyment as a place of residence for individuals, the land subjacent or immediately contiguous to the home that is attributable to the home and is reasonably necessary for that purpose, and

(*e*) a floating home,

but not including a building, or that part of a building, that is a hotel, a motel, an inn, a boarding house, a lodging house or other similar premises, or the land and appurtenances attributable to the building or part, where the building is not described in paragraph (*c*) and all or substantially all of the supplies of residential units in the building or part by way of lease, licence or similar arrangement are, or are expected to be, for periods of less than sixty days;

1990, ch. 45, par. 12(1)

(15) Le passage de la définition de « immeuble d'habitation », au paragraphe 123(1) de la même loi, qui suit l'alinéa *c*), dans sa version modifiée par le paragraphe (14), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) une maison mobile, y compris ses dépendances et, si elle est fixée à un fonds (sauf un emplacement dans un parc à roulottes résidentiel) destiné à en permettre l'usage résidentiel, le fonds sous-jacent ou contigu qui est attribuable à la maison et qui est raisonnablement nécessaire à son usage résidentiel;

e) une maison flottante.

Ne sont pas un immeuble d'habitation tout ou partie d'un bâtiment qui est un hôtel, un motel, une auberge, une pension ou un gîte semblable, ni le fonds et les dépendances qui y sont attribuables, si le bâtiment n'est pas visé à l'alinéa *c*) et si la totalité, ou presque, des fournitures d'habitation dans le bâtiment ou dans la partie de bâtiment, par bail, licence ou accord semblable, se font, ou sont censées se faire, pour des périodes de moins de 60 jours.

1990, c. 45, s. 12(1)

(16) Paragraph (*a*) of the definition "residential unit" in subsection 123(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(16) Le passage de la définition de « habitation », au paragraphe 123(1) de la même loi, qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*b*) that part of a building that is

(i) the whole or part of a semi-detached house, rowhouse unit, residential condominium unit or other similar premises that is, or is intended to be, a separate parcel or other division of real property owned, or intended to be owned, apart from any other unit in the building, and

(ii) a residential unit,

together with that proportion of any common areas and other appurtenances to the building and the land subjacent or immediately contiguous to the building that is attributable to the unit and that is reasonably necessary for its use and enjoyment as a place of residence for individuals, and

(*c*) the whole of a building described in paragraph (*a*), or the whole of a premises described in subparagraph (*b*)(i), that is owned by or has been supplied by way of sale to an individual and that is used primarily as a place of residence of the individual, an individual related to the individual or a former spouse of the individual, together with

(i) in the case of a building described in paragraph (*a*), any appurtenances to the building, the land subjacent to the building and that part of the land immediately contiguous to the building, that are reasonably necessary for the use and enjoyment of the building, and

(ii) in the case of a premises described in subparagraph (b)(i), that part of any common areas and other appurtenances to the building and the land subjacent or immediately contiguous to the building that is attributable to the unit and that is reasonably necessary for the use and enjoyment of the unit,

but not including any part of a building or the land or appurtenances attributable to a building where

(*d*) the building includes a hotel, a motel, an inn, a boarding house, a lodging house or other similar premises,

(*e*) the building is not described in paragraph (c), and

(*f*) all or substantially all of the supplies of residential units in the building by way of lease, licence or similar arrangement are, or are expected to be, for periods of less than sixty days;

b) la partie d'un bâtiment, y compris la proportion des parties communes et des dépendances du bâtiments, et du fonds sous-jacent ou contigu à celui-ci, qui est attribuable à l'habitation et raisonnablement nécessaire à son usage résidentiel, qui constitue :

(i) d'une part, tout ou partie d'une maison jumelée ou en rangée, d'un logement en copropriété ou d'un local semblable qui est, ou est destinée à être, une parcelle séparée ou une autre division d'immeuble sur lequel il y a, ou il est prévu qu'il y ait, un droit de propriété distinct des droits de propriété des autres parties du bâtiments,

(ii) d'autre part, une habitation;

c) la totalité du bâtiment visé à l'alinéa *a*) ou du local visé au sous-alinéa *b*)(i), qui est la propriété d'un particulier, ou qui lui a été fourni par vente, et qui sert principalement de résidence au particulier, à son ex-conjoint ou à un particulier lié à ce particulier, y compris :

(i) dans le cas d'un bâtiment visé à l'alinéa *a*), les dépendances, le fonds sous-jacent et la partie du fonds contigu qui sont raisonnablement nécessaires à l'usage du bâtiment,

(ii) dans le cas d'un local visé au sous-alinéa *b*)(i), la fraction des parties communes et des dépendances du bâtiment, et du fonds sous-jacent ou contigu à celui-ci, qui est attribuable à l'immeuble et raisonnablement nécessaire à son usage.

N'est pas un immeuble d'habitation une partie d'un bâtiment, ou du fonds ou des dépendances qui y sont attribuables, si, à la fois :

d) le bâtiment comprend un hôtel, un motel, une auberge, une maison de pension ou un local semblable;

e) le bâtiment n'est pas visé à l'alinéa *c*);

f) la totalité, ou presque, des fournitures d'habitation dans le bâtiment, par bail, licence ou accord semblable, se font, ou sont censées se faire, pour des périodes de moins de 60 jours.

(16) Paragraph (*a*) of the definition "residential unit" in ubsection 123(1) at present reads as follows:

(16). — Texte actuel du passage visé de la définition de « habitation » au paragraphe 123(1) :

(*a*) a detached house, semi-detached house, rowhouse unit, condominium unit, mobile home, floating home or apartment,

« habitation » Maison individuelle, jumelée ou en rangée; unité en copropriété; maison mobile; maison flottante; appartement; chambre d'hôtel, de motel, d'auberge ou de pension; chambre dans une résidence d'étudiants, de personnes âgées ou handicapées ou d'autres particuliers; ou tout gîte semblable, ou toute partie de ceux-ci, qui est, selon le cas : « habitation » *"residential unit"*

1990, c. 45, s. 12(1)

(17) The definitions "prescribed" and "short-term accommodation" in subsection 123(1) of the English version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(17) Les définitions de « prescribed » et « short-term accommodation », au paragraphe 123(1) de la version anglaise de la même loi, sont abrogées et remplacées par ce qui suit : 1990, ch. 45, par. 12(1)

"prescribed" *Version anglaise seulement*

"prescribed" means

(*a*) in the case of a form or the manner of filing a form, authorized by the Minister,

(*b*) in the case of the information to be given on a form, specified by the Minister,

(*c*) in the case of the manner of making or filing an election, authorized by the Minister, and

(*d*) in any other case, prescribed by regulation or determined in accordance with rules prescribed by regulation;

"prescribed" means

(*a*) in the case of a form or the manner of filing a form, authorized by the Minister,

(*b*) in the case of the information to be given on a form, specified by the Minister,

(*c*) in the case of the manner of making or filing an election, authorized by the Minister, and

(*d*) in any other case, prescribed by regulation or determined in accordance with rules prescribed by regulation; "prescribed" *Version anglaise seulement*

"short-term accommodation" « *logement provisoire* »

"short-term accommodation" means a residential complex or a residential unit that is supplied by way of lease, licence or similar arrangement for the purpose of its occupancy by an individual as a place of residence or lodging, where the complex or unit is occupied by the same individual for a period of less than a month;

"short-term accommodation" means a residential complex or a residential unit that is supplied by way of lease, licence or similar arrangement for the purpose of its occupancy by an individual as a place of residence or lodging, where the complex or unit is occupied by the same individual for a period of less than a month; "short-term accommodation" « *logement provisoire* »

(18) Subsection 123(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

(18) Le paragraphe 123(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"carrier" « *transporteur* »

"carrier" means a person who supplies a freight transportation service within the meaning assigned by subsection 1(1) of Part VII of Schedule VI;

« centre de congrès » Immeuble acquis par bail, licence ou accord semblable par le promoteur ou l'organisateur d'un congrès pour utilisation exclusive comme lieu du congrès. « centre de congrès » *"convention facility"*

"commercial service" « *service commercial* »

"commercial service" means a processing service within the meaning assigned by subsection 252(5);

« congrès » Réunion ou assemblée officielle qui n'est pas ouverte au grand public. N'est pas un congrès la réunion ou l'as- « congrès » *"convention"*

esidential unit" means

(*a*) a detached house, semi-detached house, rowhouse unit, condominium unit, mobile home or apartment,

« habitation » Maison individuelle, jumelée ou en rangée; unité en copropriété; maison mobile; appartement; chambre d'hôtel, de motel, d'auberge ou de maison de pension; chambre dans une résidence d'étudiants, de personnes âgées ou infirmes ou d'autres particuliers; ou tout local analogue, ou toute partie de ceux-ci qui est, selon le cas :

(17) The definitions "prescribed" and "short-term accommodation" in subsection 123(1) of the English version t present read as follows:

prescribed" means

(*a*) in the case of a form, the information to be given on a form or the manner of filing a form, prescribed by the Minister, and

(*b*) in any other case, prescribed by regulation or determined in accordance with rules prescribed by regulation;

short-term accommodation" means a residential complex or a residential unit that is supplied by way of lease, licence or similar arrangement for the purpose of its occupancy by the same individual as a place of residence or lodging, where the complex or unit is occupied by the individual for a period of less than one month;

(17). — Texte actuel des définitions de « prescribed » et « short-term accommodation » au paragraphe 123(1) de la version anglaise :

"prescribed" means

(*a*) in the case of a form, the information to be given on a form or the manner of filing a form, prescribed by the Minister, and

(*b*) in any other case, prescribed by regulation or determined in accordance with rules prescribed by regulation;

"short-term accommodation" means a residential complex or a residential unit that is supplied by way of lease, licence or similar arrangement for the purpose of its occupancy by the same individual as a place of residence or lodging, where the complex or unit is occupied by the individual for a period of less than one month;

(18) New.

(18). — Nouveau.

"consideration" « *contrepartie* »
"consideration" includes any amount that is payable for a supply by operation of law;

"convention" « *congrès* »
"convention" means a formal meeting or assembly that is not open to the general public, but does not include a meeting or assembly the principal purpose of which is

(*a*) to provide any type of amusement, entertainment or recreation,

(*b*) to conduct contests or games of chance, or

(*c*) to transact the business of the convenor or attendees

(i) in the course of a trade show that is open to the general public, or

(ii) otherwise than in the course of a trade show;

"convention facility" « *centre de congrès* »
"convention facility" means real property that is acquired by way of lease, licence or similar arrangement by the sponsor or organizer of a convention for use exclusively as the site for the convention;

"cooperative corporation" « *coopérative* »
"cooperative corporation" means a cooperative housing corporation and any other cooperative corporation within the meaning assigned by subsection 136(2) of the *Income Tax Act*;

"cooperative housing corporation" « *coopérative d'habitation* »
"cooperative housing corporation" means a corporation that was incorporated, by or under a law of Canada or a province providing for the establishment of the corporation or respecting the establishment of cooperative corporations, for the purpose of making supplies by way of lease, licence or similar arrangement of residential units to its members for the purpose of their occupancy as places of residence for individuals where

(*a*) the statute by or under which it was incorporated, its charter, articles of association or by-laws or its contracts with its members require that the activities of the corporation be engaged in at or near cost after providing for reasonable reserves and hold forth the prospect that surplus funds arising from those activities will be distributed among its members in proportion to patronage,

semblée dont l'objet principal consiste, selon le cas :

a) à offrir des attractions, des divertissements ou des distractions de tout genre;

b) à tenir des concours ou mener des jeux de hasard;

c) à permettre à l'instigateur du congrès ou aux congressistes de réaliser des affaires soit dans le cadre d'une foire commerciale ouverte au grand public, soit autrement que dans le cadre d'une foire commerciale.

« congrès étranger » *"foreign convention"*
« congrès étranger » Congrès qui présente les caractéristiques suivantes :

a) il est raisonnable de s'attendre, au moment où le promoteur du congrès établit le montant de la contrepartie du droit d'entrée au congrès, à ce qu'au moins 75 % de ces droits soient fournis à des personnes non-résidentes;

b) le promoteur du congrès est une organisation dont le siège social est situé à l'étranger ou, à défaut de siège social, qui est contrôlée et gérée par une personne non-résidente ou par des personnes dont la majorité sont des non-résidents.

« contrepartie » *"consideration"*
« contrepartie » Est assimilé à une contrepartie tout montant qui, par effet de la loi, est payable pour une fourniture.

« coopérative » *"cooperative corporation"*
« coopérative » S'entend d'une coopérative d'habitation ou de toute autre corporation coopérative, au sens du paragraphe 136(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

« coopérative d'habitation » *"cooperative housing corporation"*
« coopérative d'habitation » Personne morale constituée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale la concernant ou concernant la constitution de coopératives, en vue de fournir à ses membres, par bail, licence ou accord semblable, des habitations pour occupation à titre résidentiel, si les conditions suivantes sont réunies :

a) la loi sous le régime de laquelle elle est constituée, sa charte, ses statuts constitutifs ou ses règlements administratifs, ou encore les contrats qu'elle conclut avec ses membres, requièrent

(*b*) none of its members (except other cooperative corporations) have more than one vote in the conduct of the affairs of the corporation, and

(*c*) at least 90% of its members are individuals or other cooperative corporations and at least 90% of its shares are held by such persons;

que ses activités couvrent autant que possible leurs frais après la constitution de réserves suffisantes et laissent entrevoir la possibilité de répartition des excédents provenant de ces activités entre ses membres en proportion de leur apport commercial;

b) nul membre, sauf d'autres coopératives, n'a plus d'une voix dans la conduite des affaires de la coopérative;

c) au moins 90 % de ses membres sont des particuliers ou d'autres coopératives, qui détiennent ensemble au moins 90 % de ses parts.

"courier" « *messager* »

"courier" has the meaning assigned by subsection 2(1) of the *Customs Act*;

"debit note" « *note de débit* »

"debit note" means a debit note issued under subsection 232(3);

"employee" « *salarié* »

"employee" includes an officer;

"employer" « *employeur* »

"employer", in relation to an officer, means the person from whom the officer receives remuneration;

« employeur » Est considérée comme l'employeur d'un salarié la personne qui lui verse un traitement, un salaire, une rémunération ou toute autre rétribution. « employeur » *"employer"*

"floating home" « *maison flottante* »

"floating home" means a structure that is composed of a floating platform and a building designed to be occupied as a place of residence for individuals that is permanently affixed to the platform, but does not include any freestanding appliances or furniture sold with the structure or any structure that has means of, or is capable of being readily adapted for, self-propulsion;

« entreprise de taxis » Entreprise exploitée au Canada qui consiste à transporter des passagers par taxi ou autre véhicule semblable à des prix réglementés par les lois fédérales ou provinciales. « entreprise de taxis » *"taxi business"*

« fédération de sociétés mutuelles d'assurance » Personne morale dont chacun des membres est une société mutuelle d'assurance tenue, aux termes d'une loi provinciale, d'être membre de la personne morale. N'est pas une fédération de sociétés mutuelles d'assurance la personne morale dont l'objet principal, selon le cas : « fédération de sociétés mutuelles d'assurance » *"mutual insurance federation"*

a) est lié à l'assurance-automobile;

b) consiste à indemniser les réclamants et les titulaires de polices d'assurance contre les assureurs insolvables;

c) consiste à établir et à administrer un fonds de garantie, un fonds de liquidité, un fonds d'entraide ou un autre fonds semblable pour le bénéfice de ses membres et à aider au paiement des pertes subies lors de leur liquidation ou dissolution.

"foreign convention" « *congrès étranger* »

"foreign convention" means a convention

(*a*) at least 75% of the admissions to which are, at the time the sponsor of the convention determines the amount to be charged as consideration therefor, reasonably expected to be supplied to non-resident persons, and

(*b*) the sponsor of which is an organization whose head office is situated outside Canada or, where the organization has no head office, the member, or majority of members, of which having management and control of the organization is or are non-resident;

« fournitures liées à un congrès » Biens ou services acquis ou importés par une personne exclusivement pour consommation, utilisation ou fourniture par elle dans le « fournitures liées à un congrès » *"related convention supplies"*

"month" « *mois* »

"month" means a period beginning on a particular day in a calendar month and ending on

(*a*) the day immediately before the day in the next calendar month that has the

same calendar number as the particular day, or

(*b*) where the next calendar month does not have a day that has the same calendar number as the particular day, the last day of that next calendar month;

"mutual insurance federation" « *fédération de sociétés mutuelles d'assurance* »

"mutual insurance federation" means a corporation each member of which is a mutual insurance corporation that is required, under an Act of the legislature of a province, to be a member of the corporation, but does not include a corporation the main purpose of which is

(*a*) related to automobile insurance,

(*b*) to provide compensation to insurance policy holders of, or claimants on, insolvent insurers, or

(*c*) to establish and manage a guarantee fund, cash reserve fund, mutual aid fund or similar fund for the benefit of its members and to provide financial assistance with regard to losses sustained on the winding-up or dissolution of its members;

"mutual insurance group" « *regroupement de sociétés mutuelles d'assurance* »

"mutual insurance group" means a group that consists of

(*a*) a mutual insurance federation and its members,

(*b*) where the members of the mutual insurance federation are the sole investors in an investment fund, that fund, and

(*c*) where there exists a mutual reinsurance corporation each member of which is a member of the mutual insurance federation and is not entitled to obtain reinsurance from any other reinsurance corporation, that mutual reinsurance corporation;

"organizer" « *organisateur* »

"organizer" of a convention means a person who acquires the convention facility or related convention supplies and who organizes the convention for another person who is the sponsor of the convention;

cadre d'un congrès, à l'exception des biens et services suivants :

a) les services de transport autres que les services nolisés que la personne acquiert dans l'unique but de transporter les congressistes entre le centre de congrès, leur lieu d'hébergement et les terminaux;

b) les aliments, les boissons et les divertissements;

c) les biens et les services fournis à la personne aux termes d'un contrat visant un service de traiteur;

d) les biens et les services fournis par la personne dans le cadre du congrès pour une contrepartie distincte de la contrepartie du droit d'entrée au congrès, sauf si l'acquéreur de la fourniture acquiert les biens et les services exclusivement pour consommation ou utilisation dans le cadre de la promotion, au congrès, de biens ou de services fournis par lui ou par son entreprise.

« maison flottante » *"floating home"*

« maison flottante » Construction constituée d'une plate-forme flottante et d'un bâtiment, fixé de façon permanente sur cette plate-forme, qui est conçu pour être occupé à titre résidentiel, à l'exclusion des appareils ou du mobilier non encastrés vendus avec la construction. Ne sont pas des maisons flottantes les constructions munies d'un moyen de propulsion ou pouvant facilement en être munies.

« mandataire désigné » *"specified Crown agent"*

« mandataire désigné » Mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, désigné par règlement.

« messager » *"courier"*

« messager » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*.

« mois » *"month"*

« mois » Période qui commence un quantième donné et prend fin :

a) la veille du même quantième du mois suivant;

b) si le mois suivant n'a pas de quantième correspondant au quantième donné, le dernier jour de ce mois.

"related convention supplies" means property or services acquired or imported by a person exclusively for consumption, use or supply by the person in connection with a convention, but does not include

(*a*) transportation services, other than a chartered service acquired by the person solely for the purpose of transporting attendees of the convention between any of the convention facilities, places of lodging of the attendees or transportation terminals,

(*b*) food, beverages or entertainment,

(*c*) property or services that are supplied to the person under a contract for catering, or

(*d*) property or services supplied by the person in connection with the convention for consideration that is separate from the consideration for the admission to the convention, unless the recipient of the supply is acquiring the property or services exclusively for consumption or use in the course of promoting, at the convention, property or services supplied by, or a business of, the recipient;

"related convention supplies" / « *fournitures liées à un congrès* »

"residential trailer park" of a person means the land that is included in a trailer park of the person or, where the person has two or more trailer parks that are immediately contiguous to each other, the land that is included in those contiguous trailer parks, and any buildings, fixtures and other appurtenances to the land that are reasonably necessary for

(*a*) the use and enjoyment of sites in the trailer parks by individuals residing in or occupying mobile homes, or travel trailers, motor homes or similar vehicles or trailers, situated or to be situated on those sites, or

(*b*) the purpose of engaging in the business of supplying those sites by way of lease, licence or similar arrangement,

"residential trailer park" / « *parc à roulottes résidentiel* »

« note de débit » Note de débit remise en application du paragraphe 232(3).

« note de débit » / "*debit note*"

« organisateur » Personne qui acquiert un centre de congrès ou des fournitures liées à un congrès et qui organise le congrès pour une autre personne qui en est le promoteur.

« organisateur » / "*organizer*"

« parc à roulottes » Fonds dont une personne est locataire ou propriétaire, qui est composé exclusivement de ce qui suit :

a) des emplacements que la personne fournit, ou est censée fournir, par bail, licence ou accord semblable, au propriétaire, locataire, occupant ou possesseur soit d'une maison mobile, soit d'une remorque de tourisme, d'une maison motorisée ou de quelque véhicule ou remorque semblable qui est situé sur l'emplacement ou qui y sera situé;

b) d'autres fonds qui sont vraisemblablement nécessaires :

(i) soit à l'usage des emplacements par des particuliers qui résident dans une maison mobile ou dans une remorque de tourisme, une maison motorisée ou quelque véhicule ou remorque semblable qui est situé sur l'emplacement ou qui y sera situé, ou qui occupent semblable maison, véhicule ou remorque,

(ii) soit à l'exploitation d'une entreprise qui consiste à fournir les emplacements par bail, licence ou accord semblable.

« parc à roulottes » / "*trailer park*"

« parc à roulottes résidentiel » Fonds qui fait partie du parc à roulottes d'une personne ou, si la personne possède plusieurs parcs à roulottes contigus, fonds qui fait partie de ceux-ci, ainsi que les bâtiments, installations fixes et autres dépendances du fonds qui sont vraisemblablement nécessaires :

a) soit à l'usage d'emplacements situés dans ces parcs par des particuliers qui

« parc à roulottes résidentiel » / "*residential trailer park*"

but does not include such land and appurtenances or any part of them unless the land encompasses at least two sites and all or substantially all of the sites in the trailer parks

(*c*) are supplied, or are intended to be supplied, by way of lease, licence or similar arrangement for a period of at least

(i) one month, in the case of a mobile home or other residential unit, and

(ii) twelve months, in the case of a travel trailer, motor home or similar vehicle or trailer that is not a residential unit, and

(*d*) if the sites were occupied by mobile homes, would be suitable for use by individuals as places of residence throughout the year;

"specified Crown agent" « *mandataire désigné* »

"specified Crown agent" means a prescribed agent of Her Majesty in right of Canada;

"sponsor" « *promoteur* »

"sponsor" of a convention means the person who convenes the convention and supplies admissions to it;

"taxi business" « *entreprise de taxis* »

"taxi business" means a business carried on in Canada of transporting passengers by taxi for fares that are regulated under the laws of Canada or a province;

"trailer park" « *parc à roulottes* »

"trailer park" of a person means a piece of land that is owned by or leased to the person and that is exclusively composed of

(*a*) one or more sites each of which is, or is intended to be, supplied by the person by way of lease, licence or similar arrangement to the owner, lessee or person in occupation or possession of a mobile home, or a travel trailer, motor home or similar vehicle or trailer, situated or to be situated on the site, and

(*b*) other land that is reasonably necessary for

(i) the use and enjoyment of the sites by individuals residing in or occupying mobile homes, or travel trailers, motor homes or similar vehicles or trailers, situated or to be situated on those sites, or

résident dans une maison mobile ou dans une remorque de tourisme, une maison motorisée ou quelque véhicule ou remorque semblable qui est situé sur ces emplacements ou qui y sera situé, ou qui occupent semblable maison, véhicule ou remorque;

b) soit à l'exploitation d'une entreprise qui consiste à fournir de tels emplacements par bail, licence ou accord semblable.

Ne sont visés par la présente définition que les parcs à roulottes dont les fonds et dépendances, ou leurs parties, comptent chacun au moins deux emplacements et dont la totalité, ou presque, des emplacements répondent aux conditions suivantes :

c) ils sont fournis, ou sont censés être fournis, par bail, licence ou accord semblable pour la période minimale suivante :

(i) un mois, dans le cas d'une maison mobile ou d'une autre habitation,

(ii) douze mois, dans le cas d'une remorque de tourisme, d'une maison motorisée ou de quelque véhicule ou remorque semblable qui n'est pas une habitation;

d) si des maisons mobiles y étaient situées, ils pourraient être utilisés à titre résidentiel durant toute l'année.

« promoteur » *"sponsor"*

« promoteur » Instigateur d'un congrès qui fournit les droits d'entrée à celui-ci.

« regroupement de sociétés mutuelles d'assurance » *"mutual insurance group"*

« regroupement de sociétés mutuelles d'assurance » Groupe composé des éléments suivants :

a) une fédération de sociétés mutuelles d'assurance et ses membres;

b) si les membres de la fédération de sociétés mutuelles d'assurance sont les seuls investisseurs d'un fonds de placement, ce fonds;

c) s'il existe une société mutuelle de réassurance dont chaque membre est membre de la fédération de sociétés mutuelles d'assurance et ne peut souscrire à

(ii) the purpose of engaging in the business of supplying the sites by way of lease, licence or similar arrangement;

de la réassurance auprès d'une autre société de réassurance, cette société mutuelle de réassurance.

« salarié » Est assimilée à un salarié la personne qui reçoit un traitement, une rémunération ou toute autre rétribution. « salarié » *"employee"*

« service commercial » Service de traitement au sens du paragraphe 252(5). « service commercial » *"commercial service"*

« transporteur » Personne qui fournit un service de transport de marchandises au sens du paragraphe 1(1) de la partie VII de l'annexe VI. « transporteur » *"carrier"*

(19) Subsection 123(1) of the French version of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

« règlement » *French version only*

« règlement » et expressions comportant le mot « règlement » Y sont assimilées les règles prévues par règlement.

(19) Le paragraphe 123(1) de la version française de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« règlement » *French version only*

« règlement » et expressions comportant le mot « règlement » Y sont assimilées les règles prévues par règlement.

(20) The definition "commercial service" in subsection 123(1) of the said Act, as enacted by subsection (18), is repealed and the following substituted therefor:

"commercial service" « *service commercial* »

"commercial service", in respect of tangible personal property, means any service in respect of the property other than

(*a*) a service of shipping the property supplied by a carrier, and

(*b*) a financial service;

(20) La définition de « service commercial », au paragraphe 123(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (18), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« service commercial » Service relatif à un bien meuble corporel, sauf un service d'expédition du bien fourni par un transporteur et un service financier. « service commercial » *"commercial service"*

(21) The definitions "commercial activity", "non-profit organization" and "taxable supply" in subsection 123(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), apply after September 1992.

(21) Les définitions de « activité commerciale », « fourniture taxable » et « organisme à but non lucratif », au paragraphe 123(1) de la même loi, édictées par le paragraphe (1), s'appliquent après septembre 1992.

(22) The definitions "credit note", "exclusive", "membership", "recipient", "registrant", "segregated fund" and "service" in subsection 123(1) of the said Act, as enacted

(22) Les définitions de « acquéreur », « droit d'adhésion », « exclusif », « inscrit », « fonds réservé », « note de crédit » et « service », au paragraphe 123(1) de la même loi,

(19) New.

(19). — Nouveau.

by subsection (1), and the definitions "prescribed" and "short-term accommodation" in subsection 123(1) of the English version of the said Act, as enacted by subsection (17), shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(23) Subsections (2), (3), (5), (8), (11) to (14), (16) and (19) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(24) Subsection (4) shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

(25) Subsection (6) applies to services supplied after September 14, 1992.

(26) Subsection (7) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in respect of services provided before October 1992, paragraph (*j*.1) of the definition "financial service" in subsection 123(1) of the said Act, as enacted by subsection (7), shall be read as follows:

(*j*.1) the service of providing a person who supplies a service referred to in paragraph (*j*) in respect of property with an appraisal of the damage, other than loss, caused to the property,

(27) Subsection (9) shall be deemed to have come into force on September 30, 1992 but does not apply to services of arranging for the transfer of ownership of shares where the services are supplied under an agreement in writing entered into on or before that date.

(28) Subsection (10) applies to warranties supplied after 1990 in respect of personal property and warranties supplied after 1992 in respect of real property.

édictées par le paragraphe (1), ainsi que les définitions de « prescribed » et « short-term accommodation », au paragraphe 123(1) de la version anglaise de la même loi, édictées par le paragraphe (17), sont réputées entrées en vigueur le 17 décembre 1990.

(23) Les paragraphes (2), (3), (5), (8), (11) à (14), (16) et (19) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(24) Le paragraphe (4) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1993.

(25) Le paragraphe (6) s'applique aux services fournis après le 14 septembre 1992.

(26) Le paragraphe (7) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, pour ce qui est des services rendus avant octobre 1992, l'alinéa *j*.1) de la définition de « service financier », au paragraphe 123(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (7), est remplacé par ce qui suit :

j.1) le service consistant à remettre à la personne qui fournit le service visé à l'alinéa *j*) relativement à un bien une évaluation des dommages causés au bien, autres que sa perte;

(27) Le paragraphe (9) est réputé entré en vigueur le 30 septembre 1992. Toutefois, il ne s'applique pas aux services consistant à prendre des mesures en vue du transfert de la propriété de parts lorsque les services sont fournis aux termes d'une convention écrite conclue au plus tard à cette date.

(28) Le paragraphe (10) s'applique aux garanties fournies après 1990 relativement à des biens meubles et aux garanties fournies après 1992 relativement à des immeubles.

(29) Subsection (15) shall be deemed to have come into force on September 30, 1992.

(29) Le paragraphe (15) est réputé entré en vigueur le 30 septembre 1992.

(30) The definitions "carrier", "commercial service", "consideration", "convention", "convention facility", "cooperative corporation", "cooperative housing corporation", "debit note", "employee", "employer", "floating home", "foreign convention", "month", "mutual insurance federation", "mutual insurance group", "organizer", "related convention supplies", "residential trailer park", "specified Crown agent", "sponsor", "taxi business" and "trailer park" in subsection 123(1) of the said Act, as enacted by subsection (18), shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(30) Le paragraphe (18), à l'exception de la définition de « messager », au paragraphe 123(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (18), est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(31) The definition "courier" in subsection 123(1) of the said Act, as enacted by subsection (18), shall come into force, or be deemed to have come into force, on the day a regulation made under the *Customs Act* assigning a meaning to "courier" for the purposes of that Act comes into force.

(31) La définition de « messager », au paragraphe 123(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (18), entre en vigueur, ou est réputée entrée en vigueur, le jour de l'entrée en vigueur d'une disposition réglementaire prise en vertu de la *Loi sur les douanes* et définissant l'expression « messager » pour l'application de cette loi.

(32) Subsection (20) shall be deemed to have come into force on March 27, 1991.

(32) Le paragraphe (20) est réputé entré en vigueur le 27 mars 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

11. (1) Section 124 of the said Act is renumbered as subsection 124(1) and is further amended by adding thereto the following subsections:

1990, ch. 45, par. 12(1)

11. (1) L'article 124 de la même loi devient le paragraphe 124(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Idem

(2) Where, on any day, both penalty computed at a rate per year and interest are required to be compounded, they shall, on that day, be compounded together at a single rate equal to the total of the penalty rate and the interest rate as though both the penalty and interest were interest computed at that single rate.

Idem

(2) Les intérêts et les pénalités calculées à un taux annuel qui sont à être composés un jour donné sont, ce jour-là, composés ensemble à un taux unique égal au total du taux de la pénalité et du taux des intérêts. À cette fin, la pénalité et les intérêts sont réputés représenter des intérêts calculés à ce taux unique.

Clause 11: (1) New.

Article 11, (1). — Nouveau.

Application of interest

(3) Where an amendment to this Part, or an amendment or an enactment that relates to this Part,

(*a*) applies to a person who did something or to or for whom something was done,

(*b*) applies to property or a service that was supplied or in respect of which something was done,

(*c*) applies to an event or a transaction that occurred,

(*d*) applies to a period all or part of which is, or

(*e*) comes into force on a particular day that is,

before the day the amendment or enactment is assented to or promulgated, for the purposes of applying the provisions of this Part that relate to or that provide for the payment, or the liability for payment, of interest in respect of any amount, the amount shall be determined and interest shall be computed thereon as though the amendment or enactment had been assented to or promulgated before the thing was done, the supply was made, the occurrence of the event or transaction, the beginning of the period or the particular day, as the case may be.

Exception

(4) Subsection (3) does not apply for the purposes of computing any penalties under this Part.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that interest shall not be computed under subsection 124(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), on any amount payable by a person other than the Minister of National Revenue for any period ending before October 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

12. (1) Paragraph 128(1)(*a*) of the said Act is amended by adding the word "or" at the end of subparagraph (iv) thereof and by repealing subparagraph (vi) thereof.

(2) Section 128 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Intérêts

(3) Lorsqu'une modification apportée à la présente partie ou une modification ou un texte législatif afférent à cette partie entre en vigueur un jour donné, s'applique à une période donnée ou s'applique à l'auteur ou au bénéficiaire d'un acte, à un bien ou à un service ayant fait l'objet d'une fourniture ou de quelque mesure ou à quelque événement ou opération et que le jour, tout ou partie de la période, l'acte, la fourniture, la mesure, l'événement ou l'opération, selon le cas, est antérieur la date de sanction ou de promulgation de la modification ou du texte, pour l'application des dispositions de la présente partie qui concernent ou prévoient le paiement d'intérêts sur un montant, ou l'obligation de payer pareils intérêts, ce montant est déterminé, et les intérêts afférents calculés, comme si la modification ou le texte avait été sanctionné ou promulgué avant le jour donné ou le début de la période donnée ou avant la réalisation de l'acte, de la fourniture, de la mesure, de l'événement ou de l'opération, selon le cas.

Exception

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas au calcul des pénalités en vertu de la présente partie.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, aucun intérêt n'est calculé sur un montant payable par une personne autre que le ministre du Revenu national en application du paragraphe 124(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), pour toute période qui prend fin avant octobre 1992.

1990, ch. 45, par. 12(1)

12. (1) Le sous-alinéa 128(1)*a*)(vi) de la même loi est abrogé.

(2) L'article 128 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Clause 12: (1) Paragraph 128(1)(*a*) at present reads as llows:

128. (1) For the purposes of this Part, a particular corporation and other corporation are closely related to each other at any time if at that ne the particular corporation is resident in Canada and is a registrant d at that time

(*a*) the other corporation is resident in Canada and is a registrant and not less than 90% of the value and number of the issued and outstanding shares of the capital stock of the other corporation, having full voting rights under all circumstances, are owned by

Article 12, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 128(1) :

128. (1) Pour l'application de la présente partie, une personne morale donnée et une autre personne morale sont étroitement liées à un moment donné si, à ce moment, elle réside au Canada, elle est un inscrit et, selon le cas :

a) l'autre personne morale est un inscrit qui réside au Canada et au moins 90 % de la valeur et du nombre des actions de son capital-actions, émises et en circulation et comportant en toutes circonstances plein droit de vote, sont la propriété d'une des personnes suivantes :

Credit unions and members of mutual insurance groups

(3) For the purposes of this section,

(*a*) a credit union and a member of a mutual insurance group shall each be deemed to be a registrant; and

(*b*) an investment fund that is a member of a mutual insurance group shall be deemed to be a corporation.

Caisses de crédit et fonds de placement

(3) Les présomptions suivantes s'appliquent au présent article :

a) les caisses de crédit et les membres d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance sont réputés être des inscrits;

b) les fonds de placement membres d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance sont réputés être des personnes morales.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

13. (1) Section 129 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

13. (1) L'article 129 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Meaning of "small supplier division"

129. (1) In this section and section 129.1, "small supplier division" of a public service body, at any time, means a branch or division of the body that, at that time,

(*a*) is a branch or division designated by the Minister as an eligible division for the purposes of this section; and

(*b*) would be a small supplier if

(i) the branch or division were a person separate from the body and its other branches or divisions,

(ii) the branch or division were not associated with any other person, and

(iii) every supply made by the body through the branch or division were made by the branch or division.

Définition de « division de petit fournisseur »

129. (1) Au présent article et à l'article 129.1, est une division de petit fournisseur d'un organisme de services publics, à un moment donné, la succursale ou division de l'organisme qui répond aux conditions suivantes à ce moment :

a) elle a été désignée par le ministre comme division à laquelle le présent article s'applique;

b) elle serait un petit fournisseur si, à la fois :

(i) elle était une personne distincte de l'organisme et de ses autres succursales ou divisions,

(ii) elle n'était pas associée à d'autres personnes,

(iii) les fournitures que l'organisme effectue par son intermédiaire étaient effectuées par elle.

Branches of public service bodies

(2) A public service body that is engaged in one or more activities in separate branches or divisions may apply to the Minister, in prescribed form containing prescribed information, to have a branch or division specified in the application designated by the Minister as an eligible division for the purposes of this section.

Divisions d'un organisme de services publics

(2) L'organisme de services publics qui exerce des activités dans des succursales ou divisions distinctes peut présenter au ministre une demande, établie en la forme et contenant les renseignements déterminés par celui-ci, pour que la succursale ou division qui y est précisée soit désignée par le ministre comme division à laquelle le présent article s'applique.

Designation by Minister

(3) Where the Minister receives an application under subsection (2), the Minister may, by notice in writing, designate a branch

Désignation par le ministre

(3) Le ministre peut, par avis écrit, désigner la succursale ou division précisée dans la demande comme division à laquelle le pré-

(i) the particular corporation,

(ii) a qualifying subsidiary of the particular corporation,

(iii) a corporation of which the particular corporation is a qualifying subsidiary,

(iv) a qualifying subsidiary of a corporation of which the particular corporation is a qualifying subsidiary,

(v) any combination of the corporations or subsidiaries referred to in subparagraphs (i) to (iv), or

(vi) a person or group of persons (not exceeding five) owning not less than 90% of the value and number of the issued and outstanding shares of the capital stock of the particular corporation, having full voting rights under all circumstances, or

(2) New.

Clause 13: (1) Section 129 at present reads as follows:

129. (1) A public service body that is engaged in one or more activities
n separate branches or divisions may apply to the Minister, in prescribed
orm containing prescribed information, to have each branch or division
ecified in the application deemed to be a separate person for the pur-
oses of sections 148 and 171.

(2) Where the Minister receives an application under subsection (1) in
espect of a branch or division of a public service body and is satisfied that

(*a*) the branch or division can be separately identified by reference to its location or the nature of the activities engaged in by it, and

(*b*) separate records, books of account and accounting systems are maintained in respect of the branch or division,

he Minister may, in writing, approve the application and, subject to
ubsection (3), the branch or division shall be deemed, for the purposes of
ections 148 and 171 but not with respect to the provision of property or
ervices by one branch or division to another branch or division of the
ody, thereafter to be a separate person and not to be associated with each
ther branch or division of the body.

(3) Where the Minister has approved an application made under sub-
ection (1) in respect of a branch or division of a public service body and
he conditions described in paragraph (2)(*a*) or (*b*) are no longer met in
espect of the branch or division, the Minister may, in writing, revoke the
pproval and thereafter the branch or division shall, for the purposes of
ections 148 and 171, be deemed not to be a separate person.

(4) Where under subsection (3) the Minister revokes an approval, the
Minister shall send a notice in writing of the revocation to the registrant
nd shall specify therein the effective date of the revocation.

...

(vi) une personne ou un groupe d'au plus cinq personnes qui sont propriétaires d'au moins 90 % de la valeur et du nombre des actions du capital-actions de la personne morale donnée, émises et en circulation et comportant en toutes circonstances plein droit de vote;

(2). — Nouveau.

Article 13, (1). — Texte actuel de l'article 129 :

129. (1) L'organisme de services publics qui exerce une activité dans des succursales ou divisions distinctes peut présenter au ministre une demande, établie en la forme et avec les renseignements déterminés par celui-ci, pour que chaque succursale ou division qui y est précisée soit réputée être une personne distincte pour l'application des articles 148 et 171.

(2) Le ministre peut approuver par écrit la demande s'il est convaincu que la succursale ou la division peut être reconnue distinctement par son emplacement ou la nature des activités qui y sont exercées et que des registres, des livres de comptes et des systèmes comptables sont tenus séparément pour la succursale ou la division. Dès l'approbation, la succursale ou la division est réputée, pour l'application des articles 148 et 171 mais non en ce qui concerne la livraison de biens ou la prestation de services entre les succursales ou divisions de l'organisme, être une personne distincte et ne pas être associée aux autres succursales ou divisions de l'organisme.

(3) Le ministre peut retirer par écrit l'approbation si les conditions visées au paragraphe (2) ne sont plus remplies. Dès la révocation, la succursale ou la division est réputée, pour l'application des articles 148 et 171, ne plus être une personne distincte.

(4) Le ministre informe l'inscrit du retrait de l'approbation dans un avis écrit précisant la date d'entrée en vigueur du retrait.

or division specified in the application as an eligible division for the purposes of this section, effective on a day specified in the notice, if the Minister is satisfied that

(*a*) the branch or division can be separately identified by reference to its location or the nature of the activities engaged in by it;

(*b*) separate records, books of account and accounting systems are maintained in respect of the branch or division; and

(*c*) a revocation under subsection (4) pursuant to a request made by the body in respect of the branch or division has not become effective in the 365-day period ending on that day.

sent article s'applique à compter du jour indiqué dans l'avis, s'il est convaincu de ce qui suit :

a) la succursale ou division peut être reconnue distinctement par son emplacement ou la nature des activités qu'elle exerce;

b) des registres, des livres de comptes et des systèmes comptables sont tenus séparément pour la succursale ou division;

c) la suppression de la désignation de la succursale ou division, effectuée à la demande de l'organisme en application du paragraphe (4), n'a pas pris effet au cours de la période de 365 jours qui prend fin ce jour-là.

Revocation of designation

(4) The Minister may, in writing, revoke a designation under subsection (3) of a branch or division of a public service body where the conditions described in paragraph (3)(*a*) or (*b*) are no longer met in respect of the branch or division or the body makes a request in writing to the Minister that the designation be revoked.

Suppression

(4) Le ministre peut, par écrit, supprimer la désignation d'une succursale ou division d'un organisme de services publics si les conditions visées aux alinéas (3)*a*) ou *b*) ne sont plus remplies ou si l'organisme lui en fait la demande par écrit.

Notice of revocation

(5) Where, under subsection (4), the Minister revokes a designation of a branch or division of a public service body, the Minister shall send a notice in writing of the revocation to the body and shall specify in the notice the effective date of the revocation.

Avis de suppression

(5) Le ministre informe l'organisme de services publics de la suppression de la désignation de sa succursale ou division dans un avis écrit précisant la date de la prise d'effet de la suppression.

Supply of property on becoming a small supplier division

(6) For the purposes of this Part, where a branch or division of a public service body that is a registrant becomes at any time a small supplier division and the body does not, at that time, cease to be a registrant, the body shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before that time, a supply of each of its properties, other than capital property or an improvement thereto, that was held immediately before that time for consumption, use or supply in the course of commercial activities of the body and that the body begins, immediately after that time, to hold for consumption, use or supply primarily in the course of activities engaged in by the body through its small supplier divisions; and

Fourniture par une nouvelle division de petit fournisseur

(6) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui est un organisme de services publics dont une succursale ou division devient, à un moment donné, une division de petit fournisseur et qui ne cesse pas alors d'être un inscrit est réputé :

a) avoir fourni, immédiatement avant le moment donné, chacun de ses biens, sauf les immobilisations et les améliorations afférentes, qu'il détenait alors pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales, mais qu'il commence, immédiatement après ce moment, à détenir pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de ses divisions de petits fournisseurs;

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have collected, immediately before that time, tax in respect of the supply equal to the total of all input tax credits in respect of the property that the body was entitled to claim at or before that time.

b) sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, avoir perçu, immédiatement avant le moment donné et relativement à la fourniture, la taxe égale au total des crédits de taxe sur les intrants qu'il pouvait demander jusqu'alors relativement au bien.

Services and rented properties on becoming a small supplier division

(7) Where,

(*a*) at any time in a particular reporting period of a public service body that is a registrant, a branch or division of the body becomes a small supplier division,

(*b*) the body does not, at that time, cease to be a registrant, and

(*c*) in or before that period, tax became payable, or was paid without having become payable, by the body and is calculated on consideration, or a part thereof,

(i) that is a rent, royalty or similar payment in respect of property and that is reasonably attributable to a period (in this subsection referred to as the "lease period") after that time, or

(ii) that is reasonably attributable to services that are to be rendered after that time,

the following rules apply:

(*d*) there shall not be included, in determining the input tax credits in respect of that tax that are claimed by the body in the return under section 238 for that or any subsequent reporting period, any portion of the amount determined by the formula

A x B

where

A is that tax, and

B is the extent (expressed as a percentage) to which the property is used by the body during the lease period, or the services were acquired or imported by the body for consumption, use or supply, in the course of activities engaged in by the body through the branch or division, and

(*e*) where all or any portion of the amount determined under paragraph (*d*) was in-

Biens loués et services par un nouvelle division de petit fournisseur

(7) Lorsqu'une succursale ou division d'un organisme de services publics qui est un inscrit devient une division de petit fournisseur à un moment d'une période de déclaration donnée de l'organisme et que l'organisme ne cesse pas alors d'être un inscrit, les règles suivantes s'appliquent si, au cours de cette période ou antérieurement, la taxe est devenue payable par l'organisme, ou a été payée par lui sans qu'elle soit devenue payable, sur tout ou partie d'une contrepartie soit qui représente un loyer, une redevance ou un paiement semblable relatif à un bien et qui est imputable à une période, dite « période de location » au présent paragraphe, postérieure au moment en question, soit qui est imputable à des services à rendre après ce moment :

a) nulle fraction du résultat du calcul suivant n'est incluse dans le calcul des crédits de taxe sur les intrants relatifs à cette taxe, que l'organisme demande dans la déclaration qu'il produit en application de l'article 238 pour la période de déclaration donnée ou pour une période de déclaration subséquente :

A x B

où :

A représente cette taxe,

B le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle l'organisme utilise le bien au cours de la période de location, ou acquiert ou importe les services pour consommation, utilisation ou fourniture, dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de la succursale ou division;

b) le montant ou la partie de montant déterminé en application de la formule figurant à l'alinéa *a*) qui a été inclus dans le calcul d'un crédit de taxe sur les intrants que l'organisme a demandé dans la décla-

22159—3

cluded in determining an input tax credit claimed by the body in a return under section 238 for a reporting period of the body ending before the particular reporting period, that amount or portion thereof shall be added in determining the net tax for the particular reporting period.

ration qu'il a produite en application de l'article 238 pour une de ses périodes de déclaration qui a pris fin avant la période de déclaration donnée est ajouté dans le calcul de la taxe nette pour cette période.

Supply by small supplier division

129.1 (1) Where a public service body makes a taxable supply, other than a supply of real property by way of sale, through a branch or division of the body and the consideration or a part thereof for the supply becomes due to the body at a time when the branch or division is a small supplier division or is paid to the body at such a time without having become due,

(*a*) that consideration or part thereof, as the case may be, shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply or in determining a threshold amount of the body under section 249; and

(*b*) that supply shall, for the purposes of this Part, be deemed not to have been made by a registrant.

Fourniture par une division de petit fournisseur

129.1 (1) Lorsqu'un organisme de services publics effectue, par l'intermédiaire de sa succursale ou division, une fourniture taxable, sauf une fourniture d'immeuble par vente, dont tout ou partie de la contrepartie lui devient due à un moment où la succursale ou division est une division de petit fournisseur, ou lui est payée à un tel moment sans qu'elle soit devenue due, les règles suivantes s'appliquent :

a) la contrepartie ou partie de celle-ci, selon le cas, n'est pas incluse dans le calcul de la taxe payable relativement à la fourniture ni dans le calcul du montant déterminant applicable à l'organisme en vertu de l'article 249;

b) pour l'application de la présente partie, la fourniture est réputée ne pas avoir été effectuée par un inscrit.

Restriction on input tax credits for purchases

(2) In determining an input tax credit of a public service body, there shall not be included an amount in respect of tax that, at any time after March 27, 1991, became payable, or was paid without having become payable, by the body, to the extent that the tax

(*a*) is in respect of the acquisition or importation of property (other than capital property or improvements thereto) of the body for the purpose of consumption, use or supply in the course of activities engaged in by the body through a small supplier division of the body; or

(*b*) is calculated on consideration, or a part thereof, that is reasonably attributable to services that were, before that time, consumed, used or supplied by the body in the course of activities engaged in by the body through a small supplier division of the body or that are, at that time, intended to be so consumed, used or supplied.

Restriction du crédit de taxe sur les intrants pour achats

(2) N'est pas inclus dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants d'un organisme de services publics un montant relatif à la taxe qui, à un moment donné postérieur au 27 mars 1991, est devenue payable par l'organisme, ou a été payée par lui sans qu'elle soit devenue payable, dans la mesure où cette taxe, selon le cas :

a) se rapporte à l'acquisition ou à l'importation d'un bien de l'organisme (sauf une immobilisation et des améliorations affé- rentes) destiné à être consommé, utilisé ou fourni dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de sa division de petit fournisseur;

b) est calculée sur tout ou partie de la contrepartie imputable à des services qui, avant le moment donné, ont été consommés, utilisés ou fournis par l'organisme dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de sa division de petit fournisseur ou qui, à ce moment, sont censés être ainsi consommés, utilisés ou fournis.

Restriction on input tax credits for leases

(3) Where property is supplied by way of lease, licence or similar arrangement to a public service body for consideration that includes two or more periodic payments that are attributable to successive parts (each of which is referred to in this subsection as a "lease interval") of the period for which possession or use of the property is provided under the arrangement and, at any time after March 27, 1991 and in a reporting period of the body, tax in respect of the supply, calculated on a particular periodic payment, becomes payable by the body or is paid by the body without having become payable, that tax shall not be included in determining an input tax credit of the body in respect of the property for the reporting period to the extent that the body intended, at the beginning of the lease interval to which the particular periodic payment is attributable, to use the property in the course of activities engaged in by the body through a small supplier division of the body.

Restriction du crédit de taxe sur les intrants pour location

(3) Lorsqu'un bien est fourni par bail, licence ou accord semblable à un organisme de services publics pour une contrepartie qui comprend plusieurs paiements périodiques imputables à des intervalles successifs de la période pour laquelle la possession ou l'utilisation du bien est offerte en vertu de l'accord, et que, postérieurement au 27 mars 1991 et au cours d'une période de déclaration de l'organisme, la taxe relative à la fourniture, calculée sur un paiement périodique donné, devient payable par l'organisme ou est payée par lui sans qu'elle soit devenue payable, cette taxe n'est pas incluse dans le calcul d'un crédit de taxe sur les intrants de l'organisme relativement au bien pour cette période de déclaration dans la mesure où l'organisme avait l'intention, au début de l'intervalle auquel le paiement périodique est imputable, d'utiliser le bien dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de sa division de petit fournisseur.

Change in use of non-capital property

(4) Where

(*a*) at any time after March 27, 1991, a public service body that is a registrant begins to hold property of the body (other than capital property) for consumption, use or supply primarily in the course of activities engaged in by the body through its small supplier divisions, and

(*b*) immediately before that time, the body was holding the property for consumption, use or supply

(i) in the course of commercial activities of the body, and

(ii) otherwise than primarily in the course of activities engaged in by the body through its small supplier divisions,

except where subsection 129(6) or 171(3) applies, the body shall be deemed to have made, immediately before that time, a supply of the property and, except where the supply is an exempt supply, to have collected, immediately before that time, tax in respect of the supply equal to the total of all input tax credits in respect of the property that the body was entitled to claim at or before that time.

Changement d'utilisation d'un bien autre qu'une immobilisation

(4) L'organisme de services publics qui est un inscrit et qui commence, à un moment postérieur au 27 mars 1991, à détenir, pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de ses divisions de petits fournisseurs, un bien, sauf une immobilisation, qu'il détenait immédiatement avant ce moment pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales et autrement que principalement dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de ses divisions de petits fournisseurs est réputé, sauf en cas d'application des paragraphes 129(6) ou 171(3), avoir fourni le bien immédiatement avant ce moment et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, avoir perçu immédiatement avant ce moment et relativement à la fourniture la taxe égale au total des crédits de taxe sur les intrants relatifs au bien qu'il pouvait demander à ce moment ou avant.

Idem

(5) Where

(*a*) a public service body begins, at any time after March 27, 1991, to hold property of the body (other than capital property) for consumption, use or supply primarily in the course of activities engaged in by the body otherwise than through its small supplier divisions,

(*b*) immediately before that time the property was held by the body for consumption, use or supply primarily in the course of activities engaged in by the body through its small supplier divisions, and

(*c*) immediately after that time the property is held by the body for consumption, use or supply in the course of commercial activities engaged in by the body otherwise than through its small supplier divisions,

except where subsection 171(1) applies, for the purpose of determining an input tax credit of the body, it shall be deemed to have received a supply of the property and to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to the lesser of

(*d*) the amount, if any, by which

(i) the total of all amounts each of which is tax that, before that time, was paid or became payable by the body in respect of the last acquisition or importation of the property by the body or that was deemed under subsection 129(6) to have been collected by the body in respect of the property

exceeds

(ii) the total of all input tax credits and rebates that the body was entitled to claim under this Part before that time in respect of that acquisition or importation, and

(*e*) tax calculated on the fair market value of the property at that time.

Idem

(5) Aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants, l'organisme de services publics qui commence, à un moment donné postérieur au 27 mars 1991, à détenir, pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre des activités qu'il exerce autrement que par l'intermédiaire de ses divisions de petits fournisseurs, un bien, sauf une immobilisation, qu'il détenait immédiatement avant ce moment pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de ces divisions, mais qu'il détient, immédiatement après, pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre des activités commerciales qu'il exerce autrement que par cet intermédiaire, est réputé, sauf en cas d'application du paragraphe 171(1), avoir reçu une fourniture du bien et avoir payé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe égale au moins élevé des montants suivants :

a) l'excédent éventuel du total visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des montants représentant chacun la taxe qui, avant le moment donné, soit a été payée ou est devenue payable par l'organisme relativement à la dernière acquisition ou importation du bien par lui, soit est réputée par le paragraphe 129(6) avoir été perçue par lui relativement au bien,

(ii) le total des crédits de taxe sur les intrants et des remboursements que l'organisme pouvait demander en vertu de la présente partie avant le moment donné relativement à cette acquisition ou importation;

b) la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné.

Use of capital property

(6) For the purposes of determining an input tax credit in respect of capital property of a public service body and for the purposes of Subdivision d of Division II, an activity engaged in by a public service body shall be deemed not to be a commercial activity of

Utilisation d'une immobilisation

(6) Aux fins du calcul d'un crédit de taxe sur les intrants relativement à l'immobilisation d'un organisme de services publics et pour l'application de la sous-section d de la section II, une activité exercée par l'organisme est réputée ne pas être une activité com-

the body to the extent that the activity is engaged in through a small supplier division of the body.

Application of change in use rules

(7) Subsections 200(2) and 206(4) and (5) do not apply to a public service body in respect of a reduction in the extent to which property is used in commercial activities of the body where the reduction in use occurs

(*a*) before March 28, 1991; and

(*b*) as a result of the application of subsection (6) but not as a result of a branch or division of the body becoming a small supplier division.

(2) Where, before the day this section is enacted, an application in respect of a branch or division is approved under section 129 of the said Act as it would read if subsection (1) were not enacted and the approval is not revoked before that day, the branch or division shall be deemed to have been designated as an eligible division under subsection 129(3) of the said Act, as enacted by subsection (1).

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subsection 129(6) of the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to deem a supply of property to have been made before 1992 where ownership or possession of the property was transferred to the body before 1991.

14. (1) Section 132 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

Residence of international shipping corporations

(5) Where under subsection 250(6) of the *Income Tax Act* a corporation is deemed for the purposes of that Act to be resident in a country other than Canada throughout a taxation year of the corporation and not to be resident in Canada at any time in the year, the corporation shall, for the purposes of this Part but subject to subsection (2), be deemed to be resident in that other country throughout the year and not to be resident in Canada at any time in the year.

merciale de celui-ci dans la mesure où elle est exercée par l'intermédiaire d'une division de petit fournisseur de l'organisme.

Application des règles sur le changement d'utilisation

(7) Les paragraphes 200(2) et 206(4) et (5) ne s'appliquent pas aux organismes de services publics relativement à la réduction de l'utilisation qu'ils font d'un bien dans le cadre de leurs activités commerciales, si la réduction se produit avant le 28 mars 1991 par suite de l'application du paragraphe (6) et non parce qu'une succursale ou division de l'organisme est devenue une division de petit fournisseur.

(2) Dans le cas où, avant la date d'édiction du présent article, une demande concernant une succursale ou division est approuvée en vertu de l'article 129 de la même loi, dans sa version antérieure à l'édiction du paragraphe (1), et que l'approbation n'est pas retirée avant cette date, la succursale ou division est réputée avoir été désignée, en vertu du paragraphe 129(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), comme division à laquelle l'article 129 de la même loi s'applique.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le paragraphe 129(6) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), n'a pas pour effet de présumer que la fourniture d'un bien a été effectuée avant 1992 si le transfert de propriété ou de possession du bien à l'organisme est antérieur à 1991.

14. (1) L'article 132 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Lieu de résidence des sociétés de transport international

(5) La personne morale qui, en application du paragraphe 250(6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, est réputée pour l'application de cette loi résider dans un pays étranger tout au long de son année d'imposition et ne résider au Canada à aucun moment de l'année est réputée, pour l'application de la présente partie mais sous réserve du paragraphe (2), résider exclusivement dans le pays étranger tout au long de l'année.

Clause 14: New.

Article 14, (1). — Nouveau.

(2) Subsection (1) applies to taxation years commencing after February 1991.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après février 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

15. (1) Subsection 136(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

15. (1) Le paragraphe 136(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Combined supply of real property

(2) For the purposes of this Part, where a supply of real property includes the provision of

(*a*) a residential complex or land, a building or part of a building that forms or is reasonably expected to form part of a residential complex, and

(*b*) other real property that is not part, and is not reasonably expected to form part, of a residential complex,

the property referred to in paragraph (*a*) and the property referred to in paragraph (*b*) shall each be deemed to be a separate property and the provision of the property referred to in paragraph (*a*) shall be deemed to be a separate supply from the provision of the property referred to in paragraph (*b*), and neither supply is incidental to the other.

Fourniture combinée d'immeubles

(2) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où la fourniture d'un immeuble comprend deux catégories de biens, visées respectivement aux alinéas *a*) et *b*), les biens de chaque catégorie sont réputés être des biens distincts et être l'objet de fournitures distinctes et aucune des fournitures n'est accessoire à l'autre :

a) un immeuble d'habitation ou quelque fonds, bâtiment ou partie de bâtiment qui fait partie d'un immeuble d'habitation, ou dont il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il en fasse partie;

b) d'autres immeubles qui ne font pas partie d'un immeuble d'habitation, et dont il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce qu'ils en fassent partie.

Combined lease of real property

(2.1) For the purposes of this Part, where a supply of particular property described in any of paragraphs (*a*) to (*c*) of section 6.1 of Part I of Schedule V is made by way of lease, licence or similar arrangement

(*a*) for a period during which the lessee or any sub-lessee makes, or holds the particular property for the purpose of making, one or more supplies described in paragraph (*d*) or (*e*) of that section, and

(*b*) for consideration that includes two or more periodic payments that are attributable to successive parts (each of which is referred to in this subsection and in section 6.1 of Part I of Schedule V as a "lease interval") of the period for which possession or use of the particular property is provided under the arrangement,

the supplier shall be deemed to have made, and the lessee shall be deemed to have received, a separate supply of the particular property for each lease interval and the periodic payment (or, where subsection (2) ap-

Location combinée d'immeubles

(2.1) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où l'un des biens visés à l'article 6.1 de la partie I de l'annexe V est fourni par bail, licence ou accord semblable dans les conditions suivantes :

a) la fourniture est effectuée pour une période au cours de laquelle le locataire ou un sous-locataire effectue une ou plusieurs fournitures visées aux alinéas *a*) ou *b*) de cet article ou détient le bien en vue d'effectuer pareilles fournitures,

b) la contrepartie de la fourniture comprend plusieurs paiements périodiques imputables à des parties successives (chacune étant appelée « période de location » au présent paragraphe et à cet article) de la période pendant laquelle l'accord permet la possession ou l'utilisation du bien,

le fournisseur est réputé avoir effectué, et le locataire avoir reçu, une fourniture distincte du bien pour chaque période de location, et le paiement périodique (ou, en cas d'application du paragraphe (2) à des biens qui compren-

Clause 15: (1) Subsection 136(2) at present reads as follows:

(2) For the purposes of this Part, where a supply of real property includes the provision of a residential complex and other real property that is not part of the residential complex, the residential complex and the other real property shall each be deemed to be a separate property and the provision of the residential complex shall be deemed to be a separate supply from the provision of the other real property, and neither supply is incidental to the other.

Article 15, (1). — Texte actuel du paragraphe 136(2) :

(2) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où la fourniture d'un immeuble comprend un immeuble d'habitation et d'autres immeubles qui ne font pas partie de l'immeuble d'habitation, l'immeuble d'habitation et les autres immeubles sont réputés chacun être des biens distincts et être l'objet de fournitures distinctes et aucune des fournitures n'est accessoire à une autre.

plied to property that includes the particular property, the portion of the periodic payment that may reasonably be attributed to the particular property) that is attributable to a particular lease interval shall be deemed to be consideration payable in respect of the separate supply of the particular property for the particular lease interval.

nent le bien en question, la partie du paiement périodique qu'il est raisonnable d'attribuer à ce bien) qui est imputable à une période de location donnée est réputé être une contrepartie payable relativement à la fourniture distincte du bien en question pour la période de location donnée.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 136 (3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 136(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Idem

(3) For the purposes of this Part, where a builder of an addition to a multiple unit residential complex makes a supply of the complex or an interest in it by way of sale that, but for this subsection, would be a taxable supply and, but for the construction of the addition, would be an exempt supply described in section 5 of Part I of Schedule V, the addition and the remainder of the complex shall each be deemed to be a separate property and the sale of the addition or the interest in it shall be deemed to be a separate supply from the sale of the remainder of the complex or the interest in it, and neither supply is incidental to the other.

(3) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où le constructeur d'une adjonction à un immeuble d'habitation à logements multiples fournit par vente l'immeuble, ou un droit afférent, et où la fourniture serait une fourniture taxable sans le présent paragraphe et une fourniture exonérée aux termes de l'article 5 de la partie I de l'annexe V si l'adjonction n'avait pas été construite, l'adjonction et le reste de l'immeuble sont réputés chacun être des biens distincts et la vente de l'adjonction ou du droit afférent, être une fourniture distincte de la vente du reste de l'immeuble ou du droit afférent, et aucune des fournitures n'est accessoire à l'autre.

Idem

Idem

(4) For the purposes of this Part, where a person who has increased the area of land included in a residential trailer park of the person makes a supply of the park or an interest in it that, but for this subsection, would be a taxable supply and, but for the increase in the area of land included in the park, would be an exempt supply described in section 5.3 of Part I of Schedule V, the area of land by which the park was increased and the remainder of the park shall each be deemed to be a separate property and the sale of the additional area or the interest therein shall be deemed to be a supply separate from the sale of the remainder of the park or the interest in the park, and neither supply is incidental to the other.

(4) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'une personne fournit son parc à roulottes résidentiel ou un droit afférent, après avoir augmenté la superficie du fonds et que la fourniture serait une fourniture taxable sans le présent paragraphe et une fourniture exonérée aux termes de l'article 5.3 de la partie I de l'annexe V si la superficie du fonds n'avait pas augmentée, l'aire ajoutée et le reste du parc sont réputés chacun être des biens distincts et la vente de l'aire ou du droit afférent, être une fourniture distincte de la vente du reste du parc ou du droit afférent, et aucune des fournitures n'est accessoire à l'autre.

Idem

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1993.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subsection 136(4) of the said Act, as enacted by subsection (2), does not apply

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le paragraphe 136(4) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), ne s'applique pas aux

(2) Subsection 136(3) at present reads as follows:

(3) For the purposes of this Part, where a supply of a multiple unit esidential complex by way of sale by the builder of an addition to the omplex is an exempt supply under section 5 of Part I of Schedule V, but nat part of the supply that is the supply of the addition is not an exempt upply under that section, the addition and the remainder of the complex hall each be deemed to be a separate property and the sale of the addition hall be deemed to be a separate supply from the sale of the remainder of ne complex, and neither supply is incidental to the other.

(2). — Modification du paragraphe 136(3) et adjonction du paragraphe 136(4). Texte actuel du paragraphe 136(3) :

(3) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où la fourniture par vente d'un immeuble d'habitation à logements multiples par le constructeur d'une adjonction à l'immeuble constitue une fourniture exonérée aux termes de l'article 5 de la partie I de l'annexe V, contrairement à la partie de la fourniture qui porte sur l'adjonction, l'adjonction et le reste de l'immeuble sont réputés chacun être des biens distincts et la vente de l'adjonction, être une fourniture distincte de la vente du reste de l'immeuble et aucune des fournitures n'est accessoire à l'autre.

to a supply of a residential trailer park or an interest therein where ownership or possession of the park or interest is transferred to the recipient before November 6, 1991 or the supply is made under an agreement in writing entered into before November 6, 1991.

fournitures de parcs à roulottes résidentiels ou d'un droit afférent si la propriété ou la possession du parc ou du droit est transférée à l'acquéreur avant le 6 novembre 1991 ou si la fourniture est effectuée aux termes d'une convention écrite conclue avant cette date.

1990, c. 45, s. 12(1)

16. (1) Section 139 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

16. (1) L'article 139 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Financial services in mixed supply

139. For the purposes of this Part, where

(*a*) one or more financial services are supplied together with one or more other services that are not financial services, or with properties that are not capital properties of the supplier, for a single consideration,

(*b*) the financial services are related to the other services or the properties, as the case may be,

(*c*) it is the usual practice of the supplier to supply those or similar services, or those or similar properties and services, together in the ordinary course of the business of the supplier, and

(*d*) the total of all amounts, each of which would be the consideration for a financial service so supplied if that financial service had been supplied separately, is greater than 50% of the total of all amounts, each of which would be the consideration for a service or property so supplied if that service or property had been supplied separately,

the supply of each of the services and properties shall be deemed to be a supply of a financial service.

139. Pour l'application de la présente partie, dans le cas où au moins un service financier est fourni avec au moins un service non financier ou un bien qui n'est pas une immobilisation du fournisseur, pour une contrepartie unique, la fourniture de chacun des services et biens est réputée être une fourniture de service financier si les conditions suivantes sont réunies :

a) le service financier est lié au service non financier ou au bien;

b) le fournisseur a l'habitude de fournir ces services ou des services semblables, ou des biens et des services semblables, ensemble dans le cours normal de son entreprise;

c) le total des montants dont chacun représenterait la contrepartie d'un service financier ainsi fourni, s'il était fourni séparément, compte pour plus de la moitié du total des montants dont chacun représenterait la contrepartie d'un service ou d'un bien ainsi fourni, s'ils étaient fournis séparément.

Services financiers dans une fourniture mixte

(2) Subsection (1) applies to supplies made after September 14, 1992.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures effectuées après le 14 septembre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

17. (1) Section 140 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

17. (1) L'article 140 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Supply of membership with security

140. For the purposes of this Part, where

(*a*) a person makes a supply of a share, bond, debenture or other security (other than a share in a credit union or in a coop-

140. Pour l'application de la présente partie, la fourniture d'un titre — action, obligation ou autre titre, sauf une part du capital social d'une caisse de crédit ou d'une coopérative autre que celle dont le principal objet

Fourniture d'un droit d'adhésion avec un titre

Clause 16: (1) Section 139 at present reads as follows:

139. For the purposes of this Part, where a supply of one or more financial services is made together with one or more properties or services that are not financial services and the total of all amounts, each of which would be the consideration for a financial service so supplied if that financial service had been supplied separately, is greater than 50% of the single consideration, the supply of all the properties and services shall be deemed to be a supply of financial services.

Article 16, (1). — Texte actuel de l'article 139 :

139. Pour l'application de la présente partie, dans le cas où un service financier est fourni avec un bien ou service non financier et où le total des montants dont chacun représenterait la contrepartie d'un service financier ainsi fourni, s'il était fourni séparément, compte pour plus de la moitié de la contrepartie unique, la fourniture du bien ou du service est réputée être une fourniture de service financier.

Clause 17: (1) Section 140 at present reads as follows:

140. For the purposes of this Part, where a right that is provided under the terms and conditions of a share, bond, debenture or other security (other than a share in a credit union) issued by a person is

(*a*) by reason of the definition "membership" in subsection 123(1), a membership, or

(*b*) a right to acquire a membership,

the supply of the right shall be deemed not to be a supply of a financial service.

Article 17, (1). — Texte actuel de l'article 140 :

140. Pour l'application de la présente partie, la fourniture d'un droit d'adhésion, ou du droit d'acquérir un tel droit, prévu par les conditions d'une action, d'une obligation ou d'un autre titre émis (sauf une action d'une caisse de crédit) est réputée ne pas être une fourniture de service financier.

erative corporation the main purpose of which is not to provide dining, recreational or sporting facilities) that represents capital stock or debt of a particular organization, and

(*b*) ownership of the security by the recipient of the supply is a condition of the recipient's, or another person's, obtaining a membership, or a right to acquire a membership, in the particular organization or in another organization that is related to the particular organization,

the supply of the security shall be deemed to be a supply of a membership and not a supply of a financial service.

consiste à offrir des installations pour les repas, les loisirs ou les sports, — qui fait partie du capital ou des créances d'une organisation est réputée être la fourniture d'un droit d'adhésion, et non la fourniture d'un service financier, dans le cas où l'obtention, par l'acquéreur de la fourniture ou par une autre personne, d'un droit d'adhésion à l'organisation ou à une autre organisation qui lui est liée, ou du droit d'acquérir un tel droit, requiert que l'acquéreur soit propriétaire du titre.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

18. (1) Paragraph 141(5)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

18. (1) L'alinéa 141(5)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(*a*) in the course of a commercial activity described in paragraph (*a*) or (*b*) of the definition "commercial activity" in subsection 123(1),

a) les actes accomplis dans le cadre d'une activité visée aux alinéas *a*) ou *b*) de la définition de « activité commerciale » au paragraphe 123(1);

(2) Section 141 of the said Act, as amended by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'article 141 de la même loi, modifié par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Use in commercial activities

141. (1) For the purposes of this Part, where substantially all of the consumption or use of property or a service by a person, other than a financial institution, is in the course of the person's commercial activities, all of the consumption or use of the property or service by the person shall be deemed to be in the course of those activities.

Utilisation dans le cadre d'activités commerciales

141. (1) Pour l'application de la présente partie, la consommation ou l'utilisation d'un bien ou d'un service par une personne, sauf une institution financière, est réputée se faire en totalité dans le cadre de ses activités commerciales si elle se fait presque en totalité dans ce cadre.

Intended use in commercial activities

(2) For the purposes of this Part, where substantially all of the consumption or use for which a person, other than a financial institution, acquires or imports property or a service is in the course of the person's commercial activities, all of the consumption or use for which the person acquired or imported the property or service shall be deemed to be in the course of those activities.

Utilisation projetée dans le cadre d'activités commerciales

(2) Pour l'application de la présente partie, la consommation ou l'utilisation pour laquelle une personne, sauf une institution financière, a acquis ou importé un bien ou un service est réputée se faire en totalité dans le cadre de ses activités commerciales si elle se fait presque en totalité dans ce cadre.

Use in other activities

(3) For the purposes of this Part, where substantially all of the consumption or use of property or a service by a person, other than

Utilisation dans le cadre d'autres activités

(3) Pour l'application de la présente partie, la consommation ou l'utilisation d'un bien ou d'un service par une personne, sauf une insti-

Clause 18: (1) and (2) Section 141 at present reads as follows:

141. (1) For the purposes of this Part, all of the consumption, use or supply of property or a service by a person shall be deemed to be in the course of the person's commercial activities if substantially all of the consumption, use or supply of the property or service by the person is in the course of those activities.

(2) For the purposes of this Part, all of the consumption, use or supply for which a person acquired property or a service shall be deemed to be in the course of the person's commercial activities if substantially all of the consumption, use or supply for which the person acquired the property or service is in the course of those activities.

(3) For the purposes of this Part, all of the consumption, use or supply of property or a service by a person shall be deemed to be in the course of particular activities of the person that are not commercial activities if substantially all of the consumption, use or supply of the property or service by the person is in the course of those particular activities.

(4) For the purposes of this Part, all of the consumption, use or supply for which a person acquired property or a service shall be deemed to be in the course of the person's particular activities that are not commercial activities if substantially all of the consumption, use or supply for which the person acquired the property or service is in the course of those particular activities.

(5) For the purposes of this Part, anything done by a person

(*a*) in the course of or in furtherance of a commercial activity described in paragraph (*a*) or (*b*) of the definition "commercial activity" in subsection 123(1),

(*b*) in connection with the supply of any property consumed or used, or acquired or imported for consumption or use, in a commercial activity, or

(*c*) in connection with the establishment, acquisition, reorganization, disposition or termination of a commercial activity,

shall be deemed to be part of the commercial activity.

(6) Subsections (1) to (4) do not apply to financial institutions.

Article 18, (1) et (2). — Texte actuel de l'article 141 :

141. (1) Pour l'application de la présente partie, la consommation, l'utilisation ou la fourniture d'un bien ou d'un service par une personne est réputée se faire en totalité dans le cadre de ses activités commerciales si elle se fait presque en totalité dans ce cadre.

(2) Pour l'application de la présente partie, la consommation, l'utilisation ou la fourniture pour laquelle une personne a acquis un bien ou un service est réputée se faire en totalité dans le cadre de ses activités commerciales si elle se fait presque en totalité dans ce cadre.

(3) Pour l'application de la présente partie, la consommation, l'utilisation ou la fourniture d'un bien ou d'un service par une personne est réputée se faire en totalité dans le cadre de ses activités autres que commerciales si elle se fait presque en totalité dans ce cadre.

(4) Pour l'application de la présente partie, la consommation, l'utilisation ou la fourniture pour laquelle une personne a acquis un bien ou un service est réputée se faire en totalité dans le cadre de ses activités autres que commerciales si elle se fait presque en totalité dans ce cadre.

(5) Pour l'application de la présente partie, les actes suivants sont réputés faire partie d'une activité commerciale :

a) les actes accomplis dans le cadre d'une activité visée à l'alinéa *a*) ou *b*) de la définition de « activité commerciale » au paragraphe 123(1), ou en vue de développer une telle activité;

b) les actes accomplis relativement à la fourniture de biens consommés ou utilisés, ou acquis ou importés en vue d'être consommés ou utilisés, dans le cadre de l'activité commerciale;

c) les actes accomplis relativement à la constitution, l'acquisition, la réorganisation, l'aliénation ou la cessation de l'activité commerciale.

(6) Les paragraphes (1) à (4) ne s'appliquent pas aux institutions financières.

(7) Pour l'application des paragraphes (1) à (4), dans le cas où un immeuble comprend un immeuble d'habitation et une autre partie qui ne fait pas partie de l'immeuble d'habitation :

a) l'immeuble d'habitation et l'autre partie sont réputés chacun être des biens distincts;

a financial institution, is in the course of particular activities of the person that are not commercial activities, all of the consumption or use of the property or service by the person shall be deemed to be in the course of those particular activities.

tution financière, est réputée se faire en totalité dans le cadre de ses activités non commerciales si elle se fait presque en totalité dans ce cadre.

Intended use in other activities

(4) For the purposes of this Part, where substantially all of the consumption or use for which a person, other than a financial institution, acquires or imports property or a service is in the course of particular activities of the person that are not commercial activities, all of the consumption or use for which the person acquired or imported the property or service shall be deemed to be in the course of those particular activities.

(4) Pour l'application de la présente partie, la consommation ou l'utilisation pour laquelle une personne, sauf une institution financière, a acquis ou importé un bien ou un service est réputée se faire en totalité dans le cadre de ses activités non commerciales si elle se fait presque en totalité dans ce cadre.

Utilisation projetée dans le cadre d'autres activités

Real property that includes residential complex

(5) For the purposes of subsections (1) to (4), where real property includes a residential complex and another part that is not part of the residential complex,

(*a*) the residential complex and the other part shall each be deemed to be a separate property; and

(*b*) where property or a service is acquired for consumption or use in relation to the real property, subsections (1) to (4) apply to the property or service only to the extent it is acquired for consumption or use in relation to the part that is not part of the residential complex.

(5) Pour l'application des paragraphes (1) à (4), dans le cas où un immeuble comprend un immeuble d'habitation et une autre constituante qui ne fait pas partie de l'immeuble d'habitation :

a) l'immeuble d'habitation et l'autre constituante sont réputés chacun être des biens distincts;

b) les paragraphes (1) à (4) ne s'appliquent au bien ou au service acquis pour consommation ou utilisation relativement à l'immeuble que dans la mesure où le bien ou le service est ainsi acquis relativement à la constituante qui ne fait pas partie de l'immeuble d'habitation.

Immeuble d'habitation dans un immeuble

Disposition of personal property

141.1 (1) For the purposes of this Part,

(*a*) where a person makes a supply (other than an exempt supply) of personal property that

(i) was last acquired or imported by the person for consumption or use in the course of commercial activities of the person or was consumed or used by the person in the course of a commercial activity of the person after it was last acquired or imported by the person, or

(ii) was manufactured or produced by the person in the course of a commercial activity of the person or for consumption or use in the course of a commercial activity of the person, or was manufactured or produced by the person and

141.1 (1) Pour l'application de la présente partie :

a) la fourniture d'un bien meuble, sauf une fourniture exonérée, est réputée effectuée dans le cadre des activités commerciales du fournisseur si, selon le cas :

(i) il a acquis ou importé le bien la dernière fois en vue de le consommer ou de l'utiliser dans le cadre de ses activités commerciales, ou il l'a consommé ou utilisé dans ce cadre après l'avoir acquis ou importé la dernière fois,

(ii) il a fabriqué ou produit le bien dans le cadre de ses activités commerciales ou en vue de le consommer ou de l'utiliser dans ce cadre, ou il l'a fabriqué ou produit et consommé ou utilisé dans ce ca-

Aliénation d'un bien meuble

(7) For the purposes of subsections (1) to (4), where real property includes a residential complex and another part that is not part of the residential complex,

(*a*) the residential complex and the other part shall each be deemed to be a separate property; and

(*b*) where property or a service is acquired for consumption or use in relation to the real property, subsections (1) to (4) apply in respect of the property or service only to the extent it is acquired for consumption or use in relation to the part that is not part of the residential complex.

b) les paragraphes (1) à (4) ne s'appliquent au bien ou au service acquis pour consommation ou utilisation relativement à l'immeuble que dans la mesure où le bien ou le service est ainsi acquis relativement à la partie qui ne fait pas partie de l'immeuble d'habitation.

consumed or used in the course of a commercial activity of the person, and was not deemed under this Part to have been acquired by the person,

the person shall be deemed to have made the supply in the course of the commercial activity; and

(*b*) where a person makes a supply (other than a supply made by way of lease, licence or similar arrangement in the course of a business of the person) of personal property that

(i) was last acquired or imported by the person exclusively for consumption or use in the course of activities of the person that are not commercial activities and was not consumed or used by the person in the course of commercial activities of the person after it was last acquired or imported by the person, or

(ii) was manufactured or produced by the person in the course of activities of the person that are not commercial activities exclusively for consumption or use in the course of activities of the person that are not commercial activities, was not consumed or used in the course of a commercial activity of the person and was not deemed under this Part to have been acquired by the person,

the person shall be deemed to have made the supply otherwise than in the course of commercial activities.

dre, et le bien n'est pas réputé par la présente partie avoir été acquis par lui;

b) la fourniture d'un bien meuble, sauf une fourniture effectuée par bail, licence ou accord semblable dans le cadre d'une entreprise du fournisseur, est réputée effectuée en dehors du cadre des activités commerciales du fournisseur si, selon le cas :

(i) il a acquis ou importé le bien la dernière fois exclusivement en vue de le consommer ou de l'utiliser en dehors du cadre de ses activités commerciales, et il ne l'a pas consommé ou utilisé dans ce cadre après l'avoir acquis ou importé la dernière fois,

(ii) il a fabriqué ou produit le bien en dehors du cadre de ses activités commerciales exclusivement en vue de le consommer ou de l'utiliser en dehors du cadre et ne l'a pas consommé ou utilisé dans ce cadre, et le bien n'est pas réputé par la présente partie avoir été acquis par lui.

Disposition of inventory, etc.

(2) For the purposes of this Part,

(*a*) where a person makes a particular supply by way of sale of personal property or a service that was acquired, imported, manufactured or produced by the person exclusively for the purpose of making a supply of that property or service by way of sale in the course of a business of the person or in the course of an adventure or concern of the person in the nature of trade, except where

(i) the particular supply is an exempt supply,

Aliénation de biens figurant à l'inventaire

(2) Pour l'application de la présente partie :

a) la personne qui fournit, par vente, un bien meuble ou un service qu'elle a acquis, importé, fabriqué ou produit exclusivement pour le fournir par vente dans le cadre de son entreprise ou de son projet à risques ou affaire de caractère commercial est réputée avoir effectué la fourniture dans le cadre de ses activités commerciales sauf si, selon le cas :

(i) la fourniture est une fourniture exonérée,

(ii) l'alinéa *b*) s'applique à la fourniture,

(ii) paragraph (*b*) applies in respect of the particular supply, or

(iii) the person is an individual or a partnership, all of the members of which are individuals, who carries on the business or engages in the adventure or concern without a reasonable expectation of profit,

the person shall be deemed to have made the particular supply in the course of commercial activities of the person; and

(*b*) where a person makes a supply by way of sale of personal property or a service that was acquired, imported, manufactured or produced by the person exclusively for the purpose of making an exempt supply of the property or service by way of sale, the person shall be deemed to have made the supply otherwise than in the course of commercial activities.

(iii) la personne est un particulier, ou une société de personnes dont l'ensemble des associés sont des particuliers, qui exploite l'entreprise ou mène le projet à risques ou l'affaire sans attente raisonnable de profit;

b) la personne qui fournit, par vente, un bien meuble ou un service qu'elle a acquis, importé, fabriqué ou produit exclusivement pour le vendre dans le cadre d'une fourniture exonérée est réputée avoir effectué la fourniture en dehors du cadre d'une activité commerciale.

Acquisition, etc., of activities

(3) For the purposes of this Part,

(*a*) to the extent that a person does anything (other than make a supply) in connection with the acquisition, establishment, disposition or termination of a commercial activity of the person, the person shall be deemed to have done that thing in the course of commercial activities of the person; and

(*b*) to the extent that a person does anything (other than make a supply) in connection with the acquisition, establishment, disposition or termination of an activity of the person that is not a commercial activity, the person shall be deemed to have done that thing otherwise than in the course of commercial activities.

(3) Pour l'application de la présente partie : Acquisition d'activités

a) dans la mesure où elle accomplit un acte, sauf la réalisation d'une fourniture, à l'occasion de l'acquisition, de l'établissement, de l'aliénation ou de la cessation d'une de ses activités commerciales, une personne est réputée avoir accompli l'acte dans le cadre de ses activités commerciales;

b) dans la mesure où elle accomplit un acte, sauf la réalisation d'une fourniture, à l'occasion de l'acquisition, de l'établissement, de l'aliénation ou de la cessation d'une de ses activités non commerciales, une personne est réputée avoir accompli l'acte en dehors du cadre d'une activité commerciale.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 but does not apply for the purposes of determining any amount claimed or reported in a return under Division V of Part IX of the said Act that was filed before October 1992.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, il ne s'applique pas au calcul d'un montant demandé ou mentionné dans une déclaration produite avant octobre 1992 aux termes de la section V de la partie IX de la même loi.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

19. (1) All that portion of subsection 142(1) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

19. (1) Le passage du paragraphe 142(1) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

General rule — in Canada

142. (1) For the purposes of this Part, subject to sections 143, 144 and 179, a supply shall be deemed to be made in Canada if

142. (1) Pour l'application de la présente partie et sous réserve des articles 143, 144 et 179, un bien ou un service est réputé fourni au Canada si :

Règle générale — Canada

(2) Section 142 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) L'article 142 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Mobile and floating homes

(3) For the purposes of this section,

(*a*) a floating home, and

(*b*) a mobile home that is not affixed to land

shall each be deemed to be tangible personal property and not real property.

(3) Pour l'application du présent article, les maisons mobiles qui ne sont pas fixées à un fonds et les maisons flottantes sont réputées être des biens meubles corporels et non des immeubles.

Maisons mobiles et maisons flottantes

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

20. (1) Paragraph 143(2)(*d*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

20. (1) L'alinéa 143(2)*d*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(*d*) the person is registered under Subdivision d of Division V.

d) la personne est inscrite aux termes de la sous-section d de la section V.

(2) Subsection 143(2) of the said Act, as amended by subsection (1), is repealed.

(2) Le paragraphe 143(2) de la même loi, modifié par le paragraphe (1), est abrogé.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) Subsection (2) applies to supplies made after 1992.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux fournitures effectuées après 1992.

21. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 143 thereof, the following section:

21. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 143, de ce qui suit :

Supply by mail or courier

143.1 Notwithstanding subsections 142(2) and 143(1), for the purposes of this Part, a supply of prescribed tangible personal property made by a person who is registered under Subdivision d of Division V shall be deemed to be made in Canada if the property is sent, by mail or courier, to the recipient of the supply at an address in Canada.

143.1 Malgré les paragraphes 142(2) et 143(1), la fourniture d'un bien meuble corporel visé par règlement, par une personne qui est inscrite aux termes de la sous-section d de la section V, est réputée, pour l'application de la présente partie, effectuée au Canada si le bien est envoyé à l'acquéreur, par la poste ou par messager, à une adresse au Canada.

Fourniture par la poste ou par messager

Clause 19: (1) The relevant portion of subsection 142(1) at present reads as follows:

142. (1) For the purposes of this Part, subject to sections 143 and 144, a supply shall be deemed to be made in Canada if

(2) New.

Article 19, (1). — Adjonction d'un renvoi à l'article 179.

(2). — Nouveau.

Clause 20: (1) and (2) Subsection 143(2) reads as follows:

(2) For the purposes of this Part, a supply of tangible personal property made by a non-resident person shall be deemed to be made in Canada where

(*a*) the property is prescribed property or is supplied by a prescribed person;

(*b*) the property is sent to the recipient of the supply at an address in Canada by mail or courier;

(*c*) the value of the property, determined in accordance with subsection 215(1), is not more than $40; and

(*d*) the person is a registrant.

Article 20, (1) et (2). — Texte du paragraphe 143(2) :

(2) Pour l'application de la présente partie, la fourniture d'un bien meuble corporel par une personne non résidante est réputée effectuée au Canada si les conditions suivantes sont réunies :

a) le bien est visé par règlement ou est fourni par une personne visée par règlement;

b) le bien est envoyé à l'acquéreur à une adresse au Canada par courrier ou messager;

c) la valeur du bien, déterminée conformément au paragraphe 215(1), n'est pas supérieure à 40 $;

d) la personne est un inscrit.

Clause 21: (1) New.

Article 21, (1). — Nouveau.

(2) Subsection (1) applies to supplies made after 1992.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures effectuées après 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

22. (1) Paragraph 146(*c*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

22. (1) L'alinéa 146*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*c*) a supply of a right to take or remove forestry products, products that grow in water, fishery products, minerals or peat, where the supply is made to

c) la fourniture du droit d'extraire ou de prendre des produits forestiers, des produits de la pêche, des produits poussant dans l'eau, des minéraux ou de la tourbe qui est effectuée au profit de l'une des personnes suivantes :

(i) a consumer, or

(i) un consommateur,

(ii) a person who is not a registrant and who acquires the right in the course of a business of the person of making supplies of the products, minerals or peat to consumers;

(ii) un non-inscrit qui acquiert le droit dans le cadre de son entreprise consistant à fournir de tels produits, des minéraux ou de la tourbe à des consommateurs.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

23. (1) Paragraph 148(1)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

23. (1) L'alinéa 148(1)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*a*) the total of all amounts each of which is the value of the consideration (other than consideration referred to in section 167.1 that is attributable to goodwill of a business) that became due in the four calendar quarters immediately preceding the particular calendar quarter, or that was paid in those four calendar quarters without having become due, to the person or an associate of the person at the beginning of the particular calendar quarter for taxable supplies (other than supplies of financial services and supplies by way of sale of capital property of the person or associate) made inside or outside Canada by the person or associate

a) le total des montants dont chacun représente la valeur de la contrepartie (sauf la contrepartie visée à l'article 167.1 qui est imputable à l'achalandage d'une entreprise) devenue due au cours des quatre trimestres civils précédant le trimestre donné, ou payée au cours de ces trimestres sans qu'elle soit devenue due, à la personne ou à son associé au début du trimestre donné pour des fournitures taxables qu'ils ont effectuées au Canada ou à l'étranger, sauf des fournitures de services financiers et des fournitures par vente de leurs immobilisations;

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 148(2)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa 148(2)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*a*) the total of all amounts each of which is the value of the consideration (other than consideration referred to in section 167.1 that is attributable to goodwill of a business) that became due in the calendar quarter, or that was paid in that cal-

a) le total des montants dont chacun représente la valeur de la contrepartie (sauf la contrepartie visée à l'article 167.1 qui est imputable à l'achalandage d'une entreprise) devenue due au cours du trimestre, ou payée au cours de ce trimestre sans

Clause 22: (1) Paragraph 146(*c*) at present reads as follows:

146. For the purposes of this Part, the following supplies, when made for consideration by a government or municipality or a board, commission or other body established by a government or municipality, shall, for greater certainty, be deemed to be made in the course of a commercial activity, except where the supply is an exempt supply:

...

(*c*) a supply of a right to take or remove minerals, forestry products, water or fishery products, where the right is supplied to

(i) a consumer, or

(ii) a person who is not a registrant and who acquires the right in the course of a business of making supplies of the minerals, forestry products, water or fishery products to consumers;

Article 22, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 146 :

146. Pour l'application de la présente partie, il est entendu que les fournitures suivantes, sauf les fournitures exonérées, qu'effectue pour une contrepartie un gouvernement ou une municipalité, ou une commission ou autre organisme établi par ceux-ci, sont réputées effectuées dans le cadre d'une activité commerciale :

...

c) la fourniture du droit d'extraire ou de prendre des minéraux, des produits forestiers ou des produits de l'eau ou de la pêche :

(i) soit à un consommateur,

(ii) soit à un non-inscrit qui acquiert le droit dans le cadre d'une entreprise consistant à fournir des minéraux ou de tels produits à des consommateurs;

Clause 23: (1) Paragraph 148(1)(*a*) at present reads as follows:

148. (1) For the purposes of this Part, a person is a small supplier throughout a particular calendar quarter and the first month immediately following the particular calendar quarter if

(*a*) the total of all amounts each of which is the value of consideration that became due in the four calendar quarters immediately preceding the particular calendar quarter, or that was paid in those four calendar quarters without having become due, to the person or an associate of the person at the beginning of the particular calendar quarter for taxable supplies, other than supplies by way of sale of capital property of the person or of the associate, made by the person or the associate in the course of commercial activities

Article 23, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 148(1) :

148. (1) Pour l'application de la présente partie, une personne est un petit fournisseur tout au long d'un trimestre civil donné et du premier mois suivant si le total visé à l'alinéa *a*) ne dépasse pas la somme du total visé à l'alinéa *b*) et de 30 000 $:

a) le total des montants dont chacun représente la valeur de la contrepartie devenue due au cours des quatre trimestres civils précédant le trimestre donné, ou payée au cours de ces trimestres sans qu'elle soit devenue due, à la personne ou à son associé au début du trimestre donné pour des fournitures taxables, sauf des fournitures par vente de leurs immobilisations qu'ils ont effectuées dans le cadre d'activités commerciales;

(2) Paragraph 148(2)(*a*) at present reads as follows:

(2) Notwithstanding subsection (1), where at any time in a calendar quarter

(*a*) the total of all amounts each of which is the value of the consideration that became due in the calendar quarter or was paid in that calendar quarter without having become due, to a person or to an associate of the person at the beginning of the calendar quarter for taxable supplies, other than supplies by way of sale of capital property of the person or of the associate, made by the person or the associate in the course of commercial activities

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 148(2) :

(2) Par dérogation au paragraphe (1), une personne n'est pas un petit fournisseur tout au long de la période commençant immédiatement avant un moment d'un trimestre civil et se terminant le dernier jour de ce trimestre si, à ce moment, le total visé à l'alinéa *a*) dépasse la somme du total visé à l'alinéa *b*) et de 30 000 $:

a) le total des montants dont chacun représente la valeur de la contrepartie devenue due au cours du trimestre, ou payée au cours de ce trimestre sans qu'elle soit devenue due, à la personne ou à son associé au début du trimestre pour des fournitures taxables, sauf des fourni-

endar quarter without having become due, to a person or an associate of the person at the beginning of the calendar quarter for taxable supplies (other than supplies of financial services and supplies by way of sale of capital property of the person or associate) made inside or outside Canada by the person or associate

qu'elle soit devenue due, à la personne ou à son associé au début du trimestre pour des fournitures taxables qu'ils ont effectuées au Canada ou à l'étranger, sauf des fournitures de services financiers et des fournitures par vente de leurs immobilisations;

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in determining, under paragraphs 148(1)(*a*) and (2)(*a*) of the said Act, as enacted by subsections (1) and (2), respectively, the total of the consideration that became due to a person in a period or that was paid to the person in the period without having become due, there shall be included all consideration for taxable supplies of financial services made by the person before October 1992 that became due in that period or that was paid in that period without having become due.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, la contrepartie des fournitures taxables de services financiers, effectuées par une personne avant octobre 1992, qui est devenue due au cours d'une période, ou qui a été payée au cours de la période sans qu'elle soit devenue due, est incluse dans le calcul, selon les alinéas 148(1)(*a*) et (2)(*a*) de la même loi, édictés respectivement par les paragraphes (1) et (2), du total de la contrepartie devenue due à la personne au cours de la période, ou payée à celle-ci au cours de la période sans qu'elle soit devenue due.

1990, c. 45, s. 12(1)

24. (1) Subparagraph 149(1)(*a*)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

24. (1) Le sous-alinéa 149(1)*a*)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(iii) a person whose principal business is as a trader or dealer in, or as a broker or salesperson of, financial instruments or money,

(iii) une personne dont l'entreprise principale est celle d'un courtier ou d'un négociant en effets financiers ou en argent, ou d'un vendeur de tels effets ou d'argent,

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) All that portion of paragraph 149(1)(*b*) of the said Act preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage de l'alinéa 149(1)*b*) de la même loi qui précède le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(*b*) except where the person is, at the beginning of the particular year, a charity (within the meaning of subsection 259(1)), municipality, school authority, hospital authority, public college or university or is, on the last day of the taxation year of the person immediately preceding the particular year, a qualifying non-profit organization within the meaning of subsection 259(2),

b) sauf si elle est, au début de l'année, un organisme de bienfaisance au sens du paragraphe 259(1), une municipalité, une administration scolaire, une administration hospitalière, un collège public ou une université ou est, le dernier jour de son année d'imposition précédant l'année, un organisme à but non lucratif admissible au sens du paragraphe 259(2) :

(i) the total of all amounts each of which is an amount that is included in computing, for the purposes of the *Income Tax Act*, the person's income, or, where the person is an individual, the

(i) le total des montants dont chacun représente un montant inclus dans le calcul, pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de son revenu ou, s'il s'agit d'un particulier, de son revenu provenant d'une entreprise, pour son an-

tures par vente de leurs immobilisations qu'ils ont effectuées dans le cadre d'activités commerciales;

Clause 24: (1) Subparagraph 149(1)(*a*)(iii) at present reads as follows:

149. (1) For the purposes of this Part, a person is a financial institution throughout a particular taxation year of the person if

(*a*) the person is

...

(iii) a person whose principal business is as a trader or dealer in financial instruments or as a broker or salesperson of financial instruments,

(2) The relevant portion of paragraph 149(1)(*b*) at present reads as follows:

149. (1) For the purposes of this Part, a person is a financial institution throughout a particular taxation year of the person if

...

(*b*) for the taxation year of the person immediately preceding the particular taxation year,

(i) the total of all amounts each of which is an amount that is included in computing, for the purposes of the *Income Tax Act*, the person's income, or, where the person is an individual, the person's income from a business, for that preceding taxation year and that is interest, a dividend (other than a dividend in kind or a patronage dividend) or a separate fee or charge for a financial service

exceeds either

Article 24, (1). — Adjonction des passages soulignés.

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 149(1) :

149. (1) Pour l'application de la présente partie, une personne est une institution financière tout au long de son année d'imposition si, selon le cas :

...

b) pour son année d'imposition précédente :

(i) le total des montants dont chacun représente un montant inclus dans le calcul, pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de son revenu, ou, s'il s'agit d'un particulier, de son revenu provenant d'une entreprise, pour cette année précédente, qui constitue des intérêts, des dividendes (sauf des dividendes en nature et des ristournes) ou des frais distincts pour un service financier,

dépasse :

person's income from a business, for the taxation year of the person immediately preceding the particular year and that is interest, a dividend (other than a dividend in kind or a patronage dividend) or a separate fee or charge for a financial service

exceeds either

née d'imposition précédant l'année, et qui constitue des intérêts, des dividendes, sauf des dividendes en nature et des ristournes, ou des frais distincts pour un service financier,

dépasse :

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsection 149(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 149(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Exclusion of interest and dividend

(4) In determining a total for a person under subparagraph (1)(*b*)(i), there shall not be included interest, or any dividend, from a corporation related to the person.

(4) Les intérêts ou les dividendes provenant d'une personne morale liée à une personne sont exclus du calcul du total visé au sous-alinéa (1)*b*)(i) pour la personne.

Éléments à exclure

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Subparagraph 149(5)(*a*)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le sous-alinéa 149(5)*a*)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch 45, par. 12(1)

(i) a registered pension plan,

(i) régime de pension agréé,

1990, c. 45, s. 12(1)

(5) Subparagraph 149(5)(*a*)(viii) of the English version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(5) Le sous-alinéa 149(5)*a*)(viii) de la version anglaise de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(viii) an employee benefit plan,

(viii) an employee benefit plan,

(6) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on April 1, 1991.

(6) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er avril 1991.

(7) Subsections (2) to (5) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(7) Les paragraphes (2) à (5) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

25. (1) Subsection 150(6) of the said Act is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (*b*) thereof, by striking out the word "and" at the end of paragraph (*c*) thereof and by repealing paragraph (*d*) thereof.

25. (1) L'alinéa 150(6)*d*) de la même loi est abrogé.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Section 150 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) L'article 150 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Mutual insurance group — deemed election

(7) For the purposes of this Part, every member of a mutual insurance group shall be deemed

(*a*) to be at all times a member of a closely related group of which every other member of the mutual insurance group is a member; and

(7) Pour l'application de la présente partie, chaque membre d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance est réputé :

a) être en tout temps membre d'un groupe étroitement lié dont chaque autre membre du regroupement est membre;

b) avoir fait le choix prévu au paragraphe (1) avec chaque autre membre du

Présomption de choix — regroupement de sociétés mutuelles d'assurance

(3) Subsection 149(4) at present reads as follows:

(4) In determining a total for a person under subparagraph (1)(*b*)(i), there shall not be included

(*a*) interest from a corporation related to the person, or

(*b*) any dividend from a corporation related to the person,

except to the extent that the interest or dividend was included in computing the person's income from a business for the purposes of the *Income Tax Act*.

(3). — Texte actuel du paragraphe 149(4) :

(4) Les intérêts ou les dividendes provenant d'une personne morale liée à une personne sont inclus dans le calcul du total visé au sous-alinéa (1)*b*)(i) pour la personne, dans la mesure où ils sont inclus dans le calcul du revenu de celle-ci tiré d'une entreprise pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

(4) Subparagraph 149(5)(*a*)(i) at present reads as follows:

(5) In this section, "investment plan" means

(*a*) a trust governed by

(i) a registered pension fund or plan,

(4). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 149(5) :

(5) Au présent article, « régime de placement » s'entend de :

a) la fiducie régie par un des régimes, fiducies ou conventions suivants, chacun s'entendant au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou du *Règlement de l'impôt sur le revenu* :

(i) régime ou caisse enregistré de pensions,

(5) Subparagraph 149(5)(*a*)(viii) of the English version at present reads as follows:

(5) In this section, "investment plan" means

(*a*) a trust governed by

...

(viii) an employment benefit plan,

(5). — Remplacement du mot « employment » par le mot « employee ».

Clause 25: (1) Paragraph 150(6)(*d*) reads as follows:

(6) For the purposes of this Part,

...

(*d*) for the purposes of section 128 a credit union shall be deemed to be a registrant.

Article 25, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 150(6) :

(6) Les présomptions suivantes s'appliquent à la présente partie :

...

d) pour l'application de l'article 128, une caisse de crédit est réputée être un inscrit.

(2) New.

(2). — Nouveau.

(*b*) to have made, with every other member of the group, an election under subsection (1) that is in effect at all times.

regroupement, lequel choix est en vigueur en tout temps.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

26. (1) Section 155 of the said Act is renumbered as subsection 155(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

26. (1) L'article 155 de la même loi devient le paragraphe 155(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a supply included in any of sections 6 to 10 of Part VI of Schedule V.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux fournitures incluses aux articles 6 à 10 de la partie VI de l'annexe V.

Exception

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

27. (1) Subsection 156(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

27. (1) Le paragraphe 156(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Form and effective date of election and revocation

(3) An election under subsection (1) made jointly by two persons and a revocation of the election shall be made in prescribed form containing prescribed information and shall specify the day in a particular fiscal year of either person (in this subsection referred to as the "filer") on which the election or revocation, as the case may be, takes effect, which day shall be

(*a*) in the case of an election,

(i) where either person becomes a specified member of the group during a reporting period of the filer in the particular fiscal year, the first day of that reporting period, and

(ii) where subparagraph (i) does not apply, the first day of the particular fiscal year; and

(*b*) in the case of a revocation of an election, the first day of a reporting period of the filer that commences in a fiscal year of the filer following the fiscal year in which the election became effective.

(3) Le choix fait conjointement par deux parties et sa révocation sont présentés en la forme déterminée par le ministre, contiennent les renseignements requis par celui-ci et précisent le jour de leur entrée en vigueur, lequel jour fait partie de l'exercice de l'une des parties, dite le « déclarant » au présent paragraphe, et correspond :

a) dans le cas d'un choix, au jour ci-après :

(i) le premier jour d'une période de déclaration du déclarant, qui fait partie de l'exercice en question, au cours de laquelle l'une ou l'autre des parties devient membre déterminé du groupe,

(ii) en cas d'inapplication du sous-alinéa (i), le premier jour de l'exercice en question;

b) dans le cas d'une révocation de choix, le premier jour d'une période de déclaration du déclarant qui commence au cours de son exercice suivant l'exercice au cours duquel le choix est entré en vigueur.

Modalités du choix et de la révocation

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) All that portion of subsection 156(4) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage du paragraphe 156(4) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Clause 26: (1) New.

Article 26, (1). — Nouveau.

Clause 27: (1) to (4) Section 156 at present reads as follows:

156. (1) For the purposes of this Part, where a specified member of a closely related group files an election made jointly with a corporation that is also a specified member of the group, every taxable supply (other than a taxable supply by way of sale of real property or a supply of property or a service that is not for use, consumption or supply exclusively in commercial activities of the recipient of the supply) made at a time when the election is in effect between the specified member and the corporation shall be deemed to have been made for no consideration.

(2) For the purposes of subsection (1), "specified member" of a closely related group means a corporation all or substantially all of the supplies made by which are taxable supplies and that is a member of the group.

(3) An election under subsection (1) relating to supplies made between a specified member of a closely related group and a corporation shall

(*a*) be made in prescribed form containing prescribed information;

(*b*) be filed by the member with the Minister in prescribed manner; and

(*c*) be filed

(i) on or before the day on or before which a return under Division V for the first reporting period in a fiscal year of the member is required to be filed, or

(ii) where the member or the corporation became a member of the group at any time during a reporting period in a fiscal year of the member, on or before the first day on or before which a return for that period is required under Division V to be filed by the member or the corporation.

(4) An election under subsection (1) shall be effective for the period beginning on the first day of the reporting period referred to in paragraph (3)(*c*) and ending on the earliest of

(*a*) the day the member or the corporation ceases to be a member of the closely related group,

(*b*) the first day of the fiscal year in which the member or the corporation ceases to qualify as a specified member of the group, and

Article 27, (1) à (4). — Texte actuel de l'article 156 :

156. (1) Pour l'application de la présente partie, deux membres déterminés d'un groupe étroitement lié dont un est une personne morale peuvent faire un choix conjoint pour que chaque fourniture taxable (sauf la fourniture taxable d'un immeuble par vente et la fourniture d'un bien ou d'un service non destiné à une utilisation, une consommation ou une fourniture exclusive dans le cadre des activités commerciales de l'acquéreur) effectuée entre eux, au moment où le choix est en vigueur, soit réputée effectuée à titre gratuit.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), est membre déterminé d'un groupe étroitement lié la personne morale qui en est membre et dont la totalité, ou presque, des fournitures sont taxables.

(3) Le choix concernant les fournitures effectuées entre le membre déterminé d'un groupe étroitement lié et une personne morale doit être présenté au ministre par le membre, en la forme, selon les modalités et avec les renseignements déterminés par le ministre :

a) au plus tard le jour où le membre est tenu par la section V de produire une déclaration pour la première période de déclaration de son exercice;

b) dans le cas où le membre ou la personne morale est devenu membre du groupe au cours d'une période de déclaration de l'exercice du membre, au plus tard le jour où le membre ou la personne morale est, le premier, tenu par la section V de produire une déclaration pour cette période.

(4) Le choix est en vigueur pour la période commençant le premier jour de la période de déclaration visée au paragraphe (3) et se terminant le premier en date des jours suivants :

a) le jour où le membre ou la personne morale cesse d'être membre du groupe étroitement lié;

b) le premier jour de l'exercice au cours duquel le membre ou la personne morale cesse d'être membre déterminé du groupe;

c) le jour que le membre ou la personne morale précise dans un avis de révocation présenté au ministre en la forme, selon les modalités et avec les renseignements déterminés par celui-ci, lequel jour :

Cessation

(4) An election under subsection (1) made jointly by a specified member of a closely related group and a corporation ceases to have effect on the earliest of

(4) Le choix fait conjointement par un membre déterminé d'un groupe étroitement lié et une personne morale cesse d'être en vigueur au premier en date des jours suivants :

Cessation

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Paragraph 156(4)(*c*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) L'alinéa 156(4)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(*c*) the day on which a revocation of the election by the member or corporation takes effect.

c) le jour où la révocation du choix par le membre ou la personne morale entre en vigueur.

(4) Section 156 of the said Act, as amended by subsections (1) to (3), is repealed and the following substituted therefor:

(4) L'article 156 de la même loi, modifié par les paragraphes (1) à (3), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Meaning of "specified member"

156. (1) In this section, "specified member" of a closely related group means a corporation

156. (1) Pour l'application du présent article, est membre déterminé d'un groupe étroitement lié la personne morale qui répond aux conditions suivantes :

Définition de « membre déterminé »

(*a*) that is a member of the group;

a) elle est membre du groupe;

(*b*) that is not a party to an election under subsection 150(1); and

b) elle n'est pas partie au choix prévu au paragraphe 150(1);

(*c*) all or substantially all of the property of which was last manufactured, constructed, produced, acquired or imported by the corporation for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial activities of the corporation or, where the corporation has no property, all or substantially all of the supplies made by which are taxable supplies.

c) elle a fabriqué, construit, produit, acquis ou importé, la dernière fois, la totalité, ou presque, de ses biens pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales, ou, si elle n'a pas de biens, la totalité, ou presque, de ses fournitures sont taxables.

Election for nil consideration

(2) For the purposes of this Part, where a specified member of a closely related group elects jointly with a corporation that is also a specified member of the group, every taxable supply (other than a supply of property, or of a service, that is not acquired by the recipient of the supply for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial activities of the recipient and a supply by way of sale of real property) made between the specified member and the corporation at a time when the election is in effect shall be deemed to have been made for no consideration.

(2) Pour l'application de la présente partie, deux membres déterminés d'un groupe étroitement lié dont un est une personne morale peuvent faire un choix conjoint pour que chaque fourniture taxable (sauf la fourniture d'un bien ou d'un service, acquis par l'acquéreur à une fin autre que sa consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales et la fourniture d'un immeuble par vente) effectuée entre eux, au moment où le choix est en vigueur, soit réputée effectuée à titre gratuit.

Choix visant les fournitures sans contrepartie

Cessation

(3) An election under subsection (2) made jointly by a person who is a specified member of a closely related group and a cor-

(3) Le choix cesse d'être en vigueur au premier en date des jours suivants :

Cessation

(*c*) the day the member or the corporation specifies in a notice of revocation in prescribed form containing prescribed information filed with the Minister in prescribed manner by the member or the corporation, which day is

(i) not before the end of the fiscal year of the person filing the notice in which the election became effective, and

(ii) where the notice is filed on or before the day on or before which a return for a reporting period under Division V is required to be filed by the person filing the notice, the first day of that period.

(5) Notwithstanding subsection (4), an election under subsection (1) ade jointly by a member of a closely related group and a corporation all not be effective for any period during which an election under subction 150(1) made by the member is in effect.

(i) arrive après la fin de l'exercice de la personne qui a produit l'avis mettant le choix à effet,

(ii) dans le cas où l'avis est produit au plus tard le jour où la personne qui le produit est tenue par la section V de produire une déclaration pour une période de déclaration, le premier jour de cette période.

(5) Par dérogation au paragraphe (4), le choix que font le membre d'un groupe étroitement lié et une personne morale n'est pas en vigueur pour la période au cours de laquelle le choix fait par le membre selon le paragraphe 150(1) est en vigueur.

poration ceases to have effect on the earliest of

(*a*) the day the person ceases to be a specified member of the group,

(*b*) the day the corporation ceases to be a specified member of the group, and

(*c*) the day a revocation of the election made jointly by the person and the corporation takes effect.

a) le jour où l'une des parties au choix cesse d'être membre déterminé du groupe étroitement lié;

b) le jour où la révocation du choix conjoint par les parties au choix entre en vigueur.

Form of election and revocation

(4) An election under subsection (2) and a revocation of the election shall be made in prescribed form containing prescribed information and shall specify the effective date thereof.

(4) Le choix et sa révocation sont présentés en la forme déterminée par le ministre, contiennent les renseignements requis par celui-ci et précisent la date de leur entrée en vigueur.

Forme du choix et de la révocation

(5) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on April 27, 1992.

(5) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 27 avril 1992.

(6) Subsection (4) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(6) Le paragraphe (4) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

28. (1) Section 157 of the said Act is repealed.

28. (1) L'article 157 de la même loi est abrogé.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

29. (1) Section 162 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

29. (1) L'article 162 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Natural resources

162. (1) For the purposes of this Part, the supply of

(*a*) a right to explore for or exploit a mineral deposit, a peat bog or deposit of peat or a forestry, water or fishery resource,

(*b*) a right of entry or user relating to a right referred to in paragraph (*a*), or

(*c*) a right to an amount computed by reference to the production (including profit) from, or to the value of production from, any such deposit, bog or resource,

shall be deemed not to be a supply and any consideration paid or due, or any fee or royalty charged or reserved, in respect of the right shall be deemed not to be consideration for the right.

162. (1) Pour l'application de la présente partie, sont réputées ne pas être des fournitures :

a) la fourniture d'un droit visant l'exploitation de gisements minéraux, de tourbières, de gisements de tourbe, de ressources forestières ou halieutiques ou de ressources en eau, ou l'exploration afférente;

b) la fourniture d'un droit d'accès ou d'utilisateur du droit visé à l'alinéa *a*);

c) la fourniture d'un droit à un montant calculé en fonction de la quantité, y compris les bénéfices, ou de la valeur de la production tirée de semblables gisements, tourbières ou ressources.

La contrepartie payée ou due, les frais exigés ou les redevances exigées ou réservées, au ti-

Redevances sur ressources naturelles

Clause 28: (1) Section 157 reads as follows:

157. (1) For the purposes of this Part, where a supplier accepts, in full or partial consideration for a supply, a coupon, voucher, receipt, ticket or other device (all of which are referred to in this section as a "coupon"), other than a gift certificate, that may be exchanged for property or a service or that entitles the recipient of the supply to a reduction of, or a discount on, the price of property or a service, the value of the consideration for the supply shall be deemed to be equal to the amount, if any, by which the value of the consideration for the supply as otherwise determined under this Part exceeds the discount or exchange value of the coupon.

(2) For the purposes of this Part, the issue or sale of a gift certificate for consideration shall be deemed not to be a supply but, when applied to the purchase price of property or a service, the gift certificate shall be deemed to be consideration for a supply of that property or service.

Clause 29: (1) Section 162 at present reads as follows:

162. (1) For the purposes of this Part, the supply of any right to explore for or exploit any mineral deposits or any forestry, water or fishery resources, any right of entry or user relating thereto or any right to an amount computed by reference to the production (including profit) from, or to the value of production from, any such deposit or resource, shall be deemed not to be a supply and any consideration paid or due, or any fee or royalty charged or reserved, in respect of such a right shall be deemed not to be consideration for the right.

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a right to take or remove minerals, forestry products, water or fishery products or to any right of entry or user relating thereto where the right is supplied to

(*a*) a consumer of the minerals, forestry products, water or fishery products; or

(*b*) a person who is not a registrant and who acquires the right in the course of a business of making supplies of the minerals, forestry products, water or fishery products to consumers.

Article 28, (1). — Texte de l'article 157 :

157. (1) Pour l'application de la présente partie, la valeur de la contrepartie de la fourniture dans le cadre de laquelle le fournisseur accepte, en contrepartie totale ou partielle, un bon — y compris une pièce justificative, un reçu, un billet ou une autre pièce, à l'exclusion d'un certificat-cadeau — qui est échangeable contre un bien ou un service ou qui permet à l'acquéreur de bénéficier d'une réduction ou d'un rabais sur le prix d'un bien ou d'un service est réputée correspondre à l'excédent éventuel de la valeur de la contrepartie de la fourniture déterminée par ailleurs en application de la présente partie sur le rabais ou la valeur d'échange du bon.

(2) Pour l'application de la présente partie, la délivrance ou la vente d'un certificat-cadeau à titre onéreux est réputée ne pas être une fourniture. Toutefois, le certificat-cadeau qui est appliqué en réduction du prix d'un bien ou d'un service est réputé être une contrepartie de la fourniture de ceux-ci.

Article 29, (1). — Modification de l'article 162 et adjonction de l'article 162.1. Texte actuel de l'article 162 :

162. (1) Pour l'application de la présente partie, la fourniture d'un droit, ou d'un droit d'accès ou d'utilisateur, visant l'exploitation de gisements minéraux, de ressources forestières ou halieutiques ou de ressources en eau, ou l'exploration y afférente, ou d'un droit à un montant calculé en fonction de la quantité (y compris les bénéfices) ou de la valeur de la production tirée de tels gisements ou de telles ressources est réputée ne pas être une fourniture. La contrepartie payée ou due, ou les frais exigés ou les redevances exigées ou réservées, au titre d'un tel droit sont réputés ne pas être une contrepartie pour le droit.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au droit d'extraire ou de prendre des minéraux, des produits forestiers ou des produits de l'eau ou de la pêche, ni au droit d'accès ou d'utilisateur y afférent, qui est fourni :

a) soit à un consommateur de minéraux ou de tels produits;

b) soit à un non-inscrit qui acquiert le droit dans le cadre d'une entreprise qui consiste à fournir des minéraux ou de tels produits à des consommateurs.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a supply of a right to take or remove forestry products, products that grow in water, fishery products, minerals or peat or a right of entry or user relating thereto, where the supply is made to

(*a*) a consumer; or

(*b*) a person who is not a registrant and who acquires the right in the course of a business of the person of making supplies of the products, minerals or peat to consumers.

Rolling stock penalties and demurrage

162.1 For the purposes of this Part, an amount that is paid

(*a*) as or on account of demurrage, or

(*b*) by one railway corporation to another railway corporation as or on account of a penalty for failure to return rolling stock within a stipulated time,

shall be deemed not to be consideration for a supply.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

30. (1) Section 164 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Donations to charities and registered parties

164. (1) Where a charity or registered party makes a supply of an admission to a fund-raising dinner, ball, concert, show or like fund-raising event, the value of the consideration for the supply shall be deemed to be the lesser of the actual value of the consideration for the supply and the fair market value of the supply.

Meaning of "registered party"

(2) For the purposes of subsection (1), "registered party" means a party (including any regional or local association of the party), a candidate or a referendum committee governed by an Act of Parliament or a law of a province that imposes requirements relating to election finances or referendum expenses.

tre du droit sont réputés ne pas être une contrepartie pour le droit.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la fourniture du droit d'extraire ou de prendre des produits forestiers, des produits de la pêche, des produits poussant dans l'eau, des minéraux ou de la tourbe, ni à la fourniture du droit d'accès ou d'utilisateur afférent, lorsque la fourniture est effectuée au profit d'une des personnes suivantes :

a) un consommateur;

b) un non-inscrit qui acquiert le droit dans le cadre de son entreprise consistant à fournir de tels produits, des minéraux ou de la tourbe à des consommateurs.

Pénalité applicable au matériel roulant, droit de stationnement et surestaries

162.1 Pour l'application de la présente partie, est réputé ne pas être la contrepartie d'une fourniture le montant payé :

a) à titre de surestaries ou de droit de stationnement;

b) par une compagnie de chemin de fer à une autre au titre d'une pénalité pour défaut de remettre du matériel roulant dans le délai imparti.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

30. (1) L'article 164 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Dons aux organismes de bienfaisance et aux partis enregistrés

164. (1) La valeur de la contrepartie d'une fourniture, par un organisme de bienfaisance ou un parti enregistré, d'un droit d'entrée à une activité de financement – dîner, bal, concert, spectacle ou activité semblable – est réputée égale à la moins élevée de la valeur réelle de la contrepartie de la fourniture et de la juste valeur marchande de celle-ci.

Définition de « parti enregistré »

(2) Pour l'application du paragraphe (1), « parti enregistré » s'entend d'un parti, y compris les associations régionales ou locales d'un tel parti, d'un comité référendaire ou d'un candidat assujettis à une loi fédérale ou provinciale qui régit les dépenses électorales ou référendaires.

Clause 30: (1) Section 164 at present reads as follows:

164. Where a charity or registered party (within the meaning of section 2 of the *Canada Elections Act*) makes a supply to a person and part of the consideration for the supply may reasonably be regarded as a gift to the charity or an amount contributed (within the meaning of subsection 127(4.1) of the *Income Tax Act*) to the registered party for which a receipt referred to in subsection 110.1(2), 118.1(2) or 127(3) of that Act may be issued or, in the case of a gift to a charity, could be issued if the recipient of the supply were an individual, that part shall be deemed not to be consideration for the supply.

Article 30, (1). — Modification de l'article 164 et adjonction des articles 164.1 et 164.2. Texte actuel de l'article 164 :

164. Est réputée ne pas être une contrepartie la partie de la contrepartie d'une fourniture qu'un organisme de bienfaisance ou un parti enregistré, au sens de la *Loi électorale du Canada*, effectue au profit d'une personne, s'il est raisonnable de considérer qu'elle constitue un don à l'organisme ou une contribution, au sens du paragraphe 127(4.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, au parti, pour lequel un reçu visé au paragraphe 110.1(2), 118.1(2) ou 127(3) de cette loi peut être délivré ou, s'agissant d'un don, pourrait être délivré si l'acquéreur de la fourniture était un particulier.

Meaning of "feed"

164.1 (1) For the purposes of this section, "feed" means

(*a*) grain, seed or fodder that is described in section 2 of Part IV of Schedule VI and used as feed for farm livestock that is ordinarily raised or kept to produce, or to be used as, food for human consumption or to produce wool; and

(*b*) feed that is a complete feed, supplement, macro-premix or micro-premix, the supply of which in bulk quantity of at least 20 kg would be a zero-rated supply.

Définition de « aliments pour animaux »

164.1 (1) Pour l'application du présent article, sont des aliments pour animaux :

a) les graines, les semences ou le fourrage, décrits à l'article 2 de la partie IV de l'annexe VI, qui servent à nourrir le bétail habituellement destiné à la consommation humaine ou élevé ou gardé pour produire des aliments pour la consommation humaine ou de la laine;

b) les aliments qui constituent un aliment complet, un complément, un macro-prémélange ou un micro-prémélange et dont la fourniture en vrac en quantité d'au moins 20 kg est détaxée.

Supplies by a feedlot

(2) For the purposes of this Part, where, in the course of operating a feedlot that is a farming business within the meaning of the *Income Tax Act*, a person makes a supply of a service and the consideration for the supply (in this subsection referred to as the "total charge") includes a particular amount that is identified in the invoice or agreement in writing for the supply as being attributable to feed,

(*a*) the provision of the feed shall be deemed to be a supply separate from the supply of the service and not to be incidental to the provision of any other property or service;

(*b*) the portion, not exceeding 90%, of the total charge that is reasonably attributable to the feed and is included in the particular amount shall be deemed to be the consideration for the supply of the feed; and

(*c*) the difference between the total charge and the consideration for the supply of the feed shall be deemed to be the consideration for the supply of the service.

Fournitures dans un parc d'engraissement

(2) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'une personne effectue, dans le cadre de l'exploitation d'un parc d'engraissement qui constitue une entreprise agricole au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, une fourniture de service dont la contrepartie (appelée « prix total » au présent paragraphe) comprend un montant distinct qui, selon la facture ou la convention écrite concernant la fourniture, est attribuable à des aliments pour animaux, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) les aliments sont réputés faire l'objet d'une fourniture qui est distincte de la fourniture du service et qui n'est accessoire à aucune remise de biens ou de prestation de services;

b) la proportion, n'excédant pas 90 %, du prix total qui est attribuable aux aliments et qui est incluse dans le montant distinct est réputée représenter la contrepartie de la fourniture des aliments;

c) la différence entre le prix total et la contrepartie de la fourniture des aliments est réputée représenter la contrepartie de la fourniture du service.

Payments by unions or associations

164.2 For the purposes of this Part, where

(*a*) an individual, because of membership in a trade union or association referred to in paragraph 189(*a*), participates in activities of the union or association and, as a consequence, is unable to perform duties, under a contract of employment, for the individual's employer during a period dur-

Paiements par un syndicat ou une association

164.2 Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un particulier membre d'un syndicat ou d'une association visé à l'alinéa 189*a*) participe à ce titre à des activités du syndicat ou de l'association et ne peut, par conséquent, s'acquitter envers son employeur, pendant la durée de sa participation, des tâches prévues par son contrat d'emploi,

ing which the individual would, were it not for the individual's participation in those activities, be obligated to provide such services, and

(*b*) the union or association pays an amount to the employer as compensation for expenses incurred by the employer as a consequence of the individual's participation in those activities or for remuneration or benefits given by the employer to the individual in respect of that period,

the amount shall be deemed not to be consideration for a supply.

est réputé ne pas être la contrepartie d'une fourniture le montant que le syndicat ou l'association verse à l'employeur en compensation soit des dépenses engagées par ce dernier par suite de la participation du particulier à ces activités, soit de la rémunération ou des avantages versés par l'employeur au particulier pour la période où il participe à ces activités.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subsection 164(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to admissions, supplied by a registered party, to events held before November 5, 1991 in respect of an election, other than an election for a member of Parliament or of the legislature of a province.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le paragraphe 164(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux droits d'entrée, fournis par un parti enregistré, à des événements qui ont lieu avant le 5 novembre 1991 dans le cadre d'une élection autre que l'élection d'un député fédéral ou provincial.

1990, c. 45, s. 12(1)

31. (1) Subsection 165(3) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*a*) thereof and by repealing paragraph (*b*) thereof and substituting the following therefor:

31. (1) L'alinéa 165(3)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(*b*) $0.05 where the total amount deposited for the supply is $0.70; and

(*c*) in any other case, the amount computed in accordance with subsection (1), except that where that amount is the total of a multiple of $0.05 and a fraction of $0.05, the fraction

(i) if less than $0.025, may be disregarded for the purposes of this section, and

(ii) if equal to or greater than $0.025, shall be deemed, for the purposes of this section, to be an amount equal to $0.05.

b) si le montant inséré dans l'appareil est de 0,70 $, 0,05 $;

c) dans les autres cas, le montant calculé en application du paragraphe (1); toutefois, lorsque ce montant est égal au total d'un multiple de 0,05 $ et d'une fraction de 0,05 $, les règles suivantes s'appliquent aux fins du présent article :

(i) il n'est pas tenu compte des fractions inférieures à 0,025 $,

(ii) les fractions égales ou supérieures à 0,025 $ sont réputées égales à 0,05 $.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

32. (1) Subsection 167(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

32. (1) Le paragraphe 167(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Supply of assets of business

167. (1) Where a supplier makes a supply of a business or part of a business that was

167. (1) Lorsqu'une personne fournit tout ou partie d'une entreprise qu'elle a établie ou

Actif d'une entreprise

Clause 31: (1) Subsection 165(3) at present reads as follows:

(3) Where the consideration for a supply of a telephone service is paid by depositing coins in a coin-operated telephone, the tax payable in respect of the supply is equal to

(*a*) nil where the amount deposited for the supply is less than $0.70; and

(*b*) in any other case, $0.05 for each $0.70 deposited for the supply.

Article 31, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 165(3) :

(3) La taxe payable relativement à la contrepartie de la fourniture d'un service téléphonique payée au moyen de pièces de monnaie insérées dans un téléphone est égale au montant suivant :

...

b) dans les autres cas, 0,05 $ par tranche de 0,70 $.

Clause 32: (1) Subsection 167(1) at present reads as follows:

167. (1) Where a person who is a registrant makes a supply of all or substantially all of the property used in a commercial activity that forms all or part of a business carried on by the person to a recipient who is a

Article 32, (1). — Texte actuel du paragraphe 167(1) :

167. (1) L'inscrit qui fournit la totalité, ou presque, des biens utilisés dans le cadre d'une activité commerciale qui constitue tout ou partie de son entreprise à un autre inscrit peut présenter au ministre, avec sa déclaration visant sa période de déclaration au cours de laquelle la fourniture

established or carried on by the supplier or that was established or carried on by another person and acquired by the supplier, and, under the agreement for the supply, the recipient is acquiring ownership, possession or use of all or substantially all of the property that can reasonably be regarded as being necessary for the recipient to be capable of carrying on the business or part as a business,

(*a*) for the purposes of this Part, the supplier shall be deemed to have made a separate supply of each property and service that is supplied under the agreement for consideration equal to that part of the consideration for the supply of the business or part that can reasonably be attributed to that property or service; and

(*b*) except where the supplier is a registrant and the recipient is not a registrant, the supplier and the recipient may make a joint election in prescribed form containing prescribed information to have subsection (1.1) apply to those supplies.

Effect of election

(1.1) Where a supplier and a recipient make a joint election under subsection (1) in respect of a supply of a business or part of a business and the recipient, if a registrant, files the election with the Minister not later than the day on or before which the return under this Division is required to be filed for the recipient's first reporting period in which tax would, but for this subsection, have become payable in respect of the supply of any property or service made under the agreement for the supply of the business or part, or on such later day as the Minister may determine on application of the recipient,

(*a*) no tax is payable in respect of a supply of any property or service made under the agreement other than

(i) a taxable supply of a service that is to be rendered by the supplier,

(ii) a taxable supply of property by way of lease, licence or similar arrangement, and

exploitée, ou qu'elle a acquise après qu'une autre personne l'a établie ou exploitée, et que la convention portant sur la fourniture prévoit que l'acquéreur acquiert la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité, ou presque, des biens qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaires à l'exploitation par lui de l'entreprise ou de la partie d'entreprise, les règles suivantes s'appliquent :

a) pour l'application de la présente partie, le fournisseur est réputé avoir fourni séparément chacun des biens et services fournis aux termes de la convention pour une contrepartie égale à la partie de la contrepartie de la fourniture de l'entreprise ou de la partie d'entreprise imputable au bien ou au service;

b) sauf si le fournisseur est un inscrit alors que l'acquéreur ne l'est pas, le fournisseur et l'acquéreur peuvent faire un choix conjoint, en la forme déterminée par le ministre et contenant les renseignements requis, pour que le paragraphe (1.1) s'applique à ces fournitures.

Effet du choix

(1.1) Lorsqu'un acquéreur qui est un inscrit et une partie au choix visé au paragraphe (1) présente le choix au ministre au plus tard le jour où il est tenu de produire aux termes de la présente section la déclaration visant sa première période de déclaration au cours de laquelle une taxe serait, sans le présent paragraphe, devenue payable relativement à la fourniture d'un bien ou d'un service effectuée aux termes de la convention portant sur la fourniture de l'entreprise ou de la partie d'entreprise visée par le choix, ou à la date ultérieure fixée par le ministre sur demande de l'acquéreur, les règles suivantes s'appliquent :

a) nulle taxe n'est payable relativement à la fourniture d'un bien ou d'un service effectuée aux termes de la convention, sauf s'il s'agit :

(i) de la fourniture taxable d'un service à rendre par le fournisseur,

(ii) de la fourniture taxable d'un bien par bail, licence ou accord semblable,

registrant, and the person files an election made jointly by the person and the recipient in prescribed form containing prescribed information with the Minister with the return for the person's reporting period in which the supply is made,

(*a*) no tax is payable in respect of the supply; and

(*b*) the recipient shall, for the purposes of this Part, be deemed to have acquired the property for use exclusively in commercial activities of the recipient.

est effectuée, un choix fait conjointement avec l'autre inscrit en la forme et avec les renseignements déterminés par le ministre, pour que :

a) aucune taxe ne soit payable relativement à la fourniture;

b) l'autre inscrit soit réputé, pour l'application de la présente partie, avoir acquis les biens pour les utiliser exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales.

(iii) where the recipient is not a registrant, a taxable supply by way of sale of real property; and

(*b*) for the purposes of this Part,

(i) where, but for this subsection, tax would have been payable by the recipient in respect of a supply made under the agreement of property that was capital property of the supplier and that is being acquired by the recipient for use as capital property of the recipient, the recipient shall be deemed to have so acquired the property for use exclusively in the course of commercial activities of the recipient, and

(ii) where, notwithstanding this subsection, tax would not have been payable by the recipient in respect of a supply made under the agreement of property that was capital property of the supplier and that is being acquired by the recipient for use as capital property of the recipient, the recipient shall be deemed to have so acquired the property for use exclusively in activities of the recipient that are not commercial activities.

(iii) si l'acquéreur n'est pas un inscrit, de la fourniture taxable d'un immeuble par vente;

b) pour l'application de la présente partie :

(i) dans le cas où une taxe serait payable par l'acquéreur, sans le présent paragraphe, relativement à une fourniture, effectuée aux termes de la convention, d'une immobilisation du fournisseur que l'acquéreur acquiert pour l'utiliser comme immobilisation, l'acquéreur est réputé avoir ainsi acquis l'immobilisation pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales,

(ii) dans le cas où, malgré le présent paragraphe, une taxe ne serait pas payable par l'acquéreur relativement à une fourniture, effectuée aux termes de la convention, d'une immobilisation du fournisseur que l'acquéreur acquiert pour l'utiliser comme immobilisation, l'acquéreur est réputé avoir ainsi acquis l'immobilisation pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités non commerciales.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 167(2)(*d*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*d*) the personal representative and the other individual jointly elect under this subsection,

(2) L'alinéa 167(2)*d*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

d) le représentant personnel et l'autre particulier choisissent conjointement de se prévaloir du présent paragraphe.

(3) Subsection (1) applies to any supply of a business or part of a business under which ownership, possession or use of all or substantially all of the assets of the business or part that are included in the supply is transferred to the recipient of the supply after September 1992 except that, in respect of supplies of a business or part of a business under which ownership, possession or use of all or substantially all of the assets of the business or part that are included in the supply is transferred to the recipient of the supply before 1993, all that portion of subsection 167(1.1) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures d'entreprises ou de parties d'entreprise dans le cadre desquelles la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité, ou presque, des éléments d'actif de l'entreprise ou de la partie d'entreprise compris dans la fourniture est transférée à l'acquéreur après septembre 1992. Toutefois, pour ce qui est des fournitures d'entreprises ou de parties d'entreprise dont la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité, ou presque, des éléments d'actif visés par la fourniture est transférée à l'acquéreur avant 1993, le passage du paragraphe 167(1.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), qui précède l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

(2) Paragraph 167(2)(*d*) at present reads as follows:

(2) Where

...

(*d*) the personal representative files with the Minister in prescribed manner an election in prescribed form containing prescribed information made jointly by the personal representative and the other individual,

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 167(2) :

(2) Aucune taxe n'est payable relativement à une fourniture si les conditions suivantes sont réunies :

...

d) le représentant personnel présente un choix au ministre, conjointement avec l'autre particulier, en la forme, selon les modalités et avec les renseignements déterminés par le ministre.

(1.1) Where a supplier and a recipient make a joint election under subsection (1) in respect of a supply of a business or part of a business and the supplier, if a registrant, files the election with the Minister not later than the day on or before which the return under this Division is required to be filed for the supplier's first reporting period in which tax would, but for this subsection, have become payable in respect of the supply of any property or service made under the agreement for the supply of the business or part, or on such later day as the Minister may determine on application of the supplier,

(1.1) Lorsqu'un fournisseur qui est un inscrit et une partie au choix visé au paragraphe (1) présente le choix au ministre au plus tard le jour où il est tenu de produire aux termes de la présente section la déclaration visant sa première période de déclaration au cours de laquelle une taxe serait, sans le présent paragraphe, devenue payable relativement à la fourniture d'un bien ou d'un service effectuée aux termes de la convention portant sur la fourniture de l'entreprise ou de la partie d'entreprise visée par le choix, ou à la date ultérieure fixée par le ministre sur demande du fournisseur, les règles suivantes s'appliquent :

(4) For the purposes of subsections 167(1) and (1.1) of the said Act, as enacted by subsection (1), where a supplier made a supply of a business or part of a business before 1993 in circumstances in which the said subsection 167(1) applies,

(4) Pour l'application des paragraphes 167(1) et (1.1) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), les présomptions suivantes s'appliquent aux fournitures de tout ou partie d'entreprises effectuées avant 1993 dans les circonstances visées au même paragraphe 167(1) :

(*a*) the supplier and the recipient of the supply shall be deemed to have made a joint election under the said subsection 167(1) in respect of the supply; and

(*a*) le fournisseur et l'acquéreur de la fourniture sont réputés avoir fait le choix visé au même paragraphe 167(1) relativement à la fourniture;

(*b*) if, on or before the day referred to in the said subsection 167(1.1), the supplier files with the Minister of National Revenue a notice in writing respecting the supply that contains substantially all of the information that must be contained in an election filed under subsection 167(1) of the said Act as that section read before this Act was assented to, the supplier shall be deemed to have filed the joint election referred to in paragraph (*a*) on or before that day.

(*b*) le fournisseur, s'il présente au ministre du Revenu national, au plus tard le jour visé au même paragraphe 167(1.1), un avis écrit concernant la fourniture qui contient la presque totalité des renseignements qui doivent apparaître dans le choix produit en vertu du paragraphe 167(1) de la même loi, dans son application avant la sanction de la présente loi, est réputé avoir produit le choix visé à l'alinéa *a*) au plus tard ce jour-là.

(5) Where

(5) Le fournisseur qui répond aux conditions suivantes n'est pas tenu de percevoir la taxe visée au sous-alinéa *b*)(ii) :

(*a*) a supplier makes a taxable supply of assets before 1993 and ownership, possession or use of all or substantially all of those assets is transferred to the recipient of the supply after September 1992, and

(*a*) il effectue une fourniture taxable d'éléments d'actif avant 1993, et la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité, ou presque, de ces éléments est transférée à l'acquéreur de la fourniture après septembre 1992;

(*b*) the supplier, in the honest but mistaken belief that the supplier was making a supply of a business or part of a business described in subsection 167(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), in the

(*b*) le fournisseur, croyant honnêtement mais à tort qu'il fournissait une entreprise

circumstances described in the said subsection 167(1),

(i) on or before the day on or before which the return under Division V of Part IX of the said Act is required to be filed for the supplier's first reporting period in which tax became payable in respect of the supply of the assets, filed with the Minister a notice in writing described in paragraph (4)(*b*) respecting the supply, and

(ii) failed to collect tax in respect of the supply as required by the said Act,

the supplier is not required to collect the tax referred to in subparagraph (*b*)(ii).

(6) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on April 27, 1992.

33. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 167 thereof, the following section:

Supply of goodwill

167.1 For the purposes of this Part, where a supplier, other than a financial institution, makes a supply of a business or part of a business that was established or carried on by the supplier in Canada or that was established or carried on by another person and acquired by the supplier, the recipient is acquiring ownership, possession or use of all or substantially all of the property that can reasonably be regarded as being necessary for the recipient to be capable of carrying on the business or part as a business, and part of the consideration for the supply can reasonably be attributed to goodwill of the business or part,

(*a*) where the goodwill is primarily attributable to commercial activities of the supplier, that part of the consideration shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply, except to the extent that the goodwill is attributable to those commercial activities; and

(*b*) in any other case, that part of the consideration shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply.

ou une partie d'entreprise visée au paragraphe 167(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), dans les circonstances visées à ce même paragraphe :

(i) présente au ministre du Revenu national, au plus tard le jour où il est tenu de produire aux termes de la section V de la partie IX de la même loi la déclaration visant sa première période de déclaration au cours de laquelle une taxe est devenue payable relativement à la fourniture des éléments d'actif, l'avis écrit visé à l'alinéa (4)*b*) relativement à la fourniture,

(ii) ne perçoit pas la taxe relative à la fourniture comme le prévoit la présente loi.

(6) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 27 avril 1992.

33. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 167, de ce qui suit :

Achalandage

167.1 Pour l'application de la présente partie, lorsqu'une personne, sauf une institution financière, fournit tout ou partie d'une entreprise qu'elle a établie ou exploitée au Canada, ou qu'elle a acquise après qu'une autre personne l'a établie ou exploitée, que l'acquéreur acquiert la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité, ou presque, des biens qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaires à l'exploitation par lui de l'entreprise ou de la partie d'entreprise et qu'une partie de la contrepartie de la fourniture est imputable à l'achalandage afférent, les règles suivantes s'appliquent :

a) si l'achalandage est principalement imputable à des activités commerciales du fournisseur, cette partie n'est pas incluse dans le calcul de la taxe payable relativement à la fourniture, sauf dans la mesure où l'achalandage est imputable à ces activités;

b) dans les autres cas, cette partie n'est pas incluse dans le calcul de taxe payable relativement à la fourniture.

Clause 33: (1) New.

Article 33, (1). — Nouveau.

(2) Section 167.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

Goodwill

167.1 For the purposes of this Part, where a supplier makes a supply of a business or a part of a business that was established or carried on by the supplier in Canada or that was established or carried on by another person and acquired by the supplier, the recipient is acquiring ownership, possession or use of all or substantially all of the property that can reasonably be regarded as being necessary for the recipient to be capable of carrying on the business or part as a business, and part of the consideration for the supply can reasonably be attributed to goodwill of the business or part,

(*a*) where the supplier is a financial institution, that part of the consideration shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply, except to the extent that the goodwill is attributable to commercial activities of the supplier;

(*b*) where the supplier is not a financial institution and the goodwill is primarily attributable to commercial activities of the supplier, that part of the consideration shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply, except to the extent that the goodwill is attributable to those commercial activities; and

(*c*) in any other case, that part of the consideration shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply.

(3) Section 167.1 of the said Act, as enacted by subsection (2), is repealed and the following substituted therefor:

Goodwill

167.1 For the purposes of this Part, where a supplier makes a supply of a business or part of a business that was established or carried on by the supplier or that was established or carried on by another person and acquired by the supplier, the recipient is acquiring ownership, possession or use of all or substantially all of the property that can reasonably be regarded as being necessary for the recipient to be capable of carrying on the business or part as a business, and part of the

(2) L'article 167.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Achalandage

167.1 Pour l'application de la présente partie, lorsqu'une personne fournit tout ou partie d'une entreprise qu'elle a établie ou exploitée au Canada, ou qu'elle a acquise après qu'une autre personne l'a établie ou exploitée, que l'acquéreur acquiert la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité, ou presque, des biens qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaires à l'exploitation par lui de l'entreprise ou de la partie d'entreprise et qu'une partie de la contrepartie de la fourniture est imputable à l'achalandage afférent, les règles suivantes s'appliquent :

a) si le fournisseur est une institution financière, cette partie n'est pas incluse dans le calcul de la taxe payable relativement à la fourniture, sauf dans la mesure où l'achalandage est imputable à des activités commerciales du fournisseur;

b) si le fournisseur n'est pas une institution financière et que l'achalandage soit principalement imputable à des activités commerciales du fournisseur, cette partie n'est pas incluse dans le calcul de la taxe payable relativement à la fourniture, sauf dans la mesure où l'achalandage est imputable à ces activités;

c) dans les autres cas, cette partie n'est pas incluse dans le calcul de la taxe payable relativement à la fourniture.

(3) L'article 167.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Achalandage

167.1 Pour l'application de la présente partie, lorsqu'une personne fournit tout ou partie d'une entreprise qu'elle a établie ou exploitée, ou qu'elle a acquise après qu'une autre personne l'a établie ou exploitée, que l'acquéreur acquiert la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité, ou presque, des biens qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaires à l'exploitation par lui de l'entreprise ou de la partie d'entreprise et qu'une partie de la contrepartie est imputa-

consideration for the supply can reasonably be attributed to goodwill of the business or part, that part of the consideration shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply.

(4) Subsection (1) applies to a supply of a business or part of a business under which ownership or possession of all or substantially all of the assets of the business or part that are included in the supply is transferred to the recipient of the supply after November 5, 1991.

(5) Subsection (2) applies to a supply of a business or part of a business under which ownership or possession of all or substantially all of the assets of the business or part that are included in the supply is transferred to the recipient of the supply after March 10, 1992.

(6) Subsection (3) applies to a supply of a business or part of a business under which ownership or possession of all or substantially all of the assets of the business or part that are included in the supply is transferred to the recipient of the supply after September 1992.

34. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 167.1 thereof, as enacted by section 33, the following section:

Supplies to non-resident persons of admissions to conventions

167.2 (1) Where the sponsor of a convention makes a taxable supply to a non-resident person of an admission to the convention, that portion of the consideration for the admission that is reasonably attributable to the provision of the convention facility or related convention supplies shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply.

Supplies to non-resident exhibitors

(2) Where a sponsor of a convention makes a taxable supply by way of lease, licence or similar arrangement to a non-resident person of real property that is acquired by the person exclusively for use as a site for the promotion, at the convention, of property or services supplied by, or of a business of, the person, no tax is payable in respect of that supply to the person or in respect of any supply by the sponsor to the person of property à l'achalandage afférent, cette partie n'est pas incluse dans le calcul de la taxe payable relativement à la fourniture.

(4) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures d'entreprises ou de parties d'entreprise dans le cadre desquelles la propriété ou la possession de la totalité, ou presque, des éléments d'actif compris dans la fourniture est transférée à l'acquéreur après le 5 novembre 1991.

(5) Le paragraphe (2) s'applique aux fournitures d'entreprises ou de parties d'entreprise dans le cadre desquelles la propriété ou la possession de la totalité, ou presque, des éléments d'actif compris dans la fourniture est transférée à l'acquéreur après le 10 mars 1992.

(6) Le paragraphe (3) s'applique aux fournitures d'entreprises ou de parties d'entreprise dans le cadre desquelles la propriété ou la possession de la totalité, ou presque, des éléments d'actif compris dans la fourniture est transférée à l'acquéreur après septembre 1992.

34. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 167.1, édicté par l'article 33, de ce qui suit :

Droit d'entrée à un congrès — non-résident

167.2 (1) Lorsque le promoteur d'un congrès effectue, au profit d'une personne non-résidente, la fourniture taxable d'un droit d'entrée au congrès, la partie de la contrepartie du droit d'entrée qui est imputable à l'obtention du centre de congrès ou aux fournitures liées au congrès n'est pas incluse dans le calcul de la taxe payable relativement à la fourniture.

Fourniture à l'exposant non-résident

(2) Aucune taxe n'est payable relativement à la fourniture d'un immeuble que le promoteur d'un congrès effectue par bail, licence ou accord semblable au profit d'une personne non-résidente qui acquiert l'immeuble pour utilisation exclusive comme lieu de promotion, lors du congrès, de son entreprise ou de biens ou de services qu'elle fournit. De plus, aucune taxe n'est alors payable relativement à la fourniture par le promoteur

Clause 34: (1) New.

Article 34, (1). — Nouveau.

erty or services that are acquired by the person for consumption or use as related convention supplies in respect of the convention.

au profit de la personne de biens ou de services que celle-ci acquiert pour consommation ou utilisation à titre de fournitures liées au congrès.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

35. (1) Subsections 169(1) to (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

35. (1) Les paragraphes 169(1) à (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

General rule for credits

169. (1) Subject to this Part, where property or a service is supplied to or imported by a person and, during a reporting period of the person during which the person is a registrant, tax in respect of the supply or importation becomes payable by the person or is paid by the person without having become payable, the input tax credit of the person in respect of the property or service for the period is the amount determined by the formula

Règle générale

169. (1) Sous réserve de la présente partie, le crédit de taxe sur les intrants d'une personne, pour sa période de déclaration au cours de laquelle elle est un inscrit, relativement à un bien ou à un service qu'elle importe ou qui lui est fourni, correspond au résultat du calcul suivant si, au cours de cette période, la taxe relative à l'importation ou à la fourniture devient payable par la personne ou est payée par elle sans qu'elle soit devenue payable :

A x B

A x B

where

où :

A is the total of all tax in respect of the supply or importation that becomes payable by the person during the reporting period or that is paid by the person during the period without having become payable; and

A représente la taxe relative à l'importation ou à la fourniture qui, au cours de la période de déclaration, devient payable par la personne ou est payée par elle sans qu'elle soit devenue payable;

B is

B représente :

(*a*) where the tax is deemed under subsection 202(4) to have been paid in respect of the property on the last day of a taxation year of the person, the extent (expressed as a percentage of the total use of the property in the course of commercial activities and businesses of the person during that taxation year) to which the person used the property in the course of commercial activities of the person during that taxation year,

a) dans le cas où la taxe est réputée, par le paragraphe 202(4), avoir été payée relativement au bien le dernier jour d'une année d'imposition de la personne, le pourcentage que représente l'utilisation que la personne faisait du bien dans le cadre de ses activités commerciales au cours de cette année par rapport à l'utilisation totale qu'elle en faisait alors dans le cadre de ses activités commerciales et de ses entreprises;

(*b*) where the property or service is acquired or imported by the person for use in improving capital property of the person, the extent (expressed as a percentage) to which the person was using the capital property in the course of commercial activities of the person immediately after the capital property or a portion thereof was

b) dans le cas où le bien ou le service est acquis ou importé par la personne pour utilisation dans le cadre d'améliorations apportées à une de ses immobilisations, le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle la personne utilisait l'immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales immédiatement après sa dernière

Clause 35: (1) and (3) to (5) Section 169 at present reads as follows:

169. (1) Subject to this Part, where property or a service is acquired or imported by a registrant for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial activities of the registrant, the input tax credit of the registrant in respect of the property or service for a reporting period of the registrant is the amount of any tax that became payable or, if it had not become payable, was paid by the registrant in that period in respect of the acquisition or importation by the registrant of the property or service.

(2) Subject to this Part, where property or a service is acquired or imported by a registrant for consumption, use or supply (in this subsection referred to as the "intended use") partly in the course of commercial activities of the registrant and subsection (1) does not apply, the input tax credit, if any, of the registrant in respect of the property or service for a reporting period of the registrant is the amount determined by the formula

A x B

where

A is the amount that would be determined under subsection (1) in respect of the property or service if that subsection were read without reference to the word "exclusively"; and

B is

(*a*) where the tax is deemed under subsection 202(4) to have been paid in respect of the property, the percentage that the intended use of the property in those commercial activities is of the intended use of the property in those commercial activities and other activities engaged in by the registrant in the course of making exempt supplies, and

(*b*) in any other case, the percentage that the intended use of the property or service in those commercial activities is of the total intended use of the property or service.

(3) For the purposes of subsection (1), where an invoice for an amount is issued to a registrant in respect of a taxable supply made in Canada to the registrant, tax under this Division calculated on that amount shall be deemed to have become payable on the date of the invoice.

(4) A registrant may not claim an input tax credit in respect of a supply of property or a service for a reporting period unless, before filing the return in which the credit is claimed,

(*a*) the registrant has obtained sufficient evidence in such form containing such information as will enable the amount of the input tax credit to be determined, including any such information as may be prescribed; and

(*b*) where the property is real property supplied by way of sale to the registrant in circumstances in which subsection 221(2) applies, the registrant has filed the return required to be filed under subsection 228(4) with respect to the supply.

(5) Where the Minister is satisfied that there are or will be sufficient records available to establish the particulars of any taxable supply or class

Article 35, (1) et (3) à (5). — Texte actuel des paragraphes 169(1) à (3) :

169. (1) Sous réserve de la présente partie, le crédit de taxe sur les intrants relatif à un bien ou à un service pour la période de déclaration de l'inscrit qui l'acquiert ou l'importe pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales correspond au montant de la taxe devenue payable ou, si elle n'est pas devenue payable, payée par lui au cours de cette période relativement à l'acquisition ou à l'importation.

(2) Sous réserve de la présente partie et si le paragraphe (1) ne s'applique pas, le crédit de taxe sur les intrants relatif à un bien ou à un service pour la période de déclaration de l'inscrit qui l'acquiert ou l'importe pour consommation, utilisation ou fourniture partielle dans le cadre de ses activités commerciales est calculé selon la formule suivante :

A x B

où :

A représente le montant qui serait calculé selon le paragraphe (1) relativement au bien ou au service, compte non tenu, à ce paragraphe, du mot « exclusive »;

B représente :

a) dans le cas où la taxe est réputée, en application du paragraphe 202(4), avoir été payée relativement au bien, la proportion que représente l'utilisation, dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit, pour laquelle le bien a été acquis ou importé par rapport à l'utilisation, dans le cadre de ces activités et d'autres activités qu'il exerce en effectuant des fournitures exonérées, pour laquelle le bien a été acquis ou importé;

b) dans les autres cas, la proportion que représente l'utilisation, dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit, pour laquelle le bien ou le service a été acquis ou importé par rapport à l'utilisation totale pour laquelle il a été acquis ou importé.

(3) Pour l'application du paragraphe (1), la taxe prévue à la présente section calculée sur le montant facturé à un inscrit pour une fourniture taxable effectuée au Canada à son profit est réputée devenue payable le jour apparaissant sur la facture.

(4) L'inscrit peut demander le crédit de taxe sur les intrants relativement à la fourniture d'un bien ou d'un service pour une période de déclaration si, avant de produire la déclaration à cette fin :

a) il obtient les renseignements suffisants pour établir le montant du crédit, y compris les renseignements visés par règlements;

b) dans le cas d'un immeuble fourni par vente dans des circonstances où le paragraphe 221(2) s'applique, il produit la déclaration prévue au paragraphe 228(4) relativement à la fourniture.

(5) Le ministre peut, s'il est convaincu que les documents suffisants pour établir les faits relatifs à une fourniture taxable — ou à une catégorie de telles fournitures — et pour calculer la taxe y afférente payée ou payable en application de la présente section sont disponibles :

last acquired or imported by the person, and

(*c*) in any other case, the extent (expressed as a percentage) to which the person intends, at the time the property or service is acquired or imported by the person, to consume, use or supply the property or service in the course of commercial activities of the person.

Determining credit for improvement

(1.1) Where a person acquires or imports property or a service partly for use in improving capital property of the person and partly for another purpose, for the purposes of determining an input tax credit of the person in respect of the property or service,

(*a*) the provision of that part of the property or service that is acquired or imported for use in improving the capital property and the provision of the remaining part of the property or service shall each be deemed to be a separate supply that is not incidental to the other;

(*b*) the tax payable in respect of the supply of that part of the property or service that is acquired or imported for use in improving the capital property shall be deemed to be equal to the amount determined by the formula

A x B

where

A is the tax payable (in this section referred to as the "total tax payable") by the person in respect of the supply or importation of the property or service, determined without reference to this section, and

B is the extent (expressed as a percentage) to which the total consideration paid or payable by the person for the supply in Canada of the property or service or the value of the imported goods is or would be, if the person were a taxpayer under the *Income Tax Act*, included in determining the adjusted cost base to the person of the capital property for the purposes of that Act; and

acquisition ou importation de tout ou partie de l'immobilisation;

c) dans les autres cas, le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle la personne a l'intention, au moment où elle acquiert ou importe le bien ou le service, de le consommer, de l'utiliser ou de le fournir dans le cadre de ses activités commerciales.

Améliorations

(1.1) Lorsqu'une personne acquiert ou importe un bien ou un service pour l'utiliser partiellement dans le cadre d'améliorations apportées à une de ses immobilisations et partiellement à d'autres fins, les présomptions suivantes s'appliquent aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants relativement au bien ou au service :

a) la livraison de cette partie du bien ou la prestation de cette partie du service qui est acquise ou importée pour utilisation dans le cadre d'améliorations apportées à l'immobilisation et la livraison de l'autre partie du bien ou la prestation de l'autre partie du service sont réputées chacune être des fournitures distinctes, et aucune des fournitures n'est accessoire à l'autre;

b) la taxe payable relativement à la fourniture de cette partie du bien ou du service qui est acquise ou importée pour utilisation dans le cadre d'améliorations apportées à l'immobilisation est réputée correspondre au résultat du calcul suivant :

A x B

où :

A représente la taxe payable (appelée « taxe totale payable » au présent article) par la personne relativement à la fourniture ou à l'importation du bien ou du service, calculée abstraction faite du présent article,

B le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle la contrepartie totale payée ou payable par la personne pour la fourniture au Canada du bien ou du service, ou la valeur des produits importés, est incluse dans le calcul du prix de base rajusté de l'immobilisation pour la personne pour l'application de la *Loi*

axable supplies and the tax thereon paid or payable under this Divi-
, the Minister may

a) exempt a specified registrant, a specified class of registrants or egistrants generally from the requirements of subsection (4) or any rovision thereof in respect of that supply or a supply of that class; and

b) specify terms and conditions of the exemption.

a) dispenser un inscrit, une catégorie d'inscrits ou les inscrits en général des exigences prévues au paragraphe (4) relativement à la fourniture ou à une fourniture de la catégorie;

b) préciser les modalités de la dispense.

(*c*) the tax payable in respect of that part of the property or service that is not for use in improving the capital property shall be deemed to be equal to the difference between the total tax payable and the amount determined under paragraph (*b*).

de l'impôt sur le revenu, ou le serait si la personne était un contribuable aux termes de cette loi;

c) la taxe payable relativement à l'autre partie du bien ou du service est réputée égale à la différence entre la taxe totale payable et le montant calculé selon l'alinéa *b*).

Determining credit for leased property

(1.2) Where property is supplied by way of lease, licence or similar arrangement to a person for consideration that includes two or more periodic payments that are attributable to successive parts (each of which is referred to in this subsection as a "lease interval") of the period for which possession or use of the property is provided under the arrangement and tax in respect of the supply, calculated on a particular periodic payment, at any time becomes payable by the person or is paid by the person without having become payable, for the purposes of determining an input tax credit of the person in respect of the property,

(*a*) the person shall be deemed to have received, at that time, a separate supply of the property for the lease interval to which the particular periodic payment is attributable; and

(*b*) the tax calculated on the particular periodic payment shall be deemed to be tax payable in respect of the separate supply.

Biens de location

(1.2) Lorsqu'un bien est fourni par bail, licence ou accord semblable à une personne pour une contrepartie qui comprend plusieurs paiements périodiques imputables à des parties successives (chacune étant appelée « période de location » au présent paragraphe) de la période pendant laquelle la personne a la possession ou l'usage du bien aux termes de l'accord et que, à un moment donné, la taxe relative à la fourniture, calculée sur un paiement périodique donné, devient payable par la personne ou est payée par elle sans qu'elle soit devenue payable, les présomptions suivantes s'appliquent aux fins de déterminer le crédit de taxe sur les intrants de la personne relativement au bien :

a) la personne est réputée avoir reçu, à ce moment, une fourniture distincte du bien pour la période de location à laquelle le paiement donné est imputable;

b) la taxe calculée sur le paiement donné est réputée être la taxe payable relativement à la fourniture distincte.

Determining credit for ongoing services

(1.3) Where a service is supplied to a person for consideration that includes two or more payments that are attributable to different parts (each of which is referred to in this subsection as a "billing period") of the period during which the service is or is to be rendered under the agreement for the supply and tax in respect of the supply, calculated on a particular payment, at any time becomes payable by the person or is paid by the person without having become payable, for the purposes of determining an input tax credit of the person in respect of the service,

(*a*) the person shall be deemed to have received, at that time, a separate supply of the service rendered or to be rendered during the billing period to which the particular periodic payment is attributable; and

Services continus

(1.3) Lorsque la contrepartie de la fourniture d'un service comprend plusieurs paiements imputables à diverses parties (chacune étant appelée « période de facturation » au présent paragraphe) de la période au cours de laquelle le service est rendu ou est à rendre aux termes de la convention le concernant et que, à un moment donné, la taxe relative à la fourniture, calculée sur un paiement donné, devient payable par l'acquéreur ou est payée par lui sans qu'elle soit devenue payable, les présomptions suivantes s'appliquent aux fins de déterminer le crédit de taxe sur les intrants de l'acquéreur relativement au service :

a) l'acquéreur est réputé avoir reçu, à ce moment, une fourniture distincte du service rendu ou à rendre pour la période de

(*b*) the tax calculated on the particular payment shall be deemed to be tax payable in respect of the separate supply.

b) la taxe calculée sur le paiement donné est réputée être la taxe payable relativement à la fourniture distincte.

Credit for goods imported to provide commercial service

(2) Subject to this Part, where a registrant imports goods of a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V for the purpose of making a taxable supply to the non-resident person of a commercial service in respect of the goods and, during a reporting period of the registrant, tax in respect of the importation becomes payable by the registrant or is paid by the registrant without having become payable, the input tax credit of the registrant in respect of the goods for the reporting period is an amount equal to that tax.

Produits importés en vue d'un service commercial

(2) Sous réserve de la présente partie, lorsqu'un inscrit importe des produits d'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V, en vue d'effectuer, au profit de cette dernière, la fourniture taxable d'un service commercial relatif aux produits et que, au cours d'une période de déclaration de l'inscrit, la taxe relative à l'importation devient payable par lui ou est payée par lui sans qu'elle soit devenue payable, le crédit de taxe sur les intrants de l'inscrit relativement aux produits pour la période de déclaration est égal à cette taxe.

Time tax payable

(3) For the purposes of subsections (1) to (1.3), where an invoice for an amount is issued to a person in respect of a taxable supply made in Canada to the person, except where subsection 152(2) applies to the supply, tax under this Division calculated on that amount shall be deemed to have become payable on the date of the invoice.

Paiement de la taxe

(3) Pour l'application des paragraphes (1) à (1.3), la taxe prévue à la présente section calculée sur le montant facturé à une personne pour une fourniture taxable effectuée au Canada à son profit est réputée, sauf si le paragraphe 152(2) s'applique à la fourniture, devenue payable à la date apparaissant sur la facture.

(2) Subsection 169(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed.

(2) Le paragraphe 169(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé.

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) All that portion of subsection 169(4) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Le passage du paragraphe 169(4) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Required documentation

(4) A registrant may not claim an input tax credit for a reporting period unless, before filing the return in which the credit is claimed,

Documents

(4) L'inscrit peut demander un crédit de taxe sur les intrants pour une période de déclaration si, avant de produire la déclaration à cette fin :

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Paragraph 169(4)(*b*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) L'alinéa 169(4)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*b*) where the credit is in respect of real property supplied by way of sale to the registrant in circumstances in which subsection 221(2) applies, the registrant has filed the return required under subsection 228(4) to be filed with respect to the supply.

b) dans le cas où le crédit se rapporte à un immeuble fourni par vente dans des circonstances où le paragraphe 221(2) s'applique, il produit la déclaration prévue au paragraphe 228(4).

1990, c. 45, s. 12(1)

(5) All that portion of subsection 169(5) of the said Act preceding paragraph (*b*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Exemption

(5) Where the Minister is satisfied that there are or will be sufficient records available to establish the particulars of any supply or importation or of any supply or importation of a specified class and the tax in respect of the supply or importation paid or payable under this Part, the Minister may

(*a*) exempt a specified registrant, a specified class of registrants or registrants generally from any of the requirements of subsection (4) in respect of that supply or importation or a supply or importation of that class; and

(6) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) in its application to property in respect of which tax is deemed under subsection 202(4) of the said Act to have been paid in a taxation year ending before October 1992, paragraph (*a*) of the description of B in subsection 169(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(*a*) where the tax is deemed under subsection 202(4) to have been paid in respect of the property on the last day of a taxation year of the person, the percentage that the intended use of the property in commercial activities of the person is of the intended use of the property in commercial activities and businesses of the person,

(*b*) in its application to improvements to capital property of a person that are acquired or imported by the person before April 1991, the description of B in subsection 169(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(5) Le passage du paragraphe 169(5) de la même loi qui précède l'alinéa *b*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Dispense

(5) Le ministre peut, s'il est convaincu qu'il existe ou existera des documents suffisants pour établir les faits relatifs à une fourniture ou à une importation, ou à une catégorie de fournitures ou d'importations, ainsi que pour calculer la taxe relative à la fourniture ou à l'importation, qui est payée ou payable en application de la présente partie :

a) dispenser un inscrit, une catégorie d'inscrits ou les inscrits en général des exigences prévues au paragraphe (4) relativement à la fourniture ou à l'importation ou à une fourniture ou une importation de la catégorie;

(6) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) en ce qui concerne les biens relativement auxquels la taxe est réputée, par le paragraphe 202(4) de la même loi, avoir été payée au cours d'une année d'imposition se terminant avant octobre 1992, l'alinéa *a*) de l'élément B de la formule figurant au paragraphe 169(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :**

a) dans le cas où la taxe est réputée, par le paragraphe 202(4), avoir été payée relativement au bien le dernier jour d'une année d'imposition de la personne, le pourcentage que représente l'utilisation, dans le cadre d'activités commerciales de la personne, pour laquelle le bien a été acquis ou importé par rapport à l'utilisation, dans le cadre de ces activités et des entreprises de la personne, pour laquelle le bien a été acquis ou importé;

***b*) en ce qui concerne les améliorations apportées aux immobilisations qu'une personne a acquises ou importées avant avril 1991, l'élément B de la formule figurant au paragraphe 169(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :**

B is the extent (expressed as a percentage) to which the person intended, at the time the property or service was acquired or imported by the person, to consume, use or supply the property or service in the course of commercial activities of the person.

B le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle la personne avait l'intention, au moment où elle a acquis ou importé le bien ou le service, de le consommer, de l'utiliser ou de le fournir dans le cadre de ses activités commerciales.

(*c*) subsection 169(1.1) of the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to property or services acquired or imported before October 1992 by a person partly for use in improving capital property of the person; and

(*d*) in applying subsection 169(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), to invoices dated before October 1992, it shall be read without reference to the words "except where subsection 152(2) applies to the supply".

(7) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

(8) Subsections (3) to (5) shall be deemed to have come into force on September 30, 1992.

c) le paragraphe 169(1.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux biens et services acquis ou importés avant octobre 1992 par une personne pour les utiliser partiellement en vue d'améliorer son immobilisation;

d) pour l'application du paragraphe 169(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux factures datées d'une date antérieure à octobre 1992, il n'est pas tenu compte, au paragraphe 169(3), du passage « sauf si le paragraphe 152(2) s'applique à la fourniture ».

(7) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1993.

(8) Les paragraphes (3) à (5) sont réputés entrés en vigueur le 30 septembre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

36. (1) Paragraph 170(1)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) a supply of a membership, or a right to acquire a membership, in a club the main purpose of which is to provide dining, recreational or sporting facilities, except where the registrant acquires the membership or right, as the case may be, exclusively for supply in the ordinary course of a business of the registrant of supplying such memberships or rights;

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that paragraph 170(1)(*a*) of the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to a supply of a right to acquire a membership where the right is acquired by the recipient of the supply before October 1992.

36. (1) L'alinéa 170(1)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 1990, ch. 45, par. 12(1)

a) le droit d'adhésion, ou le droit d'acquérir un tel droit, à une association dont l'objet principal est d'offrir des installations pour les loisirs, les sports ou les repas, sauf dans le cas où l'inscrit acquiert le droit pour fourniture exclusive dans le cours normal de son entreprise qui consiste à fournir de tels droits;

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, l'alinéa 170(1)*a*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux fournitures du droit d'acquérir un droit d'adhésion qui est acquis par l'acquéreur avant octobre 1992.

Clause 36: (1) Paragraph 170(1)(*a*) at present reads as follows:

170. (1) In determining an input tax credit of a registrant, no amount shall be included in respect of the tax payable by the registrant in respect of the following supplies made to, or importations by, the registrant:

(*a*) a supply of a membership in a club the main purpose of which is to provide dining, recreational or sporting facilities;

Article 36, (1). — Adjonction des passages soulignés et du passage marqué d'un trait vertical.

1990, c. 45, s. 12(1)

37. (1) Subsection 171(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Person becoming registrant

171. (1) Where at any time a person becomes a registrant and immediately before that time the person was a small supplier, for the purpose of determining an input tax credit of the person, the person shall be deemed

(*a*) to have received, at that time, a supply by way of sale of each property of the person that was held immediately before that time for consumption, use or supply in the course of commercial activities of the person; and

(*b*) to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

A x B

where

A is the lesser of

(i) the total (in this subsection referred to as the "total tax charged in respect of the property") of the tax that, before that time, became payable or was paid by the person in respect of the last acquisition or importation of the property by the person and the tax that, before that time, became payable or was paid by the person in respect of improvements to the property acquired or imported by the person after the property was last so acquired or imported, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at that time, and

B is

(i) where the person was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and

(ii) in any other case, 100%.

1990, ch. 45, par. 12(1)

37. (1) Le paragraphe 171(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Nouvel inscrit

171. (1) La personne qui était un petit fournisseur immédiatement avant le moment donné où elle devient un inscrit est réputée, aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants :

a) avoir reçu, au moment donné, une fourniture par vente de chacun de ses biens qu'elle détenait, immédiatement avant ce moment, pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales;

b) avoir payé, au moment donné, la taxe relative à la fourniture, égale au résultat du calcul suivant :

A x B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) le total de la taxe qui, avant le moment donné, est devenue payable, ou a été payée, par elle relativement à sa dernière acquisition ou importation du bien, et de la taxe qui, avant le moment donné, est devenue payable, ou a été payée, par elle relativement aux améliorations apportées au bien qu'elle a acquises ou importées après cette dernière acquisition ou importation,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné,

B 100 % ou, si elle pouvait demander un remboursement en application de l'article 259 relativement à une taxe incluse dans le total visé au sous-alinéa (i) de l'élément A, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire visé à cet article qui s'appliquait au calcul du montant remboursable.

Clause 37: (1) Subsection 171(1) at present reads as follows:

171. (1) Where a person who is a small supplier becomes, at any time, a registrant, for the purpose of determining an input tax credit of the person for the first reporting period of the person after that time, the person shall be deemed

(*a*) to have acquired, immediately after that time, from a registrant by way of purchase, each property of the person that immediately before that time was held for consumption, use or supply in the course of commercial activities of the person; and

(*b*) to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to the lesser of

(i) the amount, if any, by which the total of all tax payable by the person before that time in respect of the acquisition, importation or improvement of the property and the tax deemed under subsection (3) or 200(2) to have been collected before that time by the person in respect of the property exceeds the total of all input tax credits and rebates claimed under this Part before that time by the person in respect of the acquisition, importation or improvement of the property, and

(ii) the tax that would be payable by the person if a supply of the property were made at that time to the person by a registrant for consideration equal to the fair market value of the property at that time.

Article 37, (1). — Texte actuel du paragraphe 171(1) :

171. (1) Le petit fournisseur est réputé, aux fins de déterminer son crédit de taxe sur les intrants pour sa première période de déclaration suivant le moment où il devient un inscrit :

a) avoir acquis, par achat, d'un inscrit, immédiatement après ce moment, chaque bien qui, jusqu'alors, était détenu pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales;

b) avoir payé, à ce moment, la taxe relative à la fourniture, égale au moins élevé des montants suivants :

(i) l'excédent éventuel du total de la taxe payable par lui avant ce moment relativement à l'acquisition, à l'importation ou aux améliorations du bien et de la taxe qu'il est réputé, en application du paragraphe (3) ou 200(2), avoir perçue avant ce moment relativement au bien sur le total des crédits de taxe sur les intrants et des remboursements qu'il a demandés aux termes de la présente partie avant ce moment relativement à ces acquisition, importation et améliorations,

(ii) la taxe qui serait payable par lui si le bien lui avait été fourni à ce moment par un inscrit pour une contrepartie égale à sa juste valeur marchande à ce moment.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 171(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Properties on ceasing to be registrant

(3) For the purposes of this Part, where a person ceases at any time to be a registrant,

(*a*) the person shall be deemed

(i) to have made, immediately before that time, a supply of each property of the person (other than capital property) that immediately before that time was held by the person for consumption, use or supply in the course of commercial activities of the person and to have collected, immediately before that time, tax in respect of the supply, calculated on the fair market value of the property at that time, and

(ii) to have received, at that time, a supply of the property by way of sale and to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to the amount determined under subparagraph (i); and

(*b*) where the person was, immediately before that time, using capital property of the person in commercial activities of the person, the person shall be deemed to have, immediately before that time, ceased using the property in commercial activities.

(3) Section 171 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Exception

(5) Subsections (1) to (4) do not apply where section 171.1 applies and subsection (3) does not apply to property held by a person immediately before the person ceases to be a registrant where subsection 178.3(1), 178.4(1) or 178.5(1) or (2) applied to that property at an earlier time.

(4) Subsections (1) and (3) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(5) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

38. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after sec-

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 171(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Cessation de l'inscription

(3) Pour l'application de la présente partie, les présomptions suivantes s'appliquent à la personne qui cesse d'être un inscrit à un moment donné :

a) la personne est réputée :

(i) avoir fourni, immédiatement avant le moment donné, chacun de ses biens, sauf les immobilisations, qu'elle détenait alors pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales et avoir perçu, immédiatement avant ce moment, la taxe relative à la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment,

(ii) avoir reçu, au moment donné, une fourniture du bien par vente et avoir payé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe visée au sous-alinéa (i);

b) la personne est réputée, immédiatement avant le moment donné, avoir cessé d'utiliser dans le cadre de ses activités commerciales les immobilisations qu'elle utilisait alors dans ce cadre.

(3) L'article 171 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Exception

(5) Les paragraphes (1) à (4) ne s'appliquent pas dans le cas où l'article 171.1 s'applique, et le paragraphe (3) ne s'applique pas aux biens qu'une personne détient immédiatement avant de cesser d'être un inscrit dans le cas où les paragraphes 178.3(1), 178.4(1) ou 178.5(1) ou (2) se sont déjà appliqués à la personne.

(4) Les paragraphes (1) et (3) sont réputés entrés en vigueur le 1er octobre 1992.

(5) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

38. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 171, de ce qui suit :

(2) Subsection 171(3) at present reads as follows:

(3) For the purposes of this Part, where a person who engages in commercial activities ceases at any time to be a registrant, the person shall be deemed

(*a*) in the case of property, other than capital property of the person,

(i) to have made, immediately before that time, a supply of each property that immediately before that time was a property of the person that was for consumption, use or supply in the course of commercial activities of the person, and

(ii) except where the supply is an exempt supply, to have collected, immediately before that time, tax in respect of the supply, calculated on the fair market value of the property at that time; and

(*b*) in the case of capital property of the person, to have ceased immediately before that time to use the property in commercial activities.

(2). — Texte actuel du paragraphe 171(3) :

(3) Pour l'application de la présente partie, la personne qui, exerçant des activités commerciales, cesse d'être un inscrit à un moment donné est réputée :

a) dans le cas d'un bien, sauf son immobilisation :

(i) avoir fourni, immédiatement avant ce moment, chaque bien qui, jusqu'alors, lui appartenait et qu'elle consommait, utilisait ou fournissait dans le cadre de ses activités commerciales,

(ii) avoir perçu immédiatement avant ce moment, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, la taxe relative à la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment;

b) dans le cas de son immobilisation, avoir cessé, immédiatement avant ce moment, de l'utiliser dans le cadre d'activités commerciales.

(3) New.

(3). — Nouveau.

Clause 38: (1) New.

Article 38, (1). — Nouveau.

tion 171 thereof, the following heading and section:

Taxi Businesses

Small suppliers

171.1 (1) Where at any time a person who is a small supplier is engaged in a taxi business and other commercial activities in Canada, other than the supply by way of sale of real property, and the registration of the person under this Part does not apply to those other activities,

(*a*) the person shall be deemed, for the purposes of this Part, not to be a registrant at that time except in respect of that business and anything done by the person in the course of that business or in connection with it; and

(*b*) for the purposes of section 169 and Subdivision d, those other activities shall be deemed not to be commercial activities of the person at that time.

Becoming a registrant for other activities

(2) Where at any time a person is engaged in a taxi business and other commercial activities in Canada, other than the supply by way of sale of real property, and the person's registration under this Part begins, at that time, to apply to those other activities, the following rules apply:

(*a*) for the purpose of determining an input tax credit of the person, the person shall be deemed to have received, at that time, a supply by way of sale of each property of the person, other than capital property, that was held immediately before that time for consumption, use or supply in the course of those other activities and to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to the lesser of

(i) the tax that, before that time, became payable or was paid by the person in respect of the last acquisition or importation of the property by the person, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at that time; and

(*b*) for the purpose of determining the input tax credits of the person for the report-

Entreprises de taxis

Petits fournisseurs

171.1 (1) Lorsque, à un moment donné, un petit fournisseur exploite une entreprise de taxis et exerce d'autres activités commerciales au Canada, sauf la fourniture d'immeubles par vente, et que son inscription en vertu de la présente partie n'est pas valable pour ces autres activités, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) pour l'application de la présente partie, le fournisseur est réputé ne pas être un inscrit au moment donné, sauf en ce qui concerne l'entreprise de taxis et les actes qu'il accomplit dans le cadre de cette entreprise;

b) pour l'application de l'article 169 et de la sous-section d, les autres activités sont réputées ne pas être des activités commerciales du fournisseur au moment donné.

Début d'inscription aux fins d'autres activités

(2) Lorsque, à un moment donné, une personne exploite une entreprise de taxis et exerce d'autres activités commerciales au Canada, sauf la fourniture d'immeubles par vente, et que son inscription en vertu de la présente partie commence, à ce moment, à être valable pour ces autres activités, les règles suivantes s'appliquent :

a) aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants, la personne est réputée avoir reçu, au moment donné, la fourniture de chacun de ses biens par vente, sauf les immobilisations, qu'elle détenait immédiatement avant ce moment pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ces autres activités et avoir payé à ce moment, relativement à la fourniture, une taxe égale au moins élevé des montants suivants :

(i) la taxe qui, avant le moment donné, est devenue payable, ou a été payée, par la personne relativement à la dernière acquisition ou importation du bien par elle,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné;

ing period that includes that time, there may be included the total of any tax that became payable by the person before that time, to the extent that the tax is calculated on consideration, or a part thereof,

(i) that is reasonably attributable to a service that is to be rendered to the person after that time and that was acquired or imported by the person for consumption, use or supply in the course of those other activities, or

(ii) that is a rent, royalty or similar payment in respect of property and that is reasonably attributable to a period after that time during which the property is used in the course of those other activities.

b) la taxe qui est devenue payable par la personne avant le moment donné peut être incluse dans le calcul des crédits de taxe sur les intrants de la personne pour sa période de déclaration qui comprend ce moment dans la mesure où cette taxe est calculée sur tout ou partie d'une contrepartie qui, selon le cas :

(i) est imputable à un service à lui rendre après ce moment et qu'elle a acquis ou importé pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ces autres activités,

(ii) constitue un loyer, une redevance ou un paiement semblable, relatif à un bien, qui est imputable à une période postérieure à ce moment au cours de laquelle le bien est utilisé dans le cadre de ces autres activités.

Ceasing to be a registrant for other activities

(3) Where at any time a person is engaged in a taxi business and other commercial activities in Canada, other than the supply by way of sale of real property, and the person's registration under this Part ceases, at that time, to apply to those other activities, the following rules apply:

(*a*) for the purposes of this Part, the person shall be deemed

(i) to have made, immediately before that time, a supply of each property of the person, other than capital property, that was held immediately before that time for consumption, use or supply in the course of those other activities, and to have collected, immediately before that time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the property at that time, and

(ii) to have received, at that time, a supply of the property by way of sale and to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to the amount determined under subparagraph (i);

(*b*) in determining the input tax credits of the person for the reporting period that includes that time, there may be included tax that becomes payable by the person after that time, to the extent that the tax is

Cessation d'inscription aux fins d'autres activités

(3) Lorsque, à un moment donné, une personne exploite une entreprise de taxis et exerce d'autres activités commerciales au Canada, sauf la fourniture d'immeubles par vente, et que son inscription en vertu de la présente partie cesse, à ce moment, d'être valable pour ces autres activités, les règles suivantes s'appliquent :

a) pour l'application de la présente partie, la personne est réputée :

(i) avoir fourni, immédiatement avant le moment donné, chacun de ses biens, sauf les immobilisations, qu'elle détenait immédiatement avant ce moment pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ces autres activités, et avoir perçu, immédiatement avant ce moment, la taxe relative à la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment,

(ii) avoir reçu, au moment donné, une fourniture du bien par vente et avoir payé à ce moment, relativement à la fourniture, la taxe visée au sous-alinéa (i);

b) la taxe qui devient payable par la personne après le moment donné peut être incluse dans le calcul des crédits de taxe sur les intrants de la personne pour sa période

calculated on consideration, or a part thereof,

(i) that is reasonably attributable to services that were rendered to the person before that time and that were acquired or imported by the person for consumption, use or supply in the course of those other activities, or

(ii) that is a rent, royalty or similar payment in respect of property and that is reasonably attributable to a period before that time during which the property was used in the course of those other activities; and

(*c*) where, in determining an input tax credit claimed by the person in a return under section 238 for a reporting period of the person ending before that time, there was included an amount in respect of tax calculated on consideration, or a part thereof,

(i) that is reasonably attributable to services that are to be rendered to the person after that time, or

(ii) that is a rent, royalty or similar payment in respect of property and that is reasonably attributable to a period (in this paragraph referred to as the "lease period") after that time,

the amount shall be added in determining the net tax for the reporting period of the person that includes that time, to the extent to which the property is used by the person during the lease period, or the services were acquired or imported by the person for consumption, use or supply, in the course of those other activities.

de déclaration qui comprend ce moment, dans la mesure où cette taxe est calculée sur tout ou partie d'une contrepartie qui, selon le cas :

(i) est imputable à des services rendus à la personne avant ce moment et qu'elle a acquis ou importés pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ces autres activités,

(ii) constitue un loyer, une redevance ou un paiement semblable relatif à un bien qui est imputable à une période antérieure à ce moment au cours de laquelle le bien était utilisé dans le cadre de ces autres activités;

c) est ajouté dans le calcul de la taxe nette de la personne, pour sa période de déclaration qui comprend le moment donné, le montant inclus dans le calcul d'un crédit de taxe sur les intrants qu'elle a demandé, dans une déclaration produite en vertu de l'article 238 pour une de ses périodes de déclaration qui prend fin avant ce moment, au titre de la taxe calculée sur tout ou partie d'une contrepartie qui, selon le cas :

(i) est imputable à des services à rendre à la personne après ce moment,

(ii) constitue un loyer, une redevance ou un paiement semblable relatif à un bien qui est imputable à une période (appelée « période de location » au présent alinéa) postérieure à ce moment.

Ce montant est ainsi ajouté dans la mesure où la personne utilise le bien au cours de la période de location, ou acquiert ou importe les services pour consommation, utilisation ou fourniture, dans le cadre de ces autres activités.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

39. (1) All that portion of subsection 172(2) of the English version of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

39. (1) Le passage du paragraphe 172(2) de la version anglaise de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Clause 39: (1) The relevant portion of subsection 172(2) of the English version at present reads as follows:

(2) For the purposes of this Part, where at any time a registrant that is a corporation, partnership, trust, charity or non-profit organization appropriates any property (other than capital property of the registrant) that was acquired, manufactured or produced, or any service acquired or performed, in the course of commercial activities of the registrant, to or for the benefit of a shareholder, partner, beneficiary or member of the corpo-

Article 39, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 172(2) de la version anglaise :

(2) For the purposes of this Part, where at any time a registrant that is a corporation, partnership, trust, charity or non-profit organization appropriates any property (other than capital property of the registrant) that was acquired, manufactured or produced, or any service acquired or performed, in the course of commercial activities of the registrant, to or for the benefit of a shareholder, partner, beneficiary or member of the corpo-

Benefits to shareholders, etc.

(2) For the purposes of this Part, where at any time a registrant that is a corporation, partnership, trust, charity or non-profit organization appropriates any property (other than capital property of the registrant) that was acquired, manufactured or produced, or any service acquired or performed, in the course of commercial activities of the registrant, to or for the benefit of a shareholder, partner, beneficiary or member of the registrant or any individual related to such a shareholder, partner, beneficiary or member, in any manner whatever (otherwise than by way of a supply made for consideration equal to the fair market value of the property or service), the registrant shall be deemed

Benefits to shareholders, etc.

(2) For the purposes of this Part, where at any time a registrant that is a corporation, partnership, trust, charity or non-profit organization appropriates any property (other than capital property of the registrant) that was acquired, manufactured or produced, or any service acquired or performed, in the course of commercial activities of the registrant, to or for the benefit of a shareholder, partner, beneficiary or member of the registrant or any individual related to such a shareholder, partner, beneficiary or member, in any manner whatever (otherwise than by way of a supply made for consideration equal to the fair market value of the property or service), the registrant shall be deemed

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 172(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 172(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

(3) This section does not apply to property or a service appropriated by a registrant to or for the benefit of a person where

(*a*) the registrant was, because of section 170, not entitled to claim an input tax credit in respect of the last acquisition or importation of the property or service by the registrant; or

(*b*) section 173 applies to the property or service so appropriated for the purpose of making it available to the person.

Champ d'application

(3) Le présent article ne s'applique pas au bien ou au service qu'un inscrit réserve à l'usage d'une personne si, selon le cas :

a) l'inscrit ne pouvait pas, par l'effet de l'article 170, demander un crédit de taxe sur les intrants relativement à sa dernière acquisition ou importation du bien ou du service;

b) l'article 173 s'applique au bien ou au service ainsi réservé en vue de le mettre à la disposition de la personne.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

40. (1) Sections 173 and 174 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

40. (1) Les articles 173 et 174 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Employee and shareholder benefits

173. (1) Where

(*a*) a registrant at any time supplies to a person property or a service,

(*b*) the supply is not an exempt supply, and

(*c*) an amount (in this subsection referred to as the "benefit amount") in respect of the property or service is required under paragraph 6(1)(*a*) or (*e*) or subsection 15(1) of the *Income Tax Act* to be

Avantages aux salariés et aux actionnaires

173. (1) Lorsqu'un inscrit fournit à une personne en dehors du cadre d'une fourniture exonérée, un bien ou un service au titre duquel un montant, dit « avantage » au présent paragraphe, est à inclure, en application des alinéas 6(1)*a*) ou *e*) ou du paragraphe 15(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, dans le calcul du revenu de la personne pour une année d'imposition de celle-ci, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) dans le cas où le bien est fourni autrement que par vente, l'inscrit est réputé,

ation, partnership, trust, charity or non-profit organization or any individual related thereto, in any manner whatever (otherwise than by way of supply made for consideration equal to the fair market value of the property or service), the registrant shall be deemed

ration, partnership, trust, charity or non-profit organization or any individual related thereto, in any manner whatever (otherwise than by way of a supply made for consideration equal to the fair market value of the property or service), the registrant shall be deemed

(2) Subsection 172(3) at present reads as follows:

(3) This section does not apply where a registrant was, by reason of section 170, not entitled to include, in determining an input tax credit, an amount in respect of tax payable by the registrant in respect of property or a service appropriated to or for the benefit of the registrant or to or for the benefit of a shareholder, partner, beneficiary or member of the registrant or any individual related thereto.

(2). — Texte actuel du paragraphe 172(3) :

(3) Le présent article ne s'applique pas à l'inscrit qui, par l'effet de l'article 170, n'a pas le droit d'inclure dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants un montant au titre de la taxe payable par lui relativement à un bien ou un service réservé à son usage ou celui de son actionnaire, associé, bénéficiaire ou membre ou d'un particulier lié à ceux-ci.

Clause 40: (1) Sections 173 and 174 at present read as follows:

173. (1) Subject to this section, for the purposes of this Part, where at any time a registrant makes available to a person property or a service (other than property or a service in respect of which the registrant is, by reason of subsection 170(1) or (2), not entitled to claim an input tax credit), and an amount (in this subsection referred to as the "benefit amount") in respect of the property or service is required by paragraph 6(1)(*a*) or (*e*) or subsection 15(1) or (1.4) of the *Income Tax Act* to be included in computing the person's income for a taxation year of the person, the registrant shall be deemed to have made a supply of the property or service for consideration equal to the amount by which the benefit amount exceeds the amount, if any, included in the benefit amount

Article 40, (1). — Texte actuel des articles 173 et 174 :

173. (1) Sous réserve du présent article et pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui met à la disposition d'une personne un bien ou un service — sauf ceux qui, par l'effet du paragraphe 170(1) ou (2), ne lui donnent pas droit au crédit de taxe sur les intrants — au titre duquel un montant doit être inclus en application de l'alinéa 6(1)*a*) ou *e*) ou du paragraphe 15(1) ou (1.4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu de la personne pour une année d'imposition de celle-ci est réputé en avoir effectué la fourniture pour une contrepartie égale à l'excédent du montant sur la somme éventuelle incluse dans ce montant qu'il est raisonnable de considérer comme imputée à une taxe imposée en vertu d'une loi provinciale et visée par règlement pour l'application de l'article 154.

included in computing the person's income for a taxation year of the person,

the following rules apply:

(*d*) in the case of a supply of property otherwise than by way of sale, the use made by the registrant in so providing the property to the person shall be deemed, for the purposes of this Part, to be use in commercial activities of the registrant, and to the extent that the registrant acquired the property for the purpose of making that supply, the registrant shall be deemed, for the purposes of this Part, to have so acquired the property for use in commercial activities of the registrant, and

(*e*) in any case, except where

(i) the registrant was, because of section 170, not entitled to claim an input tax credit in respect of the last acquisition or importation of the property or service by the registrant,

(ii) an election under subsection (2) by the registrant in respect of the property is in effect at that time,

(iii) the registrant is an individual or a partnership and the property is a passenger vehicle or aircraft of the registrant that is not used by the registrant exclusively in commercial activities of the registrant, or

(iv) the registrant is not an individual, a partnership or a financial institution and the property is a passenger vehicle or aircraft of the registrant that is not used by the registrant primarily in commercial activities of the registrant,

for the purposes of determining the net tax of the registrant,

(v) the registrant shall be deemed to have made that supply to the person for consideration equal to the total of the consideration, if any, for the supply otherwise determined and the amount (in this paragraph referred to as the "adjusted benefit") by which the benefit amount exceeds the amount, if any, included in the benefit amount that can reasonably be attributed to tax imposed

pour l'application de la présente partie, utiliser le bien dans le cadre de ses activités commerciales lorsqu'il prend les mesures en vue de le livrer à la personne; dans la mesure où l'inscrit a acquis le bien pour effectuer cette fourniture, il est réputé, pour l'application de la présente partie, avoir ainsi acquis le bien pour utilisation dans le cadre de ses activités commerciales;

b) aux fins du calcul de la taxe nette de l'inscrit :

(i) l'inscrit est réputé avoir effectué la fourniture au profit de la personne pour une contrepartie égale au total de la contrepartie de la fourniture, déterminée par ailleurs, et de l'excédent, dit « avantage modifié » au présent alinéa, de l'avantage sur la somme incluse dans l'avantage qui est imputable à une taxe imposée en vertu d'une loi provinciale et visée par règlement pour l'application de l'article 154,

(ii) la taxe calculée sur l'avantage modifié est réputée être devenue percevable par l'inscrit, et avoir été perçue par lui, à la date suivante :

(A) dans le cas d'une fourniture relativement à laquelle un montant est à inclure, en application des alinéas 6(1)*a*) ou *e*) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, dans le calcul du revenu de la personne pour une année d'imposition de celle-ci, le dernier jour de février de l'année subséquente,

(B) dans le cas d'une fourniture relativement à laquelle un montant est à inclure, en application du paragraphe 15(1) de cette loi, dans le calcul du revenu de la personne, le dernier jour de l'année d'imposition de l'inscrit au cours de laquelle le bien ou le service est ainsi fourni à la personne.

Toutefois, les présomptions visées aux sous-alinéas (i) et (ii) ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

(iii) l'inscrit ne pouvait pas, par l'effet de l'article 170, demander un crédit de

at may reasonably be attributed to tax imposed under an Act of the gislature of a province that is a prescribed tax for the purposes of ction 154.

(2) For the purposes of subsection (1), the consideration for a supply emed under that subsection to have been made by a registrant shall be emed to have become due to the registrant

(*a*) in the case of a supply in respect of which an amount is required under paragraph 6(1)(*a*) or (*e*) of the *Income Tax Act* to be included in computing a person's income for a particular taxation year of the person, on the last day of February of the year immediately following the particular taxation year; and

(*b*) in the case of a supply in respect of which an amount is required under subsection 15(1) or (1.4) of the *Income Tax Act* to be included in computing a person's income for a taxation year of the person, on the last day of the registrant's taxation year in which the property or service was made available to the person.

(3) In the case of a passenger vehicle or aircraft that is acquired

(*a*) by way of lease by a registrant (other than a financial institution) and the passenger vehicle or aircraft is for use primarily in activities other than commercial activities of the registrant, or

(*b*) by way of purchase or lease by a registrant that is a financial institution,

ıe registrant may make an election under this subsection in respect of the ehicle or aircraft, in which event the following rules apply:

(*c*) the registrant shall be deemed to have begun on the day the election becomes effective to use the vehicle or aircraft exclusively in activities other than commercial activities of the registrant,

(*d*) where the registrant is a financial institution, the cost of the property to the registrant is $50,000 or less and the property was acquired by the registrant by way of purchase, the registrant shall be deemed to have made and received, on the day the election becomes effective, a taxable supply by way of sale of the property and to have collected tax in respect of the supply equal to the total of all input tax credits that the registrant has claimed or is entitled to claim in respect of the acquisition, importation or improvement of the property, and

(*e*) at all times after the election becomes effective until the registrant disposes of or ceases to lease the vehicle or aircraft, the registrant shall be deemed to use it exclusively in activities other than commercial activities of the registrant.

(4) Subsection (1) does not apply in respect of a passenger vehicle or ircraft

(*a*) acquired by way of purchase by a registrant that is an individual or partnership where the passenger vehicle or aircraft is not used exclusively in commercial activities of the registrant;

(*b*) acquired by way of purchase by a registrant other than an individual, partnership or financial institution where the passenger vehicle or aircraft is not used primarily in commercial activities of the registrant; or

(*c*) in respect of which a registrant has made an election under subsection (3).

(5) An election of a person made under subsection (3) shall be

(*a*) made in prescribed form containing prescribed information; and

(*b*) filed with the Minister in prescribed manner with the return under Division V for the reporting period of the person in which the election is to become effective, and shall be effective as of the first day of that period.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la contrepartie de la fourniture est réputée devenir due à l'inscrit :

a) s'agissant d'une fourniture pour laquelle un montant est à inclure en application de l'alinéa 6(1)*a*) ou *e*) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu d'une personne pour son année d'imposition, le dernier jour de février de l'année suivant cette année d'imposition;

b) s'agissant d'une fourniture pour laquelle un montant est à inclure en application du paragraphe 15(1) ou (1.4) de cette loi dans le calcul du revenu d'une personne pour son année d'imposition, le dernier jour de l'année d'imposition de l'inscrit au cours de laquelle le bien ou le service est mis à la disposition de la personne.

(3) L'inscrit qui, n'étant pas une institution financière, acquiert par bail une voiture de tourisme ou un aéronef à utiliser principalement dans le cadre de ses activités autres que commerciales ou qui, étant une institution financière, acquiert une voiture de tourisme ou un aéronef par achat ou par bail peut faire un choix pour que les présomptions suivantes s'appliquent :

a) l'inscrit est réputé avoir commencé, à l'entrée en vigueur du choix, à utiliser la voiture ou l'aéronef exclusivement dans le cadre de ses activités autres que commerciales;

b) si l'inscrit est une institution financière et a acquis le bien par achat à un coût de 50 000 $ ou moins, il est réputé avoir effectué et reçu, le jour où le choix entre en vigueur, une fourniture taxable par vente du bien et avoir perçu la taxe relative à la fourniture, égale au total des crédits de taxe sur les intrants qu'il a demandés ou auxquels il a droit relativement à l'acquisition, à l'importation ou aux améliorations du bien;

c) après l'entrée en vigueur du choix et jusqu'à ce qu'il aliène la voiture ou l'aéronef ou cesse de le louer, l'inscrit est réputé l'utiliser exclusivement dans le cadre de ses activités autres que commerciales.

(4) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux voitures de tourisme et aux aéronefs :

a) qu'un inscrit — particulier ou une société de personnes —acquiert par achat et qu'il n'utilise pas exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales;

b) qu'un inscrit — ni particulier, ni société de personnes, ni institution financière — acquiert par achat et qu'il n'utilise pas principalement dans le cadre de ses activités commerciales;

c) pour lesquels un inscrit a fait le choix prévu au paragraphe (3).

(5) Le choix est présenté au ministre en la forme, selon les modalités et avec les renseignements qu'il détermine, et accompagne la déclaration que la personne doit produire aux termes de la section V pour sa période de déclaration au cours de laquelle le choix doit entrer en vigueur. Le choix entre en vigueur le premier jour de cette période.

174. Pour l'application de la présente partie, dans le cas où une personne verse une indemnité raisonnable à son salarié ou, si elle est une société de personnes, à un associé, pour des fournitures dont la totalité, ou presque, est constituée de fournitures taxables, sauf des fournitures détaxées, dont ils étaient les acquéreurs au Canada relativement à une activité exercée par la personne, ou pour l'utilisation au Canada d'un véhicule à moteur relativement à cette activité, et où un montant au titre de cette indemnité est déductible dans le calcul du revenu de la personne pour son année d'imposition en application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou le serait si elle était un contribuable aux termes de cette loi et l'activité, une entreprise, la personne est réputée :

a) avoir reçu une fourniture taxable;

b) avoir payé, au moment où elle verse l'indemnité, la taxe relative à la fourniture, égale à la fraction de taxe de l'indemnité.

under an Act of the legislature of a province that is a prescribed tax for the purposes of section 154, and

(vi) tax calculated on the adjusted benefit shall be deemed to have become collectible, and to have been collected, by the registrant

(A) in the case of a supply in respect of which an amount is required under paragraph 6(1)(*a*) or (*e*) of the *Income Tax Act* to be included in computing the person's income for a particular taxation year of the person, on the last day of February of the year immediately following the particular taxation year, and

(B) in the case of a supply in respect of which an amount is required under subsection 15(1) of that Act to be included in computing the person's income, on the last day of the registrant's taxation year in which the property or service is so supplied to the person.

taxe sur les intrants relativement à sa dernière acquisition ou importation du bien ou du service,

(iv) le choix prévu au paragraphe (2) a effet relativement au bien au moment de la fourniture,

(v) l'inscrit est un particulier ou une société de personnes, et le bien est sa voiture de tourisme ou son aéronef qu'il n'utilise pas exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales,

(vi) l'inscrit n'est pas un particulier, une société de personnes ou une institution financière, et le bien est sa voiture de tourisme ou son aéronef qu'il n'utilise pas principalement dans le cadre de ses activités commerciales.

Election in respect of passenger vehicle or aircraft

(2) Where

(*a*) in a reporting period of a registrant other than a financial institution, the registrant acquires a passenger vehicle or aircraft by way of lease for use otherwise than primarily in commercial activities of the registrant or the registrant uses, otherwise than primarily in commercial activities of the registrant, a passenger vehicle or aircraft that was last acquired by the registrant by way of lease, or

(*b*) in a reporting period of a registrant that is a financial institution, the registrant acquires a passenger vehicle or aircraft by way of purchase or lease or uses a passenger vehicle or aircraft that was last so acquired by the registrant,

the registrant may make an election under this subsection in respect of the vehicle or aircraft to take effect on the first day of that reporting period of the registrant.

Choix visant une voiture de tourisme ou un aéronef

(2) Peut faire un choix relativement à une voiture de tourisme ou un aéronef l'inscrit qui, selon le cas :

a) n'est pas une institution financière et qui acquiert un tel bien par bail au cours d'une période de déclaration pour utilisation autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales ou utilise au cours de cette période, autrement que principalement dans ce cadre, un tel bien dont la dernière acquisition par lui s'est faite par bail;

b) est une institution financière qui acquiert un tel bien par achat ou par bail au cours d'une période de déclaration ou qui utilise au cours de cette période un tel bien dont la dernière acquisition par lui s'est faite par achat ou par bail.

Le choix prend effet le premier jour de la période de déclaration en question.

Effect of election

(3) For the purposes of this Part, where an election made by a registrant under subsection (2) in respect of property becomes effec-

Effet du choix

(3) Pour l'application de la présente partie, les règles suivantes s'appliquent lorsque le choix d'un inscrit relativement à un

174. For the purposes of this Part, where

(*a*) a person pays a reasonable allowance to an employee or, where the person is a partnership, to a member of the partnership

(i) for supplies all or substantially all of which are taxable supplies (other than zero-rated supplies) acquired in Canada by the employee or member in relation to an activity engaged in by the person, or

(ii) for the use in Canada, in relation to an activity engaged in by the person, of a motor vehicle, and

(*b*) an amount in respect of the allowance is deductible in computing the income of the person for a taxation year of the person for the purposes of the *Income Tax Act*, or would have been so deductible if the person were a taxpayer under that Act and the activity were a business,

the person shall be deemed to have received a taxable supply and to have paid, at the time the allowance is paid, tax in respect of the supply equal to the tax fraction of the amount of the allowance.

tive on a day in a particular reporting period of the registrant,

(*a*) notwithstanding paragraph (1)(*d*), the registrant shall be deemed to have begun, on that day, to use the property exclusively in activities of the registrant that are not commercial activities and at all times thereafter until the registrant next disposes of or ceases to lease the property, the registrant shall be deemed to use the property exclusively in activities of the registrant that are not commercial activities;

(*b*) where the property was last supplied to the registrant by way of lease,

(i) there shall not be included, in determining an input tax credit claimed by the registrant in the return under section 238 for the particular or any subsequent reporting period, tax calculated on consideration, or a part thereof, for that supply that is reasonably attributable to a period after that day, and

(ii) where an amount in respect of any tax referred to in subparagraph (i) was included in determining an input tax credit claimed by the registrant in a return under section 238 for a reporting period ending before the particular reporting period, that amount shall be added in determining the net tax of the registrant for the particular reporting period; and

(*c*) where the property was last supplied to the registrant by way of sale, the registrant is a financial institution and the cost of the property to the registrant did not exceed $50,000,

(i) there shall not be included, in determining an input tax credit claimed by the registrant in the return under section 238 for the particular or any subsequent reporting period, tax that is calculated on consideration, or a part thereof, for that supply or that is in respect of an improvement to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired, and

bien prend effet au cours d'une période de déclaration donnée de celui-ci :

a) malgré l'alinéa (1)*a*), l'inscrit est réputé commencer, le jour de la prise d'effet du choix, à utiliser le bien exclusivement dans le cadre de ses activités non commerciales et continuer à l'utiliser ainsi sans interruption jusqu'à ce qu'il l'aliène ou cesse de le louer;

b) lorsque la dernière fourniture du bien au profit de l'inscrit a été effectuée par bail :

(i) la taxe calculée sur tout ou partie de la contrepartie de la fourniture imputable à une période postérieure à la prise d'effet du choix n'est pas incluse dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants que l'inscrit demande dans la déclaration produite en application de l'article 238 pour la période donnée ou pour une période de déclaration ultérieure,

(ii) tout montant au titre de la taxe visée au sous-alinéa (i) qui est inclus dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants que l'inscrit demande dans la déclaration produite en application de l'article 238 pour une période de déclaration prenant fin avant la période donnée est ajouté dans le calcul de la taxe nette de l'inscrit pour la période donnée;

c) lorsque la dernière fourniture du bien au profit de l'inscrit a été effectuée par vente, que l'inscrit est une institution financière et que le coût du bien pour lui est égal ou inférieur à 50 000 $:

(i) la taxe calculée sur tout ou partie de la contrepartie de la fourniture et la taxe relative à des améliorations apportées au bien, que l'inscrit a acquises ou importées après cette fourniture du bien, ne sont pas incluses dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants que l'inscrit demande dans la déclaration produite en application de l'article 238 pour la période donnée ou pour une période de déclaration ultérieure,

(ii) tout montant au titre de la taxe visée au sous-alinéa (i) qui est inclus dans le

(ii) where an amount in respect of any tax referred to in subparagraph (i) was included in determining an input tax credit claimed by the registrant in a return under section 238 for a reporting period of the registrant ending before the particular reporting period, that amount shall be added in determining the net tax of the registrant for the particular reporting period.

calcul du crédit de taxe sur les intrants que l'inscrit demande dans la déclaration produite en application de l'article 238 pour une période de déclaration prenant fin avant la période donnée est ajouté dans le calcul de la taxe nette de l'inscrit pour la période donnée.

Form of election

(4) An election made under subsection (2) shall be made in prescribed form containing prescribed information.

(4) Le choix contient les renseignements requis par le ministre et est présenté en la forme déterminée par celui-ci.

Forme du choix

Allowances and Reimbursements

Indemnités et remboursements

Travel and other allowances

174. For the purposes of this Part, where

(*a*) a person pays, at any time, an allowance to an employee of the person or, where the person is a partnership, to a member of the partnership

(i) for supplies all or substantially all of which are taxable supplies (other than zero-rated supplies) of property or services acquired in Canada by the employee or member in relation to an activity engaged in by the person, or

(ii) for the use in Canada, in relation to an activity engaged in by the person, of a motor vehicle,

(*b*) an amount in respect of the allowance is deductible in computing the income of the person for a taxation year of the person for the purposes of the *Income Tax Act*, or would have been so deductible if the person were a taxpayer under that Act and the activity were a business, and

(*c*) in the case of an allowance to which subparagraph 6(1)(*b*)(v), (vi), (vii) or (vii.1) of that Act would apply

(i) if the allowance were a reasonable allowance for the purposes of that subparagraph, and

(ii) where the person is a partnership and the allowance is paid to a member of the partnership, if the member were an employee of the person,

Indemnités de déplacement et autres

174. Pour l'application de la présente partie, une personne est réputée avoir reçu une fourniture taxable d'un service pour utilisation dans le cadre de ses activités commerciales dans la même mesure qu'un bien ou service acquis par son employé ou, si elle est une société, son associé est pour consommation ou utilisation dans le cadre de ses activités commerciales si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne verse une indemnité au salarié ou à l'associé :

(i) soit pour des fournitures dont la totalité, ou presque, sont des fournitures taxables, sauf des fournitures détaxées, de biens ou de services que le salarié ou l'associé a acquis au Canada relativement à une activité qu'elle exerce,

(ii) soit pour l'utilisation au Canada d'un véhicule à moteur relativement à pareille activité;

b) un montant au titre de l'indemnité est déductible dans le calcul du revenu de la personne pour une année d'imposition en application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou le serait si elle était un contribuable aux termes de cette loi et l'activité était une entreprise;

c) dans le cas où l'indemnité constitue une allocation à laquelle les sous-alinéas 6(1)*b*)(v), (vi), (vii) ou (vii.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliqueraient si l'indemnité était une allocation

the person considered, at that time, the allowance to be a reasonable allowance for those purposes and it is reasonable for the person to have considered, at that time, the allowance to be a reasonable allowance for those purposes,

the person shall be deemed to have received a taxable supply of a service for use in commercial activities of the person to the same extent as the property or service acquired by the employee or member is for consumption or use in relation to a commercial activity of the person and to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to the tax fraction of the allowance.

raisonnable aux fins de ces sous-alinéas et si, la personne étant une société et l'indemnité étant versée à un de ses associés, l'associé était un employé de la personne, la personne considère, au moment du versement de l'indemnité, que celle-ci est une allocation raisonnable à ces fins et il est raisonnable qu'elle l'ait considérée ainsi à ce moment.

De plus, la personne est réputée avoir payé, au moment du versement de l'indemnité et relativement à la fourniture, la taxe égale à la fraction de taxe de l'indemnité.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) subsection 173(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to paragraph (*b*) thereof in its application to property in respect of which an election under subsection 173(2) of the said Act, as enacted by subsection (1), is made before April 1991; and

(*b*) with respect to an election under that subsection by a person that is to become effective in a reporting period of the person ending before April 27, 1992, subsection 173(4) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(4) An election made under subsection (2) by a person shall

(*a*) be made in prescribed form containing prescribed information; and

(*b*) be filed with the Minister in prescribed manner with the return under section 238 for the reporting period of the person in which the election is to take effect.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) l'alinéa 173(3)*b*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux biens relativement auxquels le choix prévu au paragraphe 173(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), a été fait avant avril 1991;**

***b*) en ce qui concerne le choix prévu au même paragraphe 173(2) qui prendrait effet au cours d'une période de déclaration prenant fin avant le 27 avril 1992, le paragraphe 173(4) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :**

(4) Le choix contient les renseignements requis par le ministre et lui est présenté selon les modalités et en la forme déterminées par celui-ci. Il accompagne la déclaration que la personne produit en application de l'article 238 pour sa période de déclaration au cours de laquelle le choix prend effet.

1990, c. 45, s. 12(1)

41. (1) All that portion of subsection 176(1) of the said Act following paragraph (*b*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

for the purposes of this Part, the registrant shall be deemed (except where the supply is a zero-rated supply or where section 167 applies to the supply) to have paid, at the time

1990, ch. 45, par. 12(1)

41. (1) Le passage du paragraphe 176(1) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Acquisition de produits d'occasion

176. (1) Pour l'application de la présente partie, un inscrit est réputé avoir payé, dès qu'un montant est versé en contrepartie d'une fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourni-

Clause 41: (1) The relevant portion of subsection 176(1) at present reads as follows:

176. (1) Subject to this Division, where

...

for the purpose of determining an input tax credit of the registrant, the registrant shall be deemed (except where the supply is a zero-rated supply or where section 167 applies in respect of the supply) to have paid, at the time any amount is paid as consideration for the supply, tax in respect of the supply equal to the tax fraction of that amount.

Article 41, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 176(1) :

176. (1) Aux fins du calcul du crédit de taxe sur les intrants et sous réserve des dispositions de la présente section, un inscrit est réputé avoir payé dès qu'un montant est payé en contrepartie d'une fourniture — sauf s'il s'agit d'une fourniture détaxée ou si l'article 167 s'applique à la fourniture — la taxe relative à la fourniture, égale à la fraction de taxe de ce montant si :

any amount is paid as consideration for the supply, tax in respect of the supply equal to the tax fraction of that amount.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) All that portion of subsection 176(2) of the said Act preceding paragraph (*c*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Export

(2) Where

(*a*) a registrant at any time before 1994 makes a zero-rated supply, or a supply outside Canada, by way of sale of used tangible personal property and the registrant or any person with whom the registrant was not dealing at arm's length is deemed under subsection (1) to have paid tax in respect of the property, or

(*b*) a registrant at any time makes a zero-rated supply, or a supply outside Canada, by way of sale of used specified tangible personal property that the registrant acquired by way of purchase for consideration that exceeds the prescribed amount in respect of the property and the registrant paid tax or would, but for section 156 or 167, have been required to pay tax in respect of the acquisition of the property,

for the purposes of this Part, the following rules apply:

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsection 176(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Returnable containers

(3) Where a registrant is the recipient of a supply of a usual covering or container of a class of coverings or containers in which property (other than property the supply of which is a zero-rated supply) is delivered, except where the container is a returnable container (within the meaning assigned by section 226) of a class that is not supplied by the registrant when filled and sealed, subsection (1) does not apply unless the registrant pays to the supplier consideration for the supply not less than the total of

(*a*) the consideration that the registrant charges for supplies by the registrant of used coverings or containers of that class, and

ture détaxée ou si l'article 167 s'applique à la fourniture, la taxe relative à la fourniture, égale à la fraction de taxe de ce montant si :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le passage du paragraphe 176(2) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exportation

(2) Lorsqu'un inscrit effectue par vente, avant 1994, la fourniture détaxée ou la fourniture à l'étranger d'un bien meuble corporel d'occasion et que l'inscrit, ou une personne avec laquelle il a un lien de dépendance, est réputé par le paragraphe (1) avoir payé la taxe relative au bien, ou lorsqu'un inscrit effectue par vente la fourniture détaxée ou la fourniture à l'étranger d'un bien meuble corporel désigné d'occasion qu'il a acquis par achat pour une contrepartie supérieure au montant visé par règlement relativement au bien et que l'inscrit a payé la taxe relativement à l'acquisition du bien, ou aurait été tenu de la payer sans les articles 156 ou 167, les présomptions suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Le paragraphe 176(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Contenants consignés

(3) Dans le cas où un inscrit est l'acquéreur de la fourniture d'une enveloppe ou d'un contenant d'une catégorie donnée dans lequel un bien est habituellement livré, sauf un bien dont la fourniture constitue une fourniture détaxée, le paragraphe (1) ne s'applique que si l'inscrit paie au fournisseur pour la fourniture une contrepartie au moins égale au total des montants suivants :

a) la contrepartie que l'inscrit demande pour ses fournitures d'enveloppes ou de contenants d'occasion de cette catégorie;

b) la taxe calculée sur cette contrepartie.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux contenants consignés (au sens de l'ar-

(2) The relevant portion of subsection 176(2) at present ads as follows:

(2) Where a registrant

(*a*) at any time before 1994 makes a zero-rated supply or a supply outside Canada by way of sale of used tangible personal property, or

(*b*) at any time makes a zero-rated supply or a supply outside Canada by way of sale of used specified tangible personal property that the registrant acquired by way of purchase for consideration that exceeds the prescribed amount in respect of the property,

nd the registrant paid tax, is deemed under subsection (1) to have paid x or would, but for section 167, have been required to pay tax in respect the acquisition of the property, for the purposes of this Part, the follow- g rules apply:

(2). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 176(2) :

(2) Lorsqu'un inscrit effectue par vente la fourniture détaxée ou la fourniture à l'étranger d'un bien meuble corporel désigné d'occasion qu'il a acquis par achat pour une contrepartie supérieure au montant visé par règlement relativement au bien, ou lorsqu'il effectue par vente, avant 1994, la fourniture détaxée ou la fourniture à l'étranger d'un bien meuble corporel d'occasion, les présomptions suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie, si l'inscrit a payé la taxe relative à l'acquisition du bien, est réputé l'avoir payée selon le paragraphe (1) ou serait tenu de la payer en l'absence de l'article 167 :

(3) Subsection 176(3) at present reads as follows:

(3) Where a registrant is the recipient of a supply of used tangible ersonal property that is the usual covering or container in which property other than property the supply of which is a zero-rated supply) is deliv- red, subsection (1) does not apply unless the registrant has paid to the upplier an amount equal to the total of

(*a*) the consideration for the supply, and

(*b*) the tax that would be payable by the registrant in respect of the supply if the supplier were a registrant and the supply were made in the course of a commercial activity,

nd in that event, for the purposes of subsection (1), the consideration for he supply shall be deemed to be the amount of that total.

(3). — Texte actuel du paragraphe 176(3) :

(3) Dans le cas où un inscrit est l'acquéreur de la fourniture d'un bien meuble corporel d'occasion qui est l'enveloppe ou le contenant habituel dans lequel un bien est livré, sauf un bien dont la fourniture constitue une fourniture détaxée, le paragraphe (1) ne s'applique que si l'inscrit paie au fournisseur un montant égal au total des montants suivants :

a) la contrepartie de la fourniture;

b) la taxe qui serait payable par l'inscrit relativement à la fourniture si le fournisseur était un inscrit et si la fourniture était effectuée dans le cadre d'une activité commerciale.

En pareil cas, la contrepartie de la fourniture est réputée, pour l'application du paragraphe (1), correspondre à ce total.

(*b*) tax calculated on that consideration.

ticle 226) d'une catégorie que l'inscrit ne fournit pas une fois remplis et scellés.

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Subsection 176(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le paragraphe 176(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Consideration exceeding fair market value

(4) For the purposes of subsection (1), where a person makes a supply of used tangible personal property to a registrant with whom the person is not dealing at arm's length for consideration that exceeds the fair market value of the property at the time ownership of the property is transferred to the registrant, the value of the consideration for the supply shall be deemed to be equal to the fair market value of the property at that time.

(4) Pour l'application du paragraphe (1), la valeur de la contrepartie de la fourniture d'un bien meuble corporel d'occasion qu'effectue une personne au profit d'un inscrit avec lequel elle a un lien de dépendance pour une contrepartie supérieure à la juste valeur marchande du bien au moment du transfert de la propriété du bien à l'inscrit est réputée égale à la juste valeur marchande du bien à ce moment.

Contrepartie supérieure à la juste valeur marchande

(5) Section 176 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (4) thereof, the following subsection:

(5) L'article 176 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Consideration less than fair market value

(4.1) For the purposes of subsection (2), where a registrant makes a taxable supply by way of sale of used tangible personal property to a recipient with whom the registrant is not dealing at arm's length for no consideration or for consideration that is less than the fair market value of the property at the time the ownership of the property is transferred to the recipient, except where section 155 applies to the supply, the recipient shall be deemed to have paid tax in respect of the supply calculated on that fair market value.

(4.1) Pour l'application du paragraphe (2), lorsqu'un inscrit effectue, au profit d'un acquéreur avec lequel il a un lien de dépendance, la fourniture taxable par vente d'un bien meuble corporel d'occasion à titre gratuit ou pour une contrepartie inférieure à la juste valeur marchande du bien au moment du transfert de la propriété du bien à l'acquéreur, celui-ci est réputé, sauf si l'article 155 s'applique à la fourniture, avoir payé la taxe relative à la fourniture, calculée sur cette juste valeur marchande.

Contrepartie inférieure à la juste valeur marchande

(6) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(6) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(7) In applying subsection 176(2) of the said Act, as amended by subsection (2), to supplies of used specified tangible personal property made before September 15, 1992, subsection 176(2) shall be read without reference to

(*a*) the word "or" at the end of paragraph (*a*) thereof;

(*b*) paragraph (*b*) thereof;

(*c*) the words "other than used specified tangible personal property" in subparagraph (*d*)(i) thereof;

(7) Pour l'application du paragraphe 176(2) de la même loi, modifié par le paragraphe (2), aux fournitures de biens meubles corporels désignés d'occasion effectuées avant le 15 septembre 1992, il n'est pas tenu compte, au paragraphe 176(2), du passage « ou lorsqu'un inscrit effectue par vente la fourniture détaxée ou la fourniture à l'étranger d'un bien meuble corporel désigné d'occasion qu'il a acquis par achat pour une contrepartie supérieure au montant visé par règlement relativement au bien et que l'inscrit a payé la taxe relativement à l'acquisition du bien, ou aurait été tenu de la payer

(4) Subsection 176(4) at present reads as follows:

(4) For the purpose of subsection (1), where at any time used tangible ersonal property is supplied to a registrant by a person with whom the gistrant is not dealing at arm's length for consideration that does not ual the fair market value of the property at that time, the value of the nsideration for the supply shall be deemed to be equal to the fair market lue of the property at that time.

(4) — Texte actuel du paragraphe 176(4) :

(4) Pour l'application du paragraphe (1), la valeur de la contrepartie de la fourniture d'un bien meuble corporel d'occasion qu'effectue une personne au profit d'un inscrit avec lequel elle a un lien de dépendance pour une contrepartie qui ne correspond pas à la juste valeur marchande du bien au moment de la fourniture est réputée égale à la juste valeur marchande du bien à ce moment.

(5) New.

(5). — Nouveau.

(*d*) the word "and" at the end of subparagraph (*d*)(i) thereof; and

(*e*) subparagraph (*d*)(ii) thereof.

(8) Subsection (3) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(9) Subsection (4) applies to supplies of property for which consideration is paid or becomes due after 1990, other than supplies for which consideration is paid or becomes due before October 1992.

(10) Subsection (5) applies to supplies of property the ownership of which is transferred to the recipient after March 27, 1991.

sans les articles 156 ou 167 », du passage « autre qu'un bien meuble corporel désigné d'occasion » au sous-alinéa 176(2)*b*)(i), ni du sous-alinéa 176(2)*b*)(ii).

(8) Le paragraphe (3) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

(9) Le paragraphe (4) s'applique aux fournitures de biens dont la contrepartie est payée ou devient due après 1990, sauf celles dont la contrepartie est payée ou devient due avant octobre 1992.

(10) Le paragraphe (5) s'applique aux fournitures de biens dont la propriété est transférée à l'acquéreur après le 27 mars 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

42. (1) Subsection 177(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

42. (1) Le paragraphe 177(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Supply on behalf of registrant

177. (1) For the purposes of this Part, where a registrant (in this subsection referred to as the "agent"), acting as agent of another registrant (in this subsection referred to as the "principal") in the course of a commercial activity of the agent, makes a taxable supply (otherwise than by auction) of property or a service on behalf of the principal to a recipient and the agent does not disclose to the recipient in writing the name of the principal and the registration number assigned to the principal under Subdivision d of Division V,

(*a*) the principal shall be deemed not to have made the supply to the recipient;

(*b*) the agent shall be deemed to have made the supply to the recipient and not to have made a supply to the principal of services relating to the supply to the recipient;

(*c*) the principal shall be deemed to have made a supply of the property or service to the agent and the agent shall be deemed to have received that supply from the principal; and

(*d*) where a particular amount of consideration for the supply of the property or service to the recipient becomes due or is paid and at one or more times the agent remits to, or credits in favour of, the principal an

Fourniture pe le mandataire d'un inscrit

177. (1) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un inscrit qui agit à titre de mandataire d'un inscrit dans le cadre d'une activité commerciale effectue la fourniture taxable, autrement que par vente aux enchères, d'un bien ou d'un service au profit d'un acquéreur sans informer celui-ci par écrit du nom du mandant et du numéro d'inscription attribué à celui-ci en vertu de la sous-section d de la section V, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) le mandant est réputé ne pas avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur;

b) le mandataire est réputé avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur, mais ne pas avoir effectué, au profit du mandant, de fourniture de services liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur;

c) le mandant est réputé avoir fourni le bien ou le service au mandataire, lequel est réputé avoir reçu de lui pareille fourniture;

d) lorsqu'un montant devient dû ou est payé en contrepartie de la fourniture du bien ou du service au profit de l'acquéreur et que le mandataire verse au mandant, ou porte à son crédit, une ou plusieurs sommes au titre de ce montant, le manda-

Clause 42: (1) Subsection 177(1) at present reads as follows:

177. (1) Where at any time a registrant (in this subsection referred to as the "agent"), acting in the course of a commercial activity,

(*a*) makes a supply of personal property on behalf of a person who is not a registrant (in this section referred to as the "vendor") to a recipient and does not disclose to the recipient in writing that the agent is making the supply on behalf of a person who is not a registrant, or

(*b*) makes a taxable supply of property or a service on behalf of another registrant (in this section referred to as the "vendor") to a recipient and does not enter into a written agreement with the recipient, or issue an invoice or receipt for the supply, in the name of the vendor,

the following rules apply for the purposes of this Part:

(*c*) the vendor shall be deemed not to have made the supply to the recipient,

(*d*) the agent shall be deemed to have made the supply to the recipient and not to have made a supply to the vendor of services relating to the supply to the recipient, and

(*e*) the vendor shall be deemed to have made a supply of the property or service to the agent, and the agent shall be deemed to have received that supply from the vendor, for consideration paid at that time equal to the amount, if any, by which the consideration for the supply to the recipient exceeds the consideration for the supply that, but for this section, would be made by the agent to the vendor of services in relation to the supply to the recipient.

Article 42, (1). — Texte actuel du paragraphe 177(1) :

177. (1) Dans le cas où un inscrit, agissant dans le cadre d'une activité commerciale, fournit un bien meuble à titre de mandataire d'un vendeur non inscrit à un acquéreur sans informer celui-ci par écrit qu'il fait la fourniture à ce titre, ou effectue la fourniture taxable d'un bien ou d'un service à titre de mandataire d'un vendeur qui est un inscrit, au profit d'un acquéreur, sans conclure de convention écrite avec celui-ci ou sans délivrer de facture ou de reçu au nom du vendeur, les présomptions suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie :

a) le vendeur est réputé ne pas avoir fourni les biens ou les services à l'acquéreur;

b) le mandataire est réputé avoir fourni les biens ou les services à l'acquéreur et ne pas avoir fourni au vendeur des services liés à cette fourniture;

c) le vendeur est réputé avoir fourni les biens ou les services au mandataire et celui-ci les avoir reçus du vendeur, pour une contrepartie, payée au moment où la fourniture est effectuée, égale à l'excédent éventuel de la contrepartie de la fourniture au profit de l'acquéreur sur la contrepartie de la fourniture de services qui, en l'absence du présent article, serait effectuée par le mandataire au profit du vendeur en vue de la fourniture au profit de l'acquéreur.

amount on account of the particular amount, the agent shall be deemed to have paid, and the principal shall be deemed to have received, at the earliest of those times, consideration for the supply deemed under paragraph (*c*) to have been made to the agent equal to the amount determined by the formula

A - B

where

A is the particular amount, and

B is the consideration that has become due or been paid for the supply that, but for this subsection, would be made by the agent to the principal of services relating to the supply to the recipient or, where the supply to the recipient was made by way of lease, licence or similar arrangement, the portion of that consideration that is reasonably attributable to the period to which the particular amount relates and that has not been attributed to a preceding period.

taire est réputé avoir payé, et le mandant avoir reçu, au moment où la première de ces sommes est versée au mandant ou portée à son crédit, la contrepartie de la fourniture qui est réputée par l'alinéa *c*) avoir été effectuée au profit du mandataire, égale au résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente le montant,

B la contrepartie devenue due ou payée relativement à la fourniture de services — liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur — qui, sans le présent paragraphe, serait effectuée par le mandataire au profit du mandant ou, si la fourniture au profit de l'acquéreur a été effectuée par bail, licence ou accord semblable, la partie de cette contrepartie qui est imputable à la période à laquelle le montant se rapporte et qui n'a pas été imputée à une période antérieure.

Supply for person not required to collect tax

(1.1) Where

(*a*) a registrant (in this subsection referred to as the "agent"), acting as agent of a person (in this subsection referred to as the "principal") in the course of a commercial activity of the agent, makes a supply of personal property (otherwise than by auction) on behalf of the principal,

(*b*) the principal is not required to collect tax in respect of the supply, and

(*c*) the agent does not disclose in writing to the recipient of the supply that the agent is making the supply on behalf of another person who is not required to collect tax in respect of the supply,

the following rules apply for the purposes of this Part:

(*d*) the principal shall be deemed not to have made the supply to the recipient,

(*e*) the agent shall be deemed to have made the supply to the recipient and not to have made a supply to the principal of ser-

Fourniture pour un mandant non tenu de percevoir la taxe

(1.1) Lorsqu'un inscrit qui agit à titre de mandataire dans le cadre d'une activité commerciale effectue, autrement que par vente aux enchères, la fourniture d'un bien meuble relativement à laquelle le mandant n'est pas tenu de percevoir la taxe sans informer l'acquéreur par écrit qu'il effectue la fourniture pour une personne qui n'est pas tenue de percevoir la taxe relative à la fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie :

a) le mandant est réputé ne pas avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur;

b) le mandataire est réputé avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur, mais ne pas avoir effectué, au profit du mandant, de fourniture de services liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur;

c) lorsque le mandataire verse au mandant, ou porte à son crédit, une ou plusieurs sommes relativement à la fourniture, le mandant est réputé avoir ef-

vices relating to the supply to the recipient, and

(*f*) where at one or more times the agent remits to, or credits in favour of, the principal an amount on account of the supply to the recipient, the principal shall be deemed to have made a supply of the property to the agent, and the agent shall be deemed to have received that supply from the principal, for consideration, paid at the earliest of those times, equal to the amount determined by the formula

A - B

where

A is the total of the consideration for the supply of the property to the recipient and the tax payable in respect of that supply, and

B is the total of the consideration for the supply that, but for this subsection, would be made by the agent to the principal of services relating to the supply to the recipient and the tax, calculated on that consideration, that would, but for this subsection, be payable by the principal.

fectué une fourniture du bien au profit du mandataire, et celui-ci l'avoir reçue de lui, pour une contrepartie, payée au moment où la première de ces sommes est versée au mandant ou portée à son crédit, égale au résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente le total de la contrepartie de la fourniture du bien effectuée au profit de l'acquéreur et de la taxe payable relativement à cette fourniture,

B le total de la contrepartie de la fourniture de services — liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur — qui, sans le présent paragraphe, serait effectuée par le mandataire au profit du mandant et de la taxe, calculée sur cette contrepartie, qui, sans le présent paragraphe, serait payable par le mandant.

Supply by auctioneer

(1.2) Where a registrant (in this subsection referred to as the "auctioneer"), acting as auctioneer and agent for another person (in this subsection referred to as the "principal") in the course of a commercial activity of the auctioneer, makes, on behalf of the principal,

(*a*) a supply by auction of personal property, or

(*b*) where the principal is a registrant, a taxable supply by auction of real property or of a service,

the following rules apply for the purposes of this Part:

(*c*) the supply shall be deemed to have been made by the auctioneer and not by the principal, and

(*d*) where at one or more times the auctioneer remits to, or credits in favour of, the principal an amount on account of the

Fourniture par un encanteur

(1.2) Lorsqu'un inscrit, qui agit à titre d'encanteur et de mandataire dans le cadre d'une activité commerciale, effectue soit la fourniture par vente aux enchères d'un bien meuble, soit, dans le cas où le mandant est lui-même un inscrit, la fourniture taxable par vente aux enchères d'un immeuble ou d'un service, les présomptions suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie :

a) la fourniture est réputée avoir été effectuée par l'encanteur et non par le mandant;

b) lorsque l'encanteur verse au mandant, ou porte à son crédit, une ou plusieurs sommes relativement à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur, le mandant est réputé avoir effectué une fourniture du bien ou du service au profit de l'encanteur, et celui-ci l'avoir reçue du mandant, pour la contrepartie suivante, payée au moment où la première de ces sommes est versée au mandant ou portée à son crédit :

supply to the recipient, the principal shall be deemed to have made a supply of the property or service to the auctioneer, and the auctioneer shall be deemed to have received that supply from the principal, for consideration, paid at the earliest of those times, equal to

(i) where tax is not payable in respect of the supply deemed to have been made by the principal, the total of the consideration for the supply to the recipient and the tax payable by the recipient in respect of that supply, and

(ii) in any other case, the consideration for the supply to the recipient.

(i) si la taxe n'est pas payable relativement à la fourniture réputée effectuée par le mandant, le total de la contrepartie de la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur et de la taxe payable par celui-ci relativement à cette fourniture,

(ii) dans les autres cas, la contrepartie de la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur.

Application of s. 176

(1.3) Where a registrant makes a supply of personal property on behalf of a person in circumstances in which the registrant is deemed, under subsection (1.1) or (1.2), to have received a supply of the property from the person and to have paid consideration equal to a particular amount determined under paragraph (1.1)(*f*) or subparagraph (1.2)(*d*)(i),

(*a*) for the purposes of section 176, the property shall be deemed to be used tangible personal property; and

(*b*) that section does not apply to the supply deemed to have been received by the registrant unless the registrant remits to, or credits in favour of, the person an amount on account of the supply of the property made on the person's behalf equal to

(i) where subsection (1.1) applies, the particular amount, and

(ii) where subsection (1.2) applies, the amount, if any, by which the particular amount exceeds the consideration for the supply that, but for that subsection, would be made by the registrant to the person of services relating to the supply of the property made on the person's behalf.

Application de l'article 176

(1.3) Lorsqu'un inscrit fournit un bien meuble pour une personne dans des circonstances où il est réputé par les paragraphes (1.1) ou (1.2) avoir reçu une fourniture du bien de la personne et avoir payé une contrepartie égale à un montant donné déterminé selon l'alinéa (1.1)*c*) ou le sous-alinéa (1.2)*b*)(i), les règles suivantes s'appliquent :

a) pour l'application de l'article 176, le bien est réputé être un bien meuble corporel d'occasion;

b) l'article 176 s'applique à la fourniture réputée avoir été reçue par l'inscrit si celui-ci verse à la personne, ou porte à son crédit, le montant suivant relatif à la fourniture du bien effectuée pour le compte de la personne :

(i) en cas d'application du paragraphe (1.1), le montant donné,

(ii) en cas d'application du paragraphe (1.2), l'excédent éventuel du montant donné sur la contrepartie de la fourniture de services — liés à la fourniture du bien effectuée pour la personne — qui, sans ce paragraphe, serait effectuée par l'inscrit au profit de la personne.

Manner of supplying property

(1.4) For the purposes of this section, where a registrant makes a supply of property or a service on behalf of a person by way of sale or in any other manner, any supply of

Mode de fourniture

(1.4) Pour l'application du présent article, lorsqu'un inscrit fournit un bien ou un service par vente ou par un autre moyen pour une personne, toute fourniture du bien ou du

the property or service that is, as a result, deemed under this section to have been made by the person to the registrant shall be deemed to have been made in the same manner.

(2) Subsection (1) applies to supplies made after April 1991 by a registrant on behalf of a person except that, in respect of such supplies made after April 1991 and before 1993, the reference in subsection 177(1.3) of the said Act, as enacted by subsection (1), to "paragraph (1.1)(*f*)" shall be read as a reference to "paragraph (1.1)(*c*)" and subsections 177(1) and (1.1) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

177. (1) For the purposes of this Part, where at any time a registrant (in this subsection referred to as the "agent"), acting as agent of another registrant (in this subsection referred to as the "principal") in the course of a commercial activity of the agent, makes a taxable supply (otherwise than by auction) of property or a service on behalf of the principal to a recipient and the agent does not enter into a written agreement with the recipient, or issue an invoice for the supply, in the name of the principal,

(*a*) the principal shall be deemed not to have made the supply to the recipient;

(*b*) the agent shall be deemed to have made the supply to the recipient and not to have made a supply to the principal of services relating to the supply to the recipient; and

(*c*) the principal shall be deemed to have made a supply of the property or service to the agent, and the agent shall be deemed to have received that supply from the principal, for consideration, paid at that time, equal to the amount, if any, by which the consideration for the supply to the recipient exceeds the consideration for the supply that, but for this subsection, would be made by the agent to the principal of services relating to the supply to the recipient.

(1.1) For the purposes of this Part, where at any time a registrant (in this subsec-

service qui, en conséquence, est réputée par le présent article avoir été effectuée par la personne au profit de l'inscrit est réputée effectuée par le même moyen.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures qu'un inscrit effectue pour une personne après avril 1991. Toutefois, en ce qui concerne les fournitures effectuées après avril 1991 mais avant 1993, les paragraphes 177(1) et (1.1) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont remplacés par ce qui suit :

177. (1) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un inscrit qui agit à titre de mandataire d'un inscrit dans le cadre d'une activité commerciale effectue la fourniture taxable, autrement que par vente aux enchères, d'un bien ou d'un service au profit d'un acquéreur sans conclure de convention écrite avec celui-ci, ni sans délivrer de facture, au nom du mandant, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) le mandant est réputé ne pas avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur;

b) le mandataire est réputé avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur, mais ne pas avoir effectué, au profit du mandant, de fourniture de services liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur;

c) le mandant est réputé avoir fourni le bien ou le service au mandataire, lequel est réputé avoir reçu pareille fourniture, pour une contrepartie, payée au moment où la fourniture est effectuée au profit de l'acquéreur, égale à l'excédent éventuel de la contrepartie de cette dernière fourniture sur la contrepartie de la fourniture de services — liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur — qui, sans le présent paragraphe, serait effectuée par le mandataire au profit du mandant.

(1.1) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un inscrit qui agit dans le cadre

tion referred to as the "agent"), acting as agent of another person who is not a registrant (in this subsection referred to as the "principal") in the course of a commercial activity of the agent, makes a supply (otherwise than by auction) of personal property on behalf of the principal to a recipient and does not disclose to the recipient in writing that the agent is making the supply on behalf of a person who is not a registrant,

(*a*) the principal shall be deemed not to have made the supply to the recipient;

(*b*) the agent shall be deemed to have made the supply to the recipient and not to have made a supply to the principal of services relating to the supply to the recipient; and

(*c*) the principal shall be deemed to have made a supply of the property to the agent, and the agent shall be deemed to have received that supply from the principal, for consideration, paid at that time, equal to the amount determined by the formula

A - B

where

A is the total of the consideration for the supply of the property to the recipient and the tax payable in respect of that supply, and

B is the total of the consideration for the supply that would, but for this subsection, be made by the agent to the principal of services relating to the supply to the recipient and the tax, calculated on that consideration, that would, but for this subsection, be payable by the principal.

d'une activité commerciale à titre de mandataire d'un mandant qui n'est pas un inscrit effectue, autrement que par vente aux enchères, la fourniture d'un bien meuble au profit d'un acquéreur sans informer celui-ci par écrit qu'il effectue la fourniture pour un non-inscrit, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) le mandant est réputé ne pas avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur;

b) le mandataire est réputé avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur, mais ne pas avoir effectué, au profit du mandant, de fourniture de services liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur;

c) le mandant est réputé avoir effectué une fourniture du bien au profit du mandataire, et celui-ci l'avoir reçue du mandant, pour une contrepartie, payée au moment où la fourniture est effectuée au profit de l'acquéreur, égale au résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente le total de la contrepartie de la fourniture du bien effectuée au profit de l'acquéreur et de la taxe payable relativement à cette fourniture,

B le total de la contrepartie de la fourniture de services — liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur — qui, sans le présent paragraphe, serait effectuée par le mandataire au profit du mandant et de la taxe, calculée sur cette contrepartie, qui, sans le présent paragraphe, serait payable par le mandant.

43. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 178 thereof, the following headings and sections:

43. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 178, de ce qui suit :

Direct Sellers

Definitions

178.1 In this section and sections 178.2 to 178.5,

Démarcheurs

Définitions

178.1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article ainsi qu'aux articles 178.2 à 178.5.

Clause 43: (1) New.

Article 43, (1). — Nouveau.

"direct seller" « *démarcheur* »

"direct seller" means a person who sells exclusive products of the person to independent sales contractors of the person;

« acheteur » Personne qui acquiert un produit exclusif d'un démarcheur à une fin autre que sa fourniture pour une contrepartie. « acheteur » *"purchaser"*

"distributor" « *distributeur* »

"distributor" of a direct seller means a person who is an independent sales contractor of the direct seller and who, in the course of the contractor's business, sells some or all of the exclusive products of the direct seller acquired by the contractor to other independent sales contractors of the direct seller;

« démarcheur » Personne qui vend ses produits exclusifs à ses entrepreneurs indépendants. « démarcheur » *"direct seller"*

« distributeur » Entrepreneur indépendant d'un démarcheur qui, dans le cadre de son entreprise et après avoir acquis des produits exclusifs du démarcheur, les vend en tout ou en partie à d'autres entrepreneurs indépendants du démarcheur. « distributeur » *"distributor"*

"exclusive product" « *produit exclusif* »

"exclusive product" of a person means personal property (other than a sales aid) that is sold by the person to independent sales contractors of the person;

« entrepreneur indépendant » Est l'entrepreneur indépendant d'un démarcheur la personne, sauf un mandataire ou un salarié du démarcheur ou de son distributeur, qui répond aux conditions suivantes : « entrepreneur indépendant » *"independent sales contractor"*

"independent sales contractor" « *entrepreneur indépendant* »

"independent sales contractor" of a direct seller means a person (other than an agent or employee of the direct seller or of a distributor of the direct seller) who

(*a*) has a contractual right to purchase exclusive products of the direct seller from the direct seller or from a distributor of the direct seller,

(*b*) purchases exclusive products of the direct seller for the purpose of resale to other independent sales contractors of the direct seller or to purchasers, and

(*c*) does not solicit, negotiate or enter into contracts for the sale of exclusive products of the direct seller to purchasers primarily at a fixed place of business of the person other than a private residence;

a) elle a le droit contractuel d'acheter des produits exclusifs du démarcheur de celui-ci ou de son distributeur;

b) elle achète des produits exclusifs du démarcheur en vue de les vendre à d'autres entrepreneurs indépendants de celui-ci ou à des acheteurs;

c) les démarches précontractuelles et la conclusion de contrats en vue de vendre les produits exclusifs du démarcheur à des acheteurs ne se font pas principalement à son installation fixe, sauf s'il s'agit d'une résidence privée.

« matériel de promotion » Biens meubles — échantillons, trousses de démonstration, articles promotionnels ou pédagogiques, catalogues, imprimés commerciaux sur commande ou autres articles semblables — fournis par un démarcheur ou par son entrepreneur indépendant pour faciliter la promotion, la vente ou la distribution de produits exclusifs du démarcheur. « matériel de promotion » *"sales aid"*

"purchaser" « *acheteur* »

"purchaser" of an exclusive product of a direct seller means a person who is the recipient of a supply of the product and who is not acquiring the product for the purpose of supplying it for consideration;

"sales aid" « *matériel de promotion* »

"sales aid" means personal property that is supplied by a direct seller or an independent sales contractor of the direct seller to assist in the promotion, sale or distribution of exclusive products of the direct seller and includes a sample, demonstration kit, promotional or instructional item, catalogue and customized business form;

« prix de vente au détail suggéré » Prix le plus bas d'un produit exclusif d'un démarcheur à un moment donné, annoncé par ce dernier et applicable aux fournitures du produit effectuées à ce moment au profit d'acheteurs, à l'exclusion de tout montant au titre de la taxe. « prix de vente au détail suggéré » *"suggested retail price"*

"suggested retail price" « *prix de vente au détail suggéré* »

"suggested retail price" at any time of an exclusive product of a direct seller means the lowest price published by the direct seller applicable to supplies of the product made at that time to purchasers, but does not include any amount on account of tax.

« produit exclusif » Bien meuble d'une personne, sauf du matériel de promotion, que la personne vend à ses entrepreneurs indépendants. « produit exclusif » *"exclusive product"*

Application for alternate collection method

178.2 (1) A direct seller who is a registrant may apply, in prescribed form containing prescribed information and filed in prescribed manner, to the Minister to have section 178.3 apply to the direct seller.

178.2 (1) Le démarcheur qui est un inscrit peut demander au ministre que lui soient appliquées les dispositions de l'article 178.3. La demande est présentée en la forme et selon les modalités déterminées par le ministre, avec les renseignements requis. Demande concernant la méthode simplifiée

Idem

(2) Where a direct seller and a distributor of the direct seller are registrants, they may apply jointly, in prescribed form containing prescribed information and filed in prescribed manner, to the Minister to have section 178.4 apply to the distributor.

(2) Le démarcheur et son distributeur qui sont des inscrits peuvent demander au ministre que leur soient appliquées les dispositions de l'article 178.4. La demande est présentée conjointement en la forme et selon les modalités déterminées par le ministre, avec les renseignements requis. Demande conjointe

Grant of approval

(3) Where the Minister receives an application under subsection (1) from a direct seller, the Minister may approve in writing the application of section 178.3 to the direct seller, and the Minister shall, in writing, notify the direct seller of the approval and the day on which it becomes effective.

(3) Le ministre peut, par écrit, approuver la demande visée au paragraphe (1). Le cas échéant, il avise par écrit le démarcheur de l'approbation et de la date de son entrée en vigueur. Approbation

Idem

(4) Where the Minister receives a joint application under subsection (2) from a direct seller and a distributor of the direct seller, the Minister may approve in writing the application of section 178.4 to the distributor, and the Minister shall, in writing, notify both the distributor and the direct seller of the approval and the day on which it becomes effective.

(4) Le ministre peut, par écrit, approuver la demande conjointe visée au paragraphe (2). Le cas échéant, il avise par écrit le démarcheur et le distributeur de l'approbation et de la date de son entrée en vigueur. Approbation de demande conjointe

Deemed approval

(5) Where, at a time when an approval for the application of section 178.3 to a direct seller would not, but for this subsection, be in effect, an approval granted under subsection (4) in respect of a distributor of the direct seller becomes effective and no other approval under that subsection in respect of a distributor of the direct seller is in effect at that time, the direct seller shall be deemed, for the purposes of this section and sections 178.3 to 178.5, to have been granted an approval under subsection (3) that becomes effective immediately before that time.

(5) Lorsque l'approbation accordée en application du paragraphe (4) relativement au distributeur d'un démarcheur entre en vigueur à un moment où une approbation relative au démarcheur pour l'application de l'article 178.3 ne serait pas en vigueur sans le présent paragraphe, et qu'aucune autre approbation accordée en application de ce paragraphe relativement à quelque distributeur du démarcheur n'est en vigueur à ce moment, le démarcheur est réputé, pour l'application du présent article et des articles 178.3 à 178.5, avoir obtenu l'approbation visée au Présomption d'approbation

paragraphe (3), laquelle entre en vigueur immédiatement avant ce moment.

Revocation of approval

(6) The Minister may, effective on any day, revoke an approval granted under subsection (3) in respect of a direct seller where an approval granted under subsection (4) in respect of a distributor of the direct seller is not in effect on that day and

(*a*) the direct seller fails to comply with any provision of this Part, or

(*b*) except in the case of an approval deemed under subsection (5) to have been granted, the direct seller requests, in writing, the Minister to revoke the approval,

and where the Minister revokes the approval, the Minister shall, in writing, notify the direct seller of the revocation and the day on which it becomes effective.

Retrait d'approbation

(6) Le ministre peut, à compter d'un jour donné, retirer l'approbation accordée en application du paragraphe (3) relativement à un démarcheur lorsqu'une approbation accordée en application du paragraphe (4) relativement à un distributeur du démarcheur n'est pas en vigueur ce jour-là et que le démarcheur, selon le cas :

a) ne se conforme pas aux dispositions de la présente partie;

b) sauf si la présomption prévue par le paragraphe (5) s'applique, demande au ministre, par écrit, de retirer l'approbation.

Le cas échéant, le ministre avise par écrit le démarcheur du retrait et de la date de son entrée en vigueur.

Idem

(7) The Minister may revoke an approval granted under subsection (4) in respect of a distributor of a direct seller where the distributor fails to comply with any provision of this Part or the distributor and the direct seller, in writing, jointly request the Minister to revoke the approval, and the Minister shall, in writing, notify both the distributor and the direct seller of the revocation and the day on which it becomes effective.

Idem

(7) Le ministre peut retirer l'approbation accordée en application du paragraphe (4) à la demande écrite et conjointe du démarcheur et du distributeur ou lorsque ce dernier ne se conforme pas aux dispositions de la présente partie. Le ministre avise par écrit le démarcheur et le distributeur du retrait et de la date de son entrée en vigueur.

Cessation

(8) An approval granted under subsection (3) in respect of a direct seller ceases to have effect on the earliest of

(*a*) the day the direct seller ceases to be a registrant,

(*b*) the day an approval granted under subsection (4) in respect of any distributor of the direct seller ceases to have effect and there is no other approval granted under that subsection in respect of any distributor of the direct seller in effect, and

(*c*) the day a revocation of the approval under subsection (6) becomes effective.

Cessation

(8) L'approbation accordée en application du paragraphe (3) cesse d'être en vigueur au premier en date des jours suivants :

a) le jour où le démarcheur cesse d'être un inscrit;

b) le jour où l'approbation accordée en application du paragraphe (4) cesse d'être en vigueur et où aucune autre approbation accordée en application de ce paragraphe n'est en vigueur;

c) le jour de l'entrée en vigueur du retrait de l'approbation prévu au paragraphe (6).

Idem

(9) An approval granted under subsection (4) on the joint application of a direct seller and a distributor of the direct seller ceases to have effect on the earliest of

Idem

(9) L'approbation accordée en application du paragraphe (4) cesse d'être en vigueur au premier en date des jours suivants :

a) le jour où le démarcheur cesse d'être un inscrit;

(*a*) the day the direct seller ceases to be a registrant,

(*b*) the day the distributor ceases to be a registrant, and

(*c*) the day a revocation of the approval under subsection (7) becomes effective.

Effect of approval for direct seller

178.3 (1) For the purposes of this Part, where at any time when an approval of the Minister for the application of this section to a direct seller is in effect, the direct seller makes in Canada a taxable supply by way of sale (other than a zero-rated supply) of an exclusive product of the direct seller to an independent sales contractor of the direct seller who is not a distributor in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(4) on application made jointly with the direct seller is in effect at that time or becomes effective immediately after that time, the following rules apply:

(*a*) the supply shall be deemed to have been made for consideration

(i) that becomes due, and is paid, at the particular time that is the earliest time at which any consideration for the supply becomes due or is paid, and

(ii) that is equal to the suggested retail price of the product at the time the supply is made;

(*b*) tax is deemed not to be payable by the contractor in respect of the supply;

(*c*) the contractor is not entitled to any rebate under section 261 in respect of the supply;

(*d*) in determining the net tax of the direct seller for the reporting period of the direct seller that includes the particular time, there shall be added an amount equal to tax calculated on the suggested retail price of the product at the time the supply is made; and

(*e*) the direct seller shall be deemed to have received, at the particular time from the contractor, and the contractor shall be deemed to have made at the particular time to the direct seller, a taxable supply of a service for consideration, that be-

b) le jour où le distributeur cesse d'être un inscrit;

c) le jour de l'entrée en vigueur du retrait de l'approbation prévu au paragraphe (7).

Conséquences de l'approbation pour le démarcheur

178.3 (1) Pour l'application de la présente partie, lorsque le démarcheur auquel le présent article s'applique du fait qu'une approbation du ministre à cet effet est en vigueur effectue au Canada, au profit de son entrepreneur indépendant — qui n'est pas un distributeur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(4) est alors en vigueur ou entre en vigueur immédiatement après la fourniture —, la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture détaxée, de son produit exclusif, les règles suivantes s'appliquent :

a) la fourniture est réputée avoir été effectuée pour une contrepartie qui, à la fois :

(i) devient due, et est payée, dès le moment où une partie de la contrepartie de la fourniture devient due ou est payée,

(ii) correspond au prix de vente au détail suggéré du produit au moment de la fourniture;

b) la taxe est réputée ne pas être payable par l'entrepreneur relativement à la fourniture;

c) l'entrepreneur n'a pas droit à un remboursement en vertu de l'article 261 relativement à la fourniture;

d) est ajouté dans le calcul de la taxe nette du démarcheur pour sa période de déclaration qui comprend le moment visé au sous-alinéa *a*)(i) un montant égal à la taxe calculée sur le prix de vente au détail suggéré du produit au moment de la fourniture;

e) le démarcheur est réputé avoir reçu de l'entrepreneur au moment visé au sous-alinéa *a*)(i), et l'entrepreneur, avoir effectué au profit du démarcheur à ce moment, la fourniture taxable d'un service pour une contrepartie, qui devient due et est payée à ce moment, égale au résultat du calcul suivant :

comes due and is paid at the particular time, equal to the amount determined by the formula

$$A + (A \times B) - C$$

where

A is the suggested retail price of the product at the time the supply of the product by the direct seller to the contractor is made,

B is the rate of tax imposed under subsection 165(1), and

C is the consideration, determined without reference to paragraph (*a*), for that supply of the product.

Idem

(2) Where

(*a*) at any time when an approval of the Minister for the application of this section to a direct seller is in effect, a particular independent sales contractor of the direct seller makes in Canada a particular taxable supply by way of sale (other than a zero-rated supply) of an exclusive product of the direct seller,

(*b*) the particular contractor is not a distributor in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(4) on application made jointly with the direct seller is in effect at that time or becomes effective immediately after that time, and

(*c*) subsection (1) applied to a supply of the product made at an earlier time or subsection 178.5(1) applied to the product at an earlier time,

the following rules apply:

(*d*) if the recipient of the particular supply is another independent sales contractor of the direct seller,

(i) the particular supply shall be deemed, for the purposes of this Part except section 178.1 and this section, not to have been made by the particular contractor and not to have been received by the other contractor, and

(ii) the particular contractor shall, for the purposes of this Part, be deemed to have received from the other contractor,

$$A + (A \times B) - C$$

où :

A représente le prix de vente au détail suggéré du produit au moment où le démarcheur fournit le produit à l'entrepreneur,

B le taux de la taxe imposée selon le paragraphe 165(1),

C la contrepartie, déterminée compte non tenu de l'alinéa *a*), de cette fourniture du produit.

Idem

(2) Lorsque l'entrepreneur indépendant donné d'un démarcheur auquel le présent article s'applique du fait qu'une approbation du ministre à cet effet en est vigueur effectue au Canada la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture exonérée, d'un produit exclusif du démarcheur et que l'entrepreneur n'est pas un distributeur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(4), à la suite de la demande faite conjointement avec le démarcheur, est alors en vigueur ou entre en vigueur immédiatement après la fourniture, les règles suivantes s'appliquent si le paragraphe (1) s'est appliqué à une fourniture antérieure du produit ou si le paragraphe 178.5(1) s'est déjà appliqué au produit :

a) si l'acquéreur de la fourniture est un autre entrepreneur indépendant du démarcheur :

(i) la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite de l'article 178.1 et du présent article, ne pas avoir été effectuée par l'entrepreneur donné et ne pas avoir été reçue par l'autre entrepreneur,

(ii) pour l'application de la présente partie, l'entrepreneur donné est réputé avoir reçu de l'autre entrepreneur et celui-ci, avoir effectué au profit de l'entrepreneur donné, dès le moment où un montant devient dû ou est payé en contrepartie de la fourniture du produit, la fourniture taxable d'un service pour

and the other contractor shall be deemed to have made to the particular contractor, at the particular time that is the earliest time at which consideration for the particular supply becomes due or is paid, a taxable supply of a service for consideration, that becomes due and is paid at the particular time, equal to the amount determined by the formula

$$A + (A \times B) - C$$

where

A is the suggested retail price of the product at the time the particular supply is made,

B is the rate of tax imposed under subsection 165(1), and

C is the consideration for the particular supply, and

(*e*) if the recipient of the particular supply is any person (other than the direct seller and another independent sales contractor of the direct seller),

(i) the particular supply shall be deemed, for the purposes of this Part except section 178.1, to be a taxable supply made by the direct seller, and not by the particular contractor, for consideration equal to the suggested retail price of the product at the time the particular supply is made,

(ii) any tax in respect of the particular supply that is collected by the particular contractor shall be deemed to have been collected on behalf of the direct seller, and

(iii) tax in respect of the particular supply shall not be included in determining the net tax of the direct seller for any reporting period.

Adjustment to direct seller's net tax

(3) For the purposes of this Part, where a direct seller has made a supply of an exclusive product of the direct seller in circumstances in which an amount was required under paragraph (1)(*d*) to be added in determining the net tax of the direct seller and an independent sales contractor of the direct seller subsequently supplies the product to

une contrepartie, qui devient due et est payée à ce moment, égale au résultat du calcul suivant :

$$A + (A \times B) - C$$

où :

A représente le prix de vente au détail suggéré du produit au moment de sa fourniture,

B le taux de la taxe imposée selon le paragraphe 165(1),

C la contrepartie de la fourniture du produit;

b) si l'acquéreur de la fourniture n'est pas le démarcheur ni un autre entrepreneur indépendant du démarcheur :

(i) la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite de l'article 178.1, être une fourniture taxable effectuée par le démarcheur, et non par l'entrepreneur donné, pour une contrepartie égale au prix de vente au détail suggéré du produit au moment de sa fourniture,

(ii) toute taxe relative à la fourniture du produit qui est perçue par l'entrepreneur donné est réputée avoir été perçue pour le compte du démarcheur,

(iii) la taxe relative à la fourniture du produit n'est pas incluse dans le calcul de la taxe nette du démarcheur pour une période de déclaration.

Redressement de la taxe nette du démarcheur

(3) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un démarcheur fournit son produit exclusif dans des circonstances telles qu'un montant doit être ajouté en vertu de l'alinéa (1)*d*) dans le calcul de sa taxe nette, et que son entrepreneur indépendant lui fournit par la suite le produit au cours d'une période de déclaration du démarcheur, l'entrepreneur

the direct seller in a particular reporting period of the direct seller, the contractor shall be deemed not to have so supplied the product and the amount may be deducted in determining the net tax of the direct seller for the particular reporting period or a reporting period ending on or before the day that is four years after the day the particular reporting period ends.

est réputé ne pas avoir ainsi fourni le produit, et le montant est déductible dans le calcul de la taxe nette du démarcheur pour la période de déclaration en question ou pour une période de déclaration se terminant au plus tard quatre ans après le jour où cette période prend fin.

Effect of approval for distributor

178.4 (1) For the purposes of this Part, where at any time when an approval of the Minister for the application of this section to a distributor of a direct seller is in effect, the distributor makes in Canada a taxable supply by way of sale (other than a zero-rated supply) of an exclusive product of the direct seller to a purchaser or to an independent sales contractor of the direct seller who is not a distributor in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(4) on application made jointly with the direct seller is in effect at that time or becomes effective immediately after that time, the following rules apply:

(*a*) the supply shall be deemed to have been made for consideration

(i) that becomes due, and is paid, at the particular time that is the earliest time at which any consideration for the supply becomes due or is paid, and

(ii) that is equal to the suggested retail price of the product at the time the supply is made;

(*b*) tax is deemed not to be payable by the purchaser or contractor, as the case may be, in respect of the supply;

(*c*) the purchaser or the contractor, as the case may be, is not entitled to any rebate under section 261 in respect of the supply;

(*d*) in determining the net tax of the distributor for the reporting period of the distributor that includes the particular time, there shall be added an amount equal to tax calculated on the suggested retail price of the product for that class of purchasers at the time the supply is made; and

(*e*) in the case of a supply to the contractor, the distributor shall be deemed to have

Conséquences de l'approbation pour le distributeur

178.4 (1) Pour l'application de la présente partie, lorsque le distributeur du démarcheur auquel le présent article s'applique du fait qu'une approbation du ministre à cet effet est en vigueur effectue au Canada, au profit d'un acheteur ou d'un entrepreneur indépendant du démarcheur — lequel entrepreneur n'est pas un distributeur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(4) est alors en vigueur ou entre en vigueur immédiatement après la fourniture —, la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture détaxée, d'un produit exclusif du démarcheur, les règles suivantes s'appliquent :

a) la fourniture est réputée avoir été effectuée pour une contrepartie qui, à la fois :

(i) devient due, et est payée, dès le moment où une partie de la contrepartie de la fourniture devient due ou est payée,

(ii) correspond au prix de vente au détail suggéré du produit au moment de la fourniture;

b) la taxe est réputée ne pas être payable par l'acheteur ou l'entrepreneur relativement à la fourniture;

c) l'acheteur ou l'entrepreneur n'a pas droit à un remboursement en vertu de l'article 261 relativement à la fourniture;

d) est ajouté dans le calcul de la taxe nette du distributeur pour sa période de déclaration qui comprend le moment visé au sous-alinéa *a*)(i) un montant égal à la taxe calculée sur le prix de vente au détail suggéré du produit pour cette catégorie d'acheteurs au moment de la fourniture;

e) dans le cas où la fourniture est effectuée au profit de l'entrepreneur, le distributeur est réputé avoir reçu de l'entrepreneur au

received at the particular time from the contractor, and the contractor shall be deemed to have made at the particular time to the distributor, a taxable supply of a service for consideration, that becomes due and is paid at the particular time, equal to the amount determined by the formula

$$A + (A \times B) - C$$

where

A is the suggested retail price of the product at the time the supply of the product by the distributor to the contractor is made,

B is the rate of tax imposed under subsection 165(1), and

C is the consideration, determined without reference to paragraph (*a*), for that supply of the product.

Idem

(2) Where

(*a*) at any time when an approval of the Minister for the application of this section to a distributor of a direct seller is in effect, a particular independent sales contractor of the direct seller (other than the distributor) makes in Canada a particular taxable supply by way of sale (other than a zero-rated supply) of an exclusive product of the direct seller, and

(*b*) subsection (1) applied to a supply of the product made at an earlier time by an independent sales contractor of the direct seller or subsection 178.5(2) applied, at an earlier time, to the product,

the following rules apply:

(*c*) if the recipient of the particular supply is a person who is an independent sales contractor of the direct seller (other than the distributor),

(i) the particular supply shall be deemed, for the purposes of this Part except section 178.1 and this section, not to have been made by the particular contractor and not to have been received by the person, and

moment visé au sous-alinéa *a*)(i), et l'entrepreneur, avoir effectué au profit du distributeur à ce moment, la fourniture taxable d'un service pour une contrepartie, qui devient due et est payée à ce moment, égale au résultat du calcul suivant :

$$A + (A \times B) - C$$

où :

A représente le prix de vente au détail suggéré du produit au moment où le distributeur fournit le produit à l'entrepreneur,

B le taux de la taxe imposée selon le paragraphe 165(1),

C la contrepartie, déterminée compte non tenu de l'alinéa *a*), de cette fourniture du produit.

Idem

(2) Lorsque le présent article s'applique au distributeur d'un démarcheur du fait qu'une approbation du ministre à cet effet est en vigueur à un moment où un entrepreneur indépendant donné du démarcheur, sauf le distributeur, effectue au Canada la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture détaxée, du produit exclusif du démarcheur, et que le paragraphe (1) s'est appliqué à une fourniture antérieure du produit effectuée par un entrepreneur indépendant du démarcheur ou que le paragraphe 178.5(2) s'est déjà appliqué au produit, les règles suivantes s'appliquent :

a) si l'acquéreur de la fourniture taxable est un autre entrepreneur indépendant du démarcheur, autre que le distributeur :

(i) la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite de l'article 178.1 et du présent article, ne pas avoir été effectuée par l'entrepreneur donné et ne pas avoir été reçue par l'autre entrepreneur,

(ii) pour l'application de la présente partie, l'entrepreneur donné est réputé avoir reçu de l'autre entrepreneur et celui-ci, avoir effectué au profit de l'entrepreneur donné, dès le moment où un montant devient dû ou est payé en

(ii) the particular contractor shall, for the purposes of this Part, be deemed to have received from the person, and the person shall be deemed to have made to the particular contractor, at the particular time that is the earliest time at which consideration for the particular supply becomes due or is paid, a taxable supply of a service for consideration, that becomes due and is paid at the particular time, equal to the amount determined by the formula

$$A + (A \times B) - C$$

where

A is the suggested retail price of the product at the time the particular supply is made,

B is the rate of tax imposed under subsection 165(1), and

C is the consideration for the particular supply, and

(*d*) if the recipient of the particular supply is a person (other than the distributor and another independent sales contractor of the direct seller),

(i) the particular supply shall be deemed, for the purposes of this Part except section 178.1, to be a taxable supply made by the distributor, and not by the particular contractor, for consideration equal to the suggested retail price of the product at the time the particular supply is made,

(ii) any tax in respect of the particular supply that is collected by the particular contractor shall be deemed to have been collected on behalf of the distributor, and

(iii) tax in respect of the particular supply shall not be included in determining the net tax of the distributor for any reporting period.

Adjustment to distributor's net tax

(3) For the purposes of this Part, where a distributor of a direct seller has made a supply of an exclusive product of the direct seller in circumstances in which an amount was required under paragraph (1)(*d*) to be added

contrepartie de la fourniture du produit, la fourniture taxable d'un service pour une contrepartie, qui devient due et est payée à ce moment, égale au résultat du calcul suivant :

$$A + (A \times B) - C$$

où :

A représente le prix de vente au détail suggéré du produit au moment de la fourniture taxable,

B le taux de la taxe imposée selon le paragraphe 165(1),

C la contrepartie de la fourniture taxable;

b) si l'acquéreur de la fourniture taxable n'est pas le distributeur ni un autre entrepreneur indépendant du démarcheur :

(i) la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite de l'article 178.1, être une fourniture taxable effectuée par le distributeur, et non par l'entrepreneur donné, pour une contrepartie égale au prix de vente au détail suggéré du produit au moment de sa fourniture,

(ii) toute taxe relative à la fourniture du produit qui est perçue par l'entrepreneur donné est réputée avoir été perçue pour le compte du distributeur,

(iii) la taxe relative à la fourniture du produit n'est pas incluse dans le calcul de la taxe nette du distributeur pour une période de déclaration.

Redressement de la taxe nette du distributeur

(3) Pour l'application de la présente partie, lorsque le distributeur d'un démarcheur fournit le produit exclusif de celui-ci dans des circonstances telles qu'un montant doit être ajouté en vertu de l'alinéa (1)*d*) dans le cal-

in determining the net tax of the distributor and another independent sales contractor of the direct seller subsequently supplies the product to the distributor in a particular reporting period of the distributor, the other contractor shall be deemed not to have so supplied the product and the amount may be deducted in determining the net tax of the distributor for the particular reporting period or a reporting period ending on or before the day that is four years after the day the particular reporting period ends.

cul de sa taxe nette, et qu'un autre entrepreneur indépendant du démarcheur lui fournit par la suite le produit au cours d'une période de déclaration du distributeur, l'autre entrepreneur est réputé ne pas avoir ainsi fourni le produit, et le montant est déductible dans le calcul de la taxe nette du distributeur pour la période de déclaration en question ou pour une période de déclaration se terminant au plus tard quatre ans après le jour où cette période prend fin.

Products held at time of approval

178.5 (1) Where

(*a*) an approval granted under subsection 178.2(3) in respect of a direct seller becomes effective at any time after January 1, 1991,

(*b*) a registrant who is an independent sales contractor of the direct seller has, at that time, in inventory an exclusive product of the direct seller, and

(*c*) the registrant is not a distributor in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(4) on application made jointly with the direct seller is in effect at that time or becomes effective immediately after that time,

the registrant shall be deemed, for the purposes of this Part except sections 148 and 249,

(*d*) to have made, immediately before that time, a supply of the product for consideration, that becomes due and is paid immediately before that time, equal to the suggested retail price of the product at that time, and

(*e*) to have collected, immediately before that time, tax in respect of the supply calculated on that consideration.

Produits détenus au moment de l'approbation

178.5 (1) L'inscrit — entrepreneur indépendant d'un démarcheur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(3) entre en vigueur à un moment donné après le 1er janvier 1991 — qui n'est pas un distributeur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(4), à la suite de la demande faite conjointement avec le démarcheur, est en vigueur à ce moment ou entre en vigueur immédiatement après ce moment et qui, à ce moment, compte parmi ses stocks un produit exclusif du démarcheur est réputé, pour l'application de la présente partie, exception faite des articles 148 et 249 :

a) avoir fourni le produit immédiatement avant ce moment pour une contrepartie, qui devient due et est payée immédiatement avant ce moment, égale au prix de vente au détail suggéré du produit à ce moment;

b) avoir perçu, immédiatement avant ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur cette contrepartie.

Products held at time of revocation

(2) Where, at the time an approval granted under subsection 178.2(4) in respect of a distributor of a direct seller ceases to have effect, the distributor has in inventory an exclusive product of the direct seller and an approval granted under subsection 178.2(3) in respect of the direct seller does not cease to have effect at that time, the distributor

Produits détenus au moment du retrait

(2) Lorsque, au moment où l'approbation accordée au distributeur d'un démarcheur en application du paragraphe 178.2(4) cesse d'être en vigueur, le distributeur compte parmi ses stocks un produit exclusif du démarcheur et que l'approbation accordée au démarcheur en application du paragraphe 178.2(3) ne cesse pas d'être en vigueur à ce moment, le distributeur est

shall be deemed, for the purposes of this Part except sections 148 and 249,

(*a*) to have made, immediately before that time, a supply of the product for consideration, that becomes due and is paid immediately before that time, equal to the suggested retail price of the product at that time; and

(*b*) to have collected, immediately before that time, tax in respect of the supply calculated on that consideration.

Idem

(3) For the purposes of this Part, where an approval granted under subsection 178.2(4) in respect of a distributor of a direct seller ceases to have effect at the same time as an approval granted under subsection 178.2(3) in respect of the direct seller ceases to have effect, each independent sales contractor of the direct seller, other than a distributor in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(4) ceases to have effect at that time, shall be deemed

(*a*) to have received, immediately after that time, a supply of each exclusive product of the direct seller that the contractor has in inventory at that time for consideration, that becomes due and is paid immediately after that time, equal to the suggested retail price of the product at that time; and

(*b*) to have paid, immediately after that time, tax in respect of the supply calculated on that consideration.

Buying Groups

Definitions

178.6 (1) In this section,

"original supplier" « *fournisseur initial* »

"original supplier" of tangible personal property or a service means a person who makes a taxable supply of the property or service to another person who, in turn, supplies the property or service by way of a pass-through supply;

"pass-through supply" « *fourniture intermédiaire* »

"pass-through supply" means a taxable supply of tangible personal property or a service made by a person for consideration that is equal to the consideration paid or payable by the person to the supplier who

réputé, pour l'application de la présente partie, exception faite des articles 148 et 249 :

a) avoir fourni le produit immédiatement avant ce moment pour une contrepartie, qui devient due et est payée immédiatement avant ce moment, égale au prix de vente au détail suggéré du produit à ce moment;

b) avoir perçu, immédiatement avant ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur cette contrepartie.

Idem

(3) Pour l'application de la présente partie, lorsque l'approbation accordée au distributeur d'un démarcheur en application du paragraphe 178.2(4) et celle accordée au démarcheur en application du paragraphe 178.2(3) cessent d'être en vigueur au même moment, chaque entrepreneur indépendant du démarcheur — autre qu'un distributeur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(4) cesse d'être en vigueur à ce moment — est réputé :

a) avoir reçu, immédiatement après ce moment, une fourniture de chaque produit exclusif du démarcheur qu'il compte parmi ses stocks à ce moment pour une contrepartie, qui devient due et est payée immédiatement après ce moment, égale au prix de vente au détail suggéré du produit à ce moment;

b) avoir payé, immédiatement après ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur cette contrepartie.

Groupes d'acheteurs

Définitions

178.6 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« dernier acquéreur » *"ultimate recipient"*

« dernier acquéreur » Acquéreur d'une fourniture intermédiaire.

« fournisseur initial » *"original supplier"*

« fournisseur initial » Personne qui effectue la fourniture taxable d'un bien meuble corporel ou d'un service au profit d'une autre personne qui, à son tour, le fournit au moyen d'une fourniture intermédiaire.

supplied the property or service to the person;

"ultimate recipient" « *dernier acquéreur* »

"ultimate recipient" means a recipient of a pass-through supply.

« fourniture intermédiaire » *"pass-through supply"*

« fourniture intermédiaire » Fourniture taxable d'un bien meuble corporel ou d'un service effectuée par une personne pour une contrepartie égale à la contrepartie payée ou payable par la personne au fournisseur qui lui a fourni le bien ou le service.

Application for buyer designation

(2) Where

(*a*) all or substantially all of the supplies of property and services made by a particular person in the ordinary course of the particular person's business are pass-through supplies,

(*b*) in respect of each pass-through supply of tangible personal property or a service made by the particular person, the original supplier of the property or service causes physical possession of the property to be transferred to, or renders the service to, the ultimate recipient, or to another person on behalf of the ultimate recipient, and not to the particular person, and

(*c*) in respect of each pass-through supply of tangible personal property or a service made by the particular person, the ultimate recipient pays, on behalf of the particular person, to the original supplier of the property or service, the amount payable by the particular person to the original supplier as consideration for the property or service,

the particular person may apply to the Minister, in prescribed form containing prescribed information and filed in prescribed manner, to be designated as a buyer.

Demande de désignation à titre d'acheteur

(2) Une personne peut demander au ministre, en lui présentant les renseignements requis en la forme et selon les modalités qu'il détermine, d'être désignée à titre d'acheteur si les conditions suivantes sont réunies :

a) la totalité, ou presque, des fournitures de biens et de services effectuées par le demandeur dans le cours normal de son entreprise constituent des fournitures intermédiaires;

b) en ce qui concerne chaque fourniture intermédiaire de bien meuble corporel ou de service effectuée par le demandeur, le fournisseur initial du bien ou du service fait transférer la possession matérielle du bien, ou rend le service, au dernier acquéreur ou à une autre personne pour le compte de celui-ci, et non au demandeur;

c) en ce qui concerne chaque fourniture intermédiaire de bien meuble corporel ou de service effectuée par le demandeur, le dernier acquéreur paie au fournisseur initial du bien ou du service le montant payable par le demandeur au fournisseur initial en contrepartie du bien ou du service.

Designation as buyer

(3) Where the Minister receives an application of a person under subsection (2), the Minister may, subject to such conditions as the Minister may at any time impose, designate the person as a buyer and notify the person in writing of the designation and the day it becomes effective.

Désignation à titre d'acheteur

(3) Sur réception de la demande, le ministre peut désigner la personne à titre d'acheteur, sous réserve des conditions qu'il peut imposer à tout moment. Le cas échéant, il avise la personne par écrit de la désignation et de la date de son entrée en vigueur.

Revocation of designation

(4) The Minister may revoke a designation of a person made under subsection (3)

(*a*) on application of the person, or

Retrait de désignation

(4) Le ministre peut retirer la désignation d'une personne à la demande de celle-ci ou par suite de l'inobservation d'une condition imposée relativement à la désignation. Le cas échéant, il avise la personne par écrit de la

(*b*) where the person fails to comply with any condition imposed in respect of the designation,

and, where the designation is revoked, the Minister shall notify the person in writing of the day the designation ceases to be effective.

date à laquelle la désignation cesse d'être en vigueur.

Buying group method

(5) Where a person makes a pass-through supply of tangible personal property or a service at a time when a designation of the person as a buyer under subsection (3) is in effect, for the purposes of this Part (other than section 148, this section and Subdivision e of Division V), the following rules apply:

(*a*) the supply of the property or service by the original supplier of the property or service shall be deemed to have been made to the ultimate recipient and not to the person;

(*b*) the person shall be deemed not to have received a supply of the property or service from the original supplier nor to have supplied the property or service to the ultimate recipient;

(*c*) the consideration payable for, and the tax payable in respect of, the supply by the original supplier of the property or service shall be deemed to be payable by the ultimate recipient and any amount paid in respect of the consideration or tax shall be deemed to have been paid by the ultimate recipient;

(*d*) notwithstanding paragraph (*c*), the person and the ultimate recipient are jointly and severally liable for the payment of the tax in respect of the supply made by the original supplier; and

(*e*) if the amount charged or collected by the original supplier of the property or service as or on account of tax under Division II in respect of the supply exceeds the tax that was collectible under that Division in respect of the supply, or if the amount of tax collectible under that Division in respect of the supply is reduced because of a reduction in the consideration for the supply, and the original supplier issues to, or receives from, the person a credit note

Groupe d'acheteurs

(5) Lorsqu'une personne effectue la fourniture intermédiaire d'un bien meuble corporel ou d'un service à un moment où la désignation de la personne à titre d'acheteur est en vigueur, les règles suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie, sauf l'article 148, le présent article et la sous-section e de la section V :

a) la fourniture du bien ou du service par le fournisseur initial est réputée avoir été effectuée au profit du dernier acquéreur et non au profit de la personne;

b) la personne est réputée ne pas avoir reçu la fourniture du bien ou du service du fournisseur initial ni avoir fourni le bien ou le service au dernier acquéreur;

c) la contrepartie payable pour la fourniture par le fournisseur initial ainsi que la taxe payable par lui relativement à la fourniture sont réputées payables par le dernier acquéreur, et tout montant payé au titre de la contrepartie ou de la taxe est réputé l'avoir été par le dernier acquéreur;

d) malgré l'alinéa *c*), la personne et le dernier acquéreur sont solidairement tenus au paiement de la taxe relative à la fourniture effectuée par le fournisseur initial;

e) si le montant exigé ou perçu par le fournisseur initial du bien ou du service au titre de la taxe prévue à la section II relativement à la fourniture dépasse la taxe prévue à cette section qui était percevable relativement à la fourniture, ou si la taxe prévue à cette section et percevable relativement à la fourniture est réduite par suite d'une réduction de la contrepartie de la fourniture et que le fournisseur initial remet une note de crédit à la personne, ou reçoit une note de débit de la personne, relativement à la fourniture, la personne est réputée avoir reçu ou remis la note au nom du dernier acquéreur.

or a debit note in respect of the supply, the person shall be deemed to have received or issued the note on behalf of the ultimate recipient.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

44. (1) Section 179 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

44. (1) L'article 179 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Delivery to consignee of a non-resident

179. (1) For the purposes of this Part, where

(*a*) a registrant, under an agreement between the registrant and a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V,

(i) makes a taxable supply in Canada of tangible personal property by way of sale, or a taxable supply in Canada of a service of manufacturing or producing tangible personal property, to the non-resident person, or acquires physical possession of tangible personal property of the non-resident person for the purpose of making a taxable supply of a commercial service in respect of the property to the non-resident person, and

(ii) at any time causes physical possession of the property to be transferred, at a place in Canada, to a third person (in this subsection referred to as the "consignee") or to the non-resident person, and

(*b*) the non-resident person is not a consumer of the property or service supplied by the registrant under the agreement,

the following rules apply:

(*c*) the registrant shall be deemed to have made to the non-resident person, and the non-resident person shall be deemed to have received from the registrant, a taxable supply of the property for consideration, that becomes due and is paid at that time, equal to

(i) where the registrant has caused physical possession of the property to be transferred to a consignee and the non-resident person has made a supply of the

Livraison au consignataire d'un non-résident

179. (1) Pour l'application de la présente partie, lorsque les circonstances suivantes sont réunies :

a) un inscrit, en application d'une convention qu'il a conclue avec une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V :

(i) effectue au Canada, au profit de la personne non-résidente, la fourniture taxable d'un bien meuble corporel par vente ou d'un service qui consiste à fabriquer ou à produire un tel bien, ou acquiert la possession matérielle d'un bien meuble corporel de la personne non-résidente en vue d'effectuer, au profit de celle-ci, la fourniture taxable d'un service commercial relatif au bien,

(ii) à un moment donné, fait transférer, au Canada, la possession matérielle du bien à un tiers (appelé « consignataire » au présent paragraphe) ou à la personne non-résidente,

b) la personne non-résidente n'est pas consommatrice du bien ou du service fourni par l'inscrit aux termes de la convention,

les présomptions suivantes s'appliquent :

c) l'inscrit est réputé avoir effectué, au profit de la personne non-résidente, et celle-ci, avoir reçu de l'inscrit, une fourniture taxable du bien pour une contrepartie, qui devient due et est payée au moment donné, égale au montant suivant :

(i) si l'inscrit a fait transférer la possession matérielle du bien à un consignataire et si la personne non-résidente a fourni le bien à celui-ci à titre gratuit, zéro,

Clause 44: (1) Section 179 at present reads as follows:

179. For the purposes of this Part, where a registrant who has manufactured, produced or acquired property delivers the property, at any time, to a particular person in Canada in the performance of an obligation of a non-resident person who is not a registrant to supply the property, the registrant shall be deemed

(*a*) to have made a supply of the property in Canada to the non-resident person for consideration equal to

(i) the greater of the value of the consideration for the supply by the registrant to the non-resident person and the value of the consideration for the supply by the non-resident person to the particular person, or

(ii) where the non-resident person and the particular person are not dealing with each other at arm's length or where the registrant cannot reasonably determine the value of the consideration in accordance with subparagraph (i), the value that would be reasonable in the circumstances for the supply of the property to the particular person if, at the time the property was delivered or made available to the particular person, the non-resident person were dealing at arm's length with the particular person; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have collected at that time tax in respect of the supply, calculated on that consideration.

Article 44, (1). — Texte actuel de l'article 179 :

179. Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui, ayant acquis, fabriqué ou produit un bien, le livre à une autre personne au Canada, en exécution de l'obligation d'une personne non résidante qui n'est pas un inscrit de fournir le bien, est réputé :

a) avoir effectué une fourniture au Canada au profit de la personne non résidante pour une contrepartie égale au montant suivant :

(i) la plus élevée de la valeur de la contrepartie de la fourniture entre l'inscrit et la personne non résidante et de la valeur de la contrepartie de la fourniture entre la personne non résidante et l'autre personne,

(ii) lorsque la personne non résidante et l'autre personne ont entre elles un lien de dépendance ou que l'inscrit ne peut pas déterminer de façon raisonnable la valeur de la contrepartie conformément au sous-alinéa (i), la valeur qui serait raisonnable dans les circonstances si, au moment où le bien a été livré à l'autre personne ou mis à sa disposition, celle-ci et la personne non résidante n'avaient entre elles aucun lien de dépendance;

b) avoir perçu au moment de la livraison, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, la taxe relative à la fourniture, calculée sur cette contrepartie.

property to the consignee for no consideration, nil,

(ii) where the registrant has caused physical possession of the property to be transferred to a consignee and the non-resident person has made a supply of the property to a consignee for consideration, the total of

(A) the fair market value of the property at that time, and

(B) where the registrant supplied a service in respect of the property to the non-resident person and the consideration for the supply is not included in the fair market value of the property determined under clause (A), the consideration for the supply of the service in respect of the property, and

(iii) where the registrant has caused physical possession of the property to be transferred to the non-resident person or the consignee, the total of

(A) the fair market value of the property at that time, and

(B) where the registrant supplied a service in respect of the property to the non-resident person and the consideration for the supply is not included in the fair market value of the property determined under clause (A), that consideration, and

(*d*) where the registrant made a supply of a service referred to in subparagraph (*a*)(i) in respect of the property to the non-resident person, the registrant shall be deemed not to have made that supply of the service.

(ii) si l'inscrit a fait transférer la possession matérielle du bien à un consignataire et si la personne non-résidente a fourni le bien à celui-ci pour une contrepartie, le total des montants suivants :

(A) la juste valeur marchande du bien au moment donné,

(B) si l'inscrit a fourni à la personne non-résidente un service relatif au bien et si la contrepartie de la fourniture n'est pas incluse dans la juste valeur marchande du bien, déterminée selon la division (A), la contrepartie de la fourniture du service relatif au bien,

(iii) si l'inscrit a fait transférer la possession matérielle du bien à la personne non-résidente ou au consignataire, le total des montants suivants :

(A) la juste valeur marchande du bien au moment donné,

(B) si l'inscrit a fourni à la personne non-résidente un service relatif au bien et si la contrepartie de la fourniture n'est pas incluse dans la juste valeur marchande du bien, déterminée selon la division (A), cette contrepartie;

d) l'inscrit est réputé ne pas avoir fourni à la personne non-résidente un service visé au sous-alinéa *a*)(i) relativement au bien.

Exception where delivery to registrant consignee of a non-resident

(2) For the purposes of this Part, where

(*a*) a registrant, under an agreement between the registrant and a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V,

(i) makes a taxable supply in Canada of tangible personal property by way of sale, or a taxable supply in Canada of a service of manufacturing or producing tangible personal property, to the non-resident person, or acquires physical

(2) Pour l'application de la présente partie, le paragraphe (1) ne s'applique pas à la fourniture visée au sous-alinéa *a*)(i) si les conditions suivantes sont réunies :

Exception en cas de livraison à un inscrit

a) un inscrit, en application d'une convention qu'il a conclue avec une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V :

(i) effectue au Canada, au profit de la personne non-résidente, la fourniture taxable d'un bien meuble corporel par

possession of tangible personal property of the non-resident person for the purpose of making a taxable supply of a commercial service in respect of the property to the non-resident person, and

(ii) causes physical possession of the property to be transferred, at a place in Canada, to a third person (in this subsection referred to as the "consignee") who is registered under Subdivision d of Division V,

(*b*) the non-resident person is not a consumer of the property or service supplied by the registrant under the agreement, and

(*c*) the consignee gives to the registrant, and the registrant retains, a certificate that

(i) states the consignee's name and registration number assigned under subsection 241(1), and

(ii) acknowledges that the consignee, on taking physical possession of the property, is assuming liability to pay or remit any amount that is or may become payable or remittable by the consignee under subsection (1) or Division IV in respect of the property,

subsection (1) does not apply to a supply referred to in subparagraph (*a*)(i) and, except in the case of a supply of a service of storing or shipping the property, any supply made by the registrant and referred to in that subparagraph shall be deemed to have been made outside Canada.

vente ou d'un service qui consiste à fabriquer ou à produire un tel bien, ou acquiert la possession matérielle d'un bien meuble corporel de la personne non-résidente en vue d'effectuer, au profit de celle-ci, la fourniture taxable d'un service commercial relatif au bien,

(ii) fait transférer, au Canada, la possession matérielle du bien à un tiers (appelé « consignataire » au présent paragraphe) qui est inscrit aux termes de la sous-section d de la section V;

b) la personne non-résidente n'est pas consommatrice du bien ou du service fourni par l'inscrit aux termes de la convention;

c) le consignataire remet à l'inscrit un certificat qui, à la fois :

(i) indique le nom du consignataire et le numéro d'inscription qui lui a été attribué en application du paragraphe 241(1),

(ii) reconnaît que le consignataire, en prenant possession matérielle du bien, assume l'obligation de payer ou de verser un montant qui est ou peut devenir payable ou à verser par lui en vertu du paragraphe (1) ou de la section IV relativement au bien.

L'inscrit est tenu de conserver le certificat; de plus, il est réputé avoir effectué la fourniture à l'étranger, sauf s'il s'agit d'une fourniture qui consiste à entreposer ou à expédier le bien.

Exception where export

(3) For the purposes of this Part, where

(*a*) a registrant, under an agreement between the registrant and a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V,

(i) makes a taxable supply in Canada of tangible personal property by way of sale to the non-resident person,

(ii) makes a taxable supply in Canada of a service of manufacturing or producing tangible personal property to the non-resident person, or

Exception en cas d'exportation

(3) Pour l'application de la présente partie, le paragraphe (1) ne s'applique pas aux fournitures visées à l'alinéa *a*) si les conditions suivantes sont réunies :

a) un inscrit, en application d'une convention qu'il a conclue avec une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V :

(i) effectue, au Canada, la fourniture taxable d'un bien meuble corporel par vente au profit de la personne non-résidente,

(iii) acquires physical possession of tangible personal property of the non-resident person for the purpose of making a taxable supply of a commercial service in respect of the property to the non-resident person,

(*b*) the non-resident person is not a consumer of the property or service supplied by the registrant under the agreement, and

(*c*) either

(i) the registrant causes physical possession of the property to be transferred to a person at a place outside Canada or to a carrier, or the registrant mails the property, for export and delivery to a person at a place outside Canada, or

(ii) all of the following conditions are met:

(A) the registrant causes physical possession of the property to be transferred at a place in Canada to the non-resident person or any other person (each of whom is referred to in this subparagraph as the "exporter") for export,

(B) after physical possession of the property is transferred to the exporter, the exporter exports the property as soon as is reasonable having regard to the circumstances surrounding the exportation and, where applicable, the normal business practices of the exporter and the owner of the property,

(C) the property has not been acquired by the non-resident person or other owner of the property for consumption, use or supply in Canada at any time after physical possession of the property is transferred to the exporter and before the property is exported,

(D) after physical possession of the property is transferred to the exporter and before the property is exported, the property is not further processed, transformed or altered except to the extent reasonably necessary or incidental to its transportation, and

(E) the registrant maintains evidence satisfactory to the Minister of the ex-

(ii) effectue, au Canada, la fourniture taxable d'un service de fabrication ou de production d'un bien meuble corporel au profit de la personne non-résidente,

(iii) acquiert la possession matérielle d'un bien meuble corporel de la personne non-résidente en vue d'effectuer, au profit de celle-ci, la fourniture taxable d'un service commercial relatif au bien;

b) la personne non-résidente n'est pas consommatrice du bien ou du service fourni par l'inscrit aux termes de la convention;

c) l'une ou l'autre des situations suivantes se présente :

(i) l'inscrit fait transférer la possession matérielle du bien soit à une personne à un endroit à l'étranger, soit à un transporteur, ou expédie le bien par la poste, en vue de son exportation et de sa livraison à l'étranger,

(ii) toutes les conditions suivantes sont réunies :

(A) l'inscrit fait transférer la possession matérielle du bien au Canada à la personne non-résidente ou à toute autre personne (chacune étant appelée « exportateur » au présent sous-alinéa) pour exportation,

(B) une fois la possession matérielle du bien transférée à l'exportateur, celui-ci exporte le bien dans un délai raisonnable, compte tenu des circonstances entourant l'exportation et, le cas échéant, des pratiques commerciales courantes de l'exportateur et du propriétaire du bien,

(C) le bien n'a pas été acquis par la personne non-résidente ou par un autre propriétaire du bien pour consommation, utilisation ou fourniture, au Canada, à un moment donné entre le transfert de la possession matérielle du bien à l'exportateur et son exportation,

(D) entre le transfert de la possession matérielle du bien à l'exportateur et son exportation, le bien ne subit pas d'autres traitements, transformations

portation of the property or, where the exporter is authorized under subsection 221.1(2), the exporter provides the registrant with a certificate in which the exporter certifies that the property will be exported in the circumstances described in clauses (B) to (D),

subsection (1) does not apply to a supply referred to in paragraph (a) and, except in the case of a supply of a service of storing or shipping the property, any supply made by the registrant and referred to in that paragraph shall be deemed to have been made outside Canada.

ou modifications, sauf dans la mesure qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaire ou accessoire à son transport,

(E) l'inscrit tient des documents propres à convaincre le ministre que le bien a été exporté ou l'exportateur, s'il s'est fait accorder l'autorisation prévue au paragraphe 221.1(2), remet à l'inscrit un certificat dans lequel il déclare que le bien sera exporté dans les circonstances visées aux divisions (B) à (D).

De plus, l'inscrit est réputé avoir effectué les fournitures visées à l'alinéa *a*) à l'étranger, sauf s'il s'agit de fournitures qui consistent à entreposer ou à expédier le bien.

Retention of possession

(4) For the purposes of this section, section 180 and paragraph (*b*) of the definition "imported taxable supply" in section 217, where

(*a*) a particular registrant at any time transfers ownership of tangible personal property to a non-resident person, who is not registered under Subdivision d of Division V, under an agreement for the supply of the property, and

(*b*) the particular registrant, or another registrant who has physical possession of the property at that time, retains physical possession of the property after that time for the purpose of

(i) transferring physical possession of the property to the non-resident person, a person (in this paragraph referred to as a "subsequent purchaser") who subsequently acquires ownership of the property or a person designated by the non-resident person or a subsequent purchaser,

(ii) making a supply of a commercial service in respect of the property to the non-resident person or a subsequent purchaser, or

(iii) consumption, use or supply by that registrant under an agreement for a supply of the property made by way of sale or lease to that registrant by the non-

Maintien de la possession

(4) Pour l'application du présent article, de l'article 180 et de l'alinéa *b*) de la définition de « fourniture taxable importée » à l'article 217, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) un inscrit transfère, à un moment donné, la propriété d'un bien meuble corporel à une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V en application d'une convention concernant la fourniture du bien,

b) l'inscrit, ou un autre inscrit qui a la possession matérielle du bien au moment donné, demeure en possession matérielle du bien après ce moment en vue :

(i) soit de transférer la possession matérielle du bien à la personne non-résidente, à une personne qui acquiert ultérieurement la propriété du bien ou à une personne désignée par la personne non-résidente ou par la personne qui acquiert ultérieurement la propriété du bien,

(ii) soit de fournir un service commercial relatif au bien à la personne non-résidente ou à une autre personne qui acquiert ultérieurement la propriété du bien,

(iii) soit de consommer, d'utiliser ou de fournir le bien aux termes d'une conven-

resident person, by a subsequent purchaser or by a lessee or sub-lessee of the non-resident or of the subsequent purchaser,

the following rules apply:

(*c*) where the particular registrant so retains physical possession of the property after that time, the particular registrant shall be deemed to have transferred physical possession of the property at that time to another registrant and to have obtained a certificate of the other registrant described in paragraph (2)(*c*) and to have acquired physical possession of the property at that time for the purpose referred to in paragraph (*b*), and

(*d*) where another registrant so retains physical possession of the property after that time, the particular registrant shall be deemed to have transferred physical possession of the property at that time to the other registrant and the other registrant shall be deemed to have acquired physical possession of the property at that time for the purpose referred to in paragraph (*b*).

tion que la personne non-résidente, une personne qui acquiert ultérieurement la propriété du bien ou un locataire ou sous-locataire de l'une de ces personnes conclut en vue de fournir le bien par vente ou location à l'inscrit,

les présomptions suivantes s'appliquent :

c) l'inscrit, s'il conserve ainsi la possession matérielle du bien après le moment donné, est réputé l'avoir transférée à ce moment à un autre inscrit, avoir obtenu de celui-ci le certificat visé à l'alinéa (2)*c*) et avoir acquis la possession matérielle du bien à ce moment aux fins visées à l'alinéa *b*);

d) l'inscrit est réputé, si un autre inscrit conserve ainsi la possession matérielle du bien après le moment donné, l'avoir transférée à ce dernier à ce moment; l'autre inscrit est alors réputé avoir acquis la possession matérielle du bien à ce moment aux fins visées à l'alinéa *b*).

Transfer of possession to carrier

(5) For the purposes of this section, section 180 and paragraph (*b*) of the definition "imported taxable supply" in section 217, where a registrant at any time transfers physical possession of tangible personal property to a carrier solely for the purpose of shipping the property,

(*a*) where, under the agreement with the carrier for shipping the property, the carrier is required to transfer physical possession of the property to a person, other than the registrant,

(i) the registrant shall be deemed to have transferred physical possession of the property to that person at that time and that person shall be deemed to have acquired physical possession of the property at that time, and

(ii) the registrant shall be deemed not to have transferred physical possession of the property to the carrier and the carrier shall be deemed not to have acquired physical possession of the property; and

Transfert de la possession au transporteur

(5) Pour l'application du présent article, de l'article 180 et de l'alinéa *b*) de la définition de « fourniture taxable importée » à l'article 217, lorsqu'un inscrit transfère, à un moment donné, la possession matérielle d'un bien meuble corporel à un transporteur uniquement en vue de l'expédition du bien, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) si, aux termes de la convention conclue avec le transporteur concernant l'expédition du bien, le transporteur est tenu de transférer la possession matérielle du bien à une personne autre que l'inscrit :

(i) l'inscrit est réputé avoir transféré la possession matérielle du bien à cette personne au moment donné, et celle-ci est réputée l'avoir acquise à ce moment,

(ii) l'inscrit est réputé ne pas avoir transféré la possession matérielle du bien au transporteur, et celui-ci est réputé ne pas l'avoir acquise;

b) si, aux termes de la convention conclue avec le transporteur concernant l'expédi-

(*b*) where, under the agreement with the carrier for shipping the property, the carrier is required to transfer physical possession of the property to the registrant, the registrant shall be deemed to retain physical possession of the property, and the carrier shall be deemed not to have acquired physical possession of the property, throughout the period beginning at that time and ending at the time the carrier transfers physical possession of the property to the registrant.

tion du bien, le transporteur est tenu de transférer la possession matérielle du bien à l'inscrit, celui-ci est réputé conserver la possession matérielle du bien, et le transporteur est réputé ne pas l'avoir acquise, durant la période allant du moment donné jusqu'au moment où le transporteur transfère la possession matérielle du bien à l'inscrit.

(2) All that portion of paragraph 179(4)(*b*) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage de l'alinéa 179(4)*b*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*b*) the particular registrant, or another registrant who has physical possession of the property at that time and who gives the particular registrant a certificate described in paragraph (2)(*c*), retains physical possession of the property after that time for the purpose of

b) l'inscrit, ou un autre inscrit qui a la possession matérielle du bien au moment donné et qui remet à l'inscrit le certificat visé à l'alinéa (2)*c*), conserve la possession matérielle du bien après ce moment en vue :

(3) Subsection 179(5) of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 179(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Transfer of possession to bailee

(5) For the purposes of this section, section 180 and paragraph (*b*) of the definition "imported taxable supply" in section 217, where a registrant at any time transfers physical possession of tangible personal property to a bailee solely for the purpose of storing or shipping the property and either

Transfert de la possession au dépositaire

(5) Pour l'application du présent article, de l'article 180 et de l'alinéa *b*) de la définition de « fourniture taxable importée » à l'article 217, lorsqu'un inscrit transfère, à un moment donné, la possession matérielle d'un bien meuble corporel à une personne qui est dépositaire ou transporteur (appelée « dépositaire » au présent paragraphe) uniquement en vue de l'entreposage ou de l'expédition du bien et que le dépositaire soit est un transporteur auquel la possession matérielle du bien a été transférée uniquement en vue de l'expédition du bien, soit n'avait pas, au moment donné, remis à l'inscrit le certificat visé à l'alinéa (2)*c*), les présomptions suivantes s'appliquent :

(*a*) the bailee is a carrier to whom physical possession of the property has been transferred solely for the purpose of shipping the property, or

(*b*) the bailee has not, at or before that time, given the registrant a certificate described in paragraph (2)(*c*),

the following rules apply:

a) si, aux termes de la convention conclue avec le dépositaire concernant l'entreposage ou l'expédition du bien, le dépositaire est tenu de transférer la possession matérielle du bien à une personne, autre que

(*c*) where, under the agreement with the bailee for storing or shipping the property, the bailee is required to transfer physical possession of the property to a person, other than the registrant, who is named at that time in the agreement,

(i) the registrant shall be deemed to have transferred physical possession of the property to that person at that time and that person shall be deemed to have acquired physical possession of the property at that time, and

(ii) the registrant shall be deemed not to have transferred physical possession of the property to the bailee and the bailee shall be deemed not to have acquired physical possession of the property, and

(*d*) where, under the agreement with the bailee for storing or shipping the property, the bailee is required to transfer physical possession of the property to the registrant or to another person (in this paragraph referred to as the "consignee") who is to be identified at a later time,

(i) the registrant shall be deemed to retain physical possession of the property, and the bailee shall be deemed not to have acquired physical possession of the property, throughout the period beginning at that time and ending at the earliest of

(A) the time the consignee becomes identified,

(B) the time the bailee transfers physical possession of the property to the registrant, and

(C) where the bailee is not a carrier to whom physical possession of the property has been transferred for the sole purpose of shipping the property, the time the bailee gives the registrant a certificate of the bailee described in paragraph (2)(*c*),

(ii) where the bailee is not a carrier to whom physical possession of the property has been transferred for the sole purpose of shipping the property and the bailee, at a particular time before the time the consignee becomes identified, gives the registrant a certificate of the bailee described in paragraph (2)(*c*), the registrant shall be deemed to have transferred physical possession of the property to the bailee at the particular time and the bailee shall be deemed to have acquired physical possession of the property at that time, and

l'inscrit, désignée nommément dans la convention au moment donné :

(i) l'inscrit est réputé avoir transféré la possession matérielle du bien à cette personne au moment donné, et celle-ci est réputée l'avoir acquise à ce moment,

(ii) l'inscrit est réputé ne pas avoir transféré la possession matérielle du bien au dépositaire, et celui-ci est réputé ne pas l'avoir acquise;

b) si, aux termes de la convention conclue avec le dépositaire concernant l'entreposage ou l'expédition du bien, le dépositaire est tenu de transférer la possession matérielle du bien à l'inscrit ou à une autre personne (appelée « consignataire » au présent alinéa) à identifier plus tard :

(i) l'inscrit est réputé conserver la possession matérielle du bien, et le dépositaire est réputé ne pas l'avoir acquise, durant la période allant du moment donné jusqu'au premier en date des moments suivants :

(A) le moment où le consignataire est identifié,

(B) le moment où le dépositaire transfère la possession matérielle du bien à l'inscrit,

(C) si le dépositaire n'est pas un transporteur auquel la possession matérielle du bien a été transférée uniquement en vue de l'expédition du bien, le moment où le dépositaire remet à l'inscrit le certificat visé à l'alinéa (2)*c*),

(ii) si le dépositaire n'est pas un transporteur auquel la possession matérielle du bien a été transférée uniquement en vue de l'expédition du bien et s'il remet à l'inscrit, à un moment quelconque avant l'identification du consignataire, le certificat visé à l'alinéa (2)*c*), l'inscrit est réputé avoir transféré la possession matérielle du bien au dépositaire à ce moment, et celui-ci est réputé l'avoir acquise à ce moment en vue de fournir au propriétaire du bien un service commercial relatif au bien aux termes d'une convention conclue avec lui,

erty at the particular time for the purpose of making a supply of a commercial service in respect of the property to the owner of the property under an agreement with the owner, and

(iii) where the consignee becomes identified at a particular time before the bailee gives the registrant a certificate of the bailee described in paragraph (2)(*c*) in circumstances described in subparagraph (ii), the registrant shall be deemed to have transferred physical possession of the property to the consignee at the particular time and the consignee shall be deemed to have acquired physical possession of the property at the particular time,

and, for the purposes of this paragraph, a consignee becomes identified at the earliest of

(iv) the time the registrant gives the consignee such documents in writing as are sufficient to enable the consignee to require the bailee to transfer physical possession of the property to the consignee,

(v) the time the registrant directs the bailee in writing to transfer physical possession of the property to the consignee, and

(vi) the time the bailee transfers physical possession of the property to the consignee.

(iii) si le consignataire est identifié à un moment quelconque avant que le dépositaire ne remette à l'inscrit le certificat visé à l'alinéa (2)*c*) dans les circonstances visées au sous-alinéa (ii), l'inscrit est réputé avoir transféré la possession matérielle du bien au consignataire à ce moment, et celui-ci est réputé l'avoir acquise à ce moment.

Pour l'application du présent alinéa, un consignataire est identifié au premier en date des moments suivants :

(iv) le moment où l'inscrit remet au consignataire les documents dont il a besoin pour obtenir que le dépositaire lui transfère la possession matérielle du bien,

(v) le moment où l'inscrit ordonne par écrit au dépositaire de transférer la possession matérielle du bien au consignataire,

(vi) le moment où le dépositaire transfère la possession matérielle du bien au consignataire.

Goods transferred to bailee by non-resident

(6) For the purposes of this section, section 180 and paragraph (*b*) of the definition "imported taxable supply" in section 217, where a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V transfers physical possession of tangible personal property to a bailee who is a registrant for the sole purpose of storing or shipping the property and the bailee

(*a*) is a carrier who is acquiring physical possession of the property for the sole purpose of shipping the property, or

(*b*) does not claim an input tax credit in respect of the acquisition or importation of the property,

Produits transférés au dépositaire par un non-résident

(6) Pour l'application du présent article, de l'article 180 et de l'alinéa *b*) de la définition de « fourniture taxable importée » à l'article 217, lorsqu'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V transfère à une personne donnée — dépositaire ou transporteur — qui est un inscrit la possession matérielle d'un bien meuble corporel uniquement en vue de l'entreposage ou de l'expédition du bien, la personne donnée est réputée ne pas avoir acquis la possession matérielle du bien si, selon le cas :

the bailee shall be deemed not to have acquired physical possession of the property.

(4) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) where a registrant who delivered property to a person in Canada before March 28, 1991 was deemed to have made a supply of the property, and to have collected tax in respect of the supply, under section 179 of the said Act as that section read before this Act was assented to, and the registrant included an amount as or on account of that tax in determining the net tax of the registrant for a reporting period of the registrant beginning before that date, that section applies to the delivery of the property as if this section had not come into force; and

(*b*) paragraph 179(2)(*c*) of the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to a registrant in respect of particular property where the registrant, before October 30, 1992, transfers physical possession of the particular property to a person who is registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the said Act.

(5) Subsections (2) and (3) shall be deemed to have come into force on October 30, 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

45. (1) Section 180 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Receipt of property from non-resident

180. For the purposes of determining an input tax credit of, or the amount of a rebate payable to, a particular person under section 259 or 260, where a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V

(*a*) either

(i) makes a supply of tangible personal property to the particular person and delivers the property, or makes it available to the particular person for its use, in Canada, and

a) elle est un transporteur qui acquiert la possession matérielle du bien uniquement en vue de l'expédition du bien;

b) elle ne demande pas de crédit de taxe sur les intrants relativement à l'acquisition ou à l'importation du bien.

(4) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) lorsque l'inscrit qui a livré un bien à une personne au Canada avant le 28 mars 1991 est réputé avoir fourni le bien, et avoir perçu la taxe relative à la fourniture, en application de l'article 179 de la même loi dans sa version applicable avant la sanction de la présente loi, et qu'il a inclus un montant au titre de cette taxe dans le calcul de sa taxe nette pour une de ses périodes de déclaration commençant avant cette date, cet article s'applique à la livraison du bien comme si le présent article n'était pas entré en vigueur;**

***b*) l'alinéa 179(2)*c*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas à un inscrit relativement à un bien si l'inscrit, avant le 30 octobre 1992, transfère la possession matérielle du bien à une personne qui est inscrite aux termes de la sous-section d de la section V de la partie IX de la même loi.**

(5) Les paragraphes (2) et (3) sont réputés entrés en vigueur le 30 octobre 1992.

1990, ch. 45, par. 12(1)

45. (1) L'article 180 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Réception d'un bien d'un non-résident

180. Aux fins du calcul du crédit de taxe sur les intrants d'une personne donnée ou du montant du remboursement payable à cette personne en vertu des articles 259 ou 260, lorsqu'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V :

a) selon le cas :

(i) fournit un bien meuble corporel à la personne donnée et le lui livre au

Clause 45: (1) Section 180 at present reads as follows:

180. (1) For the purposes of determining an input tax credit of a particular registrant, where a non-resident person who is not a registrant

(*a*) makes a supply by way of sale of tangible personal property to the particular registrant,

(*b*) delivers the property, or makes it available, in Canada to the particular registrant before the property is used in Canada,

(*c*) paid tax under Division III in respect of the importation of the property, and

(*d*) provides to the particular registrant evidence, satisfactory to the Minister, that the tax has been paid,

Article 45, (1). — Texte actuel de l'article 180 :

180. (1) Dans le cas où une personne non résidante qui n'est pas un inscrit effectue la fourniture par vente d'un bien meuble corporel au profit d'un inscrit, le lui livre au Canada avant qu'il n'y soit utilisé, ou l'y met à sa disposition, paie la taxe prévue par la section III relativement à l'importation du bien et remet à l'inscrit des preuves, satisfaisantes au ministre, que cette taxe a été payée, l'inscrit est réputé, aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants, avoir payé, au moment où la personne non résidante a payé la taxe, une taxe relative à la fourniture égale à cette taxe.

(2) Dans le cas où une personne non résidante, à l'exclusion d'un inscrit, fournit à un inscrit un bien meuble corporel qui a été acquis, fabriqué ou

ble, in Canada to the particular person before the property is used in Canada by or on behalf of the non-resident person, or

(ii) where the particular person is a registrant, causes physical possession of tangible personal property to be transferred in Canada to the particular person in circumstances in which the particular person is acquiring physical possession of the property for the purpose of making a taxable supply of a commercial service in respect of the property to the non-resident person,

(*b*) has paid tax under Division III in respect of the importation of the property or has paid tax in respect of a supply of the property deemed under subsection 179(1) to have been made by a registrant, and

(*c*) provides to the particular person evidence, satisfactory to the Minister, that the tax has been paid,

the particular person shall be deemed

(*d*) to have paid, at the time the non-resident person paid that tax, tax in respect of a supply of the property to the particular person equal to that tax, and

(*e*) in a case described in subparagraph (*a*)(ii), to have acquired the property for use exclusively in commercial activities of the particular person.

Canada, ou l'y met à sa disposition, avant qu'il n'y soit utilisé par elle ou pour son compte,

(ii) si la personne donnée est un inscrit, lui fait transférer, au Canada, la possession matérielle d'un bien meuble corporel dans des circonstances telles qu'elle l'acquiert en vue d'effectuer, au profit de la personne non-résidente, la fourniture taxable d'un service commercial relatif au bien,

b) a payé la taxe prévue à la section III relativement à l'importation du bien ou a payé la taxe relative à la fourniture du bien qui est réputée, par le paragraphe 179(1), avoir été effectuée par un inscrit,

c) remet à l'inscrit des documents propres à convaincre le ministre que la taxe a été payée,

la personne donnée est réputée :

d) avoir payé, au moment où la personne non-résidente a payé cette taxe et relativement à une fourniture du bien effectuée au profit de la personne donnée, une taxe égale à cette taxe;

e) dans le cas visé au sous-alinéa *a*)(ii), avoir acquis le bien pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

46. (1) Sections 181 and 182 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

46. (1) Les articles 181 et 182 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Meaning of "coupon"

181. (1) In this section, "coupon" includes a voucher, receipt, ticket or other device but does not include a gift certificate.

181. (1) Pour l'application du présent article, sont assimilés à des bons les pièces justificatives, les reçus, les billets et les autres pièces, à l'exclusion des certificats-cadeaux.

Définition de « bon »

Acceptance of reimbursable coupon

(2) For the purposes of this Part, other than subsection 223(1), where at any time a registrant accepts, in full or partial consideration for a taxable supply of property or a service (other than a zero-rated supply), a coupon that entitles the recipient of the supply to a reduction of the price of the property

(2) Pour l'application de la présente partie, sauf le paragraphe 223(1), lorsqu'un inscrit accepte, en contrepartie, même partielle, de la fourniture taxable d'un bien ou d'un service, sauf une fourniture détaxée, un bon qui permet à l'acquéreur de bénéficier d'une réduction du prix du bien ou du service égale

Acceptation d'un bon remboursable

e particular registrant shall be deemed to have paid, at the time the non-sident person paid that tax, tax in respect of the supply to the particular gistrant of the property equal to the tax paid by the non-resident person.

(2) For the purposes of determining an input tax credit of a particular gistrant, where

(*a*) a non-resident person who is not a registrant makes a supply to the particular registrant of tangible personal property that was manufactured, produced or acquired by another registrant,

(*b*) the property is delivered or made available in Canada by the other registrant to the particular registrant in performance of the obligation of the non-resident person to supply the property to the particular registrant,

(*c*) the non-resident person has paid the tax deemed under section 179 to have been collected by the other registrant in respect of the supply to the non-resident person of the property, and

(*d*) the non-resident person provides the particular registrant with evidence, satisfactory to the Minister, that the tax has been paid,

ne particular registrant shall be deemed to have paid, at the time the non-esident person paid that tax, tax in respect of the supply to the particular egistrant of the property equal to that tax.

produit par un autre inscrit, paye la taxe réputée par l'article 179 avoir été perçue par l'autre inscrit relativement à la fourniture du bien au profit de cette personne et remet à l'inscrit des preuves, pouvant convaincre le ministre, que la taxe a été payée, l'inscrit est réputé aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants, si le bien lui est livré au Canada, ou y est mis à sa disposition, par l'autre inscrit en exécution de l'obligation de la personne non résidante de lui fournir le bien, avoir payé, au moment où la personne non résidante a payé la taxe, une taxe relative à la fourniture égale à cette taxe.

Clause 46: (1) Sections 181 and 182 at present read as ollows:

181. (1) For the purposes of this Part, where a supplier, in full or partial consideration for a taxable supply of property or a service, accepts a coupon, voucher or other device (other than a gift certificate) that may be exchanged for the property or service or that entitles the recipient of the supply to a reduction of, or a discount on, the price of the property or service, and another person pays, at any time, an amount to the supplier for the redemption of the coupon, voucher or device,

(*a*) the amount shall be deemed not to be consideration for a supply; and

(*b*) the payment and receipt of the amount shall be deemed not to be a financial service.

(2) Where a supplier makes a taxable supply in Canada of property or a service (other than a zero-rated supply) and a particular person acquires the property or service, either from the supplier or from another person

Article 46, (1). — Texte actuel des articles 181 et 182 :

181. (1) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où le fournisseur d'une fourniture taxable d'un bien ou d'un service accepte, en contrepartie totale ou partielle, un bon — y compris une pièce justificative ou une autre pièce, mais à l'exclusion d'un certificat-cadeau — qui est échangeable contre le bien ou le service ou qui permet à l'acquéreur de bénéficier d'une réduction ou d'un rabais sur le prix du bien ou du service et où une autre personne verse un montant au fournisseur pour racheter le bon, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) le montant est réputé ne pas être la contrepartie d'une fourniture;

b) le versement ou la réception du montant est réputé ne pas être un service financier.

(2) Dans le cas où un fournisseur effectue la fourniture taxable au Canada, sauf une fourniture détaxée, d'un bien ou d'un service qu'une personne acquiert du fournisseur ou de quelqu'un d'autre et verse à la personne une remise relativement au bien ou au service, les présomptions

or service equal to a fixed dollar amount specified in the coupon (in this subsection referred to as the "coupon value") and the registrant can reasonably expect to be paid an amount for the redemption of the coupon by another person, the following rules apply:

(*a*) the tax collectible by the registrant in respect of the supply shall be deemed to be the tax that would be collectible if the coupon were not accepted;

(*b*) the registrant shall be deemed to have collected, at that time, a portion of the tax collectible equal to the tax fraction of the coupon value; and

(*c*) the tax payable by the recipient in respect of the supply shall be deemed to be the amount determined by the formula

A - B

where

A is the tax collectible by the registrant in respect of the supply, and

B is the tax fraction of the coupon value.

au montant fixe indiqué sur le bon (appelé « valeur du bon » au présent paragraphe) et que l'inscrit peut raisonnablement s'attendre à recevoir un montant pour le rachat du bon, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) la taxe percevable par l'inscrit relativement à la fourniture est réputée égale à celle qui serait percevable s'il n'acceptait pas le bon;

b) l'inscrit est réputé avoir perçu, au moment de l'acceptation du bon, la partie de la taxe percevable qui correspond à la fraction de taxe de la valeur du bon;

c) la taxe payable par l'acquéreur relativement à la fourniture est réputée égale au montant calculé selon la formule suivante :

A - B

où :

A représente la taxe percevable par l'inscrit relativement à la fourniture,

B la fraction de taxe de la valeur du bon.

Acceptance of non-reimbursable coupon

(3) Where at any time a registrant accepts, in full or partial consideration for a taxable supply of property or a service (other than a zero-rated supply), a coupon that entitles the recipient of the supply to a reduction of the price of the property or service equal to a fixed dollar amount specified in the coupon (in this subsection referred to as the "coupon value") and the registrant can reasonably expect not to be paid an amount for the redemption of the coupon by another person, the registrant shall, for the purposes of this Part, treat the coupon

(*a*) as reducing the value of the consideration for the supply as provided for in subsection (4); or

(*b*) as a partial cash payment that does not reduce the value of the consideration, in which event subsection (2) applies and the registrant may claim an input tax credit for the reporting period of the registrant that includes that time equal to the tax fraction of the coupon value.

Acceptation d'un bon non remboursable

(3) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui accepte, en contrepartie, même partielle, de la fourniture taxable d'un bien ou d'un service, sauf une fourniture détaxée, un bon qui permet à l'acquéreur de bénéficier d'une réduction sur le prix du bien ou du service égale au montant fixe indiqué sur le bon (appelé « valeur du bon » au présent paragraphe) et qui peut raisonnablement s'attendre à ne pas recevoir de montant pour le rachat du bon doit considérer que le bon :

a) soit réduit la valeur de la contrepartie de la fourniture en conformité avec le paragraphe (4);

b) soit représente un paiement au comptant partiel qui ne réduit pas la valeur de la contrepartie, auquel cas le paragraphe (2) s'applique et l'inscrit peut demander, pour sa période de déclaration qui comprend le moment de l'acceptation du bon, un crédit de taxe sur les intrants égal à la fraction de taxe de la valeur du bon.

is, at any time, paid a rebate by the supplier in respect of the property ervice,

a) where the supply by the supplier was made at a time when the upplier was a registrant, for the purpose of determining an input tax redit, the supplier shall be deemed to have received a taxable supply of service for use exclusively in a commercial activity of the supplier and o have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to the tax raction of the amount of the rebate; and

b) where the particular person is a registrant who is entitled to claim n input tax credit or a rebate of tax in respect of the acquisition of the property or service, the particular person shall be deemed, for the purposes of this Part, to have made a taxable supply of a service and to have collected, at that time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$A \times \frac{B}{C} \times D$$

where

A is the tax fraction,

B is the input tax credit of, or the rebate of tax to, the particular person in respect of the acquisition of the property or service,

C is the total tax payable by the particular person in respect of the acquisition of the property or service by the particular person, and

D is the amount of the rebate paid to the particular person by the supplier.

(3) Subsections (1) and (2) do not apply where the amount paid by the pplier in respect of the coupon, voucher or other device or by the registrant in respect of the property or service, as the case may be, is the mount of an adjustment, refund or credit in respect of which subsection 232(3) applies.

182. For the purposes of this Part, where at any time, as a consequence f the breach, modification or termination of an agreement for the making f a taxable supply (other than a zero-rated supply) of property or a ervice in Canada by or to a registrant,

(*a*) an amount is paid or forfeited, or becomes payable, by a person to the registrant otherwise than as consideration for the supply, or

(*b*) a debt or other obligation (other than consideration for the supply) of the registrant to a person is reduced or extinguished without payment on account of the debt or obligation,

he registrant shall be deemed to have made a taxable supply of the roperty or service in Canada to the person and to have collected tax from he person at that time, equal to the tax fraction of the amount so paid, orfeited, payable or extinguished, or the amount by which the debt or ther obligation was so reduced, as the case may be, and the person shall e deemed to have received that supply and to have paid, at that time, hat tax.

suivantes s'appliquent :

a) si la fourniture est effectuée lorsque le fournisseur est un inscrit, le fournisseur est réputé, aux fins du calcul d'un crédit de taxe sur les intrants :

(i) avoir reçu la fourniture taxable d'un service à utiliser exclusivement dans le cadre de son activité commerciale,

(ii) avoir payé, au moment du versement de la remise, la taxe relative à la fourniture, égale à la fraction de taxe de la remise;

b) pour l'application de la présente partie, la personne est réputée, si elle est un inscrit et a droit au crédit de taxe sur les intrants ou à un remboursement de taxe relativement à l'acquisition :

(i) avoir effectué la fourniture taxable d'un service,

(ii) avoir perçu, au moment du versement de la remise, la taxe relative à la fourniture, calculée selon la formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C} \times D$$

où :

A représente la fraction de taxe;

B le crédit de taxe sur les intrants de la personne ou son remboursement de taxe relativement à l'acquisition;

C le total de la taxe payable par elle relativement à l'acquisition;

D la remise que le fournisseur lui a versée.

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas si le montant payé par le fournisseur au titre du bon, de la pièce justificative ou autre pièce, ou par l'inscrit au titre du bien ou du service, représente un redressement, un remboursement ou un crédit auquel le paragraphe 232(3) s'applique.

182. Pour l'application de la présente partie, dans le cas où, à un moment donné, par suite de l'inexécution, de la modification ou de l'annulation d'une convention portant sur la réalisation d'une fourniture taxable au Canada (sauf une fourniture détaxée) par un inscrit ou à son profit, soit un montant est payé, devient payable ou fait l'objet d'un renonciation par une personne à l'inscrit autrement qu'à titre de contrepartie de la fourniture, soit une dette ou autre obligation (sauf la contrepartie de la fourniture) de l'inscrit envers une personne est réduite ou remise sans paiement, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) l'inscrit est réputé avoir effectué une fourniture taxable au Canada au profit de la personne;

b) l'inscrit est réputé avoir perçu la taxe de la personne à ce moment, égale à la fraction de taxe du montant ainsi payé, payable, remis ou ayant fait l'objet d'une renonciation, ou dont la dette ou l'obligation a ainsi été réduite;

c) la personne est réputée avoir payé cette taxe à ce moment et avoir reçu le bien ou le service fourni.

Acceptance of other coupons

(4) For the purposes of this Part, where a registrant accepts, in full or partial consideration for a supply of property or a service, a coupon that may be exchanged for the property or service or that entitles the recipient of the supply to a reduction of, or a discount on, the price of the property or service and subsection (2) does not apply in respect of the coupon, the value of the consideration for the supply shall be deemed to be the amount, if any, by which the value of the consideration for the supply as otherwise determined for the purposes of this Part exceeds the discount or exchange value of the coupon.

(4) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un inscrit accepte, en contrepartie, même partielle, de la fourniture d'un bien ou d'un service, un bon auquel le paragraphe (2) ne s'applique pas et qui est échangeable contre le bien ou le service ou qui permet à l'acquéreur de bénéficier d'une réduction ou d'un rabais sur le prix du bien ou du service, la valeur de la contrepartie de la fourniture est réputée égale à l'excédent éventuel de cette valeur, déterminée par ailleurs pour l'application de la présente partie, sur la valeur de rabais ou d'échange du bon.

Acceptation d'autres bons

Redemption of coupon

(5) For the purposes of this Part, where a supplier who is a registrant, in full or partial consideration for a taxable supply of property or a service (other than a zero-rated supply), accepts a coupon that may be exchanged for the property or service or that entitles the recipient of the supply to a reduction of, or a discount on, the price of the property or service, and a particular person at any time pays, in the course of a commercial activity of the particular person, an amount to the supplier for the redemption of the coupon, the following rules apply:

(*a*) the amount shall be deemed not to be consideration for a supply;

(*b*) the payment and receipt of the amount shall be deemed not to be a financial service; and

(*c*) where the coupon entitled the recipient to a reduction of the price of the property or service equal to a fixed dollar amount specified in the coupon, the particular person, if a registrant (other than a registrant who is a prescribed registrant for the purposes of subsection 188(5)) at that time, may claim an input tax credit for the reporting period of that particular person that includes that time equal to the tax fraction of that amount, unless all or part of that amount is an amount of an adjustment, refund or credit to which subsection 232(3) applies.

(5) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un fournisseur qui est un inscrit accepte, en contrepartie, même partielle, de la fourniture taxable d'un bien ou d'un service (sauf une fourniture détaxée), un bon qui est échangeable contre le bien ou le service ou qui permet à l'acquéreur de bénéficier d'une réduction ou d'un rabais sur le prix du bien ou du service, et qu'une autre personne verse dans le cadre de ses activités commerciales un montant au fournisseur pour racheter le bon, les règles suivantes s'appliquent :

a) le montant est réputé ne pas être la contrepartie d'une fourniture;

b) le versement et la réception du montant sont réputés ne pas être des services financiers;

c) lorsque le bon permet à l'acquéreur de bénéficier d'une réduction sur le prix du bien ou du service égale au montant fixe indiqué sur le bon, l'autre personne, si elle est un inscrit (sauf un inscrit visé par règlement pour l'application du paragraphe 188(5)) au moment du versement, peut demander, pour sa période de déclaration qui comprend ce moment, un crédit de taxe sur les intrants égal à la fraction de taxe de ce montant, sauf si tout ou partie de ce montant représente le montant d'un redressement, d'un remboursement ou d'un crédit auquel le paragraphe 232(3) s'applique.

Rachat du bon

Rebates

181.1 Where

181.1 Lorsqu'un fournisseur effectue au Canada la fourniture taxable, sauf une fourniture détaxée, d'un bien ou d'un service

Remises

(*a*) a supplier makes a taxable supply in Canada of property or a service (other than a zero-rated supply),

(*b*) a particular person acquires the property or service, either from the supplier or from another person, and is, at a particular time, paid a rebate by the supplier in respect of the property or service, and

(*c*) subsection 232(3) does not apply to the rebate,

the following rules apply:

(*d*) where the supply by the supplier was made at a time when the supplier was a registrant, for the purpose of determining an input tax credit, the supplier shall be deemed to have received a taxable supply of a service for use exclusively in a commercial activity of the supplier and to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the tax fraction of the amount of the rebate, and

(*e*) where the particular person is a registrant who was entitled to claim an input tax credit, or a rebate under Division VI, in respect of the acquisition of the property or service, the particular person shall be deemed, for the purposes of this Part, to have made a taxable supply and to have collected, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$A \times \frac{B}{C} \times D$$

where

A is the tax fraction,

B is the input tax credit or rebate under Division VI that the particular person was entitled to claim in respect of the acquisition of the property or service,

C is the tax payable by the particular person in respect of the acquisition of the property or service, and

D is the amount of the rebate paid to the particular person by the supplier.

qu'une personne acquiert du fournisseur ou de quelqu'un d'autre et verse à la personne, relativement au bien ou au service, une remise à laquelle le paragraphe 232(3) ne s'applique pas, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) s'il est un inscrit au moment de la fourniture, le fournisseur est réputé, aux fins du calcul d'un crédit de taxe sur les intrants, avoir reçu la fourniture taxable d'un service pour utilisation exclusive dans le cadre de son activité commerciale et avoir payé, au moment du versement de la remise et relativement à la fourniture, la taxe égale à la fraction de taxe de la remise;

b) pour l'application de la présente partie, la personne est réputée, si elle est un inscrit qui peut demander un crédit de taxe sur les intrants, ou un remboursement en vertu de la section VI, relativement à l'acquisition, avoir effectué une fourniture taxable et avoir perçu, au moment du versement de la remise, la taxe relative à la fourniture, calculée selon la formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C} \times D$$

où :

A représente la fraction de taxe,

B le crédit de taxe sur les intrants ou le remboursement visé à la section VI que la personne pouvait demander relativement à l'acquisition,

C la taxe payable par elle relativement à l'acquisition,

D la remise que le fournisseur lui a versée.

Gift certificates

181.2 For the purposes of this Part, the issuance or sale of a gift certificate for con-

Certificats - cadeaux

181.2 Pour l'application de la présente partie, la délivrance ou la vente d'un certifi-

sideration shall be deemed not to be a supply and, when given as consideration for a supply of property or a service, the gift certificate shall be deemed to be money.

Forfeiture

182. (1) For the purposes of this Part, where at any time, as a consequence of the breach, modification or termination after 1990 of an agreement for the making of a taxable supply (other than a zero-rated supply) of property or a service in Canada by a registrant, an amount is paid or forfeited by a person to the registrant otherwise than as consideration for the supply,

(*a*) the registrant shall be deemed to have made to the person, and the person shall be deemed to have received from the registrant, a taxable supply of the property or service for consideration equal to the consideration fraction of the amount paid or forfeited, as the case may be; and

(*b*) except where the agreement was entered into in writing before 1991, the amount is paid or forfeited, as the case may be, after 1992 and tax in respect of the amount was not contemplated in the agreement, the registrant shall be deemed to have collected, and the person shall be deemed to have paid, at that time, tax in respect of the supply calculated on that consideration.

Extinguishing debt, etc.

(2) For the purposes of this Part, where at any time, as a consequence of the breach, modification or termination after 1990 of an agreement for the making of a taxable supply (other than a zero-rated supply) of property or a service in Canada by or to a registrant, a debt or other obligation (other than consideration for the supply) of the registrant to a person is reduced or extinguished without payment on account of the debt or obligation,

(*a*) the registrant shall be deemed to have made to the person, and the person shall be deemed to have received from the registrant, a taxable supply of the property or service for consideration equal to the con-

cat-cadeau à titre onéreux est réputée ne pas être une fourniture. Toutefois, le certificat-cadeau donné en contrepartie de la fourniture d'un bien ou d'un service est réputé être de l'argent.

Renonciation

182. (1) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où, à un moment donné, par suite de l'inexécution, de la modification ou de l'annulation, après 1990, d'une convention portant sur la réalisation d'une fourniture taxable au Canada, sauf une fourniture détaxée, par un inscrit, un montant est payé par une personne à l'inscrit, ou fait l'objet d'une renonciation par une personne en faveur de l'inscrit, autrement qu'à titre de contrepartie de la fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) l'inscrit est réputé avoir effectué au profit de la personne, et celle-ci avoir reçu de l'inscrit, une fourniture taxable pour une contrepartie égale à la fraction de contrepartie du montant payé ou ayant fait l'objet de la renonciation;

b) à moins que la convention n'ait été conclue par écrit avant 1991, que le montant n'ait été payé ou n'ait fait l'objet d'une renonciation après 1992 et que la taxe relative au montant n'ait pas été prévue par la convention, l'inscrit est réputé avoir perçu, et la personne avoir payé, au moment donné et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur cette contrepartie.

Remise de dett

(2) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où, à un moment donné, par suite de l'inexécution, de la modification ou de l'annulation, après 1990, d'une convention portant sur la réalisation d'une fourniture taxable au Canada, sauf une fourniture détaxée, par un inscrit ou à son profit, une dette ou autre obligation (sauf la contrepartie de la fourniture) de l'inscrit envers une personne est réduite ou remise sans paiement au titre de la dette ou de l'obligation, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) l'inscrit est réputé avoir effectué au profit de la personne, et celle-ci avoir reçu de l'inscrit, une fourniture taxable pour une contrepartie égale à la fraction de contre-

sideration fraction of the amount extinguished or by which the debt or obligation was reduced, as the case may be; and

(*b*) except where the agreement was entered into in writing before 1991, the debt or obligation is reduced or extinguished, as the case may be, after 1992 and tax in respect of the amount was not contemplated in the agreement, the registrant shall be deemed to have collected, and the person shall be deemed to have paid, at that time tax in respect of the supply calculated on that consideration.

partie du montant remis ou du montant dont la dette ou l'obligation a été réduite;

b) à moins que la convention n'ait été conclue par écrit avant 1991, que la dette ou l'obligation n'ait été réduite ou remise après 1992 et que la taxe relative au montant n'ait pas été prévue par la convention, l'inscrit est réputé avoir perçu, et la personne avoir payé, au moment donné et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur cette contrepartie.

Exception

(3) Subsection (1) does not apply to that part of any amount paid or forfeited in respect of the breach, modification or termination of an agreement for the making of a supply where that part is

(*a*) an additional amount that is charged to a person because the consideration for the supply is not paid within a reasonable period and is such an amount referred to in section 161;

(*b*) an amount paid by one railway corporation to another railway corporation as or on account of a penalty for failure to return rolling stock within a stipulated time; or

(*c*) an amount paid as or on account of demurrage.

Exception

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la partie de tout montant payée ou remise relativement à l'inexécution, la modification ou l'annulation d'une convention portant sur la réalisation d'une fourniture, si cette partie constitue, selon le cas :

a) un montant supplémentaire visé à l'article 161 et exigé d'une personne parce que la contrepartie n'est pas versée dans un délai raisonnable;

b) un montant versé par une compagnie de chemin de fer à une autre au titre d'une pénalité pour défaut de remettre du matériel roulant dans le délai imparti;

c) une surestarie ou un droit de stationnement.

(2) Section 181.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

Rebates

181.1 Where

(*a*) a registrant makes a taxable supply in Canada of property or a service (other than a zero-rated supply),

(*b*) a particular person acquires the property or service, either from the registrant or from another person,

(*c*) the registrant pays, at any time, a rebate in respect of the property or service to the particular person and therewith provides written indication that a portion of the rebate is an amount on account of tax, and

(2) L'article 181.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Remises

181.1 Lorsqu'un inscrit effectue au Canada la fourniture taxable, sauf une fourniture détaxée, d'un bien ou d'un service qu'une personne acquiert de l'inscrit ou de quelqu'un d'autre et verse à la personne, relativement au bien ou au service, une remise, à laquelle le paragraphe 232(3) ne s'applique pas, accompagnée d'un écrit portant qu'une partie de la remise représente un montant de taxe, les règles suivantes s'appliquent :

a) l'inscrit peut demander un crédit de taxe sur les intrants égal à la fraction de taxe de la remise pour sa période de déclaration qui comprend le moment du versement de la remise;

(*d*) subsection 232(3) does not apply to the rebate,

the following rules apply:

(*e*) the registrant may claim an input tax credit for the reporting period of the registrant that includes that time equal to the tax fraction of the amount of the rebate, and

(*f*) where the particular person is a registrant who was entitled to claim an input tax credit, or a rebate under Division VI, in respect of the acquisition of the property or service, the particular person shall be deemed, for the purposes of this Part, to have made a taxable supply and to have collected, at that time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$A \times \frac{B}{C} \times D$$

where

A is the tax fraction,

B is the input tax credit or rebate under Division VI that the particular person was entitled to claim in respect of the acquisition of the property or service,

C is the tax payable by the particular person in respect of the acquisition of the property or service, and

D is the amount of the rebate paid to the particular person by the registrant.

b) pour l'application de la présente partie, la personne est réputée, si elle est un inscrit qui peut demander un crédit de taxe sur les intrants, ou un remboursement en vertu de la section VI, relativement à l'acquisition, avoir effectué une fourniture taxable et avoir perçu, au moment du versement de la remise, la taxe relative à la fourniture, calculée selon la formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C} \times D$$

où :

A représente la fraction de taxe,

B le crédit de taxe sur les intrants ou le remboursement visé à la section VI que la personne pouvait demander relativement à l'acquisition,

C la taxe payable par elle relativement à l'acquisition,

D la remise que l'inscrit lui a versée.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subsection 182(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), applies to amounts that became payable by a person at any time before 1993 as though those amounts were paid at that time by the person.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le paragraphe 182(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux montants devenus payables par une personne à un moment donné avant 1993 comme si la personne avait payé ces montants à ce moment.

(4) Subsection (2) applies to rebates paid after 1992.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux remises versées après 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

47. (1) Section 183 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

47. (1) L'article 183 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Seizure and repossession

183. (1) Where at any time after 1990 property that was last supplied by way of

183. (1) Dans le cas où, après 1990, un bien qui a été fourni la dernière fois par ven-

Saisie et reprise de possession

Clause 47: (1) Section 183 at present reads as follows:

183. (1) For the purposes of this Part, where at any time property of a articular person is, for the purpose of satisfying in whole or in part a debt

Article 47, (1). — Texte actuel de l'article 183 :

183. (1) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où le bien d'une personne est saisi ou fait l'objet d'une reprise de possession, en

sale to, or manufactured, constructed or produced by, a person is, for the purpose of satisfying in whole or in part a debt or obligation owing by the person to another person (in this section referred to as the "creditor"), seized or repossessed by the creditor under any right or power exercisable by the creditor, the following rules apply:

(*a*) the person shall be deemed, for the purposes of this Part, to have made, at that time, a supply of the property for no consideration; and

(*b*) the creditor shall be deemed, for the purposes of this Part, to have acquired the property at that time for no consideration.

te à une personne, ou qui a été fabriqué, construit ou produit par elle, est saisi ou fait l'objet d'une reprise de possession par un créancier en exécution d'un droit ou d'un pouvoir qu'il peut exercer et en acquittement total ou partiel d'une dette ou d'une obligation de la personne envers lui, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) la personne est réputée, pour l'application de la présente partie, avoir effectué, au moment de la saisie ou de la reprise de possession, une fourniture du bien à titre gratuit;

b) le créancier est réputé, pour l'application de la présente partie, avoir acquis le bien à ce moment à titre gratuit.

Supply in commercial activity

(2) Subject to subsection (3), where at any time a creditor who has seized or repossessed property, in circumstances in which subsection (1) applies, makes a particular supply (other than an exempt supply) of the property, except where any of subsections (4) to (6) applied at an earlier time in respect of the use of the property by the creditor, the creditor shall be deemed, for the purposes of this Part, to have made the particular supply in the course of a commercial activity of the creditor and anything done by the creditor in the course of, or in connection with, the making of the supply and not in connection with the seizure or repossession shall be deemed to have been done in the course of the commercial activity.

Fourniture dans le cadre d'une activité commerciale

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le créancier qui fournit, en dehors du cadre d'une fourniture exonérée, un bien qu'il a saisi ou dont il a repris possession dans les circonstances visées au paragraphe (1) est réputé, pour l'application de la présente partie, avoir fourni le bien dans le cadre d'une activité commerciale, sauf si l'un des paragraphes (4) à (6) s'est déjà appliqué relativement à l'utilisation du bien par lui. Par ailleurs, tout acte accompli par le créancier dans le cadre, ou à l'occasion, de la réalisation de la fourniture mais non à l'occasion de la saisie ou de la reprise de possession est réputé accompli dans le cadre de l'activité commerciale.

Court seizures

(3) Where a court, for the purposes of satisfying an amount owing under a judgment of the court, orders a sheriff, bailiff or other officer of the court to seize property of the judgment debtor and subsequently makes a supply of the property, the supply of the property by the court shall be deemed, for the purposes of this Part, to be a supply made otherwise than in the course of a commercial activity.

Saisie par un tribunal

(3) Pour l'application de la présente partie, le tribunal qui ordonne à un shérif, un huissier ou autre fonctionnaire judiciaire de saisir un bien du débiteur en vertu d'un jugement en acquittement d'un montant dû par suite du jugement et qui fournit le bien ultérieurement est réputé avoir effectué la fourniture en dehors du cadre d'une activité commerciale.

Use of real property

(4) For the purposes of this Part, where a creditor who has seized or repossessed real property in circumstances in which subsection (1) applies or would, but for subsection (11), apply, begins at any time to use the property otherwise than in the making of a

Utilisation d'un immeuble

(4) Pour l'application de la présente partie, le créancier qui, à un moment donné, commence à utiliser l'immeuble — qu'il a saisi ou dont il a repris possession dans les circonstances visées au paragraphe (1), ou qui seraient visées à ce paragraphe sans le

r obligation owing by the particular person, seized or repossessed by nother person under any right or power exercisable by the other person,

(*a*) the particular person shall be deemed to have made, at that time, a supply of the property for no consideration; and

(*b*) subject to subsections (3) and (5), the other person shall be deemed to have acquired the property for no consideration.

(2) Subject to subsection (4), where a person who has seized or repossessed property, in circumstances in which subsection (1) applies, makes a upply of the property, except where the supply is an exempt supply, the erson shall be deemed to have made the supply in the course of commerial activities of the person.

(3) For the purposes of this Part, where at any time a person who has eized or repossessed property begins to use the property otherwise than in he making of a supply of the property, the person shall be deemed to have nade a supply of the property and, except where the supply is an exempt r zero-rated supply, shall be deemed

(*a*) to have collected at that time tax in respect of the supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at that time; and

(*b*) if the person is a registrant, to have acquired the property immediately before that time from a registrant and to have paid that tax immediately before that time.

(4) For the purposes of this Part, where under an order of a court an fficer of the court seizes property and the court subsequently makes a upply of the property, the supply of the property by the court shall be leemed to be a supply made otherwise than in the course of a commercial ctivity.

(5) For the purposes of this Part, where at any time a registrant makes particular taxable supply of property that has been seized or repossessed y the registrant from another person and the registrant provides evidence o establish to the satisfaction of the Minister that the other person has ot received and is not entitled to claim an input tax credit or a rebate in espect of the property, the registrant shall be deemed

(*a*) to have acquired the property, immediately before that time, for consideration equal to the consideration for the particular supply; and

(*b*) to have paid tax, immediately before that time, in respect of the acquisition of the property, calculated on that consideration.

acquittement total ou partiel d'une de ses dettes ou obligations, par une autre personne en exécution d'un droit ou d'un pouvoir qu'elle peut exercer, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) la personne est réputée avoir effectué, au moment de la saisie ou de la reprise de possession, une fourniture du bien à titre gratuit;

b) sous réserve des paragraphes (3) et (5), l'autre personne est réputée avoir acquis le bien à titre gratuit.

(2) Sous réserve du paragraphe (4), la personne qui fournit, autrement que dans le cadre d'une fourniture exonérée, un bien qu'elle a saisi ou dont elle a repris possession dans les circonstances visées au paragraphe (1), est réputée avoir fourni le bien dans le cadre de ses activités commerciales.

(3) Pour l'application de la présente partie, la personne qui, à un moment donné, commence à utiliser le bien qu'elle a saisi ou dont elle a repris possession autrement que pour la réalisation d'une fourniture de ce bien est réputée avoir effectué une fourniture du bien et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée ou détaxée :

a) avoir perçu à ce moment la taxe relative à la fourniture, égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien à ce moment;

b) si elle est un inscrit, avoir acquis le bien immédiatement avant ce moment d'un autre inscrit et avoir payé alors cette taxe.

(4) Pour l'application de la présente partie, la fourniture par un tribunal d'un bien saisi par un fonctionnaire judiciaire en exécution d'une ordonnance est réputée effectuée autrement que dans le cadre d'une activité commerciale.

(5) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui effectue la fourniture taxable d'un bien qu'il a saisi ou dont il a repris possession d'une personne et qui convainc le ministre que la personne n'a pas reçu, ni n'a le droit de recevoir, un crédit de taxe sur les intrants ou un remboursement relatif au bien est réputé :

a) avoir acquis le bien immédiatement avant la fourniture pour une contrepartie égale à celle de la fourniture taxable;

b) avoir payé, immédiatement avant la fourniture, la taxe relative à l'acquisition du bien, calculée sur cette contrepartie.

supply of the property, the creditor shall be deemed to have made a supply of the property at that time and, except where the supply is an exempt supply,

(*a*) to have collected, at that time, tax in respect of the supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at that time; and

(*b*) to have acquired the property and paid that tax at that time.

Use of personal property seized before 1994

(5) For the purposes of this Part, where a creditor who has seized or repossessed personal property from a person before 1994, in circumstances in which subsection (1) applies or would, but for subsection (11), apply, begins at a particular time to use the property otherwise than in the making of a supply of the property, the following rules apply:

(*a*) the creditor shall be deemed

(i) to have received, immediately after the particular time, a particular supply by way of sale of the property, and

(ii) where the property was, at the time it was seized or repossessed, specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176, to have so acquired the property for use, and to use the property at all times after that acquisition until the creditor disposes of the property, exclusively in activities other than commercial activities; and

(*b*) where tax would have been payable had the property been purchased in Canada from the person at the time it was seized or repossessed, the creditor shall be deemed

(i) to have made, at the particular time, a taxable supply of the property and to have collected, at the particular time, tax in respect of that supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at the time it was seized or repossessed, and

paragraphe (11) — à une fin autre que la réalisation de sa fourniture est réputé avoir effectué une fourniture de l'immeuble à ce moment et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée :

a) avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande de l'immeuble à ce moment;

b) avoir acquis l'immeuble et payé cette taxe à ce moment.

Utilisation d'un bien meuble saisi avant 1994

(5) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un créancier commence, à un moment donné, à utiliser le bien meuble d'une personne — qu'il a saisi ou dont il a repris possession avant 1994 dans les circonstances visées au paragraphe (1), ou qui seraient visées à ce paragraphe sans le paragraphe (11) — à une fin autre que la réalisation de sa fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) le créancier est réputé :

(i) avoir reçu, immédiatement après le moment donné, une fourniture du bien par vente,

(ii) si le bien était, au moment de la saisie ou de la reprise de possession, un bien meuble corporel désigné dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176, avoir acquis le bien pour utilisation exclusive dans le cadre d'activités non commerciales et continuer à l'utiliser ainsi sans interruption jusqu'à son aliénation;

b) dans le cas où la taxe aurait été payable si le bien avait été acheté au Canada de la personne au moment de la saisie ou de la reprise de possession, le créancier est réputé :

(i) avoir effectué, au moment donné, une fourniture taxable du bien et avoir perçu, à ce moment et relativement à cette fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment de la saisie ou de la reprise de possession,

(ii) to have paid, immediately after the particular time, tax in respect of the particular supply equal to the amount determined under subparagraph (i).

(ii) avoir payé, immédiatement après le moment donné et relativement à la fourniture visée au sous-alinéa *a*)(i), une taxe égale au montant déterminé selon le sous-alinéa (i).

Use of personal property seized after 1993

(6) For the purposes of this Part, where a creditor who has seized or repossessed personal property from a person after 1993, in circumstances in which subsection (1) applies or would, but for subsection (11), apply, begins at a particular time to use the property otherwise than in the making of a supply of the property,

(*a*) the creditor shall be deemed

(i) to have received, immediately after the particular time, a supply of the property and to have paid, immediately after the particular time, tax in respect of that supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at the time it was seized or repossessed, and

(ii) where the property was, at the time it was seized or repossessed, specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176, to have so acquired the property for use, and to use the property at all times after that acquisition until the creditor disposes of the property, exclusively in activities other than commercial activities; and

(*b*) where tax would have been payable had the property been purchased in Canada from the person at the time it was seized or repossessed, the creditor shall be deemed to have made, at the particular time, a taxable supply of the property and to have collected, at the particular time, tax in respect of that supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at the time it was seized or repossessed.

Utilisation d'un bien meuble saisi après 1993

(6) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un créancier commence, à un moment donné, à utiliser le bien meuble d'une personne — qu'il a saisi ou dont il a repris possession après 1993 dans les circonstances visées au paragraphe (1), ou qui seraient visées à ce paragraphe sans le paragraphe (11) — à une fin autre que la réalisation de sa fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) le créancier est réputé :

(i) avoir reçu, immédiatement après le moment donné, une fourniture du bien et avoir payé, immédiatement après ce moment et relativement à cette fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment de la saisie ou de la reprise de possession,

(ii) si le bien était, au moment de la saisie ou de la reprise de possession, un bien meuble corporel désigné dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176, avoir acquis le bien pour utilisation exclusive dans le cadre d'activités non commerciales et continuer à l'utiliser ainsi sans interruption jusqu'à son aliénation;

b) dans le cas où la taxe aurait été payable si le bien avait été acheté au Canada de la personne au moment de la saisie ou de la reprise de possession, le créancier est réputé avoir effectué, au moment donné, une fourniture taxable du bien et avoir perçu, à ce moment et relativement à cette fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment de la saisie ou de la reprise de possession.

Sale of property

(7) For the purposes of this Part, where a creditor who has seized or repossessed property from a person in circumstances in which

Vente d'un bien

(7) Pour l'application de la présente partie, le créancier qui effectue, à un moment donné, la fourniture taxable par vente, sauf

subsection (1) applies makes at any time a particular taxable supply of the property by way of sale (other than a supply deemed, under any provision of this Part other than section 177, to have been made), the creditor was not deemed under subsection (4), (5), (6) or (8) to have made or received a supply of the property at an earlier time and the creditor provides evidence satisfactory to the Minister that the person has not received and is not entitled to claim an input tax credit or a rebate in respect of the property, the creditor shall be deemed

(*a*) to have received a supply of the property immediately before that time for consideration equal to the consideration for the particular supply; and

(*b*) to have paid, immediately before that time, tax in respect of the supply deemed under paragraph (*a*) to have been received equal to the amount determined by the formula

A - B

where

A is tax calculated on that consideration, and

B is the total of all amounts each of which is an input tax credit or a rebate under this Part that the creditor was entitled to claim in respect of the property or an improvement thereto.

une fourniture réputée par une disposition de la présente partie autre que l'article 177 avoir été effectuée, du bien d'une personne — qu'il a saisi ou dont il a repris possession d'une personne dans les circonstances visées au paragraphe (1) — qui n'est pas réputé par les paragraphes (4), (5), (6) ou (8) avoir déjà effectué ou reçu une fourniture du bien et qui convainc le ministre que la personne n'a pas reçu, ni n'a le droit de recevoir, un crédit de taxe sur les intrants ou un montant remboursable relativement au bien est réputé :

a) avoir reçu, immédiatement avant le moment donné, une fourniture du bien pour une contrepartie égale à celle de la fourniture taxable;

b) avoir payé, immédiatement avant le moment donné et relativement à la fourniture réputée par l'alinéa *a*) avoir été reçue, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente la taxe calculée sur cette contrepartie,

B le total des montants représentant chacun un crédit de taxe sur les intrants ou un montant remboursable en vertu de la présente partie que le créancier pouvait demander relativement au bien ou à des améliorations afférentes.

Lease of property

(8) For the purposes of this Part, where at any time a creditor who has seized or repossessed property from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes a particular taxable supply of the property by way of lease, licence or similar arrangement, the creditor was not deemed under any of subsections (4) to (6) to have made or received a supply of the property at an earlier time and no tax would have been payable by the creditor had the creditor purchased the property in Canada from the person at the time it was seized or repossessed, except where

(*a*) the particular supply is made outside Canada or is a zero-rated supply, and

Location d'un bien

(8) Pour l'application de la présente partie, le créancier qui, à un moment donné, effectue la fourniture taxable par bail, licence ou accord semblable du bien d'une personne — qu'il a saisi ou dont il a repris possession d'une personne dans les circonstances visées au paragraphe (1) — qui n'est pas réputé par l'un des paragraphes (4) à (6) avoir déjà effectué ou reçu une fourniture du bien et qui n'aurait eu à payer aucune taxe s'il avait acheté le bien au Canada de la personne au moment de la saisie ou de la reprise de possession est réputé :

a) avoir reçu une fourniture du bien immédiatement avant le moment donné;

(*b*) the property was seized or repossessed by the creditor before 1994 or was, at the time it was seized or repossessed, used specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176,

the creditor shall be deemed

(*c*) to have received a supply of the property immediately before the particular time, and

(*d*) to have paid, immediately before the particular time, tax in respect of that supply calculated on the fair market value of the property at the time it was seized or repossessed.

b) avoir payé, immédiatement avant le moment donné et relativement à cette fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment de la saisie ou de la reprise de possession.

Le présent paragraphe ne s'applique pas si :

c) d'une part, la fourniture taxable est effectuée à l'étranger ou constitue une fourniture détaxée;

d) d'autre part, le bien a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession par le créancier avant 1994 ou était, au moment de la saisie ou de la reprise de possession, un bien meuble corporel désigné d'occasion dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176.

(2) Paragraphs 183(1)(*a*) and (*b*) of the said Act, as enacted by subsection (1), are repealed and the following substituted therefor:

(*a*) for the purposes of this Part, the person shall be deemed to have made, and the creditor shall be deemed to have received, at that time, a supply by way of sale of the property;

(*b*) for the purposes of this Part (other than sections 193 and 257), that supply shall be deemed to have been made for no consideration;

(*c*) where the supply referred to in paragraph (*a*) is a taxable supply of real property, for the purposes of sections 193 and 257, the tax payable in respect of the supply shall be deemed to be equal to tax calculated on the fair market value of the property at that time; and

(*d*) where the supply referred to in paragraph (*a*) is a supply included in section 9 of Part I, or in section 25 of Part VI, of Schedule V, for the purposes of sections 193 and 257, the supply shall be deemed to be a taxable supply and the tax payable in respect of the supply shall be deemed to be equal to tax calculated on

(2) Les alinéas 183(1)*a*) et *b*) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) pour l'application de la présente partie, la personne est réputée avoir effectué et le créancier, avoir reçu, au moment donné, une fourniture du bien par vente;

b) pour l'application de la présente partie, sauf les articles 193 et 257, cette fourniture est réputée avoir été effectuée à titre gratuit;

c) dans le cas où la fourniture visée à l'alinéa *a*) est la fourniture taxable d'un immeuble, la taxe payable relativement à la fourniture est réputée, pour l'application des articles 193 et 257, égale à la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné;

d) dans le cas où la fourniture visée à l'alinéa *a*) est une fourniture incluse à l'article 9 de la partie I de l'annexe V ou à l'article 25 de la partie VI de cette annexe, pour l'application des articles 193 et 257, la fourniture est réputée être une fourniture taxable et la taxe payable relativement à la fourniture, être égale à la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné.

the fair market value of the property at that time.

(3) Subsection 183(7) of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

Sale of personal property

(7) For the purposes of this Part, where a creditor who has seized or repossessed personal property from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes at any time a particular taxable supply of the property by way of sale (other than a supply deemed, under any provision of this Part other than section 177, to have been made), the creditor was not deemed under subsection (5), (6) or (8) to have received a supply of the property at an earlier time and no tax would have been payable by the creditor had the creditor purchased the property from the person in Canada at the time it was seized or repossessed, except where

(*a*) the particular supply is made outside Canada or is a zero-rated supply, and

(*b*) the property was seized or repossessed by the creditor before 1994 or was, at the time of the seizure or repossession, used specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176,

the creditor shall be deemed

(*c*) to have received a supply of the property immediately before that time for consideration equal to the consideration for the particular supply, and

(*d*) to have paid, immediately before that time, tax in respect of the supply deemed under paragraph (*c*) to have been received equal to the amount determined by the formula

A - B

where

A is tax calculated on that consideration, and

B is the total of all amounts each of which is an input tax credit or a rebate under this Part that the creditor was

(3) Le paragraphe 183(7) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Vente d'un bien meuble

(7) Pour l'application de la présente partie, le créancier qui effectue, à un moment donné, la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture réputée par une disposition de la présente partie autre que l'article 177 avoir été effectuée, du bien meuble d'une personne — qu'il a saisi ou dont il a repris possession dans les circonstances visées au paragraphe (1) — qui n'est pas réputé par les paragraphes (5), (6) ou (8) avoir déjà reçu une fourniture du bien et qui n'aurait eu aucune taxe à payer s'il avait acheté le bien de la personne au Canada au moment de la saisie ou de la reprise de possession est réputé :

a) avoir reçu, immédiatement avant le moment donné, une fourniture du bien pour une contrepartie égale à celle de la fourniture taxable;

b) avoir payé, immédiatement avant le moment donné et relativement à la fourniture réputée par l'alinéa *a*) avoir été reçue, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente la taxe calculée sur cette contrepartie,

B le total des montants représentant chacun un crédit de taxe sur les intrants ou un montant remboursable en vertu de la présente partie que le créancier pouvait demander relativement au bien ou à des améliorations afférentes.

Le présent paragraphe ne s'applique pas si :

c) d'une part, la fourniture taxable est effectuée à l'étranger ou constitue une fourniture détaxée;

d) d'autre part, le bien a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession par le créancier avant 1994 ou était, au moment de la saisie ou de la reprise de possession,

entitled to claim in respect of the property or an improvement thereto.

un bien meuble corporel désigné d'occasion dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176.

(4) All that portion of subsection 183(8) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le passage du paragraphe 183(8) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Lease of personal property

(8) For the purposes of this Part, where at any time a creditor who has seized or repossessed personal property from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes a particular taxable supply of the property by way of lease, licence or similar arrangement, the creditor was not deemed under subsection (5) or (6) to have received a supply of the property at an earlier time and no tax would have been payable had the property been purchased in Canada from the person at the time it was seized or repossessed, except where

(8) Pour l'application de la présente partie, le créancier qui, à un moment donné, effectue la fourniture taxable par bail, licence ou accord semblable du bien meuble d'une personne — qu'il a saisi ou dont il a repris possession dans les circonstances visées au paragraphe (1) — qui n'est pas réputé par les paragraphes (5) ou (6) avoir déjà reçu une fourniture du bien et qui n'aurait eu à payer aucune taxe s'il avait acheté le bien au Canada de la personne au moment de la saisie ou de la reprise de possession est réputé : Location d'un bien meuble

(5) Section 183 of the said Act, as enacted by subsection (1), is further amended by adding thereto the following subsection:

(5) L'article 183 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est modifié par adjonction de ce qui suit :

Voluntary transfer

(9) For the purposes of this section, where property is at any time voluntarily transferred by a particular person to another person for the purpose of satisfying in whole or in part a debt or obligation in respect of which the particular person is in default, the other person shall be deemed to have seized or repossessed the property from the particular person at that time in circumstances in which subsection (1) applies.

(9) Pour l'application du présent article, lorsqu'une personne transfère volontairement un bien à une autre personne en acquittement de tout ou partie d'une dette ou d'une obligation en souffrance, l'autre personne est réputée avoir saisi le bien au moment du transfert, ou en avoir repris possession à ce moment, dans les circonstances visées au paragraphe (1). Transfert volontaire

(6) Section 183 of the said Act, as enacted by subsection (1) and as amended by subsection (5), is further amended by adding thereto the following subsection:

(6) L'article 183 de la même loi, édicté par le paragraphe (1) et modifié par le paragraphe (5), est modifié par adjonction de ce qui suit :

Debt security

(10) For the purposes of this section, where

(*a*) for the purposes of satisfying in whole or in part a debt or obligation owing by a person, a creditor exercises a right under a debt security to cause the supply of property,

(10) Pour l'application du présent article, le créancier qui exerce, en vertu d'un titre de créance, son droit de faire fournir un bien en règlement de tout ou partie d'une dette ou obligation d'une personne est réputé avoir saisi le bien immédiatement avant cette fourniture si le paragraphe (3) ne s'y applique pas et si un séquestre, au sens du paragraphe 266(1), n'a pas le pouvoir de gérer le Garantie de dette

(*b*) subsection (3) does not apply to the supply, and

(*c*) a receiver (within the meaning assigned by subsection 266(1)) does not have authority in respect of the property,

the creditor shall be deemed to have seized the property immediately before that supply and that supply shall be deemed to have been made by the creditor and not by the person.

bien. Par ailleurs, cette fourniture est réputée effectuée par le créancier et non par la personne.

(7) Section 183 of the said Act, as enacted by subsection (1) and as amended by subsections (5) and (6), is further amended by adding thereto the following subsection:

(7) L'article 183 de la même loi, édicté par le paragraphe (1) et modifié par les paragraphes (5) et (6), est modifié par adjonction de ce qui suit :

Application of s. 266

(11) Where a creditor

(*a*) exercises a right or power to seize or repossess property for the purpose of satisfying in whole or in part a debt or obligation owing by a person and is, in respect of the property, a receiver (within the meaning assigned by subsection 266(1)), or

(*b*) appoints an agent to exercise a right or power to seize or repossess property for the purpose of satisfying in whole or in part a debt or obligation owing by a person and the agent is, in respect of the property, a receiver (within the meaning assigned by subsection 266(1)),

subsections (1), (2) and (7) to (9) do not apply and section 266 applies.

(11) L'article 266, contrairement aux paragraphes (1), (2) et (7) à (9), s'applique dans les cas suivants :

Application de l'article 266

a) un créancier — séquestre (au sens du paragraphe 266(1)) relativement à un bien — exerce son droit ou son pouvoir de saisir le bien, ou d'en reprendre possession, en acquittement de tout ou partie d'une dette ou obligation d'une personne;

b) un créancier nomme un mandataire — séquestre (au sens du paragraphe 266(1)) relativement à un bien — pour exercer un droit ou un pouvoir de saisir le bien, ou d'en reprendre possession, en acquittement de tout ou partie d'une dette ou obligation d'une personne.

(8) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) in applying subsection 183(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), to supplies made by a court before 1993, it shall be read as follows:

(3) Where, under an order of a court, an officer of the court seizes property and the court subsequently makes a supply of the property, the supply shall be deemed, for the purposes of this Part, to be a supply made otherwise than in the course of a commercial activity.

(*b*) where a creditor begins, before October 1992, to use property in circumstances in which subsection 183(5) of the said

(8) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) pour son application aux fournitures effectuées par un tribunal avant 1993, le paragraphe 183(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :**

(3) Pour l'application de la présente partie, la fourniture par un tribunal d'un bien saisi par un fonctionnaire judiciaire en exécution d'une ordonnance est réputée effectuée en dehors du cadre d'une activité commerciale.

***b*) lorsqu'un créancier commence, avant octobre 1992, à utiliser un bien dans les circonstances visées au paragraphe 183(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), il n'est pas tenu compte du**

Act, as enacted by subsection (1), applies, in applying the said subsection 183(5) to the creditor in respect of that property, it shall be read without reference to subparagraph (*a*)(ii) thereof; and

(*c*) where a creditor begins, before October 1992, to use property in circumstances in which subsection 183(6) of the said Act, as enacted by subsection (1), applies, in applying the said subsection 183(6) to the creditor in respect of that property, it shall be read without reference to subparagraph (*a*)(ii) thereof.

(9) Subsections (2) to (4) apply to properties seized or repossessed after March 27, 1991.

(10) Subsection (5) applies to voluntary transfers of property executed after November 4, 1991.

(11) Subsection (6) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(12) Subsection (7) applies to receivers who are vested with authority or appointed after 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

48. (1) Section 184 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Supply to insurer on settlement of claim

184. (1) For the purposes of this Part, where at any time after 1990 property of a person is transferred to an insurer in the course of settling an insurance claim, the following rules apply:

(*a*) the person shall be deemed to have made, at that time, a supply of the property for no consideration; and

(*b*) the insurer shall be deemed to have acquired, at that time, the property for no consideration.

Supply in commercial activity

(2) Where at any time an insurer makes a particular supply (other than an exempt supply) of property transferred to the insurer in circumstances in which subsection (1) applies, except where any of subsections (3) to (5) applied at an earlier time in respect of the use of the property by the insurer, the insurer shall be deemed, for the purposes of this Part, to have made the particular supply

sous-alinéa 183(5)*a*)(ii) pour l'application du même paragraphe 183(5) au créancier relativement à ce bien;

***c*) lorsqu'un créancier commence, avant octobre 1992, à utiliser un bien dans les circonstances visées au paragraphe 183(6) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), il n'est pas tenu compte du sous-alinéa 183(6)*a*)(ii) pour l'application du même paragraphe 183(6) au créancier relativement à ce bien.**

(9) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent aux biens saisis ou ayant fait l'objet d'une reprise de possession après le 27 mars 1991.

(10) Le paragraphe (5) s'applique aux transferts volontaires de biens effectués après le 4 novembre 1991.

(11) Le paragraphe (6) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

(12) Le paragraphe (7) s'applique aux séquestres investis de pouvoirs ou nommés après 1992.

1990, ch. 45, par. 12(1)

48. (1) L'article 184 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fourniture à l'assureur sur règlement de sinistre

184. (1) Pour l'application de la présente partie, lorsque le bien d'une personne est transféré à un assureur après 1990 dans le cadre du règlement d'un sinistre, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) la personne est réputée avoir fourni le bien à titre gratuit au moment du transfert;

b) l'assureur est réputé avoir acquis le bien à titre gratuit au moment du transfert.

Fourniture dans le cadre d'une activité commerciale

(2) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui effectue la fourniture, sauf la fourniture exonérée, d'un bien qui lui a été transféré dans les circonstances visées au paragraphe (1) est réputé, sauf si l'un des paragraphes (3) à (5) s'est déjà appliqué relativement à son utilisation du bien, avoir fourni le bien dans le cadre, ou à l'occasion, d'une activité commerciale. Par ailleurs, tout

Clause 48: (1) Section 184 at present reads as follows:

184. (1) For the purposes of this Part, where at any time property is transferred to an insurer by a person in the course of settling an insurance claim,

(*a*) the person shall be deemed to have made, at that time, a supply of the property for no consideration; and

(*b*) subject to subsection (3), the insurer shall be deemed to have acquired the property for no consideration.

(2) Where an insurer to whom property has been transferred in the course of settling an insurance claim makes a supply of the property, except where the supply is an exempt supply, the insurer shall, for the purposes of this Part, be deemed to have made the supply in the course of commercial activities of the insurer.

(3) For the purposes of this Part, where at any time an insurer to whom property has been transferred in the course of settling an insurance claim begins to use the property otherwise than in the making of a supply of the property, the insurer shall be deemed to have made a supply of the property and, except where the supply is an exempt or zero-rated supply, shall be deemed

(a) to have collected at that time tax in respect of the supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at that time; and

(*b*) if the insurer is a registrant, to have acquired the property immediately before that time from a registrant and to have paid that tax immediately before that time.

Article 48, (1). — Texte actuel de l'article 184 :

184. (1) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où une personne transfère un bien à un assureur dans le cadre du règlement d'un sinistre, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) la personne est réputée avoir fourni le bien à titre gratuit au moment du transfert;

b) sous réserve du paragraphe (3), l'assureur est réputé avoir acquis le bien à titre gratuit.

(2) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui effectue la fourniture d'un bien, sauf une fourniture exonérée, qui lui a été transféré dans le cadre du règlement d'un sinistre est réputé avoir effectué une fourniture dans le cadre de ses activités commerciales.

(3) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui, à un moment donné, commence à utiliser un bien — qui lui a été transféré dans le cadre du règlement d'un sinistre — autrement qu'en vue d'en effectuer la fourniture est réputé avoir effectué la fourniture du bien et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée ou détaxée :

a) avoir perçu, à ce moment, la taxe relative à la fourniture, égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien à ce moment;

b) s'il est un inscrit, avoir acquis le bien immédiatement avant ce moment d'un autre inscrit et avoir payé alors cette taxe.

(4) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui effectue la fourniture taxable d'un bien — qui lui a été transféré par une personne dans le cadre du règlement d'un sinistre — et qui convainc le ministre que la personne n'a pas reçu, ni n'a le droit de recevoir, un crédit de taxe sur les intrants ou un remboursement relatif au bien est réputé :

in the course of a commercial activity of the insurer and anything done by the insurer in the course of, or in connection with, the making of the supply and not in connection with the transfer of the property shall be deemed to have been done in the course of the commercial activity.

acte accompli par l'assureur dans le cadre de la réalisation de la fourniture mais non à l'occasion du transfert du bien est réputé accompli dans le cadre de l'activité commerciale.

Use of real property

(3) For the purposes of this Part, where at any time an insurer to whom real property has been transferred, in circumstances in which subsection (1) applies, begins to use the property otherwise than in the making of a supply of the property, the insurer shall be deemed to have made a supply of the property at that time and, except where the supply is an exempt supply,

(*a*) to have collected, at that time, tax in respect of the supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at that time; and

(*b*) to have acquired the property and paid that tax at that time.

Utilisation d'un immeuble

(3) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui, à un moment donné, commence à utiliser un immeuble — qui lui a été transféré dans les circonstances visées au paragraphe (1) — à une fin autre que la réalisation de sa fourniture est réputé avoir fourni l'immeuble à ce moment et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée :

a) avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande de l'immeuble à ce moment;

b) avoir acquis l'immeuble et avoir payé cette taxe à ce moment.

Use of personal property transferred before 1994

(4) For the purposes of this Part, where an insurer to whom personal property has been transferred from a person before 1994, in circumstances in which subsection (1) applies, begins at a particular time to use the property otherwise than in the making of a supply of the property, the following rules apply:

(*a*) the insurer shall be deemed

(i) to have received, immediately after the particular time, a particular supply of the property, and

(ii) where the property was, at the time it was transferred, specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176, to have so acquired the property for use, and to use the property at all times after that acquisition until the insurer disposes of the property, exclusively in activities other than commercial activities; and

(*b*) where tax would have been payable had the property been purchased in Canada from the person for consideration

Utilisation d'un bien meuble transféré avant 1994

(4) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un assureur commence, à un moment donné, à utiliser un bien meuble — qu'une personne lui a transféré avant 1994 dans les circonstances visées au paragraphe (1) — à une fin autre que la réalisation de sa fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) l'assureur est réputé :

(i) avoir reçu, immédiatement après le moment donné, une fourniture du bien,

(ii) si le bien était, au moment de son transfert, un bien meuble corporel désigné dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176, avoir acquis le bien pour utilisation exclusive dans le cadre d'activités non commerciales et continuer à l'utiliser ainsi jusqu'à son aliénation;

b) dans le cas où la taxe aurait été payable si le bien avait été acheté au Canada de la personne pour une contrepartie au moment de son transfert, l'assureur est réputé :

(4) For the purposes of this Part, where at any time an insurer to whom property has been transferred by another person in the course of settling an insurance claim makes a taxable supply of the property and the insurer provides evidence to establish to the satisfaction of the Minister that the other person has not received and is not entitled to claim an input tax credit or a rebate in respect of the property, the insurer shall be deemed

(*a*) to have acquired the property, immediately before that time, for consideration equal to the consideration for the particular supply; and

(*b*) to have paid tax, immediately before that time, in respect of the acquisition of the property, calculated on that consideration.

a) avoir acquis le bien immédiatement avant la fourniture pour une contrepartie égale à celle de la fourniture taxable;

b) avoir payé, immédiatement avant la fourniture, la taxe relative à l'acquisition du bien, calculée sur cette contrepartie.

at the time it was transferred, the insurer shall be deemed

(i) to have made, at the particular time, a taxable supply of the property and to have collected, at the particular time, tax in respect of that supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at the time it was transferred, and

(ii) to have paid, immediately after the particular time, tax in respect of the particular supply equal to the amount determined under subparagraph (i).

(i) avoir effectué, au moment donné, une fourniture taxable du bien et avoir perçu, à ce moment et relativement à cette fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment de son transfert,

(ii) avoir payé, immédiatement après le moment donné et relativement à la fourniture visée au sous-alinéa *a*)(i), une taxe égale au montant déterminé au sous-alinéa (i).

Use of personal property transferred after 1993

(5) For the purposes of this Part, where an insurer to whom personal property has been transferred from a person after 1993, in circumstances in which subsection (1) applies, begins at a particular time to use the property otherwise than in the making of a supply of the property,

(*a*) the insurer shall be deemed

(i) to have received, immediately after the particular time, a supply of the property and to have paid, immediately after the particular time, tax in respect of that supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at the time it was transferred, and

(ii) where the property was, at the time it was transferred, specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176, to have so acquired the property for use, and to use the property at all times after that acquisition until the insurer disposes of the property, exclusively in activities other than commercial activities; and

(*b*) where tax would have been payable had the property been purchased in Canada from the person at the time it was transferred, the insurer shall be deemed to have made, at the particular time, a taxable supply of the property and to have collected, at the particular time, tax in respect of that supply equal to the tax

Utilisation d'un bien meuble transféré après 1993

(5) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un assureur commence, à un moment donné, à utiliser un bien meuble — qui lui a été transféré par une personne après 1993 dans les circonstances visées au paragraphe (1) — à une fin autre que la réalisation de sa fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) l'assureur est réputé :

(i) avoir reçu, immédiatement après le moment donné, une fourniture du bien et avoir payé, immédiatement après ce moment et relativement à cette fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment de son transfert,

(ii) si le bien était, au moment de son transfert, un bien meuble corporel désigné dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176, avoir acquis le bien pour utilisation exclusive dans le cadre d'activités non commerciales et continuer à l'utiliser ainsi jusqu'à son aliénation;

b) dans le cas où la taxe aurait été payable si le bien avait été acheté au Canada de la personne au moment de son transfert, l'assureur est réputé avoir effectué, au moment donné, une fourniture taxable du bien et avoir perçu, à ce moment et relativement à cette fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment de son transfert.

fraction of the fair market value of the property at the time it was transferred.

Sale of property

(6) For the purposes of this Part, where an insurer to whom property has been transferred from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes at any time a particular taxable supply of the property by way of sale (other than a supply deemed, under any provision of this Part other than section 177, to have been made), the insurer was not deemed under subsection (3), (4), (5) or (7) to have made or received a supply of the property at an earlier time and the insurer provides evidence satisfactory to the Minister that the person has not received and is not entitled to claim an input tax credit or a rebate in respect of the property, the insurer shall be deemed

(*a*) to have received a supply of the property immediately before that time for consideration equal to the consideration for the particular supply; and

(*b*) to have paid, immediately before that time, tax in respect of the supply deemed under paragraph (*a*) to have been received equal to the amount determined by the formula

A - B

where

A is tax calculated on that consideration, and

B is the total of all amounts each of which is an input tax credit or a rebate under this Part that the insurer was entitled to claim in respect of the property or an improvement thereto.

Lease of property

(7) For the purposes of this Part, where at any time an insurer to whom property has been transferred from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes a particular taxable supply of the property by way of lease, licence or similar arrangement, the insurer was not deemed under any of subsections (3) to (5) to have made or received a supply of the property at an earlier time and no tax would have been payable by the insurer had the insurer purchased the property in Canada from the per-

Vente d'un bien

(6) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui effectue, à un moment donné, la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture réputée par une disposition de la présente partie autre que l'article 177 avoir été effectuée, d'un bien qui lui a été transféré par une personne dans les circonstances visées au paragraphe (1), qui n'est pas réputé par les paragraphes (3), (4), (5) ou (7) avoir déjà effectué ou reçu une fourniture du bien et qui convainc le ministre que la personne n'a pas reçu, ni n'a le droit de recevoir, un crédit de taxe sur les intrants ou un montant remboursable relativement au bien est réputé :

a) avoir reçu une fourniture du bien immédiatement avant le moment donné pour une contrepartie égale à celle de la fourniture taxable;

b) avoir payé, immédiatement avant le moment donné et relativement à la fourniture réputée par l'alinéa *a*) avoir été reçue, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente la taxe calculée sur cette contrepartie,

B le total des montants représentant chacun un crédit de taxe sur les intrants ou un montant remboursable en vertu de la présente partie que l'assureur pouvait demander relativement au bien ou à des améliorations afférentes.

Location d'un bien

(7) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui, à un moment donné, effectue la fourniture taxable par bail, licence ou accord semblable d'un bien qui lui a été transféré par une personne dans les circonstances visées au paragraphe (1), qui n'est pas réputé par l'un des paragraphes (3) à (5) avoir déjà effectué ou reçu une fourniture du bien et qui n'aurait eu à payer aucune taxe s'il avait acheté le bien au Canada de la personne au moment de son transfert est réputé :

son at the time the property was transferred, except where

(*a*) the particular supply is made outside Canada or is a zero-rated supply, and

(*b*) the property was transferred to the insurer before 1994 or was, at the time it was transferred, used specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176,

the insurer shall be deemed

(*c*) to have received a supply of the property immediately before the particular time, and

(*d*) to have paid, immediately before the particular time, tax in respect of that supply calculated on the fair market value of the property at the time it was transferred.

a) avoir reçu une fourniture du bien immédiatement avant le moment donné;

b) avoir payé, immédiatement avant le moment donné et relativement à cette fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment de son transfert.

Le présent paragraphe ne s'applique pas si :

c) d'une part, la fourniture taxable est effectuée à l'étranger ou constitue une fourniture détaxée;

d) d'autre part, le bien a été transféré à l'assureur avant 1994 ou était, au moment de son transfert, un bien meuble corporel désigné d'occasion dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176.

(2) Paragraphs 184(1)(*a*) and (*b*) of the said Act, as enacted by subsection (1), are repealed and the following substituted therefor:

(*a*) for the purposes of this Part, the person shall be deemed to have made, and the insurer shall be deemed to have received, at that time, a supply by way of sale of the property;

(*b*) for the purposes of this Part (other than sections 193 and 257), that supply shall be deemed to have been made for no consideration;

(*c*) in the case of a taxable supply of real property, for the purposes of sections 193 and 257, the tax payable in respect of the supply shall be deemed to be equal to tax calculated on the fair market value of the property at that time; and

(*d*) in the case of a supply included in section 9 of Part I, or in section 25 of Part VI, of Schedule V, for the purposes of sections 193 and 257, the supply shall be deemed to be a taxable supply and the tax payable in respect of the supply shall be deemed to be equal to tax calculated on

(2) Les alinéas 184(1)*a*) et *b*) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) pour l'application de la présente partie, la personne est réputée avoir effectué et l'assureur, avoir reçu, au moment donné, une fourniture du bien par vente;

b) pour l'application de la présente partie, sauf les articles 193 et 257, cette fourniture est réputée avoir été effectuée à titre gratuit;

c) dans le cas de la fourniture taxable d'un immeuble, la taxe payable relativement à la fourniture est réputée, pour l'application des articles 193 et 257, égale à la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné;

d) dans le cas d'une fourniture incluse à l'article 9 de la partie I de l'annexe V ou à l'article 25 de la partie VI de cette annexe, pour l'application des articles 193 et 257, la fourniture est réputée être une fourniture taxable et la taxe payable relativement à la fourniture, être égale à la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné.

the fair market value of the property at that time.

(3) Subsection 184(6) of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

Sale of personal property

(6) For the purposes of this Part, where an insurer to whom personal property has been transferred from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes at any time a particular taxable supply of the property by way of sale (other than a supply deemed, under any provision of this Part other than section 177, to have been made), the insurer was not deemed under subsection (4), (5) or (7) to have received a supply of the property at an earlier time and no tax would have been payable by the insurer had the insurer purchased the property from the person in Canada at the time it was transferred, except where

(*a*) the particular supply is made outside Canada or is a zero-rated supply, and

(*b*) the property was transferred to the insurer before 1994 or was, at the time of the transfer, used specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176,

the insurer shall be deemed

(*c*) to have received a supply of the property immediately before that time for consideration equal to the consideration for the particular supply, and

(*d*) to have paid, immediately before that time, tax in respect of the supply deemed under paragraph (*c*) to have been received equal to the amount determined by the formula

A - B

where

A is tax calculated on that consideration, and

B is the total of all amounts each of which is an input tax credit or a rebate under this Part that the insurer was

(3) Le paragraphe 184(6) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Vente d'un bien meuble

(6) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui effectue, à un moment donné, la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture réputée par une disposition de la présente partie autre que l'article 177 avoir été effectuée, d'un bien meuble qui lui a été transféré par une personne dans les circonstances visées au paragraphe (1), qui n'est pas réputé par les paragraphes (4), (5) ou (7) avoir déjà reçu une fourniture du bien et qui n'aurait eu aucune taxe à payer s'il avait acheté le bien de la personne au Canada au moment de son transfert est réputé :

a) avoir reçu une fourniture du bien immédiatement avant le moment donné pour une contrepartie égale à celle de la fourniture taxable;

b) avoir payé, immédiatement avant le moment donné et relativement à la fourniture réputée par l'alinéa *a*) avoir été reçue, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente la taxe calculée sur cette contrepartie,

B le total des montants représentant chacun un crédit de taxe sur les intrants ou un montant remboursable en vertu de la présente partie que l'assureur pouvait demander relativement au bien ou à des améliorations afférentes.

Le présent paragraphe ne s'applique pas si :

c) d'une part, la fourniture taxable est effectuée à l'étranger ou constitue une fourniture détaxée;

d) d'autre part, le bien a été transféré à l'assureur avant 1994 ou était, au moment de son transfert, un bien meuble corporel désigné d'occasion dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par

entitled to claim in respect of the property or an improvement thereto.

(4) All that portion of subsection 184(7) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

Lease of personal property

(7) For the purposes of this Part, where at any time an insurer to whom personal property has been transferred from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes a particular taxable supply of the property by way of lease, licence or similar arrangement, the insurer was not deemed under subsection (4) or (5) to have received a supply of the property at an earlier time and no tax would have been payable had the property been purchased in Canada from the person at the time the property was transferred, except where

(5) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) where an insurer begins, before October 1992, to use property in circumstances in which subsection 184(4) of the said Act, as enacted by subsection (1), applies, in applying the said subsection 184(4) to the insurer in respect of that property, it shall be read without reference to subparagraph (*a*)(ii) thereof; and

(*b*) where an insurer begins, before October 1992, to use property in circumstances in which subsection 184(5) of the said Act, as enacted by subsection (1), applies, in applying the said subsection 184(5) to the insurer in respect of that property, it shall be read without reference to subparagraph (*a*)(ii) thereof.

(6) Subsections (2) to (4) apply to property transferred after March 27, 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

49. (1) Subsection 186(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Related corporations

186. (1) Where

(*a*) a registrant (in this subsection referred to as the "parent") that is a corporation

règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176.

(4) Le passage du paragraphe 184(7) de la même loi qui précède l'alinéa *a*), édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Location d'un bien meuble

(7) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui, à un moment donné, effectue la fourniture taxable par bail, licence ou accord semblable d'un bien meuble qui lui a été transféré par une personne dans les circonstances visées au paragraphe (1), qui n'est pas réputé par les paragraphes (4) ou (5) avoir déjà reçu une fourniture du bien et qui n'aurait eu à payer aucune taxe s'il avait acheté le bien au Canada de la personne au moment de son transfert est réputé :

(5) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) lorsqu'un assureur commence, avant octobre 1992, à utiliser un bien dans les circonstances visées au paragraphe 184(4) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), il n'est pas tenu compte du sous-alinéa 184(4)*a*)(ii) pour l'application du même paragraphe 184(4) à l'assureur relativement à ce bien;**

***b*) lorsqu'un assureur commence, avant octobre 1992, à utiliser un bien dans les circonstances visées au paragraphe 184(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), il n'est pas tenu compte du sous-alinéa 184(5)*a*)(ii) pour l'application du même paragraphe 184(5) à l'assureur relativement à ce bien.**

(6) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent aux biens transférés après le 27 mars 1991.

1990, ch. 45, par. 12(1)

49. (1) Le paragraphe 186(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Personnes morales liées

186. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants, une personne morale mère qui acquiert ou importe, à un moment donné, un

Clause 49: (1) Subsection 186(1) at present reads as follows:

186. (1) Where in any fiscal year

(*a*) a registrant that is a corporation resident in Canada (in this subsection referred to as the "parent") is the recipient of the supply of property or a service,

Article 49, (1). — Texte actuel du paragraphe 186(1) :

186. (1) Dans le cas où, au cours d'un exercice, un inscrit —étant une personne morale mère qui réside au Canada et qui est l'acquéreur de la fourniture d'un bien ou d'un service — est propriétaire d'actions du capital-actions ou détient des créances d'une autre personne morale qui lui est

resident in Canada acquires or imports at any time particular property or a service that can reasonably be regarded as having been acquired or imported at that time by the parent for consumption or use in relation to shares of the capital stock, or indebtedness, of another corporation that is at that time related to the parent, and

(*b*) at the time that tax in respect of the acquisition or importation becomes payable, or is paid without having become payable, by the parent, all or substantially all of the property of the other corporation is property that was last acquired or imported by the other corporation for consumption, use or supply by the other corporation exclusively in the course of its commercial activities,

except where subsection (2) applies, for the purposes of determining an input tax credit of the parent, the parent shall be deemed to have acquired or imported the particular property or service for use in the course of commercial activities of the parent to the extent that the parent can reasonably be regarded as having acquired or imported the particular property or service for consumption or use in relation to the shares or indebtedness.

bien ou un service est réputée l'avoir acquis ou importé pour utilisation dans le cadre de ses activités commerciales dans la mesure où il est raisonnable de considérer qu'elle l'a acquis ou importé, au moment donné, pour consommation ou utilisation, à ce moment, relativement à ses actions du capital-actions d'une autre personne morale qui lui est liée à ce moment, ou à ses créances contre cette autre personne, si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne morale mère est un inscrit qui réside au Canada;

b) au moment où la taxe relative à l'acquisition ou à l'importation devient payable, ou est payée sans être devenue payable, par la personne morale mère, la totalité, ou presque, des biens de l'autre personne morale sont des biens qu'elle a acquis ou importés la dernière fois pour consommation, utilisation ou fourniture par celle-ci exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 186(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Shares, etc., held by corporation

(3) Where at any time all or substantially all of the property of a particular corporation is property that was acquired or imported by it for consumption, use or supply exclusively in the course of its commercial activities, all shares of the capital stock of the particular corporation owned by, and all indebtedness of the particular corporation owed to, any other corporation that is related to the particular corporation shall, for the purposes of this section, be deemed to be, at that time, property that was acquired by the other corporation for use exclusively in the course of its commercial activities.

(2) Le paragraphe 186(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Actions détenues par des personnes morales

(3) Pour l'application du présent article, dans le cas où, à un moment donné, la totalité, ou presque, des biens d'une personne morale sont des biens qu'elle a acquis ou importés pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales, toutes les actions du capital-actions de la personne morale qui sont la propriété d'une autre personne morale qui lui est liée, ainsi que toutes les dettes qu'elle a envers cette autre personne morale, sont réputées être, à ce moment, des biens que l'autre personne morale a acquis pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales.

(3) Subsection (1) applies to any property or service acquired or imported for con-

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux biens et aux services acquis ou importés pour con-

(*b*) the parent owned shares of the capital stock of, or held indebtedness of, another corporation that was related to the parent, and

(*c*) throughout the period of the year during which the parent owned the shares and held the indebtedness, all or substantially all of the property of the other corporation was property that was acquired or imported for consumption, use or supply by the other corporation exclusively in the course of its commercial activities,

he following rules apply:

(*d*) for the purposes of subsection 169(1), the shares owned by, and the indebtedness owed to, the parent shall be deemed to be property of the parent that was used by it exclusively in the course of its commercial activities, and

(*e*) for the purpose of claiming an input tax credit, any tax on the supply of the property or services that may reasonably be considered to relate to those shares or that indebtedness shall be deemed to have become payable and been paid by the parent on the later of

(i) the last day of the parent's fiscal year, and

(ii) the day the tax became payable or was paid.

liée, et où, tout au long de la période de l'exercice au cours de laquelle elle est propriétaire des actions ou détentrice des créances, la totalité, ou presque, des biens de l'autre personne morale sont des biens acquis ou importés pour consommation, utilisation ou fourniture par celle-ci exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) pour l'application du paragraphe 169(1), les actions dont la personne morale mère est propriétaire ou ses créances sont réputées constituer ses biens qu'elle utilise exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales;

b) aux fins du crédit de taxe sur les intrants, la taxe relative à la fourniture du bien ou du service qu'il est raisonnable de considérer comme liée à ces actions ou créances est réputée être devenue payable et avoir été payée par la personne morale mère le dernier en date des jours suivants :

(i) le dernier jour de son exercice,

(ii) le jour où la taxe est devenue payable ou a été payée.

(2) Subsection 186(3) at present reads as follows:

(3) Where at any time all or substantially all of the property of a particular corporation was property that was acquired or imported by it for consumption, use or supply exclusively in the course of its commercial activities, for the purposes of subsections (1) and (2), all shares of the capital stock of the corporation owned by, and indebtedness of the corporation owed to, any other corporation that is related to the particular corporation shall be deemed at that time to be property that was acquired by the other corporation for use exclusively in the course of its commercial activities.

(2). — Texte actuel du paragraphe 186(3) :

(3) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), dans le cas où, à un moment donné, la totalité, ou presque, des biens d'une personne morale sont des biens qu'elle a acquis ou importés pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales, toutes les actions du capital-actions et les créances de la personne morale qui sont la propriété ou sont détenues par une autre personne morale qui lui est liée sont réputées, à ce moment, être des biens que l'autre personne morale a acquis pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales.

sumption or use in relation to shares of the capital stock, or indebtedness, of a corporation where tax in respect of the acquisition or importation becomes payable after September 1992 or is paid after that date without having become payable.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(5) Where

(*a*) a particular corporation resident in Canada applies for registration in the circumstances described in paragraph 240(3)(*d*) of the said Act, as enacted by subsection 100(2), before the day that is sixty days after the day this Act is assented to and, as a consequence, the Minister of National Revenue registers the particular corporation under section 241 of the said Act, and

(*b*) before the effective date of the registration, tax under Part IX of the said Act was paid or became payable by the particular corporation in respect of property or a service acquired or imported by the particular corporation for consumption or use in relation to

(i) shares, owned by the particular corporation, of the capital stock of another corporation that was related to the particular corporation,

(ii) indebtedness, held by the particular corporation, of another corporation that was related to the particular corporation, or

(iii) the acquisition or proposed acquisition by the particular corporation of all or substantially all of the issued and outstanding shares of the capital stock of another corporation having full voting rights under all circumstances,

for the purposes of determining an input tax credit of the particular corporation in respect of the property or service, the particular corporation shall be deemed to have been a registrant at all times and to have acquired or imported the property or service for consumption or use in commercial activities of

sommation ou utilisation relativement aux actions du capital-actions ou aux créances d'une personne morale et pour lesquels la taxe relative à leur acquisition ou importation devient payable après septembre 1992 ou est payée après cette date sans être devenue payable.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(5) Aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants relatif à des biens ou des services, une personne morale est réputée avoir toujours été un inscrit et avoir acquis ou importé les biens ou les services pour consommation ou utilisation dans le cadre de ses activités commerciales dans la même mesure que, si elle avait toujours été un inscrit, elle serait réputée en vertu de l'article 186 de la même loi, modifié par les paragraphes (1) et (2), les avoir ainsi acquis ou importés, si les conditions suivantes sont réunies :

a) elle réside au Canada et devient un inscrit en application de l'article 241 de la même loi après avoir présenté sa demande d'inscription en vertu de l'alinéa 240(3)*d*) de la même loi, édicté par le paragraphe 100(2), avant le soixantième jour suivant la sanction de la présente loi;

b) avant la prise d'effet de l'inscription, la taxe prévue par la partie IX de la même loi a été payée ou est devenue payable par elle à l'égard des biens et services;

c) elle a acquis ou importés les biens ou les services pour consommation ou utilisation relativement :

(i) soit à ses actions du capital-actions d'une personne morale qui lui est liée,

(ii) soit à ses créances contre une personne morale qui lui est liée,

(iii) soit à l'acquisition, même projetée, par elle de la totalité, ou presque, des actions du capital-actions d'une personne morale, émises et en circulation et comportant en toutes circonstances plein droit de vote du capital-actions d'une personne morale.

the particular corporation to the same extent that the particular corporation would, if it were a registrant at all times, be deemed under section 186 of the said Act, as amended by subsections (1) and (2), to have acquired or imported the property or service for consumption or use in commercial activities of the particular corporation.

1990, c. 45, s. 12(1)

50. (1) The description of B in section 187 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

B is the total amount in respect of the bet that is given by the particular person to the person with whom the bet is placed, including any amount given as or on account of tax imposed on the particular person under an Act of the legislature of a province or under this Part and

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

51. (1) Subsection 188(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Net tax of prescribed registrant

(5) Where a registrant is a prescribed registrant at any time in a reporting period, the registrant's net tax for the period shall be determined in a prescribed manner.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

52. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 188 thereof, the following section:

Definitions

188.1 (1) In this section,

"distributor" « *distributeur* »

"distributor" of an issuer means a person who

(*a*) as agent of the issuer, supplies rights of the issuer on behalf of the issuer, or

(*b*) on the person's own behalf supplies rights of the issuer;

"issuer" « *émetteur* »

"issuer" means a registrant who is a prescribed registrant for the purposes of subsection 188(5);

"right" « *droit* »

"right" of an issuer means a right to play or participate in a game of chance conducted by the issuer.

50. (1) L'élément B de l'article 187 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

B le montant total, relatif au montant parié, que l'autre personne verse à la personne qui prend le pari, y compris tout montant versé au titre de la taxe dont l'autre personne est redevable aux termes d'une loi provinciale ou de la présente partie;

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

51. (1) Le paragraphe 188(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Taxe nette d'un inscrit visé par règlement

(5) La taxe nette d'un inscrit pour la période de déclaration au cours de laquelle il est visé par règlement est déterminée selon les modalités réglementaires.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

52. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 188, de ce qui suit :

Définitions

188.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« distributeur » *"distributor"*

« distributeur » Personne qui, à l'égard d'un émetteur :

a) soit fournit des droits de l'émetteur à titre de mandataire de celui-ci;

b) soit fournit des droits de l'émetteur pour son propre compte.

« droit » *"right"*

« droit » Droit de jouer ou de participer à un jeu de hasard organisé par un émetteur.

« émetteur » *"issuer"*

« émetteur » Inscrit qui est visé par règlement pour l'application du paragraphe 188(5).

Clause 50: (1) Section 187 at present reads as follows:

187. For the purposes of this Part, where a particular person bets an amount on a game of chance, a race or other event or occurence, the person with whom the bet is placed shall be deemed to have made a supply of a service to the particular person for consideration equal to the amount determined by the formula

A x (B - C)

where

A is the consideration fraction;

B is the amount that is bet; and

C is the amount of any tax imposed under an Act of the legislature of a province on the particular person in respect of the amount that is bet.

Clause 51: (1) Subsection 188(5) at present reads as follows:

(5) Where a registrant who is a prescribed registrant throughout a reporting period makes taxable supplies of rights to play or participate in games of chance, the following rules apply:

(*a*) the registrant may claim an input tax credit for the period equal to the amount, if any, by which

(i) the total tax (other than tax that the registrant is deemed under this Part to have collected) in respect of all supplies made by the registrant that became collectible in the period

exceeds

(ii) 7% of the total of all amounts each of which is

(A) consideration that became due in the period, or that was paid in the period without becoming due, for a supply of property or a service made to the registrant, or

(B) an amount (other than consideration included in clause (A) in any reporting period) paid in the period by the registrant to or for the benefit of a person where the amount is or would be, if the person were resident in Canada, required under section 6 of the Income Tax Act to be included in the income of that person from an office or employment;

(*b*) tax that became payable, or that was paid without becoming payable, in the period by the registrant in respect of supplies made to the registrant shall not be included in determining any rebate under section 259 or any input tax credit (other than an input tax credit determined under section 193) of the registrant for any reporting period during which the registrant is a prescribed registrant;

(*c*) any property or service acquired in the period by the registrant shall be deemed to have been acquired for use exclusively in activities other than commercial activities of the registrant; and

(*d*) the registrant shall be deemed not to increase, in any reporting period during which the registrant is a prescribed registrant, the extent to which any capital property of the registrant is used in commercial activities of the registrant.

Clause 52: (1) New.

Article 50, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé B de l'article 187 :

187. Pour l'application de la présente partie, la personne auprès de laquelle une autre personne parie un montant dans un jeu de hasard, une course ou autre événement est réputée avoir fourni à l'autre personne un service pour une contrepartie égale au montant calculé selon la formule suivante :

A x (B - C)

où

A représente la fraction de contrepartie;

B le montant parié;

C le montant de la taxe dont l'autre personne est redevable au titre du montant parié aux termes d'une loi provinciale

Article 51, (1). — Texte actuel du paragraphe 188(5) :

(5) Les règles suivantes s'appliquent dans le cas où un inscrit, visé par règlement tout au long d'une période de déclaration, effectue des fournitures taxables de droits de jouer ou de participer à des jeux de hasard :

a) l'inscrit peut demander un crédit de taxe sur les intrants pour la période, égal à l'excédent éventuel du montant visé au sous-alinéa (i) sur le montant visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des taxes (sauf celle que l'inscrit est réputé en application de la présente partie avoir perçue) relatives à toutes les fournitures effectuées par l'inscrit, devenues percevables au cours de la période,

(ii) le montant correspondant à 7 % du total des montants dont chacun représente, selon le cas :

(A) la contrepartie qui devient due au cours de la période, ou qui est payée au cours de la période sans qu'elle soit devenue due, pour la fourniture d'un bien ou d'un service effectuée au profit de l'inscrit,

(B) un montant, sauf la contrepartie incluse à la division (A) pour une période de déclaration, que l'inscrit a payé au cours de la période à une personne, ou à son profit, et qui est à inclure en application de l'article 6 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou le serait si la personne résidait au Canada, dans le revenu que la personne tire d'une charge ou d'un emploi;

b) la taxe qui devient payable par l'inscrit, ou qui est payée par lui sans qu'elle soit devenue payable, au cours de la période relativement à des fournitures effectuées à son profit n'est pas incluse dans le calcul d'un remboursement en vertu de l'article 259 ou d'un crédit de taxe sur les intrants (sauf celui déterminé selon l'article 193) de l'inscrit pour une période de déclaration au cours de laquelle il est visé par règlement;

c) le bien ou le service que l'inscrit acquiert au cours de la période est réputé avoir été acquis pour utilisation exclusive dans le cadre d'activités autres que les activités commerciales de l'inscrit;

d) l'inscrit est réputé ne pas avoir augmenté, au cours d'une période de déclaration, où il est visé par règlement, la mesure dans laquelle il utilise son immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales.

Article 52, (1). — Nouveau.

Supply by issuer

(2) For the purposes of this Part, where an issuer makes a supply of a right of the issuer to a distributor of the issuer,

(*a*) tax shall be deemed not to be payable by the distributor in respect of the supply; and

(*b*) the distributor is not entitled to any rebate under section 261 in respect of the supply.

Supply by distributor

(3) Where a particular distributor of an issuer makes a supply of a right of the issuer,

(*a*) if the recipient of the supply is another distributor of the issuer, the supply shall be deemed, for the purposes of this Part except this section, not to have been made by the particular distributor and not to have been received by the other distributor;

(*b*) if the recipient of the supply is the issuer, the supply shall be deemed, for the purposes of this Part except this section, not to have been made by the particular distributor; and

(*c*) if the recipient of the supply is any other person,

(i) the supply shall be deemed, for the purposes of this Part, to be a supply made by the issuer and not by the particular distributor, and

(ii) any tax in respect of the supply that is collected by the particular distributor shall be deemed, for the purposes of this Part, to have been collected by the issuer, and not by the particular distributor.

Deemed non-supplies

(4) For the purposes of this Part,

(*a*) supplies made to an issuer by a distributor of the issuer of a service in respect of

(i) the supply of rights of the issuer,

(ii) the awarding, payment or delivery of prizes won in games of chance conducted by the issuer, or

(iii) the maintenance or repair of equipment used by the distributor in the supplying of rights of the issuer, and

Fourniture par l'émetteur

(2) Pour l'application de la présente partie, les règles suivantes s'appliquent à l'émetteur qui fournit un droit à son distributeur :

a) la taxe est réputée ne pas être payable par le distributeur relativement à la fourniture;

b) le distributeur n'a pas droit à un remboursement en vertu de l'article 261 relativement à la fourniture.

Fourniture par un distributeur

(3) Lorsque le distributeur d'un émetteur fournit un droit de ce dernier, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) si l'acquéreur de la fourniture est un autre distributeur de l'émetteur, la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite du présent article, ne pas avoir été effectuée par le distributeur et ne pas avoir été reçue par l'autre distributeur;

b) si l'acquéreur de la fourniture est l'émetteur, la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite du présent article, ne pas avoir été effectuée par le distributeur;

c) si l'acquéreur de la fourniture est une autre personne :

(i) la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, avoir été effectuée par l'émetteur et non par le distributeur,

(ii) la taxe relative à la fourniture qui est perçue par le distributeur est réputée, pour l'application de la présente partie, avoir été perçue par l'émetteur et non par le distributeur.

Fournitures réputées ne pas en être

(4) Pour l'application de la présente partie, les fournitures suivantes sont réputées ne pas en être :

a) la fourniture d'un service, effectuée par le distributeur d'un émetteur au profit de ce dernier, relativement :

(i) à la fourniture de droits de l'émetteur,

(ii) à la remise, au paiement ou à la livraison de prix gagnés lors de jeux de hasard organisés par l'émetteur,

(*b*) supplies made by an issuer to a distributor of the issuer of a service in respect of

(i) the supply of rights of the issuer, or

(ii) the awarding, payment or delivery of prizes won in games of chance conducted by the issuer,

shall be deemed not to be supplies.

Deemed non-consideration

(5) For the purposes of this Act,

(*a*) promotional bonuses and prizes given by an issuer to a distributor of the issuer for or in respect of the supply by the distributor of rights of the issuer, and

(*b*) amounts paid to an issuer by a distributor of the issuer for or on account of damages to property of the issuer,

shall be deemed not to be consideration for a supply.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

53. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 189 thereof, the following headings and sections:

Fees

Government fees

189.1 For the purposes of this Part, where a person who is the holder of, or an applicant for, a right the supply of which is an exempt supply described by paragraph 20(*c*) of Part VI of Schedule V is required to pay to a government or municipality or a board, commission or other body established by a government or municipality an amount that is levied for the purposes of recovering the costs of administration of a regulatory program relating to the right and a failure to pay the amount would result in a denial or loss of, a restriction in the exercise of, or a change in the person's entitlements under, the right, the government, municipality or body, as the case may be, shall be deemed to have made an exempt supply to the person and the

(iii) à l'entretien ou à la réparation de matériel que le distributeur utilise lors de la fourniture de droits de l'émetteur;

b) la fourniture d'un service, effectuée par un émetteur au profit de son distributeur, relativement :

(i) à la fourniture de droits de l'émetteur,

(ii) à la remise, au paiement ou à la livraison de prix gagnés lors de jeux de hasard organisés par l'émetteur.

Contreparties réputées ne pas en être

(5) Pour l'application de la présente loi, les montants suivants sont réputés ne pas être des contreparties de fournitures :

a) les primes et prix promotionnels remis par un émetteur à son distributeur relativement à la fourniture par ce dernier de droits de l'émetteur;

b) les montants payés à un émetteur par son distributeur relativement aux dommages causés à des biens de l'émetteur.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

53. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 189, de ce qui suit :

Frais

Frais à verser à un gouvernement

189.1 Pour l'application de la présente partie, lorsque le titulaire ou le demandeur d'un droit dont la fourniture est une fourniture exonérée visée à l'alinéa 20*c*) de la partie VI de l'annexe V est tenu de verser à un gouvernement, à une municipalité ou à une commission ou autre organisme établi par un gouvernement ou une municipalité un montant qui est perçu en vue de recouvrer le coût de l'application d'un programme de réglementation concernant le droit et à défaut du versement duquel la personne perdrait le droit, se le verrait refuser, ne pourrait l'exercer pleinement ou verrait se modifier les pouvoirs qu'il lui confère, le gouvernement, la municipalité ou l'organisme est réputé avoir effectué une fourniture exonérée au profit de

Clause 53: (1) New.

Article 53, (1). — Nouveau.

amount shall be deemed to be consideration for that supply.

la personne, et le montant est réputé être la contrepartie de cette fourniture.

Foreign Conventions

Congrès étrangers

Foreign conventions

189.2 Where a sponsor of a foreign convention

(*a*) makes a supply of an admission to the convention,

(*b*) makes a supply by way of lease, licence or similar arrangement of real property for use by the recipient of the supply exclusively as the site for the promotion, at the convention, of property or services supplied by, or a business of, the recipient, or

(*c*) makes a supply of related convention supplies to a recipient of a supply referred to in paragraph (*b*),

the supply shall be deemed to have been made otherwise than in the course of a commercial activity of the sponsor.

189.2 Les fournitures suivantes, effectuées par le promoteur d'un congrès étranger, sont réputées effectuées en dehors du cadre des activités commerciales du promoteur :

a) la fourniture d'un droit d'entrée au congrès;

b) la fourniture, par bail, licence ou accord semblable, d'un immeuble que l'acquéreur utilise exclusivement comme lieu de promotion, lors du congrès, de son entreprise ou des biens et services qu'il fournit;

c) des fournitures liées au congrès, effectuées au profit de l'acquéreur de la fourniture visée à l'alinéa *b*).

Congrès étrangers

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

54. (1) Subparagraph 190(1)(*a*)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) last acquired by the person to hold or use as a residential complex, or

54. (1) Le passage du paragraphe 190(1) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

190. (1) Lorsque, à un moment donné, une personne commence à détenir ou à utiliser à titre d'immeuble d'habitation un immeuble qui a été acquis par elle à cette fin la dernière fois qu'elle en a fait l'acquisition ou qui, immédiatement avant le moment donné, était détenu pour fourniture dans le cadre de son entreprise ou de son activité commerciale ou était utilisé ou détenu pour utilisation, à titre d'immobilisation, dans ce cadre, les présomptions suivantes s'appliquent à la présente partie dans le cas où, immédiatement avant le moment donné, l'immeuble n'était pas un immeuble d'habitation et où la personne n'a pas procédé à la construction ou à des rénovations majeures de l'immeuble d'habitation et n'en serait pas le constructeur en l'absence du présent article :

Conversion à un usage résidentiel

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 190(1)(*f*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 190(1)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Clause 54: (1) Subparagraph 190(1)(*a*)(i) at present reads as follows:

190. (1) Where at any time a person begins to hold or use real property as a residential complex and

(*a*) the property was

(i) acquired by the person to hold or use as a residential complex, or

Article 54, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 190(1) :

190. (1) Dans le cas où, à un moment donné, une personne commence à détenir ou à utiliser à titre d'immeuble d'habitation un immeuble qui avait été acquis par elle à cette fin ou qui, immédiatement avant ce moment, était détenu pour fourniture dans le cadre de son entreprise ou de son activité commerciale ou était utilisé ou détenu pour utilisation, à titre d'immobilisation, dans ce cadre, les présomptions suivantes s'appliquent à la présente partie si, immédiatement avant ce moment, l'immeuble n'était pas un immeuble d'habitation et si la personne n'a pas procédé à la construction ou à des rénovations majeures de l'immeuble d'habitation et n'en serait pas le constructeur en l'absence du présent article :

(*f*) except where the person is

(i) a particular individual who acquires the property at that time to hold or use exclusively as a place of residence of the particular individual or another individual who is related to the particular individual or who is a former spouse of the particular individual, or

(ii) a trust, all the beneficiaries (other than contingent beneficiaries) of which are individuals and all the contingent beneficiaries of which, if any, are individuals or charities, that acquires the property at that time to hold or use exclusively as a place of residence of an individual who is a beneficiary of the trust,

the person shall be deemed to be a builder of the complex.

c) la personne est réputée être un constructeur de l'immeuble d'habitation, sauf si elle est :

(i) un particulier qui acquiert le bien à ce moment pour le détenir ou l'utiliser exclusivement comme résidence pour lui, son ex-conjoint ou un autre particulier qui lui est lié,

(ii) une fiducie dont l'ensemble des bénéficiaires, sauf les bénéficiaires subsidiaires, sont des particuliers et dont l'ensemble des bénéficiaires subsidiaires sont des particuliers ou des organismes de bienfaisance, qui acquièrent le bien à ce moment pour le détenir ou l'utiliser exclusivement comme résidence d'un particulier bénéficiaire de la fiducie.

(3) Section 190 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

(3) L'article 190 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Lease of land for residential use

(3) Where

(*a*) a person who has an interest in land makes a supply of the land by way of lease, licence or similar arrangement and the supply is an exempt supply described by section 6.1 or paragraph 7(*a*) of Part I of Schedule V,

(*b*) the person at any time gives possession of the land to the recipient of the supply under the arrangement,

(*c*) the last use of the land by the person before that time was not under an arrangement for a supply referred to in paragraph (*a*),

(*d*) the person was not deemed under subsection 200(2), 206(4) or 207(1) to have made a supply of the land at or immediately before that time, and

(*e*) the recipient of the supply is not acquiring possession of the land for the purpose of

(i) constructing a residential complex thereon in the course of a commercial activity, or

Location d'un fonds pour usage résidentiel

(3) Pour l'application de la présente partie, la personne qui fournit, par bail, licence ou accord semblable, un fonds sur lequel elle a un droit et qui transfère la possession du fonds à l'acquéreur aux termes de l'accord est réputée avoir effectué, immédiatement avant le moment du transfert, une fourniture taxable du fonds par vente, avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du fonds à ce moment, avoir reçu au moment du transfert une fourniture taxable du fonds par vente et avoir versé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du fonds à ce moment, si les conditions suivantes sont réunies :

a) la fourniture constitue une fourniture exonérée visée à l'article 6.1 ou à l'alinéa 7*a*) de la partie I de l'annexe V;

b) la dernière utilisation du fonds par la personne avant le moment du transfert a eu lieu en dehors du cadre d'un accord portant sur une fourniture visée à l'alinéa *a*);

(2) Paragraph 190(1)(*f*) at present reads as follows:

190. (1) Where at any time a person begins to hold or use real property a residential complex and

...

(*f*) the person shall be deemed to be a builder of the complex.

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 190(1) :

190. (1) Dans le cas où, à un moment donné, une personne commence à détenir ou à utiliser à titre d'immeuble d'habitation un immeuble qui avait été acquis par elle à cette fin ou qui, immédiatement avant ce moment, était détenu pour fourniture dans le cadre de son entreprise ou de son activité commerciale ou était utilisé ou détenu pour utilisation, à titre d'immobilisation, dans ce cadre, les présomptions suivantes s'appliquent à la présente partie si, immédiatement avant ce moment, l'immeuble n'était pas un immeuble d'habitation et si la personne n'a pas procédé à la construction ou à des rénovations majeures de l'immeuble d'habitation et n'en serait pas le constructeur en l'absence du présent article :

...

c) la personne est réputée être un constructeur de l'immeuble d'habitation.

(3) New.

(3). — Nouveau.

(ii) making an exempt supply of the land described by section 6.1 of Part I of Schedule V,

the person shall, for the purposes of this Part, be deemed

(*f*) to have made, immediately before that time, a taxable supply by way of sale of the land and to have collected, at that time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the land at that time, and

(*g*) to have received, at that time, a taxable supply by way of sale of the land and to have paid, at that time, tax in respect of that supply calculated on the fair market value of the land at that time.

c) la personne n'est pas réputée par les paragraphes 200(2), 206(4) ou 207(1) avoir fourni le fonds au moment du transfert ou immédiatement avant;

d) l'acquéreur n'acquiert pas la possession du fonds pour y construire un immeuble d'habitation dans le cadre d'une activité commerciale ni pour en effectuer une fourniture exonérée visée à l'article 6.1 de la partie I de l'annexe V.

First use of residential trailer park

(4) Where

(*a*) a person makes a supply of a site in a residential trailer park of the person by way of lease, licence or similar arrangement and the supply is an exempt supply described by paragraph 7(*b*) of Part I of Schedule V,

(*b*) the person at any time gives possession or occupancy of the site to the recipient of the supply under the arrangement,

(*c*) none of the sites in the park were occupied immediately before that time under an arrangement for a supply referred to in paragraph (*a*), and

(*d*) either

(i) the last acquisition of the park by the person was not under an exempt supply described by section 5.3 of Part I of Schedule V and the person was not deemed

(A) under this subsection to have made before that time, or

(B) under subsection 200(2), 206(4) or 207(1) to have made at or immediately before that time

a supply of land included in the park as a consequence of using the land for purposes of the park, or

(ii) the person was entitled, after the park or land was last acquired or

Première utilisation d'un parc à roulottes résidentiel

(4) Pour l'application de la présente partie, la personne qui fournit, par bail, licence ou accord semblable, un emplacement situé dans son parc à roulottes résidentiel et qui, aux termes de l'accord, transfère la possession de l'emplacement à l'acquéreur ou lui en permet l'occupation est réputée avoir effectué, immédiatement avant le moment du transfert, une fourniture taxable du parc par vente, avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du parc à ce moment, avoir reçu au moment du transfert une fourniture taxable du parc par vente et avoir versé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du parc à ce moment, si les conditions suivantes sont réunies :

a) la fourniture constitue une fourniture exonérée visée à l'alinéa 7*b*) de la partie I de l'annexe V;

b) aucun des emplacements du parc n'était occupé, immédiatement avant le moment du transfert, aux termes d'un accord portant sur une fourniture visée à l'alinéa *a*);

c) selon le cas :

(i) la dernière acquisition du parc par la personne ne s'est pas faite dans le cadre d'une fourniture exonérée visée à l'article 5.3 de la partie I de l'annexe V, et la personne n'est pas réputée avoir effectué, soit avant le moment du transfert en

deemed to have been supplied by the person, to claim an input tax credit in respect of the acquisition thereof or an improvement thereto,

the person shall, for the purposes of this Part, be deemed

(*e*) to have made, immediately before that time, a taxable supply by way of sale of the park and to have collected, at that time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the park at that time, and

(*f*) to have received, at that time, a taxable supply by way of sale of the park and to have paid, at that time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the park at that time.

application du présent paragraphe, soit à ce moment ou immédiatement avant en application des paragraphes 200(2), 206(4) ou 207(1), la fourniture d'un fonds qui fait partie du parc du fait qu'elle l'a utilisé aux fins du parc,

(ii) après la dernière acquisition du parc ou du fonds par elle ou après qu'il est réputé fourni par elle, la personne peut demander un crédit de taxe sur les intrants relativement à l'acquisition du parc ou du fonds ou des améliorations qui y sont apportées.

First use of additional area

(5) Where

(*a*) a person increases the area of land included in a residential trailer park of the person,

(*b*) the person makes a supply of a site in the area of land by which the park was increased (in this subsection referred to as the "additional area") by way of lease, licence or similar arrangement and the supply is an exempt supply described by paragraph 7(*b*) of Part I of Schedule V,

(*c*) the person at any time gives possession or occupancy of the site to the recipient of the supply under the arrangement,

(*d*) none of the sites in the additional area were occupied immediately before that time under an arrangement for a supply referred to in paragraph (*b*), and

(*e*) either

(i) the last acquisition of the additional area by the person was not under an exempt supply described by section 5.3 of Part I of Schedule V and the person was not deemed

(A) under this section to have made before that time, or

(B) under subsection 200(2), 206(4) or 207(1) to have made at or before that time

Première utilisation d'une adjonction

(5) Pour l'application de la présente partie, la personne qui augmente la superficie du fonds de son parc à roulottes résidentiel, qui fournit, par bail, licence ou accord semblable, un emplacement situé dans l'aire ajoutée et qui, aux termes de l'accord, transfère la possession de l'emplacement à l'acquéreur ou lui en permet l'occupation est réputée avoir effectué, immédiatement avant le moment du transfert, une fourniture taxable de l'aire ajoutée par vente, avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'aire ajoutée à ce moment, avoir reçu au moment du transfert une fourniture taxable de l'aire ajoutée par vente et avoir versé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'aire ajoutée à ce moment, si les conditions suivantes sont réunies :

a) la fourniture constitue une fourniture exonérée visée à l'alinéa 7*b*) de la partie I de l'annexe V;

b) aucun des emplacements de l'aire ajoutée n'était occupé immédiatement avant le moment du transfert aux termes d'un accord portant sur une fourniture visée à l'alinéa *a*);

c) selon le cas :

(i) la dernière acquisition de l'aire ajoutée par la personne ne s'est pas faite

a supply of the additional area as a consequence of using the additional area for purposes of the park, or

(ii) the person was entitled, after the additional area was last acquired or deemed to have been supplied by the person, to claim an input tax credit in respect of the acquisition thereof or an improvement thereto,

the person shall, for the purposes of this Part, be deemed

(*f*) to have made, immediately before that time, a taxable supply by way of sale of the additional area and to have collected, at that time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the additional area at that time, and

(*g*) to have received, at that time, a taxable supply by way of sale of the additional area and to have paid, at that time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the additional area at that time.

dans le cadre d'une fourniture exonérée visée à l'article 5.3 de la partie I de l'annexe V, et la personne n'est pas réputée avoir effectué, soit avant le moment du transfert en application du présent article, soit à ce moment ou immédiatement avant en application des paragraphes 200(2), 206(4) ou 207(1), la fourniture de l'aire ajoutée du fait qu'elle l'a utilisée aux fins du parc,

(ii) après la dernière acquisition par elle de l'aire ajoutée ou après qu'elle est réputée fournie par elle, la personne peut demander un crédit de taxe sur les intrants relativement à l'acquisition de l'aire ajoutée ou des améliorations qui y sont apportées.

(4) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(5) Subsection 190(3) of the said Act, as enacted by subsection (3), applies to any supply of land where possession of the land is transferred to the recipient after March 27, 1991, other than a supply of land where the possession of the land is transferred under an agreement in writing entered into before March 28, 1991.

(5) Le paragraphe 190(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), s'applique aux fournitures de fonds dont la possession est transférée à l'acquéreur après le 27 mars 1991, sauf si le transfert est effectué aux termes d'une convention écrite conclue avant le 28 mars 1991.

(6) Subsections 190(4) and (5) of the said Act, as enacted by subsection (3), apply to any supply of a site in a residential trailer park, other than a supply under which possession or occupancy of the site is transferred to the recipient before November 6, 1991 or under a lease, licence or similar arrangement in writing entered into before that day.

(6) Les paragraphes 190(4) et (5) de la même loi, édictés par le paragraphe (3), s'appliquent aux fournitures d'emplacements dans un parc à roulottes résidentiel, sauf les fournitures dans le cadre desquelles la possession de l'emplacement est transférée à l'acquéreur, ou son occupation par lui est permise, avant le 6 novembre 1991 ou aux termes d'un bail, d'une licence ou d'un accord semblable conclu par écrit avant cette date.

55. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 190 thereof, the following section:

55. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 190, de ce qui suit :

Clause 55: (1) New.

Article 55, (1). — Nouveau.

Construction of mobile or floating home

190.1 (1) For the purposes of this Part, any person who makes a supply of a mobile home or a floating home before it has been used or occupied by any individual as a place of residence or lodging shall be deemed to have engaged in the construction of the home and to have substantially completed the construction at the earlier of the time ownership of the home is transferred to the recipient of the supply and the time possession of the home is transferred to the recipient under the agreement for the supply.

Substantial renovation of mobile or floating home

(2) For the purposes of this Part, where a person engages in the substantial renovation of a mobile home or a floating home, the home shall be deemed not to have been used or occupied, at any time before the person began to substantially renovate the home, by any individual as a place of residence or lodging.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subsection 190.1(2) of the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to the substantial renovation of a mobile home or floating home where the substantial renovation

(*a*) is substantially completed before October 1992; or

(*b*) is carried out for the purpose of making a supply of the mobile home or floating home under an agreement in writing entered into before October 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

56. (1) Subsection 191(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Self-supply of single unit residential complex or residential condominium unit

191. (1) For the purposes of this Part, where

(*a*) the construction or substantial renovation of a residential complex that is a single unit residential complex or a residential condominium unit is substantially completed,

(*b*) the builder of the complex

(i) gives possession of the complex to a particular person under a lease, licence or similar arrangement entered into for

Construction d maison mobile ou flottante

190.1 (1) Pour l'application de la présente partie, la personne qui fournit une maison mobile ou une maison flottante avant qu'elle soit utilisée ou occupée à titre résidentiel ou d'hébergement est réputée en avoir entrepris la construction et l'avoir achevée en grande partie au premier en date du moment du transfert de la propriété de la maison à l'acquéreur et du moment du transfert à celui-ci de la possession de la maison aux termes de la convention portant sur la fourniture.

Rénovations majeures d'une maison mobile ou flottante

(2) Pour l'application de la présente partie, la maison mobile ou la maison flottante qui fait l'objet de rénovations majeures est réputée n'avoir jamais été utilisée ni occupée auparavant à titre résidentiel ou d'hébergement.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le paragraphe 190.1(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux rénovations majeures apportées aux maisons mobiles et aux maisons flottantes, si, selon le cas :

***a*) elles sont achevées en grande partie avant octobre 1992;**

***b*) elles sont entreprises en vue de la fourniture de la maison aux termes d'une convention écrite conclue avant octobre 1992.**

1990, ch. 45, par. 12(1)

56. (1) Le paragraphe 191(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fourniture à soi-même d'un immeuble d'habitation à logement unique ou d'un logement en copropriété

191. (1) Pour l'application de la présente partie, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) la construction ou les rénovations majeures d'un immeuble d'habitation — immeuble d'habitation à logement unique ou logement en copropriété — sont achevées en grande partie,

b) le constructeur de l'immeuble en transfère la possession à une personne, qui n'est pas l'acheteur en vertu d'un contrat de vente visant l'immeuble, aux termes d'un

Clause 56: (1) Subsection 191(1) at present reads as follows:

191. (1) For the purposes of this Part, where

(*a*) the construction or substantial renovation of a residential complex that is a single unit residential complex or a residential condominium unit is substantially completed,

(*b*) the builder of the complex

(i) gives possession of the complex to a particular person under a lease, licence or similar arrangement entered into for the purpose of its occupancy by an individual as a place of residence and the particular person is not a purchaser under an agreement of purchase and sale of the complex, or

(ii) where the builder is an individual, occupies the complex as a place of residence, and

Article 56, (1). — Texte actuel du paragraphe 191(1) :

191. (1) Pour l'application de la présente partie, lorsque la construction ou les rénovations majeures d'un immeuble d'habitation — immeuble d'habitation à logement unique ou logement en copropriété — sont achevées en grande partie et que le constructeur de l'immeuble en transfère la possession à une personne, qui n'est pas l'acheteur en vertu du contrat de vente visant l'immeuble, aux termes d'un bail, d'une licence ou d'un accord semblable conclu en vue de l'occupation de l'immeuble à titre résidentiel ou, étant un particulier, occupe lui-même l'immeuble à ce titre, le constructeur est réputé, si lui-même, la personne ou le particulier locataire de celle-ci ou titulaire d'un permis de celle-ci est le premier à occuper l'immeuble à ce titre après que les travaux sont achevés en grande partie :

a) avoir effectué et reçu, par vente, la fourniture taxable de l'immeuble;

b) avoir payé à titre d'acquéreur et perçu à titre de fournisseur, relativement à la fourniture, au dernier en date du jour où les travaux sont

the purpose of its occupancy by an individual as a place of residence and the particular person is not a purchaser under an agreement of purchase and sale of the complex, or

(ii) where the builder is an individual, occupies the complex as a place of residence, and

(*c*) the builder, the particular person or an individual who is a tenant or licensee of the particular person is the first individual to occupy the complex as a place of residence after substantial completion of the construction or renovation,

the builder shall be deemed

(*d*) to have made and received, at the later of the time the construction or substantial renovation is substantially completed and the time possession of the complex is so given to the particular person or the complex is so occupied by the builder, a taxable supply by way of sale of the complex, and

(*e*) to have paid as a recipient and to have collected as a supplier, at the later of those times, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the complex at the later of those times.

(2) Paragraph 191(1)(*b*) of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(*b*) the builder of the complex

(i) gives possession of the complex to a particular person under a lease, licence or similar arrangement (other than an arrangement, under or arising as a consequence of an agreement of purchase and sale of the complex, for the possession or occupancy of the complex until ownership of the complex is transferred to the purchaser under the agreement) entered into for the purpose of its occupancy by an individual as a place of residence,

(ii) gives possession of the complex to a particular person under an agreement for

bail, d'une licence ou d'un accord semblable conclu en vue de l'occupation de l'immeuble à titre résidentiel ou, s'il est un particulier, occupe lui-même l'immeuble à titre résidentiel,

c) le constructeur, la personne ou le particulier locataire de celle-ci ou titulaire d'un permis de celle-ci est le premier à occuper l'immeuble à titre résidentiel après que les travaux sont achevés en grande partie,

le constructeur est réputé :

d) avoir effectué et reçu, par vente, la fourniture taxable de l'immeuble au dernier en date du jour où les travaux sont achevés en grande partie et du jour où la possession de l'immeuble est transférée à la personne ou l'immeuble est occupé par lui;

e) avoir payé à titre d'acquéreur et perçu à titre de fournisseur, au dernier en date de ces jours, la taxe relative à la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là.

(2) L'alinéa 191(1)*b*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) le constructeur de l'immeuble :

(i) soit en transfère la possession à une personne aux termes d'un bail, d'une licence ou d'un accord semblable (sauf un accord qui est connexe à un contrat de vente visant l'immeuble et qui porte sur la possession ou l'occupation de l'immeuble jusqu'au transfert de sa propriété à l'acheteur aux termes du contrat) conclu en vue de l'occupation de l'immeuble à titre résidentiel,

(ii) soit en transfère la possession à une personne aux termes d'une convention, sauf une convention portant sur la fourniture d'une maison mobile et d'un emplacement pour celle-ci dans un parc à

(*c*) the builder, the particular person or an individual who is a tenant or licensee of the particular person is the first individual to occupy the complex as a place of residence after substantial completion of the construction or renovation,

ıe builder shall be deemed

(*d*) to have made and received a taxable supply by way of sale of the complex, and

(*e*) to have paid as a recipient and to have collected as a supplier, at the later of the time the construction or substantial renovation is substantially completed and the time possession of the complex is so given to the particular person or the complex is so occupied by the builder, tax under this Division in respect of the supply, calculated on the fair market value of the complex at that time.

achevés en grande partie et du jour où la possession de l'immeuble est ainsi transférée ou l'immeuble ainsi occupé par le constructeur, la taxe prévue à la présente section, calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là.

(A) the supply by way of sale of the building or part thereof in which the residential unit forming part of the complex is located, and

(B) the supply by way of lease of the land forming part of the complex or the supply of such a lease by way of assignment,

other than an agreement for the supply of a mobile home and a site for the home in a residential trailer park, or

(iii) where the builder is an individual, occupies the complex as a place of residence, and

roulottes résidentiel, portant sur l'une des fournitures suivantes :

(A) la fourniture par vente de tout ou partie du bâtiment dans lequel est située l'habitation faisant partie de l'immeuble,

(B) la fourniture par bail du fonds faisant partie de l'immeuble ou la fourniture d'un tel bail par cession,

(iii) soit, s'il est un particulier, occupe lui-même l'immeuble à titre résidentiel,

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Paragraphs 191(2)(*e*) and (*f*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(*e*) to have made and received, at the time the agreement is terminated, a taxable supply by way of sale of the unit, and

(*f*) except where possession of the unit was transferred to the particular person before 1991, to have paid as a recipient and to have collected as a supplier, at that time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the unit at that time.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Les alinéas 191(2)*a*) et *b*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) avoir effectué et reçu, par vente, la fourniture taxable du logement au moment où il est mis fin au contrat;

b) sauf si la possession du logement est transférée à la personne avant 1991, avoir payé à titre d'acquéreur et perçu à titre de fournisseur, au moment où il est mis fin au contrat, la taxe relative à la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande du logement à ce moment.

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Paragraphs 191(3)(*d*) and (*e*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(*d*) to have made and received, at the later of the time the construction or substantial renovation is substantially completed and the time possession of the unit is so given to the particular person or the unit is so occupied by the builder, a taxable supply by way of sale of the complex, and

(*e*) to have paid as a recipient and to have collected as a supplier, at the later of those times, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the complex at the later of those times.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Les alinéas 191(3)*a*) et *b*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) avoir effectué et reçu, par vente, la fourniture taxable de l'immeuble au dernier en date du jour où les travaux sont achevés en grande partie et du jour où la possession de l'habitation est transférée à la personne ou l'habitation est occupée par lui;

b) avoir payé à titre d'acquéreur et perçu à titre de fournisseur, au dernier en date de ces jours, la taxe relative à la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là.

1990, c. 45, s. 12(1)

(5) Paragraphs 191(4)(*d*) and (*e*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(*d*) to have made and received, at the later of the time the construction of the addition

1990, ch. 45, par. 12(1)

(5) Les alinéas 191(4)*a*) et *b*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) avoir effectué et reçu, par vente, la fourniture taxable de l'adjonction au der-

(3) Paragraphs 191(2)(*e*) and (*f*) at present read as follows:

(2) For the purposes of this Part, where

...

he builder shall be deemed

(*e*) to have made and received a taxable supply by way of sale of the unit, and

(*f*) except where possession of the unit was transferred to the particular person before 1991, to have paid as a recipient and to have collected as a supplier, at the time the agreement is terminated, tax under this Division in respect of the supply, calculated on the fair market value of the unit at that time.

(4) Paragraphs 191(3)(*d*) and (*e*) at present read as follows:

(3) For the purpose of this Part, where

...

he builder shall be deemed

(*d*) to have made and received a taxable supply by way of sale of the complex, and

(*e*) to have paid as a recipient and to have collected as a supplier, at the later of the time the construction or renovation is substantially completed and the time possession of the unit is so given to the particular person or the unit is so occupied by the builder, tax under this Division in respect of the supply, calculated on the fair market value of the complex at that time.

(3). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 191(2) :

(2) Pour l'application de la présente partie, lorsque la construction ou les rénovations majeures d'un logement en copropriété sont achevées en grande partie et que le constructeur du logement en transfère la possession à une personne qui en est l'acheteur en vertu d'un contrat de vente conclu à un moment où l'immeuble d'habitation en copropriété dans lequel le logement est situé n'est pas enregistré comme tel, le constructeur est réputé, si la personne ou le particulier locataire de celle-ci ou titulaire d'un permis de celle-ci est le premier à occuper le logement à titre résidentiel après que les travaux sont achevés en grande partie et s'il est mis fin au contrat de vente à un moment donné, autrement que par exécution du contrat, sans qu'un autre contrat de vente visant le logement soit conclu entre le constructeur et la personne à ce moment :

a) avoir effectué et reçu, par vente, la fourniture taxable du logement;

b) sauf si la possession du logement est transférée à la personne avant 1991, avoir payé à titre d'acquéreur et perçu à titre de fournisseur, relativement à la fourniture, au moment où il est mis fin au contrat, la taxe prévue à la présente section, calculée sur la juste valeur marchande du logement à ce moment.

(4). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 191(3) :

(3) Pour l'application de la présente partie, lorsque la construction ou les rénovations majeures d'un immeuble d'habitation à logements multiples sont achevées en grande partie et que le constructeur transfère à une personne, qui n'est pas l'acheteur en vertu du contrat de vente visant l'immeuble, la possession d'une habitation de celui-ci aux termes d'un bail, d'une licence ou d'un accord semblable conclu en vue de l'occupation de l'immeuble à titre résidentiel, ou, étant un particulier, occupe lui-même à ce titre une habitation de l'immeuble, le constructeur est réputé, si lui-même, la personne ou un particulier locataire de celle-ci ou titulaire d'un permis de celle-ci est le premier à occuper à ce titre une habitation de l'immeuble après que les travaux sont achevés en grande partie :

a) avoir effectué et reçu, par vente, la fourniture taxable de l'immeuble;

b) avoir payé à titre d'acquéreur et perçu à titre de fournisseur, relativement à la fourniture, au dernier en date du jour où les travaux sont achevés en grande partie et du jour où la possession de l'habitation est ainsi transférée à la personne ou l'habitation ainsi occupée par le constructeur, la taxe prévue à la présente section, calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là.

is substantially completed and the time possession of the unit is so given to the particular person or the unit is so occupied by the builder, a taxable supply by way of sale of the addition, and

(*e*) to have paid as a recipient and to have collected as a supplier, at the later of those times, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the addition at the later of those times.

nier en date du jour où les travaux sont achevés en grande partie et du jour où la possession de l'habitation est transférée à la personne ou l'habitation est occupée par lui;

b) avoir payé à titre d'acquéreur et perçu à titre de fournisseur, au dernier en date de ces jours, la taxe relative à la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande de l'adjonction ce jour-là.

1990, c. 45, s. 12(1)

(6) All that portion of subsection 191(7) of the said Act following paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*b*) the construction or substantial renovation of the complex or addition is carried out, or the complex is acquired, for the purpose of providing a place of residence or lodging for an employee of the registrant at a location at which the employee is required to be in the performance of the duties of the employee's office or employment and at which, because of its remoteness from any established community, the employee could not reasonably be expected to establish and maintain a self-contained domestic establishment, and

(*c*) the registrant elects under this subsection in respect of the residential complex or the addition,

until the complex is supplied by way of sale, or is supplied by way of lease, licence or similar arrangement primarily to persons who are not employees of the registrant or individuals who are related to the employees, the supply of the complex or a residential unit in the complex as a place of residence or lodging shall be deemed not to be a supply and any occupation of the complex or unit as a place of residence or lodging shall be deemed not to be occupation as a place of residence or lodging.

(7) Paragraph 191(7)(*c*) of the said Act, as enacted by subsection (6), is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) the registrant makes, under this subsection, an election in prescribed form con-

1990, ch 45, par. 12(1)

(6) Le passage du paragraphe 191(7) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Lieu de travail éloigné

(7) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où la construction ou les rénovations majeures d'un immeuble d'habitation ou d'une adjonction à celui-ci sont effectuées, ou l'immeuble est acquis, en vue de loger les salariés du constructeur de l'immeuble ou de l'adjonction à l'endroit où ils sont tenus d'être pour exercer leurs fonctions et où l'éloignement de l'endroit d'une collectivité est tel qu'il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que les salariés y établissent et y tiennent un établissement domestique autonome, le constructeur, qui est un inscrit, peut faire un choix relativement à l'immeuble ou à l'adjonction pour que les présomptions suivantes s'appliquent jusqu'à ce que l'immeuble soit fourni par vente ou par bail, licence ou accord semblable principalement à des personnes qui ne sont ni des salariés du constructeur, ni des particuliers liés à ceux-ci :

(7) Le passage du paragraphe 191(7) de la même loi qui précède l'alinéa *a*), édicté par le paragraphe (6), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Lieu de travail éloigné

(7) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où la construction ou les rénova-

(5) Paragraphs 191(4)(*d*) and (*e*) at present read as follows:

(4) For the purpose of this Part, where

...

e builder shall be deemed

(*d*) to have made and received a taxable supply by way of sale of the addition, and

(*e*) to have paid as a recipient and to have collected as a supplier, at the later of the time the construction of the addition is substantially completed and the time possession of the unit is so given to the particular person or the unit is so occupied by the builder, tax under this Division in respect of the supply, calculated on the fair market value of the addition at that time.

(6) The relevant portion of subsection 191(7) at present eads as follows:

(7) For the purposes of this Part, where

...

(*b*) the construction or substantial renovation of the complex or addition is carried out, or the complex is acquired, for the purpose of providing a place of residence or lodging for an officer or employee of the registrant at a location at which the officer or employee is required to be in the performance of the duties of the office or employment and at which, by reason of its remoteness, the officer or employee could not reasonably be expected to establish and maintain a self-contained domestic establishment, and

(*c*) the registrant elects under this subsection in respect of the residential complex or the addition,

ntil the complex is supplied by way of sale, or is supplied by way of lease, icence or similar arrangement primarily to persons who are not officers or mployees of the registrant or individuals who are related to the officers or employees, the supply of the complex or a residential unit therein as a place of residence or lodging shall be deemed not to be a supply and any occupation of the complex or unit as a place of residence or lodging shall be deemed not to be occupation as a place of residence or lodging.

(5). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 191(4) :

(4) Pour l'application de la présente partie, lorsque la construction d'une adjonction à un immeuble d'habitation à logements multiples est achevée en grande partie et que le constructeur de l'adjonction transfère à une personne, qui n'est pas l'acheteur en vertu du contrat de vente visant l'immeuble, la possession d'une habitation de l'adjonction aux termes d'un bail, d'une licence ou d'un accord semblable conclu en vue de l'occupation de l'habitation à titre résidentiel, ou, étant un particulier, occupe lui-même une telle habitation à ce titre, le constructeur est réputé, si lui-même, la personne ou un particulier locataire de celle-ci ou titulaire d'un permis de celle-ci est le premier à occuper à ce titre une telle habitation après que les travaux sont achevés en grande partie :

a) avoir effectué et reçu, par vente, la fourniture taxable de l'adjonction;

b) avoir payé à titre d'acquéreur et perçu à titre de fournisseur, relativement à la fourniture, au dernier en date du jour où les travaux sont achevés en grande partie et du jour où la possession est ainsi transférée ou l'habitation ainsi occupée par le constructeur, la taxe prévue à la présente section, calculée sur la juste valeur marchande de l'adjonction à ce moment.

(6). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 191(7) :

(7) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où la construction ou les rénovations majeures d'un immeuble d'habitation ou d'une adjonction à celui-ci sont effectuées, ou l'immeuble est acquis, en vue de loger les cadres ou les salariés du constructeur de l'immeuble ou de l'adjonction à l'endroit où ils sont tenus d'être pour exercer leurs fonctions et où l'éloignement de l'endroit est tel qu'il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que les cadres ou salariés y établissent et y tiennent un établissement domestique autonome, le constructeur, qui est un inscrit, peut faire un choix relativement à l'immeuble ou à l'adjonction pour que les présomptions suivantes s'appliquent jusqu'à ce que l'immeuble soit fourni par vente ou par bail, licence ou accord semblable principalement à des personnes qui ne sont ni des cadres ou salariés du constructeur, ni des particuliers liés à ceux-ci :

taining prescribed information in respect of the residential complex or the addition,

tions majeures d'un immeuble d'habitation ou d'une adjonction à celui-ci sont effectuées, ou l'immeuble est acquis, en vue de loger les salariés du constructeur de l'immeuble ou de l'adjonction à l'endroit où ils sont tenus d'être pour exercer leurs fonctions et où l'éloignement de l'endroit d'une collectivité est tel qu'il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que les salariés y établissent et y tiennent un établissement domestique autonome, le constructeur, qui est un inscrit, peut faire un choix, en la forme déterminée par le ministre et contenant les renseignements requis, relativement à l'immeuble ou à l'adjonction pour que les présomptions suivantes s'appliquent jusqu'à ce que l'immeuble soit fourni par vente ou par bail, licence ou accord semblable principalement à des personnes qui ne sont ni des salariés du constructeur, ni des particuliers liés à ceux-ci :

1990, c. 45, s. 12(1)

(8) Subsection 191(8) of the said Act is repealed.

(8) Le paragraphe 191(8) de la même loi est abrogé.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(9) Section 191 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(9) L'article 191 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Transfer of possession attributed to builder

(10) For the purposes of this section, where

(*a*) a builder of a residential complex or an addition to a multiple unit residential complex makes a supply of the complex or a residential unit in the complex or addition by way of lease, licence or similar arrangement and the supply is an exempt supply described by section 6.1 of Part I of Schedule V,

(*b*) the recipient of the supply is acquiring the complex or unit for the purpose of making one or more supplies of the complex, unit or residential units in the complex and those supplies are described by section 6 of Part I of Schedule V, and

(*c*) the builder at any time gives possession of the complex or unit to the recipient under the arrangement,

the builder shall be deemed to have at that time given possession of the complex or unit to an individual under a lease, licence or similar arrangement entered into for the purpose

(10) Pour l'application du présent article, dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

Transfert de possession attribué au constructeur

a) le constructeur d'un immeuble d'habitation ou d'une adjonction à un immeuble d'habitation à logements multiples effectue la fourniture par bail, licence ou accord semblable — fourniture exonérée visée à l'article 6.1 de la partie I de l'annexe V — de l'immeuble ou d'une habitation de celui-ci ou de l'adjonction;

b) l'acquéreur de la fourniture acquiert l'immeuble ou l'habitation en vue d'effectuer une fourniture visée à l'article 6 de la partie I de l'annexe V;

c) le constructeur transfère la possession de l'immeuble ou de l'habitation à l'acquéreur aux termes de l'accord,

le constructeur est réputé, au moment de ce transfert, transférer la possession de l'immeuble ou de l'habitation à un particulier aux termes d'un bail, d'une licence ou d'un

(8) Subsection 191(8) reads as follows:

(8) An election under subsection (7) in respect of a residential complex or an addition to a residential complex is not valid unless it is filed in prescribed manner with the Minister

(*a*) in prescribed form containing prescribed information; and

(*b*) before the construction or renovation of the residential complex or addition is substantially completed.

(9) New.

(8). — Texte du paragraphe 191(8) :

(8) Le choix n'est valide que s'il est présenté au ministre en la forme, selon les modalités et avec les renseignements déterminés par celui-ci et avant que la construction ou les rénovations de l'immeuble d'habitation ou de l'adjonction soient achevées en grande partie.

(9). — Nouveau.

of its occupancy by an individual as a place of residence.

(10) Subsections (1) and (3) to (6) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(11) Subsection (2) applies to any supply of a residential complex, other than a supply under which possession is transferred to the recipient of the supply before March 28, 1991 or a supply under an agreement in writing entered into before March 28, 1991.

(12) Subsections (7) and (8) apply to any election made under subsection 191(7) of the said Act, as amended by subsections (6) and (7), in respect of a residential complex or an addition to a residential complex the construction or substantial renovation of which is substantially completed after April 26, 1992.

(13) Subsection (9) shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

1990, c. 45, s. 12(1)

57. (1) Paragraph (*b*) of the description of A in subsection 193(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*b*) the tax payable or deemed to have been collected, as the case may be, in respect of the taxable supply of the property at the particular time; and

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 193(2)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) a registrant that is a government makes a taxable supply of real property by way of sale (other than a supply that is deemed under subsection 200(2) to have been made), or

accord semblable conclu en vue d'en permettre l'occupation résidentielle.

(10) Les paragraphes (1) et (3) à (6) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(11) Le paragraphe (2) s'applique aux fournitures d'immeubles d'habitation, sauf celles dans le cadre desquelles la possession de l'immeuble est transférée à l'acquéreur avant le 28 mars 1991 ou celles qui sont visées par une convention écrite conclue avant cette date.

(12) Les paragraphes (7) et (8) s'appliquent aux choix faits en application du paragraphe 191(7) de la même loi, modifié par les paragraphes (6) et (7), relativement à un immeuble d'habitation, ou à une adjonction à un tel immeuble, dont la construction ou les rénovations majeures sont terminées en grande partie après le 26 avril 1992.

(13) Le paragraphe (9) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1993.

1990, ch. 45, par. 12(1)

57. (1) L'alinéa *b*) de l'élément A de la formule figurant au paragraphe 193(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) la taxe payable ou réputée perçue relativement à la fourniture de l'immeuble au moment donné;

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le passage du paragraphe 193(2) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Vente par un organisme du secteur public

(2) L'inscrit qui, étant un gouvernement, effectue la fourniture taxable d'un immeuble par vente, sauf une fourniture qui est réputée par le paragraphe 200(2) avoir été effectuée, ou, étant un organisme de services publics, est réputé par l'article 190 ou le paragraphe 211(2) avoir effectué la fourniture taxable d'un immeuble, et qui, immédiatement avant le moment où la taxe est payable relativement à la fourniture, a utilisé le bien autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales peut demander un crédit de taxe sur les intrants pour la période de déclaration au cours de laquelle la

Clause 57: (1) to (3) Subsections 193(1) and (2) at present read as follows:

193. (1) Where at a particular time a registrant (other than a public sector body that is not a financial institution, except where the body has made an election under section 211) makes a taxable supply of real property by way of sale (other than a supply deemed under subsection 206(5) or 207(2) to have been made), the registrant may claim an input tax credit for the reporting period in which tax in respect of the supply became payable equal to the amount determined by the formula

A x B

where

A is the lesser of

(*a*) the amount, if any, by which

(i) the total of the tax that was payable by the registrant in respect of the acquisition of the property and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property or, where the registrant was deemed under section 191 or subsection 206(4), 207(1) or 211(2) to have made a supply of the property at an earlier time, the total of the tax deemed under that section or subsection to have been collected by the registrant at that earlier time and the tax that was payable by the registrant after that earlier time in respect of improvements to the property,

exceeds

(ii) the total of all rebates in respect of tax referred to in subparagraph (i) that the registrant has claimed or is entitled to claim, and

(*b*) the tax collectible by the registrant in respect of the taxable supply by the registrant of the property; and

Article 57, (1) à (3). — Texte actuel des paragraphes 193(1) et (2) :

193. (1) L'inscrit, à l'exclusion d'un organisme du secteur public qui n'est pas une institution financière (sauf si l'organisme a fait le choix prévu à l'article 211), qui effectue par vente, à un moment donné, la fourniture taxable d'un immeuble (sauf une fourniture qui est réputée par le paragraphe 206(5) ou 207(2) avoir été effectuée) peut demander un crédit de taxe sur les intrants pour la période de déclaration au cours de laquelle la taxe relative à la fourniture est devenue payable, égal au montant calculé selon la formule suivante :

A x B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

a) l'excédent éventuel du total visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le total de la taxe payable par l'inscrit relativement à l'acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations qui y sont apportées ou, s'il est réputé par l'article 191 ou le paragraphe 206(4), 207(1) ou 211(2) avoir fourni l'immeuble à un moment antérieur, le total de la taxe qu'il est réputé par cet article ou ce paragraphe avoir perçue à ce moment antérieur et de la taxe payable par lui après ce même moment relativement aux améliorations,

(ii) le total des remboursements relatifs à la taxe visée au sous-alinéa (i) que l'inscrit a demandés ou auxquels il a droit;

b) la taxe percevable par l'inscrit relativement à la fourniture taxable de l'immeuble;

(3) Section 193 of the said Act, as amended by subsections (1) and (2), is repealed and the following substituted therefor:

Sale of real property

193. (1) Where at a particular time a registrant makes a particular taxable supply of real property by way of sale, other than

(*a*) a supply deemed under subsection 206(5) or 207(2) to have been made, or

(*b*) a supply made by a public sector body (other than a financial institution) of property in respect of which an election by the body under section 211 is not in effect at the particular time,

the registrant may, notwithstanding section 170 and Subdivision d, claim an input tax credit for the reporting period in which tax in respect of the particular taxable supply becomes payable or is deemed to have been collected, as the case may be, equal to the amount determined by the formula

A x B x C

where

A is the lesser of

(*a*) the total (in this subsection referred to as the "total tax charged in respect of the property") of the tax that was payable by the registrant in respect of the last acquisition of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired, and

(*b*) the tax that is or would, but for section 167, be payable in respect of the particular taxable supply,

B is the percentage that, immediately before the particular time, the use of the property otherwise than in commercial activities of the registrant was of the total use of the property, and

taxe relative à la fourniture est devenue payable, égal au moins élevé des montants suivants :

(3) L'article 193 de la même loi, modifié par les paragraphes (1) et (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Vente d'un immeuble

193. (1) Malgré l'article 170 et la sous-section d, l'inscrit qui effectue la fourniture taxable d'un immeuble par vente (sauf une fourniture qui est réputée par les paragraphes 206(5) ou 207(2) avoir été effectuée ou une fourniture, effectuée par un organisme du secteur public autre qu'une institution financière, portant sur des biens à l'égard desquels le choix fait par l'organisme en application de l'article 211 n'est pas en vigueur au moment donné) peut demander un crédit de taxe sur les intrants pour la période de déclaration au cours de laquelle la taxe relative à la fourniture devient payable ou est réputée avoir été perçue, égal au résultat du calcul suivant :

A x B x C

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

a) le total (appelé « total de la taxe applicable à l'immeuble » au présent paragraphe) de la taxe payable par l'inscrit relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition;

b) la taxe qui est payable relativement à la fourniture ou qui le serait sans l'article 167;

B le pourcentage que représente, immédiatement avant le moment donné, l'utilisation qu'il fait de l'immeuble en dehors du cadre de ses activités commerciales par rapport à l'utilisation totale de l'immeuble;

C 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe incluse dans le total de la taxe applicable à l'immeuble et si la

B is the percentage that, immediately before the particular time, the use of the property, otherwise than in commercial activities of the registrant, was of the total use of the property.

(2) Where at a particular time

(*a*) a registrant that is a government makes a taxable supply of real property by way of sale (other than a supply that is, by reason of section 210, deemed under subsection 200(2) to have been made), or

(*b*) a registrant that is a public service body is deemed under section 190 or subsection 211(2) to have made a taxable supply of real property,

and, immediately before the time tax is payable in respect of the supply, the property was used by the registrant otherwise than primarily in commercial activities of the registrant, the registrant may claim an input tax credit for the reporting period in which tax in respect of the supply became payable equal to the lesser of

(*c*) the amount, if any, by which

(i) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the acquisition of the property and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property or, where the registrant was deemed under subsection 200(2) to have made a supply of the property at an earlier time, the total of the tax deemed under that subsection to have been collected by the registrant at that earlier time and the tax that was payable by the registrant after that earlier time in respect of improvements to the property,

exceeds

(ii) the total of all rebates of tax referred to in subparagraph (i) that the registrant has claimed or is entitled to claim, and

(*d*) the tax collectible by the registrant in respect of the supply by the registrant of the property.

B la proportion que représente, immédiatement avant ce moment, l'utilisation qu'il fait de l'immeuble autrement que dans le cadre de ses activités commerciales par rapport à l'utilisation totale de l'immeuble.

(2) L'inscrit qui, étant un gouvernement, effectue la fourniture taxable d'un immeuble par vente (sauf une fourniture qui est, par application de l'article 210, réputée par le paragraphe 200(2) avoir été effectuée) ou, étant un organisme de services publics, est réputé par l'article 190 ou le paragraphe 211(2) avoir effectué la fourniture taxable d'un immeuble, et qui, immédiatement avant le moment où la taxe est payable relativement à la fourniture, a utilisé le bien autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales, peut demander un crédit de taxe sur les intrants pour la période de déclaration au cours de laquelle la taxe relative à la fourniture est devenue payable, égal au moins élevé des montants suivants :

a) l'excédent éventuel du total visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le total de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à l'acquisition du bien et de la taxe qui est payable par lui relativement aux améliorations apportées au bien ou, si l'inscrit est réputé par le paragraphe 200(2) avoir effectué une fourniture du bien à un moment antérieur, le total de la taxe qu'il est réputé par ce paragraphe avoir perçue à ce moment antérieur et de la taxe payable par lui après ce même moment relativement aux améliorations,

(ii) le total des remboursements relatifs à la taxe visée au sous-alinéa (i) que l'inscrit a demandés ou auxquels il a droit;

b) la taxe percevable par l'inscrit relativement à la fourniture du bien.

C is

(*a*) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property and the particular taxable supply is not deemed under subsection 206(4) to have been made, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and

(*b*) in any other case, 100%.

fourniture en question n'est pas réputée par le paragraphe 206(4) avoir été effectuée, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert au calcul du montant remboursable.

Sale by public sector bodies

(2) Where at a particular time a registrant that is a public sector body (other than a financial institution) makes a particular taxable supply of real property by way of sale (other than a supply that is deemed under subsection 200(2) to have been made) and, immediately before the time tax becomes payable in respect of the particular taxable supply, the property was not used by the registrant primarily in commercial activities of the registrant, except where subsection (1) applies, the registrant may, notwithstanding section 170 and Subdivision d, claim an input tax credit for the reporting period in which tax in respect of the particular taxable supply became payable or is deemed to have been collected, as the case may be, equal to the amount determined by the formula

A x B

where

A is the lesser of

(*a*) the total (in this subsection referred to as the "total tax charged in respect of the property") of the tax that was payable by the registrant in respect of the last acquisition of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired, and

(*b*) the tax that is or would, but for section 167, be payable in respect of the particular taxable supply, and

Vente par un organisme du secteur public

(2) Malgré l'article 170 et la sous-section d, l'inscrit qui, étant un organisme du secteur public autre qu'une institution financière, effectue la fourniture taxable d'un immeuble par vente, sauf une fourniture qui est réputée par le paragraphe 200(2) avoir été effectuée, et qui, immédiatement avant le moment où la taxe devient payable relativement à la fourniture, a utilisé l'immeuble autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales peut demander, sauf si le paragraphe (1) s'applique, un crédit de taxe sur les intrants pour la période de déclaration au cours de laquelle la taxe relative à la fourniture est devenue payable ou est réputée avoir été perçue, égal au résultat du calcul suivant :

A x B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

a) le total (appelé « total de la taxe applicable à l'immeuble » au présent paragraphe) de la taxe payable par l'inscrit relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition;

b) la taxe qui est payable relativement à la fourniture ou qui le serait sans l'article 167;

B 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe incluse dans le total de

B is

(*a*) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and

(*b*) in any other case, 100%.

la taxe applicable à l'immeuble, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à cet article, qui sert au calcul du montant remboursable.

(4) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(5) Subsection (3) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(5) Le paragraphe (3) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

58. (1) All that portion of section 194 of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

58. (1) Le passage de l'article 194 de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Incorrect statement

194. For the purposes of this Part, where a supplier makes a taxable supply by way of sale of real property and incorrectly states or certifies in writing to the recipient of the supply that the supply is an exempt supply described in any of sections 2 to 5.3, 8 and 9 of Part I of Schedule V, except where the recipient knows or ought to know that the supply is not an exempt supply,

Déclaration erronée

194. Pour l'application de la présente partie, dans le cas où un fournisseur effectue par vente la fourniture taxable d'un immeuble et déclare erronément par écrit à l'acquéreur qu'il s'agit d'une fourniture exonérée visée aux articles 2 à 5.3, 8 ou 9 de la partie I de l'annexe V, sauf si l'acquéreur sait ou devrait savoir qu'il ne s'agit pas d'une telle fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent :

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

59. (1) Section 195 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

59. (1) L'article 195 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prescribed property

195. For the purposes of this Part, where a person acquires or imports prescribed property for use as capital property of the person, the property shall be deemed to be personal property and not real property.

Biens visés par règlement

195. Pour l'application de la présente partie, les biens visés par règlement qu'une personne acquiert ou importe pour les utiliser comme immobilisations sont réputés être des biens meubles.

Residential complex not capital property

195.1 (1) For the purposes of this Part, other than sections 148 and 249, a residential complex shall be deemed not to be, at a particular time, capital property of a builder of the complex unless

(*a*) at or before the particular time, the construction or substantial renovation of

Immeuble d'habitation réputé immobilisation

195.1 (1) Pour l'application de la présente partie, sauf les articles 148 et 249, un immeuble d'habitation est réputé être l'immobilisation de son constructeur à un moment donné si les conditions suivantes sont réunies :

Clause 58: (1) The relevant portion of section 194 at present reads as follows:

194. For the purposes of this Part, where a supplier has made a taxable supply by way of sale of real property and has incorrectly stated or certified in writing to the recipient of the supply that the supply was an exempt supply under any of sections 2 to 5, 8 and 9 of Part I of Schedule V, except where the recipient knew or ought to have known that the supply was not an exempt supply under those sections,

Article 58, (1). — Texte actuel du passage visé de l'article 194 :

194. Pour l'application de la présente partie, dans le cas où un fournisseur, ayant effectué par vente la fourniture taxable d'un immeuble, déclare erronément par écrit à l'acquéreur qu'il s'agit d'une fourniture exonérée aux termes de l'un des articles 2 à 5, 8 et 9 de la partie I de l'annexe V, sauf si l'acquéreur savait ou aurait dû savoir qu'il ne s'agissait pas d'une telle fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent :

Clause 59: (1) Section 195 at present reads as follows:

195. For the purposes of this Subdivision, prescribed property shall be deemed to be personal property and not real property.

Article 59, (1). — Adjonction de l'article 195.1 et modification de l'article 195. Texte actuel de l'article 195 :

195. Pour l'application de la présente sous-section, les biens visés par règlement sont réputés être des biens meubles.

the complex was substantially completed; and

(*b*) at or after the time the construction or substantial renovation of the complex was substantially completed and at or before the particular time, the builder received an exempt supply of the complex or was deemed under section 191 to have received a taxable supply of the complex.

Addition not capital property

(2) For the purposes of this Part, other than sections 148 and 249, an addition to a multiple unit residential complex shall be deemed not to be, at a particular time, capital property of a builder of the addition unless

(*a*) at or before the particular time, the construction of the addition was substantially completed; and

(*b*) at or after the time the construction of the addition was substantially completed and at or before the particular time, the builder received an exempt supply of the complex or was deemed under subsection 191(4) to have received a taxable supply of the addition.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

60. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 195.1 thereof, as enacted by section 59, the following section:

Last acquisition or importation

195.2 (1) For the purposes of this Part (other than Division III and Schedule VII), an importation of property shall not be considered in determining the last acquisition or importation of the property

(*a*) where tax under Division III was not paid on the property in respect of that importation because the property was included in section 1 or 9 of Schedule VII or the property was included in section 8 of that Schedule and was classified under heading 98.13 or 98.14 of Schedule I to the *Customs Tariff*, or would have been so classified but for Note 11(*a*) to Chapter 98 of that Schedule;

a) la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble étaient achevées en grande partie au moment donné;

b) au cours de la période allant du moment où les travaux sont achevés en grande partie jusqu'au moment donné, le constructeur a reçu une fourniture exonérée de l'immeuble ou est réputé par l'article 191 en avoir reçu une fourniture taxable.

Adjonction réputée immobilisation

(2) Pour l'application de la présente partie, sauf les articles 148 et 249, l'adjonction d'un immeuble d'habitation à logements multiples est réputée être l'immobilisation de son constructeur à un moment donné si les conditions suivantes sont réunies :

a) la construction de l'adjonction était achevée en grande partie au moment donné;

b) au cours de la période allant du moment où les travaux sont achevés en grande partie jusqu'au moment donné, le constructeur a reçu une fourniture exonérée de l'immeuble ou est réputé par le paragraphe 191(4) avoir reçu une fourniture taxable de l'adjonction.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

60. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 195.1, édicté par l'article 59, de ce qui suit :

Dernière acquisition ou importation

195.2 (1) Pour l'application de la présente partie, sauf la section III et l'annexe VII, l'importation d'un bien n'est pas prise en compte lorsqu'il s'agit de déterminer le moment de la dernière acquisition ou importation du bien dans les cas suivants :

a) la taxe prévue à la section III applicable au bien relativement à cette importation n'a pas été payée du fait que le bien était soit inclus aux articles 1 ou 9 de l'annexe VII, soit inclus à l'article 8 de cette annexe et classé sous les numéros 98.13 ou 98.14 à l'annexe I du *Tarif des douanes*, ou serait ainsi classé en l'absence de la note 11a) du chapitre 98 de l'annexe I de cette loi;

Clause 60: (1) New.

Article 60, (1). — Nouveau.

(*b*) where tax under Division III on the property in respect of that importation was calculated on a value determined under the *Value of Imported Goods (GST) Regulations*, other than section 8 or 12 or a prescribed section of those Regulations; or

(*c*) in prescribed circumstances.

b) la taxe prévue à la section III applicable au bien relativement à cette importation a été calculée sur une valeur déterminée aux termes du *Règlement sur la valeur des importations (TPS)*, exception faite de ses articles 8 ou 12 ou d'un autre article de ce règlement visé par règlement;

c) le bien a été acquis ou importé dans les circonstances visées par règlement.

Importation of improvement

(2) For the purposes of this Part (other than Division III and Schedule VII), where a person imports capital property of the person that was improved outside Canada and tax under Division III is payable on a value, determined under the *Value of Imported Goods (GST) Regulations*, that does not exceed the value of the improvement, the importation shall be deemed to be an importation of the improvement.

(2) Pour l'application de la présente partie, sauf la section III et l'annexe VII, l'importation par une personne de son immobilisation qui a fait l'objet d'améliorations à l'étranger est réputée être une importation des améliorations si la taxe prévue à la section III est payable sur une valeur, déterminée aux termes du *Règlement sur la valeur des importations (TPS)*, qui ne dépasse pas la valeur des améliorations.

Importation d'améliorations

Application before 1991

(3) For the purposes of determining the last acquisition or importation of property, this Part shall be deemed to have been in force at all times before 1991.

(3) Pour déterminer le moment de la dernière acquisition ou importation d'un bien, la présente partie est réputée avoir été en vigueur en tout temps avant 1991.

Application avant 1991

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

61. (1) Section 196 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

61. (1) L'article 196 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Intended and actual use

196. For the purposes of this Part, where a person at any time acquires or imports property for use to a particular extent in a particular way, the person shall be deemed to use the property immediately after that time to the particular extent in the particular way.

196. Pour l'application de la présente partie, la personne qui acquiert ou importe un bien pour l'utiliser dans une mesure déterminée à une fin déterminée est réputée l'utiliser ainsi immédiatement après l'avoir acquis ou importé.

Utilisation prévue et réelle

(2) Section 196 of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'article 196 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Intended and actual use

196. For the purposes of this Part, where a person at any time acquires, imports or appropriates property for use as capital property of the person to a particular extent in a particular way, the person shall be deemed to use the property immediately after that time to the particular extent in the particular way.

196. Pour l'application de la présente partie, la personne qui acquiert, importe ou réserve un bien pour l'utiliser comme immobilisation dans une mesure déterminée à une fin déterminée est réputée l'utiliser ainsi immédiatement après l'avoir acquis, importé ou réservé.

Utilisation prévue et réelle

Appropriation to use as capital property

196.1 For the purposes of this Part, where a registrant, at a particular time, appropriates property of the registrant for use as cap-

196.1 Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un inscrit, à un moment donné, réserve un de ses biens pour l'utiliser comme

Utilisation à titre d'immobilisation

Clause 61: (1) and (2) Section 196 at present reads as follows:

196. For the purposes of this Subdivision, where a registrant at any time acquires property for use to a particular extent in a particular way (in this section referred to as the "intended use"), the registrant shall be deemed to have used the property immediately after that time for that intended use.

Article 61, (1). — Texte actuel de l'article 196 :

196. Pour l'application de la présente sous-section, l'inscrit qui acquiert un bien pour l'utiliser dans une mesure déterminée à une fin déterminée est réputé l'utiliser ainsi immédiatement après l'avoir acquis.

ital property of the registrant or in improving capital property of the registrant and, immediately before the particular time, the property was not capital property of the registrant or an improvement to capital property of the registrant,

(*a*) the registrant shall be deemed

(i) to have made, immediately before the particular time, a supply of the property by way of sale, and

(ii) where the property was last acquired or imported by the registrant before the particular time for consumption, use or supply, or was consumed or used before the particular time, in the course of commercial activities of the registrant, to have collected, at the particular time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the property at the particular time; and

(*b*) the registrant shall be deemed to have received, at the particular time, a supply of the property by way of sale and to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to

(i) where the property was last acquired or imported by the registrant before the particular time for consumption, use or supply, or was consumed or used before the particular time, in the course of commercial activities of the registrant and the supply is not an exempt supply, tax calculated on the fair market value of the property at the particular time, and

(ii) in any other case, the amount determined by the formula

A x B

where

A is the lesser of

(A) the tax that was payable by the registrant in respect of the last acquisition or importation of the property by the registrant, and

(B) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time, and

immobilisation, ou dans le cadre d'améliorations à apporter à son immobilisation, alors que le bien, immédiatement avant ce moment, ne faisait pas partie de ses immobilisations ni ne constituait des améliorations pouvant leur être apportées, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) l'inscrit est réputé :

(i) avoir effectué, immédiatement avant le moment donné, une fourniture du bien par vente,

(ii) si l'inscrit a acquis ou importé le bien la dernière fois avant le moment donné pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales, ou s'il a consommé ou utilisé le bien dans ce cadre avant ce moment, avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment;

b) l'inscrit est réputé avoir reçu, au moment donné, une fourniture du bien par vente et avoir payé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe suivante :

(i) si l'inscrit a acquis ou importé le bien la dernière fois avant le moment donné pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales, ou s'il a consommé ou utilisé le bien dans ce cadre avant ce moment, et s'il ne s'agit pas d'une fourniture exonérée, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment,

(ii) dans les autres cas, le résultat du calcul suivant :

A x B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(A) la taxe payable par l'inscrit relativement à sa dernière acquisition ou importation du bien,

(B) la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné,

B is

(A) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of the tax that was payable by the registrant in respect of the last acquisition or importation of the property, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and

(B) in any other case, 100%.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on April 1, 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

62. (1) Section 197 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Insignificant changes in use

197. For the purposes of subsections 206(2), (3) and (5), 207(2) and 208(2) and (3), where in any period

(*a*) beginning on the later of

(i) the day a registrant last acquired or imported property for use as capital property of the registrant, and

(ii) the day subsection 206(3) or (5), 207(2) or 208(3) last applied to the property, and

(*b*) ending at any time after that day,

the extent to which the registrant changed the use of the property in commercial activities of the registrant is less than 10% of the total use of the property, the registrant shall be deemed to have used the property throughout that period to the same extent and in the same way as the registrant used the property at the beginning of that period, unless the registrant is an individual who began in that period to use the property primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on April 1, 1991.

B 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre de la taxe payable par lui relativement à la dernière acquisition ou importation du bien, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert au calcul du montant remboursable.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1er avril 1991.

1990, ch. 45, par. 12(1)

62. (1) L'article 197 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Changement d'utilisation négligeable

197. Pour l'application des paragraphes 206(2), (3) et (5), 207(2) et 208(2) et (3), lorsqu'un bien – utilisé dans le cadre des activités commerciales d'un inscrit – fait l'objet, au cours de la période commençant le dernier en date des jours suivants et se terminant après ce jour, d'un changement d'utilisation qui représente un changement de moins de 10 % par rapport à son utilisation totale, l'inscrit est réputé avoir utilisé le bien durant cette période dans la même mesure et à la même fin qu'il l'utilisait au début de cette période :

a) le jour où l'inscrit a acquis ou importé le bien la dernière fois pour l'utiliser comme immobilisation;

b) le jour où les paragraphes 206(3) ou (5), 207(2) ou 208(3) se sont appliqués au bien pour la dernière fois.

Le présent paragraphe ne s'applique pas si l'inscrit est un particulier qui a commencé, au cours de la période en question, à utiliser le bien principalement pour son usage personnel ou celui d'un particulier qui lui est lié.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er avril 1991.

Clause 62: (1) Section 197 at present reads as follows:

197. (1) For the purposes of this Subdivision, where in any period beginning on the later of

(*a*) the day a registrant last acquired particular property, and

(*b*) the day any provision of this Subdivision that applies in respect of any change in use of property was last applicable in respect of the property,

and ending at any time after that day, any change in the use of the property is insignificant, the use of the property shall be deemed not to have changed in that period.

(2) For the purposes of this section, a change in the use of property from use primarily for one purpose to use primarily for another purpose is not insignificant, but any other change in the use of property that is a change of less than 10% of the total use of the property is insignificant.

Article 62, (1). — Texte actuel de l'article 197 :

197. (1) Pour l'application de la présente sous-section, le bien dont l'utilisation change de façon négligeable au cours de la période commençant le dernier en date des jours suivants et se terminant après ce jour est réputé ne pas changer d'utilisation au cours de cette période :

a) le jour où un inscrit a acquis le bien pour la dernière fois;

b) le jour où une disposition de la présente sous-section applicable au changement d'utilisation de biens s'est appliquée au bien pour la dernière fois.

(2) Pour l'application du présent article, n'est pas un changement négligeable le fait de commencer à utiliser principalement à une certaine fin le bien qui auparavant était utilisé principalement à une autre fin; cependant, tout changement d'utilisation d'un bien qui représente un changement de moins de 10 % par rapport à son utilisation totale est considéré négligeable.

1990, c. 45, s. 12(1)

63. (1) Section 198 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Use in supply of financial services

198. For the purposes of this Part, to the extent that a registrant who is not a financial institution uses property as capital property of the registrant in the making of supplies of financial services that relate to commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed to use the property in those commercial activities.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

64. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 198 thereof, the following section:

Change in use caused by operation of Part

198.1 Where

(*a*) a registrant, because of the enactment of an amendment to this Part or Schedule V, is deemed under subsection 200(2), 203(2), 206(4) or 207(1) to have made a supply of property and to have collected, at a particular time, tax in respect of the supply, or

(*b*) a registrant, because of

(i) the operation of paragraph 171(3)(*b*),

(ii) the application of paragraph 171.1(1)(*b*) at the time the registration of the registrant under this Part ceases to apply to particular commercial activities of the registrant, or

(iii) a branch or division of the registrant becoming a small supplier division within the meaning assigned by subsection 129(1),

is deemed under subsection 200(2), 203(2), 206(4) or 207(1) to have made a particular supply of

(iv) property that was originally supplied to or imported by the registrant before 1991, or

(v) tangible personal property that was originally supplied to the registrant in Canada before 1994 as used tangible personal property in circumstances in

1990, ch. 45, par. 12(1)

63. (1) L'article 198 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Utilisation dans le cadre d'une fourniture de services financiers

198. Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui n'est pas une institution financière mais qui utilise un bien comme immobilisation dans le cadre de la fourniture de services financiers liés à ses activités commerciales est réputé, dans la mesure où il utilise ainsi le bien, l'utiliser dans le cadre de ces activités.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

64. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 198, de ce qui suit :

Changement d'utilisation par suite de l'application de la partie IX

198.1 Aux fins du calcul de la taxe qui est réputée par l'un des paragraphes 200(2), 203(2), 206(4) et 207(1) avoir été perçue ou payée, selon le cas, à un moment donné, la taxe calculée sur la juste valeur marchande d'un bien au moment donné est réputée ne pas dépasser le total de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition ou importation du bien et de la taxe qui est payable par lui relativement à des améliorations apportées au bien, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition ou importation lorsque l'une des situations suivantes existe :

a) l'inscrit, par suite d'une modification apportée à la présente partie ou à l'annexe V, est réputé par les paragraphes 200(2), 203(2), 206(4) ou 207(1) avoir effectué la fourniture du bien et avoir perçu la taxe afférente au moment donné;

b) l'inscrit, par suite de l'un des événements visés aux sous-alinéas (i) à (iii), est réputé par les paragraphes 200(2), 203(2), 206(4) ou 207(1) avoir effectué la fourniture soit du bien qui lui a été initialement fourni, ou qu'il a initialement importé, avant 1991, soit du bien meuble corporel qui lui a été initialement fourni au Canada avant 1994 comme bien meuble corporel d'occasion dans des circonstances où aucune taxe n'était payable relativement à la

Clause 63: (1) Section 198 at present reads as follows:

198. For the purposes of this Subdivision, where a registrant who is engaged in commercial activities uses property, at a time when the registrant is not a financial institution, as capital property in the making of supplies of financial services relating to those activities, to the extent that the property is so used, it shall be deemed to be used as capital property in those commercial activities.

Article 63, (1). — Texte actuel de l'article 198 :

198. Pour l'application de la présente sous-section, l'inscrit qui exerce des activités commerciales et qui, à un moment où il n'est pas une institution financière, utilise un bien comme immobilisation dans le cadre de la fourniture de services financiers liés à ces activités est réputé, dans la mesure où le bien est ainsi utilisé, l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ces activités commerciales.

Clause 64: (1) New.

Article 64, (1). — Nouveau.

which tax was not payable in respect of the supply,

and to have collected, at a particular time, tax in respect of the particular supply,

for the purposes of determining the amount of tax that is deemed under that subsection to have been collected or paid at the particular time, the amount of tax calculated on the fair market value of the property at the particular time shall be deemed not to exceed the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the last acquisition or importation of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired or imported.

fourniture, et avoir perçu la taxe afférente au moment donné :

(i) l'application de l'alinéa 171(3)*b*),

(ii) l'application de l'alinéa 171.1(1)*b*) au moment où l'inscription de l'inscrit en vertu de la présente partie cesse d'être valable pour certaines de ses activités commerciales,

(iii) le fait qu'une succursale ou division de l'inscrit devient une division de petit fournisseur, au sens du paragraphe 129(1).

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subparagraph 198.1(*b*)(i) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall, in respect of a reduction, before April 1991, in the use in commercial activities of a person of property that was originally acquired or imported by the person before 1991, be read as follows:

(i) an election made by the registrant under subsection 150(1) becoming effective or the operation of paragraph 171(3)(*b*),

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, en cas de réduction, avant avril 1991, de l'utilisation qu'une personne fait, dans le cadre de ses activités commerciales, d'un bien qu'elle a initialement acquis ou importé avant 1991, le sous-alinéa 198.1*b*)(i) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

(i) l'entrée en vigueur du choix que l'inscrit fait en vertu du paragraphe 150(1) ou l'application de l'alinéa 171(3)*b*),

65. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 198.1 thereof, as enacted by subsection 64(1), the following section:

Capital acquisitions outside Canada

198.2 Where

(*a*) a registrant is the recipient of a taxable supply of personal property or a service made outside Canada,

(*b*) but for the fact that the registrant was acquiring the property or service for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial activities of the registrant, tax in respect of the supply would have become payable by the registrant at any time under section 218, and

65. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 198.1, édicté par le paragraphe 64(1), de ce qui suit :

Acquisition d'une immobilisation à l'étranger

198.2 Pour l'application de l'article 198.1, des paragraphes 206(3), (4) et (5), de l'article 207 et des paragraphes 208(3) et 211(2), l'inscrit qui est l'acquéreur de la fourniture taxable d'un bien meuble ou d'un service effectuée à l'étranger est réputé, d'une part, avoir payé, au moment visé à l'alinéa *a*) et relativement à la fourniture, une taxe égale à 7 % de la valeur de la contrepartie de la fourniture, déterminée en conformité avec la section IV, et, d'autre part, avoir demandé, dans une déclaration qu'il a produite en vertu de la section V pour sa période

Clause 65: (1) New.

Article 65, (1). — Nouveau.

(*c*) the registrant

(i) in the case of a supply of personal property, acquired the property for use as capital property, or

(ii) in any case, acquired the property or service for consumption or use in improving capital property of the registrant that was used at that time exclusively in commercial activities of the registrant,

for the purposes of applying section 198.1, subsections 206(3), (4) and (5), section 207 and subsections 208(3) and 211(2), the registrant shall be deemed

(*d*) to have paid at that time tax in respect of the supply equal to 7% of the value of the consideration for the supply determined in accordance with Division IV, and

(*e*) to have claimed, in a return under Division V filed by the registrant for the reporting period of the registrant that includes that time, an input tax credit in respect of the property or service equal to that tax.

de déclaration qui comprend le moment visé à l'alinéa *a*), un crédit de taxe sur les intrants relatif au bien ou au service égal à cette taxe si les conditions suivantes sont réunies :

a) la taxe relative à la fourniture serait devenue payable par l'inscrit à un moment donné en vertu de l'article 218 si l'inscrit n'avait pas acquis le bien ou le service pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales;

b) l'inscrit :

(i) étant l'acquéreur de la fourniture d'un bien meuble, a acquis le bien pour l'utiliser comme immobilisation,

(ii) dans tous les cas, a acquis le bien ou le service pour le consommer ou l'utiliser dans le cadre d'améliorations à son immobilisation qu'il utilisait, au moment donné, exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales.

(2) Subsection (1) applies for the purposes of any supply deemed to have been made under any of subsections 206(3), (4) and (5), section 207 and subsections 208(3) and 211(2) of the said Act, other than a supply deemed to have been made before 1993.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures réputées effectuées en application de l'un des paragraphes 206(3), (4) et (5), de l'article 207 et des paragraphes 208(3) et 211(2) de la même loi, sauf si elles sont réputées effectuées avant 1993.

1990, c. 45, s. 12(1)

66. (1) Subsection 199(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

66. (1) Le paragraphe 199(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Beginning use of personal property

(3) For the purposes of this Part, where a registrant last acquired or imported personal property for use as capital property of the registrant but not for use primarily in commercial activities of the registrant and the registrant begins, at a particular time, to use the property as capital property primarily in commercial activities of the registrant, except where the registrant becomes a registrant at the particular time, the registrant shall be deemed

(*a*) to have received, at the particular time, a supply of the property by way of sale; and

Principale utilisation d'immobilisations

(3) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui a acquis ou importé un bien meuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation mais non principalement dans le cadre de ses activités commerciales et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser comme immobilisation principalement dans le cadre de ses activités commerciales est réputé, sauf s'il devient un inscrit à ce moment :

a) avoir reçu, au moment donné, une fourniture du bien par vente;

b) avoir payé, au moment donné et relativement à la fourniture, sauf s'il s'agit

Clause 66: (1) Subsection 199(3) at present reads as follows:

(3) For the purposes of this Part, where personal property was acquired or imported by a registrant and the registrant was not entitled, by reason of the use for which the property was acquired or imported, to claim an input tax credit in respect of the property, or the registrant was deemed under subsection 200(2) to have made a supply of the property and the registrant begins, at a particular time, to use the property as capital property primarily in commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed to have

(*a*) received, immediately before the particular time, a supply of the property for use as capital property exclusively in commercial activities of the registrant; and

(*b*) paid at the particular time tax in respect of the supply equal to the lesser of

(i) the amount, if any, by which

Article 66, (1). — Texte actuel du paragraphe 199(3) :

(3) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui acquiert ou importe un bien meuble pour l'utiliser à une fin qui ne lui donne pas droit au crédit de taxe sur les intrants, ou qui est réputé par le paragraphe 200(2) l'avoir fourni, et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser comme immobilisation principalement dans le cadre de ses activités commerciales est réputé :

a) avoir reçu le bien immédiatement avant ce moment, dans le cadre d'une fourniture, lequel bien est à utiliser comme immobilisation exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales;

b) avoir payé, à ce moment, la taxe relative à la fourniture, égale au moins élevé des montants suivants :

(i) l'excédent éventuel du total visé à la division (A) sur le total visé à la division (B) :

(A) le total de la taxe payable par lui relativement à l'acquisition ou à l'importation du bien et de la taxe payable par lui relative-

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

A x B

where

A is the lesser of

(i) the total (in this subsection referred to as "the total tax charged in respect of the property") of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the last acquisition or importation of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired or imported, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time, and

B is

(i) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and

(ii) in any other case, 100%.

d'une fourniture exonérée, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A x B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) le total (appelé « total de la taxe applicable au bien » au présent paragraphe) de la taxe qui est payable par lui, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition ou importation du bien et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées au bien, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition ou importation,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné;

B 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe incluse dans le total de la taxe applicable au bien, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert au calcul du montant remboursable.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 199(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Improvement to capital personal property

(4) Where a registrant acquires or imports an improvement to personal property that is capital property of the registrant, tax payable by the registrant in respect of the acquisition or importation of the improvement shall not be included in determining an input tax credit of the registrant unless, at the time that tax becomes payable or is paid without having become payable, the capital property is used primarily in commercial activities of the registrant.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 199(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Amélioration – utilisation principale d'un immobilisation

(4) La taxe payable par un inscrit relativement à l'acquisition ou à l'importation des améliorations à un bien meuble qui est son immobilisation est incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants si l'immobilisation, au moment où cette taxe devient payable ou est payée sans qu'elle soit devenue payable, est utilisée principalement dans le cadre de ses activités commerciales.

(A) the total of the tax that was payable by the registrant in respect of the acquisition or importation of the property and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property or, where the registrant was deemed under subsection 200(2) to have made a supply of the property at an earlier time, the total of the tax deemed under that subsection to have been collected by the registrant at that earlier time and the tax that was payable by the registrant after that earlier time in respect of improvements to the property,

exceeds

(B) the total of all rebates in respect of tax referred to in clause (A) that the registrant has claimed or is entitled to claim, and

(ii) the tax that would be payable by the registrant if the registrant acquired the property at the particular time by way of a taxable supply from another registrant for consideration equal to its fair market value at the particular time.

ment aux améliorations qui y sont apportées ou, s'il est réputé par le paragraphe 200(2) avoir fourni le bien à un moment antérieur, le total de la taxe qu'il est réputé par ce paragraphe avoir perçue à ce moment antérieur et de la taxe payable par lui après ce même moment relativement aux améliorations,

(B) le total des remboursements relatifs à la taxe visée à la division (A) que l'inscrit a demandés ou auxquels il a droit,

(ii) la taxe qui serait payable par lui, s'il avait acquis le bien, au moment donné, par suite d'une fourniture taxable effectuée par un autre inscrit pour une contrepartie égale à la juste valeur marchande du bien à ce moment.

(2) Subsection 199(4) at present reads as follows:

(4) Where a registrant acquires or imports an improvement to personal property that is capital property of the registrant,

(*a*) where immediately after the property is improved it is for use primarily in commercial activities of the registrant, the registrant shall, for the purposes of this Part, be deemed to have acquired the improvement for use exclusively in commercial activities of the registrant; and

(*b*) the tax payable by the registrant in respect of the improvement shall not be included in determining an input tax credit of the registrant for any reporting period unless immediately after the property is improved it is for use primarily in commercial activities of the registrant.

(2). — Texte actuel du paragraphe 199(4) :

(4) Les règles suivantes s'appliquent à l'inscrit qui acquiert ou importe des améliorations à un bien meuble qui est son immobilisation :

a) si le bien, immédiatement après que les améliorations y sont apportées, est à utiliser principalement dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit, celui-ci est réputé, pour l'application de la présente partie, avoir acquis les améliorations pour les utiliser exclusivement dans ce cadre;

b) la taxe payable par l'inscrit relativement aux améliorations n'est incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants pour une période de déclaration que si le bien, immédiatement après que les améliorations y sont apportées, est à utiliser principalement dans le cadre de ses activités commerciales.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(4) Subsection (2) applies to improvements acquired or imported after March 1991.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux améliorations acquises ou importées après mars 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

67. (1) Subsections 200(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

67. (1) Les paragraphes 200(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Ceasing use of personal property

(2) For the purposes of this Part, where a registrant last acquired or imported personal property for use as capital property primarily in commercial activities of the registrant and the registrant begins, at a particular time, to use the property primarily for other purposes, the registrant shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before the particular time, a supply of the property by way of sale and to have collected, at the particular time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the property at the particular time; and

(*b*) to have received, at the particular time, a supply of the property by way of sale and to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the property at the particular time.

(2) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui a acquis ou importé un bien meuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation principalement dans le cadre de ses activités commerciales et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser principalement à d'autres fins est réputé :

a) avoir fourni le bien par vente immédiatement avant le moment donné et avoir perçu, au moment donné et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment;

b) avoir reçu, au moment donné, une fourniture du bien par vente et avoir payé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment.

Utilisation non principale d'immobilisations

Sale of personal property

(3) Notwithstanding paragraph 141.1(1)(*a*), for the purposes of this Part, where a registrant makes a supply by way of sale of personal property that is capital property of the registrant and, before the earlier of the time that ownership of the property is transferred to the recipient of the supply and the time possession of the property is transferred to the recipient under the agreement for the supply, the registrant was last using the property otherwise than primarily in commercial activities of the registrant, the supply shall be deemed to be made in the course of activities of the registrant that are not commercial activities.

(3) Malgré l'alinéa 141.1(1)*a*) et pour l'application de la présente partie, la fourniture par vente, effectuée par un inscrit, d'un bien meuble qui est son immobilisation est réputée effectuée dans le cadre des activités non commerciales de l'inscrit si, avant le premier en date du moment du transfert de la propriété du bien à l'acquéreur et du moment du transfert de sa possession à celui-ci aux termes de la convention concernant la fourniture, l'inscrit a utilisé le bien la dernière fois autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales.

Vente d'immobilisations

(2) Section 200 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) L'article 200 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Sale of personal property of a government

(4) Notwithstanding paragraph 141.1(1)(*b*) and subsection (3), for the purposes of this Part, where a government (other

(4) Malgré l'alinéa 141.1(1)*b*) et le paragraphe (3), et pour l'application de la présente partie, le gouvernement (sauf un

Vente du bien meuble d'un gouvernement

Clause 67: (1) Subsections 200(2) and (3) at present read as follows:

(2) For the purposes of this Part, where a registrant acquired or imported personal property for use as capital property primarily in commercial activities of the registrant and the registrant, at any time, begins to use the property otherwise than primarily in commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed to have

(*a*) made a supply by way of sale of that property for consideration equal to the fair market value of the property at that time; and

(*b*) collected at that time tax in respect of the supply, calculated on that consideration.

(3) For the purposes of this Part, where a registrant makes a supply by way of sale of personal property that is capital property and, immediately before ownership of the property is transferred, the registrant was using the property otherwise than primarily in commercial activities of the registrant, the supply shall be deemed not to be a taxable supply.

(2) New.

Article 67, (1). — Texte actuel des paragraphes 200(2) et (3) :

(2) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui acquiert ou importe un bien meuble pour l'utiliser comme immobilisation principalement dans le cadre de ses activités commerciales et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser autrement que principalement dans ce cadre est réputé :

a) avoir fourni le bien par vente pour une contrepartie égale à la juste valeur marchande du bien à ce moment;

b) avoir perçu, à ce moment, la taxe relative à la fourniture, calculée sur cette contrepartie.

(3) Pour l'application de la présente partie, la fourniture par vente d'un bien meuble, qui est une immobilisation, effectuée par un inscrit est réputée ne pas être une fourniture taxable si, immédiatement avant le transfert de la propriété du bien, l'inscrit utilisait le bien autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales.

(2). — Nouveau.

than a specified Crown agent) makes a supply by way of sale of personal property that is capital property of the government, the supply shall be deemed to have been made in the course of commercial activities of the government.

mandataire désigné) qui fournit par vente un bien meuble qui est son immobilisation est réputé l'avoir fourni dans le cadre de ses activités commerciales.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on September 30, 1992 except that, in applying subsection 200(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), to supplies of property under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient of the supply on or before that date, the said subsection 200(3) shall be read as follows:

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 30 septembre 1992. Toutefois, en ce qui concerne les fournitures de biens dans le cadre desquelles la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur au plus tard à cette date, le paragraphe 200(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

(3) Notwithstanding paragraph 141.1(1)(*a*), for the purposes of this Part, where a registrant makes a supply by way of sale of personal property that is capital property of the registrant and, immediately before ownership of the property is transferred to the recipient of the supply, the registrant was using the property otherwise than primarily in commercial activities of the registrant, the supply shall be deemed not to be a taxable supply.

(3) Malgré l'alinéa 141.1(1)*a*) et pour l'application de la présente partie, la fourniture par vente, effectuée par un inscrit, d'un bien meuble qui est son immobilisation est réputée ne pas être une fourniture taxable si, immédiatement avant le transfert de la propriété du bien à l'acquéreur, l'inscrit utilisait le bien autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales.

(4) Subsection (2) applies to any supply of property other than a supply under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient of the supply before November 6, 1991.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux fournitures de biens, sauf celles dans le cadre desquelles la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur avant le 6 novembre 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

68. (1) Section 201 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

68. (1) L'article 201 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Value of passenger vehicle

201. For the purposes of determining an input tax credit of a registrant who at any time acquires or imports a passenger vehicle for use as capital property in commercial activities of the registrant, the tax payable by the registrant in respect of the acquisition or importation of the vehicle at that time shall be deemed to be the lesser of

(*a*) the tax that was payable by the registrant in respect of the acquisition or importation of the vehicle at that time, and

(*b*) the amount determined by the formula

Valeur d'une voiture de tourisme

201. Aux fins du calcul du crédit de taxe sur les intrants de l'inscrit qui, à un moment donné, acquiert ou importe une voiture de tourisme pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, la taxe payable par l'inscrit relativement à l'acquisition ou à l'importation de la voiture à ce moment est réputée égale au moins élevé des montants suivants :

a) la taxe payable par lui relativement à l'acquisition ou à l'importation de la voiture au moment donné;

b) le résultat du calcul suivant :

A x B

Clause 68: (1) Section 201 at present reads as follows:

201. For the purposes of determining an input tax credit (other than an input tax credit determined under subsection 203(1)) of a registrant who has acquired or imported a passenger vehicle for use as capital property in commercial activities of the registrant, the tax payable by the registrant in respect of the vehicle shall be deemed to be the lesser of

(*a*) the tax actually payable by the registrant in respect of the vehicle, and

(*b*) the tax that would be payable by the registrant in respect of the vehicle if the registrant acquired the vehicle for consideration equal to the amount deemed under paragraph 13(7)(g) or (h) of the *Income Tax Act* to be, for the purposes of section 13 of that Act, the capital cost to a taxpayer of a passenger vehicle in respect of which that paragraph applies.

Article 68, (1). — Texte actuel de l'article 201 :

201. Aux fins du calcul du crédit de taxe sur les intrants, sauf celui calculé en application du paragraphe 203(1), de l'inscrit qui a acquis ou importé une voiture de tourisme pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, la taxe payable par l'inscrit relativement à la voiture est réputée égale au moins élevé des montants suivants :

a) la taxe effectivement payable par lui relativement à la voiture;

b) la taxe qui serait payable par lui relativement à la voiture s'il l'avait acquise pour une contrepartie égale au montant réputé par l'alinéa 13(7)*g*) ou *h*) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* être, pour l'application de l'article 13 de cette loi, le coût en capital pour un contribuable d'une voiture de tourisme à laquelle cet alinéa s'applique.

A x B

where

A is the tax that would be payable by the registrant in respect of the vehicle if the registrant acquired the vehicle for consideration equal to the amount deemed under paragraph 13(7)(*g*) or (*h*) of the *Income Tax Act* to be, for the purposes of section 13 of that Act, the capital cost to a taxpayer of a passenger vehicle to which that paragraph applies, and

B is

(i) where the registrant is deemed under subsection 199(3) or 206(2) or (3) to have acquired the vehicle or a portion thereof at that time and the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any acquisition or importation of the vehicle or any improvement to it, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and

(ii) in any other case, 100%.

où :

A représente la taxe qui serait payable par lui relativement à la voiture s'il l'avait acquise pour une contrepartie égale au montant réputé par les alinéas 13(7)*g*) ou *h*) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* être, pour l'application de l'article 13 de cette loi, le coût en capital pour un contribuable d'une voiture de tourisme à laquelle l'un de ces alinéas s'applique,

B 100 % ou, si l'inscrit est réputé par les paragraphes 199(3) ou 206(2) ou (3) avoir acquis tout ou partie de la voiture au moment donné et s'il peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 relativement à l'acquisition ou à l'importation de la voiture ou à des améliorations afférentes, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert au calcul du montant remboursable.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

69. (1) Subsection 202(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

69. (1) Le paragraphe 202(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Input tax credit on passenger vehicle or aircraft

(2) Where a registrant who is an individual or a partnership acquires or imports a passenger vehicle or aircraft for use as capital property of the registrant, the tax payable (other than tax deemed to be payable under subsection (4)) by the registrant in respect of the acquisition or importation shall not be included in determining an input tax credit of the registrant unless the vehicle or aircraft was acquired or imported for use exclusively in commercial activities of the registrant.

Crédit pour voiture de tourisme ou aéronef

(2) La taxe, sauf celle réputée payable par le paragraphe (4), payable par l'inscrit — particulier ou société de personnes — relativement à l'acquisition ou à l'importation d'une voiture de tourisme ou d'un aéronef, qu'il acquiert ou importe pour l'utiliser comme immobilisation, n'est incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants que si la voiture ou l'aéronef a été acquis ou importé pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 202(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 202(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Improvement to passenger vehicle or aircraft

(3) Where a registrant who is an individual or a partnership acquires or imports an improvement to a passenger vehicle or air-

Améliorations une voiture de tourisme ou à un aéronef

(3) Dans le cas où un inscrit — particulier ou société de personnes — acquiert ou importe des améliorations à une voiture de tou-

Clause 69: (1) Subsection 202(2) at present reads as follows:

(2) Where a registrant who is an individual or a partnership acquires or imports a passenger vehicle or aircraft for use as capital property in commercial activities of the registrant, the tax payable (other than tax deemed to be payable under subsection (4)) by the registrant in respect of the acquisition or importation shall not be included in determining an input tax credit of the registrant for any reporting period unless the vehicle or aircraft was acquired or imported for use exclusively in commercial activities of the registrant.

Article 69, (1). — Texte actuel du paragraphe 202(2) :

(2) La taxe, sauf la taxe réputée payable par le paragraphe (4), payable par l'inscrit particulier ou société de personnes relativement à l'acquisition ou à l'importation d'une voiture de tourisme ou d'un aéronef, qu'il acquiert ou importe pour utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, n'est incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants pour une période de déclaration que si la voiture ou l'aéronef ont été acquis ou importés pour être utilisés exclusivement dans ce cadre.

(2) Subsection 202(3) at present reads as follows:

(3) Where a registrant who is an individual or a partnership acquires or imports an improvement to a passenger vehicle or aircraft that is capital property of the registrant, the tax payable by the registrant in respect of the improvement shall not be included in determining an input tax credit of the registrant for any reporting period unless

(2). — Texte actuel du paragraphe 202(3) :

(3) Dans le cas où un inscrit particulier ou société de personnes acquiert ou importe des améliorations à une voiture de tourisme ou à un aéronef qui font partie de ses immobilisations, la taxe payable par l'inscrit relativement aux améliorations n'est incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants pour une période de déclaration que si :

craft that is capital property of the registrant, the tax payable by the registrant in respect of the improvement shall not be included in determining an input tax credit of the registrant unless, throughout the period

(*a*) beginning on the day the vehicle or aircraft, as the case may be, was acquired or imported by the registrant, and

(*b*) ending on the day tax in respect of the improvement becomes payable or is paid without having become payable,

the vehicle or aircraft was used exclusively in commercial activities of the registrant.

(3) Paragraph 202(3)(*a*) of the said Act, as enacted by subsection (2), is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) beginning on the later of the day the vehicle or aircraft, as the case may be, was originally acquired or imported by the registrant and the day the individual or partnership becomes a registrant, and

risme ou à un aéronef qui fait partie de ses immobilisations, la taxe payable par l'inscrit relativement aux améliorations n'est incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants que si la voiture ou l'aéronef a été utilisé exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales durant la période commençant le jour où il a acquis ou importé la voiture ou l'aéronef et se terminant le jour où la taxe relative aux améliorations devient payable ou est payée sans qu'elle soit devenue payable.

(3) Le paragraphe 202(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Améliorations à une voiture de tourisme ou à un aéronef

(3) Dans le cas où un inscrit — particulier ou société de personnes — acquiert ou importe des améliorations à une voiture de tourisme ou à un aéronef qui fait partie de ses immobilisations, la taxe payable par l'inscrit relativement aux améliorations n'est incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants que si la voiture ou l'aéronef a été utilisé exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales durant la période commençant au dernier en date du jour où il a initialement acquis ou importé la voiture ou l'aéronef et du jour où il est devenu un inscrit et se terminant le jour où la taxe relative aux améliorations devient payable ou est payée sans qu'elle soit devenue payable.

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Subsection 202(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Non-exclusive use of passenger vehicle or aircraft

(4) Notwithstanding subsections (2) and (3), where a registrant who is an individual or a partnership at any time acquires or imports a passenger vehicle or aircraft, in respect of which tax is payable by the registrant, for use as capital property of the registrant but not for use exclusively in commercial activities of the registrant, for the purposes of determining an input tax credit of the registrant, the registrant shall be deemed

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Le paragraphe 202(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Utilisation non exclusive d'une voiture de tourisme ou d'un aéronef

(4) Malgré les paragraphes (2) et (3), aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants, l'inscrit — particulier ou société de personnes — qui, à un moment donné, acquiert ou importe une voiture de tourisme ou un aéronef, relativement auquel il est tenu de payer une taxe, pour l'utiliser comme immobilisation mais non exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales est réputé :

a) avoir acquis la voiture ou l'aéronef le dernier jour de chacune de ses années d'imposition se terminant après le moment donné;

(*a*) throughout the period beginning on the day the vehicle or aircraft, as the case may be, was acquired or imported by the registrant and ending on the day the improvement was acquired or imported, the vehicle or aircraft was used exclusively in commercial activities of the registrant; and

(*b*) immediately after the vehicle or aircraft is improved it is for use exclusively in commercial activities of the registrant.

a) tout au long de la période commençant le jour où il a acquis ou importé la voiture ou l'aéronef et se terminant le jour où les améliorations ont été acquises ou importées, la voiture ou l'aéronef a été utilisé exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales;

b) immédiatement après que les améliorations y sont apportées, la voiture ou l'aéronef est utilisé exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales.

(4) Subsection 202(4) at present reads as follows:

(4) For the purposes of this Part, where, in a taxation year of a registrant who is an individual or a partnership, the registrant acquires or imports a passenger vehicle or aircraft, in respect of which tax is payable by the registrant, for use as capital property in commercial activities of the registrant, but not exclusively for that use, for the purpose of determining an input tax credit of the registrant, the registrant shall be deemed to have paid tax in respect of the vehicle or aircraft, that became payable on the last day of the last reporting period of the registrant beginning in that taxation year and in each subsequent taxation year, equal to the amount determined by the formula

A x B

where

A is the tax fraction; and

B is the capital cost allowance in respect of the vehicle or aircraft that was deducted under the *Income Tax Act* in computing the income of the registrant from those commercial activities for that or the subsequent taxation year, as the case may be.

(4). — Texte actuel du paragraphe 202(4) :

(4) Pour l'application de la présente partie, aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants, l'inscrit particulier ou société de personnes qui, au cours de son année d'imposition, acquiert ou importe une voiture de tourisme ou un aéronef, relativement auquel il doit payer une taxe, pour utilisation non exclusive comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales est réputé avoir payé relativement à la voiture ou l'aéronef la taxe, devenue payable le dernier jour de sa dernière période de déclaration commençant pendant cette année et chaque année d'imposition postérieure, calculée selon la formule suivante :

A x B

où :

A représente la fraction de taxe;

B la déduction pour amortissement applicable à la voiture ou à l'aéronef aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul de son revenu tiré de ces activités pour cette année ou l'année d'imposition postérieure.

(*a*) to have acquired the vehicle or aircraft on the last day of each taxation year of the registrant ending after that time; and

(*b*) to have paid, on that day, tax in respect of the acquisition of the vehicle or aircraft equal to the amount determined by the formula

A x B

where

A is the tax fraction, and

B is

(i) where an amount in respect of the vehicle or aircraft is required by paragraph 6(1)(*e*) or subsection 15(1) of the *Income Tax Act* to be included in computing the income of an individual for a taxation year of the individual ending in that taxation year of the registrant, nil, and

(ii) in any other case, the capital cost allowance in respect of the vehicle or aircraft that was deducted under the *Income Tax Act* in computing the income of the registrant from those commercial activities for that taxation year of the registrant.

(5) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(6) Subsection (2) applies to improvements acquired or imported after March 1991.

(7) Subsection (3) applies to improvements acquired or imported after September 1992.

(8) Subsection (4) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in respect of taxation years of registrants ending before April 1991, the description of B in paragraph 202(4)(*b*) of the said Act, as enacted by subsection (4), shall be read as follows:

B is the capital cost allowance in respect of the vehicle or aircraft that was deducted under the *Income Tax Act* in computing the income of the registrant from those commercial activities for that taxation year of the registrant.

b) avoir payé, ce jour-là et relativement à l'acquisition de la voiture ou de l'aéronef, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A x B

où :

A représente la fraction de taxe,

B représente :

(i) dans le cas où un montant relatif à la voiture ou à l'aéronef est à inclure en application de l'alinéa 6(1)*e*) ou du paragraphe 15(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu d'un particulier pour son année d'imposition se terminant au cours de l'année d'imposition de l'inscrit, zéro,

(ii) dans les autres cas, la déduction pour amortissement applicable à la voiture ou à l'aéronef aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu de l'inscrit tiré de ces activités pour cette année d'imposition.

(5) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

(6) Le paragraphe (2) s'applique aux améliorations acquises ou importées après mars 1991.

(7) Le paragraphe (3) s'applique aux améliorations acquises ou importées après septembre 1992.

(8) Le paragraphe (4) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, en ce qui concerne les années d'imposition d'un inscrit se terminant avant avril 1991, l'élément B de la formule figurant à l'alinéa 202(4)*b*) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), est remplacé par ce qui suit :

B la déduction pour amortissement applicable à la voiture ou à l'aéronef aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu de l'inscrit tiré de ces activités pour l'année d'imposition de l'inscrit.

1990, c. 45, s. 12(1)

70. (1) Subsection 203(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Sale of passenger vehicle

203. (1) Where a registrant, at a particular time in a reporting period of the registrant, makes a taxable supply by way of sale of a passenger vehicle that, immediately before the particular time, was used as capital property in commercial activities of the registrant, the registrant may, notwithstanding section 170, paragraphs 199(2)(*a*) and (4)(*a*) and subsection 202(1), claim an input tax credit for that period equal to the lesser of

(*a*) the amount determined by the formula

A - B

where

A is the total, determined without reference to section 201, of the tax that was payable by the registrant in respect of the original acquisition or importation of the vehicle by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the vehicle acquired or imported by the registrant after the property was so acquired or imported, and

B is the total of all input tax credits that the registrant was entitled to claim before the particular time in respect of the vehicle and improvements to it, and

(*b*) the amount determined by the formula

$$\frac{C \times D}{E}$$

where

C is the amount determined under paragraph (*a*),

D is the lesser of the value of the consideration for the taxable supply and the amount determined for E, and

E is the total of all amounts, each of which is

(i) the consideration that was payable by the registrant or the value determined under section 215, as the case

1990, ch. 45, par. 12(1)

70. (1) Le paragraphe 203(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Vente d'une voiture de tourisme

203. (1) L'inscrit qui effectue par vente, à un moment donné de sa période de déclaration, la fourniture taxable d'une voiture de tourisme utilisée, immédiatement avant ce moment, comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales peut demander, malgré l'article 170, les alinéas 199(2)*a*) et (4)*a*) et le paragraphe 202(1), un crédit de taxe sur les intrants pour cette période égal au moins élevé des montants suivants :

a) le résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente le total, calculé compte non tenu de l'article 201, de la taxe payable par l'inscrit relativement à l'acquisition ou à l'importation initiales de la voiture par lui et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à la voiture, qu'il a acquises ou importées après cette acquisition ou importation,

B le total des crédits de taxe sur les intrants que l'inscrit pouvait demander avant le moment donné relativement à la voiture et aux améliorations afférentes;

b) le résultat du calcul suivant :

$$\frac{C \times D}{E}$$

où :

C représente le montant calculé à l'alinéa *a*),

D le moins élevé de la valeur de la contrepartie de la fourniture taxable et de l'élément E,

E le total des montants représentant chacun :

(i) la contrepartie payable par l'inscrit ou la valeur déterminée selon l'article 215 relativement à l'acquisition

Clause 70: (1) Subsection 203(1) at present reads as follows:

203. (1) Where a registrant, at any time in a reporting period, makes a taxable supply by way of sale of a passenger vehicle that immediately before that time was used as capital property in commercial activities of the registrant, the registrant may claim an input tax credit for that period equal to the lesser of

(*a*) the amount, if any, by which the tax payable by the registrant in respect of the acquisition, importation or improvement of the vehicle exceeds the input tax credit that the registrant was entitled to claim in respect of the acquisition, importation or improvement of the vehicle, and

(*b*) the amount determined by the formula

$$A \times \frac{B}{C}$$

where

A is the amount determined under paragraph (*a*),

B is the lesser of the value of the consideration for the taxable supply and the amount determined for C, and

C is the total of

(i) the value of the consideration that was payable by the registrant for the supply to the registrant of the vehicle or, where the vehicle was imported by the registrant, the value of the vehicle determined under section 215, and

(ii) the value of the consideration for any improvements to the vehicle.

Article 70, (1). — Texte actuel du paragraphe 203(1) :

203. (1) L'inscrit qui effectue par vente, à un moment d'une période de déclaration, la fourniture taxable d'une voiture de tourisme utilisée, immédiatement avant ce moment, comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales peut demander un crédit de taxe sur les intrants pour cette période égal au moins élevé des montants suivants :

a) l'excédent éventuel de la taxe payable par lui au titre de l'acquisition, de l'importation ou des améliorations de la voiture sur le crédit de taxe sur les intrants qu'il avait le droit de demander à ce titre;

b) le montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C}$$

où :

A représente le montant calculé à l'alinéa *a*);

B le moins élevé de la valeur de la contrepartie de la fourniture taxable et de l'élément C;

C le total des valeurs suivantes :

(i) la valeur de la contrepartie qui était payable par l'inscrit pour la voiture qui lui a été fournie ou, s'il a importé la voiture, la valeur de celle-ci, déterminée à l'article 215,

(ii) la valeur de la contrepartie des améliorations apportées à la voiture.

may be, in respect of the original acquisition or importation of the vehicle by the registrant, or

(ii) where the registrant acquired or imported an improvement to the vehicle, the consideration that was payable by the registrant or the value determined under section 215, as the case may be, in respect of the improvement.

ou à l'importation initiales de la voiture par lui,

(ii) si l'inscrit a acquis ou importé des améliorations à la voiture, la contrepartie payable par lui ou la valeur déterminée selon l'article 215 relativement aux améliorations.

(2) Paragraphs 203(1)(*a*) and (*b*) of the said Act, as enacted by subsection (1), are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les alinéas 203(1)*a*) et *b*) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(*a*) the amount determined by the formula

$$A - B$$

where

A is the total, determined without reference to section 201, of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the last acquisition or importation of the vehicle by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the vehicle acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired or imported, and

B is the total of all rebates under section 259 and input tax credits that the registrant was entitled to claim in respect of any tax included in the total for A, and

a) le résultat du calcul suivant :

$$A - B$$

où :

A représente le total, calculé compte non tenu de l'article 201, de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition ou importation de la voiture et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à la voiture, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition ou importation,

B le total des montants remboursés en vertu de l'article 259 et des crédits de taxe sur les intrants que l'inscrit pouvait demander au titre d'une taxe incluse dans le total visé à l'élément A;

(*b*) the amount determined by the formula

$$C \times \frac{D}{E}$$

where

C is the amount determined under paragraph (*a*),

D is the lesser of the value of the consideration for the taxable supply and the amount determined for E, and

E is the total of all amounts, each of which is

(i) the consideration that was payable by the registrant or the value deter-

b) le résultat du calcul suivant :

$$C \times \frac{D}{E}$$

où :

C représente le montant calculé à l'alinéa *a*),

D le moins élevé de la valeur de la contrepartie de la fourniture taxable et de l'élément E,

E le total des montants représentant chacun :

(i) la contrepartie payable par l'inscrit ou la valeur déterminée selon l'article 215 relativement à la dernière

mined under section 215, as the case may be, in respect of the last acquisition or importation of the vehicle by the registrant, or

(ii) where the registrant acquired or imported an improvement to the vehicle after the vehicle was last so acquired or imported by the registrant, the consideration that was payable by the registrant or the value determined under section 215, as the case may be, in respect of the improvement.

acquisition ou importation de la voiture par lui,

(ii) si l'inscrit a acquis ou importé des améliorations à la voiture après cette dernière acquisition ou importation, la contrepartie payable par lui ou la valeur déterminée selon l'article 215 relativement aux améliorations.

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Paragraph 203(2)(*b*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*b*) collected, at that time, tax in respect of the supply, calculated on that consideration.

(3) L'alinéa 203(2)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur cette contrepartie.

1990, ch. 45, par. 12(1)

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Subsection 203(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Sale of passenger vehicle, etc.

(3) Notwithstanding paragraph 141.1(1)(*a*), for the purposes of this Part, where

(*a*) an individual or a partnership who is a registrant makes, at a particular time, a supply by way of sale of a passenger vehicle or an aircraft that is capital property of the registrant, and

(*b*) at any time after the individual or partnership became a registrant and before the particular time, the registrant did not use the vehicle or aircraft exclusively in commercial activities of the registrant,

the supply shall be deemed not to be a taxable supply.

(4) Le paragraphe 203(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Vente d'une voiture de tourisme ou d'un aéronef

(3) Malgré l'alinéa 141.1(1)*a*) et pour l'application de la présente partie, la fourniture par vente d'une voiture de tourisme ou d'un aéronef qui fait partie des immobilisations d'un inscrit — particulier ou société de personnes — est réputée ne pas être une fourniture taxable si l'inscrit n'a pas utilisé la voiture ou l'aéronef exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales entre le moment où il est devenu un inscrit et le moment de la fourniture.

(5) Subsection (1) applies to any supply of a passenger vehicle by way of sale, other than a supply under which ownership or possession of the vehicle is transferred to the recipient before April 1991.

(5) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures de voitures de tourisme par vente, sauf celles dans le cadre desquelles la propriété ou la possession de la voiture est transférée à l'acquéreur avant avril 1991.

(6) Subsection (2) applies to any supply of a passenger vehicle by way of sale, other than a supply under which ownership or possession of the vehicle is transferred to the recipient before October 1992.

(6) Le paragraphe (2) s'applique aux fournitures de voitures de tourisme par vente, sauf celles dans le cadre desquelles la propriété ou la possession de la voiture est transférée à l'acquéreur avant octobre 1992.

(3) Paragraph 203(2)(*b*) at present reads as follows:

(2) For the purposes of this Part, where a registrant who is an individual or a partnership acquired or imported a passenger vehicle or an aircraft for use as capital property exclusively in commercial activities of the registrant and the registrant begins, at any time, to use the vehicle or aircraft otherwise than exclusively in commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed to have

...

(*b*) collected, immediately before that time, tax in respect of the supply, calculated on that consideration.

(4) Subsection 203(3) at present reads as follows:

(3) For the purposes of this Part, where a registrant who is an individual or a partnership makes a supply at any time by way of sale of capital property that is a passenger vehicle or an aircraft that was used at any time before that time by the registrant otherwise than exclusively in commercial activities of the registrant, the supply shall be deemed not to be a taxable supply.

(3). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 203(2) :

(2) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit — particulier ou société de personnes — qui acquiert ou importe une voiture de tourisme ou un aéronef pour les utiliser comme immobilisation exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales et qui commence, à un moment donné, à les utiliser autrement qu'exclusivement dans ce cadre est réputé :

...

b) avoir perçu, immédiatement avant ce moment, la taxe relative à la fourniture, calculée sur cette contrepartie.

(4). — Texte actuel du paragraphe 203(3) :

(3) Pour l'application de la présente partie, la fourniture par vente d'une immobilisation qui est une voiture de tourisme ou un aéronef par un inscrit particulier ou société de personnes qui l'a déjà utilisée autrement qu'exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales, est réputée ne pas être une fourniture taxable.

(7) Subsection (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(8) Subsection (4) applies to any supply of a vehicle or aircraft, other than a supply under which ownership or possession of the vehicle or aircraft is transferred to the recipient before October 1992.

(7) Le paragraphe (3) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(8) Le paragraphe (4) s'applique aux fournitures de voitures de tourisme ou d'aéronefs, sauf celles dans le cadre desquelles la propriété ou la possession de la voiture ou de l'aéronef est transférée à l'acquéreur avant octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

71. (1) Sections 204 and 205 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

71. (1) Les articles 204 et 205 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Application

204. (1) This section does not apply to personal property of a financial institution having a cost to the institution of $50,000 or less.

Application

204. (1) Le présent article ne s'applique pas aux biens meubles d'une institution financière dont le coût pour celle-ci est d'au plus 50 000 $.

Personal property of a financial institution

(2) Where a financial institution is a registrant, subsections 206(2) to (5) apply, with such modifications as the circumstances require, to personal property acquired or imported by the institution for use as capital property of the institution, and to improvements to personal property that is capital property of the institution, as if the personal property were real property.

Bien meuble d'une institution financière

(2) Lorsqu'une institution financière est un inscrit, les paragraphes 206(2) à (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux biens meubles qu'elle acquiert ou importe pour les utiliser comme immobilisations, ainsi qu'aux améliorations apportées à des biens meubles qui font partie de ses immobilisations, comme s'il s'agissait d'immeubles.

Credit on sale

(3) Where a financial institution is a registrant, subsection 193(1) applies, with such modifications as the circumstances require, to personal property (other than a passenger vehicle) acquired or imported by the institution for use as capital property of the institution, as if the personal property were real property.

Crédit lors de la vente

(3) Lorsqu'une institution financière est un inscrit, le paragraphe 193(1) s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux biens meubles, sauf les voitures de tourisme, qu'elle acquiert ou importe pour les utiliser comme immobilisations, comme s'il s'agissait d'immeubles.

Financial institution making election for exempt supplies

205. (1) Where an election made by a registrant under subsection 150(1) becomes effective at a particular time, the registrant was a financial institution immediately before the particular time and, as a result of the election becoming effective, the registrant reduces at the particular time the extent to which personal property of the registrant is used as capital property in commercial activities of the registrant, subsections 193(1) and 206(4) and (5) apply, with such modifications as the circumstances require, to the reduction in use, as if the property were real property.

Choix d'une institution financière concernant des fournitures exonérées

205. (1) Lorsqu'un inscrit qui est une institution financière fait le choix prévu au paragraphe 150(1) et réduit, par suite de l'entrée en vigueur du choix et au moment de cette entrée en vigueur, l'utilisation qu'il fait de son bien meuble comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, les paragraphes 193(1) et 206(4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la réduction d'utilisation comme si le bien était un immeuble.

Clause 71: (1) Sections 204 and 205 at present read as follows:

204. Subsections 206(2) and (3) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a property that is acquired or imported by a registrant that is a financial institution and that is personal property having a cost to the registrant of more than $50,000, as if the property were real property.

205. (1) Subsections 206(4) and (5) apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a property that is acquired or imported by a registrant that is a financial institution and that is personal property having a cost to the registrant of more than $50,000, as if the property were real property.

(2) Subsection 193(1) applies, with such modifications as the circumstances require, in respect of a property that is acquired by a registrant that is a financial institution and that is personal property (other than a passenger vehicle) having a cost to the registrant of more than $50,000, as if the property were real property.

(3) Where, as a result of an election under subsection 150(1), a corporation ceases to use eligible property of the corporation in its commercial activities or reduces the extent to which that property is used in its commercial activities, subsections 193(1) and 206(4) or (5) shall apply to the change of use as if subsections (1) and (2) were read without reference to "having a cost to the registrant of more than $50,000".

(4) For the purpose of subsection (3), "eligible property" of a corporation means property of a corporation that is owned by it at the time an election under subsection 150(1) becomes effective.

Article 71, (1). — Texte actuel des articles 204 et 205 :

204. Les paragraphes 206(2) et (3) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux biens meubles acquis ou importés par un inscrit qui est une institution financière et dont le coût pour celui-ci est supérieur à 50 000 $, comme s'il s'agissait d'immeubles.

205. (1) Les paragraphes 206(4) et (5) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux biens meubles acquis ou importés par un inscrit qui est une institution financière et dont le coût pour celui-ci est supérieur à 50 000 $, comme s'il s'agissait d'immeubles.

(2) Le paragraphe 193(1) s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, aux biens meubles, sauf des voitures de tourisme, acquis par un inscrit qui est une institution financière et dont le coût pour celui-ci est supérieur à 50 000 $, comme s'il s'agissait d'immeubles.

(3) Dans le cas où, par suite du choix prévu au paragraphe 150(1), une personne morale cesse d'utiliser son bien admissible dans le cadre de ses activités commerciales ou réduit l'utilisation qu'elle en fait dans ce cadre, les paragraphes 193(1) et 206(4) et (5) s'appliquent au changement d'utilisation comme s'il était fait abstraction, aux paragraphes (1) et (2), du passage « et dont le coût pour celui-ci est supérieur à 50 000 $ ».

(4) Pour l'application du paragraphe (3), le bien dont une personne morale est propriétaire à l'entrée en vigueur du choix prévu au paragraphe 150(1) est un bien admissible.

Registrant making election for exempt supplies

(2) Where

(*a*) as a result of an election made by a registrant under subsection 150(1), a registrant at any time becomes a financial institution,

(*b*) immediately before that time, the registrant was using personal property of the registrant as capital property primarily in commercial activities of the registrant, and

(*c*) immediately after that time, the property is not for use exclusively in commercial activities of the registrant,

the registrant shall be deemed, for the purposes of this Part, to have changed at that time the extent to which the property is used in commercial activities of the registrant, and subsections 193(1) and 206(4) and (5) apply, with such modifications as the circumstances require, to the change in use as if the property were real property used immediately before that time exclusively in commercial activities of the registrant.

Choix d'un inscrit concernant des fournitures exonérées

(2) Pour l'application de la présente partie, un inscrit est réputé changer, à un moment donné, l'utilisation qu'il fait de son bien meuble dans le cadre de ses activités commerciales si les conditions suivantes sont réunies :

a) par suite du choix qu'il fait en application du paragraphe 150(1), l'inscrit devient une institution financière au moment donné;

b) immédiatement avant le moment donné, l'inscrit utilise le bien comme immobilisation principalement dans le cadre de ses activités commerciales;

c) immédiatement après le moment donné, le bien n'est pas à utiliser exclusivement dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit.

Les paragraphes 193(1) et 206(4) et (5) s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, au changement d'utilisation comme si le bien était un immeuble utilisé, immédiatement avant le moment donné, exclusivement dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit.

(2) Subsection 205(2) of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

Registrant becoming financial institution

(2) Where a registrant at any time becomes a financial institution and, immediately before that time, the registrant was using personal property of the registrant as capital property of the registrant, the following rules apply:

(*a*) where, immediately before that time, the registrant was not using the property primarily in commercial activities of the registrant and, immediately after that time, the property is for use in commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed, for the purposes of this Part, to have changed at that time the extent to which the property is used in commercial activities of the registrant, and subsection 206(2) applies, with such modifications as the circumstances require, to the change in use as if the property were real property that was not used immedi-

(2) Le paragraphe 205(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Inscrit devenu institution financière

(2) Lorsqu'un inscrit devient une institution financière à un moment donné et, immédiatement avant ce moment, utilisait son bien meuble comme immobilisation, les règles suivantes s'appliquent :

a) dans le cas où, immédiatement avant le moment donné, l'inscrit n'utilisait pas le bien principalement dans le cadre de ses activités commerciales et que, immédiatement après ce moment, le bien est à utiliser dans ce cadre, l'inscrit est réputé, pour l'application de la présente partie, changer, à ce moment, l'utilisation qu'il fait du bien dans ce cadre; le paragraphe 206(2) s'applique alors, avec les adaptations nécessaires, au changement d'utilisation comme si le bien était un immeuble qui n'était pas utilisé, immédiatement avant ce moment, dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit;

ately before that time in commercial activities of the registrant; and

(*b*) where, immediately before that time, the registrant was using the property primarily in commercial activities of the registrant and, immediately after that time, the property is not for use exclusively in commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed, for the purposes of this Part, to have changed at that time the extent to which the property is used in commercial activities of the registrant, and subsections 193(1) and 206(4) and (5) apply, with such modifications as the circumstances require, to the change in use as if the property were real property used immediately before that time exclusively in commercial activities of the registrant.

b) dans le cas où, immédiatement avant le moment donné, l'inscrit utilisait le bien principalement dans le cadre de ses activités commerciales et que, immédiatement après ce moment, le bien n'est pas à utiliser exclusivement dans ce cadre, l'inscrit est réputé, pour l'application de la présente partie, changer, à ce moment, l'utilisation qu'il fait du bien dans ce cadre; les paragraphes 193(1) et 206(4) et (5) s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, au changement d'utilisation comme si le bien était un immeuble utilisé, immédiatement avant ce moment, exclusivement dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit.

Registrant ceasing to be financial institution

(3) Where a registrant at any time ceases to be a financial institution and, immediately before that time, the registrant was using personal property of the registrant as capital property of the registrant, the following rules apply:

(*a*) where, immediately before that time, the registrant was using the property as capital property but not exclusively in commercial activities of the registrant and, immediately after that time, the property is for use primarily in commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed, for the purposes of this Part, to have begun at that time to use the property exclusively in commercial activities of the registrant, and subsections 206(2) and (3) apply, with such modifications as the circumstances require, to the change in use as if the property were real property; and

(*b*) where, immediately before that time, the registrant was using the property as capital property in commercial activities of the registrant and, immediately after that time, the property is not for use primarily in commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed, for the purposes of this Part, to have ceased at that time to use the property in commercial activities of the registrant, and subsec-

Inscrit cessant d'être une institution financière

(3) Lorsqu'un inscrit cesse d'être une institution financière à un moment donné et, immédiatement avant ce moment, utilisait son bien meuble comme immobilisation, les règles suivantes s'appliquent :

a) dans le cas où, immédiatement avant le moment donné, l'inscrit utilisait le bien comme immobilisation mais non exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales et que, immédiatement après ce moment, le bien est à utiliser principalement dans ce cadre, l'inscrit est réputé, pour l'application de la présente partie, commencer à ce moment à utiliser le bien exclusivement dans ce cadre; les paragraphes 206(2) et (3) s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, au changement d'utilisation comme si le bien était un immeuble;

b) dans le cas où, immédiatement avant le moment donné, l'inscrit utilisait le bien comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et que, immédiatement après ce moment, le bien n'est pas à utiliser principalement dans ce cadre, l'inscrit est réputé, pour l'application de la présente partie, cesser à ce moment d'utiliser le bien dans le cadre de ses activités commerciales; les paragraphes 193(1) et 206(4) s'appliquent alors, avec les adapta-

tions 193(1) and 206(4) apply, with such modifications as the circumstances require, to the change in use as if the property were real property.

tions nécessaires, au changement d'utilisation comme si le bien était un immeuble.

Acquisition of a business

(4) Notwithstanding section 197, where

(*a*) in acquiring a business or part of a business from a registrant, a financial institution that is a registrant is deemed under subsection 167(1) to have acquired property for use exclusively in commercial activities of the institution, and

(*b*) immediately after the time possession of the property is transferred to the institution under the agreement for the supply of the business or part, the property is for use by the institution as capital property of the institution but not exclusively in commercial activities of the institution,

subsections 193(1) and 206(4) and (5) apply, with such modifications as the circumstances require, to the change in use of the property as if the property were real property.

(4) Malgré l'article 197, lorsque, à l'occasion de l'acquisition d'une entreprise, ou d'une partie d'entreprise, d'un inscrit, une institution financière qui est un inscrit est réputée par le paragraphe 167(1) avoir acquis un bien pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales et que, immédiatement après le transfert de la possession du bien à l'institution aux termes de la convention concernant la fourniture de l'entreprise ou de la partie d'entreprise, le bien est à utiliser par l'institution comme immobilisation mais non exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales, les paragraphes 193(1) et 206(4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au changement d'utilisation comme si le bien était un immeuble.

Acquisition d'une entreprise

Idem

(5) Notwithstanding section 197, where

(*a*) in acquiring a business or part of a business from a registrant, a financial institution that is a registrant is deemed under subsection 167(1) to have acquired property but not for use in commercial activities of the institution,

(*b*) possession of the property is transferred to the institution under the agreement for the supply of the business or part after 1993, and

(*c*) immediately after the transfer, the property is for use by the institution as capital property of the institution in commercial activities of the institution,

subsection 206(2) applies, with such modifications as the circumstances require, to the change in use of the property as if the property were real property.

(5) Malgré l'article 197, lorsque, à l'occasion de l'acquisition d'une entreprise, ou d'une partie d'entreprise, d'un inscrit, une institution financière qui est un inscrit est réputée par le paragraphe 167(1) avoir acquis un bien à une fin autre que son utilisation dans le cadre de ses activités commerciales, que la possession du bien est transférée à l'institution aux termes de la convention concernant la fourniture de l'entreprise ou de la partie d'entreprise après 1993 et que, immédiatement après ce transfert de possession, le bien est à utiliser par l'institution comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, le paragraphe 206(2) s'applique, avec les adaptations nécessaires, au changement d'utilisation comme si le bien était un immeuble.

Idem

Amalgamation

(6) Where

(*a*) a particular corporation that is not a financial institution is merged or amalgamated with one or more other corporations to form a corporation (in this subsec-

(6) Lorsqu'une personne morale donnée qui n'est pas une institution financière, qu'au moins une autre personne morale fusionnent, dans les circonstances visées à l'article 271, pour former une nouvelle personne morale qui est une institution financière et un inscrit

Fusion

tion referred to as the "new corporation") that is a financial institution in circumstances to which section 271 applies,

(*b*) the new corporation is a registrant, and

(*c*) personal property that was capital property of the particular corporation becomes at any time the property of the new corporation as a consequence of the merger or amalgamation,

subsection (2) applies to the property as if the new corporation became a financial institution at that time.

et que les biens meubles qui faisaient partie des immobilisations de la personne morale donnée deviennent, à un moment donné, les biens de la nouvelle personne morale par suite de la fusion, le paragraphe (2) s'applique aux biens comme si la nouvelle personne morale était devenue une institution financière au moment donné.

Winding-up

(7) Where

(*a*) a particular corporation that is not a financial institution is wound up at a particular time in circumstances to which section 272 applies,

(*b*) not less than 90% of the issued shares of each class of the capital stock of the corporation were, immediately before the particular time, owned by another corporation (in this subsection referred to as the "new corporation") that is a financial institution,

(*c*) the new corporation is a registrant, and

(*d*) personal property that was capital property of the particular corporation becomes at any time the property of the new corporation as a consequence of the winding-up,

subsection (2) applies to the property as if the new corporation became a financial institution at the particular time.

Liquidation

(7) Lorsqu'une personne morale donnée qui n'est pas une institution financière est liquidée dans les circonstances visées à l'article 272, qu'au moins 90 % des actions émises de chaque catégorie de son capital-actions appartenaient, immédiatement avant la liquidation, à une autre personne morale qui est une institution financière et un inscrit et que les biens meubles qui font partie des immobilisations de la personne morale donnée deviennent les biens de l'autre personne morale par suite de la liquidation, le paragraphe (2) s'applique aux biens comme si l'autre personne morale était devenue une institution financière au moment de la liquidation.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

72. (1) Subsections 206(2) to (5) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

72. (1) Les paragraphes 206(2) à (5) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Beginning use in commercial activities

(2) For the purposes of this Part, where a registrant last acquired real property for use as capital property of the registrant but not for use in commercial activities of the registrant and the registrant begins, at a particu-

Début d'utilisation dans le cadre d'activité commerciales

(2) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui a acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation mais en dehors du cadre de ses activités commerciales et qui commence, à un mo-

Clause 72: (1) Subsections 206(2) to (5) at present read as follows:

(2) For the purposes of this Part, where real property was acquired by a registrant and the registrant was not entitled, by reason of the use for which the property was acquired, to claim an input tax credit in respect of the property, or the registrant was deemed under subsection (4) to have made a supply of the property, and the registrant begins, at a particular time, to use the property as capital property in commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed

Article 72, (1). — Texte actuel des paragraphes 206(2) à (5) :

(2) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui acquiert un immeuble à une fin qui ne lui donne pas droit à un crédit de taxe sur les intrants, ou qui est réputé par le paragraphe (4) l'avoir fourni et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales est réputé :

a) avoir reçu l'immeuble immédiatement avant ce moment dans le cadre d'une fourniture par vente;

lar time, to use the property as capital property in commercial activities of the registrant, except where the registrant becomes a registrant at the particular time, the registrant shall be deemed

(*a*) to have received, at the particular time, a supply of the property by way of sale; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

A x B

where

A is the lesser of

(i) the total (in this subsection referred to as "the total tax charged in respect of the property") of the tax that was payable by the registrant in respect of the last acquisition of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time, and

B is

(i) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, the difference between 100% and the percentage prescribed for purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and

(ii) in any other case, 100%.

ment donné, à l'utiliser comme immobilisation dans ce cadre est réputé, sauf s'il devient un inscrit à ce moment :

a) avoir reçu, au moment donné, une fourniture de l'immeuble par vente;

b) avoir payé au moment donné et relativement à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A x B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) le total (appelé « total de la taxe applicable à l'immeuble » au présent paragraphe) de la taxe payable par l'inscrit relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

B 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe incluse dans le total de la taxe applicable à l'immeuble, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert au calcul du montant remboursable.

Increasing use in commercial activities

(3) Where a registrant last acquired real property for use as capital property in commercial activities of the registrant and the registrant increases, at a particular time, the extent to which the property is used in commercial activities of the registrant, for the purposes of determining an input tax credit

Utilisation accrue dans le cadre d'activités commerciales

(3) L'inscrit qui a acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et qui accroît, à un moment donné, l'utilisation qu'il en fait dans ce cadre est réputé, aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants :

(*a*) to have received, immediately before the particular time, a supply of the property by way of sale; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the lesser of

(i) the amount, if any, by which

(A) the total of the tax that was payable by the registrant in respect of the acquisition of the property and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property or, where the registrant was deemed under subsection (4) or 211(2) to have made a supply of the property at an earlier time, the total of the tax deemed under that subsection to have been collected by the registrant at that earlier time and the tax that was payable by the registrant after that earlier time in respect of improvements to the property,

exceeds

(B) the total of all rebates in respect of tax referred to in clause (A) that the registrant has claimed or is entitled to claim, and

(ii) the tax that would be payable by the registrant if the registrant had acquired the property at the particular time for consideration equal to its fair market value at the particular time.

(3) For the purposes of this Part, where a registrant acquired real property for use as capital property in commercial activities of the registrant and the registrant increases, at a particular time, the extent to which the property is used in commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed

(*a*) to have received, immediately before the particular time, a supply by way of sale of a portion of the property for use as capital property exclusively in commercial activities of the registrant; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$A \times (B - C)$$

where

A is the lesser of

(i) the amount, if any, by which

(A) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the acquisition of the property and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property or, where the registrant was deemed under subsection (4) or 211(2) to have made a supply of the property at an earlier time, the total of the tax deemed under that subsection to have been collected by the registrant at that earlier time and the tax that was payable by the registrant after that earlier time in respect of improvements to the property,

exceeds

(B) the total of all rebates in respect of tax referred to in clause (A) that the registrant has claimed or is entitled to claim, and

(ii) the tax that would be payable by the registrant if the registrant had acquired the property at the particular time for consideration equal to its fair market value at the particular time,

B is 100% or, where the property was not used exclusively in commercial activities of the registrant immediately after the particular time, the percentage that, immediately after the particular time, the use of

b) avoir payé à ce moment, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, la taxe relative à la fourniture, égale au moins élevé des montants suivants :

(i) l'excédent éventuel du total visé à la division (A) sur le total visé à la division (B) :

(A) le total de la taxe payable par lui relativement à l'acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations qui y sont apportées ou, s'il est réputé par le paragraphe (4) ou 211(2) avoir fourni l'immeuble à un moment antérieur, le total de la taxe qu'il est réputé par ce paragraphe avoir perçue à ce moment antérieur et de la taxe payable par lui après ce même moment relativement aux améliorations,

(B) le total des remboursements relatifs à la taxe visée à la division (A) que l'inscrit a demandés ou auxquels il a droit,

(ii) la taxe qui serait payable par lui s'il avait acquis l'immeuble au moment donné pour une contrepartie égale à la juste valeur marchande de l'immeuble à ce moment.

(3) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit, ayant acquis un immeuble pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, qui accroît, à un moment donné, l'utilisation qu'il en fait dans ce cadre est réputé :

a) avoir reçu, immédiatement avant ce moment, une partie de l'immeuble dans le cadre d'une fourniture par vente, pour l'utiliser comme immobilisation exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales;

b) avoir payé à ce moment, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, la taxe relative à la fourniture, égale au montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times (B - C)$$

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) l'excédent éventuel du total visé à la division (A) sur le total visé à la division (B) :

(A) le total de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à l'acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations qui y sont apportées ou, si l'inscrit est réputé par le paragraphe (4) ou 211(2) avoir fourni l'immeuble à un moment antérieur, le total de la taxe qu'il est réputé par ce paragraphe avoir perçue à ce moment antérieur et de la taxe payable par lui après ce même moment relativement aux améliorations,

(B) le total des remboursements relatifs à la taxe visée à la division (A) que l'inscrit a demandés ou auxquels il a droit,

(ii) la taxe qui serait payable par l'inscrit s'il avait acquis l'immeuble au moment donné pour une contrepartie égale à la juste valeur marchande de l'immeuble à ce moment;

B 100 % ou, si l'immeuble n'est pas utilisé exclusivement dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit immédiatement après le moment donné, la proportion que représente, immédiatement après ce moment, l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans ce cadre par rapport à l'utilisation totale de l'immeuble;

C la proportion que représente, immédiatement avant le moment donné, l'utilisation que l'inscrit fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales par rapport à l'utilisation totale de l'immeuble.

(4) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui acquiert un immeuble pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses acti-

of the registrant, the registrant shall be deemed

(*a*) to have received, immediately before the particular time, a supply of a portion of the property for use as capital property exclusively in commercial activities of the registrant; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

A x B x C

where

A is the lesser of
(i) the total (in this subsection referred to as "the total tax charged in respect of the property") of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the last acquisition of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired, and
(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time,

B is the extent (expressed as a percentage of the total use of the property by the registrant at the particular time) to which the registrant increased the use of the property in commercial activities of the registrant at the particular time, and

C is
(i) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, the difference between 100% and the percentage prescribed for purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and
(ii) in any other case, 100%.

a) avoir reçu, immédiatement avant le moment donné, la fourniture d'une partie de l'immeuble pour l'utiliser comme immobilisation exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales;

b) avoir payé au moment donné et relativement à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A x B x C

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :
(i) le total (appelé « total de la taxe applicable à l'immeuble » au présent paragraphe) de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,
(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

B le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle l'inscrit a accru l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales au moment donné par rapport à l'utilisation totale qu'il en fait alors,

C 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe incluse dans le total de la taxe applicable à l'immeuble, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert au calcul du montant remboursable.

the property in commercial activities of the registrant is of the total use of the property, and

C is the percentage that, immediately before the particular time, the use of the property in commercial activities of the registrant is of the total use of the property.

(4) For the purposes of this Part, where a registrant acquired real property for use as capital property in commercial activities of the registrant and the registrant begins, at any time, to use the property exclusively for other purposes, the registrant shall be deemed

(*a*) to have made a supply by way of sale of that property immediately before that time;

(*b*) to have acquired the property at that time for use otherwise than in commercial activities of the registrant; and

(*c*) except where the supply is an exempt supply, to have collected, at that time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$(A \times B) + [C \times (100\% - B)]$$

where

A is the tax calculated on the fair market value of the property at that time,

B is the percentage that, immediately before that supply, the use of the property in commercial activities of the registrant is of the total use of the property, and

C is the lesser of

(i) the tax calculated on the fair market value of the property at that time, and

(ii) the amount, if any, by which

(A) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the acquisition of the property and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property or, where the registrant was deemed under subsection (2) or 211(2) to have received a supply of the property at an earlier time, the total of the tax deemed under that subsection to have been paid by the registrant at that earlier time and the tax that was payable by the registrant after that earlier time in respect of improvements to the property,

exceeds

(B) the total of all rebates in respect of tax referred to in clause (A) that the registrant has claimed or is entitled to claim.

(5) Except where subsection (4) applies, where a registrant acquired real property for use as capital property in commercial activities of the registrant and the registrant reduces, at any time, the extent to which the property is used in commercial activities of the registrant, the registrant shall, for the purposes of this Part, be deemed

(*a*) to have made a supply by way of sale of a part of the property immediately before that time; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have collected, at that time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$A \times (B - C)$$

where

A is the lesser of

(i) the tax calculated on the fair market value of the property at that time, and

vités commerciales et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser exclusivement à d'autres fins est réputé :

a) avoir fourni l'immeuble par vente immédiatement avant ce moment;

b) avoir acquis l'immeuble à ce moment pour l'utiliser autrement que dans le cadre de ses activités commerciales;

c) avoir perçu à ce moment, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, la taxe relative à la fourniture, calculée selon la formule suivante :

$$(A \times B) + [C \times (100\% - B)]$$

où :

A représente la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble à ce moment;

B la proportion que représente, immédiatement avant la fourniture, l'utilisation que l'inscrit fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales par rapport à l'utilisation totale de l'immeuble;

C le moins élevé des montants suivants :

(i) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble à ce moment,

(ii) l'excédent éventuel du total visé à la division (A) sur le total visé à la division (B) :

(A) le total de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à l'acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations qui y sont apportées ou, si l'inscrit est réputé par le paragraphe (2) ou 211(2) avoir reçu une fourniture de l'immeuble à un moment antérieur, le total de la taxe qu'il est réputé par ce paragraphe avoir payée à ce moment antérieur et de la taxe payable par lui après ce même moment relativement aux améliorations,

(B) le total des remboursements relatifs à la taxe visée à la division (A) que l'inscrit a demandés ou auxquels il a droit.

(5) Sauf en cas d'application du paragraphe (4), l'inscrit qui acquiert un immeuble pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et qui réduit, à un moment donné, l'utilisation qu'il en fait dans ce cadre est réputé pour l'application de la présente partie :

a) avoir fourni par vente une partie de l'immeuble immédiatement avant ce moment;

b) avoir perçu à ce moment, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, la taxe relative à la fourniture, égale au montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times (B - C)$$

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble à ce moment,

(ii) l'excédent éventuel du total visé à la division (A) sur le total visé à la division (B) :

(A) le total de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à l'acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations qui y sont apportées ou, si l'inscrit est réputé par le paragraphe (2) ou 211(2) avoir reçu une fourniture de l'immeuble à un moment antérieur, le total de la taxe qu'il est réputé par ce paragraphe avoir payée à ce moment antérieur et de la taxe payable par lui après ce même moment relativement aux améliorations;

Ceasing use in commercial activities

(4) For the purposes of this Part, where a registrant last acquired real property for use as capital property in commercial activities of the registrant and the registrant begins, at a particular time, to use the property exclusively for other purposes, the registrant shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before the particular time, a supply of the property by way of sale and, except where the supply is an exempt supply, to have collected, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$(A \times B \times C) + [D \times (100\% - B) \times E]$$

where

A is the tax calculated on the fair market value of the property at the particular time,

B is the extent (expressed as a percentage of the total use of the property by the registrant immediately before the particular time) to which the registrant used the property in commercial activities of the registrant immediately before the particular time,

C is

(i) where

(A) the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax payable in respect of

(I) the last acquisition of the property by the registrant or, where the last acquisition of the property was deemed to have been made under subsection (2), the second last acquisition of the property by the registrant, or

(II) an improvement to the property acquired or imported by the registrant after the last or second last acquisition of the property by the registrant, as the case may be, or

(B) the registrant would have been entitled to claim a rebate under section 259 in respect of the tax pay-

Cessation d'utilisation dans le cadre d'activités commerciales

(4) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui a acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser exclusivement à d'autres fins est réputé :

a) avoir fourni l'immeuble par vente immédiatement avant le moment donné et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, avoir perçu à ce moment et relativement à la fourniture une taxe égale au résultat du calcul suivant :

$$(A \times B \times C) + [D \times (100\% - B) \times E]$$

où :

A représente la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

B le pourcentage que représente l'utilisation que l'inscrit faisait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales immédiatement avant le moment donné par rapport à l'utilisation totale qu'il en faisait alors,

C 100 % ou la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert ou aurait servi au calcul du montant remboursable, si l'inscrit, selon le cas :

(i) peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe payable relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble ou, si la dernière acquisition est réputée effectuée en application du paragraphe (2), à son avant-dernière acquisition de l'immeuble, ou relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière ou avant-dernière acquisition,

(ii) aurait pu demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre de la taxe payable relativement à cette dernière ou avant-dernière acquisition de l'immeuble ou à ces améliorations s'il n'avait pas acquis

(ii) the amount, if any, by which

(A) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the acquisition of the property and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property or, where the registrant was deemed under subsection (2) or 211(2) to have received a supply of the property at an earlier time, the total of the tax deemed under that subsection to have been paid by the registrant at that earlier time and the tax that was payable by the registrant after that earlier time in respect of improvements to the property,

exceeds

(B) the total of all rebates in respect of tax referred to in clause (A) that the registrant has claimed or is entitled to claim,

B is the percentage that, immediately before that supply, the use of the property in commercial activities of the registrant is of the total use of the property, and

C is the percentage that, immediately after that time, the use of the property in commercial activities of the registrant is of the total use of the property.

(B) le total des remboursements relatifs à la taxe visée à la division (A) que l'inscrit a demandés ou auxquels il a droit,

B la proportion que représente, immédiatement avant la fourniture, l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales par rapport à l'utilisation totale de l'immeuble;

C la proportion que représente, immédiatement après ce moment, l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales par rapport à l'utilisation totale de l'immeuble.

able in respect of the last acquisition of the property, the second last acquisition of the property or the improvement, as the case may be, but for the fact that the property was acquired by the registrant at the time of that last acquisition or second last acquisition, as the case may be, for use exclusively in commercial activities of the registrant,

the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied, or would have applied, in determining the amount of that rebate, and

(ii) in any other case, 100%,

D is the lesser of

(i) the total (in this subsection referred to as "the total tax charged in respect of the property") of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the last acquisition of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time, and

E is

(i) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, or would have been so entitled but for the fact that the registrant last acquired the property for use exclusively in commercial activities of the registrant, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied, or would have applied, in determining the amount of that rebate, and

(ii) in any other case, 100%; and

l'immeuble au moment de cette dernière ou avant-dernière acquisition pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales,

D le moins élevé des montants suivants :

(i) le total (appelé « total de la taxe applicable à l'immeuble » au présent paragraphe) de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

E 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe incluse dans le total de la taxe applicable à l'immeuble, ou aurait pu demander un tel remboursement s'il n'avait pas acquis l'immeuble la dernière fois pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert ou aurait servi au calcul du montant remboursable;

b) avoir reçu, au moment donné, une fourniture de l'immeuble par vente et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, avoir payé à ce moment et relativement à la fourniture une taxe égale au montant calculé selon l'alinéa *a*).

(*b*) to have received, at the particular time, a supply of the property by way of sale and, except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined under paragraph (*a*).

Reducing use in commercial activities

(5) Except where subsection (4) applies, where a registrant last acquired real property for use as capital property in commercial activities of the registrant and the registrant reduces, at a particular time, the extent to which the property is used in commercial activities of the registrant, for the purposes of determining the net tax of the registrant for the reporting period of the registrant that includes the particular time, the registrant shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before the particular time, a supply of a portion of the property; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have collected, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$A \times B \times C$$

where

A is the lesser of

(i) the total (in this subsection referred to as "the total tax charged in respect of the property") of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the last acquisition of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time,

B is the extent (expressed as a percentage of the total use of the property by the registrant at the particular time) to which the registrant reduced the use of the property in commercial activi-

Réduction d'utilisation dans le cadre d'activités commerciales

(5) Sauf en cas d'application du paragraphe (4), l'inscrit qui a acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et qui réduit, à un moment donné, l'utilisation qu'il en fait dans ce cadre est réputé, aux fins du calcul de sa taxe nette pour sa période de déclaration qui comprend ce moment :

a) avoir fourni une partie de l'immeuble immédiatement avant le moment donné;

b) avoir perçu au moment donné et relativement à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

$$A \times B \times C$$

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) le total (appelé « total de la taxe applicable à l'immeuble » au présent paragraphe) de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

B le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle l'inscrit a réduit l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales au moment donné par rapport à l'utilisation totale qu'il en fait alors,

C 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259

ties of the registrant at the particular time, and

C is

(i) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, or would have been so entitled but for the fact that the registrant last acquired the property for use exclusively in commercial activities of the registrant, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied, or would have applied, in determining the amount of that rebate, and

(ii) in any other case, 100%.

au titre d'une taxe incluse dans le total de la taxe applicable à l'immeuble, ou aurait pu demander un tel remboursement s'il n'avait pas acquis l'immeuble la dernière fois pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert ou aurait servi au calcul du montant remboursable.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

73. (1) Section 207 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

73. (1) L'article 207 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Individual ceasing use in commercial activities

207. (1) For the purposes of this Part, where an individual who is a registrant last acquired real property for use as capital property in commercial activities of the individual, and not primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, and the individual begins, at a particular time, to use the property exclusively for other purposes, or primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, the individual shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before the particular time, a supply of the property by way of sale and, except where the supply is an exempt supply, to have collected, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$(A \times B) + [C \times (100\% - B)] - D$$

Cessation d'utilisation par un particulier dans le cadre d'activités commerciales

207. (1) Pour l'application de la présente partie, le particulier qui est un inscrit ayant acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, et non principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser exclusivement à d'autres fins ou principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, est réputé :

a) avoir fourni l'immeuble par vente immédiatement avant le moment donné et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, avoir perçu à ce moment et relativement à la fourniture une taxe égale au résultat du calcul suivant :

$$(A \times B) + [C \times (100\% - B)] - D$$

Clause 73: (1) Section 207 at present reads as follows:

207. (1) For the purposes of this Part, where a registrant who is an individual acquired real property for use as capital property in commercial activities of the individual, and not primarily for the personal use and enjoyment of the individual or any related individual, and the individual begins, at any time, to use the property exclusively for other purposes, or primarily for the personal use and enjoyment of the individual or any related individual, the individual shall be deemed

(*a*) to have made a supply by way of sale of the property immediately before that time;

(*b*) to have acquired the property at that time for use otherwise than in commercial activities of the individual; and

(*c*) except where the supply is an exempt supply, to have collected, at that time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$(A \times B) + [C \times (100\% - B)] - D$$

where

A is the tax calculated on the fair market value of the property at that time,

B is the percentage that, immediately before that supply, the use of the property in commercial activities of the individual is of the total use of the property,

C is the lesser of

(i) the tax calculated on the fair market value of the property at that time, and

(ii) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the individual in respect of the acquisition of the property and the tax that was payable by the individual in respect

Article 73, (1). — Texte actuel de l'article 207 :

207. (1) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit, étant un particulier, qui acquiert un immeuble pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, et non principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser exclusivement à d'autres fins ou principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, est réputé :

a) avoir fourni l'immeuble par vente immédiatement avant ce moment;

b) avoir acquis l'immeuble à ce moment pour l'utiliser autrement que dans le cadre de ses activités commerciales;

c) avoir perçu à ce moment, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, la taxe relative à la fourniture, calculée selon la formule suivante :

$$(A \times B) + [C \times (100\% - B)] - D$$

où :

A représente la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble à ce moment;

B la proportion que représente, immédiatement avant la fourniture, l'utilisation que l'inscrit fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales par rapport à l'utilisation totale de l'immeuble;

C le moins élevé des montants suivants :

(i) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble à ce moment,

(ii) le total de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à l'acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations qui y sont apportées ou, si l'inscrit est réputé par le paragraphe 208(2) avoir reçu une fourniture de l'immeuble à un mo-

where

A is the tax calculated on the fair market value of the property at the particular time,

B is the extent (expressed as a percentage of the total use of the property by the individual immediately before the particular time) to which the individual used the property in commercial activities of the individual immediately before the particular time,

C is the lesser of

(i) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the individual in respect of the last acquisition of the property by the individual and the tax that was payable by the individual in respect of improvements to the property acquired or imported by the individual after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time, and

D is the tax, if any, that the individual is deemed under section 190 to have collected at the particular time in respect of the property; and

(*b*) to have received, at the particular time, a supply of the property by way of sale and, except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined under paragraph (*a*).

où :

A représente la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

B le pourcentage que représente l'utilisation que le particulier faisait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales immédiatement avant le moment donné par rapport à l'utilisation totale qu'il en faisait alors,

C le moins élevé des montants suivants :

(i) le total de la taxe qui est payable par le particulier, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

D la taxe que le particulier est réputé par l'article 190 avoir perçue au moment donné relativement à l'immeuble;

b) avoir reçu, au moment donné, une fourniture de l'immeuble par vente et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, avoir payé à ce moment et relativement à la fourniture une taxe égale au montant calculé selon l'alinéa *a*).

Individual reducing use in commercial activities

(2) Except where subsection (1) applies, where an individual who is a registrant last acquired real property for use as capital property in commercial activities of the individual, and not primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, and the individual reduces, at a particular time, the extent to which the property is used in commercial activities of the individual without beginning to use the prop-

Réduction d'utilisation par un particulier dans le cadre d'activités commerciales

(2) Sauf en cas d'application du paragraphe (1), le particulier qui est un inscrit ayant acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, et non principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, et qui réduit, à un moment donné, l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans ce cadre sans commencer à l'utiliser principalement

of improvements to the property or, where the individual was deemed under subsection 208(2) to have received a supply of the property at an earlier time, the total of the tax deemed under that subsection to have been paid by the individual at that earlier time and the tax that was payable by the individual after that earlier time in respect of improvements to the property, and

D is the tax, if any, that the individual is deemed under section 190 to have collected at that time in respect of the property.

(2) Except where subsection (1) applies, where a registrant who is an individual acquired real property for use as capital property in commercial activities of the individual, and not primarily for the personal use and enjoyment of the individual or any related individual, and the individual reduces, at any time, the extent to which the property is used in commercial activities of the individual without beginning to use the property primarily for the personal use and enjoyment of the individual or any related individual, the individual shall, for the purposes of this Part, be deemed

(*a*) to have made a supply by way of sale of a part of the property immediately before that time; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have collected, at that time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$[A \times (B - C)] - D$$

where

A is the lesser of

(i) the tax calculated on the fair market value of the property at that time, and

(ii) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the individual in respect of the acquisition of the property and the tax that was payable by the individual in respect of improvements to the property or, where the individual was deemed under subsection 208(2) to have received a supply of the property at an earlier time, the total of the tax deemed under that subsection to have been paid by the individual at that earlier time and the tax that was payable by the individual after that earlier time in respect of improvements to the property,

B is the percentage that, immediately before that supply, the use of the property in commercial activities of the individual is of the total use of the property,

C is the percentage that, immediately after that time, the use of the property in commercial activities of the individual is of the total use of the property, and

D is the tax, if any, that the individual is deemed under section 190 to have collected at that time in respect of the property.

ment antérieur, le total de la taxe qu'il est réputé par ce paragraphe avoir payée à ce moment antérieur et de la taxe payable par lui après ce même moment relativement aux améliorations;

D la taxe que l'inscrit est réputé par l'article 190 avoir perçue à ce moment relativement à l'immeuble.

(2) Sauf en cas d'application du paragraphe (1), l'inscrit, étant un particulier, qui acquiert un immeuble pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et non principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié et qui réduit l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans ce cadre sans commencer à l'utiliser principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié est réputé pour l'application de la présente partie :

a) avoir fourni par vente une partie de l'immeuble immédiatement avant ce moment;

b) avoir perçu au moment de la réduction, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, la taxe relative à la fourniture, égale au montant calculé selon la formule suivante :

$$[A \times (B - C)] - D$$

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble à ce moment,

(ii) le total de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à l'acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations qui y sont apportées ou, si l'inscrit est réputé par le paragraphe 208(2) avoir reçu une fourniture de l'immeuble à un moment antérieur, le total de la taxe qu'il est réputé par ce paragraphe avoir payée à ce moment antérieur et de la taxe payable par lui après ce même moment relativement aux améliorations;

B la proportion que représente, immédiatement avant la fourniture, l'utilisation que l'inscrit fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales par rapport à l'utilisation totale de l'immeuble;

C la proportion que représente, immédiatement après ce moment, l'utilisation que l'inscrit fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales par rapport à l'utilisation totale de l'immeuble;

D la taxe que l'inscrit est réputé par l'article 190 avoir perçue à ce moment relativement à l'immeuble.

erty primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, for the purposes of determining the net tax of the individual, the individual shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before the particular time, a supply by way of sale of a portion of the property; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have collected, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$(A \times B) - C$$

where

A is the lesser of

(i) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the individual in respect of the last acquisition of the property by the individual and the tax that was payable by the individual in respect of improvements to the property acquired or imported by the individual after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time,

B is the extent (expressed as a percentage of the total use of the property by the individual at the particular time) to which the individual reduced the use of the property in commercial activities of the individual at the particular time, and

C is the tax, if any, that the individual is deemed under section 190 to have collected at the particular time in respect of the property.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié est réputé, aux fins du calcul de sa taxe nette :

a) avoir fourni une partie de l'immeuble par vente immédiatement avant le moment donné;

b) avoir perçu au moment donné et relativement à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

$$(A \times B) - C$$

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) le total de la taxe qui est payable par le particulier, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

B le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle le particulier a réduit l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales au moment donné par rapport à l'utilisation totale qu'il en fait alors,

C la taxe que le particulier est réputé par l'article 190 avoir perçue au moment donné relativement à l'immeuble.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

74. (1) Subsections 208(1) to (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

74. (1) Les paragraphes 208(1) à (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Clause 74: (1) Subsections 208(1) to (3) at present read as follows:

Article 74, (1). — Texte actuel des paragraphes 208(1) à (3) :

Acquisition of capital real property by individual

208. (1) Subject to this section, where an individual who is a registrant acquires real property for use as capital property of the individual but primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, the tax payable by the individual in respect of the acquisition of the property shall not be included in determining an input tax credit of the individual.

Acquisition d'une immobilisation par un particulier

208. (1) Sous réserve du présent article, la taxe payable par un particulier, qui est un inscrit, relativement à l'acquisition d'un immeuble qu'il a acquis pour l'utiliser comme immobilisation, mais principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, n'est pas incluse dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants du particulier.

Individual beginning use in commercial activities

(2) For the purposes of this Part, where an individual who is a registrant last acquired real property for use as capital property of the individual but primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual and the individual begins, at a particular time, to use the property as capital property in commercial activities of the individual, and not primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, the individual shall be deemed

(*a*) to have received, at the particular time, a supply by way of sale of the property; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the lesser of

(i) the total of the tax that was payable by the individual in respect of the last acquisition of the property by the individual and the tax that was payable by the individual in respect of improvements to the property acquired or imported by the individual after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time.

Début d'utilisation dans le cadre d'activités commerciales

(2) Pour l'application de la présente partie, le particulier qui est un inscrit ayant acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation, mais principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et non principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié est réputé :

a) avoir reçu, au moment donné, une fourniture de l'immeuble par vente;

b) avoir payé au moment donné et relativement à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, une taxe égale au moins élevé des montants suivants :

(i) le total de la taxe payable par le particulier relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné.

Individual increasing use in commercial activities

(3) Where an individual who is a registrant last acquired real property for use as capital property in commercial activities of the individual and not primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, and the individual increases, at a particular time, the extent to which the property is used in commercial ac-

Utilisation accrue dans le cadre d'activités commerciales

(3) Le particulier qui est un inscrit ayant acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, et non principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, et qui accroît, à un moment donné, l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans ce cadre

208.(1) Subject to this section, where a registrant who is an individual cquires real property for use as capital property in commercial activities f the individual but primarily for the personal use and enjoyment of the ndividual or any related individual, the tax payable by the individual in espect of the supply to the individual of the property shall not be included n determining an input tax credit of the individual for any reporting eriod.

(2) For the purposes of this Part, where real property was acquired by a egistrant who is an individual and the individual was not entitled, by eason of the use for which the property was acquired, to claim an input ax credit in respect of the property, or the individual was deemed under ubsection 207(1) to have made a supply of the property, and the individu- l begins at a particular time to use the property as capital property in ommercial activities of the individual, and not primarily for the personal se and enjoyment of the individual or any related individual, the individ- al shall be deemed

(*a*) to have received, immediately before the particular time, a supply by way of sale of the property; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the lesser of

(i) the total of the tax that was payable by the individual in respect of the acquisition of the property and the tax that was payable by the individual in respect of improvements to the property or, where the individual was deemed under subsection 207(1) to have made a sup- ply of the property at an earlier time, the total of the tax deemed under that subsection to have been collected by the individual at that earlier time and the tax that was payable by the individual after that earlier time in respect of improvements to the property, and

(ii) the tax that would be payable by the individual if the individual had acquired the property at the particular time for consideration equal to the fair market value of the property at the particular time.

(3) For the purposes of this Part, where a registrant who is an individu- l acquired real property for use as capital property in commercial activi- es of the individual, and not primarily for the personal use and njoyment of the individual or any related individual, and the individual creases at a particular time the extent to which the property is used in ommercial activities of the individual, the individual shall be deemed

(*a*) to have received, immediately before the particular time, a supply by way of sale of a portion of that property for use as capital property exclusively in commercial activities of the registrant; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount deter- mined by the formula

$$A \times (B - C)$$

where

A is the lesser of

(i) the total of the tax that was or would be, but for section 167, payable by the individual in respect of the acquisition of the prop- erty and the tax that was payable by the individual in respect of improvements to the property or, where the individual was deemed under subsection 207(1) to have made a supply of the property at an earlier time, the total of the tax deemed under that subsection to have been collected by the individual at that earlier time and the tax that was payable by the individual after that earlier time in respect of improvements to the property, and

(ii) the tax that would be payable by the individual if the individu- al had acquired the property at the particular time for considera- tion equal to the fair market value of the property at the particular time,

208. (1) Sous réserve du présent article, la taxe payable par l'inscrit, qui est un particulier, relativement à la fourniture d'un immeuble qu'il a acquis pour utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, mais principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, n'est pas incluse dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants de l'inscrit pour une période de déclaration.

(2) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit, étant un particu- lier, qui acquiert un immeuble à une fin qui ne lui donne pas droit à un crédit de taxe sur les intrants relativement à l'immeuble, ou qui est réputé par le paragraphe 207(1) l'avoir fourni, et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et non principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié est réputé :

a) avoir reçu l'immeuble immédiatement avant ce moment dans le ca- dre d'une fourniture par vente;

b) avoir payé à ce moment, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, la taxe relative à la fourniture, égale au moins élevé des montants sui- vants :

(i) le total de la taxe payable par l'inscrit relativement à l'acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux amélio- rations qui y sont apportées ou, si l'inscrit est réputé par le para- graphe 207(1) avoir fourni l'immeuble à un moment antérieur, le total de la taxe qu'il est réputé par ce paragraphe avoir perçue à ce moment antérieur et de la taxe payable par lui après ce même mo- ment relativement aux améliorations,

(ii) la taxe qui serait payable par l'inscrit s'il avait acquis l'immeuble au moment donné pour une contrepartie égale à la juste valeur mar- chande de l'immeuble à ce moment.

(3) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit, étant un particu- lier, qui acquiert un immeuble pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et non principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié et qui accroît, à un moment donné, l'utilisation qu'il en fait dans ce cadre est réputé :

a) avoir reçu, immédiatement avant ce moment, une partie de l'im- meuble dans le cadre d'une fourniture par vente, pour l'utiliser comme immobilisation exclusivement dans le cadre de ses activités commer- ciales;

b) avoir payé à ce moment, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, la taxe relative à la fourniture, égale au montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times (B - C)$$

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) le total de la taxe qui est payable par l'inscrit relativement à l'acquisition de l'immeuble, ou qui le serait en l'absence de l'ar- ticle 167, et de la taxe payable par lui relativement aux amélio- rations qui y sont apportées ou, si l'inscrit est réputé par le paragraphe 207(1) avoir fourni l'immeuble à un moment antérieur, le total de la taxe qu'il est réputé par ce paragraphe avoir perçue à ce moment antérieur et de la taxe payable par lui après ce même moment relativement aux améliorations apportées à l'immeuble,

(ii) la taxe qui serait payable par l'inscrit s'il avait acquis l'im- meuble au moment donné pour une contrepartie égale à la juste valeur marchande de l'immeuble à ce moment;

B 100 % ou, si l'immeuble n'est pas utilisé exclusivement dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit immédiatement après le mo- ment donné, la proportion que représente, immédiatement après ce moment, l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans ce cadre par rap- port à l'utilisation totale de l'immeuble;

tivities of the individual without beginning to use the property primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, for the purposes of determining an input tax credit of the individual, the individual shall be deemed

(*a*) to have received, at the particular time, a supply by way of sale of a portion of the property for use as capital property exclusively in commercial activities of the individual; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$A \times B$$

where

A is the lesser of

(i) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the individual in respect of the last acquisition of the property by the individual and the tax that was payable by the individual in respect of improvements to the property acquired or imported by the individual after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time, and

B is the extent (expressed as a percentage of the total use of the property by the individual at the particular time) to which the individual increased the use of the property in commercial activities of the individual at the particular time.

sans commencer à l'utiliser principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, est réputé, aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants :

a) avoir reçu, au moment donné, la fourniture d'une partie de l'immeuble par vente pour l'utiliser comme immobilisation exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales;

b) avoir payé au moment donné et relativement à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

$$A \times B$$

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) le total de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

B le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle l'inscrit a accru l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales au moment donné par rapport à l'utilisation totale qu'il en fait alors.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 208(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 208(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Improvement to capital real property by individual

(4) Where an individual who is a registrant acquires or imports an improvement to real property that is capital property of the individual, the tax payable by the individual

(4) Dans le cas où un particulier qui est un inscrit acquiert ou importe des améliorations à un immeuble qui est son immobilisation, la taxe payable par lui relativement aux amélio-

Améliorations une immobilisation

B is 100% or, where the property was not used exclusively in commercial activities of the individual immediately after the particular time, the percentage that, immediately after the particular time, the use of the property in commercial activities of the individual is of the total use of the property, and

C is the percentage that, immediately before the particular time, the use of the property in commercial activities of the individual is of the total use of the property.

C la proportion que représente, immédiatement avant le moment donné, l'utilisation que l'inscrit fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales par rapport à l'utilisation totale de l'immeuble.

(2) Subsection 208(4) at present reads as follows:

(4) Where a registrant who is an individual acquires or imports an improvement to real property that is capital property of the individual, the tax payable by the individual in respect of the improvement shall not be included in determining an input tax credit of the individual for any reporting period if, immediately after the property is improved, it is primarily for the personal use and enjoyment of the individual or any related individual.

(2). — Texte actuel du paragraphe 208(4) :

(4) Dans le cas où un inscrit, qui est un particulier, acquiert ou importe des améliorations à un immeuble qui est son immobilisation, la taxe payable par lui relativement aux améliorations n'est pas incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants pour une période de déclaration si l'immobilisation, immédiatement après que les améliorations y sont apportées, est à utiliser principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié.

in respect of the improvement shall not be included in determining an input tax credit of the individual if, at the time that tax becomes payable or is paid without having become payable, the property is primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual.

rations n'est pas incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants si, au moment où cette taxe devient payable ou est payée sans qu'elle soit devenue payable, l'immeuble est à utiliser principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

(4) Subsection (2) applies to improvements acquired or imported after March 1991.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux améliorations acquises ou importées après mars 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

75. (1) Sections 209 and 210 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

75. (1) Les articles 209 et 210 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Real property of certain public sector bodies

209. (1) Where a registrant is a public service body (other than a financial institution or a government) or a specified Crown agent (other than a financial institution), subsections 199(2) to (4) and 200(2) to (4) apply, with such modifications as the circumstances require, to real property acquired by the registrant for use as capital property of the registrant, and to improvements to real property that is capital property of the registrant, as if the real property were personal property.

Immeubles de certains organismes du secteur public

209. (1) Dans le cas où un inscrit est un organisme de services publics, autre qu'une institution financière ou un gouvernement, ou un mandataire désigné (autre qu'une institution financière), les paragraphes 199(2) à (4) et 200(2) à (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux immeubles qu'il acquiert pour les utiliser comme immobilisations ainsi qu'aux améliorations apportées aux immeubles qui font partie de ses immobilisations, comme s'il s'agissait d'un bien meuble.

Exception

(2) Notwithstanding subsection (1), subsection 200(3) does not apply to

(*a*) a supply of a residential complex or an interest therein made by way of sale by a public service body; or

(*b*) a supply of real property made by way of sale by a public service body to an individual.

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), le paragraphe 200(3) ne s'applique pas aux fournitures suivantes :

a) la fourniture d'un immeuble d'habitation, ou d'un droit afférent, qu'un organisme de services publics effectue par vente;

b) la fourniture d'un immeuble qu'un organisme de services publics effectue par vente au profit d'un particulier.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subsection 209(2) of the said Act,

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le paragraphe 209(2) de la même loi, édicté par

Clause 75: (1) Sections 209 and 210 at present read as follows:

209. (1) Where a registrant that is a public sector body and not a financial institution acquires real property for use as capital property in commercial activities of the body,

(*a*) the tax payable by the body in respect of the supply to the body of the property shall not be included in determining an input tax credit of the body for any reporting period unless the property is acquired for use primarily in commercial activities of the body; and

(b) where the body acquires the property for use primarily in commercial activities of the body, the body shall, for the purposes of this Part, be deemed to have acquired the property for use exclusively in commercial activities of the body.

(2) Where a registrant that is a public sector body and not a financial institution acquires or imports an improvement to real property that is capital property of the body,

(*a*) the tax payable by the body in respect of the supply to, or importation by, the body of the improvement shall not be included in determining an input tax credit of the body for any reporting period unless

(i) immediately after the property is improved it is for use primarily in commercial activities of the body, and

(ii) the property was acquired or imported by the body for use primarily in commercial activities of the body; and

(*b*) where immediately after the property is improved it is for use primarily in commercial activities of the body, the body shall, for the purposes of this Part, be deemed to have acquired or imported the improvement for consumption or use exclusively in commercial activities of the body.

(3) Subsection 199(3) applies, with such modifications as the circumstances require, in respect of real property acquired by a registrant that is a public sector body and that is not a financial institution as if the real property were personal property.

210. (1) Subsection 200(2) applies, with such modifications as the circumstances require, in respect of real property acquired by a public sector body that is not a financial institution as if the real property were personal property.

Article 75, (1). — Texte actuel des articles 209 et 210 :

209. (1) Dans le cas où l'inscrit est un organisme du secteur public, mais non une institution financière, qui acquiert un immeuble pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, les règles suivantes s'appliquent :

a) la taxe payable par l'inscrit relativement à la fourniture de l'immeuble à son profit n'est incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants pour une période de déclaration que si l'immeuble est acquis pour être utilisé principalement dans le cadre de ses activités commerciales;

b) pour l'application de la présente partie, l'inscrit est réputé avoir acquis l'immeuble pour l'utiliser exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales s'il l'a acquis pour l'utiliser principalement dans ce cadre.

(2) Dans le cas où l'inscrit est un organisme du secteur public, mais non une institution financière, qui acquiert ou importe des améliorations à un immeuble qui est son immobilisation, les règles suivantes s'appliquent :

a) la taxe payable par l'inscrit relativement à la fourniture ou à l'importation n'est incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants pour une période de déclaration que si les conditions suivantes sont remplies :

(i) l'immeuble, immédiatement après que les améliorations y sont apportées, est à utiliser principalement dans le cadre de ses activités commerciales,

(ii) l'inscrit a acquis ou importé l'immeuble pour l'utiliser principalement dans le cadre de ses activités commerciales;

b) pour l'application de la présente partie, l'inscrit est réputé avoir acquis ou importé les améliorations pour consommation ou utilisation exclusives dans le cadre de ses activités commerciales si l'immeuble, immédiatement après que les améliorations y sont apportées, est à utiliser principalement dans ce cadre.

(3) Le paragraphe 199(3) s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, aux immeubles acquis par l'inscrit qui est un organisme du secteur public, mais non une institution financière, comme s'il s'agissait de biens meubles.

210. (1) Le paragraphe 200(2) s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, aux immeubles acquis par un organisme du secteur public autre qu'une institution financière, comme s'il s'agissait de biens meubles.

as enacted by subsection (1), does not apply to any supply of property where

(*a*) ownership or possession of the property is transferred to the recipient of the supply before November 6, 1991; or

(*b*) the supply is made under an agreement in writing entered into before November 6, 1991.

le paragraphe (1), ne s'applique pas aux fournitures de biens si :

***a*) la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur avant le 6 novembre 1991;**

***b*) la fourniture est effectuée aux termes d'une convention écrite conclue avant le 6 novembre 1991.**

1990, c. 45, s. 12(1)

76. (1) Subsection 211(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

76. (1) Le paragraphe 211(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Election for real property of a public service body

211. (1) Where a public service body files an election made under this subsection in respect of

(*a*) real property that is capital property of the body,

(*b*) real property of the body that is held by the body in inventory for the purpose of supply, or

(*c*) real property acquired by the body by way of lease, licence or similar arrangement for the purpose of making a supply of the property by way of lease, licence or similar arrangement or making a supply of the arrangement by way of assignment,

throughout the period the election is in effect, subsection 193(1) and section 206 apply, and section 209 does not apply, to the property.

Choix visant l'immeuble d'un organisme de services publics

211. (1) Un organisme de services publics peut faire un choix relativement aux immeubles suivants pour que le paragraphe 193(1) et l'article 206, mais non l'article 209, s'appliquent aux immeubles tout au long de la période au cours de laquelle le choix est en vigueur :

a) l'immeuble qui est son immobilisation;

b) l'immeuble qui lui appartient et qu'il tient en stock en vue de le fournir;

c) l'immeuble qu'il acquiert par bail, licence ou accord semblable en vue de le fournir par le même moyen ou de fournir l'accord par cession.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subparagraph 211(2)(*b*)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the person in respect of the acquisition of the property and the tax that was payable by the person in respect of improvements to the property or, where the person was deemed under subsection 200(2) or subsection (4) of this section to have made a supply of the

(2) Le sous-alinéa 211(2)*b*)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) le total de la taxe qui était payable par l'organisme, ou qui l'aurait été en l'absence de l'article 167, relativement à l'acquisition de l'immeuble et de la taxe qui était payable par lui relativement aux améliorations qui y sont apportées ou, si l'organisme est réputé par le paragraphe 200(2) ou par le paragraphe (4) du présent article avoir effectué une

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Subsection 200(3) applies, with such modifications as the circumstances require, in respect of real property acquired by a public service body that is not a financial institution as if the real property were personal property.

(2) Le paragraphe 200(3) s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, aux immeubles acquis par un organisme de services publics autre qu'une institution financière, comme s'il s'agissait de biens meubles.

Clause 76: (1) to (3) Subsections 211(1) and (2) at present read as follows:

211. (1) Where a person that is a public service body files an election made in respect of real property that is capital property of the person, throughout the period the election is in effect, subsection 193(1) and section 206 apply, and sections 209 and 210 do not apply, in respect of the property.

(2) For the purposes of this Part, where a person has filed an election made under subsection (1) in respect of real property that takes effect on a particular day, the person shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before the particular day, and to have received, on the particular day, a taxable supply by way of sale of the property; and

(*b*) to have paid as a recipient and to have collected as a supplier, on the particular day, tax in respect of the supply equal to the lesser of

(i) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the body in respect of the acquisition of the property and the tax that was payable by the person in respect of improvements to the property or, where the person was deemed under subsection 200(2), by reason of section 210, or under subsection (4) of this section to have made a supply of the property at an earlier time, the total of the tax deemed under that subsection to have been collected by the person at that earlier time and the tax that was payable by the person after that earlier time in respect of improvements to the property, and

(ii) the tax that would be payable by the person if the person acquired the property on the particular day by way of a taxable supply from a registrant for consideration equal to its fair market value at that time.

Article 76, (1) à (3). — Texte actuel des paragraphes 211(1) et (2) :

211. (1) L'organisme de services publics peut faire un choix relativement à un immeuble qui est son immobilisation tout au long de la période au cours de laquelle le choix est en vigueur pour que le paragraphe 193(1) et l'article 206, et non les articles 209 et 210, s'appliquent à l'immeuble.

(2) Pour l'application de la présente partie, l'organisme de services publics qui fait le choix est réputé :

a) avoir effectué, immédiatement avant le jour de l'entrée en vigueur du choix, et avoir reçu, ce jour-là, une fourniture taxable du bien par vente;

b) avoir payé à titre d'acquéreur et perçu à titre de fournisseur, ce jour-là, la taxe relative à la fourniture, égale au moins élevé des montants suivants :

(i) le total de la taxe qui est payable par l'organisme, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à l'acquisition de l'immeuble et de la taxe qui est payable par lui relativement aux améliorations qui y sont apportées ou, si l'organisme est réputé par le paragraphe 200(2), par l'application de l'article 210, ou par le paragraphe (4) du présent article avoir effectué une fourniture de l'immeuble à un moment antérieur, le total de la taxe qu'il est réputé par ce paragraphe avoir perçue à ce moment antérieur et de la taxe payable par lui après ce même moment relativement aux améliorations,

(ii) la taxe qui serait payable par l'organisme s'il avait acquis l'immeuble le jour de l'entrée en vigueur du choix par suite d'une fourniture taxable effectuée par un inscrit pour une contrepartie égale à la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là.

property at an earlier time, the total of the tax deemed under that subsection to have been collected by the person at that earlier time and the tax that was payable by the person after that earlier time in respect of improvements to the property, and

fourniture de l'immeuble à un moment antérieur, le total de la taxe qu'il est réputé par ce paragraphe avoir perçue à ce moment antérieur et de la taxe payable par lui après ce même moment relativement aux améliorations,

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsection 211(2) of the said Act, as amended by subsection (2), is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 211(2) de la même loi, modifié par le paragraphe (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Deemed sale where election

(2) For the purposes of this Part, where a public service body has filed an election made under subsection (1) in respect of real property described in paragraph (1)(*a*) or (*b*) that takes effect on a particular day and the body does not acquire the property on the particular day or become a registrant on the particular day, the body shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before the particular day, a taxable supply of the property by way of sale and to have collected, on the particular day, tax in respect of the supply equal to the lesser of

(i) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the body in respect of the last acquisition of the property by the body and the tax that was payable by the body in respect of improvements to the property acquired or imported by the body after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property on the particular day; and

(*b*) to have received, on the particular day, a taxable supply of the property by way of sale and to have paid, on the particular day, tax in respect of the supply equal to the amount determined under paragraph (*a*).

Présomption de vente en cas de choix

(2) Pour l'application de la présente partie, l'organisme de services publics qui fait le choix relativement à un immeuble visé aux alinéas (1)*a*) ou *b*) et qui n'acquiert pas l'immeuble le jour de l'entrée en vigueur du choix ou ne devient pas un inscrit ce jour-là est réputé :

a) avoir effectué, immédiatement avant ce jour-là, une fourniture taxable de l'immeuble par vente et avoir perçu, ce jour-là et relativement à la fourniture, une taxe égale au moins élevé des montants suivants :

(i) le total de la taxe qui était payable par l'organisme, ou qui l'aurait été en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe qui était payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là;

b) avoir reçu, ce jour-là, une fourniture taxable de l'immeuble par vente et avoir payé, ce jour-là et relativement à la fourniture, une taxe égale au montant calculé selon l'alinéa *a*).

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Subsection 211(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le paragraphe 211(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Subsection 211(4) at present reads as follows:

(4). — Texte actuel du paragraphe 211(4) :

Deemed sale where revocation

(4) For the purposes of this Part, where an election made under subsection (1) by a public service body in respect of real property described in paragraph (1)(*a*) or (*b*) is revoked and ceases to be effective on a day and the body does not cease to be a registrant on that day, the body shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before that day, a taxable supply of the property by way of sale and to have collected, on that day, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the property on that day; and

(*b*) to have received, on that day, a taxable supply of the property by way of sale and to have paid, on that day, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the property on that day.

Présomption de vente en cas de révocation

(4) Pour l'application de la présente partie, lorsque le choix fait par un organisme de services publics relativement à un immeuble visé aux alinéas (1)*a*) ou *b*) est révoqué et que l'organisme ne cesse pas d'être un inscrit le jour où le choix cesse d'être en vigueur, l'organisme est réputé :

a) avoir effectué, immédiatement avant ce jour-là, une fourniture taxable de l'immeuble par vente et avoir perçu, ce jour-là et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là;

b) avoir reçu, ce jour-là, une fourniture taxable de l'immeuble par vente et avoir payé, ce jour-là et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là.

(5) Subsections (1), (3) and (4) shall be deemed to have come into force on November 6, 1991.

(5) Les paragraphes (1), (3) et (4) sont réputés entrés en vigueur le 6 novembre 1991.

(6) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(6) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

77. (1) Section 212 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

77. (1) L'article 212 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Imposition of tax

212. Subject to this Part, every person who is liable under the *Customs Act* to pay duty on imported goods, or who would be so liable if the goods were subject to duty, shall pay to Her Majesty in right of Canada a tax on the goods equal to 7% of the value of the goods.

Taux

212. Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, le redevable de droits imposés, en vertu de la *Loi sur les douanes*, sur des produits importés, ou la personne qui serait un redevable si les produits étaient frappés de droits, est tenu de payer à Sa Majesté du chef du Canada une taxe de 7 % sur la valeur des produits.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

78. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 213 thereof, the following sections:

78. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 213, de ce qui suit :

Security

213.1 For the purposes of this Division, the Minister may require a person mentioned in section 212 who imports goods to provide security, in an amount determined by the Minister and subject to such terms and conditions as the Minister may specify, for the payment of any amount that is or may become payable by the person under this Di-

Garantie

213.1 Pour l'application de la présente section, le ministre peut exiger que la personne visée à l'article 212 qui importe des produits donne une garantie — soumise aux modalités établies par le ministre et d'un montant déterminé par lui — pour le paiement d'un montant qui est payable par la personne en application de la présente section, ou peut le

(4) For the purposes of this Part, where an election made under subsection (1) by a person is revoked and ceases to be effective in relation to real property on a day, the person shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before that day, and to have received, on that day, a taxable supply by way of sale of the real property; and

(*b*) to have paid as a recipient and to have collected as a supplier, on that day, tax in respect of the supply, calculated on the fair market value of the property on that day.

(4) Pour l'application de la présente partie, en cas de révocation du choix, l'organisme de services publics est réputé :

a) avoir effectué immédiatement avant le jour où le choix cesse d'être en vigueur, et avoir reçu, ce jour-là, une fourniture taxable de l'immeuble par vente;

b) avoir payé à titre d'acquéreur et perçu à titre de fournisseur, ce jour-là, la taxe relative à la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande du bien ce jour-là.

Clause 77: (1) Section 212 at present reads as follows:

212. Subject to this Part, every person who is liable under the Customs Act to pay duty on goods imported, or who would be so liable if the goods were liable to duty, shall pay to Her Majesty in right of Canada a tax equal to 7% of the value of the goods.

Article 77, (1). — Texte actuel de l'article 212 :

212. Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, le redevable de droits sur des produits importés, en application de la *Loi sur les douanes*, ou la personne qui serait un redevable si les produits étaient frappés de droits, doit payer à Sa Majesté du chef du Canada une taxe de 7 % sur la valeur de ces produits.

Clause 78: (1) New.

Article 78, (1). — Nouveau.

vision, where provisions of the *Customs Act*, the *Customs Tariff* or any other laws relating to customs under which security may be required do not apply to the payment of that amount.

devenir. Le présent article ne s'applique pas lorsque les dispositions de la *Loi sur les douanes*, du *Tarif des douanes* ou d'autres lois douanières en vertu desquelles une garantie peut être exigée s'appliquent au paiement de ce montant.

Import certificate

213.2 (1) The Minister may, on the request of a registrant who imports goods, issue to the registrant, subject to such conditions as the Minister may specify, an import certificate in respect of goods of a particular class, indicating an effective date and bearing a number to be disclosed when the goods are accounted for under section 32 of the *Customs Act*, where it can reasonably be expected that the registrant will be importing the goods in circumstances in which the goods would be included in Schedule VII.

Certificat d'importation

213.2 (1) Le ministre peut délivrer à l'inscrit importateur qui lui en fait la demande, sous réserve de conditions qu'il peut imposer, un certificat d'importation concernant des produits d'une catégorie donnée qui porte une date de prise d'effet ainsi qu'un numéro à indiquer lors de la déclaration en détail ou provisoire des produits en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*, s'il est raisonnable de s'attendre à ce que l'inscrit importe ces produits dans des circonstances telles que les produits seraient inclus à l'annexe VII.

Application

(2) A request for an import certificate shall contain prescribed information and be filed with the Minister in prescribed manner.

Demande

(2) La demande de certificat d'importation contient les renseignements requis par le ministre et lui est présentée selon les modalités qu'il détermine.

Cancellation

(3) The Minister may, after giving a person to whom an import certificate has been issued reasonable written notice, cancel the import certificate of the person if

(*a*) the person fails to comply with any condition attached to the certificate or any provision of this Division,

(*b*) the Minister determines that it is no longer required for the purposes for which it was issued, or generally for the purposes of this Division, or

(*c*) it can reasonably be expected that the person will no longer be importing goods of a class in respect of which the certificate was issued in circumstances in which the goods would be included in Schedule VII,

and, where the Minister cancels the import certificate of a person, the Minister shall notify the person in writing of the cancellation and the effective date of the cancellation.

Révocation

(3) Le ministre peut, sur préavis écrit suffisant donné au titulaire, révoquer le certificat d'importation si, selon le cas :

a) le titulaire ne respecte pas une condition du certificat ou une disposition de la présente section;

b) le ministre établit que le certificat n'est plus nécessaire, eu égard à la raison pour laquelle il a été délivré ou à l'objet de la présente section;

c) il est raisonnable de s'attendre à ce que le titulaire n'importe plus de produits d'une catégorie mentionnée dans le certificat dans des circonstances telles que les produits seraient inclus à l'annexe VII.

Le ministre informe le titulaire de la révocation du certificat dans un avis écrit précisant la date de prise d'effet de la révocation.

Application after cancellation

(4) Where the Minister has cancelled the import certificate of a person in circumstances described in paragraph (3)(*a*), the Minister shall not issue a new certificate

Nouvelle demande

(4) En cas de révocation du certificat d'une personne en application de l'alinéa (3)*a*), le ministre ne peut lui en délivrer un autre avant l'expiration d'un délai de

under subsection (1) before the day that is two years after the day on which the cancellation is effective.

deux ans suivant la prise d'effet de la révocation.

Cessation

(5) An import certificate issued under this section ceases to have effect on the earlier of

(*a*) the effective date of the cancellation of the certificate under subsection (3), and

(*b*) the day that is three years after the effective date of the certificate.

(5) Le certificat d'importation cesse d'avoir effet trois ans après la date de sa prise d'effet ou, si elle est antérieure, à la date de la prise d'effet de la révocation du certificat en application du paragraphe (3).

Cessation

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on February 1, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er février 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

79. (1) Section 214 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

79. (1) L'article 214 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Payment of tax

214. The tax on goods under this Division shall be paid and collected under the *Customs Act*, and interest and penalties shall be imposed, calculated, paid and collected under that Act, as if the tax were a customs duty levied on the goods under the *Customs Tariff* and, for those purposes, the *Customs Act*, with such modifications as the circumstances require, applies subject to this Division.

214. La taxe sur les produits prévue à la présente section est payée et perçue aux termes de la *Loi sur les douanes* et les intérêts et pénalités sont imposés, calculés, payés et perçus aux termes de cette loi, comme s'il s'agissait de droits de douane imposés sur les produits en vertu du *Tarif des douanes*. À cette fin et sous réserve des dispositions de la présente section, la *Loi sur les douanes* s'applique, avec les adaptations nécessaires.

Paiement de la taxe

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

80. (1) All that portion of subsection 215(1) of the said Act preceding paragraph (*b*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

80. (1) Le passage du paragraphe 215(1) de la même loi qui précède l'alinéa *b*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Value of goods

215. (1) For the purposes of this Division, the value of goods shall be deemed to be equal to the total of

(*a*) the value of the goods, as it would be determined under the *Customs Act* for the purpose of calculating duties imposed on the goods at a percentage rate, whether the goods are in fact subject to duty, and

215. (1) Pour l'application de la présente section, la valeur des produits est réputée égale au total des montants suivants :

a) la valeur des produits, déterminée aux termes de la *Loi sur les douanes* aux fins du calcul des droits imposés sur les produits selon un certain pourcentage, que les produits soient ou non frappés de droits;

Valeur des produits

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

81. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 215 thereof, the following section:

81. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 215, de ce qui suit :

Clause 79: (1) Section 214 at present reads as follows:

214. The tax under this Division shall be paid and collected under the *Customs Act* and interest, fees, charges and penalties shall be imposed, paid and collected under that Act as if the tax were customs duty levied under the *Customs Tariff* on the importation of goods and, for that purpose, the *Customs Act*, with such modifications as the circumstances require, applies except as provided in section 216.

Article 79, (1). — Texte actuel de l'article 214 :

214. La taxe prévue à la présente section est payée et perçue aux termes de la *Loi sur les douanes* et les intérêts, frais et pénalités sont imposés, payés et perçus aux termes de cette loi, comme s'il s'agissait de droits de douane imposés en vertu du *Tarif des douanes* sur des produits importés. À cette fin, la *Loi sur les douanes* s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, sauf dispositions contraires à l'article 216.

Clause 80: (1) The relevant portion of subsection 215(1) at present reads as follows:

215. (1) For the purposes of this Division, the value of goods imported shall be deemed to be equal to the total of

(*a*) the value of the goods as it would be determined for the purpose of calculating a duty, expressed as a percentage of the value, on the importation of the goods under the laws relating to customs and the *Customs Tariff*, whether the goods are in fact subject to a duty, and

Article 80, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 215(1) :

215. (1) Pour l'application de la présente section, la valeur des produits importés est réputée égale au total des montants suivants :

a) la valeur globale des produits, déterminée aux fins du calcul des droits, exprimés sous forme de pourcentage de la valeur, imposés par la législation sur les douanes et le *Tarif des douanes* sur les produits importés, que les produits soient ou non frappés de droits;

Clause 81: (1) New.

Article 81, (1). — Nouveau.

Rebate for returned goods

215.1 (1) Where

(*a*) a person paid tax under this Division on goods that were acquired by the person on consignment, approval, sale-or-return basis or other similar terms,

(*b*) the goods are, within sixty days after their release and before they are used or consumed otherwise than on a trial basis, exported by the person for the purpose of returning them to the supplier and are not damaged after their release and before the exportation, and

(*c*) within four years after the tax was paid, the person files with the Minister an application, in prescribed form containing prescribed information, for a rebate of the tax,

the Minister shall, subject to section 263, pay a rebate to the person equal to the amount of the tax paid on the goods.

Rebate for goods damaged, etc.

(2) Where

(*a*) a person paid an amount as tax under this Division on goods that were imported

(i) for consumption, use or supply otherwise than exclusively in the course of a commercial activity of the person, or

(ii) for consumption, use or supply in the course of a commercial activity of the person and the person was, at the time of the release of the goods, a small supplier who was not registered under Subdivision d of Division V,

(*b*) the Minister has, under any of sections 73, 74 and 76 of the *Customs Act*, granted an abatement or refund of the whole or part of the duties paid on the goods,

(*c*) the person has not been and is not entitled to be compensated under a warranty for loss suffered because of any of the circumstances described in those sections by receiving a supply of replacement parts that are goods included in section 5 of Schedule VII, and

Remboursement pour biens retournés

215.1 (1) Sous réserve de l'article 263, le ministre rembourse une personne dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne a payé la taxe prévue à la présente section sur des produits qu'elle a acquis sur approbation, en consignation avec ou sans reprise des invendus ou selon d'autres modalités semblables;

b) dans les soixante jours suivant leur dédouanement et avant leur utilisation ou consommation autrement qu'à l'essai, les produits sont exportés par la personne en vue de leur retour au fournisseur et ne sont pas endommagés entre leur dédouanement et leur exportation;

c) dans les quatre ans suivant le paiement de la taxe, la personne présente au ministre une demande de remboursement de la taxe, établie en la forme déterminée par celui-ci et contenant les renseignements requis.

Le montant remboursable est égal à la taxe payée sur les produits.

Remboursement pour biens endommagés

(2) Sous réserve de l'article 263, le ministre rembourse une personne dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne a payé un montant au titre de la taxe prévue à la présente section sur des produits importés :

(i) soit pour consommation, utilisation ou fourniture autrement qu'exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales,

(ii) soit pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales si la personne est, au moment du dédouanement des produits, un petit fournisseur qui n'est pas inscrit aux termes de la sous-section d de la section V;

b) le ministre a accordé un abattement ou un remboursement, en application de l'un des articles 73, 74 et 76 de la *Loi sur les douanes*, de tout ou partie des droits payés sur les produits;

c) la personne n'a pas reçu, et ne peut recevoir, aux termes d'une garantie, une

(*d*) within four years after the amount was paid as tax under this Division, the person files with the Minister an application, in prescribed form containing prescribed information, for a rebate of the amount,

the Minister shall, subject to section 263, pay a rebate to the person equal to the amount determined by the formula

$$(A \times B) + \left(A \times \frac{B}{C} \times D\right)$$

where

A is the rate of tax imposed under subsection 165(1) at the time the amount paid as tax under this Division was paid,

B is the amount of the abatement or refund granted under the *Customs Act*,

C is the amount of the duties that were the subject of the abatement or refund, and

D is the value for duty of the goods under that Act.

Idem

(3) Where

(*a*) a person paid an amount as tax under this Division on goods that were imported

(i) for consumption, use or supply otherwise than exclusively in the course of a commercial activity of the person, or

(ii) for consumption, use or supply in the course of a commercial activity of the person and the person was, at the time of the release of the goods, a small supplier who was not registered under Subdivision d of Division V,

(*b*) if the goods had been subject to duties under the *Customs Act*, the Minister would, because of any of the circumstances described in paragraph 73(*a*) or (*b*) or 74(1)(*a*), (*b*) or (*c*) or subsec-

fourniture de pièces de rechange qui constituent des produits figurant à l'article 5 de l'annexe VII, en dédommagement des pertes découlant de l'une des circonstances visées aux articles 73, 74 ou 76 de la *Loi sur les douanes*;

d) dans les quatre ans suivant le paiement du montant au titre de la taxe prévue à la présente section, la personne présente au ministre une demande de remboursement du montant, établie en la forme déterminée par celui-ci et contenant les renseignements requis.

Le montant remboursable est égal au résultat du calcul suivant :

$$(A \times B) + \left(A \times \frac{B}{C} \times D\right)$$

où :

A représente le taux de la taxe imposée selon le paragraphe 165(1) au moment du paiement du montant au titre de la taxe prévue à la présente section,

B le montant de l'abattement ou du remboursement accordé en vertu de la *Loi sur les douanes*,

C le montant des droits visés par l'abattement ou le remboursement,

D la valeur en douane des produits aux termes de cette loi.

Idem

(3) Sous réserve de l'article 263, les articles 73, 74 et 76 de la *Loi sur les douanes*, exception faite de l'alinéa 74(1)*d*) de cette loi, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, comme si un montant payé par une personne au titre de la taxe était un droit payé sur les produits en vertu de cette loi, si les circonstances suivantes sont réunies :

a) la personne a payé le montant au titre de la taxe prévue à la présente section sur des produits importés :

(i) soit pour consommation, utilisation ou fourniture autrement qu'exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales,

(ii) soit pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales si la personne est, au

tion 76(1) of that Act, have granted, under section 73, 74 or 76 of that Act, an abatement or refund of the whole or part of the duties paid on the goods,

(*c*) the person has not been and is not entitled to be compensated under a warranty for loss suffered because of any of those circumstances by receiving a supply of replacement parts that are goods included in section 5 of Schedule VII, and

(*d*) within four years after the amount was paid as tax under this Division, the person files with the Minister an application, in prescribed form containing prescribed information, for a rebate of the amount,

subject to section 263, sections 73, 74 (except paragraph 74(1)(*d*)) and 76 of that Act apply, with such modifications as the circumstances require, as though the amount paid by the person as tax were duties paid on the goods under that Act.

moment du dédouanement des produits, un petit fournisseur qui n'est pas inscrit aux termes de la sous-section d de la section V;

b) dans le cas où les produits ont été assujettis aux droits prévus à la *Loi sur les douanes*, le ministre aurait accordé, en vertu des articles 73, 74 ou 76 de cette loi, si les circonstances visées aux alinéas 73*a*) ou *b*), 74(1)*a*), *b*) ou *c*) ou au paragraphe 76(1) de cette loi s'appliquaient, un abattement ou un remboursement de tout ou partie des droits payés sur les produits;

c) la personne n'a pas reçu, et ne peut recevoir, aux termes d'une garantie, une fourniture de pièces de rechange qui constituent des produits figurant à l'article 5 de l'annexe VII, en dédommagement des pertes découlant de l'une des circonstances visées à l'alinéa *b*);

d) dans les quatre ans suivant le paiement du montant au titre de la taxe prévue par la présente section, la personne présente au ministre une demande de remboursement du montant, établie en la forme déterminée par celui-ci et contenant les renseignements requis.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

82. (1) Section 216 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

82. (1) L'article 216 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Meaning of "determination of the tax status"

216. (1) In this section, "determination of the tax status" of goods means a determination, re-determination or further re-determination that the goods are, or are not, included in Schedule VII.

216. (1) Au présent article, « classement » s'entend du classement tarifaire de produits, de la révision de ce classement ou du réexamen de cette révision, effectué en vue d'établir si les produits sont inclus ou non à l'annexe VII.

Définition de « classement »

Application of *Customs Act*

(2) Subject to subsections (4) to (6), the *Customs Act* (other than subsections 67(2) and (3) and sections 68 and 70) and the regulations made under that Act apply, with such modifications as the circumstances require, to the determination of the tax status of goods for the purposes of this Division as if it were the determination, re-determination or further re-determination, as the case

(2) Sous réserve des paragraphes (4) à (6), la *Loi sur les douanes*, sauf les paragraphes 67(2) et (3) et les articles 68 et 70, ainsi que les règlements d'application de cette loi s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au classement de produits pour l'application de la présente section comme s'il s'agissait du classement tarifaire des produits ou de la révision ou du réexamen de ce classement.

Application de la *Loi sur les douanes*

Clause 82: (1) Section 216 at present reads as follows:

216. (1) For the purposes of this section and any provision of the *Customs Act* applicable by reason of this section in respect of the administration of this Division, "officer" means an officer within the meaning of section 2 of the *Customs Act* and includes an officer employed in the administration of this Part.

(2) Where an officer determines the value of goods for the purposes of this Division and a person disagrees with the determination, sections 58 to 66 of the *Customs Act* apply, with such modifications as the circumstances require, as if the determination were a determination made under subsection 58(1) of that Act.

(3) Where a person disagrees with a decision of the Deputy Minister relating to the value of goods made for the purposes of this Division under section 63 or 64 of the *Customs Act*, the person may appeal from the decision and sections 67 to 69 of that Act apply, with such modifications as the circumstances require.

(4) A person who disagrees with a determination of an officer relating to any matter other than the value of goods made for the purposes of this Division may apply for a rebate under section 261.

Article 82, (1). — Texte actuel de l'article 216 :

216. (1) Pour l'application du présent article et des dispositions de la *Loi sur les douanes* qui interviennent, par l'effet de cet article, dans l'application de la présente section, « agent » s'entend au sens de cette loi et comprend le fonctionnaire chargé de l'application de la présente partie.

(2) Dans le cas où une personne n'accepte pas la détermination faite par un agent de la valeur de produits pour l'application de la présente section, les articles 58 à 66 de la *Loi sur les douanes* s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, comme si la détermination était un classement tarifaire effectué aux termes du paragraphe 58(1) de cette loi.

(3) La personne qui n'accepte pas la décision du sous-ministre, concernant la valeur de produits, prise pour l'application de la présente section aux termes de l'article 63 ou 64 de la *Loi sur les douanes*, peut en interjeter appel. Dès lors, les articles 67 à 69 de cette loi s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance.

(4) La personne qui n'accepte pas la détermination faite par un agent, pour l'application de la présente section, d'une question ne portant pas sur la valeur de produits peut demander un remboursement en application de l'article 261.

requires, of the tariff classification of the goods.

Idem

(3) The *Customs Act* and the regulations made under that Act apply, with such modifications as the circumstances require, to the appraisal, re-appraisal or further re-appraisal of the value of goods for the purposes of this Division as if it were the appraisal, re-appraisal or further re-appraisal, as the case requires, of the value for duty of the goods.

Idem

(3) La *Loi sur les douanes* et ses règlements d'application s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'appréciation de la valeur de produits pour l'application de la présente section, à la révision de cette appréciation ou au réexamen de cette révision, comme s'il s'agissait de l'appréciation de la valeur en douane des produits, de la révision de cette appréciation ou du réexamen de cette révision, selon le cas.

Appeals of determination of tax status

(4) In applying the *Customs Act* to a determination of the tax status of goods,

(*a*) the references in paragraphs 64(*d*) and (*e*) and subsection 67(1) of that Act to the "Canadian International Trade Tribunal" shall be read as references to the "Tax Court of Canada"; and

(*b*) the reference in subsection 67(1) of that Act to the "Secretary of the Canadian International Trade Tribunal" shall be read as a reference to the "Registrar of the Tax Court of Canada".

Appel concernant le classement

(4) Pour l'application de la *Loi sur les douanes* concernant le classement de produits :

a) la mention, aux alinéas 64*d*) et *e*) et au paragraphe 67(1) de cette loi, du Tribunal canadien du commerce extérieur vaut mention de la Cour canadienne de l'impôt;

b) la mention, au paragraphe 67(1) de cette loi, du secrétaire du Tribunal canadien du commerce extérieur vaut mention du greffier de la Cour canadienne de l'impôt.

Application of Part IX and *Tax Court of Canada Act*

(5) The provisions of this Part and of the *Tax Court of Canada Act* that apply to an appeal taken under section 302 apply, with such modifications as the circumstances require, to an appeal taken under subsection 67(1) of the *Customs Act* from a decision of the Deputy Minister made under section 63 or 64 of that Act in a determination of the tax status of goods as if the decision of the Deputy Minister were a confirmation of an assessment or a reassessment made by the Minister under subsection 301(3) or (4) as a consequence of a notice of objection filed under subsection 301(1) by the person to whom the Deputy Minister is required to give notice under section 63 or 64 of the *Customs Act*, as the case may be, of the decision.

Application de la partie IX et de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*

(5) Les dispositions de la présente partie et de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* concernant les appels interjetés en vertu de l'article 302 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux appels interjetés en vertu du paragraphe 67(1) de la *Loi sur les douanes* d'une décision du sous-ministre rendue conformément aux articles 63 ou 64 de cette loi quant au classement de produits, comme si cette décision était la confirmation d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation établie par le ministre en application des paragraphes 301(3) ou (4) par suite d'un avis d'opposition présenté aux termes du paragraphe 301(1) par la personne que le sous-ministre est tenu d'aviser de la décision selon les articles 63 ou 64 de la *Loi sur les douanes*.

Rebates

(6) Where

(*a*) because of an appraisal, a re-appraisal or a further re-appraisal of the value of goods or a determination of the tax status of goods, it is determined that the amount that was paid as tax under this Division on

Remboursements

(6) Lorsque, par suite de l'appréciation de la valeur de produits, de la révision de cette appréciation, du réexamen de cette révision ou du classement de produits, il est établi que le montant payé sur les produits au titre de la taxe prévue à la présente section excède la taxe à payer sur les produits aux termes de

the goods exceeds the amount of tax that is required under this Division to be paid on the goods, and

(*b*) if the tax under this Division on the goods were a customs duty on the goods levied under the *Customs Tariff*, a refund of the excess would be given under paragraph 58(2)(*b*), 62(1)(*b*) or 65(1)(*b*) of the *Customs Act*,

a rebate of the excess shall, subject to section 263, be paid to the person who paid the excess, and the provisions of the *Customs Act* that relate to the payment of such refunds and interest on such refunds apply, with such modifications as the circumstances require, as if the rebate of the excess tax were a refund of duty.

cette section et que cet excédent serait remboursé en application des alinéas 58(2)*b*), 62(1)*b*) ou 65(1)*b*) de la *Loi sur les douanes* si la taxe prévue à la présente section constituait des droits de douanes imposés sur les produits en application du *Tarif des douanes*, l'excédent est remboursé à la personne qui l'a payé, sous réserve de l'article 263. Dès lors, les dispositions de la *Loi sur les douanes* qui portent sur le versement du montant remboursé et des intérêts afférents s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, comme si le remboursement de l'excédent de taxe était un remboursement de droits.

Application of s. 69 of *Customs Act*

(7) Subject to section 263, section 69 of the *Customs Act* applies, with such modifications as the circumstances require, where an appeal in respect of the value of goods or a determination of the tax status of goods is taken for the purpose of determining whether tax under this Division on the goods is payable or of determining the amount of such tax.

Application de l'article 69 de la *Loi sur les douanes*

(7) Sous réserve de l'article 263, l'article 69 de la *Loi sur les douanes* s'applique, avec les adaptations nécessaires, dans le cas où un appel concernant la valeur de produits ou leur classement est interjeté en vue de déterminer si la taxe prévue à la présente section est payable sur les produits ou d'établir le montant de cette taxe.

(2) Subsection (1) applies to goods that are released (within the meaning assigned by subsection 2(1) of the *Customs Act*) after the day this Act is assented to.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux produits dédouanés (au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*) après la date de sanction de la présente loi.

1990, c. 45, s. 12(1)

83. (1) The definition "imported taxable supply" in section 217 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

83. (1) La définition de « fourniture taxable importée », à l'article 217 de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

"imported taxable supply" « fourniture taxable importée »

"imported taxable supply" means

(*a*) a taxable supply of personal property or a service that is made outside Canada to a recipient who is resident in Canada and that can reasonably be regarded as having been received by the recipient for use in Canada otherwise than exclusively in a commercial activity, other than

(i) a zero-rated or prescribed supply,

(ii) a supply in respect of which tax under Division II is payable,

« fourniture taxable importée » *"imported taxable supply"*

a) Fourniture taxable d'un bien meuble ou d'un service qui est effectuée à l'étranger au profit d'un acquéreur qui réside au Canada, s'il est raisonnable de considérer que l'acquéreur a reçu le bien ou le service pour utilisation au Canada autrement qu'exclusivement dans le cadre d'une activité commerciale; en sont exclues :

(i) les fournitures détaxées ou visées par règlement,

Clause 83: (1) The definition "imported taxable supply" n section 217 at present reads as follows:

"imported taxable supply" means a taxable supply of personal property or a service that is made outside Canada to a recipient who is resident in Canada and that may reasonably be regarded as having been received by the recipient for use in Canada otherwise than exclusively in a commercial activity, but does not include

(*a*) a supply in respect of which tax under Division II is payable,

(*b*) a supply of goods in respect of which tax under Division III is payable,

(*c*) a zero-rated supply,

(*d*) goods included in Schedule VII, or

(*e*) a prescribed supply;

Article 83, (1). — Texte actuel de la définition de « fourniture taxable importée » à l'article 217 :

« fourniture taxable importée » Fourniture taxable de biens meubles ou de services qui est effectuée à l'étranger au profit d'un acquéreur qui réside au Canada, s'il est raisonnable de considérer que l'acquéreur a reçu les biens et services pour utilisation au Canada autrement qu'exclusivement dans le cadre d'une activité commerciale. En sont exclues :

a) les fournitures pour lesquelles la taxe prévue à la section II est payable;

b) les fournitures de produits pour lesquels la taxe prévue à la section III est payable;

c) les fournitures détaxées;

d) les produits figurant à l'annexe VII;

e) les fournitures visées par règlement.

(iii) a supply of goods in respect of which tax under Division III is payable, or

(iv) a supply of goods included in Schedule VII, or

(*b*) a taxable supply (other than a zero-rated or prescribed supply) of tangible personal property made by a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V to a recipient who is a registrant where

(i) physical possession of the property is transferred to the recipient in Canada by another registrant who

(A) made a supply in Canada of the property by way of sale, or a supply in Canada of a service of manufacturing or producing the property, to the non-resident person, or

(B) acquired physical possession of the property for the purpose of making a supply of a commercial service in respect of the property to the non-resident person,

(ii) the recipient gives the other registrant a certificate of the recipient described in paragraph 179(2)(*c*), and

(iii) the recipient is not acquiring the property for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial activities of the recipient or the property is a passenger vehicle that the recipient is acquiring for use in Canada as capital property in commercial activities of the recipient and that has a capital cost to the recipient exceeding the amount deemed under paragraph 13(7)(*g*) or (*h*) of the *Income Tax Act* to be the capital cost of the vehicle to the recipient for the purposes of section 13 of that Act;

(ii) les fournitures pour lesquelles la taxe prévue à la section II est payable,

(iii) les fournitures de produits pour lesquelles la taxe prévue à la section III est payable,

(iv) les fournitures de produits inclus à l'annexe VII;

b) fourniture taxable, sauf une fourniture détaxée ou visée par règlement, d'un bien meuble corporel effectuée par une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V, au profit d'un acquéreur qui est un inscrit, si les conditions suivantes sont réunies :

(i) la possession matérielle du bien est transférée à l'acquéreur au Canada par un autre inscrit qui, selon le cas :

(A) a effectué, au profit de la personne non-résidente, la fourniture par vente du bien au Canada ou la fourniture au Canada d'un service de fabrication ou de production du bien,

(B) a acquis la possession matérielle du bien en vue d'effectuer, au profit de la personne non-résidente, la fourniture d'un service commercial relativement au bien,

(ii) l'acquéreur remet à l'autre inscrit le certificat visé à l'alinéa 179(2)*c*),

(iii) l'acquéreur n'acquiert pas le bien pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales ou, si le bien est une voiture de tourisme que l'acquéreur acquiert pour utilisation au Canada à titre d'immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, le coût en capital de celle-ci pour l'acquéreur excède le montant réputé, en vertu des alinéas 13(7)*g*) ou *h*) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, être ce coût pour l'acquéreur pour l'application de l'article 13 de cette loi.

(2) Paragraph (*a*) of the definition "imported taxable supply" in section 217 of the said Act, as enacted by subsection (1), is re-

(2) L'alinéa *a*) de la définition de « fourniture taxable importée », à l'article 217 de la

pealed and the following substituted therefor:

(*a*) a taxable supply (other than a zero-rated or prescribed supply) of a service made outside Canada to a person who is resident in Canada, other than a supply of a service that is

(i) acquired for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial activities of the person or activities that are engaged in exclusively outside Canada by the person and that are not part of a business or an adventure or concern in the nature of trade engaged in by the person in Canada,

(ii) consumed by an individual exclusively outside Canada (other than a training service the supply of which is made to a person who is not a consumer),

(iii) in respect of real property situated outside Canada,

(iv) a service (other than a custodial or nominee service in respect of securities of the person) in respect of tangible personal property that is

(A) situated outside Canada at the time the service is performed, or

(B) exported as soon after the service is performed as is reasonable having regard to the circumstances surrounding the exportation and is not consumed, used or supplied in Canada after the service is performed and before the exportation of the property,

(v) a transportation service, or

(vi) a service rendered in connection with criminal, civil or administrative litigation outside Canada, other than a service rendered before the commencement of such litigation,

même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) Fourniture taxable, sauf une fourniture détaxée ou visée par règlement, d'un service effectuée à l'étranger au profit d'une personne qui réside au Canada, à l'exclusion de la fourniture d'un service qui, selon le cas :

(i) est acquis pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre des activités commerciales de la personne ou des activités qu'elle exerce exclusivement à l'étranger et qui ne font pas partie d'une entreprise ou d'un projet à risques ou d'une affaire de caractère commercial exploitée par elle au Canada,

(ii) est consommé par un particulier exclusivement à l'étranger, sauf un service de formation fourni à une personne qui n'est pas un consommateur,

(iii) se rapporte à un immeuble situé à l'étranger,

(iv) constitue un service, sauf un service de dépositaire ou de propriétaire pour compte relatif à des titres de la personne, relatif à un bien meuble corporel qui :

(A) soit est situé à l'étranger au moment de l'exécution du service,

(B) soit est exporté dans un délai raisonnable après l'exécution du service, compte tenu des circonstances entourant l'exportation, et n'est ni consommé, ni utilisé ni fourni au Canada entre l'exécution du service et l'exportation du bien,

(v) constitue un service de transport,

(vi) constitue un service rendu à l'occasion d'une instance criminelle, civile ou administrative tenue à l'étranger, à l'exclusion d'un service rendu avant le début de l'instance;

(3) The definition "imported taxable supply" in section 217 of the said Act, as enacted by subsection (1) and as amended by subsection (2), is further amended by adding the word "or" at the end of paragraph (*b*)

(3) La définition de « fourniture taxable importée », à l'article 217 de la même loi, édictée par le paragraphe (1) et modifiée par le paragraphe (2), est modifiée par adjonction de ce qui suit :

thereof and by adding thereto the following paragraph:

(*c*) a taxable supply (other than a zero-rated or prescribed supply) of intangible personal property made outside Canada to a person who is resident in Canada, other than a supply of property that

(i) is acquired for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial activities of the person or activities that are engaged in exclusively outside Canada by the person and that are not part of a business or an adventure or concern in the nature of trade engaged in by the person in Canada,

(ii) may not be used in Canada, or

(iii) relates to real property situated outside Canada, to a service to be performed wholly outside Canada or to tangible personal property situated outside Canada;

c) fourniture taxable, sauf une fourniture détaxée ou visée par règlement, d'un bien meuble incorporel effectuée à l'étranger au profit d'une personne qui réside au Canada, à l'exclusion de la fourniture d'un bien qui, selon le cas :

(i) est acquis pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre des activités commerciales de la personne ou des activités qu'elle exerce exclusivement à l'étranger et qui ne font pas partie d'une entreprise ou d'un projet à risques ou d'une affaire de caractère commercial exploitée par elle au Canada,

(ii) ne peut être utilisé au Canada,

(iii) se rapporte à un immeuble situé à l'étranger, à un service à exécuter entièrement à l'étranger ou à un bien meuble corporel situé à l'étranger.

(4) The definition "imported taxable supply" in section 217 of the said Act, as enacted by subsection (1) and as amended by subsections (2) and (3), is further amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (*b*) thereof and by adding thereto, immediately after that paragraph, the following paragraph:

(4) La définition de « fourniture taxable importée », à l'article 217 de la même loi, édictée par le paragraphe (1) et modifiée par les paragraphes (2) et (3), est modifiée par insertion, après l'alinéa *b*), de ce qui suit :

(*b*.1) a taxable supply (other than a zero-rated or prescribed supply) of tangible personal property made at a particular time by a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V to a particular recipient who is resident in Canada, where

(i) the property is delivered or made available in Canada to the particular recipient and the particular recipient is not a registrant who is acquiring the property exclusively for consumption, use or supply in the course of commercial activities of the recipient, and

(ii) the non-resident person previously made a taxable supply of the property by way of lease, licence or similar arrangement to a registrant who was

b.1) fourniture taxable, sauf une fourniture détaxée ou visée par règlement, d'un bien meuble corporel effectuée, à un moment donné, par une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V, au profit d'un acquéreur donné qui réside au Canada, si les conditions suivantes sont réunies :

(i) le bien est livré à l'acquéreur donné au Canada, ou y est mis à sa disposition, lequel acquéreur n'est pas un inscrit qui acquiert le bien exclusivement pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales,

(ii) la personne non-résidente a déjà effectué une fourniture taxable du

not dealing at arm's length with the non-resident person or who was related to the particular recipient, the property was delivered or made available in Canada to the registrant, the registrant was entitled to claim an input tax credit in respect of the property or was not required to pay tax under this Division in respect of the supply only because the registrant acquired the property exclusively for consumption, use or supply in the course of commercial activities of the registrant, and that supply was the last supply of the property made before the particular time by the non-resident person to a registrant, or

bien par bail, licence ou accord semblable au profit d'un acquéreur avec lequel elle avait un lien de dépendance ou qui était lié à l'acquéreur donné, les conditions suivantes étant alors réunies :

(A) le bien a été livré à l'acquéreur au Canada, ou y a été mis à sa disposition,

(B) l'acquéreur pouvait demander un crédit de taxe sur les intrants pour le bien ou n'était pas tenu de payer la taxe prévue par la présente section relativement à la fourniture du seul fait qu'il a acquis le bien exclusivement pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales,

(C) cette fourniture a été la dernière fourniture du bien que la personne non-résidente a effectuée au profit d'un inscrit avant le moment donné;

(5) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that the definition "imported taxable supply" in section 217 of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read

(*a*) without reference to paragraph (*b*) thereof in respect of supplies of property the physical possession of which is transferred to the recipient before March 28, 1991; and

(*b*) without reference to subparagraph (*b*)(ii) thereof in respect of supplies of property the physical possession of which is transferred to the recipient after March 27, 1991 and before October 30, 1992.

(5) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, la définition de « fourniture taxable importée », à l'article 217 de la même loi, édictée par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu :

***a*) de l'alinéa 217*b*) pour ce qui est des fournitures de biens dont la possession matérielle est transférée à l'acquéreur avant le 28 mars 1991;**

***b*) du sous-alinéa 217*b*)(ii) pour ce qui est des fournitures de biens dont la possession matérielle est transférée à l'acquéreur entre le 27 mars 1991 et le 30 octobre 1992.**

(6) Subsections (2) and (3) apply to supplies for which consideration is paid or becomes due after September 1992, other than supplies for which consideration is paid or becomes due before October 1992.

(6) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée après septembre 1992, sauf celles dont la contrepartie devient due ou est payée avant octobre 1992.

(7) Subsection (4) applies to supplies for which consideration is paid or becomes due after 1992, other than supplies for which consideration is paid or becomes due before 1993.

(7) Le paragraphe (4) s'applique aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée après 1992, sauf celles dont la contrepartie devient due ou est payée avant 1993.

1990, c. 45, s. 12(1)

84. (1) Paragraph 220(*c*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) the value of the consideration for that supply shall be deemed to be the fair market value of the supply at the time the property is so transferred or the service is so rendered; and

84. (1) L'alinéa 220*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 1990, ch. 45, par. 12(1)

c) la valeur de la contrepartie de cette fourniture est réputée égale à la juste valeur marchande de celle-ci au moment du transfert du bien ou de la prestation du service;

(2) Section 220 of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*b*) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (*c*) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(*d*) the consideration for that supply shall be deemed to have become due and to have been paid, by the permanent establishment (in this paragraph referred to as "the recipient") to which the property was transferred or the service was rendered, to the other permanent establishment at the end of the taxation year of the recipient in which the property was transferred or the service was rendered.

(2) L'article 220 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

d) la contrepartie de cette fourniture est réputée être devenue due par l'établissement auquel le bien a été transféré ou le service, rendu, et avoir été payée par lui, à la fin de son année d'imposition où le bien a été transféré ou le service rendu à l'autre établissement.

(3) Subsection (1) applies to property transferred and services rendered after September 14, 1992.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux biens transférés et aux services rendus après le 14 septembre 1992.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

85. (1) Section 221 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsection:

85. (1) L'article 221 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Export certificate

(3.1) Where a registrant who makes a taxable supply of tangible personal property is provided with a certificate referred to in section 1 of Part V of Schedule VI by the recipient of the supply and, at or before the time that tax in respect of the supply becomes payable, the registrant did not know and could not reasonably be expected to have known that the property would not be exported by the recipient in the circumstances described in that section, the registrant is not required to collect tax in respect of the supply.

Certificat d'exportation

(3.1) L'inscrit qui effectue la fourniture taxable d'un bien meuble corporel pour lequel l'acquéreur lui remet un certificat visé à l'article 1 de la partie V de l'annexe VI n'est pas tenu de percevoir la taxe relative à la fourniture si, au plus tard au moment où cette taxe devient payable, il ne savait pas ou ne pouvait vraisemblablement pas savoir que le bien ne serait pas exporté par l'acquéreur dans les circonstances visées à cet article.

Clause 84: (1) Paragraph 220(*c*) at present reads as follows:

220. For the purposes of this Division, where a person carries on a business through a permanent establishment of the person in Canada and through another permanent establishment outside Canada,

...

(*c*) the value of the consideration for that supply shall be deemed to be the amount that is, or would be if the person were taxable under the *Income Tax Act*, determined with respect to that supply for the purpose of calculating the income of the permanent establishments for the purposes of that Act.

(2) New.

Article 84, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 220 :

220. Pour l'application de la présente section, dans le cas où une personne exploite une entreprise par l'entremise de son établissement stable au Canada et d'un autre établissement stable à l'étranger, les présomptions suivantes s'appliquent :

...

c) la valeur de la contrepartie de cette fourniture est réputée égale au montant qui est déterminé relativement à la fourniture aux fins du calcul du revenu des établissements pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou qui serait ainsi déterminé si la personne était imposable aux termes de cette loi.

(2). — Nouveau.

Clause 85: (1) New.

Article 85, (1). — Nouveau.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

86. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 221 thereof, the following section:

Meaning of "inventory"

221.1 (1) In this section, "inventory" of a person means tangible personal property of the person acquired in Canada or imported by the person for supply by way of sale in the ordinary course of a business carried on by the person in Canada.

Export certificate

(2) The Minister may, on the application of a person who is registered under Subdivision d of Division V, authorize the person to use, on or after a particular day in a fiscal year of the person and subject to such conditions as the Minister may from time to time specify, a certificate (in this section referred to as an "export certificate") for the purposes of section 1 of Part V of Schedule VI, where it can reasonably be expected

(*a*) that at least 90% of the total of all consideration for supplies to the person of items of inventory acquired in Canada by the person in the twelve month period commencing immediately after the particular day will be attributable to supplies that would be included in that section if it were read without reference to paragraph (*d*) thereof; and

(*b*) that the total of all consideration, included in determining the income of a business of the person for the year, for supplies made outside Canada by the person of items of inventory of the person that are not consumed, used, processed, transformed or altered after having been acquired in Canada or imported by the person and before being so supplied by the person will equal or exceed 90% of the total of all consideration, included in determining that income, for supplies made by the person of items of inventory of the person.

Application

(3) An application for authority to use an export certificate shall be made in prescribed form containing prescribed information and be filed with the Minister in prescribed manner.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

86. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 221, de ce qui suit :

Définition de « stocks »

221.1 (1) Pour l'application du présent article, les stocks d'une personne sont composés des biens meubles corporels qu'elle a acquis au Canada ou importés pour fourniture par vente dans le cours normal d'une entreprise qu'elle exploite au Canada.

Certificat d'exportation

(2) Le ministre peut, à la demande d'une personne inscrite aux termes de la sous-section d de la section V, accorder l'autorisation d'utiliser, à compter d'un jour donné d'un exercice et sous réserve des conditions que le ministre peut fixer au besoin, un certificat, dit « certificat d'exportation » au présent article, pour l'application de l'article 1 de la partie V de l'annexe VI, s'il est raisonnable de s'attendre à ce que les éventualités suivantes se réalisent :

a) au moins 90 % du total de la contrepartie des fournitures de stocks acquis au Canada au cours de la période de douze mois commençant immédiatement après le jour donné sera attribuable à des fournitures qui seraient visées à cet article compte non tenu de l'alinéa *d*) de celui-ci;

b) le total de la contrepartie, incluse dans le calcul du revenu d'une entreprise de la personne pour l'exercice, des fournitures de stocks qu'elle a effectuées à l'étranger — lesquels stocks ne sont ni consommés, ni utilisés, ni traités, ni transformés ni modifiés entre le moment de leur acquisition au Canada ou de leur importation et le moment de leur fourniture — représentera au moins 90 % du total de la contrepartie, incluse dans le calcul de ce revenu, des fournitures de stocks effectuées par la personne.

Demande

(3) La demande d'autorisation d'utiliser un certificat d'exportation contient les renseignements déterminés par le ministre et lui est présentée en la forme et selon les modalités qu'il détermine.

Clause 86: (1) New.

Article 86, (1). — Nouveau.

Notice of authorization

(4) Where the Minister authorizes a registrant to use an export certificate, the Minister shall notify the registrant in writing of the authorization and the effective date of the authorization.

Revocation

(5) The Minister may revoke, as of a particular day, an authorization granted under subsection (2) to a registrant where

(*a*) the registrant fails to comply with any condition attached to the authorization or any provision of this Part, or

(*b*) it can reasonably be expected that the requirements of paragraphs (2)(*a*) and (*b*) would not be met if the period referred to in paragraph (2)(*a*) were the twelve month period commencing on the particular day,

and, where the Minister revokes the authorization, the Minister shall notify the registrant in writing of the revocation and the effective date of the revocation.

Deemed revocation

(6) An authorization granted to a registrant at any time under subsection (2) shall be deemed to have been revoked, effective after the last day of a fiscal year of the registrant ending after that time, where

(*a*) the fraction determined by the formula

$$\frac{A}{B}$$

where

A is the total of all consideration paid or payable by the registrant for items of inventory that were acquired in Canada by the registrant in the year in the course of a business of the registrant and in respect of which the registrant provided to the suppliers thereof an export certificate, and

B is the total of all consideration paid or payable by the registrant for items of inventory acquired in Canada by the registrant in the year in the course of that business,

exceeds

(*b*) the fraction determined by the formula

$$\frac{C}{D}$$

Avis d'autorisation

(4) Le ministre informe l'inscrit de l'autorisation d'utiliser un certificat d'exportation dans un avis écrit qui précise la date de la prise d'effet de l'autorisation.

Retrait de l'autorisation

(5) Le ministre peut retirer, à compter d'un jour donné, l'autorisation accordée à un inscrit si, selon le cas :

a) l'inscrit ne se conforme pas à une condition de l'autorisation ou à une disposition de la présente partie;

b) il est raisonnable de s'attendre à ce que les exigences des alinéas (2)*a*) et *b*) ne soient pas respectées si la période mentionnée à l'alinéa (2)*a*) commence le jour donné.

Le cas échéant, le ministre fait parvenir à l'inscrit un avis écrit qui précise la date de prise d'effet du retrait.

Présomption de retrait

(6) L'autorisation accordée à un inscrit à un moment donné est réputée retirée, à compter du lendemain du dernier jour d'un exercice de l'inscrit qui prend fin après ce moment, si la proportion visée à l'alinéa *a*) dépasse celle visée à l'alinéa *b*) :

a) la proportion obtenue par le calcul suivant :

$$\frac{A}{B}$$

où :

A représente le total des contreparties payées ou payables par l'inscrit pour des stocks qu'il a acquis au Canada au cours de l'exercice dans le cadre de son entreprise et à l'égard desquels il a remis un certificat d'exportation aux fournisseurs,

B le total des contreparties payées ou payables par l'inscrit pour des stocks qu'il a acquis au Canada au cours de l'exercice dans le cadre de cette entreprise;

b) la proportion obtenue par le calcul suivant :

where

C is the total of all consideration, included in determining the income from that business for the year, for supplies made outside Canada by the registrant of items of inventory of the registrant that were not consumed, used, processed, transformed or altered after having been acquired in Canada or imported by the registrant and before being so supplied by the registrant, and

D is the total of all consideration, included in determining that income, for supplies made by the registrant of items of inventory of the registrant.

$$\frac{C}{D}$$

où :

C représente le total des contreparties, incluses dans le calcul du revenu tiré de cette entreprise pour l'exercice, des fournitures de stocks que l'inscrit a effectuées à l'étranger, lesquels stocks ne sont ni consommés, ni utilisés, ni traités, ni transformés ni modifiés entre le moment de leur acquisition au Canada ou de leur importation et le moment de leur fourniture,

D le total des contreparties, incluses dans le calcul de ce revenu, des fournitures de stocks que l'inscrit a effectuées.

Cessation

(7) An authorization granted under subsection (2) to a registrant ceases to have effect on the earlier of

(*a*) the day on which a revocation of the authorization becomes effective, and

(*b*) the day that is three years after the day on which the authorization, or its renewal, became effective.

Cessation

(7) L'autorisation accordée à un inscrit cesse d'avoir effet trois ans après la date de la prise d'effet de l'autorisation ou de son renouvellement, ou si elle est antérieure, à la date de la prise d'effet du retrait de l'autorisation.

Application after revocation

(8) Where an authorization granted to a registrant under subsection (2) is revoked, effective on a particular day, the Minister shall not grant to the registrant another authorization under that subsection that becomes effective before

(*a*) where the authorization was revoked in circumstances described in paragraph (5)(*a*), the day that is two years after the particular day; and

(*b*) in any other case, the first day of the second fiscal year of the registrant commencing after the particular day.

Demande après retrait d'autorisation

(8) Toute autorisation que le ministre accorde, en application du paragraphe (2), à un inscrit à qui il a déjà retiré une semblable autorisation à compter d'un jour donné ne peut prendre effet qu'à compter du jour suivant :

a) si l'autorisation a été retirée en vertu de l'alinéa (5)*a*), le jour qui tombe deux ans après le jour donné;

b) dans les autres cas, le premier jour du deuxième exercice de l'inscrit qui commence après le jour donné.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

87. (1) Subsection 222(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

87. (1) Le paragraphe 222(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Amounts collected held in trust

222. (1) Subject to subsection (1.1), where a person collects an amount as or on account of tax under Division II, the person shall, for all purposes, be deemed to hold the amount

Montants perçus détenus en fiducie

222. (1) La personne qui perçoit un montant au titre de la taxe prévue à la section II est réputée, à toutes fins utiles, détenir ce montant en fiducie pour Sa Majesté jusqu'à

Clause 87: (1) Subsection 222(1) at present reads as follows:

222. (1) Where, in a reporting period, a person collects tax under Division II or amounts as or on account of tax under Division II, the person shall, for all purposes, other than the bankruptcy of the person, be deemed to hold the tax or amounts so collected in trust for Her Majesty until they are remitted to the Receiver General or withdrawn under subsection (2).

Article 87, (1). — Modification du paragraphe 222(1) et adjonction du passage marqué d'un trait vertical. Texte actuel du paragraphe 222(1) :

222. (1) La personne qui, au cours d'une période de déclaration, perçoit la taxe prévue à la section II ou des montants au titre de cette taxe est réputée, à toutes fins utiles, sauf pour sa faillite, détenir cette taxe ou ces montants en fiducie pour Sa Majesté du chef du Canada jusqu'à ce qu'ils

in trust for Her Majesty until it is remitted to the Receiver General or withdrawn under subsection (2).

ce qu'il soit versé au receveur général ou retiré en application du paragraphe (2).

Amounts collected before bankruptcy

(1.1) Subsection (1) does not apply, at or after the time a person becomes a bankrupt (within the meaning of the *Bankruptcy and Insolvency Act*), to any amounts that, before that time, were collected or became collectible by the person as or on account of tax under Division II.

(1.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas, à compter du moment de la faillite d'un failli, au sens de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, aux montants perçus ou devenus percevables par lui avant la faillite au titre de la taxe prévue à la section II.

Montants perçus avant la faillite

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 222(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 222(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Amounts in trust not part of estate

(3) In the event of any liquidation, assignment, receivership or bankruptcy of or by a person, an amount equal to the amount deemed under subsection (1) to be held in trust for Her Majesty shall, for all purposes, be deemed to be separate from and to form no part of the estate in liquidation, assignment, receivership or bankruptcy, whether or not that amount has in fact been kept separate and apart from the person's own moneys or from the assets of the estate.

(3) En cas de liquidation, cession, mise sous séquestre ou faillite d'une personne, un montant égal à celui réputé par le paragraphe (1) détenu en fiducie pour Sa Majesté est considéré, à toutes fins utiles, comme tenu séparé et ne formant pas partie des actifs visés par la liquidation, cession, mise sous séquestre ou faillite, que ce montant ait été ou non, en fait, tenu séparé des propres fonds de la personne ou des actifs.

Montants en fiducie exclus de la masse

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

88. (1) Subsection 225(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

88. (1) Le paragraphe 225(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Idem

(5) Where a registrant makes an exempt supply by way of sale of a residential complex, the registrant shall not claim an input tax credit in respect of

(*a*) the last acquisition by the registrant of the complex, or

(*b*) the acquisition or importation by the registrant, after the complex was last acquired by the registrant, of an improvement to the complex,

in a return filed on or after the day the registrant transfers ownership or possession of the complex to the recipient of the supply.

(5) L'inscrit qui effectue par vente la fourniture exonérée d'un immeuble d'habitation ne peut demander, dans une déclaration produite au plus tôt le jour où il transfère la propriété ou la possession de l'immeuble à l'acquéreur, de crédit de taxe sur les intrants relativement soit à sa dernière acquisition de l'immeuble, soit à son acquisition ou importation, après cette dernière acquisition de l'immeuble, des améliorations apportées à celui-ci.

Délai — immeuble d'habitation

(2) Section 225 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) L'article 225 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

soient versés au receveur général ou retirés en application du paragraphe (2).

(2) Subsection 222(3) at present reads as follows:

(3) In the event of any liquidation, assignment or receivership of or by a person, an amount equal to the amount deemed under subsection (1) to be held in trust for Her Majesty shall, for all purposes, be deemed to be separate from and to form no part of the estate in liquidation, assignment or receivership, whether or not that amount has in fact been kept separate and apart from the person's own moneys or from the assets of the estate.

(2). — Texte actuel du paragraphe 222(3) :

(3) En cas de liquidation, cession, ou mise sous séquestre d'une personne, un montant égal à celui réputé par le paragraphe (1) détenu en fiducie pour Sa Majesté est considéré, à toutes fins utiles, comme tenu séparé et ne formant pas partie des actifs visés par la liquidation, cession ou mise sous séquestre, que ce montant ait été ou non, en fait, tenu séparé des propres fonds de la personne ou des actifs.

Clause 88: (1) Subsection 225(5) at present reads as follows:

(5) Where a registrant makes an exempt supply of a residential complex by way of sale, the registrant shall not claim an input tax credit in respect of the complex in a return filed on or after the day the registrant transfers ownership or possession of the complex to the recipient of the supply.

Article 88, (1). — Texte actuel du paragraphe 225(5) :

(5) L'inscrit qui effectue par vente la fourniture exonérée d'un immeuble d'habitation ne peut demander de crédit de taxe sur les intrants relativement à l'immeuble dans une déclaration produite le jour, ou après le jour, où il transfère la propriété ou la possession de l'immeuble à l'acquéreur.

(2) New.

(2). — Nouveau.

Idem

(6) Where a trustee is appointed under the *Bankruptcy and Insolvency Act* to act in the administration of the estate of a registrant who is a bankrupt,

(*a*) the total of all input tax credits claimed, and all amounts deducted, in a return filed after the appointment for a reporting period of the registrant ending before the appointment shall not exceed the total of

(i) the amount that would be the net tax for the period if no input tax credits were claimed, and no amounts were deducted, in determining the net tax for that period, and

(ii) all amounts required under this Part to be remitted by the registrant in respect of reporting periods ending before that period and all amounts payable under this Part by the registrant as penalty, interest, an instalment of tax or a repayment in respect of those reporting periods, and

(*b*) an input tax credit for a reporting period of the registrant ending before the appointment shall not be claimed in a return for a reporting period of the registrant ending after the appointment,

unless, on or before the day that return is filed, all returns required under this Part to be filed for, or in respect of acquisitions of real property made in, reporting periods of the registrant ending before the appointment have been filed and all amounts required under this Part to be remitted by the registrant in respect of those reporting periods and all amounts payable under this Part by the registrant as penalty, interest, an instalment of tax or a repayment in respect of those reporting periods have been remitted or paid, as the case may be.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

Montant exclu du calcul du crédit

(6) En cas de nomination, en application de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, d'un syndic pour voir à l'administration de l'actif d'un inscrit failli, les règles suivantes s'appliquent :

a) le total des crédits de taxe sur les intrants demandés et des montants déduits, dans une déclaration produite après la nomination pour une période de déclaration de l'inscrit qui prend fin avant la nomination, ne peut excéder le total des montants suivants :

(i) le montant qui correspondrait à la taxe nette pour la période si nul crédit de taxe sur les intrants n'était demandé, et nul montant déduit, dans le calcul de la taxe nette pour cette période,

(ii) les montants à verser par l'inscrit en application de la présente partie pour les périodes de déclaration qui prennent fin avant cette période ainsi que les montants payables par lui en vertu de cette partie au titre des pénalités, intérêts, acomptes provisionnels de taxe ou restitutions relativement à ces périodes de déclaration;

b) un crédit de taxe sur les intrants pour une période de déclaration de l'inscrit qui prend fin avant la nomination ne peut être demandé dans une déclaration visant une période de déclaration de l'inscrit qui prend fin après le mandat du syndic.

Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique pas si, au plus tard le jour de la production de la déclaration, les déclarations à produire en application de la présente partie pour les périodes de déclaration de l'inscrit qui prennent fin avant la nomination, ou relativement à des acquisitions d'immeubles effectuées au cours de ces périodes, ont été produites et si les montants à verser par l'inscrit en application de la présente partie ainsi que les montants payables par lui en vertu de cette partie au titre des pénalités, intérêts, acomptes provisionnels de taxe ou restitutions relativement à ces périodes de déclaration ont été versés ou payés, selon le cas.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) Subsection (2) applies to returns filed after September 1992.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux déclarations produites après septembre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

89. (1) Section 226 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

89. (1) L'article 226 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Meaning of "returnable container"

226. (1) In this section, "returnable container" means a beverage container (other than a usual container for a beverage the supply of which is included in Part III of Schedule VI) of a class that

(*a*) is ordinarily acquired by consumers;

(*b*) when acquired by consumers, is ordinarily filled and sealed; and

(*c*) is ordinarily supplied empty by consumers for consideration.

226. (1) Au présent article, « contenant consigné » s'entend d'un contenant à boisson (sauf le contenant habituel d'une boisson dont la fourniture est incluse à la partie III de l'annexe VI) d'une catégorie donnée qui, à la fois :

a) est habituellement acquis par des consommateurs;

b) au moment de son acquisition par des consommateurs, est habituellement rempli et scellé;

c) une fois vide, est habituellement fourni par des consommateurs pour une contrepartie.

Définition de « contenant consigné »

Separate supply of beverage and container

(2) For the purposes of this section, where a person supplies a beverage in a returnable container,

(*a*) the provision of the container shall be deemed to be a supply separate from, and not incidental to, the provision of the beverage;

(*b*) section 137 does not apply to deem the container to form part of the beverage; and

(*c*) the consideration for the supply of the container shall be deemed to be equal to that part of the total consideration for the beverage and the container that is reasonably attributable to the container.

(2) Pour l'application du présent article, lorsqu'une personne fournit une boisson dans un contenant consigné, les règles suivantes s'appliquent :

a) la remise du contenant est réputée être une fourniture distincte de la livraison de la boisson et ne pas y être accessoire;

b) la présomption prévue à l'article 137 ne s'applique pas au contenant;

c) la contrepartie de la fourniture du contenant est réputée égale à la partie de la contrepartie totale de la boisson et du contenant, qui est imputable au contenant.

Fourniture distincte de boisson et de contenant

Tax collectible on returnable containers

(3) Tax that is collected or that becomes collectible by a registrant in respect of a supply of a returnable container shall not be included in determining the net tax of the registrant.

(3) La taxe perçue ou devenue percevable par un inscrit relativement à la fourniture d'un contenant consigné n'est pas incluse dans le calcul de la taxe nette de l'inscrit.

Taxe percevable sur les contenants consignés

Input tax credit for returnable containers

(4) Tax that is paid or that becomes payable by a registrant in respect of a supply of a returnable container shall not be included in determining an input tax credit of the registrant unless the registrant is acquiring the container for the purpose of making a zero-

(4) La taxe payée ou devenue payable par un inscrit relativement à la fourniture d'un contenant consigné n'est incluse dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants de l'inscrit que si celui-ci acquiert le contenant en vue d'en faire une fourniture détaxée ou de le fournir à l'étranger.

Crédit de taxe sur les intrants pour contenants consignés

Clause 89: (1) Section 226 at present reads as follows:

226. (1) Where a person who is not a registrant has, in circumstances in which subsection 221(2) does not apply, made a taxable supply by way of sale of real property in a reporting period of the person, the net tax of the person for the reporting period is the total of all amounts each of which is an amount that became collectible in the period by the person as tax under Division II in respect of such a supply or an amount collected by the person as or on account of tax under Division II in respect of such a supply.

(2) Subsections 228(1) and (2) apply, with such modifications as the circumstances require, to a person described in subsection (1).

Article 89, (1). — Texte actuel de l'article 226 :

226. (1) La taxe nette pour une période de déclaration du non-inscrit qui effectue, dans des circonstances auxquelles le paragraphe 221(2) ne s'applique pas, la fourniture taxable d'un immeuble par vente au cours de cette période correspond au total des montants dont chacun représente soit un montant devenu percevable au cours de la période par le non-inscrit au titre de la taxe prévue à la section II relativement à cette fourniture, soit un montant qu'il a perçu au titre de cette taxe relativement à cette fourniture.

(2) Les paragraphes 228(1) et (2) s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, à la personne visée au paragraphe (1).

rated supply of the container or a supply of the container outside Canada.

Application

(5) Subsections (3) and (4) do not apply to a registrant in respect of a supply of a returnable container of a particular class made by or to the registrant where, at the time tax in respect of the supply becomes payable, the usual practice of the registrant is

(*a*) to charge consideration for supplies of filled and sealed containers of that class that exceeds the consideration the registrant pays to registrants for supplies of filled and sealed containers of that class;

(*b*) to charge consideration for supplies of empty containers of that class made to other registrants that exceeds the consideration the registrant pays or would pay to other registrants for supplies of empty containers of that class;

(*c*) to pay consideration for supplies of empty containers of that class received from persons who are not registrants that is less than the total of the consideration that the registrant charges for supplies of empty containers of that class and tax calculated on that consideration;

(*d*) to import filled and sealed containers of that class;

(*e*) to engage other persons to fill and seal containers of that class for the registrant; or

(*f*) to manufacture, produce or fill and seal returnable containers of any class.

Change in practice

(6) Where subsection (3) at any time ceases to apply to a registrant in respect of a returnable container owned by the registrant at that time and the registrant was not entitled, because of subsection (4), to claim an input tax credit in respect of the last acquisition of the container by the registrant, for the purposes of this Part, the registrant shall be deemed to have received at that time a supply of the container and to have paid at that time tax in respect of the supply equal to the tax that was payable in respect of that last acquisition of the container.

Application

(5) Les paragraphes (3) et (4) ne s'appliquent pas à l'inscrit qui effectue ou reçoit la fourniture d'un contenant consigné d'une catégorie donnée s'il a pour pratique, au moment où la taxe relative à la fourniture devient payable :

a) soit de demander, en contrepartie des fournitures de contenants remplis et scellés de cette catégorie, un montant supérieur au montant qu'il paie à d'autres inscrits en contrepartie de pareilles fournitures;

b) soit de demander, en contrepartie des fournitures de contenants vides de cette catégorie effectuées au profit d'autres inscrits, un montant supérieur au montant qu'il paie ou paierait à ceux-ci en contrepartie de pareilles fournitures;

c) soit de payer, en contrepartie des fournitures de contenants vides de cette catégorie reçues de non-inscrits, un montant inférieur au total du montant qu'il demande en contrepartie de pareilles fournitures et de la taxe calculée sur ce montant;

d) soit d'importer des contenants remplis et scellés de cette catégorie;

e) soit d'engager des personnes pour remplir et de sceller, pour son compte, des contenants de cette catégorie;

f) soit de fabriquer, de produire ou de remplir et sceller des contenants consignés d'une catégorie quelconque.

Acquisition réputée

(6) L'inscrit à l'égard duquel le paragraphe (3) cesse, à un moment donné, de s'appliquer relativement à un contenant consigné lui appartenant à ce moment et qui ne pouvait pas, par l'effet du paragraphe (4), demander de crédit de taxe sur les intrants relativement à sa dernière acquisition du contenant est réputé, pour l'application de la présente partie, avoir reçu à ce moment une fourniture du contenant et avoir payé, à ce moment et relativement à la fourniture, une taxe égale à celle qui était payable relativement à la dernière acquisition du contenant.

Idem

(7) Where subsection (3) at any time begins to apply to a registrant in respect of a returnable container owned by the registrant at that time and the registrant was entitled to claim an input tax credit in respect of the last acquisition of the container by the registrant, for the purposes of this Part, the registrant shall be deemed

(*a*) to have made immediately before that time a supply of the container and to have collected at that time tax in respect of the supply equal to the tax that was payable by the registrant in respect of that last acquisition of the container; and

(*b*) to have received at that time a supply of the container and to have paid at that time tax in respect of the supply equal to the tax referred to in paragraph (*a*).

Fourniture réputée

(7) L'inscrit à l'égard duquel le paragraphe (3) commence, à un moment donné, à s'appliquer relativement à un contenant consigné lui appartenant à ce moment et qui pouvait demander un crédit de taxe sur les intrants relativement à sa dernière acquisition du contenant est réputé, pour l'application de la présente partie :

a) d'une part, avoir fourni le contenant immédiatement avant le moment donné et avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, une taxe égale à celle qui était payable par lui relativement à cette dernière acquisition;

b) d'autre part, avoir reçu, à ce moment, une fourniture du contenant et avoir payé, à ce moment et relativement à la fourniture, une taxe égale à la taxe visée à l'alinéa *a*).

Supplies under s. 156 or 167

(8) For the purposes of this Part, where a supplier at any time makes a supply of a returnable container to a registrant in circumstances in which section 156 or 167 applies and, if those sections had not applied, subsection (3) would not have applied to the supplier in respect of the supply and subsection (4) would have applied to the registrant in respect of the container,

(*a*) the registrant shall be deemed to have made a supply of the container at that time and to have collected at that time tax in respect of the supply calculated on the consideration that the registrant would charge if the registrant made the supply to a person with whom the registrant was dealing at arm's length, and subsection (3) does not apply to the registrant in respect of the supply; and

(*b*) the registrant shall be deemed to have received a supply of the container immediately after that time and to have paid immediately after that time tax in respect of the supply equal to the amount determined under paragraph (*a*).

Fournitures aux termes des articles 156 ou 167

(8) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un fournisseur fournit, à un moment donné, un contenant consigné à un inscrit dans les circonstances visées aux articles 156 ou 167 et que, si ces articles ne s'appliquaient pas, le paragraphe (3) ne s'appliquerait pas au fournisseur relativement à la fourniture alors que le paragraphe (4) s'appliquerait à l'inscrit relativement au contenant, les règles suivantes s'appliquent :

a) le paragraphe (3) ne s'applique pas à l'inscrit relativement à la fourniture, et celui-ci est réputé avoir fourni le contenant au moment donné et avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la contrepartie qu'il demanderait s'il fournissait le contenant à une personne avec laquelle il n'a aucun lien de dépendance;

b) l'inscrit est réputé avoir reçu une fourniture du contenant immédiatement après le moment donné et avoir payé, immédiatement après ce moment et relativement à la fourniture, une taxe égale au montant calculé selon l'alinéa *a*).

Idem

(9) For the purposes of this Part, where a supplier at any time makes a supply of a returnable container to a registrant in circumstances in which section 156 or 167 applies and, if those sections had not applied,

Idem

(9) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un fournisseur fournit, à un moment donné, un contenant consigné à un inscrit dans les circonstances visées aux articles 156 ou 167 et que, si ces articles ne s'appliquaient

subsection (3) would have applied to the supplier in respect of the supply and subsection (4) would not have applied to the registrant in respect of the container, the registrant shall be deemed to have paid at that time tax in respect of the supply calculated on the consideration that the registrant would charge if the registrant made the supply to a person with whom the registrant was dealing at arm's length.

pas, le paragraphe (3) s'appliquerait au fournisseur relativement à la fourniture alors que le paragraphe (4) ne s'appliquerait pas à l'inscrit relativement au contenant, l'inscrit est réputé avoir payé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la contrepartie qu'il demanderait s'il fournissait le contenant à une personne avec laquelle il n'a aucun lien de dépendance.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

90. (1) Subparagraph 227(2)(*c*)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

90. (1) Le sous-alinéa 227(2)*c*)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) in any other case, on or before the day on or before which the return of the registrant is required to be filed under this Division for the first reporting period of the registrant in which the election is in effect or on such later day as the Minister may determine on application of the registrant.

(ii) dans les autres cas, le jour où l'inscrit est tenu de produire sa déclaration aux termes de la présente section pour sa première période de déclaration où le choix est en vigueur, ou le jour postérieur que le ministre peut fixer à la demande de l'inscrit.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

91. (1) All that portion of subsection 228(4) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

91. (1) Le passage du paragraphe 228(4) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Real property supplied by person not required to collect tax

(4) Where tax under Division II is payable by a person in respect of a supply of real property (other than a supply deemed to have been made) that is made to the person in circumstances in which subsection 221(2) applies, the person shall pay the tax to the Receiver General and file with the Minister in prescribed manner a return in respect of the tax in prescribed form containing prescribed information,

Immeuble fourni par une personne non tenue de percevoir la taxe

(4) Le redevable de la taxe prévue à la section II relativement à un immeuble qui lui a été fourni dans les circonstances visées au paragraphe 221(2) est tenu, sauf si l'immeuble est réputé lui avoir été fourni, de verser la taxe au receveur général et de présenter au ministre, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, une déclaration la concernant et contenant les renseignements requis :

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 228(5) of the said Act is repealed.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 228(5) de la même loi est abrogé.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

92. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 230 thereof, the following sections:

92. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 230, de ce qui suit :

Clause 90: (1) Subparagraph 227(2)(*c*)(ii) at present reads as follows:

(2) An election made under subsection (1) by a registrant shall

...

(*c*) be filed

...

(ii) in any other case, on or before the day on or before which the return of the registrant is required to be filed under this Division for the first reporting period of the registrant in which the election is in effect.

Article 90, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 227(2) :

(2) Le choix doit :

...

c) être produit au plus tard :

...

(ii) dans les autres cas, le jour où l'inscrit est tenu de produire sa déclaration aux termes de la présente section pour sa première période de déclaration où le choix est en vigueur.

Clause 91: (1) The relevant portion of subsection 228(4) at present reads as follows:

(4) Where tax under Division II is payable by a person in respect of a supply by way of sale of real property made to the person in circumstances in which subsection 221(2) applies, the person shall remit the tax to the Receiver General, and file with the Minister in prescribed manner a return in respect of the tax in prescribed form containing prescribed information,

Article 91, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 228(4) :

(4) Le redevable de la taxe prévue à la section II relativement à un immeuble qui lui a été fourni par vente dans des circonstances auxquelles le paragraphe 221(2) s'applique doit la verser au receveur général et présenter au ministre, en la forme, selon les modalités et avec les renseignements déterminés par celui-ci, une déclaration la concernant :

(2) Subsection 228(5) reads as follows:

(5) Where a person who is not a registrant

(*a*) is required to collect an amount of tax under Division II, or

(*b*) has collected amounts as or on account of tax under Division II

in a reporting period of the person, the person shall remit the amount of the net tax of the person for the reporting period to the Receiver General on or before the day on or before which the return of the person for that reporting period is required to be filed.

(2). — Texte du paragraphe 228(5) :

(5) Le non-inscrit qui est tenu de percevoir la taxe prévue à la section II ou qui a perçu des sommes au titre de cette taxe au cours de sa période de déclaration doit verser le montant de sa taxe nette pour cette période au receveur général au plus tard le jour où il est tenu de produire sa déclaration pour cette période.

Clause 92: (1) New.

Article 92, (1). — Nouveau.

Overpayment of refund or interest

230.1 Where an amount is paid to, or applied to a liability of, a person as a refund, or as interest, under this Division and the person is not entitled to the refund or interest, as the case may be, or the amount paid or applied exceeds the refund or interest, as the case may be, to which the person is entitled, the person shall pay to the Receiver General an amount equal to the refund, interest or excess, as the case may be, on the day the refund, interest or excess, as the case may be, is paid to, or applied to a liability of, the person.

Montant remboursé en trop ou intérêts payés en trop

230.1 Lorsqu'est payé à une personne, ou déduit d'une somme dont elle est redevable, un montant au titre d'un remboursement ou d'intérêts prévus à la présente section auquel la personne n'a pas droit ou qui excède le montant auquel elle a droit, la personne est tenue de verser au receveur général un montant égal au montant remboursé, aux intérêts ou à l'excédent le jour du paiement ou de la déduction.

Definitions

230.2 (1) In this section,

"certified institution" « *institution agréée* »

"certified institution" has the meaning assigned by section 2 of Part XIV of Schedule III;

"specified property" « *biens déterminés* »

"specified property" means goods described in section 1 of Part XIV of Schedule III.

Définitions

230.2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« biens déterminés » *"specified property"*

« biens déterminés » Marchandises visées à l'article 1 de la partie XIV de l'annexe III.

« institution agréée » *"certified institution"*

« institution agréée » S'entend au sens de l'article 2 de la partie XIV de l'annexe III.

Deduction from net tax

(2) Where a registrant is a certified institution in a particular reporting period of the registrant, the registrant may, in determining the net tax for the particular reporting period or for a reporting period that ends within four years after the end of the particular period, deduct

(*a*) the total of all amounts that became collectible, or were collected without having become collectible, by the registrant in the particular period and in 1991 as or on account of tax under Division II in respect of specified property;

(*b*) 75% of the total of all amounts that became collectible, or were collected without having become collectible, by the registrant in the particular period and in 1992 as or on account of tax under Division II in respect of specified property;

(*c*) 50% of the total of all amounts that became collectible, or were collected without having become collectible, by the registrant in the particular period and in 1993 as or on account of tax under Division II in respect of specified property; and

(*d*) 25% of the total of all amounts that became collectible, or were collected with-

Déduction de la taxe nette

(2) L'inscrit qui est une institution agréée au cours d'une période de déclaration donnée qui lui est applicable peut déduire les montants suivants dans le calcul de la taxe nette pour la période donnée ou pour une période de déclaration qui prend fin dans les quatre ans suivant cette période :

a) le total des montants devenus percevables par l'inscrit, ou perçus par lui sans être devenus percevables, en 1991 au cours de la période donnée au titre de la taxe prévue à la section II relativement à des biens déterminés;

b) 75 % du total des montants devenus percevables par l'inscrit, ou perçus par lui sans être devenus percevables, en 1992 au cours de la période donnée au titre de la taxe prévue à la section II relativement à des biens déterminés;

c) 50 % du total des montants devenus percevables par l'inscrit, ou perçus par lui sans être devenus percevables, en 1993 au cours de la période donnée au titre de la taxe prévue à la section II relativement à des biens déterminés;

d) 25 % du total des montants devenus percevables par l'inscrit, ou perçus par lui

out having become collectible, by the registrant in the particular period and in 1994 as or on account of tax under Division II in respect of specified property.

sans être devenus percevables, en 1994 au cours de la période donnée au titre de la taxe prévue à la section II relativement à des biens déterminés.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

93. (1) Subsection 232(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

93. (1) Le paragraphe 232(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Credit or debit notes

(3) Where a particular person adjusts, refunds or credits an amount in favour of, or to, another person in accordance with subsection (1) or (2), the following rules apply:

(*a*) the particular person shall, within a reasonable time, issue to the other person a credit note, containing prescribed information, for the amount of the adjustment, refund or credit, unless the other person issues a debit note, containing prescribed information, for the amount;

(*b*) the amount may be deducted in determining the net tax of the particular person for the reporting period of the particular person in which the credit note is issued to the other person or the debit note is received by the particular person, to the extent that the amount has been included in determining the net tax for the reporting period or a preceding reporting period of the particular person; and

(*c*) the amount shall be added in determining the net tax of the other person for the reporting period of the other person in which the debit note is issued to the particular person or the credit note is received by the other person, to the extent that the amount has been included in determining an input tax credit claimed by the other person in a return filed for the reporting period or a preceding reporting period of the other person.

Notes de crédit ou de débit

(3) Les règles suivantes s'appliquent dans le cas où une personne redresse un montant en faveur d'une autre personne en application des paragraphes (1) ou (2), le lui rembourse ou le porte à son crédit :

a) elle remet à l'autre personne, dans un délai raisonnable, une note de crédit, contenant les renseignements réglementaires, pour le montant remboursé ou le montant du redressement ou du crédit, à moins que cette dernière ne lui remette une note de débit, contenant les renseignements réglementaires, pour un tel montant;

b) le montant est déductible dans le calcul de la taxe nette de la personne pour sa période de déclaration au cours de laquelle elle remet la note de crédit ou reçoit la note de débit, dans la mesure où il a été inclus dans le calcul de sa taxe nette pour cette période ou pour une de ses périodes de déclaration antérieures;

c) le montant est ajouté dans le calcul de la taxe nette de l'autre personne pour sa période de déclaration au cours de laquelle elle remet la note de débit ou reçoit la note de crédit, dans la mesure où il a été inclus dans le calcul d'un crédit de taxe sur les intrants qu'elle a demandé dans une déclaration produite pour cette période ou pour une de ses périodes de déclaration antérieures.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

94. (1) Subsection 233(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

94. (1) Le paragraphe 233(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Clause 93: (1) Subsection 232(3) at present reads as follows:

(3) Where a particular person has adjusted, refunded or credited an amount in favour of, or to, another person in accordance with subsection (1) or (2), the following rules apply:

(*a*) the particular person shall issue to the other person a credit note, containing prescribed information, for the amount of the adjustment, refund or credit;

(*b*) the amount may be deducted in determining the net tax of the particular person for the reporting period of the particular person in which the credit note is issued, to the extent that the amount has been included in determining the net tax of the particular person for the period or a preceding reporting period of the particular person; and

(*c*) the amount shall be added in determining the net tax of the other person for the reporting period of that other person in which the credit note is issued, to the extent that the amount was deducted in determining the net tax of that other person for the period or a preceding reporting period of that other person.

Article 93, (1). — Texte actuel du paragraphe 232(3) :

(3) Les règles suivantes s'appliquent à la personne qui redresse un montant en faveur d'une autre personne en application du paragraphe (1) ou (2), le lui rembourse ou le porte à son crédit :

a) elle doit remettre à l'autre personne une note de crédit, contenant les renseignements réglementaires, pour le montant du redressement, du remboursement ou du crédit;

b) le montant est déductible dans le calcul de sa taxe nette pour sa période de déclaration au cours de laquelle elle remet la note de crédit, dans la mesure où il a été inclus dans le calcul de sa taxe nette pour cette période ou pour une de ses périodes de déclaration antérieures;

c) le montant est ajouté dans le calcul de la taxe nette de l'autre personne pour sa période de déclaration au cours de laquelle la note de crédit lui est remise, dans la mesure où il a été déduit dans le calcul de sa taxe nette pour cette période ou pour une de ses périodes de déclaration antérieures.

Meaning of "specified amount"

233. (1) In this section, "specified amount", in respect of a patronage dividend paid by a person in a fiscal year of the person, means the amount determined by the formula

$$\frac{A \times (B + D)}{(C + D)}$$

where

A is the amount of the patronage dividend;

B is the total value of all consideration that became due, or was paid without having become due, in the immediately preceding fiscal year of the person while the person was a registrant for taxable supplies (other than supplies by way of sale of capital property of the person and zero-rated supplies) made in Canada by the person;

C is the total value of all consideration that became due, or was paid without having become due, in the immediately preceding fiscal year of the person for taxable supplies (other than supplies by way of sale of capital property of the person) made in Canada by the person; and

D is the total of all tax that became payable, or was paid without having become payable, in the immediately preceding fiscal year of the person in respect of taxable supplies (other than supplies by way of sale of capital property of the person) made by the person.

Définition de « montant déterminé »

233. (1) Au présent article, le résultat du calcul suivant est un montant déterminé par rapport à une ristourne versée par une personne au cours de son exercice :

$$\frac{A \times (B + D)}{(C + D)}$$

où :

A représente la ristourne;

B le total des contreparties devenues dues, ou payées sans qu'elles soient devenues dues, au cours de l'exercice précédent de la personne, à un moment où celle-ci est un inscrit, pour des fournitures taxables qu'elle a effectuées au Canada, sauf des fournitures par vente de ses immobilisations et des fournitures détaxées;

C le total des contreparties devenues dues, ou payées sans qu'elles soient devenues dues, au cours de l'exercice précédent de la personne pour des fournitures taxables qu'elle a effectuées au Canada, sauf des fournitures par vente de ses immobilisations;

D le total des taxes devenues payables, ou payées sans qu'elles soient devenues payables, au cours de l'exercice précédent de la personne pour des fournitures taxables qu'elle a effectuées, sauf des fournitures par vente de ses immobilisations.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subparagraph 233(2)(*a*)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(ii) where the particular person has made an election under this subparagraph that is in effect for that fiscal year, the part of the dividend that is in respect of taxable supplies (other than zero-rated supplies) made to the other person; and

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le sous-alinéa 233(2)*a*)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) si un choix fait par elle à cet effet est en vigueur pour cet exercice, de la partie de la ristourne qui est relative à des fournitures taxables, sauf des fournitures détaxées, effectuées au profit de l'autre personne;

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsection 233(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Le paragraphe 233(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(3) Subsection (2) does not apply to a patronage dividend paid by a person in a fiscal

Exception

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à la ristourne qu'une personne verse au cours

Clause 94: (1) Subsection 233(1) at present reads as fol-
ows:

233. (1) In this section, "specified amount", in respect of a patronage vidend paid by a person in a fiscal year of the person, means the amount etermined by the formula

$$A \times \frac{B}{C}$$

here

is the amount of the patronage dividend;

is the total value of all consideration that became due, or was paid without becoming due, in the immediately preceding fiscal year of the person while the person was a registrant for taxable supplies (other than supplies by way of sale of capital property of the person and zero-rated supplies) made by the person; and

is the total value of all consideration that became due, or was paid without becoming due, in the immediately preceding fiscal year of the person for taxable supplies (other than supplies by way of sale of capital property of the person) made by the person.

Article 94, (1). — Texte actuel du paragraphe 233(1) :

233. (1) Au présent article, le montant versé par une personne au cours de son exercice relativement à une ristourne est un montant déterminé et est calculé selon la formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C}$$

où :

A représente la ristourne;

B la valeur globale des contreparties devenues dues, ou payées sans qu'elles soient devenues dues, au cours de l'exercice précédent de la personne, à un moment où celle-ci est un inscrit, pour des fournitures taxables qu'elle a effectuées, à l'exclusion de fournitures par vente de ses immobilisations et de fournitures détaxées;

C la valeur globale des contreparties devenues dues, ou payées sans qu'elles soient devenues dues, au cours de l'exercice précédent de la personne pour des fournitures taxables qu'elle a effectuées, à l'exclusion de fournitures par vente de ses immobilisations.

(2) Subparagraph 233(2)(*a*)(ii) at present reads as fol-
ows:

(2) For the purposes of this Part, where, at any time in a fiscal year of a articular person, the particular person pays to another person a pa-onage dividend all or part of which is in respect of taxable supplies ther than zero-rated supplies) made by the particular person to the ther person, the particular person shall be deemed

(*a*) to have reduced, at that time, the total consideration for those supplies by an amount equal to the consideration fraction of

...

(ii) where the particular person has filed with the Minister in prescribed manner an election under this paragraph in prescribed form containing prescribed information, the part of the dividend that is in respect of those supplies; and

(3) Subsection 233(3) at present reads as follows:

(3) Subsection (2) does not apply where a patronage dividend is paid by person who has filed with the Minister in prescribed manner an election

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 233(2) :

(2) Pour l'application de la présente partie, la personne qui, au cours de son exercice, verse à une autre personne une ristourne relative, en tout ou en partie, à des fournitures taxables, sauf des fournitures détaxées, que l'autre personne a effectuées à son profit est réputée :

a) avoir réduit, au moment du versement, la contrepartie totale de ces fournitures d'un montant égal à la fraction de contrepartie :

...

(ii) de la partie de la ristourne qui est relative à ces fournitures, si elle en fait le choix en la forme, selon les modalités et avec les renseignements déterminés par le ministre;

(3). — Texte actuel du paragraphe 233(3) :

(3) Une personne peut faire un choix, en la forme, selon les modalités et avec les renseignements déterminés par le ministre, pour que le para-

year of the person for which an election made by the person under this subsection is in effect, in which event the dividend shall be deemed not to be a reduction of the consideration for any supplies.

de son exercice si un choix fait par elle à cet effet est en vigueur pour cet exercice. La ristourne est alors réputée ne pas réduire la contrepartie de fournitures.

(4) Section 233 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

(4) L'article 233 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Time for election

(4) An election made under subparagraph (2)(*a*)(ii) or subsection (3) by a person shall be made before any patronage dividend is paid by the person in the fiscal year of the person in which the election is to take effect.

(4) Le choix prévu au sous-alinéa (2)*a*)(ii) ou au paragraphe (3) se fait préalablement au versement par son auteur d'une ristourne au cours de son exercice à compter duquel le choix est en vigueur.

Moment du choix

Revocation of election

(5) An election made under subparagraph (2)(*a*)(ii) or subsection (3) by a person may be revoked by the person before any dividend is paid by the person in the fiscal year of the person in which the revocation is to take effect.

(5) La révocation d'un choix prévu au sous-alinéa (2)*a*)(ii) ou au paragraphe (3) se fait par son auteur préalablement au versement par celui-ci d'une ristourne au cours de son exercice à compter duquel la révocation est en vigueur.

Révocation d choix

Date of payment of dividend

(6) For the purposes of this section, a dividend shall be deemed to be paid on the day that it is declared.

(6) Pour l'application du présent article, une ristourne est réputée versée le jour de sa déclaration.

Date du versement d'u ristourne

(5) Subsection (1) applies to patronage dividends paid after March 1991.

(5) Le paragraphe (1) s'applique aux ristournes versées après mars 1991.

(6) Subsections (2) and (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that an election under subparagraph 233(2)(*a*)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (2), or under subsection 233(3) of the said Act, as enacted by subsection (3), that is made by a person before April 27, 1992 is not valid unless, before any patronage dividend is paid by the person in the fiscal year of the person in which the election is to take effect, the election is filed with the Minister of National Revenue in a form and manner prescribed by the Minister.

(6) Les paragraphes (2) et (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le choix prévu au sous-alinéa 233(2)*a*)(ii) ou au paragraphe 233(3) de la même loi, édictés respectivement par les paragraphes (2) et (3), effectué par une personne avant le 27 avril 1992 n'est valable que s'il est présenté au ministre du Revenu national, en la forme et selon les modalités qu'il détermine, préalablement au versement par la personne d'une ristourne au cours de son exercice à compter duquel le choix est en vigueur.

(7) Subsection (4) shall be deemed to have come into force on November 6, 1991 except that a revocation under subsection 233(5) of the said Act, as enacted by subsection (4), that is made by a person before April 27, 1992 is not valid unless, before any patronage dividend is paid by the person in the fiscal year of the person in which the revocation is to take effect, the revocation is filed

(7) Le paragraphe (4) est réputé entré en vigueur le 6 novembre 1991. Toutefois, la révocation prévue au paragraphe 233(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), effectuée par une personne avant le 27 avril 1992 n'est valable que si elle est présentée au ministre du Revenu national, selon les modalités qu'il détermine, préalablement au versement par la personne d'une ristourne

ıder this subsection in prescribed form containing prescribed informa-on, in which event the dividend shall be deemed not to be a reduction of ıe consideration for any supplies.

(4) New.

graphe (2) ne s'applique pas dans le cas où elle verse une ristourne. En pareil cas, la ristourne est réputée ne pas réduire la contrepartie de fournitures.

(4). — Nouveau.

with the Minister of National Revenue in a manner prescribed by the Minister.

(8) Notwithstanding subsection (6), where, before November 6, 1991, a person filed with the Minister of National Revenue an election under subparagraph 233(2)(*a*)(ii) or subsection 233(3) of the said Act, as they read before this Act was assented to, the election is effective and valid in respect of dividends paid or declared by the person during a period commencing on or after the day the election was filed with the Minister and ending on the first day of the fiscal year of the person in which a revocation of the election made under subsection 233(5) of the said Act, as enacted by subsection (4), takes effect.

au cours de son exercice à compter duquel la révocation est en vigueur.

(8) Malgré le paragraphe (6), le choix prévu au sous-alinéa 233(2)*a*)(ii) ou au paragraphe 233(3) de la même loi, dans leur version applicable avant l'édiction de la présente loi, qu'une personne présente au ministre du Revenu national avant le 6 novembre 1991 est en vigueur et est valable relativement aux ristournes versées ou déclarées par la personne au cours d'une période commençant au plus tôt le jour de la présentation du choix et se terminant le premier jour de l'exercice de la personne à compter duquel une révocation du choix, effectuée selon le paragraphe 233(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), est en vigueur.

1990, c. 45, s. 12(1)

95. (1) Section 234 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

95. (1) L'article 234 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Deduction for housing rebate

234. (1) Where, in the circumstances described in subsection 254(4) or 254.1(4), a builder pays to, or credits in favour of, an individual an amount on account of a rebate referred to therein and transmits the application of the individual for the rebate to the Minister in accordance with subsection 254(5) or 254.1(5), the builder may deduct the amount in determining the net tax of the builder for the reporting period of the builder in which the amount was paid or credited.

Déduction pour remboursement — habitation

234. (1) Le constructeur qui verse, dans les circonstances visées aux paragraphes 254(4) ou 254.1(4), à un particulier, ou porte à son crédit, un montant au titre d'un remboursement visé à ces paragraphes et qui transmet la demande de remboursement du particulier au ministre conformément aux paragraphes 254(5) ou 254.1(5) peut déduire ce montant dans le calcul de sa taxe nette pour la période de déclaration au cours de laquelle le montant est versé au particulier ou porté à son crédit.

Deduction for rebate in respect of supplies to non-residents

(2) Where, in the circumstances described in subsection 252(3), 252.1(8) or 252.4(2) or (4), a registrant pays to, or credits in favour of, a person an amount on account of a rebate referred to therein, the registrant may deduct the amount in determining the net tax of the registrant for

(*a*) the reporting period of the registrant that includes the particular day that is the later of the last day on which any tax to which the rebate relates became payable and the day on which the amount is paid or credited; or

(*b*) any subsequent reporting period of the registrant for which a return is filed within one year after the particular day.

Déduction pour remboursement — fournitures à des non-résidents

(2) L'inscrit qui, dans les circonstances visées aux paragraphes 252(3), 252.1(8) ou 252.4(2) ou (4), verse à une personne, ou porte à son crédit, un montant au titre d'un remboursement visé à ces paragraphes peut déduire ce montant dans le calcul de sa taxe nette pour l'une des périodes suivantes :

a) la période de déclaration de l'inscrit qui comprend le dernier en date du dernier jour où est devenue payable une taxe à laquelle le remboursement se rapporte et du jour où le montant est versé à la personne ou porté à son crédit;

b) une période de déclaration subséquente de l'inscrit pour laquelle une déclaration

Clause 95: (1) Section 234 at present reads as follows:

234. Where a builder has paid or credited a rebate to, or in favour of, n individual in accordance with subsection 254(4) and transmits the ap- ication of the individual to the Minister in accordance with subsec- on 254(5), the amount of the rebate may be deducted in determining the et tax of the builder for the reporting period of the builder in which the bate was paid or credited.

Article 95, (1). — Texte actuel de l'article 234 :

234. Le constructeur qui verse un remboursement à un particulier, ou en sa faveur, ou le porte à son crédit, conformément au paragraphe 254(4), et transmet la demande du particulier au ministre, conformément au paragraphe 254(5), peut déduire le remboursement dans le calcul de sa taxe nette pour sa période de déclaration au cours de laquelle le remboursement est versé au particulier ou porté à son crédit.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in applying subsection 234(2) of the said Act, as enacted by subsection (1), before October 1992, the reference therein to subsection 252(3) shall be read as a reference to subsection 252(6).

1990, c. 45, s. 12(1)

96. (1) Subsection 235(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Net tax where passenger vehicle leased

235. (1) Where, in a taxation year of a registrant, tax becomes payable, or is paid without having become payable, by the registrant in respect of a supply by way of lease of a passenger vehicle and

(*a*) the total of the consideration for the supply that would be deductible in computing the registrant's income for the year for the purposes of the *Income Tax Act*, if the registrant were a taxpayer under that Act and that Act were read without reference to section 67.3 thereof,

exceeds

(*b*) the amount in respect of that consideration that is, or would be if the registrant were a taxpayer under the *Income Tax Act*, deductible in computing the registrant's income for the year for the purposes of that Act,

there shall be added in determining the net tax for the appropriate reporting period of the registrant an amount determined by the formula

A x B x C

where

A is the ratio obtained by dividing that excess by that consideration,

B is the tax paid or payable in respect of that consideration (other than tax that, by reason of section 170, may not be included in determining an input tax credit of the registrant), and

est produite dans l'année suivant le dernier en date des jours visés à l'alinéa *a*).

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, pour l'application du paragraphe 234(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), avant octobre 1992, le renvoi au paragraphe 252(3), qui y figure, vaut renvoi au paragraphe 252(6).

1990, ch. 45, par. 12(1)

96. (1) Le paragraphe 235(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Taxe nette en cas de locati de voiture de tourisme

235. (1) Lorsque la taxe relative à la fourniture d'une voiture de tourisme par bail devient payable par un inscrit, ou est payée par lui sans qu'elle soit devenue payable, au cours de son année d'imposition, et que le total de la contrepartie de la fourniture qui serait déductible dans le calcul du revenu de l'inscrit pour l'année pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, abstraction faite de l'article 67.3 de cette loi, s'il était un contribuable aux termes de cette loi, excède le montant, relatif à cette contrepartie, qui est déductible dans le calcul du revenu de l'inscrit pour l'année aux fins de cette même loi, ou qui le serait si l'inscrit était un contribuable aux termes de cette loi, le résultat du calcul suivant est ajouté dans le calcul de la taxe nette de l'inscrit pour la période de déclaration en cause :

A x B x C

où :

A représente le quotient de la division de cet excédent par cette contrepartie;

B la taxe payée ou payable relativement à cette contrepartie, sauf la taxe qui, par l'effet de l'article 170, ne peut être incluse dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants de l'inscrit;

C la proportion de l'utilisation de la voiture dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit par rapport à son utilisation totale.

Clause 96: (1) Subsection 235(1) at present reads as follows:

235. (1) Where a passenger vehicle has been supplied by way of lease to registrant in a taxation year of the registrant and

(*a*) the total of the consideration for the supply that would be deductible in computing the registrant's income for the year for the purposes of the *Income Tax Act*, if the registrant were a taxpayer under that Act and that Act were read without reference to section 67.3 thereof,

xceeds

(*b*) the amount in respect of that consideration that is, or would be if the registrant were a taxpayer under the *Income Tax Act*, deductible by reason of section 67.3 of that Act in computing the registrant's income for the year for the purposes of that Act,

here shall be added in determining the net tax for the appropriate reporting period of the registrant, an amount determined by the formula

A x B x C

vhere

A is that excess,

B is the rate of tax imposed under subsection 165(1) at the end of that period, and

C is the proportion of the total use of the vehicle that is use in commercial activities of the registrant.

Article 96, (1). — Texte actuel du paragraphe 235(1) :

235. (1) Dans le cas où une voiture de tourisme est fournie par bail à un inscrit au cours de son année d'imposition et où le total de la contrepartie de la fourniture qui serait déductible dans le calcul du revenu de l'inscrit pour l'année pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, abstraction faite de l'article 67.3 de cette loi, s'il était un contribuable aux termes de cette loi, excède le montant, relatif à cette contrepartie, qui est déductible en application de l'article 67.3 de cette loi dans le calcul du revenu de l'inscrit pour l'année aux fins de cette même loi, ou qui le serait si l'inscrit était un contribuable aux termes de cette loi, le montant calculé selon la formule suivante est ajouté dans le calcul de la taxe nette de l'inscrit pour la période de déclaration indiquée :

A x B x C

où :

A représente cet excédent;

B le taux de la taxe imposée selon le paragraphe 165(1) à la fin de cette période;

C la proportion de l'utilisation de la voiture dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit par rapport à son utilisation totale.

C is the proportion of the total use of the vehicle that is use in commercial activities of the registrant.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

97. (1) All that portion of section 236 of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

97. (1) Le passage de l'article 236 de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Food, beverages and entertainment

236. Where a registrant is the recipient of, or pays an allowance in respect of, a supply of food, beverages or entertainment and subsection 67.1(1) of the *Income Tax Act* applies, or would apply if the registrant were a taxpayer under that Act, in respect of the supply or allowance, 20% of the total of all amounts, each of which is an input tax credit claimed in a return for a reporting period in a fiscal year of the registrant in respect of the supply or allowance, shall be added in determining the net tax

Aliments, boissons et divertissements

236. Lorsqu'un inscrit est l'acquéreur d'une fourniture de divertissements, d'aliments ou de boissons, ou verse une indemnité relative à une telle fourniture, et que le paragraphe 67.1(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'applique à la fourniture ou à l'indemnité, ou s'y appliquerait si l'inscrit était un contribuable aux termes de cette loi, un montant correspondant à 20 % du total des montants représentant chacun un crédit de taxe sur les intrants demandé, relativement à la fourniture ou à l'indemnité, dans une déclaration visant une période de déclaration de l'exercice de l'inscrit est ajouté dans le calcul de la taxe nette pour la période suivante :

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

98. (1) Subsections 237(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

98. (1) Les paragraphes 237(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Instalments

237. (1) Where the reporting period of a registrant is a fiscal year or a period determined under subsection 248(3), the registrant shall, within one month after the end of each fiscal quarter of the registrant ending in the reporting period, pay to the Receiver General an instalment equal to 1/4 of the registrant's instalment base for that reporting period.

Acomptes provisionnels

237. (1) L'inscrit dont la période de déclaration correspond à un exercice ou à une période déterminée selon le paragraphe 248(3) est tenu de verser au receveur général, au cours du mois qui suit chacun de ses trimestres d'exercice qui prend fin au cours de la période de déclaration, un acompte provisionnel correspondant au quart de sa base des acomptes provisionnels pour cette période.

Instalment base

(2) A registrant's instalment base for a particular reporting period of the registrant is the lesser of

(*a*) an amount equal to

(i) in the case of a reporting period determined under subsection 248(3), the amount determined by the formula

Base des acomptes provisionnels

(2) La base des acomptes provisionnels d'un inscrit pour une période de déclaration donnée de celui-ci correspond au moins élevé des sommes suivantes :

a) le montant suivant :

(i) dans le cas d'une période de déclaration déterminée selon le para-

Clause 97: (1) The relevant portion of section 236 at present reads as follows:

236. Where section 67.1 of the *Income Tax Act* applies, or would apply if the registrant were a taxpayer under that Act, in respect of a supply of food, beverages or entertainment to, or any allowance in respect of such a supply paid by, a registrant in a fiscal year of the registrant, 20% of the total of all amounts, each of which is an input tax credit in respect of such a supply that the registrant may claim during that fiscal year, shall be added in determining the net tax

Article 97, (1). — Texte actuel du passage visé de l'article 236 :

236. Dans le cas où l'article 67.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'applique, ou s'appliquerait si l'inscrit était un contribuable aux termes de cette loi, à la fourniture d'aliments, de boissons ou de divertissements à un inscrit, ou à une indemnité relative à une telle fourniture payée par un inscrit, au cours de son exercice, un montant correspondant à 20 % du total des montants dont chacun représente un crédit de taxe sur les intrants que l'inscrit peut demander relativement à cette fourniture pendant cet exercice est ajouté dans le calcul de la taxe nette pour la période suivante :

Clause 98: (1), (2) and (4) Subsections 237(1) to (4) at present read as follows:

237. (1) Where the reporting period of a registrant is a fiscal year or a period determined under subsection 248(3), the registrant shall, on or before the last day of each fiscal quarter of the registrant ending after 1990 and in the reporting period, pay to the Receiver General an instalment equal to 1/4 of the registrant's instalment base for that reporting period.

(2) A registrant's instalment base for a particular reporting period of the registrant is the lesser of

(*a*) the net tax for the particular reporting period or, in the case of a reporting period determined under subsection 248(3), the amount determined by the formula

$$A \times \frac{12}{B}$$

where

A is the net tax for the particular reporting period, and

B is the number of months in the particular reporting period, and

(*b*) an amount determined by the formula

$$A \times \frac{365}{B}$$

where

Article 98, (1), (2) et (4). — Texte actuel des paragraphes 237(1) et (2) :

237. (1) L'inscrit dont la période de déclaration correspond à un exercice ou à une période déterminée selon le paragraphe 248(3) doit, au plus tard le dernier jour de chacun de ses trimestres d'exercice se terminant après 1990 et au cours de la période de déclaration, verser au receveur général un acompte provisionnel correspondant au quart de sa base des acomptes provisionnels pour cette période.

(2) La base des acomptes provisionnels d'un inscrit pour une période de déclaration donnée de celui-ci correspond au moins élevé des montants suivants :

a) la taxe nette pour la période donnée ou, s'il s'agit d'une période déterminée selon le paragraphe 248(3), le montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times \frac{12}{B}$$

où :

A représente la taxe nette pour la période donnée;

B le nombre de mois de cette période;

b) le montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times \frac{365}{B}$$

$$\frac{A \times 365}{B}$$

where

A is the net tax for the particular reporting period, and

B is the number of days in the particular reporting period, and

(ii) in any other case, the net tax for the particular reporting period, and

(*b*) the amount determined by the formula

$$\frac{C \times 365}{D}$$

where

C is the total of all amounts each of which is the net tax for a reporting period of the registrant ending in the twelve month period immediately preceding the particular reporting period, and

D is the number of days in the period commencing on the first day of the first of those preceding reporting periods and ending on the last day of the last of those preceding reporting periods.

graphe 248(3), le résultat du calcul suivant :

$$\frac{A \times 365}{B}$$

où :

A représente la taxe nette pour la période de déclaration,

B le nombre de jours de la période de déclaration,

(ii) dans les autres cas, la taxe nette pour la période de déclaration;

b) le résultat du calcul suivant :

$$\frac{C \times 365}{D}$$

où :

C représente le total des montants représentant chacun la taxe nette pour une période de déclaration de l'inscrit qui prend fin dans les douze mois précédant la période de déclaration donnée,

D le nombre de jours de la période qui commence le premier jour de la première de ces périodes de déclaration précédentes et qui prend fin le dernier jour de la dernière de ces mêmes périodes.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 237(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Minimum instalment base

(3) For the purposes of subsection (1), where a registrant's instalment base for a reporting period determined under subsection (2) or (5) is less than $1,000, it shall be deemed to be nil.

(3) Subsection 237(3) of the said Act, as enacted by subsection (2), is repealed and the following substituted therefore:

Minimum instalment base

(3) For the purposes of subsection (1), where a registrant's instalment base for a reporting period is less than $1,500, it shall be deemed to be nil.

(4) Subsection 237(4) of the said Act is repealed.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 237(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Base des acomptes provisionnels minimale

(3) Pour l'application du paragraphe (1), la base des acomptes provisionnels d'un inscrit, déterminée selon les paragraphes (2) ou (5), qui est inférieure à 1 000 $ pour une période de déclaration est réputée nulle.

(3) Le paragraphe 237(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Base des acomptes provisionnels minimale

(3) Pour l'application du paragraphe (1), la base des acomptes provisionnels d'un inscrit qui est inférieure à 1 500 $ pour une période de déclaration est réputée nulle.

(4) Le paragraphe 237(4) de la même loi est abrogé.

A is the net tax for all reporting periods of the registrant ending in the twelve month period immediately preceding the particular reporting period, and

B is the number of days in those preceding reporting periods.

(3) For the purposes of subsection (1), where a registrant's instalment ase for a reporting period determined under subsection (2) is less than 1,000, it shall be deemed to be nil.

(4) For the purposes of subsection (2), where the net tax for a reporting eriod of a registrant is a negative amount, the net tax shall be deemed to e nil.

où :

A représente la taxe nette pour toutes ses périodes de déclaration se terminant dans les douze mois précédant la période donnée;

B le nombre de jours de ces périodes antérieures.

(3) Pour l'application du paragraphe (1), la base des acomptes provisionnels d'un inscrit qui est inférieure à 1 000 $ pour une période de déclaration est réputée nulle.

(4) Pour l'application du paragraphe (2), la taxe nette qui est négative est réputée nulle.

(5) Subsections (1), (3) and (4) apply to reporting periods beginning after April 26, 1992.

(6) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

99. (1) Subsection 238(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Idem

(2) Every person who is not a registrant shall file a return with the Minister for each reporting period of the person for which net tax is remittable by the person within one month after the end of the reporting period.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

100. (1) Subsections 240(1) to (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Registration required

240. (1) Every person who makes a taxable supply in Canada in the course of a commercial activity engaged in by the person in Canada is required to be registered for the purposes of this Part, except where

(*a*) the person is a small supplier;

(*b*) the only commercial activity of the person is the making of supplies of real property by way of sale otherwise than in the course of a business; or

(*c*) the person is a non-resident person who does not carry on any business in Canada.

Taxi business

(1.1) Notwithstanding subsection (1), every small supplier who carries on a taxi business is required to be registered for the purposes of this Part in respect of that business.

Non-resident performers, etc.

(2) Every person who enters Canada for the purpose of making taxable supplies of admissions in respect of a place of amusement, a seminar, an activity or an event is required to be registered for the purposes of this Part and shall, before making any such supply, apply to the Minister for registration.

Application

(2.1) A person required under subsection (1) or (1.1) to be registered shall apply

(5) Les paragraphes (1), (3) et (4) s'appliquent aux périodes de déclaration commençant après le 26 avril 1992.

(6) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

99. (1) Le paragraphe 238(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Production par un non-inscrit

(2) Le non-inscrit est tenu de présenter une déclaration au ministre dans le mois suivant chacune de ses périodes de déclaration pour laquelle il doit verser la taxe nette.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

100. (1) Les paragraphes 240(1) à (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Inscription obligatoire

240. (1) Toute personne, sauf les personnes suivantes, qui effectue une fourniture taxable au Canada dans le cadre d'une activité commerciale qu'elle y exerce est tenue d'être inscrite pour l'application de la présente partie :

a) les petits fournisseurs;

b) les personnes dont la seule activité commerciale consiste à effectuer, par vente, des fournitures d'immeubles en dehors du cadre d'une entreprise;

c) les personnes non-résidentes qui n'exploitent pas d'entreprise au Canada.

Entreprise de taxis

(1.1) Malgré le paragraphe (1), le petit fournisseur qui exploite une entreprise de taxis est tenu d'être inscrit pour l'application de la présente partie relativement à cette entreprise.

Artistes non-résidents

(2) Toute personne qui entre au Canada en vue d'effectuer des fournitures taxables de droits d'entrée à un lieu de divertissement, un colloque, une activité ou un événement est tenue d'être inscrite pour l'application de la présente partie et doit présenter une demande d'inscription au ministre avant d'effectuer les fournitures.

Présentation de la demande

(2.1) La personne tenue d'être inscrite aux termes des paragraphes (1) ou (1.1) doit pré-

Clause 99: (1) Subsection 238(2) at present reads as follows:

(2) Every person who is not a registrant shall file a return with the Minister for each reporting period of the person for which tax under Division II is remittable by the person within one moth after the end of the reporting period.

Article 99, (1). — Texte actuel du paragraphe 238(2) :

(2) Le non-inscrit doit présenter une déclaration au ministre dans le mois suivant chacune de ses périodes de déclaration pour laquelle il doit verser la taxe prévue à la section II.

Clause 100: (1) Subsections 240(1) to (3) at present read as follows:

240. (1) Every person who is engaged in a commercial activity in Canada, other than

(*a*) a person who is a small supplier,

(*b*) a person whose only commercial activity is making supplies of real property by way of sale otherwise than in the course of a business, and

(*c*) a non-resident person who does not carry on any business in Canada,

shall apply to the Minister before the day that is thirty days after the day the person first makes a taxable supply in Canada, otherwise than as a small supplier, in the course of that activity, to be registered for the purposes of this Part.

(2) Where a person enters Canada for the purpose of making taxable supplies of admissions in respect of a place of amusement, a seminar, an activity or an event, the person shall, before making any such supply, apply to the Minister to be registered for the purposes of this Part.

(3) A person who is engaged in a commercial activity in Canada, who is a non-resident person who in the ordinary course of carrying on business outside Canada regularly solicits orders for the supply of tangible personal property for delivery in Canada, or who is a listed financial institution resident in Canada, may apply to the Minister to be registered for the purposes of this Part.

Article 100, (1). — Texte actuel des paragraphes 240(1) à (3) :

240. (1) Toute personne qui exerce une activité commerciale au Canada, sauf les personnes suivantes, doit présenter une demande d'inscription au ministre pour l'application de la présente partie avant le trentième jour suivant le jour où elle effectue, autrement qu'à titre de petit fournisseur, sa première fourniture taxable au Canada dans le cadre de cette activité :

a) le petit fournisseur;

b) la personne dont la seule activité commerciale consiste à effectuer, par vente, des fournitures taxables d'immeubles autrement que dans le cadre d'une entreprise;

c) la personne non résidante qui n'exploite pas d'entreprise au Canada.

(2) La personne qui entre au Canada en vue d'effectuer des fournitures taxables de droits d'entrée à un lieu de divertissement, un colloque, une activité ou un événement doit au préalable présenter une demande d'inscription au ministre pour l'application de la présente partie.

(3) La personne — institution financière désignée résidant au Canada ou personne non résidante faisant régulièrement, dans le cours normal d'une entreprise exploitée à l'étranger, des démarches pour obtenir des commandes de biens meubles corporels à livrer au Canada — qui exerce une activité commerciale au Canada peut présenter une demande d'inscription au ministre pour l'application de la présente partie.

to the Minister for registration before the day that is thirty days after

(*a*) in the case of a person required under subsection (1.1) to be registered in respect of a taxi business, the day the person first makes a taxable supply in Canada in the course of that business; and

(*b*) in any other case, the day the person first makes a taxable supply in Canada, otherwise than as a small supplier, in the course of a commercial activity engaged in by the person in Canada.

senter une demande d'inscription au ministre avant le trentième jour suivant le jour ci-après :

a) dans le cas d'une personne tenue d'être inscrite aux termes du paragraphe (1.1) relativement à une entreprise de taxis, le jour où elle effectue une première fourniture taxable au Canada dans le cadre de cette entreprise;

b) dans les autres cas, le jour où la personne effectue, autrement qu'à titre de petit fournisseur, une première fourniture taxable au Canada dans le cadre d'une activité commerciale qu'elle y exerce.

Registration permitted

(3) An application for registration for the purposes of this Part may be made to the Minister by any person who is not required under subsection (1), (1.1), (2) or (4) to be registered and who

(*a*) is engaged in a commercial activity in Canada;

(*b*) is a non-resident person who in the ordinary course of carrying on business outside Canada regularly solicits orders for the supply of tangible personal property for delivery in Canada; or

(*c*) is a listed financial institution resident in Canada.

Inscription au choix

(3) La personne qui n'est pas tenue d'être inscrite aux termes des paragraphes (1), (1.1), (2) ou (4) peut présenter une demande d'inscription au ministre pour l'application de la présente partie si, selon le cas :

a) elle exerce une activité commerciale au Canada;

b) elle est une non-résidente mais fait régulièrement, dans le cours normal d'une entreprise exploitée à l'étranger, des démarches pour obtenir des commandes de biens meubles corporels à livrer au Canada;

c) elle est une institution financière désignée résidant au Canada.

Extended registration permitted for taxi business

(3.1) Where a person who is a small supplier carrying on a taxi business files with the Minister in prescribed manner a request, in prescribed form containing prescribed information, to have the registration of the person apply in respect of all commercial activities engaged in by the person in Canada, the Minister may approve the request and shall thereupon notify the person in writing of the date from which the registration so applies.

Extension de l'inscription pour entreprise de taxis

(3.1) Le petit fournisseur qui exploite une entreprise de taxis peut demander au ministre, en présentant les renseignements requis par celui-ci en la forme et selon les modalités qu'il détermine, de rendre son inscription valable pour l'ensemble des activités commerciales qu'il exerce au Canada. Sur approbation de la demande, le ministre en informe le petit fournisseur par avis écrit précisant la date à compter de laquelle l'inscription est ainsi valable.

(2) Subsection 240(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (*b*) thereof, by adding the word "or" at the end of paragraph (*c*) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(2) Le paragraphe 240(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est modifié par adjonction de ce qui suit :

(*d*) is a particular corporation resident in Canada

(i) that owns shares of the capital stock of, or holds indebtedness of, any other corporation that is related to the particular corporation, or

(ii) that is acquiring, or proposes to acquire, all or substantially all of the issued and outstanding shares of the capital stock of another corporation, having full voting rights under all circumstances,

where all or substantially all of the property of the other corporation is, for the purposes of section 186, property that was acquired or imported by the other corporation for consumption, use or supply exclusively in the course of its commercial activities.

d) elle est une personne morale résidant au Canada qui est propriétaire d'actions du capital-actions, ou détentrice de créances, d'une autre personne morale qui lui est liée, ou qui acquiert, ou projette d'acquérir, la totalité, ou presque, des actions du capital-actions d'une autre personne morale, émises et en circulation et comportant plein droit de vote en toutes circonstances si la totalité, ou presque, des biens de l'autre personne morale sont, pour l'application de l'article 186, des biens que cette dernière a acquis ou importés pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales.

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsection 240(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 240(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Suppliers of prescribed property

(4) Every person (other than a small supplier), whether or not resident in Canada, who, in Canada, whether through an employee or agent or by means of advertising directed at the Canadian market, solicits orders for the supply by the person of, or offers to supply, property that is prescribed property for the purposes of section 143.1 and that is to be sent by mail or courier to the recipient at an address in Canada

(*a*) shall be deemed, for the purposes of this Part, to be carrying on business in Canada; and

(*b*) is required to be registered for the purposes of this Part.

(4) Pour l'application de la présente partie, est réputée exploiter une entreprise au Canada et est tenue d'être inscrite la personne, sauf un petit fournisseur, qui, résidant au Canada ou non, y offre de fournir, par l'intermédiaire d'un salarié ou d'un mandataire ou au moyen d'une publicité s'adressant au marché canadien, des biens visés par règlement pris en application de l'article 143.1 qui sont à envoyer à un acquéreur, par la poste ou par messager, à une adresse au Canada, ou fait, par semblable intermédiaire ou moyen, des démarches pour obtenir des commandes de tels biens.

Fournisseurs de biens visés par règlement

(4) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(5) Subsection (3) shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

(5) Le paragraphe (3) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1993.

1990, c. 45, s. 12(1)

101. (1) Section 241 of the said Act is renumbered as subsection 241(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

101. (1) L'article 241 de la même loi devient le paragraphe 241(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(3) Subsection 240(4) at present reads as follows:

(4) For the purpose of subsection (1), a non-resident person who in Canada solicits orders for the supply by the person of tangible personal property in respect of which subsection 143(2) would apply if the person making the supply were a registrant, or offers such tangible personal property for supply, whether through an employee or agent or by means of advertising directed to the Canadian market, shall be deemed to carry on business in Canada.

(3). — Texte actuel du paragraphe 240(4) :

(4) Pour l'application du paragraphe (1), la personne non résidante qui, au Canada, fait des démarches pour obtenir des commandes pour la fourniture par elle de biens meubles corporels auxquels le paragraphe 143(2) s'appliquerait si la personne effectuant la fourniture était un inscrit, ou offre de tels biens, pour les fournir par l'intermédiaire d'un salarié ou d'un mandataire ou par un programme de publicité s'adressant au marché canadien est réputée exploiter une entreprise au Canada.

Clause 101: (1) New.

Article 101, (1). — Nouveau.

Taxi business

(2) Where, on the day on which the registration under subsection (1) of a person becomes effective or is varied under subsection 242(2.1), the person is a small supplier carrying on a taxi business and an approval under subsection 240(3.1) in respect of the registration does not become effective on that day, the registration does not apply to any other commercial activity engaged in by the person in Canada throughout the period commencing on that day and ending on the earlier of the first day thereafter that the person ceases to be a small supplier and the day, specified in a notice issued under subsection 240(3.1) in respect of that registration or varied registration, as the case may be, from which the registration is to apply to all commercial activities engaged in by the person in Canada.

Entreprise de taxis

(2) Lorsqu'un petit fournisseur exploite une entreprise de taxis le jour où son inscription aux termes du paragraphe (1) prend effet ou est modifiée en application du paragraphe 242(2.1) et que l'approbation obtenue en application du paragraphe 240(3.1) relativement à l'inscription ne prend pas effet ce jour-là, l'inscription n'est pas valable pour d'autres activités commerciales que le petit fournisseur exerce au Canada durant la période commençant ce jour-là et se terminant au premier en date du lendemain du jour où il cesse d'être un petit fournisseur et du jour, précisé dans l'avis envoyé aux termes du paragraphe 240(3.1) relativement à cette inscription ou modification d'inscription, selon le cas, à compter duquel l'inscription est valable pour l'ensemble des activités commerciales du petit fournisseur au Canada.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

102. (1) All that portion of subsection 242(2) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

102. (1) Le passage du paragraphe 242(2) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Request for cancellation

(2) The Minister shall cancel the registration of a person who is not carrying on a taxi business, effective after the last day of a fiscal year of the person, where

Demande d'annulation

(2) Le petit fournisseur qui n'exploite pas d'entreprise de taxis a droit à l'annulation de son inscription, qui prend effet le lendemain du dernier jour de son exercice, s'il remplit les conditions suivantes :

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 242(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 242(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Request for variation

(2.1) Where a small supplier carrying on a taxi business files with the Minister in prescribed manner a request, in prescribed form containing prescribed information, to have the registration of the person varied to apply only to that business, the Minister shall so vary the registration, effective on a day that is the first day of a fiscal year of the person and that is at least one year after the registration of the person last became applicable to all commercial activities engaged in by the person in Canada.

Demande de modification

(2.1) S'il en fait la demande au ministre en lui présentant les renseignements requis en la forme et selon les modalités déterminés par lui, le petit fournisseur qui exploite une entreprise de taxis peut faire modifier son inscription, à compter du premier jour de son exercice commençant au moins un an après la prise d'effet de sa dernière inscription relative à l'ensemble de ses activités commerciales au Canada, de façon qu'elle ne soit valable que pour cette entreprise.

Notice of cancellation or variation

(3) Where the Minister cancels or varies the registration of a person, the Minister shall notify the person in writing of the can-

Avis d'annulation ou de modification

(3) Le ministre informe la personne de l'annulation ou de la modification de l'inscription dans un avis écrit précisant la date

Clause 102: (1) The relevant portion of subsection 242(2) at present reads as follows:

(2) The Minister shall cancel the registration of a person effective after the last day of a fiscal year of the person where

Article 102, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 242(2) :

(2) Le petit fournisseur qui remplit les conditions suivantes a droit à l'annulation de son inscription, applicable le lendemain du dernier jour de son exercice :

(2) Subsection 242(3) at present reads as follows:

(3) Where the Minister cancels the registration of a person, the Minister shall notify the person in writing of the cancellation and the effective date thereof.

(2). — Adjonction du passage marqué d'un trait vertical et modification du paragraphe 242(3). Texte actuel du paragraphe 242(3) :

(3) Le ministre informe l'inscrit de l'annulation de l'inscription dans un avis écrit précisant la date d'entrée en vigueur de l'annulation.

cellation or variation and the effective date thereof.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

de la prise d'effet de l'annulation ou de la modification.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

103. (1) Section 243 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

103. (1) L'article 243 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Determination of fiscal quarters

243. (1) For the purposes of this Part, the fiscal quarters in a fiscal year of a person shall be determined in accordance with the following rules:

(*a*) there shall not be more than four fiscal quarters in the year;

(*b*) the first fiscal quarter in the year shall begin on the first day of that year, and the last fiscal quarter in the year shall end on the last day of that year;

(*c*) each fiscal quarter shall be shorter than one hundred and twenty days; and

(*d*) except for the first and last fiscal quarters in the year, each fiscal quarter shall be longer than eighty-three days.

Trimestre d'exercice

243. (1) Pour l'application de la présente partie, les trimestres d'exercice sont déterminés selon les règles suivantes :

a) tout exercice compte un maximum de quatre trimestres d'exercice;

b) les premier et dernier trimestres d'exercice commencent et se terminent respectivement les premier et dernier jours de l'exercice;

c) chaque trimestre d'exercice compte un maximum de 119 jours;

d) chaque trimestre d'exercice, sauf le premier et le dernier, compte un minimum de 84 jours.

Determination of fiscal months

(2) For the purposes of this Part, the fiscal months in a fiscal year of a person shall be determined in accordance with the following rules:

(*a*) the first fiscal month in each fiscal quarter in the year shall begin on the first day of that fiscal quarter, and the last fiscal month in each fiscal quarter shall end on the last day of that fiscal quarter;

(*b*) each fiscal month shall be shorter than thirty-six days except that the Minister may, on request in writing made in prescribed form containing prescribed information and filed with the Minister in prescribed manner, allow the person to have one fiscal month that is longer than thirty-five days in a fiscal quarter; and

(*c*) each fiscal month shall be longer than twenty-seven days unless

(i) that fiscal month is the first or last fiscal month in a fiscal quarter, or

Mois d'exercice

(2) Pour l'application de la présente partie, les mois d'exercice sont déterminés selon les règles suivantes :

a) le premier mois d'exercice de chaque trimestre d'exercice commence le premier jour du trimestre et le dernier mois d'exercice de chaque trimestre d'exercice se termine le dernier jour du trimestre;

b) chaque mois d'exercice compte un maximum de 35 jours; toutefois, le ministre peut permettre que l'un des mois d'exercice d'un trimestre d'exercice compte plus de 35 jours si une demande écrite, contenant les renseignements requis, lui en est faite en la forme et selon les modalités qu'il détermine;

c) chaque mois d'exercice compte un minimum de 28 jours, sauf s'il s'agit du premier ou du dernier mois d'exercice d'un trimestre d'exercice ou si le ministre en décide autrement à la suite d'une demande écrite contenant les renseignements requis

Clause 103: (1) Section 243 at present reads as follows:

243. (1) Where the fiscal year of a person is a calendar year, the fiscal quarter of the person shall be a calendar quarter.

(2) Where the fiscal quarter of a person is a calendar quarter, the fiscal month of the person shall be a calendar month.

(3) Where the fiscal year of a person is not a calendar year, the fiscal quarter of the person shall be determined in accordance with the following rules:

(*a*) there shall not be more than four fiscal quarters in each fiscal year of the person;

(*b*) the first fiscal quarter in the fiscal year of the person shall begin on the first day of that fiscal year, and the last fiscal quarter in the fiscal year shall end on the last day of that fiscal year;

(*c*) each fiscal quarter shall not be longer than one hundred and fourteen days; and

(*d*) except for the first and last fiscal quarters in the fiscal year, each fiscal quarter shall not be shorter than eighty-four days.

(4) Where the fiscal quarter of a person is not a calendar quarter, the fiscal month of the person shall be determined in accordance with the following rules:

(*a*) the first fiscal month in each fiscal quarter of the person shall begin on the first day of that fiscal quarter, and the last fiscal month in each fiscal quarter shall end on the last day of that fiscal quarter;

(*b*) each fiscal month shall not be longer than thirty-five days; and

(*c*) except for the first and last fiscal months in a fiscal quarter, each fiscal month shall not be shorter than twenty-eight days.

Article 103, (1). — Texte actuel de l'article 243 :

243. (1) Le trimestre d'exercice d'une personne correspond au trimestre civil lorsque son exercice correspond à l'année civile.

(2) Le mois d'exercice d'une personne correspond au mois civil lorsque son trimestre d'exercice correspond au trimestre civil.

(3) Le trimestre d'exercice d'une personne dont l'exercice ne correspond pas à l'année civile est déterminé selon les règles suivantes :

a) l'exercice compte un maximum de quatre trimestres d'exercice;

b) les premier et dernier trimestres d'exercice commencent et se terminent respectivement les premier et dernier jours de l'exercice;

c) chaque trimestre d'exercice compte un maximum de 114 jours;

d) chaque trimestre d'exercice, sauf le premier et le dernier, compte un minimum de 84 jours.

(4) Le mois d'exercice d'une personne dont le trimestre d'exercice ne correspond pas au trimestre civil est déterminé selon les règles suivantes :

a) les premier et dernier mois d'exercice de chaque trimestre d'exercice commencent et se terminent respectivement les premier et dernier jours du trimestre d'exercice;

b) chaque mois d'exercice compte un maximum de 35 jours;

c) chaque mois d'exercice d'un trimestre d'exercice, sauf le premier et le dernier, compte un minimum de 28 jours.

(ii) the Minister, on request in writing made in prescribed form containing prescribed information and filed with the Minister in prescribed manner, allows the person to have that fiscal month shorter than twenty-eight days.

et qui lui est présentée en la forme et selon les modalités qu'il détermine.

Notice by registrant

(3) Where a person is a registrant at any time in a fiscal year of the person, the person shall specify the first and last day of each of the fiscal quarters and fiscal months in the year in prescribed form containing prescribed information and filed with the Minister in prescribed manner on or before the day that is

(*a*) where the person becomes a registrant in that fiscal year, the later of

(i) the day the person files an application for registration under section 240 or, where the person was required under subsection 240(2.1) to file that application on or before an earlier day, that earlier day, and

(ii) the effective date of the registration; and

(*b*) in any other case, the first day of that fiscal year.

Avis d'un inscrit

(3) La personne qui est un inscrit à un moment donné de son exercice avise le ministre des premier et dernier jours de chaque trimestre d'exercice et mois d'exercice de l'exercice, en présentant les renseignements requis par le ministre en la forme et selon les modalités qu'il détermine, au plus tard l'un des jours suivants :

a) si la personne devient un inscrit au cours de l'exercice, le dernier en date des jours suivants :

(i) le jour où la demande est présentée, en vertu de l'article 240, ou si elle devait être présentée aux termes du paragraphe 240(2.1) un jour antérieur, ce jour,

(ii) le jour de la prise d'effet de l'inscription;

b) dans les autres cas, le premier jour de l'exercice.

Determination by Minister

(4) Where a person fails to determine the fiscal quarters or fiscal months in a fiscal year of the person in accordance with subsection (1) or (2), or fails to satisfy the requirements of subsection (3), for the purposes of this Part, the Minister may determine those fiscal quarters or fiscal months and shall notify the person in writing of the determination.

Détermination par le ministre

(4) Pour l'application de la présente partie, le ministre peut déterminer les trimestres d'exercice ou les mois d'exercice de l'exercice de la personne qui ne les détermine pas en conformité avec les paragraphes (1) ou (2) ou qui ne remplit pas les exigences du paragraphe (3). Il avise alors par écrit la personne de sa décision.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, with respect to any fiscal year of a registrant beginning before December 1991, the registrant shall be deemed to have complied with section 243 of the said Act, as enacted by subsection (1), where

(*a*) the fiscal quarters and fiscal months of the registrant in the fiscal year were determined pursuant to section 243 of the said Act as it would read were it not for the enactment of subsection (1) and either

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, un inscrit est réputé se conformer à l'article 243 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), en ce qui concerne son exercice commençant avant décembre 1991, si, selon le cas :

***a*) les trimestres d'exercice et les mois d'exercice de l'exercice ont été déterminés en conformité avec l'article 243 de la même loi dans sa version antérieure à l'édiction du paragraphe (1) et, selon le cas :**

(i) the fiscal year was a calendar year, or

(ii) the registrant notified the Minister of National Revenue in writing, before December 1991, of the first and last day of each of the fiscal months and fiscal quarters in the fiscal year of the registrant; or

(*b*) the fiscal quarters and fiscal months of the registrant in the fiscal year were determined pursuant to section 243 of the said Act, as enacted by subsection (1), and the registrant notified the Minister in writing, before December 1991, of the first and last day of each of the fiscal months and fiscal quarters in the fiscal year.

(i) l'exercice correspond à l'année civile,

(ii) l'inscrit a avisé le ministre du Revenu national par écrit, avant décembre 1991, des premier et dernier jours de chacun des mois d'exercice et des trimestres d'exercice de son exercice;

***b*) les trimestres d'exercice et les mois d'exercice de l'exercice ont été déterminés en conformité avec l'article 243 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), et l'inscrit a avisé le ministre par écrit, avant décembre 1991, des premier et dernier jours de chacun des mois d'exercice et des trimestres d'exercice de son exercice.**

1990, c. 45, s. 12(1)

104. (1) Subsection 244(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

104. (1) Le paragraphe 244(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Idem

(2) Where the taxation year of an individual or a trust is not a period that is, for the purposes of the *Income Tax Act*, the fiscal period of a business carried on by the individual or trust, or by a partnership of which the individual or trust is a member, the individual or trust may elect to have the fiscal year of the individual or trust be that fiscal period, effective on the first day of one of those fiscal periods.

(2) La personne — particulier ou fiducie — dont l'année d'imposition ne correspond pas à une période qui constitue, pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, l'exercice financier d'une entreprise qu'elle exploite, ou qu'une société de personnes dont elle est un associé exploite, peut faire un choix pour que son exercice corresponde à cet exercice financier et commence le premier jour d'un de ces exercices financiers.

Choix d'exercice par un particulier ou une fiducie

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 244(4)(*c*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 244(4)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(*c*) be filed with the Minister not later than the day the election or revocation is to become effective.

c) être présentés au ministre au plus tard le jour de leur entrée en vigueur.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on January 1, 1992 except that, with respect to any election or revocation made by a registrant under section 244 of the said Act that became effective after 1991 and before October 1992, the registrant shall be deemed to have complied with paragraph 244(4)(*c*) of the said Act, as enacted by subsection (2), if the registrant complied with paragraph 244(4)(*c*) of the

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1992. Toutefois, pour ce qui est des choix ou des révocations effectués par un inscrit en vertu de l'article 244 de la même loi qui entrent en vigueur après 1991 et avant octobre 1992, l'inscrit est réputé s'être conformé à l'alinéa 244(4)*c*) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), s'il se conformait à l'alinéa 244(4)*c*) avant l'édiction du paragraphe (2).

Clause 104: (1) Subsection 244(2) at present reads as follows:

(2) Where, for the purposes of the *Income Tax Act*, the fiscal period of an individual or a trust for a business carried on by the individual or trust is not the taxation year of the individual or trust, the individual or trust may elect to have the fiscal year of the individual or trust be that fiscal period, effective on the first day of one of those fiscal periods.

Article 104, (1). — Texte actuel du paragraphe 244(2) :

(2) La personne — particulier ou fiducie — dont l'exercice financier pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, pour une entreprise qu'elle exploite, ne correspond pas à son année d'imposition peut faire un choix pour que son exercice corresponde à cet exercice financier et commence le premier jour d'un de ces exercices financiers.

(2) Paragraph 244(4)(*c*) at present reads as follows:

(4) An election made under this section or a revocation of an election made under this section shall

...

(*c*) be filed with the Minister before the day that is one month after the day the election or revocation is to become effective.

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 244(4) :

(4) Le choix et la révocation doivent :

...

c) être présentés au ministre avant le jour qui est un mois après leur entrée en vigueur.

said Act as it would read were it not for the enactment of subsection (2).

1990, c. 45, s. 12(1)

105. (1) Subparagraph 245(2)(*b*)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) the threshold amount of the registrant for the fiscal year or fiscal quarter of the registrant that includes that time exceeds $6,000,000 and the registrant is not a listed financial institution described in any of subparagraphs 149(1)(*a*)(i) to (x),

1990, ch. 45, par. 12(1)

105. (1) Le sous-alinéa 245(2)*b*)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) le montant déterminant applicable à l'inscrit — autre qu'une institution financière désignée visée à l'un des sous-alinéas 149(1)*a*)(i) à (x) — pour son exercice ou son trimestre d'exercice qui comprend ce moment dépasse 6 000 000 $,

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 245(2)(*c*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) where the registrant is a listed financial institution described in any of subparagraphs 149(1)(*a*)(i) to (x) and has not made an election under section 246 or 247, the fiscal year of the registrant that includes that time; and

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa 245(2)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) à son exercice qui comprend ce moment, si l'inscrit est une institution financière désignée visée à l'un des sous-alinéas 149(1)*a*)(i) à (x) et n'a pas fait le choix prévu aux articles 246 ou 247;

(3) Subsections (1) and (2) apply to fiscal years of registrants beginning after September 1992.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux exercices d'un inscrit qui commencent après septembre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

106. (1) Section 249 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

106. (1) L'article 249 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Threshold amount for fiscal year

249. (1) For the purposes of sections 245, 247 and 248, the threshold amount of a particular person for a fiscal year of the person is an amount equal to the total of

(*a*) the amount determined by the formula

$$A \times \frac{365}{B}$$

where

A is the total of all consideration for taxable supplies (other than supplies of financial services, supplies by way of sale of real property that is capital property of the person and supplies included in Part V of Schedule VI) made in Canada by the person that became due to the person in the immediately preceding fiscal year (in this subsection referred to as the "base year") of the person or that was paid

Montant déterminant pour l'exercice

249. (1) Pour l'application des articles 245, 247 et 248, le montant déterminant applicable à une personne pour son exercice est égal au total des montants suivants :

a) le résultat du calcul suivant :

$$A \times \frac{365}{B}$$

où :

A représente le total des contreparties des fournitures taxables (sauf des fournitures de services financiers, des fournitures par vente d'immeubles qui sont des immobilisations de la personne et des fournitures incluses à la partie V de l'annexe VI) effectuées au Canada par la personne, qui lui sont devenues dues au cours de son exercice précédent, ou

Clause 105: (1) Subparagraph 245(2)(*b*)(i) at present reads as follows:

(2) Subject to subsection 248(3) and section 251, the reporting period of a registrant at a particular time in a fiscal year of the registrant is

...

(*b*) where

(i) the threshold amount of the registrant for the fiscal year or fiscal quarter of the registrant that includes that time exceeds $6,000,000 and the registrant is not a listed financial institution,

(2) Paragraph 245(2)(*c*) at present reads as follows:

(2) Subject to subsection 248(3) and section 251, the reporting period of a registrant at a particular time in a fiscal year of the registrant is

...

(*c*) where the registrant is a listed financial institution and has not made an election under section 246 or 247, the fiscal year of the registrant that includes that time; and

Article 105, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 245(2) :

(2) Sous réserve du paragraphe 248(3) et de l'article 251, la période de déclaration de l'inscrit à un moment de son exercice correspond :

...

b) à son mois d'exercice qui comprend ce moment, si, selon le cas :

(i) le montant déterminant applicable à l'inscrit — autre qu'une institution financière désignée — pour son exercice ou son trimestre d'exercice qui comprend ce moment dépasse 6 000 000 $,

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 245(2) :

(2) Sous réserve du paragraphe 248(3) et de l'article 251, la période de déclaration de l'inscrit à un moment de son exercice correspond :

...

c) à son exercice qui comprend ce moment, si l'inscrit est une institution financière désignée et n'a pas fait le choix prévu à l'article 246 ou 247;

Clause 106: (1) Section 249 at present reads as follows:

249. (1) For the purposes of sections 245, 247 and 248, the threshold amount of a particular person for a fiscal year of the particular person is an amount equal to the total of

(*a*) an amount determined by the formula

$$A \times \frac{365}{B}$$

where

A is the total of all consideration for taxable supplies (other than supplies of financial services and supplies by way of sale of real property that is capital property) made by the particular person that became due, or was paid without having become due, to the particular person in the immediately preceding fiscal year (in this subsection referred to as the "base year") of the particular person, and

B is the number of days in the base year, and

(*b*) the total of all amounts each of which is an amount in respect of a person (in this paragraph referred to as the "associate") who was associated with the particular person at the end of the particular fiscal year of the associate that is the last such year ending at the same time as, or at any time in, the base year, determined by the formula

$$C \times \frac{365}{D}$$

where

C is the total of all consideration for taxable supplies (other than supplies of financial services and supplies by way of sale of real property

Article 106, (1). — Texte actuel de l'article 249 :

249. (1) Pour l'application des articles 245, 247 et 248, le montant déterminant applicable à une personne pour son exercice est égal au total des montants suivants :

a) le montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times \frac{365}{B}$$

où :

A représente le total des contreparties des fournitures taxables (sauf des fournitures de services financiers et des fournitures par vente d'immeubles qui sont des immobilisations), effectuées par la personne, qui lui sont devenues dues, ou lui ont été payées sans qu'elles soient devenues dues, au cours de son exercice précédent;

B le nombre de jours de l'exercice précédent;

b) le total des montants dont chacun représente un montant applicable à un associé de la personne — s'ils étaient associés à la fin du dernier exercice de l'associé à se terminer soit au même moment que l'exercice visé à l'élément A, soit au cours de ce même exercice — calculé selon la formule suivante :

$$C \times \frac{365}{D}$$

où :

C représente le total des contreparties des fournitures taxables (sauf des fournitures de services financiers et des fournitures par vente d'immeubles qui sont des immobilisations), effectuées par l'associé,

to the person in the base year without having become due, and

B is the number of days in the base year, and

(*b*) the total of all amounts each of which is an amount in respect of a person (in this paragraph referred to as the "associate") who was associated with the particular person at the end of the particular fiscal year of the associate that is the last such year ending at the same time as, or at any time in, the base year, determined by the formula

$$C \times \frac{365}{D}$$

where

C is the total of all consideration for taxable supplies (other than supplies of financial services, supplies by way of sale of real property that is capital property of the associate and supplies included in Part V of Schedule VI) made in Canada by the associate that became due to the associate in the particular fiscal year of the associate or that was paid to the associate in that year without having become due, and

D is the number of days in the particular fiscal year of the associate.

lui ont été payées au cours de cet exercice sans qu'elles soient devenues dues,

B le nombre de jours de l'exercice précédent;

b) le total des montants représentant chacun un montant applicable à un associé de la personne — s'ils étaient associés à la fin du dernier exercice donné de l'associé à se terminer soit au même moment que l'exercice visé à l'élément A, soit au cours de ce même exercice — calculé selon la formule suivante :

$$C \times \frac{365}{D}$$

où :

C représente le total des contreparties des fournitures taxables (sauf des fournitures de services financiers, des fournitures par vente d'immeubles qui sont des immobilisations de l'associé et des fournitures incluses à la partie V de l'annexe VI) effectuées au Canada par l'associé, qui lui sont devenues dues au cours de son exercice donné, ou lui ont été payées au cours de cet exercice sans qu'elles soient devenues dues,

D le nombre de jours de l'exercice donné de l'associé.

Threshold amount for fiscal quarter

(2) For the purposes of sections 245, 247 and 248, the threshold amount of a particular person for a particular fiscal quarter of the person at any time in a fiscal year of the person is an amount equal to the total of

(*a*) the total of all consideration for taxable supplies (other than supplies of financial services, supplies by way of sale of real property that is capital property of the person and supplies included in Part V of Schedule VI) made in Canada by the person that became due to the person in the preceding fiscal quarters of the person ending in that year or that was paid to the person in those preceding fiscal quarters without having become due, and

(*b*) the total of all amounts each of which is an amount in respect of a person (in this

Montant déterminant pour le trimestre d'exercice

(2) Pour l'application des articles 245, 247 et 248, le montant déterminant applicable à une personne pour un trimestre d'exercice donné à un moment de son exercice est égal au total des montants suivants :

a) le total des contreparties des fournitures taxables (sauf des fournitures de services financiers, des fournitures par vente d'immeubles qui sont des immobilisations de la personne et des fournitures incluses à la partie V de l'annexe VI) effectuées au Canada par la personne, qui lui sont devenues dues au cours de ses trimestres d'exercice précédents qui ont pris fin pendant cet exercice, ou lui ont été payées au cours de ces trimestres sans qu'elles soient devenues dues;

that is capital property) made by the associate that became due, or was paid without having become due, to the associate in the particular fiscal year of the associate, and

D is the number of days in the particular fiscal year of the associate.

(2) For the purposes of sections 245, 247 and 248, the threshold amount of a particular person for a fiscal quarter of the particular person at any time in a fiscal year of the particular person is an amount equal to the total of

(*a*) the total of all consideration for taxable supplies (other than supplies of financial services and supplies by way of sale of real property that is capital property) made by the particular person that became due, or was paid without having become due, to the particular person in all preceding fiscal quarters of the particular person ending in that year, and

(*b*) the total of all amounts each of which is an amount in respect of a person (in this paragraph referred to as the "associate") associated with the particular person at the beginning of the fiscal quarter equal to the total of all consideration for taxable supplies (other than supplies of financial services and supplies by way of sale of real property that is capital property) that became due, or was paid without having become due, to the associate in all preceding fiscal quarters of the associate ending in the fiscal year of the particular person and before the beginning of the particular fiscal quarter.

qui lui sont devenues dues, ou lui ont été payées sans qu'elles soient devenues dues, au cours de son exercice;

D le nombre de jours de l'exercice.

(2) Pour l'application des articles 245, 247 et 248, le montant déterminant applicable à une personne pour son trimestre d'exercice à un moment de son exercice est égal au total des montants suivants :

a) le total des contreparties des fournitures taxables (sauf des fournitures de services financiers et des fournitures par vente d'immeubles qui sont des immobilisations), effectuées par la personne, qui lui sont devenues dues, ou lui ont été payées sans qu'elles soient devenues dues, au cours de ses trimestres d'exercice précédents se terminant au cours de cet exercice;

b) le total des montants dont chacun représente un montant applicable à l'associé de la personne — s'ils étaient associés au début du trimestre d'exercice — égal au total des contreparties des fournitures taxables (sauf des fournitures de services financiers et des fournitures par vente d'immeubles qui sont des immobilisations) devenues dues à l'associé, ou payées sans qu'elles lui soient devenues dues, au cours de ses trimestres d'exercice précédents se terminant pendant l'exercice de la personne mais avant le début du trimestre d'exercice en question.

paragraph referred to as the "associate") who was associated with the particular person at the beginning of the particular fiscal quarter equal to the total of all consideration for taxable supplies (other than supplies of financial services, supplies by way of sale of real property that is capital property of the associate and supplies included in Part V of Schedule VI), made in Canada by the associate that became due to the associate in the fiscal quarters of the associate that end in the fiscal year of the particular person before the beginning of the particular fiscal quarter or that was paid to the associate in those fiscal quarters of the associate without having become due.

b) le total des montants représentant chacun un montant applicable à un associé de la personne — s'ils étaient associés au début du trimestre d'exercice donné — égal au total des contreparties des fournitures taxables (sauf des fournitures de services financiers, des fournitures par vente d'immeubles qui sont des immobilisations de l'associé et des fournitures incluses à la partie V de l'annexe VI) effectuées au Canada par l'associé, qui lui sont devenues dues au cours de ses trimestres d'exercice qui ont pris fin pendant l'exercice de la personne mais avant le début du trimestre d'exercice donné, ou lui ont été payées au cours de ces trimestres sans qu'elles soient devenues dues.

(2) Subsection (1) applies in determining the threshold amount for any fiscal year, or for any fiscal quarter, commencing after September 1992.

(2) Le paragraphe (1) s'applique au calcul du montant déterminant pour tout exercice ou trimestre d'exercice qui commence après septembre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

107. (1) Section 252 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

107. (1) L'article 252 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-resident rebate in respect of exported goods

252. (1) Where a non-resident person is the recipient of a supply of tangible personal property acquired by the person for use primarily outside Canada, other than

(*a*) used specified tangible personal property acquired by the person by way of purchase for consideration that exceeds the prescribed amount in respect of the property,

(*b*) excisable goods,

(*c*) wine, and

(*d*) gasoline, diesel fuel or other motive fuel, other than such fuel that

(i) is being transported in a vehicle designed for transporting gasoline, diesel fuel or other motive fuel in bulk, and

(ii) is for use otherwise than in the vehicle in which or with which it is being transported,

and the person exports the property within sixty days after it is delivered to the person, the Minister shall, subject to section 252.2,

Remboursement aux non-résidents — produits exportés

252. (1) Dans le cas où une personne non-résidente est l'acquéreur d'une fourniture de biens meubles corporels qu'elle acquiert pour utilisation principale à l'étranger et qu'elle exporte dans les 60 jours suivant le jour où ils lui sont livrés, le ministre rembourse à la personne, sous réserve de l'article 252.2, un montant égal à la taxe qu'elle a payée relativement à la fourniture, sauf si la fourniture porte sur les biens suivants :

a) des biens meubles corporels désignés d'occasion que la personne a achetés pour une contrepartie qui dépasse le montant réglementaire qui leur est applicable;

b) des produits soumis à l'accise;

c) le vin;

d) l'essence, le combustible diesel ou autre carburant, sauf le carburant qui :

(i) d'une part, est transporté dans un véhicule conçu pour le transport en vrac d'essence, de combustible diesel ou d'autre carburant,

Clause 107: (1) Section 252 at present reads as follows:

252. (1) Where a non-resident person pays tax under Division II in respect of a supply of tangible personal property acquired for use primarily outside Canada other than

(*a*) used specified tangible personal property that was acquired by way of purchase for consideration that exceeds the prescribed amount for the property,

(*b*) excisable goods,

(*c*) wine, and

(*d*) gasoline, diesel fuel or other motive fuel other than such fuel that

(i) is being transported in a vehicle designed for transporting gasoline, diesel fuel or other motive fuel in bulk, and

(ii) is for use otherwise than in the vehicle in which or with which it is being transported),

and exports the property within sixty days after receiving the supply, the Minister shall, subject to subsection (3), pay a rebate to the person equal to the amount of the tax paid in respect of the supply.

(2) Where a taxable supply is made in Canada of short-term accommodation provided to a non-resident individual, the Minister shall, subject to subsections (3) and (5), pay a rebate to the individual equal to

(*a*) where the individual paid the tax in respect of the accommodations, the total amount of that tax;

(*b*) where the individual was not required to pay tax in respect of the accommodation and evidence is submitted to the Minister with the application for the rebate to establish the amount of tax paid in respect of the accommodation by another person who acquired the accommodation and supplied it to the individual, the total of that tax, and

(*c*) in any other case, a prescribed amount in respect of the accommodation.

(3) A rebate shall not be paid under subsection (1) or (2) to a person in respect of a supply to the person unless

Article 107, (1). — Modification de l'article 252 et adjonction du passage marqué d'un trait vertical. Texte actuel de l'article 252 :

252. (1) Dans le cas où une personne non résidante paie la taxe prévue à la section II relativement à la fourniture de biens meubles corporels acquis pour être utilisés principalement à l'étranger et exporte les biens dans les 60 jours suivant celui où ils lui sont fournis, le ministre verse à la personne un remboursement égal à la taxe ainsi payée, sauf si la fourniture porte sur les biens suivants :

a) des biens meubles corporels désignés d'occasion qui sont acquis par achat pour une contrepartie qui dépasse le montant réglementaire qui leur est applicable;

b) des produits soumis à l'accise;

c) le vin;

d) l'essence, le combustible diesel ou autre carburant, sauf le carburant qui :

(i) d'une part, est transporté dans un véhicule conçu pour le transport d'essence, de combustible diesel ou autre carburant en vrac,

(ii) d'autre part, est destiné à être utilisé autrement que dans le véhicule dans lequel ou par lequel il est transporté.

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (5), le ministre verse au particulier non résidant qui a reçu la fourniture taxable d'un logement provisoire au Canada un remboursement égal au montant suivant :

a) si le particulier a payé la taxe relativement au logement, le total de cette taxe;

b) si le particulier n'est pas tenu de payer la taxe relativement au logement et si la demande de remboursement est accompagnée de renseignements établissant la taxe payée relativement au logement par une autre personne qui a acquis celui-ci et l'a fourni au particulier, le total de cette taxe;

c) dans les autres cas, le montant visé par règlement.

pay a rebate to the person equal to the tax paid by the person in respect of the supply.

Rebate for artistic works produced for export

(2) Where a non-resident person who is not a registrant

(*a*) acquires particular property or a particular service (other than a service of storing or shipping property) for consumption or use exclusively in the manufacture or production of an original literary, musical, artistic, motion picture or other work in which copyright protection subsists and copies, if any, of that work,

(*b*) is not a consumer of the particular property or service, and

(*c*) is manufacturing or producing the work and all copies of it for export by the non-resident person,

the Minister shall, subject to subsection (3) and section 252.2, pay a rebate to the non-resident person equal to the tax paid by the non-resident person in respect of the acquisition of the particular property or service.

Rebate for goods produced for export

(3) Where a non-resident person who is not a registrant

(*a*) acquires a particular processing service in respect of tangible personal property or acquires particular property or a particular service (other than a service of storing or shipping property) for consumption or use exclusively in the manufacture or production of tangible personal property,

(*b*) is not a consumer of the particular property or service,

(*c*) is manufacturing or producing the tangible personal property exclusively for export by the non-resident person or for supply to another person who is not a registrant and who is acquiring the tangible personal property for export, and

(*d*) whether or not tax was payable by the non-resident person in respect of the acquisition of the particular property or service, paid an amount as or on account of tax in respect of the acquisition,

(ii) d'autre part, est destiné à être utilisé autrement que dans ce véhicule.

Remboursement pour oeuvres artistiques d'exportation

(2) Sous réserve du paragraphe (3) et de l'article 252.2, le ministre rembourse une personne non-résidente qui n'est pas un inscrit si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne acquiert un bien ou un service, sauf un service d'entreposage ou d'expédition, pour consommation ou utilisation exclusive dans le cadre de la fabrication ou de la production d'une oeuvre littéraire, musicale, artistique ou cinématographique originale ou de quelque autre oeuvre originale protégée par le droit d'auteur et, le cas échéant, de reproductions d'une telle oeuvre;

b) la personne n'est pas un consommateur du bien ou du service;

c) la personne fabrique ou produit l'oeuvre, ainsi que ses reproductions, en vue de les exporter.

Le montant remboursable est égal à la taxe payée par la personne relativement à l'acquisition du bien ou du service.

Remboursement pour produits d'exportation

(3) Sous réserve du paragraphe (6) et de l'article 252.2, le ministre rembourse une personne non-résidente qui n'est pas un inscrit si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne acquiert un service de traitement relatif à un bien meuble corporel ou acquiert un bien ou un service, sauf un service d'entreposage ou d'expédition, pour consommation ou utilisation exclusive dans le cadre de la fabrication ou de la production de biens meubles corporels;

b) la personne n'est pas un consommateur du bien ou du service;

c) la personne fabrique ou produit le bien meuble corporel exclusivement pour l'exporter ou pour le fournir à une autre personne qui n'est pas un inscrit et qui l'acquiert pour l'exporter;

d) la personne a payé un montant au titre de la taxe relative à l'acquisition du bien ou du service, indépendamment du fait qu'une taxe était payable ou non par elle relativement à cette acquisition.

(*a*) the person files an application for the rebate within one year after receiving the supply;

(*b*) the application is for a rebate of $20 or more;

(*c*) except where the application is a prescribed application, where the person is an individual, the individual has not made another application under this section in the calendar quarter in which the application is made;

(*d*) where the person is not an individual, the person has not made another application under this section in the calendar month in which the application is made;

(*e*) at the time the application is made, the person is a non-resident person;

(*f*) evidence is provided with the application to establish that the tax was paid in respect of the supply to which the application relates; and

(*g*) where the supply is a supply of goods, evidence is provided with the application to establish that, within sixty days after the person received the supply, the goods accompanied the person on the person's departure from Canada or were exported.

(4) For the purposes of paragraphs (2)(*a*) and (*b*), where a person has aid tax in respect of a supply of a combination of short-term accommo- ation and other property or services, the amount of tax paid in respect of he supply of the accommodation shall be deemed to be equal to

(*a*) if the amount of tax paid in respect of the supply of the accommodation can be substantiated in prescribed manner, the amount so substantiated; or

(*b*) in any other case, an amount calculated in accordance with prescribed rules.

(5) Where

(*a*) a person receives a taxable supply of short-term accommodation and supplies the accommodation to a non-resident individual,

(*b*) the individual assigns, in prescribed form containing prescribed information, to the person the right to any rebate to which the individual would be entitled under subsection (2) in respect of the supply if the conditions under subsection (3) were satisfied,

(*c*) the person files an application for the rebate together with the assignment within one year after the supply is made to the individual, and

(*d*) where the individual was required to pay tax in respect of the accommodation, evidence is provided with the application to establish that the tax was paid,

he following rules apply:

(*e*) the Minister shall pay the rebate to which the individual is entitled in respect of the supply to the person in accordance with the assignment, and

(*f*) the individual is not entitled to any rebate or to any refund or remission of tax in respect of the supply to the individual.

(3) Les remboursements ne sont versés que si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne présente, dans un délai d'un an suivant la fourniture, une demande de remboursement au ministre;

b) la demande fait état d'un remboursement d'au moins 20 $;

c) si la personne est un particulier, elle ne présente pas plus d'une demande par trimestre civil, sauf s'il s'agit d'une demande visée par règlement;

d) si la personne n'est pas un particulier, elle ne présente pas plus d'une demande par mois civil;

e) la personne ne réside pas au Canada au moment de la demande;

f) la demande est accompagnée de documents établissant que la taxe a été payée relativement à la fourniture;

g) s'il s'agit d'une fourniture de produits, la demande est accompagnée de documents établissant que, dans les 60 jours suivant la fourniture, les produits accompagnaient la personne à son départ du Canada ou ont été exportés.

(4) Pour l'application des alinéas (2)*a*) et *b*), dans le cas où une personne a payé la taxe relativement à la fourniture d'un logement provisoire avec d'autres biens ou services, la taxe payée relativement à la fourniture du logement est réputée égale au montant suivant :

a) si le montant de la taxe payée relativement à cette fourniture peut être établi conformément aux modalités réglementaires, le montant ainsi établi;

b) sinon, le montant calculé conformément aux dispositions réglementaires.

(5) Lorsque, à la fois :

a) une personne reçoit la fourniture taxable d'un logement provisoire et fournit celui-ci à un particulier non résidant,

b) le particulier cède à la personne, en la forme et avec les renseignements déterminés par le ministre, le droit au remboursement auquel il aurait droit en application du paragraphe (2) relativement à la fourniture si la condition énoncée au paragraphe (3) était remplie,

c) la personne présente la demande de remboursement, accompagnée de la cession, dans un délai d'un an suivant la fourniture,

d) dans le cas où le particulier était tenu de payer la taxe relativement au logement, la demande est accompagnée de renseignements établissant que la taxe a été payée,

les règles suivantes s'appliquent :

e) le ministre verse à la personne, en conformité avec la cession, le remboursement auquel le particulier a droit relativement à la fourniture;

f) le particulier n'a pas droit à un remboursement ou à une remise de taxe relativement à la fourniture.

the Minister shall, subject to subsection (6) and section 252.2, pay a rebate to the non-resident person equal to that amount.

Le montant remboursable est égal au montant visé à l'alinéa *d*).

Rebate for goods sold to registrant

(4) Where

(*a*) a non-resident person who is not a registrant

(i) acquires tangible personal property or a processing service in respect of tangible personal property,

(ii) makes a supply of the tangible personal property to a registrant who is not deemed under section 180 to have paid tax in respect of a supply of the tangible personal property, and

(iii) whether or not tax was payable by the non-resident person in respect of the acquisition of the property or service, paid an amount as or on account of tax in respect of the acquisition, and

(*b*) section 179 applies to the supply of the property or service made to the non-resident person,

the Minister shall, subject to subsection (6) and section 252.2, pay a rebate to the non-resident person equal to that amount.

(4) Sous réserve du paragraphe (6) et de l'article 252.2, le ministre rembourse une personne non-résidente qui n'est pas un inscrit si les conditions suivantes sont réunies :

a) elle acquiert un bien meuble corporel ou un service de traitement relatif à un tel bien;

b) elle fournit le bien meuble corporel à un inscrit qui n'est pas réputé par l'article 180 avoir payé la taxe relative à une fourniture du bien;

c) elle a payé un montant au titre de la taxe relative à l'acquisition du bien ou du service, indépendamment du fait qu'une taxe était payable ou non par elle relativement à cette acquisition;

d) l'article 179 s'applique à la fourniture du bien ou du service effectuée au profit de la personne.

Le montant remboursable est égal au montant visé à l'alinéa *c*).

Remboursement pour produits vendus à un inscrit

Meaning of "processing service"

(5) For the purposes of subsections (3) and (4), "processing service", in respect of tangible personal property, means

(*a*) performing a manufacturing, production or processing operation on the property;

(*b*) assembling, blending, mixing, cutting to size, diluting, bottling, packaging or repackaging the property or applying coatings or finishes to the property;

(*c*) inspecting, testing, evaluating, repairing or maintaining the property; or

(*d*) recording or storing instructions or data on the property in such manner and form that the instructions or data can be read or processed by data processing equipment.

(5) Pour l'application des paragraphes (3) et (4), les services suivants constituent des services de traitement relatifs à un bien meuble corporel :

a) l'exécution d'une opération de fabrication, de production ou de traitement relativement au bien;

b) l'assemblage, le mélange, la réduction, la dilution, la mise en bouteille, l'emballage et le réemballage du bien et l'application d'enduits ou d'apprêts sur le bien;

c) l'examen, la mise à l'essai, l'évaluation, la réparation et l'entretien du bien;

d) l'enregistrement et le stockage d'instructions ou de données sur le bien d'une manière et sous une forme qui en permettent la lecture ou le traitement au moyen de matériel informatique.

Définition de « service de traitement »

Assignment of rebate

(6) Where the recipient of a supply assigns, in prescribed form containing prescribed information, to the supplier the right

(6) Lorsque l'acquéreur d'une fourniture cède au fournisseur, en présentant les renseignements requis par le ministre en la forme

Cession du droit au remboursement

22159—15

to a rebate under any of subsections (2) to (4) to which the recipient would be entitled in respect of the supply if the recipient paid the tax in respect of the supply and satisfied the conditions of section 252.2, and the supplier pays to, or credits in favour of, the recipient the amount of that tax,

(*a*) the supplier may claim a deduction under subsection 234(2) in respect of the supply equal to that amount; and

(*b*) the recipient is not entitled to any rebate, refund or remission of tax in respect of the supply.

déterminée par celui-ci, le droit au remboursement qu'il pourrait obtenir en vertu de l'un des paragraphes (2) à (4) relativement à la fourniture en payant la taxe afférente et en remplissant les conditions énoncées à l'article 252.2, les règles suivantes s'appliquent si le fournisseur verse cette taxe à l'acquéreur, ou la porte à son crédit :

a) un montant égal à cette taxe est déductible par le fournisseur en vertu du paragraphe 234(2) relativement à la fourniture;

b) l'acquéreur n'a pas droit à un montant remboursable ou à une remise de taxe relativement à la fourniture.

Definitions

252.1 (1) In this section and section 252.2,

"short-term accommodation" includes any type of overnight shelter (other than shelter on a train, trailer, boat or structure that has means of, or is capable of being readily adapted for, self-propulsion) when supplied as part of a tour package that also includes meals, or food therefor, and the services of a guide, but does not include short-term accommodation that is included in that part of a tour package that is not the taxable portion of the tour package within the meaning of subsection 163(3);

"short-term accommodation" « *logement provisoire* »

"tour package" « *voyage organisé* »

"tour package" has the meaning assigned by subsection 163(3), but does not include a tour package that includes a convention facility or related convention supplies.

Définitions

252.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et à l'article 252.2.

« logement provisoire » Sont assimilés à un logement provisoire les gîtes de tout genre (sauf le gîte à bord d'un train, d'une remorque, d'un bateau ou d'une construction muni d'un moyen de propulsion ou pouvant facilement en être muni) fournis dans le cadre d'un voyage organisé qui comprend également les repas, ou les aliments pour les préparer, et les services d'un guide. N'est pas un logement provisoire celui qui est compris dans la partie d'un voyage organisé qui n'en est pas la partie taxable, au sens du paragraphe 163(3).

« logement provisoire » *"short-term accommodation"*

« voyage organisé » S'entend au sens du paragraphe 163(3). N'est pas un voyage organisé celui dans le cadre duquel sont fournis un centre de congrès ou des fournitures liées à un congrès.

« voyage organisé » *"tour package"*

Accommodation rebate to non-resident consumers

(2) Where

(*a*) a non-resident person is the recipient of a supply made by a registrant of short-term accommodation or a tour package that includes short-term accommodation,

(*b*) the accommodation or tour package is acquired by the person otherwise than for use in the course of a business of the person and otherwise than for supply in the ordinary course of a business of the person of making such supplies, and

(2) Sous réserve du paragraphe (8) et de l'article 252.2, le ministre rembourse une personne non-résidente si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne est l'acquéreur de la fourniture, effectuée par un inscrit, d'un logement provisoire ou d'un voyage organisé qui comprend un tel logement;

b) le logement ou le voyage est acquis par la personne à une fin autre que son utilisation dans le cadre de son entreprise et sa fourniture dans le cours normal de son en-

Remboursement pour logement aux consommateurs non-résidents

(*c*) the accommodation is made available to a non-resident consumer thereof,

the Minister shall, subject to subsection (8) and section 252.2, pay a rebate to the person equal to the tax paid by the person in respect of the accommodation.

Accommodation rebate to non-resident suppliers

(3) Where

(*a*) a particular non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V is the recipient of a supply of short-term accommodation or a tour package that includes short-term accommodation,

(*b*) the accommodation or tour package is acquired by the person for supply in the ordinary course of a business of the person of making such supplies,

(*c*) a supply of the accommodation or tour package is made to another non-resident person and payment of the consideration for that supply is made at a place outside Canada at which the supplier, or an agent of the supplier, is conducting business, and

(*d*) the accommodation is made available to a non-resident consumer thereof,

the Minister shall, subject to subsection (8) and section 252.2, pay a rebate to the particular person equal to the tax paid by the particular person in respect of the accommodation.

Tax paid in respect of accommodation

(4) For the purposes of subsection (2), where in an application filed by a person for rebates under that subsection in respect of one or more supplies of short-term accommodation that is not included in a tour package and in respect of which tax was paid by the person, the person elects to have any of those rebates determined in accordance with the formula set out in this subsection, the amount of tax paid in respect of each of those supplies of short-term accommodation shall be deemed to be equal to the amount determined by the formula

A x $5

where A is the total number of nights for which that short-term accommodation is

treprise qui consiste à effectuer de telles fournitures;

c) le logement est mis à la disposition d'un consommateur non-résident.

Le montant remboursable est égal à la taxe payée par la personne relativement au logement.

Remboursement pour logement aux fournisseurs non-résidents

(3) Sous réserve du paragraphe (8) et de l'article 252.2, le ministre rembourse une personne non-résidente si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne — qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V — est l'acquéreur de la fourniture d'un logement provisoire ou d'un voyage organisé qui comprend un tel logement;

b) le logement ou le voyage est acquis par la personne pour fourniture dans le cours normal de son entreprise qui consiste à effectuer de telles fournitures;

c) le logement ou le voyage est fourni à une autre personne non-résidente, et la contrepartie de cette fourniture est versée à l'étranger, là où le fournisseur, ou son mandataire, mène ses affaires;

d) le logement est mis à la disposition d'un consommateur non-résident.

Le montant remboursable est égal à la taxe payée par la personne relativement au logement.

Taxe applicable au logement provisoire

(4) Pour l'application du paragraphe (2), lorsqu'une personne fait un choix, dans une demande présentée en vue d'obtenir des remboursements aux termes de ce paragraphe relativement à au moins une fourniture de logements provisoires non compris dans un voyage organisé et pour laquelle elle a payé la taxe, pour que tout ou partie des montants remboursables soient calculés selon la formule énoncée ci-après, la taxe payée relativement à chacune de ces fournitures est réputée égale au résultat du calcul suivant :

A x 5 $

où :

A représente le nombre de nuits pour lesquelles le logement est mis à la disposition

made available under the agreement for the supply.

Tax paid in respect of tour package

(5) Where a person files an application in which a rebate under subsection (2) or (3) is claimed in respect of one or more supplies of tour packages that include short-term accommodation and in respect of which tax was paid by the person, for the purposes of that subsection, the amount of tax paid in respect of the accommodation shall, for each of those tour packages, be deemed to be equal to

(*a*) where subsection (2) applies and the person elects in that application to have any of those rebates determined in accordance with the formula set out in this paragraph, the amount determined by the formula

$$A \times \$5$$

where A is the total number of nights for which short-term accommodation included in that tour package is made available under the agreement for the supply; and

(*b*) in any other case, the amount determined by the formula

$$\frac{B}{C} \times \frac{D}{2}$$

where

B is the total number of nights for which short-term accommodation included in that tour package is made available under the agreement for the supply of that tour package,

C is the number of nights that are spent in Canada by the consumer of that tour package during the period commencing on the earlier of the first day on which overnight lodging included in the tour package is made available to the consumer and the first day any overnight transportation service included in the tour package is rendered to the consumer and ending on the later of the last day such lodging is made available to the consumer and the last day any such transportation service is rendered to the consumer, and

d'un consommateur aux termes de la convention portant sur la fourniture.

Taxe applicable au voyage organisé

(5) Lorsqu'une personne présente une demande en vue d'obtenir un remboursement aux termes des paragraphes (2) ou (3) relativement à au moins une fourniture de voyages organisés qui comprend des logements provisoires et pour laquelle elle a payé la taxe, la taxe payée relativement aux logements est réputée, pour l'application de ces paragraphes et pour chacun des voyages, égale au résultat du calcul suivant :

a) lorsque le paragraphe (2) s'applique et que la personne choisit dans cette demande que tout ou partie des montants remboursables soient calculés selon la formule suivante :

$$A \times 5\ \$$$

où :

A représente le nombre de nuits pour lesquelles le logement provisoire compris dans le voyage a été mis à la disposition d'un consommateur aux termes de la convention portant sur la fourniture;

b) dans les autres cas :

$$\frac{B}{C} \times \frac{D}{2}$$

où :

B représente le nombre de nuits pour lesquelles le logement provisoire compris dans le voyage a été mis à la disposition d'un consommateur aux termes de la convention portant sur la fourniture,

C le nombre de nuits passées au Canada par le consommateur du voyage au cours de la période allant du premier en date du premier jour où un gîte compris dans le voyage est mis à sa disposition et du premier jour où un service de transport de nuit compris dans le voyage lui est rendu jusqu'au dernier en date du dernier jour où un tel gîte est mis à sa disposition et du dernier jour où un tel service de transport lui est rendu,

D is the tax paid by the person in respect of the supply of that tour package.

D la taxe payée par la personne relativement à la fourniture du voyage organisé.

Multiple supplies of accommodation for the same night

(6) For the purposes of determining a rebate under subsection (2) to a person in accordance with the formula set out in subsection (4), where a registrant makes a particular supply to the person of short-term accommodation that is made available to the person for any night, any other supply by the registrant to the person of short-term accommodation that is made available to the person for the same night shall be deemed not to be a supply separate from the particular supply.

Plusieurs logements provisoires pour la même nuit

(6) Aux fins du calcul, selon le paragraphe (4), du montant auquel une personne a droit, même si un inscrit fournit à la personne plus d'un logement provisoire qui est mis à la disposition de celle-ci pour une même nuit, l'inscrit est réputé ne lui en avoir fourni qu'un.

Idem

(7) For the purposes of determining a rebate under subsection (2) to a person in accordance with the formula set out in paragraph (5)(*a*), where a registrant makes a supply to the person of a particular tour package that includes short-term accommodation that is made available to the person for the same night as that for which short-term accommodation included in another tour package supplied by the registrant to the person is made available, all the accommodation made available to the person for that night shall be deemed to be included in the particular tour package and not in any other tour package.

Idem

(7) Aux fins du calcul, selon l'alinéa (5)*a*), du montant auquel une personne a droit, même si un inscrit fournit à une personne plus d'un voyage organisé comprenant chacun un logement provisoire qui est mis à la disposition de celle-ci pour une même nuit, les logements mis à la disposition de la personne pour cette nuit sont réputés compris dans un seul voyage.

Rebate paid by registrant

(8) Where

(*a*) a registrant makes a supply of short-term accommodation or a tour package that includes short-term accommodation to a non-resident recipient who is the consumer of the accommodation or who is acquiring the accommodation or tour package for supply in the ordinary course of a business of the recipient of making such supplies,

(*b*) the registrant pays to, or credits in favour of, the recipient an amount on account of a rebate under subsection (2) or (3) to which the recipient would be entitled in respect of the accommodation if the recipient had paid the tax in respect of the supply and had satisfied the conditions of section 252.2,

(*c*) the amount paid or credited is equal to

Remboursement par l'inscrit

(8) Un inscrit peut demander la déduction prévue au paragraphe 234(2) au titre d'un montant versé à un acquéreur non-résident, ou porté à son crédit, si les conditions suivantes sont réunies :

a) l'inscrit fournit un logement provisoire ou un voyage organisé qui comprend un tel logement à l'acquéreur, lequel est le consommateur du logement ou acquiert le logement ou le voyage pour le fournir dans le cours normal de son entreprise qui consiste à effectuer de telles fournitures;

b) l'inscrit verse à l'acquéreur, ou porte à son crédit, un montant au titre d'un remboursement, prévu aux paragraphes (2) ou (3), qui pourrait être versé à l'acquéreur relativement au logement s'il payait la taxe afférente et remplissait les conditions énoncées à l'article 252.2;

(i) in the case of a supply of a tour package, the amount that would be determined in respect of the supply under paragraph (5)(*b*), and

(ii) in the case of a supply of short-term accommodation that is not part of a tour package, the tax paid by the recipient in respect of the supply, and

(*d*) in the case of a rebate under subsection (2),

(i) payment of the consideration for the supply is made at a place outside Canada at which the registrant, or an agent of the registrant, is conducting business, or

(ii) where the accommodation is supplied as part of a tour package that includes other property or services (other than meals or property or services that are provided or rendered by the person who provides the accommodation and in connection with it), a deposit of at least 20% of the total consideration for the tour package is paid

(A) by the recipient to the registrant at least 14 days before the first day on which any short-term accommodation included in the tour package is made available under the agreement for the supply of the tour package, and

(B) by means of a credit card or charge card issued by, or a cheque, draft or other bill of exchange drawn on an account outside Canada with, a non-resident institution that is a bank, cooperative credit society, trust company or similar institution,

the registrant may claim a deduction under subsection 234(2) in respect of the amount paid or credited, and the recipient is not entitled to any rebate or to any refund or remission of tax in respect of the accommodation.

Deposit paid by credit card

(9) For the purposes of subsection (8), where the payment of a deposit in respect of a supply is effected by the crediting of an account of the supplier by the issuer of a credit card or charge card of the recipient, the deposit shall be deemed not to have been paid before the account is so credited.

c) le montant versé à la personne, ou porté à son crédit, est égal au montant suivant :

(i) dans le cas d'une fourniture de voyage organisé, le montant qui serait calculé selon l'alinéa (5)*b*) relativement à la fourniture,

(ii) dans le cas d'une fourniture de logement provisoire non compris dans un voyage organisé, la taxe payée par l'acquéreur relativement à la fourniture;

d) dans le cas d'un remboursement prévu au paragraphe (2) :

(i) soit la contrepartie de la fourniture est versée à l'étranger, là où l'inscrit, ou son mandataire, mène ses affaires,

(ii) soit, si le logement est fourni dans le cadre d'un voyage organisé qui comprend des biens ou des services autres que les repas, les biens ou les services livrés ou rendus par la personne qui le fournit et relativement au logement, un acompte d'au moins 20 % de la contrepartie du voyage organisé est versé :

(A) par l'acquéreur à l'inscrit au moins quatorze jours avant le premier jour où un logement provisoire compris dans le voyage est mis à la disposition d'un consommateur aux termes de la convention portant sur la fourniture du voyage,

(B) au moyen d'une carte de crédit ou de paiement émise par une institution non-résidente — banque, association coopérative de crédit, compagnie de fiducie ou institution semblable — ou au moyen d'un chèque, d'une traite ou autre lettre de change tiré sur un compte à l'étranger auprès d'une telle institution.

Pour sa part, l'acquéreur n'a pas droit à un montant remboursable ou à une remise de taxe relativement au logement.

Acompte payé par carte de crédit

(9) Pour l'application du paragraphe (8), l'acompte relatif à une fourniture qui est porté au crédit d'un compte du fournisseur par l'émetteur d'une carte de crédit ou de paiement de l'acquéreur est réputé ne pas être payé tant que le compte n'est pas crédité.

Restriction

252.2 A rebate shall not be paid under section 252 or subsection 252.1(2) or (3) to a person unless

(*a*) the person files an application for the rebate within one year after

(i) in the case of a rebate under subsection 252(1), the day the person exports the property to which the rebate relates,

(ii) in the case of a rebate under subsection 252(2), the day the tax to which the rebate relates became payable, and

(iii) in any other case, the last day any tax to which the rebate relates became payable;

(*b*) except where the application is a prescribed application, where the person is an individual, the individual has not made another application under this section in the calendar quarter in which the application is made;

(*c*) where the person is not an individual, the person has not made another application under this section in the calendar month in which the application is made;

(*d*) at the time the application is made, the person is non-resident;

(*e*) the total of all rebates for which the application is made is at least $7;

(*f*) the total of all rebates for which the application is made that are in respect of short-term accommodation not included in a tour package and that are determined in accordance with the formula set out in subsection 252.1(4) does not exceed $75; and

(*g*) the total of all rebates for which the application is made that are in respect of tour packages and that are determined in accordance with the formula set out in paragraph 252.1(5)(*a*) does not exceed $75.

Rebate for non-resident exhibitors

252.3 Where a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V is the recipient of a supply by way of lease, licence or similar arrangement of real property that is acquired by the person ex-

Restriction

252.2 Le remboursement prévu à l'article 252 ou aux paragraphes 252.1(2) ou (3) n'est effectué au profit d'une personne que si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne en fait la demande dans l'année suivant :

(i) dans le cas d'un remboursement visé au paragraphe 252(1), le jour où la personne exporte le bien auquel le remboursement se rapporte,

(ii) dans le cas d'un remboursement visé au paragraphe 252(2), le jour où la taxe à laquelle le remboursement se rapporte devient payable,

(iii) dans les autres cas, le dernier jour où une taxe à laquelle le remboursement se rapporte devient payable;

b) sauf si la demande est visée par règlement, la personne, qui est un particulier, n'a pas fait d'autres demandes en vertu du présent article au cours du trimestre civil où elle fait la demande en question;

c) la personne, sauf un particulier, n'a pas fait d'autres demandes en vertu du présent article au cours du mois où elle fait la demande en question;

d) la personne est une non-résidente au moment où elle fait la demande;

e) le total des montants réclamés dans la demande s'élève à au moins 7 $;

f) le total des montants réclamés dans la demande qui se rapportent au logement provisoire non compris dans un voyage organisé et qui sont calculés selon la formule figurant au paragraphe 252.1(4) ne dépasse pas 75 $;

g) le total des montants réclamés dans la demande qui se rapportent à des voyages organisés et qui sont calculés selon la formule figurant à l'alinéa 252.1(5)*a*) ne dépasse pas 75 $.

Remboursement aux exposants non-résidents

252.3 Lorsqu'une personne non-résidente et non inscrite aux termes de la sous-section d de la section V est l'acquéreur de la fourniture par bail, licence ou accord semblable d'un immeuble qu'elle acquiert pour

clusively for use as a site for the promotion, at a convention, of property or services supplied by, or a business of, the person, the Minister shall, on the application of the person filed within one year after the day the convention ends, pay to the person

(*a*) a rebate equal to the tax paid by the person in respect of that supply; and

(*b*) a rebate equal to the tax paid by the person in respect of a supply to the person of related convention supplies in respect of the convention.

utilisation exclusive comme lieu pour la promotion, lors d'un congrès, de son entreprise ou de biens ou de services qu'elle fournit, le ministre rembourse à la personne, sur présentation par celle-ci d'une demande au cours de l'année suivant le jour du congrès, les montants suivants :

a) un montant égal à la taxe payée par la personne relativement à cette fourniture;

b) un montant égal à la taxe payée par la personne relativement à des fournitures liées au congrès, effectuées à son profit.

Rebate in respect of foreign convention

252.4 (1) Where a sponsor of a foreign convention pays tax in respect of

(*a*) a supply of property or services relating to the convention made by a registrant who is the organizer of the convention,

(*b*) a supply, made by a registrant who is not the organizer of the convention, of property or services that are acquired for consumption, use or supply by the sponsor as related convention supplies or of the convention facility, or

(*c*) property or services that are imported by the sponsor for consumption, use or supply by the sponsor as related convention supplies,

the Minister shall, subject to subsection (2) and on the application of the sponsor filed within one year after the day the convention ends, pay a rebate to the sponsor equal to

(*d*) in the case of a supply made by the organizer, the tax paid by the sponsor calculated on that part of the consideration for the supply that is reasonably attributable to the convention facility or related convention supplies, and

(*e*) in any other case, the tax paid by the sponsor in respect of the supply or importation.

Remboursement au promoteur d'un congrès étranger

252.4 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le ministre rembourse le promoteur d'un congrès étranger, sur présentation par celui-ci d'une demande au cours de l'année suivant le jour du congrès, dans le cas où le promoteur paie la taxe relative aux fournitures ou aux importations suivantes :

a) la fourniture de biens ou de services liés au congrès, effectuée par un inscrit qui est l'organisateur du congrès;

b) la fourniture, effectuée par un inscrit autre que l'organisateur du congrès, du centre de congrès, ou de biens ou de services acquis pour consommation, utilisation ou fourniture par le promoteur à titre de fournitures liées au congrès;

c) l'importation par le promoteur de biens ou services en vue de leur consommation, utilisation ou fourniture par lui à titre de fournitures liées au congrès.

Le montant remboursable est égal au montant suivant :

d) dans le cas d'une fourniture effectuée par l'organisateur, la taxe payée par le promoteur, calculée sur la partie de la contrepartie de la fourniture imputable au centre de congrès ou à des fournitures liées au congrès;

e) dans les autres cas, la taxe payée par le promoteur relativement à la fourniture ou à l'importation.

Rebate paid by organizer

(2) Where a registrant who is the organizer of a foreign convention pays to, or credits in favour of, the sponsor of the convention an

Remboursement par l'organisateur

(2) L'inscrit – organisateur d'un congrès étranger – qui verse au promoteur du congrès, ou porte à son crédit, un montant au

amount on account of a rebate under subsection (1) to which the sponsor would be entitled in respect of a supply made by the registrant to the sponsor if the sponsor had paid the tax in respect of the supply and had applied for the rebate in accordance with that subsection, the registrant may claim a deduction under subsection 234(2) in respect of the amount paid or credited, and the sponsor is not entitled to any rebate, refund or remission in respect of the tax to which the amount relates.

titre du remboursement prévu au paragraphe (1) peut demander la déduction prévue au paragraphe 234(2) au titre de ce montant que le promoteur pourrait obtenir relativement à une fourniture qu'il acquiert de l'inscrit en payant la taxe afférente et en demandant le remboursement en conformité avec le paragraphe (1). Pour sa part, le promoteur n'a pas droit à un remboursement ou à une remise de la taxe à laquelle le montant se rapporte.

Rebate to organizer

(3) Where an organizer of a foreign convention who is not registered under Subdivision d of Division V pays tax in respect of a supply or importation of the convention facility or related convention supplies, the Minister shall, on the application of the organizer filed within one year after the day the convention ends, pay a rebate to the organizer equal to the tax paid by the organizer in respect of the supply or importation.

(3) Le ministre rembourse l'organisateur d'un congrès étranger qui n'est pas inscrit aux termes de la sous-section d de la section V et qui paie la taxe relative à la fourniture du centre de congrès ou de fournitures liées au congrès ou relative à l'importation de telles fournitures. Le montant est remboursé sur présentation d'une demande de l'organisateur au cours de l'année suivant la fin du congrès et correspond à la taxe payée par l'organisateur relativement à la fourniture ou à l'importation.

Remboursement à l'organisateur

Rebate paid by supplier

(4) Where

(*a*) a person who is

(i) the organizer of a foreign convention and who is not registered under Subdivision d of Division V, or

(ii) the sponsor of a foreign convention

is the recipient of

(iii) a taxable supply of the convention facility, or related convention supplies, made by the operator of the facility who is not the organizer of the convention, or

(iv) a taxable supply, made by a registrant other than the organizer of the convention, of short-term accommodation that is acquired by the person exclusively for supply in connection with the convention, and

(*b*) the operator of the facility or supplier of accommodation pays to, or credits in favour of, the person an amount on account of a rebate to which the person would be entitled under subsection (1) or (3) in respect of the supply of the facility or accommodation, as the case may be, if

(4) L'exploitant d'un centre de congrès ou le fournisseur d'un logement provisoire peut demander la déduction prévue au paragraphe 234(2) au titre du montant visé à l'alinéa *b*) et versé à une personne — organisateur d'un congrès étranger qui n'est pas inscrit aux termes de la sous-section d de la section V ou promoteur d'un tel congrès —, ou porté à son crédit, si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne est l'acquéreur d'une des fournitures suivantes :

(i) la fourniture taxable du centre de congrès, ou des fournitures liées au congrès, effectuées par l'exploitant du centre qui n'est pas l'organisateur du congrès,

(ii) la fourniture taxable, effectuée par un inscrit autre que l'organisateur du congrès, du logement provisoire que la personne acquiert exclusivement pour fourniture dans le cadre du congrès;

b) l'exploitant du centre de congrès ou le fournisseur du logement verse à la personne, ou porte à son crédit, un montant

Remboursement par le fournisseur

the person had paid the tax in respect of the supply and had applied for the rebate in accordance with that subsection,

the operator or supplier of accommodation, as the case may be, may claim a deduction under subsection 234(2) in respect of the amount paid or credited, and the person is not entitled to any rebate, refund or remission in respect of the tax to which the amount relates.

Liability for amount paid or credited

252.5 Where, under section 252, 252.1 or 252.4, a registrant at a particular time pays to, or credits in favour of, a person an amount on account of a rebate and

(*a*) the person does not satisfy the condition (in this section referred to as the "eligibility condition") that the person would have been entitled to the rebate if the person had paid the tax to which the amount relates and had satisfied the conditions of section 252.2 or, in the case of a rebate under subsection 252.4(1), had applied for the rebate within the time limited by that subsection for filing an application for the rebate, or

(*b*) the amount paid or credited exceeds the rebate to which the person would have been so entitled, which excess is referred to in this section as the "excess amount",

the following rules apply:

(*c*) where, at the particular time, the registrant knows or ought to know that the person does not satisfy the eligibility condition or that the amount paid or credited exceeds the rebate to which the person is entitled, the registrant and the person are jointly and severally liable to pay to the Receiver General under section 264 the amount or excess amount, as the case may be, as if it had been paid at the particular time as a rebate under this Division to the registrant and the person, and

(*d*) in any other case, the person is liable to pay to the Receiver General under section 264 the amount or excess amount, as the case may be, as if it had been paid at

au titre du remboursement que la personne pourrait obtenir en vertu des paragraphes (1) ou (3) relativement à la fourniture du centre ou du logement en payant la taxe afférente et en demandant le remboursement en conformité avec ces paragraphes.

Pour sa part, la personne n'a pas droit à un remboursement ou à une remise de la taxe à laquelle le montant se rapporte.

Obligation solidaire

252.5 Lorsque, en vertu des articles 252, 252.1 ou 252.4, un inscrit verse à un moment donné à une personne, ou porte à son crédit, un montant au titre du remboursement et que, selon le cas :

a) la personne ne remplit pas la condition (appelée « condition d'admissibilité » au présent article) selon laquelle elle pourrait obtenir le remboursement en payant la taxe à laquelle le montant se rapporte et en remplissant les conditions énoncées à l'article 252.2 ou, dans le cas du remboursement prévu au paragraphe 252.4(1), en demandant le remboursement dans le délai imparti,

b) le montant versé à la personne, ou porté à son crédit, excède le montant remboursable qu'elle pourrait ainsi obtenir,

les règles suivantes s'appliquent :

c) dans le cas où, au moment donné, l'inscrit sait ou devrait savoir que la personne ne remplit pas la condition d'admissibilité ou que le montant versé à la personne, ou porté à son crédit, excède le montant remboursable auquel elle a droit, l'inscrit et la personne sont solidairement tenus de payer au receveur général en application de l'article 264 le montant ou l'excédent, selon le cas, comme s'ils leur avaient été versés au moment donné, à titre de remboursement en vertu de la présente section;

d) dans les autres cas, la personne est tenue de payer au receveur général en application de l'article 264 le montant ou l'excédent, selon le cas, comme s'ils avaient été versés, au moment donné, à titre de remboursement en vertu de la présente section.

the particular time to the person as a rebate under this Division.

(2) Subsections 252(3) to (6) of the said Act, as enacted by subsection (1), are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les paragraphes 252(3) à (6) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Assignment of rebate

(3) Where the recipient of a supply assigns, in prescribed form containing prescribed information, to the supplier the right to a rebate under subsection (2) to which the recipient would be entitled in respect of the supply if the recipient paid the tax in respect of the supply and satisfied the conditions of section 252.2, and the supplier pays to, or credits in favour of, the recipient the amount of that tax,

(*a*) the supplier may claim a deduction under subsection 234(2) in respect of the supply equal to that amount; and

(*b*) the recipient is not entitled to any rebate, refund or remission of tax in respect of the supply.

Cession du droit au remboursement

(3) Lorsque l'acquéreur d'une fourniture cède au fournisseur, en présentant les renseignements requis par le ministre en la forme déterminée par celui-ci, le droit au remboursement qu'il pourrait obtenir en vertu du paragraphe (2) relativement à la fourniture en payant la taxe afférente et en remplissant les conditions énoncées à l'article 252.2, les règles suivantes s'appliquent si le fournisseur verse cette taxe à l'acquéreur, ou la porte à son crédit :

a) un montant égal à cette taxe est déductible par le fournisseur en application du paragraphe 234(2) relativement à la fourniture;

b) l'acquéreur n'a pas droit à un remboursement ou à une remise de taxe relativement à la fourniture.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) in applying subsection 252(2) of the said Act, as enacted by subsection (1), before October 1992, the reference therein to subsection 252(3) shall be read as a reference to subsection 252(6);

(*b*) in applying section 252.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), to a supply of a tour package that does not include any short-term accommodation that is made available, under the agreement for the supply, after November 5, 1991, the definition "short-term accommodation" in subsection 252.1(1) shall be read as follows:

"short-term accommodation" does not include short-term accommodation that is included in the part of a tour package that is not the taxable portion of the tour package within the meaning assigned by subsection 163(3);

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) pour l'application du paragraphe 252(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), avant octobre 1992, la mention du paragraphe 252(3) qui s'y trouve vaut mention du paragraphe 252(6);**

***b*) pour l'application de l'article 252.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), à la fourniture d'un voyage organisé n'offrant pas de logement provisoire, aux termes de la convention portant sur la fourniture, après le 5 novembre 1991, la définition de « logement provisoire » au paragraphe 252.1(1) est remplacée par ce qui suit :**

« logement provisoire » N'est pas un logement provisoire celui qui est compris dans la partie d'un voyage organisé qui n'en est pas la partie taxable, au sens du paragraphe 163(3).

(*c*) in respect of any rebate the application for which is filed before November 6, 1991,

(i) section 252.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to subsections 252.1(5) to (7) and (9),

(ii) subsection 252.1(4) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(4) For the purposes of subsections (2), (3) and (8), where a person has paid tax in respect of a supply of a combination of short-term accommodation and other property or services, the amount of tax paid in respect of the accommodation shall be deemed to be equal to

(*a*) if the amount of tax paid in respect of the supply of the accommodation can be substantiated in prescribed manner, the amount so substantiated; and

(*b*) in any other case, an amount calculated in accordance with prescribed rules.

and

(iii) section 252.2 of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to paragraphs (*f*) and (*g*) thereof;

(*d*) in respect of amounts paid or credited before November 6, 1991 to a person on account of a rebate,

(i) paragraph 252.1(8)(*c*) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(*c*) the amount paid or credited is equal to the tax paid by the person in respect of the accommodation, and

and

(ii) paragraph 252.1(8)(*d*) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(*d*) in the case of a rebate under subsection (2), payment of the consideration for the supply is made at a place outside Canada at which the supplier, or an agent of the supplier, conducts business,

(*c*) pour ce qui est des remboursements demandés avant le 6 novembre 1991 :

(i) l'article 252.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu des paragraphes 252.1(5) à (7) et (9),

(ii) le paragraphe 252.1(4) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

(4) Pour l'application des paragraphes (2), (3) et (8), lorsqu'une personne a payé la taxe relative à la fourniture d'un logement provisoire avec d'autres biens ou services, la taxe payée relativement au logement est réputée égale au montant suivant :

(*a*) si le montant de la taxe payée relativement à la fourniture du logement peut être établi conformément aux modalités réglementaires, le montant ainsi établi;

(*b*) sinon, le montant calculé conformément aux dispositions réglementaires.

(iii) l'article 252.2 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu des alinéas 252.2(*f*) et (*g*);

(*d*) pour ce qui est des montants versés à une personne, ou portés à son crédit, avant le 6 novembre 1991 au titre d'un remboursement :

(i) l'alinéa 252.1(8)(*c*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

(*c*) le montant ainsi versé à la personne, ou ainsi porté à son crédit, est égal à la taxe qu'elle a payée relativement au logement;

(ii) l'alinéa 252.1(8)(*d*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

(*d*) dans le cas d'un remboursement prévu au paragraphe (2), la contrepartie de la fourniture est versée à l'étranger, là où le fournisseur, ou son mandataire, mène ses affaires;

and

(*e*) in applying section 252.2 of the said Act, as enacted by subsection (1), before October 1992, the reference therein to subsection 252(2) shall be read as a reference to "any of subsections 252(2) to (4)".

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

108. (1) Subsections 253(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Employees and partners

253. (1) Where

(*a*) an individual who is a member of a partnership that is a registrant or who is an employee of a registrant (other than a listed financial institution) acquires or imports

(i) a musical instrument, motor vehicle or aircraft, or

(ii) any other property or a service,

(*b*) tax is payable by the individual in respect of the acquisition or importation, and

(*c*) in the case of an acquisition or importation of a musical instrument, the individual is not entitled to claim an input tax credit in respect of the instrument,

the Minister shall, subject to subsections (2) and (3), pay a rebate in respect of the property or service to the individual for each calendar year equal to the amount determined by the formula

A x B

where

A is the tax fraction on the last day of the year, and

B is an amount equal to

(*a*) the capital cost allowance in respect of the instrument, vehicle or aircraft,

(*b*) the amount in respect of the acquisition and importation of the other property imported by the individual (not exceeding the total of the value of that property determined under section 215 and the tax calculated on it), or

e) **pour l'application de l'article 252.2 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), avant octobre 1992, la mention du paragraphe 252(2) qui s'y trouve vaut mention des paragraphes 252(2) à (4).**

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, ch. 45, par. 12(1)

108. (1) Les paragraphes 253(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Salariés et associés

253. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le ministre rembourse un particulier — associé d'une société de personnes, laquelle est un inscrit, ou salarié d'un inscrit autre qu'une institution financière désignée — pour chaque année civile relativement à un bien ou à un service, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le particulier acquiert ou importe :

(i) soit un instrument de musique, un véhicule à moteur ou un aéronef,

(ii) soit un autre bien ou un service;

b) la taxe est payable par le particulier relativement à l'acquisition ou à l'importation;

c) dans le cas de l'acquisition ou de l'importation d'un instrument de musique, le particulier n'a pas droit au crédit de taxe sur les intrants afférent.

Le montant remboursable correspond au résultat du calcul suivant :

A x B

où :

A représente la fraction de taxe le dernier jour de l'année;

B l'un des montants suivants, déduit en application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu du particulier pour l'année tiré d'une charge ou d'un emploi ou provenant de la société et pour lequel le particulier n'a pas reçu d'allocation d'une personne, exception faite d'une allocation que celle-ci ne considère pas, selon l'attestation qu'elle a faite en la forme

Clause 108: (1) Subsections 253(1) and (2) at present read as follows:

253. (1) Where tax is payable in respect of

(*a*) the acquisition or importation of an automobile, an aircraft or a musical instrument, or

(*b*) the supply of any other property or a service,

by an individual who is a member of a partnership that is a registrant or who is an employee of a registrant (other than a listed financial institution), and the individual is not entitled to claim an input tax credit in respect of the tax, subject to subsections (2) and (3), the Minister shall pay a rebate for each calendar year to the individual equal to the amount determined by the formula

A x (B - C)

where

A is the tax fraction on the last day of the year,

B is the total of all amounts each of which is

(*a*) the capital cost allowance in respect of the automobile, aircraft or musical instrument, or

(*b*) the consideration or part thereof for the supply of the other property or service,

that was deducted under the *Income Tax Act* in computing the individual's income for the year from employment or from the partnership, as the case may be, and

C is the total of all amounts each of which is an amount

(*a*) included in the total determined for B, and

(*b*) in respect of which the individual received an allowance or reimbursement from any other person.

(2) The rebate payable for a calendar year under subsection (1) to an individual who is a member of a partnership shall not exceed the amount that would be an input tax credit of the partnership for its last fiscal year ending in that calendar year if

(*a*) each property referred to in paragraph (1)(*a*) of the individual were a property of the partnership;

(*b*) the capital cost allowance deductible in respect of that property under the *Income Tax Act* in computing the individual's income from the partnership for that calendar year were the capital cost allowance so deductible in computing the income of the partnership for that last fiscal year;

(*c*) the consideration for the supply of each property or service referred to in paragraph (1)(*b*) that was deductible under the *Income Tax Act* in

Article 108, (1). — Texte actuel des paragraphes 253(1) et (2) :

253. (1) Dans le cas où une taxe est payable relativement à l'acquisition ou à l'importation d'une automobile, d'un aéronef ou d'un instrument de musique ou relativement à la fourniture d'un autre bien ou service, par un particulier — associé d'une société de personnes qui est un inscrit ou salarié d'un inscrit (sauf une institution financière désignée) — et où le particulier n'a pas droit au crédit de taxe sur les intrants relatif à la taxe, le ministre verse au particulier pour chaque année civile un remboursement calculé selon la formule suivante :

A x (B - C)

où :

A représente la fraction de taxe applicable le dernier jour de l'année;

B le total des montants dont chacun représente soit la déduction pour amortissement applicable à l'automobile, à l'aéronef ou à l'instrument de musique, soit tout ou partie de la contrepartie de la fourniture de l'autre bien ou service, qui est déduite en application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu du particulier pour l'année tiré d'un emploi ou de la société;

C le total des montants dont chacun représente un montant inclus dans le total calculé à l'élément B et pour lequel le particulier a reçu une indemnité ou un remboursement d'une autre personne.

(2) Le remboursement payable pour une année civile au particulier qui est un associé d'une société de personnes ne peut dépasser le montant qui correspondrait au crédit de taxe sur les intrants de la société pour son dernier exercice se terminant au cours de l'année civile si, à la fois :

a) chaque automobile, aéronef ou instrument de musique de l'associé était un bien de la société;

b) la déduction pour amortissement déductible pour un tel bien aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu de l'associé provenant de la société pour l'année civile constituait la déduction pour amortissement ainsi déductible dans le calcul du revenu de la société pour cet exercice;

c) la contrepartie de la fourniture de chaque bien ou service, autre qu'une automobile, un aéronef ou un instrument de musique, qui est déductible aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu de l'associé provenant de la société pour cette année constituait la contrepartie payable par la société pour la fourniture à celle-ci d'un tel bien ou service;

d) le montant de taxe payable par la société au cours de cet exercice relativement à cette fourniture était calculé selon la formule suivante :

A x (B - C)

(*c*) the amount in respect of

(i) the supply by way of lease, licence or similar arrangement of the instrument, vehicle or aircraft,

(ii) the supply of the service, or

(iii) the supply in Canada of the other property,

as the case may be, that was deducted under the *Income Tax Act* in computing the individual's income for the year from an office or employment or from the partnership, as the case may be, and in respect of which the individual did not receive an allowance from a person, other than an allowance in respect of which the person certifies, in prescribed form containing prescribed information, that, at the time the allowance was paid, the person did not consider

(*d*) the allowance to be a reasonable allowance for the purposes of subparagraph 6(1)(*b*)(v), (vi), (vii) or (vii.1) of that Act, or

(*e*) where that person is a partnership of which the individual is a member, that the allowance would be a reasonable allowance for the purposes of subparagraph 6(1)(*b*)(v), (vi), (vii) or (vii.1) of that Act if the individual were an employee of that partnership at that time.

déterminée par le ministre et contenant les renseignements requis, comme étant, au moment de son versement, soit une allocation raisonnable pour l'application des sous-alinéas 6(1)*b*)(v), (vi), (vii) ou (vii.1) de cette loi, soit, si cette personne est une société dont le particulier est un associé, une allocation qui serait une allocation raisonnable pour l'application des sous-alinéas 6(1)*b*)(v), (vi), (vii) ou (vii.1) de cette loi si le particulier était un salarié de cette société à ce moment :

a) la déduction pour amortissement applicable à l'instrument de musique, au véhicule ou à l'aéronef;

b) le montant relatif à l'acquisition ou à l'importation de l'autre bien importé par le particulier, n'excédant pas le total de la valeur de ce bien, déterminée selon l'article 215, et de la taxe calculée sur cette valeur;

c) le montant relatif à la fourniture par bail, licence ou accord semblable de l'instrument de musique, du véhicule ou de l'aéronef, à la fourniture du service ou à la fourniture au Canada de l'autre bien, selon le cas.

Restriction on rebate to partner

(2) The rebate in respect of property or a service payable under subsection (1) for a calendar year to an individual who is a member of a partnership shall not exceed the amount that would be an input tax credit of the partnership in respect of the property or service for the last reporting period of the partnership in its last fiscal year ending in that calendar year if

(*a*) in the case of a musical instrument that is capital property of the individual, the partnership had, in that reporting period,

(i) acquired the instrument by way of lease exclusively for use in activities of the partnership and for use in commercial activities thereof to the same extent that the individual's consumption or use of the instrument during that calendar

Restriction du remboursement à un associé

(2) Le montant remboursable relativement à un bien ou à un service qui est payable pour une année civile au particulier qui est un associé d'une société de personnes ne peut dépasser le montant qui correspondrait au crédit de taxe sur les intrants de la société relativement au bien ou au service pour la dernière période de déclaration de son dernier exercice se terminant au cours de l'année civile, si, à la fois :

a) dans le cas d'un instrument de musique qui est une immobilisation de l'associé, la société avait, au cours de cette période de déclaration :

(i) d'une part, acquis l'instrument de musique par bail pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités et pour utilisation dans le cadre de ses activités commerciales dans la même proportion

computing the individual's income from the partnership for that calendar year were consideration payable by the partnership for the supply of that property or service to the partnership; and

(*d*) the amount of tax payable by the partnership in that last fiscal year in respect of that supply were the amount determined by the formula

$$A \times (B - C)$$

where

A is the tax fraction on the last day of the calendar year,

B is the consideration referred to in paragraph (*c*) in respect of that supply, and

C is the total of all amounts received in the calendar year by the individual as an allowance or reimbursement from any other person in respect of that supply.

où :

A représente la fraction de taxe applicable le dernier jour de l'année civile;

B la contrepartie visée à l'alinéa *c*);

C le total des montants reçus au cours de cette année par l'associé à titre d'indemnité ou de remboursement d'une autre personne relativement à cette fourniture.

year in activities of the partnership was in commercial activities thereof, and

(ii) paid tax in respect of the instrument equal to the tax fraction of the capital cost allowance in respect of that instrument that was deductible under the *Income Tax Act* in computing the individual's income from the partnership for that calendar year;

(*b*) in the case of a motor vehicle or aircraft that is capital property of the individual,

(i) the partnership had acquired the vehicle or aircraft in that reporting period in circumstances in which subsection 202(4) applies and had used the vehicle or aircraft during that last fiscal year of the partnership in commercial activities of the partnership to the same extent that the individual's use of the vehicle or aircraft during that calendar year in activities of the partnership was in commercial activities thereof, and

(ii) the capital cost allowance deductible in respect of that vehicle or aircraft under the *Income Tax Act* in computing the individual's income from the partnership for that calendar year were the capital cost allowance so deductible in computing the income of the partnership for that last fiscal year of the partnership; and

(*c*) in any other case, the partnership had

(i) acquired the property or service exclusively for use in activities of the partnership and for use in commercial activities thereof to the same extent that the individual's consumption or use of the property or service during that calendar year in activities of the partnership was in commercial activities thereof, and

(ii) paid, in that reporting period, tax in respect of that acquisition equal to the tax fraction of

(A) in the case of property imported by the individual, the amount (not exceeding the total of the value of the

que la consommation ou l'utilisation de l'instrument par l'associé au cours de l'année civile dans le cadre des activités de la société se faisait dans le cadre des activités commerciales de celle-ci,

(ii) d'autre part, payé la taxe relative à l'instrument de musique, égale à la fraction de taxe de la déduction pour amortissement déductible pour l'instrument aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu de l'associé provenant de la société pour l'année civile;

b) dans le cas d'un véhicule à moteur ou d'un aéronef, qui est une immobilisation de l'associé :

(i) d'une part, la société avait acquis le véhicule ou l'aéronef au cours de cette période de déclaration dans des circonstances où le paragraphe 202(4) s'applique et l'avait utilisé au cours du dernier exercice en question dans le cadre de ses activités commerciales dans la même proportion que l'utilisation du véhicule ou de l'aéronef par l'associé au cours de l'année civile dans le cadre des activités de la société se faisait dans le cadre des activités commerciales de celle-ci,

(ii) d'autre part, la déduction pour amortissement déductible pour le véhicule ou l'aéronef aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu de l'associé provenant de la société pour l'année civile constituait la déduction pour amortissement ainsi déductible dans le calcul du revenu de la société pour le dernier exercice en question;

c) dans les autres cas, la société avait :

(i) d'une part, acquis le bien ou le service pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités et pour utilisation dans le cadre de ses activités commerciales dans la même proportion que la consommation ou l'utilisation du bien ou du service par l'associé au cours de l'année civile dans le cadre des activités de

property determined under section 215 and the tax calculated on it) in respect of the acquisition and importation of the property by the individual that was deductible under the *Income Tax Act* in computing the individual's income from the partnership for that calendar year, and

(B) in any other case, the amount in respect of the acquisition of the property or service by the individual that was so deductible in computing that income.

la société se faisait dans le cadre des activités commerciales de celle-ci,

(ii) d'autre part, payé au cours de la dernière période de déclaration en question la taxe relative à cette acquisition, égale à la fraction de taxe du montant suivant :

(A) dans le cas d'un bien importé par l'associé, le montant (n'excédant pas le total de la valeur du bien, déterminée selon l'article 215, et de la taxe calculée sur cette valeur) relatif à l'acquisition et à l'importation du bien par l'associé qui était déductible aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu de l'associé provenant de la société pour l'année civile,

(B) dans les autres cas, le montant relatif à l'acquisition du bien ou du service par l'associé qui était ainsi déductible dans le calcul de ce revenu.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 253(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 253(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Application for rebate

(3) A rebate for a calendar year shall not be paid under subsection (1) to an individual unless, within four years after the end of the year, the individual files an application for the rebate in prescribed form containing prescribed information with the Minister with a return of the individual's income under Part I of the *Income Tax Act*.

(3) Le remboursement pour une année civile est accordé si le particulier, dans les quatre ans suivant la fin de l'année, présente une demande au ministre, en la forme déterminée par celui-ci et contenant les renseignements requis, avec la déclaration de revenu qu'il produit en application de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Demande de remboursement

One application for any year

(4) An individual shall not make more than one application under this section for a calendar year.

(4) Un particulier ne peut faire plus d'une demande de remboursement par année civile.

Demande annuelle

Administration of rebates

(5) Where an individual files an application for a rebate under this section,

(*a*) subsections 160.1(1) and 164(3), (3.1) and (4) of the *Income Tax Act* apply, with such modifications as the circumstances require, for the purposes of calculating interest on the rebate or any overpayment of the rebate as if the rebate or the overpayment were a refund of tax paid under Part I of that Act or an overpayment of such a refund, as the case may be, and, for those purposes, subsection 280(1) does not apply to the rebate; and

(5) Lorsqu'un particulier présente une demande de remboursement en vertu du présent article :

a) les paragraphes 160.1(1), 164(3), (3.1) et (4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux fins du calcul des intérêts sur le montant remboursable ou d'un montant remboursé en trop comme si ces montants étaient, selon le cas, un remboursement d'impôt payé en vertu de la partie I de cette loi ou un paiement en trop d'un tel remboursement; toutefois, le para-

Dispositions applicables de la *Loi de l'impôt sur le revenu*

(2) Subsection 253(3) at present reads as follows:

(3) A rebate shall not be paid under subsection (1) to an individual unless the individual files an application for the rebate within four years after the end of the year to which the rebate relates.

(2). — Modification du paragraphe 253(3) et adjonction du passage marqué d'un trait vertical. Texte actuel du paragraphe 253(3) :

(3) Le remboursement n'est versé que si le particulier en fait la demande dans les quatre ans suivant la fin de l'année visée par le remboursement.

(*b*) sections 165 to 167 and Division J of Part I of the *Income Tax Act* apply, with such modifications as the circumstances require, to objections to and appeals from an assessment of the amount of the rebate as if it were an assessment of tax payable under Part I of that Act, and sections 301 to 311 do not apply to the assessment.

graphe 280(1) ne s'applique pas aux fins du calcul relativement au remboursement;

b) les articles 165 à 167 et la section J de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux oppositions et aux appels portant sur une cotisation établie relativement au remboursement comme s'il s'agissait d'une cotisation d'impôt payable en vertu de la partie I de cette loi; toutefois, les articles 301 à 311 ne s'appliquent pas relativement à la cotisation.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in applying subsection 253(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), to rebates that relate to the 1991 calendar year, all that portion of the description of B, in the formula set out in that subsection, following paragraph (*c*) thereof shall be read as follows:

as the case may be, that was deducted under the *Income Tax Act* in computing the individual's income for the year from an office or employment or from the partnership, as the case may be, and in respect of which the individual did not receive an allowance from a person, other than an allowance

(*d*) that is not a reasonable allowance for the purposes of subparagraph 6(1)(*b*)(v), (vi), (vii) or (vii.1) of that Act, or

(*e*) where that person is a partnership of which the individual is a member, that would not be a reasonable allowance for the purposes of subparagraph 6(1)(*b*)(v), (vi), (vii) or (vii.1) of that Act if the individual were an employee of that partnership at that time.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, pour l'application du paragraphe 253(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux remboursements se rapportant à l'année civile 1991, le passage de l'élément B de la formule figurant à ce paragraphe qui précède l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

B l'un des montants suivants, déduit en application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu du particulier pour l'année tiré d'une charge ou d'un emploi ou provenant de la société et pour lequel le particulier n'a pas reçu d'allocation d'une personne, exception faite d'une allocation qui n'est pas une allocation raisonnable pour l'application des sous-alinéas 6(1)*b*)(v), (vi), (vii) ou (vii.1) de cette loi ou, si cette personne est une société dont le particulier est un associé, d'une allocation qui ne serait pas une allocation raisonnable pour l'application des sous-alinéas 6(1)*b*)(v), (vi), (vii) ou (vii.1) de cette loi si le particulier avait été un salarié de cette société à ce moment :

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 and applies to all applications for rebates under section 253 of the said Act made on or after that date, except that, in applying subsection 253(3) of the said Act, as enacted by subsection (2), to applications for rebates under section 253 of the said Act in respect of the 1991 taxation year, subsection 253(3)

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Il s'applique à toutes les demandes de remboursement présentées en vertu de l'article 253 de la même loi au plus tôt à cette date. Toutefois, pour l'application du paragraphe 253(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), aux demandes de remboursement présentées, en vertu de l'article 253 de la même loi, pour

22159—16

of the said Act, as enacted by subsection (2), shall be read without reference to the words "with a return of the individual's income under Part I of the *Income Tax Act*".

l'année d'imposition 1991, il n'est pas tenu compte du passage « avec la déclaration de revenu qu'il produit en application de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* » au même paragraphe 253(3).

1990, c. 45, s. 12(1)

109. (1) Subparagraphs 254(2)(*f*)(i) and (ii) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(i) in the case of a single unit residential complex, the complex was not occupied by any individual as a place of residence or lodging, and

(ii) in the case of a residential condominium unit, the unit was not occupied by an individual as a place of residence or lodging unless, throughout the time the complex or unit was so occupied, it was occupied as a place of residence by an individual, or a relation of an individual, who was at the time of that occupancy a purchaser of the unit under an agreement of purchase and sale of the unit, and

1990, ch. 45, par. 12(1)

109. (1) Les sous-alinéas 254(2)*f*)(i) et (ii) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(i) l'immeuble n'a pas été occupé à titre résidentiel ou d'hébergement,

(ii) le logement n'a pas été occupé à titre résidentiel ou d'hébergement, sauf s'il a été occupé à titre résidentiel par le particulier, ou son proche, qui était alors l'acheteur du logement aux termes d'un contrat de vente;

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) All that portion of subparagraph 254(2)(*g*)(i) of the said Act preceding clause (A) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(i) the first individual to occupy the complex or unit as a place of residence at any time after substantial completion of the construction or renovation is

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le passage du sous-alinéa 254(2)*g*)(i) de la même loi qui précède la division (A) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) le premier particulier à occuper l'immeuble ou le logement à titre résidentiel, à un moment après que les travaux sont achevés en grande partie, est :

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subparagraph 254(2)(*g*)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(ii) the particular individual makes an exempt supply by way of sale of the complex or unit and ownership thereof is transferred to the recipient of the supply before the complex or unit is occupied by any individual as a place of residence or lodging,

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Le sous-alinéa 254(2)*g*)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) le particulier effectue par vente une fourniture exonérée de l'immeuble ou du logement, et la propriété de l'un ou l'autre est transférée à l'acquéreur de cette fourniture avant que l'immeuble ou le logement n'ait été occupé à titre résidentiel ou d'hébergement.

(4) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

110. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 254 thereof, the following section:

110. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 254, de ce qui suit :

Clause 109: (1) Subparagraphs 254(2)(*f*)(i) and (ii) at esent read as follows:

2) Where

.

f) after the construction or substantial renovation is substantially com-leted and before possession of the complex or unit is given to the articular individual under the agreement of purchase and sale of the omplex or unit

(i) in the case of a single unit residential complex, the complex was not occupied by any individual as a place of residence or lodging under any arrangement for that purpose, and

(ii) in the case of a residential condominium unit, the unit was not occupied by an individual as a place of residence or lodging under any arrangement for that purpose unless, throughout the time the complex or unit was so occupied, it was occupied as a place of residence by an individual, or a relation of an individual, who was at the time of that occupancy a purchaser of the unit under an agreement of purchase and sale of the unit, and

(2) The relevant portion of subparagraph 254(2)(*g*)(i) at esent reads as follows:

2) Where

..

g) either

(i) the first individual to occupy the complex or unit as a place of residence under an arrangement for that purpose at any time after substantial completion of the construction or renovation is

(3) Subparagraph 254(2)(*g*)(ii) at present reads as fol-ws:

2) Where

..

g) either

...

(ii) the particular individual makes an exempt supply by way of sale of the complex or unit and ownership thereof is transferred to the recipient of the supply before the complex or unit is occupied by any individual as a place of residence or lodging under any arrangement for that purpose,

Clause 110: (1) New.

Article 109, (1). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 254(2) :

(2) Le ministre verse un remboursement à un particulier dans le cas où, à la fois :

...

f) entre le moment où les travaux sont achevés en grande partie et celui où la possession de l'immeuble ou du logement est transférée au particulier en vertu du contrat de vente :

(i) l'immeuble n'a été occupé à titre résidentiel ou de pension par aucun particulier aux termes d'un accord à cette fin,

(ii) le logement n'a été occupé à titre résidentiel ou de pension par aucun particulier aux termes d'un accord à cette fin, sauf s'il a été occupé à titre résidentiel par le particulier, ou son proche, qui était alors l'acheteur du logement aux termes d'un contrat de vente;

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 254(2) :

(2) Le ministre verse un remboursement à un particulier dans le cas où, à la fois :

...

g) selon le cas :

(i) le premier particulier à occuper l'immeuble ou le logement à titre résidentiel aux termes d'un accord à cette fin, à un moment après que les travaux sont achevés en grande partie, est :

(3). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 254(2) :

(2) Le ministre verse un remboursement à un particulier dans le cas où, à la fois :

...

g) selon le cas :

...

(ii) le particulier effectue par vente une fourniture exonérée de l'immeuble ou du logement, et la propriété de l'un ou l'autre est transférée à l'acquéreur de cette fourniture avant que l'immeuble ou le logement n'ait été occupé à titre résidentiel ou de pension par un particulier aux termes d'un accord à cette fin.

Article 110, (1). — Nouveau.

Definitions

"long term lease" « *bail de longue durée* »

"relation" « *proche* »

"single unit residential complex" « *immeuble d'habitation à logement unique* »

254.1 (1) In this section,

"long term lease", in respect of land, means a lease of the land that has a term of at least twenty years or a lease that contains an option to purchase the land;

"relation" of a particular individual means another individual who is related to the particular individual or who is a former spouse of the particular individual;

"single unit residential complex" includes a multiple unit residential complex that does not contain more than two residential units.

New housing rebate for building only

(2) Where

(*a*) under an agreement entered into between a builder of a single unit residential complex and a particular individual, the builder makes an exempt supply to the particular individual

(i) by way of a long term lease of, or by way of an assignment of a long term lease of, the land attributable to the complex, and

(ii) by way of sale of the building or part thereof in which the residential unit forming part of the complex is situated,

(*b*) at the time the particular individual becomes liable or assumes liability under the agreement, the particular individual is acquiring the complex for use as the primary place of residence of the particular individual or of a relation of the particular individual,

(*c*) the fair market value of the complex, at the time possession of the complex is given to the particular individual under the agreement, is less than $481,500,

(*d*) the builder is deemed under subsection 191(1) to have made a supply of the complex as a consequence of giving possession of the complex to the particular individual under the agreement,

(*e*) possession of the complex is given to the particular individual after the con-

Définitions

« bail de longue durée » *"long term lease"*

« immeuble d'habitation à logement unique » *"single unit residential complex"*

« proche » *"relation"*

254.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« bail de longue durée » Bail portant sur un fonds, d'une durée minimale de vingt ans ou prévoyant une option d'achat du fonds.

« immeuble d'habitation à logement unique » Est assimilé à un immeuble d'habitation à logement unique l'immeuble d'habitation à logements multiples de deux habitations.

« proche » L'ex-conjoint d'un particulier ou un autre particulier lié à ce particulier.

Remboursement — habitation neuve

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le ministre rembourse un particulier dans le cas où, à la fois :

a) le constructeur d'un immeuble d'habitation à logement unique, aux termes d'un contrat qu'il a conclu avec le particulier, effectue au profit de celui-ci la fourniture exonérée des biens suivants :

(i) le fonds attribuable à l'immeuble, fourni par bail de longue durée ou par cession de pareil bail,

(ii) tout ou partie du bâtiment dans lequel est située l'habitation faisant partie de l'immeuble, fourni par vente;

b) au moment où il devient responsable ou assume une responsabilité aux termes du contrat, le particulier acquiert l'immeuble comme lieu de résidence habituelle pour lui ou l'un de ses proches;

c) la juste valeur marchande de l'immeuble est inférieure à 481 500 $ au moment du transfert au particulier de la possession de l'immeuble aux termes du contrat;

d) le constructeur est réputé par le paragraphe 191(1) avoir fourni l'immeuble du fait qu'il en a ainsi transféré la possession au particulier;

e) la possession de l'immeuble est transférée au particulier une fois la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble achevées en grande partie;

struction or substantial renovation of it is substantially completed,

(*f*) after the construction or substantial renovation is substantially completed and before possession of the complex is given to the particular individual under the agreement, the complex was not occupied by any individual as a place of residence or lodging, and

(*g*) either

(i) the first individual to occupy the complex as a place of residence after substantial completion of the construction or substantial renovation is the particular individual or a relation of the particular individual, or

(ii) the particular individual makes an exempt supply by way of sale or assignment of the whole of the particular individual's interest in the complex and possession of the complex is transferred to the recipient of the supply before the complex is occupied by any individual as a place of residence or lodging,

the Minister shall, subject to subsection (3), pay a rebate to the particular individual equal to

(*h*) where the fair market value referred to in paragraph (*c*) is not more than $374,500, an amount equal to the lesser of $8,750 and 2.34% of the total (in this subsection referred to as the "total consideration") of all amounts each of which is the consideration payable by the particular individual to the builder for the supply by way of sale to the particular individual of the building or part of a building referred to in paragraph (*a*) or of any other structure that forms part of the complex, other than consideration that can reasonably be regarded as rent for the supply of the land attributable to the complex or as consideration for the supply of an option to purchase that land, and

(*i*) where the fair market value referred to in paragraph (*c*) is more than $374,500 but less than $481,500, the amount determined by the formula

f) entre le moment où les travaux sont achevés en grande partie et celui où la possession de l'immeuble est transférée au particulier aux termes du contrat, l'immeuble n'a pas été occupé à titre résidentiel ou d'hébergement;

g) selon le cas :

(i) le premier particulier à occuper l'immeuble à titre résidentiel, après que les travaux sont achevés en grande partie, est le particulier ou l'un de ses proches,

(ii) le particulier effectue par vente ou cession la fourniture exonérée de son droit sur l'immeuble, et la possession de l'immeuble est transférée à l'acquéreur avant que l'immeuble ne soit occupé à titre résidentiel ou d'hébergement.

Le montant remboursable est égal au montant suivant :

h) si la juste valeur marchande visée à l'alinéa *c*) est de 374 500 $ ou moins, le moins élevé de 8 750 $ et de 2,34 % du total (appelé « contrepartie totale » au présent paragraphe) des montants représentant chacun la contrepartie payable par le particulier au constructeur pour la fourniture par vente au particulier du bâtiment ou de la partie de bâtiment visé à l'alinéa *a*), ou de toute autre construction qui fait partie de l'immeuble, à l'exception de la contrepartie qui peut être considérée comme un loyer pour la fourniture du fonds attribuable à l'immeuble ou comme la contrepartie de la fourniture d'une option d'achat de ce fonds;

i) sinon, le résultat du calcul suivant :

$$A \times \frac{481\,500\,\$ - B}{107\,000\,\$}$$

où :

A représente le moins élevé de 8 750 $ et de 2,34 % de la contrepartie totale,

B la juste valeur marchande visée à l'alinéa *c*).

$$A \times \frac{(\$481,500 - B)}{\$107,000}$$

where

A is the lesser of $8,750 and 2.34% of the total consideration, and

B is the fair market value referred to in paragraph (*c*).

Application for rebate

(3) A rebate shall not be paid in respect of a residential complex under subsection (2) to an individual unless the individual has filed an application for the rebate within four years after the day possession of the complex was transferred to the individual.

Demande de remboursement

(3) Le remboursement n'est accordé que si le particulier en fait la demande dans les quatre ans suivant le jour où la possession de l'immeuble lui est transférée.

Application to builder

(4) Where

(*a*) the builder of a single unit residential complex makes a supply of the complex to an individual under an agreement referred to in paragraph (2)(*a*) and transfers possession of the complex to the individual under the agreement,

(*b*) the individual, within four years after the day possession of the complex is transferred to the individual under the agreement for the supply, submits to the builder in prescribed manner an application in prescribed form containing prescribed information for the rebate to which the individual would be entitled under subsection (2) in respect of the complex if the individual applied for it within the time allowed for such an application, and

(*c*) the builder agrees to pay to, or credit in favour of, the individual any rebate under this section that is payable to the individual in respect of the complex,

the builder may pay to, or credit in favour of, the individual the amount of the rebate, if any.

Demande présentée au constructeur

(4) Le constructeur d'un immeuble d'habitation à logement unique peut rembourser ou créditer un particulier dans le cas où, à la fois :

a) le constructeur fournit l'immeuble au particulier aux termes d'un contrat visé à l'alinéa (2)*a*) et lui en transfère la possession aux termes de ce contrat;

b) le particulier présente au constructeur, en la forme et selon les modalités déterminés par le ministre, dans les quatre ans suivant le transfert au particulier de la possession de l'immeuble, une demande contenant les renseignements requis par le ministre et concernant le remboursement auquel il aurait droit selon le paragraphe (2) s'il en faisait la demande dans le délai imparti;

c) le constructeur convient de rembourser au particulier, ou de porter à son crédit, le montant qui est payable à celui-ci relativement à l'immeuble.

Forwarding of application by builder

(5) Notwithstanding subsections (2) and (3), where an application of an individual for a rebate under this section in respect of a residential complex is submitted under subsection (4) to the builder of the complex,

(*a*) the builder shall transmit the application to the Minister with the builder's return filed under Division V for the

Transmission de la demande par le constructeur

(5) Malgré les paragraphes (2) et (3), dans le cas où la demande d'un particulier en vue d'un remboursement visé au présent article est présentée au constructeur en application du paragraphe (4) :

a) le constructeur transmet la demande au ministre avec la déclaration qu'il produit en application de la section V pour la pé-

reporting period in which the rebate was paid or credited; and

(*b*) interest under subsection 297(4) is not payable in respect of the rebate.

Joint and several liability

(6) Where the builder of a residential complex pays or credits a rebate under subsection (4) and the builder knows or ought to know that the individual is not entitled to the rebate or that the amount paid or credited exceeds the rebate to which the individual is entitled, the builder and the individual are jointly and severally liable to pay the amount of the rebate or excess to the Receiver General under section 264.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) For the purposes of applying section 254.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), paragraph 191(1)(*b*) of the said Act, as enacted by subsection 56(2), shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

111. (1) Paragraphs 255(2)(*b*) to (*d*) of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

b) la coopérative fournit une part de son capital social au particulier et lui en transfère la propriété;

c) au moment où le particulier devient responsable ou assume une responsabilité aux termes du contrat de vente de la part conclu entre la coopérative et le particulier, celui-ci acquiert la part pour qu'une habitation de l'immeuble lui serve de résidence habituelle ou serve ainsi à son proche;

d) le total des montants, appelé « contrepartie totale » au présent paragraphe, représentant chacun la contrepartie payable pour la fourniture au profit du particulier de la part, d'une participation dans la coopérative ou d'un droit sur l'immeuble ou le logement est inférieur à 481 500 $;

riode de déclaration au cours de laquelle il rembourse ou crédite le particulier;

b) les intérêts prévus au paragraphe 297(4) ne sont pas payables relativement au remboursement.

Obligation solidaire

(6) Le constructeur qui, en application du paragraphe (4), rembourse ou crédite un particulier alors qu'il sait ou devrait savoir que le particulier n'a pas droit au montant remboursé ou crédité ou que ce montant excède celui auquel celui-ci a droit est solidairement tenu, avec le particulier, au paiement du montant ou de l'excédent au receveur général en vertu de l'article 264.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(3) Pour l'application de l'article 254.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), l'alinéa 191(1)*b*) de la même loi, modifié par le paragraphe 56(2), est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

111. (1) Les alinéas 255(2)*b*) à *d*) de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

b) la coopérative fournit une part de son capital social au particulier et lui en transfère la propriété;

c) au moment où le particulier devient responsable ou assume une responsabilité aux termes du contrat de vente de la part conclu entre la coopérative et le particulier, celui-ci acquiert la part pour qu'une habitation de l'immeuble lui serve de résidence habituelle ou serve ainsi à son proche;

d) le total des montants, appelé « contrepartie totale » au présent paragraphe, représentant chacun la contrepartie payable pour la fourniture au profit du particulier de la part, d'une participation dans la coopérative ou d'un droit sur l'immeuble ou le logement est inférieur à 481 500 $;

Clause 111: (1) Paragraphs 255(2)(*b*) to (*d*) of the rench version at present read as follows:

(2) Le ministre verse un remboursement à un particulier dans le cas où, a fois :

...

b) la coopérative fournit une action de son capital-actions au particulier et lui en transfère la propriété;

c) au moment où le particulier devient responsable ou assume une responsabilité aux termes du contrat de vente de l'action conclu entre la coopérative et le particulier, celui-ci acquiert l'action pour qu'une habitation de l'immeuble lui serve de résidence principale ou serve ainsi à son proche;

d) le total des montants — appelé «contrepartie totale» au présent paragraphe — dont chacun représente la contrepartie payable pour la fourniture au profit du particulier de l'action, d'une participation dans la coopérative ou d'un droit sur l'immeuble ou le logement est inférieur à 481 500 $;

Article 111, (1). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 255(2) de la version française :

(2) Le ministre verse un remboursement à un particulier dans le cas où, à la fois :

...

b) la coopérative fournit une action de son capital-actions au particulier et lui en transfère la propriété;

c) au moment où le particulier devient responsable ou assume une responsabilité aux termes du contrat de vente de l'action conclu entre la coopérative et le particulier, celui-ci acquiert l'action pour qu'une habitation de l'immeuble lui serve de résidence principale ou serve ainsi à son proche;

d) le total des montants — appelé « contrepartie totale » au présent paragraphe — dont chacun représente la contrepartie payable pour la fourniture au profit du particulier de l'action, d'une participation dans la coopérative ou d'un droit sur l'immeuble ou le logement est inférieur à 481 500 $;

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 255(2)(*e*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*e*) after the construction or substantial renovation of the complex is substantially completed and before possession of the unit is given to the particular individual as an incidence of ownership of the share, the unit was not occupied by any individual as a place of residence or lodging, and

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subparagraphs 255(2)(*f*)(i) and (ii) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(i) the first individual to occupy the unit as a place of residence after possession of the unit is given to the particular individual is the particular individual or a relation of the particular individual, or

(ii) the particular individual makes a supply by way of sale of the share and ownership of the share is transferred to the recipient of that supply before the unit is occupied by any individual as a place of residence or lodging,

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Subsection 255(3) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Demande de remboursement

(3) Le remboursement n'est accordé que si le particulier en fait la demande dans les quatre ans suivant le jour où la propriété de la part du capital social de la coopérative d'habitation lui est transférée.

(5) Subsections (1) to (4) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

112. (1) Subsection 256(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Definitions

256. (1) In this section,

"relation" « *proche* »

"relation" of a particular individual means another individual who is related to the particular individual or who is a former spouse of the particular individual;

"single unit residential complex" « *immeuble d'habitation à logement unique* »

"single unit residential complex" includes a multiple unit residential complex that does

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa 255(2)*e*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) entre le moment où la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble sont achevées en grande partie et celui où la possession du logement est transférée au particulier du fait qu'il est propriétaire de la part, le logement n'a pas été occupé à titre résidentiel ou d'hébergement;

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Les sous-alinéas 255(2)*f*)(i) et (ii) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(i) le premier particulier à occuper le logement à titre résidentiel, après le transfert de la possession du logement au particulier, est le particulier ou son proche,

(ii) le particulier effectue par vente une fourniture de la part, et la propriété de celle-ci est transférée à l'acquéreur de cette fourniture avant que le logement ne soit occupé à titre résidentiel ou d'hébergement.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Le paragraphe 255(3) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Demande de remboursement

(3) Le remboursement n'est accordé que si le particulier en fait la demande dans les quatre ans suivant le jour où la propriété de la part du capital social de la coopérative d'habitation lui est transférée.

(5) Les paragraphes (1) à (4) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

112. (1) Le paragraphe 256(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définitions

256. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« immeuble d'habitation à logement unique » *"single unit residential complex"*

« immeuble d'habitation à logement unique » Est assimilé à l'immeuble d'habitation à logement unique l'immeuble d'habitation à logements multiples de deux habitations.

(2) Paragraph 255(2)(*e*) at present reads as follows:

(2) Where

...

(*e*) after the construction or substantial renovation of the complex is substantially completed and before possession of the unit is given to the particular individual as an incidence of ownership of the share, the unit was not occupied by any individual as a place of residence or lodging under any arrangement for that purpose, and

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 255(2) :

(2) Le ministre verse un remboursement à un particulier dans le cas où, à la fois :

...

e) entre le moment où la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble sont achevées en grande partie et celui où la possession du logement est transférée au particulier du fait qu'il est propriétaire de l'action, le logement n'a été occupé à titre résidentiel ou de pension par aucun particulier aux termes d'un accord à cette fin;

(3) Subparagraphs 255(2)(*f*)(i) and (ii) at present read s follows:

(2) Where

...

(*f*) either

(i) the first individual to occupy the unit as a place of residence under an arrangement for that purpose at any time after possession of the unit is given to the particular individual is the particular individual or a relation of the particular individual, or

(ii) the particular individual makes a supply by way of sale of the share and ownership thereof is transferred to the recipient of that supply before the unit is occupied by any individual as a place of residence or lodging under any arrangement for that purpose,

(3). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 255(2) :

(2) Le ministre verse un remboursement à un particulier dans le cas où, à la fois :

...

f) selon le cas :

(i) le premier particulier à occuper le logement à titre résidentiel aux termes d'un accord à cette fin, à un moment après le transfert de la possession du logement au particulier, est le particulier ou son proche,

(ii) le particulier effectue par vente une fourniture de l'action, et la propriété de celle-ci est transférée à l'acquéreur de cette fourniture avant que le logement n'ait été occupé à titre résidentiel ou de pension par un particulier aux termes d'un accord à cette fin.

(4) Subsection 255(3) of the French version at present :ads as follows:

(3) Le remboursement n'est versé que si le particulier en fait la demande dans les quatre ans suivant le jour où la propriété de l'action du ;pital-actions de la coopérative d'habitation lui est transférée.

(4). — Texte actuel du paragraphe 255(3) de la version française :

(3) Le remboursement n'est versé que si le particulier en fait la demande dans les quatre ans suivant le jour où la propriété de l'action du capital-actions de la coopérative d'habitation lui est transférée.

Clause 112: (1) Subsection 256(1) at present reads as ollows:

256. (1) In this section, "relation" of a particular individual means another individual who is related to the particular individual or who is a ormer spouse of the particular individual.

Article 112, (1). — Texte actuel du paragraphe 256(1) :

256. (1) Au présent article, le proche d'un particulier s'entend de son ex-conjoint ou d'un particulier lié à ce particulier.

not contain more than two residential units.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 256(2)(*a*) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

a) le particulier, lui-même ou par un intermédiaire, construit un immeuble d'habitation à logement unique, ou y fait des rénovations majeures, pour qu'il lui serve de résidence habituelle ou serve ainsi à son proche;

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Paragraphs 256(2)(*d*) to (*h*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(*d*) either

(i) the first individual to occupy the complex after the construction or substantial renovation is begun is the particular individual or a relation of the particular individual, or

(ii) the particular individual makes an exempt supply by way of sale of the complex and ownership of the complex is transferred to the recipient before the complex is occupied by any individual as a place of residence or lodging,

the Minister shall, subject to subsection (3), pay a rebate to the particular individual equal to

(*e*) where the fair market value referred to in paragraph (*b*) is not more than $350,000, the lesser of $8,750 and 36% of the total tax paid by the particular individual before an application for the rebate is filed with the Minister in accordance with subsection (3), and

(*f*) where the fair market value referred to in paragraph (*b*) is more than $350,000 but less than $450,000, the amount determined by the formula

$$A \times \frac{(\$450{,}000 - B)}{\$100{,}000}$$

where

A is the lesser of $8,750 and 36% of the total tax paid by the particular individual

« proche » L'ex-conjoint d'un particulier ou un autre particulier lié à ce particulier. « proche » *"relation"*

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa 256(2)*a*) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) le particulier, lui-même ou par un intermédiaire, construit un immeuble d'habitation à logement unique, ou y fait des rénovations majeures, pour qu'il lui serve de résidence habituelle ou serve ainsi à son proche;

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Les alinéas 256(2)*d*) à *h*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

d) selon le cas :

(i) le premier particulier à occuper l'immeuble après le début des travaux est le particulier ou son proche,

(ii) le particulier effectue par vente une fourniture exonérée de l'immeuble, et la propriété de celui-ci est transférée à l'acquéreur avant que l'immeuble ne soit occupé à titre résidentiel ou d'hébergement.

Le montant remboursable est égal au montant suivant :

e) si la juste valeur marchande visée à l'alinéa *b*) est d'au plus 350 000 $, le moins élevé de 8 750 $ et de 36 % du total de la taxe visée à l'alinéa *c*) payée avant l'envoi de la demande de remboursement au ministre;

f) sinon, le résultat du calcul suivant :

$$A \times \frac{(450\,000\ \$ - B)}{100\,000\ \$}$$

où :

A représente le moins élevé de 8 750 $ et de 36 % du total de la taxe visée à l'alinéa *c*) payée avant l'envoi de la demande de remboursement au ministre,

B la juste valeur marchande de l'immeuble visée à l'alinéa *b*).

(2) Paragraph 256(2)(*a*) of the French version at present reads as follows:

(2) Le ministre verse un remboursement à un particulier dans le cas où, à la fois :

a) le particulier, lui-même ou par un intermédiaire, construit un immeuble d'habitation à logement unique, ou y fait des rénovations majeures, pour qu'il lui serve de résidence principale ou serve ainsi à son proche;

(2) — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 256(2) :

(2) Le ministre verse un remboursement à un particulier dans le cas où, à la fois :

a) le particulier, lui-même ou par un intermédiaire, construit un immeuble d'habitation à logement unique, ou y fait des rénovations majeures, pour qu'il lui serve de résidence principale ou serve ainsi à son proche;

(3) Paragraphs 256(2)(*d*) to (*h*) at present read as follows:

(2) Where

...

(*d*) either

(i) the first individual to occupy the complex under an arrangement for that purpose at any time after the construction or substantial renovation is begun is the particular individual or a relation of the particular individual, or

(ii) the particular individual makes an exempt supply by way of sale of the complex and ownership is transferred to the recipient of the supply before the complex is occupied by any individual as a place of residence or lodging under any arrangement for that purpose,

the Minister shall, subject to subsection (3), pay a rebate to the particular individual equal to

(*e*) where the fair market value referred to in paragraph (*b*) is not more than $350,000 and the supply to the individual of the land that forms part of the complex was a taxable supply by way of sale, the lesser of $8,750 and 36% of the total tax paid by the particular individual before application for the rebate is filed with the Minister in accordance with subsection (3),

(*f*) where the fair market value referred to in paragraph (*b*) is not more than $350,000 and the supply to the individual of the land that forms part of the complex was not a taxable supply by way of sale, the lesser of $1,720 and 10% of the total tax paid by the particular individual before application for the rebate is filed with the Minister in accordance with subsection (3),

(*g*) where the fair market value referred to in paragraph (*b*) is more than $350,000 but less than $450,000 and the supply to the individual of the land that forms part of the complex was a taxable supply by way of sale, the amount determined by the formula

$$A \times \frac{(\$450{,}000 - B)}{\$100{,}000}$$

where

A is the lesser of $8,750 and 36% of the total tax paid by the particular individual before application for the rebate is filed with the Minister in accordance with subsection (3), and

B is the fair market value of the complex referred to in paragraph (*b*), and

(*h*) where the fair market value referred to in paragraph (*b*) is more than $350,000 but less than $450,000 and the supply to the individual

(3). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 256(2) :

(2) Le ministre verse un remboursement à un particulier dans le cas où, à la fois :

...

d) selon le cas :

(i) le premier particulier à occuper l'immeuble aux termes d'un accord à cette fin, à un moment après le début des travaux, est le particulier ou son proche,

(ii) le particulier effectue par vente une fourniture exonérée de l'immeuble, et la propriété de celui-ci est transférée à l'acquéreur de cette fourniture avant que l'immeuble n'ait été occupé à titre résidentiel ou de pension par un particulier aux termes d'un accord à cette fin.

Le remboursement est égal au montant suivant :

e) si la juste valeur marchande visée à l'alinéa *b*) est de 350 000 $ ou moins et la fourniture, effectuée au profit du particulier, du fonds qui fait partie de l'immeuble est une fourniture taxable par vente, le moins élevé de 8 750 $ et de 36 % du total de la taxe visée à l'alinéa *c*) payée avant l'envoi de la demande de remboursement au ministre;

f) si la juste valeur marchande visée à l'alinéa *b*) est de 350 000 $ ou moins et la fourniture, effectuée au profit du particulier, de fonds qui fait partie de l'immeuble n'est pas une fourniture taxable par vente, le moins élevé de 1 720 $ et de 10 % de la taxe visée à l'alinéa *c*) payée avant l'envoi de la demande de remboursement au ministre;

g) si la juste valeur marchande visée à l'alinéa *b*) est supérieure à 350 000 $ mais inférieure à 450 000 $ et la fourniture, effectuée au profit du particulier, du fonds qui fait partie de l'immeuble est une fourniture taxable par vente, le montant calculé selon la formule suivante :

$$A \times \frac{(450\,000\,\$ - B)}{100\,000\,\$}$$

où :

A représente le moins élevé de 8 750 $ et de 36 % du total de la taxe visée à l'alinéa *c*) payée avant l'envoi de la demande de remboursement au ministre;

B la juste valeur marchande de l'immeuble visée à l'alinéa *b*);

h) si la juste valeur marchande visée à l'alinéa *b*) est supérieure à 350 000 $ mais inférieure à 450 000 $ et la fourniture, effectuée au profit du particulier, du fonds qui fait partie de l'immeuble n'est pas une fourniture taxable par vente, le montant calculé selon la formule suivante :

vidual before an application for the rebate is filed with the Minister in accordance with subsection (3), and

B is the fair market value of the complex referred to in paragraph (*b*).

(4) Section 256 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

Purchase of new mobile home

(2.1) For the purposes of this section, where

(*a*) a particular individual receives a supply by way of sale of a mobile home that has never been used or occupied by any individual as a place of residence or lodging and does not file with the Minister, or submit to the supplier, an application for a rebate in respect of the home under section 254 or 254.1,

(*b*) the particular individual is acquiring the mobile home for use as the primary place of residence of the particular individual or of a relation of the particular individual, and

(*c*) the first individual to occupy the mobile home at any time is the particular individual or a relation referred to in paragraph (*b*), or the particular individual at any time transfers ownership of the home under an agreement for an exempt supply by way of sale of the home,

the particular individual shall be deemed to have constructed the mobile home and to have substantially completed the construction immediately before the earlier of the times referred to in paragraph (*c*).

(5) Subsections (1) to (4) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(6) Notwithstanding subsection 262(2) of the said Act and subject to section 263 of the said Act, where a person files an application for a rebate under subsection 256(2) of the said Act, calculated in accordance with paragraph 256(2)(*f*) or (*h*) of the said Act as that paragraph would read were it not for the enactment of subsection (3), the person may

(4) L'article 256 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Achat d'une maison mobi

(2.1) Pour l'application du présent article, un particulier est réputé avoir construit une maison mobile et en avoir achevé la construction en grande partie immédiatement avant le premier en date de l'occupation ou du transfert visés à l'alinéa *c*) si les conditions suivantes sont réunies :

a) il reçoit la fourniture par vente de la maison, laquelle n'a jamais été utilisée ni occupée à titre résidentiel ou d'hébergement, mais il ne demande pas de remboursement concernant la maison aux termes des articles 254 ou 254.1;

b) il acquiert la maison pour qu'elle lui serve de lieu de résidence habituelle ou serve ainsi à l'un de ses proches;

c) soit que le premier particulier à occuper la maison est visé à l'alinéa *b*), soit que le particulier transfère la propriété de la maison aux termes d'une convention portant sur la vente de la maison dans le cadre d'une fourniture exonérée.

(5) Les paragraphes (1) à (4) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(6) Malgré le paragraphe 262(2) de la même loi et sous réserve de l'article 263 de la même loi, la personne qui demande un remboursement pour un montant calculé en conformité avec les alinéas 256(2)*f*) ou *h*) de la même loi, dans leur application avant l'édiction du paragraphe (3), peut demander un second remboursement pour un montant cal-

f the land that forms part of the complex was not a taxable supply by way of sale, the amount determined by the formula

$$A \times \frac{(\$450{,}000 - B)}{\$100{,}000}$$

where

A is the lesser of $1,720 and 10% of the total tax paid by the particular individual before application for the rebate is filed with the Minister in accordance with subsection (3), and

B is the fair market value of the complex referred to in paragraph (*b*).

(4) New.

$$A \times \frac{(450\,000\ \$ - B)}{100\,000\ \$}$$

où :

A représente le moins élevé de 1 720 $ et de 10 % du total de la taxe visée à l'alinéa *c*) payée avant l'envoi de la demande de remboursement au ministre;

B la juste valeur marchande de l'immeuble visée à l'alinéa *b*).

(4). — Nouveau.

file a second application for a rebate under subsection 256(2) of the said Act, calculated in accordance with paragraph 256(2)(*e*) or (*f*) of the said Act, as enacted by this section.

113. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 256 thereof, the following section:

Rebate to owner of land leased for residential purposes

256.1 (1) Where an exempt supply of land described by section 6.1 of Part I of Schedule V is made to a particular lessee who is acquiring the land for the purpose of making a supply of property that includes the land

(*a*) that is an exempt supply described by paragraph 6(*a*) or 7(*a*) or (*b*) of Part I of Schedule V, other than an exempt supply described by paragraph 7(*a*) of that Part made to a person described in subparagraph (ii) thereof, and

(*b*) that will result in the particular lessee being deemed under any of subsections 190(3) to (5) and section 191 to have made a supply of the property at a particular time,

the Minister shall, subject to subsection (2), pay a rebate, to each person (in this subsection referred to as the "landlord") who is an owner or lessee of the land and who is not the particular lessee, equal to the amount determined by the formula

A - B

where

A is the total (in this subsection referred to as the "total tax charged in respect of the land") of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the landlord in respect of the last acquisition of the land by the landlord and the tax that was payable by the landlord in respect of improvements to the land acquired or imported by the landlord after the land was last so acquired, and

B is the total of all other rebates and input tax credits that the landlord was entitled to claim in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property.

culé en conformité avec les alinéas 256(2)*e*) ou *f*) de la même loi, tels qu'ils ont été édictés par le présent article.

113. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 256, de ce qui suit :

Remboursement au propriétaire d'un fonds loué pour usage résidentiel

256.1 (1) Lorsque la fourniture exonérée d'un fonds visé à l'article 6.1 de la partie I de l'annexe V est effectuée au profit d'un preneur qui l'acquiert en vue d'effectuer la fourniture d'un bien le comprenant — fourniture exonérée visée aux alinéas 6*a*) ou 7*a*) ou *b*) de la partie I de l'annexe V, à l'exception d'une fourniture exonérée visée à l'alinéa 7*a*) de cette partie et effectuée au profit d'une personne visée au sous-alinéa 7*a*)(ii) de cette partie, et par suite de laquelle le preneur sera réputé par l'un des paragraphes 190(3) à (5) ou par l'article 191 avoir effectué une fourniture du bien à un moment donné —, le ministre rembourse, sous réserve du paragraphe (2), à tout bailleur — propriétaire ou autre preneur du fonds —, un montant égal au résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente le total de la taxe qui est payable par le bailleur, ou qui le serait sans l'article 167, relativement à sa dernière acquisition du fonds, et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées au fonds, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition du fonds;

B le total des autres montants remboursables et des crédits de taxe sur les intrants, auxquels le bailleur a droit relativement à une taxe incluse dans le total visé à l'élément A.

Clause 113: (1) New.

Article 113, (1). — Nouveau.

Application for rebate

(2) A rebate shall not be paid under subsection (1) to an owner or lessee of land in respect of a supply of the land made to a person who will be deemed under any of subsections 190(3) to (5) and section 191 to have made on a particular day another supply of the property that includes the land, unless the owner or lessee, as the case may be, files an application for the rebate before the day that is four years after the particular day.

Demande de remboursement

(2) Le propriétaire ou le preneur d'un fonds fourni à une personne qui sera réputée par l'un des paragraphes 190(3) à (5) ou par l'article 191 avoir effectué, un jour donné, la fourniture d'un bien qui comprend le fonds n'est remboursé que s'il en fait la demande dans les quatre ans suivant ce jour.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

114. (1) Subsection 257(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 4 par. 12(1)

114. (1) Le paragraphe 257(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-registrant sale of real property

257. (1) Where a person who is not a registrant makes a particular taxable supply of real property by way of sale, the Minister shall, subject to subsection (2), pay a rebate to the person equal to the amount determined by the formula

A x B

where

A is the lesser of

(*a*) the total (in this subsection referred to as the "total tax charged in respect of the property") of the tax that was payable by the person in respect of the last acquisition of the property by the person and the tax that was payable by the person in respect of improvements to the property acquired or imported by the person after the property was last so acquired, and

(*b*) the tax that is or would, but for section 167, be payable in respect of the particular taxable supply, and

B is

(*a*) where the person was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that was applicable in determining the amount of that rebate, and

Vente d'immeubl un non-ins

257. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le ministre rembourse au non-inscrit qui effectue la fourniture taxable d'un immeuble par vente un montant égal au résultat du calcul suivant :

A x B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

a) le total (appelé « total de la taxe applicable à l'immeuble » au présent paragraphe) de la taxe payable par le non-inscrit relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition de l'immeuble,

b) la taxe qui est payable relativement à la fourniture, ou qui le serait sans l'article 167;

B 100 % ou, si le non-inscrit pouvait demander un remboursement en vertu de l'article 259 relativement à une taxe incluse dans le total de la taxe applicable à l'immeuble, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire visé à cet article qui s'appliquait au calcul du montant remboursable.

Clause 114: (1) Subsection 257(1) at present reads as llows:

257. (1) Where a person who is not a registrant makes a taxable supply way of sale of real property, the Minister shall, subject to subsec- n (2), pay a rebate to the person equal to the amount determined by the mula

A - B

ere

is the lesser of

(*a*) the total of the tax that was payable by the person in respect of the last supply of the real property to the person and the tax that was payable by the person in respect of improvements made by the person to the property since it was last supplied to the person, and

(*b*) the tax calculated on the consideration for the supply of the property by the person; and

is the total of all amounts each of which is an amount paid to the person, or to which the person is entitled, as a rebate of tax payable by the person in respect of the last supply of the property to the person or as a rebate of tax payable by the person in respect of an improvement made by the person to the property since it was last supplied to the person.

Article 114, (1). — Texte actuel du paragraphe 257(1) :

257. (1) Le ministre verse un remboursement au non-inscrit qui effectue la fourniture taxable d'un immeuble par vente, égale au montant calculé selon la formule suivante :

A - B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

a) le total de la taxe payable par la personne relativement à la dernière fourniture de l'immeuble à son profit et de la taxe payable par elle relativement aux améliorations qu'elle a apportées à l'immeuble depuis qu'il lui a été fourni pour la dernière fois;

b) la taxe calculée sur la contrepartie de la fourniture de l'immeuble par la personne;

B le total des montants dont chacun représente un montant payé à la personne, ou auquel elle a droit, au titre d'un remboursement de la taxe payable par elle relativement à la dernière fourniture de l'immeuble à son profit ou aux améliorations qu'elle a apportées à l'immeuble depuis qu'il lui a été fourni pour la dernière fois.

(*b*) in any other case, 100%.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

115. (1) The definitions "charity" and "municipality" in subsection 259(1) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

"charity" *« organisme de bienfaisance »*

"charity" includes a non-profit organization that operates, otherwise than for profit, a health care facility within the meaning of paragraph (*c*) of the definition of that expression in section 1 of Part II of Schedule V;

"municipality" *« municipalité »*

"municipality" includes a person designated by the Minister, for the purposes of this section, to be a municipality, but only in respect of activities, specified in the designation, that involve the making of supplies (other than taxable supplies) by the person of municipal services;

(2) Subsection 259(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

"non-creditable tax charged" *« taxe exigée non admise au crédit »*

"non-creditable tax charged", in respect of property or a service for a claim period of a person, means the amount, if any, by which

(*a*) the total (in this section referred to as "the total tax charged in respect of the property or service") of all amounts each of which is

(i) tax in respect of the supply or importation of the property or service that became payable by the person during the period or that was paid by the person during the period without having become payable (other than tax deemed to have been paid by the person or in respect of which the person is not entitled to claim an input tax credit only because of subsection 226(4)),

(ii) tax deemed under subsection 129(6), 129.1(4) or 171(3), section 191 or subsection 200(2) or 211(2) or (4) to have been collected

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, ch. 45, par. 12(1)

115. (1) Les définitions de « municipalité » et « organisme de bienfaisance », au paragraphe 259(1) de la même loi, sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

« municipalité » *"municipality"*

« municipalité » Est assimilée à une municipalité la personne que le ministre désigne comme municipalité pour l'application du présent article, aux seules fins des activités, précisées dans la désignation, qui comportent la réalisation de fournitures de services municipaux par la personne, sauf des fournitures taxables.

« organisme de bienfaisance » *"charity"*

« organisme de bienfaisance » Est assimilé à un organisme de bienfaisance l'organisme à but non lucratif qui exploite, à des fins non lucratives, un établissement de santé, au sens de l'alinéa *c*) de la définition de cette expression à l'article 1 de la partie II de l'annexe V.

(2) Le paragraphe 259(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« organisme à but non lucratif » *"non-profit organization"*

« organisme à but non lucratif » Y est assimilé l'organisme d'un gouvernement provincial, visé par règlement.

« taxe exigée non admise au crédit » *"non-creditable tax charged"*

« taxe exigée non admise au crédit » L'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa *a*) sur le montant visé à l'alinéa *b*) relativement à un bien ou à un service pour la période de demande d'une personne :

a) le total (appelé « total de la taxe applicable au bien ou au service » au présent article) des montants représentant chacun l'un des montants suivants :

(i) la taxe relative à la fourniture ou à l'importation du bien ou du service qui est devenue payable par la personne au cours de la période ou qui a été payée par elle au cours de la période sans qu'elle soit devenue payable, sauf la taxe réputée avoir été payée par la personne ou pour laquelle celle-ci ne peut, par le seul ef-

Clause 115: (1) The definitions "charity" and "municipality" in subsection 259(1) at present read as follows:

harity" includes a non-profit organization that operates a facility, or a part thereof, for the purpose of providing nursing home intermediate care service or residential care service, within the meaning of those expressions in the *Canada Health Act*;

nunicipality" includes an organization designated by the Minister, for the purposes of this section, to be a municipality, but only in respect of supplies (other than taxable supplies) made by the organization of municipal services specified in the designation;

(2) New.

Article 115, (1). — Texte actuel des définitions de « municipalité » et « organisme de bienfaisance » :

« municipalité » Y est assimilé l'organisme que le ministre désigne comme municipalité pour l'application du présent article, aux seules fins des fournitures de services municipaux, sauf les fournitures taxables, que l'organisme effectue et qui sont précisées dans la désignation.

« organisme de bienfaisance » Y est assimilé l'organisme à but non lucratif qui exploite tout ou partie d'une installation en vue d'offrir des soins intermédiaires en maison de repos ou des soins en établissement, au sens donné à ces expressions par la *Loi canadienne sur la santé*.

(2). — Nouveau.

during the period by the person in respect of the property or service,

(iii) tax, calculated on the amount of an allowance in respect of the property or service, that is deemed under section 174 to have been paid during the period by the person,

(iv) tax deemed under section 175 or 180 to have been paid during the period by the person in respect of the property or service, or

(v) an amount in respect of the property or service that is required under subsection 129(7) or paragraph 171(4)(*b*) to be added in determining the net tax of the person for the period,

exceeds

(*b*) the total of all amounts included in the total determined under paragraph (*a*) that are included in determining an input tax credit of the person in respect of the property or service for the period;

"non-profit organization" *« organisme à but non lucratif »*

"non-profit organization" includes a prescribed provincial government organization;

fet du paragraphe 226(4), demander de crédit de taxe sur les intrants,

(ii) la taxe réputée par l'article 191 ou les paragraphes 129(6), 129.1(4), 171(3), 200(2) ou 211(2) ou (4) avoir été perçue au cours de la période par la personne relativement au bien ou au service,

(iii) la taxe, calculée sur une indemnité relative au bien ou au service, qui est réputée par l'article 174 avoir été payée par la personne au cours de la période,

(iv) la taxe réputée par l'article 175 ou 180 avoir été payée par la personne au cours de la période relativement au bien ou au service,

(v) un montant relatif au bien ou au service qui est à ajouter, en application du paragraphe 129(7) ou de l'alinéa 171(4)*b*), dans le calcul de la taxe nette de la personne pour la période;

b) le total des montants inclus dans le total visé à l'alinéa *a*) qui entrent dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants de la personne relativement au bien ou au service pour la période.

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsections 259(2) to (16) are repealed and the following substituted therefor:

(3) Les paragraphes 259(2) à (16) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Qualifying non-profit organization

(2) For the purposes of this section, a person is a qualifying non-profit organization at any time in a fiscal year of the person if, at that time, the person is a non-profit organization and the percentage of government funding of the person for the year is at least 40%.

Organisme à but non lucratif admissible

(2) Pour l'application du présent article, une personne est un organisme à but non lucratif admissible à un moment donné de son exercice si, à ce moment, elle est un organisme à but non lucratif et son pourcentage de financement public pour l'exercice est d'au moins 40 %.

Rebate for persons other than designated municipalities

(3) Where a person (other than a listed financial institution, a registrant prescribed for the purposes of subsection 188(5) and a person designated, for the purposes of this section, to be a municipality) is, on the last day of a claim period of the person or the fiscal year of the person that includes that claim period, a selected public service body, charity or qualifying non-profit organization, the Minister shall, subject to subsection (5), pay a rebate to the person equal to the pre-

Remboursement aux personnes autres que les municipalités désignées

(3) Sous réserve du paragraphe (5), le ministre rembourse la personne (sauf une personne désignée comme municipalité pour l'application du présent article, un inscrit visé par règlement pris en vertu du paragraphe 188(5) et une institution financière désignée) qui, le dernier jour de sa période de demande ou de son exercice qui comprend cette période, est un organisme déterminé de services publics, un organisme de bienfaisance ou un organisme à but non lucratif

(3) Subsections 259(2) to (16) at present read as follows:

(2) For the purposes of this section, "tax payable" by a person in respect of property or a service includes

(*a*) tax deemed under subsection 171(3) or 200(2) to have been collected by the person in respect of the property or service, and

(*b*) an amount in respect of the property or service that is required under paragraph 171(4)(*b*) to be added in determining the net tax of the person for a reporting period,

but does not include an amount that the person has claimed or is entitled to claim as an input tax credit in respect of the property or service.

(3) For the purposes of this section, a person is a qualifying non-profit organization at any time in a fiscal year of the person if, at that time, the person is a non-profit organization and the percentage of government funding of the person for the year is at least 40%.

(4) Where in a claim period in a fiscal year of a person (other than a financial institution) that is, on the last day of the period or the year, a selected public service body, a charity or a qualifying non-profit organization, tax payable by the person in respect of property or a service (other than a prescribed property or service) becomes payable, the Minister shall, subject to subsection (5), pay a rebate to the person equal to the prescribed percentage of the amount of the tax payable.

(5) A rebate shall not be paid to a person under subsection (4) in respect of tax payable by the person in a claim period in a fiscal year of the

(3). — Texte actuel des paragraphes 259(2) à (16) :

(2) Pour l'application du présent article, la taxe payable par une personne relativement à un bien ou à un service comprend :

a) la taxe qui est réputée, en application du paragraphe 171(3) ou 200(2), perçue par la personne relativement au bien ou au service;

b) le montant relatif au bien ou au service à ajouter en application de l'alinéa 171(4)*b*) dans le calcul de la taxe nette de la personne pour une période de déclaration.

En est exclu le montant que la personne a demandé, ou auquel elle a droit, à titre de crédit de taxe sur les intrants relativement au bien ou au service.

(3) Pour l'application du présent article, une personne est un organisme à but non lucratif admissible à un moment donné de son exercice si, à ce moment, elle est un organisme à but non lucratif et son pourcentage de financement public pour l'exercice est d'au moins 40 %.

(4) Le ministre verse un remboursement à la personne (sauf une institution financière) qui, le dernier jour de sa période de demande ou de son exercice, est un organisme déterminé de services publics, un organisme de bienfaisance ou un organisme à but non lucratif admissible si, au cours de la période, la taxe payable par elle relativement à un bien ou à un service non visés par règlement devient payable. Le remboursement est égal au pourcentage réglementaire de la taxe payable.

(5) Le remboursement n'est versé que si la personne en fait la demande après le premier jour de l'exercice où elle est un organisme déterminé de

scribed percentage of the non-creditable tax charged in respect of property or a service (other than a prescribed property or service) for the claim period.

admissible. Le montant remboursable est égal au pourcentage réglementaire de la taxe exigée non admise au crédit relativement à un bien ou à un service, sauf un bien ou un service visés par règlement, pour la période de demande.

Rebate for designated municipalities

(4) Where a person is, on the last day of a claim period of the person or of the fiscal year of the person that includes that claim period, designated, for the purposes of this section, to be a municipality in respect of activities (in this subsection referred to as "designated activities") specified in the designation, the Minister shall, subject to subsection (5), pay a rebate to the person in respect of property or a service (other than a prescribed property or service) equal to the amount determined by the formula

A x B

where

A is the prescribed percentage of the total tax charged in respect of the property or service for the claim period, and

B is

(*a*) where the property was acquired by way of lease, licence or similar arrangement by the person for consideration that includes two or more periodic payments that are attributable to successive parts (each of which is in this subsection referred to as a "lease interval") of the period for which possession or use of the property is provided under the arrangement and an amount calculated on such a periodic payment is included in the total tax charged in respect of the property for the claim period, the extent (expressed as a percentage) to which the person intended, at the beginning of the lease interval to which the periodic payment is attributable, to use the property in the course of the designated activities,

(*b*) where the service is supplied to the person for consideration that includes two or more payments, each of which is attributable to particular services rendered under the agreement for the supply, and at a particular time during the claim period tax calculated on a particu-

Remboursement aux municipalités désignées

(4) Sous réserve du paragraphe (5), le ministre rembourse relativement à un bien ou à un service, sauf un bien ou un service visés par règlement, la personne qui, le dernier jour de sa période de demande ou de son exercice qui comprend cette période, est désignée comme municipalité pour l'application du présent article, relativement aux activités précisées dans la désignation. Le montant remboursable est égal au résultat du calcul suivant :

A x B

où :

A représente le pourcentage réglementaire du total de la taxe applicable au bien ou au service pour la période de demande;

B représente :

a) si le bien a été acquis par bail, licence ou accord semblable par la personne pour une contrepartie qui comprend plusieurs paiements périodiques qui sont imputables à des parties successives (chacune étant appelée « période de location » au présent paragraphe) de la période pour laquelle la possession ou l'utilisation du bien est prévue par l'accord et qu'un montant calculé sur un tel paiement périodique est inclus dans le total de la taxe applicable au bien pour la période de demande, le pourcentage dans lequel la personne avait l'intention, au début de la période de location à laquelle le paiement périodique est imputable, d'utiliser le bien dans le cadre des activités précisées;

b) si le service est fourni à la personne pour une contrepartie qui comprend plusieurs paiements périodiques qui sont imputables à des services rendus aux termes de l'accord portant sur la fourniture, et qu'à un moment au cours de la période de demande, la

erson unless the person files an application for the rebate after the first ay in the year that the person is a selected public service body, charity or ualifying non-profit organization and within four years after the day that

(*a*) where the person is a registrant, the day on or before which the person is required to file the return under Division V for the period; and

(*b*) where the person is not a registrant, the last day of the period.

(6) A person shall not make more than one application for rebates nder this section for any claim period of the person.

(7) Where a registrant (other than a selected public service body) that a charity or a qualifying non-profit organization makes an election nder this subsection, the rebate under subsection (4) in respect of tax ayable in respect of property or a service (other than a prescribed proper- or service) by the registrant in any reporting period of the registrant uring which the election is in effect shall be determined in prescribed anner.

(8) Where a person has made an election under this section,

(*a*) in determining an input tax credit of the person, no amount may be included in respect of tax payable in any reporting period in which the election is in effect by the person in respect of supplies to or importa- tions by the person of any personal property or service (other than a prescribed property or service), and

(*b*) subsections 199(3) and 200(2) do not apply in respect of that prop- erty.

(9) An election made under subsection (7) by a person shall

(*a*) be made in prescribed form containing prescribed information; and

(*b*) be filed with the Minister in prescribed manner with the return under Division V for the reporting period of the person in which the election is to become effective and shall be effective as of the first day of that period.

(10) A revocation of an election made under subsection (7) by a person hall

(*a*) be made in prescribed form containing prescribed information; and

(*b*) be filed with the Minister in prescribed manner on or before the earlier of

(i) the day the person files with the Minister an application for a rebate under subsection (4) in respect of tax payable by the person in the claim period in which the revocation is to become effective, and

(ii) the day the person files with the Minister the return under Division V for the reporting period of the person in which the revocation is to become effective.

(11) Where at any time a person who has made an election under ubsection (7) ceases to be a registrant, the person shall be deemed to ave revoked the election in accordance with this section, effective imme- iately before that time.

(12) Where tax is payable by a selected public service body described in ny of paragraphs (*a*) to (*e*) of the definition of that expression in subsec- on (1) in respect of property or a service acquired or imported by the ody primarily for consumption, use or supply in the course of activities ngaged in by another person described in any other of those paragraphs, or the purpose of determining the amount of a rebate under this section the body in respect of the tax, the body shall be deemed to be engaged those activities.

(13) Where tax is payable by a person in respect of property or a service cquired or imported by the person primarily for consumption, use or services publics, un organisme de bienfaisance ou un organisme à but non lucratif admissible et dans les quatre ans suivant le jour suivant :

a) si la personne est un inscrit, le jour où elle est tenue de produire une déclaration aux termes de la section V pour la période de demande;

b) sinon, le dernier jour de la période de demande.

(6) Une personne ne peut faire plus d'une demande de remboursement par période de demande aux termes du présent article.

(7) L'inscrit, sauf l'organisme déterminé de services publics, qui est un organisme de bienfaisance ou un organisme à but non lucratif admissible peut faire un choix pour que son remboursement au titre de la taxe payable relativement à un bien ou un service, non visés par règlement, pour sa période de déclaration où le choix est en vigueur soit déterminé selon les modalités réglementaires.

(8) Les règles suivantes s'appliquent si une personne fait le choix prévu au présent article :

a) aucun montant n'est inclus dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants de la personne au titre de la taxe payable par elle, pour une période de déclaration où le choix est en vigueur, relativement aux biens meubles ou aux services, non visés par règlement, qui lui sont fournis ou qu'elle importe;

b) les paragraphes 199(3) et 200(2) ne s'appliquent pas à ces biens.

(9) Le choix d'une personne doit être présenté au ministre en la forme, selon les modalités et avec les renseignements qu'il détermine, et accompagne la déclaration que la personne produit aux termes de la section V pour sa période de déclaration où le choix doit entrer en vigueur. Le choix entre en vigueur le premier jour de cette période.

(10) La révocation du choix d'une personne est présentée au ministre en la forme, selon les modalités et avec les renseignements qu'il détermine, au plus tard le premier en date des jours suivants :

a) le jour où la personne présente au ministre une demande de rembour- sement au titre de la taxe payable par elle au cours de la période de demande où la révocation doit entrer en vigueur;

b) le jour où la personne présente au ministre une déclaration aux termes de la section V pour sa période de déclaration où la révocation doit entrer en vigueur.

(11) La personne qui cesse d'être un inscrit après avoir fait le choix est réputée avoir révoqué le choix conformément au présent article immédia- tement avant de cesser d'être un inscrit.

(12) L'organisme déterminé de services publics qui doit payer une taxe relativement à un bien ou à un service qu'il a acquis ou importé principa- lement pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre des activités exercées par un autre semblable organisme est réputé exercer ces activités aux fins du calcul de son remboursement au titre de cette taxe.

(13) Le remboursement d'une personne au titre de sa taxe payable relativement à un bien ou à un service qu'elle a acquis ou importé princi- palement pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre des activités qu'elle exerce en qualité d'organisme déterminé de services pu- blics est calculé comme si elle n'était pas un tel organisme.

(14) Par dérogation au paragraphe 31(4) de la *Loi d'interprétation*, une disposition réglementaire prise en application de la présente partie en vue de fixer un pourcentage pour l'application du paragraphe (4) ne peut être modifiée, abrogée ou remplacée.

(15) Dans le cas où une personne, ayant droit à un remboursement en application du paragraphe (4), exerce une ou plusieurs activités dans des succursales ou divisions distinctes et est autorisée par le para- graphe 239(2) à produire des déclarations distinctes aux termes de la

lar payment becomes payable, or is paid without having become payable, by the person and is included in the total tax charged in respect of the service for the claim period, the extent (expressed as a percentage) to which the person had, before the particular time, consumed, used or supplied the particular services to which the particular payment is attributable, or intended at the particular time to consume, use or supply those particular services, in the course of the designated activities, and

(*c*) in any other case, the extent (expressed as a percentage) to which the person intended, at the time the property or service was acquired or imported by the person, to consume, use or supply the property or service in the course of the designated activities.

taxe calculée sur un tel paiement devient payable, ou est payée sans être devenue payable, par la personne et est incluse dans le total de la taxe applicable aux services pour la période de demande, le pourcentage dans lequel la personne a, avant ce moment, consommé, utilisé ou fourni ces services dans le cadre des activités précisées ou, à ce moment, avait l'intention de le faire;

c) dans les autres cas, le pourcentage dans lequel la personne avait l'intention, au moment où elle a acquis ou importé le bien ou le service, de consommer, d'utiliser ou de fournir le bien ou le service dans le cadre des activités précisées.

Application for rebate

(5) A rebate shall not be paid to a person under subsection (3) or (4) in respect of non-creditable tax charged for a claim period in a fiscal year of the person unless the person files an application for the rebate after the first day in the year that the person is a selected public service body, charity or qualifying non-profit organization and within four years after the day that is

(*a*) where the person is a registrant, the day on or before which the person is required to file the return under Division V for the period; and

(*b*) where the person is not a registrant, the last day of the period.

Demande de remboursement

(5) Le remboursement est accordé pour la taxe exigée non admise au crédit d'une période de demande d'un exercice si la personne en fait la demande après le premier jour de l'exercice où elle est un organisme déterminé de services publics, un organisme de bienfaisance ou un organisme à but non lucratif admissible et dans les quatre ans suivant le jour ci-après :

a) si la personne est un inscrit, le jour où elle est tenue de produire une déclaration aux termes de la section V pour la période de demande;

b) sinon, le dernier jour de la période de demande.

Limitation

(6) Except where subsection (10) or (11) applies, a person shall not make more than one application for rebates under this section for any claim period of the person.

Une demande par période

(6) Sauf en cas d'application des paragraphes (10) ou (11), une personne ne peut faire plus d'une demande de remboursement par période de demande.

Selected public service bodies

(7) Where a selected public service body described in any of paragraphs (*a*) to (*e*) of the definition of that expression in subsection (1) acquires or imports property or a service primarily for consumption, use or supply in the course of activities engaged in by another person described in any other of those paragraphs, for the purpose of determining the amount of a rebate under this section to the body in respect of the non-

Organisme déterminé de services publics

(7) L'organisme déterminé de services publics qui acquiert ou importe un bien ou un service pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre des activités exercées par un autre organisme déterminé de services publics est réputé, aux fins du calcul du montant remboursable au titre de la taxe exigée non admise au crédit relativement au bien ou au service pour une

upply in the course of activities engaged in by the person acting in the apacity of a selected public service body described in any of aragraphs (*a*) to (*e*) of the definition of that expression in subsection (1), he amount of a rebate under this section to the person in respect of the ax shall be determined as if the person were not a selected public service ody described in any other of those paragraphs.

(14) Notwithstanding subsection 31(4) of the *Interpretation Act*, a pro- ision of a regulation made under this Part that prescribes a percentage or the purposes of subsection (4) shall not be repealed, amended or va- ied.

(15) Where a person who is entitled to a rebate under subsection (4) is ngaged in one or more activities in separate branches or divisions and is uthorized under subsection 239(2) to file separate returns under Divi- ion V in relation to a branch or division,

(*a*) the person shall file separate applications under this section in re- spect of the branch or division; and

(*b*) the branch or division shall not make more than one application for rebates under this section for any claim period of the person.

(16) Where a person who has not made an application under sec- ion 239 is entitled to a rebate under subsection (4) and is engaged in one r more activities in separate branches or divisions,

(*a*) section 239 applies to the person as if the references therein to "commercial activities" were references to "activities", as if the refer- ences therein to "returns under this Division" and "returns" were refer- ences to "applications under section 259" and as if the references therein to "registrant" were references to "person";

(*b*) where, by reason of this subsection, a branch or division of the person is authorized under section 239 to file separate applications for rebates under this section, the branch or division shall not make more than one such application for any claim period of the person; and

(*c*) where, by reason of this subsection, the person is authorized under section 239 to file separate applications for rebates under this section in relation to a branch or division and the person is required to file returns under Division V, the person shall file separate returns under that Divi- sion in relation to the branch or division.

section V relativement à une succursale ou division, les règles suivantes s'appliquent :

a) la personne doit produire des demandes distinctes aux termes du présent article relativement à la succursale ou division;

b) la succursale ou division ne peut présenter plus d'une demande de remboursement aux termes du présent article par période de demande de la personne.

(16) Dans le cas où une personne, n'ayant pas présenté de demande aux termes de l'article 239, a droit à un remboursement en application du paragraphe (4) et exerce une ou plusieurs activités dans des succursales ou divisions distinctes, les règles suivantes s'appliquent :

a) l'article 239 s'applique à la personne comme si l'expression « activités commerciales » à cet article était remplacée par l'expression « activités », comme si le passage, à cet article, « déclarations distinctes aux termes de la présente section » était remplacé par le passage « demandes distinctes aux termes de l'article 259 » et comme si le mot « inscrit », à cet article, était remplacé par le mot « personne », compte tenu des adaptations grammaticales nécessaires;

b) si, par l'effet du présent paragraphe, une succursale ou division de la personne est autorisée par l'article 239 à produire des demandes de remboursement distinctes aux termes du présent article, elle ne peut présenter plus d'une telle demande par période de demande de la personne;

c) si, par l'effet du présent paragraphe, la personne est autorisée par l'article 239 à produire des demandes de remboursement distinctes aux termes du présent article relativement à une succursale ou division et si elle est tenue de produire des déclarations aux termes de la section V, elle doit produire des déclarations distinctes aux termes de cette section relativement à la succursale ou division.

creditable tax charged in respect of the property or service for any claim period of the body, the body shall be deemed to be engaged in those activities.

de ses périodes de demande, exercer ces activités.

Idem

(8) Where a person acquires or imports property or a service primarily for consumption, use or supply in the course of activities engaged in by the person acting in the capacity of a selected public service body described in any of paragraphs (*a*) to (*e*) of the definition of that expression in subsection (1), the amount of any rebate under this section to the person in respect of the non-creditable tax charged in respect of the property or service for a claim period shall be determined as if the person were not a selected public service body described in any other of those paragraphs.

(8) Le montant remboursable à une personne au titre de la taxe exigée non admise au crédit pour une période de demande relativement à un bien ou à un service qu'elle acquiert ou importe pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre des activités qu'elle exerce en sa qualité d'organisme déterminé de services publics est calculé comme si elle n'était pas un tel organisme.

Idem

Prescribed percentage

(9) Notwithstanding subsection 31(4) of the *Interpretation Act*, a provision of a regulation made under this Part that prescribes a percentage for the purposes of this section shall not be repealed, amended or varied to have the effect of changing the percentage applicable to a person.

(9) Malgré le paragraphe 31(4) de la *Loi d'interprétation*, une disposition réglementaire prise en application de la présente partie en vue de fixer un pourcentage pour l'application du présent article ne peut être modifiée ni abrogée ni remplacée de façon à changer le pourcentage applicable à une personne.

Pourcentage réglementaire

Application by branches or divisions

(10) Where a person who is entitled to a rebate under subsection (3) or (4) is engaged in one or more activities in separate branches or divisions and is authorized under subsection 239(2) to file separate returns under Division V in relation to a branch or division, the person

(*a*) shall file separate applications under this section in respect of the branch or division; and

(*b*) shall not make more than one such application in respect of the branch or division for any claim period of the person.

(10) La personne qui a droit au remboursement, qui exerce des activités dans des succursales ou divisions distinctes et qui est autorisée par le paragraphe 239(2) à produire des déclarations distinctes aux termes de la section V relativement à une succursale ou division est tenue de produire des demandes distinctes aux termes du présent article relativement à la succursale ou division et ne peut présenter plus d'une demande de remboursement relativement à la succursale ou division par période de demande.

Demandes de succursales et divisions

Application of section 239

(11) Where a person who has not made an application under section 239 is entitled to a rebate under subsection (3) or (4) and is engaged in one or more activities in separate branches or divisions,

(*a*) section 239 applies to the person as if the references therein to "commercial activities" were references to "activities", as if the references therein to "returns under

(11) Les règles suivantes s'appliquent à la personne qui n'a pas présenté de demande en vertu de l'article 239, qui a droit au remboursement et qui exerce des activités dans des succursales ou divisions distinctes :

a) pour l'application de l'article 239 à la personne, les mentions de « activité commerciale », « déclarations distinctes aux termes de la présente section » et « l'ins-

Demande selon l'article 239

this Division" and "returns" were references to "applications under section 259", and as if the references therein to "registrant" were references to "person";

(*b*) where, because of this subsection, a branch or division of the person is authorized under section 239 to file separate applications for rebates under this section, the person shall not make more than one such application in respect of the branch or division for any claim period of the person; and

(*c*) where, because of this subsection, the person is authorized under section 239 to file separate applications for rebates under this section in relation to a branch or division and the person is required to file returns under Division V, the person shall file separate returns under that Division in respect of the branch or division.

crit » à cet article valent respectivement mention de « activité », « demandes distinctes aux termes de l'article 259 » et « la personne »;

b) si, par l'effet du présent paragraphe, une succursale ou division de la personne est autorisée par l'article 239 à produire des demandes de remboursement distinctes aux termes du présent article, la personne ne peut présenter plus d'une demande relativement à la succursale ou division par période de demande;

c) la personne qui, par l'effet du présent paragraphe, est autorisée par l'article 239 à produire des demandes de remboursement distinctes aux termes du présent article relativement à une succursale ou division et qui est tenue de produire des déclarations aux termes de la section V doit produire des déclarations distinctes aux termes de cette section relativement à la succursale ou division.

Election

(12) Where a prescribed person makes an election under this subsection, in prescribed form containing prescribed information, any rebate payable to the person under this section in respect of non-creditable tax charged in respect of property or a service (other than a prescribed property or service) for a claim period during which the election is in effect shall be determined in prescribed manner.

Choix

(12) Une personne visée par règlement peut faire un choix pour que le montant qui lui est remboursable en vertu du présent article au titre de la taxe exigée non admise au crédit relativement à un bien ou à un service, sauf un bien ou un service visés par règlement, pour la période de demande au cours de laquelle le choix est en vigueur soit déterminé selon les modalités réglementaires. La personne fait le choix en la forme déterminée par le ministre et en présentant les renseignements requis.

Revocation

(13) An election made under subsection (12) by a person may be revoked by the person, in prescribed form containing prescribed information, effective on or before the day the person files with the Minister the application of the person for a rebate under this section in respect of non-creditable tax charged for the claim period of the person in which the revocation is to take effect.

Révocation

(13) La personne qui fait le choix prévu au paragraphe (12) peut le révoquer en présentant les renseignements requis par le ministre, en la forme déterminée par celui-ci. Le choix s'applique au plus tard le jour où elle présente au ministre sa demande de remboursement en vertu du présent article au titre de la taxe exigée non admise au crédit pour sa période de demande au cours de laquelle la révocation entre en vigueur.

(4) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

116. (1) Paragraph 261(2)(*c*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) a rebate of the amount is payable under subsection 215.1(1) or (2) or 216(6) or a refund of the amount is payable under section 69, 73, 74 or 76 of the *Customs Act* because of subsection 215.1(3) or 216(7).

1990, ch. 45, par. 12(1)

116. (1) L'alinéa 261(2)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) un remboursement du montant est accordé en application des paragraphes 215.1(1) ou (2) ou 216(6) ou des articles 69, 73, 74 ou 76 de la *Loi sur les douanes* par l'effet des paragraphes 215.1(3) ou 216(7).

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 261(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 261(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

One application per month

(4) Subject to subsections (5) and (6), not more than one application for a rebate under this section may be made by a person in any calendar month.

Une deman par mois

(4) Sous réserve des paragraphes (5) ou (6), une personne ne peut présenter plus d'une demande de remboursement par mois.

Application by branches and divisions

(5) Where a person who is entitled to a rebate under this section is engaged in one or more activities in separate branches or divisions and is authorized under subsection 239(2) to file separate returns under Division V in relation to a branch or division,

(*a*) the person may file separate applications under this section in respect of the branch or division; and

(*b*) not more than one application for a rebate under this section in respect of the branch or division may be made by the person in any calender month.

Demandes succursales divisions

(5) La personne qui a droit au remboursement, qui exerce des activités dans des succursales ou divisions distinctes et qui est autorisée par le paragraphe 239(2) à produire des déclarations distinctes aux termes de la section V relativement à une succursale ou division peut produire des demandes distinctes aux termes du présent article relativement à la succursale ou division mais ne peut présenter plus d'une demande de remboursement par mois relativement à la succursale ou division.

Application of s. 239

(6) Where a person who has not made an application under section 239 is entitled to a rebate under this section and is engaged in one or more activities in separate branches or divisions,

(*a*) section 239 applies to the person as if the references therein to "commercial activities" were references to "activities", as if the references therein to "returns under this Division" and "returns" were references to "applications under section 261", and as if the references therein to "registrant" were references to "person"; and

(*b*) where, because of this subsection, the person is authorized under section 239 to file separate applications for rebates under this section in relation to a branch or division, not more than one application for a

Demande s l'article 239

(6) Les règles suivantes s'appliquent à la personne qui n'a pas présenté de demande en vertu de l'article 239, qui a droit au remboursement et qui exerce des activités dans des succursales ou divisions distinctes :

a) pour l'application de l'article 239 à la personne, les mentions de « activité commerciale », « déclarations distinctes aux termes de la présente section » et « l'inscrit » à cet article valent respectivement mention de « activité », « demandes distinctes aux termes de l'article 261 » et « la personne »;

b) la personne qui, par l'effet du présent paragraphe, est autorisée par l'article 239 à produire des demandes de remboursement distinctes aux termes du présent article relativement à une succursale ou

Clause 116: (1) Paragraph 261(2)(*c*) at present reads as lows:

2) A rebate in respect of an amount shall not be paid under subsec- n (1) to a person to the extent that

...

c) the application for the rebate is based on a disagreement with a letermination of the value of goods made for the purposes of Divi- ion III.

(2) Subsection 261(4) at present reads as follows:

4) Not more than one application for a rebate under this section may made by a person in any calendar month.

Article 116, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 261(2) :

(2) Le montant n'est pas remboursé dans la mesure où :

...

c) la demande de remboursement fait suite à la non-acceptation d'une détermination de la valeur de produits faite pour l'application de la section III.

(2). — Modification du paragraphe 261(4) et adjonction du passage marqué d'un trait vertical. Texte actuel du paragraphe 261(4) :

(4) Une personne ne peut présenter plus d'une demande de remboursement par mois en application du présent article.

rebate under this section in respect of the branch or division may be made by the person in any calendar month.

(3) Subsection (1) applies to amounts paid as tax under Division III of the said Act on goods that are released (within the meaning assigned by subsection 2(1) of the *Customs Act*) after the day this Act is assented to.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

division ne peut présenter plus d'une demande par mois.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux montants payés au titre de la taxe prévue à la section III de la même loi sur des produits dédouanés (au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*) après la sanction de la présente loi.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

117. (1) Subsection 262(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

117. (1) Le paragraphe 262(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Form and filing of application

262. (1) An application for a rebate under this Division (other than section 253) shall be made in prescribed form containing prescribed information and shall be filed with the Minister in prescribed manner.

Forme et production de la demande

262. (1) Une demande de remboursement selon la présente section, exception faite de l'article 253, est présentée au ministre en la forme et selon les modalités qu'il détermine et contient les renseignements requis.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 262(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 262(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Group of individuals

(3) Where

(*a*) a supply of a single unit residential complex, a multiple unit residential complex that does not contain more than two residential units, a residential condominium unit or a share in a cooperative housing corporation is made to two or more individuals, or

(*b*) two or more individuals construct or substantially renovate, or engage another person to construct or substantially renovate, a single unit residential complex or a multiple unit residential complex that does not contain more than two residential units,

the references in sections 254 to 256 to a particular individual shall be read as references to all of those individuals as a group, but only one of those individuals may apply for the rebate under section 254, 254.1, 255 or 256, as the case may be, in respect of the complex, unit or share.

Groupe de particuliers

(3) Lorsque la fourniture d'un immeuble d'habitation à logement unique, d'un immeuble d'habitation à logements multiples de deux habitations, d'un logement en copropriété ou d'une part du capital social d'une coopérative d'habitation est effectuée au profit de plusieurs particuliers ou que plusieurs particuliers construisent ou font construire un immeuble d'habitation à logement unique ou un immeuble d'habitation à logements multiples de deux habitations, ou y font ou font faire des rénovations majeures, la mention d'un particulier aux articles 254 à 256 vaut mention de l'ensemble de ces particuliers en tant que groupe. Toutefois, seulement l'un d'entre eux peut demander le remboursement en application des articles 254, 254.1, 255 ou 256 relativement à l'immeuble, au logement ou à la part.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

Clause 117: (1) Subsection 262(1) at present reads as ollows:

262. (1) An application for a rebate under this Division shall be made prescribed form containing prescribed information and shall be filed ith the Minister in prescribed manner.

Article 117, (1). — Texte actuel du paragraphe 262(1) :

262. (1) Une demande de remboursement selon la présente section doit être présentée au ministre, en la forme, selon les modalités et avec les renseignements qu'il détermine.

(2) Subsection 262(3) at present reads as follows:

(3) Where

(*a*) a supply of a single unit residential complex, a residential condominium unit or a share in a cooperative housing corporation is made to two or more individuals, or

(*b*) two or more individuals construct or substantially renovate, or engage another person to construct or substantially renovate, a single unit residential complex,

e references in sections 254 to 256 to a particular individual shall be ıd as references to all of those individuals as a group, but only one of ose individuals may apply for the rebate under section 254, 255 or 256, the case may be, in respect of the complex, unit or share.

(2). — Texte actuel du paragraphe 262(3) :

(3) Lorsque la fourniture d'un immeuble d'habitation à logement unique, d'un logement en copropriété ou d'une action d'une coopérative d'habitation est effectuée au profit de plusieurs particuliers ou que plusieurs particuliers, eux-mêmes ou par un intermédiaire, construisent un immeuble d'habitation à logement unique ou y font des rénovations majeures, la mention d'un particulier aux articles 254 à 256 vaut mention de l'ensemble de ces particuliers en tant que groupe. Toutefois, seulement l'un d'entre eux peut demander le remboursement en application de l'article 254, 255 ou 256 relativement à l'immeuble, au logement ou à l'action.

1990, c. 45, s. 12(1)

118. (1) All that portion of section 263 of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

118. (1) Le passage de l'article 263 de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Restriction on rebate

263. A rebate of an amount under subsection 215.1(1) or (2) or 216(6) or any of sections 252 to 261 or a refund of an amount that, because of subsection 215.1(3) or 216(7), is payable under section 69, 73, 74 or 76 of the *Customs Act*, shall not be paid to a person to the extent that it can reasonably be regarded that

263. Le remboursement d'un montant en application des paragraphes 215.1(1) ou (2), du paragraphe 216(6) ou de l'un des articles 252 à 261 ou d'un montant qui, par l'effet des paragraphes 215.1(3) ou 216(7), est payable en vertu des articles 69, 73, 74 ou 76 de la *Loi sur les douanes* n'est pas effectué au profit d'une personne dans la mesure où il est raisonnable de considérer qu'une des situations suivantes existe :

Restriction

(2) Subsection (1) applies to rebates of amounts paid as tax under Division III of the said Act on goods that are released (within the meaning assigned by subsection 2(1) of the *Customs Act*) after the day this Act is assented to.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux remboursements de montants versés à titre de taxe aux termes de la section III de la même loi sur des produits dédouanés, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*, après la sanction de la présente loi.

119. (1) The said Act is further amended to adding thereto, immediately after section 263 thereof, the following section:

119. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 263, de ce qui suit :

Idem

263.1 Where a trustee is appointed under the *Bankruptcy and Insolvency Act* to act in the administration of the estate of a bankrupt, a rebate under this Part that the bankrupt was entitled to claim before the appointment shall not be paid to the bankrupt after the appointment unless all returns required under this Part to be filed for, or in respect of acquisitions of real property made in, reporting periods of the bankrupt ending before the appointment have been filed and all amounts required under this Part to be remitted by the bankrupt and all amounts payable under this Part by the bankrupt as penalty, interest, an instalment or a repayment in respect of those reporting periods have been remitted or paid, as the case may be.

263.1 En cas de nomination, en application de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, d'un syndic pour voir à l'administration de l'actif d'un failli, un remboursement prévu par la présente partie auquel le failli a droit avant la nomination n'est effectué à son profit après la nomination que si toutes les déclarations à produire en application de la présente partie pour l'ensemble des périodes de déclaration du failli qui prennent fin avant la nomination, ou relativement à des acquisitions d'immeubles effectuées au cours de ces périodes, ont été produites et que si les montants à verser par le failli en application de la présente partie ainsi que les montants payables par lui en vertu de cette partie au titre des pénalités, intérêts, acomptes provisionnels ou restitutions relativement à ces périodes ont été versés ou payés.

Restriction faillite

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

120. (1) Subsection 264(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

120. (1) Le paragraphe 264(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 4 par. 12(1)

Clause 118: (1) The relevant portion of section 263 at resent reads as follows:

263. A rebate of an amount under any of sections 252 to 261 shall not e paid to a person to the extent that it may reasonably be regarded that

Article 118, (1). — Texte actuel du passage visé de l'article 263 :

263. Le remboursement d'un montant en application d'un des articles 252 à 261 n'est pas versé à une personne dans la mesure où il est raisonnable de considérer qu'une des situations suivantes existe :

Clause 119: (1) New.

Article 119, (1). — Nouveau.

Clause 120: (1) Subsection 264(1) at present reads as llows:

264. (1) Where an amount is paid to a person as a rebate under this ision and the person was not entitled to the rebate or the amount paid n excess of the rebate to which the person was entitled, the person shall

Article 120, (1). — Texte actuel du paragraphe 264(1) :

264. (1) La personne qui reçoit un remboursement en application de la présente section sans y avoir droit, ou d'un montant excédant celui auquel elle a droit, doit verser le remboursement ou l'excédent au receveur général au plus tard :

Overpayment of rebate or interest

264. (1) Where an amount is paid to, or applied to a liability of, a person as a rebate under section 215.1 or this Division (other than section 253) or as interest under section 297 and the person is not entitled to the rebate or interest, as the case may be, or the amount paid or applied exceeds the rebate or interest, as the case may be, to which the person is entitled, the person shall pay to the Receiver General an amount equal to the rebate, interest or excess, as the case may be, not later than

(*a*) where the person is a registrant and the reporting period of the person in which the amount is paid to, or applied to a liability of, the person is a fiscal month or fiscal quarter of the person, the day that is one month after the end of that reporting period; and

(*b*) in any other case, the last day of the month immediately following the month in which the amount is so paid or applied.

Montant remboursé en trop ou intérêts payés en trop

264. (1) Lorsqu'est payé à une personne, ou déduit d'une somme dont elle est redevable, un montant au titre d'un remboursement prévu à l'article 215.1 ou à la présente section, sauf l'article 253, ou des intérêts prévus à l'article 297, auquel la personne n'a pas droit ou qui excède le montant auquel elle a droit, la personne est tenue de verser au receveur général un montant égal au montant remboursé, aux intérêts ou à l'excédent au plus tard :

a) s'il s'agit d'un inscrit dont la période de déclaration au cours de laquelle le montant est payé ou déduit correspond à son mois d'exercice ou à son trimestre d'exercice, un mois après la fin de cette période;

b) dans les autres cas, le dernier jour du mois suivant celui au cours duquel le montant est payé ou déduit.

(2) Subsection 264(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 264(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Overpayment of rebate or interest

264. (1) Where an amount is paid to, or applied to a liability of, a person as a rebate under section 215.1, subsection 216(6) or this Division (other than section 253) or as interest under section 297 and the person is not entitled to the rebate or interest, as the case may be, or the amount paid or applied exceeds the rebate or interest, as the case may be, to which the person is entitled, the person shall pay to the Receiver General an amount equal to the rebate, interest or excess, as the case may be, on the day the amount is paid to, or applied to a liability of, the person.

Montant remboursé en trop ou intérêts payés en trop

264. (1) Lorsqu'est payé à une personne, ou déduit d'une somme dont elle est redevable, un montant au titre d'un remboursement prévu à l'article 215.1, au paragraphe 216(6) ou à la présente section, sauf l'article 253, ou des intérêts prévus à l'article 297 auquel la personne n'a pas droit ou qui excède le montant auquel elle a droit, la personne est tenue de verser au receveur général un montant égal au montant remboursé, aux intérêts ou à l'excédent le jour de ce paiement ou de cette déduction.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) Subsection (2) applies to any amount paid to, or applied to a liability of, a person after 1992 except that, in applying subsection 264(1) of the said Act, as enacted by subsection (2), before the day this Act is assented to, it shall be read without reference to "subsection 216(6)".

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux montants payés à une personne, ou déduits d'une somme dont elle est redevable, après 1992. Toutefois, pour l'application du paragraphe 264(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), avant la sanction de la pré-

y the amount of the rebate or excess, as the case may be, to the eceiver General not later than

(*a*) where the person is a registrant and the reporting period of the person is the fiscal month or fiscal quarter of the person, the day that is one month after the end of the reporting period in which the amount was paid to the person; and

(*b*) in any other case, the last day of the month immediately following the month in which the amount was paid to the person.

a) s'il s'agit d'un inscrit dont la période de déclaration correspond à son mois d'exercice ou trimestre d'exercice, un mois après la fin de la période de déclaration au cours de laquelle elle a reçu le remboursement;

b) dans les autres cas, le dernier jour du mois suivant celui au cours duquel elle a reçu le remboursement.

sente loi, il n'est pas tenu compte du renvoi au paragraphe 216(6).

1990, c. 45, s. 12(1)

121. (1) All that portion of subsection 265(1) of the English version of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

121. (1) Le passage du paragraphe 265(1) de la version anglaise de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Bankruptcies

265. (1) For the purposes of this Part, where on a particular day a person becomes a bankrupt,

Bankruptcies

265. (1) For the purposes of this Part, where on a particular day a person becomes a bankrupt,

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 265(1)(*c*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa 265(1)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*c*) the property and money of the bankrupt immediately before that time shall be deemed not to pass to and be vested in the trustee in bankruptcy on the receiving order being made or the assignment in bankruptcy being filed but to remain vested in the bankrupt;

c) les biens et l'argent du failli, immédiatement avant la faillite, sont réputés ni être passés au syndic, ni lui être dévolus au moment de la prise de l'ordonnance de séquestre ou du dépôt de la cession, mais demeurer la propriété du failli;

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subparagraph 265(1)(*d*)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Le sous-alinéa 265(1)*d*)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) the trustee is liable for payment of tax payable before that time and for the remittance of tax collected before that time only to the extent of the property and money of the bankrupt in possession of the trustee available to satisfy the liability, and

(i) le syndic n'est responsable que jusqu'à concurrence des biens et de l'argent en sa possession disponibles pour éteindre l'obligation,

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) All that portion of paragraph 265(1)(*d*) of the said Act, as amended by subsection (3), preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Le passage de l'alinéa 265(1)*d*) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*d*) the bankrupt and the trustee in bankruptcy are jointly and severally liable for the payment or remittance of all amounts (other than amounts that relate solely to activities to which the bankruptcy does not relate and in which the bankrupt begins to engage after the bankruptcy) that become payable or remittable by the bankrupt under this Part before or during the period beginning at that time and ending with the discharge of the trustee under the *Bankruptcy and Insolvency Act* except that

d) le failli et le syndic sont solidairement tenus au paiement ou au versement des montants, sauf ceux qui se rapportent uniquement à des activités non visées par la faillite que le failli commence à exercer après celle-ci, devenus payables ou à verser par le failli en vertu de la présente partie avant ou pendant la période allant du jour de la faillite jusqu'à la libération du syndic en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*; toutefois :

Clause 121: (1) The relevant portion of subsection 265(1) of the English version at present reads as follows:

265. (1) For the purposes of this Part, where at any time a person comes a bankrupt,

Article 121, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 265(1) de la version anglaise :

265. (1) For the purposes of this Part, where at any time a person becomes a bankrupt,

(2) to (6) Paragraphs 265(1)(*c*) to (*i*) at present read as follows:

265. (1) For the purposes of this Part, where at anytime a person bemes a bankrupt,

...

(*c*) the property of the bankrupt immediately before that time shall be deemed not to pass to and be vested in the trustee in bankruptcy on the receiving order being made or the assignment in bankruptcy being filed but to remain vested in the bankrupt;

(*d*) the bankrupt and the trustee in bankruptcy are jointly and severally liable for the payment of any tax that became payable by the bankrupt in respect of transactions before that time and for the remittance of any tax collected by the bankrupt before that time, except that

(i) the trustee is liable for the payment of tax payable before that time and for the remittance of tax collected before that time only to the extent of the property of the bankrupt in possession of the trustee available to satisfy the liability, and

(ii) the payment by either of them of an amount in respect of the liability shall discharge the joint liability to the extent of the amount of the payment;

(*e*) the reporting period of the bankrupt that began before that time and that, but for this paragraph, would have ended after that time, shall be deemed to have ended immediately before the day that included that time;

(*f*) a reporting period of the bankrupt shall be deemed to have begun on the day that included that time;

(*g*) the trustee in bankruptcy is responsible for the filing of

(i) all returns relating to reporting periods of the bankrupt ending before that time or to any occurrence before that time, that are required by this Part or the regulations to be made by the bankrupt and that have not been filed before that time, and

(ii) all returns relating to reporting periods of the bankrupt in respect of the estate of the bankrupt ending during the bankruptcy or to any occurrence during the bankruptcy, that are required by this Part to be made by the bankrupt;

(*h*) where an absolute order of discharge of the bankrupt is granted under the *Bankruptcy Act*,

(2) à (6). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés du paragraphe 265(1) :

265. (1) Les règles suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie en cas de faillite d'une personne :

...

c) les biens du failli, immédiatement avant la faillite, sont réputés ni être passés au syndic, ni lui être dévolus au moment de la prise de l'ordonnance de séquestre ou du dépôt de la cession, mais demeurer la propriété du failli;

d) le failli et le syndic sont solidairement tenus au paiement de la taxe devenue payable par le failli relativement à une opération, ainsi que du versement de la taxe perçue par lui, avant la faillite; toutefois :

(i) le syndic n'est responsable que pour les biens en sa possession disponibles pour éteindre l'obligation,

(ii) le paiement d'un montant par le failli ou le syndic au titre de l'obligation éteint d'autant l'obligation;

e) la période de déclaration du failli, qui a commencé avant la faillite, et qui, en l'absence du présent paragraphe, se serait terminée après ce moment est réputée s'être terminée la veille de la faillite;

f) la période de déclaration du failli est réputée avoir commencé le jour de la faillite;

g) le syndic est tenu de produire :

(i) les déclarations qui visent soit les périodes de déclaration du failli se terminant avant la faillite, soit les faits qui se sont produits avant ce moment, que le failli est tenu de produire aux termes de la présente partie ou de ses règlements d'application et qu'il n'a pas produites avant la faillite,

(ii) les déclarations qui visent soit les périodes de déclaration du failli concernant ses actifs qui se terminent au cours de la faillite, soit les faits qui se sont produits au cours de la faillite, que le failli est tenu de produire aux termes de la présente partie;

h) lorsqu'une ordonnance de libération absolue est rendue à l'égard du failli en application de la *Loi sur la faillite* :

(i) la période de déclaration du failli qui a commencé au cours de la faillite et qui, en l'absence du présent alinéa, se serait terminée après ce moment est réputée s'être terminée la veille du jour où l'ordonnance est rendue,

(i) the trustee is liable for the payment or remittance of amounts that became payable or remittable before that time only to the extent of the property and money of the bankrupt in possession of the trustee available to satisfy the liability, and

1990, c. 45, s. 12(1); 1992, c. 27, par. 90(1)(*p*)

(5) Paragraph 265(1)(*i*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*i*) the property and money held by the trustee for the bankrupt immediately before an order of absolute discharge of the bankrupt is granted under the *Bankruptcy and Insolvency Act* shall be deemed not to pass to the bankrupt on the order being granted but to have been held by and vested in the bankrupt continuously since the day it was acquired by the bankrupt or the trustee, as the case may be.

(6) Paragraphs 265(1)(*c*) to (*i*) of the said Act, as amended by subsections (2) to (5), are repealed and the following substituted therefor:

(*c*) the property and money of the person immediately before the particular day shall be deemed not to pass to and be vested in the trustee in bankruptcy on the receiving order being made or the assignment in bankruptcy being filed but to remain vested in the bankrupt;

(*d*) the trustee in bankruptcy, and not the person, is liable for the payment or remittance of all amounts (other than amounts that relate solely to activities in which the person begins to engage on or after the particular day and to which the bankruptcy does not relate) that become payable or remittable by the person under this Part during the period beginning on the day immediately after the day the trustee became the trustee in bankruptcy of the person and ending on the day the discharge of the trustee is granted under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, except that

(i) the trustee is liable for the payment or remittance of amounts that became payable or remittable by the person af-

(5) L'alinéa 265(1)*i*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

i) les biens et l'argent que le syndic détient pour le failli immédiatement avant que l'ordonnance soit rendue sont réputés ne pas être passés au failli au moment où l'ordonnance est rendue, mais avoir été dévolus au failli et détenus par lui sans interruption depuis le jour où ils ont été acquis par lui ou le syndic.

(6) Les alinéas 265(1)*c*) à *i*) de la même loi, modifiés par les paragraphes (2) à (5), sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

c) les biens et l'argent du failli, immédiatement avant le jour de la faillite, sont réputés ni être passés au syndic, ni lui être dévolus au moment de la prise de l'ordonnance de séquestre ou du dépôt de la cession, mais demeurer la propriété du failli;

d) le syndic, et non le failli, est tenu au paiement ou au versement des montants, sauf ceux qui se rapportent uniquement à des activités non visées par la faillite que le failli commence à exercer au plus tôt le jour de celle-ci, devenus payables ou à verser par le failli en vertu de la présente partie pendant la période allant du lendemain du jour où le syndic est devenu le syndic du failli jusqu'au jour de la libération du syndic en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*; toutefois :

(i) la responsabilité du syndic à l'égard de paiement ou du versement de montants devenus payables ou à verser par le failli après le jour de la faillite soit pour des périodes ayant pris fin au plus tard ce jour-là, soit relativement à des fourni-

(i) the reporting period of the bankrupt that began during the bankruptcy and that, but for this paragraph, would have ended after that time, shall be deemed to have ended immediately before the day the order is granted, and

(ii) a reporting period of the bankrupt shall be deemed to have begun at the beginning of the day the order is granted; and

(*i*) the property held by the trustee for the bankrupt immediately before an absolute order of discharge of the bankrupt is granted under the *Bankruptcy Act* shall be deemed not to pass to the bankrupt on the order being granted but to have been held by and vested in the bankrupt continuously since the day it was acquired by the bankrupt or the trustee, as the case may be.

(ii) une période de déclaration du failli est réputée commencer au début du jour où l'ordonnance est rendue,

i) les biens que le syndic détient pour le failli immédiatement avant que l'ordonnance soit rendue sont réputés ne pas être passés au failli au moment où l'ordonnance est rendue, mais avoir été dévolus au syndic et détenus par lui sans interruption depuis le jour où ils ont été acquis par le failli ou le syndic.

ter the particular day in respect of periods that ended on or before the particular day, or of amounts that became payable or remittable by the person after the particular day in respect of supplies of real property made to the person on or before the particular day, only to the extent of the property and money of the person in possession of the trustee available to satisfy the liability,

(ii) the trustee is not liable for the payment or remittance of any amount for which a receiver (within the meaning assigned by subsection 266(1)) is liable under section 266, and

(iii) the payment or remittance by the person of an amount in respect of the liability shall discharge the liability of the trustee to the extent of that amount;

(*e*) where, on the particular day the person is registered under Subdivision d of Division V, the registration continues in relation to the activities of the person to which the bankruptcy relates as though the trustee in bankruptcy were the registrant in respect of those activities and ceases to apply to the activities of the person in which the person begins to engage on or after the particular day and to which the bankruptcy does not relate;

(*f*) where, on or after the particular day the person begins to engage in particular activities to which the bankruptcy does not relate, the particular activities shall be deemed to be separate from the activities of the person to which the bankruptcy relates as though the particular activities were activities of a separate person, and the person may

(i) apply for, and be granted, registration under Subdivision d of Division V, and

(ii) establish fiscal periods and establish and make elections respecting reporting periods,

in relation to the particular activities as though they were the only activities of the person;

tures d'immeubles effectuées au profit du failli au plus tard ce jour-là, se limite aux biens et à l'argent du failli en la possession du syndic et disponibles pour éteindre l'obligation,

(ii) le syndic n'est pas responsable du paiement ou du versement d'un montant pour lequel un séquestre (au sens du paragraphe 266(1)) est responsable en vertu de l'article 266,

(iii) le paiement ou le versement d'un montant par le failli au titre de l'obligation éteint d'autant l'obligation du syndic;

e) si le failli est inscrit aux termes de la sous-section d de la section V le jour de la faillite, l'inscription continue d'être valable pour ses activités visées par la faillite comme si le syndic était l'inscrit relativement à ces activités, mais cesse de l'être pour ce qui est des activités non visées par la faillite que le failli commence à exercer au plus tôt le jour de celle-ci;

f) les activités non visées par la faillite que le failli commence à exercer au plus tôt le jour de la faillite sont réputées être distinctes des activités du failli qui sont visées par la faillite comme si les activités non visées étaient celles d'une autre personne; le failli peut, à l'égard des activités non visées, demander et obtenir l'inscription aux termes de la sous-section d de la section V, établir des exercices et faire des choix relativement à des périodes de déclaration comme si ces activités étaient les seules qu'il exerçait;

g) la faillite n'a aucune incidence sur le début et la fin des périodes de déclaration du failli; toutefois :

(i) la période de déclaration qui comprend le jour de la faillite prend fin ce jour-là, et une nouvelle période de déclaration concernant les activités visées par la faillite commence le lendemain,

(ii) la période de déclaration, concernant les activités visées par la faillite, qui comprend le jour de la libération du

(*g*) the reporting periods of the person begin and end on the days on which they would have begun and ended if the bankruptcy had not occurred, except that

(i) the reporting period of the person during which the person becomes a bankrupt shall end on the particular day and a new reporting period of the person in relation to the activities of the person to which the bankruptcy relates shall begin on the day immediately after the particular day, and

(ii) the reporting period of the person, in relation to the activities of the person to which the bankruptcy relates, during which the trustee in bankruptcy is discharged under the *Bankruptcy and Insolvency Act* shall end on the day the discharge is granted;

(*h*) subject to paragraph (*j*), the trustee in bankruptcy shall file with the Minister in prescribed form containing prescribed information all returns in respect of

(i) the activities of the person to which the bankruptcy relates for, or

(ii) supplies of real property to which the bankruptcy relates and that are made to the person in,

reporting periods of the person ending in the period beginning on the day immediately after the particular day and ending on the day the discharge of the trustee is granted under the *Bankruptcy and Insolvency Act* and that are required under this Part to be filed by the person, as if those activities were the only activities of the person;

(*i*) subject to paragraph (*j*), if the person has not on or before the particular day filed a return required under this Part to be filed by the person for, or in respect of a supply of real property made to the person in, a reporting period of the person ending

(i) on or before the particular day, and

(ii) in, or immediately before, the fiscal year of the person that included the particular day,

syndic en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* prend fin ce jour-là;

h) sous réserve de l'alinéa *j*), le syndic est tenu de présenter au ministre, en la forme déterminée par celui-ci, les déclarations — que le failli est tenu de produire aux termes de la présente partie — contenant les renseignements requis concernant les activités du failli, ou les fournitures d'immeubles, visées par la faillite, exercées ou effectuées au profit du failli au cours des périodes de déclaration du failli qui ont pris fin pendant la période commençant le lendemain de la faillite et se terminant le jour de la libération du syndic en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, comme si ces activités étaient les seules que le failli exerçait;

i) sous réserve de l'alinéa *j*), si le failli ne produit pas, au plus tard le jour de la faillite, la déclaration qu'il est tenu de produire en vertu de la présente partie soit pour sa période de déclaration se terminant au plus tard ce jour-là et au cours de son exercice qui comprend ce jour, ou immédiatement avant cet exercice, soit relativement à une fourniture d'immeuble effectuée à son profit au cours de cette période, le syndic est tenu de présenter au ministre, en la forme déterminée par celui-ci, une déclaration pour cette période ou relativement à cette fourniture contenant les renseignements requis, sauf si le ministre renonce par écrit à exiger cette déclaration du syndic;

j) lorsqu'un séquestre (au sens du paragraphe 266(1)) est investi de pouvoirs relativement à une entreprise, à un bien, aux affaires ou à des éléments d'actif du failli, le syndic n'est pas tenu :

(i) d'inclure dans une déclaration les renseignements que le séquestre est tenu d'y inclure en vertu de l'article 266,

(ii) de produire une déclaration concernant une fourniture d'immeuble effectuée au profit du failli et à l'égard de laquelle le séquestre est tenu de produire une déclaration en vertu de l'article 266;

the trustee in bankruptcy shall, unless the Minister waives in writing the requirement for the trustee to file the return, file with the Minister in prescribed form containing prescribed information a return for that reporting period of the person or in respect of that supply, as the case may be;

(*j*) where there is a receiver (within the meaning assigned by subsection 266(1)) with authority in respect of a business, a property, affairs or assets of the person, the trustee in bankruptcy is not required

(i) to include in any return any information that the receiver is required under section 266 to include in a return, or

(ii) to file a return in respect of any supply of real property made to the person in respect of which the receiver is required under section 266 to file a return; and

(*k*) the property and money held by the trustee in bankruptcy for the person on the day an order of absolute discharge of the person is granted under the *Bankruptcy and Insolvency Act* shall be deemed not to pass to the person on the order being granted but to have been held by and vested in the person continuously since the day it was acquired by the person or the trustee, as the case may be.

k) les biens et l'argent que le syndic détient pour le failli le jour où une ordonnance de libération absolue de ce dernier est rendue en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* sont réputés ne pas être passés au failli au moment où l'ordonnance est rendue, mais avoir été dévolus au failli et détenus par lui sans interruption depuis le jour où ils ont été acquis par lui ou le syndic.

(7) Subsections (1) and (6) apply to persons who become bankrupt after 1992 and to persons appointed as their trustees in bankruptcy.

(7) Les paragraphes (1) et (6) s'appliquent aux personnes qui deviennent faillies après 1992 ainsi qu'à leur syndic.

(8) Subsections (2), (3) and (5) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(8) Les paragraphes (2), (3) et (5) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(9) Subsection (4) applies to amounts that become payable or remittable by a bankrupt after September 1992.

(9) Le paragraphe (4) s'applique aux montants devenus payables ou à verser par un failli après septembre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

122. (1) All that portion of paragraph 266(1)(*c*) of the said Act preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

122. (1) Le passage de l'alinéa 266(1)*c*) de la même loi qui précède le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*c*) the person and the receiver are jointly and severally liable for the payment or remittance of all amounts (other than

c) la personne et le séquestre sont solidairement tenus au paiement ou au versement des montants, sauf ceux qui se rapportent

Clause 122: (1) and (2) Section 266 at present reads as follows:

266. (1) For the purposes of this Part, where at any time a receiver is appointed to manage, operate or liquidate any business or property, or to manage the affairs, of a person,

Article 122, (1) et (2). — Texte actuel de l'article 266 :

266. (1) Dans le cas de la nomination d'un séquestre pour gérer, administrer ou liquider l'entreprise ou les biens d'une personne, ou pour administrer ses affaires, les règles suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie :

amounts that relate solely to activities of the person to which the appointment does not relate) that become payable or remittable by the person under this Part before that time or during the period during which the receiver is acting as receiver for the person, except that

(i) the receiver is liable for the payment or remittance of amounts that became payable or remittable before that time only to the extent of the property and money of the person in possession or under the control of the receiver, and

uniquement à des activités non visées par la nomination, devenus payables ou à verser par la personne en vertu de la présente partie avant la nomination ou au cours de la période où le séquestre agit à ce titre pour la personne; toutefois :

(i) le séquestre n'est responsable que jusqu'à concurrence des biens et de l'argent qui sont en sa possession ou qu'il contrôle,

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Section 266 of the said Act, as amended by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'article 266 de la même loi, modifié par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Definitions

266. (1) In this section,

Définitions

"business" *« entreprise »*
"receiver" *« séquestre »*

"business" includes a part of a business;

"receiver" means a person who

(*a*) under the authority of a debenture, bond or other debt security, of a court order or of an Act of Parliament or of the legislature of a province, is empowered to operate or manage a business or a property of another person,

(*b*) is appointed by a trustee under a trust deed in respect of a debt security to exercise the authority of the trustee to manage or operate a business or a property of the debtor under the debt security,

(*c*) is appointed by a bank to act as agent of the bank in the exercise of the authority of the bank under subsection 426(3) of the *Bank Act* in respect of property of another person,

(*d*) is appointed as a liquidator to liquidate the assets of a corporation or to wind up the affairs of a corporation, or

(*e*) is appointed as a committee, guardian or curator with authority to manage and care for the affairs and assets of an individual who is incapable of managing those affairs and assets,

and includes a person who is appointed to exercise the authority of a creditor under a debenture, bond or other debt security to

266. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« actif pertinent » « actif pertinent » *"relevant assets"*

a) Si le pouvoir d'un séquestre porte sur l'ensemble des biens, des entreprises, des affaires et des éléments d'actif d'une personne, cet ensemble;

b) si ce pouvoir ne porte que sur une partie des biens, des entreprises, des affaires et des éléments d'actif d'une personne, cette partie.

« entreprise » Est assimilée à une entreprise une partie de l'entreprise. « entreprise » *"business"*

« séquestre » Personne qui, selon le cas : « séquestre » *"receiver"*

a) par application d'une obligation ou autre titre de créance, de l'ordonnance d'un tribunal ou d'une loi fédérale ou provinciale, a le pouvoir de gérer ou d'exploiter les entreprises ou les biens d'un tiers;

b) est nommée par un fiduciaire aux termes d'un acte de fiducie relativement à un titre de créance, pour exercer le pouvoir du fiduciaire de gérer ou d'exploiter les entreprises ou les biens du débiteur du titre;

c) est nommée par une banque à titre de mandataire de la banque lors de l'exercice du pouvoir de celle-ci visé au paragraphe 426(3) de la *Loi sur les banques*

(*a*) the receiver shall be deemed to be the agent of the person and any supply made or received and any act performed by the receiver in the management, operation or liquidation of the business or property, or in the management of the affairs, of the person shall be deemed to have been made, received or performed, as the case may be, by the receiver as agent on behalf of the person;

(*b*) the receiver shall be deemed not to be a trustee of the estate of the person;

(*c*) the receiver and the person are jointly and severally liable for the payment of any tax payable by the person before that time or during the period during which the receiver is acting as receiver for the person and for the remittance of any tax collected by the person before that time or during that period, except that

(i) the receiver is liable for the payment of tax payable before that time and the remittance of tax collected before that time only to the extent of the property of the person in possession or under the control and management of the receiver, and

(ii) the payment by either of them in respect of the liability shall discharge the joint liability to the extent of the amount of the payment;

(*d*) the reporting period of the person that began before that time and that, but for this paragraph, would have ended after that time, shall be deemed to have ended on the day immediately before the day that included that time;

(*e*) a reporting period of the person shall be deemed to have begun on the day that included that time;

(*f*) the receiver is responsible for the filing of

(i) all returns in relation to the business or property to which the appointment relates for reporting periods of the person ending before that time or in respect of any occurrence before that time, that are required by this Part or the regulations to be made by the person and that have not been filed before that time, and

(ii) all returns in relation to the business or property to which the appointment relates for reporting periods of the person ending in the period during which the receiver is acting as receiver and in respect of any occurrence in that period;

(*g*) where the person was a registrant immediately before that time, the registration shall continue and shall not, during the period during which the receiver is acting as receiver, be terminated without the approval of the Minister; and

(*h*) where the appointment of the receiver is terminated,

(i) the reporting period of the person that began during the period during which the receiver was acting as receiver and that, but for this paragraph, would have ended after the period during which the receiver was acting as receiver, shall be deemed to have ended immediately before the day the appointment is terminated, and

(ii) if the person survives after the appointment is terminated, a reporting period of the person shall be deemed to have begun at the beginning of the day the appointment is terminated.

(2) In this section, "receiver" means

(*a*) a receiver or receiver-manager who is appointed under a debenture, bond or other debt security agreement or under a court order to manage or operate the business or property of a person;

(*b*) a liquidator who is appointed to liquidate the assets of a corporation or to wind up the affairs of the corporation; and

(*c*) a committee, guardian or curator who is appointed to manage and care for the affairs and assets of an individual who is incapable of managing those affairs and assets.

a) le séquestre est réputé agir à titre de mandataire de la personne, et tout bien ou service qu'il fournit ou reçoit, et tout acte qu'il accomplit, dans le cadre de la gestion, de l'administration ou de la liquidation de l'entreprise ou des biens de la personne, ou de l'administration de ses affaires, sont réputés fournis, reçus et accomplis à ce titre;

b) le séquestre est réputé ne pas être le fiduciaire des actifs de la personne;

c) le séquestre et la personne sont solidairement tenus au paiement de la taxe payable par la personne avant la nomination ou au cours de la période où le séquestre agit à ce titre pour la personne, ainsi que du versement de la taxe perçue par elle avant la nomination ou au cours de cette période; toutefois :

(i) le séquestre n'est responsable que pour les biens qui sont en sa possession ou qu'il contrôle et gère,

(ii) le paiement d'un montant par le séquestre ou la personne au titre de l'obligation éteint d'autant l'obligation;

d) la période de déclaration de la personne qui a commencé avant la nomination et qui, en l'absence du présent alinéa, se serait terminée après ce moment est réputée s'être terminée la veille de la nomination;

e) la période de déclaration de la personne est réputée avoir commencé le jour de la nomination;

f) le séquestre est tenu de produire :

(i) les déclarations se rapportant à l'entreprise ou aux biens et visant soit les périodes de déclaration de la personne se terminant avant la nomination, soit les faits qui se sont produits avant ce moment, que la personne est tenu de produire aux termes de la présente partie ou de ses règlements d'application et qu'elle n'a pas produites avant la nomination,

(ii) les déclarations se rapportant à l'entreprise ou aux biens et visant soit les périodes de déclaration de la personne se terminant au cours de la période où le séquestre agit à ce titre, soit les faits qui se sont produits aux cours de cette période;

g) si la personne était un inscrit immédiatement avant la nomination, l'inscription continue; il ne peut y être mis fin, au cours de la période pendant laquelle le séquestre agit à ce titre, sans l'approbation du ministre;

h) lorsque la nomination prend fin :

(i) la période de déclaration de la personne qui a commencé au cours de la période où le séquestre agissait à ce titre et qui, en l'absence du présent alinéa, se serait terminée après cette période est réputée s'être terminée la veille du jour où la nomination prend fin,

(ii) si la personne est vivante après le jour où la nomination prend fin, sa période de déclaration est réputée commencer au début de ce jour-là.

(2) Au présent article, est un séquestre :

a) le séquestre ou le séquestre-gérant nommé aux termes d'une obligation ou autre convention concernant un titre de créance ou aux termes de l'ordonnance d'un tribunal pour gérer ou administrer les affaires ou les biens d'une personne;

b) le liquidateur nommé pour liquider les biens ou les affaires d'une personne morale;

c) le curateur ou le tuteur nommé pour gérer les affaires et les biens d'un particulier qui en est incapable.

operate or manage a business or a property of another person but, where a person is appointed to exercise the authority of a creditor under a debenture, bond or other debt security to operate or manage a business or a property of another person, does not include that creditor;

"relevant assets" *« actif pertinent »*

"relevant assets" of a receiver means

(*a*) where the receiver's authority relates to all the properties, businesses, affairs and assets of a person, all those properties, businesses, affairs and assets, and

(*b*) where the receiver's authority relates to only part of the properties, businesses, affairs or assets of a person, that part of the properties, businesses, affairs or assets, as the case may be.

Receivers

(2) For the purposes of this Part, where on a particular day a receiver is vested with authority to manage, operate, liquidate, or wind up any business or property, or to manage and care for the affairs and assets, of a person,

(*a*) the receiver shall be deemed to be an agent of the person and any supply made or received and any act performed by the receiver in respect of the relevant assets of the receiver shall be deemed to have been made, received or performed, as the case may be, by the receiver as agent on behalf of the person;

(*b*) the receiver shall be deemed not to be a trustee of the estate of the person or any part of the estate of the person;

(*c*) where the relevant assets of the receiver are a part and not all of the person's businesses, properties, affairs or assets, the relevant assets of the receiver shall be deemed to be, throughout the period during which the receiver is acting as receiver of the person, separate from the remainder of the businesses, properties, affairs or assets of the person as though the relevant assets were businesses, properties, affairs or assets, as the case may be, of a separate person;

(*d*) the person and the receiver are jointly and severally liable for the payment or re-

relativement aux biens d'une autre personne;

d) est nommée à titre de liquidateur pour liquider les biens ou les affaires d'une personne morale;

e) est nommée à titre de curateur ou de tuteur ayant le pouvoir de gérer les affaires et les biens d'un incapable.

Est assimilée au séquestre la personne nommée pour exercer le pouvoir d'un créancier, aux termes d'une obligation ou autre titre de créance, de gérer ou d'exploiter les entreprises ou les biens d'un tiers, à l'exclusion du créancier.

Séquestres

(2) Dans le cas où un séquestre est investi, à une date donnée, du pouvoir de gérer, d'exploiter ou de liquider l'entreprise ou les biens d'une personne, ou de gérer ses affaires et ses éléments d'actif, les règles suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie :

a) le séquestre est réputé agir à titre de mandataire de la personne, et tout bien ou service qu'il fournit ou reçoit, et tout acte qu'il accomplit, relativement à l'actif pertinent, sont réputés fournis, reçus et accomplis à ce titre;

b) le séquestre est réputé n'être le fiduciaire d'aucun des éléments d'actifs de la personne;

c) lorsqu'il ne représente qu'une partie des entreprises, des biens, des affaires ou des éléments d'actif de la personne, l'actif pertinent est réputé être distinct du reste des entreprises, des biens, des affaires ou des éléments d'actif de la personne, durant la période où le séquestre agit à ce titre pour la personne, comme si l'actif pertinent représentait les entreprises, les biens, les affaires et les éléments d'actif d'une autre personne;

d) la personne et le séquestre sont solidairement tenus au paiement ou au versement des montants devenus payables ou à verser par la personne en vertu de la présente partie avant ou pendant la période où le

mittance of all amounts that become payable or remittable by the person under this Part before or during the period during which the receiver is acting as receiver of the person to the extent that the amounts can reasonably be considered to relate to the relevant assets of the receiver or to the businesses, properties, affairs or assets of the person that would have been the relevant assets of the receiver if the receiver had been acting as receiver of the person at the time the amounts became payable or remittable, as the case may be, except that

(i) the receiver is liable for the payment or remittance of amounts that became payable or remittable before that period only to the extent of the property and money of the person in possession or under the control and management of the receiver after

(A) satisfying the claims of creditors whose claims ranked, on the particular day, in priority to the claim of the Crown in respect of the amounts, and

(B) paying any amounts that the receiver is required to pay to a trustee in bankruptcy of the person,

(ii) the person is not liable for the remittance of any tax collected or collectible by the receiver, and

(iii) the payment or remittance by the person or the receiver of an amount in respect of the liability shall discharge the joint liability to the extent of that amount;

(*e*) the reporting periods of the person begin and end on the days on which they would have begun and ended if the vesting had not occurred, except that

(i) the reporting period of the person, in relation to the relevant assets of the receiver, during which the receiver begins to act as receiver of the person, shall end on the particular day and a new reporting period of the person in relation to the relevant assets shall begin on the day immediately after the particular day, and

séquestre agit à ce titre pour la personne, dans la mesure où il est raisonnable de considérer que les montants se rapportent à l'actif pertinent ou aux entreprises, aux biens, aux affaires ou aux éléments d'actif de la personne qui auraient constitué l'actif pertinent si le séquestre avait agi à ce titre pour la personne au moment où les montants sont devenus payables ou à verser; toutefois :

(i) le séquestre n'est tenu de payer ou de verser les montants devenus payables ou à verser avant cette période que jusqu'à concurrence des biens et de l'argent de la personne qui sont en sa possession ou qu'il contrôle et gère après avoir, à la fois :

(A) réglé les réclamations de créanciers qui, à la date donnée, peuvent être réglées par priorité sur les réclamations de Sa Majesté relativement aux montants,

(B) versé les sommes qu'il est tenu de payer au syndic de faillite de la personne,

(ii) la personne n'est pas tenue de verser la taxe perçue ou percevable par le séquestre,

(iii) le paiement ou le versement d'un montant par le séquestre ou la personne au titre de l'obligation éteint d'autant l'obligation;

e) le fait que le séquestre soit investi du pouvoir relativement à la personne n'a aucune incidence sur le début ou la fin des périodes de déclaration de la personne; toutefois :

(i) la période de déclaration de la personne, en ce qui concerne l'actif pertinent, au cours de laquelle le séquestre commence à agir à ce titre pour la personne prend fin à la date donnée, et une nouvelle période de déclaration, en ce qui concerne l'actif pertinent, commence le lendemain,

(ii) la période de déclaration de la personne, en ce qui concerne l'actif pertinent, au cours de laquelle le séquestre cesse d'agir à ce titre pour la personne

(ii) the reporting period of the person, in relation to the relevant assets, during which the receiver ceases to act as receiver of the person, shall end on the day the receiver ceases to act as receiver of the person;

(*f*) the receiver shall file with the Minister in prescribed form containing prescribed information all returns in respect of the relevant assets of the receiver for, or in respect of supplies of real property that can reasonably be considered to relate to the relevant assets and that were made to the person in, reporting periods ending in the period during which the receiver is acting as receiver and that are required under this Part to be made by the person, as if the relevant assets were the only properties, businesses, affairs and assets of the person;

(*g*) if the person has not on or before the particular day filed a return required under this Part to be filed by the person for a reporting period of the person ending

(i) on or before the particular day, and

(ii) in, or immediately before, the fiscal year of the person that included the particular day,

the receiver shall, unless the Minister waives in writing the requirement for the receiver to file the return, file with the Minister in prescribed form containing prescribed information a return for that reporting period that relates to the businesses, properties, affairs or assets of the person that would have been the relevant assets of the receiver if the receiver had been acting as receiver of the person during that reporting period; and

(*h*) if the person has not on or before the particular day filed a return required under this Part to be filed by the person in respect of a supply of real property made to the person in a reporting period of the person ending

(i) on or before the particular day, and

prend fin le jour où le séquestre cesse d'agir ainsi;

f) le séquestre est tenu de présenter au ministre, en la forme déterminée par celui-ci, les déclarations contenant les renseignements requis — que la personne est tenue de produire aux termes de la présente partie — concernant l'actif pertinent pour les périodes de déclaration de la personne se terminant au cours de la période où le séquestre agit à ce titre, ou relatif aux fournitures d'immeubles qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à l'actif pertinent, effectuées au profit de la personne au cours de ces périodes, comme si l'actif pertinent représentait les seuls biens, entreprises, affaires ou éléments d'actif de la personne;

g) si la personne ne produit pas, au plus tard à la date donnée, toute déclaration qu'elle est tenue de produire en vertu de la présente partie pour ses périodes de déclaration se terminant au plus tard à cette date et au cours de son exercice qui comprend cette date, ou immédiatement avant cet exercice, le séquestre est tenu de présenter au ministre, en la forme déterminée par celui-ci, une déclaration pour cette période contenant les renseignements requis et concernant les entreprises, les biens, les affaires ou les éléments d'actif de la personne qui auraient constitué l'actif pertinent si le séquestre avait agi à ce titre au cours de cette période, sauf si le ministre renonce par écrit à exiger cette déclaration du séquestre;

h) si la personne ne produit pas, au plus tard à la date donnée, toute déclaration qu'elle est tenue de produire en vertu de la présente partie relativement à une fourniture d'immeuble effectuée à son profit au cours de sa période de déclaration se terminant au plus tard à cette date et au cours de son exercice qui comprend cette date, ou immédiatement avant cet exercice, et qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant aux entreprises, aux biens, aux affaires ou aux éléments d'actif

(ii) in, or immediately before, the fiscal year of the person that included the particular day,

and that can reasonably be considered to relate to the businesses, properties, affairs or assets of the person that would have been the relevant assets of the receiver if the receiver had been acting as receiver of the person during that reporting period, the receiver shall, unless the Minister waives in writing the requirement for the receiver to file the return, file with the Minister in prescribed form containing prescribed information a return in respect of the supply.

de la personne qui auraient constitué l'actif pertinent si le séquestre avait agi à ce titre au cours de cette période, le séquestre est tenu de présenter au ministre, en la forme déterminée par celui-ci, une déclaration concernant la fourniture et contenant les renseignements requis, sauf si le ministre renonce par écrit à exiger la déclaration du séquestre.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, with respect to amounts that become payable or remittable before October 1992, all that portion of paragraph 266(1)(*c*) of the said Act preceding subparagraph (ii) thereof, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, en ce qui concerne les montants devenus payables ou à verser avant octobre 1992, le passage de l'alinéa 266(1)*c*) de la même loi qui précède le sous-alinéa (ii), édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

(*c*) the receiver and the person are jointly and severally liable for the payment of any tax payable by the person before that time or during the period during which the receiver is acting as receiver for the person and for the remittance of any tax collected by the person before that time or during that period, except that

c) le séquestre et la personne sont solidairement tenus au paiement de la taxe payable par la personne avant la nomination ou au cours de la période où le séquestre agit à ce titre pour la personne, ainsi qu'au versement de la taxe perçue par elle avant la nomination ou au cours de cette période; toutefois :

(i) the receiver is liable for the payment of tax payable before that time and the remittance of tax collected before that time only to the extent of the property and money of the person in possession or under the control and management of the receiver, and

(i) le séquestre n'est responsable que jusqu'à concurrence des biens et de l'argent qui sont en sa possession ou qu'il contrôle et gère,

(4) Subsection (2) applies to receivers who are vested with authority or appointed after 1992 and to the persons in respect of whose

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux séquestres qui sont investis de pouvoirs ou nommés après 1992 ainsi qu'aux personnes

businesses, properties, affairs or assets those receivers are vested with authority or are appointed.

1990, c. 45, s. 12(1)

123. (1) Section 270 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Definitions

270. (1) In this section,

"receiver" *« séquestre »*

"receiver" means a person who is a receiver within the meaning assigned by subsection 266(1);

"representative" *« représentant »*

"representative" means

(*a*) a person, other than a trustee in bankruptcy or a receiver, who is administering, winding up, controlling or otherwise dealing with any property, business, commercial activity or estate of a registrant, and

(*b*) an executor, within the meaning assigned by subsection 267(2), of an individual who is a registrant.

Certificates for receivers

(2) Every receiver shall, before distributing to any person any property or money under the control of the receiver in the receiver's capacity as receiver, obtain a certificate from the Minister certifying that all amounts that are, or can reasonably be expected to become, payable or remittable under this Part by the receiver in that capacity in respect of the reporting period during which the distribution is made, or any previous reporting period, have been paid or that security for the payment or remittance of the amounts has, in accordance with this Part, been accepted by the Minister.

Certificates for representatives

(3) Every representative of a registrant shall, before distributing to any person any property or money under the control of the representative in the representative's capacity as the representative, obtain a certificate from the Minister certifying that

(*a*) all amounts that are payable or remittable by the registrant under this Part in respect of the reporting period during which the distribution is made, or any previous reporting period, and

(*b*) all amounts that are, or can reasonably be expected to become, payable or remitta-

dont les entreprises, les biens, les affaires ou les éléments d'actif sont visés par les pouvoirs ou la nomination d'un séquestre.

1990, ch. 45, par. 12(1)

123. (1) L'article 270 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définitions

270. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« représentant » *"representative"*

« représentant »

a) Personne, autre qu'un syndic de faillite ou un séquestre, chargée de gérer, de liquider ou de contrôler les biens, les affaires, les activités commerciales ou la succession d'un inscrit, ou de s'en occuper de toute autre façon;

b) exécuteur, au sens du paragraphe 267(2), d'un particulier qui est un inscrit.

« séquestre » *"receiver"*

« séquestre » S'entend au sens du paragraphe 266(1).

Certificat au séquestre

(2) Le séquestre est tenu d'obtenir du ministre, avant de distribuer des biens ou de l'argent qu'il contrôle à ce titre, un certificat confirmant que les montants qui sont payables ou à verser par lui à ce titre aux termes de la présente partie, ou dont il est raisonnable de s'attendre à ce qu'ils le deviennent, pour la période de déclaration comprenant le moment de la distribution, ou pour une période de déclaration antérieure, ont été payés ou qu'une garantie pour leur paiement ou versement a été acceptée par le ministre conformément à la présente partie.

Certificat au représentant

(3) Le représentant d'un inscrit est tenu d'obtenir du ministre, avant de distribuer des biens ou de l'argent qu'il contrôle à ce titre, un certificat confirmant que les montants suivants ont été payés ou qu'une garantie pour leur paiement ou versement a été acceptée par le ministre conformément à la présente partie :

a) les montants qui sont payables ou à verser par l'inscrit aux termes de la présente partie pour la période de déclaration qui comprend le moment de la distribution ou

Clause 123: (1) Section 270 at present reads as follows:

270. (1) Every representative who is administering, winding up, controlling or otherwise dealing with any property, business, commercial activity or estate of a particular person shall, before distributing to one or more persons any property under the control of the representative in the representative's capacity as the representative, obtain a certificate from the Minister certifying that

(*a*) all amounts that are payable or remittable under this Part by the particular person, and

(*b*) all amounts that are, or can reasonably be expected to become, payable or remittable under this Part by the representative in that capacity,

have been paid or that security for the payment or remittance thereof has, in accordance with this Part, been accepted by the Minister.

(2) Any representative who distributes property without obtaining a certificate as required by subsection (1) in respect of the amounts referred to in that subsection is personally liable for the payment or remittance of those amounts to the extent of the value of the property so distributed.

(3) In this section, "representative" means a person who is an executor within the meaning assigned by subsection 267(2), a receiver within the meaning assigned by subsection 266(2), an assignee or any other like person, other than a trustee in bankruptcy.

Article 123, (1). — Texte actuel de l'article 270 :

270. (1) Le représentant chargé de gérer, de liquider ou de contrôler les biens, les affaires, l'activité commerciale ou la succession d'une personne, ou de s'en occuper autrement, doit obtenir du ministre, avant de distribuer des biens qu'il contrôle à ce titre, un certificat confirmant que les montants suivants ont été payés ou qu'une garantie pour leur paiement ou versement a été acceptée par le ministre conformément à la présente partie :

a) tous les montants qui sont à payer ou à verser par la personne aux termes de la présente partie;

b) tous les montants qui sont à payer ou à verser par le représentant à ce titre aux termes de la présente partie, ou dont il est raisonnable de s'attendre à ce qu'ils le deviennent.

(2) Le représentant qui distribue des biens sans obtenir le certificat est personnellement tenu au paiement ou au versement des montants en cause, à concurrence de la valeur des biens ainsi distribués.

(3) Au présent article, « représentant » s'entend d'un exécuteur, au sens du paragraphe 267(2), d'un séquestre, au sens du paragraphe 266(2), d'un cessionnaire ou de toute personne semblable autre qu'un syndic de faillite.

ble under this Part by the representative in that capacity in respect of the reporting period during which the distribution is made, or any previous reporting period,

have been paid or that security for the payment or remittance of the amounts has, in accordance with this Part, been accepted by the Minister.

pour une période de déclaration antérieure;

b) les montants qui sont payables ou à verser par le représentant à ce titre aux termes de la présente partie, ou dont il est raisonnable de s'attendre à ce qu'ils le deviennent, pour la période de déclaration qui comprend le moment de la distribution ou pour une période de déclaration antérieure.

Liability for failure to obtain certificate

(4) Any

(*a*) receiver who distributes property or money without obtaining a certificate as required by subsection (2) in respect of the amounts referred to in that subsection, or

(*b*) representative who distributes property or money without obtaining a certificate as required by subsection (3) in respect of the amounts referred to in that subsection

is personally liable for the payment or remittance of those amounts to the extent of the value of the property or money so distributed.

Responsabilité

(4) Le séquestre ou le représentant qui distribue des biens ou de l'argent sans obtenir le certificat requis est personnellement tenu au paiement ou au versement des montants en cause, jusqu'à concurrence de la valeur des biens ou de l'argent ainsi distribués.

(2) Subsection (1) applies to distributions made after 1992.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux distributions effectuées après 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

124. (1) Section 273 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

124. (1) L'article 273 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Joint venture election

273. (1) Where a registrant (in this section referred to as the "operator") is a participant in a joint venture (other than a partnership) under an agreement, evidenced in writing, with another person (in this section referred to as the "co-venturer") for the exploration or exploitation of mineral deposits or for a prescribed activity, and the operator and the co-venturer jointly make an election under this subsection,

(*a*) all properties and services that are, during the period the election is in effect, supplied, acquired or imported under the agreement by the operator on behalf of the co-venturer in the course of the activities for which the agreement was entered into shall, for the purposes of this Part, be deemed to be supplied, acquired or import-

Choix concernant les coentreprises

273. (1) L'inscrit (appelé « entrepreneur » au présent article) qui participe à une coentreprise, sauf une société de personnes, en conformité avec une convention constatée par écrit, conclue avec une autre personne (appelée « coentrepreneur » au présent article) et portant sur l'exploitation de gisements minéraux, ou l'exploration afférente, ou sur une activité visée par règlement, peut faire, avec le coentrepreneur, un choix conjoint pour que les règles suivantes s'appliquent :

a) pour l'application de la présente partie, les biens et services fournis, acquis ou importés, pendant que le choix est en vigueur, par l'entrepreneur au nom du coentrepreneur aux termes de la convention dans le cadre des activités visées par celle-ci sont réputés l'être par l'entrepreneur et non par le coentrepreneur;

Clause 124: (1) Section 273 at present reads as follows:

273. (1) Where a registrant (in this section referred to as the "operator") is a participant in a joint venture (other than a partnership) under an agreement in writing with another person for the exploration or exploitation of mineral deposits or for a prescribed activity, and the operator files an election made jointly with the other person in prescribed form containing prescribed information with the Minister with the return under this Part for the first reporting period of the operator in which tax is payable in respect of any supply made by the operator in the course of the activities for which the joint venture agreement was entered into or in which tax would, but for this section, be payable in respect of a supply referred to in section 178 made by the operator to the other person, whichever is earlier, the following rules apply:

(*a*) all properties and services supplied, acquired or imported by the operator on behalf of the other person under the agreement in the course of the activities for which the agreement was entered into shall, for the purposes of this Part, be deemed to be supplied, acquired or imported by the operator and not by the other person;

(*b*) section 177 does not apply in respect of a supply referred to in paragraph (*a*);

(*c*) all supplies of services made to the other person by the operator under the agreement and in the course of the activities for which the agreement was entered into shall, for the purposes of this Part, be deemed not to be supplies; and

(*d*) the operator and the other person shall be jointly and severally liable for all obligations under this Part that result from activities that,

Article 124, (1). — Texte actuel de l'article 273 :

273. (1) L'inscrit qui participe à une coentreprise, sauf une société de personnes, conformément à une convention écrite conclue avec une autre personne portant sur l'exploitation de gisements minéraux, ou l'exploration y afférente, ou une activité visée par règlement peut faire un choix conjoint avec l'autre personne, en la forme et avec les renseignements déterminés par le ministre, avec sa déclaration produite selon la présente partie pour la première en date de sa première période de déclaration où une taxe est payable relativement aux fournitures qu'il effectue dans le cadre des activités visées par la convention ou de sa première période de déclaration où une taxe serait payable, abstraction faite du présent article, relativement à une fourniture visée à l'article 178 qu'il a effectuée au profit de l'autre personne, pour que les règles suivantes s'appliquent :

a) pour l'application de la présente partie, tous les biens et services fournis, acquis ou importés par l'inscrit au nom de l'autre personne aux termes de la convention dans le cadre des activités visées par celle-ci sont réputés l'être par l'inscrit et non par l'autre personne;

b) l'article 177 ne s'applique pas à une fourniture visée à l'alinéa *a*);

c) pour l'application de la présente partie, toutes les fournitures de services effectuées par l'inscrit au profit de l'autre personne aux termes de la convention dans le cadre des activités visées par celle-ci sont réputées ne pas être des fournitures;

d) l'inscrit et l'autre personne sont solidairement tenus à toutes les obligations prévues par la présente partie qui découlent d'activités qui, abstraction faite du présent article, seraient exercées par l'inscrit au nom de l'autre personne.

ed, as the case may be, by the operator and not by the co-venturer;

(*b*) section 177 does not apply in respect of a supply referred to in paragraph (*a*); and

(*c*) all supplies of property or services made, during the period the election is in effect, under the agreement by the operator to the co-venturer shall, for the purposes of this Part, be deemed not to be supplies to the extent that the property or services are, but for this section, acquired by the co-venturer for consumption, use or supply in the course of commercial activities for which the agreement was entered into.

Exception

(1.1) Paragraph (1)(*a*) does not apply to the acquisition or importation of property or a service by an operator on behalf of a co-venturer where the property or service is so acquired or imported for consumption, use or supply in the course of activities that are not commercial activities and the operator

(*a*) is a government other than a specified Crown agent; or

(*b*) would not be required, because of an Act of Parliament other than this Act, to pay tax in respect of the acquisition or importation of the property or service if the operator acquired or imported the property or service for that purpose otherwise than on behalf of the co-venturer.

Assignee of interest in joint venture

(2) For the purposes of this section, where a particular person has made an election under this section with respect to a joint venture and at any time during the period the election is in effect another person becomes a participant in the venture by acquiring an interest in it from the particular person, the other person shall be deemed to have made, at that time, an election under this section in accordance with subsection (4) with respect to the venture jointly with the operator of the venture.

Revocation

(3) An operator and a co-venturer who have jointly made an election under this section may jointly revoke the election.

b) l'article 177 ne s'appliquent pas à une fourniture visée à l'alinéa *a*);

c) pour l'application de la présente partie, les fournitures de biens ou de services effectuées par l'entrepreneur au profit du coentrepreneur aux termes de la convention, pendant que le choix est en vigueur, sont réputées ne pas être des fournitures dans la mesure où les biens ou services seraient, sans le présent article, acquis par le coentrepreneur pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre des activités commerciales visées par la convention.

Exception

(1.1) L'alinéa (1)*a*) ne s'applique pas à l'acquisition ou à l'importation d'un bien ou d'un service par un entrepreneur pour le compte d'un coentrepreneur dans le cas où le bien ou le service est ainsi acquis ou importé pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre d'activités non commerciales et où l'entrepreneur, selon le cas :

a) est un gouvernement, autre qu'un mandataire désigné;

b) ne serait pas tenu, par l'effet d'une loi fédérale autre que la présente, de payer la taxe relative à l'acquisition ou à l'importation s'il avait acquis ou importé le bien ou le service à cette fin autrement que pour le compte du coentrepreneur.

Cessionnaire droits dans u coentreprise

(2) Pour l'application du présent article, la personne qui, ayant acquis un droit dans une coentreprise d'une autre personne qui a fait, relativement à celle-ci, le choix prévu au présent article, commence à participer à la coentreprise à un moment où le choix est en vigueur est réputée avoir fait, au moment de l'acquisition du droit et en conformité avec le paragraphe (4), le choix conjointement avec l'entrepreneur de la coentreprise.

Révocation

(3) L'entrepreneur et le coentrepreneur qui font le choix peuvent le révoquer conjointement.

but for this section, are engaged in by the operator on behalf of the other person.

(2) For the purposes of this section, where an election under this section is made by a particular person with respect to a joint venture, any other person who acquires an interest in the venture from the particular person shall be deemed to have made an election under this section with respect to that interest.

(3) Where an operator who is a participant in a joint venture (other than a partnership) under an agreement in writing entered into before 1991 with another person (in this subsection and subsection (4) referred to as the "investor") files a return for the operator's first reporting period beginning after 1990 in which all properties and services supplied, acquired or imported by the operator on behalf of the investor are reported as having been supplied, acquired or imported by the operator and not by the investor, the operator shall be deemed to have filed with the Minister an election made jointly with the investor under subsection (1) in prescribed form containing prescribed information.

(4) Subsection (3) applies as between an operator under a joint venture agreement and an investor under the agreement only where

(*a*) the operator sends a notice in writing to the investor not later than December 31, 1990 of the operator's intention to file a return for the operator's first reporting period beginning after 1990 reporting on the basis provided in subsection (3) with respect to all property and services supplied, acquired or imported by the operator on behalf of the investor; and

(*b*) the investor has not, on or before the day that is the earlier of February 1, 1991 and the day that is 30 days after receipt of the notice from the operator, advised the operator in writing that all property and services supplied, acquired or imported under the agreement by the operator on the investor's behalf are not to be treated as having been supplied, acquired or imported by the operator.

(2) Pour l'application du présent article, la personne qui acquiert un droit afférent à une coentreprise d'une autre personne ayant fait un choix relativement à la coentreprise est réputée avoir fait un choix relativement à ce droit.

(3) L'inscrit qui participe à une coentreprise (sauf une société de personnes) aux termes d'une convention écrite conclue avant 1991 avec un investisseur et qui produit une déclaration pour sa première période de déclaration commençant après 1990 portant que tous les biens et services qu'il a fournis, acquis ou importés pour le compte de l'investisseur sont fournis, acquis ou importés par lui et non par l'investisseur, est réputé avoir présenté au ministre un choix fait conjointement avec l'investisseur en application du paragraphe (1) en la forme et avec les renseignements déterminés par le ministre.

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique à l'inscrit et à l'investisseur qui sont parties à une convention visant une coentreprise que si les conditions suivantes sont réunies :

a) l'inscrit informe l'investisseur, par avis écrit envoyé au plus tard le 31 décembre 1990, de son intention de produire une déclaration pour sa première période de déclaration commençant après 1990 contenant les renseignements prévus au paragraphe (3) en ce qui concerne tous les biens et services qu'il a fournis, acquis ou importés pour le compte de l'investisseur;

b) l'investisseur n'a pas informé l'inscrit, par avis écrit envoyé au plus tard le premier en date du 1er février 1991 et du trentième jour suivant la réception de l'avis de l'inscrit, que tous les biens et services que l'inscrit a fournis, acquis ou importés pour son compte aux termes de la convention n'ont pas à être considérés comme fournis, acquis ou importés par l'inscrit.

Form of election or revocation

(4) An election or revocation under this section made jointly by an operator and a co-venturer is not a valid election or revocation unless it is made in prescribed form containing prescribed information and specifies the effective date of the election or revocation.

Forme du choix ou de la révocation

(4) Le choix ou la révocation ne sont valides que s'ils sont faits en la forme déterminée par le ministre, contiennent les renseignements déterminés par lui et précisent la date de leur entrée en vigueur.

Joint and several liability

(5) Where a registrant and another person make, or purport to make, an election under subsection (1) in respect of an agreement between the registrant and the person, the registrant and the other person are jointly and severally liable for all obligations under this Part that result from the activities for which the agreement was entered into and that are or would be, but for this section, engaged in by the registrant on behalf of the other person.

Obligation solidaire

(5) L'inscrit qui fait, ou prétend faire, le choix prévu au paragraphe (1) conjointement avec une autre personne relativement à la convention conclue entre eux est solidairement tenu, avec l'autre personne, aux obligations prévues par la présente partie qui découlent des activités visées par la convention que l'inscrit exerce au nom de l'autre personne, ou qu'il exercerait en son nom sans le présent article.

Joint venture beginning before 1991

(6) Where an operator who is a participant in a joint venture (other than a partnership) under an agreement referred to in subsection (1) entered into before 1991 with a co-venturer files a return for the operator's first reporting period beginning after 1990 in which all properties and services supplied, acquired or imported by the operator on behalf of the co-venturer in the course of the activities for which the agreement was entered into are reported as having been supplied, acquired or imported, as the case may be, by the operator and not by the co-venturer, the operator shall be deemed to have made jointly with the co-venturer an election under this section in accordance with subsection (4).

Coentreprise commençant avant 1991

(6) L'entrepreneur qui participe à une coentreprise, sauf une société de personnes, aux termes d'une convention, visée au paragraphe (1), conclue avant 1991 avec un coentrepreneur et qui produit une déclaration pour sa première période de déclaration commençant après 1990 portant que les biens et services qu'il a fournis, acquis ou importés pour le compte du coentrepreneur dans le cadre des activités visées par la convention sont fournis, acquis ou importés par lui et non par le coentrepreneur, est réputé avoir fait, conjointement avec le coentrepreneur et en conformité avec le paragraphe (4), le choix prévu au présent article.

Application of subsection (6)

(7) Subsection (6) applies as between an operator and a co-venturer, in respect of an agreement, only where

(*a*) the operator sends a notice in writing to the co-venturer not later than December 31, 1990 of the operator's intention to file a return for the operator's first reporting period beginning after 1990 reporting on the basis provided in subsection (6) with respect to all property and services supplied, acquired or imported by the operator on behalf of the co-venturer in the course of the activities for which the agreement was entered into; and

Champ d'application du paragraphe (6)

(7) Le paragraphe (6) s'applique à l'entrepreneur et au coentrepreneur qui sont parties à une convention si les conditions suivantes sont réunies :

a) l'entrepreneur informe le coentrepreneur, par avis écrit envoyé au plus tard le 31 décembre 1990, de son intention de produire une déclaration pour sa première période de déclaration commençant après 1990 contenant les renseignements prévus au paragraphe (6);

b) le coentrepreneur n'a pas informé l'entrepreneur, par avis écrit envoyé au plus tard le premier en date du 1er février 1991 et du trentième jour suivant la réception de

(*b*) the co-venturer has not, on or before the day that is the earlier of February 1, 1991 and the day that is 30 days after receipt of the notice from the operator, advised the operator in writing that all property and services supplied, acquired or imported by the operator on the co-venturer's behalf in the course of the activities for which the agreement was entered into are not to be treated as having been supplied, acquired or imported by the operator.

l'avis de l'entrepreneur, que tous les biens et services que l'entrepreneur se propose d'indiquer dans la déclaration n'ont pas à être considérés comme fournis, acquis ou importés par l'entrepreneur.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) paragraph 273(1)(*c*) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read, with respect to any supply made before September 15, 1992 to the person referred to therein as the "co-venturer", as follows:

(*c*) all supplies of property or services made to the co-venturer by the operator under the agreement and in the course of the activities for which the agreement was entered into shall, for the purposes of this Part, be deemed not to be supplies.

and

(*b*) section 273 of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read, with respect to acquisitions and importations of properties or services before December 12, 1992, without reference to subsection (1.1) thereof.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) l'alinéa 273(1)*c*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit en ce qui concerne les fournitures effectuées avant le 15 septembre 1992 au profit d'un coentrepreneur visé à cet alinéa :**

c) pour l'application de la présente partie, toutes les fournitures de biens ou de services effectuées par l'entrepreneur au profit du coentrepreneur aux termes de la convention et dans le cadre des activités visées par la convention sont réputées ne pas être des fournitures.

***b*) il n'est pas tenu compte du paragraphe 273(1.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), pour ce qui est des acquisitions et importations de biens ou de services effectuées avant le 12 décembre 1992.**

1990, c. 45, s. 12(1)

125. (1) All that portion of subsection 277(2) of the French version of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 4 par. 12(1)

125. (1) Le passage du paragraphe 277(2) de la version française de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prise d'effet

(2) Les règlements d'application de la présente partie ont effet à compter de leur publication dans la *Gazette du Canada* ou après s'ils le prévoient. Un règlement peut toutefois avoir un effet rétroactif, s'il comporte une disposition en ce sens, dans les cas suivants :

Prise d'effe

(2) Les règlements d'application de la présente partie ont effet à compter de leur publication dans la *Gazette du Canada* ou après s'ils le prévoient. Un règlement peut toutefois avoir un effet rétroactif, s'il comporte une disposition en ce sens, dans les cas suivants :

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

Clause 125: (1) The relevant portion of subsection 277(2) of the French version at present reads as follows:

(2) Tout règlement d'application de la présente partie peut, s'il comporte une disposition en ce sens, avoir un effet rétroactif et s'appliquer à une période antérieure à sa prise, mais non antérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, dans les cas suivants:

Article 125, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 277(2) de la version française :

(2) Tout règlement d'application de la présente partie peut, s'il comporte une disposition en ce sens, avoir un effet rétroactif et s'appliquer à une période antérieure à sa prise, mais non antérieure à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, dans les cas suivants :

1990, c. 45, s. 12(1)

126. (1) Subsection 280(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Unpaid penalty and interest

(4) Where a person is required to pay a penalty or interest under subsection (2) in respect of an instalment required under subsection 237(1) to be paid within the time specified in that subsection and the penalty or interest, as the case may be, has not been paid on or before the day on or before which the tax on account of which the instalment was payable is required to be remitted, the penalty or interest, as the case may be, shall be deemed, for the purposes of this Part, to be an amount required to be remitted by the person on or before that day that has not been remitted on or before that day.

Payment of penalty and interest

(4.1) Where penalty computed at a rate per year or interest is compounded on a particular day on an amount that a person has failed to pay or remit when required under this Part, the penalty or interest, as the case may be, so compounded shall, for the purpose of this section, be deemed to be required to be paid by the person to the Receiver General at the end of the particular day and, where the person has not paid the penalty or interest, as the case may be, so computed by the end of the next following day, the penalty or interest, as the case may be, shall be added to the amount at the end of the particular day.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

127. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 281 thereof, the following section:

Waiving or cancelling interest

281.1 (1) The Minister may waive or cancel interest payable by a person under section 280.

Waiving or cancelling penalties

(2) The Minister may waive or cancel penalties payable by a person under section 280.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

128. (1) The definitions "authorized person", "court of appeal" and "official" in subsection 295(1) of the said Act are re-

1990, ch. 45, par. 12(1)

126. (1) Le paragraphe 280(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Pénalité et intérêts impayés

(4) Pour l'application de la présente partie, la pénalité ou les intérêts qu'une personne est tenue de payer, aux termes du paragraphe (2), sur un acompte provisionnel payable en application du paragraphe 237(1) dans le délai imparti, et qui sont impayés à la date d'échéance de la taxe au titre de laquelle l'acompte était payable sont réputés représenter un montant que la personne était tenue de verser au plus tard à cette date, mais qui n'a pas été ainsi versé.

Paiement de pénalités et intérêts

(4.1) La pénalité, calculée à un taux annuel, ou les intérêts qui sont composés un jour donné sur un montant qu'une personne n'a pas payé ou versé au moment où elle en était tenue en vertu de la présente partie sont réputés, pour l'application du présent article, être payables par la personne au receveur général à la fin du jour donné. Si la personne ne paie pas cette pénalité ou ces intérêts au plus tard à la fin du jour suivant, la pénalité ou les intérêts, selon le cas, sont ajoutés au montant dû à la fin du jour donné.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

127. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 281, de ce qui suit :

Renonciation ou annulation — intérêts

281.1 (1) Le ministre peut annuler les intérêts payables par une personne en application de l'article 280, ou y renoncer.

Renonciation ou annulation — pénalités

(2) Le ministre peut annuler la pénalité payable par une personne en application de l'article 280, ou y renoncer.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

128. (1) Les définitions de « cour d'appel », « fonctionnaire » et « personne autori-

Clause 126: (1) Subsection 280(4) at present reads as follows:

(4) Where an amount of penalty or interest payable under subsection (2) has not been paid on or before the day referred to in paragraph (2)(*d*), that penalty or interest shall be deemed to be an amount of net tax not remitted on or before that day.

Article 126, (1). — Modification du paragraphe 280(4) et adjonction du passage marqué d'un trait vertical. Texte actuel du paragraphe 280(4) :

(4) La pénalité ou les intérêts payables aux termes du paragraphe (2) qui ne sont pas payés au plus tard le jour où la taxe au titre de laquelle un acompte provisionnel est payable doit être versée, sont réputés être un montant de taxe nette non versé ce jour-là.

Clause 127: (1) New.

Article 127, (1). — Nouveau.

Clause 128: (1) The definitions "authorized person", "court of appeal" and "official" in subsection 295(1) at present read as follows:

Article 128, (1). — Texte actuel des définitions de « cour d'appel », « fonctionnaire » et « personne autorisée » au paragraphe 295(1) :

pealed and the following substituted therefor:

"authorized person" "authorized person" means a person who is engaged or employed, or who was formerly engaged or employed, by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to assist in carrying out the provisions of this Act;

"court of appeal" "court of appeal" has the meaning assigned by the definition of that expression in section 2 of the *Criminal Code*;

"official" "official" means a person who is employed in the service of, who occupies a position of responsibility in the service of, or who is engaged by or on behalf of, Her Majesty in right of Canada or a province, or a person who was formerly so employed, who formerly occupied such a position or who formerly was so engaged;

(2) Subsection 295(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

"personal information" "personal information" means information of any kind and in any form that relates to one or more persons and that is

(*a*) obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Part, or

(*b*) prepared from information referred to in paragraph (*a*),

but does not include information that does not directly or indirectly reveal the identity of the person to whom it relates.

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsections 295(2) to (6) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Provision of information

(2) Except as authorized under this section, no official shall knowingly

(*a*) provide, or allow to be provided, to any person any personal information;

(*b*) allow any person to have access to any personal information; or

sée », au paragraphe 295(1) de la même loi, sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

« cour d'appel » S'entend au sens de la définition de cette expression à l'article 2 du *Code criminel*. « cour d'appel "court of appeal"

« fonctionnaire » Personne qui est ou a été employée par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, qui occupe ou a occupé une fonction de responsabilité à son service ou qui est ou a été engagée par elle ou en son nom. « fonctionnaire "official"

« personne autorisée » Personne engagée ou employée, ou précédemment engagée ou employée, par Sa Majesté du chef du Canada, ou en son nom, pour aider à l'application des dispositions de la présente loi. « personne autorisée » "authorized person"

(2) Le paragraphe 295(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« renseignement confidentiel » Renseignement de toute nature et sous toute forme concernant une ou plusieurs personnes et qui, selon le cas : « renseignement confidentiel » "personal information"

a) est obtenu par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente partie;

b) est tiré d'un renseignement visé à l'alinéa *a*).

N'est pas un renseignement confidentiel le renseignement qui ne révèle pas, même indirectement, l'identité de la personne en cause.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Les paragraphes 295(2) à (6) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Communication de renseignements

(2) Sauf autorisation prévue au présent article, il est interdit à un fonctionnaire :

a) de fournir sciemment à quiconque un renseignement confidentiel ou d'en permettre sciemment la fourniture;

b) de permettre sciemment à quiconque d'avoir accès à un renseignement confidentiel;

uthorized person" means any person who is engaged or employed, or who was formerly engaged or employed, by or on behalf of Her Majesty in right of Canada or a province to assist in carrying out the purposes and provisions of this Part;

ourt of appeal" has the meaning assigned by paragraphs (*a*) to (*j*) of the definition "court of appeal" in section 2 of the *Criminal Code*;

fficial" means any person who is employed or who occupies a position of responsibility in the service of Her Majesty in right of Canada or a province, or any person who was formerly so employed or who formerly occupied such a position.

« cour d'appel » S'entend au sens des alinéas *a*) à *j*) de la définition de cette expression à l'article 2 du *Code criminel*.

« fonctionnaire » Personne employée à une fonction de responsabilité ou occupant un tel poste au service de Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province ou personne précédemment ainsi employée ou ayant précédemment occupé un tel poste.

« personne autorisée » Personne engagée ou employée, ou précédemment engagée ou employée, par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, ou en son nom, pour aider à l'application de la présente partie.

(2) New.

(2). — Nouveau.

(3) Subsections 295(2) to (6) at present read as follows:

(2) Except as authorized under this section, no official or authorized rson shall knowingly

(*a*) communicate or allow to be communicated to any person any information obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Part;

(*b*) allow any person to inspect or to have access to any book, record, writing, return or other document obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Part; or

(3). — Texte actuel des paragraphes 295(2) à (6) :

(2) Sauf autorisation prévue au présent article, nul fonctionnaire ou personne autorisée ne doit sciemment :

a) communiquer ni permettre que soit communiqué à quiconque un renseignement obtenu par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente partie;

b) permettre à quiconque d'examiner quelque livre, registre, écrit, déclaration ou autre document obtenu par le ministre ou en son nom pour l'application de cette partie, ou d'y avoir accès;

(*c*) use any personal information other than in the course of the administration or enforcement of this Part.

Idem

(3) Notwithstanding any other Act of Parliament or other law, no official shall be required, in connection with any legal proceedings, to give or produce evidence relating to any personal information.

Communications where proceedings have been commenced

(4) Subsections (2) and (3) do not apply in respect of

(*a*) criminal proceedings, either by indictment or on summary conviction, that have been commenced by the laying of an information or the preferring of an indictment, under an Act of Parliament; or

(*b*) any legal proceedings relating to the administration or enforcement of this Act, the *Canada Pension Plan*, the *Unemployment Insurance Act* or any other Act of Parliament or law of a province that provides for the imposition or collection of a tax or duty.

Circumstances involving danger

(4.1) The Minister may provide to appropriate persons any personal information relating to imminent danger of death or physical injury to any individual.

Disclosure of personal information

(5) An official may

(*a*) provide such personal information to any person as may reasonably be regarded as necessary for the purpose of the administration or enforcement of this Act, solely for that purpose;

(*b*) provide to a person personal information that can reasonably be regarded as necessary for the purposes of determining any liability or obligation of the person or any refund, rebate or input tax credit to which the person is or may become entitled under this Act;

(*c*) provide, allow to be provided, or allow inspection of or access to any personal information to or by

c) d'utiliser sciemment un renseignement confidentiel en dehors du cadre de l'application ou de l'exécution de la présente partie.

Communication de renseignements dans le cadre d'une procédure judiciaire

(3) Malgré toute autre loi fédérale et toute règle de droit, nul fonctionnaire ne peut être requis, dans le cadre d'une procédure judiciaire, de témoigner, ou de produire quoi que ce soit, relativement à un renseignement confidentiel.

Communication de renseignements en cours de procédures

(4) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent :

a) ni aux poursuites criminelles, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou sur acte d'accusation, engagées par le dépôt d'une dénonciation ou d'un acte d'accusation, en vertu d'une loi fédérale;

b) ni aux procédures judiciaires ayant trait à l'application ou à l'exécution de la présente loi, du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'assurance-chômage* ou de toute loi fédérale ou provinciale qui prévoit l'imposition ou la perception d'un impôt, d'une taxe ou d'un droit.

Personnes en danger

(4.1) Le ministre peut fournir aux personnes compétentes tout renseignement confidentiel concernant un danger imminent de mort ou de blessures qui menace un particulier.

Divulgation d'un renseignement confidentiel

(5) Un fonctionnaire peut :

a) fournir à une personne un renseignement confidentiel qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaire à l'application ou à l'exécution de la présente loi, mais uniquement à cette fin;

b) fournir à une personne un renseignement confidentiel qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaire à la détermination de tout montant dont la personne est redevable ou du remboursement ou du crédit de taxe sur les intrants auquel elle a droit, ou pourrait avoir droit, en vertu de la présente loi;

c) fournir, ou permettre que soit fourni, un renseignement confidentiel soit à toute

(*c*) use, other than in the course of the duties of the official or authorized person in connection with the administration or enforcement of this Part, any information obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Part.

(3) Notwithstanding any other Act or law, no official or authorized person shall be required, in connection with any legal proceedings,

(*a*) to give evidence relating to any information obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Part; or

(*b*) to produce any book, record, writing, return or other document obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Part.

(4) Subsections (2) and (3) do not apply in respect of criminal proceedings, either on indictment or on summary conviction, that have been commenced by the laying of an information under an Act of Parliament, or in respect of proceedings relating to the administration or enforcement of this Act, the *Income Tax Act*, the *Customs Act*, the *Customs Tariff*, the *Excise Act*, the *Softwood Lumber Products Export Charge Act* or the *Special Import Measures Act*.

(5) An official or an authorized person may

(*a*) in the course of performing duties in connection with the administration or enforcement of this Part,

(i) communicate or allow to be communicated to an official or an authorized person information obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Part, and

(ii) allow an official or an authorized person to inspect or to have access to any book, record, writing, return or other document obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Part;

(*b*) under prescribed conditions, communicate or allow to be communicated information obtained under this Part, or allow inspection of or access to any written statement furnished under this Part to the government of any province, of any foreign state or of any political subdivision of a foreign state in respect of which information and written statements obtained by that government for the purpose of a law of the province, state or political subdivision that imposes a sales tax or a tax similar to the tax imposed under this Part, is communicated or furnished on a reciprocal basis to the Minister;

(*c*) communicate or allow to be communicated information obtained under this Part, or allow inspection of or access to any book, record, writing, return or other document obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Part, to or by

(i) any person within a prescribed class of persons, subject to such conditions as the Minister may specify, or

(ii) any person otherwise legally entitled thereto;

(*d*) communicate or allow to be communicated to a person information obtained under this Part that may reasonably be regarded as necessary for the purposes of determining any liability or obligation of the person or any refund, rebate or input tax credit to which the person is entitled under this Part;

(*e*) communicate or allow to be communicated information obtained under this Part

(i) to an official of the Department of Finance solely for the purposes of evaluating and formulating tax policy, or

(ii) to an official of the Department solely for the purposes of administering or enforcing this Act, the *Income Tax Act*, the *Customs Act*, the *Customs Tariff*, the *Excise Act*, the *Softwood Lumber Products Export Charge Act* or the *Special Import Measures Act*; or

(*f*) communicate or allow to be communicated information obtained under this Part as to the name, address, occupation or type of business

c) utiliser, hors du cadre de ses fonctions liées à l'application ou à l'exécution de la présente partie, un renseignement obtenu par le ministre ou en son nom pour l'application de cette partie.

(3) Nonobstant toute autre loi et toute règle de droit, nul fonctionnaire ou personne autorisée ne peut être tenu, dans le cadre d'une procédure judiciaire :

a) de témoigner relativement à un renseignement obtenu par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente partie;

b) de produire quelque livre, registre, écrit, déclaration ou autre document obtenu par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente partie.

(4) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent ni aux poursuites criminelles, sur acte d'accusation ou sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, engagées par le dépôt d'une dénonciation, en vertu d'une loi fédérale, ni aux poursuites ayant trait à l'application ou à l'exécution de la présente loi, de la *Loi sur les douanes*, du *Tarif des douanes*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de la *Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre* ou de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*.

(5) Un fonctionnaire ou une personne autorisée peut :

a) dans l'exercice de ses fonctions relatives à l'application ou à l'exécution de la présente partie :

(i) communiquer ou permettre que soit communiqué à un fonctionnaire ou à une personne autorisée un renseignement obtenu par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente partie,

(ii) permettre à un fonctionnaire ou à une personne autorisée d'examiner quelque livre, registre, écrit, déclaration ou autre document obtenu par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente partie, ou d'y avoir accès;

b) selon les conditions prévues par règlement, communiquer ou permettre que soit communiqué un renseignement obtenu en vertu de la présente partie, ou permettre l'examen de tout énoncé écrit obtenu selon la présente partie, ou en permettre l'accès, au gouvernement d'une province, d'un État étranger ou d'une subdivision politique d'un tel État au nom duquel des renseignements ou des énoncés écrits obtenus pour l'application d'une loi de la province, de l'État ou de la subdivision politique imposant une taxe de vente ou une taxe semblable à celle imposée par la présente partie sont communiqués ou livrés au ministre selon une formule d'échange réciproque;

c) communiquer ou permettre que soit communiqué, soit à toute personne faisant partie d'une catégorie de personnes visée par règlement, sous réserve de conditions précisées par le ministre, soit à toute personne qui y a par ailleurs légalement droit, un renseignement obtenu en vertu de la présente partie ou permettre l'examen par semblable personne de quelque livre, registre, écrit, déclaration ou autre document obtenu par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente partie, ou lui en permettre l'accès;

d) communiquer ou permettre que soit communiqué à une personne un renseignement obtenu en vertu de la présente partie, qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaire à la détermination de tout montant dont la personne est redevable ou du remboursement ou du crédit de taxe sur les intrants auquel elle a droit en vertu de la présente partie;

e) communiquer ou permettre que soit communiqué un renseignement obtenu en vertu de la présente partie :

(i) à un fonctionnaire du ministère des Finances, uniquement en vue d'évaluer et de formuler la politique fiscale,

(ii) à un fonctionnaire du ministère, uniquement en vue d'appliquer ou d'exécuter la présente loi, la *Loi sur les douanes*, le *Tarif des*

(i) any person, or any person within a class of persons, that the Minister may authorize, subject to such conditions as the Minister may specify, or

(ii) any person otherwise legally entitled thereto by reason of an Act of Parliament, solely for the purposes for which that person is entitled to the information;

(*d*) provide personal information

(i) to an official of the Department of Finance solely for the purposes of the formulation or evaluation of fiscal policy,

(ii) to an official solely for the purposes of the initial implementation of a fiscal policy or for the purposes of the administration or enforcement of the *Canada Pension Plan*, the *Unemployment Insurance Act* or an Act of Parliament that provides for the imposition or collection of a tax or duty,

(iii) to an official solely for the purposes of the administration or enforcement of a law of a province that provides for the imposition or collection of a tax or duty,

(iv) to an official of the government of a province solely for the purposes of the formulation or evaluation of fiscal policy,

(v) to an official of a department or agency of the Government of Canada or of a province as to the name, address, occupation, size or type of business of a person, solely for the purposes of enabling that department or agency to obtain statistical data for research and analysis,

(vi) to an official solely for the purposes of setting off, against any sum of money that may be due or payable by Her Majesty in right of Canada, a debt due to

(A) Her Majesty in right of Canada, or

(B) Her Majesty in right of a province on account of taxes payable to the province where an agreement exists between Canada and the province

personne autorisée par le ministre ou faisant partie d'une catégorie de personnes ainsi autorisée, sous réserve de conditions précisées par le ministre, soit à toute personne qui y a par ailleurs légalement droit par l'effet d'une loi fédérale, ou lui en permettre l'examen ou l'accès, mais uniquement aux fins auxquelles elle y a droit;

d) fournir un renseignement confidentiel :

(i) à un fonctionnaire du ministère des Finances, mais uniquement en vue de la formulation ou de l'évaluation de la politique fiscale,

(ii) à un fonctionnaire, mais uniquement en vue de la mise à exécution de la politique fiscale ou en vue de l'application ou de l'exécution du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'assurance-chômage* ou d'une loi fédérale qui prévoit l'imposition ou la perception d'un impôt, d'une taxe ou d'un droit,

(iii) à un fonctionnaire, mais uniquement en vue de l'application ou de l'exécution d'une loi provinciale qui prévoit l'imposition ou la perception d'un impôt, d'une taxe ou d'un droit,

(iv) à un fonctionnaire provincial, mais uniquement en vue de la formulation ou de l'évaluation de la politique fiscale,

(v) à un fonctionnaire d'un ministère ou organisme fédéral ou provincial, quant aux nom, adresse et profession d'une personne et à la taille et au genre de son entreprise, mais uniquement en vue de permettre à ce ministère ou à cet organisme de recueillir des données statistiques pour la recherche et l'analyse,

(vi) à un fonctionnaire, mais uniquement en vue de procéder, par voie de compensation, à la retenue, sur toute somme due par Sa Majesté du chef du Canada, de tout montant égal à une créance :

(A) soit de Sa Majesté du chef du Canada,

(B) soit de Sa Majesté du chef d'une province s'il s'agit de taxes ou d'impôts ou provinciaux visés par une entente entre le Canada et la province

of a person to an official of a department or agency of the Government of Canada or of a province, solely for the purpose of enabling that department or agency to obtain statistical data for research and analysis.

(6) Notwithstanding anything in this section, the Minister may permit a copy of any book, record, writing, return or other document obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Part to be given to the person from whom the book, record, writing, return or other document was obtained or the legal representative of the person, or to the agent of the person or of the legal representative authorized in writing in that behalf.

douanes, la *Loi sur l'accise*, la *Loi de l'impôt sur le revenu*, la *Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre* ou la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*;

f) communiquer ou permettre que soit communiqué un renseignement obtenu en vertu de la présente partie, à savoir les nom, adresse, profession ou genre d'affaires d'une personne, à un fonctionnaire d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial, uniquement en vue de permettre à ce ministère ou à cet organisme de recueillir des données statistiques servant à la recherche et à l'analyse.

(6) Par dérogation aux autres dispositions du présent article, le ministre peut autoriser la remise d'une copie de quelque livre, registre, écrit, déclaration ou autre document obtenu par lui ou en son nom pour l'application de la présente partie, à la personne de qui ceux-ci ont été obtenus, à son représentant légal ou à son mandataire ou encore à tel représentant légal autorisé par écrit à cet égard.

under which Canada is authorized to collect taxes on behalf of the province, or

(vii) to an official solely for the purposes of section 7.1 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-secondary Education and Health Contributions Act*;

(*e*) provide personal information solely for the purposes of sections 23 to 25 of the *Financial Administration Act*;

(*f*) use personal information to compile information in a form that does not directly or indirectly reveal the identity of the person to whom the information relates;

(*g*) use, or provide to any person, personal information solely for a purpose relating to the supervision, evaluation or discipline of an authorized person by Her Majesty in right of Canada in respect of a period during which the authorized person was employed by or engaged by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to assist in the administration or enforcement of this Act, to the extent that the information is relevant for that purpose;

(*h*) provide access to records of personal information to the National Archivist of Canada or a person acting on behalf of or under the direction of the National Archivist of Canada, solely for the purposes of section 5 of the *National Archives of Canada Act*, and transfer such records to the care and control of such persons solely for the purposes of section 6 of that Act; or

(*i*) use personal information relating to a person to provide information to that person.

en vertu de laquelle le Canada est autorisé à percevoir les impôts ou taxes payables à la province,

(vii) à un fonctionnaire, mais uniquement pour l'application de l'article 7.1 de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé*;

e) fournir un renseignement confidentiel, mais uniquement pour l'application des articles 23 à 25 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

f) utiliser un renseignement confidentiel en vue de compiler des renseignements sous une forme qui ne révèle pas, même indirectement, l'identité de la personne en cause;

g) utiliser ou fournir un renseignement confidentiel, mais uniquement à une fin liée à la surveillance ou à l'évaluation d'une personne autorisée, ou à des mesures disciplinaires prises à son endroit, par Sa Majesté du chef du Canada relativement à une période au cours de laquelle la personne autorisée était soit employée par Sa Majesté du chef du Canada, soit engagée par elle ou en son nom, pour aider à l'application ou à l'exécution de la présente loi, dans la mesure où le renseignement a rapport à cette fin;

h) donner accès à des documents renfermant des renseignements confidentiels à l'archiviste national du Canada ou à une personne agissant en son nom ou sur son ordre, mais uniquement pour l'application de l'article 5 de la *Loi sur les Archives nationales du Canada*, et transférer de tels documents sous la garde et le contrôle de ces personnes, mais uniquement pour l'application de l'article 6 de cette loi;

i) utiliser un renseignement confidentiel concernant une personne en vue de lui fournir un renseignement.

Measures to prevent unauthorized use or disclosure

(5.1) The person presiding at a legal proceeding relating to the supervision, evaluation or discipline of an authorized person may order such measures as are necessary to ensure that personal information is not used or provided to any person for any purpose not relating to that proceeding, including

(*a*) holding a hearing *in camera*;

(*b*) banning the publication of the information;

(*c*) concealing the identity of the person to whom the information relates; and

(*d*) sealing the records of the proceeding.

Disclosure to taxpayer or on consent

(6) An official may provide personal information relating to a person

(*a*) to that person; and

(*b*) with the consent of that person, to any other person.

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) All that portion of subsection 295(7) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Appeal from order or direction

(7) An order or direction that is made in the course of or in connection with any legal proceedings and that requires an official to give or produce evidence relating to any personal information may, by notice served on all interested parties, be appealed forthwith by the Minister or by the person against whom the order or direction is made to

1990, c. 45, s. 12(1)

129. (1) All that portion of subsection 296(1) of the said Act following paragraph (*b*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) any penalty or interest payable by a person under this Part,

(*d*) any amount payable by a person under section 230.1,

(*e*) any amount for which a person became liable under subsection 270(4), and

Mesures visant à prévenir l'utilisation ou la divulgation non autorisées d'un renseignement

(5.1) La personne qui préside une procédure judiciaire concernant la surveillance ou l'évaluation d'une personne autorisée ou des mesures disciplinaires prises à son endroit peut ordonner la mise en oeuvre des mesures nécessaires pour éviter qu'un renseignement confidentiel soit utilisé ou fourni à une fin étrangère à la procédure, y compris :

a) la tenue d'une audience à huis clos;

b) la non-publication du renseignement;

c) la non-divulgation de l'identité de la personne en cause;

d) la mise sous scellés du procès-verbal des délibérations.

Divulgation d'un renseignement confidentiel

(6) Un fonctionnaire peut fournir un renseignement confidentiel :

a) à la personne en cause;

b) à toute autre personne, avec le consentement de la personne en cause.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Le passage du paragraphe 295(7) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Appel d'une ordonnance ou d'une directive

(7) Le ministre ou la personne contre laquelle une ordonnance est rendue, ou à l'égard de laquelle une directive est donnée, dans le cadre ou à l'occasion d'une procédure judiciaire enjoignant à un fonctionnaire de témoigner, ou de produire quoi que ce soit, relativement à un renseignement confidentiel peut sans délai, par avis signifié aux parties intéressées, interjeter appel de l'ordonnance ou de la directive devant :

1990, ch. 45, par. 12(1)

129. (1) L'alinéa 296(1)*d*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) un montant payable par une personne en application de l'article 230.1;

e) un montant dont une personne devient redevable en vertu du paragraphe 270(4);

f) un montant dont un syndic de faillite devient redevable en vertu de la sous-section a de la section VII.

(4) The relevant portion of subsection 295(7) at present reads as follows:

(7) An order or direction made in the course of or in connection with any legal proceedings requiring an official or an authorized person to give evidence relating to any information or to produce any book, record, writing, return or other document obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Part, may, by notice served on all interested parties, be appealed forthwith by the Minister or by the person against whom the order or direction is made to

(4). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 295(7) :

(7) Le ministre ou la personne contre laquelle une ordonnance est rendue ou une directive donnée dans le cadre ou à l'occasion d'une procédure judiciaire dans laquelle un fonctionnaire ou une personne autorisée est tenu de témoigner relativement à un renseignement ou de produire quelque livre, registre, écrit, déclaration ou autre document, obtenu par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente partie, peut sans délai, par avis signifié à toutes les parties intéressées, interjeter appel de l'ordonnance ou de la directive devant :

Clause 129: (1) The relevant portion of subsection 296(1) at present reads as follows:

296. (1) The Minister may assess

...

(*c*) any penalty or interest payable by a person under this Part, and

(*d*) any amount for which a person became liable under subsection 270(2),

and may reassess or make an additional assessment of tax, net tax, penalty or interest.

Article 129, (1) . — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 296(1) :

296. (1) Le ministre peut établir une cotisation, une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire pour déterminer :

...

d) un montant dont une personne devient redevable en vertu du paragraphe 270(2).

(*f*) any amount for which a trustee in bankruptcy became liable under Subdivision a of Division VII,

and may reassess or make an additional assessment of tax, net tax, penalty, interest or an amount referred to in any of paragraphs (*d*) to (*f*).

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 296(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Allowance of rebate or refund

(4) Where, in assessing the net tax of a person or the tax payable by a person, the Minister determines that tax under Division II or IV is payable by the person and that a rebate or refund provided for under this Part of all or part of that tax would have been payable to the person if the person had paid that tax and applied for the rebate or refund in accordance with this Part, the Minister may

(*a*) apply the amount of the rebate or refund against the amount assessed on account of that tax as if the person had filed an application for the rebate or refund

(i) where the person was required to account for that tax in a return, on the day on or before which the return was required to be filed, and

(ii) in any other case, on the day the tax became payable; or

(*b*) except where the assessment is made under subsection 298(4) after the time otherwise limited therefor by subsection 298(1), pay the rebate or refund to the person or apply it against any net tax remittable or tax payable by the person for any reporting period of the person for which a return was filed before the day the assessment is made.

Idem

(4.1) Where, in assessing the net tax of a person or the tax payable by a person, the Minister determines that the person included, in determining an input tax credit of the person, an amount that exceeds the amount that the person was entitled to so include (which excess is referred to in this subsection as the "excess amount") and a rebate or refund provided for under this Part of all or

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 296(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prise en compte du remboursement

(4) Si le ministre établit, en déterminant la taxe nette d'une personne ou la taxe payable par une personne, que la taxe prévue aux sections II ou IV est payable par la personne et qu'un montant en remboursement de tout ou partie de cette taxe lui aurait été payable en application de la présente partie si elle avait payé cette taxe et demandé le remboursement en conformité avec cette partie, il peut, selon le cas :

a) déduire ce montant de la cotisation établie relativement à cette taxe comme si la personne avait demandé le remboursement le jour ci-après :

(i) le jour où la personne est tenue, le cas échéant, de produire une déclaration concernant cette taxe,

(ii) dans les autres cas, le jour où cette taxe est devenue payable;

b) sauf si la cotisation est établie en application du paragraphe 298(4) après l'expiration du délai imparti au paragraphe 298(1), rembourser le montant à la personne ou le déduire de la taxe à payer ou de la taxe nette à verser par celle-ci pour une période de déclaration pour laquelle une déclaration a été produite avant l'établissement de la cotisation.

Idem

(4.1) Si le ministre établit, en déterminant la taxe nette d'une personne ou la taxe payable par une personne, que celle-ci a inclus, dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants, un montant qui excède celui qu'elle pouvait ainsi inclure et qu'un montant aurait été payable en remboursement de tout ou partie de cet excédent à la personne en application de la présente partie si elle avait de-

(2) Subsection 296(4) at present reads as follows:

(4) Where, in assessing the tax or net tax of a person under this section, the Minister determines

(*a*) that

(i) the person claimed, in respect of tax paid or payable by the person, an input tax credit to which the person was not entitled or an input tax credit in excess of the amount to which the person was entitled, or

(ii) tax under Division II or IV is payable by the

person, and

(*b*) that a rebate of the tax referred to in subparagraph (*a*)(i) or (ii) would have been payable to the person under Division VI if the person had paid the tax and applied for the rebate in an application filed within the time prescribed therefor by that Division,

the Minister may

(*c*) apply the amount of the rebate against the amount assessed on account of that credit or tax as if the person had filed an application for the rebate

(i) where the person filed, or was required to file, a return in respect of that tax or net tax, on the day the return was filed, and

(ii) in any other case, on the day the tax was paid, or

(*d*) except where the assessment is made under subsection 298(4) after the time otherwise limited therefor by subsection 298(1), pay the rebate to the person or apply it against any net tax remittable or tax payable by the person for any reporting period for which a return was filed before the day notice of the assessment is sent to the person.

(2) — Modification du paragraphe 296(4) et adjonction du passage marqué d'un trait vertical. Texte actuel du paragraphe 296(4) :

(4) Si le ministre établit, en déterminant la taxe ou la taxe nette d'une personne, d'une part, que la personne a demandé, au titre de la taxe payée ou payable par elle, un crédit de taxe sur les intrants auquel elle n'avait pas droit ou dépassant celui auquel elle avait droit ou que la taxe prévue à la section II ou IV est payable par la personne et, d'autre part, qu'un remboursement de ces taxes aurait été payable à la personne en application de la section VI si elle avait payé la taxe et demandé le remboursement dans le délai imparti à cette section, il peut, selon le cas :

a) appliquer le remboursement en réduction de la cotisation établie relativement à ce crédit ou cette taxe comme si la personne avait demandé le remboursement :

(i) le jour de la production d'une déclaration concernant cette taxe ou taxe nette, si elle a produit cette déclaration ou en était tenue,

(ii) le jour du paiement de la taxe, dans les autres cas;

b) sauf si la cotisation est établie en application du paragraphe 298(4) après l'expiration du délai imparti au paragraphe 298(1), verser le remboursement à la personne ou l'appliquer en réduction de la taxe à payer ou de la taxe nette à verser par celle-ci pour une période de déclaration pour laquelle une déclaration a été produite avant l'envoi d'un avis de cotisation à la personne.

part of the excess amount would have been payable to the person if the person had applied for the rebate or refund in accordance with this Part, the Minister may

(*a*) apply the amount of the rebate or refund against the amount assessed on account of the excess amount as if the person had filed an application for the rebate or refund on the day on or before which the person was required to file the return in which the excess amount was claimed; or

(*b*) except where

(i) the rebate is payable under subsection 216(6) in respect of imported goods and the assessment is not made within two years after the goods were released, or

(ii) the assessment is made under subsection 298(4) after the time otherwise limited therefor by subsection 298(1),

pay the rebate or refund to the person or apply it against any net tax remittable or tax payable by the person for any reporting period of the person for which a return was filed before the day the assessment is made.

mandé le remboursement en conformité avec cette partie, il peut, selon le cas :

a) déduire ce montant de la cotisation établie relativement à l'excédent comme si la personne avait demandé ce montant le jour où elle était tenue de produire la déclaration concernant cet excédent;

b) verser ce montant à la personne ou le déduire de la taxe payable ou de la taxe nette à verser par celle-ci pour une période de déclaration pour laquelle une déclaration a été produite avant l'établissement de la cotisation, sauf si :

(i) le montant est remboursable en application du paragraphe 216(6) relativement à des produits importés et la cotisation n'est pas établie dans les deux ans suivant le dédouanement des produits,

(ii) la cotisation est établie en application du paragraphe 298(4) après l'expiration du délai imparti au paragraphe 298(1).

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) All that portion of subsection 296(5) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Le passage du paragraphe 296(5) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Deemed claim or application

(5) Where, in assessing the net tax of a person or the tax payable by a person, the Minister takes into account an amount in respect of an input tax credit or a deduction under subsection (2) or applies or pays an overpayment under any of subsections (3) to (4.1),

Présomption de déduction ou d'application

(5) Dans le cas où le ministre, en déterminant la taxe nette d'une personne ou la taxe payable par une personne, tient compte d'un montant au titre d'un crédit de taxe sur les intrants ou d'une déduction en application du paragraphe (2) ou applique ou verse un paiement en trop en application de l'un des paragraphes (3) à (4.1), les présomptions suivantes s'appliquent :

(4) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) in applying subsection 296(1) of the said Act, as amended by subsection (1), to an assessment of an amount for which a person becomes liable under section 270 of the said Act in respect of a distribution

(4) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) pour l'application du paragraphe 296(1) de la même loi, modifié par le paragraphe (1), à une cotisation visant un montant dont une personne devient redevable en vertu de l'article 270 de la même loi par suite d'une distribution qu'elle ef-**

(3) The relevant portion of subsection 296(5) at present reads as follows:

(5) Where, in assessing the tax or net tax of a person, the Minister takes into account an amount in respect of an input tax credit or a deduction under subsection (2) or applies or pays an overpayment or rebate under subsection (3) or (4),

(3). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 296(5) :

(5) Dans le cas où, le ministre, en déterminant la taxe ou la taxe nette d'une personne, tient compte d'un montant au titre d'un crédit de taxe sur les intrants ou d'une déduction en application du paragraphe (2) ou applique ou verse un paiement en trop ou un remboursement en application du paragraphe (3) ou (4), les présomptions suivantes s'appliquent :

made by the person before 1993, the reference in paragraph (*e*) of the said subsection 296(1) to "subsection 270(4)" shall be read as a reference to "subsection 270(2)"; and

(*b*) in applying the said subsection 296(1) to an assessment of a liability of a trustee in bankruptcy appointed before 1993, it shall be read without reference to the word "and" at the end of paragraph (*e*) thereof and without reference to paragraph (*f*) thereof, and the reference in that subsection to "any of paragraphs (*d*) to (*f*)" shall be read as a reference to "paragraph (*d*) or (*e*)".

fectue avant 1993, le renvoi au paragraphe 270(4) qui apparaît à l'alinéa *e*) du même paragraphe 296(1) est remplacé par un renvoi au paragraphe 270(2);

***b*) pour l'application du même paragraphe 296(1) à une cotisation visant un montant dont un syndic de faillite nommé avant 1993 devient redevable, il n'est pas tenu compte de l'alinéa *f*) du même paragraphe.**

(5) Subsections (2) and (3) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(5) Les paragraphes (2) et (3) sont réputés entrés en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

130. (1) **Subsection 297(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:**

130. (1) **Le paragraphe 297(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

1990, ch. 45, par. 12(1)

Assessment of rebate

297. (1) On receipt of an application made by a person for a rebate under section 215.1 or Division VI, the Minister shall, with all due dispatch, consider the application and assess the amount of the rebate, if any, payable to the person.

297. (1) Sur réception de la demande de remboursement d'une personne selon l'article 215.1 ou la section VI, le ministre examine, avec diligence, la demande et établit une cotisation visant le montant du remboursement.

Détermination du remboursement

(2) Section 297 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

(2) L'article 297 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Assessment of overpayment of rebate

(2.1) The Minister may assess, reassess or make an additional assessment of an amount payable by a person under section 264, notwithstanding any previous assessment of the amount.

(2.1) Le ministre peut établir une cotisation, une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire pour déterminer un montant payable par une personne en application de l'article 264 même si une cotisation a déjà été établie à l'égard du montant.

Détermination d'un montant remboursé en trop

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsection 297(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 297(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Payment of rebate

(3) Where, on assessment under this section, the Minister determines that a rebate is payable to a person, the Minister shall pay the rebate to the person.

(3) Le ministre rembourse un montant à une personne s'il détermine, lors de l'établissement d'une cotisation en application du présent article, que le montant est payable à cette personne.

Paiement du remboursement

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) All that portion of subsection 297(4) of the said Act preceding paragraph (*a*)

(4) Le paragraphe 297(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Clause 130: (1) Subsection 279(1) at present reads as follows:

297. (1) On receipt of an application made by a person for a rebate under Division VI, the Minister shall, with all due dispatch, consider the application and assess the amount of the rebate, if any, payable to the person.

Article 130, (1). — Texte actuel du paragraphe 297(1) :

297. (1) Sur réception de la demande de remboursement d'une personne selon la section VI, le ministre examine, avec diligence, la demande et établit une cotisation visant le remboursement.

(2) New.

(2). — Nouveau.

(3) Subsection 297(3) at present reads as follows:

(3) Where, on assessment under this section, the Minister determines that a rebate under Division VI is payable to a person who has applied therefor in accordance with that Division, the Minister shall pay the rebate to the person.

(3). — Texte actuel du paragraphe 297(3) :

(3) Le ministre paie un remboursement prévu à la section VI à la personne qui en fait la demande conformément à cette section s'il détermine, lors de l'établissement d'une cotisation en application du présent article, qu'un tel remboursement est payable à cette personne.

thereof is repealed and the following substituted therefor:

Interest on rebate

(4) Where a rebate under section 215.1 or Division VI (other than section 253) is paid to a person under subsection (3), the Minister shall pay interest at the prescribed rate to the person on the rebate for the period beginning on the day that is

(4) Le ministre paie au bénéficiaire d'un remboursement prévu à l'article 215.1 ou à la section VI, exception faite de l'article 253, des intérêts, au taux réglementaire, calculés pour la période commençant, dans le cas d'un remboursement prévu aux articles 257, 258 ou 259, vingt et un jours suivant la production de la demande de remboursement ou, dans les autres cas, soixante jours suivant la production de cette demande, et se terminant le jour où le remboursement est effectué.

Intérêts sur remboursement

(5) Subsections (1) to (4) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(5) Les paragraphes (1) à (4) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

131. (1) Paragraph 298(1)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(a) in the case of

(i) an assessment of net tax of the person for a reporting period of the person,

(ii) an amount payable under section 230.1 in respect of an amount paid to, or applied to a liability of, the person as a refund under Division V in respect of a reporting period of the person, or

(iii) an amount payable under section 230.1 in respect of an amount paid to, or applied to a liability of, the person as interest under Division V in respect of an amount paid or applied as a refund in respect of a reporting period of the person,

more than four years after the later of the day on or before which the person was required under section 238 to file a return for the period and the day the return was filed;

131. (1) L'alinéa 298(1)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

a) s'agissant d'une cotisation visant l'un des montants suivants, quatre ans après le dernier en date du jour où la personne était tenue par l'article 238 de produire une déclaration pour la période et du jour de la production de la déclaration :

(i) la taxe nette de la personne pour sa période de déclaration,

(ii) un montant payable en vertu de l'article 230.1 relativement à un montant payé à la personne, ou déduit d'une somme dont elle est redevable, au titre du montant d'un remboursement prévu à la section V pour sa période de déclaration,

(iii) un montant payable en vertu de l'article 230.1 relativement à un montant payé à la personne, ou déduit d'une somme dont elle est redevable, au titre des intérêts prévus à la section V applicables à un montant payé ou déduit au titre du montant d'un remboursement pour sa période de déclaration;

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 298(1) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*e*) thereof and by repealing paragraph (*f*) thereof and substituting the following therefor:

(2) L'alinéa 298(1)*f*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) The relevant portion of subsection 297(4) at present reads as follows:

(4) Where a rebate under Division VI is paid to a person under subsection (3), the Minister shall pay interest at the prescribed rate to the person on the rebate for the period beginning on the day that is

(4). — Texte actuel du paragraphe 297(4) :

(4) Le ministre paie au bénéficiaire d'un remboursement prévu à la section VI des intérêts, au taux réglementaire, calculés pour la période commençant, dans le cas d'un remboursement prévu à l'article 257, 258 ou 259, vingt et un jours suivant la production de la demande de remboursement ou, dans les autres cas, 60 jours suivant la production de cette demande et se terminant le jour où le remboursement est effectué.

Clause 131: (1) Paragraph 298(1)(*a*) at present reads as follows:

298. (1) Subject to subsections (3) to (6), an assessment of a person shall not be made under section 296

(*a*) in the case of an assessment of net tax of the person for a reporting period of the person, more than four years after the later of the day on or before which the person was required under section 238 to file a return for the period and the day the return was filed;

Article 131, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 298(1) :

298. (1) Sous réserve des paragraphes (3) à (6), une cotisation ne peut être établie à l'égard d'une personne en application de l'article 296 après l'expiration des délais suivants :

a) s'agissant d'une cotisation visant la taxe nette de la personne pour sa période de déclaration, quatre ans après le dernier en date du jour où elle était tenue par l'article 238 de produire une déclaration pour la période et du jour de la production de la déclaration;

(2) Paragraph 298(1)(*f*) at present reads as follows:

298. (1) Subject to subsections (3) to (6), an assessment of a person shall not be made under section 296

...

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 298(1) :

298. (1) Sous réserve des paragraphes (3) à (6), une cotisation ne peut être établie à l'égard d'une personne en application de l'article 296 après l'expiration des délais suivants :

...

(*f*) in the case of an assessment of an amount for which a person became liable under subsection 270(4), more than four years after the person became liable; and

(*g*) in the case of an assessment for an amount for which a trustee in bankruptcy became liable under Subdivision a of Division VII, after the earlier of

(i) the day that is ninety days after the return under this Part on which the assessment is based is filed with, or other evidence of the facts on which the assessment is based comes to the attention of, the Minister, and

(ii) the expiration of the period determined under whichever of paragraphs (*a*) to (*e*) applies in the circumstances.

f) s'agissant d'une cotisation visant un montant dont une personne devient redevable en vertu du paragraphe 270(4), quatre ans après que la personne devient ainsi redevable;

g) s'agissant d'une cotisation visant un montant dont un syndic de faillite devient redevable en vertu de la sous-section a de la section VII, le premier en date des jours suivants :

(i) le quatre-vingt-dixième jour suivant le jour où est présentée au ministre la déclaration en vertu de la présente partie sur laquelle la cotisation est fondée ou est porté à son attention un autre document ayant servi à établir la cotisation,

(ii) le jour de l'expiration du délai déterminé selon celui des alinéas *a*) à *e*) qui s'applique en l'espèce.

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsection 298(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 298(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Idem

(2) Subject to subsections (3) to (6), an assessment under subsection 297(1) of the amount of a rebate may be made at any time, but a reassessment or additional assessment under section 297 or an assessment under subsection 297(2.1) in respect of an amount paid or applied as a rebate or of an amount paid or applied as interest in respect of an amount paid or applied as a rebate shall not be made more than four years after the day the application for the rebate was filed in accordance with this Part.

(2) Sous réserve des paragraphes (3) à (6), une cotisation concernant le montant d'un remboursement peut être établie en vertu du paragraphe 297(1) à tout moment; cependant, une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire établie en vertu de l'article 297 ou une cotisation établie en vertu du paragraphe 297(2.1) concernant un montant payé ou déduit au titre d'un remboursement ou un montant payé ou déduit au titre des intérêts applicables à un tel montant ne peut être établie après l'expiration d'un délai de quatre ans suivant la production de la demande de remboursement conformément à la présente partie.

Période de cotisation — demande de remboursement

(4) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) in applying subsection 298(1) of the said Act, as amended by subsection (2), to an assessment of a person's liability under section 270 of the said Act in respect of a distribution made by the person before 1993, the reference in paragraph (*f*) of the said subsection 298(1) to "subsec-

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) pour l'application du paragraphe 298(1) de la même loi, modifié par le paragraphe (2), à une cotisation visant un montant dont une personne est redevable en vertu de l'article 270 de la même loi par suite d'une distribution qu'elle effectue avant 1993, le renvoi au para-**

(*f*) in the case of an assessment for an amount for which a person became liable under subsection 270(2), more than four years after the person became liable.

f) s'agissant d'une cotisation visant un montant dont une personne devient redevable en vertu du paragraphe 270(2), quatre ans après que la personne devient ainsi redevable.

(3) Subsection 298(2) at present reads as follows:

(2) Subject to subsections (3) to (6), an assessment of the amount of a rebate under section 297 may be made at any time, but a reassessment or additional assessment under that section shall not be made more than four years after the day the application for the rebate was filed in accordance with this Part.

(3). — Texte actuel du paragraphe 298(2) :

(2) Sous réserve des paragraphes (3) à (6) et pour l'application de l'article 297, une cotisation concernant un remboursement peut être établie à tout moment; cependant, une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire ne peut être établie après l'expiration d'un délai de quatre ans après la production de la demande de remboursement conformément à la présente partie.

(*a*) the transferor's spouse or an individual who has since become the transferor's spouse,

(*b*) an individual who was under eighteen years of age, or

(*c*) another person with whom the transferor was not dealing at arm's length,

the transferee and transferor are jointly and severally liable to pay under this Part an amount equal to the lesser of

(*d*) the amount determined by the formula

A - B

where

A is the amount, if any, by which the fair market value of the property at that time exceeds the fair market value at that time of the consideration given by the transferee for the transfer of the property, and

B is the amount, if any, by which the amount assessed the transferee under subsection 160(2) of the *Income Tax Act* in respect of the property exceeds the amount paid by the transferor in respect of the amount so assessed, and

(*e*) the total of all amounts each of which is

(i) an amount that the transferor is liable to pay or remit under this Part for the reporting period of the transferor that includes that time or any preceding reporting period of the transferor, or

(ii) interest or penalty for which the transferor is liable as of that time,

but nothing in this subsection limits the liability of the transferor under any provision of this Part.

depuis, à un particulier de moins de 18 ans ou à une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance, est solidairement tenue, avec le cessionnaire, de payer en application de la présente partie le moins élevé des montants suivants :

a) le résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente l'excédent éventuel de la juste valeur marchande du bien au moment du transfert sur la juste valeur marchande, à ce moment, de la contrepartie payée par le cessionnaire pour le transfert du bien,

B l'excédent éventuel du montant de la cotisation établie à l'égard du cessionnaire en application du paragraphe 160(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* relativement au bien sur la somme payée par le cédant relativement à ce montant;

b) le total des montants représentant chacun :

(i) le montant dont le cédant est redevable en vertu de la présente partie pour sa période de déclaration qui comprend le moment du transfert ou pour ses périodes de déclaration antérieures,

(ii) les intérêts ou les pénalités dont le cédant est redevable à ce moment.

Toutefois, le présent paragraphe ne limite en rien la responsabilité du cédant découlant d'une autre disposition de la présente partie.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 325(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Special transfers to spouse

(4) Notwithstanding subsection (1), where at any time an individual transfers property to the individual's spouse under a decree, order or judgment of a competent tribunal or under a written separation agreement and, at

(2) Le paragraphe 325(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 4 par. 12(1)

Transferts conjoint

(4) Malgré le paragraphe (1), dans le cas où un particulier transfère un bien à son conjoint — dont il vit séparé au moment du transfert pour cause d'échec du mariage — en vertu d'un décret, d'une ordonnance ou

(*b*) a person who was under eighteen years of age, or

(*c*) a person with whom the person was not dealing at arm's length,

the transferee and transferor are jointly and severally liable to pay under this Part an amount equal to the lesser of

(*d*) the amount, if any, by which

(i) the fair market value of the property at the time it was transferred exceeds the fair market value of the consideration for the property,

exceeds

(ii) any amount assessed the transferee under subsection 160(2) of the *Income Tax Act* in respect of the property, and

(*e*) the total of all amounts each of which is

(i) an amount that the transferor is liable to pay or remit under this Part for the reporting period of the transferor that includes that time or any preceding reporting period of the transferor, or

(ii) interest and penalty for which the transferor is liable as of that time,

but nothing in this subsection shall be deemed to limit the liability of the transferor under any provision of this Part.

a) l'excédent éventuel du montant visé au sous-alinéa (i) sur le montant visé au sous-alinéa (ii) :

(i) l'excédent de la juste valeur marchande du bien au moment du transfert sur la juste valeur marchande de la contrepartie du bien,

(ii) le montant de la cotisation établie à l'égard du cessionnaire en application du paragraphe 160(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* relativement au bien;

b) le total des montants dont chacun représente :

(i) le montant dont le cédant est redevable en vertu de la présente partie pour sa période de déclaration qui comprend le moment du transfert et pour ses périodes de déclaration antérieures,

(ii) les intérêts et pénalités dont le cédant est redevable à ce moment.

Toutefois, le présent paragraphe ne limite en rien la responsabilité du cédant découlant d'une autre disposition de la présente partie.

(2) Subsection 325(4) at present reads as follows:

(4) Notwithstanding subsection (1), where at any time a person has transferred property to the person's spouse pursuant to a decree, order or judgment of a competent tribunal or pursuant to a written separation agreement and, at that time, the person and the person's spouse were separated and living apart as a result of a breakdown of their marriage, for the purposes of paragraph (1)(*d*), the fair market value of the property so transferred shall be deemed to be nil at the time of the transfer, but nothing in this subsection shall operate to reduce the liability of the person under any other provision of this Part.

(2). — Texte actuel du paragraphe 325(4) :

(4) Par dérogation au paragraphe (1), dans le cas où une personne transfère un bien à son conjoint — dont elle vit séparée au moment du transfert pour cause d'échec du mariage — conformément à un décret, une ordonnance ou un jugement d'un tribunal compétent ou à un accord écrit de séparation, la juste valeur marchande du bien est réputée nulle au moment du transfert pour l'application de l'alinéa (1)*a*). Toutefois, le présent paragraphe ne limite en rien l'obligation du cédant découlant d'une autre disposition de la présente partie.

that time, the individual and the individual's spouse were separated and living apart as a result of a breakdown of their marriage, for the purposes of paragraph (1)(*d*), the fair market value at that time of the property so transferred shall be deemed to be nil, but nothing in this subsection limits the liability of the individual under any provision of this Part.

d'un jugement rendu par un tribunal compétent ou en vertu d'un accord écrit de séparation, la juste valeur marchande du bien au moment du transfert est réputée nulle pour l'application de l'alinéa (1)*a*). Toutefois, le présent paragraphe ne limite en rien l'obligation du cédant découlant d'une autre disposition de la présente partie.

Meaning of "property"

(5) In this section, "property" includes money.

(5) Au présent article, l'argent est assimilé à un bien.

Définition de « bien »

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

135. Section 328 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

135. L'article 328 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Offence re confidential information

328. (1) Every person who

(*a*) contravenes subsection 295(2), or

(*b*) knowingly contravenes an order made under subsection 295(5.1)

is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding $5,000 or to imprisonment for a term not exceeding twelve months, or to both.

328. (1) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 $ et un emprisonnement maximal de 12 mois, ou l'une de ces peines, quiconque, selon le cas :

a) contrevient au paragraphe 295(2);

b) contrevient sciemment à une ordonnance rendue en application du paragraphe 295(5.1).

Communication non autorisée de renseignements

Idem

(2) Every person

(*a*) to whom personal information has been provided for a particular purpose pursuant to paragraph 295(5)(*b*), (*c*) or (*g*), or

(*b*) who is an official to whom personal information has been provided for a particular purpose pursuant to paragraph 295(5)(*a*), (*d*), (*e*) or (*h*),

and who for any other purpose knowingly uses, provides to any person, allows the provision to any person of, or allows any person access to, that information is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding $5,000 or to imprisonment for a term not exceeding twelve months, or to both.

(2) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 $ et un emprisonnement maximal de 12 mois, ou l'une de ces peines :

a) toute personne à qui un renseignement confidentiel est fourni à une fin précise en conformité avec les alinéas 295(5)*b*), *c*) ou *g*),

b) tout fonctionnaire à qui un renseignement confidentiel a été fourni à une fin précise en conformité avec les alinéas 295(5)*a*), *d*), *e*) ou *h*),

et qui, sciemment, utilise ce renseignement, le fournit ou en permet la fourniture ou l'accès à une autre fin.

Idem

Clause 135: (1) Section 328 at present reads as follows:

328. Every person who

(*a*) contravenes subsection 295(2), or

(*b*) has been provided with information under subsection 295(4) and knowingly uses, communicates or allows to be communicated the information for any purpose other than that for which it was provided,

s guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not xceeding $5,000 or to imprisonment for a term not exceeding twelve nonths, or to both.

Article 135. — Texte actuel de l'article 328 :

328. Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 $ et un emprisonnement maximal de 12 mois, ou l'une de ces peines, toute personne :

a) qui contrevient au paragraphe 295(2);

b) à qui un renseignement est donné en application du paragraphe 295(4) et qui, sciemment, utilise ce renseignement, le communique ou permet qu'il soit communiqué à une autre fin que celle pour laquelle il est donné.

Definitions

(3) In subsections (1) and (2), "official" and "personal information" have the meanings assigned by subsection 295(1).

Définitions

(3) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), les expressions « fonctionnaire » et « renseignement confidentiel » s'entendent au sens du paragraphe 295(1).

1990, c. 45, s. 12(1)

136. (1) Paragraph 336(2)(*f*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*f*) where the individual is a builder of the complex,

(i) if the individual is a builder of the complex only because of paragraph (*d*) of the definition "builder" in subsection 123(1),

(A) the individual shall be deemed not to be a builder of the complex, and

(B) for the purposes of determining whether any other person who, after that time, makes a supply of the complex or an interest therein is a builder of the complex, the complex shall be deemed to have been occupied at that time by an individual as a place of residence, and

(ii) in any other case, for the purposes of determining an input tax credit of the individual, the individual shall be deemed to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to 4% of the consideration for the supply,

1990, ch. 45, par. 12(1)

136. (1) L'alinéa 336(2)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) si le particulier est le constructeur de l'immeuble :

(i) dans le cas où il n'en est le constructeur que par l'effet de l'alinéa *d*) de la définition de « constructeur » au paragraphe 123(1) :

(A) il est réputé ne pas en être le constructeur,

(B) aux fins de déterminer si une autre personne qui, après le moment du transfert de la possession, fournit l'immeuble ou un droit afférent est le constructeur de l'immeuble, l'immeuble est réputé avoir été occupé à ce moment à titre résidentiel,

(ii) dans les autres cas, aux fins de calculer le crédit de taxe sur les intrants du particulier, celui-ci est réputé avoir payé, au moment du transfert de la possession, une taxe égale à 4 % de la contrepartie de la fourniture;

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 336(3)(*f*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*f*) where the person is a builder of the unit,

(i) if the person is a builder of the unit only because of paragraph (*d*) of the definition "builder" in subsection 123(1),

(A) the person shall be deemed not to be a builder of the unit, and

(B) for the purposes of determining whether any other person who, after that time, makes a supply of the unit or an interest therein is a builder of the unit, the condominium complex in which the unit is located shall be deemed to have been registered at

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa 336(3)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) si l'acquéreur est le constructeur du logement :

(i) dans le cas où il n'en est le constructeur que par l'effet de l'alinéa *d*) de la définition de « constructeur » au paragraphe 123(1) :

(A) il est réputé ne pas en être le constructeur,

(B) aux fins de déterminer si une autre personne qui, après le moment du transfert de la possession, fournit le logement ou un droit afférent est le constructeur du logement, l'immeuble d'habitation en copropriété dans lequel le logement est situé est réputé

Clause 136: (1) Paragraph 336(2)(*f*) at present reads as follows:

(2) Where

...

he following rules apply:

...

(*f*) where the individual is a builder of the complex by reason only of paragraph (*d*) of the definition "builder" in subsection 123(1), the individual shall be deemed not to be the builder of the complex,

Article 136, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 336(2) :

(2) Les règles suivantes s'appliquent à la fourniture taxable par vente d'un immeuble d'habitation à logement unique au Canada, effectuée au profit d'un particulier aux termes d'une convention écrite conclue avant le 14 octobre 1989 entre le fournisseur et le particulier, si aux termes de la convention la propriété et la possession de l'immeuble ne sont pas transférées au particulier avant 1991 et la possession lui en est transférée après 1990 :

...

c) si le particulier n'est le constructeur de l'immeuble que par l'effet de l'alinéa *d*) de la définition de « constructeur » au paragraphe 123(1), il est réputé ne pas en être le constructeur;

(2) Paragraph 336(3)(*f*) at present reads as follows:

(3) Where

...

ie following rules apply:

...

(*f*) where the person is a builder of the unit by reason only of paragraph (*d*) of the definition "builder" in subsection 123(1), the person shall be deemed not to be the builder of the unit, and

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 336(3) :

(3) Les règles suivantes s'appliquent à la fourniture taxable par vente d'un logement en copropriété au Canada, effectuée aux termes d'une convention écrite conclue avant le 14 octobre 1989 entre le fournisseur et l'acquéreur, si aux termes de la convention la propriété du logement n'est pas transférée à l'acquéreur avant 1991 et la possession lui en est transférée après 1990 :

...

c) si l'acquéreur n'est le constructeur du logement que par l'effet de l'alinéa *d*) de la définition de «constructeur» au paragraphe 123(1), il est réputé ne pas en être le constructeur;

that time as a condominium and the unit shall be deemed to have been occupied at that time by an individual as a place of residence, and

(ii) in any other case, for the purposes of determining an input tax credit of the person, the person shall be deemed to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to 4% of the consideration for the supply, and

avoir été enregistré à ce moment à titre d'immeuble en copropriété, et le logement est réputé avoir été occupé à ce moment à titre résidentiel,

(ii) dans les autres cas, aux fins de calculer le crédit de taxe sur les intrants de l'acquéreur, celui-ci est réputé avoir payé, au moment du transfert de la possession, une taxe égale à 4 % de la contrepartie de la fourniture;

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Paragraph 336(4)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) a taxable supply by way of sale of a condominium complex in Canada is made to a person under an agreement in writing entered into before October 14, 1989 between the supplier and the person,

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Le passage du paragraphe 336(4) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Transfert d'i immeuble d'habitation copropriété après 1990

(4) Les règles suivantes s'appliquent à la fourniture taxable par vente d'un immeuble d'habitation en copropriété au Canada, effectuée aux termes d'une convention écrite conclue avant le 14 octobre 1989 entre le fournisseur et l'acquéreur, si, aux termes de la convention, ni la propriété ni la possession de l'immeuble ne sont transférées à l'acquéreur avant 1991 et si, après 1990, la propriété lui en est transférée aux termes de la convention ou l'immeuble est enregistré à titre d'immeuble en copropriété :

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Paragraphs 336(4)(*e*) and (*f*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(*e*) subsection 191(1) does not apply in respect of any residential condominium unit located in the complex before ownership of the complex is transferred to the person,

(*f*) where the person is a builder of the complex,

(i) if the person is a builder of the complex only because of paragraph (*d*) of the definition "builder" in subsection 123(1),

(A) the person shall be deemed not to be a builder of the complex or of any residential condominium unit located in the complex, and

(B) for the purposes of determining whether any other person who, after that time, makes a supply of the complex, a residential condominium unit located in the complex or an interest in the complex or unit is a builder of

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Les alinéas 336(4)*b*) et *c*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

b) le paragraphe 191(1) ne s'applique pas à un logement en copropriété situé dans l'immeuble tant que la propriété de l'immeuble n'est pas transférée à l'acquéreur;

c) si l'acquéreur est le constructeur de l'immeuble :

(i) dans le cas où il n'en est le constructeur que par l'effet de l'alinéa *d*) de la définition de « constructeur » au paragraphe 123(1) :

(A) il est réputé ne pas être le constructeur de l'immeuble ni d'aucun logement en copropriété situé dans l'immeuble,

(B) aux fins de déterminer si une autre personne qui, après le moment du transfert de la possession, fournit l'immeuble, un logement en copropriété situé dans l'immeuble ou un droit sur l'immeuble ou le logement,

(3) Paragraph 336(4)(*a*) at present reads as follows:

(4) Where

(*a*) a supply by way of sale of a condominium complex in Canada is made to a person under an agreement in writing entered into before October 14, 1989 between the supplier and the person,

(3). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 336(4) :

(4) Les règles suivantes s'appliquent à la fourniture par vente d'un immeuble d'habitation en copropriété au Canada, effectuée aux termes d'une convention écrite conclue avant le 14 octobre 1989 entre le fournisseur et l'acquéreur, si la propriété de l'immeuble n'est pas transférée à l'acquéreur avant 1991 et si, après 1990, la possession lui en est transférée aux termes de la convention ou l'immeuble est enregistré à titre d'immeuble en copropriété :

(4) Paragraphs 336(4)(*e*) and (*f*) at present read as follows:

(4) Where

...

he following rules apply:

...

(*e*) subsection 191(1) does not apply in respect of any unit located in the complex before ownership of the complex is transferred to the person,

(*f*) where the person is a builder of the complex by reason only of paragraph (*d*) of the definition "builder" in subsection 123(1), the person shall be deemed not to be a builder of the complex or of the residential condominium units in the complex, and

(4). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 336(4) :

(4) Les règles suivantes s'appliquent à la fourniture par vente d'un immeuble d'habitation en copropriété au Canada, effectuée aux termes d'une convention écrite conclue avant le 14 octobre 1989 entre le fournisseur et l'acquéreur, si la propriété de l'immeuble n'est pas transférée à l'acquéreur avant 1991 et si, après 1990, la possession lui en est transférée aux termes de la convention ou l'immeuble est enregistré à titre d'immeuble en copropriété :

...

b) le paragraphe 191(1) ne s'applique pas à un logement situé dans l'immeuble tant que la propriété de l'immeuble n'est pas transférée à l'acquéreur;

c) si l'acquéreur n'est le constructeur de l'immeuble que par l'effet de l'alinéa *d*) de la définition de « constructeur » au paragraphe 123(1), il est réputé ne pas être le constructeur de l'immeuble ou de logements en copropriété dans cet immeuble;

the complex or of any unit located in the complex, the complex shall be deemed to have been registered at that time as a condominium and each of the units shall be deemed to have been occupied at that time by an individual as a place of residence, and

(ii) in any other case, for the purposes of determining an input tax credit of the person, the person shall be deemed to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to 4% of the consideration for the supply, and

est le constructeur de l'immeuble ou d'un logement situé dans l'immeuble, l'immeuble est réputé avoir été enregistré à ce moment à titre d'immeuble en copropriété, et chacun des logements est réputé avoir été occupé à ce moment à titre résidentiel,

(ii) dans les autres cas, aux fins de calculer le crédit de taxe sur les intrants de l'acquéreur, celui-ci est réputé avoir payé, au moment du transfert de la possession, une taxe égale à 4 % de la contrepartie de la fourniture;

(5) Subsections (1) to (4) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(5) Les paragraphes (1) à (4) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

137. (1) Section 337 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

137. (1) L'article 337 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Conditional sales and instalment sales

(1.1) No tax is payable in respect of a supply by way of sale (other than a sale resulting from the exercise, after 1990, of an option to purchase contained in a lease, licence or similar arrangement) of tangible personal property to the extent that the property was delivered, or ownership thereof was transferred, to the recipient before 1991 in accordance with the terms of an agreement in writing entered into before 1991 for the supply.

Vente conditionnelle et vente à tempérament

(1.1) Aucune taxe n'est payable relativement à la fourniture par vente d'un bien meuble corporel (sauf si la vente résulte de la levée, après 1990, d'une option d'achat prévue dans un bail, une licence ou un accord semblable) dans la mesure où le bien a été livré, ou sa propriété transférée, à l'acquéreur avant 1991 aux termes d'une convention écrite conclue avant 1991 et visant la fourniture.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 337(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 337(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(6) Subject to subsections (2) and (4) and 341(1), 342(1) and 343(1), where a taxable supply of tangible personal property by way of sale or of a service is made in Canada to a person other than a consumer by a supplier in the ordinary course of a business, to the extent that any consideration (other than an instalment payable under a contract in respect of which subsection 118(3) or (4) applies) became due or was paid without having become due after August 1989 and before September 1990 for property that was not delivered to the person and the ownership of which was not transferred to the person before 1991 or for any of the service that was

Idem

(6) Sous réserve des paragraphes (2), (4), 341(1), 342(1) et 343(1), la taxe est payable relativement à la contrepartie de la fourniture taxable d'un bien meuble corporel par vente ou d'un service, effectuée au Canada au profit d'une personne autre qu'un consommateur par un fournisseur dans le cours normal d'une entreprise, dans la mesure où la contrepartie (à l'exception d'un versement payable aux termes d'un contrat auquel le paragraphe 118(3) ou (4) s'applique) devient due, ou est payée sans qu'elle soit devenue due, après août 1989 et avant septembre 1990, relativement à un bien qui n'a pas été livré à la personne et dont la propriété ne

Clause 137: (1) New.

Article 137, (1). — Nouveau.

(2) Subsection 337(6) at present reads as follows:

(6) Subject to subsections (2) and (4), where a taxable supply of tangible personal property by way of sale or of a service is made in Canada to a person other than a consumer by a supplier in the ordinary course of a business, to the extent that any consideration (other than an instalment payable under a contract in respect of which subsection 118(3) or (4) applies) became due or was paid without becoming due after August 1989 and before September 1990 for property that was not delivered to the person and the ownership of which was not transferred to the person before 1991 or for any of the service that was not performed before 1991, tax is payable in respect of that consideration and the person shall, on or before April 1, 1991, file with the Minister in prescribed manner a return in prescribed form containing prescribed information and remit that tax to the Receiver General.

(2). — Texte actuel du paragraphe 337(6) :

(6) Sous réserve des paragraphes (2) et (4), la taxe est payable relativement à la contrepartie de la fourniture taxable d'un bien meuble corporel par vente ou d'un service, effectuée au Canada au profit d'une personne autre qu'un consommateur par un fournisseur dans le cours normal d'une entreprise, dans la mesure où la contrepartie (à l'exception d'un versement payable aux termes d'un contrat auquel le paragraphe 118(3) ou (4) s'applique) devient due, ou est payée sans qu'elle soit devenue due, après août 1989 et avant septembre 1990, relativement à un bien qui n'a pas été livré à la personne ou dont la propriété n'a pas été transférée, avant 1991, ou à un service qui n'a pas été rendu avant 1991. La personne doit présenter une déclaration au ministre, au plus tard le 1er avril 1991, en la forme, selon les modalités et avec les renseignements déterminés par lui, et verser la taxe au receveur général.

not performed before 1991, tax is payable in respect of that consideration and the person shall, on or before April 1, 1991, file with the Minister in prescribed manner a return in prescribed form containing prescribed information and remit that tax to the Receiver General.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

138. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 340 thereof, the following section:

Adjustments

340.1 (1) Where a person remits tax under subsection 337(6) or 340(2) calculated on the consideration or a part thereof for a taxable supply and that consideration or part thereof is subsequently reduced, to the extent that the person did not claim, and is not, but for this section, entitled to claim, an input tax credit or a rebate in respect of the portion of the tax that was calculated on the amount by which the consideration or part thereof was reduced, that portion shall be deemed, for the purposes of determining a rebate under section 261, to be an amount that was not payable or remittable by the person.

Application

(2) Subsection (1) does not apply in circumstances in which section 161 or 176 applies.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

139. (1) Subsection 341(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Payments before 1991

(3) Subject to subsection 337(2), where any consideration for a taxable supply of a service (other than a freight transportation service or a service that is the transportation of an individual) is paid after August 1990 and before 1991 without having become due or becomes due after August 1990 and before 1991, that consideration shall be deemed to have become due on January 1, 1991 and not to have been paid before 1991.

lui a pas été transférée, avant 1991, ou à un service qui ne lui a pas été rendu avant 1991. La personne doit présenter au ministre, au plus tard le 1er avril 1991, une déclaration contenant les renseignements requis par lui en la forme et selon les modalités qu'il détermine, et verser la taxe au receveur général.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

138. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 340, de ce qui suit :

Redressemen

340.1 (1) Lorsqu'une personne verse, en application des paragraphes 337(6) ou 340(2), la taxe calculée sur la contrepartie, même partielle, d'une fourniture taxable et que cette contrepartie est réduite par la suite, la partie de la taxe calculée sur la contrepartie réduite est réputée, aux fins du calcul du montant remboursable visé à l'article 261, être un montant que la personne n'avait pas à payer ou à verser dans la mesure où elle n'a pas demandé, ou ne pourrait demander en l'absence du présent article, un crédit de taxe sur les intrants ou un remboursement au titre de cette partie de taxe.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas où les articles 161 ou 176 s'appliquent.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

139. (1) Le paragraphe 341(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Paiement av 1991

(3) Sous réserve du paragraphe 337(2), la contrepartie de la fourniture taxable d'un service, à l'exclusion d'un service de transport de marchandises ou d'un service de transport d'un particulier, qui est payée après août 1990 et avant 1991 sans qu'elle soit devenue due, ou qui devient due au cours de cette période, est réputée être devenue due le 1er janvier 1991 et ne pas avoir été payée avant 1991.

Clause 138: (1) New.

Article 138, (1). — Nouveau.

Clause 139: (1) Subsection 341(3) at present reads as follows:

(3) Subject to subsection 337(2), where any consideration for a taxable supply of a service (other than a freight transportation service or a service that is the transportation of an individual) is paid or becomes due after August 1990 and before 1991, that consideration shall be deemed to have become due on January 1, 1991 and not to have been paid before 1991.

Article 139, (1). — Texte actuel du paragraphe 341(3) :

(3) Sous réserve du paragraphe 337(2), la contrepartie de la fourniture taxable d'un service (à l'exclusion d'un service de transport de marchandises ou d'un service de transport d'un particulier) qui est payée ou qui devient due après août 1990 et avant 1991 est réputée devenir due le 1er janvier 1991 et ne pas être payée avant 1991.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

140. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 341 thereof, the following section:

140. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 341, de ce qui suit :

Legal service performed before 1991

341.1 (1) No tax is payable in respect of the consideration for a supply of a legal service to the extent that the consideration relates to any part of the service that was performed before 1991 and, under the agreement for the supply, does not become due

(*a*) until allowed, directed or ordered by a court; or

(*b*) until the completion or termination of the service provided by the supplier.

Service of representative, trustee, receiver or liquidator

(2) No tax is payable in respect of the consideration for a supply of a service of a personal representative in respect of the administration of an estate, or a service of a trustee, receiver or liquidator, to the extent that the consideration relates to any part of the service that was performed before 1991 and does not become due

(*a*) in the case of the service of a personal representative, until it is approved by all beneficiaries of the estate or in accordance with the terms of the trust binding the personal representative;

(*b*) in the case of the service of a trustee, until a date determined under the terms of the trust or an agreement in writing for the supply; or

(*c*) in any case, until it is allowed, directed or ordered by a court.

Idem

(3) For the purposes of subsections (1) and (2), where substantially all of a service is performed before 1991, all of the service shall be deemed to have been performed before 1991.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

Services juridiques exécutés avant 1991

341.1 (1) Aucune taxe n'est payable relativement à la contrepartie de la fourniture d'un service juridique dans la mesure où cette contrepartie se rapporte à une partie du service qui a été exécutée avant 1991 et ne devient pas due, aux termes de la convention concernant la fourniture, avant l'une des dates suivantes :

a) la date où un tribunal en permet ou en ordonne le paiement;

b) la date de cessation du service rendu par le fournisseur.

Service de représentant, fiduciaire, séquestre ou liquidateur

(2) Aucune taxe n'est payable relativement à la contrepartie de la fourniture d'un service de représentant personnel dans le cadre de l'administration d'une succession ou d'un service de fiduciaire, de séquestre ou de liquidateur, dans la mesure où la contrepartie se rapporte à une partie du service qui a été exécutée avant 1991 et ne devient pas due avant la date suivante :

a) dans le cas d'un service de représentant personnel, la date où les bénéficiaires de la succession approuvent le paiement de la taxe ou celle fixée par la fiducie applicable aux représentants;

b) dans le cas d'un service de fiduciaire, la date déterminée selon les modalités de la fiducie ou selon une convention écrite concernant la fourniture;

c) dans tous les cas, la date où un tribunal permet ou ordonne le paiement de la taxe.

Présomption

(3) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), un service est réputé exécuté avant 1991 s'il est exécuté en presque totalité avant cette année.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

Clause 140: (1) New.

Article 140, (1). — Nouveau.

1990, c. 45, s. 12(1)

141. (1) Subsections 342(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Transportation of individuals

342. (1) No tax is payable in respect of a supply of a service that is the transportation of an individual (other than a service to which subsection (3) applies) where the service begins before 1991.

Idem

(2) Where any consideration for a supply of a service that is the transportation of an individual (other than a service to which subsection (3) applies) is paid after August 1990 and before 1991 without having become due or becomes due after August 1990 and before 1991, that consideration shall be deemed to have become due on January 1, 1991 and not to have been paid before 1991.

Transportation pass before February 1991

(2.1) No tax is payable in respect of a supply made by a person to an individual of a transportation pass that entitles the individual to transportation services during a period beginning before 1991 and ending before February 1991 without payment of consideration by the individual each time a supply of a transportation service is made to the individual.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

142. (1) Subsections 344(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Funeral arrangements entered into before September 1990

(2) Where

(*a*) an arrangement for funeral services in respect of an individual is entered into in writing before September 1990,

(*b*) under the terms of the arrangement, the funds required to pay for the funeral services are held by a trustee who is responsible for acquiring funeral services in respect of the individual, and

(*c*) at the time the arrangement is entered into, it is reasonable to expect that all or a part of those funds will be advanced to the trustee before the individual's death,

no tax is payable by the trustee in respect of the supply to the trustee of funeral services under the arrangement.

1990, ch. 45, par. 12(1)

141. (1) Les paragraphes 342(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Transport de particuliers

342. (1) Aucune taxe n'est payable relativement à la fourniture d'un service de transport d'un particulier, sauf un service auquel le paragraphe (3) s'applique, commençant avant 1991.

Idem

(2) La contrepartie de la fourniture d'un service de transport d'un particulier, sauf un service auquel le paragraphe (3) s'applique, payée après août 1990 et avant 1991 sans qu'elle soit devenue due, ou devenue due au cours de cette période, est réputée être devenue due le 1er janvier 1991 et ne pas avoir été payée avant 1991.

Laissez-passer de transport avant février 1991

(2.1) Aucune taxe n'est payable relativement à la fourniture à un particulier d'un laissez-passer qui lui donne droit à des services de transport au cours d'une période commençant avant 1991 et se terminant avant février 1991 sans paiement de contrepartie chaque fois qu'une fourniture de ces services est effectuée à son profit.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

142. (1) Les paragraphes 344(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Arrangements funéraires pris avant septembre 1990

(2) Lorsque les modalités des arrangements pour des services funéraires pris par écrit relativement à un particulier avant septembre 1990 prévoient que les fonds nécessaires au règlement des services sont détenus par un fiduciaire chargé d'acquérir les services, aucune taxe n'est payable par le fiduciaire relativement à la fourniture au fiduciaire des services funéraires prévus par les arrangements si, au moment de la prise des arrangements, il est raisonnable de s'attendre à ce que tout ou partie des fonds en question soient avancés au fiduciaire avant le décès du particulier.

Clause 141: (1) Subsections 342(1) and (2) at present read as follows:

342. (1) Where consideration for a supply of a service that is the transportation of an individual, that begins before 1991 and that ends before February 1991 is paid or becomes due before May 1991, no tax is payable in respect of the supply.

(2) Subject to subsection (3), where consideration for a supply of a service that is the transportation of an individual, that begins before 1991 and that ends after January 1991, becomes due after August 1990 and before May 1991 or is paid after August 1990 and before May 1991 without becoming due,

(*a*) no tax is payable in respect of 50% of the amount of the consideration; and

(*b*) 50% of the consideration shall be deemed to have become due on January 1, 1991 and not to have been paid before 1991.

Article 141, (1). — Modification des paragraphes 342(1) et (2) et adjonction du passage marqué d'un trait vertical. Texte actuel des paragraphes 342(1) et (2) :

342. (1) Aucune taxe n'est payable relativement à la fourniture d'un service de transport d'un particulier, commençant avant 1991 et se terminant avant février 1991, dont la contrepartie est payée ou devient due avant mai 1991.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), dans le cas où la contrepartie de la fourniture d'un service de transport d'un particulier, commençant avant 1991 et se terminant après janvier 1991, devient due après août 1990 et avant mai 1991 ou est payée après août 1990 et avant mai 1991 sans qu'elle soit devenue due, les règles suivantes s'appliquent :

a) aucune taxe n'est payable sur la moitié de la contrepartie;

b) la moitié de la contrepartie est réputée devenir due le 1er janvier 1991 et ne pas avoir été payée avant 1991.

Clause 142: (1) Subsections 344(2) and (3) at present read as follows:

(2) Where a prepaid arrangement for funeral services in respect of an individual is entered into in writing before September 1990 and the funds under the arrangement are held by a trustee who is responsible for acquiring funeral services in respect of the individual, no tax is payable by the trustee in respect of the supply after 1990 to the trustee of funeral services under the arrangement.

(3) Where a prepaid arrangement for funeral services in respect of an individual is entered into in writing before September 1990, no tax is payable in respect of any consideration payable by or on behalf of the individual under the arrangement.

Article 142, (1). — Texte actuel des paragraphes 344(2) et (3) :

(2) Lorsque des arrangements payés d'avance pour des services funéraires sont pris par écrit relativement à un particulier avant septembre 1990 et que les fonds relatifs aux arrangements sont détenus par un fiduciaire chargé d'acquérir ces services funéraires, aucune taxe n'est payable par le fiduciaire relativement à la fourniture après 1990 au fiduciaire des services funéraires prévus par les arrangements.

(3) Dans le cas où des arrangements payés d'avance pour des services funéraires sont pris par écrit relativement à un particulier avant septembre 1990, aucune taxe n'est payable relativement à la contrepartie payable par le particulier ou pour son compte aux termes des arrangements.

Idem

(3) Where an arrangement for funeral services in respect of an individual is entered into in writing at any time before September 1990 and, at that time, it is reasonable to expect that all or a part of the consideration for the supply of the funeral services will be paid before the individual's death, no tax is payable in respect of any supply of funeral services under the arrangement.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

143. (1) All that portion of subsection 346(1) of the said Act preceding paragraph (*b*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Transitional credit for small businesses

346. (1) Where a person (other than a listed financial institution) is, in the particular fiscal quarter that is the first fiscal quarter of the person beginning in 1991, required to be registered under subsection 240(1) and the total of all consideration that in the particular fiscal quarter became due or was paid without having become due for taxable supplies made by the person in the course of a business does not exceed $500,000,

(*a*) where the reporting period of the person is a fiscal quarter or a fiscal month, the person may deduct the specified amount of the person in determining the person's net tax for the last reporting period of the person ending in the particular fiscal quarter, or for any subsequent reporting period of the person ending in 1991, the return under Division V for which is filed before 1993, and

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

144. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 346 thereof, the following section:

Idem

(3) Lorsque des arrangements pour des services funéraires sont pris par écrit relativement à un particulier avant septembre 1990 et que, au moment de la prise des arrangements, il est raisonnable de s'attendre à ce que tout ou partie de la contrepartie de la fourniture des services soit payée avant le décès du particulier, aucune taxe n'est payable relativement à une fourniture de services funéraires effectuée aux termes des arrangements.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

143. (1) Le passage du paragraphe 346(1) de la même loi qui précède l'alinéa *b*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Crédit transitoire pour la petite entrepr

346. (1) Lorsqu'une personne, sauf une institution financière désignée, est tenue d'être inscrite aux termes du paragraphe 240(1) au cours de son premier trimestre d'exercice commençant en 1991 et que la contrepartie totale qui devient due, ou qui est payée sans qu'elle soit devenue due, au cours de ce trimestre pour des fournitures taxables que la personne a effectuées dans le cadre d'une entreprise ne dépasse pas 500 000 $, les règles suivantes s'appliquent :

a) si la période de déclaration de la personne correspond à un trimestre d'exercice ou à un mois d'exercice, la personne peut déduire le montant déterminé qui lui est applicable dans le calcul de sa taxe nette pour sa dernière période de déclaration se terminant au cours de son premier trimestre d'exercice commençant en 1991, ou pour toute période de déclaration ultérieure se terminant en 1991, à l'égard desquelles une déclaration en vertu de la section V est produite avant 1993;

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

144. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 346, de ce qui suit :

Clause 143: (1) The relevant portion of subsection 346(1) at present reads as follows:

346. (1) Where the total of all consideration that became due, or that was paid without becoming due, in the first fiscal quarter beginning in 1991 of a person (other than a listed financial institution) who was in that quarter required to apply to be registered under Subdivision d of Division V, for taxable supplies made by the person in the course of a business does not exceed $500,000,

(*a*) where the reporting period of the person is a fiscal quarter or a fiscal month, the person may deduct the specified amount of the person in determining the person's net tax for that quarter or the last fiscal month of that quarter, as the case may be, and

Article 143, (1). — Texte actuel du passage visé du paragraphe 346(1) :

346. (1) Dans le cas où la contrepartie totale qui devient due, ou qui est payée sans qu'elle soit devenue due, au cours du premier trimestre d'exercice commençant en 1991 d'une personne, sauf une institution financière désignée, qui est tenue de faire une demande d'inscription aux termes de la sous-section d de la section V au cours de ce trimestre, pour des fournitures taxables qu'elle a effectuées dans le cadre d'une entreprise, ne dépasse pas 500 000 $, les règles suivantes s'appliquent :

a) si la période de déclaration de la personne correspond à un trimestre d'exercice ou à un mois d'exercice, la personne peut déduire le montant déterminé qui lui est applicable dans le calcul de sa taxe nette pour ce trimestre ou pour le dernier mois d'exercice de ce trimestre;

Clause 144: (1) New.

Article 144, (1). — Nouveau.

Transitional credit for taxi businesses

347. (1) Where a small supplier carrying on a taxi business is registered under Subdivision d of Division V before April 1991, the supplier may, in determining the net tax for

(*a*) where the reporting period of the supplier is a fiscal quarter or a fiscal month, each reporting period of the supplier that ends in 1991 on or after the last day of the first fiscal quarter of the supplier beginning in that year, and

(*b*) in any other case, the first reporting period of the supplier beginning after 1990,

deduct the specified amount of the supplier for that reporting period, where that net tax would be a positive amount if it were determined without reference to this subsection and the return under Division V for that period is filed before 1993.

Specified amount

(2) For the purposes of subsection (1), the specified amount of a supplier for a reporting period of the supplier is an amount equal to the lesser of

(*a*) the positive amount, if any, that would be the net tax for the period if that amount were determined without reference to that subsection, and

(*b*) the amount determined by the formula

A - B

where

A is $300, and

B is the total of all amounts each of which is an amount that, because of that subsection, was deducted in determining the net tax for a preceding reporting period of the supplier.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 14(1)

145. (1) Paragraphs 8(*b*) and (*c*) of Schedule I to the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(*b*) that is sold under conditions that would qualify the sale as a zero-rated supply for the purposes of Part IX of the Act

Crédit transitoire pour entreprises de taxis

347. (1) Le petit fournisseur qui exploite une entreprise de taxis et qui est inscrit en vertu de la sous-section d de la section V avant avril 1991 peut déduire, dans le calcul de la taxe nette — qui serait positive sans l'application du présent paragraphe — pour l'une des périodes de déclaration suivantes, le montant déterminé qui lui est applicable pour cette période, si une déclaration en vertu de la section V est produite pour cette période avant 1993 :

a) si la période de déclaration du fournisseur correspond à un trimestre d'exercice ou à un mois d'exercice, chacune de ses périodes de déclaration qui prend fin en 1991 au plus tôt le dernier jour de son premier trimestre d'exercice commençant au cours de cette année;

b) dans les autres cas, la première période de déclaration du fournisseur commençant après 1990.

Montant déterminé

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le montant déterminé applicable à un fournisseur pour sa période de déclaration correspond au moins élevé des montants suivants :

a) le montant positif qui correspondrait à la taxe nette pour la période si ce montant était calculé sans l'application de ce paragraphe;

b) le résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente 300 $,

B le total des montants déduits, en application de ce paragraphe, dans le calcul de la taxe nette pour les périodes de déclaration antérieures du fournisseur.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 14(1)

145. (1) Les alinéas 8*b*) et *c*) de l'annexe I de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

b) est vendu dans des conditions qui feraient de la vente une fourniture détaxée pour l'application de la partie IX de la loi

Clause 145: (1) Paragraphs 8(*b*) and (*c*) of Schedule I at present read as follows:

8. Section 7 does not apply in the case of any air condition described therein

...

Article 145, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 8 de l'annexe I :

(8) L'article 7 ne s'applique pas dans le cas d'un climatiseur visé à cet article qui, selon le cas :

...

or that is purchased by and for the personal or official use of a person who is entitled to the tax exemptions specified in article 34 of the Convention set out in Schedule I to the *Foreign Missions and International Organizations Act* or in article 49 of the Convention set out in Schedule II to that Act; or

(*c*) that is included as permanently installed equipment in an automobile, station wagon, van or truck, that is sold under conditions that would qualify the sale as a zero-rated supply for the purposes of Part IX of the Act or that is purchased by and for the personal or official use of a person who is entitled to the tax exemptions specified in article 34 of the Convention set out in Schedule I to the *Foreign Missions and International Organizations Act* or in article 49 of the Convention set out in Schedule II to that Act.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on January 1, 1991.

ou est acheté, pour son usage personnel ou officiel, par une personne exempte d'impôts et de taxes visée à l'article 34 de la convention figurant à l'annexe I de la *Loi sur les missions étrangères et les organisations internationales* ou à l'article 49 de la convention figurant à l'annexe II de cette loi;

c) est inclus à titre d'équipement installé en permanence dans une automobile, une familiale, une fourgonnette ou un camion, qui est vendu dans des conditions qui feraient de la vente une fourniture détaxée pour l'application de la partie IX de la loi ou est acheté, pour son usage personnel ou officiel, par une personne exempte d'impôts et de taxes visée à l'article 34 de la convention figurant à l'annexe I de la *Loi sur les missions étrangères et les organisations internationales* ou à l'article 49 de la convention figurant à l'annexe II de cette loi.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1991.

1990, c. 45, s. 15(1)

146. (1) Section 10 of Schedule I to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

10. Section 6 does not apply in respect of any of the goods mentioned in that section that are

(*a*) sold under conditions that would qualify the sale as a zero-rated supply for the purposes of Part IX of the Act;

(*b*) purchased or imported for police or fire-fighting services; or

(*c*) purchased by and for the personal or official use of a person who is entitled to the tax exemptions specified in article 34 of the Convention set out in Schedule I to the *Foreign Missions and International Organizations Act* or in article 49 of the Convention set out in Schedule II to that Act.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on January 1, 1991.

1990, ch. 45, par. 15(1)

146. (1) L'article 10 de l'annexe I de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10. L'article 6 ne s'applique à aucune des marchandises qui y sont mentionnées et qui sont, selon le cas :

a) vendues dans des conditions qui feraient de la vente une fourniture détaxée pour l'application de la partie IX de la loi;

b) achetées ou importées pour servir à la police ou combattre l'incendie;

c) achetées, pour son usage personnel ou officiel, par une personne exempte d'impôts et de taxes visée à l'article 34 de la convention figurant à l'annexe I de la *Loi sur les missions étrangères et les organisations internationales* ou à l'article 49 de la convention figurant à l'annexe II de cette loi.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1991.

(*b*) that is sold under conditions that would qualify the sale as a zero-rated supply for the purposes of Part IX of the Act; or

(*c*) that is included as permanently installed equipment in an automobile, station wagon, van or truck, that is sold under conditions that qualify the sale as a zero-rated supply for the purposes of Part IX of the Act.

b) est vendu dans des conditions qui feraient de la vente une fourniture détaxée pour l'application de la partie IX de la loi;

c) est inclus à titre d'équipement installé en permanence dans une automobile, une familiale, une fourgonnette ou un camion, qui est vendu dans des conditions qui feraient de la vente une fourniture détaxée pour l'application de la partie IX de la loi.

Clause 146: (1) Section 10 of Schedule I at present reads as follows:

10. Section 6 does not apply in respect of any of the goods mentioned therein that are sold under conditions that would qualify the sale as a zero-rated supply for the purposes of Part IX of the Act or that are purchased or imported for police or fire-fighting services.

Article 146, (1). — Texte actuel de l'article 10 de l'annexe I :

10. L'article 6 ne s'applique à aucune des marchandises qui y sont mentionnées qui sont vendues dans des conditions qui feraient de la vente une fourniture détaxée pour l'application de la partie IX de la loi, ou qui sont achetées ou importées pour servir à la police ou combattre l'incendie.

1990, c. 45, s. 18

147. (1) Sections 2 to 6 of Part I of Schedule V to the said Act are repealed and the following substituted therefor:

2. A supply by way of sale of a residential complex or an interest therein made by a person who is not a builder of the complex or, where the complex is a multiple unit residential complex, an addition thereto, unless the person claimed an input tax credit in respect of the last acquisition by the person of the complex, or in respect of the acquisition or importation by the person, after the complex was last acquired by the person, of an improvement to the complex.

3. A supply by way of sale of a residential complex or an interest therein made by an individual who is a builder of the complex or, where the complex is a multiple unit residential complex, an addition thereto, if

(*a*) at any time after the construction or substantial renovation of the complex or addition is substantially completed, the complex is used primarily as a place of residence of the individual, an individual related to the individual or a former spouse of the individual, and

(*b*) the complex is not used primarily for any other purpose after the construction or substantial renovation is substantially completed and before that time,

unless the individual claimed an input tax credit in respect of the last acquisition by the individual of the real property included in the complex or in respect of the acquisition or importation by the individual, after the real property was last acquired by the individual, of an improvement to the real property.

4. A supply by way of sale of a single unit residential complex (in this section referred to as the "complex") or a residential condominium unit (in this section referred to as the "unit") or an interest in the complex or unit made by a builder of the complex or unit where

1990, ch. 45, art. 18

147. (1) Les articles 2 à 6 de la partie I de l'annexe V de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

2. La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation, ou d'un droit afférent, effectuée par une personne autre que le constructeur de l'immeuble ou, si l'immeuble est un immeuble d'habitation à logements multiples, d'une adjonction à celui-ci, sauf si la personne demande un crédit de taxe sur les intrants relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble ou relativement à son acquisition ou importation, après sa dernière acquisition de l'immeuble, d'améliorations apportées à celui-ci.

3. La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation, ou d'un droit afférent, effectuée par un particulier qui en est le constructeur ou, s'il s'agit d'un immeuble d'habitation à logements multiples, d'une adjonction à celui-ci, si :

a) d'une part, à un moment donné après que la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble d'habitation ou de l'adjonction sont achevées en grande partie, l'immeuble d'habitation est utilisé principalement à titre résidentiel par le particulier, son ex-conjoint ou un particulier lié au particulier;

b) d'autre part, l'immeuble d'habitation n'est pas utilisé principalement à une autre fin entre le moment où les travaux sont achevés en grande partie et le moment donné.

Le présent article ne s'applique pas si le particulier demande un crédit de taxe sur les intrants relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble compris dans l'immeuble d'habitation ou relativement à son acquisition ou importation, après sa dernière acquisition de l'immeuble, d'améliorations apportées à celui-ci.

4. La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation à logement unique ou d'un logement en copropriété, ou d'un droit dans un tel immeuble ou logement, effectuée par son constructeur si :

Clause 147: (1) Sections 2 to 6 of Part I of Schedule V at present read as follows:

2. A supply by way of sale of a residential complex or an interest therein made by a person who is not the builder of the complex or, where the complex is a multiple unit residential complex, an addition thereto, unless

(*a*) the person claimed an input tax credit in respect of the acquisition of or an improvement to the complex; and

(*b*) after the person claimed the credit and before ownership of the complex or interest is transferred to the recipient of the supply, the person was not deemed to have made another supply by way of sale of the complex under subsection 206(4) or 207(1) of the Act or, by reason of section 210 of the Act, under subsection 200(2) of the Act.

3. A supply by way of sale of a residential complex or an interest therein made by the builder of the complex or, where the complex is a multiple unit residential complex, the builder of an addition thereto, if

(*a*) the builder is an individual,

(*b*) at any time after the construction or substantial renovation of the complex or addition is substantially completed, the complex is used primarily as a place of residence of the individual, an individual related to the individual or a former spouse of the individual, and

(*c*) the complex is not used primarily for any other purpose after the construction or substantial renovation is substantially completed and before that time,

unless the individual claimed an input tax credit in respect of the acquisition of or an improvement to the complex and, after the individual claimed the credit and before ownership of the complex or interest is transferred to the recipient of the supply, the individual was not deemed under subsection 207(1) of the Act to have made another supply by way of sale of the complex.

4. A supply by way of sale of a single unit residential complex or a residential condominium unit or an interest in the complex or unit made by the builder of the complex or unit if, before ownership of the complex, unit or interest is transferred to the recipient of the supply, the builder was deemed under subsection 191(1) or (2) of the Act to have made at any time another supply of the complex unless, after that time,

(*a*) the builder claimed an input tax credit in respect of the acquisition of or an improvement to the complex or unit; and

(*b*) after the builder claimed the credit and before ownership of the complex or interest is transferred to the recipient of the supply, the builder was not deemed under subsection 206(4) or 207(1) of the Act or, by reason of section 210 of the Act, under subsection 200(2) of the Act to have made another supply by way of sale of the complex or unit.

5. A supply by way of sale of a multiple unit residential complex or an interest therein

(*a*) made by a person who is the builder of the complex if, before ownership of the complex or interest is transferred to the recipient of the supply, the builder was deemed under subsection 191(3) of the Act to have made another supply of the complex, or

(*b*) made by a person who is not the builder of the complex but is the builder of an addition to the complex, unless

(*c*) the person claimed an input tax credit in respect of the acquisition of or an improvement to the complex, other than in respect of the construction or substantial renovation of the complex or addition, and

Article 147, (1). — Texte actuel des articles 2 à 6 de la partie I de l'annexe V :

2. La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation, ou d'un droit y afférent, effectuée par une personne qui n'en est pas le constructeur ou, si l'immeuble est un immeuble d'habitation à logements multiples, d'une adjonction à l'immeuble, sauf si :

a) la personne demande un crédit de taxe sur les intrants relativement à l'acquisition de l'immeuble ou à des améliorations qui y sont apportées;

b) entre le moment où le crédit est demandé et celui où la propriété de l'immeuble ou du droit est transférée à l'acquéreur, la personne n'est pas réputée avoir effectué une autre fourniture par vente de l'immeuble en application du paragraphe 206(4) ou 207(1) de la loi ou, par l'effet de l'article 210 de la loi, en application du paragraphe 200(2) de la loi.

3. La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation, ou d'un droit y afférent, effectuée par le constructeur de l'immeuble ou, si l'immeuble est un immeuble d'habitation à logements multiples, par le constructeur d'une adjonction à celui-ci, si :

a) le constructeur est un particulier;

b) à un moment donné après que la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble ou de l'adjonction sont achevées en grande partie, l'immeuble est utilisé principalement à titre résidentiel par le particulier, son ex-conjoint ou un particulier lié à ce particulier;

c) l'immeuble n'est pas utilisé principalement à une autre fin entre le moment où les travaux sont achevés en grande partie et le moment donné.

Le présent article ne s'applique pas si le particulier demande un crédit de taxe sur les intrants relativement à l'acquisition de l'immeuble ou à des améliorations qui y sont apportées et si, entre le moment où il demande le crédit et celui où il transfère la propriété de l'immeuble ou du droit à l'acquéreur, il n'est pas réputé par le paragraphe 207(1) de la loi avoir effectué une autre fourniture de l'immeuble par vente.

4. La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation à logement unique ou d'un logement en copropriété, ou d'un droit dans un tel immeuble ou logement, effectuée par le constructeur si, avant le transfert à l'acquéreur de la propriété de l'immeuble, du logement ou du droit, le constructeur était réputé par le paragraphe 191(1) ou (2) de la loi avoir effectué une autre fourniture de l'immeuble à un moment donné, sauf si, après ce moment :

a) le constructeur demande un crédit de taxe sur les intrants relativement à l'acquisition de l'immeuble ou du logement ou aux améliorations qui y sont apportées;

b) entre le moment où le constructeur demande le crédit et celui où la propriété de l'immeuble ou du droit est transférée à l'acquéreur, le constructeur n'est pas réputé par le paragraphe 206(4) ou 207(1) de la loi ou, par l'effet de l'article 210 de la loi, par le paragraphe 200(2) de la loi avoir effectué une autre fourniture par vente de l'immeuble ou du logement.

5. La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation à logements multiples ou d'un droit dans un tel immeuble :

a) effectuée par une personne qui est le constructeur si, avant le transfert de la propriété de l'immeuble ou du droit à l'acquéreur, le constructeur est réputé par le paragraphe 191(3) de la loi avoir effectué une autre fourniture de l'immeuble;

b) effectuée par une personne qui n'est pas le constructeur de l'immeuble mais le constructeur d'une adjonction à l'immeuble.

(*a*) in the case of a unit situated in a residential complex (in this section referred to as the "premises") that was converted by the builder from use as a multiple unit residential complex to use as a condominium complex, the builder received an exempt supply of the premises by way of sale or was deemed under subsection 191(3) of the Act to have received a taxable supply of the premises by way of sale, and that supply was the last supply of the premises made by way of sale to the builder, or

(*b*) in any case, the builder received an exempt supply of the complex or unit by way of sale or was deemed under subsection 191(1) or (2) of the Act to have received a taxable supply of the complex or unit by way of sale, and that supply was the last supply of the complex or unit made by way of sale to the builder,

unless

(*c*) after the complex, unit or premises were last acquired by the builder, the builder carried on, or engaged another person to carry on for the builder, the substantial renovation of the complex, unit or premises, or

(*d*) the builder claimed an input tax credit in respect of the last acquisition by the builder of the complex, unit or premises or in respect of the acquisition or importation by the builder, after the complex, unit or premises were last acquired by the builder, of an improvement to the complex, unit or premises.

5. A supply by way of sale of a multiple unit residential complex or an interest therein made by a person who is a builder of the complex or an addition thereto where

(*a*) in the case of a person who is a builder of the complex, the person received an exempt supply of the complex by way of sale, or was deemed under subsection 191(3) of the Act to have received a taxable supply of the complex by way of sale, and that supply was the last supply of the complex made by way of sale to the person, and

a) dans le cas d'un logement situé dans un immeuble d'habitation (appelé « propriété » au présent article) — immeuble d'habitation à logements multiples que le constructeur a converti en immeuble d'habitation en copropriété —, le constructeur reçoit une fourniture exonérée par vente de la propriété ou est réputé par le paragraphe 191(3) de la loi avoir reçu une fourniture taxable par vente de la propriété, et cette fourniture constitue la dernière fourniture par vente de la propriété effectuée au profit du constructeur;

b) dans tous les cas, le constructeur reçoit par vente une fourniture exonérée de l'immeuble ou du logement ou est réputé par les paragraphes 191(1) ou (2) de la loi avoir reçu par vente une fourniture taxable de l'immeuble ou du logement, et cette fourniture constitue la dernière fourniture par vente de l'immeuble ou du logement effectuée au profit du constructeur.

Le présent article ne s'applique pas dans les cas suivants :

c) après la dernière acquisition de l'immeuble, du logement ou de la propriété par le constructeur, celui-ci y fait ou fait faire des rénovations majeures;

d) le constructeur demande un crédit de taxe sur les intrants relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble, du logement ou de la propriété ou relativement à son acquisition ou importation, après cette dernière acquisition de l'immeuble, du logement ou de la propriété, d'améliorations qui y sont apportées.

5. La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation à logements multiples ou d'un droit afférent effectuée par le constructeur de l'immeuble ou d'une adjonction à celui-ci, si :

a) dans le cas du constructeur de l'immeuble, il reçoit par vente une fourniture exonérée de l'immeuble ou est réputé par le paragraphe 191(3) de la loi avoir reçu par vente une fourniture taxable de l'immeuble, et cette fourniture constitue la dernière fourniture par vente de l'immeuble effectuée à son profit;

(*d*) after the person claimed the credit and before ownership of the complex or interest is transferred to the recipient of the supply, the person was not deemed under subsection 206(4) or 207(1) of the Act or, by reason of section 210 of the Act, under subsection 200(2) of the Act to have made another supply by way of sale of the complex, but not including that part of the supply that may reasonably be regarded as the supply of an addition to the complex, or an interest in an addition, of which

(*e*) the person is the builder, and

(*f*) the person was not deemed under subsection 191(4) of the Act to have made another supply.

6. A supply

(*a*) of a residential complex or a residential unit in a residential complex by way of lease, licence or similar arrangement for the purpose of its occupancy as a place of residence or lodging by the same individual, where it is occupied by the individual for a period of at least one month; or

(*b*) of a residential unit by way of lease, licence or similar arrangement for the purpose of its occupancy as a place of residence or lodging by the same individual, where the consideration for the supply does not exceed $20 for each day of occupancy or $140 for each week of occupancy.

Le présent article ne s'applique pas si :

c) la personne demande un crédit de taxe sur les intrants relativement à l'acquisition de l'immeuble ou des améliorations qui y sont apportées, mais non relativement à la construction ou aux rénovations majeures de l'immeuble ou de l'adjonction;

d) entre le moment où la personne demande le crédit et celui où la propriété de l'immeuble ou du droit est transférée à l'acquéreur, la personne n'est pas réputée par le paragraphe 206(4) ou 207(1) de la loi ou, par l'effet de l'article 210 de la loi, par le paragraphe 200(2) de la loi avoir effectué une autre fourniture par vente de l'immeuble.

N'est pas exonérée la partie de la fourniture qu'il est raisonnable de considérer comme la fourniture d'une adjonction à l'immeuble, ou d'un droit dans une adjonction, dont :

e) la personne est le constructeur;

f) la personne n'est pas réputée par le paragraphe 191(4) de la loi avoir effectué une autre fourniture.

6. La fourniture

a) d'un immeuble d'habitation ou d'une habitation dans un tel immeuble, par bail, licence ou accord semblable, en vue de son occupation à titre résidentiel ou de pension par un particulier donné pour une période d'au moins un mois;

b) d'une habitation, par bail, licence ou accord semblable, en vue de son occupation à titre résidentiel ou de pension par un particulier donné, si la contrepartie de la fourniture ne dépasse pas 20 $ par jour d'occupation ou 140 $ par semaine d'occupation.

(*b*) in the case of a person who is a builder of an addition to the complex, the person received an exempt supply of the addition by way of sale, or was deemed under subsection 191(4) of the Act to have received a taxable supply of the addition by way of sale, and that supply was the last supply of the addition made by way of sale to the person,

unless

(*c*) after the complex was last supplied to the person, the person carried on, or engaged another person to carry on for the person, the substantial renovation of the complex, or

(*d*) the person claimed an input tax credit in respect of the last acquisition by the person of the complex or an addition thereto or in respect of the acquisition or importation by the person, after the complex was last acquired by the person, of an improvement to the complex, other than an input tax credit in respect of the construction of an addition to the complex.

5.1 A supply by way of sale of a building, or that part of a building, in which one or more residential units are located, or an interest in such a building or part, where

(*a*) both immediately before and immediately after the earlier of the time ownership of the building, part or interest is transferred to the recipient of the supply (in this section referred to as the "purchaser") and the time possession thereof is transferred to the purchaser under the agreement for the supply, the building or part forms part of a residential complex; and

(*b*) immediately after the earlier of the time ownership of the building, part or interest is transferred to the purchaser and the time possession thereof is transferred to the purchaser under the agreement for the supply, the purchaser is a recipient described in subparagraph 7(*a*)(i) of an exempt supply, described by paragraph 7(*a*), of the land included in the complex.

b) dans le cas du constructeur d'une adjonction, il reçoit par vente une fourniture exonérée de l'adjonction ou est réputé par le paragraphe 191(4) de la loi avoir reçu par vente une fourniture taxable de l'adjonction, et cette fourniture constitue la dernière fourniture par vente de l'adjonction effectuée à son profit.

Le présent article ne s'applique pas dans les cas suivants :

c) après la dernière fourniture de l'immeuble effectuée au profit du constructeur, celui-ci y fait ou fait faire des rénovations majeures;

d) le constructeur demande un crédit de taxe sur les intrants (sauf un tel crédit relatif à la construction d'une adjonction à l'immeuble) relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble ou de l'adjonction ou relativement à son acquisition ou importation, après cette dernière acquisition de l'immeuble ou de l'adjonction, d'améliorations qui y sont apportées.

5.1 La fourniture par vente de tout ou partie d'un bâtiment qui contient au moins une habitation, ou d'un droit afférent, dans le cas où, à la fois :

a) juste avant et juste après le premier en date du transfert à l'acquéreur de la propriété du bâtiment, de la partie de bâtiment ou du droit et du transfert à l'acquéreur de leur possession aux termes de la convention portant sur la fourniture, le bâtiment ou la partie de bâtiment fait partie d'un immeuble d'habitation;

b) juste après le premier en date du transfert à l'acquéreur de la propriété du bâtiment, de la partie de bâtiment ou du droit et du transfert à l'acquéreur de leur possession aux termes de la convention portant sur la fourniture, l'acquéreur est le destinataire, visé au sous-alinéa 7*a*)(i), d'une fourniture exonérée visée à l'alinéa 7*a*) du fonds compris dans l'immeuble.

5.2 A supply by way of sale of land that forms part of a residential complex or an interest in such land where

(*a*) immediately before the earlier of the time ownership thereof is transferred to the recipient of the supply and the time possession thereof is transferred to the recipient of the supply under the agreement for the supply, the land is subject to a lease, licence or similar arrangement by which a supply that is an exempt supply described by paragraph 7(*a*) was made; and

(*b*) if a supply by way of sale were made of the residential complex immediately before that earlier time, the supply would be an exempt supply described in any of sections 2 to 5.

5.3 A supply of a residential trailer park or an interest therein made by a person where

(*a*) the person received an exempt supply, described by this section, of the park or was deemed under subsection 190(4), 200(2), 206(4) or 207(1) of the Act to have received a taxable supply of the land included in the park as a consequence of using the land for purposes of the park, and that supply was the last supply of the park made by way of sale to the person, and

(*b*) if the person increased the area of land included in the park, the person received an exempt supply, described by this section, of the area of land by which the park was increased (in this section referred to as the "additional area") or was deemed under subsection 190(5), 200(2), 206(4) or 207(1) of the Act to have made a taxable supply of the additional area as a consequence of using the additional area for purposes of the park, and that supply was the last supply of the additional area made by way of sale to the person,

unless the person claimed an input tax credit in respect of the last acquisition by the person of the park or an additional area thereof or in respect of the acquisition or importation by the person, after the park was last acquired by the person, of an improvement to

5.2 La fourniture par vente d'un fonds qui fait partie d'un immeuble d'habitation, ou d'un droit sur un tel fonds, dans le cas où, à la fois :

a) juste avant le premier en date du transfert à l'acquéreur de la propriété du fonds ou du droit et du transfert à l'acquéreur de leur possession aux termes de la convention portant sur la fourniture, le fonds est visé par un bail, une licence ou un accord semblable en application duquel une fourniture exonérée visée à l'alinéa 7*a*) a été effectuée;

b) la fourniture constituerait une fourniture exonérée visée à l'un des articles 2 à 5 si l'immeuble faisait l'objet d'une fourniture par vente juste avant le premier en date de ces transferts.

5.3 La fourniture par une personne d'un parc à roulottes résidentiel ou d'un droit afférent, si, à la fois :

a) la personne a reçu une fourniture exonérée, visée au présent article, du parc ou est réputée par les paragraphes 190(4), 200(2), 206(4) ou 207(1) de la loi avoir reçu une fourniture taxable du fonds compris dans le parc du fait qu'elle a utilisé le fonds aux fins du parc, et cette fourniture constitue la dernière fourniture par vente du parc effectuée à son profit;

b) dans le cas où la personne a augmenté la superficie du fonds compris dans le parc, elle a reçu une fourniture exonérée, visée au présent article, de l'aire ajoutée ou est réputée par les paragraphes 190(5), 200(2), 206(4) ou 207(1) de la loi avoir effectué une fourniture taxable de l'aire du fait qu'elle l'a utilisée aux fins du parc, et cette fourniture constitue la dernière fourniture par vente de l'aire effectuée à son profit.

Le présent article ne s'applique pas si la personne demande un crédit de taxe sur les intrants relativement à la dernière acquisition par elle du parc ou d'une aire ajoutée à celui-ci ou relativement à son acquisition ou importation, après cette dernière acquisition du parc, d'améliorations apportées au parc, sauf s'il s'agit d'un crédit de taxe sur les intrants

the park, other than an input tax credit in respect of an improvement to an additional area that was acquired or imported by the person before the additional area was last acquired by the person.

6. A supply

(*a*) of a residential complex or a residential unit in a residential complex by way of lease, licence or similar arrangement for the purpose of its occupancy as a place of residence or lodging by an individual, where it is occupied by the same individual for a period of at least one month; or

(*b*) of a residential unit by way of lease, licence or similar arrangement for the purpose of its occupancy as a place of residence or lodging by an individual, where the consideration for the supply does not exceed $20 for each day of occupancy.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that section 5.1 of Part I of Schedule V to the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to a supply of real property under which ownership or possession of the real property is transferred to the recipient before March 28, 1991 or to a supply under an agreement in writing entered into before that day.

1990, c. 45, s. 18

148. (1) Section 6.1 of Part I of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

6.1 A supply of property that is

(*a*) land,

(*b*) a building, or that part of a building, that forms part of a residential complex, or

(*c*) a residential complex,

made by way of lease, licence or similar arrangement for a lease interval (within the meaning assigned by subsection 136(2.1) of the Act) throughout which the lessee or any sub-lessee makes, or holds the property for the purpose of making, one or more supplies of the property or parts of the property and all or substantially all of those supplies

relatif à des améliorations apportées à une aire ajoutée qu'elle a acquise ou importée avant sa dernière acquisition de l'aire en question.

6. La fourniture :

a) d'un immeuble d'habitation ou d'une habitation dans un tel immeuble, par bail, licence ou accord semblable, en vue de son occupation à titre résidentiel ou d'hébergement par un particulier donné pour une période d'au moins un mois;

b) d'une habitation, par bail, licence ou accord semblable, en vue de son occupation à titre résidentiel ou d'hébergement si la contrepartie de la fourniture ne dépasse pas 20 $ par jour d'occupation.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, l'article 5.1 de la partie I de l'annexe V de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux fournitures d'immeubles dans le cadre desquelles la propriété ou la possession de l'immeuble est transférée à l'acquéreur avant le 28 mars 1991 ou celles qui sont effectuées aux termes d'une convention écrite conclue avant cette date.

1990, ch. 45, art. 18

148. (1) L'article 6.1 de la partie I de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6.1 La fourniture d'un bien — fonds, immeuble d'habitation ou bâtiment, ou partie de bâtiment, qui fait partie d'un immeuble d'habitation — effectuée par bail, licence ou accord semblable pour une période de location (au sens du paragraphe 136(2.1) de la loi) durant laquelle le locataire ou le sous-locataire effectue une ou plusieurs fournitures du bien ou de parties du bien, ou détient le bien en vue d'effectuer pareilles fournitures, et la totalité, ou presque, de ces fournitures sont :

a) soit exonérées aux termes des articles 6 ou 7;

b) soit effectuées au profit d'autres locataires ou sous-locataires visés au présent

Clause 148: (1) Section 6.1 of Part I of Schedule V at present reads as follows:

6.1 A supply of real property that is

(a) land; or

(b) a building, or a part of a building, where the building or such part, as the case may be, consists solely of residential units

by way of lease, licence or similar arrangement to a particular person for a period during which the supply by the particular person, or by any other person, of the property or of all or substantially all of the parts of the land or the residential units in the property, as the case may be, is exempt under section 6 or 7 or this section.

Article 148, (1). — Texte actuel de l'article 6.1 de la partie I de l'annexe V :

6.1 La fourniture d'un immeuble — soit un terrain, soit un bâtiment ou une partie de bâtiment composé uniquement d'habitations — par bail, licence ou accord semblable, effectuée au profit d'une personne pour une période au cours de laquelle la fourniture par la personne, ou par une autre personne, de l'immeuble ou de la totalité, ou presque, des parcelles du terrain ou des habitations est exonérée aux termes de l'article 6 ou 7 ou du présent article.

(*d*) are exempt supplies described by section 6 or 7, or

(*e*) are supplies that are made, or are reasonably expected to be made, to other lessees or sub-lessees described in this section.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

149. (1) Part I of Schedule V to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 6.1 thereof, the following section:

6.2 A supply of meals made by a person who is making a supply, described by paragraph 6(*a*), of a residential complex or unit where the meals are provided, to the occupant of the complex or unit, in the complex or unit or in the residential complex in which the unit is located under an arrangement whereby at least 10 meals per week are supplied for a single consideration determined before any meal is provided under the arrangement.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

150. (1) Sections 7 and 8 of Part I of Schedule V to the said Act are repealed and the following substituted therefor:

7. A supply

(*a*) of land (other than a site in a residential trailer park) by way of lease, licence or similar arrangement for a period of at least one month, made to

(i) the owner, lessee or person in occupation or possession of a residential unit that is or is to be affixed to the land for the purpose of its use and enjoyment as a place of residence for individuals, or

(ii) a person who is acquiring possession of the land for the purpose of constructing a residential complex on it in the course of a commercial activity,

(*b*) of a site in a residential trailer park by way of lease, licence or similar arrangement for a period of at least one month,

article ou il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles soient ainsi effectuées.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1993.

149. (1) La partie I de l'annexe V de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 6.1, de ce qui suit :

6.2 La fourniture de repas effectuée par la personne qui fournit un immeuble d'habitation ou une habitation en conformité avec l'alinéa 6*a*), si les repas sont fournis dans l'immeuble, dans l'habitation ou dans l'immeuble d'habitation où est située l'habitation, à son occupant, dans le cadre d'un régime prévoyant la fourniture d'au moins dix repas par semaine pour une contrepartie unique déterminée préalablement à la fourniture d'un repas aux termes de la convention.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

150. (1) Les articles 7 et 8 de la partie I de l'annexe V de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

7. La fourniture :

a) d'un fonds, sauf un emplacement dans un parc à roulottes résidentiel, par bail, licence ou accord semblable d'une durée d'au moins un mois, effectuée, selon le cas :

(i) au profit du propriétaire, du locataire, de l'occupant ou du possesseur d'une habitation fixée, ou à fixer, sur le fonds en vue de son utilisation à titre résidentiel,

(ii) au profit d'une personne qui acquiert la possession du fonds en vue d'y construire un immeuble d'habitation dans le cadre d'une activité commerciale;

b) d'un emplacement dans un parc à roulottes résidentiel, par bail, licence ou ac-

Clause 149: (1) New.

Article 149, (1). — Nouveau.

Clause 150: (1) Sections 7 and 8 of Part I of Schedule V at present read as follows:

7. A supply of land by way of lease, licence or similar arrangement made to the owner or lessee of a mobile home, or any other residential unit, affixed or to be affixed to the land where the term of the arrangement is a period of not less than one month, but not including any land contiguous to the land on which the unit is, or is to be, affixed that is not reasonably necessary for the use and enjoyment of the unit as a place of residence for individuals.

8. A supply of a parking space, where the supply is incidental to the use of land, a residential complex or a residential unit in a residential complex, the supply of which is included in any of sections 2 to 7.

Article 150, (1). — Texte actuel des articles 7 et 8 de la partie I de l'annexe V :

7. La fourniture d'un fonds, par bail, licence ou accord semblable, effectuée au profit du propriétaire ou du locataire d'une maison mobile ou autre habitation fixée, ou à fixer, sur le fonds, si la durée de l'accord est d'au moins un mois, à l'exclusion du fonds contigu au fonds sur lequel l'habitation est fixée, ou doit l'être, qui n'est pas raisonnablement nécessaire à l'utilisation de l'habitation à titre résidentiel.

8. La fourniture d'un espace de stationnement qui est accessoire à l'utilisation d'un fonds, d'un immeuble d'habitation ou d'une habitation dans un tel immeuble dont la fourniture est visée à l'un des articles 2 à 7.

made to the owner, lessee or person in occupation or possession of

(i) a mobile home, or

(ii) a travel trailer, motor home or similar vehicle or trailer,

situated or to be situated on the site, or

(*c*) of a lease, licence or similar arrangement referred to in paragraph (*a*) or (*b*) by way of assignment,

but not including any land on which the residential unit, mobile home, vehicle or trailer is or is to be affixed or situated, or any land contiguous to it, that is not reasonably necessary for the use and enjoyment of the unit, home, vehicle or trailer as a place of residence for individuals.

cord semblable d'une durée d'au moins un mois, effectuée au profit du propriétaire, du locataire, de l'occupant ou du possesseur, selon le cas :

(i) d'une maison mobile installée ou à installer sur l'emplacement,

(ii) de quelque véhicule ou remorque notamment une remorque de tourisme ou une maison motorisée — installé ou à installer sur l'emplacement;

c) d'un bail, d'une licence ou d'un accord semblable visé aux alinéas *a*) ou *b*), par cession.

Le présent article ne s'applique pas au fonds sur lequel l'habitation, la maison mobile, le véhicule ou la remorque est fixé ou installé, ou doit l'être, ni au fonds contigu à ce fonds, qui n'est pas raisonnablement nécessaire à l'utilisation de l'habitation, de la maison, du véhicule ou de la remorque à titre résidentiel.

8. A supply by way of sale of a parking space in a condominium complex made by a supplier to a person where

(*a*) the supplier, at the same time or as part of the same supply, makes a supply, included in any of sections 2 to 4, that is made by way of sale to the person of a residential condominium unit in the condominium complex; and

(*b*) the space was, at any time, supplied to the supplier by way of sale and the supplier did not, after that time, claim an input tax credit in respect of the acquisition or importation of an improvement to the space.

8. La fourniture par vente d'un espace de stationnement situé dans un immeuble d'habitation en copropriété si, à la fois :

a) le fournisseur, au moment ou dans le cadre de cette fourniture, effectue, au profit de l'acquéreur, la fourniture par vente d'un logement en copropriété situé dans l'immeuble, visée à l'un des articles 2 à 4;

b) l'espace a été fourni par vente au fournisseur, et celui-ci n'a pas demandé de crédit de taxe sur les intrants relativement à l'acquisition ou à l'importation d'améliorations qui y sont apportées.

8.1 A supply by way of lease, licence or similar arrangement of a parking space for a period of at least one month

(*a*) made to a person (in this paragraph referred to as an "occupier") who is a lessee or person in occupation or possession of a single unit residential complex, a residential unit in a multiple unit residential complex or a site in a residential trailer park where

8.1 La fourniture par bail, licence ou accord semblable d'un espace de stationnement pour une période d'au moins un mois effectuée :

a) soit au profit du locataire, de l'occupant ou du possesseur (appelés « occupant » au présent alinéa) d'un immeuble d'habitation à logement unique, d'une habitation dans un immeuble d'habitation à logements multiples ou d'un emplacement dans un parc à roulottes résidentiel, si, selon le cas :

(i) the space forms part of the residential complex or residential trailer park, as the case may be, or

(ii) the supplier of the space is an owner or occupier of the single unit residential complex, residential unit or site, as the case may be, and the use of the space is incidental to the use and enjoyment of the complex, unit or site, as the case may be, as a place of residence for individuals;

(*b*) made to the owner, lessee or person in occupation or possession of a residential condominium unit in a condominium complex where the space forms part of the complex; or

(*c*) made by a supplier to the owner, lessee or person in occupation or possession of a floating home where the home is moored to mooring facilities or a wharf under an agreement with the supplier for a supply that is an exempt supply described in section 13.2 and the use of the space is incidental to the use and enjoyment of the home as a place of residence for individuals.

(i) l'espace fait partie de l'immeuble d'habitation ou du parc à roulottes résidentiel,

(ii) le fournisseur de l'espace est le propriétaire ou l'occupant de l'immeuble d'habitation à logement unique, de l'habitation ou de l'emplacement, et l'utilisation de l'espace est accessoire à l'utilisation de l'immeuble, de l'habitation ou de l'emplacement à titre résidentiel;

b) soit au profit du propriétaire, du locataire, de l'occupant ou du possesseur d'un logement en copropriété situé dans un immeuble d'habitation en copropriété, si l'espace fait partie de l'immeuble;

c) soit par un fournisseur au profit du propriétaire, du locataire, de l'occupant ou du possesseur d'une maison flottante qui est amarrée à un poste d'amarrage ou à un quai aux termes d'une convention conclue avec le fournisseur portant sur une fourniture exonérée visée à l'article 13.2, si l'utilisation de l'espace est accessoire à l'utilisation de la maison à titre résidentiel.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subparagraph 7(*b*)(ii) of Part I of Schedule V to the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to a supply of a site in a residential trailer park made by way of lease, licence or similar arrangement for any period before November 5, 1991, and, where a supply of such a site is for a period (in this subsection referred to as the "lease period") that begins before November 5, 1991 and ends after November 4, 1991, the provision of the site for the part of the lease period that is before November 5, 1991 and the provision of the site for the remainder of the lease period shall each be deemed to be a separate supply.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le sous-alinéa 7*b*)(ii) de la partie I de l'annexe V de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux fournitures d'emplacements dans un parc à roulottes résidentiel effectuées par bail, licence ou accord semblable pour une période antérieure au 5 novembre 1991. Pour l'application du présent paragraphe, si la fourniture de l'emplacement couvre une période qui comprend le 5 novembre 1991, la partie de la fourniture effectuée pour la période qui précède cette date est réputée une fourniture distincte de celle qui l'est pour la période commençant à cette date.

1990, c. 45, s. 18

151. (1) All that portion of section 9 of Part I of Schedule V to the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

151. (1) Le passage de l'article 9 de la partie I de l'annexe V de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

9. A supply of real property made by way of sale by an individual or a trust, all the

9. La fourniture par vente d'un immeuble effectuée soit par un particulier, soit par une

Clause 151: (1) The relevant portion of section 9 of rt I of Schedule V at present reads as follows:

9. A supply of real property by way of sale made by an individual or a st, all the beneficiaries of which are individuals, other than

Article 151, (1) . — Texte actuel du passage visé de l'article 9 de la partie I de l'annexe V :

9. La fourniture par vente d'un immeuble effectuée par un particulier ou une fiducie dont l'ensemble des bénéficiaires sont des particuliers, à l'exclusion des fournitures suivantes :

beneficiaries (other than contingent beneficiaries) of which are individuals and all the contingent beneficiaries of which, if any, are individuals or charities, other than

fiducie dont l'ensemble des bénéficiaires, sauf les bénéficiaires subsidiaires, sont des particuliers et, le cas échéant, dont l'ensemble des bénéficiaires subsidiaires sont des particuliers ou des organismes de bienfaisance, à l'exclusion des fournitures suivantes :

1990, c. 45, s. 18

(2) Subparagraph 9(*b*)(ii) of Part I of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(ii) where the individual or trust has filed an election with the Minister in prescribed form and manner and containing prescribed information, in the course of an adventure or concern in the nature of trade of the individual or trust;

1990, ch. 45, art. 18

(2) Le sous-alinéa 9*b*)(ii) de la partie I de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) si le particulier ou la fiducie a présenté au ministre, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, un choix contenant les renseignements requis par lui, dans le cadre d'un projet à risques ou d'une affaire de caractère commercial du particulier ou de la fiducie;

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

152. (1) Section 14 of Part I of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

13.1 A supply of property or a service made by a cooperative housing corporation to a person who, because the person is a shareholder of the corporation or a lessee or sub-lessee of a shareholder of the corporation, is entitled to occupy or use a residential unit in a residential complex managed or owned by the corporation, where the supply relates to the occupancy or use of a residential unit in the complex.

13.2 A supply, made to a person who is the owner, lessee or person in occupation or possession of a floating home, of a right to use mooring facilities or a wharf for a period of at least one month in connection with the use and enjoyment of the home as a place of residence for individuals.

14. Subsections 190(4) and (5) and section 191 of the Act shall, for the purposes of applying sections 4, 5, 5.2 and 5.3, be deemed to have been in force at all times.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, ch. 45, art. 18

152. (1) L'article 14 de la partie I de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

13.1 La fourniture d'un bien ou d'un service effectuée par une coopérative d'habitation au profit d'une personne qui, en sa qualité de coopérateur ou de locataire ou sous-locataire d'un tel coopérateur, peut occuper ou utiliser une habitation dans un immeuble d'habitation géré par la coopérative, ou lui appartenant, si la fourniture est liée à l'occupation ou à l'utilisation d'une habitation de l'immeuble.

13.2 La fourniture, effectuée au profit du propriétaire, du locataire, de l'occupant ou du possesseur d'une maison flottante, du droit d'utiliser un poste d'amarrage ou un quai pour une période d'au moins un mois relativement à l'utilisation de la maison à titre résidentiel.

14. Les paragraphes 190(4) et (5) et l'article 191 de la loi sont réputés, pour l'application des articles 4, 5, 5.2 et 5.3, avoir été en vigueur en tout temps.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(2) Subparagraph 9(*b*)(ii) of Part I of Schedule V at pre-
nt reads as follows:

9. A supply of real property by way os sale made by an individual or a
ust, all the beneficiaries of which are individuals, other than

...

(*b*) a supply of real property made

...

(ii) where the individual has filed an election with the Minister in the prescribed form and manner and containing the prescribed information, in the course of an adventure or concern in the nature of trade of the individual or trust that is not a business;

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 9 de la partie I de l'annexe V :

9. La fourniture par vente d'un immeuble effectuée par un particulier ou une fiducie dont l'ensemble des bénéficiaires sont des particuliers, à l'exclusion des fournitures suivantes :

...

(b) la fourniture d'un meuble effectuée :

...

(ii) si le particulier a présenté au ministre un choix établi en la forme, selon les modalités et avec les renseignements déterminés par celui-ci, dans le cadre d'un projet à risques ou d'une affaire de caractère commercial du particulier ou de la fiducie qui n'est pas une entreprise;

Clause 152: (1) Section 14 of Part I of Schedule V at
resent reads as follows:

14. For the purposes of sections 4 and 5, section 191 of the Act shall be
emed to have been in force at all times before 1991.

Article 152, (1). — Adjonction du passage marqué d'un trait vertical et modification de l'article 14 de la partie I de l'annexe V. Texte actuel de l'article 14 de la partie I de l'annexe V :

14. Pour l'application des articles 4 et 5, l'article 191 de la loi est réputé avoir été en vigueur en tout temps avant 1991.

1990, c. 45, s. 18

153. (1) Paragraph (*c*) of the definition "health care facility" in section 1 of Part II of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) a facility, or a part thereof, operated for the purpose of providing residents of the facility who have limited physical or mental capacity for self-supervision and self-care with

(i) nursing and personal care under the direction or supervision of qualified medical and nursing care staff or other personal and supervisory care (other than domestic services of an ordinary household nature) according to the individual requirements of the residents,

(ii) assistance with the activities of daily living and social, recreational and other related services to meet the psycho-social needs of the residents, and

(iii) meals and accommodation;

(2) Section 1 of Part II of Schedule V to the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

"homemaker service" means a household or personal service, such as cleaning, laundering, meal preparation and child care, that is rendered to an individual who, due to age, infirmity or disability, requires assistance;

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on April 1, 1991.

154. (1) Part II of Schedule V to the said Act is further amended by adding thereto the following section:

13. A supply of a homemaker service that is rendered to an individual in the individual's place of residence, where the supply is made to any recipient by

(*a*) a government or municipality; or

1990, ch. 45, art. 18

153. (1) L'alinéa *c*) de la définition de « établissement de santé », à l'article 1 de la partie II de l'annexe V de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) tout ou partie d'un établissement où sont offerts aux résidents dont l'aptitude physique ou mentale sur le plan de l'autonomie ou de l'autocontrôle est limitée :

(i) des soins infirmiers ou personnels sous la direction ou la surveillance d'un personnel de soins infirmiers et médicaux compétent et d'autres soins personnels et de surveillance (sauf les services ménagers propres à la tenue de l'intérieur domestique) selon les besoins des résidents,

(ii) de l'aide pour permettre aux résidents d'accomplir des activités courantes et des activités récréatives et sociales, et d'autres services connexes pour satisfaire à leurs besoins psychosociaux,

(iii) les repas et le logement.

(2) L'article 1 de la partie II de l'annexe V de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« service ménager à domicile » Service ménager ou personnel, notamment le ménage, la lessive, la préparation des repas et la garde des enfants, rendu à un particulier qui, en raison de son âge, d'une infirmité ou d'une invalidité, a besoin d'aide.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1er avril 1991.

154. (1) La partie II de l'annexe V de la même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

13. La fourniture d'un service ménager à domicile rendu à un particulier à son lieu de résidence s'il est fourni à l'acquéreur par l'une des personnes suivantes :

a) un gouvernement ou une municipalité;

Clause 153: (1) Paragraph (*c*) of the definition "health care facility" in section 1 of Part II of Schedule V at present reads as follows:

"health care facility" means

...

(*c*) a facility, or a part thereof, operated for the purpose of providing nursing home intermediate care service or residential care service, within the meaning of the *Canada Health Act*, or comparable services for children;

(2) New.

Article 153, (1). — Texte actuel du passage visé de la définition de « établissement de santé » à l'article 1 de la partie II de l'annexe V :

c) tout ou partie d'un établissement où sont donnés des soins intermédiaires en maison de repos ou des soins en établissement, au sens de la *Loi canadienne sur la santé*, ou des soins comparables pour les enfants.

(2). — Nouveau.

Clause 154: (1) New.

Article 154, (1). — Nouveau.

(*b*) a person who receives an amount in respect of the supply paid by a government, municipality or organization administering a provincial or municipal program in respect of homemaker services.

(2) Subsection (1) applies to supplies for which consideration becomes due or is paid after March 1991 and for which no part of the consideration became due or was paid before April 1991.

1990, c. 45, s. 18

155. (1) The definition "provincial regulatory body" in section 1 of Part III of Schedule V to the said Act is repealed.

(2) Section 1 of Part III of Schedule V to the said Act is further amended by adding thereto the following definition:

"regulatory body" means a body that is constituted or empowered by an Act of Parliament or of the legislature of a province to regulate the practice of a profession or trade by setting standards of knowledge and proficiency for practitioners of the profession or trade;

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

156. (1) Section 6 of Part III of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

6. A supply of

(*a*) a service of instructing individuals in courses leading to, or for the purpose of maintaining or upgrading, a professional or trade accreditation or designation recognized by a regulatory body, or

(*b*) a certificate, or a service of administering an examination, in respect of a course, or in respect of an accreditation or designation described in paragraph (*a*),

where the supply is made by a professional or trade association, government, vocational school, university or public college or by the regulatory body, except where the supplier has made an election under this section in

b) une personne qui reçoit d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'un organisme administrant un programme provincial ou municipal de services ménagers à domicile un montant pour la fourniture.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée après mars 1991 et à l'égard desquelles aucune partie de la contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant avril 1991.

1990, ch. 45, art. 18

155. (1) La définition de « organisme provincial de réglementation », à l'article 1 de la partie III de l'annexe V de la même loi, est abrogée.

(2) L'article 1 de la partie III de l'annexe V de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

« organisme de réglementation » Organisme habilité par une loi fédérale ou provinciale à réglementer l'exercice d'une profession, ou constitué à cette fin, et qui, dans ce but, établit des normes de connaissances et de compétence pour les praticiens.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

156. (1) L'article 6 de la partie III de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. La fourniture, effectuée par une association professionnelle, un gouvernement, une école de formation professionnelle, une université, un collège public ou un organisme de réglementation, des services ou certificats suivants, sauf si le fournisseur fait un choix en application du présent article, en la forme déterminée par le ministre et contenant les renseignements requis par celui-ci :

a) un service consistant à donner à des particuliers des cours qui mènent à une accréditation ou à un titre professionnel reconnus par l'organisme ou qui permettent de conserver ou d'améliorer une telle accréditation ou un tel titre;

Clause 155: (1) The definition "provincial regulatory body" in section 1 of Part III of Schedule V reads as follows:

"provincial regulatory body" means a body that is constituted or empowered by an Act of the legislature of a province to regulate the practice of a profession or trade in the province by setting standards of knowledge and proficiency for practitioners of the profession or trade and by registering or licensing persons to practise the profession or trade in that province;

(2) New.

Article 155, (1). — Texte de la définition de « organisme provincial de réglementation » à l'article 1 de la partie III de l'annexe V:

« organisme provincial de réglementation » Organisme habilité par une loi provinciale à réglementer l'exercice d'une profession dans la province, ou constitué à cette fin, et qui, dans ce but, établit des normes de connaissances et de compétence pour les praticiens et accorde des permis d'exercice ou accepte les inscriptions.

(2). — Nouveau.

Clause 156: (1) Section 6 of Part III of Schedule V at present reads as follows:

6. A supply of a service of instructing individuals in, or administering examinations in respect of, courses leading to, or for the purpose of maintaining or upgrading, a professional or trade accreditation or designation recognized by a provincial regulatory body, where the supply is made by a professional or trade association, government, vocational school, university or public college or by the provincial regulatory body, except where the supplier has filed with the Minister an election under this section in prescribed form containing prescribed information.

Article 156, (1). — Texte actuel de l'article 6 de la partie III de l'annexe V :

6. La fourniture, effectuée par une association professionnelle, un gouvernement, une école de formation professionnelle, une université, un collège public ou un organisme provincial de réglementation, d'un service consistant à donner à des particuliers des cours et des examens qui mènent à une accréditation ou à un titre professionnel reconnus par l'organisme provincial de réglementation ou qui permettent de conserver ou d'améliorer une telle accréditation ou un tel titre, sauf si le fournisseur présente au ministre un choix fait en application du présent article, en la forme et avec les renseignements déterminés par le ministre.

prescribed form containing prescribed information.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) section 6 of Part III of Schedule V to the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to a supply of a certificate issued before November 6, 1991 or to a supply of a service of administering, before November 6, 1991, an examination that is not in respect of a course; and

(*b*) in applying that section to courses commencing before November 6, 1991 or to examinations in respect of such courses, the reference in paragraph (*a*) of that section to "regulatory body" shall be read as a reference to "regulatory body constituted or empowered by an Act of the legislature of a province".

b) un certificat, ou un service consistant à donner un examen, concernant un cours, une accréditation ou un titre mentionné à l'alinéa *a*).

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) l'article 6 de la partie III de l'annexe V de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux fournitures de certificats décernés avant le 6 novembre 1991 ni aux fournitures de services consistant à donner, avant cette date, un examen qui ne concerne pas un cours;**

***b*) pour l'application de ce même article aux cours commençant avant le 6 novembre 1991 ou aux examens concernant ces cours, la mention de « organisme de réglementation » à cet article vaut mention de « organisme de réglementation constitué ou habilité en vertu d'une loi provinciale ».**

1990, c. 45, s. 18

157. (1) Section 7 of Part III of Schedule V to the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

7. La fourniture, effectuée par une administration scolaire, un collège public ou une université, d'un service consistant à donner à des particuliers des cours ou des examens qui mènent à un diplôme.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

158. (1) Part III of Schedule V to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 7 thereof, the following section:

7.1 A supply of a service or membership, the consideration for which is required to be paid by the recipient of a supply included in section 7 because the recipient receives the supply included in section 7.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

159. (1) Section 8 of Part III of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

157. (1) L'article 7 de la partie III de l'annexe V de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

7. La fourniture, effectuée par une administration scolaire, un collège public ou une université, d'un service consistant à donner à des particuliers des cours ou des examens qui mènent à un diplôme.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

158. (1) La partie III de l'annexe V de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 7, de ce qui suit :

7.1 La fourniture d'un service ou d'un droit d'adhésion dont l'acquéreur est tenu de payer la contrepartie en raison de son acquisition de fournitures incluses à l'article 7.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

159. (1) L'article 8 de la partie III de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Clause 157: (1) Section 7 of Part III of Schedule V to the French version at present reads as follows:

7. La fourniture, effectuée par une administration scolaire, un collège public ou une université, d'un service consistant à donner à des particuliers des cours et des examens qui mènent à un diplôme.

Article 157, (1). — Texte actuel de l'article 7 de la partie III de l'annexe V de la version française :

7. La fourniture, effectuée par une administration scolaire, un collège public ou une université, d'un service consistant à donner à des particuliers des cours et des examens qui mènent à un diplôme.

Clause 158: (1) New.

Article 158, (1). — Nouveau.

Clause 159: (1) Section 8 of Part III of Schedule V at present reads as follows:

Article 159, (1). — Texte actuel de l'article 8 de la partie III de l'annexe V :

8. A supply, other than a zero-rated supply, made by a school authority, vocational school, public college or university of a service of instructing individuals in, or administering examinations in respect of, courses leading to certificates, diplomas, licences or similar documents, or classes or ratings in respect of licences, that attest to the competence of individuals to practise or perform a trade or vocation where

(*a*) the document, class or rating is prescribed by federal or provincial regulation;

(*b*) the supplier is governed by federal or provincial legislation respecting vocational schools; or

(*c*) the supplier is a non-profit organization or a charity.

(2) Subsection (1) applies to supplies for which consideration becomes due or is paid after March 1991 and for which no consideration became due or was paid before April 1991 except that, with respect to courses commencing, or examinations administered, before November 6, 1991, section 8 of Part III of Schedule V to the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to the words "other than a zero-rated supply".

1990, c. 45, s. 18

160. (1) Sections 9 and 10 of Part III of Schedule V to the said Act are repealed and the following substituted therefor:

9. A supply of a service of tutoring or instructing an individual in

(*a*) a course that is approved for credit by, or that follows a curriculum designated by, a school authority;

(*b*) a course that is a prescribed equivalent of a course described in paragraph (*a*); or

(*c*) a course the successful completion of which is mandatory for admittance into a particular course described in paragraph (*a*) or (*b*) and not for admittance into any other course that is a prerequisite to the particular course.

8. La fourniture, sauf une fourniture détaxée, effectuée par une administration scolaire, une école de formation professionnelle, un collège public ou une université, d'un service consistant à donner à des particuliers des cours ou des examens qui mènent à quelque certificat, diplôme, permis ou acte semblable, ou à des classes ou des grades conférés par un permis, attestant la compétence de particuliers dans l'exercice d'un métier, si, selon le cas :

a) l'acte, la classe ou le grade est visé par un règlement fédéral ou provincial;

b) le fournisseur est soumis aux lois fédérales ou provinciales concernant les écoles de formation professionnelle;

c) le fournisseur est un organisme sans but lucratif ou un organisme de bienfaisance.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée et à l'égard desquelles aucune contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant avril 1991. Toutefois, en ce qui concerne les cours commençant avant le 6 novembre 1991 ou les examens passés avant cette date, l'article 8 de la partie III de l'annexe V de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu du passage « sauf une fourniture détaxée ».

1990, ch. 45, art. 18

160. (1) Les articles 9 et 10 de la partie III de l'annexe V de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

9. La fourniture d'un service consistant à donner à un particulier l'un des cours suivants :

a) un cours conforme à un programme d'études désigné par une administration scolaire ou pour lequel elle accorde un crédit;

b) l'équivalent d'un cours mentionné à l'alinéa *a*), visé par règlement;

c) un cours préalable à l'un des cours mentionnés aux alinéas *a*) et *b*), autre qu'un cours qui est lui-même préalable à ce cours.

8. A supply made by a school authority, vocational school, public college or university of a service of instructing individuals in, or administering examinations in respect of, courses leading to certificates, diplomas, licences or similar documents, or classes or ratings in respect of licences, that are prescribed by federal or provincial regulation and that attest to the competence of individuals to practise or perform a trade or vocation.

8. La fourniture, effectuée par une administration scolaire, une école de formation professionnelle, un collège public ou une université, d'un service consistant à donner à des particuliers des cours et des examens qui mènent à un certificat, à un diplôme, à un permis ou à un acte semblable ou des classes ou des grades conférés par un permis, visés par un règlement fédéral ou provincial et attestant la compétence de particuliers dans l'exercice d'un métier.

Clause 160: (1) Sections 9 and 10 of Part III of Schedule V at present read as follows:

9. A supply of a service of tutoring an individual in a course that either follows a curriculum that is designated by a school authority or is a prescribed equivalent of such a course.

10. A supply of a service of instructing an individual where the instruction is a prerequisite to a course that either follows a curriculum that is designated by a school authority or is a prescribed equivalent of such a course.

Article 160, (1). — Texte actuel des articles 9 et 10 de la partie III de l'annexe V :

9. La fourniture d'un service consistant à donner des cours particuliers conformes à un programme d'études désigné par une administration scolaire ou des cours équivalents visés par règlement.

10. La fourniture d'un service consistant à donner à un particulier un cours préalable à un autre cours qui est conforme à un programme d'études désigné par une administration scolaire ou à un cours équivalent visé par règlement.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

161. (1) Section 16 of Part III of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

16. A supply made by a school authority, public college or university of a service of instructing individuals in, or administering examinations in respect of, courses (other than courses in sports, games, hobbies or other recreational pursuits that are designed to be taken primarily for recreational purposes) that are part of a program that consists of two or more courses and that is subject to the review of, and is approved by, a council, board or committee of the school authority, college or university established to review and approve the course offerings of the school authority, college or university.

1990, ch. 45, art. 18

161. (1) L'article 16 de la partie III de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

16. La fourniture, effectuée par un organisme — administration scolaire, collège public ou université — d'un service consistant à donner à des particuliers des cours, ou les examens afférents, (sauf des cours de sports, jeux ou autres loisirs, conçus pour être suivis principalement à des fins récréatives) qui font partie d'un programme constitué d'au moins deux cours et soumis à l'examen et à l'approbation d'un conseil, d'une commission ou d'un comité de l'organisme, établi en vue d'examiner et d'approuver les cours offerts par l'organisme.

(2) Subsection (1) applies to supplies for which consideration is paid or becomes due after March 1991 and for which no consideration became due or was paid before April 1991.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée après mars 1991 et à l'égard desquelles aucune contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant avril 1991.

1990, c. 45, s. 18

162. (1) Section 2 of Part IV of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

2. A supply of a service of providing care, supervision and a place of residence to children or disabled or underprivileged individuals in an establishment operated by the supplier for the purpose of providing such service.

1990, ch. 45, art. 18

162. (1) L'article 2 de la partie IV de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

2. La fourniture de services qui consistent à assurer la garde et la surveillance de particuliers handicapés ou défavorisés ou d'enfants, et à leur offrir un lieu de résidence, dans un établissement exploité à cette fin par le fournisseur.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

163. (1) The definition "homemaker service" in section 1 of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed.

1990, ch. 45, art. 18

163. (1) La définition de « service ménager à domicile », à l'article 1 de la partie VI de l'annexe V de la même loi, est abrogée.

(2) Section 1 of Part VI of Schedule V to the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

(2) L'article 1 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"designated activity" of an organization means an activity in respect of which the organization is designated under section 259 of the Act or under section 22 or 23;

« activité désignée » Activité d'un organisme ou d'une administration, pour laquelle ceux-ci sont désignés comme municipalité en application de l'article 259 de la loi ou des articles 22 ou 23.

Clause 161: (1) Section 16 of Part III of Schedule V at present reads as follows:

16. A supply made by a public college or university of a service of instructing individuals in, or administering examinations in respect of, courses that are part of a program that consists of two or more courses (other than courses in sports, games, hobbies or other recreational pursuits that are designed to be taken primarily for recreational purposes) and that is subject to the review of, and is approved by, a council, board or committee of the university or college established to review and approve the course offerings of the university or college.

Article 161, (1). — Texte actuel de l'article 16 de la partie III de l'annexe V :

16. La fourniture, effectuée par un collège public ou une université, d'un service consistant à donner à des particuliers des cours, ou les examens y afférents, (sauf des cours en sports, jeux ou autres loisirs, conçus pour être suivis principalement à des fins récréatives) qui font partie d'un programme constitué d'au moins deux cours et soumis à l'examen et à l'approbation d'un conseil, d'une commission ou d'un comité de l'université ou du collège, établi en vue d'examiner et d'approuver les cours offerts par l'université ou le collège.

Clause 162: (1) Section 2 of Part IV of Schedule V at present reads as follows:

2. A supply made by a person of a service of providing care and supervision to a resident of an institution established and operated by the person for the purpose of providing such service and of providing a place of residence for children or disabled or underprivileged individuals.

Article 162, (1). — Texte actuel de l'article 2 de la partie IV de l'annexe V :

2. La fourniture par une personne de services qui consistent à assurer la garde et la surveillance des résidents d'un établissement constitué et exploité par la personne en vue d'offrir de tels services, ainsi qu'un lieu de résidence, à des enfants ou à des particuliers handicapés ou défavorisés.

Clause 163: (1) The definition "homemaker service" in section 1 of Part VI of Schedule V reads as follows:

"homemaker service" means a household or personal service, such as cleaning, laundering, meal preparation and child care, that is provided to an individual who, due to age, infirmity or disability, requires assistance;

(2) New.

Article 163, (1). — La définition de « service ménager à domicile » est déplacée de l'article 1 de la partie VI de l'annexe V, à l'article 1 de la partie II de l'annexe V.

(2). — Nouveau.

"local municipality" of a regional municipality means a municipality that has jurisdiction over an area that is within the area over which the regional municipality has jurisdiction;

"municipal body" means a municipality or a provincially established designated body;

"para-municipal organization" of a municipal body means an organization (other than a government) that is owned or controlled by the municipal body and that

(*a*) where the municipal body is a municipality,

(i) is designated under section 259 of the Act, or under section 22 or 23, to be a municipality for the purposes of that section, or

(ii) is established by the municipal body and determined, under paragraph (*b*) of the definition "municipality" in subsection 123(1) of the Act, to be a municipality for the purposes of Part IX of the Act, or

(*b*) where the municipal body is a provincially established designated body, is determined under that paragraph to be a municipality for the purposes of that Part,

and for the purposes of this definition, an organization is owned or controlled by a municipal body if

(*c*) all or substantially all of the shares of the organization are owned by the municipal body or all or substantially all of the assets held by the organization are owned by the municipal body or are assets the disposition of which is controlled by the municipal body so that, in the event of a winding-up or liquidation of the organization, those assets are vested in the municipal body, or

(*d*) the organization is required to submit to the municipal body the periodic operating and, where applicable, capital budget of the organization for approval and a majority of the members of the governing body of the organization are appointed by the municipal body;

« municipalité locale » Municipalité qui fait partie d'une municipalité régionale et dont la compétence s'étend sur une région qui fait partie du territoire de cette dernière.

« organisation paramunicipale » Organisation, sauf un gouvernement, qui appartient à un organisme municipal, ou qui est sous sa surveillance, et qui :

a) dans le cas où l'organisme municipal est une municipalité :

(i) soit est désignée comme municipalité, en vertu de l'article 259 de la loi ou des articles 22 ou 23, pour l'application de ces articles,

(ii) soit est établie par l'organisme municipal et possède, en conformité avec l'alinéa *b*) de la définition de « municipalité » au paragraphe 123(1) de la loi, le statut de municipalité pour l'application de la partie IX de la loi;

b) dans le cas où l'organisme municipal est un organisme désigné de régime provincial, possède, en conformité avec l'alinéa *b*) de la définition de « municipalité » au paragraphe 123(1) de la loi, le statut de municipalité pour l'application de la partie IX de la loi.

Pour l'application de la présente définition, une organisation appartient à un organisme municipal ou est sous sa surveillance si, selon le cas :

c) la totalité, ou presque, de ses actions sont la propriété de l'organisme municipal ou la totalité, ou presque, des éléments d'actif qu'elle détient sont la propriété de l'organisme municipal ou sont des éléments dont l'aliénation est surveillée par ce dernier de sorte que, dans l'éventualité d'une liquidation de l'organisation, les éléments soient dévolus à l'organisme municipal;

d) elle est tenue de présenter périodiquement à l'organisme municipal, pour approbation, son budget d'exploitation et, le cas échéant, son budget des immobilisations, et la majorité des membres de

"provincially established designated body" means a body that is established by Her Majesty in right of a province and designated, under section 259 of the Act, to be a municipality for the purposes of that section;

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on April 1, 1991.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

164. (1) Paragraph 2(*a*) of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) property or a service included in Schedule VI;

1990, c. 45, s. 18

(2) All that portion of paragraph 2(*h*) of Part VI of Schedule V to the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*h*) a membership where the membership

1990, c. 45, s. 18

(3) Paragraph 2(*m*) of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*m*) an admission in respect of

(i) a place of amusement,

(ii) a seminar, conference or similar event where the supply is made by a university or public college, or

(iii) any fund-raising event held after April 1991.

(4) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

165. (1) Paragraph 3(*e*) of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*e*) an admission in respect of a place of amusement at which the principal activity is the placing of bets or the playing of games of chance, or

son conseil d'administration sont nommés par l'organisme municipal.

« organisme désigné de régime provincial » Organisme établi par Sa Majesté du chef d'une province et désigné comme municipalité, en vertu de l'article 259 de la loi, pour l'application de cet article.

« organisme municipal » Municipalité ou organisme municipal de régime provincial.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er avril 1991.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

164. (1) L'alinéa 2*a*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) d'un bien ou d'un service inclus à l'annexe VI;

1990, ch. 45, art. 18

(2) Le passage de l'alinéa 2*h*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

h) du droit d'adhésion qui, selon le cas :

1990, ch. 45, art. 18

(3) L'alinéa 2*m*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

m) d'un droit d'entrée :

(i) dans un lieu de divertissement,

(ii) à un colloque, une conférence ou un événement semblable, si la fourniture est effectuée par une université ou un collège public,

(iii) à une activité de levée de fonds tenue après avril 1991.

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

165. (1) L'alinéa 3*e*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) la fourniture du droit d'entrée dans un lieu de divertissement où l'activité principale consiste à engager des paris ou à participer à des jeux de hasard;

Clause 164: (1) Paragraph 2(*a*) of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

2. A supply made by a charity of any personal property or a service, but not including a supply of

(*a*) property or a service included in Schedule VI and not included in section 6 or 10;

(2) The relevant portion of paragraph 2(*h*) of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

2. A supply made by a charity of any personal property or a service, but not including a supply of

...

(*h*) an admission in respect of a place of amusement or a membership where the membership

(3) Paragraph 2(*m*) of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

2. A supply made by a charity of any personal property or a service, but not including a supply of

...

(*m*) an admission in respect of a seminar, conference or similar event supplied by a university or public college.

Article 164, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 2 de la partie VI de l'annexe V :

2. La fourniture de biens meubles ou de services par un organisme de bienfaisance, sauf la fourniture :

a) d'un bien ou d'un service figurant à l'annexe VI, mais non à l'article 6 ou 10;

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 2 de la partie VI de l'annexe V :

2. La fourniture de biens meubles ou de services par un organisme de bienfaisance, sauf la fourniture :

...

h) du droit d'entrée dans un lieu de divertissement ou du droit d'adhésion qui :

(3). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 2 de la partie VI de l'annexe V :

2. La fourniture de biens meubles ou de services par un organisme de bienfaisance, sauf la fourniture :

...

m) d'un droit d'entrée à un colloque, une conférence ou un événement semblable, effectuée par une université ou un collège public.

Clause 165: (1) Paragraph 3(*e*) of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

3. A supply made by a charity of any property a service where

...

(*e*) an admission in respect of a place of amusement at which bets are placed or a game of chance is conducted, or

Article 165, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 3 de la partie VI de l'annexe V :

3. La fourniture de biens ou de services par un organisme de bienfaisance, si selon le cas :

...

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

166. (1) Section 5.1 of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

166. (1) L'article 5.1 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, art. 18

5.1 A supply made by a charity or non-profit organization (other than a prescribed person) of a right, other than an admission, to play or participate in a game of chance (other than a prescribed game of chance).

5.1 La fourniture, effectuée par un organisme de bienfaisance ou un organisme à but non lucratif, sauf une personne visée par règlement, du droit (à l'exclusion d'un droit d'entrée) de jouer à un jeu de hasard ou d'y participer, sauf un jeu de hasard visé par règlement.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

167. (1) Section 6 of Part VI of Schedule V to the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (*a*) thereof and by repealing paragraph (*b*) thereof and substituting the following therefor:

167. (1) L'article 6 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, art. 18

(*b*) tangible personal property, other than capital property of the body, made by way of sale, or

(*c*) tangible personal property made by way of lease, licence or similar arrangement under an agreement in writing entered into before March 28, 1991,

6. La fourniture, effectuée par un organisme de services publics, d'un des services ou biens suivants, si la valeur de la contrepartie payée ou payable par l'acquéreur est égale au montant habituel que l'organisme demande à de tels acquéreurs pour de telles fournitures mais ne dépasse pas, et ne dépassera vraisemblablement pas, le coût direct de la fourniture :

a) un service fourni dans le cadre d'une entreprise qui consiste à fournir ce service;

b) un bien meuble corporel, sauf une immobilisation de l'organisme, fourni par vente;

c) un bien meuble corporel fourni par bail, licence ou accord semblable en application d'une convention écrite conclue avant le 28 mars 1991.

(2) Subsection (1) applies to supplies of property delivered to the recipient after March 27, 1991 and to supplies for which consideration becomes due or is paid after that day and for which no consideration became due or was paid on or before that day.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures de biens livrés à l'acquéreur après le 27 mars 1991 ainsi qu'aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée après cette date et dont nulle partie de la contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant cette date ou à cette date.

1990, c. 45, s. 18

168. (1) Section 14 of Part VI of Schedule V to the French version of the said Act is

168. (1) L'article 14 de la partie VI de l'annexe V de la version française de la

1990, ch. 45, art. 18

e) la fourniture du droit d'entrée dans un lieu de divertissement où des paris sont engagés ou des jeux de hasard organisés;

Clause 166: (1) Section 5.1 of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

5.1. A supply made by a charity or non-profit organization (other than a prescribed person) of a right to play or participate in a game of chance (other than a prescribed game of chance).

Article 166, (1). — Adjonction du passage souligné.

Clause 167: (1) Paragraph 6(*b*) of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

6. A supply made by a public service body of

...

(*b*) tangible personal property,

Article 167, (1). — Texte actuel de l'article 6 de la partie VI de l'annexe V :

6. La fourniture, effectuée par un organisme de services publics, d'un service dans le cadre d'une entreprise qui consiste à fournir ce service, ou d'un bien meuble corporel, si la valeur de la contrepartie payée ou payable par l'acquéreur est égale au montant habituel que l'organisme demande à de tels acquéreurs pour de telles fournitures mais ne dépasse pas, et ne dépassera vraisemblablement pas, le coût direct de la fourniture.

Clause 168: (1) Section 14 of Part VI of Schedule V to the French version at present reads as follows:

Article 168, (1). — Remplacement de « et » par « ou ».

repealed and the following substituted therefor:

14. La fourniture par un organisme du secteur public d'aliments, de boissons ou d'un logement provisoire dans le cadre d'une activité dont l'objet consiste à alléger la pauvreté, la souffrance ou la détresse de particuliers et non à lever des fonds.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

169. (1) Section 16 of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed.

(2) Subsection (1) applies to supplies for which consideration becomes due or is paid after March 1991 and for which no consideration became due or was paid before April 1991.

1990, c. 45, s. 18

170. (1) All that portion of section 17 of Part VI of Schedule V to the said Act following paragraph (*f*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

except where the body has made an election under this section in prescribed form containing prescribed information.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on April 27, 1992.

1990, c. 45, s. 18

171. (1) Section 18 of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

18. A supply of a membership made by an organization membership in which is required to maintain a professional status recognized by statute, except where the supplier has made an election under this section in prescribed form containing prescribed information.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on April 27, 1992.

même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

14. La fourniture par un organisme du secteur public d'aliments, de boissons ou d'un logement provisoire dans le cadre d'une activité dont l'objet consiste à alléger la pauvreté, la souffrance ou la détresse de particuliers et non à lever des fonds.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

169. (1) L'article 16 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée après mars 1991 et dont nulle partie de la contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant avril 1991.

1990, ch. 45, art. 18

170. (1) Le passage de l'article 17 de la partie VI de l'annexe V de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

17. La fourniture d'un droit d'adhésion dans un organisme du secteur public, sauf un droit d'adhésion dans un club dont l'objet principal consiste à permettre l'utilisation d'installations pour les repas, les loisirs ou les sports, qui ne confère aux membres que les avantages suivants, sauf si l'organisme a fait un choix selon le présent article en la forme déterminée par le ministre et contenant les renseignements requis :

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 27 avril 1992.

1990, ch. 45, art. 18

171. (1) L'article 18 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

18. La fourniture, effectuée par une organisation, d'un droit d'adhésion qui est nécessaire pour conserver un statut professionnel reconnu par la loi, sauf si le fournisseur a fait un choix selon le présent article en la forme déterminée par le ministre et contenant les renseignements requis.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 27 avril 1992.

14. La fourniture par un organisme du secteur public d'aliments, de boissons et d'un logement provisoire dans le cadre d'une activité dont l'objet consiste à alléger la pauvreté, la souffrance ou la détresse de particuliers et non à lever des fonds.

Clause 169: (1) Section 16 of Part VI of Schedule V reads as follows:

16. A supply of a homemaker service that is provided to an individual in the individual's place of residence, where the supply is made by

(*a*) a government or municipality; or

(*b*) a non-profit organization that receives an amount paid by a government or municipality in respect of the supply.

Article 169, (1). — Texte de l'article 16 de la partie VI de l'annexe V :

16. La fourniture d'un service ménager à domicile par un gouvernement ou une municipalité ou par un organisme à but non lucratif qui reçoit un montant de ceux-ci pour la fourniture.

Clause 170: (1) The relevant portion of section 17 of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

17. A supply of a membership in a public sector body (other than a membership in a club the main purpose of which is to provide dining, recreation or sporting facilities where each member does not receive a benefit by reason of the membership, other than

...

(f) the right to receive periodic newsletters, reports or publications

...

except where the body has filed with the Minister an election under this section in prescribed form containing prescribed information.

Article 170, (1). — Texte actuel du passage visé de l'article 17 de la partie VI de l'annexe V :

17. La fourniture d'un droit d'adhésion dans un organisme du secteur public (sauf un droit d'adhésion dans un club dont l'objet principal consiste à permettre l'utilisation d'installations pour les repas, les loisirs ou les sports) qui ne confère aux membres que les avantages suivants, sauf si l'organisme présente au ministre un choix fait selon le présent article en la forme et avec les renseignements qu'il détermine :

Clause 171: (1) Section 18 of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

18. A supply of a membership made by an organization membership in which is required to maintain a professional status recognized by statute, except where the supplier has filed with the Minister an election under this section in prescribed form containing prescribed information.

Article 171, (1). — Texte actuel de l'article 18 de la partie VI de l'annexe V :

18. La fourniture d'un droit d'adhésion effectuée par une organisation, qui est nécessaire pour conserver un statut professionnel reconnu par la loi, sauf si le fournisseur présente au ministre un choix fait selon le présent article en la forme et avec les renseignements qu'il détermine.

1990, c. 45, s. 18

172. (1) Paragraph 20(*c*) of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*b.1*) a supply of a service of the filing of a document in accordance with legislative requirements,

(*c*) a supply of a licence, permit, quota or similar right (other than such a right supplied in respect of the importation of alcoholic beverages), and the supply of any service in respect of an application for such a right,

1990, c. 45, s. 18

(2) Paragraph 20(*f*) of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*f*) a supply of a service of providing information under the *Privacy Act*, the *Access to Information Act* or any similar provincial legislation,

1990, c. 45, s. 18

(3) Paragraph 20(*k*) of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*k*) a supply of a right to take or remove forestry products, products that grow in water, fishery products, minerals or peat, where the supply is made to

(i) a consumer, or

(ii) a person who is not a registrant and who acquires the right in the course of a business of the person of making supplies of the products, minerals or peat to consumers, or

(4) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

173. (1) Section 22 of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

22. A supply of a service, made by a municipality or by an organization that operates a water distribution, sewerage or drainage system and that is designated by the Minister to be a municipality for the purposes of this section, of installing, repairing or maintaining a water distribution, sewerage or drain-

1990, ch. 45, art. 18

172. (1) L'alinéa 20*c*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

*b.*1) le service de production d'un document en vertu d'une loi;

c) une licence, un permis, un contingent ou un droit semblable (sauf un tel droit fourni relativement à l'importation de boissons alcooliques) et les services relatifs à la demande d'un tel droit;

1990, ch. 45, art. 18

(2) L'alinéa 20*f*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) les services qui consistent à donner des renseignements en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, de la *Loi sur l'accès à l'information* ou d'une loi provinciale semblable;

1990, ch. 45, art. 18

(3) L'alinéa 20*k*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

k) la fourniture du droit d'extraire ou de prendre des produits forestiers, des produits de la pêche, des produits poussant dans l'eau, des minéraux ou de la tourbe :

(i) soit à un consommateur,

(ii) soit à un non-inscrit qui acquiert le droit dans le cadre de son entreprise consistant à fournir de tels produits, des minéraux ou de la tourbe à des consommateurs;

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

173. (1) L'article 22 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

22. La fourniture d'un service effectuée par une municipalité ou par une administration qui exploite un réseau de distribution d'eau ou un système d'égouts ou de drainage et que le ministre désigne comme municipalité pour l'application du présent article, qui consiste à installer, à réparer ou à entretenir

Clause 172: (1) Paragraph 20(*c*) of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

20. The following supplies made by a government or municipality or a board, commission or other body established by a government or municipality:

...

(*c*) a supply of a licence, permit, quota or similar right (other than such a right supplied in respect of the importation of alcoholic beverages),

Article 172, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 20 de la partie VI de l'annexe V :

20. Les fournitures suivantes effectuées par un gouvernement ou une municipalité, ou par une commission ou autre organisme établi par ceux-ci :

...

c) une licence, un permis, un contingent ou un droit semblable (sauf un tel droit fourni relativement à l'importation de boissons alcooliques);

(2) Paragraph 20(*f*) of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

20. The following supplies made by a government or municipality or a board, commission or other body established by a government or municipality:

...

(*f*) a supply of a service of providing information under the Access to Information Act,

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 20 de la partie VI de l'annexe V :

20. Les fournitures suivantes effectuées par un gouvernement ou une municipalité, ou par une commission ou autre organisme établi par ceux-ci :

...

f) les services qui consistent à donner des renseignements en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*;

(3) Paragraph 20(*k*) of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

20. The following supplies made by a government or municipality or a board, commission or other body established by a government or municipality:

...

(*k*) a supply of a right to take or remove minerals, forestry products, water or fishery products, where the right is supplied to

(i) a consumer, or

(ii) a person who is not a registrant and who acquires the right in the course of a business of making supplies of the minerals, forestry products, water or fishery products to consumers, or

(3). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 20 de la partie VI de l'annexe V :

20. Les fournitures suivantes effectuées par un gouvernement ou une municipalité, ou par une commission ou autre organisme établi par ceux-ci :

...

k) la fourniture du droit d'extraire ou de prendre des minéraux, des produits forestiers ou des produits de l'eau ou de la pêche :

(i) soit à un consommateur,

(ii) soit à un non-inscrit qui acquiert le droit dans le cadre d'une entreprise consistant à fournir des minéraux ou de tels produits à des consommateurs;

Clause 173: (1) Section 22 of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

22. A supply of a service made by or on behalf of a government or municipality, or by an organization designated by the Minister to be a municipality for the purposes of this section, of installing, repairing or maintaining a water distribution, sewerage or drainage system that is for the use of all occupants and owners of real property situated in a particular geographic area, but not including a supply of a service for which a separate charge is made to the recipient of repairing or maintaining any part of the system that is for the sole use of the occupants or owners of a particular parcel of real property.

Article 173, (1). — Texte actuel de l'article 22 de la partie VI de l'annexe V :

22. La fourniture d'un service effectuée par un gouvernement ou une municipalité, ou pour leur compte, ou par une administration que le ministre désigne comme municipalité pour l'application du présent article, qui consiste à installer, à réparer ou à entretenir un réseau de distribution d'eau ou un système d'égouts ou de drainage à l'usage des occupants et des propriétaires d'immeubles situés dans une région géographique donnée. N'est pas exonérée la fourniture d'un service, facturé exclusivement à l'acquéreur, qui consiste à réparer ou à entretenir la partie d'un tel réseau ou système dont les occupants ou les propriétaires d'une parcelle donnée d'un immeuble sont les seuls utilisateurs.

age system that is for the use of all occupants and owners of real property situated in a particular geographic area, other than a supply for which a separate charge is made to the recipient of the supply, of a service of repairing or maintaining a part of the system where the recipient is the owner or occupant of a particular parcel of real property situated in the particular geographic area and the part of the system is for the exclusive use of occupants and owners of the particular parcel.

un tel réseau ou système à l'usage des occupants et des propriétaires d'immeubles situés dans une région géographique donnée. N'est pas exonérée la fourniture d'un service, facturée exclusivement à l'acquéreur, qui consiste à réparer ou à entretenir une partie d'un tel réseau ou système, dans le cas où l'acquéreur est le propriétaire ou l'occupant d'une parcelle d'immeuble située dans la région géographique donnée et où les occupants et les propriétaires de cette parcelle sont les utilisateurs exclusifs de la partie de réseau ou de système en question.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, with respect to supplies made before October 1992, section 22 of Part VI of Schedule V to the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to the words "that operates a water distribution, sewerage or drainage system and that is".

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, en ce qui concerne les fournitures effectuées avant octobre 1992, l'article 22 de la partie VI de l'annexe V de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu du passage « qui exploite un réseau de distribution d'eau ou un système d'égouts ou de drainage et ».

1990, c. 45, s. 18

174. (1) Section 23 of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

174. (1) L'article 23 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

23. A supply of unbottled water (other than a zero-rated supply and a supply of water dispensed in single servings to consumers through a vending machine or at a permanent establishment of the supplier), including the service of delivering the water, when made by a person other than a government or by a government designated by the Minister to be a municipality for the purposes of this section.

23. La fourniture d'eau non embouteillée (sauf une fourniture détaxée et une fourniture d'eau distribuée en portions individuelles à des consommateurs au moyen d'un distributeur automatique ou dans un établissement stable du fournisseur), y compris le service de livraison de l'eau, effectuée par une personne autre qu'un gouvernement ou par un gouvernement que le ministre désigne comme municipalité pour l'application du présent article.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in respect of supplies all or part of the consideration for which becomes due or is paid before March 11, 1992, section 23 of Part VI of Schedule V to the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, pour ce qui est des fournitures dont tout ou partie de la contrepartie devient due ou est payée avant le 11 mars 1992, l'article 23 de la partie VI de l'annexe V de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

23. A supply of unbottled water (other than a zero-rated supply and a supply of water dispensed in single servings to consumers through a vending machine or at a permanent establishment of the supplier),

23. La fourniture d'eau non embouteillée, (sauf une fourniture détaxée et une fourniture d'eau distribuée en portions individuelles à des consommateurs au moyen d'un distributeur automatique ou dans un établisse-

Clause 174: (1) Section 23 of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

23. A supply of unbottled water made by a government, municipality or designated organization referred to in section 22.

Article 174, (1). — Texte actuel de l'article 23 de la partie VI de l'annexe V :

23. La fourniture d'eau non embouteillée, effectuée par un gouvernement, une municipalité ou une administration désignée visée à l'article 22.

including the service of delivering the water, made by a municipality or an organization designated by the Minister to be a municipality for the purposes of this section.

ment stable du fournisseur), y compris le service de livraison de l'eau, effectuée par une municipalité ou une administration que le ministre désigne comme municipalité pour l'application du présent article.

(3) Where, before the enactment of this section, an organization has been designated by the Minister to be a municipality for the purposes of section 22 of Part VI of Schedule V to the said Act, and that designation has not been revoked, the organization shall be deemed to have also been designated for the purposes of section 23 of that Part, as enacted by subsection (1).

(3) L'administration que le ministre désigne comme municipalité pour l'application de l'article 22 de la partie VI de l'annexe V de la même loi avant que le présent article soit édicté est réputée avoir également été désignée pour l'application de l'article 23 de cette partie, édicté par le paragraphe (1), si la désignation n'a pas été révoquée.

1990, c. 45, s. 18

175. (1) All that portion of paragraph 25(*c*) of Part VI of Schedule V to the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

175. (1) L'alinéa 25*c*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*c*) real property made by way of sale to an individual or a trust all the beneficiaries of which (other than contingent beneficiaries) are individuals, and all the contingent beneficiaries of which, if any, are individuals or charities, other than a supply of real property on which is situated a structure that was used by the body

c) les immeubles fournis par vente à un particulier ou à une fiducie dont l'ensemble des bénéficiaires, sauf les bénéficiaires subsidiaires, sont des particuliers et, le cas échéant, dont l'ensemble des bénéficiaires subsidiaires sont des particuliers ou des organismes de bienfaisance, sauf les fournitures d'immeubles sur lesquels se trouve une construction que l'organisme utilisait comme bureau ou dans le cadre d'activités commerciales ou pour la réalisation de fournitures exonérées;

1990, c. 45, s. 18

(2) Paragraph 25(*f*) of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

(2) L'alinéa 25*f*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*f*) real property (other than short-term accommodation) made by way of

(i) lease, where the term of the lease is less than a month, or

(ii) a licence,

where the supply is made in the course of a business carried on by the body;

f) les immeubles, sauf les logements provisoires, fournis soit par bail pour une période de moins d'un mois, soit par licence, si la fourniture est effectuée dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise par l'organisme;

(3) Subsection (1) applies to any supply of real property, other than a supply under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient before March 28, 1991 or a supply made under an

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures d'immeubles, sauf celles dans le cadre desquelles la possession ou la propriété de l'immeuble est transférée à l'acquéreur avant le 28 mars 1991 ou celles qui sont ef-

Clause 175: (1) The relevant portion of paragraph 25(c) of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

25. A supply of real property made by a public service body (other than a financial institution or a government, but not including a supply of

...

(*c*) real property made by way of sale to an individual, other than a supply of real property on which is situated a structure that was used by the body

Article 175, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 25 de la partie VI de l'annexe V :

25. La fourniture d'immeubles par un organisme de services publics (sauf une institution financière ou un gouvernement), à l'exclusion des fournitures suivantes :

...

c) les immeubles fournis par vente à un particulier, sauf les fournitures d'immeubles sur lesquels se trouve une construction que l'organisme utilisait comme bureau ou dans le cadre d'activités commerciales ou pour la réalisation de fournitures exonérées;

(2) Paragraph 25(*f*) of Part VI of Schedule V at present reads as follows:

25. A supply of real property made by a public service body (other than a financial institution or a government, but not including a supply of

...

(*f*) real property (other than short-term accommodation) made by way of lease, licence or similar arrangement for a period of less than one month, where the supply is made in the course of a business carried on by the body;

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 25 de la partie VI de l'annexe V :

25. La fourniture d'immeubles par un organisme de services publics (sauf une institution financière ou un gouvernement), à l'exclusion des fournitures suivantes :

...

f) les immeubles (sauf les logements provisoires) fournis par bail, licence ou accord semblable pour une période de moins d'un mois, si la fourniture est effectuée dans le cadre d'une entreprise que l'organisme exploite;

agreement in writing entered into before that day.

(4) Subsection (2) applies to supplies the agreement for which is entered into after September 14, 1992.

176. (1) Part VI of Schedule V to the said Act is further amended by adding thereto the following sections:

27. A supply of a poppy or wreath made by

(*a*) the Minister of Veterans Affairs in the course of operating a sheltered employment workshop; or

(*b*) the Dominion Command, or any provincial command or branch of the Royal Canadian Legion.

28. A supply between

(*a*) a municipal body and any of its para-municipal organizations,

(*b*) a para-municipal organization of a municipal body and any other para-municipal organization of the municipal body,

(*c*) a regional municipality and any of its local municipalities or any para-municipal organization of any of those local municipalities,

(*d*) a para-municipal organization of a regional municipality and any local municipality of the regional municipality or any para-municipal organization of the local municipality, or

(*e*) a regional municipality or any of its para-municipal organizations and any other organization (other than a government) the designated activities of which include the provision of water or municipal services within an area over which the regional municipality has jurisdiction,

but not including any supply made or received by

(*f*) a provincially established designated body,

(*g*) a para-municipal organization designated under section 259 of the Act or section 22 or 23, or

fectuées en conformité avec une convention écrite conclue avant cette date.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux fournitures visées par une convention conclue après le 14 septembre 1992.

176. (1) La partie VI de l'annexe V de la même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

27. La fourniture d'un coquelicot ou d'une couronne, effectuée :

a) soit par le ministre des Anciens combattants dans le cadre de l'exploitation d'un atelier protégé;

b) soit par la direction nationale, une direction provinciale ou une filiale de la Légion royale canadienne.

28. Les fournitures entre les entités suivantes :

a) un organisme municipal et ses organisations paramunicipales;

b) une organisation paramunicipale d'un organisme municipal et d'autres semblables organisations de l'organisme;

c) une municipalité régionale et ses municipalités locales ou les organisations paramunicipales de celles-ci;

d) une organisation paramunicipale d'une municipalité régionale et les municipalités locales de celle-ci ou les organisations paramunicipales des municipalités locales;

e) une municipalité régionale ou ses organisations paramunicipales et d'autres organisations, sauf un gouvernement, dont les activités désignées comprennent la livraison d'eau ou la prestation des services municipaux dans une région qui fait partie du territoire de la municipalité régionale.

Ne sont pas exonérées les fournitures effectuées ou reçues par les entités suivantes en dehors du cadre de leurs activités désignées :

f) un organisme désigné de régime provincial;

g) une organisation paramunicipale désignée en vertu de l'article 259 de la loi ou des articles 22 ou 23;

Clause 176: (1) New.

Article 176, (1). — Nouveau.

(*h*) another organization referred to in paragraph (*e*),

otherwise than in the course of the designated activities of the body or organization, as the case may be.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

177. (1) Section 1 of Part VIII of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1. A supply, other than a zero-rated supply, of a service of ferrying by watercraft passengers or property where the principal purpose of the ferrying is to transport motor vehicles and passengers between parts of a road or highway system that are separated by a stretch of water.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

178. (1) The heading of Part I of Schedule VI to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

PRESCRIPTION DRUGS AND BIOLOGICALS

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on April 1, 1991.

1990, c. 45, s. 18

179. (1) Paragraphs 2(*a*) and (*b*) of Part I of Schedule VI to the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(*a*) a drug included in Schedule C or D to the *Food and Drugs Act*,

(*b*) a drug included in Schedule F to the *Food and Drug Regulations*, other than a drug or mixture of drugs that may, pursuant to the *Food and Drugs Act* or those Regulations, be sold to a consumer without a prescription,

(2) Section 2 of Part I of Schedule VI to the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*d*) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (*e*) thereof and by adding thereto, immediately after that paragraph, the following paragraph:

h) une autre organisation visée à l'alinéa *e*).

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

177. (1) L'article 1 de la partie VIII de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1. La fourniture, sauf une fourniture détaxée, d'un service de navette par bateau, dont l'objet principal consiste à transporter des véhicules à moteur et des passagers entre les parties d'un réseau routier qui sont séparées par une étendue d'eau.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

178. (1) Le titre de la partie I de l'annexe VI de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

MÉDICAMENTS SUR ORDONNANCE ET SUBSTANCES BIOLOGIQUES

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er avril 1991.

1990, ch. 45, art. 18

179. (1) Les alinéas 2*a*) et *b*) de la partie I de l'annexe VI de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) les drogues incluses aux annexes C ou D de la *Loi sur les aliments et drogues*;

b) les drogues incluses à l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues*, à l'exception des drogues et des mélanges de drogues qui peuvent être vendus au consommateur sans ordonnance conformément à la *Loi sur les aliments et drogues* ou à ce règlement;

(2) L'article 2 de la partie I de l'annexe VI de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa *e*), de ce qui suit :

Clause 177: (1) Section 1 of Part VIII of Schedule V at resent reads as follows:

1. A supply of a service of ferrying by watercraft passengers or property here the principal purpose of the ferrying is to transport motor vehicles nd passengers between parts of a road or highway system that are separated by a stretch of water.

Article 177, (1). — Adjonction du passage souligné.

Clause 178: (1) The heading of Part I of Schedule VI at resent reads as follows:

PRESCRIPTION DRUGS

Article 178, (1). — Adjonction du passage souligné.

Clause 179: (1) Paragraphs 2(*a*) and (*b*) of Part I of Schedule VI at present reads as follows:

2. A supply of any of the following:

(*a*) a drug described in Schedule D to the *Food and Drugs Act*,

(*b*) a drug described in Schedule F to the *Food and Drug Regulations*, other than a drug or mixture of drugs that may be sold to a consumer without a prescription pursuant to the *Food and Drugs Act* or those Regulations,

Article 179, (1). — Remplacement de « visées à l'annexe D » à l'alinéa 2*a*) par « incluses aux annexes C ou D » et de « visées » à l'alinéa 2*b*) par « incluses ».

(2) New.

(2). — Nouveau.

(*f*) a drug the supply of which is authorized under the *Food and Drug Regulations* for use in an emergency treatment,

f) les drogues dont la fourniture est autorisée par le *Règlement sur les aliments et drogues* pour utilisation dans un traitement d'urgence.

(3) Subsection (1) applies to drugs imported after March 1991 and to supplies in Canada for which consideration becomes due or is paid after March 1991 and for which no part of the consideration became due or was paid before April 1991.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux drogues importées après mars 1991 ainsi qu'aux fournitures effectuées au Canada dont la contrepartie devient due ou est payée après mars 1991 et dont nulle partie de la contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant avril 1991.

(4) Subsection (2) applies to drugs imported after September 1992 and to supplies in Canada of drugs delivered to the recipient after September 1992.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux drogues importées après septembre 1992 et aux fournitures au Canada de drogues livrées à l'acquéreur après septembre 1992.

180. (1) Part I of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto the following section:

5. A supply of human sperm.

180. (1) La partie I de l'annexe VI de la même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

5. La fourniture de sperme humain.

(2) Subsection (1) applies to human sperm imported after April 1991 and to supplies in Canada for which consideration becomes due or is paid after March 1991 and for which no part of the consideration became due or was paid before April 1991.

(2) Le paragraphe (1) s'applique au sperme humain importé après avril 1991 ainsi qu'aux fournitures effectuées au Canada dont la fourniture devient due ou est payée après mars 1991 et dont nulle partie de la contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant avril 1991.

181. (1) Part II of Schedule VI to the said Act is amended by adding thereto, immediately after section 5 thereof, the following section:

5.1 A supply of an aerosol chamber or a metered dose inhaler for use in the treatment of asthma when the supply is made to a consumer on the written order of a practitioner.

181. (1) La partie II de l'annexe VI de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 5, de ce qui suit :

5.1 La fourniture d'une aérochambre ou d'un inhalateur doseur utilisés pour le traitement de l'asthme, effectuée au profit d'un consommateur sur ordonnance écrite d'un praticien.

(2) Subsection (1) applies to property imported after November 5, 1991 and to any supply in Canada for which consideration is paid or becomes due after 1990, other than

(*a*) a supply no part of the consideration for which becomes due after November 5, 1991 or is paid after that day without having become due; and

(*b*) a supply of property under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient before October 1991.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux biens importés après le 5 novembre 1991 ainsi qu'aux fournitures effectuées au Canada dont la contrepartie devient due ou est payée après 1990, sauf celles dans le cadre desquelles, selon le cas :

***a*) nulle partie de la contrepartie ne devient due, ou n'est payée sans qu'elle soit devenue due, après le 5 novembre 1991;**

***b*) la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur avant octobre 1991.**

Clause 180: (1) New.

Article 180, (1). — Nouveau.

Clause 181: (1) New.

Article 181, (1). — Nouveau.

1990, c. 45, s. 18

182. (1) Section 9 of Part II of Schedule VI to the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

9. La fourniture de verres ou de verres de contact, fournis pour le traitement ou la correction de troubles visuels au profit d'un consommateur sur l'ordonnance écrite d'un professionnel de la vue qui est habilité, par la législation de la province où il exerce, à prescrire des verres ou des verres de contact à cette fin.

(2) Subsection (1) applies to supplies made after 1992.

183. (1) Part II of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 21 thereof, the following sections:

21.1 A supply of an extremity pump, intermittent pressure pump or similar device for use in the treatment of lymphedema when the supply is made to a consumer on the written order of a practitioner.

21.2 A supply of a catheter for sub-cutaneous injections or a lancet when the supply is made to a consumer on the written order of a practitioner.

(2) Subsection (1) applies to property imported after November 5, 1991 and to any supply in Canada for which consideration is paid or becomes due after 1990, other than

(*a*) a supply no part of the consideration for which becomes due after November 5, 1991 or is paid after that day without having become due; and

(*b*) a supply of property under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient before October 1991.

184. (1) Part II of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 23 thereof, the following section:

23.1 A supply of an orthotic device when the supply is made to a consumer on the written order of a practitioner.

1990, ch. 45, art. 18

182. (1) L'article 9 de la partie II de l'annexe VI de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

9. La fourniture de verres ou de verres de contact, fournis pour le traitement ou la correction de troubles visuels au profit d'un consommateur sur l'ordonnance écrite d'un professionnel de la vue qui est habilité, par la législation de la province où il exerce, à prescrire des verres ou des verres de contact à cette fin.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures effectuées après 1992.

183. (1) La partie II de l'annexe VI de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 21, de ce qui suit :

21.1 La fourniture d'un dispositif de compression des membres, d'une pompe intermittente ou d'un appareil similaire utilisés pour le traitement du lymphoedème, effectuée au profit d'un consommateur sur l'ordonnance écrite d'un praticien.

21.2 La fourniture d'un cathéter pour injection sous-cutanée ou d'une lancette, effectuée au profit d'un consommateur sur l'ordonnance écrite d'un praticien.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux biens importés après le 5 novembre 1991 ainsi qu'aux fournitures effectuées au Canada dont la contrepartie devient due ou est payée après 1990, sauf celles dans le cadre desquelles, selon le cas :

***a*) nulle partie de la contrepartie ne devient due, ou n'est payée sans qu'elle soit devenue due, après le 5 novembre 1991;**

***b*) la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur avant octobre 1991.**

184. (1) La partie II de l'annexe VI de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 23, de ce qui suit :

23.1 La fourniture d'une orthèse, effectuée au profit d'un consommateur sur l'ordonnance écrite d'un praticien.

Clause 182: (1) Section 9 of Part II of Schedule VI to
ne French version at present reads as follows:

9. La fourniture de verres et de verres de contact, fournis pour le traite-
ent ou la correction de troubles visuels du consommateur sur
ordonnance écrite d'un professionnel de la vue qui est habilité par la
gislation de la province où il exerce à prescrire des verres ou des verres
e contact à cette fin.

Article 182, (1). — Remplacement de « et » par « ou » et de « du » par « au profit d'un ».

Clause 183: (1) New.

Article 183, (1). — Nouveau.

Clause 184: (1) New.

Article 184, (1). — Nouveau.

(2) Subsection (1) applies to property imported after November 5, 1991 and to any supply in Canada for which consideration is paid or becomes due after 1990, other than

(*a*) a supply no part of the consideration for which becomes due after November 5, 1991 or is paid after that day without having become due; and

(*b*) a supply of property under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient before October 1991.

185. (1) Part II of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 33 thereof, the following section:

33.1 A supply of

(*a*) a dog that is or is to be trained to assist an individual with a hearing impairment in respect of problems arising from the impairment, or

(*b*) a service of training the individual to use such a dog,

where the supply is made to or by an organization that is operated for the purpose of supplying such dogs to individuals with hearing impairments.

(2) Subsection (1) applies to property imported after November 5, 1991 and to any supply in Canada for which consideration is paid or becomes due after 1990, other than

(*a*) a supply no part of the consideration for which becomes due after November 5, 1991 or is paid after that day without having become due; and

(*b*) a supply of property under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient before October 1991.

1990, c. 45, s. 18

186. (1) Section 34 of Part II of Schedule VI to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

34. A supply of a service (other than a service the supply of which is included in Part II of Schedule V or a service related to the provision of a surgical or dental service that is

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux biens importés après le 5 novembre 1991 ainsi qu'aux fournitures effectuées au Canada dont la contrepartie devient due ou est payée après 1990, sauf celles dans le cadre desquelles, selon le cas :

(*a*) nulle partie de la contrepartie ne devient due, ou n'est payée sans qu'elle soit devenue due, après le 5 novembre 1991;

(*b*) la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur avant octobre 1991.

185. (1) La partie II de l'annexe VI de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 33, de ce qui suit :

33.1 La fourniture, effectuée par une organisation exploitée en vue de fournir aux handicapés auditifs des chiens dressés pour aider une personne ayant une déficience auditive à surmonter les problèmes découlant de sa déficience, ou qui doit être dressé à cette fin, ou à son profit :

(*a*) soit d'un tel chien;

(*b*) soit d'un service qui consiste à apprendre à la personne comment se servir d'un tel chien.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux biens importés après le 5 novembre 1991 ainsi qu'aux fournitures effectuées au Canada dont la contrepartie devient due ou est payée après 1990, sauf celles dans le cadre desquelles, selon le cas :

(*a*) nulle partie de la contrepartie ne devient due, ou n'est payée sans qu'elle soit devenue due, après le 5 novembre 1991;

(*b*) la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur avant octobre 1991.

1990, ch. 45, art. 18

186. (1) L'article 34 de la partie II de l'annexe VI de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

34. La fourniture de services, sauf ceux dont la fourniture est incluse à la partie II de l'annexe V ou ceux qui sont liés à la prestation de services chirurgicaux ou dentaires

Clause 185: (1) New.

Article 185, (1). — Nouveau.

Clause 186: (1) Section 34 of Part II of Schedule VI at present reads as follows:

34. A supply of a service, other than a service the supply of which is included in Part II of Schedule V, of installing, maintaining, restoring, repairing or modifying a property described in any of sections 2 to 32 of this Part, or any part for such a property where the part is supplied in conjunction with the service.

Article 186, (1). — Texte actuel de l'article 34 de la partie II de l'annexe VI :

34. La fourniture de services, sauf ceux dont la fourniture figure à la partie II de l'annexe V, qui consistent à installer, entretenir, restaurer, réparer ou modifier un bien visé à l'un des articles 2 à 32 de la présente partie ou toute partie de celui-ci fournie en même temps que le service.

performed for cosmetic purposes and not for medical or reconstructive purposes) of installing, maintaining, restoring, repairing or modifying a property described in any of sections 2 to 32 of this Part, or any part for such a property where the part is supplied in conjunction with the service.

(2) Subsection (1) applies to supplies made after September 14, 1992.

187. (1) Part II of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto the following sections:

35. A supply of a graduated compression stocking, an anti-embolic stocking or similar article when the supply is made to a consumer on the written order of a practitioner.

36. A supply of clothing that is specially designed for use by a disabled individual when the supply is made to a consumer on the written order of a practitioner.

(2) Subsection (1) applies to property imported after November 5, 1991 and to any supply in Canada for which consideration is paid or becomes due after 1990, other than

(*a*) a supply no part of the consideration for which becomes due after November 5, 1991 or is paid after that day without having become due; and

(*b*) a supply of property under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient before October 1991.

1990, c. 45, s. 18

188. (1) Paragraph 1(*n*) of Part III of Schedule VI to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*n*) beverages (other than unflavoured milk) or pudding, including flavoured gelatine, mousse, flavoured whipped dessert product or any other products similar to pudding, except

(i) when prepared and prepackaged specially for consumption by babies,

(ii) when sold in multiples, prepackaged by the manufacturer or producer, of single servings, or

exécutés à des fins esthétiques plutôt que médicales ou restauratrices, qui consistent à installer, entretenir, restaurer, réparer ou modifier un bien visé à l'un des articles 2 à 32 de la présente partie ou toute partie de celui-ci fournie en même temps que le service.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures effectuées après le 14 septembre 1992.

187. (1) La partie II de l'annexe VI de la même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

35. La fourniture de bas de compression graduée, de bas anti-embolie ou d'articles similaires, effectuée au profit d'un consommateur sur l'ordonnance écrite d'un praticien.

36. La fourniture de vêtements conçus spécialement pour une personne handicapée, effectuée au profit d'un consommateur sur l'ordonnance écrite d'un praticien.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux biens importés après le 5 novembre 1991 ainsi qu'aux fournitures effectuées au Canada dont la contrepartie devient due ou est payée après 1990, sauf celles dans le cadre desquelles, selon le cas :

***a*) nulle partie de la contrepartie ne devient due, ou n'est payée sans qu'elle soit devenue due, après le 5 novembre 1991;**

***b*) la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur avant octobre 1991.**

1990, ch. 45, art. 18

188. (1) L'alinéa 1*n*) de la partie III de l'annexe VI de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

n) les boissons, sauf le lait non aromatisé, ou la crème-dessert (pouding) — gélatine aromatisée, mousse, dessert fouetté aromatisé et tout autre produit semblable à la crème-dessert — qui ne sont pas, selon le cas :

(i) préparés et pré-emballés spécialement pour être consommés par les bébés,

Clause 187: (1) New.

Article 187, (1). — Nouveau.

Clause 188: (1) Paragraph 1(*n*) of Part III of Schedule VI at present reads as follows:

1. Supplies of food or beverages for human consumption (including weetening agents, seasonings and other ingredients to be mixed with a ed in the preparation of such food or beverages), other than supplies of

...

(*n*) yoghurt, pudding or beverages (other than unflavoured milk), other than when packaged for sale to consumers in multiples of single servings or in a quantity exceeding a single serving or when prepared and packaged specially for consumption by babies;

Article 188, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 1 de la partie III de l'annexe VI :

1. La fourniture d'aliments et de boissons destinés à la consommation humaine (y compris les édulcorants, assaisonnements et autres ingrédients devant être mélangés à ces aliments et boissons ou être utilisés dans leur préparation), sauf les fournitures suivantes :

...

n) le yogourt, la crème-dessert (pouding) ou les boissons (sauf le lait non aromatisé), sauf s'ils sont emballés pour la vente aux consommateurs en paquets constitués de plusieurs portions individuelles ou en quantités dépassant une portion individuelle et sauf s'ils sont préparés et emballés spécialement pour être consommés par les bébés;

(iii) when the cans, bottles or other primary containers in which the beverages or products are sold contain a quantity exceeding a single serving;

(ii) vendus en paquets pré-emballés par le fabricant ou le producteur et constitués de plusieurs portions individuelles,

(iii) vendus en boîte, en bouteille ou autre contenant d'origine, dont le contenu dépasse une portion individuelle;

(2) Section 1 of Part III of Schedule VI to the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*p*) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (*q*) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(2) L'article 1 de la partie III de l'annexe VI de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(*r*) unbottled water, other than ice.

r) l'eau non embouteillée, sauf la glace.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in applying paragraph 1(*n*) of Part III of Schedule VI to the said Act, as enacted by subsection (1),

(*a*) to any supply in respect of which tax would have become payable before March 28, 1991 if subsection (1) were not enacted,

(*b*) to any supply in respect of which an amount was paid before that day as tax, or

(*c*) to any property imported before that day,

that paragraph shall be read as follows:

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, l'alinéa 1*n*) de la partie III de l'annexe VI de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit pour ce qui est de son application aux fournitures relativement auxquelles la taxe serait devenue payable avant le 28 mars 1991 sans le paragraphe (1), aux fournitures relativement auxquelles un montant a été payé avant cette date au titre de la taxe et aux biens importés avant cette date :

(*n*) yoghurt, puddings or beverages (other than unflavoured milk), except

(i) when prepared and prepackaged specially for consumption by babies,

(ii) when sold in multiples, prepackaged by the manufacturer or producer, of single servings, or

(iii) when the cans, bottles or other primary containers in which the yoghurt, pudding or beverages are sold contain a quantity exceeding a single serving;

n) le yogourt, la crème-dessert (pouding) ou les boissons, sauf le lait non aromatisé, qui ne sont pas, selon le cas :

(i) préparés et pré-emballés spécialement pour être consommés par les bébés,

(ii) vendus en paquets pré-emballés par le fabricant ou le producteur et constitués de plusieurs portions individuelles,

(iii) vendus en boîte, en bouteille ou autre contenant d'origine, dont le contenu dépasse une portion individuelle;

(4) Subsection (2) applies to supplies for which consideration becomes due or is paid after April 1991 and for which no part of the consideration became due or was paid before May 1991.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée après avril 1991 et dont nulle partie de la contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant mai 1991.

(2) New.

(2). — Nouveau.

189. (1) Part III of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto the following section:

2. A supply of unbottled water for human consumption made to a consumer, when the water is dispensed to the consumer in a quantity exceeding a single serving through a vending machine or at a permanent establishment of the supplier.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

190. (1) Part IV of Schedule VI to the said Act is amended by adding thereto, immediately after section 2 thereof, the following section:

2.1 A supply of feed, made by the operator of a feedlot, that is deemed to be a separate supply under paragraph 164.1(2)(*a*) of the Act.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

191. (1) Section 5 of Part IV of Schedule VI to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

5. A supply of fertilizer made at any time to a recipient when the fertilizer is supplied

(*a*) in bulk, or

(*b*) in a container that contains at least 25 kg of fertilizer,

where the total quantity of fertilizer supplied at that time to the recipient is at least 500 kg.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that,

(*a*) in applying section 5 of Part IV of Schedule VI to the said Act, as enacted by subsection (1), to supplies of fertilizer delivered before March 11, 1992, that section shall be read without reference to the word "or" in paragraph (*a*) thereof and without reference to paragraph (*b*) thereof; and

189. (1) La partie III de l'annexe VI de la même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

2. La fourniture, effectuée au profit d'un consommateur, d'eau non embouteillée destinée à la consommation humaine et distribuée au moyen d'un distributeur automatique du fournisseur ou à l'établissement stable de celui-ci, en quantités dépassant une portion individuelle.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

190. (1) La partie IV de l'annexe VI de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 2,e ce qui suit :

2.1 La fourniture d'aliments pour animaux, effectuée par l'exploitant d'un parc d'engraissement et réputée constituer une fourniture distincte en application de l'alinéa 164.1(2)*a*) de la loi.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

191. (1) L'article 5 de la partie IV de l'annexe VI de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5. La fourniture d'engrais en vrac ou dans un contenant d'au moins 25 kg, à condition que la quantité totale d'engrais fournie au moment d'une fourniture donnée soit d'au moins 500 kg.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, pour l'application de l'article 5 de la partie IV de l'annexe VI de la même loi, édicté par le paragraphe (1) :

***a*) aux fournitures d'engrais livrés avant le 11 mars 1992, il n'est pas tenu compte du passage « ou dans un contenant d'au moins 25 kg »;**

***b*) aux fournitures d'engrais livrés après le 10 mars 1992 mais avant octobre 1992, la**

Clause 189: (1) New.

Article 189, (1). — Nouveau.

Clause 190: (1) New.

Article 190, (1). — Nouveau.

Clause 191: (1) Section 5 of Part IV of Schedule VI at present reads as follows:

5. A supply of fertilizer when supplied in bulk quantities exceeding 500 kg.

Article 191, (1). — Texte actuel de l'article 5 de la partie IV de l'annexe VI :

5. La fourniture d'engrais en vrac, fournis en quantités dépassant 500 kilogrammes.

(*b*) in applying that section to supplies of fertilizer delivered after March 10, 1992 but before October 1992, the reference to "container" in paragraph (*b*) thereof shall be read as a reference to "bag".

mention d'un contenant au même article vaut mention d'un sac.

1990, c. 45, s. 18

192. (1) Section 1 of Part V of Schedule VI to the said Act is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (*c*) thereof and by repealing paragraphs (*d*) and (*e*) thereof and substituting the following therefor:

192. (1) Les alinéas 1*d*) et *e*) de la partie V de l'annexe VI de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 45, art. 18

(*d*) the person maintains evidence satisfactory to the Minister of the exportation of the property by the recipient or, where the recipient is authorized under subsection 221.1(2) of the Act, the recipient provides the person with a certificate in which the recipient certifies that the property will be exported in the circumstances described in paragraphs (*a*) to (*c*).

d) la personne possède des preuves, que le ministre estime acceptables, de l'exportation du bien par l'acquéreur ou, s'il y est autorisé en application du paragraphe 221.1(2) de la loi, l'acquéreur remet à la personne un certificat dans lequel il déclare que le bien sera exporté dans les circonstances visées aux alinéas *a*) à *c*).

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

193. (1) Part V of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 2 thereof, the following section:

193. (1) La partie V de l'annexe VI de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 2, de ce qui suit :

2.1 A supply of fuel made to a person who is registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act at the time the supply is made, where

(*a*) the person carries on the business of transporting passengers or property to or from Canada by ship, aircraft or railway; and

(*b*) the fuel is acquired by the person for use in the course of so transporting passengers or property.

2.1 La fourniture de carburant à une personne qui est inscrite en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi au moment de la fourniture, dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne exploite une entreprise de transport de passagers ou de biens par bateau, aéronef ou train à destination ou en provenance du Canada;

b) la personne acquiert le carburant pour utilisation dans le cadre de pareil transport de passagers ou de biens.

(2) Subsection (1) applies to supplies of fuel delivered to recipients after November 5, 1991.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures de carburant livré à l'acquéreur après le 5 novembre 1991.

1990, c. 45, s. 18

194. (1) Section 6 of Part V of Schedule VI to the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

194. (1) L'article 6 de la partie V de l'annexe VI de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, art. 18

6. La fourniture, effectuée par une personne au profit d'un acquéreur non-résident,

6. La fourniture, effectuée par une personne au profit d'un acquéreur non-résident,

Clause 192: (1) Paragraphs 1(*d*) and (*e*) of Part V of Schedule VI at present read as follows:

1. A supply of tangible personal property (other than an excisable good) made by a person to a recipient (other than a consumer) who intends to export the property where

...

(*d*) the person maintains evidence satisfactory to the Minister of the exportation of the property by the recipient; and

(*e*) the property is not transported in Canada by the recipient by means of a truck or other highway motor vehicle (other than a truck or other motor vehicle operated by a common carrier) after the property is delivered to the recipient in Canada.

Article 192, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 1 de la partie V de l'annexe VI :

1. La fourniture d'un bien meuble corporel, sauf un produit soumis à l'accise, effectuée par une personne au profit d'un acquéreur, autre qu'un consommateur, qui a l'intention d'exporter le bien, si à la fois :

...

d) la personne possède des preuves, satisfaisantes au ministre, que l'acquéreur a exporté le bien;

e) l'acquéreur ne transporte pas le bien au Canada au moyen d'un camion ou autre véhicule à moteur conçu pour la grande route (à l'exclusion d'un camion ou autre véhicule à moteur exploité par un voiturier public) après que le bien lui est livré au Canada.

Clause 193: (1) New.

Article 193, (1). — Nouveau.

Clause 194: (1) Section 6 of Part V of Schedule VI to the French version at present reads as follows:

6. La fourniture, effectuée par une personne au profit d'un acquéreur non résidant, d'un service de réparation d'urgence et d'un bien fourni avec ce service, en rapport avec un conteneur que la personne utilise dans une entreprise de transport de passagers ou de produits.

Article 194, (1). — Texte actuel de l'article 6 de la partie V de l'annexe VI de la version française :

6. La fourniture, effectuée par une personne au profit d'un acquéreur non résidant, d'un service de réparation d'urgence et d'un bien fourni avec ce service, en rapport avec un conteneur que la personne utilise dans une entreprise de transport de passagers ou de produits.

d'un service de réparation d'urgence et, le cas échéant, d'un bien fourni avec ce service, relativement à un moyen de transport ou à un conteneur que la personne utilise dans une entreprise de transport de passagers ou de produits.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

195. (1) Section 7 of Part V of Schedule VI to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

7. A supply of a service made to a non-resident person, other than an individual, or to a non-resident individual who is outside Canada at all times when the individual has contact with the supplier in relation to the supply, but not including a supply of

(*a*) a service that is primarily for consumption, use or enjoyment in Canada;

(*b*) an advisory, consulting or professional service;

(*c*) a postal service;

(*d*) a service in respect of real property situated in Canada;

(*e*) a service in respect of tangible personal property that is situated in Canada at the time the service is performed;

(*f*) a service of acting as an agent of the non-resident person or individual; or

(*g*) a transportation service.

(2) Subsection (1) applies to supplies of services the performance of which begins on or after the day this Act is assented to.

1990, c. 45, s. 18

196. (1) Section 13 of Part V of Schedule VI to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

13. A supply made to a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act of

(*a*) tangible personal property, or a service performed in respect of tangible personal property, where the property or service is acquired by the person for the purpose of

d'un service de réparation d'urgence et, le cas échéant, d'un bien fourni avec ce service, relativement à un moyen de transport ou à un conteneur que la personne utilise dans une entreprise de transport de passagers ou de produits.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

195. (1) L'article 7 de la partie V de l'annexe VI de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

7. La fourniture d'un service au profit d'une personne non-résidente, sauf un particulier, ou d'un particulier non-résident qui est à l'étranger lors de chacune de ses communications avec le fournisseur concernant la fourniture, à l'exclusion des fournitures suivantes :

a) un service à consommer ou à utiliser principalement au Canada;

b) un service consultatif ou professionnel;

c) un service postal;

d) un service lié à un immeuble situé au Canada;

e) un service lié à un bien meuble corporel qui est situé au Canada au moment de l'exécution du service;

f) un service de mandataire de la personne ou du particulier;

g) un service de transport.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures de services dont l'exécution commence au plus tôt à la sanction de la présente loi.

1990, ch. 45, art. 18

196. (1) L'article 13 de la partie V de l'annexe VI de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

13. La fourniture, au profit d'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi :

a) de biens meubles corporels, ou de services exécutés relativement à de tels biens, dans le cas où la personne acquiert le bien

Clause 195: (1) Section 7 of Part V of Schedule VI at present reads as follows:

7. A supply of a service made to a particular non-resident person, other than an individual, or to a non-resident individual who is outside Canada throughout the time the service is performed, but not including a supply of

(*a*) a service (other than an advisory, consulting or professional service) that is primarily for the consumption, use or enjoyment in Canada of any person or that is a postal service, other than a supply of a service in respect of a telecommunication or postal service where the supply is made by a registrant who carries on the business of supplying telecommunication or postal services to a non-resident person who is not a registrant and who carries on such a business;

(*b*) a service in respect of real property situated in Canada;

(*c*) a service in respect of tangible personal property that is ordinarily situated in Canada or that is to be delivered in Canada;

(*d*) a service of acting as an agent of the non-resident individual or particular person; or

(*e*) a transportation service.

Article 195, (1). — Texte actuel de l'article 7 de la partie V de l'annexe VI :

7. La fourniture d'un service effectuée au profit d'une personne non résidante donnée, sauf un particulier, ou d'un particulier non résidant qui était à l'étranger pendant que le service était exécuté, à l'exclusion des fournitures suivantes :

a) un service, sauf un service consultatif ou professionnel, destiné principalement à la consommation ou à l'utilisation par une personne au Canada ou un service postal, sauf un service lié à un service de télécommunication ou postal qu'un inscrit exploitant une entreprise de fourniture de tels services fournit à une personne non résidante qui n'est pas un inscrit et qui exploite une telle entreprise;

b) un service lié à un immeuble situé au Canada;

c) un service lié à un bien meuble corporel habituellement situé au Canada ou à y être livré;

d) un service de mandataire du particulier non résidant ou de la personne donnée;

e) un service de transport.

Clause 196: (1) Section 13 of Part V of Schedule VI at present reads as follows:

13. A supply to a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act of services performed in respect of tangible personal property pursuant to a warranty provided by the non-resident person.

Article 196, (1). — Modification de l'article 13 de la partie V de l'annexe VI et adjonction du passage marqué d'un trait vertical. Texte actuel de l'article 13 de la partie V de l'annexe VI :

13. La fourniture, au profit d'une personne non résidante qui n'est pas inscrite en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi, de services exécutés relativement à des biens meubles corporels en conformité avec une garantie donnée par la personne.

fulfilling an obligation of the person under a warranty; or

(*b*) tangible personal property, where the supply is deemed under section 179 of the Act to have been made as a consequence of a transfer of possession of the property in the performance of an obligation of the person under a warranty.

14. (1) In this section,

"die" means a solid or hollow form used for shaping materials by stamping, pressing, extruding, drawing or threading;

"fixture" means a device for holding goods in process while working tools are in operation that does not contain any special arrangement for guiding the working tools;

"jig" means a device used in the accurate machining of goods in process by holding the goods firmly and guiding tools exactly to position;

"mould" means a hollow form, matrix or cavity into which materials are placed to produce goods of desired shapes;

"tool" means a device for use in, or attachment to, production machinery that is for the assembling of materials or the working of materials by turning, milling, grinding, polishing, drilling, punching, boring, shaping, shearing, pressing or planing.

(2) A supply of property that is a jig, die, mould, tool or fixture, or an interest therein, made to a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act at the time the supply is made, where the property is to be used directly in the manufacture or production of tangible personal property for the non-resident person.

15. A supply of natural gas made by a person to a recipient who intends to export the gas by pipeline where

(*a*) the recipient exports the gas as soon after it is delivered by the person to the

ou le service en vue d'exécuter ses obligations relativement à une garantie;

b) d'un bien meuble corporel, dans le cas où la fourniture est réputée par l'article 179 de la loi avoir été effectuée par suite du transfert de la possession du bien dans le cadre de l'exécution des obligations de la personne relativement à une garantie.

14. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« accessoire fixe » Dispositif utilisé pour tenir les biens en cours de fabrication pendant que les outils de travail sont en marche, mais qui n'est doté d'aucun système spécial pour guider les outils de travail.

« calibre » Dispositif utilisé pour l'usinage de précision de biens en cours de fabrication, qui sert à retenir les biens solidement en place et à guider les outils à la position exacte.

« matrice » Forme pleine ou creuse utilisée pour façonner des substances par l'estampage, l'emboutissage, le filage, l'étirage ou le filetage.

« moule » Pièce creuse dans laquelle on verse des substances pour produire des biens de formes désirées.

« outil » Dispositif destiné aux machines de production ou à leurs dispositifs, qui sert à assembler ou à travailler des substances par tournage, fraisage, meulage, polissage, perçage, poinçonnage, alésage, profilage, cisaillement, emboutissage ou rabotage.

(2) La fourniture, effectuée au profit d'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi au moment de la fourniture, d'un bien — calibre, matrice, moule, outil ou accessoire fixe — ou d'un droit dans un tel bien, à utiliser directement dans la fabrication ou la production d'un bien meuble corporel pour la personne.

15. La fourniture de gaz naturel, effectuée par une personne au profit d'un acquéreur qui a l'intention de l'exporter par pipeline, si à la fois :

recipient as is reasonable having regard to the circumstances surrounding the exportation and, where applicable, to the normal business practice of the recipient;

(*b*) the gas is not acquired by the recipient for consumption, use or supply in Canada, except to the extent that it is used by a carrier as fuel or compressor gas to transport the gas by pipeline, before the exportation of the gas by the recipient;

(*c*) after the supply is made and before the recipient exports the gas, the gas is not further processed, transformed or altered in Canada except to the extent reasonably necessary or incidental to its transportation; and

(*d*) the person maintains evidence satisfactory to the Minister of the exportation of the gas by the recipient.

16. A supply of tangible personal property made by way of sale to a person operating a duty free shop licensed as such under the *Customs Act* where the person acquires the property as inventory for supply by way of sale at the shop to an individual for export by the individual and the person provides the supplier with the licence number of the shop.

17. A supply made to a non-resident person of a custodial or nominee service in respect of securities of the person.

18. A supply made to a non-resident person, other than an individual, who is not registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act of a service of instructing non-resident individuals in, or administering examinations in respect of, courses leading to certificates, diplomas, licences or similar documents, or classes or ratings in respect of licences, that attest to the competence of the individuals to whom the service is rendered or the examination is administered to practise or perform a trade or vocation.

19. A supply made to a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act of a ser-

a) l'acquéreur exporte le gaz dans un délai raisonnable après en avoir pris livraison de la personne, compte tenu des circonstances entourant l'exportation et, le cas échéant, de ses pratiques commerciales normales;

b) l'acquéreur n'acquiert pas le gaz pour consommation, utilisation ou fourniture au Canada avant l'exportation; toutefois, un transporteur peut en utiliser une partie comme gaz combustible ou gaz de compression pour effectuer le transport du gaz par pipeline;

c) entre le moment de la fourniture et celui de l'exportation, le gaz n'est pas davantage traité, transformé ou modifié au Canada, sauf dans la mesure raisonnablement nécessaire ou accessoire à son transport;

d) la personne possède des preuves susceptibles de convaincre le ministre que l'acquéreur a exporté le gaz.

16. La fourniture par vente d'un bien meuble corporel effectuée au profit d'une personne exploitant une boutique hors taxes agréée en vertu de la *Loi sur les douanes*, si la personne acquiert le bien à titre de stock pour le fournir par vente dans la boutique à un particulier qui l'exportera et si la personne communique au fournisseur le numéro d'agrément de la boutique.

17. La fourniture, au profit d'une personne non-résidente, d'un service de dépositaire ou de propriétaire pour compte relativement à des titres de la personne.

18. La fourniture, au profit d'une personne non-résidente, sauf un particulier qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi, d'un service qui consiste à donner à des particuliers non-résidents des cours et des examens qui mènent à un certificat, à un diplôme, à un permis ou à un acte semblable, ou des classes ou des grades conférés par un permis, attestant la compétence de ces particuliers dans l'exercice d'un métier.

19. La fourniture, au profit d'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V de

vice of destroying or discarding tangible personal property.

20. A supply made to a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act of a service of dismantling property for the purpose of exporting the property.

21. A supply made to a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act of a service of testing or inspecting tangible personal property that is imported or acquired in Canada for the sole purpose of having the service performed and that is to be destroyed or discarded in the course of providing, or on completion of, the service.

22. A supply of a service in respect of a telecommunication or postal service where the supply is made, by a registrant who carries on the business of supplying telecommunication or postal services, to a non-resident person who is not a registrant and who carries on such a business.

23. A supply of an advisory, professional or consulting service made to a non-resident person, but not including a supply of

(*a*) a service rendered in connection with criminal, civil or administrative litigation in Canada, other than a service rendered before the commencement of such litigation;

(*b*) a service in respect of real property situated in Canada;

(*c*) a service in respect of tangible personal property that is situated in Canada at the time the service is performed; or

(*d*) a service of acting as an agent of the person.

24. For the purposes of this Part,

(*a*) a floating home, and

(*b*) a mobile home that is not affixed to land

la partie IX de la loi, d'un service qui consiste à détruire un bien meuble corporel ou à le mettre au rebut.

20. La fourniture, au profit d'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi, d'un service qui consiste à démonter un bien en vue de l'exporter.

21. La fourniture, au profit d'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi, d'un service qui consiste à mettre à l'essai ou à examiner un bien meuble corporel qui est importé ou acquis au Canada dans l'unique but d'obtenir ce service et qui sera détruit ou mis au rebut en cours d'exécution du service ou une fois le service exécuté.

22. La fourniture d'un service relatif à un service de télécommunication ou à un service postal, effectuée par un inscrit qui exploite une entreprise qui consiste à fournir des services de télécommunication ou des services postaux, au profit d'une personne non-résidente qui n'est pas un inscrit et qui exploite une telle entreprise.

23. La fourniture d'un service consultatif ou professionnel au profit d'une personne non-résidente, à l'exclusion des fournitures suivantes :

a) un service rendu dans le cadre d'une instance criminelle, civile ou administrative au Canada, sauf s'il est rendu avant le début de l'instance;

b) un service lié à un immeuble situé au Canada;

c) un service lié à un bien meuble corporel qui est situé au Canada au moment de l'exécution du service;

d) un service de mandataire de la personne.

24. Pour l'application de la présente partie, les maisons mobiles qui ne sont pas fixées à un fonds et les maisons flottantes sont réputées être des biens meubles corporels et non des immeubles.

shall each be deemed to be tangible personal property and not real property.

(2) Sections 13 to 15, 17 and 24 of Part V of Schedule VI to the said Act, as enacted by subsection (1), shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Section 16 of Part V of Schedule VI to the said Act, as enacted by subsection (1), applies to supplies of property delivered to the recipient after March 1991.

(4) Section 18 of Part V of Schedule VI to the said Act, as enacted by subsection (1), applies to courses commencing, and examinations administered, after November 5, 1991.

(5) Sections 19, 20 and 21 of Part V of Schedule VI to the said Act, as enacted by subsection (1), apply to supplies all or part of the consideration for which becomes due after November 5, 1991 or is paid after that day without having become due.

(6) Sections 22 and 23 of Part V of Schedule VI to the said Act, as enacted by subsection (1), apply to supplies of services the performance of which begins on or after the day this Act is assented to.

1990, c. 45, s. 18

197. (1) The definition "carrier" in subsection 1(1) of Part VII of Schedule VI to the said Act is repealed.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

198. (1) Part VII of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto the following sections:

13. A supply by a licensee under paragraph 24(1)(*a*) of the *Customs Act* of a service of warehousing imported goods at a highway sufferance warehouse operated by the licensee, where the purpose of the service is to enable examination of the goods before their release.

14. A supply of a service of ferrying by watercraft passengers or property to or from a place outside Canada, where the principal purpose of the ferrying is to transport motor vehicles and passengers between parts of a

(2) Les articles 13 à 15, 17 et 24 de la partie V de l'annexe VI de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(3) L'article 16 de la partie V de l'annexe VI de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux fournitures de biens livrés à l'acquéreur après mars 1991.

(4) L'article 18 de la partie V de l'annexe VI de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux cours commençant, et aux examens donnés, après le 5 novembre 1991.

(5) Les articles 19, 20 et 21 de la partie V de l'annexe VI de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent aux fournitures dont tout ou partie de la contrepartie devient due après le 5 novembre 1991 ou est payée après ce jour sans qu'elle devienne due.

(6) Les articles 22 et 23 de la partie V de l'annexe VI de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent aux fournitures de services dont l'exécution commence au plus tôt à la sanction de la présente loi.

1990, ch. 45, art. 18

197. (1) La définition de « transporteur », au paragraphe 1(1) de la partie VII de l'annexe VI de la même loi, est abrogée.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

198. (1) La partie VII de l'annexe VI de la même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

13. La fourniture, effectuée par une personne titulaire d'un agrément aux termes de l'alinéa 24(1)*a*) de la *Loi sur les douanes*, d'un service consistant à entreposer des biens importés dans un entrepôt d'attente routier exploité par la personne, si le service a pour objet de permettre la visite des biens avant leur dédouanement.

14. La fourniture d'un service de navette par bateau à destination ou en provenance d'un endroit à l'étranger, dont l'objet principal consiste à transporter des véhicules à moteur et des passagers entre les parties d'un

Clause 197: (1) The definition "carrier" in subsection 1(1) of Part VII of Schedule VI reads as follows:

"carrier" means a person who supplies a freight transportation service;

Article 197, (1). — La définition abrogée est ajoutée au paragraphe 123(1) de la *Loi sur la taxe d'accise*.

Clause 198: (1) New.

Article 198, (1). — Nouveau.

road or highway system that are separated by a stretch of water.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

réseau routier qui sont séparées par une étendue d'eau.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

199. (1) Paragraph 1(*e*) of Part IX of Schedule VI to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*e*) a financial instrument (other than an insurance policy or a precious metal) acquired, otherwise than directly from a non-resident issuer, by the financial institution acting as a principal.

(2) Subsection (1) applies to financial services supplied after November 5, 1991.

1990, ch. 45, art. 18

199. (1) L'alinéa 1*e*) de la partie IX de l'annexe VI de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) un effet financier, sauf une police d'assurance ou un métal précieux, acquis, autrement que directement d'un émetteur non-résident, par l'institution financière agissant à titre de mandant.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux services financiers fournis après le 5 novembre 1991.

1990, c. 45, s. 18

200. (1) Section 1 of Schedule VII to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1. Goods that are classified under heading No. 98.01, 98.02, 98.03, 98.04, 98.05, 98.06, 98.07, 98.10, 98.11, 98.12, 98.15, 98.16, 98.19 or 98.21 of Schedule I to the *Customs Tariff*, to the extent that the goods are not subject to duty under that Act, but not including goods that are classified under tariff item 9804.30.00 of that Schedule.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, ch. 45, art. 18

200. (1) L'article 1 de l'annexe VII de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1. Les produits classés sous les numéros 98.01, 98.02, 98.03, 98.04, 98.05, 98.06, 98.07, 98.10, 98.11, 98.12, 98.15, 98.16, 98.19 et 98.21 à l'annexe I du *Tarif des douanes*, dans la mesure où ils ne sont pas soumis à des droits aux termes de cette loi, à l'exclusion des produits classés sous le numéro tarifaire 9804.30.00 de cette annexe.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

201. (1) Schedule VII to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 7 thereof, the following section:

7.1 Goods that are prescribed property for the purposes of section 143.1 of the Act and that are sent, by mail or courier, to the recipient of the supply of the goods at an address in Canada, where the supplier is registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act at the time the goods are imported.

(2) Subsection (1) applies to goods imported after 1992.

201. (1) L'annexe VII de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 7, de ce qui suit :

7.1 Les produits qui sont visés par règlement pour l'application de l'article 143.1 de la loi et qui sont envoyés à l'acquéreur, par la poste ou par messager, à une adresse au Canada, dans le cas où le fournisseur est inscrit aux termes de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi au moment de l'importation des produits.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux produits importés après 1992.

1990, c. 45, s. 18

202. (1) Section 8 of Schedule VII to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

202. (1) L'article 8 de l'annexe VII de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Clause 199: (1) Paragraph 1(*e*) of Part IX of Schedule VI at present reads as follows:

1. A supply of a financial service (other than a supply that is included in section 2) made by a financial institution to a non-resident person, except where the services relate to

...

(*e*) a transfer of ownership of a property that is a debt security, an equity security or an interest in a partnership or trust, or any right in respect of such an interest, and the financial institution is buying or selling the property as a principal (other than a transfer in respect of which the financial institution is acting in the capacity of an underwriter).

Article 199, (1). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'article 1 de la partie IX de l'annexe VI :

1. La fourniture d'un service financier, à l'exception d'une fourniture figurant à l'article 2, effectuée par une institution financière au profit d'une personne non résidante, sauf s'il est lié à ce qui suit :

...

e) le transfert de la propriété d'un bien — titre de créance, titre de participation ou participation dans une société de personnes ou une fiducie ou droit afférent à une telle participation — que l'institution financière achète ou vend comme principal (à l'exception du transfert dans le cadre duquel l'institution agit en qualité de preneur ferme).

Clause 200: (1) Section 1 of Schedule VII at present reads as follows:

1. Goods that are classified under heading No.98.01, 98.02, 98.03, 98.04, 98.05, 98.06, 98.07, 98.10, 98.11, 98.12, 98.13, 98.14, 98.15, 98.16, 98.19 or 98.21 of Schedule I to the *Customs Tariff*, to the extent that the goods are not subject to duty under that Act, but not including goods that are classified under tariff item No.9804.30.00.

Article 200, (1). — Texte actuel de l'article 1 de l'annexe VII :

1. Les produits classés sous les numéros 98.01, 98.02, 98.03, 98.04, 98.05, 98.06, 98.07, 98.10, 98.11, 98.12, 98.13, 98.14, 98.15, 98.16, 98.19 et 98.21 à l'annexe I du *Tarif des douanes*, dans la mesure où ils ne sont pas soumis à des droits aux termes de cette loi, à l'exclusion des produits classés sous le numéro tarifaire 9804.30.00.

Clause 201: (1) New.

Article 201, (1). — Nouveau.

Clause 202: (1) Section 8 of Schedule VII at present reads as follows:

8. Prescribed goods imported in prescribed circumstances.

Article 202, (1). — Modification de l'article 8 de l'annexe VII et adjonction du passage marqué d'un trait vertical. Texte actuel de l'article 8 de l'annexe VII :

8. Prescribed goods imported in prescribed circumstances and under prescribed terms and conditions.

9. Containers that, because of regulations made under Note 11(c) to Chapter 98 of Schedule I to the *Customs Tariff*, may be imported free of customs duties.

10. Money or certificates or other documents evidencing a right that is a financial instrument.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

203. (1) The said Act is further amended in the manner and to the extent set out in Schedule I.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

204. (1) The French version of the said Act is further amended in the manner and to the extent set out in Schedule II.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

Transitional Provisions

Damage appraisals by professionals

205. For the purposes of Part IX of the said Act, where, in the course of a professional practice, an accountant, an actuary, a lawyer or a notary has supplied, before October 1992, a service described in paragraph (*j*.1) of the definition "financial service" in subsection 123(1) of the said Act, as enacted by subsection 10(7),

(*a*) tax under that Part shall be deemed not to have been payable in respect of the supply; and

(*b*) where no amount was, before October 1992, charged or collected by the supplier as or on account of tax under that Part in respect of the supply, the supply shall be deemed to be an exempt supply.

Waiver of penalty and interest

206. Where

(*a*) a person is deemed under subsection 150(7) of the said Act, as enacted by subsection 25(2), to have made an election

8. Les produits visés par règlement, importés dans des circonstances visées par règlement et selon les modalités réglementaires.

9. Les contenants qui, par suite d'un règlement pris en vertu de la note 11c) du chapitre 98 de l'annexe I du *Tarif des douanes*, peuvent être importés en franchise des droits de douane.

10. L'argent, les certificats ou autres écrits établissant un droit qui est un effet financier.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

203. (1) La même loi est modifiée conformément à l'annexe I.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

204. (1) La version française de la même loi est modifiée conformément à l'annexe II.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

Dispositions transitoires

Évaluation professionnelle

205. Pour l'application de la partie IX de la même loi, lorsqu'un comptable, actuaire, avocat ou notaire fournit dans l'exercice de sa profession, avant octobre 1992, le service visé à l'alinéa *j*.1) de la définition de « service financier », au paragraphe 123(1) de la même loi, édicté par le paragraphe 10(7), les présomptions suivantes s'appliquent :

***a*) la taxe prévue à cette partie est réputée ne pas avoir été payable relativement à la fourniture;**

***b*) si aucun montant n'a été exigé ni perçu par le fournisseur avant octobre 1992 au titre de la taxe prévue à cette partie relativement à la fourniture, celle-ci est réputée être une fourniture exonérée.**

Renonciation aux pénalités et aux intérêts

206. Lorsqu'une personne est réputée par le paragraphe 150(7) de la même loi, édicté par le paragraphe 25(2), avoir fait le choix prévu au paragraphe 150(1) de la même loi

8. Les produits visés par règlement, importés dans des circonstances visées par règlement.

under subsection 150(1) of the said Act, and

(*b*) the amount of the person's net tax under Part IX of the said Act for a reporting period that ended on or before November 5, 1991 exceeds the amount that would be the person's net tax for the reporting period if the person were not deemed to have made an election under subsection 150(1) of the said Act,

the Minister of National Revenue may waive or cancel all or part of any penalty or interest under Part IX of the said Act payable by the person on the amount of that excess in respect of the period commencing on the day that the penalty or interest begins to accrue and ending on the day on or before which the person is required to file a return under Part IX of the said Act for the reporting period of the person that includes November 5, 1991.

et que le montant de sa taxe nette en vertu de la partie IX de la même loi pour une période de déclaration qui a pris fin au plus tard le 5 novembre 1991 excède le montant qui représenterait cette taxe pour cette période si la personne n'était pas réputée avoir fait ce choix, le ministre du Revenu national peut annuler tout ou partie de quelque pénalité ou intérêt payable par la personne en application de la partie IX de la même loi sur cet excédent, ou y renoncer, pour la période commençant le jour où la pénalité ou l'intérêt commence à courir et se terminant le jour où la personne est tenue de produire une déclaration aux termes de la partie IX de la même loi pour sa période de déclaration qui comprend le 5 novembre 1991.

Related corporations

207. Where, on a particular day that is before October 1992, tax under Division II or IV of Part IX of the said Act becomes payable, or is paid without having become payable, by a person in respect of property or a service to which section 186 of the said Act, as amended by section 49, applies, the tax shall, for the purposes of determining an input tax credit of the person under that Part, be deemed to have become payable by the person on, and not to have been paid before,

(*a*) where the fiscal year of the person that includes the particular day ends before October 1992, the last day of that year; and

(*b*) in any other case, the last day of the reporting period of the person that includes September 30, 1992.

Personnes morales liées

207. La taxe prévue aux sections II ou IV de la partie IX de la même loi qui, avant octobre 1992, devient payable, ou est payée sans qu'elle soit devenue payable, par une personne relativement à un bien ou à un service auxquels s'applique l'article 186 de la même loi, modifié par l'article 49, est réputée, aux fins du calcul du crédit de taxe sur les intrants de la personne en vertu de cette partie, devenue payable par la personne le jour ci-après et ne pas avoir été payée avant ce jour :

a) si l'exercice de la personne qui comprend le jour donné prend fin avant octobre 1992, le dernier jour de cet exercice;

b) dans les autres cas, le dernier jour de la période de déclaration de la personne qui comprend le 30 septembre 1992.

Revocation of election for quick method

208. Where, with the return of a registrant for the last reporting period of the registrant in the first fiscal year of the registrant that ended in 1991, the registrant has filed under paragraph 227(3)(*b*) of the said Act a notice of revocation of an election to determine the net tax of the registrant in accordance with Part IV of the *Streamlined Account-*

Révocation du choix pour comptabilité abrégée

208. Lorsque la déclaration d'un inscrit pour sa dernière période de déclaration de son premier exercice se terminant en 1991 est accompagnée d'un avis de révocation, produit en application de l'alinéa 227(3)*b*) de la même loi, du choix lui permettant de déterminer sa taxe nette en conformité avec la partie IV du *Règlement sur la comptabili-*

ing (GST) Regulations and the election was effective on January 1, 1991, the revocation is valid and effective notwithstanding subsection 227(4) of that Act.

té abrégée (TPS) et que ce choix était en vigueur le 1er janvier 1991, la révocation est valide malgré le paragraphe 227(4) de cette loi.

Transitional instalment base

209. Every person having an instalment base determined under subsection 237(5) of the said Act shall, before the day that is 90 days after the day this Act is assented to, specify that instalment base in a form authorized by the Minister of National Revenue containing information specified by the Minister and filed in a manner authorized by the Minister.

Base des acomptes provisionnels transitoire

209. La base des acomptes provisionnels d'une personne, déterminée selon le paragraphe 237(5) de la même loi, est communiquée au ministre du Revenu national, dans les 90 jours suivant la date de sanction de la présente loi, par la présentation à celui-ci des renseignements requis, en la forme et selon les modalités qu'il détermine.

Retroactive coming into force

210. Where any provision of this Act that amends or enacts a provision of Part IX of the said Act, or any provision of that Part as amended or enacted by a provision of this Act, is deemed under this Act to have come into force on December 17, 1990, that provision of the *Excise Tax Act* as amended or enacted by this Act shall apply as if it had been enacted by subsection 12(1) of *An Act to amend the Excise Tax Act, the Criminal Code, the Customs Act, the Customs Tariff, the Excise Act, the Income Tax Act, the Statistics Act and the Tax Court of Canada Act*, being chapter 45 of the Statutes of Canada, 1990.

Entrée en vigueur rétroactive

210. Lorsqu'une disposition de la présente loi, modifiant ou édictant soit une disposition de la partie IX de la même loi, soit une disposition de cette partie qui a été modifiée ou édictée par une disposition de la présente loi, est réputée par la présente loi entrée en vigueur le 17 décembre 1990, la disposition de la *Loi sur la taxe d'accise*, telle qu'elle est modifiée ou édictée par la présente loi, s'applique comme si elle avait été édictée par le paragraphe 12(1) de la *Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, le Code criminel, la Loi sur les douanes, le Tarif des douanes, la Loi sur l'accise, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la statistique et la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*, chapitre 45 des Lois du Canada (1990).

PART II

ACCESS TO INFORMATION ACT

R.S., c. A-1; R.S., cc. 22, 27, 28, 33, 44, 46 (1st Supp.), cc. 1, 8, 19, 36 (2nd Supp.), cc. 1, 3, 12, 17, 18, 20, 24, 28, 33 (3rd Supp.), cc. 1, 7, 10, 11, 16, 21, 28, 31, 32, 41, 47 (4th Supp.); 1989, cc. 3, 27; 1990, cc. 1, 2, 3, 13; 1991, cc. 3, 6, 16, 38; 1992, cc. 1, 21, 33, 34, 36, 37, 44

211. (1) Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order, a reference to

Excise Tax Act
Loi sur la taxe d'accise

and a corresponding reference in respect of that Act to "section 295".

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

PARTIE II

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

L.R., ch. A-1; L.R., ch. 22, 2 28, 33, 44, 46 (1re suppl.), ch. 1, 8, 19, 36 (2e suppl.), ch. 1, 3, 12, 17 18, 20, 24, 28, 33 (3e suppl.), ch. 1, 7, 10, 1 16, 21, 28, 31, 32, 41, 47 (4e suppl.); 1989, ch. 3, 27; 199 ch. 1, 2, 3, 13; 1991, ch. 3, 6, 16, 38; 1992, ch. 1, 21, 33, 34, 36, 37, 44

211. (1) L'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Loi sur la taxe d'accise
Excise Tax Act

ainsi que de la mention « article 295 » placée en regard de ce titre de loi.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

PART III

CANADA PENSION PLAN

R.S., c. C-8; R.S., cc. 6, 41 (1st Supp.), cc. 5, 13, 27, 30 (2nd Supp.), cc. 18, 38 (3rd Supp.), cc. 1, 46, 51 (4th Supp.); 1990, c. 8; 1991, cc. 14, 44, 49; 1992, cc. 1, 2, 27, 48

212. Section 28 of the *Canada Pension Plan* is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

Communication of determination or decision

(1.1) For the purpose of subsection (1), the determination of the time at which a decision on an appeal to, or a determination by, the Minister under section 27 is communicated to an employee or employer shall be made in accordance with the rule, if any, made under

PARTIE III

RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

L.R., ch. C-8; L.R., ch. 6, 4 (1re suppl.), ch. 5, 13, 27 (2e suppl.), ch. 18, 38 (3e suppl.), ch. 1, 46, 51 (4e suppl.); 1990, ch. 8; 1991, ch. 14, 44, 49; 1992, ch. 1, 2, 27, 4

212. L'article 28 du *Régime de pensions du Canada* est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Communicati de l'arrêt ou d la décision

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), la détermination du moment auquel un arrêt du ministre ou sa décision sur appel que prévoit l'article 27 est communiqué à un employé ou un employeur est effectuée en conformité avec la règle éventuellement éta-

Access to Information Act

Clause 211: (1) New.

Loi sur l'accès à l'information

Article 211, (1). — Nouveau.

Canada Pension Plan

Clause 212: (1) New.

Régime de pensions du Canada

Article 212, (1). — Nouveau.

paragraph 20(1.1)(*h.1*) of the *Tax Court of Canada Act*.

blie en vertu de l'alinéa 20(1.1)*h.1*) de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*.

PART IV

CUSTOMS ACT

PARTIE IV

LOI SUR LES DOUANES

R.S., c. 1 (2nd Supp.); R.S., c. 7 (2nd Supp.), cc. 26, 41 (3rd Supp.), cc. 1, 47 (4th Supp.); 1988, c. 65; 1990, cc. 8, 16, 17, 36, 45; 1992, cc. 1, 28, 31

1 R., ch. 1, (2e suppl.), L.R., ch. 7 (2e suppl.), ch. 26, 41 (3e suppl.), ch. 1, 47 (4e suppl.); 1988, ch. 65; 1990, ch. 8, 16, 17, 36, 45; 1992, ch. 1, 28, 31

1990, c. 45, s. 19(1)

213. (1) The definition "duties" in subsection 2(1) of the *Customs Act* is repealed and the following substituted therefor:

"duties" means any duties or taxes levied on imported goods under the *Customs Tariff*, the *Excise Tax Act*, the *Excise Act*, the *Special Import Measures Act* or any other law relating to customs, but, for the purposes of subsection 3(1), paragraphs 58(2)(*b*), 62(1)(*b*) and 65(1)(*b*), sections 69 and 73 and subsections 74(1), 75(2), 76(1) and 82(1), does not include taxes levied under Part IX of the *Excise Tax Act*;

"duties"
« *droits* »

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on January 1, 1991.

213. (1) La définition de « droits », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« droits » Les droits ou taxes imposés, en vertu du *Tarif des douanes*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* ou de tout autre texte de législation douanière, sur les marchandises importées. En sont exclues, pour l'application du paragraphe 3(1), des alinéas 58(2)*b*), 62(1)*b*) et 65(1)*b*), des articles 69 et 73 et des paragraphes 74(1), 75(2), 76(1) et 82(1), les taxes imposées en vertu de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*.

« droits »
duties

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1991.

PART V

FEDERAL COURT ACT

PARTIE V

LOI SUR LA COUR FÉDÉRALE

R.S., c. F-7; R.S., c. 41 (1st Supp.), c. 30 (2nd Supp.), c. 16 (3rd Supp.), c. 51 (4th Supp.); 1990, cc. 8, 37; 1992, cc. 1, 26, 33

L.R., ch. F-7; L.R., ch. 41 (1er suppl.), ch. 30 (2e suppl.), ch. 16 (3e suppl.), ch. 51 (4e suppl.); 1990, ch. 8, 1992, ch. 1, 33

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 11(1)

214. All that portion of subsection 27(1.1) of the *Federal Court Act* following paragraph (*c*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

214. Le passage du paragraphe 27(1.1) de la *Loi sur la Cour fédérale* qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), par. 11(1)

Customs Act

Clause 213: (1) The definition "duties" in subsection 2(1) at present reads as follows:

"duties" means any duties or taxes levied on imported goods under the *Customs Tariff*, the *Excise Tax Act*, the *Excise Act*, the *Special Import Measures Act* or any other law relating to customs, but, for the purposes of paragraphs 32(6)(*b*), 58(2)(*b*), 62(1)(*b*) and 65(1)(*b*), and subsection 69(1) and section 73, subsections 74(1), 75(2), 76(1) and 82(1) and paragraph 85(1)(*b*), does not include taxes levied under Part IX of the *Excise Tax Act*;

Loi sur les douanes

Article 213, (1). — Adjonction d'un renvoi au paragraphe 3(1) et suppression des renvois aux alinéas 32(6)*b*) et 85(1)*b*).

Federal Court Act

Clause 214: (1) The relevant portion of subsection 27(1.1) at present reads as follows:

(1.1) An appeal lies to the Federal Court of Appeal from

...

Loi sur la Cour fédérale

Article 214, (1). — Adjonction du renvoi souligné.

of the Tax Court of Canada, other than one in respect of which section 18, 18.29, 18.3 or 18.3001 of the *Tax Court of Canada Act* applies.

(1.1) Sauf s'il s'agit d'une décision portant sur un appel visé aux articles 18, 18.29, 18.3 ou 18.3001 de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*, il peut être interjeté appel, devant la Cour d'appel fédérale, des décisions suivantes de la Cour canadienne de l'impôt : 5

Appels des jugements de la Cour canadienne de l'impôt

PART VI

INCOME TAX ACT

PARTIE VI

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

R.S.C. 1952, c. 148; 1970-71-72, c. 63; 1972, c. 9; 1973-74, cc. 14, 29, 30, 44, 45, 49, 51; 1974-75-76, cc. 26, 50, 58, 71, 87, 88, 95, 106; 1976-77, cc. 4, 10, 54; 1977-78, cc. 1, 4, 32, 41, 42; 1978-79, c. 5; 1979, c. 5; 1980-81-82-83, cc. 40, 47, 48, 68, 102, 104, 109, 140, 158, 161, 167; 1984, cc. 1, 6, 19, 29, 31, 45; 1985, c. 45; 1986, cc. 2, 6, 24, 40, 44, 55, 58; 1987, cc. 3, 27, 34, 45, 46; 1988, cc. 28, 51, 55, 61, 65; 1990, cc. 1, 34, 35, 39, 42, 45; 1991, cc. 22, 47, 49; 1992, cc. 1, 24, 27, 29, 48

S.R.C. 1952, ch. 148; 1970-71-72, ch. 63; 1972, ch. 9; 1973-74, ch. 14, 29, 30, 44, 45, 49, 51; 1974-75-76, ch. 26, 50, 58, 71, 87, 88, 95, 106; 1976-77, ch. 4, 10, 54; 1977-78, ch. 1, 4, 32, 41, 42; 1978-79, ch. 5; 1979, ch. 5; 1980-81-82-83, ch. 40, 47, 48, 68, 102, 104, 109, 140, 158, 161, 167; 1984, ch. 1, 6, 19, 29, 31, 45; 1985, ch. 45; 1986, ch. 2, 6, 24, 40, 44, 55, 58; 1987, ch. 3, 27, 34, 45, 46; 1988, ch. 28, 51, 55, 61, 65; 1990, ch. 1, 34, 35, 39, 42, 45; 1991, ch. 22, 47, 49; 1992, ch. 1, 24, 27, 29, 48

1988, c. 61, s. 17

215. Subsection 171(4) of the *Income Tax Act* is repealed.

215. Le paragraphe 171(4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé.

1988, ch. 61, art. 14

PART VII

TAX COURT OF CANADA ACT

PARTIE VII

LOI SUR LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT

R.S., c. T-2, R.S., c. 48 (1st Supp.), c. 16 (3rd Supp.), cc. 1, 51 (4th Supp.); 1988, c. 61; 1990, c. 45; 1991, c. 49; 1992, c. 24

L.R., ch. T-2; L.R., ch. 48 (1er suppl.), ch. 16 (3e suppl.), ch. 1, 51 (4e suppl.); 1988, ch. 61; 1990, ch. 45; 1991, ch. 49; 1992, ch. 24

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

216. (1) Subsection 17.3(1) of the *Tax Court of Canada Act* is repealed and the following substituted therefor:

216. (1) Le paragraphe 17.3(1) de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

of the Tax Court of Canada, other than one in respect of which section 18, 18.29 or 18.3 of the Tax Court of Canada Act applies.

Income Tax Act

Clause 215: Subsection 171(4) reads as follows:

(4) On the disposition of an appeal referred to in section 18 of the *Tax Court of Canada Act*, the Tax Court of Canada shall forthwith forward, by registered mail, a copy of the decision and written reasons, if any, given therefor to the Minister and the appellant.

Loi de l'impôt sur le revenu

Article 215. — Texte actuel du paragraphe 171(4) :

(4) Dès qu'une décision est rendue sur un appel visé à l'article 18 de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*, la Cour canadienne de l'impôt doit immédiatement adresser sous pli recommandé une copie de la décision et, le cas échéant, de l'énoncé des motifs de celle-ci au ministre et à l'appelant.

Tax Court of Canada Act

Clause 216: (1) Subsection 17.3(1) at present reads as follows:

Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

Article 216, (1). — Remplacement de 15 000 $ et 30 000 $ par 25 000 $ et 50 000 $ respectivement.

Examinations for discovery

17.3 (1) Where the aggregate of all amounts in issue in an appeal under the *Income Tax Act* is $25,000 or less, or where the amount of the loss that is determined under subsection 152(1.1) of that Act and that is in issue is $50,000 or less, an oral examination for discovery shall not be held unless the parties consent thereto or unless one of the parties applies therefor and the Court is of the opinion that the case could not properly be conducted without that examination for discovery.

17.3 (1) Il ne peut y avoir d'interrogatoire préalable oral si le total de tous les montants en cause dans un appel interjeté sous le régime de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou celui de la perte en cause déterminé aux termes du paragraphe 152(1.1) de cette loi sont respectivement égaux ou inférieurs à 25 000 $ et 50 000 $, sauf avec le consentement des parties ou sauf si, après avoir étudié la demande d'une partie, la Cour est d'avis que l'appel ne pourrait procéder sans un interrogatoire préalable oral.

Interrogatoire préalable

(2) Subsection (1) applies with respect to appeals for which a notice of appeal has been filed after the day this Act is assented to.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux appels pour lesquels un avis d'appel a été produit après la sanction de la présente loi.

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

217. (1) Subparagraph 18.11(2)(*a*)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(ii) any other assessment or proposed assessment of the appellant, whether or not that assessment or proposed assessment relates to the same taxation year; and

217. (1) L'alinéa 18.11(2)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) d'une part, la décision sur l'appel aura vraisemblablement un effet sur un autre appel interjeté par l'appelant ou sur la détermination d'une autre cotisation ou cotisation proposée — pour la même ou pour une autre année d'imposition — établie à l'égard de l'appelant;

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

(2) Subparagraph 18.11(2)(*b*)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(iii) likely to be affected in the other assessment or proposed assessment referred to in subparagraph (*a*)(ii),

(2) L'alinéa 18.11(2)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) d'autre part, le total de tous les montants en cause — montant faisant l'objet de l'appel visé dans la demande et montants visés dans l'autre appel et dans l'autre cotisation ou cotisation proposée et sur lesquels la décision visée à l'alinéa *a*) aura vraisemblablement un effet — est supérieur à 7 000 $.

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

218. (1) Subsection 18.16(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

218. (1) Le paragraphe 18.16(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51, (4e suppl.), art. 5

Time limit for reply to notice of appeal

18.16 (1) The Minister of National Revenue shall file a reply to a notice of appeal within sixty days after the day on which the Registry of the Court transmits to that Minister the notice of appeal unless the appellant consents, before or after the expiration of the sixty day period, to the filing of that reply after the sixty day period or the Court allows the Minister, on application made before or

18.16 (1) Le ministre du Revenu national dispose de soixante jours suivant la transmission de l'avis d'appel par le greffe de la Cour pour y répondre; il peut, toutefois, répondre après ce délai avec le consentement de l'appelant ou la permission de la Cour; le consentement et la permission peuvent être demandés soit avant, soit après l'expiration du délai.

Délai pour répondre à l'avis d'appel

17.3 (1) Where the aggregate of all amounts in issue in an appeal under e *Income Tax Act* is $15,000 or less, or where the amount of the loss at is determined under subsection 152(1.1) of that Act and that is in ue is $30,000 or less, an oral examination for discovery shall not be held less the parties consent thereto or unless one of the parties applies erefor and the Court is of the opinion that the case could not properly conducted without that examination for discovery.

Clause 217: (1) Subparagraph 18.11(2)(*a*)(ii) at present ads as follows:

(2) The Court shall grant an application under subsection (1) where

(*a*) the outcome of the appeal is likely to affect

. . .

(ii) any other assessment of the appellant, whether or not that assessment relates to the same taxation year; and

Article 217, (1). — Adjonction du passage souligné.

(2) Subparagraph 18.11(2)(*b*)(iii) at present reads as llows:

(2) The Court shall grant an application under subsection (1) where

...

(*b*) the aggregate of all amounts

. . .

(iii) likely to be affected in the other assessment referred to in subparagraph (*a*)(ii),

(2). — Adjonction du passage souligné.

Clause 218: (1) Subsection 18.16(1) at present reads as llows:

18.16 (1) The Minister of National Revenue shall file a reply to a otice of appeal within forty-five days after the day on which the Registry the Court transmits to that Minister the notice of appeal unless the ppellant consents to the filing of that reply after the forty-five day period the Court allows the Minister, on application made before or after the xpiration of the forty-five day period, to file after that period.

Article 218, (1). — Texte actuel du paragraphe 18.16(1):

18.16 (1) Le ministre du Revenu national dispose de quarante-cinq jours suivant la transmission de l'avis d'appel par le greffe de la Cour pour y répondre; il peut, toutefois, répondre après ce délai avec le consentement de l'appelant ou la permission — demandée soit avant, soit après l'expiration du délai — de la Cour.

after the expiration of the sixty day period, to file the reply after that period.

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

(2) Subsections 18.16(3) and (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Time after refusal

(3) Where the Court dismisses an application referred to in subsection (2), the Minister of National Revenue shall file a reply to a notice of appeal on or before the later of

(*a*) a day that is sixty days after the day on which the Registry of the Court transmits to that Minister the notice of appeal, and

(*b*) a day that is thirty days after the day the written judgment dismissing the application is received by the Minister from the Registry of the Court,

unless the appellant consents, before or after the time referred to in paragraph (*a*) or (*b*), to the filing of the reply at a later date or the Court allows the Minister, on application made before or after the time referred to in paragraph (*a*) or (*b*), to file the reply after that time.

Where reply not filed in time

(4) The Minister of National Revenue may file a reply to a notice of appeal after the period limited under subsection (1) or (3), as the case may be, and where that Minister files the reply after that period or after the extension of time consented to by the appellant or granted by the Court, the allegations of fact contained in the notice of appeal are presumed to be true for the purposes of the appeal.

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

219. Subsection 18.17(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Time for hearing

18.17 (1) Subject to subsection (1.1), the Court shall fix a date for the hearing of an appeal referred to in section 18 that is not later than one hundred and eighty days or, where the Court is of the opinion that it would be impracticable in the circumstances to fix a date for the hearing of the appeal within that period, three hundred and sixty-five days after the last day on which the Minister of National Revenue must file a reply to a notice of appeal or on which the Minister of National Revenue files a reply to a notice of appeal after the period limited under subsection (1) or (3), as the case may be, or after the extension of time consented to by the appellant or granted by the Court.

(2) Les paragraphes 18.16(3) et (4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

Délai après le refus de transfert

(3) Si la Cour refuse la demande visée au paragraphe (2), le ministre est tenu de répondre à l'avis d'appel avant l'expiration du dernier des délais suivants :

a) soixante jours suivant la transmission au ministre de l'avis d'appel par le greffe de la Cour;

b) trente jours suivant la réception par le ministre du jugement écrit, transmis par le greffe de la Cour, rejetant la demande.

Le ministre peut toutefois répondre à une date ultérieure avec le consentement de l'appelant ou la permission de la Cour; le consentement et la permission peuvent être demandés soit avant, soit après l'expiration du délai prévu aux alinéas *a*) ou *b*).

Conséquence du retard

(4) Le ministre du Revenu national peut répondre à l'avis d'appel même après l'expiration des délais prévus aux paragraphes (1) ou (3) ou accordés par l'appelant ou la Cour en vertu de ces paragraphes; les allégations de fait énoncées dans l'avis d'appel sont alors réputées vraies aux fins de l'appel.

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

219. Le paragraphe 18.17(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Date d'audition

18.17 (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), la Cour fixe l'audition d'un appel visé à l'article 18 à une date qui ne peut être ultérieure au cent quatre-vingtième jour ou, lorsqu'elle est convaincue qu'il serait difficilement réalisable de fixer une date d'audition à l'intérieur de ce délai, au trois cent soixante-cinquième jour suivant celle où le ministre du Revenu national est tenu, aux termes des paragraphes 18.16(1) ou (3), de répondre à l'avis d'appel.

(2) Subsections 18.16(3) and (4) at present read as fol-
ows:

(3) Where the Court dismisses an application referred to in subsec-
on (2), the Minister of National Revenue shall file a reply to a notice of
ppeal on or before the later of

(*a*) a day that is forty-five days after the day on which the Registry of the Court transmits to that Minister the notice of appeal, and

(*b*) a day that is twenty days after the day on which the Court communicates to that Minister that the application has been dismissed,

nless the appellant consents to the filing of the reply at a later date or the
ourt allows the Minister, on application made before or after the expira-
on of the time referred to in paragraph (*a*) or (*b*), to file the reply after
at time.

(4) The Minister of National Revenue may file a reply to a notice of
ppeal after the period of time limited under subsection (1) or (3), as the
ase may be, and where that Minister does file the reply after that time,
e allegations of fact contained in the notice of appeal are presumed to be
ue for the purposes of the appeal.

(2). — Texte actuel des paragraphes 18.16(3) et (4):

(3) Si la Cour refuse la demande visée au paragraphe (2), le ministre est tenu de répondre à l'avis d'appel avant l'expiration du dernier des délais suivants :

a) quarante-cinq jours suivant la transmission au ministre de l'avis d'appel par le greffe de la Cour;

b) vingt jours suivant la transmission au ministre de l'avis de refus par la Cour.

Le ministre peut toutefois répondre à une date ultérieure avec le consentement de l'appelant ou la permission — demandée soit avant, soit après l'expiration du délai prévu à l'alinéa *a*) ou *b*) — de la Cour.

(4) Le ministre du Revenu national peut répondre à l'avis d'appel même après l'expiration des délais prévus aux paragraphes (1) ou (3), selon le cas; les allégations de fait énoncées dans l'avis d'appel sont alors réputées vraies aux fins de l'appel.

Clause 219: (1) Subsection 18.17(1) at present reads as
llows:

18.17 (1) The Court shall, other than in exceptional circumstances, fix
date for the hearing of an appeal referred to in section 18 that is not
ter than ninety days after the last day on which the Minister of National
evenue must file a reply to the notice of appeal pursuant to subsec-
on 18.16(1) or (3).

Article 219. — Modification de l'article 18.17 et adjonction du passage marqué d'un trait vertical. Texte actuel du paragraphe 18.17(1) :

18.17 (1) Sauf cas exceptionnels, la Cour fixe l'audition d'un appel visé à l'article 18 à une date qui ne peut être ultérieure au quatre-vingt-dixième jour suivant celle où le ministre du Revenu national est tenu, aux termes du paragraphe 18.16(1) ou (3), de répondre à l'avis d'appel.

ply to the notice of appeal pursuant to subsection 18.16(1) or (3).

Exceptional circumstances

(1.1) The Court may, in exceptional circumstances, fix a date for the hearing of an appeal referred to in section 18 at any time after the periods referred to in subsection (1).

(1.1) La Cour peut, dans les cas exceptionnels, fixer l'audition d'un appel visé à l'article 18 à un moment ultérieur aux délais visés au paragraphe (1).

Cas exceptionnels

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

220. (1) Subsection 18.22(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

220. (1) Le paragraphe 18.22(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51, (4e suppl.), art. 5

Time for judgment

18.22 (1) The Court shall, other than in exceptional circumstances, render judgment on an appeal referred to in section 18 not later than ninety days after the day on which the hearing is concluded.

18.22 (1) Sauf cas exceptionnels, la Cour rend jugement sur les appels visés à l'article 18 dans les quatre-vingt-dix jours suivant la fin de l'audition.

Jugement

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

(2) Subsection 18.22(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 18.22(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

Copy of decision

(3) On the disposition of an appeal referred to in section 18, the Registrar shall forward, by registered mail a copy of the decision and written reasons, if any, given therefor to the Minister of National Revenue and to each party to the appeal.

(3) Dès qu'une décision est rendue sur un appel visé à l'article 18, le greffier en fait parvenir une copie, sous pli recommandé — y compris, le cas échéant, l'énoncé des motifs — au ministre du Revenu national et à chacune des parties.

Envoi de copi

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

221. (1) All that portion of subsection 18.29(1) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

221. (1) Le passage du paragraphe 18.29(1) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

Other applications

18.29 (1) The provisions of sections 18.14 and 18.15, paragraph 18.18(1)(*a*), section 18.19, subsection 18.22(3) and sections 18.23 and 18.24 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of appeals arising under

18.29 (1) Les articles 18.14 et 18.15, le paragraphe 18.18(1), l'article 18.19, le paragraphe 18.22(3) ainsi que les articles 18.23 et 18.24 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux appels interjetés sous le régime des dispositions suivantes :

Application

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

(2) Paragraph 18.29(1)(*b*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'alinéa 18.29(1)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

(*b*) Parts III and VII of the *Unemployment Insurance Act*;

b) les parties III et VII de la *Loi sur l'assurance-chômage*;

1990, c. 45, s. 61

222. Section 18.3003 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

222. L'article 18.3003 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, art. 61

Time limit for reply to notice of appeal

18.3003 (1) Subject to subsection (2), the Minister of National Revenue shall file a reply to the notice of appeal referred to in section 18.3001 within sixty days after the day

18.3003 (1) Le ministre du Revenu national dispose de soixante jours suivant la transmission de l'avis d'appel visé à l'article 18.3001 par le greffe de la Cour

Délai pour répondre à l'avis d'appe

Clause 220: (1) Subsection 18.22(1) at present reads as follows:

18.22 (1) The Court shall, other than in exceptional circumstances, render judgment on an appeal referred to in section 18 not later than sixty days after the day on which the hearing is concluded.

Article 220, (1) — Remplacement de « soixante » par « quatre-vingt-dix ».

(2) Subsection 18.22(3) at present reads as follows:

(3) When the Court has rendered its judgment in an appeal referred to in section 18, the Registrar shall send a copy of the judgment and any written reasons therefor to each party to the appeal.

(2). — Texte actuel du paragraphe 18.22(3):

(3) Dès que la Cour a rendu jugement sur un appel visé à l'article 18, le greffier en fait parvenir une copie — y compris, le cas échéant, l'énoncé des motifs — à chacune des parties.

Clause 221: (1) The relevant portion of subsection 18.29(1) at present reads as follows:

18.29 (1) The provisions of sections 18.14, 18.15 and 18.19, subsection 18.22(3) and sections 18.23 and 18.24 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of appeals arising under

Article 221, (1). — Adjonction du passage souligné.

(2) Paragraph 18.29(1)(*b*) at present reads as follows:

18.29 (1) The provisions of sections 18.14, 18.15 and 18.19, subsection 18.22(3) and sections 18.23 and 18.24 apply, with such modifications as the circumstances require in respect of appeals arising under

...

(*b*) Part III of the *Unemployment Insurance Act*;

(2). — Adjonction du renvoi souligné.

Clause 222: (1) Section 18.3003 at present reads as follows:

18.3003 (1) Subject to subsection (2), the Minister of National Revenue shall file a reply to the notice of appeal referred to in section 18.3001 within sixty days after the day the Registry of the Court transmits to that Minister the notice of appeal, unless the person who has brought the appeal consents to the filing of that reply after those sixty days have

Article 222. — Texte actuel de l'article 18.3003 :

18.3003 (1) Le ministre du Revenu national dispose de soixante jours suivant la transmission de l'avis d'appel visé à l'article 18.3001 par le greffe de la Cour pour y répondre; il peut, toutefois, répondre après ce délai avec le consentement de la personne qui a interjeté appel ou la permission — demandée soit avant, soit après l'expiration de délai — de la Cour.

the Registry of the Court transmits to that Minister the notice of appeal, unless the person who has brought the appeal consents, before or after the sixty day period has elapsed, to the filing of that reply after the expiration of those sixty days or the Court allows the Minister, on application made before or after the expiration of those sixty days, to file the reply after that period.

pour y répondre; il peut, toutefois, répondre après ce délai avec le consentement de la personne qui a interjeté appel ou la permission de la Cour; le consentement et la permission peuvent être demandés soit avant, soit après l'expiration du délai.

Where reply not filed in time

(2) The Minister of National Revenue may file a reply to a notice of appeal after the period referred to in subsection (1) and, where the Minister does not file the reply within the sixty day period or within the extension of time consented to by the person who has brought the appeal or granted by the Court, the allegations of fact contained in the notice of appeal are presumed to be true for the purposes of the appeal.

(2) Le ministre du Revenu national peut répondre à l'avis d'appel même après l'expiration du délai prévu au paragraphe (1) ou accordé par l'appelant ou la Cour en vertu de ce paragraphe; les allégations de fait énoncées dans l'avis d'appel sont alors réputées vraies aux fins de l'appel.

Conséquence retard

1990, c. 45, s. 61

223. Sections 18.3005 and 18.3006 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

223. Les articles 18.3005 et 18.3006 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 45, art. 61

Time for hearing

18.3005 (1) Subject to subsection (2), the Court shall fix a date for the hearing of an appeal referred to in section 18.3001 that is not later than one hundred and eighty days or, where the Court is of the opinion that it would be impracticable in the circumstances to fix a date for the hearing of the appeal within that period, three hundred and sixty-five days after the last day on which the Minister of National Revenue must file a reply to the notice of appeal pursuant to subsection 18.3003(1).

18.3005 (1) Sous réserve du paragraphe (2), la Cour fixe l'audition d'un appel visé à l'article 18.3001 à une date qui ne peut être ultérieure au cent quatre-vingtième jour ou, lorsqu'elle est convaincue qu'il serait difficilement réalisable de fixer une date d'audition à l'intérieur de ce délai, au trois cent soixante-cinquième jour suivant celle où le ministre du Revenu national est tenu, aux termes du paragraphe 18.3003(1), de répondre à l'avis d'appel.

Date d'audition

Exceptional circumstances

(2) The Court may, in exceptional circumstances, fix a date for the hearing of an appeal referred to in section 18.3001 at any time after the periods referred to in subsection (1).

(2) La Cour peut, dans les cas exceptionnels, fixer l'audition d'un appel visé à l'article 18.3001 à un moment ultérieur aux délais visés au paragraphe (1).

Cas exceptionnels

1990, c. 45, s. 61

224. Section 18.301 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

224. L'article 18.301 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, art. 61

Interest accruing

18.301 For the purpose of calculating the amount in dispute in an appeal, no account shall be taken of any interest that accrues after the date of the notice of assessment that is the subject-matter of the appeal.

18.301 Il n'est pas tenu compte, dans le calcul du montant en litige dans un appel, des intérêts courus après la date de l'avis de cotisation qui est l'objet de l'appel.

Intérêts

elapsed or the Court allows the Minister, on application made before or after those sixty days have elapsed, to file the reply.

(2) The Minister of National Revenue may file a reply to a notice of appeal after the sixty days referred to in subsection (1) have elapsed and, where that Minister files the reply after that time, the allegations of fact contained in the notice of appeal are presumed to be true for the purposes of the appeal.

(2) Le ministre du Revenu national peut répondre à l'avis d'appel même après l'expiration du délai prévu au paragraphe (1); les allégations de fait énoncées dans l'avis d'appel sont alors réputées vraies aux fins de l'appel.

Clause 223: (1) Sections 18.3005 and 18.3006 at present read as follows:

18.3005 The Court shall, other than in exceptional circumstances, fix a date for the hearing of an appeal referred to in section 18.3001 that is not later than one hundred and eighty days after the last day the Minister of National Revenue must file a reply to the notice of appeal pursuant to subsection 18.3003(1).

18.3006 The Court shall, other than in exceptional circumstances, render judgment on an appeal referred to in section 18.3001 not later than ninety days after the day the hearing is concluded.

Article 223. — Texte actuel des articles 18.3005 et 18.3006 :

18.3005 Sauf cas exceptionnels, la Cour fixe l'audition d'un appel visé à l'article 18.3001 à une date qui ne peut être ultérieure au cent quatre-vingtième jour suivant celle où le ministre du Revenu national est tenu, aux termes du paragraphe 18.3003(1), de répondre à l'avis d'appel.

18.3006 Sauf cas exceptionnels, la Cour rend jugement sur les appels visés à l'article 18.3001 dans les quatre-vingt-dix jours suivant la fin de l'audition.

Clause 224: Section 18.301 at present reads as follows:

18.301 The provisions of sections 18.14 and 18.15, subsections 18.16(5) and 18.17(2), sections 18.19 to 18.21, subsections 18.22(2) and (3) and sections 18.23, 18.24 and 18.28 apply with such modifications as the circumstances require, in respect of appeals referred to in section 18.3001.

Article 224. — Texte actuel de l'article 18.301 :

18.301 Les articles 18.14 et 18.15, les paragraphes 18.16(5) et 18.17(2), les articles 18.19 à 18.21, les paragraphes 18.22(2) et (3) et les articles 18.23, 18.24 et 18.28 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux appels visés à l'article 18.3001.

Provisions to apply

18.302 The provisions of sections 18.14 and 18.15, subsections 18.16(5) and 18.17(2) and sections 18.19 to 18.24 and 18.28 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of appeals referred to in section 18.3001.

Dispositions applicables

18.302 Les articles 18.14 et 18.15, les paragraphes 18.16(5) et 18.17(2) et les articles 18.19 à 18.24 et 18.28 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux appels visés à l'article 18.3001.

225. (1) Subsection 20(1.1) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (*h*) thereof, the following paragraph:

(*h*.1) prescribing, for the purposes of subsection 28(1) of the *Canada Pension Plan* or subsection 70(1) of the *Unemployment Insurance Act*, when a determination by, or a decision on an appeal to, the Minister of National Revenue under section 27 of the *Canada Pension Plan* or section 61 of the *Unemployment Insurance Act*, as the case may be, is communicated to a person;

225. (1) Le paragraphe 20(1.1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa *h*), de ce qui suit :

h.1) la détermination du moment où, pour l'application des paragraphes 28(1) du *Régime de pensions du Canada* ou 70(1) de la *Loi sur l'assurance-chômage*, un arrêt, une décision ou un règlement du ministre du Revenu national pris en application des articles 27 du *Régime de pensions du Canada* ou 61 de la *Loi sur l'assurance-chômage*, selon le cas, est communiqué à une personne;

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 6

(2) Paragraph 20(1.1)(*j*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*j*) for awarding and regulating costs in the Court in favour of or against the Crown as well as other parties and for authorizing the refusal of costs to an appellant who, in circumstances in which the appellant could make an election under section 18, does not make such an election.

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 6

(2) L'alinéa 20(1.1)*j*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

j) l'attribution et la réglementation des frais et dépens tant en ce qui concerne Sa Majesté du chef du Canada que les parties, et le refus d'octroyer les dépens à un appelant qui, dans les circonstances où l'appelant pouvait faire le choix visé à l'article 18, n'a pas fait un tel choix.

PART VIII

TAX REBATE DISCOUNTING ACT

PARTIE VIII

LOI SUR LA CESSION DU DROIT AU REMBOURSEMENT EN MATIÈRE D'IMPÔT

R.S., c. T-3; R.S., c. 53 (1st Supp.); 1992, c. 1

L.R., ch. T-3; L.R., ch. 53 (1er suppl.); 1992, ch. 1

226. Paragraph (*a*) of the definition "refund of tax" in subsection 2(1) of the *Tax Rebate Discounting Act* is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) an overpayment of tax paid or deemed to have been paid under the *Income Tax Act* or collected pursuant to an agreement entered into under section 7 of the *Federal-Provincial Fiscal*

226. L'alinéa *a*) de la définition de « remboursement d'impôt », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) un paiement en trop d'impôt versé ou réputé versé en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou perçu conformément à un accord conclu en vertu de l'article 7 de la *Loi sur les arrangements*

Clause 225: (1) New.

Article 225, (1). — Nouveau.

(2) Paragraph 20(1.1)(*j*) at present reads as follows:

(1.1) Without limiting the generality of the foregoing, the rules committee may make rules

. . .

(*j*) for awarding costs, including costs adjudged against Her Majesty in right of Canada.

(2). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé de l'alinéa 20(1.1)*j)* :

(1.1) Sans qu'il soit porté atteinte à l'application générale de ce qui précède, le comité des règles peut prendre des règles sur les objets suivants:

...

j) l'attribution des frais et dépens, même à l'encontre de Sa Majesté du chef du Canada.

Tax Rebate Discounting Act

Clause 226: Paragraph (*a*) of the definition "refund of tax" in subsection 2(1) at present reads as follows:

"refund of tax" means the amount of

(*a*) an overpayment of tax paid under the *Income Tax Act* or collected pursuant to an agreement entered into under section 7 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act*,

Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt

Article 226. — Adjonction des passages soulignés et marqués d'un trait vertical.

Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act, or of tax deemed to have been paid under an Act of the legislature of a province that imposes a tax on income that is collected by the Minister of National Revenue pursuant to such an agreement,

fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé, ou un paiement en trop d'impôt réputé versé en vertu d'une loi provinciale qui prévoit un impôt sur le revenu que le ministre du Revenu national perçoit aux termes d'un tel accord;

R.S., c. 53 (1st Supp.), s. 2

227. Paragraph 4(1)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) pay by cash or by a cheque or other bill of exchange drawn on a financial institution in Canada that is payable on demand and negotiable in Canada at the time it is given the amount by which

(i) the full amount of the minimum consideration for the right based on the estimated refund of tax

exceeds the total of

(ii) any tax imposed under Part IX of the *Excise Tax Act* that the discounter is required to collect from the client in respect of a taxable supply deemed under section 158 of that Act to have been made by the discounter to the client, and

(iii) any tax imposed under *An Act respecting the Quebec sales tax and amending various fiscal legislation*, being Chapter 67 of the Statutes of Quebec, 1991, that the discounter is required to collect from the client in respect of a taxable supply deemed under section 39 of that Act to have been made by the discounter to the client,

227. L'alinéa 4(1)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1 R., ch. 53 (1st Suppl.), art. 2

a) de verser, en espèces ou par lettre de change, notamment par chèque, tirée sur une institution financière au Canada et qui est payable sur demande et négociable au Canada au moment de sa livraison, l'excédent du montant total de la contrepartie minimale se rapportant au droit en question et calculée en fonction du montant estimatif du remboursement d'impôt sur le total des montants suivants :

(i) la taxe imposée par la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* que l'escompteur est tenu de percevoir du client relativement à une fourniture taxable qu'il est réputé, par l'article 158 de cette loi, avoir effectuée au profit du client,

(ii) la taxe imposée par la *Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal*, chapitre 67 des Lois du Québec (1991), que l'escompteur est tenu de percevoir du client relativement à une fourniture taxable qu'il est réputé, par l'article 39 de cette loi, avoir effectuée au profil du client;

Clause 227: Paragraph 4(1)(*a*) at present reads as follows:

4. (1) Any discounter who does not, at or before the time a right to a right to a refund tax is acquired from a client,

(*a*) pay by cash or by a cheque or other bill of exchange drawn on a financial institution in Canada that is payable on demand and negotiable in Canada at the time it is given the full amount of the consideration for the right based on the estimated refund of tax,

Article 227. — Adjonction des passages soulignés et marqués d'un trait vertical.

PART IX

PARTIE IX

R.S., c. U-1; R.S., cc. 26, 27 (1st Supp.), cc. 5, 43 (2nd Supp.), cc. 14, 36, 38 (3rd Supp.), cc. 1, 4, 46, 51, 53 (4th Supp.); 1990, cc. 8, 40; 1991, cc. 49, 51; 1992, cc. 1, 27

UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT

LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

R.S., ch. U-1; R., ch. 26, 27 (1er suppl.), ch. 5, 43, (2e suppl.), ch. 14, 36, 38 (3e suppl.), ch. 1, 4, 46, 51, 53 (4e suppl.); 1990, ch. 8, 40; 1991, ch. 49, 51; 1992, ch. 1, 27

228. Section 70 of the *Unemployment Insurance Act* is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

228. L'article 70 de la *Loi sur l'assurance-chômage* est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Communication of determination or decision

(1.1) For the purpose of subsection (1), the determination of the time at which a decision on an appeal to, or a determination by, the Minister under section 61 is communicated to the Commission or to a person shall be made in accordance with the rule, if any, made under paragraph 20(1.1)(*h*.1) of the *Tax Court of Canada Act*.

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), la détermination du moment auquel le règlement d'une question par le ministre ou une décision sur appel au ministre, en vertu de l'article 61, est communiqué à la Commission ou à une personne est effectuée en conformité avec la règle éventuellement établie en vertu de l'alinéa 20(1.1)*h*.1) de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*.

Communication de l'arrêt ou de la décision

PART X

PARTIE X

1990, c. 45

AN ACT TO AMEND THE EXCISE TAX ACT, THE CRIMINAL CODE, THE CUSTOMS ACT, THE CUSTOMS TARIFF, THE EXCISE ACT, THE INCOME TAX ACT, THE STATISTICS ACT AND THE TAX COURT OF CANADA ACT

1990, ch. 45

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE, LE CODE CRIMINEL, LA LOI SUR LES DOUANES, LE TARIF DES DOUANES, LA LOI SUR L'ACCISE, LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU, LA LOI SUR LA STATISTIQUE ET LA LOI SUR LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT

229. (1) Subparagraphs 12(2)(*a*)(i) and (ii) of *An Act to amend the Excise Tax Act, the Criminal Code, the Customs Act, the Customs Tariff, the Excise Act, the Income Tax Act, the Statistics Act and the Tax Court of Canada Act*, being chapter 45 of the Statutes of Canada, 1990, are repealed and the following substituted therefor:

229. (1) Les sous-alinéas 12(2)*a*)(i) et (ii) de la *Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, le Code criminel, la Loi sur les douanes, le Tarif des douanes, la Loi sur l'accise, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la statistique et la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(i) any supply of personal property or a service all of the consideration for which becomes due or is paid, or is deemed to have become due or been paid, after 1990 and is not, or is deemed not to

(i) les fournitures de biens meubles ou de services dont la totalité de la contrepartie devient due ou est payée, ou est réputée devenir due ou être payée, après 1990 et n'est pas payée, ou est réputée

Unemployment Insurance Act

Clause 228: New.

Loi sur l'assurance-chômage

Article 228. — Nouveau.

An Act to Amend the Excise Tax Act, The Criminal Code, The Customs Act, The Customs Tariff, The Excise Act, The Income Tax Act, The Statistics Act and The Tax Court of Canada Act

Clause 229: (1) Subparagraphs 12(2)(*a*)(i) and (ii) at present read as follows:

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, le Code criminel, la Loi sur les douanes, le Tarif des douanes, la Loi sur l'accise, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la statistique et la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt

Article 229, (1). — Texte actuel du passage introductif et des passages visés de l'alinéa 12(2)*a*) :

have been, paid before 1991 and does not, or is deemed not to have, become due before 1991,

(ii) any supply of personal property or a service part of the consideration for which becomes due or is paid, or is deemed to have become due or been paid, after 1990, except that no tax is payable under Part IX of the said Act (other than by reason of Division IX of that Part) in respect of any part of the consideration for the supply that becomes due or is paid before 1991 and that is not deemed to have become due or been paid after 1990,

ne pas être payée, avant 1991 et ne devient pas due, ou est réputée ne pas devenir due, avant 1991,

(ii) les fournitures de biens meubles ou de services dont une partie de la contrepartie devient due ou est payée, ou est réputée devenir due ou être payée, après 1990; toutefois, aucune taxe n'est payable en vertu de la partie IX de la même loi (autrement que par l'effet de la section IX de cette partie) relativement à la partie de la contrepartie des fournitures qui devient due ou est payée avant 1991 et qui n'est pas réputée devenir due ou être payée après 1990,

(2) Paragraph 12(2)(*a*) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of subparagraph (iv) thereof and by adding thereto the following subparagraphs:

(2) L'alinéa 12(2)*a*) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(vi) any supply of real property by way of lease, licence or similar arrangement all of the consideration for which becomes due or is paid, or is deemed to have become due or been paid, after 1990 and is not, or is deemed not to have been, paid before 1991 and does not, or is deemed not to have, become due before 1991, and

(vi) les fournitures d'immeubles par bail, licence ou accord semblable, dont la totalité de la contrepartie devient due ou est payée, ou est réputée devenir due ou être payée, après 1990 et n'est pas payée, ou est réputée ne pas être payée, avant 1991 et ne devient pas due, ou est réputée ne pas devenir due, avant 1991,

(vii) any supply of real property by way of lease, licence or similar arrangement part of the consideration for which becomes due or is paid, or is deemed to have become due or been paid, after 1990, except that no tax is payable under Part IX of the said Act (other than by reason of Division IX of that Part) in respect of any part of the consideration for the supply that becomes due or is paid before 1991 and that is not deemed to have become due or been paid after 1990;

(vii) les fournitures d'immeubles par bail, licence ou accord semblable, dont une partie de la contrepartie devient due ou est payée, ou est réputée devenir due ou être payée, après 1990; toutefois, aucune taxe n'est payable en vertu de la partie IX de la même loi (autrement que par l'effet de la section IX de cette partie) relativement à la partie de la contrepartie de la fourniture qui devient due ou est payée avant 1991 et qui n'est pas réputée devenir due ou être payée après 1990;

(3) Paragraph 12(2)(*b*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) L'alinéa 12(2)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*b*) with respect to goods that are accounted for under subsection 32(1), (2) or (5) of the *Customs Act*, or imported, after 1990; and

b) aux marchandises importées après 1990 ou faisant l'objet après 1990 d'une déclaration en détail ou provisoire aux termes

(2) Part IX of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable

(*a*) subject to Division IX of Part IX of the said Act, as enacted by subsection (1), with respect to

(i) any supply of personal property or a service all of the consideration for which becomes due after 1990 and is not paid before 1991,

(ii) any supply of personal property or a service part of the consideration for which becomes due after 1990 and is not paid before 1991, except that no tax is payable under Part IX of the said Act (other than by reason of Division IX of that Part) in respect of any part of the consideration that becomes due or is paid before 1991.

(2) La partie IX de la même loi, édictée par le paragraphe (1), s'applique :

a) sous réserve de la section IX de la partie IX de la même loi, édictée par le paragraphe (1), aux fournitures suivantes :

(i) les fournitures de biens meubles ou de services dont la totalité de la contrepartie devient due après 1990 et n'est pas payée avant 1991,

(ii) les fournitures de biens meubles ou de services dont une partie de la contrepartie devient due après 1990 et n'est pas payée avant 1991; toutefois, aucune taxe n'est payable en vertu de la partie IX de la même loi (autrement que par l'effet de la section IX de cette partie) relativement à la partie de la contrepartie qui devient due ou est payée avant 1991,

(2) New.

(2). — Nouveau.

(3) Paragraph 12(2)(*b*) at present reads as follows:

(2) Part IX of the said Act, as enacted by subsection (1), is applicable

. . .

(b) with respect to goods that are accounted for under subsection 32(1), (2) or (5) of the *Customs Act* after 1990; and

(3). — Texte actuel du passage introductif et du passage visé du paragraphe 12(2) :

(2) La partie IX de la même loi, édictée par le paragraphe (1), s'applique :

...

b) aux marchandises faisant l'objet après 1990 d'une déclaration en détail aux termes du paragraphe 32(1), (2) ou (5) de la *Loi sur les douanes*;

des paragraphes 32(1), (2) ou (5) de la *Loi sur les douanes*;

(4) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

SCHEDULE I
(*Section 203*)

1. The word "person" is substituted for the word "registrant", with such modifications as the circumstances require, wherever the latter word occurs in the following provisions of the *Excise Tax Act*:

(*a*) subsections 225(1) to (3);

(*b*) subsections 228(1) to (3); and

(*c*) subsections 229(1) to (3).

ANNEXE I
(*article 203*)

1. Dans les passages suivants de la *Loi sur la taxe d'accise*, « inscrit » est remplacé par « personne », avec les adaptations nécessaires :

***a*) les paragraphes 225(1) à (3);**

***b*) les paragraphes 228(1) à (3);**

***c*) les paragraphes 229(1) à (3).**

SCHEDULE II
(*Section 204*)

1. The expression "à titre résidentiel ou d'hébergement" is substituted for the expression "à titre résidentiel ou de pension", with such modifications as the circumstances require, wherever the latter expression occurs in the following provisions of the *Excise Tax Act* :

(*a*) paragraphs (*a*) to (*d*) of the definition "habitation" in subsection 123(1);

(*b*) the definition "logement provisoire" in subsection 123(1);

(*c*) paragraph 190(1)(*b*);

(*d*) paragraph 191(7)(*a*); and

(*e*) subparagraph 254(2)(*g*)(ii).

ANNEXE II
(*article 204*)

1. Dans les passages suivants de la *Loi sur la taxe d'accise*, « à titre résidentiel ou de pension » est remplacé par « à titre résidentiel ou d'hébergement », avec les adaptations nécessaires :

***a*) les alinéas *a*) à *d*) de la définition de « habitation » au paragraphe 123(1);**

***b*) la définition de « logement provisoire » au paragraphe 123(1);**

***c*) l'alinéa 190(1)*b*);**

***d*) l'alinéa 191(7)*a*);**

***e*) le sous-alinéa 254(2)*g*)(ii).**

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Canadian Government Publishing Centre, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité avec l'autorité du président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Centre d'édition du gouvernement du Canada, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MAIL POSTE
Canada Post Corporation Societe canadienne des postes
Postage paid Port payé
Lettermail Poste-lettre
K1A 0S9
OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

Available from Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente : Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

Publications

C-112

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-112

An Act to amend the Excise Tax Act, the Access to Information Act, the Canada Pension Plan, the Customs Act, the Federal Court Act, the Income Tax Act, the Tax Court of Canada Act, the Tax Rebate Discounting Act, the Unemployment Insurance Act and a related Act

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS MAY 10, 1993

C-112

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-112

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, la Loi sur l'accès à l'information, le Régime de pensions du Canada, la Loi sur les douanes, la Loi sur la Cour fédérale, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, la Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt, la Loi sur l'assurance-chômage et une loi connexe

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES LE 10 MAI 1993

LIBRARY OF PARLIAMENT

C-112

Third Session, Thirty-fourth Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-112

An Act to amend the Excise Tax Act, the Access to Information Act, the Canada Pension Plan, the Customs Act, the Federal Court Act, the Income Tax Act, the Tax Court of Canada Act, the Tax Rebate Discounting Act, the Unemployment Insurance Act and a related Act

AS PASSED BY THE HOUSE OF COMMONS MAY 10, 1993

C-112

Troisième session, trente-quatrième législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-112

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, la Loi sur l'accès à l'information, le Régime de pensions du Canada, la Loi sur les douanes, la Loi sur la Cour fédérale, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, la Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt, la Loi sur l'assurance-chômage et une loi connexe

ADOPTÉ PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES LE 10 MAI 1993

3rd Session, 34th Parliament,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-112

An Act to amend the Excise Tax Act, the Access to Information Act, the Canada Pension Plan, the Customs Act, the Federal Court Act, the Income Tax Act, the Tax Court of Canada Act, the Tax Rebate Discounting Act, the Unemployment Insurance Act and a related Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

PART I

EXCISE TAX ACT

R.S., c. E-15; R.S., c. 15 (1st Supp.), cc. 1, 7, 42 (2nd Supp.), cc. 18, 28, 41, 42 (3rd Supp.), cc. 12, 47 (4th Supp.); 1988, c. 65; 1989, c. 22; 1990, c. 45; 1991, c. 42; 1992, cc. 1, 27, 28, 29

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 21(1)

1. Subsection 59(2) of the *Excise Tax Act* is repealed and the following substituted therefor:

Delegation of powers

(2) The Minister may authorize a designated officer or officer of a designated class of officers to exercise powers or perform duties of the Minister, including judicial or quasi-judicial powers or duties, under this Act.

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 34(1)

2. (1) Section 68.2 of the said Act is renumbered as subsection 68.2(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

3e session, 34e législature,
40-41-42 Elizabeth II, 1991-92-93

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-112

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, la Loi sur l'accès à l'information, le Régime de pensions du Canada, la Loi sur les douanes, la Loi sur la Cour fédérale, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt, la Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt, la Loi sur l'assurance-chômage et une loi connexe

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

PARTIE I

LOI SUR LA TAXE D'ACCISE

L.R., ch. E-15; L.R., ch. 15 (1er suppl.), ch. 1, 7, 42 (2e suppl.), ch. 18, 28, 41, 42 (3e suppl.), ch. 12, 47 (4e suppl.); 1988, ch. 65; 1989, ch. 22; 1990, ch. 45; 1991, ch. 42; 1992, ch. 1, 27, 28, 29

L.R., ch. 7 (2e suppl.), par. 21(1)

1. Le paragraphe 59(2) de la *Loi sur la taxe d'accise* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Délégation de pouvoirs

(2) Le ministre peut autoriser un agent désigné ou un agent appartenant à une catégorie d'agents désignée à exercer les pouvoirs et fonctions, y compris en matière judiciaire ou quasi judiciaire, qui lui sont conférés en vertu de la présente loi.

L.R., ch. 7 (2e suppl.), par. 34(1)

2. (1) L'article 68.2 de la même loi devient le paragraphe 68.2(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Application of anti-avoidance rule

(2) Section 274 applies, with such modifications as the circumstances require, to any transaction

(*a*) that is a sale of goods that would give rise to the application of, or that is the basis of an application under, subsection (1), and

(*b*) that takes place after December 17, 1990 and before 1991,

and for that purpose, every reference in that section to "an assessment, a reassessment or an additional assessment" shall be read as a reference to "an assessment, a reassessment, an additional assessment, a determination or a redetermination".

Application de la règle anti-évitement

(2) L'article 274 s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux ventes de marchandises effectuées après le 17 décembre 1990 et avant 1991 qui donneraient lieu à l'application du paragraphe (1) ou sont de nature à y donner lieu. À cette fin, la mention à cet article de cotisation, nouvelle cotisation ou cotisation supplémentaire vaut aussi mention de détermination ou nouvelle détermination.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

3. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 70 thereof, the following section:

3. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 70, de ce qui suit :

Definitions

70.1 (1) In this section,

"adjustment" « *redressement* »

"adjustment" to the sale price of goods means the giving of a discount, allowance, rebate or other amount as a reduction in the sale price;

"other enactment" « *autre texte* »

"other enactment" means

(*a*) a provision of an Act of Parliament, other than this Act, enacted before 1991, or

(*b*) a provision of a regulation or order enacted under an Act of Parliament before 1991;

"refund" « *remboursement* »

"refund" of tax means

(*a*) a refund of that tax, or other payment calculated with reference to that tax, provided for under any of sections 68, 68.1, 68.17, 68.19, 68.2 or 68.23 to 68.3,

(*b*) a drawback of that tax, or payment in lieu of a drawback of that tax, provided for under section 70, or

(*c*) a refund, rebate, drawback or remission of that tax, or other payment in respect of or calculated with reference to that tax, provided for under any other enactment;

Définitions

70.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« autre texte » "other enactment"

a) Disposition d'une loi fédérale, exception faite de la présente loi, édictée avant 1991;

b) disposition d'un règlement, d'un décret, d'un arrêté ou d'une ordonnance édictée en application d'une loi fédérale avant 1991.

« inscrit » "registrant"

« inscrit » S'entend au sens du paragraphe 123(1).

« redressement » "adjustment"

« redressement » Le fait d'accorder un rabais, une réfaction, une remise ou un autre montant en réduction du prix de vente de marchandises.

« remboursement » "refund"

« remboursement »

a) Remboursement de taxe ou autre paiement calculé par rapport à une taxe, prévu à l'un des articles 68, 68.1, 68.17, 68.19, 68.2 ou 68.23 à 68.3;

b) drawback de taxe, ou paiement substitutif, prévu à l'article 70;

"registrant" « *inscrit* »

"registrant" has the meaning assigned by subsection 123(1);

"tax" « *taxe* »

"tax" means tax imposed under Part VI.

c) remboursement, ristourne, drawback ou remise de taxe, ou autre paiement relatif à une taxe ou calculé par rapport à une taxe, prévu par un autre texte.

« taxe » "*tax*"

« taxe » La taxe imposée en vertu de la partie VI.

Adjustments after 1990

(2) A refund of tax shall not be paid to a person (in this subsection referred to as the "vendor") in respect of an adjustment made after 1990 to the sale price of goods sold by the vendor to a purchaser unless

(*a*) the vendor sold the goods to the purchaser under an agreement in writing, paid tax in respect of the sale of the goods, calculated on the sale price, and granted the adjustment within two years after the day on or before which the vendor was required to pay the tax under section 78; and

(*b*) the adjustment is provided for in the agreement and the making of the adjustment is not dependent on the performance of any service or other act by the purchaser.

Redressements après 1990

(2) Un remboursement de taxe est accordé à un vendeur relativement à un redressement apporté, après 1990, au prix de vente de marchandises qu'il vend à un acheteur si :

a) le vendeur a vendu les marchandises à l'acheteur aux termes d'une convention écrite, a payé, relativement à la vente des marchandises, une taxe calculée sur le prix de vente et a apporté le redressement dans les deux ans suivant le jour où il était tenu de payer la taxe prévue à l'article 78;

b) le redressement est prévu dans la convention et sa réalisation n'est pas conditionnelle à l'exécution d'un service ou d'un autre acte par l'acheteur.

Exports after 1990

(3) A refund of tax provided for under section 68.1 or 70 or any other enactment in respect of goods exported from Canada shall not be paid to a person in respect of goods exported by the person after 1990 unless

(*a*) the person had possession of the goods in Canada at the end of 1990 and was not a registrant on January 1, 1991; or

(*b*) the person imported the goods, had possession of the goods in Canada at the end of 1990 and was not entitled to be paid a rebate in respect of the goods under section 120, and the goods suffered damage or deterioration at any time before the goods were released, were of inferior quality to those in respect of which the person paid tax, were defective or were not the goods ordered by the person.

Exportations après 1990

(3) Un remboursement de taxe, prévu aux articles 68.1 ou 70 ou par un autre texte, relatif à des marchandises exportées du Canada est accordé à une personne relativement aux marchandises qu'elle exporte après 1990 si, selon le cas :

a) la personne était en possession des marchandises au Canada à la fin de 1990 et n'était pas un inscrit le 1er janvier 1991;

b) la personne a importé les marchandises, les avait en sa possession au Canada à la fin de 1990 et n'avait pas droit à un remboursement les concernant aux termes de l'article 120, et les marchandises ont été endommagées ou détériorées avant leur dédouanement, étaient de qualité inférieure à celles pour lesquelles la personne a payé la taxe, étaient défectueuses ou n'étaient pas les marchandises commandées par la personne.

Goods sold after 1990

(4) A refund of tax provided for under section 68.17, 68.2 or 70 or any other enactment in respect of goods sold or otherwise supplied or transferred by a person to a purchaser or other transferee shall not be paid to the person unless the person transferred

Marchandises vendues après 1990

(4) Un remboursement de taxe, prévu aux articles 68.17, 68.2 ou 70 ou par un autre texte, relatif à des marchandises vendues ou autrement fournies ou transférées par une personne à un acheteur ou autre cessionnaire est accordé à la personne si elle en a transféré la propriété

ownership or possession of the goods to the purchaser or other transferee of the goods before 1991.

ou la possession à l'acheteur ou autre cessionnaire avant 1991.

Goods for use by a province

(5) A refund of tax shall not be paid under section 68.19 in respect of goods supplied, transferred or delivered to, or purchased by, Her Majesty in right of a province unless

(*a*) Her Majesty in that right acquired ownership or possession of the goods before 1991; or

(*b*) the goods were supplied or transferred to Her Majesty in that right by a person in the course of performing services under an agreement in writing with Her Majesty in that right and the person had possession of the goods in Canada at the end of 1990 and was not entitled to be paid a rebate in respect of the goods under section 120.

Marchandises à l'usage d'une province

(5) Un remboursement de taxe est accordé, en application de l'article 68.19, relativement à des marchandises fournies, transférées ou livrées à Sa Majesté du chef d'une province, ou achetées par elle, si, selon le cas :

a) Sa Majesté du chef de la province a acquis la propriété ou la possession des marchandises avant 1991;

b) les marchandises ont été fournies ou transférées à Sa Majesté du chef de la province par une personne dans le cadre de l'exécution de services prévus par une convention écrite conclue avec Sa Majesté du chef de la province, et la personne était en possession des marchandises au Canada à la fin de 1990 et n'avait pas droit à un remboursement les concernant aux termes de l'article 120.

System goods acquired after 1990

(6) A refund of tax shall not be paid under section 68.23 to a person in respect of system goods unless the person acquired ownership or possession of the goods before 1991 and was not entitled to be paid a rebate in respect of the goods under section 120.

Marchandises destinées à des réseaux acquises après 1990

(6) Un remboursement de taxe est accordé, en application de l'article 68.23, à une personne relativement à des marchandises destinées à des réseaux si la personne a acquis la propriété ou la possession des marchandises avant 1991 et n'avait pas droit à un remboursement les concernant aux termes de l'article 120.

Goods acquired by certain organizations after 1990

(7) A refund of tax shall not be paid under any of sections 68.24 to 68.27 to a person (in this subsection referred to as the "organization") unless

(*a*) in the case of goods purchased by the organization, the organization acquired ownership or possession of the goods before 1991; or

(*b*) in the case of goods acquired or used by another person for a purpose for which a refund of tax to the organization is provided for under that section, the other person acquired ownership or possession of the goods before 1991 and was not entitled to be paid a rebate in respect of the goods under section 120.

Marchandises acquises par certains organismes après 1990

(7) Un remboursement de taxe est accordé, en application de l'un des articles 68.24 à 68.27, à un organisme si :

a) dans le cas de marchandises achetées par l'organisme, celui-ci en a acquis la propriété ou la possession avant 1991;

b) dans le cas de marchandises acquises ou utilisées par une autre personne de façon telle que l'organisme obtient un remboursement de taxe en vertu de l'un de ces articles, l'autre personne a acquis la propriété ou la possession des marchandises avant 1991 et n'avait pas droit à un remboursement les concernant aux termes de l'article 120.

Other goods acquired after 1990

(8) A refund of tax in respect of goods purchased or otherwise acquired by a person shall not be paid under any of sections 68.28 to 68.3 or 70 or any other enactment to the person unless the person acquired ownership or possession of the goods before 1991.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

R.S., c. 7 (2nd Supp.), s. 38(1)

4. (1) Paragraph 81.39(1)(*b*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*b*) received a payment under subsection 72(6) or (7), 81.14(1), 81.16(1), (4) or (5), 81.18(1) or (3) or 120(7), or

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

5. (1) Paragraph 118(1)(*b*) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

b) les marchandises dont l'importation n'a pas fait l'objet d'une déclaration en détail ou provisoire aux termes des paragraphes 32(1), (2) ou (5) de la *Loi sur les douanes* avant 1991;

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 118(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Idem

(5) Where a person who is a manufacturer or producer has, after October 1989, entered into a contract referred to in subparagraph 50(1)(*a*)(ii) in respect of the sale of goods of the person's manufacture or production and the goods have been delivered to the purchaser, or the property therein has passed to the purchaser, before 1991, any instalments that become payable under the contract after November 1990 shall, for the purposes of this Act, be deemed to have become payable on December 31, 1990.

(3) Section 118 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (6) thereof, the following subsection:

Diversions after 1990

(6.1) Where any of the events described in subsection 50(7) or (8) in respect of goods occur after 1990, no tax under Part VI shall be imposed, levied or collected under that subsection in respect of the goods.

(8) Un remboursement de taxe relatif à des marchandises achetées ou autrement acquises par une personne est accordé, en application de l'un des articles 68.28 à 68.3 ou 70 ou de tout autre texte, à la personne si elle en a acquis la propriété ou la possession avant 1991.

Autres marchandises acquises après 1990

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

4. (1) L'alinéa 81.39(1)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 7 (2e suppl.), par. 38(1)

b) soit reçu un paiement en vertu des paragraphes 72(6) ou (7), 81.14(1), 81.16(1), (4) ou (5), 81.18(1) ou (3) ou 120(7);

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

5. (1) L'alinéa 118(1)*b*) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

b) les marchandises dont l'importation n'a pas fait l'objet d'une déclaration en détail ou provisoire aux termes des paragraphes 32(1), (2) ou (5) de la *Loi sur les douanes* avant 1991;

(2) Le paragraphe 118(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Idem

(5) Dans le cas où un fabricant ou producteur a conclu, après octobre 1989, un contrat visé au sous-alinéa 50(1)*a*)(ii) pour la vente de marchandises de sa fabrication ou production, qui sont livrées à l'acheteur ou dont la propriété lui est transmise, avant 1991, les versements qui deviennent exigibles aux termes du contrat après novembre 1990 sont réputés, pour l'application de la présente loi, être devenus exigibles le 31 décembre 1990.

(3) L'article 118 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (6), de ce qui suit :

Affectation postérieure à 1990

(6.1) La taxe prévue à la partie VI n'est pas imposée, ni prélevée, ni perçue en application des paragraphes 50(7) ou (8) lorsque l'un des événements visés à ces paragraphes se produit après 1990.

(4) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

6. (1) Paragraph (*a*) of the definition "inventory" in subsection 120(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) held at that time for sale, lease or rental separately, for a price or rent in money, to others in the ordinary course of a commercial activity of the person, or

1990, ch. 45, par. 12(1)

6. (1) L'alinéa *a*) de la définition de « inventaire », au paragraphe 120(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) sont destinées à être vendues ou louées séparément pour un prix ou un loyer en argent, dans le cours normal d'une activité commerciale de la personne;

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) All that portion of the definition "tax-paid goods" in subsection 120(1) of the said Act following paragraph (*c*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

and on the sale price or on the volume sold of which tax (other than tax payable in accordance with subparagraph 50(1)(*a*)(ii)) was imposed under subsection 50(1), was paid and is not, but for this section, recoverable.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le passage de la définition de « marchandises libérées de taxe », au paragraphe 120(1) de la même loi, qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« marchandises libérées de taxe » Marchandises, acquises par une personne avant 1991, qui n'ont jamais été radiées des livres comptables de l'entreprise de la personne pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, dont le prix de vente ou la quantité vendue a été frappé de la taxe prévue au paragraphe 50(1) (sauf la taxe payable en conformité avec le sous-alinéa 50(1)*a*)(ii)), laquelle a été payée et serait irrécouvrable en l'absence du présent article, et qui sont, au début du 1er janvier 1991 :

« marchandises libérées de taxe » *"tax-paid goods"*

(3) Subsection 120(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

"commercial activity" *« activité commerciale »*

"commercial activity" of a person means a business carried on by the person (other than a business carried on by an individual without a reasonable expectation of profit), except to the extent to which the business involves the making of exempt supplies (within the meaning assigned by subsection 123(1)) by the person;

(3) Le paragraphe 120(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« activité commerciale » L'exploitation d'une entreprise par une personne (à l'exception d'une entreprise exploitée par un particulier sans attente raisonnable de profit), sauf dans la mesure où l'entreprise comporte la réalisation par la personne de fournitures exonérées, au sens du paragraphe 123(1).

« activité commerciale » *"commercial activity"*

(4) Section 120 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

Goods not expected to be sold

(2.1) For the purposes of paragraph (*a*) of the definition "inventory" in subsection (1), that portion of the tax-paid goods that are described in a person's inventory in Canada at any time that can reasonably be expected to be consumed or used by the person shall be deemed not to be held at that time for sale, lease or rental.

(4) L'article 120 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Vente improbable

(2.1) Pour l'application de l'alinéa *a*) de la définition de « inventaire » au paragraphe (1), la partie des marchandises libérées de taxe qui figurent à l'inventaire d'une personne au Canada à un moment donné qui sera vraisemblablement consommée ou utilisée par la personne est réputée ne pas être destinée, à ce moment, à la vente ou à la location.

(5) Section 120 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsections:

(5) L'article 120 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Restriction on rebate

(3.1) Where section 178.3 applies, on January 1, 1991, to a direct seller, exclusive products of the direct seller that, but for this subsection, form part of the inventory at the beginning of that day of an independent sales contractor of the direct seller who is not a distributor in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(4) on application made jointly with the direct seller is in effect on that day, shall be deemed, for the purposes of this section, not to form part of that inventory.

(3.1) Lorsque l'article 178.3 s'applique à un démarcheur le 1er janvier 1991, les produits exclusifs de celui-ci qui, sans le présent paragraphe, figureraient, au début de ce jour, à l'inventaire de son entrepreneur indépendant — qui n'est pas un distributeur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(4) est alors en vigueur — sont réputés, pour l'application du présent article, ne pas y figurer.

Restriction au remboursement

Definitions

(3.2) In subsection (3.1), "direct seller", "distributor", "exclusive product" and "independent sales contractor" have the meanings assigned by section 178.1.

(3.2) Au paragraphe (3.1), les expressions « démarcheur », « distributeur », « entrepreneur indépendant » et « produit exclusif » s'entendent au sens de l'article 178.1.

Définitions

1990, c. 45, s. 12(1)

(6) Subsection 120(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(6) Le paragraphe 120(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Application of Parts VI and VII

(6) Parts VI and VII, other than subsection 72(7), apply in respect of an application for a rebate and of a payment of a rebate under this section as if the application were an application for a refund under section 68 and the payment were made under section 72.

(6) Les parties VI et VII, à l'exclusion du paragraphe 72(7), s'appliquent aux demandes de remboursement et aux versements, prévus par le présent article, comme s'il s'agissait de demandes présentées en vertu de l'article 68 et de versements faits en application de l'article 72.

Application des parties VI et VII

(7) Subsections (1) to (6) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(7) Les paragraphes (1) à (6) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

7. (1) The definition "specified single unit residential complex" in subsection 121(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

7. (1) La définition de « immeuble d'habitation à logement unique déterminé », au paragraphe 121(1) de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

"specified single unit residential complex" *« immeuble d'habitation à logement unique déterminé »*

"specified single unit residential complex" means a residential complex (other than a floating home or a mobile home)

(*a*) that is a single unit residential complex or a multiple unit residential complex containing not more than two residential units,

« immeuble d'habitation à logement unique déterminé » Immeuble d'habitation — immeuble d'habitation à logement unique ou immeuble d'habitation à logements multiples de deux habitations — dont la construction ou les rénovations majeures commencent avant 1991 et qui n'est pas occupé à titre résidentiel ou d'hébergement entre le début des travaux et 1991. La présente définition exclut les maisons flottantes et les maisons mobiles.

« immeuble d'habitation à logement unique déterminé » *"specified single unit residential complex"*

(*b*) the construction or substantial renovation of which began before 1991, and

(*c*) that was not occupied by any individual as a place of residence or lodging after the construction or substantial renovation began and before 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph (*a*) of the definition "specified residential complex" in subsection 121(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) a multiple unit residential complex containing more than two residential units where the construction or substantial renovation of the complex began before 1991 and subsection 191(3) did not apply and, notwithstanding subsections 191(6) and (7), would not have applied, after the construction or substantial renovation began and before 1991, to deem a supply of the complex to have been made, or

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa *a*) de la définition de « immeuble d'habitation déterminé », au paragraphe 121(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) Immeuble d'habitation à logements multiples de plus de deux habitations, dont la construction ou les rénovations majeures commencent avant 1991 et auquel le paragraphe 191(3) ne s'applique pas, ou ne s'appliquerait pas malgré les paragraphes 191(6) et (7), entre le début des travaux et 1991;

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Paragraph (*b*) of the definition "specified residential complex" in subsection 121(1) of the English version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*b*) a residential condominium unit where the construction or substantial renovation of the condominium complex in which the unit is situated began before 1991 and neither subsection 191(1) nor (2) applied, after the construction or substantial renovation began and before 1991, to deem a supply of the unit to have been made;

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) L'alinéa *b*) de la définition de « specified residential complex », au paragraphe 121(1) de la version anglaise de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*b*) a residential condominium unit where the construction or substantial renovation of the condominium complex in which the unit is situated began before 1991 and neither subsection 191(1) nor (2) applied, after the construction or substantial renovation began and before 1991, to deem a supply of the unit to have been made;

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Subsections 121(2) to (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Rebate for specified single unit residential complex

(2) Where

(*a*) a builder of a specified single unit residential complex

(i) gives possession of the complex to a person under a lease, licence or similar arrangement and thereby is deemed under subsection 191(1) or (3) to have made a taxable supply of the complex, or

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Les paragraphes 121(2) à (4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Remboursement pour immeuble d'habitation à logement unique déterminé

(2) Sous réserve des paragraphes (4) et (4.1), le ministre rembourse un particulier ou, en cas d'application du sous-alinéa *a*)(i), un constructeur si les conditions suivantes sont réunies :

a) le constructeur a construit un immeuble d'habitation à logement unique déterminé et, selon le cas :

(i) en transfère la possession à une personne aux termes d'un bail, d'une

(ii) makes a taxable supply by way of sale of the complex to an individual,

(*b*) tax under Part IX is payable in respect of the supply,

(*c*) the individual or person, as the case may be, first takes possession of the complex after 1990 and before 1995, and

(*d*) the construction or substantial renovation of the complex is substantially completed

(i) before July 1991, where the individual or person, as the case may be, first takes possession of the complex before July 1991, and

(ii) before 1991, in any other case,

the Minister shall, subject to subsections (4) and (4.1), pay a rebate to the individual or, in the case described in subparagraph (*a*)(i), to the builder equal to

(*e*) 2/3 of the estimated federal sales tax for the complex where, before April 1991, the construction or substantial renovation of the complex is substantially completed and possession of the complex is transferred, and

(*f*) 1/3 of the estimated federal sales tax for the complex in any other case.

licence ou d'un accord semblable et, ainsi, est réputé par les paragraphes 191(1) ou (3) avoir effectué une fourniture taxable de l'immeuble,

(ii) en effectue une fourniture taxable par vente au profit du particulier;

b) la taxe prévue à la partie IX est payable relativement à la fourniture;

c) le particulier ou la personne prend possession de l'immeuble pour la première fois après 1990 et avant 1995;

d) la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble sont achevées en grande partie :

(i) avant juillet 1991, dans le cas où le particulier ou la personne prend possession de l'immeuble pour la première fois avant juillet 1991,

(ii) avant 1991, dans les autres cas.

Le montant remboursable est égal au suivant :

e) 2/3 de la taxe de vente fédérale estimative applicable à l'immeuble si, avant avril 1991, les travaux sont achevés en grande partie et la possession de l'immeuble est transférée;

f) 1/3 de la taxe de vente fédérale estimative applicable à l'immeuble, dans les autres cas.

Liability of the builder

(2.1) Where a rebate in respect of a residential complex is paid under subsection (2) to an individual who is not a builder of the complex, or to an assignee of the individual, and

(*a*) the builder has given to the individual or to the Minister incorrect information in writing as to the substantial completion before 1991 of the construction or substantial renovation of the complex,

(*b*) the builder knew or ought to have known that the information was incorrect, and

(*c*) the individual did not know and could not reasonably be expected to have known that the information was incorrect,

the rebate shall be deemed, for the purposes of section 81.39, to have been received by the builder as if the builder had applied therefor.

Responsabilité du constructeur

(2.1) Lorsque le montant remboursable est versé soit à un particulier qui n'est pas un constructeur de l'immeuble d'habitation, soit au cessionnaire d'un tel particulier, le constructeur de l'immeuble est réputé, pour l'application de l'article 81.39, avoir reçu ce montant comme s'il en avait fait la demande, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le constructeur a donné au particulier ou au ministre des renseignements écrits inexacts quant à l'état d'achèvement de la construction ou des rénovations majeures de l'immeuble avant 1991;

b) le constructeur savait ou aurait dû savoir que les renseignements étaient inexacts;

c) le particulier ne savait pas et ne pouvait vraisemblablement pas savoir que les renseignements étaient inexacts.

Rebate for specified residential complex

(3) Where, immediately before 1991, a builder of a specified residential complex (other than a builder of the complex to whom, because of subsection 191(5) or (6), subsections 191(1) to (4) do not apply) owned or had possession of the complex and had not transferred ownership or possession under an agreement of purchase and sale to any person who is not a builder of the complex, the Minister shall, subject to subsections (4) and (4.1), pay a rebate to the builder equal to

(*a*) where the complex is a multiple unit residential complex,

(i) 50% of the estimated federal sales tax for the complex, where the construction or substantial renovation of the complex was, on January 1, 1991, more than 25% completed and not more than 50% completed, and

(ii) 75% of the estimated federal sales tax for the complex, where the construction or substantial renovation of the complex was, on January 1, 1991, more than 50% completed; and

(*b*) where the complex is a residential condominium unit in a condominium complex,

(i) 50% of the estimated federal sales tax for the unit, where the construction or substantial renovation of the condominium complex was, on January 1, 1991, more than 25% completed and not more than 50% completed, and

(ii) 75% of the estimated federal sales tax for the unit, where the construction or substantial renovation of the condominium complex was, on January 1, 1991, more than 50% completed.

Remboursement pour immeuble d'habitation déterminé

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (4.1), le ministre rembourse au constructeur d'un immeuble d'habitation déterminé (sauf le constructeur auquel les paragraphes 191(1) à (4) ne s'appliquent pas par l'effet des paragraphes 191(5) ou (6)) qui, immédiatement avant 1991, a la propriété ou la possession de l'immeuble et qui n'en a pas transféré la propriété ou la possession aux termes d'un contrat de vente à une personne qui n'est pas le constructeur de l'immeuble. Le montant remboursable est égal au suivant :

a) s'il s'agit d'un immeuble d'habitation à logements multiples :

(i) 50 % de la taxe de vente fédérale estimative applicable à l'immeuble, si la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble étaient, le 1er janvier 1991, achevées à plus de 25 % mais non à plus de 50 %,

(ii) 75 % de la taxe de vente fédérale estimative applicable à l'immeuble, si la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble étaient, le 1er janvier 1991, achevées à plus de 50 %;

b) s'il s'agit d'un logement en copropriété situé dans un immeuble d'habitation en copropriété :

(i) 50 % de la taxe de vente fédérale estimative applicable au logement, si la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble étaient, le 1er janvier 1991, achevées à plus de 25 % mais non à plus de 50 %,

(ii) 75 % de la taxe de vente fédérale estimative applicable au logement, si la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble étaient, le 1er janvier 1991, achevées à plus de 50 %.

Application for rebate

(4) A rebate in respect of a residential complex shall not be paid under this section to a person where the person fails to apply to the Minister for the rebate in prescribed form and manner before 1995 or where a rebate under this section in respect of the complex was paid to any other person entitled thereto.

Demande de remboursement

(4) Le montant est remboursé à l'égard d'un immeuble d'habitation si la personne en fait la demande au ministre avant 1995 en la forme et selon les modalités qu'il détermine. Toutefois, il n'est pas remboursé si un autre montant a déjà été remboursé à l'égard du même immeuble à une autre personne qui y avait droit en vertu du présent article.

Rebate based on consideration

(4.1) Where the estimated federal sales tax for a residential complex is an amount based on the consideration, or a portion of the consideration, for a supply of the complex, a rebate in respect of the complex shall not be paid under this section to a person unless the person has applied for the rebate after tax under Part IX became payable in respect of that supply.

Remboursement fondé sur la contrepartie

(4.1) Lorsque la taxe de vente fédérale estimative applicable à un immeuble d'habitation est fondée sur tout ou partie de la contrepartie de la fourniture de l'immeuble, le montant n'est remboursé à l'égard de l'immeuble que si la personne en fait la demande après que la taxe prévue à la partie IX est devenue payable relativement à la fourniture.

1990, c. 45, s. 12(1)

(5) Subsection 121(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(5) Le paragraphe 121(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application of Parts VI and VII

(6) Parts VI and VII apply in respect of an application for a rebate and of a payment of a rebate under this section as if the application were an application for a refund under section 68 and the payment were made under section 72.

Application des parties VI et VII

(6) Les parties VI et VII s'appliquent aux demandes de remboursement et aux versements, prévus par le présent article, comme s'il s'agissait de demandes présentées en vertu de l'article 68 et de versements faits en application de l'article 72.

(6) Subsections (1) to (5) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) subsection 121(3) of the said Act, as enacted by subsection (4), shall be read without reference to the words "or (6)" in its application to any residential complex the builder of which is a person to whom subsections 191(1) to (4) of the said Act do not apply because of subsection 191(6) of the said Act and in respect of which an application for a rebate under section 121 of the said Act is filed in accordance with that section before September 15, 1992; and

(*b*) subsections 121(2) to (3) of the said Act, as enacted by subsection (4), shall be read without reference to the words "the construction or substantial renovation of" in their application to any residential complex in respect of which an application for a rebate under section 121 of the said Act is filed in accordance with that section before September 15, 1992.

(6) Les paragraphes (1) à (5) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) il n'est pas tenu compte de la mention « ou (6) » au paragraphe 121(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), pour l'application du même paragraphe 121(3) aux immeubles d'habitation dont le constructeur est une personne à laquelle les paragraphes 191(1) à (4) de la même loi ne s'appliquent pas par l'effet du paragraphe 191(6) de la même loi et à l'égard desquels une demande de remboursement visée à l'article 121 de la même loi est produite en conformité avec cet article avant le 15 septembre 1992;**

***b*) il n'est pas tenu compte des mentions de la construction ou des rénovations majeures aux paragraphes 121(2) à (3) de la même loi, édictés par le paragraphe (4), pour leur application aux immeubles d'habitation à l'égard desquels une demande de remboursement visée à l'article 121 de la même loi est produite en conformité avec cet article avant le 15 septembre 1992.**

8. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 121 thereof, the following section:

8. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 121, de ce qui suit :

Application of anti-avoidance rule

121.1 Section 274 applies to this Part with such modifications as the circumstances require, and for that purpose every reference in that section to "an assessment, a reassessment or an additional assessment" shall be read as a reference to "an assessment, a reassessment, an additional assessment, a determination or a redetermination".

121.1 L'article 274 s'applique à la présente partie avec les adaptations nécessaires. À cette fin, la mention à cet article de cotisation, nouvelle cotisation ou cotisation supplémentaire vaut aussi mention de détermination ou de nouvelle détermination.

Application de la règle anti-évitement

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

9. (1) Paragraph 122(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

9. (1) L'alinéa 122*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(*a*) on Her Majesty in right of Canada; and

a) Sa Majesté du chef du Canada;

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Section 122 of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*b*) thereof and by repealing paragraph (*c*) thereof.

(2) L'alinéa 122*c*) de la même loi est abrogé.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

10. (1) The definitions "commercial activity", "credit note", "exclusive", "hospital authority", "membership", "non-profit organization", "recipient", "registrant", "segregated fund", "service" and "taxable supply" in subsection 123(1) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

10. (1) Les définitions de « acquéreur », « activité commerciale », « administration hospitalière », « droit d'adhésion », « exclusif », « fonds réservé », « fourniture taxable », « inscrit », « note de crédit », « organisme à but non lucratif » et « service », au paragraphe 123(1) de la même loi, sont abrogées et respectivement remplacées par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

"commercial activity" « *activité commerciale* »

"commercial activity" of a person means

(*a*) a business carried on by the person (other than a business carried on by an individual or a partnership, all of the members of which are individuals, without a reasonable expectation of profit), except to the extent to which the business involves the making of exempt supplies by the person,

(*b*) an adventure or concern of the person in the nature of trade (other than an adventure or concern engaged in by an individual or a partnership, all of the members of which are individuals, without a reasonable expectation of profit), except to the extent to which the adventure or concern involves the making of exempt supplies by the person, and

« acquéreur » *"recipient"*

« acquéreur »

a) Personne qui est tenue, aux termes d'une convention portant sur une fourniture, de payer la contrepartie de la fourniture;

b) personne qui est tenue, autrement qu'aux termes d'une convention portant sur une fourniture, de payer la contrepartie de la fourniture;

c) si nulle contrepartie n'est payable pour une fourniture :

(i) personne à qui un bien, fourni par vente, est livré ou à la disposition de qui le bien est mis,

(ii) personne à qui la possession ou l'utilisation d'un bien, fourni autrement que par vente, est transférée ou à la disposition de qui le bien est mis,

(*c*) the making of a supply (other than an exempt supply) by the person of real property of the person, including anything done by the person in the course of or in connection with the making of the supply;

"credit note" « *note de crédit* »
"credit note" means a credit note issued under subsection 232(3);

"exclusive" « *exclusif* »
"exclusive" means

(*a*) in respect of the consumption, use or supply of property or a service by a person that is not a financial institution, all or substantially all of the consumption, use or supply of the property or service, and

(*b*) in respect of the consumption, use or supply of property or a service by a financial institution, all of the consumption, use or supply of the property or service;

"hospital authority" « *administration hospitalière* »
"hospital authority" means an organization or that part of an organization that operates a public hospital and that is designated by the Minister as a hospital authority for the purposes of this Part;

"membership" « *droit d'adhésion* »
"membership" includes a right granted by a particular person that entitles another person to services that are provided by, or to the use of facilities that are operated by, the particular person and that are not available, or are not available to the same extent or for the same fee or charge, to persons to whom such a right has not been granted, and also includes such a right that is conditional on the acquisition or ownership of a share, bond, debenture or other security;

"non-profit organization" « *organisme à but non lucratif* »
"non-profit organization" means a person (other than an individual, an estate, a trust, a charity, a municipality or a government) that was organized and is operated solely for a purpose other than profit, no part of the income of which is payable to, or otherwise available for the personal benefit of, any proprietor, member or shareholder thereof unless the proprietor, member or shareholder is a club, a society or an association the primary purpose and function of which is the promotion of amateur athletics in Canada;

(iii) personne à qui un service est rendu.

Par ailleurs, la mention d'une personne au profit de laquelle une fourniture est effectuée vaut mention de l'acquéreur de la fourniture.

« activité commerciale » "*commercial activity*"
« activité commerciale » Constituent des activités commerciales exercées par une personne :

a) l'exploitation d'une entreprise (à l'exception d'une entreprise exploitée sans attente raisonnable de profit par un particulier ou une société de personnes dont l'ensemble des associés sont des particuliers), sauf dans la mesure où l'entreprise comporte la réalisation par la personne de fournitures exonérées;

b) les projets à risque et les affaires de caractère commercial (à l'exception de quelque projet ou affaire qu'entreprend, sans attente raisonnable de profit, un particulier ou une société de personnes dont l'ensemble des associés sont des particuliers), sauf dans la mesure où le projet ou l'affaire comporte la réalisation par la personne de fournitures exonérées;

c) la réalisation de fournitures, sauf des fournitures exonérées, d'immeubles appartenant à la personne, y compris les actes qu'elle accomplit dans le cadre ou à l'occasion des fournitures.

« administration hospitalière » "*hospital authority*"
« administration hospitalière » Institution ou partie d'institution qui administre un hôpital public et qui est désignée par le ministre comme administration hospitalière pour l'application de la présente partie.

« droit d'adhésion » "*membership*"
« droit d'adhésion » Est assimilé au droit d'adhésion le droit conféré par une personne par lequel le titulaire du droit peut obtenir des services fournis par la personne ou faire usage d'installations gérées par elle, lesquels ne sont pas mis à la disposition de personnes non titulaires d'un tel droit ou, s'ils le sont, ne le sont pas dans la même mesure ou au même coût. Y est également assimilé un tel droit dont l'obtention requiert qu'une personne soit propriétaire ou acquéreur d'une action, d'une obligation ou d'un autre titre.

"recipient" « *acquéreur* »

"recipient" of a supply of property or a service means

(*a*) where consideration for the supply is payable under an agreement for the supply, the person who is liable under the agreement to pay that consideration,

(*b*) where paragraph (*a*) does not apply and consideration is payable for the supply, the person who is liable to pay that consideration, and

(*c*) where no consideration is payable for the supply,

(i) in the case of a supply of property by way of sale, the person to whom the property is delivered or made available,

(ii) in the case of a supply of property otherwise than by way of sale, the person to whom possession or use of the property is given or made available, and

(iii) in the case of a supply of a service, the person to whom the service is rendered,

and any reference to a person to whom a supply is made shall be read as a reference to the recipient of the supply;

"registrant" « *inscrit* »

"registrant" means a person who is registered, or who is required to be registered, under Subdivision d of Division V;

"segregated fund" « *fonds réservé* »

"segregated fund" of an insurer means a specified group of properties that is held in respect of insurance policies all or part of the reserves for which vary in amount depending on the fair market value of the properties;

"service" « *service* »

"service" means anything other than

(*a*) property,

(*b*) money, and

(*c*) anything that is supplied to an employer by a person who is or agrees to become an employee of the employer in the course of or in relation to the office or employment of that person;

"taxable supply" « *fourniture taxable* »

"taxable supply" means a supply that is made in the course of a commercial activity;

« exclusif » S'entend, dans le cas des personnes autres que les institutions financières, de la totalité, ou presque, de la consommation, de l'utilisation ou de la fourniture d'un bien ou d'un service et, dans le cas des institutions financières, de la totalité de pareille consommation, utilisation ou fourniture. « exclusif » "*exclusive*"

« fonds réservé » Groupe déterminé de biens détenus par un assureur relativement à des polices d'assurance dont tout ou partie des provisions varient selon la juste valeur marchande des biens. « fonds réservé » "*segregated fund*"

« fourniture taxable » Fourniture effectuée dans le cadre d'une activité commerciale. « fourniture taxable » "*taxable supply*"

« inscrit » Personne inscrite, ou tenue de l'être, aux termes de la sous-section d de la section V. « inscrit » "*registrant*"

« note de crédit » Note de crédit remise en application du paragraphe 232(3). « note de crédit » "*credit note*"

« organisme à but non lucratif » À l'exclusion d'un particulier, d'une succession, d'une fiducie, d'un organisme de bienfaisance, d'une municipalité ou d'un gouvernement, personne qui est constituée et administrée exclusivement à des fins non lucratives et dont aucun revenu n'est payable à un propriétaire, à un membre ou à un actionnaire ou ne peut par ailleurs être disponible pour servir à leur profit personnel, sauf s'ils forment un club ou une association ayant comme principal objectif la promotion du sport amateur au Canada. « organisme à but non lucratif » "*non-profit organization*"

« service » Tout ce qui n'est ni un bien, ni de l'argent, ni fourni à un employeur par une personne qui est un salarié de l'employeur, ou a accepté de l'être, relativement à sa charge ou à son emploi. « service » "*service*"

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph (*c*) of the definition "builder" in subsection 123(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) in the case of a mobile home or floating home, makes a supply of the home before the home has been used or occupied by any individual as a place of residence,

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa *c*) de la définition de « constructeur », au paragraphe 123(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) dans le cas d'une maison mobile ou d'une maison flottante, fournit la maison avant qu'elle soit utilisée ou occupée à titre résidentiel;

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subparagraph (*d*)(ii) of the definition "builder" in subsection 123(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(ii) in any case, before it has been occupied by an individual as a place of residence or lodging,

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Le sous-alinéa *d*)(ii) de la définition de « constructeur », au paragraphe 123(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) dans tous les cas, avant qu'il soit occupé à titre résidentiel ou d'hébergement;

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) All that portion of paragraph (*d*) of the definition "builder" in subsection 123(1) of the said Act following subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

for the primary purpose of

(iii) making one or more supplies of the complex or parts thereof or interests therein by way of sale, or

(iv) making one or more supplies of the complex or parts thereof by way of lease, licence or similar arrangement to persons other than to individuals who are acquiring the complex or parts otherwise than in the course of a business or an adventure or concern in the nature of trade, or

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Le passage de l'alinéa *d*) de la définition de « constructeur », au paragraphe 123(1) de la même loi, qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) acquiert un droit sur l'immeuble d'habitation au moment suivant, en vue principalement soit d'effectuer par vente des fournitures de tout ou partie de l'immeuble, ou de droits sur celui-ci, soit d'effectuer des fournitures de tout ou partie de l'immeuble par bail, licence ou accord semblable au profit de personnes autres que des particuliers qui acquièrent l'immeuble ou la partie d'immeuble en dehors du cadre d'une entreprise, d'un projet à risques ou d'une affaire de caractère commercial :

1990, c. 45, s. 12(1)

(5) All that portion of the definition "builder" in subsection 123(1) of the said Act following paragraph (*d*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*e*) in any case, is deemed under subsection 190(1) to be a builder of the complex,

but does not include

(*f*) an individual described in paragraph (*a*), (*b*) or (*d*) who

(i) carries on the construction or substantial renovation,

1990, ch. 45, par. 12(1)

(5) Le passage de la définition de « constructeur », au paragraphe 123(1) de la même loi, qui suit l'alinéa *d*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) dans tous les cas, est réputée par le paragraphe 190(1) être le constructeur de l'immeuble.

N'est pas un constructeur :

f) le particulier visé aux alinéas *a*), *b*) ou *d*) qui, en dehors du cadre d'une entreprise, d'un projet à risques ou d'une affaire de caractère commercial :

(ii) engages another person to carry on the construction or substantial renovation for the individual, or

(iii) acquires the complex or interest in it,

otherwise than in the course of a business or an adventure or concern in the nature of trade,

(*g*) an individual described in paragraph (*c*) who makes a supply of the mobile home or floating home otherwise than in the course of a business or an adventure or concern in the nature of trade, or

(*h*) a person described in any of paragraphs (*a*) to (*c*) whose only interest in the complex is a right to purchase the complex or an interest in it from a builder of the complex;

(i) soit construit ou fait construire l'immeuble d'habitation ou l'adjonction, ou y fait ou y fait faire des rénovations majeures,

(ii) soit acquiert l'immeuble ou un droit afférent;

g) le particulier visé à l'alinéa *c*) qui fournit la maison mobile ou la maison flottante en dehors du cadre d'une entreprise, d'un projet à risques ou d'une affaire de caractère commercial;

h) la personne visée aux alinéas *a*) à *c*) dont le seul droit sur l'immeuble est celui d'acheter du constructeur l'immeuble ou un droit afférent.

1990, c. 45, s. 12(1)

(6) Paragraph (*f*) of the definition "financial service" in subsection 123(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*f*) the payment or receipt of money as dividends (other than patronage dividends), interest, principal, benefits or any similar payment or receipt of money in respect of a financial instrument,

(*f*.1) the payment or receipt of an amount in full or partial satisfaction of a claim arising under an insurance policy,

1990, ch. 45, par. 12(1)

(6) L'alinéa *f*) de la définition de « service financier », au paragraphe 123(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) le paiement ou la réception d'argent à titre de dividendes, sauf les ristournes, d'intérêts, de principal ou d'avantages, ou tout paiement ou réception d'argent semblable, relativement à un effet financier;

f.1) le paiement ou la réception d'un montant en règlement total ou partiel d'une réclamation découlant d'une police d'assurance;

1990, c. 45, s. 12(1)

(7) Paragraph (*j*) of the definition "financial service" in subsection 123(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*j*) the service of investigating and recommending the compensation in satisfaction of a claim under an insurance policy where the service is supplied by an insurer or by another person who, except in the case of a claim under a marine insurance policy, is licensed under the laws of a province to provide such service,

(*j*.1) the service of providing a person who supplies a service referred to in

1990, ch. 45, par. 12(1)

(7) L'alinéa *j*) de la définition de « service financier », au paragraphe 123(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

j) le service consistant à faire des enquêtes et des recommandations concernant l'indemnité accordée en règlement d'une réclamation faite aux termes d'une police d'assurance, qui est fourni par un assureur ou par une autre personne qui, sauf s'il s'agit d'une réclamation faite aux termes d'une police d'assurance maritime, est autorisée par permis obtenu en application de la législation provinciale à rendre un tel service;

paragraph (*j*) in respect of property with an appraisal of the damage caused to the property, or in the case of a loss of the property, the value of the property, where the supplier of the appraisal inspects the property, or in the case of a loss of the property, the last-known place where the property was situated before the loss,

j.1) le service consistant à remettre au fournisseur du service visé à l'alinéa *j*) relativement à un bien une évaluation des dommages causés au bien ou, en cas de perte du bien, de sa valeur, à condition que le fournisseur de l'évaluation examine le bien ou son dernier emplacement connu avant sa perte;

1990, c. 45, s. 12(1)

(8) Paragraph (*p*) of the definition "financial service" in subsection 123(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*p*) the service of providing advice, other than a service included in this definition because of paragraph (*j*) or (*j*.1),

1990, ch. 45, par. 12(1)

(8) L'alinéa *p*) de la définition de « service financier », au paragraphe 123(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

p) les services de conseil, sauf un service visé aux alinéas *j*) ou *j*.1);

(9) The definition "financial service" in subsection 123(1) of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after paragraph (*r*) thereof, the following paragraph:

(*r*.1) the arranging for the transfer of ownership of shares of a cooperative housing corporation,

(9) La définition de « service financier », au paragraphe 123(1) de la même loi, est modifiée par insertion, après l'alinéa *r*), de ce qui suit :

r.1) le fait de prendre des mesures en vue du transfert de la propriété des parts du capital social d'une coopérative d'habitation;

1990, c. 45, s. 12(1)

(10) All that portion of paragraph (*a*) of the definition "insurance policy" in subsection 123(1) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) a policy or contract of insurance (other than a warranty in respect of the quality, fitness or performance of tangible property, where the warranty is supplied to a person who acquires the property otherwise than for resale) that is issued by an insurer, including

1990, ch. 45, par. 12(1)

(10) Le passage de l'alinéa *a*) de la définition de « police d'assurance », au paragraphe 123(1) de la même loi, qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) Police ou contrat d'assurance (sauf une garantie portant sur la qualité, le bon état ou le bon fonctionnement d'un bien corporel, lorsque la garantie est fournie à une personne qui acquiert le bien à une fin autre que sa vente) établis par un assureur, y compris :

(11) The definition "qualifying subsidiary" in subsection 123(1) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*a*) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (*b*) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(*c*) where the particular corporation is a member of a mutual insurance group, every other member of that group;

(11) La définition de « filiale déterminée », au paragraphe 123(1) de la même loi, est modifiée par adjonction de ce qui suit :

d) si la personne morale donnée est membre d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance, chacun des autres membres de ce regroupement.

1990, c. 45, s. 12(1)

(12) Paragraph (*c*) of the definition "real property" in subsection 123(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch 45, par. 12(1)

(12) L'alinéa *c*) de la définition de « immeuble », au paragraphe 123(1) de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*c*) a mobile home, a floating home and any leasehold or proprietary interest therein;

c) les maisons mobiles, les maisons flottantes ainsi que les tenures à bail ou autres droits de propriété afférents.

1990, c. 45, s. 12(1)

(13) All that portion of paragraph (*a*) of the definition "residential complex" in subsection 123(1) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) that part of a building in which one or more residential units are located, together with

1990, ch. 45, par. 12(1)

(13) Le passage de l'alinéa *a*) de la définition de « immeuble d'habitation », au paragraphe 123(1) de la même loi, qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) La partie constitutive d'un bâtiment qui comporte au moins une habitation, y compris :

(14) The definition "residential complex" in subsection 123(1) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*b*) thereof and by adding thereto, immediately after paragraph (*c*) thereof, the following paragraphs:

(*c*.1) a mobile home, together with any appurtenances to the home and, where the home is affixed to land (other than a site in a residential trailer park) for the purpose of its use and enjoyment as a place of residence for individuals, the land subjacent or immediately contiguous to the home that is attributable to the home and is reasonably necessary for that purpose, and

(*c*.2) a floating home,

(14) La définition de « immeuble d'habitation », au paragraphe 123(1) de la même loi, est modifiée par insertion, après l'alinéa *c*), de ce qui suit :

c.1) une maison mobile, y compris ses dépendances et, si elle est fixée à un fonds (sauf un emplacement dans un parc à roulottes résidentiel) destiné à en permettre l'usage résidentiel, le fonds sous-jacent ou contigu qui est attribuable à la maison et qui est vraisemblablement nécessaire à son usage résidentiel;

c.2) une maison flottante.

1990, c. 45, s. 12(1)

(15) All that portion of the definition "residential complex" in subsection 123(1) of the said Act, as amended by subsection (14), following paragraph (*c*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*d*) a mobile home, together with any appurtenances to the home and, where the home is affixed to land (other than a site in a residential trailer park) for the purpose of its use and enjoyment as a place of residence for individuals, the land subjacent or immediately contiguous to the home that is attributable to the home and is reasonably necessary for that purpose, and

(*e*) a floating home,

but not including a building, or that part of a building, that is a hotel, a motel, an inn, a

1990, ch. 45, par. 12(1)

(15) Le passage de la définition de « immeuble d'habitation », au paragraphe 123(1) de la même loi, qui suit l'alinéa *c*), dans sa version modifiée par le paragraphe (14), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) une maison mobile, y compris ses dépendances et, si elle est fixée à un fonds (sauf un emplacement dans un parc à roulottes résidentiel) destiné à en permettre l'usage résidentiel, le fonds sous-jacent ou contigu qui est attribuable à la maison et qui est raisonnablement nécessaire à son usage résidentiel;

e) une maison flottante.

Ne sont pas un immeuble d'habitation tout ou partie d'un bâtiment qui est un hôtel, un motel, une auberge, une pension ou un gîte semblable, ni le fonds et les dépendances qui y sont attribuables, si le bâtiment n'est

boarding house, a lodging house or other similar premises, or the land and appurtenances attributable to the building or part, where the building is not described in paragraph (*c*) and all or substantially all of the supplies of residential units in the building or part by way of lease, licence or similar arrangement are, or are expected to be, for periods of less than sixty days;

pas visé à l'alinéa *c*) et si la totalité, ou presque, des fournitures d'habitation dans le bâtiment ou dans la partie de bâtiment, par bail, licence ou accord semblable, se font, ou sont censées se faire, pour des périodes de moins de 60 jours.

1990, c. 45, s. 12(1)

(16) Paragraph (*a*) of the definition "residential unit" in subsection 123(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) a detached house, semi-detached house, rowhouse unit, condominium unit, mobile home, floating home or apartment,

(16) Le passage de la définition de « habitation », au paragraphe 123(1) de la même loi, qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

« habitation » "*residential unit*"

« habitation » Maison individuelle, jumelée ou en rangée; unité en copropriété; maison mobile; maison flottante; appartement; chambre d'hôtel, de motel, d'auberge ou de pension; chambre dans une résidence d'étudiants, de personnes âgées ou handicapées ou d'autres particuliers; ou tout gîte semblable, ou toute partie de ceux-ci, qui est, selon le cas :

1990, c. 45, s. 12(1)

(17) The definitions "prescribed" and "short-term accommodation" in subsection 123(1) of the English version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(17) Les définitions de « prescribed » et « short-term accommodation », au paragraphe 123(1) de la version anglaise de la même loi, sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

"prescribed" *Version anglaise seulement*

"prescribed" means

"prescribed" means

"prescribed" *Version anglaise seulement*

(*a*) in the case of a form or the manner of filing a form, authorized by the Minister,

(*b*) in the case of the information to be given on a form, specified by the Minister,

(*c*) in the case of the manner of making or filing an election, authorized by the Minister, and

(*d*) in the case of any other case, prescribed by regulation or determined in accordance with rules prescribed by regulation;

(*a*) in the case of a form or the manner of filing a form, authorized by the Minister,

(*b*) in the case of the information to be given on a form, specified by the Minister,

(c) in the case of the manner of making or filing an election, authorized by the Minister, and

(d) in the case of any other case, prescribed by regulation or determined in accordance with rules prescribed by regulation;

"short-term accommodation" *« logement provisoire »*

"short-term accommodation" means a residential complex or a residential unit that is supplied by way of lease, licence or similar arrangement for the purpose of its occupancy by an individual as a place of residence or lodging, where the complex or unit is occupied by the same individual for a period of less than a month;

"short-term accommodation" means a residential complex or a residential unit that is supplied by way of lease, licence or similar arrangement for the purpose of its occupancy by an individual as a place of residence or lodging, where the complex or unit is occupied by the same individual for a period of less than a month;

"short-term accommodation" *« logement provisoire »*

(18) Subsection 123(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

"carrier" « *transporteur* »
"carrier" means a person who supplies a freight transportation service within the meaning assigned by subsection 1(1) of Part VII of Schedule VI;

"commercial service" « *service commercial* »
"commercial service" means a processing service within the meaning assigned by subsection 252(5);

"consideration" « *contrepartie* »
"consideration" includes any amount that is payable for a supply by operation of law;

"convention" « *congrès* »
"convention" means a formal meeting or assembly that is not open to the general public, but does not include a meeting or assembly the principal purpose of which is

(*a*) to provide any type of amusement, entertainment or recreation,

(*b*) to conduct contests or games of chance, or

(*c*) to transact the business of the convenor or attendees

(i) in the course of a trade show that is open to the general public, or

(ii) otherwise than in the course of a trade show;

"convention facility" « *centre de congrès* »
"convention facility" means real property that is acquired by way of lease, licence or similar arrangement by the sponsor or organizer of a convention for use exclusively as the site for the convention;

"cooperative corporation" « *coopérative* »
"cooperative corporation" means a cooperative housing corporation and any other cooperative corporation within the meaning assigned by subsection 136(2) of the *Income Tax Act*;

"cooperative housing corporation" « *coopérative d'habitation* »
"cooperative housing corporation" means a corporation that was incorporated, by or under a law of Canada or a province providing for the establishment of the corporation or respecting the establishment of cooperative corporations, for the purpose of making supplies by way of lease, licence or similar arrangement of residential units to its members for the purpose of their occupancy as places of residence for individuals where

(18) Le paragraphe 123(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« centre de congrès » *"convention facility"*
« centre de congrès » Immeuble acquis par bail, licence ou accord semblable par le promoteur ou l'organisateur d'un congrès pour utilisation exclusive comme lieu du congrès.

« congrès » *"convention"*
« congrès » Réunion ou assemblée officielle qui n'est pas ouverte au grand public. N'est pas un congrès la réunion ou l'assemblée dont l'objet principal consiste, selon le cas :

a) à offrir des attractions, des divertissements ou des distractions de tout genre;

b) à tenir des concours ou mener des jeux de hasard;

c) à permettre à l'instigateur du congrès ou aux congressistes de réaliser des affaires soit dans le cadre d'une foire commerciale ouverte au grand public, soit autrement que dans le cadre d'une foire commerciale.

« congrès étranger » *"foreign convention"*
« congrès étranger » Congrès qui présente les caractéristiques suivantes :

a) il est raisonnable de s'attendre, au moment où le promoteur du congrès établit le montant de la contrepartie du droit d'entrée au congrès, à ce qu'au moins 75 % de ces droits soient fournis à des personnes non-résidentes;

b) le promoteur du congrès est une organisation dont le siège social est situé à l'étranger ou, à défaut de siège social, qui est contrôlée et gérée par une personne non-résidente ou par des personnes dont la majorité sont des non-résidents.

« contrepartie » *"consideration"*
« contrepartie » Est assimilé à une contrepartie tout montant qui, par effet de la loi, est payable pour une fourniture.

« coopérative » *"cooperative corporation"*
« coopérative » S'entend d'une coopérative d'habitation ou de toute autre corporation coopérative, au sens du paragraphe 136(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

« coopérative d'habitation » *"cooperative housing corporation"*
« coopérative d'habitation » Personne morale constituée sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale la concernant ou concernant

(*a*) the statute by or under which it was incorporated, its charter, articles of association or by-laws or its contracts with its members require that the activities of the corporation be engaged in at or near cost after providing for reasonable reserves and hold forth the prospect that surplus funds arising from those activities will be distributed among its members in proportion to patronage,

(*b*) none of its members (except other cooperative corporations) have more than one vote in the conduct of the affairs of the corporation, and

(*c*) at least 90% of its members are individuals or other cooperative corporations and at least 90% of its shares are held by such persons;

"courier" « *messager* »

"courier" has the meaning assigned by subsection 2(1) of the *Customs Act*;

"debit note" « *note de débit* »

"debit note" means a debit note issued under subsection 232(3);

"employee" « *salarié* » "employer" « *employeur* »

"employee" includes an officer;

"employer", in relation to an officer, means the person from whom the officer receives remuneration;

"floating home" « *maison flottante* »

"floating home" means a structure that is composed of a floating platform and a building designed to be occupied as a place of residence for individuals that is permanently affixed to the platform, but does not include any freestanding appliances or furniture sold with the structure or any structure that has means of, or is capable of being readily adapted for, self-propulsion;

"foreign convention" « *congrès étranger* »

"foreign convention" means a convention

(*a*) at least 75% of the admissions to which are, at the time the sponsor of the convention determines the amount to be charged as consideration therefor, reasonably expected to be supplied to non-resident persons, and

(*b*) the sponsor of which is an organization whose head office is situated outside Canada or, where the organization has no head office, the member, or majority of

la constitution de coopératives, en vue de fournir à ses membres, par bail, licence ou accord semblable, des habitations pour occupation à titre résidentiel, si les conditions suivantes sont réunies :

a) la loi sous le régime de laquelle elle est constituée, sa charte, ses statuts constitutifs ou ses règlements administratifs, ou encore les contrats qu'elle conclut avec ses membres, requièrent que ses activités couvrent autant que possible leurs frais après la constitution de réserves suffisantes et laissent entrevoir la possibilité de répartition des excédents provenant de ces activités entre ses membres en proportion de leur apport commercial;

b) nul membre, sauf d'autres coopératives, n'a plus d'une voix dans la conduite des affaires de la coopérative;

c) au moins 90 % de ses membres sont des particuliers ou d'autres coopératives, qui détiennent ensemble au moins 90 % de ses parts.

« employeur » Est considérée comme l'employeur d'un salarié la personne qui lui verse un traitement, un salaire, une rémunération ou toute autre rétribution. « employeur » "*employer*"

« entreprise de taxis » Entreprise exploitée au Canada qui consiste à transporter des passagers par taxi ou autre véhicule semblable à des prix réglementés par les lois fédérales ou provinciales. « entreprise de taxis » "*taxi business*"

« fédération de sociétés mutuelles d'assurance » Personne morale dont chacun des membres est une société mutuelle d'assurance tenue, aux termes d'une loi provinciale, d'être membre de la personne morale. N'est pas une fédération de sociétés mutuelles d'assurance la personne morale dont l'objet principal, selon le cas : « fédération de sociétés mutuelles d'assurance » "*mutual insurance federation*"

a) est lié à l'assurance-automobile;

b) consiste à indemniser les réclamants et les titulaires de polices d'assurance contre les assureurs insolvables;

c) consiste à établir et à administrer un fonds de garantie, un fonds de liquidité, un fonds d'entraide ou un autre fonds semblable pour le bénéfice de ses mem-

members, of which having management and control of the organization is or are non-resident;

"month" « *mois* »

"month" means a period beginning on a particular day in a calendar month and ending on

(*a*) the day immediately before the day in the next calendar month that has the same calendar number as the particular day, or

(*b*) where the next calendar month does not have a day that has the same calendar number as the particular day, the last day of that next calendar month;

"mutual insurance federation" « *fédération de sociétés mutuelles d'assurance* »

"mutual insurance federation" means a corporation each member of which is a mutual insurance corporation that is required, under an Act of the legislature of a province, to be a member of the corporation, but does not include a corporation the main purpose of which is

(*a*) related to automobile insurance,

(*b*) to provide compensation to insurance policy holders of, or claimants on, insolvent insurers, or

(*c*) to establish and manage a guarantee fund, cash reserve fund, mutual aid fund or similar fund for the benefit of its members and to provide financial assistance with regard to losses sustained on the winding-up or dissolution of its members;

"mutual insurance group" « *regroupement de sociétés mutuelles d'assurance* »

"mutual insurance group" means a group that consists of

(*a*) a mutual insurance federation and its members,

(*b*) where the members of the mutual insurance federation are the sole investors in an investment fund, that fund, and

(*c*) where there exists a mutual reinsurance corporation each member of which is a member of the mutual insurance federation and is not entitled to obtain reinsurance from any other reinsurance

bres et à aider au paiement des pertes subies lors de leur liquidation ou dissolution.

« fournitures liées à un congrès » *"related convention supplies"*

« fournitures liées à un congrès » Biens ou services acquis ou importés par une personne exclusivement pour consommation, utilisation ou fourniture par elle dans le cadre d'un congrès, à l'exception des biens et services suivants :

a) les services de transport autres que les services nolisés que la personne acquiert dans l'unique but de transporter les congressistes entre le centre de congrès, leur lieu d'hébergement et les terminaux;

b) les aliments, les boissons et les divertissements;

c) les biens et les services fournis à la personne aux termes d'un contrat visant un service de traiteur;

d) les biens et les services fournis par la personne dans le cadre du congrès pour une contrepartie distincte de la contrepartie du droit d'entrée au congrès, sauf si l'acquéreur de la fourniture acquiert les biens et les services exclusivement pour consommation ou utilisation dans le cadre de la promotion, au congrès, de biens ou de services fournis par lui ou par son entreprise.

« maison flottante » *"floating home"*

« maison flottante » Construction constituée d'une plate-forme flottante et d'un bâtiment, fixé de façon permanente sur cette plate-forme, qui est conçu pour être occupé à titre résidentiel, à l'exclusion des appareils ou du mobilier non encastrés vendus avec la construction. Ne sont pas des maisons flottantes les constructions munies d'un moyen de propulsion ou pouvant facilement en être munies.

« mandataire désigné » *"specified Crown agent"*

« mandataire désigné » Mandataire de Sa Majesté du chef du Canada, désigné par règlement.

« messager » *"courier"*

« messager » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*.

« mois » *"month"*

« mois » Période qui commence un quantième donné et prend fin :

corporation, that mutual reinsurance corporation;

"organizer" « *organisateur* »

"organizer" of a convention means a person who acquires the convention facility or related convention supplies and who organizes the convention for another person who is the sponsor of the convention;

"related convention supplies" « *fournitures liées à un congrès* »

"related convention supplies" means property or services acquired or imported by a person exclusively for consumption, use or supply by the person in connection with a convention, but does not include

(*a*) transportation services, other than a chartered service acquired by the person solely for the purpose of transporting attendees of the convention between any of the convention facilities, places of lodging of the attendees or transportation terminals,

(*b*) food, beverages or entertainment,

(*c*) property or services that are supplied to the person under a contract for catering, or

(*d*) property or services supplied by the person in connection with the convention for consideration that is separate from the consideration for the admission to the convention, unless the recipient of the supply is acquiring the property or services exclusively for consumption or use in the course of promoting, at the convention, property or services supplied by, or a business of, the recipient;

"residential trailer park" « *parc à roulottes résidentiel* »

"residential trailer park" of a person means the land that is included in a trailer park of the person or, where the person has two or more trailer parks that are immediately contiguous to each other, the land that is included in those contiguous trailer parks, and any buildings, fixtures and other appurtenances to the land that are reasonably necessary for

(*a*) the use and enjoyment of sites in the trailer parks by individuals residing in or occupying mobile homes, or travel trailers, motor homes or similar vehicles or trailers, situated or to be situated on those sites, or

a) la veille du même quantième du mois suivant;

b) si le mois suivant n'a pas de quantième correspondant au quantième donné, le dernier jour de ce mois.

« note de débit » *"debit note"*

« note de débit » Note de débit remise en application du paragraphe 232(3).

« organisateur » *"organizer"*

« organisateur » Personne qui acquiert un centre de congrès ou des fournitures liées à un congrès et qui organise le congrès pour une autre personne qui en est le promoteur.

« parc à roulottes » *"trailer park"*

« parc à roulottes » Fonds dont une personne est locataire ou propriétaire, qui est composé exclusivement de ce qui suit :

a) des emplacements que la personne fournit, ou est censée fournir, par bail, licence ou accord semblable, au propriétaire, locataire, occupant ou possesseur soit d'une maison mobile, soit d'une remorque de tourisme, d'une maison motorisée ou de quelque véhicule ou remorque semblable qui est situé sur l'emplacement ou qui y sera situé;

b) d'autres fonds qui sont vraisemblablement nécessaires :

(i) soit à l'usage des emplacements par des particuliers qui résident dans une maison mobile ou dans une remorque de tourisme, une maison motorisée ou quelque véhicule ou remorque semblable qui est situé sur l'emplacement ou qui y sera situé, ou qui occupent semblable maison, véhicule ou remorque,

(ii) soit à l'exploitation d'une entreprise qui consiste à fournir les emplacements par bail, licence ou accord semblable.

« parc à roulottes résidentiel » *"residential trailer park"*

« parc à roulottes résidentiel » Fonds qui fait partie du parc à roulottes d'une personne ou, si la personne possède plusieurs parcs à roulottes contigus, fonds qui fait partie de ceux-ci, ainsi que les bâtiments, installations fixes et autres dépendances du fonds qui sont vraisemblablement nécessaires :

a) soit à l'usage d'emplacements situés dans ces parcs par des particuliers qui résident dans une maison mobile ou dans

(*b*) the purpose of engaging in the business of supplying those sites by way of lease, licence or similar arrangement,

but does not include such land and appurtenances or any part of them unless the land encompasses at least two sites and all or substantially all of the sites in the trailer parks

(*c*) are supplied, or are intended to be supplied, by way of lease, licence or similar arrangement for a period of at least

(i) one month, in the case of a mobile home or other residential unit, and

(ii) twelve months, in the case of a travel trailer, motor home or similar vehicle or trailer that is not a residential unit, and

(*d*) if the sites were occupied by mobile homes, would be suitable for use by individuals as places of residence throughout the year;

"specified Crown agent" means a prescribed agent of Her Majesty in right of Canada;

"sponsor" of a convention means the person who convenes the convention and supplies admissions to it;

"taxi business" means a business carried on in Canada of transporting passengers by taxi for fares that are regulated under the laws of Canada or a province;

"trailer park" of a person means a piece of land that is owned by or leased to the person and that is exclusively composed of

(*a*) one or more sites each of which is, or is intended to be, supplied by the person by way of lease, licence or similar arrangement to the owner, lessee or person in occupation or possession of a mobile home, or a travel trailer, motor home or similar vehicle or trailer, situated or to be situated on the site, and

(*b*) other land that is reasonably necessary for

une remorque de tourisme, une maison motorisée ou quelque véhicule ou remorque semblable qui est situé sur ces emplacements ou qui y sera situé, ou qui occupent semblable maison, véhicule ou remorque;

b) soit à l'exploitation d'une entreprise qui consiste à fournir de tels emplacements par bail, licence ou accord semblable.

Ne sont visés par la présente définition que les parcs à roulottes dont les fonds et dépendances, ou leurs parties, comptent chacun au moins deux emplacements et dont la totalité, ou presque, des emplacements répondent aux conditions suivantes :

c) ils sont fournis, ou sont censés être fournis, par bail, licence ou accord semblable pour la période minimale suivante :

(i) un mois, dans le cas d'une maison mobile ou d'une autre habitation,

(ii) douze mois, dans le cas d'une remorque de tourisme, d'une maison motorisée ou de quelque véhicule ou remorque semblable qui n'est pas une habitation;

d) si des maisons mobiles y étaient situées, ils pourraient être utilisés à titre résidentiel durant toute l'année.

« promoteur » Instigateur d'un congrès qui fournit les droits d'entrée à celui-ci.

« regroupement de sociétés mutuelles d'assurance » Groupe composé des éléments suivants :

a) une fédération de sociétés mutuelles d'assurance et ses membres;

b) si les membres de la fédération de sociétés mutuelles d'assurance sont les seuls investisseurs d'un fonds de placement, ce fonds;

c) s'il existe une société mutuelle de réassurance dont chaque membre est membre de la fédération de sociétés

"specified Crown agent" « *mandataire désigné* »

"sponsor" « *promoteur* »

"taxi business" « *entreprise de taxis* »

"trailer park" « *parc à roulottes* »

« promoteur » "*sponsor*"

« regroupement de sociétés mutuelles d'assurance » "*mutual insurance group*"

(i) the use and enjoyment of the sites by individuals residing in or occupying mobile homes, or travel trailers, motor homes or similar vehicles or trailers, situated or to be situated on those sites, or

(ii) the purpose of engaging in the business of supplying the sites by way of lease, licence or similar arrangement;

mutuelles d'assurance et ne peut souscrire à de la réassurance auprès d'une autre société de réassurance, cette société mutuelle de réassurance.

« salarié » Est assimilée à un salarié la personne qui reçoit un traitement, une rémunération ou toute autre rétribution. « salarié » "*employee*"

« service commercial » Service de traitement au sens du paragraphe 252(5). « service commercial » "*commercial service*"

« transporteur » Personne qui fournit un service de transport de marchandises au sens du paragraphe 1(1) de la partie VII de l'annexe VI. « transporteur » "*carrier*"

(19) Subsection 123(1) of the French version of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

« règlement » *French version only*

« règlement » et expressions comportant le mot « règlement » Y sont assimilées les règles prévues par règlement.

(19) Le paragraphe 123(1) de la version française de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« règlement » *French version only*

« règlement » et expressions comportant le mot « règlement » Y sont assimilées les règles prévues par règlement.

(20) The definition "commercial service" in subsection 123(1) of the said Act, as enacted by subsection (18), is repealed and the following substituted therefor:

"commercial service" « *service commercial* »

"commercial service", in respect of tangible personal property, means any service in respect of the property other than

(*a*) a service of shipping the property supplied by a carrier, and

(*b*) a financial service;

(20) La définition de « service commercial », au paragraphe 123(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (18), est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« service commercial » Service relatif à un bien meuble corporel, sauf un service d'expédition du bien fourni par un transporteur et un service financier. « service commercial » "*commercial service*"

(21) The definitions "commercial activity", "non-profit organization" and "taxable supply" in subsection 123(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), apply after September 1992.

(21) Les définitions de « activité commerciale », « fourniture taxable » et « organisme à but non lucratif », au paragraphe 123(1) de la même loi, édictées par le paragraphe (1), s'appliquent après septembre 1992.

(22) The definitions "credit note", "exclusive", "membership", "recipient", "registrant", "segregated fund" and "service" in subsection 123(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), and the definitions "prescribed" and "short-term accommodation" in subsection 123(1) of the English version of the said Act, as enacted by subsection (17), shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(22) Les définitions de « acquéreur », « droit d'adhésion », « exclusif », « inscrit », « fonds réservé », « note de crédit » et « service », au paragraphe 123(1) de la même loi, édictées par le paragraphe (1), ainsi que les définitions de « prescribed » et « short-term accommodation », au paragraphe 123(1) de la version anglaise de la même loi, édictées par le paragraphe (17), sont réputées entrées en vigueur le 17 décembre 1990.

(23) Subsections (2), (3), (5), (8), (11) to (14), (16) and (19) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(24) Subsection (4) shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

(25) Subsection (6) applies to services supplied after September 14, 1992.

(26) Subsection (7) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in respect of services provided before October 1992, paragraph (*j*.1) of the definition "financial service" in subsection 123(1) of the said Act, as enacted by subsection (7), shall be read as follows:

(*j*.1) the service of providing a person who supplies a service referred to in paragraph (*j*) in respect of property with an appraisal of the damage, other than loss, caused to the property,

(27) Subsection (9) shall be deemed to have come into force on September 30, 1992 but does not apply to services of arranging for the transfer of ownership of shares where the services are supplied under an agreement in writing entered into on or before that date.

(28) Subsection (10) applies to warranties supplied after 1990 in respect of personal property and warranties supplied after 1992 in respect of real property.

(29) Subsection (15) shall be deemed to have come into force on September 30, 1992.

(30) The definitions "carrier", "commercial service", "consideration", "convention", "convention facility", "cooperative corporation", "cooperative housing corporation", "debit note", "employee", "employer", "floating home", "foreign convention", "month", "mutual insurance federation", "mutual insurance group", "organizer", "related convention supplies", "residential trailer park", "specified Crown agent", "sponsor", "taxi business" and "trailer park" in subsection 123(1) of the said Act, as enacted by subsection (18), shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(23) Les paragraphes (2), (3), (5), (8), (11) à (14), (16) et (19) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(24) Le paragraphe (4) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1993.

(25) Le paragraphe (6) s'applique aux services fournis après le 14 septembre 1992.

(26) Le paragraphe (7) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, pour ce qui est des services rendus avant octobre 1992, l'alinéa *j*.1) de la définition de « service financier », au paragraphe 123(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (7), est remplacé par ce qui suit :

j.1) le service consistant à remettre à la personne qui fournit le service visé à l'alinéa *j*) relativement à un bien une évaluation des dommages causés au bien, autres que sa perte;

(27) Le paragraphe (9) est réputé entré en vigueur le 30 septembre 1992. Toutefois, il ne s'applique pas aux services consistant à prendre des mesures en vue du transfert de la propriété de parts lorsque les services sont fournis aux termes d'une convention écrite conclue au plus tard à cette date.

(28) Le paragraphe (10) s'applique aux garanties fournies après 1990 relativement à des biens meubles et aux garanties fournies après 1992 relativement à des immeubles.

(29) Le paragraphe (15) est réputé entré en vigueur le 30 septembre 1992.

(30) Le paragraphe (18), à l'exception de la définition de « messager », au paragraphe 123(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (18), est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(31) The definition "courier" in subsection 123(1) of the said Act, as enacted by subsection (18), shall come into force, or be deemed to have come into force, on the day a regulation made under the *Customs Act* assigning a meaning to "courier" for the purposes of that Act comes into force.

(31) La définition de « messager », au paragraphe 123(1) de la même loi, édictée par le paragraphe (18), entre en vigueur, ou est réputée entrée en vigueur, le jour de l'entrée en vigueur d'une disposition réglementaire prise en vertu de la *Loi sur les douanes* et définissant l'expression « messager » pour l'application de cette loi.

(32) Subsection (20) shall be deemed to have come into force on March 27, 1991.

(32) Le paragraphe (20) est réputé entré en vigueur le 27 mars 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

11. (1) Section 124 of the said Act is renumbered as subsection 124(1) and is further amended by adding thereto the following subsections:

1990, ch. 45, par. 12(1)

11. (1) L'article 124 de la même loi devient le paragraphe 124(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Idem

(2) Where, on any day, both penalty computed at a rate per year and interest are required to be compounded, they shall, on that day, be compounded together at a single rate equal to the total of the penalty rate and the interest rate as though both the penalty and interest were interest computed at that single rate.

Idem

(2) Les intérêts et les pénalités calculées à un taux annuel qui sont à être composés un jour donné sont, ce jour-là, composés ensemble à un taux unique égal au total du taux de la pénalité et du taux des intérêts. À cette fin, la pénalité et les intérêts sont réputés représenter des intérêts calculés à ce taux unique.

Application of interest

(3) Where an amendment to this Part, or an amendment or an enactment that relates to this Part,

(*a*) applies to a person who did something or to or for whom something was done,

(*b*) applies to property or a service that was supplied or in respect of which something was done,

(*c*) applies to an event or a transaction that occurred,

(*d*) applies to a period all or part of which is, or

(*e*) comes into force on a particular day that is,

before the day the amendment or enactment is assented to or promulgated, for the purposes of applying the provisions of this Part that relate to or that provide for the payment, or the liability for payment, of interest in respect of any amount, the amount shall be determined and interest shall be computed thereon as though the amendment or enactment had been assented to or promulgated before the thing was done, the supply was made, the occurrence of the event or transaction, the beginning of the period or the particular day, as the case may be.

Intérêts

(3) Lorsqu'une modification apportée à la présente partie ou une modification ou un texte législatif afférent à cette partie entre en vigueur un jour donné, s'applique à une période donnée ou s'applique à l'auteur ou au bénéficiaire d'un acte, à un bien ou à un service ayant fait l'objet d'une fourniture ou de quelque mesure ou à quelque événement ou opération et que le jour, tout ou partie de la période, l'acte, la fourniture, la mesure, l'événement ou l'opération, selon le cas, est antérieur à la date de sanction ou de promulgation de la modification ou du texte, pour l'application des dispositions de la présente partie qui concernent ou prévoient le paiement d'intérêts sur un montant, ou l'obligation de payer pareils intérêts, ce montant est déterminé, et les intérêts afférents calculés, comme si la modification ou le texte avait été sanctionné ou promulgué avant le jour donné ou le début de la période donnée ou avant la réalisation de l'acte, de la fourniture, de la mesure, de l'événement ou de l'opération, selon le cas.

Exception

(4) Subsection (3) does not apply for the purposes of computing any penalties under this Part.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that interest shall not be computed under subsection 124(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), on any amount payable or remittable by a person other than the Minister of National Revenue for any period ending before October 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

12. (1) Paragraph 128(1)(*a*) of the said Act is amended by adding the word "or" at the end of subparagraph (iv) thereof and by repealing subparagraph (vi) thereof.

(2) Section 128 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Credit unions and members of mutual insurance groups

(3) For the purposes of this section,

(*a*) a credit union and a member of a mutual insurance group shall each be deemed to be a registrant; and

(*b*) an investment fund that is a member of a mutual insurance group shall be deemed to be a corporation.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

13. (1) Section 129 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Meaning of "small supplier division"

129. (1) In this section and section 129.1, "small supplier division" of a public service body, at any time, means a branch or division of the body that, at that time,

(*a*) is a branch or division designated by the Minister as an eligible division for the purposes of this section; and

(*b*) would be a small supplier if

(i) the branch or division were a person separate from the body and its other branches or divisions,

Exception

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas au calcul des pénalités en vertu de la présente partie.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, aucun intérêt n'est calculé sur un montant payable ou à verser par une personne autre que le ministre du Revenu national en application du paragraphe 124(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), pour toute période qui prend fin avant octobre 1992.

1990, ch. 45, par. 12(1)

12. (1) Le sous-alinéa 128(1)*a*)(vi) de la même loi est abrogé.

(2) L'article 128 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Caisses de crédit et fonds de placement

(3) Les présomptions suivantes s'appliquent au présent article :

a) les caisses de crédit et les membres d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance sont réputés être des inscrits;

b) les fonds de placement membres d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance sont réputés être des personnes morales.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

13. (1) L'article 129 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définition de « division de petit fournisseur »

129. (1) Au présent article et à l'article 129.1, est une division de petit fournisseur d'un organisme de services publics, à un moment donné, la succursale ou division de l'organisme qui répond aux conditions suivantes à ce moment :

a) elle a été désignée par le ministre comme division à laquelle le présent article s'applique;

b) elle serait un petit fournisseur si, à la fois :

(ii) the branch or division were not associated with any other person, and

(iii) every supply made by the body through the branch or division were made by the branch or division.

(i) elle était une personne distincte de l'organisme et de ses autres succursales ou divisions,

(ii) elle n'était pas associée à d'autres personnes,

(iii) les fournitures que l'organisme effectue par son intermédiaire étaient effectuées par elle.

Branches of public service bodies

(2) A public service body that is engaged in one or more activities in separate branches or divisions may apply to the Minister, in prescribed form containing prescribed information, to have a branch or division specified in the application designated by the Minister as an eligible division for the purposes of this section.

Divisions d'un organisme de services publics

(2) L'organisme de services publics qui exerce des activités dans des succursales ou divisions distinctes peut présenter au ministre une demande, établie en la forme et contenant les renseignements déterminés par celui-ci, pour que la succursale ou division qui y est précisée soit désignée par le ministre comme division à laquelle le présent article s'applique.

Designation by Minister

(3) Where the Minister receives an application under subsection (2), the Minister may, by notice in writing, designate a branch or division specified in the application as an eligible division for the purposes of this section, effective on a day specified in the notice, if the Minister is satisfied that

(*a*) the branch or division can be separately identified by reference to its location or the nature of the activities engaged in by it;

(*b*) separate records, books of account and accounting systems are maintained in respect of the branch or division; and

(*c*) a revocation under subsection (4) pursuant to a request made by the body in respect of the branch or division has not become effective in the 365-day period ending on that day.

Désignation par le ministre

(3) Le ministre peut, par avis écrit, désigner la succursale ou division précisée dans la demande comme division à laquelle le présent article s'applique à compter du jour indiqué dans l'avis, s'il est convaincu de ce qui suit :

a) la succursale ou division peut être reconnue distinctement par son emplacement ou la nature des activités qu'elle exerce;

b) des registres, des livres de comptes et des systèmes comptables sont tenus séparément pour la succursale ou division;

c) la suppression de la désignation de la succursale ou division, effectuée à la demande de l'organisme en application du paragraphe (4), n'a pas pris effet au cours de la période de 365 jours qui prend fin ce jour-là.

Revocation of designation

(4) The Minister may, in writing, revoke a designation under subsection (3) of a branch or division of a public service body where the conditions described in paragraph (3)(*a*) or (*b*) are no longer met in respect of the branch or division or the body makes a request in writing to the Minister that the designation be revoked.

Suppression

(4) Le ministre peut, par écrit, supprimer la désignation d'une succursale ou division d'un organisme de services publics si les conditions visées aux alinéas (3)*a*) ou *b*) ne sont plus remplies ou si l'organisme lui en fait la demande par écrit.

Notice of revocation

(5) Where, under subsection (4), the Minister revokes a designation of a branch or division of a public service body, the Minister shall send a notice in writing of the revocation to the body and shall specify in the notice the effective date of the revocation.

Avis de suppression

(5) Le ministre informe l'organisme de services publics de la suppression de la désignation de sa succursale ou division dans un avis écrit précisant la date de la prise d'effet de la suppression.

Supply of property on becoming a small supplier division

(6) For the purposes of this Part, where a branch or division of a public service body that is a registrant becomes at any time a small supplier division and the body does not, at that time, cease to be a registrant, the body shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before that time, a supply of each of its properties, other than capital property or an improvement thereto, that was held immediately before that time for consumption, use or supply in the course of commercial activities of the body and that the body begins, immediately after that time, to hold for consumption, use or supply primarily in the course of activities engaged in by the body through its small supplier divisions; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have collected, immediately before that time, tax in respect of the supply equal to the total of all input tax credits in respect of the property that the body was entitled to claim at or before that time.

Fourniture par une nouvelle division de petit fournisseur

(6) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui est un organisme de services publics dont une succursale ou division devient, à un moment donné, une division de petit fournisseur et qui ne cesse pas alors d'être un inscrit est réputé :

a) avoir fourni, immédiatement avant le moment donné, chacun de ses biens, sauf les immobilisations et les améliorations afférentes, qu'il détenait alors pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales, mais qu'il commence, immédiatement après ce moment, à détenir pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de ses divisions de petits fournisseurs;

b) sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, avoir perçu, immédiatement avant le moment donné et relativement à la fourniture, la taxe égale au total des crédits de taxe sur les intrants qu'il pouvait demander jusqu'alors relativement au bien.

Services and rented properties on becoming a small supplier division

(7) Where,

(*a*) at any time in a particular reporting period of a public service body that is a registrant, a branch or division of the body becomes a small supplier division,

(*b*) the body does not, at that time, cease to be a registrant, and

(*c*) in or before that period, tax became payable, or was paid without having become payable, by the body and is calculated on consideration, or a part thereof,

(i) that is a rent, royalty or similar payment in respect of property and that is reasonably attributable to a period (in this subsection referred to as the "lease period") after that time, or

(ii) that is reasonably attributable to services that are to be rendered after that time,

the following rules apply:

Biens loués et services par une nouvelle division de petit fournisseur

(7) Lorsqu'une succursale ou division d'un organisme de services publics qui est un inscrit devient une division de petit fournisseur à un moment d'une période de déclaration donnée de l'organisme et que l'organisme ne cesse pas alors d'être un inscrit, les règles suivantes s'appliquent si, au cours de cette période ou antérieurement, la taxe est devenue payable par l'organisme, ou a été payée par lui sans qu'elle soit devenue payable, sur tout ou partie d'une contrepartie soit qui représente un loyer, une redevance ou un paiement semblable relatif à un bien et qui est imputable à une période, dite « période de location » au présent paragraphe, postérieure au moment en question, soit qui est imputable à des services à rendre après ce moment :

a) nulle fraction du résultat du calcul suivant n'est incluse dans le calcul des crédits de taxe sur les intrants relatifs à cette taxe, que l'organisme demande dans la déclaration qu'il produit en application de l'article 238 pour la période de déclaration donnée ou pour une période de déclaration subséquente :

(*d*) there shall not be included, in determining the input tax credits in respect of that tax that are claimed by the body in the return under section 238 for that or any subsequent reporting period, any portion of the amount determined by the formula

$$A \times B$$

where

A is that tax, and

B is the extent (expressed as a percentage) to which the property is used by the body during the lease period, or the services were acquired or imported by the body for consumption, use or supply, in the course of activities engaged in by the body through the branch or division, and

(*e*) where all or any portion of the amount determined under paragraph (*d*) was included in determining an input tax credit claimed by the body in a return under section 238 for a reporting period of the body ending before the particular reporting period, that amount or portion thereof shall be added in determining the net tax for the particular reporting period.

$$A \times B$$

où :

A représente cette taxe,

B le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle l'organisme utilise le bien au cours de la période de location, ou acquiert ou importe les services pour consommation, utilisation ou fourniture, dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de la succursale ou division;

b) le montant ou la partie de montant déterminé en application de la formule figurant à l'alinéa *a*) qui a été inclus dans le calcul d'un crédit de taxe sur les intrants que l'organisme a demandé dans la déclaration qu'il a produite en application de l'article 238 pour une de ses périodes de déclaration qui a pris fin avant la période de déclaration donnée est ajouté dans le calcul de la taxe nette pour cette période.

Supply by small supplier division

129.1 (1) Where a public service body makes a taxable supply, other than a supply of real property by way of sale, through a branch or division of the body and the consideration or a part thereof for the supply becomes due to the body at a time when the branch or division is a small supplier division or is paid to the body at such a time without having become due,

(*a*) that consideration or part thereof, as the case may be, shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply or in determining a threshold amount of the body under section 249; and

(*b*) that supply shall, for the purposes of this Part, be deemed not to have been made by a registrant.

Fourniture par une division de petit fournisseur

129.1 (1) Lorsqu'un organisme de services publics effectue, par l'intermédiaire de sa succursale ou division, une fourniture taxable, sauf une fourniture d'immeuble par vente, dont tout ou partie de la contrepartie lui devient due à un moment où la succursale ou division est une division de petit fournisseur, ou lui est payée à un tel moment sans qu'elle soit devenue due, les règles suivantes s'appliquent :

a) la contrepartie ou partie de celle-ci, selon le cas, n'est pas incluse dans le calcul de la taxe payable relativement à la fourniture ni dans le calcul du montant déterminant applicable à l'organisme en vertu de l'article 249;

b) pour l'application de la présente partie, la fourniture est réputée ne pas avoir été effectuée par un inscrit.

Restriction on input tax credits for purchases

(2) In determining an input tax credit of a public service body, there shall not be included an amount in respect of tax that, at any time after March 27, 1991, became payable, or was paid without having become payable, by the body, to the extent that the tax

(*a*) is in respect of the acquisition or importation of property (other than capital property or improvements thereto) of the body for the purpose of consumption, use or supply in the course of activities engaged in by the body through a small supplier division of the body; or

(*b*) is calculated on consideration, or a part thereof, that is reasonably attributable to services that were, before that time, consumed, used or supplied by the body in the course of activities engaged in by the body through a small supplier division of the body or that are, at that time, intended to be so consumed, used or supplied.

Restriction du crédit de taxe sur les intrants pour achats

(2) N'est pas inclus dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants d'un organisme de services publics un montant relatif à la taxe qui, à un moment donné postérieur au 27 mars 1991, est devenue payable par l'organisme, ou a été payée par lui sans qu'elle soit devenue payable, dans la mesure où cette taxe, selon le cas :

a) se rapporte à l'acquisition ou à l'importation d'un bien de l'organisme (sauf une immobilisation et des améliorations afférentes) destiné à être consommé, utilisé ou fourni dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de sa division de petit fournisseur;

b) est calculée sur tout ou partie de la contrepartie imputable à des services qui, avant le moment donné, ont été consommés, utilisés ou fournis par l'organisme dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de sa division de petit fournisseur ou qui, à ce moment, sont censés être ainsi consommés, utilisés ou fournis.

Restriction on input tax credits for leases

(3) Where property is supplied by way of lease, licence or similar arrangement to a public service body for consideration that includes two or more periodic payments that are attributable to successive parts (each of which is referred to in this subsection as a "lease interval") of the period for which possession or use of the property is provided under the arrangement and, at any time after March 27, 1991 and in a reporting period of the body, tax in respect of the supply, calculated on a particular periodic payment, becomes payable by the body or is paid by the body without having become payable, that tax shall not be included in determining an input tax credit of the body in respect of the property for the reporting period to the extent that the body intended, at the beginning of the lease interval to which the particular periodic payment is attributable, to use the property in the course of activities engaged in by the body through a small supplier division of the body.

Restriction du crédit de taxe sur les intrants pour location

(3) Lorsqu'un bien est fourni par bail, licence ou accord semblable à un organisme de services publics pour une contrepartie qui comprend plusieurs paiements périodiques imputables à des intervalles successifs de la période pour laquelle la possession ou l'utilisation du bien est offerte en vertu de l'accord, et que, postérieurement au 27 mars 1991 et au cours d'une période de déclaration de l'organisme, la taxe relative à la fourniture, calculée sur un paiement périodique donné, devient payable par l'organisme ou est payée par lui sans qu'elle soit devenue payable, cette taxe n'est pas incluse dans le calcul d'un crédit de taxe sur les intrants de l'organisme relativement au bien pour cette période de déclaration dans la mesure où l'organisme avait l'intention, au début de l'intervalle auquel le paiement périodique est imputable, d'utiliser le bien dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de sa division de petit fournisseur.

Change in use of non-capital property

(4) Where

(*a*) at any time after March 27, 1991, a public service body that is a registrant begins to hold property of the body (other than capital property) for consumption, use or supply primarily in the course of activities engaged in by the body through its small supplier divisions, and

(*b*) immediately before that time, the body was holding the property for consumption, use or supply

(i) in the course of commercial activities of the body, and

(ii) otherwise than primarily in the course of activities engaged in by the body through its small supplier divisions,

except where subsection 129(6) or 171(3) applies, the body shall be deemed to have made, immediately before that time, a supply of the property and, except where the supply is an exempt supply, to have collected, immediately before that time, tax in respect of the supply equal to the total of all input tax credits in respect of the property that the body was entitled to claim at or before that time.

Changement d'utilisation d'un bien autre qu'une immobilisation

(4) L'organisme de services publics qui est un inscrit et qui commence, à un moment postérieur au 27 mars 1991, à détenir, pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de ses divisions de petits fournisseurs, un bien, sauf une immobilisation, qu'il détenait immédiatement avant ce moment pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales et autrement que principalement dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de ses divisions de petits fournisseurs est réputé, sauf en cas d'application des paragraphes 129(6) ou 171(3), avoir fourni le bien immédiatement avant ce moment et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, avoir perçu immédiatement avant ce moment et relativement à la fourniture la taxe égale au total des crédits de taxe sur les intrants relatifs au bien qu'il pouvait demander à ce moment ou avant.

Idem

(5) Where

(*a*) a public service body begins, at any time after March 27, 1991, to hold property of the body (other than capital property) for consumption, use or supply primarily in the course of activities engaged in by the body otherwise than through its small supplier divisions,

(*b*) immediately before that time the property was held by the body for consumption, use or supply primarily in the course of activities engaged in by the body through its small supplier divisions, and

(*c*) immediately after that time the property is held by the body for consumption, use or supply in the course of commercial activities engaged in by the body otherwise than through its small supplier divisions,

except where subsection 171(1) applies, for the purpose of determining an input tax credit of the body, it shall be deemed to have re-

Idem

(5) Aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants, l'organisme de services publics qui commence, à un moment donné postérieur au 27 mars 1991, à détenir, pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre des activités qu'il exerce autrement que par l'intermédiaire de ses divisions de petits fournisseurs, un bien, sauf une immobilisation, qu'il détenait immédiatement avant ce moment pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre des activités qu'il exerce par l'intermédiaire de ces divisions, mais qu'il détient, immédiatement après, pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre des activités commerciales qu'il exerce autrement que par cet intermédiaire, est réputé, sauf en cas d'application du paragraphe 171(1), avoir reçu une fourniture du bien et avoir payé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe égale au moins élevé des montants suivants :

ceived a supply of the property and to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to the lesser of

(*d*) the amount, if any, by which

(i) the total of all amounts each of which is tax that, before that time, was paid or became payable by the body in respect of the last acquisition or importation of the property by the body or that was deemed under subsection 129(6) to have been collected by the body in respect of the property

exceeds

(ii) the total of all input tax credits and rebates that the body was entitled to claim under this Part before that time in respect of that acquisition or importation, and

(*e*) tax calculated on the fair market value of the property at that time.

a) l'excédent éventuel du total visé au sous-alinéa (i) sur le total visé au sous-alinéa (ii) :

(i) le total des montants représentant chacun la taxe qui, avant le moment donné, soit a été payée ou est devenue payable par l'organisme relativement à la dernière acquisition ou importation du bien par lui, soit est réputée par le paragraphe 129(6) avoir été perçue par lui relativement au bien,

(ii) le total des crédits de taxe sur les intrants et des remboursements que l'organisme pouvait demander en vertu de la présente partie avant le moment donné relativement à cette acquisition ou importation;

b) la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné.

Use of capital property

(6) For the purposes of determining an input tax credit in respect of capital property of a public service body and for the purposes of Subdivision d of Division II, an activity engaged in by a public service body shall be deemed not to be a commercial activity of the body to the extent that the activity is engaged in through a small supplier division of the body.

Utilisation d'une immobilisation

(6) Aux fins du calcul d'un crédit de taxe sur les intrants relativement à l'immobilisation d'un organisme de services publics et pour l'application de la sous-section d de la section II, une activité exercée par l'organisme est réputée ne pas être une activité commerciale de celui-ci dans la mesure où elle est exercée par l'intermédiaire d'une division de petit fournisseur de l'organisme.

Application of change in use rules

(7) Subsections 200(2) and 206(4) and (5) do not apply to a public service body in respect of a reduction in the extent to which property is used in commercial activities of the body where the reduction in use occurs

(*a*) before March 28, 1991; and

(*b*) as a result of the application of subsection (6) but not as a result of a branch or division of the body becoming a small supplier division.

Application des règles sur le changement d'utilisation

(7) Les paragraphes 200(2) et 206(4) et (5) ne s'appliquent pas aux organismes de services publics relativement à la réduction de l'utilisation qu'ils font d'un bien dans le cadre de leurs activités commerciales, si la réduction se produit avant le 28 mars 1991 par suite de l'application du paragraphe (6) et non parce qu'une succursale ou division de l'organisme est devenue une division de petit fournisseur.

(2) Where, before the day this section is enacted, an application in respect of a branch or division is approved under section 129 of the said Act as it would read if subsection (1) were not enacted and the approval is not revoked before that day, the branch or division shall be deemed to have been designated as an eligible division under subsection 129(3) of the said Act, as enacted by subsection (1).

(2) Dans le cas où, avant la date d'édiction du présent article, une demande concernant une succursale ou division est approuvée en vertu de l'article 129 de la même loi, dans sa version antérieure à l'édiction du paragraphe (1), et que l'approbation n'est pas retirée avant cette date, la succursale ou division est réputée avoir été désignée, en vertu du paragraphe 129(3) de la même loi,

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subsection 129(6) of the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to deem a supply of property to have been made before 1992 where ownership or possession of the property was transferred to the body before 1991.

édicté par le paragraphe (1), comme division à laquelle l'article 129 de la même loi s'applique.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le paragraphe 129(6) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), n'a pas pour effet de présumer que la fourniture d'un bien a été effectuée avant 1992 si le transfert de propriété ou de possession du bien à l'organisme est antérieur à 1991.

14. (1) Section 132 of the said Act is amended by adding thereto the following subsection:

14. (1) L'article 132 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Residence of international shipping corporations

(5) Where under subsection 250(6) of the *Income Tax Act* a corporation is deemed for the purposes of that Act to be resident in a country other than Canada throughout a taxation year of the corporation and not to be resident in Canada at any time in the year, the corporation shall, for the purposes of this Part but subject to subsection (2), be deemed to be resident in that other country throughout the year and not to be resident in Canada at any time in the year.

Lieu de résidence des sociétés de transport international

(5) La personne morale qui, en application du paragraphe 250(6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, est réputée pour l'application de cette loi résider dans un pays étranger tout au long de son année d'imposition et ne résider au Canada à aucun moment de l'année est réputée, pour l'application de la présente partie mais sous réserve du paragraphe (2), résider exclusivement dans le pays étranger tout au long de l'année.

(2) Subsection (1) applies to taxation years commencing after February 1991.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux années d'imposition commençant après février 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

15. (1) Subsection 136(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

15. (1) Le paragraphe 136(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Combined supply of real property

(2) For the purposes of this Part, where a supply of real property includes the provision of

(*a*) a residential complex or land, a building or part of a building that forms or is reasonably expected to form part of a residential complex, and

(*b*) other real property that is not part, and is not reasonably expected to form part, of a residential complex,

the property referred to in paragraph (*a*) and the property referred to in paragraph (*b*) shall each be deemed to be a separate property and the provision of the property referred to in paragraph (*a*) shall be deemed to be a separate supply from the provision of the property referred to in paragraph (*b*), and neither supply is incidental to the other.

Fourniture combinée d'immeubles

(2) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où la fourniture d'un immeuble comprend deux catégories de biens, visées respectivement aux alinéas *a*) et *b*), les biens de chaque catégorie sont réputés être des biens distincts et être l'objet de fournitures distinctes et aucune des fournitures n'est accessoire à l'autre :

a) un immeuble d'habitation ou quelque fonds, bâtiment ou partie de bâtiment qui fait partie d'un immeuble d'habitation, ou dont il est raisonnable de s'attendre à ce qu'il en fasse partie;

b) d'autres immeubles qui ne font pas partie d'un immeuble d'habitation, et dont il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce qu'ils en fassent partie.

Combined lease of real property

(2.1) For the purposes of this Part, where a supply of particular property described in any of paragraphs (*a*) to (*c*) of section 6.1 of Part I of Schedule V is made by way of lease, licence or similar arrangement

(*a*) for a period during which the lessee or any sub-lessee makes, or holds the particular property for the purpose of making, one or more supplies described in paragraph (*d*) or (*e*) of that section, and

(*b*) for consideration that includes two or more periodic payments that are attributable to successive parts (each of which is referred to in this subsection and in section 6.1 of Part I of Schedule V as a "lease interval") of the period for which possession or use of the particular property is provided under the arrangement,

the supplier shall be deemed to have made, and the lessee shall be deemed to have received, a separate supply of the particular property for each lease interval and the periodic payment (or, where subsection (2) applied to property that includes the particular property, the portion of the periodic payment that may reasonably be attributed to the particular property) that is attributable to a particular lease interval shall be deemed to be consideration payable in respect of the separate supply of the particular property for the particular lease interval.

Location combinée d'immeubles

(2.1) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où l'un des biens visés à l'article 6.1 de la partie I de l'annexe V est fourni par bail, licence ou accord semblable dans les conditions suivantes :

a) la fourniture est effectuée pour une période au cours de laquelle le locataire ou un sous-locataire effectue une ou plusieurs fournitures visées aux alinéas *a*) ou *b*) de cet article ou détient le bien en vue d'effectuer pareilles fournitures,

b) la contrepartie de la fourniture comprend plusieurs paiements périodiques imputables à des parties successives (chacune étant appelée « période de location » au présent paragraphe et à cet article) de la période pendant laquelle l'accord permet la possession ou l'utilisation du bien,

le fournisseur est réputé avoir effectué, et le locataire avoir reçu, une fourniture distincte du bien pour chaque période de location, et le paiement périodique (ou, en cas d'application du paragraphe (2) à des biens qui comprennent le bien en question, la partie du paiement périodique qu'il est raisonnable d'attribuer à ce bien) qui est imputable à une période de location donnée est réputé être une contrepartie payable relativement à la fourniture distincte du bien en question pour la période de location donnée.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 136 (3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 136(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(3) For the purposes of this Part, where a builder of an addition to a multiple unit residential complex makes a supply of the complex or an interest in it by way of sale that, but for this subsection, would be a taxable supply and, but for the construction of the addition, would be an exempt supply described in section 5 of Part I of Schedule V, the addition and the remainder of the complex shall each be deemed to be a separate property and the sale of the addition or the interest in it shall be deemed to be a separate supply from the sale of the remainder of the complex or the interest in it, and neither supply is incidental to the other.

Idem

(3) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où le constructeur d'une adjonction à un immeuble d'habitation à logements multiples fournit par vente l'immeuble, ou un droit afférent, et où la fourniture serait une fourniture taxable sans le présent paragraphe et une fourniture exonérée aux termes de l'article 5 de la partie I de l'annexe V si l'adjonction n'avait pas été construite, l'adjonction et le reste de l'immeuble sont réputés chacun être des biens distincts et la vente de l'adjonction ou du droit afférent, être une fourniture distincte de la vente du reste de l'immeuble ou du droit afférent, et aucune des fournitures n'est accessoire à l'autre.

Idem

(4) For the purposes of this Part, where a person who has increased the area of land included in a residential trailer park of the person makes a supply of the park or an interest in it that, but for this subsection, would be a taxable supply and, but for the increase in the area of land included in the park, would be an exempt supply described in section 5.3 of Part I of Schedule V, the area of land by which the park was increased and the remainder of the park shall each be deemed to be a separate property and the sale of the additional area or the interest therein shall be deemed to be a supply separate from the sale of the remainder of the park or the interest in the park, and neither supply is incidental to the other.

Idem

(4) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'une personne fournit son parc à roulottes résidentiel ou un droit afférent, après avoir augmenté la superficie du fonds et que la fourniture serait une fourniture taxable sans le présent paragraphe et une fourniture exonérée aux termes de l'article 5.3 de la partie I de l'annexe V si la superficie du fonds n'avait pas augmentée, l'aire ajoutée et le reste du parc sont réputés chacun être des biens distincts et la vente de l'aire ou du droit afférent, être une fourniture distincte de la vente du reste du parc ou du droit afférent, et aucune des fournitures n'est accessoire à l'autre.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1993.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subsection 136(4) of the said Act, as enacted by subsection (2), does not apply to a supply of a residential trailer park or an interest therein where ownership or possession of the park or interest is transferred to the recipient before November 6, 1991 or the supply is made under an agreement in writing entered into before November 6, 1991.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le paragraphe 136(4) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), ne s'applique pas aux fournitures de parcs à roulottes résidentiels ou d'un droit afférent si la propriété ou la possession du parc ou du droit est transférée à l'acquéreur avant le 6 novembre 1991 ou si la fourniture est effectuée aux termes d'une convention écrite conclue avant cette date.

1990, c. 45, s. 12(1)

16. (1) Section 139 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

16. (1) L'article 139 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Financial services in mixed supply

139. For the purposes of this Part, where

(*a*) one or more financial services are supplied together with one or more other services that are not financial services, or with properties that are not capital properties of the supplier, for a single consideration,

(*b*) the financial services are related to the other services or the properties, as the case may be,

(*c*) it is the usual practice of the supplier to supply those or similar services, or those or similar properties and services, together in the ordinary course of the business of the supplier, and

Services financiers dans une fourniture mixte

139. Pour l'application de la présente partie, dans le cas où au moins un service financier est fourni avec au moins un service non financier ou un bien qui n'est pas une immobilisation du fournisseur, pour une contrepartie unique, la fourniture de chacun des services et biens est réputée être une fourniture de service financier si les conditions suivantes sont réunies :

a) le service financier est lié au service non financier ou au bien;

b) le fournisseur a l'habitude de fournir ces services ou des services semblables, ou des biens et des services semblables, ensemble dans le cours normal de son entreprise;

(*d*) the total of all amounts, each of which would be the consideration for a financial service so supplied if that financial service had been supplied separately, is greater than 50% of the total of all amounts, each of which would be the consideration for a service or property so supplied if that service or property had been supplied separately,

the supply of each of the services and properties shall be deemed to be a supply of a financial service.

(2) Subsection (1) applies to supplies made after September 14, 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

17. (1) Section 140 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Supply of membership with security

140. For the purposes of this Part, where

(*a*) a person makes a supply of a share, bond, debenture or other security (other than a share in a credit union or in a cooperative corporation the main purpose of which is not to provide dining, recreational or sporting facilities) that represents capital stock or debt of a particular organization, and

(*b*) ownership of the security by the recipient of the supply is a condition of the recipient's, or another person's, obtaining a membership, or a right to acquire a membership, in the particular organization or in another organization that is related to the particular organization,

the supply of the security shall be deemed to be a supply of a membership and not a supply of a financial service.

(2) Subsection (1) applies to supplies of securities all or part of the consideration for which becomes due after November 5, 1991 or is paid after that day without having become due.

1990, c. 45, s. 12(1)

18. (1) Paragraph 141(5)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) in the course of a commercial activity described in paragraph (*a*) or (*b*) of the definition "commercial activity" in subsection 123(1),

c) le total des montants dont chacun représenterait la contrepartie d'un service financier ainsi fourni, s'il était fourni séparément, compte pour plus de la moitié du total des montants dont chacun représenterait la contrepartie d'un service ou d'un bien ainsi fourni, s'ils étaient fournis séparément.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures effectuées après le 14 septembre 1992.

1990, ch. 45, par. 12(1)

17. (1) L'article 140 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fourniture d'un droit d'adhésion avec un titre

140. Pour l'application de la présente partie, la fourniture d'un titre — action, obligation ou autre titre, sauf une part du capital social d'une caisse de crédit ou d'une coopérative autre que celle dont le principal objet consiste à offrir des installations pour les repas, les loisirs ou les sports, — qui fait partie du capital ou des créances d'une organisation est réputée être la fourniture d'un droit d'adhésion, et non la fourniture d'un service financier, dans le cas où l'obtention, par l'acquéreur de la fourniture ou par une autre personne, d'un droit d'adhésion à l'organisation ou à une autre organisation qui lui est liée, ou du droit d'acquérir un tel droit, requiert que l'acquéreur soit propriétaire du titre.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures de titres dont tout ou partie de la contrepartie devient due après le 5 novembre 1991 ou est payée après ce jour sans qu'elle devienne due.

1990, ch. 45, par. 12(1)

18. (1) L'alinéa 141(5)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) les actes accomplis dans le cadre d'une activité visée aux alinéas *a*) ou *b*) de la définition de « activité commerciale » au paragraphe 123(1);

(2) Section 141 of the said Act, as amended by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'article 141 de la même loi, modifié par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Use in commercial activities

141. (1) For the purposes of this Part, where substantially all of the consumption or use of property or a service by a person, other than a financial institution, is in the course of the person's commercial activities, all of the consumption or use of the property or service by the person shall be deemed to be in the course of those activities.

Utilisation dans le cadre d'activités commerciales

141. (1) Pour l'application de la présente partie, la consommation ou l'utilisation d'un bien ou d'un service par une personne, sauf une institution financière, est réputée se faire en totalité dans le cadre de ses activités commerciales si elle se fait presque en totalité dans ce cadre.

Intended use in commercial activities

(2) For the purposes of this Part, where substantially all of the consumption or use for which a person, other than a financial institution, acquires or imports property or a service is in the course of the person's commercial activities, all of the consumption or use for which the person acquired or imported the property or service shall be deemed to be in the course of those activities.

Utilisation projetée dans le cadre d'activités commerciales

(2) Pour l'application de la présente partie, la consommation ou l'utilisation pour laquelle une personne, sauf une institution financière, a acquis ou importé un bien ou un service est réputée se faire en totalité dans le cadre de ses activités commerciales si elle se fait presque en totalité dans ce cadre.

Use in other activities

(3) For the purposes of this Part, where substantially all of the consumption or use of property or a service by a person, other than a financial institution, is in the course of particular activities of the person that are not commercial activities, all of the consumption or use of the property or service by the person shall be deemed to be in the course of those particular activities.

Utilisation dans le cadre d'autres activités

(3) Pour l'application de la présente partie, la consommation ou l'utilisation d'un bien ou d'un service par une personne, sauf une institution financière, est réputée se faire en totalité dans le cadre de ses activités non commerciales si elle se fait presque en totalité dans ce cadre.

Intended use in other activities

(4) For the purposes of this Part, where substantially all of the consumption or use for which a person, other than a financial institution, acquires or imports property or a service is in the course of particular activities of the person that are not commercial activities, all of the consumption or use for which the person acquired or imported the property or service shall be deemed to be in the course of those particular activities.

Utilisation projetée dans le cadre d'autres activités

(4) Pour l'application de la présente partie, la consommation ou l'utilisation pour laquelle une personne, sauf une institution financière, a acquis ou importé un bien ou un service est réputée se faire en totalité dans le cadre de ses activités non commerciales si elle se fait presque en totalité dans ce cadre.

Real property that includes residential complex

(5) For the purposes of subsections (1) to (4), where real property includes a residential complex and another part that is not part of the residential complex,

(*a*) the residential complex and the other part shall each be deemed to be a separate property; and

(*b*) where property or a service is acquired for consumption or use in relation to the real property, subsections (1) to (4) apply to the

Immeuble d'habitation dans un immeuble

(5) Pour l'application des paragraphes (1) à (4), dans le cas où un immeuble comprend un immeuble d'habitation et une autre constituante qui ne fait pas partie de l'immeuble d'habitation :

a) l'immeuble d'habitation et l'autre constituante sont réputés chacun être des biens distincts;

b) les paragraphes (1) à (4) ne s'appliquent au bien ou au service acquis pour consom-

property or service only to the extent it is acquired for consumption or use in relation to the part that is not part of the residential complex.

mation ou utilisation relativement à l'immeuble que dans la mesure où le bien ou le service est ainsi acquis relativement à la constituante qui ne fait pas partie de l'immeuble d'habitation.

Disposition of personal property

141.1 (1) For the purposes of this Part,

(*a*) where a person makes a supply (other than an exempt supply) of personal property that

(i) was last acquired or imported by the person for consumption or use in the course of commercial activities of the person or was consumed or used by the person in the course of a commercial activity of the person after it was last acquired or imported by the person, or

(ii) was manufactured or produced by the person in the course of a commercial activity of the person or for consumption or use in the course of a commercial activity of the person, or was manufactured or produced by the person and consumed or used in the course of a commercial activity of the person, and was not deemed under this Part to have been acquired by the person,

the person shall be deemed to have made the supply in the course of the commercial activity; and

(*b*) where a person makes a supply (other than a supply made by way of lease, licence or similar arrangement in the course of a business of the person) of personal property that

(i) was last acquired or imported by the person exclusively for consumption or use in the course of activities of the person that are not commercial activities and was not consumed or used by the person in the course of commercial activities of the person after it was last acquired or imported by the person, or

(ii) was manufactured or produced by the person in the course of activities of the person that are not commercial activities exclusively for consumption or use in the course of activities of the person that are not commercial activities, was not con-

Aliénation d'un bien meuble

141.1 (1) Pour l'application de la présente partie :

a) la fourniture d'un bien meuble, sauf une fourniture exonérée, est réputée effectuée dans le cadre des activités commerciales du fournisseur si, selon le cas :

(i) il a acquis ou importé le bien la dernière fois en vue de le consommer ou de l'utiliser dans le cadre de ses activités commerciales, ou il l'a consommé ou utilisé dans ce cadre après l'avoir acquis ou importé la dernière fois,

(ii) il a fabriqué ou produit le bien dans le cadre de ses activités commerciales ou en vue de le consommer ou de l'utiliser dans ce cadre, ou il l'a fabriqué ou produit et consommé ou utilisé dans ce cadre, et le bien n'est pas réputé par la présente partie avoir été acquis par lui;

b) la fourniture d'un bien meuble, sauf une fourniture effectuée par bail, licence ou accord semblable dans le cadre d'une entreprise du fournisseur, est réputée effectuée en dehors du cadre des activités commerciales du fournisseur si, selon le cas :

(i) il a acquis ou importé le bien la dernière fois exclusivement en vue de le consommer ou de l'utiliser en dehors du cadre de ses activités commerciales, et il ne l'a pas consommé ou utilisé dans ce cadre après l'avoir acquis ou importé la dernière fois,

(ii) il a fabriqué ou produit le bien en dehors du cadre de ses activités commerciales exclusivement en vue de le consommer ou de l'utiliser en dehors du cadre et ne l'a pas consommé ou utilisé dans ce cadre, et le bien n'est pas réputé par la présente partie avoir été acquis par lui.

sumed or used in the course of a commercial activity of the person and was not deemed under this Part to have been acquired by the person,

the person shall be deemed to have made the supply otherwise than in the course of commercial activities.

Disposition of inventory, etc.

(2) For the purposes of this Part,

(*a*) where a person makes a particular supply by way of sale of personal property or a service that was acquired, imported, manufactured or produced by the person exclusively for the purpose of making a supply of that property or service by way of sale in the course of a business of the person or in the course of an adventure or concern of the person in the nature of trade, except where

(i) the particular supply is an exempt supply,

(ii) paragraph (*b*) applies in respect of the particular supply, or

(iii) the person is an individual or a partnership, all of the members of which are individuals, who carries on the business or engages in the adventure or concern without a reasonable expectation of profit,

the person shall be deemed to have made the particular supply in the course of commercial activities of the person; and

(*b*) where a person makes a supply by way of sale of personal property or a service that was acquired, imported, manufactured or produced by the person exclusively for the purpose of making an exempt supply of the property or service by way of sale, the person shall be deemed to have made the supply otherwise than in the course of commercial activities.

Acquisition, etc., of activities

(3) For the purposes of this Part,

(*a*) to the extent that a person does anything (other than make a supply) in connection with the acquisition, establishment, disposition or termination of a commercial activity of the person, the person shall be

Aliénation de biens figurant à l'inventaire

(2) Pour l'application de la présente partie :

a) la personne qui fournit, par vente, un bien meuble ou un service qu'elle a acquis, importé, fabriqué ou produit exclusivement pour le fournir par vente dans le cadre de son entreprise ou de son projet à risques ou affaire de caractère commercial est réputée avoir effectué la fourniture dans le cadre de ses activités commerciales sauf si, selon le cas :

(i) la fourniture est une fourniture exonérée,

(ii) l'alinéa *b*) s'applique à la fourniture,

(iii) la personne est un particulier, ou une société de personnes dont l'ensemble des associés sont des particuliers, qui exploite l'entreprise ou mène le projet à risques ou l'affaire sans attente raisonnable de profit;

b) la personne qui fournit, par vente, un bien meuble ou un service qu'elle a acquis, importé, fabriqué ou produit exclusivement pour le vendre dans le cadre d'une fourniture exonérée est réputée avoir effectué la fourniture en dehors du cadre d'une activité commerciale.

Acquisition d'activités

(3) Pour l'application de la présente partie :

a) dans la mesure où elle accomplit un acte, sauf la réalisation d'une fourniture, à l'occasion de l'acquisition, de l'établissement, de l'aliénation ou de la cessation d'une de ses activités commerciales, une personne est réputée avoir accompli l'acte dans le cadre de ses activités commerciales;

deemed to have done that thing in the course of commercial activities of the person; and

(*b*) to the extent that a person does anything (other than make a supply) in connection with the acquisition, establishment, disposition or termination of an activity of the person that is not a commercial activity, the person shall be deemed to have done that thing otherwise than in the course of commercial activities.

b) dans la mesure où elle accomplit un acte, sauf la réalisation d'une fourniture, à l'occasion de l'acquisition, de l'établissement, de l'aliénation ou de la cessation d'une de ses activités non commerciales, une personne est réputée avoir accompli l'acte en dehors du cadre d'une activité commerciale.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 but does not apply for the purposes of determining any amount claimed or reported in a return under Division V of Part IX of the said Act that was filed before October 1992.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, il ne s'applique pas au calcul d'un montant demandé ou mentionné dans une déclaration produite avant octobre 1992 aux termes de la section V de la partie IX de la même loi.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

19. (1) All that portion of subsection 142(1) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

19. (1) Le passage du paragraphe 142(1) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

General rule — in Canada

142. (1) For the purposes of this Part, subject to sections 143, 144 and 179, a supply shall be deemed to be made in Canada if

Règle générale — Canada

142. (1) Pour l'application de la présente partie et sous réserve des articles 143, 144 et 179, un bien ou un service est réputé fourni au Canada si :

(2) Section 142 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) L'article 142 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Mobile and floating homes

(3) For the purposes of this section,

(*a*) a floating home, and

(*b*) a mobile home that is not affixed to land

shall each be deemed to be tangible personal property and not real property.

Maisons mobiles et maisons flottantes

(3) Pour l'application du présent article, les maisons mobiles qui ne sont pas fixées à un fonds et les maisons flottantes sont réputées être des biens meubles corporels et non des immeubles.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

20. (1) Paragraph 143(2)(*d*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*d*) the person is registered under Subdivision d of Division V.

1990, ch. 45, par. 12(1)

20. (1) L'alinéa 143(2)*d*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) la personne est inscrite aux termes de la sous-section d de la section V.

(2) Subsection 143(2) of the said Act, as amended by subsection (1), is repealed.

(2) Le paragraphe 143(2) de la même loi, modifié par le paragraphe (1), est abrogé.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Subsection (2) applies to supplies made after 1992.

21. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 143 thereof, the following section:

Supply by mail or courier

143.1 Notwithstanding subsections 142(2) and 143(1), for the purposes of this Part, a supply of prescribed tangible personal property made by a person who is registered under Subdivision d of Division V shall be deemed to be made in Canada if the property is sent, by mail or courier, to the recipient of the supply at an address in Canada.

(2) Subsection (1) applies to supplies made after 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

22. (1) Paragraph 146(*c*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) a supply of a right to take or remove forestry products, products that grow in water, fishery products, minerals or peat, where the supply is made to

(i) a consumer, or

(ii) a person who is not a registrant and who acquires the right in the course of a business of the person of making supplies of the products, minerals or peat to consumers;

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

23. (1) Paragraph 148(1)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) the total of all amounts each of which is the value of the consideration (other than consideration referred to in section 167.1 that is attributable to goodwill of a business) that became due in the four calendar quarters immediately preceding the particular calendar quarter, or that was paid in those four calendar quarters without having become due, to the person or an associate of the person at the beginning of the particular calendar quarter for taxable supplies (other than supplies of financial services and supplies by way of sale of capital property

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux fournitures effectuées après 1992.

21. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 143, de ce qui suit :

Fourniture par la poste ou par messager

143.1 Malgré les paragraphes 142(2) et 143(1), la fourniture d'un bien meuble corporel visé par règlement, par une personne qui est inscrite aux termes de la sous-section d de la section V, est réputée, pour l'application de la présente partie, effectuée au Canada si le bien est envoyé à l'acquéreur, par la poste ou par messager, à une adresse au Canada.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures effectuées après 1992.

1990, ch. 45, par. 12(1)

22. (1) L'alinéa 146*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) la fourniture du droit d'extraire ou de prendre des produits forestiers, des produits de la pêche, des produits poussant dans l'eau, des minéraux ou de la tourbe qui est effectuée au profit de l'une des personnes suivantes :

(i) un consommateur,

(ii) un non-inscrit qui acquiert le droit dans le cadre de son entreprise consistant à fournir de tels produits, des minéraux ou de la tourbe à des consommateurs.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

23. (1) L'alinéa 148(1)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) le total des montants dont chacun représente la valeur de la contrepartie (sauf la contrepartie visée à l'article 167.1 qui est imputable à l'achalandage d'une entreprise) devenue due au cours des quatre trimestres civils précédant le trimestre donné, ou payée au cours de ces trimestres sans qu'elle soit devenue due, à la personne ou à son associé au début du trimestre donné pour des fournitures taxables qu'ils ont effectuées au Canada ou à l'étranger, sauf des fournitures de services financiers et des fournitures par vente de leurs immobilisations;

of the person or associate) made inside or outside Canada by the person or associate

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 148(2)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) the total of all amounts each of which is the value of the consideration (other than consideration referred to in section 167.1 that is attributable to goodwill of a business) that became due in the calendar quarter, or that was paid in that calendar quarter without having become due, to a person or an associate of the person at the beginning of the calendar quarter for taxable supplies (other than supplies of financial services and supplies by way of sale of capital property of the person or associate) made inside or outside Canada by the person or associate

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa 148(2)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) le total des montants dont chacun représente la valeur de la contrepartie (sauf la contrepartie visée à l'article 167.1 qui est imputable à l'achalandage d'une entreprise) devenue due au cours du trimestre, ou payée au cours de ce trimestre sans qu'elle soit devenue due, à la personne ou à son associé au début du trimestre pour des fournitures taxables qu'ils ont effectuées au Canada ou à l'étranger, sauf des fournitures de services financiers et des fournitures par vente de leurs immobilisations;

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in determining, under paragraphs 148(1)(*a*) and (2)(*a*) of the said Act, as enacted by subsections (1) and (2), respectively, the total of the consideration that became due to a person in a period or that was paid to the person in the period without having become due, there shall be included all consideration for taxable supplies of financial services made by the person before October 1992 that became due in that period or that was paid in that period without having become due.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, la contrepartie des fournitures taxables de services financiers, effectuées par une personne avant octobre 1992, qui est devenue due au cours d'une période, ou qui a été payée au cours de la période sans qu'elle soit devenue due, est incluse dans le calcul, selon les alinéas 148(1)*a*) et (2)*a*) de la même loi, édictés respectivement par les paragraphes (1) et (2), du total de la contrepartie devenue due à la personne au cours de la période, ou payée à celle-ci au cours de la période sans qu'elle soit devenue due.

1990, c. 45, s. 12(1)

24. (1) Subparagraph 149(1)(*a*)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(iii) a person whose principal business is as a trader or dealer in, or as a broker or salesperson of, financial instruments or money,

1990, ch. 45, par. 12(1)

24. (1) Le sous-alinéa 149(1)*a*)(iii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(iii) une personne dont l'entreprise principale est celle d'un courtier ou d'un négociant en effets financiers ou en argent, ou d'un vendeur de tels effets ou d'argent,

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) All that portion of paragraph 149(1)(*b*) of the said Act preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*b*) except where the person is, at the beginning of the particular year, a charity (within the meaning of subsection 259(1)),

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le passage de l'alinéa 149(1)*b*) de la même loi qui précède le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) sauf si elle est, au début de l'année, un organisme de bienfaisance au sens du paragraphe 259(1), une municipalité, une administration scolaire, une administration

municipality, school authority, hospital authority, public college or university or is, on the last day of the taxation year of the person immediately preceding the particular year, a qualifying non-profit organization within the meaning of subsection 259(2),

(i) the total of all amounts each of which is an amount that is included in computing, for the purposes of the *Income Tax Act*, the person's income, or, where the person is an individual, the person's income from a business, for the taxation year of the person immediately preceding the particular year and that is interest, a dividend (other than a dividend in kind or a patronage dividend) or a separate fee or charge for a financial service

exceeds either

hospitalière, un collège public ou une université ou est, le dernier jour de son année d'imposition précédant l'année, un organisme à but non lucratif admissible au sens du paragraphe 259(2) :

(i) le total des montants dont chacun représente un montant inclus dans le calcul, pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, de son revenu ou, s'il s'agit d'un particulier, de son revenu provenant d'une entreprise, pour son année d'imposition précédant l'année, et qui constitue des intérêts, des dividendes, sauf des dividendes en nature et des ristournes ou des frais distincts pour un service financier,

dépasse :

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsection 149(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 149(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Exclusion of interest and dividend

(4) In determining a total for a person under subparagraph (1)(*b*)(i), there shall not be included interest, or any dividend, from a corporation related to the person.

(4) Les intérêts ou les dividendes provenant d'une personne morale liée à une personne sont exclus du calcul du total visé au sous-alinéa (1)*b*)(i) pour la personne.

Éléments à exclure

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Subparagraph 149(5)(*a*)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) a registered pension plan,

(4) Le sous-alinéa 149(5)*a*)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) régime de pension agréé,

1990, ch 45, par. 12(1)

1990, c. 45, s. 12(1)

(5) Subparagraph 149(5)(*a*)(viii) of the English version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(viii) an employee benefit plan,

(5) Le sous-alinéa 149(5)*a*)(viii) de la version anglaise de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(viii) an employee benefit plan,

1990, ch 45, par. 12(1)

(6) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on April 1, 1991.

(6) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er avril 1991.

(7) Subsections (2) to (5) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(7) Les paragraphes (2) à (5) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

25. (1) Subsection 150(6) of the said Act is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (*b*) thereof, by striking out the word "and" at the end of paragraph (*c*) thereof and by repealing paragraph (*d*) thereof.

25. (1) L'alinéa 150(6)*d*) de la même loi est abrogé.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Section 150 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

Mutual insurance group — deemed election

(7) For the purposes of this Part, every member of a mutual insurance group shall be deemed

(*a*) to be at all times a member of a closely related group of which every other member of the mutual insurance group is a member; and

(*b*) to have made, with every other member of the group, an election under subsection (1) that is in effect at all times.

(2) L'article 150 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Présomption de choix — regroupement de sociétés mutuelles d'assurance

(7) Pour l'application de la présente partie, chaque membre d'un regroupement de sociétés mutuelles d'assurance est réputé :

a) être en tout temps membre d'un groupe étroitement lié dont chaque autre membre du regroupement est membre;

b) avoir fait le choix prévu au paragraphe (1) avec chaque autre membre du regroupement, lequel choix est en vigueur en tout temps.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

26. (1) Section 155 of the said Act is renumbered as subsection 155(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a supply included in any of sections 6 to 10 of Part VI of Schedule V.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

26. (1) L'article 155 de la même loi devient le paragraphe 155(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux fournitures incluses aux articles 6 à 10 de la partie VI de l'annexe V.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

27. (1) Subsection 156(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Form and effective date of election and revocation

(3) An election under subsection (1) made jointly by two persons and a revocation of the election shall be made in prescribed form containing prescribed information and shall specify the day in a particular fiscal year of either person (in this subsection referred to as the "filer") on which the election or revocation, as the case may be, takes effect, which day shall be

(*a*) in the case of an election,

(i) where either person becomes a specified member of the group during a reporting period of the filer in the particular fiscal year, the first day of that reporting period, and

(ii) where subparagraph (i) does not apply, the first day of the particular fiscal year; and

1990, ch. 45, par. 12(1)

27. (1) Le paragraphe 156(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modalités du choix et de la révocation

(3) Le choix fait conjointement par deux parties et sa révocation sont présentés en la forme déterminée par le ministre, contiennent les renseignements requis par celui-ci et précisent le jour de leur entrée en vigueur, lequel jour fait partie de l'exercice de l'une des parties, dite le « déclarant » au présent paragraphe, et correspond :

a) dans le cas d'un choix, au jour ci-après :

(i) le premier jour d'une période de déclaration du déclarant, qui fait partie de l'exercice en question, au cours de laquelle l'une ou l'autre des parties devient membre déterminé du groupe,

(ii) en cas d'inapplication du sous-alinéa (i), le premier jour de l'exercice en question;

(*b*) in the case of a revocation of an election, the first day of a reporting period of the filer that commences in a fiscal year of the filer following the fiscal year in which the election became effective.

b) dans le cas d'une révocation de choix, le premier jour d'une période de déclaration du déclarant qui commence au cours de son exercice suivant l'exercice au cours duquel le choix est entré en vigueur.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) All that portion of subsection 156(4) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le passage du paragraphe 156(4) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Cessation

(4) An election under subsection (1) made jointly by a specified member of a closely related group and a corporation ceases to have effect on the earliest of

Cessation

(4) Le choix fait conjointement par un membre déterminé d'un groupe étroitement lié et une personne morale cesse d'être en vigueur au premier en date des jours suivants :

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Paragraph 156(4)(*c*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) the day on which a revocation of the election by the member or corporation takes effect.

(3) L'alinéa 156(4)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) le jour où la révocation du choix par le membre ou la personne morale entre en vigueur.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Section 156 of the said Act, as amended by subsections (1) to (3), is repealed and the following substituted therefor:

(4) L'article 156 de la même loi, modifié par les paragraphes (1) à (3), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Meaning of "specified member"

156. (1) In this section, "specified member" of a closely related group means a corporation

(*a*) that is a member of the group;

(*b*) that is not a party to an election under subsection 150(1); and

(*c*) all or substantially all of the property of which (other than financial instruments) was last manufactured, constructed, produced, acquired or imported by the corporation for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial activities of the corporation or, where the corporation has no property (other than financial instruments), all or substantially all of the supplies made by which are taxable supplies.

Définition de « membre déterminé »

156. (1) Pour l'application du présent article, est membre déterminé d'un groupe étroitement lié la personne morale qui répond aux conditions suivantes :

a) elle est membre du groupe;

b) elle n'est pas partie au choix prévu au paragraphe 150(1);

c) elle a fabriqué, construit, produit, acquis ou importé, la dernière fois, la totalité, ou presque, de ses biens, autres que des effets financiers, pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales, ou, si elle n'a pas de biens autres que des effets financiers, la totalité, ou presque, de ses fournitures sont taxables.

Election for nil consideration

(2) For the purposes of this Part, where a specified member of a closely related group elects jointly with a corporation that is also a specified member of the group, every taxable supply (other than a supply of property, or of a service, that is not acquired by the recipient of the supply for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial

Choix visant les fournitures sans contrepartie

(2) Pour l'application de la présente partie, deux membres déterminés d'un groupe étroitement lié dont un est une personne morale peuvent faire un choix conjoint pour que chaque fourniture taxable (sauf la fourniture d'un bien ou d'un service, acquis par l'acquéreur à une fin autre que sa consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le

activities of the recipient and a supply by way of sale of real property) made between the specified member and the corporation at a time when the election is in effect shall be deemed to have been made for no consideration.

cadre de ses activités commerciales et la fourniture d'un immeuble par vente) effectuée entre eux, au moment où le choix est en vigueur, soit réputée effectuée à titre gratuit.

Cessation

(3) An election under subsection (2) made jointly by a person who is a specified member of a closely related group and a corporation ceases to have effect on the earliest of

(*a*) the day the person ceases to be a specified member of the group,

(*b*) the day the corporation ceases to be a specified member of the group, and

(*c*) the day a revocation of the election made jointly by the person and the corporation takes effect.

Cessation

(3) Le choix cesse d'être en vigueur au premier en date des jours suivants :

a) le jour où l'une des parties au choix cesse d'être membre déterminé du groupe étroitement lié;

b) le jour où la révocation du choix conjoint par les parties au choix entre en vigueur.

Form of election and revocation

(4) An election under subsection (2) and a revocation of the election shall be made in prescribed form containing prescribed information and shall specify the effective date thereof.

Forme du choix et de la révocation

(4) Le choix et sa révocation sont présentés en la forme déterminée par le ministre, contiennent les renseignements requis par celui-ci et précisent la date de leur entrée en vigueur.

(5) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on April 27, 1992.

(5) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 27 avril 1992.

(6) Subsection (4) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(6) Le paragraphe (4) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

28. (1) Section 157 of the said Act is repealed.

1990, ch. 45 par. 12(1)

28. (1) L'article 157 de la même loi est abrogé.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

29. (1) Section 162 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45 par. 12(1)

29. (1) L'article 162 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Natural resources

162. (1) For the purposes of this Part, the supply of

(*a*) a right to explore for or exploit a mineral deposit, a peat bog or deposit of peat or a forestry, water or fishery resource,

(*b*) a right of entry or user relating to a right referred to in paragraph (*a*), or

(*c*) a right to an amount computed by reference to the production (including profit) from, or to the value of production from, any such deposit, bog or resource,

shall be deemed not to be a supply and any consideration paid or due, or any fee or royalty charged or reserved, in respect of the right

Redevances sur ressources naturelles

162. (1) Pour l'application de la présente partie, sont réputées ne pas être des fournitures :

a) la fourniture d'un droit visant l'exploitation de gisements minéraux, de tourbières, de gisements de tourbe, de ressources forestières ou halieutiques ou de ressources en eau, ou l'exploration afférente;

b) la fourniture d'un droit d'accès ou d'utilisateur du droit visé à l'alinéa *a*);

c) la fourniture d'un droit à un montant calculé en fonction de la quantité, y compris les bénéfices, ou de la valeur de la production tirée de semblables gisements, tourbières ou ressources.

shall be deemed not to be consideration for the right.

La contrepartie payée ou due, les frais exigés ou les redevances exigées ou réservées, au titre du droit sont réputés ne pas être une contrepartie pour le droit.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply to a supply of a right to take or remove forestry products, products that grow in water, fishery products, minerals or peat or a right of entry or user relating thereto, where the supply is made to

(*a*) a consumer; or

(*b*) a person who is not a registrant and who acquires the right in the course of a business of the person of making supplies of the products, minerals or peat to consumers.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la fourniture du droit d'extraire ou de prendre des produits forestiers, des produits de la pêche, des produits poussant dans l'eau, des minéraux ou de la tourbe, ni à la fourniture du droit d'accès ou d'utilisateur afférent, lorsque la fourniture est effectuée au profit d'une des personnes suivantes :

a) un consommateur;

b) un non-inscrit qui acquiert le droit dans le cadre de son entreprise consistant à fournir de tels produits, des minéraux ou de la tourbe à des consommateurs.

Rolling stock penalties and demurrage

162.1 For the purposes of this Part, an amount that is paid

(*a*) as or on account of demurrage, or

(*b*) by one railway corporation to another railway corporation as or on account of a penalty for failure to return rolling stock within a stipulated time,

shall be deemed not to be consideration for a supply.

Pénalité applicable au matériel roulant, droit de stationnement et surestaries

162.1 Pour l'application de la présente partie, est réputé ne pas être la contrepartie d'une fourniture le montant payé :

a) à titre de surestaries ou de droit de stationnement;

b) par une compagnie de chemin de fer à une autre au titre d'une pénalité pour défaut de remettre du matériel roulant dans le délai imparti.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

30. (1) Section 164 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

30. (1) L'article 164 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Donations to charities and registered parties

164. (1) For the purposes of this Part, where

(*a*) a charity or registered party makes a supply of an admission to a fund-raising dinner, ball, concert, show or like fund-raising event, or

(*b*) a registered party makes a supply to a person, part of the consideration for the supply may reasonably be regarded as an amount (in this subsection referred to as the "amount contributed") that is contributed to the registered party and the person may claim a deduction or credit in determining

Dons aux organismes de bienfaisance et aux partis enregistrés

164. (1) Pour l'application de la présente partie, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) la valeur de la contrepartie de la fourniture, par un organisme de bienfaisance ou un parti enregistré, d'un droit d'entrée à une activité de financement — dîner, bal, concert, spectacle ou activité semblable — est réputée égale à la moins élevée de la valeur réelle de la contrepartie et de la juste valeur marchande de la fourniture;

b) une partie de la contrepartie d'une fourniture effectuée par un parti enregistré

tax payable by the person under the *Income Tax Act* or a similar Act of the legislature of a province in respect of the total of such amounts contributed,

the following rules apply:

(*c*) where paragraph (*a*) applies, the value of the consideration for the supply shall be deemed to be the lesser of the actual value of the consideration for the supply and the fair market value of the supply, and

(*d*) where paragraph (*b*) applies, the amount contributed shall be deemed not to be consideration for the supply.

est réputée ne pas être une contrepartie de la fourniture si les conditions suivantes sont réunies :

(i) il est raisonnable de considérer la partie comme une contribution au parti enregistré,

(ii) l'acquéreur peut demander une déduction ou un crédit dans le calcul de l'impôt dont il est redevable aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou d'une loi semblable d'une province relativement au total de ces contributions.

Meaning of "registered party"

(2) For the purposes of subsection (1), "registered party" means a party (including any regional or local association of the party), a candidate or a referendum committee governed by an Act of Parliament or a law of a province that imposes requirements relating to election finances or referendum expenses.

Définition de « parti enregistré »

(2) Pour l'application du paragraphe (1), « parti enregistré » s'entend d'un parti, y compris les associations régionales ou locales d'un tel parti, d'un comité référendaire ou d'un candidat assujettis à une loi fédérale ou provinciale qui régit les dépenses électorales ou référendaires.

Meaning of "feed"

164.1 (1) For the purposes of this section, "feed" means

(*a*) grain, seed or fodder that is described in section 2 of Part IV of Schedule VI and used as feed for farm livestock that is ordinarily raised or kept to produce, or to be used as, food for human consumption or to produce wool; and

(*b*) feed that is a complete feed, supplement, macro-premix or micro-premix, the supply of which in bulk quantity of at least 20 kg would be a zero-rated supply.

Définition de « aliments pour animaux »

164.1 (1) Pour l'application du présent article, sont des aliments pour animaux :

a) les graines, les semences ou le fourrage, décrits à l'article 2 de la partie IV de l'annexe VI, qui servent à nourrir le bétail habituellement destiné à la consommation humaine ou élevé ou gardé pour produire des aliments pour la consommation humaine ou de la laine;

b) les aliments qui constituent un aliment complet, un complément, un macro-prémélange ou un micro-prémélange et dont la fourniture en vrac en quantité d'au moins 20 kg est détaxée.

Supplies by a feedlot

(2) For the purposes of this Part, where, in the course of operating a feedlot that is a farming business within the meaning of the *Income Tax Act*, a person makes a supply of a service and the consideration for the supply (in this subsection referred to as the "total charge") includes a particular amount that is identified in the invoice or agreement in writing for the supply as being attributable to feed,

(*a*) the provision of the feed shall be deemed to be a supply separate from the supply of the service and not to be incidental to the provision of any other property or service;

Fournitures dans un parc d'engraissement

(2) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'une personne effectue, dans le cadre de l'exploitation d'un parc d'engraissement qui constitue une entreprise agricole au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, une fourniture de service dont la contrepartie (appelée « prix total » au présent paragraphe) comprend un montant distinct qui, selon la facture ou la convention écrite concernant la fourniture, est attribuable à des aliments pour animaux, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) les aliments sont réputés faire l'objet d'une fourniture qui est distincte de la

(*b*) the portion, not exceeding 90%, of the total charge that is reasonably attributable to the feed and is included in the particular amount shall be deemed to be the consideration for the supply of the feed; and

(*c*) the difference between the total charge and the consideration for the supply of the feed shall be deemed to be the consideration for the supply of the service.

fourniture du service et qui n'est accessoire à aucune remise de biens ou de prestation de services;

b) la proportion, n'excédant pas 90 %, du prix total qui est attribuable aux aliments et qui est incluse dans le montant distinct est réputée représenter la contrepartie de la fourniture des aliments;

c) la différence entre le prix total et la contrepartie de la fourniture des aliments est réputée représenter la contrepartie de la fourniture du service.

Payments by unions or associations

164.2 For the purposes of this Part, where

(*a*) an individual, because of membership in a trade union or association referred to in paragraph 189(*a*), participates in activities of the union or association and, as a consequence, is unable to perform duties, under a contract of employment, for the individual's employer during a period during which the individual would, were it not for the individual's participation in those activities, be obligated to provide such services, and

(*b*) the union or association pays an amount to the employer as compensation for expenses incurred by the employer as a consequence of the individual's participation in those activities or for remuneration or benefits given by the employer to the individual in respect of that period,

the amount shall be deemed not to be consideration for a supply.

Paiements par un syndicat ou une association

164.2 Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un particulier membre d'un syndicat ou d'une association visé à l'alinéa 189*a*) participe à ce titre à des activités du syndicat ou de l'association et ne peut, par conséquent, s'acquitter envers son employeur, pendant la durée de sa participation, des tâches prévues par son contrat d'emploi, est réputé ne pas être la contrepartie d'une fourniture le montant que le syndicat ou l'association verse à l'employeur en compensation soit des dépenses engagées par ce dernier par suite de la participation du particulier à ces activités, soit de la rémunération ou des avantages versés par l'employeur au particulier pour la période où il participe à ces activités.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subsection 164(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to admissions, supplied by a registered party, to events held before November 5, 1991 in respect of an election, other than an election for a member of Parliament or of the legislature of a province.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le paragraphe 164(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux droits d'entrée, fournis par un parti enregistré, à des événements qui ont lieu avant le 5 novembre 1991 dans le cadre d'une élection autre que l'élection d'un député fédéral ou provincial.

1990, c. 45, s. 12(1)

31. (1) Subsection 165(3) of the said Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*a*) thereof and by repealing paragraph (*b*) thereof and substituting the following therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

31. (1) L'alinéa 165(3)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) si le montant inséré dans l'appareil est de 0,70 $, 0,05 $;

election with the Minister not later than the day on or before which the return under this Division is required to be filed for the recipient's first reporting period in which tax would, but for this subsection, have become payable in respect of the supply of any property or service made under the agreement for the supply of the business or part, or on such later day as the Minister may determine on application of the recipient,

(*a*) no tax is payable in respect of a supply of any property or service made under the agreement other than

(i) a taxable supply of a service that is to be rendered by the supplier,

(ii) a taxable supply of property by way of lease, licence or similar arrangement, and

(iii) where the recipient is not a registrant, a taxable supply by way of sale of real property; and

(*b*) for the purposes of this Part,

(i) where, but for this subsection, tax would have been payable by the recipient in respect of a supply made under the agreement of property that was capital property of the supplier and that is being acquired by the recipient for use as capital property of the recipient, the recipient shall be deemed to have so acquired the property for use exclusively in the course of commercial activities of the recipient, and

(ii) where, notwithstanding this subsection, tax would not have been payable by the recipient in respect of a supply made under the agreement of property that was capital property of the supplier and that is being acquired by the recipient for use as capital property of the recipient, the recipient shall be deemed to have so acquired the property for use exclusively in activities of the recipient that are not commercial activities.

présente section la déclaration visant sa première période de déclaration au cours de laquelle une taxe serait, sans le présent paragraphe, devenue payable relativement à la fourniture d'un bien ou d'un service effectuée aux termes de la convention portant sur la fourniture de l'entreprise ou de la partie d'entreprise visée par le choix, ou à la date ultérieure fixée par le ministre sur demande de l'acquéreur, les règles suivantes s'appliquent :

a) nulle taxe n'est payable relativement à la fourniture d'un bien ou d'un service effectuée aux termes de la convention, sauf s'il s'agit :

(i) de la fourniture taxable d'un service à rendre par le fournisseur,

(ii) de la fourniture taxable d'un bien par bail, licence ou accord semblable,

(iii) si l'acquéreur n'est pas un inscrit, de la fourniture taxable d'un immeuble par vente;

b) pour l'application de la présente partie :

(i) dans le cas où une taxe serait payable par l'acquéreur, sans le présent paragraphe, relativement à une fourniture, effectuée aux termes de la convention, d'une immobilisation du fournisseur que l'acquéreur acquiert pour l'utiliser comme immobilisation, l'acquéreur est réputé avoir ainsi acquis l'immobilisation pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales,

(ii) dans le cas où, malgré le présent paragraphe, une taxe ne serait pas payable par l'acquéreur relativement à une fourniture, effectuée aux termes de la convention, d'une immobilisation du fournisseur que l'acquéreur acquiert pour l'utiliser comme immobilisation, l'acquéreur est réputé avoir ainsi acquis l'immobilisation pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités non commerciales.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 167(2)(*d*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*d*) the personal representative and the other individual jointly elect under this subsection,

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa 167(2)*d*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) le représentant personnel et l'autre particulier choisissent conjointement de se prévaloir du présent paragraphe.

(3) Subsection (1) applies to any supply of a business or part of a business under which ownership, possession or use of all or substantially all of the assets of the business or part that are included in the supply is transferred to the recipient of the supply after September 1992 except that, in respect of supplies of a business or part of a business under which ownership, possession or use of all or substantially all of the assets of the business or part that are included in the supply is transferred to the recipient of the supply before 1993, all that portion of subsection 167(1.1) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures d'entreprises ou de parties d'entreprise dans le cadre desquelles la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité, ou presque, des éléments d'actif de l'entreprise ou de la partie d'entreprise compris dans la fourniture est transférée à l'acquéreur après septembre 1992. Toutefois, pour ce qui est des fournitures d'entreprises ou de parties d'entreprise dont la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité, ou presque, des éléments d'actif visés par la fourniture est transférée à l'acquéreur avant 1993, le passage du paragraphe 167(1.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), qui précède l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

(1.1) Where a supplier and a recipient make a joint election under subsection (1) in respect of a supply of a business or part of a business and the supplier, if a registrant, files the election with the Minister not later than the day on or before which the return under this Division is required to be filed for the supplier's first reporting period in which tax would, but for this subsection, have become payable in respect of the supply of any property or service made under the agreement for the supply of the business or part, or on such later day as the Minister may determine on application of the supplier,

(1.1) Lorsqu'un fournisseur qui est un inscrit et une partie au choix visé au paragraphe (1) présente le choix au ministre au plus tard le jour où il est tenu de produire aux termes de la présente section la déclaration visant sa première période de déclaration au cours de laquelle une taxe serait, sans le présent paragraphe, devenue payable relativement à la fourniture d'un bien ou d'un service effectuée aux termes de la convention portant sur la fourniture de l'entreprise ou de la partie d'entreprise visée par le choix, ou à la date ultérieure fixée par le ministre sur demande du fournisseur, les règles suivantes s'appliquent :

(4) For the purposes of subsections 167(1) and (1.1) of the said Act, as enacted by subsection (1), where a supplier made a supply of a business or part of a business before 1993 in circumstances in which the said subsection 167(1) applies,

(4) Pour l'application des paragraphes 167(1) et (1.1) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), les présomptions suivantes s'appliquent aux fournitures de tout ou partie d'entreprises effectuées avant 1993 dans les circonstances visées au même paragraphe 167(1) :

(*a*) the supplier and the recipient of the supply shall be deemed to have made a joint election under the said subsection 167(1) in respect of the supply; and

(*b*) if, on or before the day referred to in the said subsection 167(1.1), the supplier files with the Minister of National Revenue a notice in writing respecting the supply that contains substantially all of the information that must be contained in an election filed under subsection 167(1) of the said Act as that section read before

***a*) le fournisseur et l'acquéreur de la fourniture sont réputés avoir fait le choix visé au même paragraphe 167(1) relativement à la fourniture;**

***b*) le fournisseur, s'il présente au ministre du Revenu national, au plus tard le jour visé au même paragraphe 167(1.1), un avis écrit concernant la fourniture qui contient la presque totalité des renseignements qui doivent apparaître dans le choix produit en vertu du paragraphe**

this Act was assented to, the supplier shall be deemed to have filed the joint election referred to in paragraph (*a*) on or before that day.

(5) Where

(*a*) a supplier makes a taxable supply of assets before 1993 and ownership, possession or use of all or substantially all of those assets is transferred to the recipient of the supply after September 1992, and

(*b*) the supplier, in the honest but mistaken belief that the supplier was making a supply of a business or part of a business described in subsection 167(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), in the circumstances described in the said subsection 167(1),

(i) on or before the day on or before which the return under Division V of Part IX of the said Act is required to be filed for the supplier's first reporting period in which tax became payable in respect of the supply of the assets, filed with the Minister a notice in writing described in paragraph (4)(*b*) respecting the supply, and

(ii) failed to collect tax in respect of the supply as required by the said Act,

the supplier is not required to collect the tax referred to in subparagraph (*b*)(ii).

(6) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on April 27, 1992.

33. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 167 thereof, the following section:

Supply of goodwill

167.1 For the purposes of this Part, where a supplier, other than a financial institution, makes a supply of a business or part of a business that was established or carried on by the supplier in Canada or that was established or carried on by another person and acquired by the supplier, the recipient is acquiring ownership, possession or use of all or substantially all of the property that can reasonably be regarded as being necessary for the recipient to be capable of carrying on the business or

167(1) de la même loi, dans son application avant la sanction de la présente loi, est réputé avoir produit le choix visé à l'alinéa *a*) au plus tard ce jour-là.

(5) Le fournisseur qui répond aux conditions suivantes n'est pas tenu de percevoir la taxe visée au sous-alinéa *b*)(ii) :

a) il effectue une fourniture taxable d'éléments d'actif avant 1993, et la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité, ou presque, de ces éléments est transférée à l'acquéreur de la fourniture après septembre 1992;

b) le fournisseur, croyant honnêtement mais à tort qu'il fournissait une entreprise ou une partie d'entreprise visée au paragraphe 167(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), dans les circonstances visées à ce même paragraphe :

(i) présente au ministre du Revenu national, au plus tard le jour où il est tenu de produire aux termes de la section V de la partie IX de la même loi la déclaration visant sa première période de déclaration au cours de laquelle une taxe est devenue payable relativement à la fourniture des éléments d'actif, l'avis écrit visé à l'alinéa (4)*b*) relativement à la fourniture,

(ii) ne perçoit pas la taxe relative à la fourniture comme le prévoit la présente loi.

(6) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 27 avril 1992.

33. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 167, de ce qui suit :

Achalandage

167.1 Pour l'application de la présente partie, lorsqu'une personne, sauf une institution financière, fournit tout ou partie d'une entreprise qu'elle a établie ou exploitée au Canada, ou qu'elle a acquise après qu'une autre personne l'a établie ou exploitée, que l'acquéreur acquiert la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité, ou presque, des biens qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaires à l'exploitation par lui de l'entreprise ou de la partie d'entreprise et

part as a business, and part of the consideration for the supply can reasonably be attributed to goodwill of the business or part,

(*a*) where the goodwill is primarily attributable to commercial activities of the supplier, that part of the consideration shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply, except to the extent that the goodwill is attributable to those commercial activities; and

(*b*) in any other case, that part of the consideration shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply.

qu'une partie de la contrepartie de la fourniture est imputable à l'achalandage afférent, les règles suivantes s'appliquent :

a) si l'achalandage est principalement imputable à des activités commerciales du fournisseur, cette partie n'est pas incluse dans le calcul de la taxe payable relativement à la fourniture, sauf dans la mesure où l'achalandage est imputable à ces activités;

b) dans les autres cas, cette partie n'est pas incluse dans le calcul de taxe payable relativement à la fourniture.

(2) Section 167.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'article 167.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Goodwill

167.1 For the purposes of this Part, where a supplier makes a supply of a business or a part of a business that was established or carried on by the supplier in Canada or that was established or carried on by another person and acquired by the supplier, the recipient is acquiring ownership, possession or use of all or substantially all of the property that can reasonably be regarded as being necessary for the recipient to be capable of carrying on the business or part as a business, and part of the consideration for the supply can reasonably be attributed to goodwill of the business or part,

(*a*) where the supplier is a financial institution, that part of the consideration shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply, except to the extent that the goodwill is attributable to commercial activities of the supplier;

(*b*) where the supplier is not a financial institution and the goodwill is primarily attributable to commercial activities of the supplier, that part of the consideration shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply, except to the extent that the goodwill is attributable to those commercial activities; and

(*c*) in any other case, that part of the consideration shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply.

Achalandage

167.1 Pour l'application de la présente partie, lorsqu'une personne fournit tout ou partie d'une entreprise qu'elle a établie ou exploitée au Canada, ou qu'elle a acquise après qu'une autre personne l'a établie ou exploitée, que l'acquéreur acquiert la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité, ou presque, des biens qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaires à l'exploitation par lui de l'entreprise ou de la partie d'entreprise et qu'une partie de la contrepartie de la fourniture est imputable à l'achalandage afférent, les règles suivantes s'appliquent :

a) si le fournisseur est une institution financière, cette partie n'est pas incluse dans le calcul de la taxe payable relativement à la fourniture, sauf dans la mesure où l'achalandage est imputable à des activités commerciales du fournisseur;

b) si le fournisseur n'est pas une institution financière et que l'achalandage soit principalement imputable à des activités commerciales du fournisseur, cette partie n'est pas incluse dans le calcul de la taxe payable relativement à la fourniture, sauf dans la mesure où l'achalandage est imputable à ces activités;

c) dans les autres cas, cette partie n'est pas incluse dans le calcul de la taxe payable relativement à la fourniture.

(3) Section 167.1 of the said Act, as enacted by subsection (2), is repealed and the following substituted therefor:

(3) L'article 167.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Goodwill

167.1 For the purposes of this Part, where a supplier makes a supply of a business or part of a business that was established or carried on by the supplier or that was established or carried on by another person and acquired by the supplier, the recipient is acquiring ownership, possession or use of all or substantially all of the property that can reasonably be regarded as being necessary for the recipient to be capable of carrying on the business or part as a business, and part of the consideration for the supply can reasonably be attributed to goodwill of the business or part, that part of the consideration shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply.

Achalandage

167.1 Pour l'application de la présente partie, lorsqu'une personne fournit tout ou partie d'une entreprise qu'elle a établie ou exploitée, ou qu'elle a acquise après qu'une autre personne l'a établie ou exploitée, que l'acquéreur acquiert la propriété, la possession ou l'utilisation de la totalité, ou presque, des biens qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaires à l'exploitation par lui de l'entreprise ou de la partie d'entreprise et qu'une partie de la contrepartie est imputable à l'achalandage afférent, cette partie n'est pas incluse dans le calcul de la taxe payable relativement à la fourniture.

(4) Subsection (1) applies to a supply of a business or part of a business under which ownership or possession of all or substantially all of the assets of the business or part that are included in the supply is transferred to the recipient of the supply after November 5, 1991.

(4) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures d'entreprises ou de parties d'entreprise dans le cadre desquelles la propriété ou la possession de la totalité, ou presque, des éléments d'actif compris dans la fourniture est transférée à l'acquéreur après le 5 novembre 1991.

(5) Subsection (2) applies to a supply of a business or part of a business under which ownership or possession of all or substantially all of the assets of the business or part that are included in the supply is transferred to the recipient of the supply after March 10, 1992.

(5) Le paragraphe (2) s'applique aux fournitures d'entreprises ou de parties d'entreprise dans le cadre desquelles la propriété ou la possession de la totalité, ou presque, des éléments d'actif compris dans la fourniture est transférée à l'acquéreur après le 10 mars 1992.

(6) Subsection (3) applies to a supply of a business or part of a business under which ownership or possession of all or substantially all of the assets of the business or part that are included in the supply is transferred to the recipient of the supply after September 1992.

(6) Le paragraphe (3) s'applique aux fournitures d'entreprises ou de parties d'entreprise dans le cadre desquelles la propriété ou la possession de la totalité, ou presque, des éléments d'actif compris dans la fourniture est transférée à l'acquéreur après septembre 1992.

34. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 167.1 thereof, as enacted by section 33, the following section:

34. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 167.1, édicté par l'article 33, de ce qui suit :

Supplies to non-resident persons of admissions to conventions

167.2 (1) Where the sponsor of a convention makes a taxable supply to a non-resident person of an admission to the convention, that portion of the consideration for the admission that is reasonably attributable to the provision

Droit d'entrée à un congrès — non-résident

167.2 (1) Lorsque le promoteur d'un congrès effectue, au profit d'une personne non-résidente, la fourniture taxable d'un droit d'entrée au congrès, la partie de la contrepartie du droit d'entrée qui est imputable à

of the convention facility or related convention supplies shall not be included in calculating the tax payable in respect of the supply.

Supplies to non-resident exhibitors

(2) Where a sponsor of a convention makes a taxable supply by way of lease, licence or similar arrangement to a non-resident person of real property that is acquired by the person exclusively for use as a site for the promotion, at the convention, of property or services supplied by, or of a business of, the person, no tax is payable in respect of that supply to the person or in respect of any supply by the sponsor to the person of property or services that are acquired by the person for consumption or use as related convention supplies in respect of the convention.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

35. (1) Subsections 169(1) to (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

General rule for credits

169. (1) Subject to this Part, where property or a service is supplied to or imported by a person and, during a reporting period of the person during which the person is a registrant, tax in respect of the supply or importation becomes payable by the person or is paid by the person without having become payable, the input tax credit of the person in respect of the property or service for the period is the amount determined by the formula

A x B

where

A is the total of all tax in respect of the supply or importation that becomes payable by the person during the reporting period or that is paid by the person during the period without having become payable; and

B is

(*a*) where the tax is deemed under subsection 202(4) to have been paid in respect of the property on the last day of a taxation year of the person, the extent (expressed as a percentage of the total use of the property in the course of commercial activities and businesses of the person during that taxation year) to which the person used the

l'obtention du centre de congrès ou aux fournitures liées au congrès n'est pas incluse dans le calcul de la taxe payable relativement à la fourniture.

Fourniture à l'exposant non-résident

(2) Aucune taxe n'est payable relativement à la fourniture d'un immeuble que le promoteur d'un congrès effectue par bail, licence ou accord semblable au profit d'une personne non-résidente qui acquiert l'immeuble pour utilisation exclusive comme lieu de promotion, lors du congrès, de son entreprise ou de biens ou de services qu'elle fournit. De plus, aucune taxe n'est alors payable relativement à la fourniture par le promoteur au profit de la personne de biens ou de services que celle-ci acquiert pour consommation ou utilisation à titre de fournitures liées au congrès.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

35. (1) Les paragraphes 169(1) à (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Règle générale

169. (1) Sous réserve de la présente partie, le crédit de taxe sur les intrants d'une personne, pour sa période de déclaration au cours de laquelle elle est un inscrit, relativement à un bien ou à un service qu'elle importe ou qui lui est fourni, correspond au résultat du calcul suivant si, au cours de cette période, la taxe relative à l'importation ou à la fourniture devient payable par la personne ou est payée par elle sans qu'elle soit devenue payable :

A x B

où :

A représente la taxe relative à l'importation ou à la fourniture qui, au cours de la période de déclaration, devient payable par la personne ou est payée par elle sans qu'elle soit devenue payable;

B représente :

a) dans le cas où la taxe est réputée, par le paragraphe 202(4), avoir été payée relativement au bien le dernier jour d'une année d'imposition de la personne, le pourcentage que représente l'utilisation que la personne faisait du bien dans le cadre de ses activités commerciales au cours de cette année par rapport à l'utilisation totale qu'elle en

property in the course of commercial activities of the person during that taxation year,

(*b*) where the property or service is acquired or imported by the person for use in improving capital property of the person, the extent (expressed as a percentage) to which the person was using the capital property in the course of commercial activities of the person immediately after the capital property or a portion thereof was last acquired or imported by the person, and

(*c*) in any other case, the extent (expressed as a percentage) to which the person acquired or imported the property or service for consumption, use or supply in the course of commercial activities of the person.

faisait alors dans le cadre de ses activités commerciales et de ses entreprises;

b) dans le cas où le bien ou le service est acquis ou importé par la personne pour utilisation dans le cadre d'améliorations apportées à une de ses immobilisations, le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle la personne utilisait l'immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales immédiatement après sa dernière acquisition ou importation de tout ou partie de l'immobilisation;

c) dans les autres cas, le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle la personne a acquis ou importé le bien ou le service pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales.

Determining credit for improvement

(1.1) Where a person acquires or imports property or a service partly for use in improving capital property of the person and partly for another purpose, for the purposes of determining an input tax credit of the person in respect of the property or service,

(*a*) the provision of that part of the property or service that is acquired or imported for use in improving the capital property and the provision of the remaining part of the property or service shall each be deemed to be a separate supply that is not incidental to the other;

(*b*) the tax payable in respect of the supply of that part of the property or service that is acquired or imported for use in improving the capital property shall be deemed to be equal to the amount determined by the formula

A x B

where

A is the tax payable (in this section referred to as the "total tax payable") by the person in respect of the supply or importation of the property or service, determined without reference to this section, and

Améliorations

(1.1) Lorsqu'une personne acquiert ou importe un bien ou un service pour l'utiliser partiellement dans le cadre d'améliorations apportées à une de ses immobilisations et partiellement à d'autres fins, les présomptions suivantes s'appliquent aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants relativement au bien ou au service :

a) la livraison de cette partie du bien ou la prestation de cette partie du service qui est acquise ou importée pour utilisation dans le cadre d'améliorations apportées à l'immobilisation et la livraison de l'autre partie du bien ou la prestation de l'autre partie du service sont réputées chacune être des fournitures distinctes, et aucune des fournitures n'est accessoire à l'autre;

b) la taxe payable relativement à la fourniture de cette partie du bien ou du service qui est acquise ou importée pour utilisation dans le cadre d'améliorations apportées à l'immobilisation est réputée correspondre au résultat du calcul suivant :

A x B

où :

A représente la taxe payable (appelée « taxe totale payable » au présent article) par la personne relativement à la fourniture ou à l'importation du bien ou du service, calculée abstraction faite du présent article,

B is the extent (expressed as a percentage) to which the total consideration paid or payable by the person for the supply in Canada of the property or service or the value of the imported goods is or would be, if the person were a taxpayer under the *Income Tax Act*, included in determining the adjusted cost base to the person of the capital property for the purposes of that Act; and

(*c*) the tax payable in respect of that part of the property or service that is not for use in improving the capital property shall be deemed to be equal to the difference between the total tax payable and the amount determined under paragraph (*b*).

B le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle la contrepartie totale payée ou payable par la personne pour la fourniture au Canada du bien ou du service, ou la valeur des produits importés, est incluse dans le calcul du prix de base rajusté de l'immobilisation pour la personne pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou le serait si la personne était un contribuable aux termes de cette loi;

c) la taxe payable relativement à l'autre partie du bien ou du service est réputée égale à la différence entre la taxe totale payable et le montant calculé selon l'alinéa *b*).

Determining credit for leased property

(1.2) Where property is supplied by way of lease, licence or similar arrangement to a person for consideration that includes two or more periodic payments that are attributable to successive parts (each of which is referred to in this subsection as a "lease interval") of the period for which possession or use of the property is provided under the arrangement and tax in respect of the supply, calculated on a particular periodic payment, at any time becomes payable by the person or is paid by the person without having become payable, for the purposes of determining an input tax credit of the person in respect of the property,

(*a*) the person shall be deemed to have received, at that time, a separate supply of the property for the lease interval to which the particular periodic payment is attributable; and

(*b*) the tax calculated on the particular periodic payment shall be deemed to be tax payable in respect of the separate supply.

Biens de location

(1.2) Lorsqu'un bien est fourni par bail, licence ou accord semblable à une personne pour une contrepartie qui comprend plusieurs paiements périodiques imputables à des parties successives (chacune étant appelée « période de location » au présent paragraphe) de la période pendant laquelle la personne a la possession ou l'usage du bien aux termes de l'accord et que, à un moment donné, la taxe relative à la fourniture, calculée sur un paiement périodique donné, devient payable par la personne ou est payée par elle sans qu'elle soit devenue payable, les présomptions suivantes s'appliquent aux fins de déterminer le crédit de taxe sur les intrants de la personne relativement au bien :

a) la personne est réputée avoir reçu, à ce moment, une fourniture distincte du bien pour la période de location à laquelle le paiement donné est imputable;

b) la taxe calculée sur le paiement donné est réputée être la taxe payable relativement à la fourniture distincte.

Determining credit for ongoing services

(1.3) Where a service is supplied to a person for consideration that includes two or more payments that are attributable to different parts (each of which is referred to in this subsection as a "billing period") of the period during which the service is or is to be rendered under the agreement for the supply and tax in respect of the supply, calculated on a particular payment, at any time becomes payable by the person or is paid by the person without

Services continus

(1.3) Lorsque la contrepartie de la fourniture d'un service comprend plusieurs paiements imputables à diverses parties (chacune étant appelée « période de facturation » au présent paragraphe) de la période au cours de laquelle le service est rendu ou est à rendre aux termes de la convention le concernant et que, à un moment donné, la taxe relative à la fourniture, calculée sur un paiement donné, devient payable par l'acquéreur ou est payée par lui

having become payable, for the purposes of determining an input tax credit of the person in respect of the service,

(*a*) the person shall be deemed to have received, at that time, a separate supply of the service rendered or to be rendered during the billing period to which the particular periodic payment is attributable; and

(*b*) the tax calculated on the particular payment shall be deemed to be tax payable in respect of the separate supply.

sans qu'elle soit devenue payable, les présomptions suivantes s'appliquent aux fins de déterminer le crédit de taxe sur les intrants de l'acquéreur relativement au service :

a) l'acquéreur est réputé avoir reçu, à ce moment, une fourniture distincte du service rendu ou à rendre pour la période de facturation à laquelle le paiement donné est imputable;

b) la taxe calculée sur le paiement donné est réputée être la taxe payable relativement à la fourniture distincte.

Credit for goods imported to provide commercial service

(2) Subject to this Part, where a registrant imports goods of a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V for the purpose of making a taxable supply to the non-resident person of a commercial service in respect of the goods and, during a reporting period of the registrant, tax in respect of the importation becomes payable by the registrant or is paid by the registrant without having become payable, the input tax credit of the registrant in respect of the goods for the reporting period is an amount equal to that tax.

(2) Sous réserve de la présente partie, lorsqu'un inscrit importe des produits d'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V, en vue d'effectuer, au profit de cette dernière, la fourniture taxable d'un service commercial relatif aux produits et que, au cours d'une période de déclaration de l'inscrit, la taxe relative à l'importation devient payable par lui ou est payée par lui sans qu'elle soit devenue payable, le crédit de taxe sur les intrants de l'inscrit relativement aux produits pour la période de déclaration est égal à cette taxe.

Produits importés en vue d'un service commercial

Time tax payable

(3) For the purposes of subsections (1) to (1.3), where an invoice for an amount is issued to a person in respect of a taxable supply made in Canada to the person, except where subsection 152(2) applies to the supply, tax under this Division calculated on that amount shall be deemed to have become payable on the date of the invoice.

(3) Pour l'application des paragraphes (1) à (1.3), la taxe prévue à la présente section calculée sur le montant facturé à une personne pour une fourniture taxable effectuée au Canada à son profit est réputée, sauf si le paragraphe 152(2) s'applique à la fourniture, devenue payable à la date apparaissant sur la facture.

Paiement de la taxe

(2) Subsection 169(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed.

(2) Le paragraphe 169(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé.

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) All that portion of subsection 169(4) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le passage du paragraphe 169(4) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Required documentation

(4) A registrant may not claim an input tax credit for a reporting period unless, before filing the return in which the credit is claimed,

(4) L'inscrit peut demander un crédit de taxe sur les intrants pour une période de déclaration si, avant de produire la déclaration à cette fin :

Documents

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Paragraph 169(4)(*b*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) L'alinéa 169(4)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

b) dans le cas où le crédit se rapporte à un immeuble fourni par vente dans des cir-

(*b*) where the credit is in respect of real property supplied by way of sale to the registrant in circumstances in which subsection 221(2) applies, the registrant has filed the return required under subsection 228(4) to be filed with respect to the supply.

1990, c. 45, s. 12(1)

(5) All that portion of subsection 169(5) of the said Act preceding paragraph (*b*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Exemption

(5) Where the Minister is satisfied that there are or will be sufficient records available to establish the particulars of any supply or importation or of any supply or importation of a specified class and the tax in respect of the supply or importation paid or payable under this Part, the Minister may

(*a*) exempt a specified registrant, a specified class of registrants or registrants generally from any of the requirements of subsection (4) in respect of that supply or importation or a supply or importation of that class; and

(6) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) in its application to property in respect of which tax is deemed under subsection 202(4) of the said Act to have been paid in a taxation year ending before October 1992, paragraph (*a*) of the description of B in subsection 169(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(*a*) where the tax is deemed under subsection 202(4) to have been paid in respect of the property on the last day of a taxation year of the person, the percentage that the intended use of the property in commercial activities of the person is of the intended use of the property in commercial activities and businesses of the person,

(*b*) in its application to improvements to capital property of a person that are acquired or imported by the person before April 1991, the description of B in subsection 169(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

constances où le paragraphe 221(2) s'applique, il produit la déclaration prévue au paragraphe 228(4).

1990, ch. 45, par. 12(1)

(5) Le passage du paragraphe 169(5) de la même loi qui précède l'alinéa *b*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Dispense

(5) Le ministre peut, s'il est convaincu qu'il existe ou existera des documents suffisants pour établir les faits relatifs à une fourniture ou à une importation, ou à une catégorie de fournitures ou d'importations, ainsi que pour calculer la taxe relative à la fourniture ou à l'importation, qui est payée ou payable en application de la présente partie :

a) dispenser un inscrit, une catégorie d'inscrits ou les inscrits en général des exigences prévues au paragraphe (4) relativement à la fourniture ou à l'importation ou à une fourniture ou une importation de la catégorie;

(6) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) en ce qui concerne les biens relativement auxquels la taxe est réputée, par le paragraphe 202(4) de la même loi, avoir été payée au cours d'une année d'imposition se terminant avant octobre 1992, l'alinéa *a*) de l'élément B de la formule figurant au paragraphe 169(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :**

a) dans le cas où la taxe est réputée, par le paragraphe 202(4), avoir été payée relativement au bien le dernier jour d'une année d'imposition de la personne, le pourcentage que représente l'utilisation, dans le cadre d'activités commerciales de la personne, pour laquelle le bien a été acquis ou importé par rapport à l'utilisation, dans le cadre de ces activités et des entreprises de la personne, pour laquelle le bien a été acquis ou importé;

***b*) en ce qui concerne les améliorations apportées aux immobilisations qu'une personne a acquises ou importées avant**

B is the extent (expressed as a percentage) to which the person acquired or imported the property or service for consumption, use or supply in the course of commercial activities of the person.

(*c*) subsection 169(1.1) of the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to property or services acquired or imported before October 1992 by a person partly for use in improving capital property of the person; and

(*d*) in applying subsection 169(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), to invoices dated before October 1992, it shall be read without reference to the words "except where subsection 152(2) applies to the supply".

avril 1991, l'élément B de la formule figurant au paragraphe 169(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

B le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle la personne a acquis ou importé le bien ou le service pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales.

c) le paragraphe 169(1.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux biens et services acquis ou importés avant octobre 1992 par une personne pour les utiliser partiellement en vue d'améliorer son immobilisation;

d) pour l'application du paragraphe 169(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux factures datées d'une date antérieure à octobre 1992, il n'est pas tenu compte, au paragraphe 169(3), du passage « sauf si le paragraphe 152(2) s'applique à la fourniture ».

(7) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

(7) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1993.

(8) Subsections (3) to (5) shall be deemed to have come into force on September 30, 1992.

(8) Les paragraphes (3) à (5) sont réputés entrés en vigueur le 30 septembre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

36. (1) Paragraph 170(1)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) a supply of a membership, or a right to acquire a membership, in a club the main purpose of which is to provide dining, recreational or sporting facilities, except where the registrant acquires the membership or right, as the case may be, exclusively for supply in the ordinary course of a business of the registrant of supplying such memberships or rights;

1990, ch. 45, par. 12(1)

36. (1) L'alinéa 170(1)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) le droit d'adhésion, ou le droit d'acquérir un tel droit, à une association dont l'objet principal est d'offrir des installations pour les loisirs, les sports ou les repas, sauf dans le cas où l'inscrit acquiert le droit pour fourniture exclusive dans le cours normal de son entreprise qui consiste à fournir de tels droits;

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that paragraph 170(1)(*a*) of the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to a supply of a right to acquire a membership where the right is acquired by the recipient of the supply before October 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, l'alinéa 170(1)*a*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux fournitures du droit d'acquérir un droit d'adhésion qui est acquis par l'acquéreur avant octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

37. (1) Subsection 171(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

37. (1) Le paragraphe 171(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Person becoming registrant

171. (1) Where at any time a person becomes a registrant and immediately before that time the person was a small supplier, for the purpose of determining an input tax credit of the person, the person shall be deemed

(*a*) to have received, at that time, a supply by way of sale of each property of the person that was held immediately before that time for consumption, use or supply in the course of commercial activities of the person; and

(*b*) to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

Nouvel inscrit

171. (1) La personne qui était un petit fournisseur immédiatement avant le moment donné où elle devient un inscrit est réputée, aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants :

a) avoir reçu, au moment donné, une fourniture par vente de chacun de ses biens qu'elle détenait, immédiatement avant ce moment, pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales;

b) avoir payé, au moment donné, la taxe relative à la fourniture, égale au résultat du calcul suivant :

A x B

where

A is the lesser of

(i) the total (in this subsection referred to as the "total tax charged in respect of the property") of the tax that, before that time, became payable or was paid by the person in respect of the last acquisition or importation of the property by the person and the tax that, before that time, became payable or was paid by the person in respect of improvements to the property acquired or imported by the person after the property was last so acquired or imported, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at that time, and

B is

(i) where the person was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and

(ii) in any other case, 100%.

A x B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) le total de la taxe qui, avant le moment donné, est devenue payable, ou a été payée, par elle relativement à sa dernière acquisition ou importation du bien, et de la taxe qui, avant le moment donné, est devenue payable, ou a été payée, par elle relativement aux améliorations apportées au bien qu'elle a acquises ou importées après cette dernière acquisition ou importation,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné,

B 100 % ou, si elle pouvait demander un remboursement en application de l'article 259 relativement à une taxe incluse dans le total visé au sous-alinéa (i) de l'élément A, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire visé à cet article qui s'appliquait au calcul du montant remboursable.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 171(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 171(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Properties on ceasing to be registrant

(3) For the purposes of this Part, where a person ceases at any time to be a registrant,

(*a*) the person shall be deemed

(i) to have made, immediately before that time, a supply of each property of the person (other than capital property) that immediately before that time was held by the person for consumption, use or supply in the course of commercial activities of the person and to have collected, immediately before that time, tax in respect of the supply, calculated on the fair market value of the property at that time, and

(ii) to have received, at that time, a supply of the property by way of sale and to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to the amount determined under subparagraph (i); and

(*b*) where the person was, immediately before that time, using capital property of the person in commercial activities of the person, the person shall be deemed to have, immediately before that time, ceased using the property in commercial activities.

Cessation de l'inscription

(3) Pour l'application de la présente partie, les présomptions suivantes s'appliquent à la personne qui cesse d'être un inscrit à un moment donné :

a) la personne est réputée :

(i) avoir fourni, immédiatement avant le moment donné, chacun de ses biens, sauf les immobilisations, qu'elle détenait alors pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales et avoir perçu, immédiatement avant ce moment, la taxe relative à la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment,

(ii) avoir reçu, au moment donné, une fourniture du bien par vente et avoir payé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe visée au sous-alinéa (i);

b) la personne est réputée, immédiatement avant le moment donné, avoir cessé d'utiliser dans le cadre de ses activités commerciales les immobilisations qu'elle utilisait alors dans ce cadre.

(3) Section 171 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(3) L'article 171 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Exception

(5) Subsections (1) to (4) do not apply where section 171.1 applies and subsection (3) does not apply to property held by a person immediately before the person ceases to be a registrant where subsection 178.3(1), 178.4(1) or 178.5(1) or (2) applied to that property at an earlier time.

Exception

(5) Les paragraphes (1) à (4) ne s'appliquent pas dans le cas où l'article 171.1 s'applique, et le paragraphe (3) ne s'applique pas aux biens qu'une personne détient immédiatement avant de cesser d'être un inscrit dans le cas où les paragraphes 178.3(1), 178.4(1) ou 178.5(1) ou (2) se sont déjà appliqués à la personne.

(4) Subsections (1) and (3) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(4) Les paragraphes (1) et (3) sont réputés entrés en vigueur le 1er octobre 1992.

(5) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(5) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

38. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 171 thereof, the following heading and section:

38. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 171, de ce qui suit :

Taxi Businesses

Entreprises de taxis

Small suppliers

171.1 (1) Where at any time a person who is a small supplier is engaged in a taxi business and other commercial activities in Canada, other than the supply by way of sale of real property, and the registration of the person under this Part does not apply to those other activities,

(*a*) the person shall be deemed, for the purposes of this Part, not to be a registrant at that time except in respect of that business and anything done by the person in the course of that business or in connection with it; and

(*b*) for the purposes of section 169 and Subdivision d, those other activities shall be deemed not to be commercial activities of the person at that time.

Petits fournisseurs

171.1 (1) Lorsque, à un moment donné, un petit fournisseur exploite une entreprise de taxis et exerce d'autres activités commerciales au Canada, sauf la fourniture d'immeubles par vente, et que son inscription en vertu de la présente partie n'est pas valable pour ces autres activités, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) pour l'application de la présente partie, le fournisseur est réputé ne pas être un inscrit au moment donné, sauf en ce qui concerne l'entreprise de taxis et les actes qu'il accomplit dans le cadre de cette entreprise;

b) pour l'application de l'article 169 et de la sous-section d, les autres activités sont réputées ne pas être des activités commerciales du fournisseur au moment donné.

Becoming a registrant for other activities

(2) Where at any time a person is engaged in a taxi business and other commercial activities in Canada, other than the supply by way of sale of real property, and the person's registration under this Part begins, at that time, to apply to those other activities, the following rules apply:

(*a*) for the purpose of determining an input tax credit of the person, the person shall be deemed to have received, at that time, a supply by way of sale of each property of the person, other than capital property, that was held immediately before that time for consumption, use or supply in the course of those other activities and to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to the lesser of

(i) the tax that, before that time, became payable or was paid by the person in respect of the last acquisition or importation of the property by the person, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at that time; and

(*b*) for the purpose of determining the input tax credits of the person for the reporting period that includes that time, there may be included the total of any tax that became payable by the person before that time, to the extent that the tax is calculated on consideration, or a part thereof,

Début d'inscription aux fins d'autres activités

(2) Lorsque, à un moment donné, une personne exploite une entreprise de taxis et exerce d'autres activités commerciales au Canada, sauf la fourniture d'immeubles par vente, et que son inscription en vertu de la présente partie commence, à ce moment, à être valable pour ces autres activités, les règles suivantes s'appliquent :

a) aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants, la personne est réputée avoir reçu, au moment donné, la fourniture de chacun de ses biens par vente, sauf les immobilisations, qu'elle détenait immédiatement avant ce moment pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ces autres activités et avoir payé à ce moment, relativement à la fourniture, une taxe égale au moins élevé des montants suivants :

(i) la taxe qui, avant le moment donné, est devenue payable, ou a été payée, par la personne relativement à la dernière acquisition ou importation du bien par elle,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné;

b) la taxe qui est devenue payable par la personne avant le moment donné peut être incluse dans le calcul des crédits de taxe sur les intrants de la personne pour sa période de déclaration qui comprend ce moment

(i) that is reasonably attributable to a service that is to be rendered to the person after that time and that was acquired or imported by the person for consumption, use or supply in the course of those other activities, or

(ii) that is a rent, royalty or similar payment in respect of property and that is reasonably attributable to a period after that time during which the property is used in the course of those other activities.

dans la mesure où cette taxe est calculée sur tout ou partie d'une contrepartie qui, selon le cas :

(i) est imputable à un service à lui rendre après ce moment et qu'elle a acquis ou importé pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ces autres activités,

(ii) constitue un loyer, une redevance ou un paiement semblable, relatif à un bien, qui est imputable à une période postérieure à ce moment au cours de laquelle le bien est utilisé dans le cadre de ces autres activités.

Ceasing to be a registrant for other activities

(3) Where at any time a person is engaged in a taxi business and other commercial activities in Canada, other than the supply by way of sale of real property, and the person's registration under this Part ceases, at that time, to apply to those other activities, the following rules apply:

(*a*) for the purposes of this Part, the person shall be deemed

(i) to have made, immediately before that time, a supply of each property of the person, other than capital property, that was held immediately before that time for consumption, use or supply in the course of those other activities, and to have collected, immediately before that time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the property at that time, and

(ii) to have received, at that time, a supply of the property by way of sale and to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to the amount determined under subparagraph (i);

(*b*) in determining the input tax credits of the person for the reporting period that includes that time, there may be included tax that becomes payable by the person after that time, to the extent that the tax is calculated on consideration, or a part thereof,

(i) that is reasonably attributable to services that were rendered to the person before that time and that were acquired or imported by the person for consumption,

Cessation d'inscription aux fins d'autres activités

(3) Lorsque, à un moment donné, une personne exploite une entreprise de taxis et exerce d'autres activités commerciales au Canada, sauf la fourniture d'immeubles par vente, et que son inscription en vertu de la présente partie cesse, à ce moment, d'être valable pour ces autres activités, les règles suivantes s'appliquent :

a) pour l'application de la présente partie, la personne est réputée :

(i) avoir fourni, immédiatement avant le moment donné, chacun de ses biens, sauf les immobilisations, qu'elle détenait immédiatement avant ce moment pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ces autres activités, et avoir perçu, immédiatement avant ce moment, la taxe relative à la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment,

(ii) avoir reçu, au moment donné, une fourniture du bien par vente et avoir payé à ce moment, relativement à la fourniture, la taxe visée au sous-alinéa (i);

b) la taxe qui devient payable par la personne après le moment donné peut être incluse dans le calcul des crédits de taxe sur les intrants de la personne pour sa période de déclaration qui comprend ce moment, dans la mesure où cette taxe est calculée sur tout ou partie d'une contrepartie qui, selon le cas :

(i) est imputable à des services rendus à la personne avant ce moment et qu'elle a acquis ou importés pour consommation,

use or supply in the course of those other activities, or

(ii) that is a rent, royalty or similar payment in respect of property and that is reasonably attributable to a period before that time during which the property was used in the course of those other activities; and

(*c*) where, in determining an input tax credit claimed by the person in a return under section 238 for a reporting period of the person ending before that time, there was included an amount in respect of tax calculated on consideration, or a part thereof,

(i) that is reasonably attributable to services that are to be rendered to the person after that time, or

(ii) that is a rent, royalty or similar payment in respect of property and that is reasonably attributable to a period (in this paragraph referred to as the "lease period") after that time,

the amount shall be added in determining the net tax for the reporting period of the person that includes that time, to the extent to which the property is used by the person during the lease period, or the services were acquired or imported by the person for consumption, use or supply, in the course of those other activities.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

utilisation ou fourniture dans le cadre de ces autres activités,

(ii) constitue un loyer, une redevance ou un paiement semblable relatif à un bien qui est imputable à une période antérieure à ce moment au cours de laquelle le bien était utilisé dans le cadre de ces autres activités;

c) est ajouté dans le calcul de la taxe nette de la personne, pour sa période de déclaration qui comprend le moment donné, le montant inclus dans le calcul d'un crédit de taxe sur les intrants qu'elle a demandé, dans une déclaration produite en vertu de l'article 238 pour une de ses périodes de déclaration qui prend fin avant ce moment, au titre de la taxe calculée sur tout ou partie d'une contrepartie qui, selon le cas :

(i) est imputable à des services à rendre à la personne après ce moment,

(ii) constitue un loyer, une redevance ou un paiement semblable relatif à un bien qui est imputable à une période (appelée « période de location » au présent alinéa) postérieure à ce moment.

Ce montant est ainsi ajouté dans la mesure où la personne utilise le bien au cours de la période de location, ou acquiert ou importe les services pour consommation, utilisation ou fourniture, dans le cadre de ces autres activités.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

39. (1) All that portion of subsection 172(2) of the English version of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

39. (1) Le passage du paragraphe 172(2) de la version anglaise de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Benefits to shareholders, etc.

(2) For the purposes of this Part, where at any time a registrant that is a corporation, partnership, trust, charity or non-profit organization appropriates any property (other than capital property of the registrant) that was acquired, manufactured or produced, or any service acquired or performed, in the course of commercial activities of the registrant, to or for the benefit of a shareholder, partner, beneficiary or member of the registrant or any individual related to such a shareholder,

Benefits to shareholders, etc.

(2) For the purposes of this Part, where at any time a registrant that is a corporation, partnership, trust, charity or non-profit organization appropriates any property (other than capital property of the registrant) that was acquired, manufactured or produced, or any service acquired or performed, in the course of commercial activities of the registrant, to or for the benefit of a shareholder, partner, beneficiary or member of the registrant or any individual related to such a shareholder,

partner, beneficiary or member, in any manner whatever (otherwise than by way of a supply made for consideration equal to the fair market value of the property or service), the registrant shall be deemed

partner, beneficiary or member, in any manner whatever (otherwise than by way of a supply made for consideration equal to the fair market value of the property or service), the registrant shall be deemed

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 172(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 172(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Application

(3) This section does not apply to property or a service appropriated by a registrant to or for the benefit of a person where

(*a*) the registrant was, because of section 170, not entitled to claim an input tax credit in respect of the last acquisition or importation of the property or service by the registrant; or

(*b*) section 173 applies to the property or service so appropriated for the purpose of making it available to the person.

(3) Le présent article ne s'applique pas au bien ou au service qu'un inscrit réserve à l'usage d'une personne si, selon le cas :

a) l'inscrit ne pouvait pas, par l'effet de l'article 170, demander un crédit de taxe sur les intrants relativement à sa dernière acquisition ou importation du bien ou du service;

b) l'article 173 s'applique au bien ou au service ainsi réservé en vue de le mettre à la disposition de la personne.

Champ d'application

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

40. (1) Sections 173 and 174 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

40. (1) Les articles 173 et 174 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Employee and shareholder benefits

173. (1) Where

(*a*) a registrant at any time supplies to a person property or a service,

(*b*) the supply is not an exempt supply, and

(*c*) an amount (in this subsection referred to as the "benefit amount") in respect of the property or service is required under paragraph 6(1)(*a*) or (*e*) or subsection 15(1) of the *Income Tax Act* to be included in computing the person's income for a taxation year of the person,

the following rules apply:

(*d*) in the case of a supply of property otherwise than by way of sale, the use made by the registrant in so providing the property to the person shall be deemed, for the purposes of this Part, to be use in commercial activities of the registrant, and to the extent that the registrant acquired the property for the purpose of making that

Avantages aux salariés et aux actionnaires

173. (1) Lorsqu'un inscrit fournit à une personne en dehors du cadre d'une fourniture exonérée, un bien ou un service au titre duquel un montant, dit « avantage » au présent paragraphe, est à inclure, en application des alinéas 6(1)*a*) ou *e*) ou du paragraphe 15(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, dans le calcul du revenu de la personne pour une année d'imposition de celle-ci, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) dans le cas où le bien est fourni autrement que par vente, l'inscrit est réputé, pour l'application de la présente partie, utiliser le bien dans le cadre de ses activités commerciales lorsqu'il prend les mesures en vue de le livrer à la personne; dans la mesure où l'inscrit a acquis le bien pour effectuer cette fourniture, il est réputé, pour l'application de la présente partie, avoir ainsi acquis le bien pour utilisation dans le cadre de ses activités commerciales;

b) aux fins du calcul de la taxe nette de l'inscrit :

supply, the registrant shall be deemed, for the purposes of this Part, to have so acquired the property for use in commercial activities of the registrant, and

(*e*) in any case, except where

(i) the registrant was, because of section 170, not entitled to claim an input tax credit in respect of the last acquisition or importation of the property or service by the registrant,

(ii) an election under subsection (2) by the registrant in respect of the property is in effect at that time,

(iii) the registrant is an individual or a partnership and the property is a passenger vehicle or aircraft of the registrant that is not used by the registrant exclusively in commercial activities of the registrant, or

(iv) the registrant is not an individual, a partnership or a financial institution and the property is a passenger vehicle or aircraft of the registrant that is not used by the registrant primarily in commercial activities of the registrant,

for the purposes of determining the net tax of the registrant,

(v) the registrant shall be deemed to have made that supply to the person for consideration equal to the total of the consideration, if any, for the supply otherwise determined and the amount (in this paragraph referred to as the "adjusted benefit") by which the benefit amount exceeds the amount, if any, included in the benefit amount that can reasonably be attributed to tax imposed under an Act of the legislature of a province that is a prescribed tax for the purposes of section 154, and

(vi) tax calculated on the adjusted benefit shall be deemed to have become collectible, and to have been collected, by the registrant

(A) in the case of a supply in respect of which an amount is required under paragraph 6(1)(*a*) or (*e*) of the *Income Tax Act* to be included in computing

(i) l'inscrit est réputé avoir effectué la fourniture au profit de la personne pour une contrepartie égale au total de la contrepartie de la fourniture, déterminée par ailleurs, et de l'excédent, dit « avantage modifié » au présent alinéa, de l'avantage sur la somme incluse dans l'avantage qui est imputable à une taxe imposée en vertu d'une loi provinciale et visée par règlement pour l'application de l'article 154,

(ii) la taxe calculée sur l'avantage modifié est réputée être devenue percevable par l'inscrit, et avoir été perçue par lui, à la date suivante :

(A) dans le cas d'une fourniture relativement à laquelle un montant est à inclure, en application des alinéas 6(1)*a*) ou *e*) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, dans le calcul du revenu de la personne pour une année d'imposition de celle-ci, le dernier jour de février de l'année subséquente,

(B) dans le cas d'une fourniture relativement à laquelle un montant est à inclure, en application du paragraphe 15(1) de cette loi, dans le calcul du revenu de la personne, le dernier jour de l'année d'imposition de l'inscrit au cours de laquelle le bien ou le service est ainsi fourni à la personne.

Toutefois, les présomptions visées aux sous-alinéas (i) et (ii) ne s'appliquent pas dans les cas suivants :

(iii) l'inscrit ne pouvait pas, par l'effet de l'article 170, demander un crédit de taxe sur les intrants relativement à sa dernière acquisition ou importation du bien ou du service,

(iv) le choix prévu au paragraphe (2) a effet relativement au bien au moment de la fourniture,

(v) l'inscrit est un particulier ou une société de personnes, et le bien est sa voiture de tourisme ou son aéronef qu'il n'utilise pas exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales,

the person's income for a particular taxation year of the person, on the last day of February of the year immediately following the particular taxation year, and

(B) in the case of a supply in respect of which an amount is required under subsection 15(1) of that Act to be included in computing the person's income, on the last day of the registrant's taxation year in which the property or service is so supplied to the person.

(vi) l'inscrit n'est pas un particulier, une société de personnes ou une institution financière, et le bien est sa voiture de tourisme ou son aéronef qu'il n'utilise pas principalement dans le cadre de ses activités commerciales.

Election in respect of passenger vehicle or aircraft

(2) Where

(*a*) in a reporting period of a registrant other than a financial institution, the registrant acquires a passenger vehicle or aircraft by way of lease for use otherwise than primarily in commercial activities of the registrant or the registrant uses, otherwise than primarily in commercial activities of the registrant, a passenger vehicle or aircraft that was last acquired by the registrant by way of lease, or

(*b*) in a reporting period of a registrant that is a financial institution, the registrant acquires a passenger vehicle or aircraft by way of purchase or lease or uses a passenger vehicle or aircraft that was last so acquired by the registrant,

the registrant may make an election under this subsection in respect of the vehicle or aircraft to take effect on the first day of that reporting period of the registrant.

Choix visant une voiture de tourisme ou un aéronef

(2) Peut faire un choix relativement à une voiture de tourisme ou un aéronef l'inscrit qui, selon le cas :

a) n'est pas une institution financière et qui acquiert un tel bien par bail au cours d'une période de déclaration pour utilisation autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales ou utilise au cours de cette période, autrement que principalement dans ce cadre, un tel bien dont la dernière acquisition par lui s'est faite par bail;

b) est une institution financière qui acquiert un tel bien par achat ou par bail au cours d'une période de déclaration ou qui utilise au cours de cette période un tel bien dont la dernière acquisition par lui s'est faite par achat ou par bail.

Le choix prend effet le premier jour de la période de déclaration en question.

Effect of election

(3) For the purposes of this Part, where an election made by a registrant under subsection (2) in respect of property becomes effective on a day in a particular reporting period of the registrant,

(*a*) notwithstanding paragraph (1)(*d*), the registrant shall be deemed to have begun, on that day, to use the property exclusively in activities of the registrant that are not commercial activities and at all times thereafter until the registrant next disposes of or ceases to lease the property, the

Effet du choix

(3) Pour l'application de la présente partie, les règles suivantes s'appliquent lorsque le choix d'un inscrit relativement à un bien prend effet au cours d'une période de déclaration donnée de celui-ci :

a) malgré l'alinéa (1)*a*), l'inscrit est réputé commencer, le jour de la prise d'effet du choix, à utiliser le bien exclusivement dans le cadre de ses activités non commerciales et continuer à l'utiliser ainsi sans interruption jusqu'à ce qu'il l'aliène ou cesse de le louer;

registrant shall be deemed to use the property exclusively in activities of the registrant that are not commercial activities;

(*b*) where the property was last supplied to the registrant by way of lease,

(i) there shall not be included, in determining an input tax credit claimed by the registrant in the return under section 238 for the particular or any subsequent reporting period, tax calculated on consideration, or a part thereof, for that supply that is reasonably attributable to a period after that day, and

(ii) where an amount in respect of any tax referred to in subparagraph (i) was included in determining an input tax credit claimed by the registrant in a return under section 238 for a reporting period ending before the particular reporting period, that amount shall be added in determining the net tax of the registrant for the particular reporting period; and

(*c*) where the property was last supplied to the registrant by way of sale, the registrant is a financial institution and the cost of the property to the registrant did not exceed $50,000,

(i) there shall not be included, in determining an input tax credit claimed by the registrant in the return under section 238 for the particular or any subsequent reporting period, tax that is calculated on consideration, or a part thereof, for that supply or that is in respect of an improvement to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired, and

(ii) where an amount in respect of any tax referred to in subparagraph (i) was included in determining an input tax credit claimed by the registrant in a return under section 238 for a reporting period of the registrant ending before the particular reporting period, that amount shall be added in determining the net tax of the registrant for the particular reporting period.

b) lorsque la dernière fourniture du bien au profit de l'inscrit a été effectuée par bail :

(i) la taxe calculée sur tout ou partie de la contrepartie de la fourniture imputable à une période postérieure à la prise d'effet du choix n'est pas incluse dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants que l'inscrit demande dans la déclaration produite en application de l'article 238 pour la période donnée ou pour une période de déclaration ultérieure,

(ii) tout montant au titre de la taxe visée au sous-alinéa (i) qui est inclus dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants que l'inscrit demande dans la déclaration produite en application de l'article 238 pour une période de déclaration prenant fin avant la période donnée est ajouté dans le calcul de la taxe nette de l'inscrit pour la période donnée;

c) lorsque la dernière fourniture du bien au profit de l'inscrit a été effectuée par vente, que l'inscrit est une institution financière et que le coût du bien pour lui est égal ou inférieur à 50 000 $:

(i) la taxe calculée sur tout ou partie de la contrepartie de la fourniture et la taxe relative à des améliorations apportées au bien, que l'inscrit a acquises ou importées après cette fourniture du bien, ne sont pas incluses dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants que l'inscrit demande dans la déclaration produite en application de l'article 238 pour la période donnée ou pour une période de déclaration ultérieure,

(ii) tout montant au titre de la taxe visée au sous-alinéa (i) qui est inclus dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants que l'inscrit demande dans la déclaration produite en application de l'article 238 pour une période de déclaration prenant fin avant la période donnée est ajouté dans le calcul de la taxe nette de l'inscrit pour la période donnée.

Form of election

(4) An election made under subsection (2) shall be made in prescribed form containing prescribed information.

(4) Le choix contient les renseignements requis par le ministre et est présenté en la forme déterminée par celui-ci.

Forme du choix

Allowances and Reimbursements

Indemnités et remboursements

Travel and other allowances

174. For the purposes of this Part, where

(*a*) a person pays, at any time, an allowance to an employee of the person or, where the person is a partnership, to a member of the partnership

(i) for supplies all or substantially all of which are taxable supplies (other than zero-rated supplies) of property or services acquired in Canada by the employee or member in relation to an activity engaged in by the person, or

(ii) for the use in Canada, in relation to an activity engaged in by the person, of a motor vehicle,

(*b*) an amount in respect of the allowance is deductible in computing the income of the person for a taxation year of the person for the purposes of the *Income Tax Act*, or would have been so deductible if the person were a taxpayer under that Act and the activity were a business, and

(*c*) in the case of an allowance to which subparagraph 6(1)(*b*)(v), (vi), (vii) or (vii.1) of that Act would apply

(i) if the allowance were a reasonable allowance for the purposes of that subparagraph, and

(ii) where the person is a partnership and the allowance is paid to a member of the partnership, if the member were an employee of the person,

the person considered, at that time, the allowance to be a reasonable allowance for those purposes and it is reasonable for the person to have considered, at that time, the allowance to be a reasonable allowance for those purposes,

the person shall be deemed to have received a taxable supply of a service for use in commercial activities of the person to the same extent as the property or service acquired by the employee or member is for consumption or use in

Indemnités de déplacement et autres

174. Pour l'application de la présente partie, une personne est réputée avoir reçu une fourniture taxable d'un service pour utilisation dans le cadre de ses activités commerciales dans la même mesure qu'un bien ou service acquis par son salarié ou, si elle est une société de personnes, son associé est pour consommation ou utilisation dans le cadre de ses activités commerciales si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne verse une indemnité au salarié ou à l'associé :

(i) soit pour des fournitures dont la totalité, ou presque, sont des fournitures taxables, sauf des fournitures détaxées, de biens ou de services que le salarié ou l'associé a acquis au Canada relativement à une activité qu'elle exerce,

(ii) soit pour l'utilisation au Canada d'un véhicule à moteur relativement à pareille activité;

b) un montant au titre de l'indemnité est déductible dans le calcul du revenu de la personne pour une année d'imposition en application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ou le serait si elle était un contribuable aux termes de cette loi et l'activité était une entreprise;

c) dans le cas où l'indemnité constitue une allocation à laquelle les sous-alinéas 6(1)*b*)(v), (vi), (vii) ou (vii.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliqueraient si l'indemnité était une allocation raisonnable aux fins de ces sous-alinéas et si, la personne étant une société de personnes et l'indemnité étant versée à un de ses associés, l'associé était un salarié de la personne, la personne considère, au moment du versement de l'indemnité, que celle-ci est une allocation raisonnable à ces fins et il est raisonnable qu'elle l'ait considérée ainsi à ce moment.

De plus, la personne est réputée avoir payé, au moment du versement de l'indemnité et relati-

relation to a commercial activity of the person and to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to the tax fraction of the allowance.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) subsection 173(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to paragraph (*b*) thereof in its application to property in respect of which an election under subsection 173(2) of the said Act, as enacted by subsection (1), is made before April 1991; and

(*b*) with respect to an election under that subsection by a person that is to become effective in a reporting period of the person ending before April 27, 1992, subsection 173(4) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(4) An election made under subsection (2) by a person shall

(*a*) be made in prescribed form containing prescribed information; and

(*b*) be filed with the Minister in prescribed manner with the return under section 238 for the reporting period of the person in which the election is to take effect.

vement à la fourniture, la taxe égale à la fraction de taxe de l'indemnité.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) l'alinéa 173(3)*b*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux biens relativement auxquels le choix prévu au paragraphe 173(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), a été fait avant avril 1991;**

***b*) en ce qui concerne le choix prévu au même paragraphe 173(2) qui prendrait effet au cours d'une période de déclaration prenant fin avant le 27 avril 1992, le paragraphe 173(4) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :**

(4) Le choix contient les renseignements requis par le ministre et lui est présenté selon les modalités et en la forme déterminées par celui-ci. Il accompagne la déclaration que la personne produit en application de l'article 238 pour sa période de déclaration au cours de laquelle le choix prend effet.

1990, c. 45, s. 12(1)

41. (1) All that portion of subsection 176(1) of the said Act following paragraph (*b*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

for the purposes of this Part, the registrant shall be deemed (except where the supply is a zero-rated supply or where section 167 applies to the supply) to have paid, at the time any amount is paid as consideration for the supply, tax in respect of the supply equal to the tax fraction of that amount.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) All that portion of subsection 176(2) of the said Act preceding paragraph (*c*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

41. (1) Le passage du paragraphe 176(1) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Acquisition de produits d'occasion

176. (1) Pour l'application de la présente partie, un inscrit est réputé avoir payé, dès qu'un montant est versé en contrepartie d'une fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture détaxée ou si l'article 167 s'applique à la fourniture, la taxe relative à la fourniture, égale à la fraction de taxe de ce montant si :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le passage du paragraphe 176(2) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Export

(2) Where

(*a*) a registrant at any time before 1994 makes a zero-rated supply, or a supply outside Canada, by way of sale of used tangible personal property and the registrant or any person with whom the registrant was not dealing at arm's length is deemed under subsection (1) to have paid tax in respect of the property, or

(*b*) a registrant at any time makes a zero-rated supply, or a supply outside Canada, by way of sale of used specified tangible personal property that the registrant acquired by way of purchase for consideration that exceeds the prescribed amount in respect of the property and the registrant paid tax or would, but for section 156 or 167, have been required to pay tax in respect of the acquisition of the property,

for the purposes of this Part, the following rules apply:

Exportation

(2) Lorsqu'un inscrit effectue par vente, avant 1994, la fourniture détaxée ou la fourniture à l'étranger d'un bien meuble corporel d'occasion et que l'inscrit, ou une personne avec laquelle il a un lien de dépendance, est réputé par le paragraphe (1) avoir payé la taxe relative au bien, ou lorsqu'un inscrit effectue par vente la fourniture détaxée ou la fourniture à l'étranger d'un bien meuble corporel désigné d'occasion qu'il a acquis par achat pour une contrepartie supérieure au montant visé par règlement relativement au bien et que l'inscrit a payé la taxe relativement à l'acquisition du bien, ou aurait été tenu de la payer sans les articles 156 ou 167, les présomptions suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie :

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsection 176(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Le paragraphe 176(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Returnable containers

(3) Where a registrant is the recipient of a supply of a usual covering or container of a class of coverings or containers in which property (other than property the supply of which is a zero-rated supply) is delivered, except where the container is a returnable container (within the meaning assigned by section 226) of a class that is not supplied by the registrant when filled and sealed, subsection (1) does not apply unless the registrant pays to the supplier consideration for the supply not less than the total of

(*a*) the consideration that the registrant charges for supplies by the registrant of used coverings or containers of that class, and

(*b*) tax calculated on that consideration.

Contenants consignés

(3) Dans le cas où un inscrit est l'acquéreur de la fourniture d'une enveloppe ou d'un contenant d'une catégorie donnée dans lequel un bien est habituellement livré, sauf un bien dont la fourniture constitue une fourniture détaxée, le paragraphe (1) ne s'applique que si l'inscrit paie au fournisseur pour la fourniture une contrepartie au moins égale au total des montants suivants :

a) la contrepartie que l'inscrit demande pour ses fournitures d'enveloppes ou de contenants d'occasion de cette catégorie;

b) la taxe calculée sur cette contrepartie.

Le présent paragraphe ne s'applique pas aux contenants consignés (au sens de l'article 226) d'une catégorie que l'inscrit ne fournit pas une fois remplis et scellés.

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Subsection 176(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Le paragraphe 176(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Consideration exceeding fair market value

(4) For the purposes of subsection (1), where a person makes a supply of used tangible personal property to a registrant with whom the person is not dealing at arm's length

Contrepartie supérieure à la juste valeur marchande

(4) Pour l'application du paragraphe (1), la valeur de la contrepartie de la fourniture d'un bien meuble corporel d'occasion qu'effectue une personne au profit d'un inscrit avec lequel

for consideration that exceeds the fair market value of the property at the time ownership of the property is transferred to the registrant, the value of the consideration for the supply shall be deemed to be equal to the fair market value of the property at that time.

elle a un lien de dépendance pour une contrepartie supérieure à la juste valeur marchande du bien au moment du transfert de la propriété du bien à l'inscrit est réputée égale à la juste valeur marchande du bien à ce moment.

(5) Section 176 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (4) thereof, the following subsection:

(5) L'article 176 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Consideration less than fair market value

(4.1) For the purposes of subsection (2), where a registrant makes a taxable supply by way of sale of used tangible personal property to a recipient with whom the registrant is not dealing at arm's length for no consideration or for consideration that is less than the fair market value of the property at the time the ownership of the property is transferred to the recipient, except where section 155 applies to the supply, the recipient shall be deemed to have paid tax in respect of the supply calculated on that fair market value.

Contrepartie inférieure à la juste valeur marchande

(4.1) Pour l'application du paragraphe (2), lorsqu'un inscrit effectue, au profit d'un acquéreur avec lequel il a un lien de dépendance, la fourniture taxable par vente d'un bien meuble corporel d'occasion à titre gratuit ou pour une contrepartie inférieure à la juste valeur marchande du bien au moment du transfert de la propriété du bien à l'acquéreur, celui-ci est réputé, sauf si l'article 155 s'applique à la fourniture, avoir payé la taxe relative à la fourniture, calculée sur cette juste valeur marchande.

(6) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(6) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(7) In applying subsection 176(2) of the said Act, as amended by subsection (2), to supplies of used specified tangible personal property made before September 15, 1992, subsection 176(2) shall be read without reference to

(*a*) the word "or" at the end of paragraph (*a*) thereof;

(*b*) paragraph (*b*) thereof;

(*c*) the words "other than used specified tangible personal property" in subparagraph (*d*)(i) thereof;

(*d*) the word "and" at the end of subparagraph (*d*)(i) thereof; and

(*e*) subparagraph (*d*)(ii) thereof.

(7) Pour l'application du paragraphe 176(2) de la même loi, modifié par le paragraphe (2), aux fournitures de biens meubles corporels désignés d'occasion effectuées avant le 15 septembre 1992, il n'est pas tenu compte, au paragraphe 176(2), du passage « ou lorsqu'un inscrit effectue par vente la fourniture détaxée ou la fourniture à l'étranger d'un bien meuble corporel désigné d'occasion qu'il a acquis par achat pour une contrepartie supérieure au montant visé par règlement relativement au bien et que l'inscrit a payé la taxe relativement à l'acquisition du bien, ou aurait été tenu de la payer sans les articles 156 ou 167 », du passage « autre qu'un bien meuble corporel désigné d'occasion » au sous-alinéa 176(2)*b*)(i), ni du sous-alinéa 176(2)*b*)(ii).

(8) Subsection (3) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(8) Le paragraphe (3) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

(9) Subsection (4) applies to supplies of property for which consideration is paid or becomes due after 1990, other than supplies for which consideration is paid or becomes due before October 1992.

(9) Le paragraphe (4) s'applique aux fournitures de biens dont la contrepartie est payée ou devient due après 1990, sauf celles dont la contrepartie est payée ou devient due avant octobre 1992.

(10) Subsection (5) applies to supplies of property the ownership of which is transferred to the recipient after March 27, 1991.

(10) Le paragraphe (5) s'applique aux fournitures de biens dont la propriété est transférée à l'acquéreur après le 27 mars 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

42. (1) Subsection 177(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

42. (1) Le paragraphe 177(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Supply on behalf of registrant

177. (1) For the purposes of this Part, where a registrant (in this subsection referred to as the "agent"), acting as agent of another registrant (in this subsection referred to as the "principal") in the course of a commercial activity of the agent, makes a taxable supply (otherwise than by auction) of property or a service on behalf of the principal to a recipient and the agent does not disclose to the recipient in writing the name of the principal and the registration number assigned to the principal under Subdivision d of Division V,

(*a*) the principal shall be deemed not to have made the supply to the recipient;

(*b*) the agent shall be deemed to have made the supply to the recipient and not to have made a supply to the principal of services relating to the supply to the recipient;

(*c*) the principal shall be deemed to have made a supply of the property or service to the agent and the agent shall be deemed to have received that supply from the principal; and

(*d*) where a particular amount of consideration for the supply of the property or service to the recipient becomes due or is paid and at one or more times the agent remits to, or credits in favour of, the principal an amount on account of the particular amount, the agent shall be deemed to have paid, and the principal shall be deemed to have received, at the earliest of those times, consideration for the supply deemed under paragraph (*c*) to have been made to the agent equal to the amount determined by the formula

Fourniture par le mandataire d'un inscrit

177. (1) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un inscrit qui agit à titre de mandataire d'un inscrit dans le cadre d'une activité commerciale effectue la fourniture taxable, autrement que par vente aux enchères, d'un bien ou d'un service au profit d'un acquéreur sans informer celui-ci par écrit du nom du mandant et du numéro d'inscription attribué à celui-ci en vertu de la sous-section d de la section V, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) le mandant est réputé ne pas avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur;

b) le mandataire est réputé avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur, mais ne pas avoir effectué, au profit du mandant, de fourniture de services liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur;

c) le mandant est réputé avoir fourni le bien ou le service au mandataire, lequel est réputé avoir reçu de lui pareille fourniture;

d) lorsqu'un montant devient dû ou est payé en contrepartie de la fourniture du bien ou du service au profit de l'acquéreur et que le mandataire verse au mandant, ou porte à son crédit, une ou plusieurs sommes au titre de ce montant, le mandataire est réputé avoir payé, et le mandant avoir reçu, au moment où la première de ces sommes est versée au mandant ou portée à son crédit, la contrepartie de la fourniture qui est réputée par l'alinéa *c*) avoir été effectuée au profit du mandataire, égale au résultat du calcul suivant :

A - B

where

A is the particular amount, and

B is the consideration that has become due or been paid for the supply that, but for this subsection, would be made by the agent to the principal of services relating to the supply to the recipient or, where the supply to the recipient was made by way of lease, licence or similar arrangement, the portion of that consideration that is reasonably attributable to the period to which the particular amount relates and that has not been attributed to a preceding period.

A - B

où :

A représente le montant,

B la contrepartie devenue due ou payée relativement à la fourniture de services — liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur — qui, sans le présent paragraphe, serait effectuée par le mandataire au profit du mandant ou, si la fourniture au profit de l'acquéreur a été effectuée par bail, licence ou accord semblable, la partie de cette contrepartie qui est imputable à la période à laquelle le montant se rapporte et qui n'a pas été imputée à une période antérieure.

Supply for person not required to collect tax

(1.1) Where

(*a*) a registrant (in this subsection referred to as the "agent"), acting as agent of a person (in this subsection referred to as the "principal") in the course of a commercial activity of the agent, makes a supply of personal property (otherwise than by auction) on behalf of the principal,

(*b*) the principal is not required to collect tax in respect of the supply, and

(*c*) the agent does not disclose in writing to the recipient of the supply that the agent is making the supply on behalf of another person who is not required to collect tax in respect of the supply,

the following rules apply for the purposes of this Part:

(*d*) the principal shall be deemed not to have made the supply to the recipient,

(*e*) the agent shall be deemed to have made the supply to the recipient and not to have made a supply to the principal of services relating to the supply to the recipient, and

(*f*) where at one or more times the agent remits to, or credits in favour of, the principal an amount on account of the supply to the recipient, the principal shall be deemed to have made a supply of the property to the agent, and the agent shall be deemed to have received that supply from the principal, for consideration, paid at the

Fourniture pour un mandant non tenu de percevoir la taxe

(1.1) Lorsqu'un inscrit qui agit à titre de mandataire dans le cadre d'une activité commerciale effectue, autrement que par vente aux enchères, la fourniture d'un bien meuble relativement à laquelle le mandant n'est pas tenu de percevoir la taxe sans informer l'acquéreur par écrit qu'il effectue la fourniture pour une personne qui n'est pas tenue de percevoir la taxe relative à la fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie :

a) le mandant est réputé ne pas avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur;

b) le mandataire est réputé avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur, mais ne pas avoir effectué, au profit du mandant, de fourniture de services liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur;

c) lorsque le mandataire verse au mandant, ou porte à son crédit, une ou plusieurs sommes relativement à la fourniture, le mandant est réputé avoir effectué une fourniture du bien au profit du mandataire, et celui-ci l'avoir reçue de lui, pour une contrepartie, payée au moment où la première de ces sommes est versée au mandant ou portée à son crédit, égale au résultat du calcul suivant :

earliest of those times, equal to the amount determined by the formula

$$A - B$$

where

A is the total of the consideration for the supply of the property to the recipient and the tax payable in respect of that supply, and

B is the total of the consideration for the supply that, but for this subsection, would be made by the agent to the principal of services relating to the supply to the recipient and the tax, calculated on that consideration, that would, but for this subsection, be payable by the principal.

Supply by auctioneer

(1.2) Where a registrant (in this subsection referred to as the "auctioneer"), acting as auctioneer and agent for another person (in this subsection referred to as the "principal") in the course of a commercial activity of the auctioneer, makes, on behalf of the principal,

(*a*) a supply by auction of personal property, or

(*b*) where the principal is a registrant, a taxable supply by auction of real property or of a service,

the following rules apply for the purposes of this Part:

(*c*) the supply shall be deemed to have been made by the auctioneer and not by the principal, and

(*d*) where at one or more times the auctioneer remits to, or credits in favour of, the principal an amount on account of the supply to the recipient, the principal shall be deemed to have made a supply of the property or service to the auctioneer, and the auctioneer shall be deemed to have received that supply from the principal, for consideration, paid at the earliest of those times, equal to

(i) where tax is not payable in respect of the supply deemed to have been made by the principal, the total of the consideration for the supply to the recipient and the tax payable by the recipient in respect of that supply, and

$$A - B$$

où :

A représente le total de la contrepartie de la fourniture du bien effectuée au profit de l'acquéreur et de la taxe payable relativement à cette fourniture,

B le total de la contrepartie de la fourniture de services — liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur — qui, sans le présent paragraphe, serait effectuée par le mandataire au profit du mandant et de la taxe, calculée sur cette contrepartie, qui, sans le présent paragraphe, serait payable par le mandant.

Fourniture par un encanteur

(1.2) Lorsqu'un inscrit, qui agit à titre d'encanteur et de mandataire dans le cadre d'une activité commerciale, effectue soit la fourniture par vente aux enchères d'un bien meuble, soit, dans le cas où le mandant est lui-même un inscrit, la fourniture taxable par vente aux enchères d'un immeuble ou d'un service, les présomptions suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie :

a) la fourniture est réputée avoir été effectuée par l'encanteur et non par le mandant;

b) lorsque l'encanteur verse au mandant, ou porte à son crédit, une ou plusieurs sommes relativement à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur, le mandant est réputé avoir effectué une fourniture du bien ou du service au profit de l'encanteur, et celui-ci l'avoir reçue du mandant, pour la contrepartie suivante, payée au moment où la première de ces sommes est versée au mandant ou portée à son crédit :

(i) si la taxe n'est pas payable relativement à la fourniture réputée effectuée par le mandant, le total de la contrepartie de la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur et de la taxe payable par celui-ci relativement à cette fourniture,

(ii) dans les autres cas, la contrepartie de la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur.

(ii) in any other case, the consideration for the supply to the recipient.

Application of s. 176

(1.3) Where a registrant makes a supply of personal property on behalf of a person in circumstances in which the registrant is deemed, under subsection (1.1) or (1.2), to have received a supply of the property from the person and to have paid consideration equal to a particular amount determined under paragraph (1.1)(*f*) or subparagraph (1.2)(*d*)(i),

(*a*) for the purposes of section 176, the property shall be deemed to be used tangible personal property; and

(*b*) that section does not apply to the supply deemed to have been received by the registrant unless the registrant remits to, or credits in favour of, the person an amount on account of the supply of the property made on the person's behalf equal to

(i) where subsection (1.1) applies, the particular amount, and

(ii) where subsection (1.2) applies, the amount, if any, by which the particular amount exceeds the total of the consideration for the supply made by the registrant to the person of services relating to the supply of the property made on the person's behalf and the tax payable by the person in respect of the supply of those services.

Application de l'article 176

(1.3) Lorsqu'un inscrit fournit un bien meuble pour une personne dans des circonstances où il est réputé par les paragraphes (1.1) ou (1.2) avoir reçu une fourniture du bien de la personne et avoir payé une contrepartie égale à un montant donné déterminé selon l'alinéa (1.1)*c*) ou le sous-alinéa (1.2)*b*)(i), les règles suivantes s'appliquent :

a) pour l'application de l'article 176, le bien est réputé être un bien meuble corporel d'occasion;

b) l'article 176 s'applique à la fourniture réputée avoir été reçue par l'inscrit si celui-ci verse à la personne, ou porte à son crédit, le montant suivant relatif à la fourniture du bien effectuée pour le compte de la personne :

(i) en cas d'application du paragraphe (1.1), le montant donné,

(ii) en cas d'application du paragraphe (1.2), l'excédent éventuel du montant donné sur le total de la contrepartie de la fourniture de services — liés à la fourniture du bien effectuée pour la personne — effectuée par l'inscrit au profit de la personne et de la taxe payable par cette personne relativement à cette fourniture.

Manner of supplying property

(1.4) For the purposes of this section, where a registrant makes a supply of property or a service on behalf of a person by way of sale or in any other manner, any supply of the property or service that is, as a result, deemed under this section to have been made by the person to the registrant shall be deemed to have been made in the same manner.

Mode de fourniture

(1.4) Pour l'application du présent article, lorsqu'un inscrit fournit un bien ou un service par vente ou par un autre moyen pour une personne, toute fourniture du bien ou du service qui, en conséquence, est réputée par le présent article avoir été effectuée par la personne au profit de l'inscrit est réputée effectuée par le même moyen.

(2) Subsection (1) applies to supplies made after April 1991 by a registrant on behalf of a person except that, in respect of such supplies made after April 1991 and before 1993, the reference in subsection 177(1.3) of the said Act, as enacted by subsection (1), to "paragraph (1.1)(*f*)" shall be read as a reference to "paragraph (1.1)(*c*)" and subsections 177(1) and (1.1) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures qu'un inscrit effectue pour une personne après avril 1991. Toutefois, en ce qui concerne les fournitures effectuées après avril 1991 mais avant 1993, les paragraphes 177(1) et (1.1) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont remplacés par ce qui suit :

177. (1) For the purposes of this Part, where at any time a registrant (in this subsection referred to as the "agent"), acting as agent of another registrant (in this subsection referred to as the "principal") in the course of a commercial activity of the agent, makes a taxable supply (otherwise than by auction) of property or a service on behalf of the principal to a recipient and the agent does not enter into a written agreement with the recipient, or issue an invoice for the supply, in the name of the principal,

(*a*) the principal shall be deemed not to have made the supply to the recipient;

(*b*) the agent shall be deemed to have made the supply to the recipient and not to have made a supply to the principal of services relating to the supply to the recipient; and

(*c*) the principal shall be deemed to have made a supply of the property or service to the agent, and the agent shall be deemed to have received that supply from the principal, for consideration, paid at that time, equal to the amount, if any, by which the consideration for the supply to the recipient exceeds the consideration for the supply that, but for this subsection, would be made by the agent to the principal of services relating to the supply to the recipient.

177. (1) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un inscrit qui agit à titre de mandataire d'un inscrit dans le cadre d'une activité commerciale effectue la fourniture taxable, autrement que par vente aux enchères, d'un bien ou d'un service au profit d'un acquéreur sans conclure de convention écrite avec celui-ci, ni sans délivrer de facture, au nom du mandant, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) le mandant est réputé ne pas avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur;

b) le mandataire est réputé avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur, mais ne pas avoir effectué, au profit du mandant, de fourniture de services liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur;

c) le mandant est réputé avoir fourni le bien ou le service au mandataire, lequel est réputé avoir reçu pareille fourniture, pour une contrepartie, payée au moment où la fourniture est effectuée au profit de l'acquéreur, égale à l'excédent éventuel de la contrepartie de cette dernière fourniture sur la contrepartie de la fourniture de services — liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur — qui, sans le présent paragraphe, serait effectuée par le mandataire au profit du mandant.

(1.1) For the purposes of this Part, where at any time a registrant (in this subsection referred to as the "agent"), acting as agent of another person who is not a registrant (in this subsection referred to as the "principal") in the course of a commercial activity of the agent, makes a supply (otherwise than by auction) of personal property on behalf of the principal to a recipient and does not disclose to the recipient in writing that the agent is making the supply on behalf of a person who is not a registrant,

(*a*) the principal shall be deemed not to have made the supply to the recipient;

(*b*) the agent shall be deemed to have made the supply to the recipient and not to have made a supply to the principal of services relating to the supply to the recipient; and

(1.1) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un inscrit qui agit dans le cadre d'une activité commerciale à titre de mandataire d'un mandant qui n'est pas un inscrit effectue, autrement que par vente aux enchères, la fourniture d'un bien meuble au profit d'un acquéreur sans informer celui-ci par écrit qu'il effectue la fourniture pour un non-inscrit, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) le mandant est réputé ne pas avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur;

b) le mandataire est réputé avoir effectué la fourniture au profit de l'acquéreur, mais ne pas avoir effectué, au profit du mandant, de fourniture de services liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur;

c) le mandant est réputé avoir effectué une fourniture du bien au profit du mandataire,

(*c*) the principal shall be deemed to have made a supply of the property to the agent, and the agent shall be deemed to have received that supply from the principal, for consideration, paid at that time, equal to the amount determined by the formula

et celui-ci l'avoir reçue du mandant, pour une contrepartie, payée au moment où la fourniture est effectuée au profit de l'acquéreur, égale au résultat du calcul suivant :

A - B

where

A is the total of the consideration for the supply of the property to the recipient and the tax payable in respect of that supply, and

B is the total of the consideration for the supply that would, but for this subsection, be made by the agent to the principal of services relating to the supply to the recipient and the tax, calculated on that consideration, that would, but for this subsection, be payable by the principal.

A - B

où :

A représente le total de la contrepartie de la fourniture du bien effectuée au profit de l'acquéreur et de la taxe payable relativement à cette fourniture,

B le total de la contrepartie de la fourniture de services — liés à la fourniture effectuée au profit de l'acquéreur — qui, sans le présent paragraphe, serait effectuée par le mandataire au profit du mandant et de la taxe, calculée sur cette contrepartie, qui, sans le présent paragraphe, serait payable par le mandant.

43. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 178 thereof, the following headings and sections:

43. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 178, de ce qui suit :

Direct Sellers

Démarcheurs

Definitions

178.1 In this section and sections 178.2 to 178.5,

178.1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article ainsi qu'aux articles 178.2 à 178.5.

Définitions

"direct seller" « *démarcheur* »

"direct seller" means a person who sells exclusive products of the person to independent sales contractors of the person;

« acheteur » Personne qui acquiert un produit exclusif d'un démarcheur à une fin autre que sa fourniture pour une contrepartie.

« acheteur » "*purchaser*"

"distributor" « *distributeur* »

"distributor" of a direct seller means a person who is an independent sales contractor of the direct seller and who, in the course of the contractor's business, sells some or all of the exclusive products of the direct seller acquired by the contractor to other independent sales contractors of the direct seller;

« démarcheur » Personne qui vend ses produits exclusifs à ses entrepreneurs indépendants.

« démarcheur » "*direct seller*"

« distributeur » Entrepreneur indépendant d'un démarcheur qui, dans le cadre de son entreprise et après avoir acquis des produits exclusifs du démarcheur, les vend en tout ou en partie à d'autres entrepreneurs indépendants du démarcheur.

« distributeur » "*distributor*"

"exclusive product" « *produit exclusif* »

"exclusive product" of a direct seller means personal property that is acquired, manufactured or produced by the direct seller for sale, in the ordinary course of a business of the direct seller, to an independent sales contractor of the direct seller, with the expectation that the property would be ultimately sold, otherwise than as used property, by an independent sales contractor of the direct seller, in the ordinary

« entrepreneur indépendant » Est l'entrepreneur indépendant d'un démarcheur la personne, sauf un mandataire ou un salarié du démarcheur ou de son distributeur, qui répond aux conditions suivantes :

« entrepreneur indépendant » "*independent sales contractor*"

course of a business of the contractor, for consideration to a person other than another independent sales contractor of the direct seller;

"independent sales contractor" *« entrepreneur indépendant »*

"independent sales contractor" of a direct seller means a person (other than an agent or employee of the direct seller or of a distributor of the direct seller) who

(*a*) has a contractual right to purchase exclusive products of the direct seller from the direct seller or from a distributor of the direct seller,

(*b*) purchases exclusive products of the direct seller for the purpose of resale to other independent sales contractors of the direct seller or to purchasers, and

(*c*) does not solicit, negotiate or enter into contracts for the sale of exclusive products of the direct seller to purchasers primarily at a fixed place of business of the person other than a private residence;

"purchaser" *« acheteur »*

"purchaser" of an exclusive product of a direct seller means a person who is the recipient of a supply of the product and who is not acquiring the product for the purpose of supplying it for consideration;

"sales aid" *« matériel de promotion »*

"sales aid" of a person who is a direct seller or an independent sales contractor of a direct seller means a customized business form or a sample, demonstration kit, promotional or instructional item, catalogue or other personal property that is acquired, manufactured or produced by the person for sale to assist in the promotion, sale or distribution of exclusive products of the direct seller, but does not include an exclusive product of the direct seller or property that is sold, or held for sale, by the person to an independent sales contractor of the direct seller who is acquiring the property for use as capital property;

"suggested retail price" *« prix de vente au détail suggéré »*

"suggested retail price" at any time of an exclusive product of a direct seller means the lowest price published by the direct seller applicable to supplies of the product made at that time to purchasers, but does not include any amount on account of tax.

a) elle a le droit contractuel d'acheter des produits exclusifs du démarcheur de celui-ci ou de son distributeur;

b) elle achète des produits exclusifs du démarcheur en vue de les vendre à d'autres entrepreneurs indépendants de celui-ci ou à des acheteurs;

c) les démarches précontractuelles et la conclusion de contrats en vue de vendre les produits exclusifs du démarcheur à des acheteurs ne se font pas principalement à son installation fixe, sauf s'il s'agit d'une résidence privée.

« matériel de promotion » *"sales aid"*

« matériel de promotion » Biens meubles — imprimés commerciaux sur commande ou échantillons, trousses de démonstration, articles promotionnels ou pédagogiques, catalogues ou autres articles semblables — qu'une personne — démarcheur ou entrepreneur indépendant de celui-ci — acquiert, fabrique ou produit en vue de les vendre pour faciliter la promotion, la vente ou la distribution de produits exclusifs du démarcheur. N'est pas du matériel de promotion le produit exclusif du démarcheur ou le bien que la personne vend, ou tient en vue de vendre, à un entrepreneur indépendant du démarcheur, qui acquiert le bien pour utilisation comme immobilisation.

« prix de vente au détail suggéré » *"suggested retail price"*

« prix de vente au détail suggéré » Prix le plus bas d'un produit exclusif d'un démarcheur à un moment donné, annoncé par ce dernier et applicable aux fournitures du produit effectuées à ce moment au profit d'acheteurs, à l'exclusion de tout montant au titre de la taxe.

« produit exclusif » *"exclusive product"*

« produit exclusif » Bien meuble qu'un démarcheur acquiert, fabrique ou produit en vue de le vendre, dans le cours normal de son entreprise, à l'un de ses entrepreneurs indépendants, dans l'attente que le bien soit vendu pour une contrepartie, autrement qu'à titre de bien d'occasion, par un de ses entrepreneurs indépendants dans le cours normal de l'entreprise de celui-ci, à une personne qui n'est pas un entrepreneur indépendant du démarcheur.

Application for alternate collection method

178.2 (1) A direct seller who is a registrant may apply, in prescribed form containing prescribed information and filed in prescribed manner, to the Minister to have section 178.3 apply to the direct seller.

Demande concernant la méthode simplifiée

178.2 (1) Le démarcheur qui est un inscrit peut demander au ministre que lui soient appliquées les dispositions de l'article 178.3. La demande est présentée en la forme et selon les modalités déterminées par le ministre, avec les renseignements requis.

Idem

(2) Where a direct seller and a distributor of the direct seller are registrants, they may apply jointly, in prescribed form containing prescribed information and filed in prescribed manner, to the Minister to have section 178.4 apply to the distributor.

Demande conjointe

(2) Le démarcheur et son distributeur qui sont des inscrits peuvent demander au ministre que leur soient appliquées les dispositions de l'article 178.4. La demande est présentée conjointement en la forme et selon les modalités déterminées par le ministre, avec les renseignements requis.

Grant of approval

(3) Where the Minister receives an application under subsection (1) from a direct seller, the Minister may approve in writing the application of section 178.3 to the direct seller, and the Minister shall, in writing, notify the direct seller of the approval and the day on which it becomes effective.

Approbation

(3) Le ministre peut, par écrit, approuver la demande visée au paragraphe (1). Le cas échéant, il avise par écrit le démarcheur de l'approbation et de la date de son entrée en vigueur.

Idem

(4) Where the Minister receives a joint application under subsection (2) from a direct seller and a distributor of the direct seller, the Minister may approve in writing the application of section 178.4 to the distributor, and the Minister shall, in writing, notify both the distributor and the direct seller of the approval and the day on which it becomes effective.

Approbation de demande conjointe

(4) Le ministre peut, par écrit, approuver la demande conjointe visée au paragraphe (2). Le cas échéant, il avise par écrit le démarcheur et le distributeur de l'approbation et de la date de son entrée en vigueur.

Deemed approval

(5) Where, at a time when an approval for the application of section 178.3 to a direct seller would not, but for this subsection, be in effect, an approval granted under subsection (4) in respect of a distributor of the direct seller becomes effective and no other approval under that subsection in respect of a distributor of the direct seller is in effect at that time, the direct seller shall be deemed, for the purposes of this section and sections 178.3 to 178.5, to have been granted an approval under subsection (3) that becomes effective immediately before that time.

Présomption d'approbation

(5) Lorsque l'approbation accordée en application du paragraphe (4) relativement au distributeur d'un démarcheur entre en vigueur à un moment où une approbation relative au démarcheur pour l'application de l'article 178.3 ne serait pas en vigueur sans le présent paragraphe, et qu'aucune autre approbation accordée en application de ce paragraphe relativement à quelque distributeur du démarcheur n'est en vigueur à ce moment, le démarcheur est réputé, pour l'application du présent article et des articles 178.3 à 178.5, avoir obtenu l'approbation visée au paragraphe (3), laquelle entre en vigueur immédiatement avant ce moment.

Revocation of approval

(6) The Minister may, effective on any day, revoke an approval granted under subsection (3) in respect of a direct seller where an approval granted under subsection (4) in respect of a distributor of the direct seller is not in effect on that day and

Retrait d'approbation

(6) Le ministre peut, à compter d'un jour donné, retirer l'approbation accordée en application du paragraphe (3) relativement à un démarcheur lorsqu'une approbation accordée en application du paragraphe (4) relativement à un distributeur du démarcheur n'est pas en vigueur ce jour-là et que le démarcheur, selon le cas :

(*a*) the direct seller fails to comply with any provision of this Part, or

(*b*) except in the case of an approval deemed under subsection (5) to have been granted, the direct seller requests, in writing, the Minister to revoke the approval,

and where the Minister revokes the approval, the Minister shall, in writing, notify the direct seller of the revocation and the day on which it becomes effective.

a) ne se conforme pas aux dispositions de la présente partie;

b) sauf si la présomption prévue par le paragraphe (5) s'applique, demande au ministre, par écrit, de retirer l'approbation.

Le cas échéant, le ministre avise par écrit le démarcheur du retrait et de la date de son entrée en vigueur.

Idem

(7) The Minister may revoke an approval granted under subsection (4) in respect of a distributor of a direct seller where the distributor fails to comply with any provision of this Part or the distributor and the direct seller, in writing, jointly request the Minister to revoke the approval, and the Minister shall, in writing, notify both the distributor and the direct seller of the revocation and the day on which it becomes effective.

Idem

(7) Le ministre peut retirer l'approbation accordée en application du paragraphe (4) à la demande écrite et conjointe du démarcheur et du distributeur ou lorsque ce dernier ne se conforme pas aux dispositions de la présente partie. Le ministre avise par écrit le démarcheur et le distributeur du retrait et de la date de son entrée en vigueur.

Cessation

(8) An approval granted under subsection (3) in respect of a direct seller ceases to have effect on the earliest of

(*a*) the day the direct seller ceases to be a registrant,

(*b*) the day an approval granted under subsection (4) in respect of any distributor of the direct seller ceases to have effect and there is no other approval granted under that subsection in respect of any distributor of the direct seller in effect, and

(*c*) the day a revocation of the approval under subsection (6) becomes effective.

Cessation

(8) L'approbation accordée en application du paragraphe (3) cesse d'être en vigueur au premier en date des jours suivants :

a) le jour où le démarcheur cesse d'être un inscrit;

b) le jour où l'approbation accordée en application du paragraphe (4) cesse d'être en vigueur et où aucune autre approbation accordée en application de ce paragraphe n'est en vigueur;

c) le jour de l'entrée en vigueur du retrait de l'approbation prévu au paragraphe (6).

Idem

(9) An approval granted under subsection (4) on the joint application of a direct seller and a distributor of the direct seller ceases to have effect on the earliest of

(*a*) the day the direct seller ceases to be a registrant,

(*b*) the day the distributor ceases to be a registrant, and

(*c*) the day a revocation of the approval under subsection (7) becomes effective.

Idem

(9) L'approbation accordée en application du paragraphe (4) cesse d'être en vigueur au premier en date des jours suivants :

a) le jour où le démarcheur cesse d'être un inscrit;

b) le jour où le distributeur cesse d'être un inscrit;

c) le jour de l'entrée en vigueur du retrait de l'approbation prévu au paragraphe (7).

Effect of approval for direct seller

178.3 (1) For the purposes of this Part, where at any time when an approval of the Minister for the application of this section to a direct seller is in effect, the direct seller

Conséquences de l'approbation pour le démarcheur

178.3 (1) Pour l'application de la présente partie, lorsque le démarcheur auquel le présent article s'applique du fait qu'une approbation du ministre à cet effet est en vigueur

makes in Canada a taxable supply by way of sale (other than a zero-rated supply) of an exclusive product of the direct seller to an independent sales contractor of the direct seller who is not a distributor in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(4) on application made jointly with the direct seller is in effect at that time or becomes effective immediately after that time, the following rules apply:

(*a*) the supply shall be deemed to have been made for consideration

(i) that becomes due, and is paid, at the particular time that is the earliest time at which any consideration for the supply becomes due or is paid, and

(ii) that is equal to the suggested retail price of the product at the time the supply is made;

(*b*) tax is deemed not to be payable by the contractor in respect of the supply;

(*c*) the contractor is not entitled to any rebate under section 261 in respect of the supply; and

(*d*) in determining the net tax of the direct seller for the reporting period of the direct seller that includes the particular time, there shall be added an amount equal to tax calculated on the suggested retail price of the product at the time the supply is made.

effectue au Canada, au profit de son entrepreneur indépendant — qui n'est pas un distributeur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(4) est alors en vigueur ou entre en vigueur immédiatement après la fourniture —, la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture détaxée, de son produit exclusif, les règles suivantes s'appliquent :

a) la fourniture est réputée avoir été effectuée pour une contrepartie qui, à la fois :

(i) devient due, et est payée, dès le moment où une partie de la contrepartie de la fourniture devient due ou est payée,

(ii) correspond au prix de vente au détail suggéré du produit au moment de la fourniture;

b) la taxe est réputée ne pas être payable par l'entrepreneur relativement à la fourniture;

c) l'entrepreneur n'a pas droit à un remboursement en vertu de l'article 261 relativement à la fourniture;

d) est ajouté dans le calcul de la taxe nette du démarcheur pour sa période de déclaration qui comprend le moment visé au sous-alinéa *a*)(i) un montant égal à la taxe calculée sur le prix de vente au détail suggéré du produit au moment de la fourniture.

Idem

(2) Where

(*a*) at any time when an approval of the Minister for the application of this section to a direct seller is in effect, a particular independent sales contractor of the direct seller makes in Canada a particular taxable supply by way of sale (other than a zero-rated supply) of an exclusive product of the direct seller,

(*b*) the particular contractor is not a distributor in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(4) on application made jointly with the direct seller is in effect at that time or becomes effective immediately after that time, and

(*c*) subsection (1) applied to a supply of the product made at an earlier time or subsection 178.5(1) applied to the product at an earlier time,

Idem

(2) Lorsque l'entrepreneur indépendant donné d'un démarcheur auquel le présent article s'applique du fait qu'une approbation du ministre à cet effet en est vigueur effectue au Canada la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture exonérée, d'un produit exclusif du démarcheur et que l'entrepreneur n'est pas un distributeur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(4), à la suite de la demande faite conjointement avec le démarcheur, est alors en vigueur ou entre en vigueur immédiatement après la fourniture, les règles suivantes s'appliquent si le paragraphe (1) s'est appliqué à une fourniture antérieure du produit ou si le paragraphe 178.5(1) s'est déjà appliqué au produit :

a) si l'acquéreur de la fourniture est un autre entrepreneur indépendant du démarcheur,

the following rules apply:

(*d*) if the recipient of the particular supply is another independent sales contractor of the direct seller, the particular supply shall be deemed, for the purposes of this Part except section 178.1 and this section, not to have been made by the particular contractor and not to have been received by the other contractor, and

(*e*) if the recipient of the particular supply is any person (other than the direct seller and another independent sales contractor of the direct seller),

(i) the particular supply shall be deemed, for the purposes of this Part except section 178.1 and subsections 178.3(4) and 178.5(7), to be a taxable supply made by the direct seller, and not by the particular contractor, for consideration equal to the lesser of the actual consideration for the supply and the suggested retail price of the product at the time the particular supply is made,

(ii) any tax in respect of the particular supply that is collected by the particular contractor shall be deemed to have been collected on behalf of the direct seller, and

(iii) tax in respect of the particular supply shall not be included in determining the net tax of the direct seller for any reporting period.

la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite de l'article 178.1 et du présent article, ne pas avoir été effectuée par l'entrepreneur donné et ne pas avoir été reçue par l'autre entrepreneur;

b) si l'acquéreur de la fourniture n'est pas le démarcheur ni un autre entrepreneur indépendant du démarcheur :

(i) la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite de l'article 178.1 et des paragraphes 178.3(4) et 178.5(7), être une fourniture taxable effectuée par le démarcheur, et non par l'entrepreneur donné, pour une contrepartie égale au moins élevé de la contrepartie réelle de la fourniture et du prix de vente au détail suggéré du produit au moment de sa fourniture,

(ii) toute taxe relative à la fourniture du produit qui est perçue par l'entrepreneur donné est réputée avoir été perçue pour le compte du démarcheur,

(iii) la taxe relative à la fourniture du produit n'est pas incluse dans le calcul de la taxe nette du démarcheur pour une période de déclaration.

Adjustment to direct seller's net tax

(3) For the purposes of this Part, where a direct seller has made a supply of an exclusive product of the direct seller in circumstances in which an amount was required under paragraph (1)(*d*) to be added in determining the net tax of the direct seller and an independent sales contractor of the direct seller subsequently supplies the product to the direct seller in a particular reporting period of the direct seller, the contractor shall be deemed not to have so supplied the product and the amount may be deducted in determining the net tax of the direct seller for the particular reporting period or any subsequent reporting period ending on or before the day that is four years after the day the particular reporting period ends.

Redressement de la taxe nette du démarcheur

(3) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un démarcheur fournit son produit exclusif dans des circonstances telles qu'un montant doit être ajouté en vertu de l'alinéa (1)*d*) dans le calcul de sa taxe nette, et que son entrepreneur indépendant lui fournit par la suite le produit au cours d'une période de déclaration du démarcheur, l'entrepreneur est réputé ne pas avoir ainsi fourni le produit, et le montant est déductible dans le calcul de la taxe nette du démarcheur pour la période de déclaration en question ou pour une période de déclaration postérieure se terminant au plus tard quatre ans après le jour où cette période prend fin.

Idem

(4) Where

(*a*) at a particular time a direct seller makes a supply of an exclusive product of the direct seller in circumstances in which an amount is required under paragraph (1)(*d*) to be added in determining the net tax of the direct seller,

(*b*) after March 1993 a particular independent sales contractor of the direct seller

(i) makes a supply of the product that is

(A) a zero-rated supply,

(B) a supply made outside Canada, or

(C) a supply in respect of which the recipient is not required to pay tax because of an Act of Parliament,

(ii) makes a supply of the product to a person other than an independent sales contractor of the direct seller for consideration

(A) that is less than the suggested retail price of the product at the particular time and more than nominal, and

(B) on which was calculated tax that was paid by the person, or

(iii) makes a supply of the product to a person other than an independent sales contractor of the direct seller for no consideration or for nominal consideration or appropriates the product for the consumption, use or enjoyment of the particular contractor, and

(*c*) the direct seller pays to, or credits in favour of, the particular contractor an amount in respect of the product equal to

(i) where subparagraph (*b*)(i) applies, tax calculated on the suggested retail price of the product at the particular time, and

(ii) where subparagraph (*b*)(ii) or (iii) applies, the amount determined by the formula

Idem

(4) Un démarcheur peut déduire le montant déterminé selon l'alinéa *c*) dans le calcul de sa taxe nette pour sa période de déclaration donnée au cours de laquelle il verse ce montant à son entrepreneur indépendant, ou le porte à son crédit, ou pour une période de déclaration postérieure se terminant au plus tard quatre ans après le jour où la période donnée prend fin, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le démarcheur fournit, à un moment donné, l'un de ses produits exclusifs dans des circonstances telles qu'un montant est à ajouter en vertu de l'alinéa (1)*d*) dans le calcul de sa taxe nette;

b) après mars 1993, l'entrepreneur, selon le cas :

(i) effectue une fourniture du produit qui est :

(A) soit une fourniture détaxée,

(B) soit une fourniture effectuée à l'étranger,

(C) soit une fourniture à l'égard de laquelle l'acquéreur n'est pas tenu, par l'effet d'une loi fédérale, de payer de taxe,

(ii) fournit le produit à une personne autre qu'un entrepreneur indépendant du démarcheur, pour une contrepartie non négligeable mais inférieure à son prix de vente au détail suggéré au moment donné et sur laquelle est calculée la taxe payée par la personne,

(iii) fournit le produit à une personne autre qu'un entrepreneur indépendant du démarcheur à titre gratuit ou pour une contrepartie négligeable ou réserve le produit pour sa consommation ou son utilisation personnelles;

c) le démarcheur verse à l'entrepreneur, ou porte à son crédit, le montant suivant relatif au produit :

(i) en cas d'application du sous-alinéa *b*)(i), la taxe calculée sur le prix de vente au détail suggéré du produit au moment donné,

(ii) en cas d'application des sous-alinéas *b*)(ii) ou (iii), le résultat du calcul suivant :

A - B

where

A is the tax calculated on the suggested retail price of the product at the particular time, and

B is

(A) where subparagraph (*b*)(ii) applies, tax calculated on the consideration for the supply of the product by the particular contractor, and

(B) where subparagraph (*b*)(iii) applies, tax calculated on the consideration for the supply of the product to the particular contractor determined without reference to paragraph (1)(*a*),

the direct seller may deduct the amount determined under paragraph (*c*) in determining the net tax of the direct seller for the particular reporting period of the direct seller in which the payment or credit is given or any subsequent reporting period ending on or before the day that is four years after the day the particular reporting period ends.

A - B

où :

A représente la taxe calculée sur le prix de vente au détail suggéré du produit au moment donné,

B représente :

(A) en cas d'application du sous-alinéa *b*)(ii), la taxe calculée sur la contrepartie de la fourniture effectuée par l'entrepreneur,

(B) en cas d'application du sous-alinéa *b*)(iii), la taxe calculée sur la contrepartie, déterminée compte non tenu de l'alinéa (1)*a*), de la fourniture à l'entrepreneur.

Effect of approval for distributor

178.4 (1) For the purposes of this Part, where at any time when an approval of the Minister for the application of this section to a distributor of a direct seller is in effect, the distributor makes in Canada a taxable supply by way of sale (other than a zero-rated supply) of an exclusive product of the direct seller to an independent sales contractor of the direct seller who is not a distributor in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(4) on application made jointly with the direct seller is in effect at that time or becomes effective immediately after that time, the following rules apply:

(*a*) the supply shall be deemed to have been made for consideration

(i) that becomes due, and is paid, at the particular time that is the earliest time at which any consideration for the supply becomes due or is paid, and

Conséquences de l'approbation pour le distributeur

178.4 (1) Pour l'application de la présente partie, lorsque le distributeur du démarcheur auquel le présent article s'applique du fait qu'une approbation du ministre à cet effet est en vigueur effectue au Canada, au profit d'un entrepreneur indépendant du démarcheur — lequel entrepreneur n'est pas un distributeur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(4) est alors en vigueur ou entre en vigueur immédiatement après la fourniture —, la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture détaxée, d'un produit exclusif du démarcheur, les règles suivantes s'appliquent :

a) la fourniture est réputée avoir été effectuée pour une contrepartie qui, à la fois :

(i) devient due, et est payée, dès le moment où une partie de la contrepartie de la fourniture devient due ou est payée,

(ii) that is equal to the suggested retail price of the product at the time the supply is made;

(*b*) tax is deemed not to be payable by the contractor in respect of the supply;

(*c*) the contractor is not entitled to any rebate under section 261 in respect of the supply; and

(*d*) in determining the net tax of the distributor for the reporting period of the distributor that includes the particular time, there shall be added an amount equal to tax calculated on the suggested retail price of the product at the time the supply is made.

(ii) correspond au prix de vente au détail suggéré du produit au moment de la fourniture;

b) la taxe est réputée ne pas être payable par l'entrepreneur relativement à la fourniture;

c) l'entrepreneur n'a pas droit à un remboursement en vertu de l'article 261 relativement à la fourniture;

d) est ajouté dans le calcul de la taxe nette du distributeur pour sa période de déclaration qui comprend le moment visé au sous-alinéa *a*)(i) un montant égal à la taxe calculée sur le prix de vente au détail suggéré du produit au moment de la fourniture.

Idem

(2) Where

(*a*) at any time when an approval of the Minister for the application of this section to a distributor of a direct seller is in effect, a particular independent sales contractor of the direct seller (other than the distributor) makes in Canada a particular taxable supply by way of sale (other than a zero-rated supply) of an exclusive product of the direct seller, and

(*b*) subsection (1) applied to a supply of the product made at an earlier time by an independent sales contractor of the direct seller or subsection 178.5(2) applied, at an earlier time, to the product,

the following rules apply:

(*c*) if the recipient of the particular supply is a person who is an independent sales contractor of the direct seller (other than the distributor), the particular supply shall be deemed, for the purposes of this Part except section 178.1 and this section, not to have been made by the particular contractor and not to have been received by the person, and

(*d*) if the recipient of the particular supply is a person (other than the distributor and another independent sales contractor of the direct seller),

(i) the particular supply shall be deemed, for the purposes of this Part except section 178.1 and subsections 178.4(4) and 178.5(7), to be a taxable supply made by the distributor, and not by the particu-

Idem

(2) Lorsque le présent article s'applique au distributeur d'un démarcheur du fait qu'une approbation du ministre à cet effet est en vigueur à un moment où un entrepreneur indépendant donné du démarcheur, sauf le distributeur, effectue au Canada la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture détaxée, du produit exclusif du démarcheur, et que le paragraphe (1) s'est appliqué à une fourniture antérieure du produit effectuée par un entrepreneur indépendant du démarcheur ou que le paragraphe 178.5(2) s'est déjà appliqué au produit, les règles suivantes s'appliquent :

a) si l'acquéreur de la fourniture taxable est un autre entrepreneur indépendant du démarcheur, autre que le distributeur, la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite de l'article 178.1 et du présent article, ne pas avoir été effectuée par l'entrepreneur donné et ne pas avoir été reçue par l'autre entrepreneur;

b) si l'acquéreur de la fourniture taxable n'est pas le distributeur ni un autre entrepreneur indépendant du démarcheur :

(i) la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite de l'article 178.1 et des paragraphes 178.4(4) et 178.5(7), être une fourniture taxable effectuée par le distributeur, et non par l'entrepreneur donné, pour une contrepartie égale au moins élevé de la contrepartie réelle de la fourniture et du prix de vente au détail suggéré du produit au moment de sa fourniture,

lar contractor, for consideration equal to the lesser of the actual consideration for the supply and the suggested retail price of the product at the time the particular supply is made,

(ii) any tax in respect of the particular supply that is collected by the particular contractor shall be deemed to have been collected on behalf of the distributor, and

(iii) tax in respect of the particular supply shall not be included in determining the net tax of the distributor for any reporting period.

(ii) toute taxe relative à la fourniture du produit qui est perçue par l'entrepreneur donné est réputée avoir été perçue pour le compte du distributeur,

(iii) la taxe relative à la fourniture du produit n'est pas incluse dans le calcul de la taxe nette du distributeur pour une période de déclaration.

Adjustment to distributor's net tax

(3) For the purposes of this Part, where a distributor of a direct seller has made a supply of an exclusive product of the direct seller in circumstances in which an amount was required under paragraph (1)(*d*) to be added in determining the net tax of the distributor and another independent sales contractor of the direct seller subsequently supplies the product to the distributor in a particular reporting period of the distributor, the other contractor shall be deemed not to have so supplied the product and the amount may be deducted in determining the net tax of the distributor for the particular reporting period or any subsequent reporting period ending on or before the day that is four years after the day the particular reporting period ends.

(3) Pour l'application de la présente partie, lorsque le distributeur d'un démarcheur fournit le produit exclusif de celui-ci dans des circonstances telles qu'un montant doit être ajouté en vertu de l'alinéa (1)*d*) dans le calcul de sa taxe nette, et qu'un autre entrepreneur indépendant du démarcheur lui fournit par la suite le produit au cours d'une période de déclaration du distributeur, l'autre entrepreneur est réputé ne pas avoir ainsi fourni le produit, et le montant est déductible dans le calcul de la taxe nette du distributeur pour la période de déclaration en question ou pour une période de déclaration postérieure se terminant au plus tard quatre ans après le jour où cette période prend fin.

Redressement de la taxe nette du distributeur

Idem

(4) Where

(*a*) at a particular time a distributor of a direct seller makes a supply of an exclusive product of the direct seller in circumstances in which an amount is required under paragraph (1)(*d*) to be added in determining the net tax of the distributor,

(*b*) after March 1993 a particular independent sales contractor of the direct seller (other than the distributor)

(i) makes a supply of the product that is

(A) a zero-rated supply,

(B) a supply made outside Canada, or

(C) a supply in respect of which the recipient is not required to pay tax because of an Act of Parliament,

(4) Le distributeur d'un démarcheur peut déduire le montant déterminé selon l'alinéa *c*) dans le calcul de sa taxe nette pour sa période de déclaration donnée au cours de laquelle il verse ce montant à un entrepreneur indépendant du démarcheur autre que le distributeur, ou le porte à son crédit, ou pour une période de déclaration postérieure se terminant au plus tard quatre ans après le jour où la période donnée prend fin, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le distributeur fournit, à un moment donné, l'un des produits exclusifs du démarcheur dans des circonstances telles qu'un montant est à ajouter en vertu de l'alinéa (1)*d*) dans le calcul de sa taxe nette;

b) après mars 1993, l'entrepreneur, selon le cas :

Idem

(ii) makes a supply of the product to a person other than an independent sales contractor of the direct seller for consideration

(A) that is less than the suggested retail price of the product at the particular time and more than nominal, and

(B) on which was calculated tax that was paid by the person, or

(iii) makes a supply of the product to a person other than an independent sales contractor of the direct seller for no consideration or for nominal consideration or appropriates the product for the consumption, use or enjoyment of the particular contractor, and

(*c*) the distributor pays to, or credits in favour of, the particular contractor an amount in respect of the product equal to

(i) where subparagraph (*b*)(i) applies, tax calculated on the suggested retail price of the product at the particular time, and

(ii) where subparagraph (*b*)(ii) or (iii) applies, the amount determined by the formula

A - B

where

A is the tax calculated on the suggested retail price of the product at the particular time, and

B is

(A) where subparagraph (*b*)(ii) applies, tax calculated on the consideration for the supply of the product by the particular contractor, and

(B) where subparagraph (*b*)(iii) applies, tax calculated on the consideration for the supply of the product to the particular contractor determined without reference to paragraph (1)(*a*),

(i) effectue une fourniture du produit qui est :

(A) soit une fourniture détaxée,

(B) soit une fourniture effectuée à l'étranger,

(C) soit une fourniture à l'égard de laquelle l'acquéreur n'est pas tenu, par l'effet d'une loi fédérale, de payer de taxe,

(ii) fournit le produit à une personne autre qu'un entrepreneur indépendant du démarcheur pour une contrepartie non négligeable mais inférieure à son prix de vente au détail suggéré au moment donné et sur laquelle est calculée la taxe payée par la personne,

(iii) fournit le produit à une personne autre qu'un entrepreneur indépendant du démarcheur à titre gratuit ou pour une contrepartie négligeable ou réserve le produit pour sa consommation ou son utilisation personnelles;

c) le distributeur verse à l'entrepreneur, ou porte à son crédit, le montant suivant relatif au produit :

(i) en cas d'application du sous-alinéa *b*)(i), la taxe calculée sur le prix de vente au détail suggéré du produit au moment donné,

(ii) en cas d'application des sous-alinéas *b*)(ii) ou (iii), le résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente la taxe calculée sur le prix de vente au détail suggéré du produit au moment donné,

B représente :

(A) en cas d'application du sous-alinéa *b*)(ii), la taxe calculée sur la contrepartie de la fourniture effectuée par l'entrepreneur,

(B) en cas d'application du sous-alinéa *b*)(iii), la taxe calculée sur la contrepartie, déterminée compte non tenu de l'alinéa (1)*a*), de la fourniture à l'entrepreneur.

the distributor may deduct the amount determined under paragraph (*c*) in determining the net tax of the distributor for the particular reporting period of the distributor in which the payment or credit is given or any subsequent reporting period ending on or before the day that is four years after the day the particular reporting period ends.

Products held at time of approval

178.5 (1) Where

(*a*) an approval granted under subsection 178.2(3) in respect of a direct seller becomes effective at any time after January 1, 1991,

(*b*) a registrant who is an independent sales contractor of the direct seller has, at that time, in inventory an exclusive product of the direct seller, and

(*c*) the registrant is not a distributor in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(4) on application made jointly with the direct seller is in effect at that time or becomes effective immediately after that time,

the registrant shall be deemed, for the purposes of this Part except sections 148 and 249,

(*d*) to have made, immediately before that time, a supply of the product for consideration, that becomes due and is paid immediately before that time, equal to the suggested retail price of the product at that time, and

(*e*) to have collected, immediately before that time, tax in respect of the supply calculated on that consideration.

Produits détenus au moment de l'approbation

178.5 (1) L'inscrit — entrepreneur indépendant d'un démarcheur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(3) entre en vigueur à un moment donné après le 1er janvier 1991 — qui n'est pas un distributeur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(4), à la suite de la demande faite conjointement avec le démarcheur, est en vigueur à ce moment ou entre en vigueur immédiatement après ce moment et qui, à ce moment, compte parmi ses stocks un produit exclusif du démarcheur est réputé, pour l'application de la présente partie, exception faite des articles 148 et 249 :

a) avoir fourni le produit immédiatement avant ce moment pour une contrepartie, qui devient due et est payée immédiatement avant ce moment, égale au prix de vente au détail suggéré du produit à ce moment;

b) avoir perçu, immédiatement avant ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur cette contrepartie.

Products held at time of revocation

(2) Where, at the time an approval granted under subsection 178.2(4) in respect of a distributor of a direct seller ceases to have effect, the distributor has in inventory an exclusive product of the direct seller and an approval granted under subsection 178.2(3) in respect of the direct seller does not cease to have effect at that time, the distributor shall be deemed, for the purposes of this Part except sections 148 and 249,

(*a*) to have made, immediately before that time, a supply of the product for consideration, that becomes due and is paid immedi-

Produits détenus au moment du retrait

(2) Lorsque, au moment où l'approbation accordée au distributeur d'un démarcheur en application du paragraphe 178.2(4) cesse d'être en vigueur, le distributeur compte parmi ses stocks un produit exclusif du démarcheur et que l'approbation accordée au démarcheur en application du paragraphe 178.2(3) ne cesse pas d'être en vigueur à ce moment, le distributeur est réputé, pour l'application de la présente partie, exception faite des articles 148 et 249 :

a) avoir fourni le produit immédiatement avant ce moment pour une contrepartie, qui

ately before that time, equal to the suggested retail price of the product at that time; and

(*b*) to have collected, immediately before that time, tax in respect of the supply calculated on that consideration.

devient due et est payée immédiatement avant ce moment, égale au prix de vente au détail suggéré du produit à ce moment;

b) avoir perçu, immédiatement avant ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur cette contrepartie.

Idem

(3) For the purposes of this Part, where an approval granted under subsection 178.2(4) in respect of a distributor of a direct seller ceases to have effect at the same time as an approval granted under subsection 178.2(3) in respect of the direct seller ceases to have effect, each independent sales contractor of the direct seller, other than a distributor in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(4) ceases to have effect at that time, shall be deemed

(*a*) to have received, immediately after that time, a supply of each exclusive product of the direct seller that the contractor has in inventory at that time for consideration, that becomes due and is paid immediately after that time, equal to the suggested retail price of the product at that time; and

(*b*) to have paid, immediately after that time, tax in respect of the supply calculated on that consideration.

Idem

(3) Pour l'application de la présente partie, lorsque l'approbation accordée au distributeur d'un démarcheur en application du paragraphe 178.2(4) et celle accordée au démarcheur en application du paragraphe 178.2(3) cessent d'être en vigueur au même moment, chaque entrepreneur indépendant du démarcheur — autre qu'un distributeur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(4) cesse d'être en vigueur à ce moment — est réputé :

a) avoir reçu, immédiatement après ce moment, une fourniture de chaque produit exclusif du démarcheur qu'il compte parmi ses stocks à ce moment pour une contrepartie, qui devient due et est payée immédiatement après ce moment, égale au prix de vente au détail suggéré du produit à ce moment;

b) avoir payé, immédiatement après ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur cette contrepartie.

Idem

(4) For the purposes of this Part, where an approval granted under subsection 178.2(3) in respect of a direct seller ceases, at any time after March 1993, to have effect and subsection (3) does not apply, each independent sales contractor of the direct seller shall be deemed

(*a*) to have received, immediately after that time, a supply of each exclusive product of the direct seller that the contractor has in inventory at that time for consideration, that becomes due and is paid immediately after that time, equal to the suggested retail price of the product at that time; and

(*b*) to have paid, immediately after that time, tax in respect of the supply calculated on that consideration.

Idem

(4) Pour l'application de la présente partie, lorsque l'approbation accordée à un démarcheur en application du paragraphe 178.2(3) cesse d'être en vigueur à un moment donné après mars 1993 et que le paragraphe (3) ne s'applique pas, chaque entrepreneur indépendant du démarcheur est réputé :

a) avoir reçu, immédiatement après ce moment, une fourniture de chaque produit exclusif du démarcheur qu'il compte parmi ses stocks à ce moment pour une contrepartie, qui devient due et est payée immédiatement après ce moment, égale au prix de vente au détail suggéré du produit à ce moment;

b) avoir payé, immédiatement après ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur cette contrepartie.

Sales aids

(5) For the purposes of this Part, where at any time when an approval of the Minister for the application of section 178.3 to a direct seller is in effect, the direct seller or an independent sales contractor of the direct seller makes in Canada a taxable supply by way of sale of a sales aid of the direct seller or of the contractor; as the case may be, to an independent sales contractor of the direct seller, the supply shall be deemed not to be a supply.

Matériel de promotion

(5) Pour l'application de la présente partie, est réputée ne pas être une fourniture la fourniture taxable de matériel de promotion d'un démarcheur ou de son entrepreneur indépendant, que ceux-ci effectuent par vente au Canada au profit d'un entrepreneur indépendant du démarcheur à un moment où l'approbation accordée au démarcheur en application de l'article 178.3 est en vigueur.

Bonus payments

(6) For the purposes of this Part, where, at any time after March 1993 when an approval of the Minister for the application of section 178.3 to a direct seller is in effect, an amount is paid or payable by the direct seller or an independent sales contractor of the direct seller to an independent sales contractor of the direct seller because of the volume of purchases or sales of exclusive products of the direct seller or of sales aids and otherwise than as consideration for a supply of such a product or sales aid, the amount shall be deemed not to be consideration for a supply.

Primes

(6) Pour l'application de la présente partie, est réputée ne pas être une contrepartie de fourniture le montant payé ou payable par un démarcheur ou son entrepreneur indépendant à un entrepreneur indépendant du démarcheur, à un moment après mars 1993 où l'approbation accordée au démarcheur en application de l'article 178.3 est en vigueur, à titre de prime versée en raison du volume des achats ou des ventes de produits exclusifs du démarcheur ou de matériel de promotion, mais non en contrepartie de la fourniture de ces produits ou de ce matériel.

Host gifts

(7) For the purposes of this Part, where, at any time after March 1993 when an approval of the Minister for the application of section 178.3 to a direct seller is in effect, an independent sales contractor of the direct seller, who is not a distributor in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(4) on application made jointly with the direct seller is in effect at that time or becomes effective immediately after that time, makes a supply of property to a person as consideration for the supply by the person of a service of acting as a host at an occasion that is organized for the purpose of the promotion or distribution by the contractor of exclusive products of the direct seller, the person shall be deemed not to have made a supply of the service and the service shall be deemed not to be consideration for a supply.

Service d'accueil

(7) Pour l'application de la présente partie, lorsque, à un moment après mars 1993, l'entrepreneur indépendant d'un démarcheur à l'égard duquel l'approbation accordée en application de l'article 178.3 est en vigueur, lequel entrepreneur n'est pas un distributeur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(4) par suite d'une demande conjointe faite avec le démarcheur est en vigueur à ce moment ou prend effet immédiatement après ce moment, effectue la fourniture d'un bien à une personne en contrepartie de la fourniture, par celle-ci, d'un service d'accueil lors d'une manifestation organisée afin de permettre à l'entrepreneur de promouvoir ou de distribuer les produits exclusifs du démarcheur, la personne est réputée ne pas avoir effectué une fourniture du service et le service est réputé ne pas être la contrepartie d'une fourniture.

Restriction on input tax credits

(8) Where

(*a*) after March 1993 a registrant, who is a direct seller in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(3) is in effect or who is a distributor of such a direct

Restriction applicable au crédit de taxe sur les intrants

(8) Aucun montant n'est inclus dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants d'un inscrit — démarcheur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(3) est en vigueur ou distributeur d'un tel démarcheur — au titre d'une taxe qui

seller, acquires or imports property (other than an exclusive product of the direct seller) or a service for supply to an independent sales contractor of the direct seller, or an individual related thereto,

(*b*) the property or service is so supplied by the registrant for no consideration or for consideration that is less than the fair market value of the property or service, and

(*c*) the contractor or individual is not acquiring the property or service for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial activities of the contractor or individual, as the case may be,

the following rules apply:

(*d*) no tax is payable in respect of the supply, and

(*e*) in determining an input tax credit of the registrant, no amount shall be included in respect of tax that becomes payable, or is paid without having become payable, by the registrant in respect of the property or service.

devient payable par l'inscrit, ou qui est payée par lui sans qu'elle soit devenue payable, relativement à un bien (à l'exception d'un produit exclusif du démarcheur) ou à un service que l'inscrit acquiert ou importe pour le fournir à un entrepreneur indépendant du démarcheur, ou à un particulier qui est lié à l'entrepreneur, et aucune taxe n'est payable relativement à la fourniture si, à la fois :

a) la fourniture est effectuée à titre gratuit ou pour une contrepartie inférieure à la juste valeur marchande du bien ou du service;

b) l'entrepreneur ou le particulier n'acquiert pas le bien ou le service pour consommation, utilisation ou fourniture exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales.

Appropriations for comtractors

(9) For the purposes of this Part, where a registrant who is a direct seller in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(3) is in effect or who is a distributor of such a direct seller appropriates, at any time after March 1993, property (other than an exclusive product of the direct seller) that was acquired, manufactured or produced, or any service acquired or performed, in the course of commercial activities of the registrant, to or for the benefit of an independent sales contractor of the direct seller, or any individual related thereto, who is not acquiring the property or service for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial activities of the contractor or individual, in any manner whatever (otherwise than by way of supply for consideration equal to the fair market value of the property or service), the registrant shall be deemed

(*a*) to have made a supply of the property or service for consideration paid at that time equal to the fair market value of the property or service at that time; and

Biens réservés aux entrepreneurs

(9) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit — démarcheur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(3) est en vigueur ou distributeur d'un tel démarcheur — qui réserve, à un moment donné après mars 1993, un bien (à l'exception d'un produit exclusif du démarcheur) acquis, fabriqué ou produit dans le cadre de ses activités commerciales, ou un service acquis ou exécuté dans ce cadre, à l'usage de l'un de ses entrepreneurs indépendants, ou d'un particulier qui est lié à l'entrepreneur, qui n'acquiert pas le bien ou le service pour consommation, utilisation ou fourniture exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales de quelque manière que ce soit mais autrement que par fourniture pour une contrepartie égale à la juste valeur marchande du bien ou du service, est réputé :

a) avoir fourni le bien ou le service pour une contrepartie payée au moment donné et égale à la juste valeur marchande du bien ou du service à ce moment;

b) sauf dans le cas d'une fourniture exonérée, avoir perçu, à ce moment et relative-

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have collected, at that time, tax in respect of the supply calculated on that consideration.

ment à la fourniture, la taxe calculée sur cette contrepartie.

Exception

(10) Subsection (9) does not apply to property or a service appropriated by a registrant where the registrant was not entitled to claim an input tax credit in respect of the property or service because of section 170.

(10) Le paragraphe (9) ne s'applique pas aux biens ou aux services réservés par l'inscrit mais pour lesquels celui-ci ne peut demander de crédit de taxe sur les intrants par l'effet de l'article 170.

Exception

Ceasing to be registrant

(11) Where, at any time after March 1993 when an approval granted under subsection 178.2(3) in respect of a direct seller is in effect, an independent sales contractor of the direct seller ceases to be a registrant, paragraph 171(3)(*a*) does not apply to sales aids of the contractor that were supplied to the contractor by the direct seller or another independent sales contractor of the direct seller at any time when the approval was in effect.

(11) Lorsque l'entrepreneur indépendant d'un démarcheur cesse d'être un inscrit à un moment, après mars 1993, où l'approbation accordée au démarcheur en application du paragraphe 178.2(3) est en vigueur, l'alinéa 171(3)*a*) ne s'applique pas au matériel de promotion de l'entrepreneur qui lui a été fourni par le démarcheur ou par un autre entrepreneur indépendant de celui-ci à un moment où l'approbation était en vigueur.

Cessation

Non-arm's length supply

(12) Section 155 does not apply to a supply described in subparagraph 178.3(4)(*b*)(ii) or (iii) or 178.4(4)(*b*)(ii) or (iii) or subsection (7).

(12) L'article 155 ne s'applique pas aux fournitures visées aux sous-alinéas 178.3(4)*b*)(ii) et (iii) et 178.4(4)*b*)(ii) et (iii) et au paragraphe (7).

Fourniture entre personnes liées

Buying Groups

Groupes d'acheteurs

Definitions

178.6 (1) In this section,

Définitions

"original supplier" « *fournisseur initial* »

"original supplier" of tangible personal property or a service means a person who makes a taxable supply of the property or service to another person who, in turn, supplies the property or service by way of a pass-through supply;

« dernier acquéreur » Acquéreur d'une fourniture intermédiaire.

« dernier acquéreur » "*ultimate recipient*"

« fournisseur initial » Personne qui effectue la fourniture taxable d'un bien meuble corporel ou d'un service au profit d'une autre personne qui, à son tour, le fournit au moyen d'une fourniture intermédiaire.

« fournisseur initial » "*original supplier*"

"pass-through supply" « *fourniture intermédiaire* »

"pass-through supply" means a taxable supply of tangible personal property or a service made by a person for consideration that is equal to the consideration paid or payable by the person to the supplier who supplied the property or service to the person;

« fourniture intermédiaire » Fourniture taxable d'un bien meuble corporel ou d'un service effectuée par une personne pour une contrepartie égale à la contrepartie payée ou payable par la personne au fournisseur qui lui a fourni le bien ou le service.

« fourniture intermédiaire » "*pass-through supply*"

"ultimate recipient" « *dernier acquéreur* »

"ultimate recipient" means a recipient of a pass-through supply.

Application for buyer designation

(2) Where

(*a*) all or substantially all of the supplies of property and services made by a particular person in the ordinary course of the particular person's business are pass-through supplies,

(2) Une personne peut demander au ministre, en lui présentant les renseignements requis en la forme et selon les modalités qu'il détermine, d'être désignée à titre d'acheteur si les conditions suivantes sont réunies :

Demande de désignation à titre d'acheteur

a) la totalité, ou presque, des fournitures de biens et de services effectuées par le demandeur dans le cours normal de son

(*b*) in respect of each pass-through supply of tangible personal property or a service made by the particular person, the original supplier of the property or service causes physical possession of the property to be transferred to, or renders the service to, the ultimate recipient, or to another person on behalf of the ultimate recipient, and not to the particular person, and

(*c*) in respect of each pass-through supply of tangible personal property or a service made by the particular person, the ultimate recipient pays, on behalf of the particular person, to the original supplier of the property or service, the amount payable by the particular person to the original supplier as consideration for the property or service,

the particular person may apply to the Minister, in prescribed form containing prescribed information and filed in prescribed manner, to be designated as a buyer.

entreprise constituent des fournitures intermédiaires;

b) en ce qui concerne chaque fourniture intermédiaire de bien meuble corporel ou de service effectuée par le demandeur, le fournisseur initial du bien ou du service fait transférer la possession matérielle du bien, ou rend le service, au dernier acquéreur ou à une autre personne pour le compte de celui-ci, et non au demandeur;

c) en ce qui concerne chaque fourniture intermédiaire de bien meuble corporel ou de service effectuée par le demandeur, le dernier acquéreur paie au fournisseur initial du bien ou du service le montant payable par le demandeur au fournisseur initial en contrepartie du bien ou du service.

Designation as buyer

(3) Where the Minister receives an application of a person under subsection (2), the Minister may, subject to such conditions as the Minister may at any time impose, designate the person as a buyer and notify the person in writing of the designation and the day it becomes effective.

Désignation à titre d'acheteur

(3) Sur réception de la demande, le ministre peut désigner la personne à titre d'acheteur, sous réserve des conditions qu'il peut imposer à tout moment. Le cas échéant, il avise la personne par écrit de la désignation et de la date de son entrée en vigueur.

Revocation of designation

(4) The Minister may revoke a designation of a person made under subsection (3)

(*a*) on application of the person, or

(*b*) where the person fails to comply with any condition imposed in respect of the designation,

and, where the designation is revoked, the Minister shall notify the person in writing of the day the designation ceases to be effective.

Retrait de désignation

(4) Le ministre peut retirer la désignation d'une personne à la demande de celle-ci ou par suite de l'inobservation d'une condition imposée relativement à la désignation. Le cas échéant, il avise la personne par écrit de la date à laquelle la désignation cesse d'être en vigueur.

Buying group method

(5) Where a person makes a pass-through supply of tangible personal property or a service at a time when a designation of the person as a buyer under subsection (3) is in effect, for the purposes of this Part (other than section 148, this section and Subdivision e of Division V), the following rules apply:

(*a*) the supply of the property or service by the original supplier of the property or service shall be deemed to have been made to the ultimate recipient and not to the person;

Groupe d'acheteurs

(5) Lorsqu'une personne effectue la fourniture intermédiaire d'un bien meuble corporel ou d'un service à un moment où la désignation de la personne à titre d'acheteur est en vigueur, les règles suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie, sauf l'article 148, le présent article et la sous-section e de la section V :

a) la fourniture du bien ou du service par le fournisseur initial est réputée avoir été effectuée au profit du dernier acquéreur et non au profit de la personne;

(*b*) the person shall be deemed not to have received a supply of the property or service from the original supplier nor to have supplied the property or service to the ultimate recipient;

(*c*) the consideration payable for, and the tax payable in respect of, the supply by the original supplier of the property or service shall be deemed to be payable by the ultimate recipient and any amount paid in respect of the consideration or tax shall be deemed to have been paid by the ultimate recipient;

(*d*) notwithstanding paragraph (*c*), the person and the ultimate recipient are jointly and severally liable for the payment of the tax in respect of the supply made by the original supplier; and

(*e*) if the amount charged or collected by the original supplier of the property or service as or on account of tax under Division II in respect of the supply exceeds the tax that was collectible under that Division in respect of the supply, or if the amount of tax collectible under that Division in respect of the supply is reduced because of a reduction in the consideration for the supply, and the original supplier issues to, or receives from, the person a credit note or a debit note in respect of the supply, the person shall be deemed to have received or issued the note on behalf of the ultimate recipient.

b) la personne est réputée ne pas avoir reçu la fourniture du bien ou du service du fournisseur initial ni avoir fourni le bien ou le service au dernier acquéreur;

c) la contrepartie payable pour la fourniture par le fournisseur initial ainsi que la taxe payable par lui relativement à la fourniture sont réputées payables par le dernier acquéreur, et tout montant payé au titre de la contrepartie ou de la taxe est réputé l'avoir été par le dernier acquéreur;

d) malgré l'alinéa *c*), la personne et le dernier acquéreur sont solidairement tenus au paiement de la taxe relative à la fourniture effectuée par le fournisseur initial;

e) si le montant exigé ou perçu par le fournisseur initial du bien ou du service au titre de la taxe prévue à la section II relativement à la fourniture dépasse la taxe prévue à cette section qui était percevable relativement à la fourniture, ou si la taxe prévue à cette section et percevable relativement à la fourniture est réduite par suite d'une réduction de la contrepartie de la fourniture et que le fournisseur initial remet une note de crédit à la personne, ou reçoit une note de débit de la personne, relativement à la fourniture, la personne est réputée avoir reçu ou remis la note au nom du dernier acquéreur.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990, except that

(*a*) in applying section 178.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), before April 1993 the definitions "exclusive product" and "sales aid" therein shall be read as follows:

"exclusive product" of a person means personal property (other than a sales aid) that is sold by the person to independent sales contractors of the person;

"sales aid" means personal property that is supplied by a direct seller or an independent sales contractor of the direct seller to assist in the promotion, sale or distribution of exclusive products of the direct seller and in-

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) pour l'application, avant avril 1993, de l'article 178.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), les définitions de « matériel de promotion » et « produit exclusif » se lisent comme suit :**

« matériel de promotion » Biens meubles — échantillons, trousses de démonstration, articles promotionnels ou pédagogiques, catalogues, imprimés commerciaux sur commande ou autres articles semblables — fournis par un démarcheur ou par son entrepreneur indépendant pour faciliter la promotion, la vente ou la distribution de produits exclusifs du démarcheur.

cludes a sample, demonstration kit, promotional or instructional item, catalogue and customized business form;

(*b*) in applying subsection 178.3(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), to a supply any of the consideration for which became due or was paid before April 1993, that portion thereof following paragraph (*b*) thereof shall be read as follows:

(*c*) the contractor is not entitled to any rebate under section 261 in respect to the supply;

(*d*) in determining the net tax of the direct seller for the reporting period of the direct seller that includes the particular time, there shall be added an amount equal to tax calculated on the suggested retail price of the product at the time the supply is made; and

(*e*) the direct seller shall be deemed to have received, at the particular time from the contractor, and the contractor shall be deemed to have made at the particular time to the direct seller, a taxable supply of a service for consideration, that becomes due and is paid at the particular time, equal to the amount determined by the formula

$$A + (A \times B) - C$$

where

A is the suggested retail price of the product at the time the supply of the product by the direct seller to the contractor is made,

B is the rate of tax imposed under subsection 165(1), and

C is the consideration, determined without reference to paragraph (*a*), for that supply of the product.

(*c*) in applying subsection 178.3(2) of the said Act, as enacted by subsection (1), to a supply any of the consideration for which became due or was paid before April 1993,

(i) paragraph (*d*) thereof shall be read as follows:

(*d*) if the recipient of the particular supply is another independent sales contractor of the direct seller,

« produit exclusif » Bien meuble d'une personne, sauf du matériel de promotion, que la personne vend à ses entrepreneurs indépendants.

***b*) pour l'application du paragraphe 178.3(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), à une fourniture dont une partie de la contrepartie est devenue due ou a été payée avant avril 1993, le passage du même paragraphe 178.3(1) qui suit l'alinéa *c*) se lit comme suit :**

d) est ajouté dans le calcul de la taxe nette du démarcheur pour sa période de déclaration qui comprend le moment visé au sous-alinéa *a*)(i) un montant égal à la taxe calculée sur le prix de vente au détail suggéré du produit au moment de la fourniture;

e) le démarcheur est réputé avoir reçu de l'entrepreneur au moment visé au sous-alinéa *a*)(i), et l'entrepreneur, avoir effectué au profit du démarcheur à ce moment, la fourniture taxable d'un service pour une contrepartie, qui devient due et est payée à ce moment, égale au résultat du calcul suivant :

$$A + (A \times B) - C$$

où :

A représente le prix de vente au détail suggéré du produit au moment où le démarcheur fournit le produit à l'entrepreneur,

B le taux de la taxe imposée selon le paragraphe 165(1),

C la contrepartie, déterminée compte non tenu de l'alinéa *a*), de cette fourniture du produit.

***c*) pour l'application du paragraphe 178.3(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), à une fourniture dont une partie de la contrepartie est devenue due ou a été payée avant avril 1993 :**

(i) l'alinéa *a*) du même paragraphe 178.3(2) se lit comme suit :

(i) the particular supply shall be deemed, for the purposes of this Part except section 178.1 and this section, not to have been made by the particular contractor and not to have been received by the other contractor, and

(ii) the particular contractor shall, for the purposes of this Part, be deemed to have received from the other contractor, and the other contractor shall be deemed to have made to the particular contractor, at the particular time that is the earliest time at which consideration for the particular supply becomes due or is paid, a taxable supply of a service for consideration, that becomes due and is paid at the particular time, equal to the amount determined by the formula

$$A + (A \times B) - C$$

where

A is the suggested retail price of the product at the time the particular supply is made,

B is the rate of tax imposed under subsection 165(1), and

C is the consideration for the particular supply, and

and

(ii) subparagraph (*e*)(i) thereof shall be read as follows:

(i) the particular supply shall be deemed, for the purposes of this Part except section 178.1, to be a taxable supply made by the direct seller, and not by the particular contractor, for consideration equal to the suggested retail price of the product at the time the particular supply is made,

(*d*) in applying subsection 178.4(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), to a supply any of the consideration for which became due or was paid before April 1993, it shall be read as follows:

a) si l'acquéreur de la fourniture est un autre entrepreneur indépendant du démarcheur :

(i) la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite de l'article 178.1 et du présent article, ne pas avoir été effectuée par l'entrepreneur donné et ne pas avoir été reçue par l'autre entrepreneur,

(ii) pour l'application de la présente partie, l'entrepreneur donné est réputé avoir reçu de l'autre entrepreneur et celui-ci, avoir effectué au profit de l'entrepreneur donné, dès le moment où un montant devient dû ou est payé en contrepartie de la fourniture du produit, la fourniture taxable d'un service pour une contrepartie, qui devient due et est payée à ce moment, égale au résultat du calcul suivant :

$$A + (A \times B) - C$$

où :

A représente le prix de vente au détail suggéré du produit au moment de sa fourniture,

B le taux de la taxe imposée selon le paragraphe 165(1),

C la contrepartie de la fourniture du produit;

(ii) le sous-alinéa *b*)(i) du même paragraphe 178.3(2) se lit comme suit :

(i) la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite de l'article 178.1, être une fourniture taxable effectuée par le démarcheur, et non par l'entrepreneur donné, pour une contrepartie égale au prix de vente au détail suggéré du produit au moment de sa fourniture,

***d*) pour l'application du paragraphe 178.4(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), à une fourniture dont une partie de la contrepartie est devenue due ou a été payée avant avril 1993, le même paragraphe 178.4(1) se lit comme suit :**

178.4 (1) For the purposes of this Part, where at any time when an approval of the Minister for the application of this section to a distributor of a direct seller is in effect, the distributor makes in Canada a taxable supply by way of sale (other than a zero-rated supply) of an exclusive product of the direct seller to a purchaser or to an independent sales contractor of the direct seller who is not a distributor in respect of whom an approval granted under subsection 178.2(4) on application made jointly with the direct seller is in effect at that time or becomes effective immediately after that time, the following rules apply:

(*a*) the supply shall be deemed to have been made for consideration

(i) that becomes due, and is paid, at the particular time that is the earliest time at which any consideration for the supply becomes due or is paid, and

(ii) that is equal to the suggested retail price of the product at the time the supply is made;

(*b*) tax is deemed not to be payable by the purchaser or contractor, as the case may be, in respect of the supply except for the purposes of determining an input tax credit or a rebate under section 259 of the purchaser in respect of the property;

(*c*) the purchaser or contractor, as the case may be, is not entitled to any rebate under section 261 in respect of the supply;

(*d*) in determining the net tax of the distributor for the reporting period of the distributor that includes the particular time, there shall be added an amount equal to tax calculated on the suggested retail price of the product at the time the supply is made; and

(*e*) in the case of a supply to the contractor, the distributor shall be deemed to have received at the particular time from the contractor, and the contractor shall be deemed to have made at the particular time to the distributor, a taxable supply of a service for consideration, that becomes due and is paid at the particular time, equal to the amount determined by the formula

178.4 (1) Pour l'application de la présente partie, lorsque le distributeur du démarcheur auquel le présent article s'applique du fait qu'une approbation du ministre à cet effet est en vigueur effectue au Canada, au profit d'un acheteur ou d'un entrepreneur indépendant du démarcheur — lequel entrepreneur n'est pas un distributeur à l'égard duquel l'approbation accordée en application du paragraphe 178.2(4) est alors en vigueur ou entre en vigueur immédiatement après la fourniture —, la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture détaxée, d'un produit exclusif du démarcheur, les règles suivantes s'appliquent :

a) la fourniture est réputée avoir été effectuée pour une contrepartie qui, à la fois :

(i) devient due, et est payée, dès le moment où une partie de la contrepartie de la fourniture devient due ou est payée,

(ii) correspond au prix de vente au détail suggéré du produit au moment de la fourniture;

b) la taxe est réputée ne pas être payable par l'acheteur ou l'entrepreneur relativement à la fourniture, sauf aux fins du calcul du crédit de taxe sur les intrants ou du remboursement prévu à l'article 259 que peut demander l'acheteur relativement au produit;

c) l'acheteur ou l'entrepreneur n'a pas droit à un remboursement en vertu de l'article 261 relativement à la fourniture;

d) est ajouté dans le calcul de la taxe nette du distributeur pour sa période de déclaration qui comprend le moment visé au sous-alinéa *a*)(i) un montant égal à la taxe calculée sur le prix de vente au détail suggéré du produit au moment de la fourniture;

e) dans le cas où la fourniture est effectuée au profit de l'entrepreneur, le distributeur est réputé avoir reçu de l'entrepreneur au moment visé au sous-alinéa *a*)(i), et l'entrepreneur, avoir effectué au profit du distributeur à ce moment, la fourniture taxable d'un service pour une contrepartie, qui devient due et est payée à ce moment, égale au résultat du calcul suivant :

A + (A x B) - C

where

A is the suggested retail price of the product at the time the supply of the product by the distributor to the contractor is made,

B is the rate of tax imposed under subsection 165(1), and

C is the consideration, determined without reference to paragraph (*a*), for that supply of the product.

(*e*) in applying subsection 178.4(2) of the said Act, as enacted by subsection (1), to a supply any of the consideration for which became due or was paid before April 1993,

(i) paragraph (*c*) thereof shall be read as follows:

(*c*) if the recipient of the particular supply is a person who is an independent sales contractor of the direct seller (other than the distributor),

(i) the particular supply shall be deemed, for the purposes of this Part except section 178.1 and this section, not to have been made by the particular contractor and not to have been received by the person, and

(ii) the particular contractor shall, for the purposes of this Part, be deemed to have received from the person, and the person shall be deemed to have made to the particular contractor, at the particular time that is the earliest time at which consideration for the particular supply becomes due or is paid, a taxable supply of a service for consideration, that becomes due and is paid at the particular time, equal to the amount determined by the formula

A + (A x B) - C

où :

A représente le prix de vente au détail suggéré du produit au moment où le distributeur fournit le produit à l'entrepreneur,

B le taux de la taxe imposée selon le paragraphe 165(1),

C la contrepartie, déterminée compte non tenu de l'alinéa *a*), de cette fourniture du produit.

***e*) pour l'application du paragraphe 178.4(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), à une fourniture dont une partie de la contrepartie est devenue due ou a été payée avant avril 1993 :**

(i) l'alinéa *a*) du même paragraphe 178.4(2) se lit comme suit :

a) si l'acquéreur de la fourniture est un autre entrepreneur indépendant du démarcheur, autre que le distributeur :

(i) la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite de l'article 178.1 et du présent article, ne pas avoir été effectuée par l'entrepreneur donné et ne pas avoir été reçue par l'autre entrepreneur,

(ii) pour l'application de la présente partie, l'entrepreneur donné est réputé avoir reçu de l'autre entrepreneur et celui-ci, avoir effectué au profit de l'entrepreneur donné, dès le moment où un montant devient dû ou est payé en contrepartie de la fourniture du produit, la fourniture taxable d'un service pour une contrepartie, qui devient due et est payée à ce moment, égale au résultat du calcul suivant :

A + (A x B) - C

where

A is the suggested retail price of the product at the time the particular supply is made,

B is the rate of tax imposed under subsection 165(1), and

A + (A x B) - C

où :

A représente le prix de vente au détail suggéré du produit au moment de la fourniture taxable,

B le taux de la taxe imposée selon le paragraphe 165(1),

C is the consideration for the particular supply, and

and

(ii) subparagraph (*d*)(i) thereof shall be read as follows:

(i) the particular supply shall be deemed, for the purposes of this Part except section 178.1, to be a taxable supply made by the distributor, and not by the particular contractor, for consideration equal to the suggested retail price of the product at the time the particular supply is made,

(*f*) in applying section 178.5 of the said Act, as enacted by subsection (1), to a supply any of the consideration for which became due or was paid before April 1993, it shall be read without reference to subsections (5) and (12) thereof.

C la contrepartie de la fourniture taxable;

(ii) le sous-alinéa *b*)(i) du même paragraphe 178.4(2) se lit comme suit :

(i) la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite de l'article 178.1, être une fourniture taxable effectuée par le distributeur, et non par l'entrepreneur donné, pour une contrepartie égale au prix de vente au détail suggéré du produit au moment de sa fourniture,

***f*) les paragraphes 178.5(5) et (12) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), ne s'appliquent pas à une fourniture dont une partie de la contrepartie est devenue due ou a été payée avant avril 1993.**

1990, c. 45, s. 12(1)

44. (1) Section 179 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

44. (1) L'article 179 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Delivery to consignee of a non-resident

179. (1) For the purposes of this Part, where

(*a*) a registrant, under an agreement between the registrant and a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V,

(i) makes a taxable supply in Canada of tangible personal property by way of sale, or a taxable supply in Canada of a service of manufacturing or producing tangible personal property, to the non-resident person, or acquires physical possession of tangible personal property (other than property of a person who is resident in Canada) for the purpose of making a taxable supply of a commercial service in respect of the property to the non-resident person, and

(ii) at any time causes physical possession of the property to be transferred, at a place in Canada, to a third person (in this subsection referred to as the "consignee") or to the non-resident person, and

Livraison au consignataire d'un non-résident

179. (1) Pour l'application de la présente partie, lorsque les circonstances suivantes sont réunies :

a) un inscrit, en application d'une convention qu'il a conclue avec une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V :

(i) effectue au Canada, au profit de la personne non-résidente, la fourniture taxable d'un bien meuble corporel par vente ou d'un service qui consiste à fabriquer ou à produire un tel bien, ou acquiert la possession matérielle d'un bien meuble corporel (sauf un bien d'une personne qui réside au Canada) en vue d'effectuer, au profit de celle-ci, la fourniture taxable d'un service commercial relatif au bien,

(ii) à un moment donné, fait transférer, au Canada, la possession matérielle du bien à un tiers (appelé « consignataire » au présent paragraphe) ou à la personne non-résidente,

b) la personne non-résidente n'est pas consommatrice du bien ou du service fourni par l'inscrit aux termes de la convention,

(*b*) the non-resident person is not a consumer of the property or service supplied by the registrant under the agreement,

the following rules apply:

(*c*) the registrant shall be deemed to have made to the non-resident person, and the non-resident person shall be deemed to have received from the registrant, a taxable supply of the property for consideration, that becomes due and is paid at that time, equal to

(i) where the registrant has caused physical possession of the property to be transferred to a consignee and no supply of the property is made to the consignee for consideration, nil,

(ii) where the registrant has caused physical possession of the property to be transferred to a consignee and a supply of the property is made to the consignee for consideration, the total of

(A) the fair market value of the property at that time, and

(B) where the registrant supplied a service in respect of the property to the non-resident person and the consideration for the supply is not included in the fair market value of the property determined under clause (A), the consideration for the supply of the service in respect of the property, and

(iii) where the registrant has caused physical possession of the property to be transferred to the non-resident person or a consignee, the total of

(A) the fair market value of the property at that time, and

(B) where the registrant supplied a service in respect of the property to the non-resident person and the consideration for the supply is not included in the fair market value of the property determined under clause (A), that consideration, and

(*d*) where the registrant made a supply of a service referred to in subparagraph (*a*)(i) in respect of the property to the non-resident person, the registrant shall be deemed not to have made that supply of the service.

les présomptions suivantes s'appliquent :

c) l'inscrit est réputé avoir effectué, au profit de la personne non-résidente, et celle-ci, avoir reçu de l'inscrit, une fourniture taxable du bien pour une contrepartie, qui devient due et est payée au moment donné, égale au montant suivant :

(i) si l'inscrit a fait transférer la possession matérielle du bien à un consignataire et si le bien n'est pas fourni à celui-ci pour une contrepartie, zéro,

(ii) si l'inscrit a fait transférer la possession matérielle du bien à un consignataire et si le bien est fourni à celui-ci pour une contrepartie, le total des montants suivants :

(A) la juste valeur marchande du bien au moment donné,

(B) si l'inscrit a fourni à la personne non-résidente un service relatif au bien et si la contrepartie de la fourniture n'est pas incluse dans la juste valeur marchande du bien, déterminée selon la division (A), la contrepartie de la fourniture du service relatif au bien,

(iii) si l'inscrit a fait transférer la possession matérielle du bien à la personne non-résidente ou à un consignataire, le total des montants suivants :

(A) la juste valeur marchande du bien au moment donné,

(B) si l'inscrit a fourni à la personne non-résidente un service relatif au bien et si la contrepartie de la fourniture n'est pas incluse dans la juste valeur marchande du bien, déterminée selon la division (A), cette contrepartie;

d) l'inscrit est réputé ne pas avoir fourni à la personne non-résidente un service visé au sous-alinéa *a*)(i) relativement au bien.

Exception where delivery to registrant consignee of a non-resident

(2) For the purposes of this Part, where

(*a*) a registrant, under an agreement between the registrant and a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V,

(i) makes a taxable supply in Canada of tangible personal property by way of sale, or a taxable supply in Canada of a service of manufacturing or producing tangible personal property, to the non-resident person, or acquires physical possession of tangible personal property (other than property of a person who is resident in Canada) for the purpose of making a taxable supply of a commercial service in respect of the property to the non-resident person, and

(ii) causes physical possession of the property to be transferred, at a place in Canada, to a third person (in this subsection referred to as the "consignee") who is registered under Subdivision d of Division V,

(*b*) the non-resident person is not a consumer of the property or service supplied by the registrant under the agreement, and

(*c*) the consignee gives to the registrant, and the registrant retains, a certificate that

(i) states the consignee's name and registration number assigned under subsection 241(1), and

(ii) acknowledges that the consignee, on taking physical possession of the property, is assuming liability to pay or remit any amount that is or may become payable or remittable by the consignee under subsection (1) or Division IV in respect of the property,

subsection (1) does not apply to a supply referred to in subparagraph (*a*)(i) and, except in the case of a supply of a service of storing or shipping the property, any supply made by the registrant and referred to in that subparagraph shall be deemed to have been made outside Canada.

Exception en cas de livraison à un inscrit

(2) Pour l'application de la présente partie, le paragraphe (1) ne s'applique pas à la fourniture visée au sous-alinéa *a*)(i) si les conditions suivantes sont réunies :

a) un inscrit, en application d'une convention qu'il a conclue avec une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V :

(i) effectue au Canada, au profit de la personne non-résidente, la fourniture taxable d'un bien meuble corporel par vente ou d'un service qui consiste à fabriquer ou à produire un tel bien, ou acquiert la possession matérielle d'un bien meuble corporel (sauf un bien d'une personne qui réside au Canada) en vue d'effectuer, au profit de celle-ci, la fourniture taxable d'un service commercial relatif au bien,

(ii) fait transférer, au Canada, la possession matérielle du bien à un tiers (appelé « consignataire » au présent paragraphe) qui est inscrit aux termes de la sous-section d de la section V;

b) la personne non-résidente n'est pas consommatrice du bien ou du service fourni par l'inscrit aux termes de la convention;

c) le consignataire remet à l'inscrit un certificat qui, à la fois :

(i) indique le nom du consignataire et le numéro d'inscription qui lui a été attribué en application du paragraphe 241(1),

(ii) reconnaît que le consignataire, en prenant possession matérielle du bien, assume l'obligation de payer ou de verser un montant qui est ou peut devenir payable ou à verser par lui en vertu du paragraphe (1) ou de la section IV relativement au bien.

L'inscrit est tenu de conserver le certificat; de plus, il est réputé avoir effectué la fourniture à l'étranger, sauf s'il s'agit d'une fourniture qui consiste à entreposer ou à expédier le bien.

Exception where export

(3) For the purposes of this Part, where

(*a*) a registrant, under an agreement between the registrant and a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V,

(i) makes a taxable supply in Canada of tangible personal property by way of sale to the non-resident person,

(ii) makes a taxable supply in Canada of a service of manufacturing or producing tangible personal property to the non-resident person, or

(iii) acquires physical possession of tangible personal property (other than the property of a person who is resident in Canada) for the purpose of making a taxable supply of a commercial service in respect of the property to the non-resident person,

(*b*) the non-resident person is not a consumer of the property or service supplied by the registrant under the agreement, and

(*c*) either

(i) the registrant causes physical possession of the property to be transferred to a person at a place outside Canada or to a carrier, or the registrant mails the property, for export and delivery to a person at a place outside Canada, or

(ii) all of the following conditions are met:

(A) the registrant causes physical possession of the property to be transferred at a place in Canada to the non-resident person or any other person (each of whom is referred to in this subparagraph as the "exporter") for export,

(B) after physical possession of the property is transferred to the exporter, the exporter exports the property as soon as is reasonable having regard to the circumstances surrounding the exportation and, where applicable, the normal business practices of the exporter and the owner of the property,

Exception en cas d'exportation

(3) Pour l'application de la présente partie, le paragraphe (1) ne s'applique pas aux fournitures visées à l'alinéa *a*) si les conditions suivantes sont réunies :

a) un inscrit, en application d'une convention qu'il a conclue avec une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V :

(i) effectue, au Canada, la fourniture taxable d'un bien meuble corporel par vente au profit de la personne non-résidente,

(ii) effectue, au Canada, la fourniture taxable d'un service de fabrication ou de production d'un bien meuble corporel au profit de la personne non-résidente,

(iii) acquiert la possession matérielle d'un bien meuble corporel (sauf un bien d'une personne qui réside au Canada) en vue d'effectuer, au profit de celle-ci, la fourniture taxable d'un service commercial relatif au bien;

b) la personne non-résidente n'est pas consommatrice du bien ou du service fourni par l'inscrit aux termes de la convention;

c) l'une ou l'autre des situations suivantes se présente :

(i) l'inscrit fait transférer la possession matérielle du bien soit à une personne à un endroit à l'étranger, soit à un transporteur, ou expédie le bien par la poste, en vue de son exportation et de sa livraison à l'étranger,

(ii) toutes les conditions suivantes sont réunies :

(A) l'inscrit fait transférer la possession matérielle du bien au Canada à la personne non-résidente ou à toute autre personne (chacune étant appelée « exportateur » au présent sous-alinéa) pour exportation,

(B) une fois la possession matérielle du bien transférée à l'exportateur, celui-ci exporte le bien dans un délai raisonnable, compte tenu des circonstances entourant l'exportation et, le cas échéant, des pratiques commerciales courantes de l'exportateur et du propriétaire du bien,

(C) the property has not been acquired by the non-resident person or any owner of the property for consumption, use or supply in Canada at any time after physical possession of the property is transferred to the exporter and before the property is exported,

(D) after physical possession of the property is transferred to the exporter and before the property is exported, the property is not further processed, transformed or altered except to the extent reasonably necessary or incidental to its transportation, and

(E) the registrant maintains evidence satisfactory to the Minister of the exportation of the property or, where the exporter is authorized under subsection 221.1(2), the exporter provides the registrant with a certificate in which the exporter certifies that the property will be exported in the circumstances described in clauses (B) to (D),

subsection (1) does not apply to a supply referred to in paragraph (a) and, except in the case of a supply of a service of storing or shipping the property, any supply made by the registrant and referred to in that paragraph shall be deemed to have been made outside Canada.

(C) le bien n'a pas été acquis par la personne non-résidente ou par un propriétaire du bien pour consommation, utilisation ou fourniture, au Canada, à un moment donné entre le transfert de la possession matérielle du bien à l'exportateur et son exportation,

(D) entre le transfert de la possession matérielle du bien à l'exportateur et son exportation, le bien ne subit pas d'autres traitements, transformations ou modifications, sauf dans la mesure qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaire ou accessoire à son transport,

(E) l'inscrit tient des documents propres à convaincre le ministre que le bien a été exporté ou l'exportateur, s'il s'est fait accorder l'autorisation prévue au paragraphe 221.1(2), remet à l'inscrit un certificat dans lequel il déclare que le bien sera exporté dans les circonstances visées aux divisions (B) à (D).

De plus, l'inscrit est réputé avoir effectué les fournitures visées à l'alinéa *a*) à l'étranger, sauf s'il s'agit de fournitures qui consistent à entreposer ou à expédier le bien.

Retention of possession

(4) For the purposes of this section, section 180 and paragraph (*b*) of the definition "imported taxable supply" in section 217, where

(*a*) a particular registrant at any time transfers ownership of tangible personal property to a non-resident person, who is not registered under Subdivision d of Division V, under an agreement for the supply of the property, and

(*b*) the particular registrant, or another registrant who has physical possession of the property at that time, retains physical possession of the property after that time for the purpose of

(i) transferring physical possession of the property to the non-resident person, a person (in this paragraph referred to as a "subsequent purchaser") who subse-

Maintien de la possession

(4) Pour l'application du présent article, de l'article 180 et de l'alinéa *b*) de la définition de « fourniture taxable importée » à l'article 217, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) un inscrit transfère, à un moment donné, la propriété d'un bien meuble corporel à une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V en application d'une convention concernant la fourniture du bien,

b) l'inscrit, ou un autre inscrit qui a la possession matérielle du bien au moment donné, demeure en possession matérielle du bien après ce moment en vue :

(i) soit de transférer la possession matérielle du bien à la personne non-résidente, à une personne qui acquiert ultérieurement la propriété du bien ou à une

quently acquires ownership of the property or a person designated by the non-resident person or a subsequent purchaser,

(ii) making a supply of a commercial service in respect of the property to the non-resident person or a subsequent purchaser, or

(iii) consumption, use or supply by that registrant under an agreement for a supply of the property made by way of sale or lease to that registrant by the non-resident person, by a subsequent purchaser or by a lessee or sub-lessee of the non-resident person or of the subsequent purchaser,

the following rules apply:

(*c*) where the particular registrant so retains physical possession of the property after that time, the particular registrant shall be deemed to have transferred physical possession of the property at that time to another registrant and to have obtained a certificate of the other registrant described in paragraph (2)(*c*) and to have acquired physical possession of the property at that time for the purpose referred to in paragraph (*b*), and

(*d*) where another registrant so retains physical possession of the property after that time, the particular registrant shall be deemed to have transferred physical possession of the property at that time to the other registrant and the other registrant shall be deemed to have acquired physical possession of the property at that time for the purpose referred to in paragraph (*b*).

personne désignée par la personne non-résidente ou par la personne qui acquiert ultérieurement la propriété du bien,

(ii) soit de fournir un service commercial relatif au bien à la personne non-résidente ou à une autre personne qui acquiert ultérieurement la propriété du bien,

(iii) soit de consommer, d'utiliser ou de fournir le bien aux termes d'une convention que la personne non-résidente, une personne qui acquiert ultérieurement la propriété du bien ou un locataire ou sous-locataire de l'une de ces personnes conclut en vue de fournir le bien par vente ou location à l'inscrit,

les présomptions suivantes s'appliquent :

c) l'inscrit, s'il conserve ainsi la possession matérielle du bien après le moment donné, est réputé l'avoir transférée à ce moment à un autre inscrit, avoir obtenu de celui-ci le certificat visé à l'alinéa (2)*c*) et avoir acquis la possession matérielle du bien à ce moment aux fins visées à l'alinéa *b*);

d) l'inscrit est réputé, si un autre inscrit conserve ainsi la possession matérielle du bien après le moment donné, l'avoir transférée à ce dernier à ce moment; l'autre inscrit est alors réputé avoir acquis la possession matérielle du bien à ce moment aux fins visées à l'alinéa *b*).

Transfer of possession to carrier

(5) For the purposes of this section, section 180 and paragraph (*b*) of the definition "imported taxable supply" in section 217, where a registrant at any time transfers physical possession of tangible personal property to a carrier solely for the purpose of shipping the property,

(*a*) where, under the agreement with the carrier for shipping the property, the carrier is required to transfer physical possession of the property to a person, other than the registrant,

Transfert de la possession au transporteur

(5) Pour l'application du présent article, de l'article 180 et de l'alinéa *b*) de la définition de « fourniture taxable importée » à l'article 217, lorsqu'un inscrit transfère, à un moment donné, la possession matérielle d'un bien meuble corporel à un transporteur uniquement en vue de l'expédition du bien, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) si, aux termes de la convention conclue avec le transporteur concernant l'expédition du bien, le transporteur est tenu de transférer la possession matérielle du bien à une personne autre que l'inscrit :

(i) the registrant shall be deemed to have transferred physical possession of the property to that person at that time and that person shall be deemed to have acquired physical possession of the property at that time, and

(ii) the registrant shall be deemed not to have transferred physical possession of the property to the carrier and the carrier shall be deemed not to have acquired physical possession of the property; and

(*b*) where, under the agreement with the carrier for shipping the property, the carrier is required to transfer physical possession of the property to the registrant, the registrant shall be deemed to retain physical possession of the property, and the carrier shall be deemed not to have acquired physical possession of the property, throughout the period beginning at that time and ending at the time the carrier transfers physical possession of the property to the registrant.

(i) l'inscrit est réputé avoir transféré la possession matérielle du bien à cette personne au moment donné, et celle-ci est réputée l'avoir acquise à ce moment,

(ii) l'inscrit est réputé ne pas avoir transféré la possession matérielle du bien au transporteur, et celui-ci est réputé ne pas l'avoir acquise;

b) si, aux termes de la convention conclue avec le transporteur concernant l'expédition du bien, le transporteur est tenu de transférer la possession matérielle du bien à l'inscrit, celui-ci est réputé conserver la possession matérielle du bien, et le transporteur est réputé ne pas l'avoir acquise, durant la période allant du moment donné jusqu'au moment où le transporteur transfère la possession matérielle du bien à l'inscrit.

(2) All that portion of paragraph 179(4)(*b*) of the said Act preceding subparagraph (i) thereof, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(*b*) the particular registrant, or another registrant who has physical possession of the property at that time and who gives the particular registrant a certificate described in paragraph (2)(*c*), retains physical possession of the property after that time for the purpose of

(2) Le passage de l'alinéa 179(4)*b*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) l'inscrit, ou un autre inscrit qui a la possession matérielle du bien au moment donné et qui remet à l'inscrit le certificat visé à l'alinéa (2)*c*), conserve la possession matérielle du bien après ce moment en vue :

(3) Subsection 179(5) of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 179(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Transfer of possession to bailee

(5) For the purposes of this section, section 180 and paragraph (*b*) of the definition "imported taxable supply" in section 217, where a registrant at any time transfers physical possession of tangible personal property to a bailee solely for the purpose of storing or shipping the property and either

(*a*) the bailee is a carrier to whom physical possession of the property has been transferred solely for the purpose of shipping the property, or

Transfert de la possession au dépositaire

(5) Pour l'application du présent article, de l'article 180 et de l'alinéa *b*) de la définition de « fourniture taxable importée » à l'article 217, lorsqu'un inscrit transfère, à un moment donné, la possession matérielle d'un bien meuble corporel à une personne qui est dépositaire ou transporteur (appelée « dépositaire » au présent paragraphe) uniquement en vue de l'entreposage ou de l'expédition du bien et que le dépositaire soit est un transporteur auquel la possession matérielle du bien a

(*b*) the bailee has not, at or before that time, given the registrant a certificate described in paragraph (2)(*c*),

the following rules apply:

(*c*) where, under the agreement with the bailee for storing or shipping the property, the bailee is required to transfer physical possession of the property to a person, other than the registrant, who is named at that time in the agreement,

(i) the registrant shall be deemed to have transferred physical possession of the property to that person at that time and that person shall be deemed to have acquired physical possession of the property at that time, and

(ii) the registrant shall be deemed not to have transferred physical possession of the property to the bailee and the bailee shall be deemed not to have acquired physical possession of the property, and

(*d*) where, under the agreement with the bailee for storing or shipping the property, the bailee is required to transfer physical possession of the property to the registrant or to another person (in this paragraph referred to as the "consignee") who is to be identified at a later time,

(i) the registrant shall be deemed to retain physical possession of the property, and the bailee shall be deemed not to have acquired physical possession of the property, throughout the period beginning at that time and ending at the earliest of

(A) the time the consignee becomes identified,

(B) the time the bailee transfers physical possession of the property to the registrant, and

(C) where the bailee is not a carrier to whom physical possession of the property has been transferred for the sole purpose of shipping the property, the time the bailee gives the registrant a certificate of the bailee described in paragraph (2)(*c*),

(ii) where the bailee is not a carrier to whom physical possession of the property has been transferred for the sole purpose of shipping the property, the time the bailee has not, at or before that time, given the registrant a certificate described in paragraph (2)(*c*),

été transférée uniquement en vue de l'expédition du bien, soit n'avait pas, au moment donné, remis à l'inscrit le certificat visé à l'alinéa (2)*c*), les présomptions suivantes s'appliquent :

a) si, aux termes de la convention conclue avec le dépositaire concernant l'entreposage ou l'expédition du bien, le dépositaire est tenu de transférer la possession matérielle du bien à une personne, autre que l'inscrit, désignée nommément dans la convention au moment donné :

(i) l'inscrit est réputé avoir transféré la possession matérielle du bien à cette personne au moment donné, et celle-ci est réputée l'avoir acquise à ce moment,

(ii) l'inscrit est réputé ne pas avoir transféré la possession matérielle du bien au dépositaire, et celui-ci est réputé ne pas l'avoir acquise;

b) si, aux termes de la convention conclue avec le dépositaire concernant l'entreposage ou l'expédition du bien, le dépositaire est tenu de transférer la possession matérielle du bien à l'inscrit ou à une autre personne (appelée « consignataire » au présent alinéa) à identifier plus tard :

(i) l'inscrit est réputé conserver la possession matérielle du bien, et le dépositaire est réputé ne pas l'avoir acquise, durant la période allant du moment donné jusqu'au premier en date des moments suivants :

(A) le moment où le consignataire est identifié,

(B) le moment où le dépositaire transfère la possession matérielle du bien à l'inscrit,

(C) si le dépositaire n'est pas un transporteur auquel la possession matérielle du bien a été transférée uniquement en vue de l'expédition du bien, le moment où le dépositaire remet à l'inscrit le certificat visé à l'alinéa (2)*c*),

(ii) si le dépositaire n'est pas un transporteur auquel la possession matérielle du bien a été transférée uniquement en vue

ty has been transferred for the sole purpose of shipping the property and the bailee, at a particular time before the time the consignee becomes identified, gives the registrant a certificate of the bailee described in paragraph (2)(*c*), the registrant shall be deemed to have transferred physical possession of the property to the bailee at the particular time and the bailee shall be deemed to have acquired physical possession of the property at the particular time for the purpose of making a supply of a commercial service in respect of the property to the owner of the property under an agreement with the owner, and

(iii) where the consignee becomes identified at a particular time before the bailee gives the registrant a certificate of the bailee described in paragraph (2)(*c*) in circumstances described in subparagraph (ii), the registrant shall be deemed to have transferred physical possession of the property to the consignee at the particular time and the consignee shall be deemed to have acquired physical possession of the property at the particular time,

and, for the purposes of this paragraph, a consignee becomes identified at the earliest of

(iv) the time the registrant gives the consignee such documents in writing as are sufficient to enable the consignee to require the bailee to transfer physical possession of the property to the consignee,

(v) the time the registrant directs the bailee in writing to transfer physical possession of the property to the consignee, and

(vi) the time the bailee transfers physical possession of the property to the consignee.

de l'expédition du bien et s'il remet à l'inscrit, à un moment quelconque avant l'identification du consignataire, le certificat visé à l'alinéa (2)*c*), l'inscrit est réputé avoir transféré la possession matérielle du bien au dépositaire à ce moment, et celui-ci est réputé l'avoir acquise à ce moment en vue de fournir au propriétaire du bien un service commercial relatif au bien aux termes d'une convention conclue avec lui,

(iii) si le consignataire est identifié à un moment quelconque avant que le dépositaire ne remette à l'inscrit le certificat visé à l'alinéa (2)*c*) dans les circonstances visées au sous-alinéa (ii), l'inscrit est réputé avoir transféré la possession matérielle du bien au consignataire à ce moment, et celui-ci est réputé l'avoir acquise à ce moment.

Pour l'application du présent alinéa, un consignataire est identifié au premier en date des moments suivants :

(iv) le moment où l'inscrit remet au consignataire les documents dont il a besoin pour obtenir que le dépositaire lui transfère la possession matérielle du bien,

(v) le moment où l'inscrit ordonne par écrit au dépositaire de transférer la possession matérielle du bien au consignataire,

(vi) le moment où le dépositaire transfère la possession matérielle du bien au consignataire.

Goods transferred to bailee by non-resident

(6) For the purposes of this section, section 180 and paragraph (*b*) of the definition "imported taxable supply" in section 217, where a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V

(6) Pour l'application du présent article, de l'article 180 et de l'alinéa *b*) de la définition de « fourniture taxable importée » à l'article 217, lorsqu'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section

Produits transférés au dépositaire par un non-résident

transfers physical possession of tangible personal property to a bailee who is a registrant for the sole purpose of storing or shipping the property and the bailee

(*a*) is a carrier who is acquiring physical possession of the property for the sole purpose of shipping the property, or

(*b*) does not claim an input tax credit in respect of the acquisition or importation of the property,

the bailee shall be deemed not to have acquired physical possession of the property.

d de la section V transfère à une personne donnée — dépositaire ou transporteur — qui est un inscrit la possession matérielle d'un bien meuble corporel uniquement en vue de l'entreposage ou de l'expédition du bien, la personne donnée est réputée ne pas avoir acquis la possession matérielle du bien si, selon le cas :

a) elle est un transporteur qui acquiert la possession matérielle du bien uniquement en vue de l'expédition du bien;

b) elle ne demande pas de crédit de taxe sur les intrants relativement à l'acquisition ou à l'importation du bien.

(4) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) where a registrant who delivered property to a person in Canada before March 28, 1991 was deemed to have made a supply of the property, and to have collected tax in respect of the supply, under section 179 of the said Act as that section read before this Act was assented to, and the registrant included an amount as or on account of that tax in determining the net tax of the registrant for a reporting period of the registrant beginning before that date, that section applies to the delivery of the property as if this section had not come into force; and

(*b*) paragraph 179(2)(*c*) of the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to a registrant in respect of particular property where the registrant, before October 30, 1992, transfers physical possession of the particular property to a person who is registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the said Act.

(4) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) lorsque l'inscrit qui a livré un bien à une personne au Canada avant le 28 mars 1991 est réputé avoir fourni le bien, et avoir perçu la taxe relative à la fourniture, en application de l'article 179 de la même loi dans sa version applicable avant la sanction de la présente loi, et qu'il a inclus un montant au titre de cette taxe dans le calcul de sa taxe nette pour une de ses périodes de déclaration commençant avant cette date, cet article s'applique à la livraison du bien comme si le présent article n'était pas entré en vigueur;**

***b*) l'alinéa 179(2)*c*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas à un inscrit relativement à un bien si l'inscrit, avant le 30 octobre 1992, transfère la possession matérielle du bien à une personne qui est inscrite aux termes de la sous-section d de la section V de la partie IX de la même loi.**

(5) Subsections (2) and (3) shall be deemed to have come into force on October 30, 1992.

(5) Les paragraphes (2) et (3) sont réputés entrés en vigueur le 30 octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

45. (1) Section 180 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

45. (1) L'article 180 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Receipt of property from non-resident

180. For the purposes of determining an input tax credit of, or the amount of a rebate payable under section 259 or 260 to, a particular person, where a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V

(*a*) either

(i) makes a supply of tangible personal property to the particular person and delivers the property, or makes it available, in Canada to the particular person before the property is used in Canada by or on behalf of the non-resident person, or

(ii) where the particular person is a registrant, causes physical possession of tangible personal property to be transferred in Canada to the particular person in circumstances in which the particular person is acquiring physical possession of the property for the purpose of making a taxable supply of a commercial service in respect of the property to the non-resident person,

(*b*) has paid tax under Division III in respect of the importation of the property or has paid tax in respect of a supply of the property deemed under subsection 179(1) to have been made by a registrant, and

(*c*) provides to the particular person evidence, satisfactory to the Minister, that the tax has been paid,

the particular person shall be deemed

(*d*) to have paid, at the time the non-resident person paid that tax, tax in respect of a supply of the property to the particular person equal to that tax, and

(*e*) in a case described in subparagraph (*a*)(ii), to have acquired the property for use exclusively in commercial activities of the particular person.

Réception d'un bien d'un non-résident

180. Aux fins du calcul du crédit de taxe sur les intrants d'une personne donnée ou du montant du remboursement payable à cette personne en vertu des articles 259 ou 260, lorsqu'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V :

a) selon le cas :

(i) fournit un bien meuble corporel à la personne donnée et le lui livre au Canada, ou l'y met à sa disposition, avant qu'il n'y soit utilisé par elle ou pour son compte,

(ii) si la personne donnée est un inscrit, lui fait transférer, au Canada, la possession matérielle d'un bien meuble corporel dans des circonstances telles qu'elle l'acquiert en vue d'effectuer, au profit de la personne non-résidente, la fourniture taxable d'un service commercial relatif au bien,

b) a payé la taxe prévue à la section III relativement à l'importation du bien ou a payé la taxe relative à la fourniture du bien qui est réputée, par le paragraphe 179(1), avoir été effectuée par un inscrit,

c) remet à l'inscrit des documents propres à convaincre le ministre que la taxe a été payée,

la personne donnée est réputée :

d) avoir payé, au moment où la personne non-résidente a payé cette taxe et relativement à une fourniture du bien effectuée au profit de la personne donnée, une taxe égale à cette taxe;

e) dans le cas visé au sous-alinéa *a*)(ii), avoir acquis le bien pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

46. (1) Sections 181 and 182 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

46. (1) Les articles 181 et 182 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Meaning of "coupon"

181. (1) In this section, "coupon" includes a voucher, receipt, ticket or other device but does not include a gift certificate.

Acceptance of reimbursable coupon

(2) For the purposes of this Part, other than subsection 223(1), where at any time a registrant accepts, in full or partial consideration for a taxable supply of property or a service (other than a zero-rated supply), a coupon that entitles the recipient of the supply to a reduction of the price of the property or service equal to a fixed dollar amount specified in the coupon (in this subsection referred to as the "coupon value") and the registrant can reasonably expect to be paid an amount for the redemption of the coupon by another person, the following rules apply:

(*a*) the tax collectible by the registrant in respect of the supply shall be deemed to be the tax that would be collectible if the coupon were not accepted;

(*b*) the registrant shall be deemed to have collected, at that time, a portion of the tax collectible equal to the tax fraction of the coupon value; and

(*c*) the tax payable by the recipient in respect of the supply shall be deemed to be the amount determined by the formula

A - B

where

A is the tax collectible by the registrant in respect of the supply, and

B is the tax fraction of the coupon value.

Acceptance of non-reimbursable coupon

(3) Where at any time a registrant accepts, in full or partial consideration for a taxable supply of property or a service (other than a zero-rated supply), a coupon that entitles the recipient of the supply to a reduction of the price of the property or service equal to a fixed dollar amount specified in the coupon (in this subsection referred to as the "coupon value") and the registrant can reasonably expect not to be paid an amount for the redemption of the coupon by another person, the registrant shall, for the purposes of this Part, treat the coupon

(*a*) as reducing the value of the consideration for the supply as provided for in subsection (4); or

Définition de « bon »

181. (1) Pour l'application du présent article, sont assimilés à des bons les pièces justificatives, les reçus, les billets et les autres pièces, à l'exclusion des certificats-cadeaux.

Acceptation d'un bon remboursable

(2) Pour l'application de la présente partie, sauf le paragraphe 223(1), lorsqu'un inscrit accepte, en contrepartie, même partielle, de la fourniture taxable d'un bien ou d'un service, sauf une fourniture détaxée, un bon qui permet à l'acquéreur de bénéficier d'une réduction du prix du bien ou du service égale au montant fixe indiqué sur le bon (appelé « valeur du bon » au présent paragraphe) et que l'inscrit peut raisonnablement s'attendre à recevoir un montant pour le rachat du bon, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) la taxe percevable par l'inscrit relativement à la fourniture est réputée égale à celle qui serait percevable s'il n'acceptait pas le bon;

b) l'inscrit est réputé avoir perçu, au moment de l'acceptation du bon, la partie de la taxe percevable qui correspond à la fraction de taxe de la valeur du bon;

c) la taxe payable par l'acquéreur relativement à la fourniture est réputée égale au montant calculé selon la formule suivante :

A - B

où :

A représente la taxe percevable par l'inscrit relativement à la fourniture,

B la fraction de taxe de la valeur du bon.

Acceptation d'un bon non remboursable

(3) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui accepte, en contrepartie, même partielle, de la fourniture taxable d'un bien ou d'un service, sauf une fourniture détaxée, un bon qui permet à l'acquéreur de bénéficier d'une réduction sur le prix du bien ou du service égale au montant fixe indiqué sur le bon (appelé « valeur du bon » au présent paragraphe) et qui peut raisonnablement s'attendre à ne pas recevoir de montant pour le rachat du bon doit considérer que le bon :

a) soit réduit la valeur de la contrepartie de la fourniture en conformité avec le paragraphe (4);

(*b*) as a partial cash payment that does not reduce the value of the consideration, in which event subsection (2) applies and the registrant may claim an input tax credit for the reporting period of the registrant that includes that time equal to the tax fraction of the coupon value.

b) soit représente un paiement au comptant partiel qui ne réduit pas la valeur de la contrepartie, auquel cas le paragraphe (2) s'applique et l'inscrit peut demander, pour sa période de déclaration qui comprend le moment de l'acceptation du bon, un crédit de taxe sur les intrants égal à la fraction de taxe de la valeur du bon.

Acceptance of other coupons

(4) For the purposes of this Part, where a registrant accepts, in full or partial consideration for a supply of property or a service, a coupon that may be exchanged for the property or service or that entitles the recipient of the supply to a reduction of, or a discount on, the price of the property or service and subsection (2) does not apply in respect of the coupon, the value of the consideration for the supply shall be deemed to be the amount, if any, by which the value of the consideration for the supply as otherwise determined for the purposes of this Part exceeds the discount or exchange value of the coupon.

Acceptation d'autres bons

(4) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un inscrit accepte, en contrepartie, même partielle, de la fourniture d'un bien ou d'un service, un bon auquel le paragraphe (2) ne s'applique pas et qui est échangeable contre le bien ou le service ou qui permet à l'acquéreur de bénéficier d'une réduction ou d'un rabais sur le prix du bien ou du service, la valeur de la contrepartie de la fourniture est réputée égale à l'excédent éventuel de cette valeur, déterminée par ailleurs pour l'application de la présente partie, sur la valeur de rabais ou d'échange du bon.

Redemption of coupon

(5) For the purposes of this Part, where a supplier who is a registrant, in full or partial consideration for a taxable supply of property or a service (other than a zero-rated supply), accepts a coupon that may be exchanged for the property or service or that entitles the recipient of the supply to a reduction of, or a discount on, the price of the property or service, and a particular person at any time pays, in the course of a commercial activity of the particular person, an amount to the supplier for the redemption of the coupon, the following rules apply:

(*a*) the amount shall be deemed not to be consideration for a supply;

(*b*) the payment and receipt of the amount shall be deemed not to be a financial service; and

(*c*) where the coupon entitled the recipient to a reduction of the price of the property or service equal to a fixed dollar amount specified in the coupon, the particular person, if a registrant (other than a registrant who is a prescribed registrant for the purposes of subsection 188(5)) at that time, may claim an input tax credit for the reporting period of that particular person

Rachat du bon

(5) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un fournisseur qui est un inscrit accepte, en contrepartie, même partielle, de la fourniture taxable d'un bien ou d'un service (sauf une fourniture détaxée), un bon qui est échangeable contre le bien ou le service ou qui permet à l'acquéreur de bénéficier d'une réduction ou d'un rabais sur le prix du bien ou du service, et qu'une autre personne verse dans le cadre de ses activités commerciales un montant au fournisseur pour racheter le bon, les règles suivantes s'appliquent :

a) le montant est réputé ne pas être la contrepartie d'une fourniture;

b) le versement et la réception du montant sont réputés ne pas être des services financiers;

c) lorsque le bon permet à l'acquéreur de bénéficier d'une réduction sur le prix du bien ou du service égale au montant fixe indiqué sur le bon, l'autre personne, si elle est un inscrit (sauf un inscrit visé par règlement pour l'application du paragraphe 188(5)) au moment du versement, peut demander, pour sa période de déclaration qui comprend ce moment, un crédit de taxe sur les intrants égal à la fraction de taxe de

that includes that time equal to the tax fraction of that amount, unless all or part of that amount is an amount of an adjustment, refund or credit to which subsection 232(3) applies.

ce montant, sauf si tout ou partie de ce montant représente le montant d'un redressement, d'un remboursement ou d'un crédit auquel le paragraphe 232(3) s'applique.

Rebates

181.1 Where

(*a*) a supplier makes a taxable supply in Canada of property or a service (other than a zero-rated supply),

(*b*) a particular person acquires the property or service, either from the supplier or from another person, and is, at a particular time, paid a rebate by the supplier in respect of the property or service, and

(*c*) subsection 232(3) does not apply to the rebate,

the following rules apply:

(*d*) where the supply by the supplier was made at a time when the supplier was a registrant, for the purpose of determining an input tax credit, the supplier shall be deemed to have received a taxable supply of a service for use exclusively in a commercial activity of the supplier and to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the tax fraction of the amount of the rebate, and

(*e*) where the particular person is a registrant who was entitled to claim an input tax credit, or a rebate under Division VI, in respect of the acquisition of the property or service, the particular person shall be deemed, for the purposes of this Part, to have made a taxable supply and to have collected, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

Remises

181.1 Lorsqu'un fournisseur effectue au Canada la fourniture taxable, sauf une fourniture détaxée, d'un bien ou d'un service qu'une personne acquiert du fournisseur ou de quelqu'un d'autre et verse à la personne, relativement au bien ou au service, une remise à laquelle le paragraphe 232(3) ne s'applique pas, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) s'il est un inscrit au moment de la fourniture, le fournisseur est réputé, aux fins du calcul d'un crédit de taxe sur les intrants, avoir reçu la fourniture taxable d'un service pour utilisation exclusive dans le cadre de son activité commerciale et avoir payé, au moment du versement de la remise et relativement à la fourniture, la taxe égale à la fraction de taxe de la remise;

b) pour l'application de la présente partie, la personne est réputée, si elle est un inscrit qui peut demander un crédit de taxe sur les intrants, ou un remboursement en vertu de la section VI, relativement à l'acquisition, avoir effectué une fourniture taxable et avoir perçu, au moment du versement de la remise, la taxe relative à la fourniture, calculée selon la formule suivante :

$$\frac{A \times B \times D}{C}$$

where

A is the tax fraction,

B is the input tax credit or rebate under Division VI that the particular person was entitled to claim in respect of the acquisition of the property or service,

$$\frac{A \times B \times D}{C}$$

où :

A représente la fraction de taxe,

B le crédit de taxe sur les intrants ou le remboursement visé à la section VI que la personne pouvait demander relativement à l'acquisition,

C is the tax payable by the particular person in respect of the acquisition of the property or service, and

D is the amount of the rebate paid to the particular person by the supplier.

C la taxe payable par elle relativement à l'acquisition,

D la remise que le fournisseur lui a versée.

Gift certificates

181.2 For the purposes of this Part, the issuance or sale of a gift certificate for consideration shall be deemed not to be a supply and, when given as consideration for a supply of property or a service, the gift certificate shall be deemed to be money.

Certificats-cadeaux

181.2 Pour l'application de la présente partie, la délivrance ou la vente d'un certificat-cadeau à titre onéreux est réputée ne pas être une fourniture. Toutefois, le certificat-cadeau donné en contrepartie de la fourniture d'un bien ou d'un service est réputé être de l'argent.

Forfeiture

182. (1) For the purposes of this Part, where at any time, as a consequence of the breach, modification or termination after 1990 of an agreement for the making of a taxable supply (other than a zero-rated supply) of property or a service in Canada by a registrant, an amount is paid or forfeited by a person to the registrant otherwise than as consideration for the supply,

(*a*) the registrant shall be deemed to have made to the person, and the person shall be deemed to have received from the registrant, a taxable supply of the property or service for consideration equal to the consideration fraction of the amount paid or forfeited, as the case may be; and

(*b*) except where the agreement was entered into in writing before 1991, the amount is paid or forfeited, as the case may be, after 1992 and tax in respect of the amount was not contemplated in the agreement, the registrant shall be deemed to have collected, and the person shall be deemed to have paid, at that time, tax in respect of the supply calculated on that consideration.

Renonciation

182. (1) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où, à un moment donné, par suite de l'inexécution, de la modification ou de l'annulation, après 1990, d'une convention portant sur la réalisation d'une fourniture taxable au Canada, sauf une fourniture détaxée, par un inscrit, un montant est payé par une personne à l'inscrit, ou fait l'objet d'une renonciation par une personne en faveur de l'inscrit, autrement qu'à titre de contrepartie de la fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) l'inscrit est réputé avoir effectué au profit de la personne, et celle-ci avoir reçu de l'inscrit, une fourniture taxable pour une contrepartie égale à la fraction de contrepartie du montant payé ou ayant fait l'objet de la renonciation;

b) à moins que la convention n'ait été conclue par écrit avant 1991, que le montant n'ait été payé ou n'ait fait l'objet d'une renonciation après 1992 et que la taxe relative au montant n'ait pas été prévue par la convention, l'inscrit est réputé avoir perçu, et la personne avoir payé, au moment donné et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur cette contrepartie.

Extinguishing debt, etc.

(2) For the purposes of this Part, where at any time, as a consequence of the breach, modification or termination after 1990 of an agreement for the making of a taxable supply (other than a zero-rated supply) of property or a service in Canada by or to a registrant, a debt or other obligation (other than consideration for the supply) of the registrant to a person is reduced or extinguished without payment on account of the debt or obligation,

Remise de dette

(2) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où, à un moment donné, par suite de l'inexécution, de la modification ou de l'annulation, après 1990, d'une convention portant sur la réalisation d'une fourniture taxable au Canada, sauf une fourniture détaxée, par un inscrit ou à son profit, une dette ou autre obligation (sauf la contrepartie de la fourniture) de l'inscrit envers une personne est réduite ou remise sans paiement au titre de la

(*a*) the registrant shall be deemed to have made to the person, and the person shall be deemed to have received from the registrant, a taxable supply of the property or service for consideration equal to the consideration fraction of the amount extinguished or by which the debt or obligation was reduced, as the case may be; and

(*b*) except where the agreement was entered into in writing before 1991, the debt or obligation is reduced or extinguished, as the case may be, after 1992 and tax in respect of the amount was not contemplated in the agreement, the registrant shall be deemed to have collected, and the person shall be deemed to have paid, at that time tax in respect of the supply calculated on that consideration.

dette ou de l'obligation, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) l'inscrit est réputé avoir effectué au profit de la personne, et celle-ci avoir reçu de l'inscrit, une fourniture taxable pour une contrepartie égale à la fraction de contrepartie du montant remis ou du montant dont la dette ou l'obligation a été réduite;

b) à moins que la convention n'ait été conclue par écrit avant 1991, que la dette ou l'obligation n'ait été réduite ou remise après 1992 et que la taxe relative au montant n'ait pas été prévue par la convention, l'inscrit est réputé avoir perçu, et la personne avoir payé, au moment donné et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur cette contrepartie.

Exception

(3) Subsection (1) does not apply to that part of any amount paid or forfeited in respect of the breach, modification or termination of an agreement for the making of a supply where that part is

(*a*) an additional amount that is charged to a person because the consideration for the supply is not paid within a reasonable period and is such an amount referred to in section 161;

(*b*) an amount paid by one railway corporation to another railway corporation as or on account of a penalty for failure to return rolling stock within a stipulated time; or

(*c*) an amount paid as or on account of demurrage.

Exception

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la partie de tout montant payée ou remise relativement à l'inexécution, la modification ou l'annulation d'une convention portant sur la réalisation d'une fourniture, si cette partie constitue, selon le cas :

a) un montant supplémentaire visé à l'article 161 et exigé d'une personne parce que la contrepartie n'est pas versée dans un délai raisonnable;

b) un montant versé par une compagnie de chemin de fer à une autre au titre d'une pénalité pour défaut de remettre du matériel roulant dans le délai imparti;

c) une surestarie ou un droit de stationnement.

(2) Section 181.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(2) L'article 181.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Rebates

181.1 Where

(*a*) a registrant makes a taxable supply in Canada of property or a service (other than a zero-rated supply),

(*b*) a particular person acquires the property or service, either from the registrant or from another person,

(*c*) the registrant pays, at any time, a rebate in respect of the property or service to the particular person and therewith provides

Remises

181.1 Lorsqu'un inscrit effectue au Canada la fourniture taxable, sauf une fourniture détaxée, d'un bien ou d'un service qu'une personne acquiert de l'inscrit ou de quelqu'un d'autre et verse à la personne, relativement au bien ou au service, une remise, à laquelle le paragraphe 232(3) ne s'applique pas, accompagnée d'un écrit portant qu'une partie de la remise représente un montant de taxe, les règles suivantes s'appliquent :

written indication that a portion of the rebate is an amount on account of tax, and

(*d*) subsection 232(3) does not apply to the rebate,

the following rules apply:

(*e*) the registrant may claim an input tax credit for the reporting period of the registrant that includes that time equal to the tax fraction of the amount of the rebate, and

(*f*) where the particular person is a registrant who was entitled to claim an input tax credit, or a rebate under Division VI, in respect of the acquisition of the property or service, the particular person shall be deemed, for the purposes of this Part, to have made a taxable supply and to have collected, at that time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$A \times \frac{B}{C} \times D$$

where

A is the tax fraction,

B is the input tax credit or rebate under Division VI that the particular person was entitled to claim in respect of the acquisition of the property or service,

C is the tax payable by the particular person in respect of the acquisition of the property or service, and

D is the amount of the rebate paid to the particular person by the registrant.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subsection 182(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), applies to amounts that became payable by a person at any time before 1993 as though those amounts were paid at that time by the person.

(4) Subsection (2) applies to rebates paid after 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

47. (1) Section 183 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

a) l'inscrit peut demander un crédit de taxe sur les intrants égal à la fraction de taxe de la remise pour sa période de déclaration qui comprend le moment du versement de la remise;

b) pour l'application de la présente partie, la personne est réputée, si elle est un inscrit qui peut demander un crédit de taxe sur les intrants, ou un remboursement en vertu de la section VI, relativement à l'acquisition, avoir effectué une fourniture taxable et avoir perçu, au moment du versement de la remise, la taxe relative à la fourniture, calculée selon la formule suivante :

$$A \times \frac{B}{C} \times D$$

où :

A représente la fraction de taxe,

B le crédit de taxe sur les intrants ou le remboursement visé à la section VI que la personne pouvait demander relativement à l'acquisition,

C la taxe payable par elle relativement à l'acquisition,

D la remise que l'inscrit lui a versée.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le paragraphe 182(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux montants devenus payables par une personne à un moment donné avant 1993 comme si la personne avait payé ces montants à ce moment.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux remises versées après 1992.

1990, ch. 45, par. 12(1)

47. (1) L'article 183 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Seizure and repossession

183. (1) Where at any time after 1990 property of a person is, for the purpose of satisfying in whole or in part a debt or obligation owing by the person to another person (in this section referred to as the "creditor"), seized or repossessed by the creditor under a right or power exercisable by the creditor (other than a right or power that the creditor has under, or because of being a party to, a lease, licence or similar arrangement by which the person acquired the property),

(*a*) the person shall be deemed, for the purposes of this Part, to have made, at that time, a supply of the property for no consideration; and

(*b*) the creditor shall be deemed, for the purposes of this Part, to have acquired the property at that time for no consideration.

Saisie et reprise de possession

183. (1) Dans le cas où, après 1990, le bien d'une personne est saisi ou fait l'objet d'une reprise de possession par un créancier en exécution d'un droit ou d'un pouvoir qu'il peut exercer, à l'exception d'un droit ou d'un pouvoir qu'il possède dans le cadre d'un bail, d'une licence ou d'un accord semblable aux termes duquel la personne a acquis le bien ou du fait qu'il est partie à un tel bail ou accord ou à une telle licence, et en acquittement total ou partiel d'une dette ou d'une obligation de la personne envers lui, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) la personne est réputée, pour l'application de la présente partie, avoir effectué, au moment de la saisie ou de la reprise de possession, une fourniture du bien à titre gratuit;

b) le créancier est réputé, pour l'application de la présente partie, avoir acquis le bien à ce moment à titre gratuit.

Supply in commercial activity

(2) Subject to subsection (3), where at any time a creditor who has seized or repossessed property, in circumstances in which subsection (1) applies, makes a particular supply (other than an exempt supply) of the property, except where any of subsections (4) to (6) applied at an earlier time in respect of the use of the property by the creditor, the creditor shall be deemed, for the purposes of this Part, to have made the particular supply in the course of a commercial activity of the creditor and anything done by the creditor in the course of, or in connection with, the making of the supply and not in connection with the seizure or repossession shall be deemed to have been done in the course of the commercial activity.

Fourniture dans le cadre d'une activité commerciale

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le créancier qui fournit, en dehors du cadre d'une fourniture exonérée, un bien qu'il a saisi ou dont il a repris possession dans les circonstances visées au paragraphe (1) est réputé, pour l'application de la présente partie, avoir fourni le bien dans le cadre d'une activité commerciale, sauf si l'un des paragraphes (4) à (6) s'est déjà appliqué relativement à l'utilisation du bien par lui. Par ailleurs, tout acte accompli par le créancier dans le cadre, ou à l'occasion, de la réalisation de la fourniture mais non à l'occasion de la saisie ou de la reprise de possession est réputé accompli dans le cadre de l'activité commerciale.

Court seizures

(3) Where a court, for the purposes of satisfying an amount owing under a judgment of the court, orders a sheriff, bailiff or other officer of the court to seize property of the judgment debtor and subsequently makes a supply of the property, the supply of the property by the court shall be deemed, for the purposes of this Part, to be a supply made otherwise than in the course of a commercial activity.

Saisie par un tribunal

(3) Pour l'application de la présente partie, le tribunal qui ordonne à un shérif, un huissier ou autre fonctionnaire judiciaire de saisir un bien du débiteur en vertu d'un jugement en acquittement d'un montant dû par suite du jugement et qui fournit le bien ultérieurement est réputé avoir effectué la fourniture en dehors du cadre d'une activité commerciale.

Use of real property

(4) For the purposes of this Part, where a creditor who has seized or repossessed real property in circumstances in which subsection (1) applies or would, but for subsection (11), apply, begins at any time to use the property otherwise than in the making of a supply of the property, the creditor shall be deemed to have made a supply of the property at that time and, except where the supply is an exempt supply,

(*a*) to have collected, at that time, tax in respect of the supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at that time; and

(*b*) to have acquired the property and paid that tax at that time.

Utilisation d'un immeuble

(4) Pour l'application de la présente partie, le créancier qui, à un moment donné, commence à utiliser l'immeuble — qu'il a saisi ou dont il a repris possession dans les circonstances visées au paragraphe (1), ou qui seraient visées à ce paragraphe sans le paragraphe (11) — à une fin autre que la réalisation de sa fourniture est réputé avoir effectué une fourniture de l'immeuble à ce moment et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée :

a) avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande de l'immeuble à ce moment;

b) avoir acquis l'immeuble et payé cette taxe à ce moment.

Use of personal property seized before 1994

(5) For the purposes of this Part, where a creditor who has seized or repossessed personal property from a person before 1994, in circumstances in which subsection (1) applies or would, but for subsection (11), apply, begins at a particular time to use the property otherwise than in the making of a supply of the property, the following rules apply:

(*a*) the creditor shall be deemed

(i) to have received, immediately after the particular time, a particular supply by way of sale of the property, and

(ii) where the property was, at the time it was seized or repossessed, specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176, to have so acquired the property for use, and to use the property at all times after that acquisition until the creditor disposes of the property, exclusively in activities other than commercial activities; and

(*b*) where tax would have been payable had the property been purchased in Canada from the person at the time it was seized or repossessed, the creditor shall be deemed

(i) to have made, at the particular time, a taxable supply of the property and to have collected, at the particular time, tax in respect of that supply equal to the tax fraction of the fair market value of the

Utilisation d'un bien meuble saisi avant 1994

(5) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un créancier commence, à un moment donné, à utiliser le bien meuble d'une personne — qu'il a saisi ou dont il a repris possession avant 1994 dans les circonstances visées au paragraphe (1), ou qui seraient visées à ce paragraphe sans le paragraphe (11) — à une fin autre que la réalisation de sa fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) le créancier est réputé :

(i) avoir reçu, immédiatement après le moment donné, une fourniture du bien par vente,

(ii) si le bien était, au moment de la saisie ou de la reprise de possession, un bien meuble corporel désigné dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176, avoir acquis le bien pour utilisation exclusive dans le cadre d'activités non commerciales et continuer à l'utiliser ainsi sans interruption jusqu'à son aliénation;

b) dans le cas où la taxe aurait été payable si le bien avait été acheté au Canada de la personne au moment de la saisie ou de la reprise de possession, le créancier est réputé :

(i) avoir effectué, au moment donné, une fourniture taxable du bien et avoir perçu, à ce moment et relativement à cette fourniture, une taxe égale à la fraction de

property at the time it was seized or repossessed, and

(ii) to have paid, immediately after the particular time, tax in respect of the particular supply equal to the amount determined under subparagraph (i).

taxe de la juste valeur marchande du bien au moment de la saisie ou de la reprise de possession,

(ii) avoir payé, immédiatement après le moment donné et relativement à la fourniture visée au sous-alinéa *a*)(i), une taxe égale au montant déterminé selon le sous-alinéa (i).

Use of personal property seized after 1993

(6) For the purposes of this Part, where a creditor who has seized or repossessed personal property from a person after 1993, in circumstances in which subsection (1) applies or would, but for subsection (11), apply, begins at a particular time to use the property otherwise than in the making of a supply of the property,

(*a*) the creditor shall be deemed

(i) to have received, immediately after the particular time, a supply of the property and to have paid, immediately after the particular time, tax in respect of that supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at the time it was seized or repossessed, and

(ii) where the property was, at the time it was seized or repossessed, specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176, to have so acquired the property for use, and to use the property at all times after that acquisition until the creditor disposes of the property, exclusively in activities other than commercial activities; and

(*b*) where tax would have been payable had the property been purchased in Canada from the person at the time it was seized or repossessed, the creditor shall be deemed to have made, at the particular time, a taxable supply of the property and to have collected, at the particular time, tax in respect of that supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at the time it was seized or repossessed.

Utilisation d'un bien meuble saisi après 1993

(6) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un créancier commence, à un moment donné, à utiliser le bien meuble d'une personne — qu'il a saisi ou dont il a repris possession après 1993 dans les circonstances visées au paragraphe (1), ou qui seraient visées à ce paragraphe sans le paragraphe (11) — à une fin autre que la réalisation de sa fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) le créancier est réputé :

(i) avoir reçu, immédiatement après le moment donné, une fourniture du bien et avoir payé, immédiatement après ce moment et relativement à cette fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment de la saisie ou de la reprise de possession,

(ii) si le bien était, au moment de la saisie ou de la reprise de possession, un bien meuble corporel désigné dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176, avoir acquis le bien pour utilisation exclusive dans le cadre d'activités non commerciales et continuer à l'utiliser ainsi sans interruption jusqu'à son aliénation;

b) dans le cas où la taxe aurait été payable si le bien avait été acheté au Canada de la personne au moment de la saisie ou de la reprise de possession, le créancier est réputé avoir effectué, au moment donné, une fourniture taxable du bien et avoir perçu, à ce moment et relativement à cette fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment de la saisie ou de la reprise de possession.

Sale of property

(7) For the purposes of this Part, where a creditor who has seized or repossessed property from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes at any time a particular taxable supply of the property by way of sale (other than a supply deemed, under any provision of this Part other than section 177, to have been made), the creditor was not deemed under subsection (4), (5), (6) or (8) to have made or received a supply of the property at an earlier time and the creditor provides evidence satisfactory to the Minister that the person has not received and is not entitled to claim an input tax credit or a rebate in respect of the property, the creditor shall be deemed

(*a*) to have received a supply of the property immediately before that time for consideration equal to the consideration for the particular supply; and

(*b*) to have paid, immediately before that time, tax in respect of the supply deemed under paragraph (*a*) to have been received equal to the amount determined by the formula

Vente d'un bien

(7) Pour l'application de la présente partie, le créancier qui effectue, à un moment donné, la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture réputée par une disposition de la présente partie autre que l'article 177 avoir été effectuée, du bien d'une personne — qu'il a saisi ou dont il a repris possession d'une personne dans les circonstances visées au paragraphe (1) — qui n'est pas réputé par les paragraphes (4), (5), (6) ou (8) avoir déjà effectué ou reçu une fourniture du bien et qui convainc le ministre que la personne n'a pas reçu, ni n'a le droit de recevoir, un crédit de taxe sur les intrants ou un montant remboursable relativement au bien est réputé :

a) avoir reçu, immédiatement avant le moment donné, une fourniture du bien pour une contrepartie égale à celle de la fourniture taxable;

b) avoir payé, immédiatement avant le moment donné et relativement à la fourniture réputée par l'alinéa *a*) avoir été reçue, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

$$A - B$$

where

A is tax calculated on that consideration, and

B is the total of all amounts each of which is an input tax credit or a rebate under this Part that the creditor was entitled to claim in respect of the property or an improvement thereto.

$$A - B$$

où :

A représente la taxe calculée sur cette contrepartie,

B le total des montants représentant chacun un crédit de taxe sur les intrants ou un montant remboursable en vertu de la présente partie que le créancier pouvait demander relativement au bien ou à des améliorations afférentes.

Lease of property

(8) For the purposes of this Part, where at any time a creditor who has seized or repossessed property from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes a particular taxable supply of the property by way of lease, licence or similar arrangement, the creditor was not deemed under any of subsections (4) to (6) to have made or received a supply of the property at an earlier time and no tax would have been payable by the creditor had the creditor purchased the property in Canada from the person at the time it was seized or repossessed, except where

Location d'un bien

(8) Pour l'application de la présente partie, le créancier qui, à un moment donné, effectue la fourniture taxable par bail, licence ou accord semblable du bien d'une personne — qu'il a saisi ou dont il a repris possession d'une personne dans les circonstances visées au paragraphe (1) — qui n'est pas réputé par l'un des paragraphes (4) à (6) avoir déjà effectué ou reçu une fourniture du bien et qui n'aurait eu à payer aucune taxe s'il avait acheté le bien au Canada de la personne au moment de la saisie ou de la reprise de possession est réputé :

(*a*) the particular supply is made outside Canada or is a zero-rated supply, and

(*b*) the property was seized or repossessed by the creditor before 1994 or was, at the time it was seized or repossessed, used specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176,

the creditor shall be deemed

(*c*) to have received a supply of the property immediately before the particular time, and

(*d*) to have paid, immediately before the particular time, tax in respect of that supply calculated on the fair market value of the property at the time it was seized or repossessed.

a) avoir reçu une fourniture du bien immédiatement avant le moment donné;

b) avoir payé, immédiatement avant le moment donné et relativement à cette fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment de la saisie ou de la reprise de possession.

Le présent paragraphe ne s'applique pas si :

c) d'une part, la fourniture taxable est effectuée à l'étranger ou constitue une fourniture détaxée;

d) d'autre part, le bien a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession par le créancier avant 1994 ou était, au moment de la saisie ou de la reprise de possession, un bien meuble corporel désigné d'occasion dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176.

(2) Paragraphs 183(1)(*a*) and (*b*) of the said Act, as enacted by subsection (1), are repealed and the following substituted therefor:

(*a*) for the purposes of this Part, the person shall be deemed to have made, and the creditor shall be deemed to have received, at that time, a supply by way of sale of the property;

(*b*) for the purposes of this Part (other than sections 193 and 257), that supply shall be deemed to have been made for no consideration;

(*c*) where the supply referred to in paragraph (*a*) is a taxable supply of real property, for the purposes of sections 193 and 257, the tax payable in respect of the supply shall be deemed to be equal to tax calculated on the fair market value of the property at that time; and

(*d*) where the supply referred to in paragraph (*a*) is a supply included in section 9 of Part I, or in section 25 of Part VI, of Schedule V, for the purposes of sections 193 and 257, the supply shall be deemed to be a taxable supply and the tax payable in respect of the supply shall be deemed to be equal to tax calculated on the fair market value of the property at that time.

(2) Les alinéas 183(1)(*a*) et *b*) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) pour l'application de la présente partie, la personne est réputée avoir effectué et le créancier, avoir reçu, au moment donné, une fourniture du bien par vente;

b) pour l'application de la présente partie, sauf les articles 193 et 257, cette fourniture est réputée avoir été effectuée à titre gratuit;

c) dans le cas où la fourniture visée à l'alinéa *a*) est la fourniture taxable d'un immeuble, la taxe payable relativement à la fourniture est réputée, pour l'application des articles 193 et 257, égale à la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné;

d) dans le cas où la fourniture visée à l'alinéa *a*) est une fourniture incluse à l'article 9 de la partie I de l'annexe V ou à l'article 25 de la partie VI de cette annexe, pour l'application des articles 193 et 257, la fourniture est réputée être une fourniture taxable et la taxe payable relativement à la fourniture, être égale à la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné.

(3) Subsection 183(7) of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

Sale of personal property

(7) For the purposes of this Part, where a creditor who has seized or repossessed personal property from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes at any time a particular taxable supply of the property by way of sale (other than a supply deemed, under any provision of this Part other than section 177, to have been made), the creditor was not deemed under subsection (5), (6) or (8) to have received a supply of the property at an earlier time and no tax would have been payable by the creditor had the creditor purchased the property from the person in Canada at the time it was seized or repossessed, except where

(*a*) the particular supply is made outside Canada or is a zero-rated supply, and

(*b*) the property was seized or repossessed by the creditor before 1994 or was, at the time of the seizure or repossession, used specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176,

the creditor shall be deemed

(*c*) to have received a supply of the property immediately before that time for consideration equal to the consideration for the particular supply, and

(*d*) to have paid, immediately before that time, tax in respect of the supply deemed under paragraph (*c*) to have been received equal to the amount determined by the formula

A - B

where

A is tax calculated on that consideration, and

B is the total of all amounts each of which is an input tax credit or a rebate under this Part that the creditor was entitled to claim in respect of the property or an improvement thereto.

(3) Le paragraphe 183(7) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Vente d'un bien meuble

(7) Pour l'application de la présente partie, le créancier qui effectue, à un moment donné, la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture réputée par une disposition de la présente partie autre que l'article 177 avoir été effectuée, du bien meuble d'une personne — qu'il a saisi ou dont il a repris possession dans les circonstances visées au paragraphe (1) — qui n'est pas réputé par les paragraphes (5), (6) ou (8) avoir déjà reçu une fourniture du bien et qui n'aurait eu aucune taxe à payer s'il avait acheté le bien de la personne au Canada au moment de la saisie ou de la reprise de possession est réputé :

a) avoir reçu, immédiatement avant le moment donné, une fourniture du bien pour une contrepartie égale à celle de la fourniture taxable;

b) avoir payé, immédiatement avant le moment donné et relativement à la fourniture réputée par l'alinéa *a*) avoir été reçue, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente la taxe calculée sur cette contrepartie,

B le total des montants représentant chacun un crédit de taxe sur les intrants ou un montant remboursable en vertu de la présente partie que le créancier pouvait demander relativement au bien ou à des améliorations afférentes.

Le présent paragraphe ne s'applique pas si :

c) d'une part, la fourniture taxable est effectuée à l'étranger ou constitue une fourniture détaxée;

d) d'autre part, le bien a été saisi ou a fait l'objet d'une reprise de possession par le créancier avant 1994 ou était, au moment de la saisie ou de la reprise de possession, un bien meuble corporel désigné d'occasion dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176.

(4) All that portion of subsection 183(8) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le passage du paragraphe 183(8) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Lease of personal property

(8) For the purposes of this Part, where at any time a creditor who has seized or repossessed personal property from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes a particular taxable supply of the property by way of lease, licence or similar arrangement, the creditor was not deemed under subsection (5) or (6) to have received a supply of the property at an earlier time and no tax would have been payable had the property been purchased in Canada from the person at the time it was seized or repossessed, except where

Location d'un bien meuble

(8) Pour l'application de la présente partie, le créancier qui, à un moment donné, effectue la fourniture taxable par bail, licence ou accord semblable du bien meuble d'une personne — qu'il a saisi ou dont il a repris possession dans les circonstances visées au paragraphe (1) — qui n'est pas réputé par les paragraphes (5) ou (6) avoir déjà reçu une fourniture du bien et qui n'aurait eu à payer aucune taxe s'il avait acheté le bien au Canada de la personne au moment de la saisie ou de la reprise de possession est réputé :

(5) Section 183 of the said Act, as enacted by subsection (1), is further amended by adding thereto the following subsection:

(5) L'article 183 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est modifié par adjonction de ce qui suit :

Voluntary transfer

(9) For the purposes of this section, where property is at any time voluntarily transferred by a particular person to another person for the purpose of satisfying in whole or in part a debt or obligation in respect of which the particular person is in default, the other person shall be deemed to have seized or repossessed the property from the particular person at that time in circumstances in which subsection (1) applies.

Transfert volontaire

(9) Pour l'application du présent article, lorsqu'une personne transfère volontairement un bien à une autre personne en acquittement de tout ou partie d'une dette ou d'une obligation en souffrance, l'autre personne est réputée avoir saisi le bien au moment du transfert, ou en avoir repris possession à ce moment, dans les circonstances visées au paragraphe (1).

(6) Section 183 of the said Act, as enacted by subsection (1) and as amended by subsection (5), is further amended by adding thereto the following subsection:

(6) L'article 183 de la même loi, édicté par le paragraphe (1) et modifié par le paragraphe (5), est modifié par adjonction de ce qui suit :

Debt security

(10) For the purposes of this section, where

(*a*) for the purposes of satisfying in whole or in part a debt or obligation owing by a person, a creditor exercises a right under a debt security to cause the supply of property,

(*b*) subsection (3) does not apply to the supply, and

(*c*) a receiver (within the meaning assigned by subsection 266(1)) does not have authority in respect of the property,

the creditor shall be deemed to have seized the property immediately before that supply and that supply shall be deemed to have been made by the creditor and not by the person.

Garantie de dette

(10) Pour l'application du présent article, le créancier qui exerce, en vertu d'un titre de créance, son droit de faire fournir un bien en règlement de tout ou partie d'une dette ou obligation d'une personne est réputé avoir saisi le bien immédiatement avant cette fourniture si le paragraphe (3) ne s'y applique pas et si un séquestre, au sens du paragraphe 266(1), n'a pas le pouvoir de gérer le bien. Par ailleurs, cette fourniture est réputée effectuée par le créancier et non par la personne.

(7) Section 183 of the said Act, as enacted by subsection (1) and as amended by subsections (5) and (6), is further amended by adding thereto the following subsection:

(7) L'article 183 de la même loi, édicté par le paragraphe (1) et modifié par les paragraphes (5) et (6), est modifié par adjonction de ce qui suit :

Application of s. 266

(11) Where a creditor

(*a*) exercises a right or power to seize or repossess property for the purpose of satisfying in whole or in part a debt or obligation owing by a person and is, in respect of the property, a receiver (within the meaning assigned by subsection 266(1)), or

(*b*) appoints an agent to exercise a right or power to seize or repossess property for the purpose of satisfying in whole or in part a debt or obligation owing by a person and the agent is, in respect of the property, a receiver (within the meaning assigned by subsection 266(1)),

subsections (1), (2) and (7) to (9) do not apply and section 266 applies.

Application de l'article 266

(11) L'article 266, contrairement aux paragraphes (1), (2) et (7) à (9), s'applique dans les cas suivants :

a) un créancier — séquestre (au sens du paragraphe 266(1)) relativement à un bien — exerce son droit ou son pouvoir de saisir le bien, ou d'en reprendre possession, en acquittement de tout ou partie d'une dette ou obligation d'une personne;

b) un créancier nomme un mandataire — séquestre (au sens du paragraphe 266(1)) relativement à un bien — pour exercer un droit ou un pouvoir de saisir le bien, ou d'en reprendre possession, en acquittement de tout ou partie d'une dette ou obligation d'une personne.

(8) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) in applying subsection 183(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), to supplies made by a court before 1993, it shall be read as follows:

(3) Where, under an order of a court, an officer of the court seizes property and the court subsequently makes a supply of the property, the supply shall be deemed, for the purposes of this Part, to be a supply made

(8) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) pour son application aux fournitures effectuées par un tribunal avant 1993, le paragraphe 183(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :**

(3) Pour l'application de la présente partie, la fourniture par un tribunal d'un bien saisi par un fonctionnaire judiciaire en exécution d'une ordonnance est réputée effectuée en dehors du cadre d'une activité commerciale.

otherwise than in the course of a commercial activity.

(*b*) where a creditor begins, before October 1992, to use property in circumstances in which subsection 183(5) of the said Act, as enacted by subsection (1), applies, in applying the said subsection 183(5) to the creditor in respect of that property, it shall be read without reference to subparagraph (*a*)(ii) thereof; and

(*c*) where a creditor begins, before October 1992, to use property in circumstances in which subsection 183(6) of the said Act, as enacted by subsection (1), applies, in applying the said subsection 183(6) to the creditor in respect of that property, it shall be read without reference to subparagraph (*a*)(ii) thereof.

(9) Subsections (2) to (4) apply to properties seized or repossessed after March 27, 1991.

(10) Subsection (5) applies to voluntary transfers of property executed after November 4, 1991.

(11) Subsection (6) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(12) Subsection (7) applies to receivers who are vested with authority or appointed after 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

48. (1) Section 184 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Supply to insurer on settlement of claim

184. (1) For the purposes of this Part, where at any time after 1990 property of a person is transferred to an insurer in the course of settling an insurance claim, the following rules apply:

(*a*) the person shall be deemed to have made, at that time, a supply of the property for no consideration; and

(*b*) the insurer shall be deemed to have acquired, at that time, the property for no consideration.

Supply in commercial activity

(2) Where at any time an insurer makes a particular supply (other than an exempt supply) of property transferred to the insurer in circumstances in which subsection (1) applies, except where any of subsections (3) to

b) lorsqu'un créancier commence, avant octobre 1992, à utiliser un bien dans les circonstances visées au paragraphe 183(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), il n'est pas tenu compte du sous-alinéa 183(5)*a*)(ii) pour l'application du même paragraphe 183(5) au créancier relativement à ce bien;

c) lorsqu'un créancier commence, avant octobre 1992, à utiliser un bien dans les circonstances visées au paragraphe 183(6) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), il n'est pas tenu compte du sous-alinéa 183(6)*a*)(ii) pour l'application du même paragraphe 183(6) au créancier relativement à ce bien.

(9) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent aux biens saisis ou ayant fait l'objet d'une reprise de possession après le 27 mars 1991.

(10) Le paragraphe (5) s'applique aux transferts volontaires de biens effectués après le 4 novembre 1991.

(11) Le paragraphe (6) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

(12) Le paragraphe (7) s'applique aux séquestres investis de pouvoirs ou nommés après 1992.

1990, ch. 45, par. 12(1)

48. (1) L'article 184 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Fourniture à l'assureur sur règlement de sinistre

184. (1) Pour l'application de la présente partie, lorsque le bien d'une personne est transféré à un assureur après 1990 dans le cadre du règlement d'un sinistre, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) la personne est réputée avoir fourni le bien à titre gratuit au moment du transfert;

b) l'assureur est réputé avoir acquis le bien à titre gratuit au moment du transfert.

Fourniture dans le cadre d'une activité commerciale

(2) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui effectue la fourniture, sauf la fourniture exonérée, d'un bien qui lui a été transféré dans les circonstances visées au paragraphe (1) est réputé, sauf si l'un des

(5) applied at an earlier time in respect of the use of the property by the insurer, the insurer shall be deemed, for the purposes of this Part, to have made the particular supply in the course of a commercial activity of the insurer and anything done by the insurer in the course of, or in connection with, the making of the supply and not in connection with the transfer of the property shall be deemed to have been done in the course of the commercial activity.

paragraphes (3) à (5) s'est déjà appliqué relativement à son utilisation du bien, avoir fourni le bien dans le cadre, ou à l'occasion, d'une activité commerciale. Par ailleurs, tout acte accompli par l'assureur dans le cadre de la réalisation de la fourniture mais non à l'occasion du transfert du bien est réputé accompli dans le cadre de l'activité commerciale.

Use of real property

(3) For the purposes of this Part, where at any time an insurer to whom real property has been transferred, in circumstances in which subsection (1) applies, begins to use the property otherwise than in the making of a supply of the property, the insurer shall be deemed to have made a supply of the property at that time and, except where the supply is an exempt supply,

(*a*) to have collected, at that time, tax in respect of the supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at that time; and

(*b*) to have acquired the property and paid that tax at that time.

Utilisation d'un immeuble

(3) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui, à un moment donné, commence à utiliser un immeuble — qui lui a été transféré dans les circonstances visées au paragraphe (1) — à une fin autre que la réalisation de sa fourniture est réputé avoir fourni l'immeuble à ce moment et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée :

a) avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande de l'immeuble à ce moment;

b) avoir acquis l'immeuble et avoir payé cette taxe à ce moment.

Use of personal property transferred before 1994

(4) For the purposes of this Part, where an insurer to whom personal property has been transferred from a person before 1994, in circumstances in which subsection (1) applies, begins at a particular time to use the property otherwise than in the making of a supply of the property, the following rules apply:

(*a*) the insurer shall be deemed

(i) to have received, immediately after the particular time, a particular supply of the property, and

(ii) where the property was, at the time it was transferred, specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176, to have so acquired the property for use, and to use the property at all times after that acquisition until the insurer disposes of the property, exclusively in activities other than commercial activities; and

Utilisation d'un bien meuble transféré avant 1994

(4) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un assureur commence, à un moment donné, à utiliser un bien meuble — qu'une personne lui a transféré avant 1994 dans les circonstances visées au paragraphe (1) — à une fin autre que la réalisation de sa fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) l'assureur est réputé :

(i) avoir reçu, immédiatement après le moment donné, une fourniture du bien,

(ii) si le bien était, au moment de son transfert, un bien meuble corporel désigné dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176, avoir acquis le bien pour utilisation exclusive dans le cadre d'activités non commerciales et continuer à l'utiliser ainsi jusqu'à son aliénation;

b) dans le cas où la taxe aurait été payable si le bien avait été acheté au Canada de la personne pour une contrepartie au moment de son transfert, l'assureur est réputé :

(*b*) where tax would have been payable had the property been purchased in Canada from the person for consideration at the time it was transferred, the insurer shall be deemed

(i) to have made, at the particular time, a taxable supply of the property and to have collected, at the particular time, tax in respect of that supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at the time it was transferred, and

(ii) to have paid, immediately after the particular time, tax in respect of the particular supply equal to the amount determined under subparagraph (i).

(i) avoir effectué, au moment donné, une fourniture taxable du bien et avoir perçu, à ce moment et relativement à cette fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment de son transfert,

(ii) avoir payé, immédiatement après le moment donné et relativement à la fourniture visée au sous-alinéa *a*)(i), une taxe égale au montant déterminé au sous-alinéa (i).

Use of personal property transferred after 1993

(5) For the purposes of this Part, where an insurer to whom personal property has been transferred from a person after 1993, in circumstances in which subsection (1) applies, begins at a particular time to use the property otherwise than in the making of a supply of the property,

(*a*) the insurer shall be deemed

(i) to have received, immediately after the particular time, a supply of the property and to have paid, immediately after the particular time, tax in respect of that supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at the time it was transferred, and

(ii) where the property was, at the time it was transferred, specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176, to have so acquired the property for use, and to use the property at all times after that acquisition until the insurer disposes of the property, exclusively in activities other than commercial activities; and

(*b*) where tax would have been payable had the property been purchased in Canada from the person at the time it was transferred, the insurer shall be deemed to have made, at the particular time, a taxable supply of the property and to have collected, at the particular time, tax in respect

Utilisation d'un bien meuble transféré après 1993

(5) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un assureur commence, à un moment donné, à utiliser un bien meuble — qui lui a été transféré par une personne après 1993 dans les circonstances visées au paragraphe (1) — à une fin autre que la réalisation de sa fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) l'assureur est réputé :

(i) avoir reçu, immédiatement après le moment donné, une fourniture du bien et avoir payé, immédiatement après ce moment et relativement à cette fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment de son transfert,

(ii) si le bien était, au moment de son transfert, un bien meuble corporel désigné dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176, avoir acquis le bien pour utilisation exclusive dans le cadre d'activités non commerciales et continuer à l'utiliser ainsi jusqu'à son aliénation;

b) dans le cas où la taxe aurait été payable si le bien avait été acheté au Canada de la personne au moment de son transfert, l'assureur est réputé avoir effectué, au moment donné, une fourniture taxable du bien et avoir perçu, à ce moment et relativement à cette fourniture, une taxe égale à la fraction de taxe de la juste valeur marchande du bien au moment de son transfert.

of that supply equal to the tax fraction of the fair market value of the property at the time it was transferred.

Sale of property

(6) For the purposes of this Part, where an insurer to whom property has been transferred from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes at any time a particular taxable supply of the property by way of sale (other than a supply deemed, under any provision of this Part other than section 177, to have been made), the insurer was not deemed under subsection (3), (4), (5) or (7) to have made or received a supply of the property at an earlier time and the insurer provides evidence satisfactory to the Minister that the person has not received and is not entitled to claim an input tax credit or a rebate in respect of the property, the insurer shall be deemed

(*a*) to have received a supply of the property immediately before that time for consideration equal to the consideration for the particular supply; and

(*b*) to have paid, immediately before that time, tax in respect of the supply deemed under paragraph (*a*) to have been received equal to the amount determined by the formula

Vente d'un bien

(6) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui effectue, à un moment donné, la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture réputée par une disposition de la présente partie autre que l'article 177 avoir été effectuée, d'un bien qui lui a été transféré par une personne dans les circonstances visées au paragraphe (1), qui n'est pas réputé par les paragraphes (3), (4), (5) ou (7) avoir déjà effectué ou reçu une fourniture du bien et qui convainc le ministre que la personne n'a pas reçu, ni n'a le droit de recevoir, un crédit de taxe sur les intrants ou un montant remboursable relativement au bien est réputé :

a) avoir reçu une fourniture du bien immédiatement avant le moment donné pour une contrepartie égale à celle de la fourniture taxable;

b) avoir payé, immédiatement avant le moment donné et relativement à la fourniture réputée par l'alinéa *a*) avoir été reçue, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A - B

where

A is tax calculated on that consideration, and

B is the total of all amounts each of which is an input tax credit or a rebate under this Part that the insurer was entitled to claim in respect of the property or an improvement thereto.

A - B

où :

A représente la taxe calculée sur cette contrepartie,

B le total des montants représentant chacun un crédit de taxe sur les intrants ou un montant remboursable en vertu de la présente partie que l'assureur pouvait demander relativement au bien ou à des améliorations afférentes.

Lease of property

(7) For the purposes of this Part, where at any time an insurer to whom property has been transferred from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes a particular taxable supply of the property by way of lease, licence or similar arrangement, the insurer was not deemed under any of subsections (3) to (5) to have made or received a supply of the property at an earlier time and no tax would have been payable by the insurer

Location d'un bien

(7) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui, à un moment donné, effectue la fourniture taxable par bail, licence ou accord semblable d'un bien qui lui a été transféré par une personne dans les circonstances visées au paragraphe (1), qui n'est pas réputé par l'un des paragraphes (3) à (5) avoir déjà effectué ou reçu une fourniture du bien et qui n'aurait eu à payer aucune taxe s'il avait acheté le bien au Canada de la personne au moment de son transfert est réputé :

had the insurer purchased the property in Canada from the person at the time the property was transferred, except where

(*a*) the particular supply is made outside Canada or is a zero-rated supply, and

(*b*) the property was transferred to the insurer before 1994 or was, at the time it was transferred, used specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176,

the insurer shall be deemed

(*c*) to have received a supply of the property immediately before the particular time, and

(*d*) to have paid, immediately before the particular time, tax in respect of that supply calculated on the fair market value of the property at the time it was transferred.

a) avoir reçu une fourniture du bien immédiatement avant le moment donné;

b) avoir payé, immédiatement avant le moment donné et relativement à cette fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment de son transfert.

Le présent paragraphe ne s'applique pas si :

c) d'une part, la fourniture taxable est effectuée à l'étranger ou constitue une fourniture détaxée;

d) d'autre part, le bien a été transféré à l'assureur avant 1994 ou était, au moment de son transfert, un bien meuble corporel désigné d'occasion dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176.

(2) Paragraphs 184(1)(*a*) and (*b*) of the said Act, as enacted by subsection (1), are repealed and the following substituted therefor:

(*a*) for the purposes of this Part, the person shall be deemed to have made, and the insurer shall be deemed to have received, at that time, a supply by way of sale of the property;

(*b*) for the purposes of this Part (other than sections 193 and 257), that supply shall be deemed to have been made for no consideration;

(*c*) in the case of a taxable supply of real property, for the purposes of sections 193 and 257, the tax payable in respect of the supply shall be deemed to be equal to tax calculated on the fair market value of the property at that time; and

(*d*) in the case of a supply included in section 9 of Part I, or in section 25 of Part VI, of Schedule V, for the purposes of sections 193 and 257, the supply shall be deemed to be a taxable supply and the tax payable in respect of the supply shall be deemed to be equal to tax calculated on the fair market value of the property at that time.

(2) Les alinéas 184(1)*a*) et *b*) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) pour l'application de la présente partie, la personne est réputée avoir effectué et l'assureur, avoir reçu, au moment donné, une fourniture du bien par vente;

b) pour l'application de la présente partie, sauf les articles 193 et 257, cette fourniture est réputée avoir été effectuée à titre gratuit;

c) dans le cas de la fourniture taxable d'un immeuble, la taxe payable relativement à la fourniture est réputée, pour l'application des articles 193 et 257, égale à la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné;

d) dans le cas d'une fourniture incluse à l'article 9 de la partie I de l'annexe V ou à l'article 25 de la partie VI de cette annexe, pour l'application des articles 193 et 257, la fourniture est réputée être une fourniture taxable et la taxe payable relativement à la fourniture, être égale à la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné.

(3) Subsection 184(6) of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

Sale of personal property

(6) For the purposes of this Part, where an insurer to whom personal property has been transferred from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes at any time a particular taxable supply of the property by way of sale (other than a supply deemed, under any provision of this Part other than section 177, to have been made), the insurer was not deemed under subsection (4), (5) or (7) to have received a supply of the property at an earlier time and no tax would have been payable by the insurer had the insurer purchased the property from the person in Canada at the time it was transferred, except where

(*a*) the particular supply is made outside Canada or is a zero-rated supply, and

(*b*) the property was transferred to the insurer before 1994 or was, at the time of the transfer, used specified tangible personal property having a fair market value in excess of the amount prescribed in respect of the property for the purposes of section 176,

the insurer shall be deemed

(*c*) to have received a supply of the property immediately before that time for consideration equal to the consideration for the particular supply, and

(*d*) to have paid, immediately before that time, tax in respect of the supply deemed under paragraph (*c*) to have been received equal to the amount determined by the formula

A - B

where

A is tax calculated on that consideration, and

B is the total of all amounts each of which is an input tax credit or a rebate under this Part that the insurer was entitled to claim in respect of the property or an improvement thereto.

(3) Le paragraphe 184(6) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Vente d'un bien meuble

(6) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui effectue, à un moment donné, la fourniture taxable par vente, sauf une fourniture réputée par une disposition de la présente partie autre que l'article 177 avoir été effectuée, d'un bien meuble qui lui a été transféré par une personne dans les circonstances visées au paragraphe (1), qui n'est pas réputé par les paragraphes (4), (5) ou (7) avoir déjà reçu une fourniture du bien et qui n'aurait eu aucune taxe à payer s'il avait acheté le bien de la personne au Canada au moment de son transfert est réputé :

a) avoir reçu une fourniture du bien immédiatement avant le moment donné pour une contrepartie égale à celle de la fourniture taxable;

b) avoir payé, immédiatement avant le moment donné et relativement à la fourniture réputée par l'alinéa *a*) avoir été reçue, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente la taxe calculée sur cette contrepartie,

B le total des montants représentant chacun un crédit de taxe sur les intrants ou un montant remboursable en vertu de la présente partie que l'assureur pouvait demander relativement au bien ou à des améliorations afférentes.

Le présent paragraphe ne s'applique pas si :

c) d'une part, la fourniture taxable est effectuée à l'étranger ou constitue une fourniture détaxée;

d) d'autre part, le bien a été transféré à l'assureur avant 1994 ou était, au moment de son transfert, un bien meuble corporel désigné d'occasion dont la juste valeur marchande dépasse le montant visé par règlement relativement au bien pour l'application de l'article 176.

(4) All that portion of subsection 184(7) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le passage du paragraphe 184(7) de la même loi qui précède l'alinéa *a*), édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Lease of personal property

(7) For the purposes of this Part, where at any time an insurer to whom personal property has been transferred from a person in circumstances in which subsection (1) applies makes a particular taxable supply of the property by way of lease, licence or similar arrangement, the insurer was not deemed under subsection (4) or (5) to have received a supply of the property at an earlier time and no tax would have been payable had the property been purchased in Canada from the person at the time the property was transferred, except where

Location d'un bien meuble

(7) Pour l'application de la présente partie, l'assureur qui, à un moment donné, effectue la fourniture taxable par bail, licence ou accord semblable d'un bien meuble qui lui a été transféré par une personne dans les circonstances visées au paragraphe (1), qui n'est pas réputé par les paragraphes (4) ou (5) avoir déjà reçu une fourniture du bien et qui n'aurait eu à payer aucune taxe s'il avait acheté le bien au Canada de la personne au moment de son transfert est réputé :

(5) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) where an insurer begins, before October 1992, to use property in circumstances in which subsection 184(4) of the said Act, as enacted by subsection (1), applies, in applying the said subsection 184(4) to the insurer in respect of that property, it shall be read without reference to subparagraph (*a*)(ii) thereof; and

(*b*) where an insurer begins, before October 1992, to use property in circumstances in which subsection 184(5) of the said Act, as enacted by subsection (1), applies, in applying the said subsection 184(5) to the insurer in respect of that property, it shall be read without reference to subparagraph (*a*)(ii) thereof.

(5) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) lorsqu'un assureur commence, avant octobre 1992, à utiliser un bien dans les circonstances visées au paragraphe 184(4) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), il n'est pas tenu compte du sous-alinéa 184(4)*a*)(ii) pour l'application du même paragraphe 184(4) à l'assureur relativement à ce bien;**

***b*) lorsqu'un assureur commence, avant octobre 1992, à utiliser un bien dans les circonstances visées au paragraphe 184(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), il n'est pas tenu compte du sous-alinéa 184(5)*a*)(ii) pour l'application du même paragraphe 184(5) à l'assureur relativement à ce bien.**

(6) Subsections (2) to (4) apply to property transferred after March 27, 1991.

(6) Les paragraphes (2) à (4) s'appliquent aux biens transférés après le 27 mars 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

49. (1) Subsection 186(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Related corporations

186. (1) Where

(*a*) a registrant (in this subsection referred to as the "parent") that is a corporation resident in Canada acquires or imports at any time particular property or a service that can reasonably be regarded as having been acquired or imported at that time by the parent for consumption or use in relation to shares of the capital stock, or indebtedness, of another corporation that is at that time related to the parent, and

(*b*) at the time that tax in respect of the acquisition or importation becomes payable, or is paid without having become payable, by the parent, all or substantially all of the property of the other corporation is property that was last acquired or imported by the other corporation for consumption, use or supply by the other corporation exclusively in the course of its commercial activities,

except where subsection (2) applies, for the purposes of determining an input tax credit of the parent, the parent shall be deemed to have acquired or imported the particular property or service for use in the course of commercial activities of the parent to the extent that the parent can reasonably be regarded as having acquired or imported the particular property or service for consumption or use in relation to the shares or indebtedness.

1990, ch. 45, par. 12(1)

49. (1) Le paragraphe 186(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Personnes morales liées

186. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants, une personne morale mère qui acquiert ou importe, à un moment donné, un bien ou un service est réputée l'avoir acquis ou importé pour utilisation dans le cadre de ses activités commerciales dans la mesure où il est raisonnable de considérer qu'elle l'a acquis ou importé, au moment donné, pour consommation ou utilisation, à ce moment, relativement à ses actions du capital-actions d'une autre personne morale qui lui est liée à ce moment, ou à ses créances contre cette autre personne, si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne morale mère est un inscrit qui réside au Canada;

b) au moment où la taxe relative à l'acquisition ou à l'importation devient payable, ou est payée sans être devenue payable, par la personne morale mère, la totalité, ou presque, des biens de l'autre personne morale sont des biens qu'elle a acquis ou importés la dernière fois pour consommation, utilisation ou fourniture par celle-ci exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 186(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Shares, etc., held by corporation

(3) Where at any time all or substantially all of the property of a particular corporation is property that was acquired or imported by it for consumption, use or supply exclusively in the course of its commercial activities, all shares of the capital stock of the particular corporation owned by, and all indebtedness of the particular corporation owed to, any other corporation that is related to the particular corporation shall, for the purposes of this section, be deemed to be, at that time, property that was acquired by the other corporation for

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 186(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Actions détenues par des personnes morales

(3) Pour l'application du présent article, dans le cas où, à un moment donné, la totalité, ou presque, des biens d'une personne morale sont des biens qu'elle a acquis ou importés pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales, toutes les actions du capital-actions de la personne morale qui sont la propriété d'une autre personne morale qui lui est liée, ainsi que toutes les dettes qu'elle a envers cette autre personne morale, sont réputées être, à ce moment, des biens que

use exclusively in the course of its commercial activities.

(3) Subsection (1) applies to any property or service acquired or imported for consumption or use in relation to shares of the capital stock, or indebtedness, of a corporation where tax in respect of the acquisition or importation becomes payable after September 1992 or is paid after that date without having become payable.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(5) Where

(*a*) a particular corporation resident in Canada applies for registration in the circumstances described in paragraph 240(3)(*d*) of the said Act, as enacted by subsection 100(2), before the day that is sixty days after the day this Act is assented to and, as a consequence, the Minister of National Revenue registers the particular corporation under section 241 of the said Act, and

(*b*) before the effective date of the registration, tax under Part IX of the said Act was paid or became payable by the particular corporation in respect of property or a service acquired or imported by the particular corporation for consumption or use in relation to

(i) shares, owned by the particular corporation, of the capital stock of another corporation that was related to the particular corporation,

(ii) indebtedness, held by the particular corporation, of another corporation that was related to the particular corporation, or

(iii) the acquisition or proposed acquisition by the particular corporation of all or substantially all of the issued and outstanding shares of the capital stock of another corporation having full voting rights under all circumstances,

l'autre personne morale a acquis pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux biens et aux services acquis ou importés pour consommation ou utilisation relativement aux actions du capital-actions ou aux créances d'une personne morale et pour lesquels la taxe relative à leur acquisition ou importation devient payable après septembre 1992 ou est payée après cette date sans être devenue payable.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(5) Aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants relatif à des biens ou des services, une personne morale est réputée avoir toujours été un inscrit et avoir acquis ou importé les biens ou les services pour consommation ou utilisation dans le cadre de ses activités commerciales dans la même mesure que, si elle avait toujours été un inscrit, elle serait réputée en vertu de l'article 186 de la même loi, modifié par les paragraphes (1) et (2), les avoir ainsi acquis ou importés, si les conditions suivantes sont réunies :

***a*) elle réside au Canada et devient un inscrit en application de l'article 241 de la même loi après avoir présenté sa demande d'inscription en vertu de l'alinéa 240(3)*d*) de la même loi, édicté par le paragraphe 100(2), avant le soixantième jour suivant la sanction de la présente loi;**

***b*) avant la prise d'effet de l'inscription, la taxe prévue par la partie IX de la même loi a été payée ou est devenue payable par elle à l'égard des biens et services;**

***c*) elle a acquis ou importés les biens ou les services pour consommation ou utilisation relativement :**

(i) soit à ses actions du capital-actions d'une personne morale qui lui est liée,

(ii) soit à ses créances contre une personne morale qui lui est liée,

(iii) soit à l'acquisition, même projetée, par elle de la totalité, ou presque, des actions du capital-actions d'une per-

for the purposes of determining an input tax credit of the particular corporation in respect of the property or service, the particular corporation shall be deemed to have been a registrant at all times and to have acquired or imported the property or service for consumption or use in commercial activities of the particular corporation to the same extent that the particular corporation would, if it were a registrant at all times, be deemed under section 186 of the said Act, as amended by subsections (1) and (2), to have acquired or imported the property or service for consumption or use in commercial activities of the particular corporation.

sonne morale, émises et en circulation et comportant en toutes circonstances plein droit de vote du capital-actions d'une personne morale.

1990, c. 45, s. 12(1)

50. (1) The description of B in section 187 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

B is the total amount in respect of the bet that is given by the particular person to the person with whom the bet is placed, including any amount given as or on account of tax imposed on the particular person under an Act of the legislature of a province or under this Part and

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

50. (1) L'élément B de l'article 187 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

B le montant total, relatif au montant parié, que l'autre personne verse à la personne qui prend le pari, y compris tout montant versé au titre de la taxe dont l'autre personne est redevable aux termes d'une loi provinciale ou de la présente partie;

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

51. (1) Subsection 188(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Net tax of prescribed registrant

(5) Where a registrant is a prescribed registrant at any time in a reporting period, the registrant's net tax for the period shall be determined in a prescribed manner.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

51. (1) Le paragraphe 188(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Taxe nette d'un inscrit visé par règlement

(5) La taxe nette d'un inscrit pour la période de déclaration au cours de laquelle il est visé par règlement est déterminée selon les modalités réglementaires.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

52. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 188 thereof, the following section:

Definitions

188.1 (1) In this section,

"distributor" « *distributeur* »

"distributor" of an issuer means a person who

(*a*) as agent of the issuer, supplies rights of the issuer on behalf of the issuer, or

(*b*) on the person's own behalf supplies rights of the issuer;

"issuer" « *émetteur* »

"issuer" means a registrant who is a prescribed registrant for the purposes of subsection 188(5);

52. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 188, de ce qui suit :

Définitions

188.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« distributeur » "distributor"

« distributeur » Personne qui, à l'égard d'un émetteur :

a) soit fournit des droits de l'émetteur à titre de mandataire de celui-ci;

b) soit fournit des droits de l'émetteur pour son propre compte.

"right" « *droit* »

"right" of an issuer means a right to play or participate in a game of chance conducted by the issuer.

« droit » Droit de jouer ou de participer à un jeu de hasard organisé par un émetteur.

« droit » "*right*"

« émetteur » Inscrit qui est visé par règlement pour l'application du paragraphe 188(5).

« émetteur » "*issuer*"

Supply by issuer

(2) For the purposes of this Part, where an issuer makes a supply of a right of the issuer to a distributor of the issuer,

(*a*) tax shall be deemed not to be payable by the distributor in respect of the supply; and

(*b*) the distributor is not entitled to any rebate under section 261 in respect of the supply.

(2) Pour l'application de la présente partie, les règles suivantes s'appliquent à l'émetteur qui fournit un droit à son distributeur :

a) la taxe est réputée ne pas être payable par le distributeur relativement à la fourniture;

b) le distributeur n'a pas droit à un remboursement en vertu de l'article 261 relativement à la fourniture.

Fourniture par l'émetteur

Supply by distributor

(3) Where a particular distributor of an issuer makes a supply of a right of the issuer,

(*a*) if the recipient of the supply is another distributor of the issuer, the supply shall be deemed, for the purposes of this Part except this section, not to have been made by the particular distributor and not to have been received by the other distributor;

(*b*) if the recipient of the supply is the issuer, the supply shall be deemed, for the purposes of this Part except this section, not to have been made by the particular distributor; and

(*c*) if the recipient of the supply is any other person,

(i) the supply shall be deemed, for the purposes of this Part, to be a supply made by the issuer and not by the particular distributor, and

(ii) any tax in respect of the supply that is collected by the particular distributor shall be deemed, for the purposes of this Part, to have been collected by the issuer, and not by the particular distributor.

(3) Lorsque le distributeur d'un émetteur fournit un droit de ce dernier, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) si l'acquéreur de la fourniture est un autre distributeur de l'émetteur, la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite du présent article, ne pas avoir été effectuée par le distributeur et ne pas avoir été reçue par l'autre distributeur;

b) si l'acquéreur de la fourniture est l'émetteur, la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, exception faite du présent article, ne pas avoir été effectuée par le distributeur;

c) si l'acquéreur de la fourniture est une autre personne :

(i) la fourniture est réputée, pour l'application de la présente partie, avoir été effectuée par l'émetteur et non par le distributeur,

(ii) la taxe relative à la fourniture qui est perçue par le distributeur est réputée, pour l'application de la présente partie, avoir été perçue par l'émetteur et non par le distributeur.

Fourniture par un distributeur

Deemed non-supplies

(4) For the purposes of this Part,

(*a*) supplies made to an issuer by a distributor of the issuer of a service in respect of

(i) the supply of rights of the issuer,

(ii) the awarding, payment or delivery of prizes won in games of chance conducted by the issuer, or

(4) Pour l'application de la présente partie, les fournitures suivantes sont réputées ne pas en être :

a) la fourniture d'un service, effectuée par le distributeur d'un émetteur au profit de ce dernier, relativement :

(i) à la fourniture de droits de l'émetteur,

Fournitures réputées ne pas en être

(iii) the maintenance or repair of equipment used by the distributor in the supplying of rights of the issuer, and

(*b*) supplies made by an issuer to a distributor of the issuer of a service in respect of

(i) the supply of rights of the issuer, or

(ii) the awarding, payment or delivery of prizes won in games of chance conducted by the issuer,

shall be deemed not to be supplies.

(ii) à la remise, au paiement ou à la livraison de prix gagnés lors de jeux de hasard organisés par l'émetteur,

(iii) à l'entretien ou à la réparation de matériel que le distributeur utilise lors de la fourniture de droits de l'émetteur;

b) la fourniture d'un service, effectuée par un émetteur au profit de son distributeur, relativement :

(i) à la fourniture de droits de l'émetteur,

(ii) à la remise, au paiement ou à la livraison de prix gagnés lors de jeux de hasard organisés par l'émetteur.

Deemed non-consideration

(5) For the purposes of this Act,

(*a*) promotional bonuses and prizes given by an issuer to a distributor of the issuer for or in respect of the supply by the distributor of rights of the issuer, and

(*b*) amounts paid to an issuer by a distributor of the issuer for or on account of damages to property of the issuer,

shall be deemed not to be consideration for a supply.

Contreparties réputées ne pas en être

(5) Pour l'application de la présente loi, les montants suivants sont réputés ne pas être des contreparties de fournitures :

a) les primes et prix promotionnels remis par un émetteur à son distributeur relativement à la fourniture par ce dernier de droits de l'émetteur;

b) les montants payés à un émetteur par son distributeur relativement aux dommages causés à des biens de l'émetteur.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

53. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 189 thereof, the following headings and sections:

53. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 189, de ce qui suit :

Fees

Frais

Government fees

189.1 For the purposes of this Part, where a person who is the holder of, or an applicant for, a right the supply of which is an exempt supply described by paragraph 20(*c*) of Part VI of Schedule V is required to pay to a government or municipality or a board, commission or other body established by a government or municipality an amount that is levied for the purposes of recovering the costs of administration of a regulatory program relating to the right and a failure to pay the amount would result in a denial or loss of, a restriction in the exercise of, or a change in the person's entitlements under, the right, the government, municipality or body, as the case may be, shall be deemed to have made an exempt supply to

Frais à verser à un gouvernement

189.1 Pour l'application de la présente partie, lorsque le titulaire ou le demandeur d'un droit dont la fourniture est une fourniture exonérée visée à l'alinéa 20*c*) de la partie VI de l'annexe V est tenu de verser à un gouvernement, à une municipalité ou à une commission ou autre organisme établi par un gouvernement ou une municipalité un montant qui est perçu en vue de recouvrer le coût de l'application d'un programme de réglementation concernant le droit et à défaut du versement duquel la personne perdrait le droit, se le verrait refuser, ne pourrait l'exercer pleinement ou verrait se modifier les pouvoirs qu'il lui confère, le gouvernement, la municipalité ou l'organisme est réputé avoir effectué

the person and the amount shall be deemed to be consideration for that supply.

une fourniture exonérée au profit de la personne, et le montant est réputé être la contrepartie de cette fourniture.

Foreign Conventions

Congrès étrangers

Foreign conventions

189.2 Where a sponsor of a foreign convention

(*a*) makes a supply of an admission to the convention,

(*b*) makes a supply by way of lease, licence or similar arrangement of real property for use by the recipient of the supply exclusively as the site for the promotion, at the convention, of property or services supplied by, or a business of, the recipient, or

(*c*) makes a supply of related convention supplies to a recipient of a supply referred to in paragraph (*b*),

the supply shall be deemed to have been made otherwise than in the course of a commercial activity of the sponsor.

189.2 Les fournitures suivantes, effectuées par le promoteur d'un congrès étranger, sont réputées effectuées en dehors du cadre des activités commerciales du promoteur :

a) la fourniture d'un droit d'entrée au congrès;

b) la fourniture, par bail, licence ou accord semblable, d'un immeuble que l'acquéreur utilise exclusivement comme lieu de promotion, lors du congrès, de son entreprise ou des biens et services qu'il fournit;

c) des fournitures liées au congrès, effectuées au profit de l'acquéreur de la fourniture visée à l'alinéa *b*).

Congrès étrangers

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

54. (1) Subparagraph 190(1)(*a*)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) last acquired by the person to hold or use as a residential complex, or

54. (1) Le passage du paragraphe 190(1) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

190. (1) Lorsque, à un moment donné, une personne commence à détenir ou à utiliser à titre d'immeuble d'habitation un immeuble qui a été acquis par elle à cette fin la dernière fois qu'elle en a fait l'acquisition ou qui, immédiatement avant le moment donné, était détenu pour fourniture dans le cadre de son entreprise ou de son activité commerciale ou était utilisé ou détenu pour utilisation, à titre d'immobilisation, dans ce cadre, les présomptions suivantes s'appliquent à la présente partie dans le cas où, immédiatement avant le moment donné, l'immeuble n'était pas un immeuble d'habitation et où la personne n'a pas procédé à la construction ou à des rénovations majeures de l'immeuble d'habitation et n'en serait pas le constructeur en l'absence du présent article :

Conversion à un usage résidentiel

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 190(1)(*f*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*f*) except where the person is

(2) L'alinéa 190(1)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) la personne est réputée être un constructeur de l'immeuble d'habitation, sauf si elle est :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(i) a particular individual who acquires the property at that time to hold or use exclusively as a place of residence of the particular individual or another individual who is related to the particular individual or who is a former spouse of the particular individual, or

(ii) a trust, all the beneficiaries (other than contingent beneficiaries) of which are individuals and all the contingent beneficiaries of which, if any, are individuals or charities, that acquires the property at that time to hold or use exclusively as a place of residence of an individual who is a beneficiary of the trust,

the person shall be deemed to be a builder of the complex.

(i) un particulier qui acquiert le bien à ce moment pour le détenir ou l'utiliser exclusivement comme résidence pour lui, son ex-conjoint ou un autre particulier qui lui est lié,

(ii) une fiducie dont l'ensemble des bénéficiaires, sauf les bénéficiaires subsidiaires, sont des particuliers et dont l'ensemble des bénéficiaires subsidiaires sont des particuliers ou des organismes de bienfaisance, qui acquièrent le bien à ce moment pour le détenir ou l'utiliser exclusivement comme résidence d'un particulier bénéficiaire de la fiducie.

(3) Section 190 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

(3) L'article 190 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Lease of land for residential use

(3) Where

(*a*) a person who has an interest in land makes a supply of the land by way of lease, licence or similar arrangement and the supply is an exempt supply described by section 6.1 or paragraph 7(*a*) of Part I of Schedule V,

(*b*) the person at any time gives possession of the land to the recipient of the supply under the arrangement,

(*c*) the last use of the land by the person before that time was not under an arrangement for a supply referred to in paragraph (*a*),

(*d*) the person was not deemed under subsection 200(2), 206(4) or 207(1) to have made a supply of the land at or immediately before that time, and

(*e*) the recipient of the supply is not acquiring possession of the land for the purpose of

(i) constructing a residential complex thereon in the course of a commercial activity, or

Location d'un fonds pour usage résidentiel

(3) Pour l'application de la présente partie, la personne qui fournit, par bail, licence ou accord semblable, un fonds sur lequel elle a un droit et qui transfère la possession du fonds à l'acquéreur aux termes de l'accord est réputée avoir effectué, immédiatement avant le moment du transfert, une fourniture taxable du fonds par vente, avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du fonds à ce moment, avoir reçu au moment du transfert une fourniture taxable du fonds par vente et avoir versé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du fonds à ce moment, si les conditions suivantes sont réunies :

a) la fourniture constitue une fourniture exonérée visée à l'article 6.1 ou à l'alinéa 7*a*) de la partie I de l'annexe V;

b) la dernière utilisation du fonds par la personne avant le moment du transfert a eu lieu en dehors du cadre d'un accord portant sur une fourniture visée à l'alinéa *a*);

c) la personne n'est pas réputée par les paragraphes 200(2), 206(4) ou 207(1) avoir fourni le fonds au moment du transfert ou immédiatement avant;

(ii) making an exempt supply of the land described by section 6.1 of Part I of Schedule V,

the person shall, for the purposes of this Part, be deemed

(*f*) to have made, immediately before that time, a taxable supply by way of sale of the land and to have collected, at that time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the land at that time, and

(*g*) to have received, at that time, a taxable supply by way of sale of the land and to have paid, at that time, tax in respect of that supply calculated on the fair market value of the land at that time.

d) l'acquéreur n'acquiert pas la possession du fonds pour y construire un immeuble d'habitation dans le cadre d'une activité commerciale ni pour en effectuer une fourniture exonérée visée à l'article 6.1 de la partie I de l'annexe V.

First use of residential trailer park

(4) Where

(*a*) a person makes a supply of a site in a residential trailer park of the person by way of lease, licence or similar arrangement and the supply is an exempt supply described by paragraph 7(*b*) of Part I of Schedule V,

(*b*) the person at any time gives possession or occupancy of the site to the recipient of the supply under the arrangement,

(*c*) none of the sites in the park were occupied immediately before that time under an arrangement for a supply referred to in paragraph (*a*), and

(*d*) either

(i) the last acquisition of the park by the person was not under an exempt supply described by section 5.3 of Part I of Schedule V and the person was not deemed

(A) under this subsection to have made before that time, or

(B) under subsection 200(2), 206(4) or 207(1) to have made at or immediately before that time

a supply of land included in the park as a consequence of using the land for purposes of the park, or

(ii) the person was entitled, after the park or land was last acquired or deemed to have been supplied by the person, to

Première utilisation d'un parc à roulottes résidentiel

(4) Pour l'application de la présente partie, la personne qui fournit, par bail, licence ou accord semblable, un emplacement situé dans son parc à roulottes résidentiel et qui, aux termes de l'accord, transfère la possession de l'emplacement à l'acquéreur ou lui en permet l'occupation est réputée avoir effectué, immédiatement avant le moment du transfert, une fourniture taxable du parc par vente, avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du parc à ce moment, avoir reçu au moment du transfert une fourniture taxable du parc par vente et avoir versé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du parc à ce moment, si les conditions suivantes sont réunies :

a) la fourniture constitue une fourniture exonérée visée à l'alinéa 7*b*) de la partie I de l'annexe V;

b) aucun des emplacements du parc n'était occupé, immédiatement avant le moment du transfert, aux termes d'un accord portant sur une fourniture visée à l'alinéa *a*);

c) selon le cas :

(i) la dernière acquisition du parc par la personne ne s'est pas faite dans le cadre d'une fourniture exonérée visée à l'article 5.3 de la partie I de l'annexe V, et la personne n'est pas réputée avoir effectué, soit avant le moment du transfert en application du présent paragraphe, soit à

claim an input tax credit in respect of the acquisition thereof or an improvement thereto,

the person shall, for the purposes of this Part, be deemed

(*e*) to have made, immediately before that time, a taxable supply by way of sale of the park and to have collected, at that time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the park at that time, and

(*f*) to have received, at that time, a taxable supply by way of sale of the park and to have paid, at that time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the park at that time.

ce moment ou immédiatement avant en application des paragraphes 200(2), 206(4) ou 207(1), la fourniture d'un fonds qui fait partie du parc du fait qu'elle l'a utilisé aux fins du parc,

(ii) après la dernière acquisition du parc ou du fonds par elle ou après qu'il est réputé fourni par elle, la personne peut demander un crédit de taxe sur les intrants relativement à l'acquisition du parc ou du fonds ou des améliorations qui y sont apportées.

First use of additional area

(5) Where

(*a*) a person increases the area of land included in a residential trailer park of the person,

(*b*) the person makes a supply of a site in the area of land by which the park was increased (in this subsection referred to as the "additional area") by way of lease, licence or similar arrangement and the supply is an exempt supply described by paragraph 7(*b*) of Part I of Schedule V,

(*c*) the person at any time gives possession or occupancy of the site to the recipient of the supply under the arrangement,

(*d*) none of the sites in the additional area were occupied immediately before that time under an arrangement for a supply referred to in paragraph (*b*), and

(*e*) either

(i) the last acquisition of the additional area by the person was not under an exempt supply described by section 5.3 of Part I of Schedule V and the person was not deemed

(A) under this section to have made before that time, or

(B) under subsection 200(2), 206(4) or 207(1) to have made at or before that time

Première utilisation d'une adjonction

(5) Pour l'application de la présente partie, la personne qui augmente la superficie du fonds de son parc à roulottes résidentiel, qui fournit, par bail, licence ou accord semblable, un emplacement situé dans l'aire ajoutée et qui, aux termes de l'accord, transfère la possession de l'emplacement à l'acquéreur ou lui en permet l'occupation est réputée avoir effectué, immédiatement avant le moment du transfert, une fourniture taxable de l'aire ajoutée par vente, avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'aire ajoutée à ce moment, avoir reçu au moment du transfert une fourniture taxable de l'aire ajoutée par vente et avoir versé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'aire ajoutée à ce moment, si les conditions suivantes sont réunies :

a) la fourniture constitue une fourniture exonérée visée à l'alinéa 7*b*) de la partie I de l'annexe V;

b) aucun des emplacements de l'aire ajoutée n'était occupé immédiatement avant le moment du transfert aux termes d'un accord portant sur une fourniture visée à l'alinéa *a*);

c) selon le cas :

(i) la dernière acquisition de l'aire ajoutée par la personne ne s'est pas faite dans le cadre d'une fourniture exonérée visée à l'article 5.3 de la partie I de l'annexe V,

23109—10

a supply of the additional area as a consequence of using the additional area for purposes of the park, or

(ii) the person was entitled, after the additional area was last acquired or deemed to have been supplied by the person, to claim an input tax credit in respect of the acquisition thereof or an improvement thereto,

the person shall, for the purposes of this Part, be deemed

(*f*) to have made, immediately before that time, a taxable supply by way of sale of the additional area and to have collected, at that time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the additional area at that time, and

(*g*) to have received, at that time, a taxable supply by way of sale of the additional area and to have paid, at that time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the additional area at that time.

et la personne n'est pas réputée avoir effectué, soit avant le moment du transfert en application du présent article, soit à ce moment ou immédiatement avant en application des paragraphes 200(2), 206(4) ou 207(1), la fourniture de l'aire ajoutée du fait qu'elle l'a utilisée aux fins du parc,

(ii) après la dernière acquisition par elle de l'aire ajoutée ou après qu'elle est réputée fournie par elle, la personne peut demander un crédit de taxe sur les intrants relativement à l'acquisition de l'aire ajoutée ou des améliorations qui y sont apportées.

(4) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(5) Subsection 190(3) of the said Act, as enacted by subsection (3), applies to any supply of land where possession of the land is transferred to the recipient after March 27, 1991, other than a supply of land where the possession of the land is transferred under an agreement in writing entered into before March 28, 1991.

(5) Le paragraphe 190(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (3), s'applique aux fournitures de fonds dont la possession est transférée à l'acquéreur après le 27 mars 1991, sauf si le transfert est effectué aux termes d'une convention écrite conclue avant le 28 mars 1991.

(6) Subsections 190(4) and (5) of the said Act, as enacted by subsection (3), apply to any supply of a site in a residential trailer park, other than a supply under which possession or occupancy of the site is transferred to the recipient before November 6, 1991 or under a lease, licence or similar arrangement in writing entered into before that day.

(6) Les paragraphes 190(4) et (5) de la même loi, édictés par le paragraphe (3), s'appliquent aux fournitures d'emplacements dans un parc à roulottes résidentiel, sauf les fournitures dans le cadre desquelles la possession de l'emplacement est transférée à l'acquéreur, ou son occupation par lui est permise, avant le 6 novembre 1991 ou aux termes d'un bail, d'une licence ou d'un accord semblable conclu par écrit avant cette date.

55. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 190 thereof, the following section:

55. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 190, de ce qui suit :

Construction of mobile or floating home

190.1 (1) For the purposes of this Part, any person who makes a supply of a mobile home or a floating home before it has been used or occupied by any individual as a place of residence or lodging shall be deemed to have engaged in the construction of the home and to have substantially completed the construction at the earlier of the time ownership of the home is transferred to the recipient of the supply and the time possession of the home is transferred to the recipient under the agreement for the supply.

Construction de maison mobile ou flottante

190.1 (1) Pour l'application de la présente partie, la personne qui fournit une maison mobile ou une maison flottante avant qu'elle soit utilisée ou occupée à titre résidentiel ou d'hébergement est réputée en avoir entrepris la construction et l'avoir achevée en grande partie au premier en date du moment du transfert de la propriété de la maison à l'acquéreur et du moment du transfert à celui-ci de la possession de la maison aux termes de la convention portant sur la fourniture.

Substantial renovation of mobile or floating home

(2) For the purposes of this Part, where a person engages in the substantial renovation of a mobile home or a floating home, the home shall be deemed not to have been used or occupied, at any time before the person began to substantially renovate the home, by any individual as a place of residence or lodging.

Rénovations majeures d'une maison mobile ou flottante

(2) Pour l'application de la présente partie, la maison mobile ou la maison flottante qui fait l'objet de rénovations majeures est réputée n'avoir jamais été utilisée ni occupée auparavant à titre résidentiel ou d'hébergement.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subsection 190.1(2) of the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to the substantial renovation of a mobile home or floating home where the substantial renovation

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le paragraphe 190.1(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux rénovations majeures apportées aux maisons mobiles et aux maisons flottantes, si, selon le cas :

(*a*) is substantially completed before October 1992; or

(*b*) is carried out for the purpose of making a supply of the mobile home or floating home under an agreement in writing entered into before October 1992.

(*a*) elles sont achevées en grande partie avant octobre 1992;

(*b*) elles sont entreprises en vue de la fourniture de la maison aux termes d'une convention écrite conclue avant octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

56. (1) Subsection 191(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

56. (1) Le paragraphe 191(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Self-supply of single-unit residential complex or residential condominium unit

191. (1) For the purposes of this Part, where

(*a*) the construction or substantial renovation of a residential complex that is a single unit residential complex or a residential condominium unit is substantially completed,

(*b*) the builder of the complex

Fourniture à soi-même d'un immeuble d'habitation à logement unique ou d'un logement en copropriété

191. (1) Pour l'application de la présente partie, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) la construction ou les rénovations majeures d'un immeuble d'habitation — immeuble d'habitation à logement unique ou logement en copropriété — sont achevées en grande partie,

(i) gives possession of the complex to a particular person under a lease, licence or similar arrangement entered into for the purpose of its occupancy by an individual as a place of residence and the particular person is not a purchaser under an agreement of purchase and sale of the complex, or

(ii) where the builder is an individual, occupies the complex as a place of residence, and

(*c*) the builder, the particular person or an individual who is a tenant or licensee of the particular person is the first individual to occupy the complex as a place of residence after substantial completion of the construction or renovation,

the builder shall be deemed

(*d*) to have made and received, at the later of the time the construction or substantial renovation is substantially completed and the time possession of the complex is so given to the particular person or the complex is so occupied by the builder, a taxable supply by way of sale of the complex, and

(*e*) to have paid as a recipient and to have collected as a supplier, at the later of those times, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the complex at the later of those times.

b) le constructeur de l'immeuble en transfère la possession à une personne, qui n'est pas l'acheteur en vertu d'un contrat de vente visant l'immeuble, aux termes d'un bail, d'une licence ou d'un accord semblable conclu en vue de l'occupation de l'immeuble à titre résidentiel ou, s'il est un particulier, occupe lui-même l'immeuble à titre résidentiel,

c) le constructeur, la personne ou le particulier locataire de celle-ci ou titulaire d'un permis de celle-ci est le premier à occuper l'immeuble à titre résidentiel après que les travaux sont achevés en grande partie,

le constructeur est réputé :

d) avoir effectué et reçu, par vente, la fourniture taxable de l'immeuble au dernier en date du jour où les travaux sont achevés en grande partie et du jour où la possession de l'immeuble est transférée à la personne ou l'immeuble est occupé par lui;

e) avoir payé à titre d'acquéreur et perçu à titre de fournisseur, au dernier en date de ces jours, la taxe relative à la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là.

(2) Paragraph 191(1)(*b*) of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(*b*) the builder of the complex

(i) gives possession of the complex to a particular person under a lease, licence or similar arrangement (other than an arrangement, under or arising as a consequence of an agreement of purchase and sale of the complex, for the possession or occupancy of the complex until ownership of the complex is transferred to the purchaser under the agreement) entered into for the purpose of its occupancy by an individual as a place of residence,

(ii) gives possession of the complex to a particular person under an agreement for

(2) L'alinéa 191(1)*b*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) le constructeur de l'immeuble :

(i) soit en transfère la possession à une personne aux termes d'un bail, d'une licence ou d'un accord semblable (sauf un accord qui est connexe à un contrat de vente visant l'immeuble et qui porte sur la possession ou l'occupation de l'immeuble jusqu'au transfert de sa propriété à l'acheteur aux termes du contrat) conclu en vue de l'occupation de l'immeuble à titre résidentiel,

(ii) soit en transfère la possession à une personne aux termes d'une convention, sauf une convention portant sur la fourniture d'une maison mobile et d'un empla-

(A) the supply by way of sale of the building or part thereof in which the residential unit forming part of the complex is located, and

(B) the supply by way of lease of the land forming part of the complex or the supply of such a lease by way of assignment,

other than an agreement for the supply of a mobile home and a site for the home in a residential trailer park, or

(iii) where the builder is an individual, occupies the complex as a place of residence, and

cement pour celle-ci dans un parc à roulottes résidentiel, portant sur l'une des fournitures suivantes :

(A) la fourniture par vente de tout ou partie du bâtiment dans lequel est située l'habitation faisant partie de l'immeuble,

(B) la fourniture par bail du fonds faisant partie de l'immeuble ou la fourniture d'un tel bail par cession,

(iii) soit, s'il est un particulier, occupe lui-même l'immeuble à titre résidentiel,

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Paragraphs 191(2)(*e*) and (*f*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(*e*) to have made and received, at the time the agreement is terminated, a taxable supply by way of sale of the unit, and

(*f*) except where possession of the unit was transferred to the particular person before 1991, to have paid as a recipient and to have collected as a supplier, at that time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the unit at that time.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Les alinéas 191(2)*a*) et *b*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) avoir effectué et reçu, par vente, la fourniture taxable du logement au moment où il est mis fin au contrat;

b) sauf si la possession du logement est transférée à la personne avant 1991, avoir payé à titre d'acquéreur et perçu à titre de fournisseur, au moment où il est mis fin au contrat, la taxe relative à la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande du logement à ce moment.

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Paragraphs 191(3)(*d*) and (*e*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(*d*) to have made and received, at the later of the time the construction or substantial renovation is substantially completed and the time possession of the unit is so given to the particular person or the unit is so occupied by the builder, a taxable supply by way of sale of the complex, and

(*e*) to have paid as a recipient and to have collected as a supplier, at the later of those times, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the complex at the later of those times.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Les alinéas 191(3)*a*) et *b*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) avoir effectué et reçu, par vente, la fourniture taxable de l'immeuble au dernier en date du jour où les travaux sont achevés en grande partie et du jour où la possession de l'habitation est transférée à la personne ou l'habitation est occupée par lui;

b) avoir payé à titre d'acquéreur et perçu à titre de fournisseur, au dernier en date de ces jours, la taxe relative à la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là.

1990, c. 45, s. 12(1)

(5) Paragraphs 191(4)(*d*) and (*e*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(*d*) to have made and received, at the later of the time the construction of the addition

1990, ch. 45, par. 12(1)

(5) Les alinéas 191(4)*a*) et *b*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) avoir effectué et reçu, par vente, la fourniture taxable de l'adjonction au der-

is substantially completed and the time possession of the unit is so given to the particular person or the unit is so occupied by the builder, a taxable supply by way of sale of the addition, and

(*e*) to have paid as a recipient and to have collected as a supplier, at the later of those times, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the addition at the later of those times.

nier en date du jour où les travaux sont achevés en grande partie et du jour où la possession de l'habitation est transférée à la personne ou l'habitation est occupée par lui;

b) avoir payé à titre d'acquéreur et perçu à titre de fournisseur, au dernier en date de ces jours, la taxe relative à la fourniture, calculée sur la juste valeur marchande de l'adjonction ce jour-là.

1990, c. 45, s. 12(1)

(6) All that portion of subsection 191(7) of the said Act following paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(6) Le passage du paragraphe 191(7) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*b*) the construction or substantial renovation of the complex or addition is carried out, or the complex is acquired, for the purpose of providing a place of residence or lodging for an employee of the registrant at a location at which the employee is required to be in the performance of the duties of the employee's office or employment and at which, because of its remoteness from any established community, the employee could not reasonably be expected to establish and maintain a self-contained domestic establishment, and

(*c*) the registrant elects under this subsection in respect of the residential complex or the addition,

until the complex is supplied by way of sale, or is supplied by way of lease, licence or similar arrangement primarily to persons who are not employees of the registrant or individuals who are related to the employees, the supply of the complex or a residential unit in the complex as a place of residence or lodging shall be deemed not to be a supply and any occupation of the complex or unit as a place of residence or lodging shall be deemed not to be occupation as a place of residence or lodging.

Lieu de travail éloigné

(7) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où la construction ou les rénovations majeures d'un immeuble d'habitation ou d'une adjonction à celui-ci sont effectuées, ou l'immeuble est acquis, en vue de loger les salariés du constructeur de l'immeuble ou de l'adjonction à l'endroit où ils sont tenus d'être pour exercer leurs fonctions et où l'éloignement de l'endroit d'une collectivité est tel qu'il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que les salariés y établissent et y tiennent un établissement domestique autonome, le constructeur, qui est un inscrit, peut faire un choix relativement à l'immeuble ou à l'adjonction pour que les présomptions suivantes s'appliquent jusqu'à ce que l'immeuble soit fourni par vente ou par bail, licence ou accord semblable principalement à des personnes qui ne sont ni des salariés du constructeur, ni des particuliers liés à ceux-ci :

(7) Paragraph 191(7)(*c*) of the said Act, as enacted by subsection (6), is repealed and the following substituted therefor:

(7) Le passage du paragraphe 191(7) de la même loi qui précède l'alinéa *a*), édicté par le paragraphe (6), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Lieu de travail éloigné

(7) Pour l'application de la présente partie, dans le cas où la construction ou les rénovations majeures d'un immeuble d'habitation ou d'une adjonction à celui-ci sont effectuées, ou

(*c*) the registrant makes, under this subsection, an election in prescribed form containing prescribed information in respect of the residential complex or the addition,

l'immeuble est acquis, en vue de loger les salariés du constructeur de l'immeuble ou de l'adjonction à l'endroit où ils sont tenus d'être pour exercer leurs fonctions et où l'éloignement de l'endroit d'une collectivité est tel qu'il n'est pas raisonnable de s'attendre à ce que les salariés y établissent et y tiennent un établissement domestique autonome, le constructeur, qui est un inscrit, peut faire un choix, en la forme déterminée par le ministre et contenant les renseignements requis, relativement à l'immeuble ou à l'adjonction pour que les présomptions suivantes s'appliquent jusqu'à ce que l'immeuble soit fourni par vente ou par bail, licence ou accord semblable principalement à des personnes qui ne sont ni des salariés du constructeur, ni des particuliers liés à ceux-ci :

1990, c. 45, s. 12(1)

(8) Subsection 191(8) of the said Act is repealed.

(8) Le paragraphe 191(8) de la même loi est abrogé.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(9) Section 191 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(9) L'article 191 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Transfer of possession attributed to builder

(10) For the purposes of this section, where

(*a*) a builder of a residential complex or an addition to a multiple unit residential complex makes a supply of the complex or a residential unit in the complex or addition by way of lease, licence or similar arrangement and the supply is an exempt supply described by section 6.1 of Part I of Schedule V,

(*b*) the recipient of the supply is acquiring the complex or unit for the purpose of making one or more supplies of the complex, unit or residential units in the complex and those supplies are described by section 6 of Part I of Schedule V, and

(*c*) the builder at any time gives possession of the complex or unit to the recipient under the arrangement,

the builder shall be deemed to have at that time given possession of the complex or unit to an individual under a lease, licence or similar arrangement entered into for the purpose of its occupancy by an individual as a place of residence.

Transfert de possession attribué au constructeur

(10) Pour l'application du présent article, dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

a) le constructeur d'un immeuble d'habitation ou d'une adjonction à un immeuble d'habitation à logements multiples effectue la fourniture par bail, licence ou accord semblable — fourniture exonérée visée à l'article 6.1 de la partie I de l'annexe V — de l'immeuble ou d'une habitation de celui-ci ou de l'adjonction;

b) l'acquéreur de la fourniture acquiert l'immeuble ou l'habitation en vue d'effectuer une fourniture visée à l'article 6 de la partie I de l'annexe V;

c) le constructeur transfère la possession de l'immeuble ou de l'habitation à l'acquéreur aux termes de l'accord,

le constructeur est réputé, au moment de ce transfert, transférer la possession de l'immeuble ou de l'habitation à un particulier aux termes d'un bail, d'une licence ou d'un accord semblable conclu en vue d'en permettre l'occupation résidentielle.

(10) Subsections (1) and (3) to (6) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(11) Subsection (2) applies to any supply of a residential complex, other than a supply under which possession is transferred to the recipient of the supply before March 28, 1991 or a supply under an agreement in writing entered into before March 28, 1991.

(12) Subsections (7) and (8) apply to any election made under subsection 191(7) of the said Act, as amended by subsections (6) and (7), in respect of a residential complex or an addition to a residential complex the construction or substantial renovation of which is substantially completed after April 26, 1992.

(13) Subsection (9) shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

(10) Les paragraphes (1) et (3) à (6) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(11) Le paragraphe (2) s'applique aux fournitures d'immeubles d'habitation, sauf celles dans le cadre desquelles la possession de l'immeuble est transférée à l'acquéreur avant le 28 mars 1991 ou celles qui sont visées par une convention écrite conclue avant cette date.

(12) Les paragraphes (7) et (8) s'appliquent aux choix faits en application du paragraphe 191(7) de la même loi, modifié par les paragraphes (6) et (7), relativement à un immeuble d'habitation, ou à une adjonction à un tel immeuble, dont la construction ou les rénovations majeures sont terminées en grande partie après le 26 avril 1992.

(13) Le paragraphe (9) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1993.

1990, c. 45, s. 12(1)

57. (1) Paragraph (*b*) of the description of A in subsection 193(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*b*) the tax payable or deemed to have been collected, as the case may be, in respect of the taxable supply of the property at the particular time; and

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 193(2)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) a registrant that is a government makes a taxable supply of real property by way of sale (other than a supply that is deemed under subsection 200(2) to have been made), or

1990, ch. 45, par. 12(1)

57. (1) L'alinéa *b*) de l'élément A de la formule figurant au paragraphe 193(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) la taxe payable ou réputée perçue relativement à la fourniture de l'immeuble au moment donné;

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le passage du paragraphe 193(2) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Vente par un organisme du secteur public

(2) L'inscrit qui, étant un gouvernement, effectue la fourniture taxable d'un immeuble par vente, sauf une fourniture qui est réputée par le paragraphe 200(2) avoir été effectuée, ou, étant un organisme de services publics, est réputé par l'article 190 ou le paragraphe 211(2) avoir effectué la fourniture taxable d'un immeuble, et qui, immédiatement avant le moment où la taxe est payable relativement à la fourniture, a utilisé le bien autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales peut demander un crédit de taxe sur les intrants pour la période de déclaration au cours de laquelle la taxe relative à la fourniture est devenue payable, égal au moins élevé des montants suivants :

(3) Section 193 of the said Act, as amended by subsections (1) and (2), is repealed and the following substituted therefor:

Sale of real property

193. (1) Where at a particular time a registrant makes a particular taxable supply of real property by way of sale, other than

(*a*) a supply deemed under subsection 206(5) or 207(2) to have been made, or

(*b*) a supply made by a public sector body (other than a financial institution) of property in respect of which an election by the body under section 211 is not in effect at the particular time,

the registrant may, notwithstanding section 170 and Subdivision d, claim an input tax credit for the reporting period in which tax in respect of the particular taxable supply becomes payable or is deemed to have been collected, as the case may be, equal to the amount determined by the formula

A x B x C

where

A is the lesser of

(*a*) the total (in this subsection referred to as the "total tax charged in respect of the property") of the tax that was payable by the registrant in respect of the last acquisition of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired, and

(*b*) the tax that is or would, but for section 167, be payable in respect of the particular taxable supply,

B is the percentage that, immediately before the particular time, the use of the property otherwise than in commercial activities of the registrant was of the total use of the property, and

C is

(*a*) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property and the particular

(3) L'article 193 de la même loi, modifié par les paragraphes (1) et (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Vente d'un immeuble

193. (1) Malgré l'article 170 et la sous-section d, l'inscrit qui effectue la fourniture taxable d'un immeuble par vente (sauf une fourniture qui est réputée par les paragraphes 206(5) ou 207(2) avoir été effectuée ou une fourniture, effectuée par un organisme du secteur public autre qu'une institution financière, portant sur des biens à l'égard desquels le choix fait par l'organisme en application de l'article 211 n'est pas en vigueur au moment donné) peut demander un crédit de taxe sur les intrants pour la période de déclaration au cours de laquelle la taxe relative à la fourniture devient payable ou est réputée avoir été perçue, égal au résultat du calcul suivant :

A x B x C

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

a) le total (appelé « total de la taxe applicable à l'immeuble » au présent paragraphe) de la taxe payable par l'inscrit relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition;

b) la taxe qui est payable relativement à la fourniture ou qui le serait sans l'article 167;

B le pourcentage que représente, immédiatement avant le moment donné, l'utilisation qu'il fait de l'immeuble en dehors du cadre de ses activités commerciales par rapport à l'utilisation totale de l'immeuble;

C 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe incluse dans le total de la taxe applicable à l'immeuble et si la fourniture en question n'est pas réputée par le paragraphe 206(4) avoir été effectuée, la différence en-

taxable supply is not deemed under subsection 206(4) to have been made, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and

(*b*) in any other case, 100%.

tre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert au calcul du montant remboursable.

Sale by public sector bodies

(2) Where at a particular time a registrant that is a public sector body (other than a financial institution) makes a particular taxable supply of real property by way of sale (other than a supply that is deemed under subsection 200(2) to have been made) and, immediately before the time tax becomes payable in respect of the particular taxable supply, the property was not used by the registrant primarily in commercial activities of the registrant, except where subsection (1) applies, the registrant may, notwithstanding section 170 and Subdivision d, claim an input tax credit for the reporting period in which tax in respect of the particular taxable supply became payable or is deemed to have been collected, as the case may be, equal to the amount determined by the formula

Vente par un organisme du secteur public

(2) Malgré l'article 170 et la sous-section d, l'inscrit qui, étant un organisme du secteur public autre qu'une institution financière, effectue la fourniture taxable d'un immeuble par vente, sauf une fourniture qui est réputée par le paragraphe 200(2) avoir été effectuée, et qui, immédiatement avant le moment où la taxe devient payable relativement à la fourniture, a utilisé l'immeuble autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales peut demander, sauf si le paragraphe (1) s'applique, un crédit de taxe sur les intrants pour la période de déclaration au cours de laquelle la taxe relative à la fourniture est devenue payable ou est réputée avoir été perçue, égal au résultat du calcul suivant :

A x B

where

A is the lesser of

(*a*) the total (in this subsection referred to as the "total tax charged in respect of the property") of the tax that was payable by the registrant in respect of the last acquisition of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired, and

(*b*) the tax that is or would, but for section 167, be payable in respect of the particular taxable supply, and

B is

(*a*) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that

A x B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

a) le total (appelé « total de la taxe applicable à l'immeuble » au présent paragraphe) de la taxe payable par l'inscrit relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition;

b) la taxe qui est payable relativement à la fourniture ou qui le serait sans l'article 167;

B 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe incluse dans le total de la taxe applicable à l'immeuble, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à cet article, qui sert au calcul du montant remboursable.

applied in determining the amount of that rebate, and

(*b*) in any other case, 100%.

(4) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(5) Subsection (3) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(5) Le paragraphe (3) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

58. (1) All that portion of section 194 of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

58. (1) Le passage de l'article 194 de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Incorrect statement

194. For the purposes of this Part, where a supplier makes a taxable supply by way of sale of real property and incorrectly states or certifies in writing to the recipient of the supply that the supply is an exempt supply described in any of sections 2 to 5.3, 8 and 9 of Part I of Schedule V, except where the recipient knows or ought to know that the supply is not an exempt supply,

Déclaration erronée

194. Pour l'application de la présente partie, dans le cas où un fournisseur effectue par vente la fourniture taxable d'un immeuble et déclare erronément par écrit à l'acquéreur qu'il s'agit d'une fourniture exonérée visée aux articles 2 à 5.3, 8 ou 9 de la partie I de l'annexe V, sauf si l'acquéreur sait ou devrait savoir qu'il ne s'agit pas d'une telle fourniture, les présomptions suivantes s'appliquent :

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

59. (1) Section 195 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

59. (1) L'article 195 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prescribed property

195. For the purposes of this Part, where a person acquires or imports prescribed property for use as capital property of the person, the property shall be deemed to be personal property and not real property.

Biens visés par règlement

195. Pour l'application de la présente partie, les biens visés par règlement qu'une personne acquiert ou importe pour les utiliser comme immobilisations sont réputés être des biens meubles.

Residential complex not capital property

195.1 (1) For the purposes of this Part, other than sections 148 and 249, a residential complex shall be deemed not to be, at a particular time, capital property of a builder of the complex unless

(*a*) at or before the particular time, the construction or substantial renovation of the complex was substantially completed; and

(*b*) at or after the time the construction or substantial renovation of the complex was substantially completed and at or before the particular time, the builder received an exempt supply of the complex or was deemed under section 191 to have received a taxable supply of the complex.

Immeuble d'habitation réputé immobilisation

195.1 (1) Pour l'application de la présente partie, sauf les articles 148 et 249, un immeuble d'habitation est réputé être l'immobilisation de son constructeur à un moment donné si les conditions suivantes sont réunies :

a) la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble étaient achevées en grande partie au moment donné;

b) au cours de la période allant du moment où les travaux sont achevés en grande partie jusqu'au moment donné, le constructeur a reçu une fourniture exonérée de l'immeuble ou est réputé par l'article 191 en avoir reçu une fourniture taxable.

Addition not capital property

(2) For the purposes of this Part, other than sections 148 and 249, an addition to a multiple unit residential complex shall be deemed not to be, at a particular time, capital property of a builder of the addition unless

(*a*) at or before the particular time, the construction of the addition was substantially completed; and

(*b*) at or after the time the construction of the addition was substantially completed and at or before the particular time, the builder received an exempt supply of the complex or was deemed under subsection 191(4) to have received a taxable supply of the addition.

Adjonction réputée immobilisation

(2) Pour l'application de la présente partie, sauf les articles 148 et 249, l'adjonction d'un immeuble d'habitation à logements multiples est réputée être l'immobilisation de son constructeur à un moment donné si les conditions suivantes sont réunies :

a) la construction de l'adjonction était achevée en grande partie au moment donné;

b) au cours de la période allant du moment où les travaux sont achevés en grande partie jusqu'au moment donné, le constructeur a reçu une fourniture exonérée de l'immeuble ou est réputé par le paragraphe 191(4) avoir reçu une fourniture taxable de l'adjonction.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

60. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 195.1 thereof, as enacted by section 59, the following section:

60. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 195.1, édicté par l'article 59, de ce qui suit :

Last acquisition or importation

195.2 (1) For the purposes of this Part (other than Division III and Schedule VII), an importation of property shall not be considered in determining the last acquisition or importation of the property

(*a*) where tax under Division III was not paid on the property in respect of that importation because the property was included in section 1 or 9 of Schedule VII or the property was included in section 8 of that Schedule and was classified under heading 98.13 or 98.14 of Schedule I to the *Customs Tariff*, or would have been so classified but for Note 11(*a*) to Chapter 98 of that Schedule;

(*b*) where tax under Division III on the property in respect of that importation was calculated on a value determined under the *Value of Imported Goods (GST) Regulations*, other than section 8 or 12 or a prescribed section of those Regulations; or

(*c*) in prescribed circumstances.

Dernière acquisition ou importation

195.2 (1) Pour l'application de la présente partie, sauf la section III et l'annexe VII, l'importation d'un bien n'est pas prise en compte lorsqu'il s'agit de déterminer le moment de la dernière acquisition ou importation du bien dans les cas suivants :

a) la taxe prévue à la section III applicable au bien relativement à cette importation n'a pas été payée du fait que le bien était soit inclus aux articles 1 ou 9 de l'annexe VII, soit inclus à l'article 8 de cette annexe et classé sous les numéros 98.13 ou 98.14 à l'annexe I du *Tarif des douanes*, ou serait ainsi classé en l'absence de la note 11a) du chapitre 98 de l'annexe I de cette loi;

b) la taxe prévue à la section III applicable au bien relativement à cette importation a été calculée sur une valeur déterminée aux termes du *Règlement sur la valeur des importations (TPS)*, exception faite de ses articles 8 ou 12 ou d'un autre article de ce règlement visé par règlement;

c) le bien a été acquis ou importé dans les circonstances visées par règlement.

Importation of improvement

(2) For the purposes of this Part (other than Division III and Schedule VII), where a person imports capital property of the person that was improved outside Canada and tax under Division III is payable on a value, determined under the *Value of Imported Goods (GST) Regulations*, that does not exceed the value of the improvement, the importation shall be deemed to be an importation of the improvement.

Application before 1991

(3) For the purposes of determining the last acquisition or importation of property, this Part shall be deemed to have been in force at all times before 1991.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

61. (1) Section 196 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Intended and actual use

196. For the purposes of this Part, where a person at any time acquires or imports property for use to a particular extent in a particular way, the person shall be deemed to use the property immediately after that time to the particular extent in the particular way.

(2) Section 196 of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

Intended and actual use

196. For the purposes of this Part, where a person at any time acquires, imports or appropriates property for use as capital property of the person to a particular extent in a particular way, the person shall be deemed to use the property immediately after that time to the particular extent in the particular way.

Appropriation to use as capital property

196.1 For the purposes of this Part, where a registrant, at a particular time, appropriates property of the registrant for use as capital property of the registrant or in improving capital property of the registrant and, immediately before the particular time, the property was not capital property of the registrant or an improvement to capital property of the registrant,

(*a*) the registrant shall be deemed

(i) to have made, immediately before the particular time, a supply of the property by way of sale, and

Importation d'améliorations

(2) Pour l'application de la présente partie, sauf la section III et l'annexe VII, l'importation par une personne de son immobilisation qui a fait l'objet d'améliorations à l'étranger est réputée être une importation des améliorations si la taxe prévue à la section III est payable sur une valeur, déterminée aux termes du *Règlement sur la valeur des importations (TPS)*, qui ne dépasse pas la valeur des améliorations.

Application avant 1991

(3) Pour déterminer le moment de la dernière acquisition ou importation d'un bien, la présente partie est réputée avoir été en vigueur en tout temps avant 1991.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, ch. 45, par. 12(1)

61. (1) L'article 196 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Utilisation prévue et réelle

196. Pour l'application de la présente partie, la personne qui acquiert ou importe un bien pour l'utiliser dans une mesure déterminée à une fin déterminée est réputée l'utiliser ainsi immédiatement après l'avoir acquis ou importé.

(2) L'article 196 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Utilisation prévue et réelle

196. Pour l'application de la présente partie, la personne qui acquiert, importe ou réserve un bien pour l'utiliser comme immobilisation dans une mesure déterminée à une fin déterminée est réputée l'utiliser ainsi immédiatement après l'avoir acquis, importé ou réservé.

Utilisation à titre d'immobilisation

196.1 Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un inscrit, à un moment donné, réserve un de ses biens pour l'utiliser comme immobilisation, ou dans le cadre d'améliorations à apporter à son immobilisation, alors que le bien, immédiatement avant ce moment, ne faisait pas partie de ses immobilisations ni ne constituait des améliorations pouvant leur être apportées, les présomptions suivantes s'appliquent :

a) l'inscrit est réputé :

(i) avoir effectué, immédiatement avant le moment donné, une fourniture du bien par vente,

(ii) where the property was last acquired or imported by the registrant before the particular time for consumption, use or supply, or was consumed or used before the particular time, in the course of commercial activities of the registrant, to have collected, at the particular time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the property at the particular time; and

(*b*) the registrant shall be deemed to have received, at the particular time, a supply of the property by way of sale and to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to

(i) where the property was last acquired or imported by the registrant before the particular time for consumption, use or supply, or was consumed or used before the particular time, in the course of commercial activities of the registrant and the supply is not an exempt supply, tax calculated on the fair market value of the property at the particular time, and

(ii) in any other case, the amount determined by the formula

A x B

where

A is the lesser of

(A) the tax that was payable by the registrant in respect of the last acquisition or importation of the property by the registrant, and

(B) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time, and

B is

(A) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of the tax that was payable by the registrant in respect of the last acquisition or importation of the property, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and

(ii) si l'inscrit a acquis ou importé le bien la dernière fois avant le moment donné pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales, ou s'il a consommé ou utilisé le bien dans ce cadre avant ce moment, avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment;

b) l'inscrit est réputé avoir reçu, au moment donné, une fourniture du bien par vente et avoir payé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe suivante :

(i) si l'inscrit a acquis ou importé le bien la dernière fois avant le moment donné pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales, ou s'il a consommé ou utilisé le bien dans ce cadre avant ce moment, et s'il ne s'agit pas d'une fourniture exonérée, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment,

(ii) dans les autres cas, le résultat du calcul suivant :

A x B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(A) la taxe payable par l'inscrit relativement à sa dernière acquisition ou importation du bien,

(B) la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné,

B 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre de la taxe payable par lui relativement à la dernière acquisition ou importation du bien, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert au calcul du montant remboursable.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on April 1, 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

62. (1) Section 197 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Insignificant changes in use

197. For the purposes of subsections 206(2), (3) and (5), 207(2) and 208(2) and (3), where in any period

(*a*) beginning on the later of

(i) the day a registrant last acquired or imported property for use as capital property of the registrant, and

(ii) the day subsection 206(3) or (5), 207(2) or 208(3) last applied to the property, and

(*b*) ending at any time after that day,

the extent to which the registrant changed the use of the property in commercial activities of the registrant is less than 10% of the total use of the property, the registrant shall be deemed to have used the property throughout that period to the same extent and in the same way as the registrant used the property at the beginning of that period, unless the registrant is an individual who began in that period to use the property primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on April 1, 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

63. (1) Section 198 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Use in supply of financial services

198. For the purposes of this Part, to the extent that a registrant who is not a financial institution uses property as capital property of the registrant in the making of supplies of financial services that relate to commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed to use the property in those commercial activities.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1er avril 1991.

1990, ch. 45, par. 12(1)

62. (1) L'article 197 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Changement d'utilisation négligeable

197. Pour l'application des paragraphes 206(2), (3) et (5), 207(2) et 208(2) et (3), lorsqu'un bien à utilisé dans le cadre des activités commerciales d'un inscrit à fait l'objet, au cours de la période commençant le dernier en date des jours suivants et se terminant après ce jour, d'un changement d'utilisation qui représente un changement de moins de 10 % par rapport à son utilisation totale, l'inscrit est réputé avoir utilisé le bien durant cette période dans la même mesure et à la même fin qu'il l'utilisait au début de cette période :

a) le jour où l'inscrit a acquis ou importé le bien la dernière fois pour l'utiliser comme immobilisation;

b) le jour où les paragraphes 206(3) ou (5), 207(2) ou 208(3) se sont appliqués au bien pour la dernière fois.

Le présent paragraphe ne s'applique pas si l'inscrit est un particulier qui a commencé, au cours de la période en question, à utiliser le bien principalement pour son usage personnel ou celui d'un particulier qui lui est lié.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er avril 1991.

1990, ch. 45, par. 12(1)

63. (1) L'article 198 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Utilisation dans le cadre d'une fourniture de services financiers

198. Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui n'est pas une institution financière mais qui utilise un bien comme immobilisation dans le cadre de la fourniture de services financiers liés à ses activités commerciales est réputé, dans la mesure où il utilise ainsi le bien, l'utiliser dans le cadre de ces activités.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

64. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 198 thereof, the following section:

64. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 198, de ce qui suit :

Change in use caused by operation of Part

198.1 Where

(*a*) a registrant, because of the enactment of an amendment to this Part or Schedule V, is deemed under subsection 200(2), 203(2), 206(4) or 207(1) to have made a supply of property and to have collected, at a particular time, tax in respect of the supply, or

(*b*) a registrant, because of

(i) the operation of paragraph 171(3)(*b*),

(ii) the application of paragraph 171.1(1)(*b*) at the time the registration of the registrant under this Part ceases to apply to particular commercial activities of the registrant, or

(iii) a branch or division of the registrant becoming a small supplier division within the meaning assigned by subsection 129(1),

is deemed under subsection 200(2), 203(2), 206(4) or 207(1) to have made a particular supply of

(iv) property that was originally supplied to or imported by the registrant before 1991, or

(v) tangible personal property that was originally supplied to the registrant in Canada before 1994 as used tangible personal property in circumstances in which tax was not payable in respect of the supply,

and to have collected, at a particular time, tax in respect of the particular supply,

for the purposes of determining the amount of tax that is deemed under that subsection to have been collected or paid at the particular time, the amount of tax calculated on the fair market value of the property at the particular time shall be deemed not to exceed the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the last acquisition or importation of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of im-

Changement d'utilisation par suite de l'application de la partie IX

198.1 Aux fins du calcul de la taxe qui est réputée par l'un des paragraphes 200(2), 203(2), 206(4) et 207(1) avoir été perçue ou payée, selon le cas, à un moment donné, la taxe calculée sur la juste valeur marchande d'un bien au moment donné est réputée ne pas dépasser le total de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition ou importation du bien et de la taxe qui est payable par lui relativement à des améliorations apportées au bien, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition ou importation lorsque l'une des situations suivantes existe :

a) l'inscrit, par suite d'une modification apportée à la présente partie ou à l'annexe V, est réputé par les paragraphes 200(2), 203(2), 206(4) ou 207(1) avoir effectué la fourniture du bien et avoir perçu la taxe afférente au moment donné;

b) l'inscrit, par suite de l'un des événements visés aux sous-alinéas (i) à (iii), est réputé par les paragraphes 200(2), 203(2), 206(4) ou 207(1) avoir effectué la fourniture soit du bien qui lui a été initialement fourni, ou qu'il a initialement importé, avant 1991, soit du bien meuble corporel qui lui a été initialement fourni au Canada avant 1994 comme bien meuble corporel d'occasion dans des circonstances où aucune taxe n'était payable relativement à la fourniture, et avoir perçu la taxe afférente au moment donné :

(i) l'application de l'alinéa 171(3)*b*),

(ii) l'application de l'alinéa 171.1(1)*b*) au moment où l'inscription de l'inscrit en vertu de la présente partie cesse d'être valable pour certaines de ses activités commerciales,

(iii) le fait qu'une succursale ou division de l'inscrit devient une division de petit fournisseur, au sens du paragraphe 129(1).

provements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired or imported.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subparagraph 198.1(*b*)(i) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall, in respect of a reduction, before April 1991, in the use in commercial activities of a person of property that was originally acquired or imported by the person before 1991, be read as follows:

(i) an election made by the registrant under subsection 150(1) becoming effective or the operation of paragraph 171(3)(*b*),

65. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 198.1 thereof, as enacted by subsection 64(1), the following section:

Capital acquisitions outside Canada

198.2 Where

(*a*) a registrant is the recipient of a taxable supply of personal property or a service made outside Canada,

(*b*) but for the fact that the registrant was acquiring the property or service for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial activities of the registrant, tax in respect of the supply would have become payable by the registrant at any time under section 218, and

(*c*) the registrant

(i) in the case of a supply of personal property, acquired the property for use as capital property, or

(ii) in any case, acquired the property or service for consumption or use in improving capital property of the registrant that was used at that time exclusively in commercial activities of the registrant,

for the purposes of applying section 198.1, subsections 206(3), (4) and (5), section 207 and subsections 208(3) and 211(2), the registrant shall be deemed

(*d*) to have paid at that time tax in respect of the supply equal to 7% of the value of the

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, en cas de réduction, avant avril 1991, de l'utilisation qu'une personne fait, dans le cadre de ses activités commerciales, d'un bien qu'elle a initialement acquis ou importé avant 1991, le sous-alinéa 198.1*b*)(i) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

(i) l'entrée en vigueur du choix que l'inscrit fait en vertu du paragraphe 150(1) ou l'application de l'alinéa 171(3)*b*),

65. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 198.1, édicté par le paragraphe 64(1), de ce qui suit :

Acquisition d'une immobilisation à l'étranger

198.2 Pour l'application de l'article 198.1, des paragraphes 206(3), (4) et (5), de l'article 207 et des paragraphes 208(3) et 211(2), l'inscrit qui est l'acquéreur de la fourniture taxable d'un bien meuble ou d'un service effectuée à l'étranger est réputé, d'une part, avoir payé, au moment visé à l'alinéa *a*) et relativement à la fourniture, une taxe égale à 7 % de la valeur de la contrepartie de la fourniture, déterminée en conformité avec la section IV, et, d'autre part, avoir demandé, dans une déclaration qu'il a produite en vertu de la section V pour sa période de déclaration qui comprend le moment visé à l'alinéa *a*), un crédit de taxe sur les intrants relatif au bien ou au service égal à cette taxe si les conditions suivantes sont réunies :

a) la taxe relative à la fourniture serait devenue payable par l'inscrit à un moment donné en vertu de l'article 218 si l'inscrit n'avait pas acquis le bien ou le service pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales;

b) l'inscrit :

(i) étant l'acquéreur de la fourniture d'un bien meuble, a acquis le bien pour l'utiliser comme immobilisation,

consideration for the supply determined in accordance with Division IV, and

(*e*) to have claimed, in a return under Division V filed by the registrant for the reporting period of the registrant that includes that time, an input tax credit in respect of the property or service equal to that tax.

(2) Subsection (1) applies for the purposes of any supply deemed to have been made under any of subsections 206(3), (4) and (5), section 207 and subsections 208(3) and 211(2) of the said Act, other than a supply deemed to have been made before 1993.

(ii) dans tous les cas, a acquis le bien ou le service pour le consommer ou l'utiliser dans le cadre d'améliorations à son immobilisation qu'il utilisait, au moment donné, exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures réputées effectuées en application de l'un des paragraphes 206(3), (4) et (5), de l'article 207 et des paragraphes 208(3) et 211(2) de la même loi, sauf si elles sont réputées effectuées avant 1993.

1990, c. 45, s. 12(1)

66. (1) Subsection 199(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

66. (1) Le paragraphe 199(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Beginning use of personal property

(3) For the purposes of this Part, where a registrant last acquired or imported personal property for use as capital property of the registrant but not for use primarily in commercial activities of the registrant and the registrant begins, at a particular time, to use the property as capital property primarily in commercial activities of the registrant, except where the registrant becomes a registrant at the particular time, the registrant shall be deemed

(*a*) to have received, at the particular time, a supply of the property by way of sale; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

Principale utilisation d'immobilisations

(3) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui a acquis ou importé un bien meuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation mais non principalement dans le cadre de ses activités commerciales et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser comme immobilisation principalement dans le cadre de ses activités commerciales est réputé, sauf s'il devient un inscrit à ce moment :

a) avoir reçu, au moment donné, une fourniture du bien par vente;

b) avoir payé, au moment donné et relativement à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A x B

where

A is the lesser of

(i) the total (in this subsection referred to as "the total tax charged in respect of the property") of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the last acquisition or importation of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or

A x B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) le total (appelé « total de la taxe applicable au bien » au présent paragraphe) de la taxe qui est payable par lui, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition ou importation du bien et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées au bien, qu'il a acquises ou

imported by the registrant after the property was last so acquired or imported, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time, and

B is

(i) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and

(ii) in any other case, 100%.

importées après cette dernière acquisition ou importation,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien au moment donné;

B 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe incluse dans le total de la taxe applicable au bien, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert au calcul du montant remboursable.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 199(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 199(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Improvement to capital personal property

(4) Where a registrant acquires or imports an improvement to personal property that is capital property of the registrant, tax payable by the registrant in respect of the acquisition or importation of the improvement shall not be included in determining an input tax credit of the registrant unless, at the time that tax becomes payable or is paid without having become payable, the capital property is used primarily in commercial activities of the registrant.

(4) La taxe payable par un inscrit relativement à l'acquisition ou à l'importation des améliorations à un bien meuble qui est son immobilisation est incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants si l'immobilisation, au moment où cette taxe devient payable ou est payée sans qu'elle soit devenue payable, est utilisée principalement dans le cadre de ses activités commerciales.

Amélioration à utilisation principale d'une immobilisation

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

(4) Subsection (2) applies to improvements acquired or imported after March 1991.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux améliorations acquises ou importées après mars 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

67. (1) Subsections 200(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

67. (1) Les paragraphes 200(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Ceasing use of personal property

(2) For the purposes of this Part, where a registrant last acquired or imported personal property for use as capital property primarily in commercial activities of the registrant and the registrant begins, at a particular time, to use the property primarily for other purposes, the registrant shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before the particular time, a supply of the property by way of sale and to have collected, at the

(2) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui a acquis ou importé un bien meuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation principalement dans le cadre de ses activités commerciales et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser principalement à d'autres fins est réputé :

a) avoir fourni le bien par vente immédiatement avant le moment donné et avoir perçu, au moment donné et relativement à la

Utilisation non principale d'immobilisations

particular time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the property at the particular time; and

(*b*) to have received, at the particular time, a supply of the property by way of sale and to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the property at the particular time.

fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment;

b) avoir reçu, au moment donné, une fourniture du bien par vente et avoir payé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande du bien à ce moment.

Sale of personal property

(3) Notwithstanding paragraph 141.1(1)(*a*), for the purposes of this Part, where a registrant makes a supply by way of sale of personal property that is capital property of the registrant and, before the earlier of the time that ownership of the property is transferred to the recipient of the supply and the time possession of the property is transferred to the recipient under the agreement for the supply, the registrant was last using the property otherwise than primarily in commercial activities of the registrant, the supply shall be deemed to be made in the course of activities of the registrant that are not commercial activities.

Vente d'immobilisations

(3) Malgré l'alinéa 141.1(1)*a*) et pour l'application de la présente partie, la fourniture par vente, effectuée par un inscrit, d'un bien meuble qui est son immobilisation est réputée effectuée dans le cadre des activités non commerciales de l'inscrit si, avant le premier en date du moment du transfert de la propriété du bien à l'acquéreur et du moment du transfert de sa possession à celui-ci aux termes de la convention concernant la fourniture, l'inscrit a utilisé le bien la dernière fois autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales.

(2) Section 200 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) L'article 200 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Sale of personal property of a government

(4) Notwithstanding paragraph 141.1(1)(*b*) and subsection (3), for the purposes of this Part, where a government (other than a specified Crown agent) makes a supply by way of sale of personal property that is capital property of the government, the supply shall be deemed to have been made in the course of commercial activities of the government.

Vente du bien meuble d'un gouvernement

(4) Malgré l'alinéa 141.1(1)*b*) et le paragraphe (3), et pour l'application de la présente partie, le gouvernement (sauf un mandataire désigné) qui fournit par vente un bien meuble qui est son immobilisation est réputé l'avoir fourni dans le cadre de ses activités commerciales.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on September 30, 1992 except that, in applying subsection 200(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), to supplies of property under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient of the supply on or before that date, the said subsection 200(3) shall be read as follows:

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 30 septembre 1992. Toutefois, en ce qui concerne les fournitures de biens dans le cadre desquelles la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur au plus tard à cette date, le paragraphe 200(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

(3) Notwithstanding paragraph 141.1(1)(*a*), for the purposes of this Part, where a registrant makes a supply by way of sale of personal property that is capital property of the registrant and, immediately before ownership of the property is transferred to the recipient of the supply, the registrant was using the

(3) Malgré l'alinéa 141.1(1)*a*) et pour l'application de la présente partie, la fourniture par vente, effectuée par un inscrit, d'un bien meuble qui est son immobilisation est réputée ne pas être une fourniture taxable si, immédiatement avant le transfert de la propriété du bien à l'acquéreur, l'inscrit utilisait le bien

property otherwise than primarily in commercial activities of the registrant, the supply shall be deemed not to be a taxable supply.

(4) Subsection (2) applies to any supply of property other than a supply under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient of the supply before November 6, 1991.

autrement que principalement dans le cadre de ses activités commerciales.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux fournitures de biens, sauf celles dans le cadre desquelles la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur avant le 6 novembre 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

68. (1) Section 201 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

68. (1) L'article 201 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Value of passenger vehicle

201. For the purposes of determining an input tax credit of a registrant who at any time acquires or imports a passenger vehicle for use as capital property in commercial activities of the registrant, the tax payable by the registrant in respect of the acquisition or importation of the vehicle at that time shall be deemed to be the lesser of

(*a*) the tax that was payable by the registrant in respect of the acquisition or importation of the vehicle at that time, and

(*b*) the amount determined by the formula

A x B

where

A is the tax that would be payable by the registrant in respect of the vehicle if the registrant acquired the vehicle for consideration equal to the amount deemed under paragraph 13(7)(*g*) or (*h*) of the *Income Tax Act* to be, for the purposes of section 13 of that Act, the capital cost to a taxpayer of a passenger vehicle to which that paragraph applies, and

B is

(i) where the registrant is deemed under subsection 199(3) or 206(2) or (3) to have acquired the vehicle or a portion thereof at that time and the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any acquisition or importation of the vehicle or any improvement to it, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and

(ii) in any other case, 100%.

Valeur d'une voiture de tourisme

201. Aux fins du calcul du crédit de taxe sur les intrants de l'inscrit qui, à un moment donné, acquiert ou importe une voiture de tourisme pour l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, la taxe payable par l'inscrit relativement à l'acquisition ou à l'importation de la voiture à ce moment est réputée égale au moins élevé des montants suivants :

a) la taxe payable par lui relativement à l'acquisition ou à l'importation de la voiture au moment donné;

b) le résultat du calcul suivant :

A x B

où :

A représente la taxe qui serait payable par lui relativement à la voiture s'il l'avait acquise pour une contrepartie égale au montant réputé par les alinéas 13(7)*g*) ou *h*) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* être, pour l'application de l'article 13 de cette loi, le coût en capital pour un contribuable d'une voiture de tourisme à laquelle l'un de ces alinéas s'applique,

B 100 % ou, si l'inscrit est réputé par les paragraphes 199(3) ou 206(2) ou (3) avoir acquis tout ou partie de la voiture au moment donné et s'il peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 relativement à l'acquisition ou à l'importation de la voiture ou à des améliorations afférentes, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert au calcul du montant remboursable.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

69. (1) Subsection 202(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

69. (1) Le paragraphe 202(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Input tax credit on passenger vehicle or aircraft

(2) Where a registrant who is an individual or a partnership acquires or imports a passenger vehicle or aircraft for use as capital property of the registrant, the tax payable (other than tax deemed to be payable under subsection (4)) by the registrant in respect of the acquisition or importation shall not be included in determining an input tax credit of the registrant unless the vehicle or aircraft was acquired or imported for use exclusively in commercial activities of the registrant.

(2) La taxe, sauf celle réputée payable par le paragraphe (4), payable par l'inscrit — particulier ou société de personnes — relativement à l'acquisition ou à l'importation d'une voiture de tourisme ou d'un aéronef, qu'il acquiert ou importe pour l'utiliser comme immobilisation, n'est incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants que si la voiture ou l'aéronef a été acquis ou importé pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales.

Crédit pour voiture de tourisme ou aéronef

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 202(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 202(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Improvement to passenger vehicle or aircraft

(3) Where a registrant who is an individual or a partnership acquires or imports an improvement to a passenger vehicle or aircraft that is capital property of the registrant, the tax payable by the registrant in respect of the improvement shall not be included in determining an input tax credit of the registrant unless, throughout the period

(*a*) beginning on the day the vehicle or aircraft, as the case may be, was acquired or imported by the registrant, and

(*b*) ending on the day tax in respect of the improvement becomes payable or is paid without having become payable,

the vehicle or aircraft was used exclusively in commercial activities of the registrant.

(3) Dans le cas où un inscrit à — particulier ou société de personnes à — acquiert ou importe des améliorations à une voiture de tourisme ou à un aéronef qui foit partie de ses immobilisations, la taxe payable par l'inscrit relativement aux améliorations n'est incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants que si la voiture ou l'aéronef a été utilisé exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales durant la période commençant le jour où il a acquis ou importé la voiture ou l'aéronef et se terminant le jour où la taxe relative aux améliorations devient payable ou est payée sans qu'elle soit devenue payable.

Améliorations à une voiture de tourisme ou à un aéronef

(3) Paragraph 202(3)(*a*) of the said Act, as enacted by subsection (2), is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) beginning on the later of the day the vehicle or aircraft, as the case may be, was originally acquired or imported by the registrant and the day the individual or partnership becomes a registrant, and

(3) Le paragraphe 202(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Dans le cas où un inscrit — particulier ou société de personnes — acquiert ou importe des améliorations à une voiture de tourisme ou à un aéronef qui fait partie de ses immobilisations, la taxe payable par l'inscrit relativement aux améliorations n'est incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants que si la voiture ou l'aéronef a été utilisé exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales durant la période com-

Améliorations à une voiture de tourisme ou à un aéronef

mençant au dernier en date du jour où il a initialement acquis ou importé la voiture ou l'aéronef et du jour où il est devenu un inscrit et se terminant le jour où la taxe relative aux améliorations devient payable ou est payée sans qu'elle soit devenue payable.

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Subsection 202(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le paragraphe 202(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Non-exclusive use of passenger vehicle or aircraft

(4) Notwithstanding subsections (2) and (3), where a registrant who is an individual or a partnership at any time acquires or imports a passenger vehicle or aircraft, in respect of which tax is payable by the registrant, for use as capital property of the registrant but not for use exclusively in commercial activities of the registrant, for the purposes of determining an input tax credit of the registrant, the registrant shall be deemed

(*a*) to have acquired the vehicle or aircraft on the last day of each taxation year of the registrant ending after that time; and

(*b*) to have paid, on that day, tax in respect of the acquisition of the vehicle or aircraft equal to the amount determined by the formula

Utilisation non exclusive d'une voiture de tourisme ou d'un aéronef

(4) Malgré les paragraphes (2) et (3), aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants, l'inscrit — particulier ou société de personnes — qui, à un moment donné, acquiert ou importe une voiture de tourisme ou un aéronef, relativement auquel il est tenu de payer une taxe, pour l'utiliser comme immobilisation mais non exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales est réputé :

a) avoir acquis la voiture ou l'aéronef le dernier jour de chacune de ses années d'imposition se terminant après le moment donné;

b) avoir payé, ce jour-là et relativement à l'acquisition de la voiture ou de l'aéronef, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A x B

where

A is the tax fraction, and

B is

(i) where an amount in respect of the vehicle or aircraft is required by paragraph 6(1)(*e*) or subsection 15(1) of the *Income Tax Act* to be included in computing the income of an individual for a taxation year of the individual ending in that taxation year of the registrant, nil, and

(ii) in any other case, the capital cost allowance in respect of the vehicle or aircraft that was deducted under the *Income Tax Act* in computing the income of the registrant from those commercial activities for that taxation year of the registrant.

A x B

où :

A représente la fraction de taxe,

B représente :

(i) dans le cas où un montant relatif à la voiture ou à l'aéronef est à inclure en application de l'alinéa 6(1)*e*) ou du paragraphe 15(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu d'un particulier pour son année d'imposition se terminant au cours de l'année d'imposition de l'inscrit, zéro,

(ii) dans les autres cas, la déduction pour amortissement applicable à la voiture ou à l'aéronef aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu de l'inscrit tiré de ces activités pour cette année d'imposition.

(5) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(5) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

(6) Subsection (2) applies to improvements acquired or imported after March 1991.

(7) Subsection (3) applies to improvements acquired or imported after September 1992.

(8) Subsection (4) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in respect of taxation years of registrants ending before April 1991, the description of B in paragraph 202(4)(*b*) of the said Act, as enacted by subsection (4), shall be read as follows:

B is the capital cost allowance in respect of the vehicle or aircraft that was deducted under the *Income Tax Act* in computing the income of the registrant from those commercial activities for that taxation year of the registrant.

(6) Le paragraphe (2) s'applique aux améliorations acquises ou importées après mars 1991.

(7) Le paragraphe (3) s'applique aux améliorations acquises ou importées après septembre 1992.

(8) Le paragraphe (4) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, en ce qui concerne les années d'imposition d'un inscrit se terminant avant avril 1991, l'élément B de la formule figurant à l'alinéa 202(4)*b*) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), est remplacé par ce qui suit :

B la déduction pour amortissement applicable à la voiture ou à l'aéronef aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu de l'inscrit tiré de ces activités pour l'année d'imposition de l'inscrit.

1990, c. 45, s. 12(1)

70. (1) Subsection 203(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

70. (1) Le paragraphe 203(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Sale of passenger vehicle

203. (1) Where a registrant, at a particular time in a reporting period of the registrant, makes a taxable supply by way of sale of a passenger vehicle that, immediately before the particular time, was used as capital property in commercial activities of the registrant, the registrant may, notwithstanding section 170, paragraphs 199(2)(*a*) and (4)(*a*) and subsection 202(1), claim an input tax credit for that period equal to the lesser of

(*a*) the amount determined by the formula

A - B

where

A is the total, determined without reference to section 201, of the tax that was payable by the registrant in respect of the original acquisition or importation of the vehicle by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the vehicle acquired or imported by the registrant after the property was so acquired or imported, and

B is the total of all input tax credits that the registrant was entitled to claim before the

Vente d'une voiture de tourisme

203. (1) L'inscrit qui effectue par vente, à un moment donné de sa période de déclaration, la fourniture taxable d'une voiture de tourisme utilisée, immédiatement avant ce moment, comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales peut demander, malgré l'article 170, les alinéas 199(2)*a*) et (4)*a*) et le paragraphe 202(1), un crédit de taxe sur les intrants pour cette période égal au moins élevé des montants suivants :

a) le résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente le total, calculé compte non tenu de l'article 201, de la taxe payable par l'inscrit relativement à l'acquisition ou à l'importation initiales de la voiture par lui et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à la voiture, qu'il a acquises ou importées après cette acquisition ou importation,

B le total des crédits de taxe sur les intrants que l'inscrit pouvait demander avant le moment donné relativement à la voiture et aux améliorations afférentes;

particular time in respect of the vehicle and improvements to it, and

(*b*) the amount determined by the formula

$$\frac{C \times D}{E}$$

where

C is the amount determined under paragraph (*a*),

D is the lesser of the value of the consideration for the taxable supply and the amount determined for E, and

E is the total of all amounts, each of which is

(i) the consideration that was payable by the registrant or the value determined under section 215, as the case may be, in respect of the original acquisition or importation of the vehicle by the registrant, or

(ii) where the registrant acquired or imported an improvement to the vehicle, the consideration that was payable by the registrant or the value determined under section 215, as the case may be, in respect of the improvement.

b) le résultat du calcul suivant :

$$\frac{C \times D}{E}$$

où :

C représente le montant calculé à l'alinéa *a*),

D le moins élevé de la valeur de la contrepartie de la fourniture taxable et de l'élément E,

E le total des montants représentant chacun :

(i) la contrepartie payable par l'inscrit ou la valeur déterminée selon l'article 215 relativement à l'acquisition ou à l'importation initiales de la voiture par lui,

(ii) si l'inscrit a acquis ou importé des améliorations à la voiture, la contrepartie payable par lui ou la valeur déterminée selon l'article 215 relativement aux améliorations.

(2) Paragraphs 203(1)(*a*) and (*b*) of the said Act, as enacted by subsection (1), are repealed and the following substituted therefor:

(*a*) the amount determined by the formula

$$A - B$$

where

A is the total, determined without reference to section 201, of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the last acquisition or importation of the vehicle by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the vehicle acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired or imported, and

B is the total of all rebates under section 259 and input tax credits that the registrant

(2) Les alinéas 203(1)*a*) et *b*) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) le résultat du calcul suivant :

$$A - B$$

où :

A représente le total, calculé compte non tenu de l'article 201, de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition ou importation de la voiture et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à la voiture, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition ou importation,

B le total des montants remboursés en vertu de l'article 259 et des crédits de taxe sur les intrants que l'inscrit pouvait deman-

was entitled to claim in respect of any tax included in the total for A, and

(*b*) the amount determined by the formula

$$\frac{C \times D}{E}$$

where

C is the amount determined under paragraph (*a*),

D is the lesser of the value of the consideration for the taxable supply and the amount determined for E, and

E is the total of all amounts, each of which is

(i) the consideration that was payable by the registrant or the value determined under section 215, as the case may be, in respect of the last acquisition or importation of the vehicle by the registrant, or

(ii) where the registrant acquired or imported an improvement to the vehicle after the vehicle was last so acquired or imported by the registrant, the consideration that was payable by the registrant or the value determined under section 215, as the case may be, in respect of the improvement.

der au titre d'une taxe incluse dans le total visé à l'élément A;

b) le résultat du calcul suivant :

$$\frac{C \times D}{E}$$

où :

C représente le montant calculé à l'alinéa *a*),

D le moins élevé de la valeur de la contrepartie de la fourniture taxable et de l'élément E,

E le total des montants représentant chacun :

(i) la contrepartie payable par l'inscrit ou la valeur déterminée selon l'article 215 relativement à la dernière acquisition ou importation de la voiture par lui,

(ii) si l'inscrit a acquis ou importé des améliorations à la voiture après cette dernière acquisition ou importation, la contrepartie payable par lui ou la valeur déterminée selon l'article 215 relativement aux améliorations.

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Paragraph 203(2)(*b*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*b*) collected, at that time, tax in respect of the supply, calculated on that consideration.

(3) L'alinéa 203(2)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur cette contrepartie.

1990, ch. 45, par. 12(1)

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Subsection 203(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le paragraphe 203(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Sale of passenger vehicle, etc.

(3) Notwithstanding paragraph 141.1(1)(*a*), for the purposes of this Part, where

(*a*) an individual or a partnership who is a registrant makes, at a particular time, a supply by way of sale of a passenger vehicle or an aircraft that is capital property of the registrant, and

(*b*) at any time after the individual or partnership became a registrant and before the particular time, the registrant did not use the vehicle or aircraft exclusively in commercial activities of the registrant,

(3) Malgré l'alinéa 141.1(1)*a*) et pour l'application de la présente partie, la fourniture par vente d'une voiture de tourisme ou d'un aéronef qui fait partie des immobilisations d'un inscrit — particulier ou société de personnes — est réputée ne pas être une fourniture taxable si l'inscrit n'a pas utilisé la voiture ou l'aéronef exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales entre le moment où il est devenu un inscrit et le moment de la fourniture.

Vente d'une voiture de tourisme ou d'un aéronef

the supply shall be deemed not to be a taxable supply.

(5) Subsection (1) applies to any supply of a passenger vehicle by way of sale, other than a supply under which ownership or possession of the vehicle is transferred to the recipient before April 1991.

(6) Subsection (2) applies to any supply of a passenger vehicle by way of sale, other than a supply under which ownership or possession of the vehicle is transferred to the recipient before October 1992.

(7) Subsection (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(8) Subsection (4) applies to any supply of a vehicle or aircraft, other than a supply under which ownership or possession of the vehicle or aircraft is transferred to the recipient before October 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

71. (1) Sections 204 and 205 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Application

204. (1) This section does not apply to personal property of a financial institution having a cost to the institution of $50,000 or less.

Personal property of a financial institution

(2) Where a financial institution is a registrant, subsections 206(2) to (5) apply, with such modifications as the circumstances require, to personal property acquired or imported by the institution for use as capital property of the institution, and to improvements to personal property that is capital property of the institution, as if the personal property were real property.

Credit on sale

(3) Where a financial institution is a registrant, subsection 193(1) applies, with such modifications as the circumstances require, to personal property (other than a passenger vehicle) acquired or imported by the institution for use as capital property of the institution, as if the personal property were real property.

(5) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures de voitures de tourisme par vente, sauf celles dans le cadre desquelles la propriété ou la possession de la voiture est transférée à l'acquéreur avant avril 1991.

(6) Le paragraphe (2) s'applique aux fournitures de voitures de tourisme par vente, sauf celles dans le cadre desquelles la propriété ou la possession de la voiture est transférée à l'acquéreur avant octobre 1992.

(7) Le paragraphe (3) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(8) Le paragraphe (4) s'applique aux fournitures de voitures de tourisme ou d'aéronefs, sauf celles dans le cadre desquelles la propriété ou la possession de la voiture ou de l'aéronef est transférée à l'acquéreur avant octobre 1992.

1990, ch. 45, par. 12(1)

71. (1) Les articles 204 et 205 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Application

204. (1) Le présent article ne s'applique pas aux biens meubles d'une institution financière dont le coût pour celle-ci est d'au plus 50 000 $.

Bien meuble d'une institution financière

(2) Lorsqu'une institution financière est un inscrit, les paragraphes 206(2) à (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux biens meubles qu'elle acquiert ou importe pour les utiliser comme immobilisations, ainsi qu'aux améliorations apportées à des biens meubles qui font partie de ses immobilisations, comme s'il s'agissait d'immeubles.

Crédit lors de la vente

(3) Lorsqu'une institution financière est un inscrit, le paragraphe 193(1) s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux biens meubles, sauf les voitures de tourisme, qu'elle acquiert ou importe pour les utiliser comme immobilisations, comme s'il s'agissait d'immeubles.

Financial institution making election for exempt supplies

205. (1) Where an election made by a registrant under subsection 150(1) becomes effective at a particular time, the registrant was a financial institution immediately before the particular time and, as a result of the election becoming effective, the registrant reduces at the particular time the extent to which personal property of the registrant is used as capital property in commercial activities of the registrant, subsections 193(1) and 206(4) and (5) apply, with such modifications as the circumstances require, to the reduction in use, as if the property were real property.

Choix d'une institution financière concernant des fournitures exonérées

205. (1) Lorsqu'un inscrit qui est une institution financière fait le choix prévu au paragraphe 150(1) et réduit, par suite de l'entrée en vigueur du choix et au moment de cette entrée en vigueur, l'utilisation qu'il fait de son bien meuble comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, les paragraphes 193(1) et 206(4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la réduction d'utilisation comme si le bien était un immeuble.

Registrant making election for exempt supplies

(2) Where

(*a*) as a result of an election made by a registrant under subsection 150(1), a registrant at any time becomes a financial institution,

(*b*) immediately before that time, the registrant was using personal property of the registrant as capital property primarily in commercial activities of the registrant, and

(*c*) immediately after that time, the property is not for use exclusively in commercial activities of the registrant,

the registrant shall be deemed, for the purposes of this Part, to have changed at that time the extent to which the property is used in commercial activities of the registrant, and subsections 193(1) and 206(4) and (5) apply, with such modifications as the circumstances require, to the change in use as if the property were real property used immediately before that time exclusively in commercial activities of the registrant.

Choix d'un inscrit concernant des fournitures exonérées

(2) Pour l'application de la présente partie, un inscrit est réputé changer, à un moment donné, l'utilisation qu'il fait de son bien meuble dans le cadre de ses activités commerciales si les conditions suivantes sont réunies :

a) par suite du choix qu'il fait en application du paragraphe 150(1), l'inscrit devient une institution financière au moment donné;

b) immédiatement avant le moment donné, l'inscrit utilise le bien comme immobilisation principalement dans le cadre de ses activités commerciales;

c) immédiatement après le moment donné, le bien n'est pas à utiliser exclusivement dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit.

Les paragraphes 193(1) et 206(4) et (5) s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, au changement d'utilisation comme si le bien était un immeuble utilisé, immédiatement avant le moment donné, exclusivement dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit.

(2) Subsection 205(2) of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 205(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Registrant becoming financial institution

(2) Where a registrant at any time becomes a financial institution and, immediately before that time, the registrant was using personal property of the registrant as capital property of the registrant, the following rules apply:

(*a*) where, immediately before that time, the registrant was not using the property primarily in commercial activities of the

Inscrit devenu institution financière

(2) Lorsqu'un inscrit devient une institution financière à un moment donné et, immédiatement avant ce moment, utilisait son bien meuble comme immobilisation, les règles suivantes s'appliquent :

a) dans le cas où, immédiatement avant le moment donné, l'inscrit n'utilisait pas le bien principalement dans le cadre de ses

registrant and, immediately after that time, the property is for use in commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed, for the purposes of this Part, to have changed at that time the extent to which the property is used in commercial activities of the registrant, and subsection 206(2) applies, with such modifications as the circumstances require, to the change in use as if the property were real property that was not used immediately before that time in commercial activities of the registrant; and

(*b*) where, immediately before that time, the registrant was using the property primarily in commercial activities of the registrant and, immediately after that time, the property is not for use exclusively in commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed, for the purposes of this Part, to have changed at that time the extent to which the property is used in commercial activities of the registrant, and subsections 193(1) and 206(4) and (5) apply, with such modifications as the circumstances require, to the change in use as if the property were real property used immediately before that time exclusively in commercial activities of the registrant.

activités commerciales et que, immédiatement après ce moment, le bien est à utiliser dans ce cadre, l'inscrit est réputé, pour l'application de la présente partie, changer, à ce moment, l'utilisation qu'il fait du bien dans ce cadre; le paragraphe 206(2) s'applique alors, avec les adaptations nécessaires, au changement d'utilisation comme si le bien était un immeuble qui n'était pas utilisé, immédiatement avant ce moment, dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit;

b) dans le cas où, immédiatement avant le moment donné, l'inscrit utilisait le bien principalement dans le cadre de ses activités commerciales et que, immédiatement après ce moment, le bien n'est pas à utiliser exclusivement dans ce cadre, l'inscrit est réputé, pour l'application de la présente partie, changer, à ce moment, l'utilisation qu'il fait du bien dans ce cadre; les paragraphes 193(1) et 206(4) et (5) s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, au changement d'utilisation comme si le bien était un immeuble utilisé, immédiatement avant ce moment, exclusivement dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit.

Registrant ceasing to be financial institution

(3) Where a registrant at any time ceases to be a financial institution and, immediately before that time, the registrant was using personal property of the registrant as capital property of the registrant, the following rules apply:

(*a*) where, immediately before that time, the registrant was using the property as capital property but not exclusively in commercial activities of the registrant and, immediately after that time, the property is for use primarily in commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed, for the purposes of this Part, to have begun at that time to use the property exclusively in commercial activities of the registrant, and subsections 206(2) and (3) apply, with such modifications as the circumstances require, to the change in use as if the property were real property; and

Inscrit cessant d'être une institution financière

(3) Lorsqu'un inscrit cesse d'être une institution financière à un moment donné et, immédiatement avant ce moment, utilisait son bien meuble comme immobilisation, les règles suivantes s'appliquent :

a) dans le cas où, immédiatement avant le moment donné, l'inscrit utilisait le bien comme immobilisation mais non exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales et que, immédiatement après ce moment, le bien est à utiliser principalement dans ce cadre, l'inscrit est réputé, pour l'application de la présente partie, commencer à ce moment à utiliser le bien exclusivement dans ce cadre; les paragraphes 206(2) et (3) s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, au changement d'utilisation comme si le bien était un immeuble;

b) dans le cas où, immédiatement avant le moment donné, l'inscrit utilisait le bien

(*b*) where, immediately before that time, the registrant was using the property as capital property in commercial activities of the registrant and, immediately after that time, the property is not for use primarily in commercial activities of the registrant, the registrant shall be deemed, for the purposes of this Part, to have ceased at that time to use the property in commercial activities of the registrant, and subsections 193(1) and 206(4) apply, with such modifications as the circumstances require, to the change in use as if the property were real property.

comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et que, immédiatement après ce moment, le bien n'est pas à utiliser principalement dans ce cadre, l'inscrit est réputé, pour l'application de la présente partie, cesser à ce moment d'utiliser le bien dans le cadre de ses activités commerciales; les paragraphes 193(1) et 206(4) s'appliquent alors, avec les adaptations nécessaires, au changement d'utilisation comme si le bien était un immeuble.

Acquisition of a business

(4) Notwithstanding section 197, where

(*a*) in acquiring a business or part of a business from a registrant, a financial institution that is a registrant is deemed under subsection 167(1) to have acquired property for use exclusively in commercial activities of the institution, and

(*b*) immediately after the time possession of the property is transferred to the institution under the agreement for the supply of the business or part, the property is for use by the institution as capital property of the institution but not exclusively in commercial activities of the institution,

subsections 193(1) and 206(4) and (5) apply, with such modifications as the circumstances require, to the change in use of the property as if the property were real property.

Acquisition d'une entreprise

(4) Malgré l'article 197, lorsque, à l'occasion de l'acquisition d'une entreprise, ou d'une partie d'entreprise, d'un inscrit, une institution financière qui est un inscrit est réputée par le paragraphe 167(1) avoir acquis un bien pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales et que, immédiatement après le transfert de la possession du bien à l'institution aux termes de la convention concernant la fourniture de l'entreprise ou de la partie d'entreprise, le bien est à utiliser par l'institution comme immobilisation mais non exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales, les paragraphes 193(1) et 206(4) et (5) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au changement d'utilisation comme si le bien était un immeuble.

Idem

(5) Notwithstanding section 197, where

(*a*) in acquiring a business or part of a business from a registrant, a financial institution that is a registrant is deemed under subsection 167(1) to have acquired property but not for use in commercial activities of the institution,

(*b*) possession of the property is transferred to the institution under the agreement for the supply of the business or part after 1993, and

(*c*) immediately after the transfer, the property is for use by the institution as capital property of the institution in commercial activities of the institution,

subsection 206(2) applies, with such modifications as the circumstances require, to the

Idem

(5) Malgré l'article 197, lorsque, à l'occasion de l'acquisition d'une entreprise, ou d'une partie d'entreprise, d'un inscrit, une institution financière qui est un inscrit est réputée par le paragraphe 167(1) avoir acquis un bien à une fin autre que son utilisation dans le cadre de ses activités commerciales, que la possession du bien est transférée à l'institution aux termes de la convention concernant la fourniture de l'entreprise ou de la partie d'entreprise après 1993 et que, immédiatement après ce transfert de possession, le bien est à utiliser par l'institution comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, le paragraphe 206(2) s'applique, avec les adaptations nécessaires, au changement d'utilisation comme si le bien était un immeuble.

change in use of the property as if the property were real property.

Amalgamation

(6) Where

(*a*) a particular corporation that is not a financial institution is merged or amalgamated with one or more other corporations to form a corporation (in this subsection referred to as the "new corporation") that is a financial institution in circumstances to which section 271 applies,

(*b*) the new corporation is a registrant, and

(*c*) personal property that was capital property of the particular corporation becomes at any time the property of the new corporation as a consequence of the merger or amalgamation,

subsection (2) applies to the property as if the new corporation became a financial institution at that time.

Fusion

(6) Lorsqu'une personne morale donnée qui n'est pas une institution financière, qu'au moins une autre personne morale fusionnent, dans les circonstances visées à l'article 271, pour former une nouvelle personne morale qui est une institution financière et un inscrit et que les biens meubles qui faisaient partie des immobilisations de la personne morale donnée deviennent, à un moment donné, les biens de la nouvelle personne morale par suite de la fusion, le paragraphe (2) s'applique aux biens comme si la nouvelle personne morale était devenue une institution financière au moment donné.

Winding-up

(7) Where

(*a*) a particular corporation that is not a financial institution is wound up at a particular time in circumstances to which section 272 applies,

(*b*) not less than 90% of the issued shares of each class of the capital stock of the corporation were, immediately before the particular time, owned by another corporation (in this subsection referred to as the "new corporation") that is a financial institution,

(*c*) the new corporation is a registrant, and

(*d*) personal property that was capital property of the particular corporation becomes at any time the property of the new corporation as a consequence of the winding-up,

subsection (2) applies to the property as if the new corporation became a financial institution at the particular time.

Liquidation

(7) Lorsqu'une personne morale donnée qui n'est pas une institution financière est liquidée dans les circonstances visées à l'article 272, qu'au moins 90 % des actions émises de chaque catégorie de son capital-actions appartenaient, immédiatement avant la liquidation, à une autre personne morale qui est une institution financière et un inscrit et que les biens meubles qui font partie des immobilisations de la personne morale donnée deviennent les biens de l'autre personne morale par suite de la liquidation, le paragraphe (2) s'applique aux biens comme si l'autre personne morale était devenue une institution financière au moment de la liquidation.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

72. (1) Subsections 206(2) to (5) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Beginning use in commercial activities

(2) For the purposes of this Part, where a registrant last acquired real property for use as capital property of the registrant but not for use in commercial activities of the registrant and the registrant begins, at a particular time, to use the property as capital property in commercial activities of the registrant, except where the registrant becomes a registrant at the particular time, the registrant shall be deemed

(*a*) to have received, at the particular time, a supply of the property by way of sale; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

A x B

where

A is the lesser of

(i) the total (in this subsection referred to as "the total tax charged in respect of the property") of the tax that was payable by the registrant in respect of the last acquisition of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time, and

B is

(i) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, the difference between 100% and the percentage prescribed for purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and

(ii) in any other case, 100%.

1990, ch. 45, par. 12(1)

72. (1) Les paragraphes 206(2) à (5) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Début d'utilisation dans le cadre d'activités commerciales

(2) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui a acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation mais en dehors du cadre de ses activités commerciales et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser comme immobilisation dans ce cadre est réputé, sauf s'il devient un inscrit à ce moment :

a) avoir reçu, au moment donné, une fourniture de l'immeuble par vente;

b) avoir payé au moment donné et relativement à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A x B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) le total (appelé « total de la taxe applicable à l'immeuble » au présent paragraphe) de la taxe payable par l'inscrit relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

B 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe incluse dans le total de la taxe applicable à l'immeuble, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert au calcul du montant remboursable.

Increasing use in commercial activities

(3) Where a registrant last acquired real property for use as capital property in commercial activities of the registrant and the registrant increases, at a particular time, the extent to which the property is used in commercial activities of the registrant, for the purposes of determining an input tax credit of the registrant, the registrant shall be deemed

(*a*) to have received, immediately before the particular time, a supply of a portion of the property for use as capital property exclusively in commercial activities of the registrant; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

A x B x C

where

A is the lesser of

(i) the total (in this subsection referred to as "the total tax charged in respect of the property") of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the last acquisition of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time,

B is the extent (expressed as a percentage of the total use of the property by the registrant at the particular time) to which the registrant increased the use of the property in commercial activities of the registrant at the particular time, and

C is

(i) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, the difference between 100% and the percentage prescribed for purposes of that section that applied in determining the amount of that rebate, and

Utilisation accrue dans le cadre d'activités commerciales

(3) L'inscrit qui a acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et qui accroît, à un moment donné, l'utilisation qu'il en fait dans ce cadre est réputé, aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants :

a) avoir reçu, immédiatement avant le moment donné, la fourniture d'une partie de l'immeuble pour l'utiliser comme immobilisation exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales;

b) avoir payé au moment donné et relativement à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A x B x C

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) le total (appelé « total de la taxe applicable à l'immeuble » au présent paragraphe) de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

B le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle l'inscrit a accru l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales au moment donné par rapport à l'utilisation totale qu'il en fait alors,

C 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe incluse dans le total de la taxe applicable à l'immeuble, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert au calcul du montant remboursable.

Ceasing use in commercial activities

(4) For the purposes of this Part, where a registrant last acquired real property for use as capital property in commercial activities of the registrant and the registrant begins, at a particular time, to use the property exclusively for other purposes, the registrant shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before the particular time, a supply of the property by way of sale and, except where the supply is an exempt supply, to have collected, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

$$(A \times B \times C) + [D \times (100\% - B) \times E]$$

where

A is the tax calculated on the fair market value of the property at the particular time,

B is the extent (expressed as a percentage of the total use of the property by the registrant immediately before the particular time) to which the registrant used the property in commercial activities of the registrant immediately before the particular time,

C is

(i) where

(A) the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax payable in respect of

(I) the last acquisition of the property by the registrant or, where the last acquisition of the property was deemed to have been made under subsection (2), the second last acquisition of the property by the registrant, or

(II) an improvement to the property acquired or imported by the registrant after the last or second last acquisition of the property by the registrant, as the case may be, or

(B) the registrant would have been entitled to claim a rebate under section 259 in respect of the tax payable in respect of the last acquisition of the property, the second last acquisition of

Cessation d'utilisation dans le cadre d'activités commerciales

(4) Pour l'application de la présente partie, l'inscrit qui a acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser exclusivement à d'autres fins est réputé :

a) avoir fourni l'immeuble par vente immédiatement avant le moment donné et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, avoir perçu à ce moment et relativement à la fourniture une taxe égale au résultat du calcul suivant :

$$(A \times B \times C) + [D \times (100 \% - B) \times E]$$

où :

A représente la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

B le pourcentage que représente l'utilisation que l'inscrit faisait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales immédiatement avant le moment donné par rapport à l'utilisation totale qu'il en faisait alors,

C 100 % ou la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert ou aurait servi au calcul du montant remboursable, si l'inscrit, selon le cas :

(i) peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe payable relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble ou, si la dernière acquisition est réputée effectuée en application du paragraphe (2), à son avant-dernière acquisition de l'immeuble, ou relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière ou avant-dernière acquisition,

(ii) aurait pu demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre de la taxe payable relativement à cette dernière ou avant-dernière acquisition de l'immeuble ou à ces améliorations s'il n'avait pas acquis l'immeuble au moment de cette dernière ou avant-dernière

the property or the improvement, as the case may be, but for the fact that the property was acquired by the registrant at the time of that last acquisition or second last acquisition, as the case may be, for use exclusively in commercial activities of the registrant,

the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied, or would have applied, in determining the amount of that rebate, and

(ii) in any other case, 100%,

D is the lesser of

(i) the total (in this subsection referred to as "the total tax charged in respect of the property") of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the last acquisition of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time, and

E is

(i) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, or would have been so entitled but for the fact that the registrant last acquired the property for use exclusively in commercial activities of the registrant, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied, or would have applied, in determining the amount of that rebate, and

(ii) in any other case, 100%; and

(*b*) to have received, at the particular time, a supply of the property by way of sale and, except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined under paragraph (*a*).

acquisition pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales,

D le moins élevé des montants suivants :

(i) le total (appelé « total de la taxe applicable à l'immeuble » au présent paragraphe) de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

E 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe incluse dans le total de la taxe applicable à l'immeuble, ou aurait pu demander un tel remboursement s'il n'avait pas acquis l'immeuble la dernière fois pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités commerciales, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert ou aurait servi au calcul du montant remboursable;

b) avoir reçu, au moment donné, une fourniture de l'immeuble par vente et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, avoir payé à ce moment et relativement à la fourniture une taxe égale au montant calculé selon l'alinéa *a*).

Reducing use in commercial activities

(5) Except where subsection (4) applies, where a registrant last acquired real property for use as capital property in commercial activities of the registrant and the registrant reduces, at a particular time, the extent to which the property is used in commercial activities of the registrant, for the purposes of determining the net tax of the registrant for the reporting period of the registrant that includes the particular time, the registrant shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before the particular time, a supply of a portion of the property; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have collected, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

A x B x C

where

A is the lesser of

(i) the total (in this subsection referred to as "the total tax charged in respect of the property") of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the registrant in respect of the last acquisition of the property by the registrant and the tax that was payable by the registrant in respect of improvements to the property acquired or imported by the registrant after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time,

B is the extent (expressed as a percentage of the total use of the property by the registrant at the particular time) to which the registrant reduced the use of the property in commercial activities of the registrant at the particular time, and

C is

(i) where the registrant was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, or would have been so entitled but for the fact that the registrant last acquired the

Réduction d'utilisation dans le cadre d'activités commerciales

(5) Sauf en cas d'application du paragraphe (4), l'inscrit qui a acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et qui réduit, à un moment donné, l'utilisation qu'il en fait dans ce cadre est réputé, aux fins du calcul de sa taxe nette pour sa période de déclaration qui comprend ce moment :

a) avoir fourni une partie de l'immeuble immédiatement avant le moment donné;

b) avoir perçu au moment donné et relativement à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A x B x C

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) le total (appelé « total de la taxe applicable à l'immeuble » au présent paragraphe) de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

B le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle l'inscrit a réduit l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales au moment donné par rapport à l'utilisation totale qu'il en fait alors,

C 100 % ou, si l'inscrit peut demander un remboursement en vertu de l'article 259 au titre d'une taxe incluse dans le total de la taxe applicable à l'immeuble, ou aurait pu demander un tel remboursement s'il n'avait pas acquis l'immeuble la dernière fois pour utilisation exclusive dans le

property for use exclusively in commercial activities of the registrant, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that applied, or would have applied, in determining the amount of that rebate, and

(ii) in any other case, 100%.

cadre de ses activités commerciales, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire, visé à l'article 259, qui sert ou aurait servi au calcul du montant remboursable.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

73. (1) Section 207 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

73. (1) L'article 207 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Individual ceasing use in commercial activities

207. (1) For the purposes of this Part, where an individual who is a registrant last acquired real property for use as capital property in commercial activities of the individual, and not primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, and the individual begins, at a particular time, to use the property exclusively for other purposes, or primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, the individual shall be deemed

207. (1) Pour l'application de la présente partie, le particulier qui est un inscrit ayant acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, et non principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser exclusivement à d'autres fins ou principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, est réputé :

Cessation d'utilisation par un particulier dans le cadre d'activités commerciales

(*a*) to have made, immediately before the particular time, a supply of the property by way of sale and, except where the supply is an exempt supply, to have collected, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

a) avoir fourni l'immeuble par vente immédiatement avant le moment donné et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, avoir perçu à ce moment et relativement à la fourniture une taxe égale au résultat du calcul suivant :

$$(A \times B) + [C \times (100\% - B)] - D$$

$$(A \times B) + [C \times (100\ \% - B)] - D$$

where

où :

A is the tax calculated on the fair market value of the property at the particular time,

A représente la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

B is the extent (expressed as a percentage of the total use of the property by the individual immediately before the particular time) to which the individual used the property in commercial activities of the individual immediately before the particular time,

B le pourcentage que représente l'utilisation que le particulier faisait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales immédiatement avant le moment donné par rapport à l'utilisation totale qu'il en faisait alors,

C is the lesser of

C le moins élevé des montants suivants :

(i) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the individual in respect of the last acquisition of the property by the individ-

(i) le total de la taxe qui est payable par le particulier, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux amélio-

ual and the tax that was payable by the individual in respect of improvements to the property acquired or imported by the individual after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time, and

D is the tax, if any, that the individual is deemed under section 190 to have collected at the particular time in respect of the property; and

(*b*) to have received, at the particular time, a supply of the property by way of sale and, except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined under paragraph (*a*).

rations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

D la taxe que le particulier est réputé par l'article 190 avoir perçue au moment donné relativement à l'immeuble;

b) avoir reçu, au moment donné, une fourniture de l'immeuble par vente et, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, avoir payé à ce moment et relativement à la fourniture une taxe égale au montant calculé selon l'alinéa *a*).

Individual reducing use in commercial activities

(2) Except where subsection (1) applies, where an individual who is a registrant last acquired real property for use as capital property in commercial activities of the individual, and not primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, and the individual reduces, at a particular time, the extent to which the property is used in commercial activities of the individual without beginning to use the property primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, for the purposes of determining the net tax of the individual, the individual shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before the particular time, a supply by way of sale of a portion of the property; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have collected, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

Réduction d'utilisation par un particulier dans le cadre d'activités commerciales

(2) Sauf en cas d'application du paragraphe (1), le particulier qui est un inscrit ayant acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, et non principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, et qui réduit, à un moment donné, l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans ce cadre sans commencer à l'utiliser principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié est réputé, aux fins du calcul de sa taxe nette :

a) avoir fourni une partie de l'immeuble par vente immédiatement avant le moment donné;

b) avoir perçu au moment donné et relativement à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

$$(A \times B) - C$$

where

A is the lesser of

(i) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the individual in respect of the last acquisition of the property by the individ-

$$(A \times B) - C$$

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) le total de la taxe qui est payable par le particulier, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière

ual and the tax that was payable by the individual in respect of improvements to the property acquired or imported by the individual after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time,

B is the extent (expressed as a percentage of the total use of the property by the individual at the particular time) to which the individual reduced the use of the property in commercial activities of the individual at the particular time, and

C is the tax, if any, that the individual is deemed under section 190 to have collected at the particular time in respect of the property.

re acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

B le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle le particulier a réduit l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales au moment donné par rapport à l'utilisation totale qu'il en fait alors,

C la taxe que le particulier est réputé par l'article 190 avoir perçue au moment donné relativement à l'immeuble.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

74. (1) Subsections 208(1) to (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

74. (1) Les paragraphes 208(1) à (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Acquisition of capital real property by individual

208. (1) Subject to this section, where an individual who is a registrant acquires real property for use as capital property of the individual but primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, the tax payable by the individual in respect of the acquisition of the property shall not be included in determining an input tax credit of the individual.

Acquisition d'une immobilisation par un particulier

208. (1) Sous réserve du présent article, la taxe payable par un particulier, qui est un inscrit, relativement à l'acquisition d'un immeuble qu'il a acquis pour l'utiliser comme immobilisation, mais principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, n'est pas incluse dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants du particulier.

Individual beginning use in commercial activities

(2) For the purposes of this Part, where an individual who is a registrant last acquired real property for use as capital property of the individual but primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual and the individual begins, at a particular time, to use the property as capital property in commercial activities of the individual, and not primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, the individual shall be deemed

(*a*) to have received, at the particular time, a supply by way of sale of the property; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time,

Début d'utilisation dans le cadre d'activités commerciales

(2) Pour l'application de la présente partie, le particulier qui est un inscrit ayant acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation, mais principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, et qui commence, à un moment donné, à l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales et non principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié est réputé :

a) avoir reçu, au moment donné, une fourniture de l'immeuble par vente;

b) avoir payé au moment donné et relativement à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, une taxe égale au moins élevé des montants suivants :

tax in respect of the supply equal to the lesser of

(i) the total of the tax that was payable by the individual in respect of the last acquisition of the property by the individual and the tax that was payable by the individual in respect of improvements to the property acquired or imported by the individual after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time.

(i) le total de la taxe payable par le particulier relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné.

Individual increasing use in commercial activities

(3) Where an individual who is a registrant last acquired real property for use as capital property in commercial activities of the individual and not primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, and the individual increases, at a particular time, the extent to which the property is used in commercial activities of the individual without beginning to use the property primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual, for the purposes of determining an input tax credit of the individual, the individual shall be deemed

(*a*) to have received, at the particular time, a supply by way of sale of a portion of the property for use as capital property exclusively in commercial activities of the individual; and

(*b*) except where the supply is an exempt supply, to have paid, at the particular time, tax in respect of the supply equal to the amount determined by the formula

Utilisation accrue dans le cadre d'activités commerciales

(3) Le particulier qui est un inscrit ayant acquis un immeuble la dernière fois en vue de l'utiliser comme immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, et non principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, et qui accroît, à un moment donné, l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans ce cadre sans commencer à l'utiliser principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié, est réputé, aux fins du calcul de son crédit de taxe sur les intrants :

a) avoir reçu, au moment donné, la fourniture d'une partie de l'immeuble par vente pour l'utiliser comme immobilisation exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales;

b) avoir payé au moment donné et relativement à la fourniture, sauf s'il s'agit d'une fourniture exonérée, une taxe égale au résultat du calcul suivant :

A x B

where

A is the lesser of

(i) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the individual in respect of the last acquisition of the property by the individual and the tax that was payable by the individual in respect of improvements to the property acquired or imported by the individual after the property was last so acquired, and

A x B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

(i) le total de la taxe qui est payable par l'inscrit, ou qui le serait en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) tax calculated on the fair market value of the property at the particular time, and

B is the extent (expressed as a percentage of the total use of the property by the individual at the particular time) to which the individual increased the use of the property in commercial activities of the individual at the particular time.

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble au moment donné,

B le pourcentage qui représente la mesure dans laquelle l'inscrit a accru l'utilisation qu'il fait de l'immeuble dans le cadre de ses activités commerciales au moment donné par rapport à l'utilisation totale qu'il en fait alors.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 208(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 208(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Improvement to capital real property by individual

(4) Where an individual who is a registrant acquires or imports an improvement to real property that is capital property of the individual, the tax payable by the individual in respect of the improvement shall not be included in determining an input tax credit of the individual if, at the time that tax becomes payable or is paid without having become payable, the property is primarily for the personal use and enjoyment of the individual or a related individual.

(4) Dans le cas où un particulier qui est un inscrit acquiert ou importe des améliorations à un immeuble qui est son immobilisation, la taxe payable par lui relativement aux améliorations n'est pas incluse dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants si, au moment où cette taxe devient payable ou est payée sans qu'elle soit devenue payable, l'immeuble est à utiliser principalement pour son utilisation personnelle ou celle d'un particulier qui lui est lié.

Améliorations à une immobilisation

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

(4) Subsection (2) applies to improvements acquired or imported after March 1991.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux améliorations acquises ou importées après mars 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

75. (1) Sections 209 and 210 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

75. (1) Les articles 209 et 210 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Real property of certain public sector bodies

209. (1) Where a registrant is a public service body (other than a financial institution or a government) or a specified Crown agent (other than a financial institution), subsections 199(2) to (4) and 200(2) to (4) apply, with such modifications as the circumstances require, to real property acquired by the registrant for use as capital property of the registrant, and to improvements to real property that is capital property of the registrant, as if the real property were personal property.

209. (1) Dans le cas où un inscrit est un organisme de services publics, autre qu'une institution financière ou un gouvernement, ou un mandataire désigné (autre qu'une institution financière), les paragraphes 199(2) à (4) et 200(2) à (4) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux immeubles qu'il acquiert pour les utiliser comme immobilisations ainsi qu'aux améliorations apportées aux immeubles qui font partie de ses immobilisations, comme s'il s'agissait d'un bien meuble.

Immeubles de certains organismes du secteur public

Exception

(2) Notwithstanding subsection (1), subsection 200(3) does not apply to

(*a*) a supply of a residential complex or an interest therein made by way of sale by a public service body; or

(2) Malgré le paragraphe (1), le paragraphe 200(3) ne s'applique pas aux fournitures suivantes :

a) la fourniture d'un immeuble d'habitation, ou d'un droit afférent, qu'un organisme de services publics effectue par vente;

Exception

(*b*) a supply of real property made by way of sale by a public service body to an individual.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subsection 209(2) of the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to any supply of property where

(*a*) ownership or possession of the property is transferred to the recipient of the supply before November 6, 1991; or

(*b*) the supply is made under an agreement in writing entered into before November 6, 1991.

1990, c. 45, s. 12(1)

76. (1) Subsection 211(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Election for real property of a public service body

211. (1) Where a public service body files an election made under this subsection in respect of

(*a*) real property that is capital property of the body,

(*b*) real property of the body that is held by the body in inventory for the purpose of supply, or

(*c*) real property acquired by the body by way of lease, licence or similar arrangement for the purpose of making a supply of the property by way of lease, licence or similar arrangement or making a supply of the arrangement by way of assignment,

throughout the period the election is in effect, subsection 193(1) and section 206 apply, and section 209 does not apply, to the property.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subparagraph 211(2)(*b*)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the person in respect of the acquisition of the property and the tax that was payable by the person in respect of improvements to the property or, where the person was deemed under subsection 200(2) or subsection (4) of this section to have made a supply of the property at an earlier time, the total of the tax deemed under that subsection to have been collected by the

b) la fourniture d'un immeuble qu'un organisme de services publics effectue par vente au profit d'un particulier.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le paragraphe 209(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux fournitures de biens si :

***a*) la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur avant le 6 novembre 1991;**

***b*) la fourniture est effectuée aux termes d'une convention écrite conclue avant le 6 novembre 1991.**

1990, ch. 45, par. 12(1)

76. (1) Le paragraphe 211(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Choix visant l'immeuble d'un organisme de services publics

211. (1) Un organisme de services publics peut faire un choix relativement aux immeubles suivants pour que le paragraphe 193(1) et l'article 206, mais non l'article 209, s'appliquent aux immeubles tout au long de la période au cours de laquelle le choix est en vigueur :

a) l'immeuble qui est son immobilisation;

b) l'immeuble qui lui appartient et qu'il tient en stock en vue de le fournir;

c) l'immeuble qu'il acquiert par bail, licence ou accord semblable en vue de le fournir par le même moyen ou de fournir l'accord par cession.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le sous-alinéa 211(2)*b*)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) le total de la taxe qui était payable par l'organisme, ou qui l'aurait été en l'absence de l'article 167, relativement à l'acquisition de l'immeuble et de la taxe qui était payable par lui relativement aux améliorations qui y sont apportées ou, si l'organisme est réputé par le paragraphe 200(2) ou par le paragraphe (4) du présent article avoir effectué une fourniture de l'immeuble à un moment antérieur, le total de la taxe qu'il est réputé par ce paragraphe avoir perçue à ce moment

person at that earlier time and the tax that was payable by the person after that earlier time in respect of improvements to the property, and

antérieur et de la taxe payable par lui après ce même moment relativement aux améliorations,

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsection 211(2) of the said Act, as amended by subsection (2), is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 211(2) de la même loi, modifié par le paragraphe (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Deemed sale where election

(2) For the purposes of this Part, where a public service body has filed an election made under subsection (1) in respect of real property described in paragraph (1)(*a*) or (*b*) that takes effect on a particular day and the body does not acquire the property on the particular day or become a registrant on the particular day, the body shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before the particular day, a taxable supply of the property by way of sale and to have collected, on the particular day, tax in respect of the supply equal to the lesser of

(i) the total of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the body in respect of the last acquisition of the property by the body and the tax that was payable by the body in respect of improvements to the property acquired or imported by the body after the property was last so acquired, and

(ii) tax calculated on the fair market value of the property on the particular day; and

(*b*) to have received, on the particular day, a taxable supply of the property by way of sale and to have paid, on the particular day, tax in respect of the supply equal to the amount determined under paragraph (*a*).

Présomption de vente en cas de choix

(2) Pour l'application de la présente partie, l'organisme de services publics qui fait le choix relativement à un immeuble visé aux alinéas (1)*a*) ou *b*) et qui n'acquiert pas l'immeuble le jour de l'entrée en vigueur du choix ou ne devient pas un inscrit ce jour-là est réputé :

a) avoir effectué, immédiatement avant ce jour-là, une fourniture taxable de l'immeuble par vente et avoir perçu, ce jour-là et relativement à la fourniture, une taxe égale au moins élevé des montants suivants :

(i) le total de la taxe qui était payable par l'organisme, ou qui l'aurait été en l'absence de l'article 167, relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe qui était payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition,

(ii) la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là;

b) avoir reçu, ce jour-là, une fourniture taxable de l'immeuble par vente et avoir payé, ce jour-là et relativement à la fourniture, une taxe égale au montant calculé selon l'alinéa *a*).

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Subsection 211(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le paragraphe 211(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Deemed sale where revocation

(4) For the purposes of this Part, where an election made under subsection (1) by a public service body in respect of real property described in paragraph (1)(*a*) or (*b*) is revoked and ceases to be effective on a day and the body does not cease to be a registrant on that day, the body shall be deemed

(*a*) to have made, immediately before that day, a taxable supply of the property by way of sale and to have collected, on that day, tax

Présomption de vente en cas de révocation

(4) Pour l'application de la présente partie, lorsque le choix fait par un organisme de services publics relativement à un immeuble visé aux alinéas (1)*a*) ou *b*) est révoqué et que l'organisme ne cesse pas d'être un inscrit le jour où le choix cesse d'être en vigueur, l'organisme est réputé :

a) avoir effectué, immédiatement avant ce jour-là, une fourniture taxable de l'immeuble par vente et avoir perçu, ce jour-là et

in respect of the supply calculated on the fair market value of the property on that day; and

(*b*) to have received, on that day, a taxable supply of the property by way of sale and to have paid, on that day, tax in respect of the supply calculated on the fair market value of the property on that day.

relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là;

b) avoir reçu, ce jour-là, une fourniture taxable de l'immeuble par vente et avoir payé, ce jour-là et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la juste valeur marchande de l'immeuble ce jour-là.

(5) Subsections (1), (3) and (4) shall be deemed to have come into force on November 6, 1991.

(5) Les paragraphes (1), (3) et (4) sont réputés entrés en vigueur le 6 novembre 1991.

(6) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(6) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

77. (1) Section 212 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

77. (1) L'article 212 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Imposition of tax

212. Subject to this Part, every person who is liable under the *Customs Act* to pay duty on imported goods, or who would be so liable if the goods were subject to duty, shall pay to Her Majesty in right of Canada a tax on the goods equal to 7% of the value of the goods.

Taux

212. Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, le redevable de droits imposés, en vertu de la *Loi sur les douanes*, sur des produits importés, ou la personne qui serait un redevable si les produits étaient frappés de droits, est tenu de payer à Sa Majesté du chef du Canada une taxe de 7 % sur la valeur des produits.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

78. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 213 thereof, the following sections:

78. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 213, de ce qui suit :

Security

213.1 For the purposes of this Division, the Minister may require a person mentioned in section 212 who imports goods to provide security, in an amount determined by the Minister and subject to such terms and conditions as the Minister may specify, for the payment of any amount that is or may become payable by the person under this Division, where provisions of the *Customs Act*, the *Customs Tariff* or any other laws relating to customs under which security may be required do not apply to the payment of that amount.

Garantie

213.1 Pour l'application de la présente section, le ministre peut exiger que la personne visée à l'article 212 qui importe des produits donne une garantie — soumise aux modalités établies par le ministre et d'un montant déterminé par lui — pour le paiement d'un montant qui est payable par la personne en application de la présente section, ou peut le devenir. Le présent article ne s'applique pas lorsque les dispositions de la *Loi sur les douanes*, du *Tarif des douanes* ou d'autres lois douanières en vertu desquelles une garantie peut être exigée s'appliquent au paiement de ce montant.

Import certificate

213.2 (1) The Minister may, on the request of a registrant who imports goods, issue to the registrant, subject to such conditions as the Minister may specify, an import certificate in respect of goods of a particular class, indicating an effective date and bearing a number to

Certificat d'importation

213.2 (1) Le ministre peut délivrer à l'inscrit importateur qui lui en fait la demande, sous réserve de conditions qu'il peut imposer, un certificat d'importation concernant des produits d'une catégorie donnée qui porte une date de prise d'effet ainsi qu'un

be disclosed when the goods are accounted for under section 32 of the *Customs Act*, where it can reasonably be expected that the registrant will be importing the goods in circumstances in which the goods would be included in Schedule VII.

numéro à indiquer lors de la déclaration en détail ou provisoire des produits en application de l'article 32 de la *Loi sur les douanes*, s'il est raisonnable de s'attendre à ce que l'inscrit importe ces produits dans des circonstances telles que les produits seraient inclus à l'annexe VII.

Application

(2) A request for an import certificate shall contain prescribed information and be filed with the Minister in prescribed manner.

Demande

(2) La demande de certificat d'importation contient les renseignements requis par le ministre et lui est présentée selon les modalités qu'il détermine.

Cancellation

(3) The Minister may, after giving a person to whom an import certificate has been issued reasonable written notice, cancel the import certificate of the person if

(*a*) the person fails to comply with any condition attached to the certificate or any provision of this Division,

(*b*) the Minister determines that it is no longer required for the purposes for which it was issued, or generally for the purposes of this Division, or

(*c*) it can reasonably be expected that the person will no longer be importing goods of a class in respect of which the certificate was issued in circumstances in which the goods would be included in Schedule VII,

and, where the Minister cancels the import certificate of a person, the Minister shall notify the person in writing of the cancellation and the effective date of the cancellation.

Révocation

(3) Le ministre peut, sur préavis écrit suffisant donné au titulaire, révoquer le certificat d'importation si, selon le cas :

a) le titulaire ne respecte pas une condition du certificat ou une disposition de la présente section;

b) le ministre établit que le certificat n'est plus nécessaire, eu égard à la raison pour laquelle il a été délivré ou à l'objet de la présente section;

c) il est raisonnable de s'attendre à ce que le titulaire n'importe plus de produits d'une catégorie mentionnée dans le certificat dans des circonstances telles que les produits seraient inclus à l'annexe VII.

Le ministre informe le titulaire de la révocation du certificat dans un avis écrit précisant la date de prise d'effet de la révocation.

Application after cancellation

(4) Where the Minister has cancelled the import certificate of a person in circumstances described in paragraph (3)(*a*), the Minister shall not issue a new certificate under subsection (1) before the day that is two years after the day on which the cancellation is effective.

Nouvelle demande

(4) En cas de révocation du certificat d'une personne en application de l'alinéa (3)*a*), le ministre ne peut lui en délivrer un autre avant l'expiration d'un délai de deux ans suivant la prise d'effet de la révocation.

Cessation

(5) An import certificate issued under this section ceases to have effect on the earlier of

(*a*) the effective date of the cancellation of the certificate under subsection (3), and

(*b*) the day that is three years after the effective date of the certificate.

Cessation

(5) Le certificat d'importation cesse d'avoir effet trois ans après la date de sa prise d'effet ou, si elle est antérieure, à la date de la prise d'effet de la révocation du certificat en application du paragraphe (3).

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on February 1, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er février 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

79. (1) Section 214 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Payment of tax

214. The tax on goods under this Division shall be paid and collected under the *Customs Act*, and interest and penalties shall be imposed, calculated, paid and collected under that Act, as if the tax were a customs duty levied on the goods under the *Customs Tariff* and, for those purposes, the *Customs Act*, with such modifications as the circumstances require, applies subject to this Division.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

80. (1) All that portion of subsection 215(1) of the said Act preceding paragraph (*b*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Value of goods

215. (1) For the purposes of this Division, the value of goods shall be deemed to be equal to the total of

(*a*) the value of the goods, as it would be determined under the *Customs Act* for the purpose of calculating duties imposed on the goods at a percentage rate, whether the goods are in fact subject to duty, and

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

81. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 215 thereof, the following section:

Rebate for returned goods

215.1 (1) Where

(*a*) a person paid tax under this Division on goods that were acquired by the person on consignment, approval, sale-or-return basis or other similar terms,

(*b*) the goods are, within sixty days after their release and before they are used or consumed otherwise than on a trial basis, exported by the person for the purpose of returning them to the supplier and are not damaged after their release and before the exportation, and

(*c*) within four years after the tax was paid, the person files with the Minister an application, in prescribed form containing

79. (1) L'article 214 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Paiement de la taxe

214. La taxe sur les produits prévue à la présente section est payée et perçue aux termes de la *Loi sur les douanes* et les intérêts et pénalités sont imposés, calculés, payés et perçus aux termes de cette loi, comme s'il s'agissait de droits de douane imposés sur les produits en vertu du *Tarif des douanes*. À cette fin et sous réserve des dispositions de la présente section, la *Loi sur les douanes* s'applique, avec les adaptations nécessaires.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

80. (1) Le passage du paragraphe 215(1) de la même loi qui précède l'alinéa *b*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Valeur des produits

215. (1) Pour l'application de la présente section, la valeur des produits est réputée égale au total des montants suivants :

a) la valeur des produits, déterminée aux termes de la *Loi sur les douanes* aux fins du calcul des droits imposés sur les produits selon un certain pourcentage, que les produits soient ou non frappés de droits;

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

81. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 215, de ce qui suit :

Remboursement pour biens retournés

215.1 (1) Sous réserve de l'article 263, le ministre rembourse une personne dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne a payé la taxe prévue à la présente section sur des produits qu'elle a acquis sur approbation, en consignation avec ou sans reprise des invendus ou selon d'autres modalités semblables;

b) dans les soixante jours suivant leur dédouanement et avant leur utilisation ou consommation autrement qu'à l'essai, les produits sont exportés par la personne en vue de leur retour au fournisseur et ne sont pas endommagés entre leur dédouanement et leur exportation;

prescribed information, for a rebate of the tax,

the Minister shall, subject to section 263, pay a rebate to the person equal to the amount of the tax paid on the goods.

c) dans les quatre ans suivant le paiement de la taxe, la personne présente au ministre une demande de remboursement de la taxe, établie en la forme déterminée par celui-ci et contenant les renseignements requis.

Le montant remboursable est égal à la taxe payée sur les produits.

Rebate for goods damaged, etc.

(2) Where

(*a*) a person paid an amount as tax under this Division on goods that were imported

(i) for consumption, use or supply otherwise than exclusively in the course of a commercial activity of the person, or

(ii) for consumption, use or supply in the course of a commercial activity of the person and the person was, at the time of the release of the goods, a small supplier who was not registered under Subdivision d of Division V,

(*b*) the Minister has, under any of sections 73, 74 and 76 of the *Customs Act*, granted an abatement or refund of the whole or part of the duties paid on the goods,

(*c*) the person has not been and is not entitled to be compensated under a warranty for loss suffered because of any of the circumstances described in those sections by receiving a supply of replacement parts that are goods included in section 5 of Schedule VII, and

(*d*) within four years after the amount was paid as tax under this Division, the person files with the Minister an application, in prescribed form containing prescribed information, for a rebate of the amount,

the Minister shall, subject to section 263, pay a rebate to the person equal to the amount determined by the formula

Remboursement pour biens endommagés

(2) Sous réserve de l'article 263, le ministre rembourse une personne dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne a payé un montant au titre de la taxe prévue à la présente section sur des produits importés :

(i) soit pour consommation, utilisation ou fourniture autrement qu'exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales,

(ii) soit pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales si la personne est, au moment du dédouanement des produits, un petit fournisseur qui n'est pas inscrit aux termes de la sous-section d de la section V;

b) le ministre a accordé un abattement ou un remboursement, en application de l'un des articles 73, 74 et 76 de la *Loi sur les douanes*, de tout ou partie des droits payés sur les produits;

c) la personne n'a pas reçu, et ne peut recevoir, aux termes d'une garantie, une fourniture de pièces de rechange qui constituent des produits figurant à l'article 5 de l'annexe VII, en dédommagement des pertes découlant de l'une des circonstances visées aux articles 73, 74 ou 76 de la *Loi sur les douanes*;

d) dans les quatre ans suivant le paiement du montant au titre de la taxe prévue à la présente section, la personne présente au ministre une demande de remboursement du montant, établie en la forme déterminée par celui-ci et contenant les renseignements requis.

Le montant remboursable est égal au résultat du calcul suivant :

$$(A \times B) + \left(A \times \frac{B}{C} \times D\right)$$

where

A is the rate of tax imposed under subsection 165(1) at the time the amount paid as tax under this Division was paid,

B is the amount of the abatement or refund granted under the *Customs Act*,

C is the amount of the duties that were the subject of the abatement or refund, and

D is the value for duty of the goods under that Act.

$$(A \times B) + \left(A \times \frac{B}{C} \times D\right)$$

où :

A représente le taux de la taxe imposée selon le paragraphe 165(1) au moment du paiement du montant au titre de la taxe prévue à la présente section,

B le montant de l'abattement ou du remboursement accordé en vertu de la *Loi sur les douanes*,

C le montant des droits visés par l'abattement ou le remboursement,

D la valeur en douane des produits aux termes de cette loi.

Idem

(3) Where

(*a*) a person paid an amount as tax under this Division on goods that were imported

(i) for consumption, use or supply otherwise than exclusively in the course of a commercial activity of the person, or

(ii) for consumption, use or supply in the course of a commercial activity of the person and the person was, at the time of the release of the goods, a small supplier who was not registered under Subdivision d of Division V,

(*b*) if the goods had been subject to duties under the *Customs Act*, the Minister would, because of any of the circumstances described in paragraph 73(*a*) or (*b*) or 74(1)(*a*), (*b*) or (*c*) or subsection 76(1) of that Act, have granted, under section 73, 74 or 76 of that Act, an abatement or refund of the whole or part of the duties paid on the goods,

(*c*) the person has not been and is not entitled to be compensated under a warranty for loss suffered because of any of those circumstances by receiving a supply of replacement parts that are goods included in section 5 of Schedule VII, and

(*d*) within four years after the amount was paid as tax under this Division, the person files with the Minister an application, in prescribed form containing prescribed information, for a rebate of the amount,

Idem

(3) Sous réserve de l'article 263, les articles 73, 74 et 76 de la *Loi sur les douanes*, exception faite de l'alinéa 74(1)*d*) de cette loi, s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, comme si un montant payé par une personne au titre de la taxe était un droit payé sur les produits en vertu de cette loi, si les circonstances suivantes sont réunies :

a) la personne a payé le montant au titre de la taxe prévue à la présente section sur des produits importés :

(i) soit pour consommation, utilisation ou fourniture autrement qu'exclusivement dans le cadre de ses activités commerciales,

(ii) soit pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales si la personne est, au moment du dédouanement des produits, un petit fournisseur qui n'est pas inscrit aux termes de la sous-section d de la section V;

b) dans le cas où les produits ont été assujettis aux droits prévus à la *Loi sur les douanes*, le ministre aurait accordé, en vertu des articles 73, 74 ou 76 de cette loi, si les circonstances visées aux alinéas 73*a*) ou *b*), 74(1)*a*), *b*) ou *c*) ou au paragraphe 76(1) de cette loi s'appliquaient, un abattement ou un remboursement de tout ou partie des droits payés sur les produits;

c) la personne n'a pas reçu, et ne peut recevoir, aux termes d'une garantie, une

subject to section 263, sections 73, 74 (except paragraph 74(1)(*d*)) and 76 of that Act apply, with such modifications as the circumstances require, as though the amount paid by the person as tax were duties paid on the goods under that Act.

fourniture de pièces de rechange qui constituent des produits figurant à l'article 5 de l'annexe VII, en dédommagement des pertes découlant de l'une des circonstances visées à l'alinéa *b*);

d) dans les quatre ans suivant le paiement du montant au titre de la taxe prévue par la présente section, la personne présente au ministre une demande de remboursement du montant, établie en la forme déterminée par celui-ci et contenant les renseignements requis.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

82. (1) Section 216 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

82. (1) L'article 216 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Meaning of "determination of the tax status"

216. (1) In this section, "determination of the tax status" of goods means a determination, re-determination or further re-determination that the goods are, or are not, included in Schedule VII.

Définition de « classement »

216. (1) Au présent article, « classement » s'entend du classement tarifaire de produits, de la révision de ce classement ou du réexamen de cette révision, effectué en vue d'établir si les produits sont inclus ou non à l'annexe VII.

Application of *Customs Act*

(2) Subject to subsections (4) to (6), the *Customs Act* (other than subsections 67(2) and (3) and sections 68 and 70) and the regulations made under that Act apply, with such modifications as the circumstances require, to the determination of the tax status of goods for the purposes of this Division as if it were the determination, re-determination or further re-determination, as the case requires, of the tariff classification of the goods.

Application de la *Loi sur les douanes*

(2) Sous réserve des paragraphes (4) à (6), la *Loi sur les douanes*, sauf les paragraphes 67(2) et (3) et les articles 68 et 70, ainsi que les règlements d'application de cette loi s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au classement de produits pour l'application de la présente section comme s'il s'agissait du classement tarifaire des produits ou de la révision ou du réexamen de ce classement.

Idem

(3) The *Customs Act* and the regulations made under that Act apply, with such modifications as the circumstances require, to the appraisal, re-appraisal or further re-appraisal of the value of goods for the purposes of this Division as if it were the appraisal, re-appraisal or further re-appraisal, as the case requires, of the value for duty of the goods.

Idem

(3) La *Loi sur les douanes* et ses règlements d'application s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'appréciation de la valeur de produits pour l'application de la présente section, à la révision de cette appréciation ou au réexamen de cette révision, comme s'il s'agissait de l'appréciation de la valeur en douane des produits, de la révision de cette appréciation ou du réexamen de cette révision, selon le cas.

Appeals of determination of tax status

(4) In applying the *Customs Act* to a determination of the tax status of goods,

(*a*) the references in paragraphs 64(*d*) and (*e*) and subsection 67(1) of that Act to the "Canadian International Trade Tribunal"

Appel concernant le classement

(4) Pour l'application de la *Loi sur les douanes* concernant le classement de produits :

a) la mention, aux alinéas 64*d*) et *e*) et au paragraphe 67(1) de cette loi, du Tribunal

shall be read as references to the "Tax Court of Canada"; and

(*b*) the reference in subsection 67(1) of that Act to the "Secretary of the Canadian International Trade Tribunal" shall be read as a reference to the "Registrar of the Tax Court of Canada".

canadien du commerce extérieur vaut mention de la Cour canadienne de l'impôt;

b) la mention, au paragraphe 67(1) de cette loi, du secrétaire du Tribunal canadien du commerce extérieur vaut mention du greffier de la Cour canadienne de l'impôt.

Application of Part IX and *Tax Court of Canada Act*

(5) The provisions of this Part and of the *Tax Court of Canada Act* that apply to an appeal taken under section 302 apply, with such modifications as the circumstances require, to an appeal taken under subsection 67(1) of the *Customs Act* from a decision of the Deputy Minister made under section 63 or 64 of that Act in a determination of the tax status of goods as if the decision of the Deputy Minister were a confirmation of an assessment or a reassessment made by the Minister under subsection 301(3) or (4) as a consequence of a notice of objection filed under subsection 301(1) by the person to whom the Deputy Minister is required to give notice under section 63 or 64 of the *Customs Act*, as the case may be, of the decision.

(5) Les dispositions de la présente partie et de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* concernant les appels interjetés en vertu de l'article 302 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux appels interjetés en vertu du paragraphe 67(1) de la *Loi sur les douanes* d'une décision du sous-ministre rendue conformément aux articles 63 ou 64 de cette loi quant au classement de produits, comme si cette décision était la confirmation d'une cotisation ou d'une nouvelle cotisation établie par le ministre en application des paragraphes 301(3) ou (4) par suite d'un avis d'opposition présenté aux termes du paragraphe 301(1) par la personne que le sous-ministre est tenu d'aviser de la décision selon les articles 63 ou 64 de la *Loi sur les douanes*.

Application de la partie IX et de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*

Rebates

(6) Where

(*a*) because of an appraisal, a re-appraisal or a further re-appraisal of the value of goods or a determination of the tax status of goods, it is determined that the amount that was paid as tax under this Division on the goods exceeds the amount of tax that is required under this Division to be paid on the goods, and

(*b*) if the tax under this Division on the goods were a customs duty on the goods levied under the *Customs Tariff*, a refund of the excess would be given under paragraph 58(2)(*b*), 62(1)(*b*) or 65(1)(*b*) of the *Customs Act*,

a rebate of the excess shall, subject to section 263, be paid to the person who paid the excess, and the provisions of the *Customs Act* that relate to the payment of such refunds and interest on such refunds apply, with such modifications as the circumstances require, as if the rebate of the excess tax were a refund of duty.

(6) Lorsque, par suite de l'appréciation de la valeur de produits, de la révision de cette appréciation, du réexamen de cette révision ou du classement de produits, il est établi que le montant payé sur les produits au titre de la taxe prévue à la présente section excède la taxe à payer sur les produits aux termes de cette section et que cet excédent serait remboursé en application des alinéas 58(2)*b*), 62(1)*b*) ou 65(1)*b*) de la *Loi sur les douanes* si la taxe prévue à la présente section constituait des droits de douanes imposés sur les produits en application du *Tarif des douanes*, l'excédent est remboursé à la personne qui l'a payé, sous réserve de l'article 263. Dès lors, les dispositions de la *Loi sur les douanes* qui portent sur le versement du montant remboursé et des intérêts afférents s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, comme si le remboursement de l'excédent de taxe était un remboursement de droits.

Remboursements

Application of s. 69 of *Customs Act*

(7) Subject to section 263, section 69 of the *Customs Act* applies, with such modifications as the circumstances require, where an appeal in respect of the value of goods or a determination of the tax status of goods is taken for the purpose of determining whether tax under this Division on the goods is payable or of determining the amount of such tax.

(2) Subsection (1) applies to goods that are released (within the meaning assigned by subsection 2(1) of the *Customs Act*) after the day this Act is assented to.

1990, c. 45, s. 12(1)

83. (1) The definition "imported taxable supply" in section 217 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

"imported taxable supply" means

(*a*) a taxable supply of personal property or a service that is made outside Canada to a recipient who is resident in Canada and that can reasonably be regarded as having been received by the recipient for use in Canada otherwise than exclusively in a commercial activity, other than

(i) a zero-rated or prescribed supply,

(ii) a supply in respect of which tax under Division II is payable,

(iii) a supply of goods in respect of which tax under Division III is payable, or

(iv) a supply of goods included in Schedule VII, or

(*b*) a taxable supply (other than a zero-rated or prescribed supply) of tangible personal property made by a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V to a recipient who is a registrant where

(i) physical possession of the property is transferred to the recipient in Canada by another registrant who

(A) made a supply in Canada of the property by way of sale, or a supply in Canada of a service of manufac-

"imported taxable supply" « *fourniture taxable importée* »

(7) Sous réserve de l'article 263, l'article 69 de la *Loi sur les douanes* s'applique, avec les adaptations nécessaires, dans le cas où un appel concernant la valeur de produits ou leur classement est interjeté en vue de déterminer si la taxe prévue à la présente section est payable sur les produits ou d'établir le montant de cette taxe.

Application de l'article 69 de la *Loi sur les douanes*

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux produits dédouanés (au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*) après la date de sanction de la présente loi.

1990, ch. 45, par. 12(1)

83. (1) La définition de « fourniture taxable importée », à l'article 217 de la même loi, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« fourniture taxable importée »

a) Fourniture taxable d'un bien meuble ou d'un service qui est effectuée à l'étranger au profit d'un acquéreur qui réside au Canada, s'il est raisonnable de considérer que l'acquéreur a reçu le bien ou le service pour utilisation au Canada autrement qu'exclusivement dans le cadre d'une activité commerciale; en sont exclues :

(i) les fournitures détaxées ou visées par règlement,

(ii) les fournitures pour lesquelles la taxe prévue à la section II est payable,

(iii) les fournitures de produits pour lesquelles la taxe prévue à la section III est payable,

(iv) les fournitures de produits inclus à l'annexe VII;

b) fourniture taxable, sauf une fourniture détaxée ou visée par règlement, d'un bien meuble corporel effectuée par une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V, au profit d'un acquéreur qui est un inscrit, si les conditions suivantes sont réunies :

(i) la possession matérielle du bien est transférée à l'acquéreur au Canada par un autre inscrit qui, selon le cas :

« fourniture taxable importée » "*imported taxable supply*"

turing or producing the property, to the non-resident person, or

(B) acquired physical possession of the property for the purpose of making a supply of a commercial service in respect of the property to the non-resident person,

(ii) the recipient gives the other registrant a certificate of the recipient described in paragraph 179(2)(*c*), and

(iii) the recipient is not acquiring the property for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial activities of the recipient or the property is a passenger vehicle that the recipient is acquiring for use in Canada as capital property in commercial activities of the recipient and that has a capital cost to the recipient exceeding the amount deemed under paragraph 13(7)(*g*) or (*h*) of the *Income Tax Act* to be the capital cost of the vehicle to the recipient for the purposes of section 13 of that Act;

(A) a effectué, au profit de la personne non-résidente, la fourniture par vente du bien au Canada ou la fourniture au Canada d'un service de fabrication ou de production du bien,

(B) a acquis la possession matérielle du bien en vue d'effectuer, au profit de la personne non-résidente, la fourniture d'un service commercial relativement au bien,

(ii) l'acquéreur remet à l'autre inscrit le certificat visé à l'alinéa 179(2)*c*),

(iii) l'acquéreur n'acquiert pas le bien pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales ou, si le bien est une voiture de tourisme que l'acquéreur acquiert pour utilisation au Canada à titre d'immobilisation dans le cadre de ses activités commerciales, le coût en capital de celle-ci pour l'acquére ur excède le montant réputé, en vertu des alinéas 13(7)*g*) ou *h*) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, être ce coût pour l'acquéreur pour l'application de l'article 13 de cette loi.

(2) Paragraph (*a*) of the definition "imported taxable supply" in section 217 of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) a taxable supply (other than a zero-rated or prescribed supply) of a service made outside Canada to a person who is resident in Canada, other than a supply of a service that is

(i) acquired for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial activities of the person or activities that are engaged in exclusively outside Canada by the person and that are not part of a business or an adventure or concern in the nature of trade engaged in by the person in Canada,

(ii) consumed by an individual exclusively outside Canada (other than a

(2) L'alinéa *a*) de la définition de « fourniture taxable importée », à l'article 217 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) Fourniture taxable, sauf une fourniture détaxée ou visée par règlement, d'un service effectuée à l'étranger au profit d'une personne qui réside au Canada, à l'exclusion de la fourniture d'un service qui, selon le cas :

(i) est acquis pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre des activités commerciales de la personne ou des activités qu'elle exerce exclusivement à l'étranger et qui ne font pas partie d'une entreprise ou d'un projet à risques ou d'une affaire de caractère commercial exploitée par elle au Canada,

training service the supply of which is made to a person who is not a consumer),

(iii) in respect of real property situated outside Canada,

(iv) a service (other than a custodial or nominee service in respect of securities of the person) in respect of tangible personal property that is

(A) situated outside Canada at the time the service is performed, or

(B) exported as soon after the service is performed as is reasonable having regard to the circumstances surrounding the exportation and is not consumed, used or supplied in Canada after the service is performed and before the exportation of the property,

(v) a transportation service, or

(vi) a service rendered in connection with criminal, civil or administrative litigation outside Canada, other than a service rendered before the commencement of such litigation,

(ii) est consommé par un particulier exclusivement à l'étranger, sauf un service de formation fourni à une personne qui n'est pas un consommateur,

(iii) se rapporte à un immeuble situé à l'étranger,

(iv) constitue un service, sauf un service de dépositaire ou de propriétaire pour compte relatif à des titres de la personne, relatif à un bien meuble corporel qui :

(A) soit est situé à l'étranger au moment de l'exécution du service,

(B) soit est exporté dans un délai raisonnable après l'exécution du service, compte tenu des circonstances entourant l'exportation, et n'est ni consommé, ni utilisé ni fourni au Canada entre l'exécution du service et l'exportation du bien,

(v) constitue un service de transport,

(vi) constitue un service rendu à l'occasion d'une instance criminelle, civile ou administrative tenue à l'étranger, à l'exclusion d'un service rendu avant le début de l'instance;

(3) The definition "imported taxable supply" in section 217 of the said Act, as enacted by subsection (1) and as amended by subsection (2), is further amended by adding the word "or" at the end of paragraph (*b*) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(*c*) a taxable supply (other than a zero-rated or prescribed supply) of intangible personal property made outside Canada to a person who is resident in Canada, other than a supply of property that

(i) is acquired for consumption, use or supply exclusively in the course of commercial activities of the person or activities that are engaged in exclusively outside Canada by the person and that are not part of a business or an adventure or concern in the nature of trade engaged in by the person in Canada,

(3) La définition de « fourniture taxable importée », à l'article 217 de la même loi, édictée par le paragraphe (1) et modifiée par le paragraphe (2), est modifiée par adjonction de ce qui suit :

c) fourniture taxable, sauf une fourniture détaxée ou visée par règlement, d'un bien meuble incorporel effectuée à l'étranger au profit d'une personne qui réside au Canada, à l'exclusion de la fourniture d'un bien qui, selon le cas :

(i) est acquis pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre des activités commerciales de la personne ou des activités qu'elle exerce exclusivement à l'étranger et qui ne font pas partie d'une entreprise ou d'un projet à risques ou d'une affaire de caractère commercial exploitée par elle au Canada,

(ii) may not be used in Canada, or

(iii) relates to real property situated outside Canada, to a service to be performed wholly outside Canada or to tangible personal property situated outside Canada;

(ii) ne peut être utilisé au Canada,

(iii) se rapporte à un immeuble situé à l'étranger, à un service à exécuter entièrement à l'étranger ou à un bien meuble corporel situé à l'étranger.

(4) The definition "imported taxable supply" in section 217 of the said Act, as enacted by subsection (1) and as amended by subsections (2) and (3), is further amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (*b*) thereof and by adding thereto, immediately after that paragraph, the following paragraph:

(*b*.1) a taxable supply (other than a zero-rated or prescribed supply) of tangible personal property made at a particular time by a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V to a particular recipient who is resident in Canada, where

(i) the property is delivered or made available in Canada to the particular recipient and the particular recipient is not a registrant who is acquiring the property exclusively for consumption, use or supply in the course of commercial activities of the recipient, and

(ii) the non-resident person previously made a taxable supply of the property by way of lease, licence or similar arrangement to a registrant who was not dealing at arm's length with the non-resident person or who was related to the particular recipient, the property was delivered or made available in Canada to the registrant, the registrant was entitled to claim an input tax credit in respect of the property or was not required to pay tax under this Division in respect of the supply only because the registrant acquired the property exclusively for consumption, use or supply in the course of commercial activities of the registrant, and that supply was the last supply of the property made before the particular time by the non-resident person to a registrant, or

(4) La définition de « fourniture taxable importée », à l'article 217 de la même loi, édictée par le paragraphe (1) et modifiée par les paragraphes (2) et (3), est modifiée par insertion, après l'alinéa *b*), de ce qui suit :

b.1) fourniture taxable, sauf une fourniture détaxée ou visée par règlement, d'un bien meuble corporel effectuée, à un moment donné, par une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V, au profit d'un acquéreur donné qui réside au Canada, si les conditions suivantes sont réunies :

(i) le bien est livré à l'acquéreur donné au Canada, ou y est mis à sa disposition, lequel acquéreur n'est pas un inscrit qui acquiert le bien exclusivement pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales,

(ii) la personne non-résidente a déjà effectué une fourniture taxable du bien par bail, licence ou accord semblable au profit d'un acquéreur avec lequel elle avait un lien de dépendance ou qui était lié à l'acquéreur donné, les conditions suivantes étant alors réunies :

(A) le bien a été livré à l'acquéreur au Canada, ou y a été mis à sa disposition,

(B) l'acquéreur pouvait demander un crédit de taxe sur les intrants pour le bien ou n'était pas tenu de payer la taxe prévue par la présente section relativement à la fourniture du seul fait qu'il a acquis le bien exclusivement pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre de ses activités commerciales,

(C) cette fourniture a été la dernière fourniture du bien que la personne

non-résidente a effectuée au profit d'un inscrit avant le moment donné;

(5) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that the definition "imported taxable supply" in section 217 of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read

(*a*) without reference to paragraph (*b*) thereof in respect of supplies of property the physical possession of which is transferred to the recipient before March 28, 1991; and

(*b*) without reference to subparagraph (*b*)(ii) thereof in respect of supplies of property the physical possession of which is transferred to the recipient after March 27, 1991 and before October 30, 1992.

(5) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, la définition de « fourniture taxable importée », à l'article 217 de la même loi, édictée par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu :

***a*) de l'alinéa 217*b*) pour ce qui est des fournitures de biens dont la possession matérielle est transférée à l'acquéreur avant le 28 mars 1991;**

***b*) du sous-alinéa 217*b*)(ii) pour ce qui est des fournitures de biens dont la possession matérielle est transférée à l'acquéreur entre le 27 mars 1991 et le 30 octobre 1992.**

(6) Subsections (2) and (3) apply to supplies for which consideration is paid or becomes due after September 1992, other than supplies for which consideration is paid or becomes due before October 1992.

(6) Les paragraphes (2) et (3) s'appliquent aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée après septembre 1992, sauf celles dont la contrepartie devient due ou est payée avant octobre 1992.

(7) Subsection (4) applies to supplies for which consideration is paid or becomes due after 1992, other than supplies for which consideration is paid or becomes due before 1993.

(7) Le paragraphe (4) s'applique aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée après 1992, sauf celles dont la contrepartie devient due ou est payée avant 1993.

1990, c. 45, s. 12(1)

84. (1) Paragraph 220(*c*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) the value of the consideration for that supply shall be deemed to be the fair market value of the supply at the time the property is so transferred or the service is so rendered; and

1990, ch. 45, par. 12(1)

84. (1) L'alinéa 220*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) la valeur de la contrepartie de cette fourniture est réputée égale à la juste valeur marchande de celle-ci au moment du transfert du bien ou de la prestation du service;

(2) Section 220 of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*b*) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (*c*) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(*d*) the consideration for that supply shall be deemed to have become due and to have been paid, by the permanent establishment (in this paragraph referred to as "the recipient") to which the property was transferred or the service was rendered, to the other permanent establishment at the

(2) L'article 220 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

d) la contrepartie de cette fourniture est réputée être devenue due par l'établissement auquel le bien a été transféré ou le service, rendu, et avoir été payée par lui, à la fin de son année d'imposition où le bien a été transféré ou le service rendu à l'autre établissement.

end of the taxation year of the recipient in which the property was transferred or the service was rendered.

(3) Subsection (1) applies to property transferred and services rendered after September 14, 1992.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

85. (1) Section 221 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (3) thereof, the following subsection:

Export certificate

(3.1) Where a registrant who makes a taxable supply of tangible personal property is provided with a certificate referred to in section 1 of Part V of Schedule VI by the recipient of the supply and, at or before the time that tax in respect of the supply becomes payable, the registrant did not know and could not reasonably be expected to have known that the property would not be exported by the recipient in the circumstances described in that section, the registrant is not required to collect tax in respect of the supply.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

86. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 221 thereof, the following section:

Meaning of "inventory"

221.1 (1) In this section, "inventory" of a person means tangible personal property of the person acquired in Canada or imported by the person for supply by way of sale in the ordinary course of a business carried on by the person in Canada.

Export certificate

(2) The Minister may, on the application of a person who is registered under Subdivision d of Division V, authorize the person to use, on or after a particular day in a fiscal year of the person and subject to such conditions as the Minister may from time to time specify, a certificate (in this section referred to as an "export certificate") for the purposes of section 1 of Part V of Schedule VI, where it can reasonably be expected

(*a*) that at least 90% of the total of all consideration for supplies to the person of items of inventory acquired in Canada by the person in the twelve month period

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux biens transférés et aux services rendus après le 14 septembre 1992.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

85. (1) L'article 221 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Certificat d'exportation

(3.1) L'inscrit qui effectue la fourniture taxable d'un bien meuble corporel pour lequel l'acquéreur lui remet un certificat visé à l'article 1 de la partie V de l'annexe VI n'est pas tenu de percevoir la taxe relative à la fourniture si, au plus tard au moment où cette taxe devient payable, il ne savait pas ou ne pouvait vraisemblablement pas savoir que le bien ne serait pas exporté par l'acquéreur dans les circonstances visées à cet article.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

86. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 221, de ce qui suit :

Définition de « stocks »

221.1 (1) Pour l'application du présent article, les stocks d'une personne sont composés des biens meubles corporels qu'elle a acquis au Canada ou importés pour fourniture par vente dans le cours normal d'une entreprise qu'elle exploite au Canada.

Certificat d'exportation

(2) Le ministre peut, à la demande d'une personne inscrite aux termes de la sous-section d de la section V, accorder l'autorisation d'utiliser, à compter d'un jour donné d'un exercice et sous réserve des conditions que le ministre peut fixer au besoin, un certificat, dit « certificat d'exportation » au présent article, pour l'application de l'article 1 de la partie V de l'annexe VI, s'il est raisonnable de s'attendre à ce que les éventualités suivantes se réalisent :

a) au moins 90 % du total de la contrepartie des fournitures de stocks acquis au Canada au cours de la période de douze mois

commencing immediately after the particular day will be attributable to supplies that would be included in that section if it were read without reference to paragraph (*d*) thereof; and

(*b*) that the total of all consideration, included in determining the income of a business of the person for the year, for supplies made outside Canada by the person of items of inventory of the person that are not consumed, used, processed, transformed or altered after having been acquired in Canada or imported by the person and before being so supplied by the person will equal or exceed 90% of the total of all consideration, included in determining that income, for supplies made by the person of items of inventory of the person.

commençant immédiatement après le jour donné sera attribuable à des fournitures qui seraient visées à cet article compte non tenu de l'alinéa *d*) de celui-ci;

b) le total de la contrepartie, incluse dans le calcul du revenu d'une entreprise de la personne pour l'exercice, des fournitures de stocks qu'elle a effectuées à l'étranger — lesquels stocks ne sont ni consommés, ni utilisés, ni traités, ni transformés ni modifiés entre le moment de leur acquisition au Canada ou de leur importation et le moment de leur fourniture — représentera au moins 90 % du total de la contrepartie, incluse dans le calcul de ce revenu, des fournitures de stocks effectuées par la personne.

Application

(3) An application for authority to use an export certificate shall be made in prescribed form containing prescribed information and be filed with the Minister in prescribed manner.

Demande

(3) La demande d'autorisation d'utiliser un certificat d'exportation contient les renseignements déterminés par le ministre et lui est présentée en la forme et selon les modalités qu'il détermine.

Notice of authorization

(4) Where the Minister authorizes a registrant to use an export certificate, the Minister shall notify the registrant in writing of the authorization and the effective date of the authorization.

Avis d'autorisation

(4) Le ministre informe l'inscrit de l'autorisation d'utiliser un certificat d'exportation dans un avis écrit qui précise la date de la prise d'effet de l'autorisation.

Revocation

(5) The Minister may revoke, as of a particular day, an authorization granted under subsection (2) to a registrant where

(*a*) the registrant fails to comply with any condition attached to the authorization or any provision of this Part, or

(*b*) it can reasonably be expected that the requirements of paragraphs (2)(*a*) and (*b*) would not be met if the period referred to in paragraph (2)(*a*) were the twelve month period commencing on the particular day,

and, where the Minister revokes the authorization, the Minister shall notify the registrant in writing of the revocation and the effective date of the revocation.

Retrait de l'autorisation

(5) Le ministre peut retirer, à compter d'un jour donné, l'autorisation accordée à un inscrit si, selon le cas :

a) l'inscrit ne se conforme pas à une condition de l'autorisation ou à une disposition de la présente partie;

b) il est raisonnable de s'attendre à ce que les exigences des alinéas (2)*a*) et *b*) ne soient pas respectées si la période mentionnée à l'alinéa (2)*a*) commence le jour donné.

Le cas échéant, le ministre fait parvenir à l'inscrit un avis écrit qui précise la date de prise d'effet du retrait.

Deemed revocation

(6) An authorization granted to a registrant at any time under subsection (2) shall be deemed to have been revoked, effective after the last day of a fiscal year of the registrant ending after that time, where

(*a*) the fraction determined by the formula

Présomption de retrait

(6) L'autorisation accordée à un inscrit à un moment donné est réputée retirée, à compter du lendemain du dernier jour d'un exercice de l'inscrit qui prend fin après ce moment, si la proportion visée à l'alinéa *a*) dépasse celle visée à l'alinéa *b*) :

$\frac{A}{B}$

where

A is the total of all consideration paid or payable by the registrant for items of inventory that were acquired in Canada by the registrant in the year in the course of a business of the registrant and in respect of which the registrant provided to the suppliers thereof an export certificate, and

B is the total of all consideration paid or payable by the registrant for items of inventory acquired in Canada by the registrant in the year in the course of that business,

exceeds

(*b*) the fraction determined by the formula

$\frac{C}{D}$

where

C is the total of all consideration, included in determining the income from that business for the year, for supplies made outside Canada by the registrant of items of inventory of the registrant that were not consumed, used, processed, transformed or altered after having been acquired in Canada or imported by the registrant and before being so supplied by the registrant, and

D is the total of all consideration, included in determining that income, for supplies made by the registrant of items of inventory of the registrant.

Cessation

(7) An authorization granted under subsection (2) to a registrant ceases to have effect on the earlier of

(*a*) the day on which a revocation of the authorization becomes effective, and

(*b*) the day that is three years after the day on which the authorization, or its renewal, became effective.

a) la proportion obtenue par le calcul suivant :

$\frac{A}{B}$

où :

A représente le total des contreparties payées ou payables par l'inscrit pour des stocks qu'il a acquis au Canada au cours de l'exercice dans le cadre de son entreprise et à l'égard desquels il a remis un certificat d'exportation aux fournisseurs,

B le total des contreparties payées ou payables par l'inscrit pour des stocks qu'il a acquis au Canada au cours de l'exercice dans le cadre de cette entreprise;

b) la proportion obtenue par le calcul suivant :

$\frac{C}{D}$

où :

C représente le total des contreparties, incluses dans le calcul du revenu tiré de cette entreprise pour l'exercice, des fournitures de stocks que l'inscrit a effectuées à l'étranger, lesquels stocks ne sont ni consommés, ni utilisés, ni traités, ni transformés ni modifiés entre le moment de leur acquisition au Canada ou de leur importation et le moment de leur fourniture,

D le total des contreparties, incluses dans le calcul de ce revenu, des fournitures de stocks que l'inscrit a effectuées.

Cessation

(7) L'autorisation accordée à un inscrit cesse d'avoir effet trois ans après la date de la prise d'effet de l'autorisation ou de son renouvellement, ou si elle est antérieure, à la date de la prise d'effet du retrait de l'autorisation.

Application after revocation

(8) Where an authorization granted to a registrant under subsection (2) is revoked, effective on a particular day, the Minister shall not grant to the registrant another authorization under that subsection that becomes effective before

(*a*) where the authorization was revoked in circumstances described in paragraph (5)(*a*), the day that is two years after the particular day; and

(*b*) in any other case, the first day of the second fiscal year of the registrant commencing after the particular day.

Demande après retrait d'autorisation

(8) Toute autorisation que le ministre accorde, en application du paragraphe (2), à un inscrit à qui il a déjà retiré une semblable autorisation à compter d'un jour donné ne peut prendre effet qu'à compter du jour suivant :

a) si l'autorisation a été retirée en vertu de l'alinéa (5)*a*), le jour qui tombe deux ans après le jour donné;

b) dans les autres cas, le premier jour du deuxième exercice de l'inscrit qui commence après le jour donné.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

87. (1) Subsection 222(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

87. (1) Le paragraphe 222(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Amounts collected held in trust

222. (1) Subject to subsection (1.1), where a person collects an amount as or on account of tax under Division II, the person shall, for all purposes, be deemed to hold the amount in trust for Her Majesty until it is remitted to the Receiver General or withdrawn under subsection (2).

Montants perçus détenus en fiducie

222. (1) La personne qui perçoit un montant au titre de la taxe prévue à la section II est réputée, à toutes fins utiles, détenir ce montant en fiducie pour Sa Majesté jusqu'à ce qu'il soit versé au receveur général ou retiré en application du paragraphe (2).

Amounts collected before bankruptcy

(1.1) Subsection (1) does not apply, at or after the time a person becomes a bankrupt (within the meaning of the *Bankruptcy and Insolvency Act*), to any amounts that, before that time, were collected or became collectible by the person as or on account of tax under Division II.

Montants perçus avant la faillite

(1.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas, à compter du moment de la faillite d'un failli, au sens de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, aux montants perçus ou devenus percevables par lui avant la faillite au titre de la taxe prévue à la section II.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 222(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 222(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Amounts in trust not part of estate

(3) In the event of any liquidation, assignment, receivership or bankruptcy of or by a person, an amount equal to the amount deemed under subsection (1) to be held in trust for Her Majesty shall, for all purposes, be deemed to be separate from and to form no part of the estate in liquidation, assignment, receivership or bankruptcy, whether or not that amount has in fact been kept separate and apart from the person's own moneys or from the assets of the estate.

Montants en fiducie exclus de la masse

(3) En cas de liquidation, cession, mise sous séquestre ou faillite d'une personne, un montant égal à celui réputé par le paragraphe (1) détenu en fiducie pour Sa Majesté est considéré, à toutes fins utiles, comme tenu séparé et ne formant pas partie des actifs visés par la liquidation, cession, mise sous séquestre ou faillite, que ce montant ait été ou non, en fait, tenu séparé des propres fonds de la personne ou des actifs.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

88. (1) Subsection 225(5) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

88. (1) Le paragraphe 225(5) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Idem

(5) Where a registrant makes an exempt supply by way of sale of a residential complex, the registrant shall not claim an input tax credit in respect of

(*a*) the last acquisition by the registrant of the complex, or

(*b*) the acquisition or importation by the registrant, after the complex was last acquired by the registrant, of an improvement to the complex,

in a return filed on or after the day the registrant transfers ownership or possession of the complex to the recipient of the supply.

(5) L'inscrit qui effectue par vente la fourniture exonérée d'un immeuble d'habitation ne peut demander, dans une déclaration produite au plus tôt le jour où il transfère la propriété ou la possession de l'immeuble à l'acquéreur, de crédit de taxe sur les intrants relativement soit à sa dernière acquisition de l'immeuble, soit à son acquisition ou importation, après cette dernière acquisition de l'immeuble, des améliorations apportées à celui-ci.

Délai — immeuble d'habitation

(2) Section 225 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsection:

(2) L'article 225 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Idem

(6) Where a trustee is appointed under the *Bankruptcy and Insolvency Act* to act in the administration of the estate of a registrant who is a bankrupt,

(*a*) the total of all input tax credits claimed, and all amounts deducted, in a return filed after the appointment for a reporting period of the registrant ending before the appointment shall not exceed the total of

(i) the amount that would be the net tax for the period if no input tax credits were claimed, and no amounts were deducted, in determining the net tax for that period, and

(ii) all amounts required under this Part to be remitted by the registrant in respect of reporting periods ending before that period and all amounts payable under this Part by the registrant as penalty, interest, an instalment of tax or a repayment in respect of those reporting periods, and

(*b*) an input tax credit, or an amount that may be deducted in determining net tax, for a reporting period of the registrant ending before the appointment shall not be claimed or deducted in a return for a reporting period

(6) En cas de nomination, en application de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, d'un syndic pour voir à l'administration de l'actif d'un inscrit failli, les règles suivantes s'appliquent :

a) le total des crédits de taxe sur les intrants demandés et des montants déduits, dans une déclaration produite après la nomination pour une période de déclaration de l'inscrit qui prend fin avant la nomination, ne peut excéder le total des montants suivants :

(i) le montant qui correspondrait à la taxe nette pour la période si nul crédit de taxe sur les intrants n'était demandé, et nul montant déduit, dans le calcul de la taxe nette pour cette période,

(ii) les montants à verser par l'inscrit en application de la présente partie pour les périodes de déclaration qui prennent fin avant cette période ainsi que les montants payables par lui en vertu de cette partie au titre des pénalités, intérêts, acomptes provisionnels de taxe ou restitutions relativement à ces périodes de déclaration;

Montant exclu du calcul du crédit

of the registrant ending after the appointment,

unless, on or before the day that return is filed, all returns required under this Part to be filed for, or in respect of acquisitions of real property made in, reporting periods of the registrant ending before the appointment have been filed and all amounts required under this Part to be remitted by the registrant in respect of those reporting periods and all amounts payable under this Part by the registrant as penalty, interest, an instalment of tax or a repayment in respect of those reporting periods have been remitted or paid, as the case may be.

b) un crédit de taxe sur les intrants, ou un montant déductible dans le calcul de la taxe nette, pour une période de déclaration de l'inscrit qui prend fin avant la nomination ne peut être demandé ni déduit dans une déclaration visant une période de déclaration de l'inscrit qui prend fin après le mandat du syndic.

Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique pas si, au plus tard le jour de la production de la déclaration, les déclarations à produire en application de la présente partie pour les périodes de déclaration de l'inscrit qui prennent fin avant la nomination, ou relativement à des acquisitions d'immeubles effectuées au cours de ces périodes, ont été produites et si les montants à verser par l'inscrit en application de la présente partie ainsi que les montants payables par lui en vertu de cette partie au titre des pénalités, intérêts, acomptes provisionnels de taxe ou restitutions relativement à ces périodes de déclaration ont été versés ou payés, selon le cas.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) Subsection (2) applies to returns filed after September 1992.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux déclarations produites après septembre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

89. (1) Section 226 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

89. (1) L'article 226 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Meaning of "returnable container"

226. (1) In this section, "returnable container" means a beverage container (other than a usual container for a beverage the supply of which is included in Part III of Schedule VI) of a class that

(*a*) is ordinarily acquired by consumers;

(*b*) when acquired by consumers, is ordinarily filled and sealed; and

(*c*) is ordinarily supplied empty by consumers for consideration.

Définition de « contenant consigné »

226. (1) Au présent article, « contenant consigné » s'entend d'un contenant à boisson (sauf le contenant habituel d'une boisson dont la fourniture est incluse à la partie III de l'annexe VI) d'une catégorie donnée qui, à la fois :

a) est habituellement acquis par des consommateurs;

b) au moment de son acquisition par des consommateurs, est habituellement rempli et scellé;

c) une fois vide, est habituellement fourni par des consommateurs pour une contrepartie.

Separate supply of beverage and container

(2) For the purposes of this section, where a person supplies a beverage in a returnable container,

Fourniture distincte de boisson et de contenant

(2) Pour l'application du présent article, lorsqu'une personne fournit une boisson dans un contenant consigné, les règles suivantes s'appliquent :

(*a*) the provision of the container shall be deemed to be a supply separate from, and not incidental to, the provision of the beverage;

(*b*) section 137 does not apply to deem the container to form part of the beverage; and

(*c*) the consideration for the supply of the container shall be deemed to be equal to that part of the total consideration for the beverage and the container that is reasonably attributable to the container.

a) la remise du contenant est réputée être une fourniture distincte de la livraison de la boisson et ne pas y être accessoire;

b) la présomption prévue à l'article 137 ne s'applique pas au contenant;

c) la contrepartie de la fourniture du contenant est réputée égale à la partie de la contrepartie totale de la boisson et du contenant, qui est imputable au contenant.

Tax collectible on returnable containers

(3) Tax that is collected or that becomes collectible by a registrant in respect of a supply of a returnable container shall not be included in determining the net tax of the registrant.

(3) La taxe perçue ou devenue percevable par un inscrit relativement à la fourniture d'un contenant consigné n'est pas incluse dans le calcul de la taxe nette de l'inscrit.

Taxe percevable sur les contenants consignés

Input tax credit for returnable containers

(4) Tax that is paid or that becomes payable by a registrant in respect of a supply of a returnable container shall not be included in determining an input tax credit of the registrant unless the registrant is acquiring the container for the purpose of making a zero-rated supply of the container or a supply of the container outside Canada.

(4) La taxe payée ou devenue payable par un inscrit relativement à la fourniture d'un contenant consigné n'est incluse dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants de l'inscrit que si celui-ci acquiert le contenant en vue d'en faire une fourniture détaxée ou de le fournir à l'étranger.

Crédit de taxe sur les intrants pour contenants consignés

Application

(5) Subsections (3) and (4) do not apply to a registrant in respect of a supply of a returnable container of a particular class made by or to the registrant where, at the time tax in respect of the supply becomes payable, the usual practice of the registrant is

(*a*) to charge consideration for supplies of filled and sealed containers of that class that exceeds the consideration the registrant pays to registrants for supplies of filled and sealed containers of that class;

(*b*) to charge consideration for supplies of empty containers of that class made to other registrants that exceeds the consideration the registrant pays or would pay to other registrants for supplies of empty containers of that class;

(*c*) to pay consideration for supplies of empty containers of that class received from persons who are not registrants that is less than the total of the consideration that the registrant charges for supplies of empty containers of that class and tax calculated on that consideration;

(5) Les paragraphes (3) et (4) ne s'appliquent pas à l'inscrit qui effectue ou reçoit la fourniture d'un contenant consigné d'une catégorie donnée s'il a pour pratique, au moment où la taxe relative à la fourniture devient payable :

a) soit de demander, en contrepartie des fournitures de contenants remplis et scellés de cette catégorie, un montant supérieur au montant qu'il paie à d'autres inscrits en contrepartie de pareilles fournitures;

b) soit de demander, en contrepartie des fournitures de contenants vides de cette catégorie effectuées au profit d'autres inscrits, un montant supérieur au montant qu'il paie ou paierait à ceux-ci en contrepartie de pareilles fournitures;

c) soit de payer, en contrepartie des fournitures de contenants vides de cette catégorie reçues de non-inscrits, un montant inférieur au total du montant qu'il demande en contrepartie de pareilles fournitures et de la taxe calculée sur ce montant;

(*d*) to import filled and sealed containers of that class;

(*e*) to engage other persons to fill and seal containers of that class for the registrant; or

(*f*) to manufacture, produce or fill and seal returnable containers of any class.

d) soit d'importer des contenants remplis et scellés de cette catégorie;

e) soit d'engager des personnes pour remplir et de sceller, pour son compte, des contenants de cette catégorie;

f) soit de fabriquer, de produire ou de remplir et sceller des contenants consignés d'une catégorie quelconque.

Change in practice

(6) Where subsection (3) at any time ceases to apply to a registrant in respect of a returnable container owned by the registrant at that time and the registrant was not entitled, because of subsection (4), to claim an input tax credit in respect of the last acquisition of the container by the registrant, for the purposes of this Part, the registrant shall be deemed to have received at that time a supply of the container and to have paid at that time tax in respect of the supply equal to the tax that was payable in respect of that last acquisition of the container.

Acquisition réputée

(6) L'inscrit à l'égard duquel le paragraphe (3) cesse, à un moment donné, de s'appliquer relativement à un contenant consigné lui appartenant à ce moment et qui ne pouvait pas, par l'effet du paragraphe (4), demander de crédit de taxe sur les intrants relativement à sa dernière acquisition du contenant est réputé, pour l'application de la présente partie, avoir reçu à ce moment une fourniture du contenant et avoir payé, à ce moment et relativement à la fourniture, une taxe égale à celle qui était payable relativement à la dernière acquisition du contenant.

Idem

(7) Where subsection (3) at any time begins to apply to a registrant in respect of a returnable container owned by the registrant at that time and the registrant was entitled to claim an input tax credit in respect of the last acquisition of the container by the registrant, for the purposes of this Part, the registrant shall be deemed

(*a*) to have made immediately before that time a supply of the container and to have collected at that time tax in respect of the supply equal to the tax that was payable by the registrant in respect of that last acquisition of the container; and

(*b*) to have received at that time a supply of the container and to have paid at that time tax in respect of the supply equal to the tax referred to in paragraph (*a*).

Fourniture réputée

(7) L'inscrit à l'égard duquel le paragraphe (3) commence, à un moment donné, à s'appliquer relativement à un contenant consigné lui appartenant à ce moment et qui pouvait demander un crédit de taxe sur les intrants relativement à sa dernière acquisition du contenant est réputé, pour l'application de la présente partie :

a) d'une part, avoir fourni le contenant immédiatement avant le moment donné et avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, une taxe égale à celle qui était payable par lui relativement à cette dernière acquisition;

b) d'autre part, avoir reçu, à ce moment, une fourniture du contenant et avoir payé, à ce moment et relativement à la fourniture, une taxe égale à la taxe visée à l'alinéa *a*).

Supplies under s. 156 or 167

(8) For the purposes of this Part, where a supplier at any time makes a supply of a returnable container to a registrant in circumstances in which section 156 or 167 applies and, if those sections had not applied, subsection (3) would not have applied to the supplier in respect of the supply and subsection (4) would have applied to the registrant in respect of the container,

Fournitures aux termes des articles 156 ou 167

(8) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un fournisseur fournit, à un moment donné, un contenant consigné à un inscrit dans les circonstances visées aux articles 156 ou 167 et que, si ces articles ne s'appliquaient pas, le paragraphe (3) ne s'appliquerait pas au fournisseur relativement à la fourniture alors que le paragraphe (4) s'appliquerait à l'inscrit relativement au contenant, les règles suivantes s'appliquent :

(*a*) the registrant shall be deemed to have made a supply of the container at that time and to have collected at that time tax in respect of the supply calculated on the consideration that the registrant would charge if the registrant made the supply to a person with whom the registrant was dealing at arm's length, and subsection (3) does not apply to the registrant in respect of the supply; and

(*b*) the registrant shall be deemed to have received a supply of the container immediately after that time and to have paid immediately after that time tax in respect of the supply equal to the amount determined under paragraph (*a*).

a) le paragraphe (3) ne s'applique pas à l'inscrit relativement à la fourniture, et celui-ci est réputé avoir fourni le contenant au moment donné et avoir perçu, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la contrepartie qu'il demanderait s'il fournissait le contenant à une personne avec laquelle il n'a aucun lien de dépendance;

b) l'inscrit est réputé avoir reçu une fourniture du contenant immédiatement après le moment donné et avoir payé, immédiatement après ce moment et relativement à la fourniture, une taxe égale au montant calculé selon l'alinéa *a*).

Idem

(9) For the purposes of this Part, where a supplier at any time makes a supply of a returnable container to a registrant in circumstances in which section 156 or 167 applies and, if those sections had not applied, subsection (3) would have applied to the supplier in respect of the supply and subsection (4) would not have applied to the registrant in respect of the container, the registrant shall be deemed to have paid at that time tax in respect of the supply calculated on the consideration that the registrant would charge if the registrant made the supply to a person with whom the registrant was dealing at arm's length.

Idem

(9) Pour l'application de la présente partie, lorsqu'un fournisseur fournit, à un moment donné, un contenant consigné à un inscrit dans les circonstances visées aux articles 156 ou 167 et que, si ces articles ne s'appliquaient pas, le paragraphe (3) s'appliquerait au fournisseur relativement à la fourniture alors que le paragraphe (4) ne s'appliquerait pas à l'inscrit relativement au contenant, l'inscrit est réputé avoir payé, à ce moment et relativement à la fourniture, la taxe calculée sur la contrepartie qu'il demanderait s'il fournissait le contenant à une personne avec laquelle il n'a aucun lien de dépendance.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

90. (1) Subparagraph 227(2)(*c*)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(ii) in any other case, on or before the day on or before which the return of the registrant is required to be filed under this Division for the first reporting period of the registrant in which the election is in effect or on such later day as the Minister may determine on application of the registrant.

1990, ch. 45, par. 12(1)

90. (1) Le sous-alinéa 227(2)*c*)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) dans les autres cas, le jour où l'inscrit est tenu de produire sa déclaration aux termes de la présente section pour sa première période de déclaration où le choix est en vigueur, ou le jour postérieur que le ministre peut fixer à la demande de l'inscrit.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

91. (1) All that portion of subsection 228(4) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

91. (1) Le passage du paragraphe 228(4) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Real property supplied by person not required to collect tax

(4) Where tax under Division II is payable by a person in respect of a supply of real property (other than a supply deemed to have been made) that is made to the person in circumstances in which subsection 221(2) applies, the person shall pay the tax to the Receiver General and file with the Minister in prescribed manner a return in respect of the tax in prescribed form containing prescribed information,

(4) Le redevable de la taxe prévue à la section II relativement à un immeuble qui lui a été fourni dans les circonstances visées au paragraphe 221(2) est tenu, sauf si l'immeuble est réputé lui avoir été fourni, de verser la taxe au receveur général et de présenter au ministre, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, une déclaration la concernant et contenant les renseignements requis :

Immeuble fourni par une personne non tenue de percevoir la taxe

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 228(5) of the said Act is repealed.

(2) Le paragraphe 228(5) de la même loi est abrogé.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

92. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 230 thereof, the following sections:

92. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 230, de ce qui suit :

Overpayment of refund or interest

230.1 Where an amount is paid to, or applied to a liability of, a person as a refund, or as interest, under this Division and the person is not entitled to the refund or interest, as the case may be, or the amount paid or applied exceeds the refund or interest, as the case may be, to which the person is entitled, the person shall pay to the Receiver General an amount equal to the refund, interest or excess, as the case may be, on the day the refund, interest or excess, as the case may be, is paid to, or applied to a liability of, the person.

230.1 Lorsqu'est payé à une personne, ou déduit d'une somme dont elle est redevable, un montant au titre d'un remboursement ou d'intérêts prévus à la présente section auquel la personne n'a pas droit ou qui excède le montant auquel elle a droit, la personne est tenue de verser au receveur général un montant égal au montant remboursé, aux intérêts ou à l'excédent le jour du paiement ou de la déduction.

Montant remboursé en trop ou intérêts payés en trop

Definitions

230.2 (1) In this section,

230.2 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

"certified institution" « *institution agréée* »

"certified institution" has the meaning assigned by section 2 of Part XIV of Schedule III;

« institution agréée » S'entend au sens de l'article 2 de la partie XIV de l'annexe III.

« institution agréée » "*certified institution*"

"specified property" « *biens déterminés* »

"specified property" means goods described in section 1 of Part XIV of Schedule III.

« biens déterminés » Marchandises visées à l'article 1 de la partie XIV de l'annexe III.

« biens déterminés » "*specified property*"

Deduction from net tax

(2) Where a registrant is a certified institution in a particular reporting period of the registrant, the registrant may, in determining the net tax for the particular reporting period or for a reporting period that ends within four years after the end of the particular period, deduct

(2) L'inscrit qui est une institution agréée au cours d'une période de déclaration donnée qui lui est applicable peut déduire les montants suivants dans le calcul de la taxe nette pour la période donnée ou pour une période de déclaration qui prend fin dans les quatre ans suivant cette période :

Déduction de la taxe nette

(*a*) the total of all amounts that became collectible, or were collected without hav-

a) le total des montants devenus percevables par l'inscrit, ou perçus par lui sans être

ing become collectible, by the registrant in the particular period and in 1991 as or on account of tax under Division II in respect of specified property;

(*b*) 75% of the total of all amounts that became collectible, or were collected without having become collectible, by the registrant in the particular period and in 1992 as or on account of tax under Division II in respect of specified property;

(*c*) 50% of the total of all amounts that became collectible, or were collected without having become collectible, by the registrant in the particular period and in 1993 as or on account of tax under Division II in respect of specified property; and

(*d*) 25% of the total of all amounts that became collectible, or were collected without having become collectible, by the registrant in the particular period and in 1994 as or on account of tax under Division II in respect of specified property.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

devenus percevables, en 1991 au cours de la période donnée au titre de la taxe prévue à la section II relativement à des biens déterminés;

b) 75 % du total des montants devenus percevables par l'inscrit, ou perçus par lui sans être devenus percevables, en 1992 au cours de la période donnée au titre de la taxe prévue à la section II relativement à des biens déterminés;

c) 50 % du total des montants devenus percevables par l'inscrit, ou perçus par lui sans être devenus percevables, en 1993 au cours de la période donnée au titre de la taxe prévue à la section II relativement à des biens déterminés;

d) 25 % du total des montants devenus percevables par l'inscrit, ou perçus par lui sans être devenus percevables, en 1994 au cours de la période donnée au titre de la taxe prévue à la section II relativement à des biens déterminés.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

93. (1) Subsection 232(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

93. (1) Le paragraphe 232(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Credit or debit notes

(3) Where a particular person adjusts, refunds or credits an amount in favour of, or to, another person in accordance with subsection (1) or (2), the following rules apply:

(*a*) the particular person shall, within a reasonable time, issue to the other person a credit note, containing prescribed information, for the amount of the adjustment, refund or credit, unless the other person issues a debit note, containing prescribed information, for the amount;

(*b*) the amount may be deducted in determining the net tax of the particular person for the reporting period of the particular person in which the credit note is issued to the other person or the debit note is received by the particular person, to the extent that the amount has been included in determining the net tax for the reporting period or a preceding reporting period of the particular person; and

Notes de crédit ou de débit

(3) Les règles suivantes s'appliquent dans le cas où une personne redresse un montant en faveur d'une autre personne en application des paragraphes (1) ou (2), le lui rembourse ou le porte à son crédit :

a) elle remet à l'autre personne, dans un délai raisonnable, une note de crédit, contenant les renseignements réglementaires, pour le montant remboursé ou le montant du redressement ou du crédit, à moins que cette dernière ne lui remette une note de débit, contenant les renseignements réglementaires, pour un tel montant;

b) le montant est déductible dans le calcul de la taxe nette de la personne pour sa période de déclaration au cours de laquelle elle remet la note de crédit ou reçoit la note de débit, dans la mesure où il a été inclus dans le calcul de sa taxe nette pour cette période ou pour une de ses périodes de déclaration antérieures;

(*c*) the amount shall be added in determining the net tax of the other person for the reporting period of the other person in which the debit note is issued to the particular person or the credit note is received by the other person, to the extent that the amount has been included in determining an input tax credit claimed by the other person in a return filed for the reporting period or a preceding reporting period of the other person.

c) le montant est ajouté dans le calcul de la taxe nette de l'autre personne pour sa période de déclaration au cours de laquelle elle remet la note de débit ou reçoit la note de crédit, dans la mesure où il a été inclus dans le calcul d'un crédit de taxe sur les intrants qu'elle a demandé dans une déclaration produite pour cette période ou pour une de ses périodes de déclaration antérieures.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

94. (1) Subsection 233(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

94. (1) Le paragraphe 233(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Meaning of "specified amount"

233. (1) In this section, "specified amount", in respect of a patronage dividend paid by a person in a fiscal year of the person, means the amount determined by the formula

$$A \times \frac{(B + D)}{(C + D)}$$

where

A is the amount of the patronage dividend;

B is the total value of all consideration that became due, or was paid without having become due, in the immediately preceding fiscal year of the person while the person was a registrant for taxable supplies (other than supplies by way of sale of capital property of the person and zero-rated supplies) made in Canada by the person;

C is the total value of all consideration that became due, or was paid without having become due, in the immediately preceding fiscal year of the person for taxable supplies (other than supplies by way of sale of capital property of the person) made in Canada by the person; and

D is the total of all tax that became payable, or was paid without having become payable, in the immediately preceding fiscal year of the person in respect of taxable supplies (other than supplies by way of sale of capital property of the person) made by the person.

Définition de « montant déterminé »

233. (1) Au présent article, le résultat du calcul suivant est un montant déterminé par rapport à une ristourne versée par une personne au cours de son exercice :

$$A \times \frac{(B + D)}{(C + D)}$$

où :

A représente la ristourne;

B le total des contreparties devenues dues, ou payées sans qu'elles soient devenues dues, au cours de l'exercice précédent de la personne, à un moment où celle-ci est un inscrit, pour des fournitures taxables qu'elle a effectuées au Canada, sauf des fournitures par vente de ses immobilisations et des fournitures détaxées;

C le total des contreparties devenues dues, ou payées sans qu'elles soient devenues dues, au cours de l'exercice précédent de la personne pour des fournitures taxables qu'elle a effectuées au Canada, sauf des fournitures par vente de ses immobilisations;

D le total des taxes devenues payables, ou payées sans qu'elles soient devenues payables, au cours de l'exercice précédent de la personne pour des fournitures taxables qu'elle a effectuées, sauf des fournitures par vente de ses immobilisations.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subparagraph 233(2)(*a*)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(ii) where the particular person has made an election under this subparagraph that is in effect for that fiscal year, the part of the dividend that is in respect of taxable supplies (other than zero-rated supplies) made to the other person; and

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le sous-alinéa 233(2)*a*)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) si un choix fait par elle à cet effet est en vigueur pour cet exercice, de la partie de la ristourne qui est relative à des fournitures taxables, sauf des fournitures détaxées, effectuées au profit de l'autre personne;

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsection 233(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Le paragraphe 233(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(3) Subsection (2) does not apply to a patronage dividend paid by a person in a fiscal year of the person for which an election made by the person under this subsection is in effect, in which event the dividend shall be deemed not to be a reduction of the consideration for any supplies.

Exception

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas à la ristourne qu'une personne verse au cours de son exercice si un choix fait par elle à cet effet est en vigueur pour cet exercice. La ristourne est alors réputée ne pas réduire la contrepartie de fournitures.

(4) Section 233 of the said Act is further amended by adding thereto the following subsections:

(4) L'article 233 de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

Time for election

(4) An election made under subparagraph (2)(*a*)(ii) or subsection (3) by a person shall be made before any patronage dividend is paid by the person in the fiscal year of the person in which the election is to take effect.

Moment du choix

(4) Le choix prévu au sous-alinéa (2)*a*)(ii) ou au paragraphe (3) se fait préalablement au versement par son auteur d'une ristourne au cours de son exercice à compter duquel le choix est en vigueur.

Revocation of election

(5) An election made under subparagraph (2)(*a*)(ii) or subsection (3) by a person may be revoked by the person before any dividend is paid by the person in the fiscal year of the person in which the revocation is to take effect.

Révocation du choix

(5) La révocation d'un choix prévu au sous-alinéa (2)*a*)(ii) ou au paragraphe (3) se fait par son auteur préalablement au versement par celui-ci d'une ristourne au cours de son exercice à compter duquel la révocation est en vigueur.

Date of payment of dividend

(6) For the purposes of this section, a dividend shall be deemed to be paid on the day that it is declared.

Date du versement d'une ristourne

(6) Pour l'application du présent article, une ristourne est réputée versée le jour de sa déclaration.

(5) Subsection (1) applies to patronage dividends paid after March 1991.

(5) Le paragraphe (1) s'applique aux ristournes versées après mars 1991.

(6) Subsections (2) and (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that an election under subparagraph 233(2)(*a*)(ii) of the said Act, as enacted by subsection (2), or under subsection 233(3) of the said Act, as enacted by subsection (3), that is made by a person before April 27, 1992 is not valid unless, before any patronage dividend is paid by the person in the fiscal year of the person in which the election is to take effect, the

(6) Les paragraphes (2) et (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le choix prévu au sous-alinéa 233(2)*a*)(ii) ou au paragraphe 233(3) de la même loi, édictés respectivement par les paragraphes (2) et (3), effectué par une personne avant le 27 avril 1992 n'est valable que s'il est présenté au ministre du Revenu national, en la forme et selon les modalités qu'il détermine, préalablement au versement par la personne d'une ristourne au

election is filed with the Minister of National Revenue in a form and manner prescribed by the Minister.

(7) Subsection (4) shall be deemed to have come into force on November 6, 1991 except that a revocation under subsection 233(5) of the said Act, as enacted by subsection (4), that is made by a person before April 27, 1992 is not valid unless, before any patronage dividend is paid by the person in the fiscal year of the person in which the revocation is to take effect, the revocation is filed with the Minister of National Revenue in a manner prescribed by the Minister.

(8) Notwithstanding subsection (6), where, before November 6, 1991, a person filed with the Minister of National Revenue an election under subparagraph 233(2)(*a*)(ii) or subsection 233(3) of the said Act, as they read before this Act was assented to, the election is effective and valid in respect of dividends paid or declared by the person during a period commencing on or after the day the election was filed with the Minister and ending on the first day of the fiscal year of the person in which a revocation of the election made under subsection 233(5) of the said Act, as enacted by subsection (4), takes effect.

cours de son exercice à compter duquel le choix est en vigueur.

(7) Le paragraphe (4) est réputé entré en vigueur le 6 novembre 1991. Toutefois, la révocation prévue au paragraphe 233(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), effectuée par une personne avant le 27 avril 1992 n'est valable que si elle est présentée au ministre du Revenu national, selon les modalités qu'il détermine, préalablement au versement par la personne d'une ristourne au cours de son exercice à compter duquel la révocation est en vigueur.

(8) Malgré le paragraphe (6), le choix prévu au sous-alinéa 233(2)*a*)(ii) ou au paragraphe 233(3) de la même loi, dans leur version applicable avant l'édiction de la présente loi, qu'une personne présente au ministre du Revenu national avant le 6 novembre 1991 est en vigueur et est valable relativement aux ristournes versées ou déclarées par la personne au cours d'une période commençant au plus tôt le jour de la présentation du choix et se terminant le premier jour de l'exercice de la personne à compter duquel une révocation du choix, effectuée selon le paragraphe 233(5) de la même loi, édicté par le paragraphe (4), est en vigueur.

1990, c. 45, s. 12(1)

95. (1) Section 234 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

95. (1) L'article 234 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Deduction for housing rebate

234. (1) Where, in the circumstances described in subsection 254(4) or 254.1(4), a builder pays to, or credits in favour of, an individual an amount on account of a rebate referred to therein and transmits the application of the individual for the rebate to the Minister in accordance with subsection 254(5) or 254.1(5), the builder may deduct the amount in determining the net tax of the builder for the reporting period of the builder in which the amount was paid or credited.

Déduction pour remboursement — habitation

234. (1) Le constructeur qui verse, dans les circonstances visées aux paragraphes 254(4) ou 254.1(4), à un particulier, ou porte à son crédit, un montant au titre d'un remboursement visé à ces paragraphes et qui transmet la demande de remboursement du particulier au ministre conformément aux paragraphes 254(5) ou 254.1(5) peut déduire ce montant dans le calcul de sa taxe nette pour la période de déclaration au cours de laquelle le montant est versé au particulier ou porté à son crédit.

Deduction for rebate in respect of supplies to non-residents

(2) Where, in the circumstances described in subsection 252(3), 252.1(8) or 252.4(2) or (4), a registrant pays to, or credits in favour of, a person an amount on account of a rebate referred to therein, the registrant may deduct the amount in determining the net tax of the registrant for

Déduction pour remboursement — fournitures à des non-résidents

(2) L'inscrit qui, dans les circonstances visées aux paragraphes 252(3), 252.1(8) ou 252.4(2) ou (4), verse à une personne, ou porte à son crédit, un montant au titre d'un remboursement visé à ces paragraphes peut déduire ce montant dans le calcul de sa taxe nette pour l'une des périodes suivantes :

(*a*) the reporting period of the registrant that includes the particular day that is the later of the last day on which any tax to which the rebate relates became payable and the day on which the amount is paid or credited; or

(*b*) any subsequent reporting period of the registrant for which a return is filed within one year after the particular day.

a) la période de déclaration de l'inscrit qui comprend le dernier en date du dernier jour où est devenue payable une taxe à laquelle le remboursement se rapporte et du jour où le montant est versé à la personne ou porté à son crédit;

b) une période de déclaration subséquente de l'inscrit pour laquelle une déclaration est produite dans l'année suivant le dernier en date des jours visés à l'alinéa *a*).

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in applying subsection 234(2) of the said Act, as enacted by subsection (1), before October 1992, the reference therein to subsection 252(3) shall be read as a reference to subsection 252(6).

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, pour l'application du paragraphe 234(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), avant octobre 1992, le renvoi au paragraphe 252(3), qui y figure, vaut renvoi au paragraphe 252(6).

1990, c. 45, s. 12(1)

96. (1) Subsection 235(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

96. (1) Le paragraphe 235(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Net tax where passenger vehicle leased

235. (1) Where, in a taxation year of a registrant, tax becomes payable, or is paid without having become payable, by the registrant in respect of a supply by way of lease of a passenger vehicle and

(*a*) the total of the consideration for the supply that would be deductible in computing the registrant's income for the year for the purposes of the *Income Tax Act*, if the registrant were a taxpayer under that Act and that Act were read without reference to section 67.3 thereof,

exceeds

(*b*) the amount in respect of that consideration that is, or would be if the registrant were a taxpayer under the *Income Tax Act*, deductible in computing the registrant's income for the year for the purposes of that Act,

there shall be added in determining the net tax for the appropriate reporting period of the registrant an amount determined by the formula

Taxe nette en cas de location de voiture de tourisme

235. (1) Lorsque la taxe relative à la fourniture d'une voiture de tourisme par bail devient payable par un inscrit, ou est payée par lui sans qu'elle soit devenue payable, au cours de son année d'imposition, et que le total de la contrepartie de la fourniture qui serait déductible dans le calcul du revenu de l'inscrit pour l'année pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, abstraction faite de l'article 67.3 de cette loi, s'il était un contribuable aux termes de cette loi, excède le montant, relatif à cette contrepartie, qui est déductible dans le calcul du revenu de l'inscrit pour l'année aux fins de cette même loi, ou qui le serait si l'inscrit était un contribuable aux termes de cette loi, le résultat du calcul suivant est ajouté dans le calcul de la taxe nette de l'inscrit pour la période de déclaration en cause :

A x B x C

where

A is the ratio obtained by dividing that excess by that consideration,

B is the tax paid or payable in respect of that consideration (other than tax that, by reason of section 170, may not be included in determining an input tax credit of the registrant), and

C is the proportion of the total use of the vehicle that is use in commercial activities of the registrant.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

97. (1) All that portion of section 236 of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Food, beverages and entertainment

236. Where a registrant is the recipient of, or pays an allowance in respect of, a supply of food, beverages or entertainment and subsection 67.1(1) of the *Income Tax Act* applies, or would apply if the registrant were a taxpayer under that Act, in respect of the supply or allowance, 20% of the total of all amounts, each of which is an input tax credit claimed in a return for a reporting period in a fiscal year of the registrant in respect of the supply or allowance, shall be added in determining the net tax

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

98. (1) Subsections 237(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Instalments

237. (1) Where the reporting period of a registrant is a fiscal year or a period determined under subsection 248(3), the registrant shall, within one month after the end of each fiscal quarter of the registrant ending in the reporting period, pay to the Receiver General an instalment equal to 1/4 of the registrant's instalment base for that reporting period.

A x B x C

où :

A représente le quotient de la division de cet excédent par cette contrepartie;

B la taxe payée ou payable relativement à cette contrepartie, sauf la taxe qui, par l'effet de l'article 170, ne peut être incluse dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants de l'inscrit;

C la proportion de l'utilisation de la voiture dans le cadre des activités commerciales de l'inscrit par rapport à son utilisation totale.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

97. (1) Le passage de l'article 236 de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Aliments, boissons et divertissements

236. Lorsqu'un inscrit est l'acquéreur d'une fourniture de divertissements, d'aliments ou de boissons, ou verse une indemnité relative à une telle fourniture, et que le paragraphe 67.1(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'applique à la fourniture ou à l'indemnité, ou s'y appliquerait si l'inscrit était un contribuable aux termes de cette loi, un montant correspondant à 20 % du total des montants représentant chacun un crédit de taxe sur les intrants demandé, relativement à la fourniture ou à l'indemnité, dans une déclaration visant une période de déclaration de l'exercice de l'inscrit est ajouté dans le calcul de la taxe nette pour la période suivante :

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

98. (1) Les paragraphes 237(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Acomptes provisionnels

237. (1) L'inscrit dont la période de déclaration correspond à un exercice ou à une période déterminée selon le paragraphe 248(3) est tenu de verser au receveur général, au cours du mois qui suit chacun de ses trimestres d'exercice qui prend fin au cours de la période de déclaration, un acompte provisionnel correspondant au quart de sa base des acomptes provisionnels pour cette période.

Instalment base

(2) A registrant's instalment base for a particular reporting period of the registrant is the lesser of

(*a*) an amount equal to

(i) in the case of a reporting period determined under subsection 248(3), the amount determined by the formula

$$A \times \frac{365}{B}$$

where

A is the net tax for the particular reporting period, and

B is the number of days in the particular reporting period, and

(ii) in any other case, the net tax for the particular reporting period, and

(*b*) the amount determined by the formula

$$C \times \frac{365}{D}$$

where

C is the total of all amounts each of which is the net tax for a reporting period of the registrant ending in the twelve month period immediately preceding the particular reporting period, and

D is the number of days in the period commencing on the first day of the first of those preceding reporting periods and ending on the last day of the last of those preceding reporting periods.

Base des acomptes provisionnels

(2) La base des acomptes provisionnels d'un inscrit pour une période de déclaration donnée de celui-ci correspond au moins élevé des sommes suivantes :

a) le montant suivant :

(i) dans le cas d'une période de déclaration déterminée selon le paragraphe 248(3), le résultat du calcul suivant :

$$A \times \frac{365}{B}$$

où :

A représente la taxe nette pour la période de déclaration,

B le nombre de jours de la période de déclaration,

(ii) dans les autres cas, la taxe nette pour la période de déclaration;

b) le résultat du calcul suivant :

$$C \times \frac{365}{D}$$

où :

C représente le total des montants représentant chacun la taxe nette pour une période de déclaration de l'inscrit qui prend fin dans les douze mois précédant la période de déclaration donnée,

D le nombre de jours de la période qui commence le premier jour de la première de ces périodes de déclaration précédentes et qui prend fin le dernier jour de la dernière de ces mêmes périodes.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 237(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 237(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Minimum instalment base

(3) For the purposes of subsection (1), where a registrant's instalment base for a reporting period determined under subsection (2) or (5) is less than $1,000, it shall be deemed to be nil.

Base des acomptes provisionnels minimale

(3) Pour l'application du paragraphe (1), la base des acomptes provisionnels d'un inscrit, déterminée selon les paragraphes (2) ou (5), qui est inférieure à 1 000 $ pour une période de déclaration est réputée nulle.

(3) Subsection 237(3) of the said Act, as enacted by subsection (2), is repealed and the following substituted therefore:

(3) Le paragraphe 237(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Minimum instalment base

(3) For the purposes of subsection (1), where a registrant's instalment base for a reporting period is less than $1,500, it shall be deemed to be nil.

(3) Pour l'application du paragraphe (1), la base des acomptes provisionnels d'un inscrit qui est inférieure à 1 500 $ pour une période de déclaration est réputée nulle.

Base des acomptes provisionnels minimale

(4) Subsection 237(4) of the said Act is repealed.

(4) Le paragraphe 237(4) de la même loi est abrogé.

(5) Subsections (1), (3) and (4) apply to reporting periods beginning after April 26, 1992.

(5) Les paragraphes (1), (3) et (4) s'appliquent aux périodes de déclaration commençant après le 26 avril 1992.

(6) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(6) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

99. (1) Subsection 238(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

99. (1) Le paragraphe 238(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Idem

(2) Every person who is not a registrant shall file a return with the Minister for each reporting period of the person for which net tax is remittable by the person within one month after the end of the reporting period.

(2) Le non-inscrit est tenu de présenter une déclaration au ministre dans le mois suivant chacune de ses périodes de déclaration pour laquelle il doit verser la taxe nette.

Production par un non-inscrit

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

100. (1) Subsections 240(1) to (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

100. (1) Les paragraphes 240(1) à (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Registration required

240. (1) Every person who makes a taxable supply in Canada in the course of a commercial activity engaged in by the person in Canada is required to be registered for the purposes of this Part, except where

(*a*) the person is a small supplier;

(*b*) the only commercial activity of the person is the making of supplies of real property by way of sale otherwise than in the course of a business; or

(*c*) the person is a non-resident person who does not carry on any business in Canada.

240. (1) Toute personne, sauf les personnes suivantes, qui effectue une fourniture taxable au Canada dans le cadre d'une activité commerciale qu'elle y exerce est tenue d'être inscrite pour l'application de la présente partie :

a) les petits fournisseurs;

b) les personnes dont la seule activité commerciale consiste à effectuer, par vente, des fournitures d'immeubles en dehors du cadre d'une entreprise;

c) les personnes non-résidentes qui n'exploitent pas d'entreprise au Canada.

Inscription obligatoire

Taxi business

(1.1) Notwithstanding subsection (1), every small supplier who carries on a taxi business is required to be registered for the purposes of this Part in respect of that business.

(1.1) Malgré le paragraphe (1), le petit fournisseur qui exploite une entreprise de taxis est tenu d'être inscrit pour l'application de la présente partie relativement à cette entreprise.

Entreprise de taxis

Non-resident performers, etc.

(2) Every person who enters Canada for the purpose of making taxable supplies of admissions in respect of a place of amusement, a seminar, an activity or an event is required to be registered for the purposes of this Part and

(2) Toute personne qui entre au Canada en vue d'effectuer des fournitures taxables de droits d'entrée à un lieu de divertissement, un colloque, une activité ou un événement est tenue d'être inscrite pour l'application de la

Artistes non-résidents

shall, before making any such supply, apply to the Minister for registration.

Application

(2.1) A person required under subsection (1) or (1.1) to be registered shall apply to the Minister for registration before the day that is thirty days after

(*a*) in the case of a person required under subsection (1.1) to be registered in respect of a taxi business, the day the person first makes a taxable supply in Canada in the course of that business; and

(*b*) in any other case, the day the person first makes a taxable supply in Canada, otherwise than as a small supplier, in the course of a commercial activity engaged in by the person in Canada.

Registration permitted

(3) An application for registration for the purposes of this Part may be made to the Minister by any person who is not required under subsection (1), (1.1), (2) or (4) to be registered and who

(*a*) is engaged in a commercial activity in Canada;

(*b*) is a non-resident person who in the ordinary course of carrying on business outside Canada regularly solicits orders for the supply of tangible personal property for delivery in Canada; or

(*c*) is a listed financial institution resident in Canada.

Extended registration permitted for taxi business

(3.1) Where a person who is a small supplier carrying on a taxi business files with the Minister in prescribed manner a request, in prescribed form containing prescribed information, to have the registration of the person apply in respect of all commercial activities engaged in by the person in Canada, the Minister may approve the request and shall thereupon notify the person in writing of the date from which the registration so applies.

présente partie et doit présenter une demande d'inscription au ministre avant d'effectuer les fournitures.

Présentation de la demande

(2.1) La personne tenue d'être inscrite aux termes des paragraphes (1) ou (1.1) doit présenter une demande d'inscription au ministre avant le trentième jour suivant le jour ci-après :

a) dans le cas d'une personne tenue d'être inscrite aux termes du paragraphe (1.1) relativement à une entreprise de taxis, le jour où elle effectue une première fourniture taxable au Canada dans le cadre de cette entreprise;

b) dans les autres cas, le jour où la personne effectue, autrement qu'à titre de petit fournisseur, une première fourniture taxable au Canada dans le cadre d'une activité commerciale qu'elle y exerce.

Inscription au choix

(3) La personne qui n'est pas tenue d'être inscrite aux termes des paragraphes (1), (1.1), (2) ou (4) peut présenter une demande d'inscription au ministre pour l'application de la présente partie si, selon le cas :

a) elle exerce une activité commerciale au Canada;

b) elle est une non-résidente mais fait régulièrement, dans le cours normal d'une entreprise exploitée à l'étranger, des démarches pour obtenir des commandes de biens meubles corporels à livrer au Canada;

c) elle est une institution financière désignée résidant au Canada.

Extension de l'inscription pour entreprise de taxis

(3.1) Le petit fournisseur qui exploite une entreprise de taxis peut demander au ministre, en présentant les renseignements requis par celui-ci en la forme et selon les modalités qu'il détermine, de rendre son inscription valable pour l'ensemble des activités commerciales qu'il exerce au Canada. Sur approbation de la demande, le ministre en informe le petit fournisseur par avis écrit précisant la date à compter de laquelle l'inscription est ainsi valable.

(2) Subsection 240(3) of the said Act, as enacted by subsection (1), is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (*b*) thereof, by adding the word

(2) Le paragraphe 240(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est modifié par adjonction de ce qui suit :

"or" at the end of paragraph (*c*) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(*d*) is a particular corporation resident in Canada

(i) that owns shares of the capital stock of, or holds indebtedness of, any other corporation that is related to the particular corporation, or

(ii) that is acquiring, or proposes to acquire, all or substantially all of the issued and outstanding shares of the capital stock of another corporation, having full voting rights under all circumstances,

where all or substantially all of the property of the other corporation is, for the purposes of section 186, property that was acquired or imported by the other corporation for consumption, use or supply exclusively in the course of its commercial activities.

d) elle est une personne morale résidant au Canada qui est propriétaire d'actions du capital-actions, ou détentrice de créances, d'une autre personne morale qui lui est liée, ou qui acquiert, ou projette d'acquérir, la totalité, ou presque, des actions du capital-actions d'une autre personne morale, émises et en circulation et comportant plein droit de vote en toutes circonstances si la totalité, ou presque, des biens de l'autre personne morale sont, pour l'application de l'article 186, des biens que cette dernière a acquis ou importés pour consommation, utilisation ou fourniture exclusive dans le cadre de ses activités commerciales.

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsection 240(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 240(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Suppliers of prescribed property

(4) Every person (other than a small supplier), whether or not resident in Canada, who, in Canada, whether through an employee or agent or by means of advertising directed at the Canadian market, solicits orders for the supply by the person of, or offers to supply, property that is prescribed property for the purposes of section 143.1 and that is to be sent by mail or courier to the recipient at an address in Canada

(*a*) shall be deemed, for the purposes of this Part, to be carrying on business in Canada; and

(*b*) is required to be registered for the purposes of this Part.

Fournisseurs de biens visés par règlement

(4) Pour l'application de la présente partie, est réputée exploiter une entreprise au Canada et est tenue d'être inscrite la personne, sauf un petit fournisseur, qui, résidant au Canada ou non, y offre de fournir, par l'intermédiaire d'un salarié ou d'un mandataire ou au moyen d'une publicité s'adressant au marché canadien, des biens visés par règlement pris en application de l'article 143.1 qui sont à envoyer à un acquéreur, par la poste ou par messager, à une adresse au Canada, ou fait, par semblable intermédiaire ou moyen, des démarches pour obtenir des commandes de tels biens.

(4) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(5) Subsection (3) shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

(5) Le paragraphe (3) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1993.

1990, c. 45, s. 12(1)

101. (1) Section 241 of the said Act is renumbered as subsection 241(1) and is further amended by adding thereto the following subsection:

101. (1) L'article 241 de la même loi devient le paragraphe 241(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Taxi business

(2) Where, on the day on which the registration under subsection (1) of a person becomes effective or is varied under subsection 242(2.1), the person is a small supplier carrying on a taxi business and an approval under subsection 240(3.1) in respect of the registration does not become effective on that day, the registration does not apply to any other commercial activity engaged in by the person in Canada throughout the period commencing on that day and ending on the earlier of the first day thereafter that the person ceases to be a small supplier and the day, specified in a notice issued under subsection 240(3.1) in respect of that registration or varied registration, as the case may be, from which the registration is to apply to all commercial activities engaged in by the person in Canada.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

102. (1) All that portion of subsection 242(2) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Request for cancellation

(2) The Minister shall cancel the registration of a person who is not carrying on a taxi business, effective after the last day of a fiscal year of the person, where

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 242(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Request for variation

(2.1) Where a small supplier carrying on a taxi business files with the Minister in prescribed manner a request, in prescribed form containing prescribed information, to have the registration of the person varied to apply only to that business, the Minister shall so vary the registration, effective on a day that is the first day of a fiscal year of the person and that is at least one year after the registration of the person last became applicable to all commercial activities engaged in by the person in Canada.

Request for cancellation

(2.2) Where at any time that an approval granted under subsection 178.2(3) in respect of a direct seller is in effect, an independent sales contractor (within the meaning assigned

Entreprise de taxis

(2) Lorsqu'un petit fournisseur exploite une entreprise de taxis le jour où son inscription aux termes du paragraphe (1) prend effet ou est modifiée en application du paragraphe 242(2.1) et que l'approbation obtenue en application du paragraphe 240(3.1) relativement à l'inscription ne prend pas effet ce jour-là, l'inscription n'est pas valable pour d'autres activités commerciales que le petit fournisseur exerce au Canada durant la période commençant ce jour-là et se terminant au premier en date du lendemain du jour où il cesse d'être un petit fournisseur et du jour, précisé dans l'avis envoyé aux termes du paragraphe 240(3.1) relativement à cette inscription ou modification d'inscription, selon le cas, à compter duquel l'inscription est valable pour l'ensemble des activités commerciales du petit fournisseur au Canada.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

102. (1) Le passage du paragraphe 242(2) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Demande d'annulation

(2) Le petit fournisseur qui n'exploite pas d'entreprise de taxis a droit à l'annulation de son inscription, qui prend effet le lendemain du dernier jour de son exercice, s'il remplit les conditions suivantes :

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 242(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Demande de modification

(2.1) S'il en fait la demande au ministre en lui présentant les renseignements requis en la forme et selon les modalités déterminés par lui, le petit fournisseur qui exploite une entreprise de taxis peut faire modifier son inscription, à compter du premier jour de son exercice commençant au moins un an après la prise d'effet de sa dernière inscription relative à l'ensemble de ses activités commerciales au Canada, de façon qu'elle ne soit valable que pour cette entreprise.

Demande d'annulation

(2.2) Lorsque, alors que l'approbation accordée en vertu du paragraphe 178.2(3) relativement à un démarcheur est en vigueur, un entrepreneur indépendant, au sens de l'article

by section 178.1) of the direct seller would be a small supplier if the approval had been in effect at all times before that time and the contractor files with the Minister in prescribed manner a request, in prescribed form containing prescribed information, to have the registration of the contractor cancelled, the Minister shall cancel the registration of the contractor.

178.1, de ce démarcheur serait un petit fournisseur si l'approbation avait toujours été en vigueur avant sa prise d'effet et que l'entrepreneur en fait la demande au ministre en lui présentant les renseignements requis en la forme et selon les modalités déterminés par lui, le ministre annule l'inscription de l'entrepreneur.

Notice of cancellation or variation

(3) Where the Minister cancels or varies the registration of a person, the Minister shall notify the person in writing of the cancellation or variation and the effective date thereof.

Avis d'annulation ou de modification

(3) Le ministre informe la personne de l'annulation ou de la modification de l'inscription dans un avis écrit précisant la date de la prise d'effet de l'annulation ou de la modification.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990, and in determining whether a person is a small supplier for the purposes of subsection 242(2.2) of the said Act, as enacted by subsection (2), sections 178.1 to 178.5 of the said Act, as enacted by subsection 43(1), shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 without reference to any of the exceptions set out in paragraphs 43(2) (*a*) to (*f*).

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990. En outre, pour déterminer si une personne est un petit fournisseur aux fins du paragraphe 242(2.2) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), les articles 178.1 à 178.5 de la même loi, édictés par le paragraphe 43(1), sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990, compte non tenu des exceptions prévues aux alinéas 43(2)*a*) à *f*).

1990, c. 45, s. 12(1)

103. (1) Section 243 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

103. (1) L'article 243 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Determination of fiscal quarters

243. (1) For the purposes of this Part, the fiscal quarters in a fiscal year of a person shall be determined in accordance with the following rules:

(*a*) there shall not be more than four fiscal quarters in the year;

(*b*) the first fiscal quarter in the year shall begin on the first day of that year, and the last fiscal quarter in the year shall end on the last day of that year;

(*c*) each fiscal quarter shall be shorter than one hundred and twenty days; and

(*d*) except for the first and last fiscal quarters in the year, each fiscal quarter shall be longer than eighty-three days.

Trimestre d'exercice

243. (1) Pour l'application de la présente partie, les trimestres d'exercice sont déterminés selon les règles suivantes :

a) tout exercice compte un maximum de quatre trimestres d'exercice;

b) les premier et dernier trimestres d'exercice commencent et se terminent respectivement les premier et dernier jours de l'exercice;

c) chaque trimestre d'exercice compte un maximum de 119 jours;

d) chaque trimestre d'exercice, sauf le premier et le dernier, compte un minimum de 84 jours.

Determination of fiscal months

(2) For the purposes of this Part, the fiscal months in a fiscal year of a person shall be determined in accordance with the following rules:

(*a*) the first fiscal month in each fiscal quarter in the year shall begin on the first

Mois d'exercice

(2) Pour l'application de la présente partie, les mois d'exercice sont déterminés selon les règles suivantes :

a) le premier mois d'exercice de chaque trimestre d'exercice commence le premier jour du trimestre et le dernier mois d'exerci-

day of that fiscal quarter, and the last fiscal month in each fiscal quarter shall end on the last day of that fiscal quarter;

(*b*) each fiscal month shall be shorter than thirty-six days except that the Minister may, on request in writing made in prescribed form containing prescribed information and filed with the Minister in prescribed manner, allow the person to have one fiscal month that is longer than thirty-five days in a fiscal quarter; and

(*c*) each fiscal month shall be longer than twenty-seven days unless

(i) that fiscal month is the first or last fiscal month in a fiscal quarter, or

(ii) the Minister, on request in writing made in prescribed form containing prescribed information and filed with the Minister in prescribed manner, allows the person to have that fiscal month shorter than twenty-eight days.

ce de chaque trimestre d'exercice se termine le dernier jour du trimestre;

b) chaque mois d'exercice compte un maximum de 35 jours; toutefois, le ministre peut permettre que l'un des mois d'exercice d'un trimestre d'exercice compte plus de 35 jours si une demande écrite, contenant les renseignements requis, lui en est faite en la forme et selon les modalités qu'il détermine;

c) chaque mois d'exercice compte un minimum de 28 jours, sauf s'il s'agit du premier ou du dernier mois d'exercice d'un trimestre d'exercice ou si le ministre en décide autrement à la suite d'une demande écrite contenant les renseignements requis et qui lui est présentée en la forme et selon les modalités qu'il détermine.

Notice by registrant

(3) Where a person is a registrant at any time in a fiscal year of the person, the person shall specify the first and last day of each of the fiscal quarters and fiscal months in the year in prescribed form containing prescribed information and filed with the Minister in prescribed manner on or before the day that is

(*a*) where the person becomes a registrant in that fiscal year, the later of

(i) the day the person files an application for registration under section 240 or, where the person was required under subsection 240(2.1) to file that application on or before an earlier day, that earlier day, and

(ii) the effective date of the registration; and

(*b*) in any other case, the first day of that fiscal year.

Avis d'un inscrit

(3) La personne qui est un inscrit à un moment donné de son exercice avise le ministre des premier et dernier jours de chaque trimestre d'exercice et mois d'exercice de l'exercice, en présentant les renseignements requis par le ministre en la forme et selon les modalités qu'il détermine, au plus tard l'un des jours suivants :

a) si la personne devient un inscrit au cours de l'exercice, le dernier en date des jours suivants :

(i) le jour où la demande est présentée, en vertu de l'article 240, ou si elle devait être présentée aux termes du paragraphe 240(2.1) un jour antérieur, ce jour,

(ii) le jour de la prise d'effet de l'inscription;

b) dans les autres cas, le premier jour de l'exercice.

Determination by Minister

(4) Where a person fails to determine the fiscal quarters or fiscal months in a fiscal year of the person in accordance with subsection (1) or (2), or fails to satisfy the requirements of subsection (3), for the purposes of this Part, the Minister may determine those fiscal quarters or fiscal months and shall notify the person in writing of the determination.

Détermination par le ministre

(4) Pour l'application de la présente partie, le ministre peut déterminer les trimestres d'exercice ou les mois d'exercice de l'exercice de la personne qui ne les détermine pas en conformité avec les paragraphes (1) ou (2) ou qui ne remplit pas les exigences du paragraphe (3). Il avise alors par écrit la personne de sa décision.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, with respect to any fiscal year of a registrant beginning before December 1991, the registrant shall be deemed to have complied with section 243 of the said Act, as enacted by subsection (1), where

(*a*) the fiscal quarters and fiscal months of the registrant in the fiscal year were determined pursuant to section 243 of the said Act as it would read were it not for the enactment of subsection (1) and either

(i) the fiscal year was a calendar year, or

(ii) the registrant notified the Minister of National Revenue in writing, before December 1991, of the first and last day of each of the fiscal months and fiscal quarters in the fiscal year of the registrant; or

(*b*) the fiscal quarters and fiscal months of the registrant in the fiscal year were determined pursuant to section 243 of the said Act, as enacted by subsection (1), and the registrant notified the Minister in writing, before December 1991, of the first and last day of each of the fiscal months and fiscal quarters in the fiscal year.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, un inscrit est réputé se conformer à l'article 243 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), en ce qui concerne son exercice commençant avant décembre 1991, si, selon le cas :

***a*) les trimestres d'exercice et les mois d'exercice de l'exercice ont été déterminés en conformité avec l'article 243 de la même loi dans sa version antérieure à l'édiction du paragraphe (1) et, selon le cas :**

(i) l'exercice correspond à l'année civile,

(ii) l'inscrit a avisé le ministre du Revenu national par écrit, avant décembre 1991, des premier et dernier jours de chacun des mois d'exercice et des trimestres d'exercice de son exercice;

***b*) les trimestres d'exercice et les mois d'exercice de l'exercice ont été déterminés en conformité avec l'article 243 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), et l'inscrit a avisé le ministre par écrit, avant décembre 1991, des premier et dernier jours de chacun des mois d'exercice et des trimestres d'exercice de son exercice.**

1990, c. 45, s. 12(1)

104. (1) **Subsection 244(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:**

104. (1) **Le paragraphe 244(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**

1990, ch. 45, par. 12(1)

Idem

(2) Where the taxation year of an individual or a trust is not a period that is, for the purposes of the *Income Tax Act*, the fiscal period of a business carried on by the individual or trust, or by a partnership of which the individual or trust is a member, the individual or trust may elect to have the fiscal year of the individual or trust be that fiscal period, effective on the first day of one of those fiscal periods.

Choix d'exercice par un particulier ou une fiducie

(2) La personne — particulier ou fiducie — dont l'année d'imposition ne correspond pas à une période qui constitue, pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, l'exercice financier d'une entreprise qu'elle exploite, ou qu'une société de personnes dont elle est un associé exploite, peut faire un choix pour que son exercice corresponde à cet exercice financier et commence le premier jour d'un de ces exercices financiers.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 244(4)(*c*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) be filed with the Minister not later than the day the election or revocation is to become effective.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa 244(4)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) être présentés au ministre au plus tard le jour de leur entrée en vigueur.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on January 1, 1992 except that, with respect to any election or revocation made by a registrant under section 244 of the said Act that became effective after 1991 and before October 1992, the registrant shall be deemed to have complied with paragraph 244(4)(*c*) of the said Act, as enacted by subsection (2), if the registrant complied with paragraph 244(4)(*c*) of the said Act as it would read were it not for the enactment of subsection (2).

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1992. Toutefois, pour ce qui est des choix ou des révocations effectués par un inscrit en vertu de l'article 244 de la même loi qui entrent en vigueur après 1991 et avant octobre 1992, l'inscrit est réputé s'être conformé à l'alinéa 244(4)*c*) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), s'il se conformait à l'alinéa 244(4)*c*) avant l'édiction du paragraphe (2).

1990, c. 45, s. 12(1)

105. (1) Subparagraph 245(2)(*b*)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) the threshold amount of the registrant for the fiscal year or fiscal quarter of the registrant that includes that time exceeds $6,000,000 and the registrant is not a listed financial institution described in any of subparagraphs 149(1)(*a*)(i) to (x),

1990, ch. 45, par. 12(1)

105. (1) Le sous-alinéa 245(2)*b*)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) le montant déterminant applicable à l'inscrit — autre qu'une institution financière désignée visée à l'un des sous-alinéas 149(1)*a*)(i) à (x) — pour son exercice ou son trimestre d'exercice qui comprend ce moment dépasse 6 000 000 $,

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 245(2)(*c*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) where the registrant is a listed financial institution described in any of subparagraphs 149(1)(*a*)(i) to (x) and has not made an election under section 246 or 247, the fiscal year of the registrant that includes that time; and

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa 245(2)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) à son exercice qui comprend ce moment, si l'inscrit est une institution financière désignée visée à l'un des sous-alinéas 149(1)*a*)(i) à (x) et n'a pas fait le choix prévu aux articles 246 ou 247;

(3) Subsections (1) and (2) apply to fiscal years of registrants beginning after September 1992.

(3) Les paragraphes (1) et (2) s'appliquent aux exercices d'un inscrit qui commencent après septembre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

106. (1) Section 249 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

106. (1) L'article 249 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Threshold amount for fiscal year

249. (1) For the purposes of sections 245, 247 and 248, the threshold amount of a particular person for a fiscal year of the person is an amount equal to the total of

(*a*) the amount determined by the formula

Montant déterminant pour l'exercice

249. (1) Pour l'application des articles 245, 247 et 248, le montant déterminant applicable à une personne pour son exercice est égal au total des montants suivants :

a) le résultat du calcul suivant :

$$A \times \frac{365}{B}$$

where

A is the total of all consideration (other than consideration referred to in section 167.1 that is attributable to goodwill of a business) for taxable supplies (other than supplies of financial services, supplies by way of sale of real property that is capital property of the person and supplies included in Part V of Schedule VI) made in Canada by the person that became due to the person in the immediately preceding fiscal year (in this subsection referred to as the "base year") of the person or that was paid to the person in the base year without having become due, and

B is the number of days in the base year, and

(*b*) the total of all amounts each of which is an amount in respect of a person (in this paragraph referred to as the "associate") who was associated with the particular person at the end of the particular fiscal year of the associate that is the last such year ending at the same time as, or at any time in, the base year, determined by the formula

$$A \times \frac{365}{B}$$

où :

A représente le total des contreparties, sauf la contrepartie visée à l'article 167.1 qui est imputable à l'achalandage d'une entreprise, des fournitures taxables (sauf des fournitures de services financiers, des fournitures par vente d'immeubles qui sont des immobilisations de la personne et des fournitures incluses à la partie V de l'annexe VI) effectuées au Canada par la personne, qui lui sont devenues dues au cours de son exercice précédent, ou lui ont été payées au cours de cet exercice sans qu'elles soient devenues dues,

B le nombre de jours de l'exercice précédent;

b) le total des montants représentant chacun un montant applicable à un associé de la personne — s'ils étaient associés à la fin du dernier exercice donné de l'associé à se terminer soit au même moment que l'exercice visé à l'élément A, soit au cours de ce même exercice — calculé selon la formule suivante :

$$C \times \frac{365}{D}$$

where

C is the total of all consideration (other than consideration referred to in section 167.1 that is attributable to goodwill of a business) for taxable supplies (other than supplies of financial services, supplies by way of sale of real property that is capital property of the associate and supplies included in Part V of Schedule VI) made in Canada by the associate that became due to the associate in the particular fiscal year of the associate or that was paid to the associate in that year without having become due, and

D is the number of days in the particular fiscal year of the associate.

$$C \times \frac{365}{D}$$

où :

C représente le total des contreparties, sauf la contrepartie visée à l'article 167.1 qui est imputable à l'achalandage d'une entreprise, des fournitures taxables (sauf des fournitures de services financiers, des fournitures par vente d'immeubles qui sont des immobilisations de l'associé et des fournitures incluses à la partie V de l'annexe VI) effectuées au Canada par l'associé, qui lui sont devenues dues au cours de son exercice donné, ou lui ont été payées au cours de cet exercice sans qu'elles soient devenues dues,

D le nombre de jours de l'exercice donné de l'associé.

Threshold amount for fiscal quarter

(2) For the purposes of sections 245, 247 and 248, the threshold amount of a particular person for a particular fiscal quarter of the person at any time in a fiscal year of the person is an amount equal to the total of

(*a*) the total of all consideration for taxable supplies (other than supplies of financial services, supplies by way of sale of real property that is capital property of the person and supplies included in Part V of Schedule VI) made in Canada by the person that became due to the person in the preceding fiscal quarters of the person ending in that year or that was paid to the person in those preceding fiscal quarters without having become due, and

(*b*) the total of all amounts each of which is an amount in respect of a person (in this paragraph referred to as the "associate") who was associated with the particular person at the beginning of the particular fiscal quarter equal to the total of all consideration for taxable supplies (other than supplies of financial services, supplies by way of sale of real property that is capital property of the associate and supplies included in Part V of Schedule VI), made in Canada by the associate that became due to the associate in the fiscal quarters of the associate that end in the fiscal year of the particular person before the beginning of the particular fiscal quarter or that was paid to the associate in those fiscal quarters of the associate without having become due.

Montant déterminant pour le trimestre d'exercice

(2) Pour l'application des articles 245, 247 et 248, le montant déterminant applicable à une personne pour un trimestre d'exercice donné à un moment de son exercice est égal au total des montants suivants :

a) le total des contreparties des fournitures taxables (sauf des fournitures de services financiers, des fournitures par vente d'immeubles qui sont des immobilisations de la personne et des fournitures incluses à la partie V de l'annexe VI) effectuées au Canada par la personne, qui lui sont devenues dues au cours de ses trimestres d'exercice précédents qui ont pris fin pendant cet exercice, ou lui ont été payées au cours de ces trimestres sans qu'elles soient devenues dues;

b) le total des montants représentant chacun un montant applicable à un associé de la personne — s'ils étaient associés au début du trimestre d'exercice donné — égal au total des contreparties des fournitures taxables (sauf des fournitures de services financiers, des fournitures par vente d'immeubles qui sont des immobilisations de l'associé et des fournitures incluses à la partie V de l'annexe VI) effectuées au Canada par l'associé, qui lui sont devenues dues au cours de ses trimestres d'exercice qui ont pris fin pendant l'exercice de la personne mais avant le début du trimestre d'exercice donné, ou lui ont été payées au cours de ces trimestres sans qu'elles soient devenues dues.

(2) Subsection (1) applies in determining the threshold amount for any fiscal year, or for any fiscal quarter, commencing after September 1992.

(2) Le paragraphe (1) s'applique au calcul du montant déterminant pour tout exercice ou trimestre d'exercice qui commence après septembre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

107. (1) Section 252 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

107. (1) L'article 252 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non-resident rebate in respect of exported goods

252. (1) Where a non-resident person is the recipient of a supply of tangible personal property acquired by the person for use primarily outside Canada, other than

(*a*) used specified tangible personal property acquired by the person by way of purchase for consideration that exceeds the prescribed amount in respect of the property,

Remboursement aux non-résidents — produits exportés

252. (1) Dans le cas où une personne non-résidente est l'acquéreur d'une fourniture de biens meubles corporels qu'elle acquiert pour utilisation principale à l'étranger et qu'elle exporte dans les 60 jours suivant le jour où ils lui sont livrés, le ministre rembourse à la personne, sous réserve de l'article 252.2, un montant égal à la taxe qu'elle a

(*b*) excisable goods,

(*c*) wine, and

(*d*) gasoline, diesel fuel or other motive fuel, other than such fuel that

(i) is being transported in a vehicle designed for transporting gasoline, diesel fuel or other motive fuel in bulk, and

(ii) is for use otherwise than in the vehicle in which or with which it is being transported,

and the person exports the property within sixty days after it is delivered to the person, the Minister shall, subject to section 252.2, pay a rebate to the person equal to the tax paid by the person in respect of the supply.

payée relativement à la fourniture, sauf si la fourniture porte sur les biens suivants :

a) des biens meubles corporels désignés d'occasion que la personne a achetés pour une contrepartie qui dépasse le montant réglementaire qui leur est applicable;

b) des produits soumis à l'accise;

c) le vin;

d) l'essence, le combustible diesel ou autre carburant, sauf le carburant qui :

(i) d'une part, est transporté dans un véhicule conçu pour le transport en vrac d'essence, de combustible diesel ou d'autre carburant,

(ii) d'autre part, est destiné à être utilisé autrement que dans ce véhicule.

Rebate for artistic works produced for export

(2) Where a non-resident person who is not a registrant

(*a*) acquires particular property or a particular service (other than a service of storing or shipping property) for consumption or use exclusively in the manufacture or production of an original literary, musical, artistic, motion picture or other work in which copyright protection subsists and copies, if any, of that work,

(*b*) is not a consumer of the particular property or service, and

(*c*) is manufacturing or producing the work and all copies of it for export by the non-resident person,

the Minister shall, subject to subsection (3) and section 252.2, pay a rebate to the non-resident person equal to the tax paid by the non-resident person in respect of the acquisition of the particular property or service.

Remboursement pour oeuvres artistiques d'exportation

(2) Sous réserve du paragraphe (3) et de l'article 252.2, le ministre rembourse une personne non-résidente qui n'est pas un inscrit si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne acquiert un bien ou un service, sauf un service d'entreposage ou d'expédition, pour consommation ou utilisation exclusive dans le cadre de la fabrication ou de la production d'une oeuvre littéraire, musicale, artistique ou cinématographique originale ou de quelque autre oeuvre originale protégée par le droit d'auteur et, le cas échéant, de reproductions d'une telle oeuvre;

b) la personne n'est pas un consommateur du bien ou du service;

c) la personne fabrique ou produit l'oeuvre, ainsi que ses reproductions, en vue de les exporter.

Le montant remboursable est égal à la taxe payée par la personne relativement à l'acquisition du bien ou du service.

Rebate for goods produced for export

(3) Where a non-resident person who is not a registrant

(*a*) acquires a particular processing service in respect of tangible personal property or acquires particular property or a particular service (other than a service of storing or

Remboursement pour produits d'exportation

(3) Sous réserve du paragraphe (6) et de l'article 252.2, le ministre rembourse une personne non-résidente qui n'est pas un inscrit si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne acquiert un service de traitement relatif à un bien meuble corporel ou acquiert un bien ou un service, sauf un

shipping property) for consumption or use exclusively in the manufacture or production of tangible personal property,

(*b*) is not a consumer of the particular property or service,

(*c*) is manufacturing or producing the tangible personal property exclusively for export by the non-resident person or for supply to another person who is not a registrant and who is acquiring the tangible personal property for export, and

(*d*) whether or not tax was payable by the non-resident person in respect of the acquisition of the particular property or service, paid an amount as or on account of tax in respect of the acquisition,

the Minister shall, subject to subsection (6) and section 252.2, pay a rebate to the non-resident person equal to that amount.

service d'entreposage ou d'expédition, pour consommation ou utilisation exclusive dans le cadre de la fabrication ou de la production de biens meubles corporels;

b) la personne n'est pas un consommateur du bien ou du service;

c) la personne fabrique ou produit le bien meuble corporel exclusivement pour l'exporter ou pour le fournir à une autre personne qui n'est pas un inscrit et qui l'acquiert pour l'exporter;

d) la personne a payé un montant au titre de la taxe relative à l'acquisition du bien ou du service, indépendamment du fait qu'une taxe était payable ou non par elle relativement à cette acquisition.

Le montant remboursable est égal au montant visé à l'alinéa *d*).

Rebate for goods sold to registrant

(4) Where

(*a*) a non-resident person who is not a registrant

(i) acquires tangible personal property or a processing service in respect of tangible personal property,

(ii) makes a supply of the tangible personal property to a registrant who is not deemed under section 180 to have paid tax in respect of a supply of the tangible personal property, and

(iii) whether or not tax was payable by the non-resident person in respect of the acquisition of the property or service, paid an amount as or on account of tax in respect of the acquisition, and

(*b*) section 179 applies to the supply of the property or service made to the non-resident person,

the Minister shall, subject to subsection (6) and section 252.2, pay a rebate to the non-resident person equal to that amount.

Remboursement pour produits vendus à un inscrit

(4) Sous réserve du paragraphe (6) et de l'article 252.2, le ministre rembourse une personne non-résidente qui n'est pas un inscrit si les conditions suivantes sont réunies :

a) elle acquiert un bien meuble corporel ou un service de traitement relatif à un tel bien;

b) elle fournit le bien meuble corporel à un inscrit qui n'est pas réputé par l'article 180 avoir payé la taxe relative à une fourniture du bien;

c) elle a payé un montant au titre de la taxe relative à l'acquisition du bien ou du service, indépendamment du fait qu'une taxe était payable ou non par elle relativement à cette acquisition;

d) l'article 179 s'applique à la fourniture du bien ou du service effectuée au profit de la personne.

Le montant remboursable est égal au montant visé à l'alinéa *c*).

Meaning of "processing service"

(5) For the purposes of subsections (3) and (4), "processing service", in respect of tangible personal property, means

(*a*) performing a manufacturing, production or processing operation on the property;

Définition de « service de traitement »

(5) Pour l'application des paragraphes (3) et (4), les services suivants constituent des services de traitement relatifs à un bien meuble corporel :

(*b*) assembling, blending, mixing, cutting to size, diluting, bottling, packaging or repackaging the property or applying coatings or finishes to the property;

(*c*) inspecting, testing, evaluating, repairing or maintaining the property; or

(*d*) recording or storing instructions or data on the property in such manner and form that the instructions or data can be read or processed by data processing equipment.

a) l'exécution d'une opération de fabrication, de production ou de traitement relativement au bien;

b) l'assemblage, le mélange, la réduction, la dilution, la mise en bouteille, l'emballage et le réemballage du bien et l'application d'enduits ou d'apprêts sur le bien;

c) l'examen, la mise à l'essai, l'évaluation, la réparation et l'entretien du bien;

d) l'enregistrement et le stockage d'instructions ou de données sur le bien d'une manière et sous une forme qui en permettent la lecture ou le traitement au moyen de matériel informatique.

Assignment of rebate

(6) Where the recipient of a supply assigns, in prescribed form containing prescribed information, to the supplier the right to a rebate under any of subsections (2) to (4) to which the recipient would be entitled in respect of the supply if the recipient paid the tax in respect of the supply and satisfied the conditions of section 252.2, and the supplier pays to, or credits in favour of, the recipient the amount of that tax,

(*a*) the supplier may claim a deduction under subsection 234(2) in respect of the supply equal to that amount; and

(*b*) the recipient is not entitled to any rebate, refund or remission of tax in respect of the supply.

Cession du droit au remboursement

(6) Lorsque l'acquéreur d'une fourniture cède au fournisseur, en présentant les renseignements requis par le ministre en la forme déterminée par celui-ci, le droit au remboursement qu'il pourrait obtenir en vertu de l'un des paragraphes (2) à (4) relativement à la fourniture en payant la taxe afférente et en remplissant les conditions énoncées à l'article 252.2, les règles suivantes s'appliquent si le fournisseur verse cette taxe à l'acquéreur, ou la porte à son crédit :

a) un montant égal à cette taxe est déductible par le fournisseur en vertu du paragraphe 234(2) relativement à la fourniture;

b) l'acquéreur n'a pas droit à un montant remboursable ou à une remise de taxe relativement à la fourniture.

Definitions

252.1 (1) In this section and section 252.2,

"short-term accommodation" « *logement provisoire* »

"short-term accommodation" includes any type of overnight shelter (other than shelter on a train, trailer, boat or structure that has means of, or is capable of being readily adapted for, self-propulsion) when supplied as part of a tour package that also includes meals, or food therefor, and the services of a guide, but does not include short-term accommodation that is included in that part of a tour package that is not the taxable portion of the tour package within the meaning of subsection 163(3);

"tour package" « *voyage organisé* »

"tour package" has the meaning assigned by subsection 163(3), but does not include a tour package that includes a convention facility or related convention supplies.

Définitions

252.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et à l'article 252.2.

« logement provisoire » "*short-term accommodation*"

« logement provisoire » Sont assimilés à un logement provisoire les gîtes de tout genre (sauf le gîte à bord d'un train, d'une remorque, d'un bateau ou d'une construction muni d'un moyen de propulsion ou pouvant facilement en être muni) fournis dans le cadre d'un voyage organisé qui comprend également les repas, ou les aliments pour les préparer, et les services d'un guide. N'est pas un logement provisoire celui qui est compris dans la partie d'un voyage organisé qui n'en est pas la partie taxable, au sens du paragraphe 163(3).

« voyage organisé » S'entend au sens du paragraphe 163(3). N'est pas un voyage organisé celui dans le cadre duquel sont fournis un centre de congrès ou des fournitures liées à un congrès.

« voyage organisé » "*tour package*"

Accommodation rebate to non-resident consumers

(2) Where

(*a*) a non-resident person is the recipient of a supply made by a registrant of short-term accommodation or a tour package that includes short-term accommodation,

(*b*) the accommodation or tour package is acquired by the person otherwise than for use in the course of a business of the person and otherwise than for supply in the ordinary course of a business of the person of making such supplies, and

(*c*) the accommodation is made available to a non-resident consumer thereof,

the Minister shall, subject to subsection (8) and section 252.2, pay a rebate to the person equal to the tax paid by the person in respect of the accommodation.

Remboursement pour logement aux consommateurs non-résidents

(2) Sous réserve du paragraphe (8) et de l'article 252.2, le ministre rembourse une personne non-résidente si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne est l'acquéreur de la fourniture, effectuée par un inscrit, d'un logement provisoire ou d'un voyage organisé qui comprend un tel logement;

b) le logement ou le voyage est acquis par la personne à une fin autre que son utilisation dans le cadre de son entreprise et sa fourniture dans le cours normal de son entreprise qui consiste à effectuer de telles fournitures;

c) le logement est mis à la disposition d'un consommateur non-résident.

Le montant remboursable est égal à la taxe payée par la personne relativement au logement.

Accommodation rebate to non-resident suppliers

(3) Where

(*a*) a particular non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V is the recipient of a supply of short-term accommodation or a tour package that includes short-term accommodation,

(*b*) the accommodation or tour package is acquired by the person for supply in the ordinary course of a business of the person of making such supplies,

(*c*) a supply of the accommodation or tour package is made to another non-resident person and payment of the consideration for that supply is made at a place outside Canada at which the supplier, or an agent of the supplier, is conducting business, and

(*d*) the accommodation is made available to a non-resident consumer thereof,

Remboursement pour logement aux fournisseurs non-résidents

(3) Sous réserve du paragraphe (8) et de l'article 252.2, le ministre rembourse une personne non-résidente si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne — qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V — est l'acquéreur de la fourniture d'un logement provisoire ou d'un voyage organisé qui comprend un tel logement;

b) le logement ou le voyage est acquis par la personne pour fourniture dans le cours normal de son entreprise qui consiste à effectuer de telles fournitures;

c) le logement ou le voyage est fourni à une autre personne non-résidente, et la contrepartie de cette fourniture est versée à l'étranger, là où le fournisseur, ou son mandataire, mène ses affaires;

d) le logement est mis à la disposition d'un consommateur non-résident.

the Minister shall, subject to subsection (8) and section 252.2, pay a rebate to the particular person equal to the tax paid by the particular person in respect of the accommodation.

Le montant remboursable est égal à la taxe payée par la personne relativement au logement.

Tax paid in respect of accommodation

(4) For the purposes of subsection (2), where in an application filed by a person for rebates under that subsection in respect of one or more supplies of short-term accommodation that is not included in a tour package and in respect of which tax was paid by the person, the person elects to have any of those rebates determined in accordance with the formula set out in this subsection, the amount of tax paid in respect of each of those supplies of short-term accommodation shall be deemed to be equal to the amount determined by the formula

Taxe applicable au logement provisoire

(4) Pour l'application du paragraphe (2), lorsqu'une personne fait un choix, dans une demande présentée en vue d'obtenir des remboursements aux termes de ce paragraphe relativement à au moins une fourniture de logements provisoires non compris dans un voyage organisé et pour laquelle elle a payé la taxe, pour que tout ou partie des montants remboursables soient calculés selon la formule énoncée ci-après, la taxe payée relativement à chacune de ces fournitures est réputée égale au résultat du calcul suivant :

$$A \times \$5$$

where

A is the total number of nights for which that short-term accommodation is made available under the agreement for the supply.

$$A \times 5\ \$$$

où :

A représente le nombre de nuits pour lesquelles le logement est mis à la disposition d'un consommateur aux termes de la convention portant sur la fourniture.

Tax paid in respect of tour package

(5) Where a person files an application in which a rebate under subsection (2) or (3) is claimed in respect of one or more supplies of tour packages that include short-term accommodation and in respect of which tax was paid by the person, for the purposes of that subsection, the amount of tax paid in respect of the accommodation shall, for each of those tour packages, be deemed to be equal to

(*a*) where subsection (2) applies and the person elects in that application to have any of those rebates determined in accordance with the formula set out in this paragraph, the amount determined by the formula

Taxe applicable au voyage organisé

(5) Lorsqu'une personne présente une demande en vue d'obtenir un remboursement aux termes des paragraphes (2) ou (3) relativement à au moins une fourniture de voyages organisés qui comprend des logements provisoires et pour laquelle elle a payé la taxe, la taxe payée relativement aux logements est réputée, pour l'application de ces paragraphes et pour chacun des voyages, égale au résultat du calcul suivant :

a) lorsque le paragraphe (2) s'applique et que la personne choisit dans cette demande que tout ou partie des montants remboursables soient calculés selon la formule suivante :

$$A \times \$5$$

where

A is the total number of nights for which short-term accommodation included in that tour package is made available under the agreement for the supply; and

(*b*) in any other case, the amount determined by the formula

$$A \times 5\ \$$$

où :

A représente le nombre de nuits pour lesquelles le logement provisoire compris dans le voyage a été mis à la disposition d'un consommateur aux termes de la convention portant sur la fourniture;

b) dans les autres cas :

$$\frac{B}{C} \times \frac{D}{2}$$

where

B is the total number of nights for which short-term accommodation included in that tour package is made available under the agreement for the supply of that tour package,

C is the number of nights that are spent in Canada by the consumer of that tour package during the period commencing on the earlier of the first day on which overnight lodging included in the tour package is made available to the consumer and the first day any overnight transportation service included in the tour package is rendered to the consumer and ending on the later of the last day such lodging is made available to the consumer and the last day any such transportation service is rendered to the consumer, and

D is the tax paid by the person in respect of the supply of that tour package.

$$\frac{B}{C} \times \frac{D}{2}$$

où :

B représente le nombre de nuits pour lesquelles le logement provisoire compris dans le voyage a été mis à la disposition d'un consommateur aux termes de la convention portant sur la fourniture,

C le nombre de nuits passées au Canada par le consommateur du voyage au cours de la période allant du premier en date du premier jour où un gîte compris dans le voyage est mis à sa disposition et du premier jour où un service de transport de nuit compris dans le voyage lui est rendu jusqu'au dernier en date du dernier jour où un tel gîte est mis à sa disposition et du dernier jour où un tel service de transport lui est rendu,

D la taxe payée par la personne relativement à la fourniture du voyage organisé.

Multiple supplies of accommodation for the same night

(6) For the purposes of determining a rebate under subsection (2) to a person in accordance with the formula set out in subsection (4), where a registrant makes a particular supply to the person of short-term accommodation that is made available to the person for any night, any other supply by the registrant to the person of short-term accommodation that is made available to the person for the same night shall be deemed not to be a supply separate from the particular supply.

Plusieurs logements provisoires pour la même nuit

(6) Aux fins du calcul, selon le paragraphe (4), du montant auquel une personne a droit, même si un inscrit fournit à la personne plus d'un logement provisoire qui est mis à la disposition de celle-ci pour une même nuit, l'inscrit est réputé ne lui en avoir fourni qu'un.

Idem

(7) For the purposes of determining a rebate under subsection (2) to a person in accordance with the formula set out in paragraph (5)(*a*), where a registrant makes a supply to the person of a particular tour package that includes short-term accommodation that is made available to the person for the same night as that for which short-term accommodation included in another tour package supplied by the registrant to the person is made available, all the accommodation made available to the person for that night shall be deemed to be included in the particular tour package and not in any other tour package.

Idem

(7) Aux fins du calcul, selon l'alinéa (5)*a*), du montant auquel une personne a droit, même si un inscrit fournit à une personne plus d'un voyage organisé comprenant chacun un logement provisoire qui est mis à la disposition de celle-ci pour une même nuit, les logements mis à la disposition de la personne pour cette nuit sont réputés compris dans un seul voyage.

other bill of exchange drawn on an account outside Canada with, a non-resident institution that is a bank, cooperative credit society, trust company or similar institution,

the registrant may claim a deduction under subsection 234(2) in respect of the amount paid or credited, and the recipient is not entitled to any rebate or to any refund or remission of tax in respect of the accommodation.

(B) au moyen d'une carte de crédit ou de paiement émise par une institution non-résidente — banque, association coopérative de crédit, compagnie de fiducie ou institution semblable — ou au moyen d'un chèque, d'une traite ou autre lettre de change tiré sur un compte à l'étranger auprès d'une telle institution.

Pour sa part, l'acquéreur n'a pas droit à un montant remboursable ou à une remise de taxe relativement au logement.

Deposit paid by credit card

(9) For the purposes of subsection (8), where the payment of a deposit in respect of a supply is effected by the crediting of an account of the supplier by the issuer of a credit card or charge card of the recipient, the deposit shall be deemed not to have been paid before the account is so credited.

Acompte payé par carte de crédit

(9) Pour l'application du paragraphe (8), l'acompte relatif à une fourniture qui est porté au crédit d'un compte du fournisseur par l'émetteur d'une carte de crédit ou de paiement de l'acquéreur est réputé ne pas être payé tant que le compte n'est pas crédité.

Restriction

252.2 A rebate shall not be paid under section 252 or subsection 252.1(2) or (3) to a person unless

(*a*) the person files an application for the rebate within one year after

(i) in the case of a rebate under subsection 252(1), the day the person exports the property to which the rebate relates,

(ii) in the case of a rebate under subsection 252(2), the day the tax to which the rebate relates became payable, and

(iii) in any other case, the last day any tax to which the rebate relates became payable;

(*b*) except where the application is a prescribed application, where the person is an individual, the individual has not made another application under this section in the calendar quarter in which the application is made;

(*c*) where the person is not an individual, the person has not made another application under this section in the calendar month in which the application is made;

(*d*) at the time the application is made, the person is non-resident;

(*e*) the total of all rebates for which the application is made is at least $7;

Restriction

252.2 Le remboursement prévu à l'article 252 ou aux paragraphes 252.1(2) ou (3) n'est effectué au profit d'une personne que si les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne en fait la demande dans l'année suivant :

(i) dans le cas d'un remboursement visé au paragraphe 252(1), le jour où la personne exporte le bien auquel le remboursement se rapporte,

(ii) dans le cas d'un remboursement visé au paragraphe 252(2), le jour où la taxe à laquelle le remboursement se rapporte devient payable,

(iii) dans les autres cas, le dernier jour où une taxe à laquelle le remboursement se rapporte devient payable;

b) sauf si la demande est visée par règlement, la personne, qui est un particulier, n'a pas fait d'autres demandes en vertu du présent article au cours du trimestre civil où elle fait la demande en question;

c) la personne, sauf un particulier, n'a pas fait d'autres demandes en vertu du présent article au cours du mois où elle fait la demande en question;

d) la personne est une non-résidente au moment où elle fait la demande;

(*f*) the total of all rebates for which the application is made that are in respect of short-term accommodation not included in a tour package and that are determined in accordance with the formula set out in subsection 252.1(4) does not exceed $75; and

(*g*) the total of all rebates for which the application is made that are in respect of tour packages and that are determined in accordance with the formula set out in paragraph 252.1(5)(*a*) does not exceed $75.

e) le total des montants réclamés dans la demande s'élève à au moins 7 $;

f) le total des montants réclamés dans la demande qui se rapportent au logement provisoire non compris dans un voyage organisé et qui sont calculés selon la formule figurant au paragraphe 252.1(4) ne dépasse pas 75 $;

g) le total des montants réclamés dans la demande qui se rapportent à des voyages organisés et qui sont calculés selon la formule figurant à l'alinéa 252.1(5)*a*) ne dépasse pas 75 $.

Rebate for non-resident exhibitors

252.3 Where a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V is the recipient of a supply by way of lease, licence or similar arrangement of real property that is acquired by the person exclusively for use as a site for the promotion, at a convention, of property or services supplied by, or a business of, the person, the Minister shall, on the application of the person filed within one year after the day the convention ends, pay to the person

(*a*) a rebate equal to the tax paid by the person in respect of that supply; and

(*b*) a rebate equal to the tax paid by the person in respect of a supply to the person of related convention supplies in respect of the convention.

Remboursement aux exposants non-résidents

252.3 Lorsqu'une personne non-résidente et non inscrite aux termes de la sous-section d de la section V est l'acquéreur de la fourniture par bail, licence ou accord semblable d'un immeuble qu'elle acquiert pour utilisation exclusive comme lieu pour la promotion, lors d'un congrès, de son entreprise ou de biens ou de services qu'elle fournit, le ministre rembourse à la personne, sur présentation par celle-ci d'une demande au cours de l'année suivant le jour du congrès, les montants suivants :

a) un montant égal à la taxe payée par la personne relativement à cette fourniture;

b) un montant égal à la taxe payée par la personne relativement à des fournitures liées au congrès, effectuées à son profit.

Rebate in respect of foreign convention

252.4 (1) Where a sponsor of a foreign convention pays tax in respect of

(*a*) a supply of property or services relating to the convention made by a registrant who is the organizer of the convention,

(*b*) a supply, made by a registrant who is not the organizer of the convention, of property or services that are acquired for consumption, use or supply by the sponsor as related convention supplies or of the convention facility, or

(*c*) property or services that are imported by the sponsor for consumption, use or supply by the sponsor as related convention supplies,

the Minister shall, subject to subsection (2) and on the application of the sponsor filed

Remboursement au promoteur d'un congrès étranger

252.4 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le ministre rembourse le promoteur d'un congrès étranger, sur présentation par celui-ci d'une demande au cours de l'année suivant le jour du congrès, dans le cas où le promoteur paie la taxe relative aux fournitures ou aux importations suivantes :

a) la fourniture de biens ou de services liés au congrès, effectuée par un inscrit qui est l'organisateur du congrès;

b) la fourniture, effectuée par un inscrit autre que l'organisateur du congrès, du centre de congrès, ou de biens ou de services acquis pour consommation, utilisation ou fourniture par le promoteur à titre de fournitures liées au congrès;

c) l'importation par le promoteur de biens ou services en vue de leur consommation,

within one year after the day the convention ends, pay a rebate to the sponsor equal to

(*d*) in the case of a supply made by the organizer, the tax paid by the sponsor calculated on that part of the consideration for the supply that is reasonably attributable to the convention facility or related convention supplies, and

(*e*) in any other case, the tax paid by the sponsor in respect of the supply or importation.

utilisation ou fourniture par lui à titre de fournitures liées au congrès.

Le montant remboursable est égal au montant suivant :

d) dans le cas d'une fourniture effectuée par l'organisateur, la taxe payée par le promoteur, calculée sur la partie de la contrepartie de la fourniture imputable au centre de congrès ou à des fournitures liées au congrès;

e) dans les autres cas, la taxe payée par le promoteur relativement à la fourniture ou à l'importation.

Rebate paid by organizer

(2) Where a registrant who is the organizer of a foreign convention pays to, or credits in favour of, the sponsor of the convention an amount on account of a rebate under subsection (1) to which the sponsor would be entitled in respect of a supply made by the registrant to the sponsor if the sponsor had paid the tax in respect of the supply and had applied for the rebate in accordance with that subsection, the registrant may claim a deduction under subsection 234(2) in respect of the amount paid or credited, and the sponsor is not entitled to any rebate, refund or remission in respect of the tax to which the amount relates.

Remboursement par l'organisateur

(2) L'inscrit — organisateur d'un congrès étranger — qui verse au promoteur du congrès, ou porte à son crédit, un montant au titre du remboursement prévu au paragraphe (1) peut demander la déduction prévue au paragraphe 234(2) au titre de ce montant que le promoteur pourrait obtenir relativement à une fourniture qu'il acquiert de l'inscrit en payant la taxe afférente et en demandant le remboursement en conformité avec le paragraphe (1). Pour sa part, le promoteur n'a pas droit à un remboursement ou à une remise de la taxe à laquelle le montant se rapporte.

Rebate to organizer

(3) Where an organizer of a foreign convention who is not registered under Subdivision d of Division V pays tax in respect of a supply or importation of the convention facility or related convention supplies, the Minister shall, on the application of the organizer filed within one year after the day the convention ends, pay a rebate to the organizer equal to the tax paid by the organizer in respect of the supply or importation.

Remboursement à l'organisateur

(3) Le ministre rembourse l'organisateur d'un congrès étranger qui n'est pas inscrit aux termes de la sous-section d de la section V et qui paie la taxe relative à la fourniture du centre de congrès ou de fournitures liées au congrès ou relative à l'importation de telles fournitures. Le montant est remboursé sur présentation d'une demande de l'organisateur au cours de l'année suivant la fin du congrès et correspond à la taxe payée par l'organisateur relativement à la fourniture ou à l'importation.

Rebate paid by supplier

(4) Where

(*a*) a person who is

(i) the organizer of a foreign convention and who is not registered under Subdivision d of Division V, or

(ii) the sponsor of a foreign convention

is the recipient of

Remboursement par le fournisseur

(4) L'exploitant d'un centre de congrès ou le fournisseur d'un logement provisoire peut demander la déduction prévue au paragraphe 234(2) au titre du montant visé à l'alinéa *b*) et versé à une personne — organisateur d'un congrès étranger qui n'est pas inscrit aux termes de la sous-section d de la section V ou promoteur d'un tel congrès —, ou porté à son crédit, si les conditions suivantes sont réunies :

(iii) a taxable supply of the convention facility, or related convention supplies, made by the operator of the facility who is not the organizer of the convention, or

(iv) a taxable supply, made by a registrant other than the organizer of the convention, of short-term accommodation that is acquired by the person exclusively for supply in connection with the convention, and

(*b*) the operator of the facility or supplier of accommodation pays to, or credits in favour of, the person an amount on account of a rebate to which the person would be entitled under subsection (1) or (3) in respect of the supply of the facility or accommodation, as the case may be, if the person had paid the tax in respect of the supply and had applied for the rebate in accordance with that subsection,

the operator or supplier of accommodation, as the case may be, may claim a deduction under subsection 234(2) in respect of the amount paid or credited, and the person is not entitled to any rebate, refund or remission in respect of the tax to which the amount relates.

a) la personne est l'acquéreur d'une des fournitures suivantes :

(i) la fourniture taxable du centre de congrès, ou des fournitures liées au congrès, effectuées par l'exploitant du centre qui n'est pas l'organisateur du congrès,

(ii) la fourniture taxable, effectuée par un inscrit autre que l'organisateur du congrès, du logement provisoire que la personne acquiert exclusivement pour fourniture dans le cadre du congrès;

b) l'exploitant du centre de congrès ou le fournisseur du logement verse à la personne, ou porte à son crédit, un montant au titre du remboursement que la personne pourrait obtenir en vertu des paragraphes (1) ou (3) relativement à la fourniture du centre ou du logement en payant la taxe afférente et en demandant le remboursement en conformité avec ces paragraphes.

Pour sa part, la personne n'a pas droit à un remboursement ou à une remise de la taxe à laquelle le montant se rapporte.

Liability for amount paid or credited

252.5 Where, under section 252, 252.1 or 252.4, a registrant at a particular time pays to, or credits in favour of, a person an amount on account of a rebate and

(*a*) the person does not satisfy the condition (in this section referred to as the "eligibility condition") that the person would have been entitled to the rebate if the person had paid the tax to which the amount relates and had satisfied the conditions of section 252.2 or, in the case of a rebate under subsection 252.4(1), had applied for the rebate within the time limited by that subsection for filing an application for the rebate, or

(*b*) the amount paid or credited exceeds the rebate to which the person would have been so entitled, which excess is referred to in this section as the "excess amount",

the following rules apply:

(*c*) where, at the particular time, the registrant knows or ought to know that the person does not satisfy the eligibility condition or

Obligation solidaire

252.5 Lorsque, en vertu des articles 252, 252.1 ou 252.4, un inscrit verse à un moment donné à une personne, ou porte à son crédit, un montant au titre du remboursement et que, selon le cas :

a) la personne ne remplit pas la condition (appelée « condition d'admissibilité » au présent article) selon laquelle elle pourrait obtenir le remboursement en payant la taxe à laquelle le montant se rapporte et en remplissant les conditions énoncées à l'article 252.2 ou, dans le cas du remboursement prévu au paragraphe 252.4(1), en demandant le remboursement dans le délai imparti,

b) le montant versé à la personne, ou porté à son crédit, excède le montant remboursable qu'elle pourrait ainsi obtenir,

les règles suivantes s'appliquent :

c) dans le cas où, au moment donné, l'inscrit sait ou devrait savoir que la personne ne remplit pas la condition d'admissibilité ou

that the amount paid or credited exceeds the rebate to which the person is entitled, the registrant and the person are jointly and severally liable to pay to the Receiver General under section 264 the amount or excess amount, as the case may be, as if it had been paid at the particular time as a rebate under this Division to the registrant and the person, and

(*d*) in any other case, the person is liable to pay to the Receiver General under section 264 the amount or excess amount, as the case may be, as if it had been paid at the particular time to the person as a rebate under this Division.

que le montant versé à la personne, ou porté à son crédit, excède le montant remboursable auquel elle a droit, l'inscrit et la personne sont solidairement tenus de payer au receveur général en application de l'article 264 le montant ou l'excédent, selon le cas, comme s'ils leur avaient été versés au moment donné, à titre de remboursement en vertu de la présente section;

d) dans les autres cas, la personne est tenue de payer au receveur général en application de l'article 264 le montant ou l'excédent, selon le cas, comme s'ils avaient été versés, au moment donné, à titre de remboursement en vertu de la présente section.

(2) Subsections 252(3) to (6) of the said Act, as enacted by subsection (1), are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les paragraphes 252(3) à (6) de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Assignment of rebate

(3) Where the recipient of a supply assigns, in prescribed form containing prescribed information, to the supplier the right to a rebate under subsection (2) to which the recipient would be entitled in respect of the supply if the recipient paid the tax in respect of the supply and satisfied the conditions of section 252.2, and the supplier pays to, or credits in favour of, the recipient the amount of that tax,

(*a*) the supplier may claim a deduction under subsection 234(2) in respect of the supply equal to that amount; and

(*b*) the recipient is not entitled to any rebate, refund or remission of tax in respect of the supply.

Cession du droit au remboursement

(3) Lorsque l'acquéreur d'une fourniture cède au fournisseur, en présentant les renseignements requis par le ministre en la forme déterminée par celui-ci, le droit au remboursement qu'il pourrait obtenir en vertu du paragraphe (2) relativement à la fourniture en payant la taxe afférente et en remplissant les conditions énoncées à l'article 252.2, les règles suivantes s'appliquent si le fournisseur verse cette taxe à l'acquéreur, ou la porte à son crédit :

a) un montant égal à cette taxe est déductible par le fournisseur en application du paragraphe 234(2) relativement à la fourniture;

b) l'acquéreur n'a pas droit à un remboursement ou à une remise de taxe relativement à la fourniture.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) in applying subsection 252(2) of the said Act, as enacted by subsection (1), before October 1992, the reference therein to subsection 252(3) shall be read as a reference to subsection 252(6);

(*b*) in applying section 252.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), to a supply of a tour package that does not

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) pour l'application du paragraphe 252(2) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), avant octobre 1992, la mention du paragraphe 252(3) qui s'y trouve vaut mention du paragraphe 252(6);**

***b*) pour l'application de l'article 252.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), à la fourniture d'un voyage organisé**

include any short-term accommodation that is made available, under the agreement for the supply, after November 5, 1991, the definition "short-term accommodation" in subsection 252.1(1) shall be read as follows:

"short-term accommodation" does not include short-term accommodation that is included in the part of a tour package that is not the taxable portion of the tour package within the meaning assigned by subsection 163(3);

(*c*) in respect of any rebate the application for which is filed before November 6, 1991,

(i) section 252.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to subsections 252.1(5) to (7) and (9),

(ii) subsection 252.1(4) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(4) For the purposes of subsections (2), (3) and (8), where a person has paid tax in respect of a supply of a combination of short-term accommodation and other property or services, the amount of tax paid in respect of the accommodation shall be deemed to be equal to

(*a*) if the amount of tax paid in respect of the supply of the accommodation can be substantiated in prescribed manner, the amount so substantiated; and

(*b*) in any other case, an amount calculated in accordance with prescribed rules.

and

(iii) section 252.2 of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to paragraphs (*f*) and (*g*) thereof;

(*d*) in respect of amounts paid or credited before November 6, 1991 to a person on account of a rebate,

(i) paragraph 252.1(8)(*c*) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(*c*) the amount paid or credited is equal to the tax paid by the person in respect of the accommodation, and

n'offrant pas de logement provisoire, aux termes de la convention portant sur la fourniture, après le 5 novembre 1991, la définition de « logement provisoire » au paragraphe 252.1(1) est remplacée par ce qui suit :

« logement provisoire » N'est pas un logement provisoire celui qui est compris dans la partie d'un voyage organisé qui n'en est pas la partie taxable, au sens du paragraphe 163(3).

c) pour ce qui est des remboursements demandés avant le 6 novembre 1991 :

(i) l'article 252.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu des paragraphes 252.1(5) à (7) et (9),

(ii) le paragraphe 252.1(4) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

(4) Pour l'application des paragraphes (2), (3) et (8), lorsqu'une personne a payé la taxe relative à la fourniture d'un logement provisoire avec d'autres biens ou services, la taxe payée relativement au logement est réputée égale au montant suivant :

a) si le montant de la taxe payée relativement à la fourniture du logement peut être établi conformément aux modalités réglementaires, le montant ainsi établi;

b) sinon, le montant calculé conformément aux dispositions réglementaires.

(iii) l'article 252.2 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu des alinéas 252.2*f*) et *g*);

***d*) pour ce qui est des montants versés à une personne, ou portés à son crédit, avant le 6 novembre 1991 au titre d'un remboursement :**

(i) l'alinéa 252.1(8)*c*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

c) le montant ainsi versé à la personne, ou ainsi porté à son crédit, est égal à la taxe qu'elle a payée relativement au logement;

and

(ii) paragraph 252.1(8)(*d*) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(*d*) in the case of a rebate under subsection (2), payment of the consideration for the supply is made at a place outside Canada at which the supplier, or an agent of the supplier, conducts business,

and

(*e*) in applying section 252.2 of the said Act, as enacted by subsection (1), before October 1992, the reference therein to subsection 252(2) shall be read as a reference to "any of subsections 252(2) to (4)".

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

108. (1) Subsections 253(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

Employees and partners

253. (1) Where

(*a*) an individual who is a member of a partnership that is a registrant or who is an employee of a registrant (other than a listed financial institution) acquires or imports

(i) a musical instrument, motor vehicle or aircraft, or

(ii) any other property or a service,

(*b*) tax is payable by the individual in respect of the acquisition or importation, and

(*c*) in the case of an acquisition or importation of a musical instrument, the individual is not entitled to claim an input tax credit in respect of the instrument,

the Minister shall, subject to subsections (2) and (3), pay a rebate in respect of the property or service to the individual for each calendar year equal to the amount determined by the formula

(ii) l'alinéa 252.1(8)*d*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

d) dans le cas d'un remboursement prévu au paragraphe (2), la contrepartie de la fourniture est versée à l'étranger, là où le fournisseur, ou son mandataire, mène ses affaires;

***e*) pour l'application de l'article 252.2 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), avant octobre 1992, la mention du paragraphe 252(2) qui s'y trouve vaut mention des paragraphes 252(2) à (4).**

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, ch. 45, par. 12(1)

108. (1) Les paragraphes 253(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Salariés et associés

253. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le ministre rembourse un particulier — associé d'une société de personnes, laquelle est un inscrit, ou salarié d'un inscrit autre qu'une institution financière désignée — pour chaque année civile relativement à un bien ou à un service, si les conditions suivantes sont réunies :

a) le particulier acquiert ou importe :

(i) soit un instrument de musique, un véhicule à moteur ou un aéronef,

(ii) soit un autre bien ou un service;

b) la taxe est payable par le particulier relativement à l'acquisition ou à l'importation;

c) dans le cas de l'acquisition ou de l'importation d'un instrument de musique, le particulier n'a pas droit au crédit de taxe sur les intrants afférent.

Le montant remboursable correspond au résultat du calcul suivant :

A x B

where

A is the tax fraction on the last day of the year, and

B is an amount equal to

(*a*) the capital cost allowance in respect of the instrument, vehicle or aircraft,

(*b*) the amount in respect of the acquisition and importation of the other property imported by the individual (not exceeding the total of the value of that property determined under section 215 and the tax calculated on it), or

(*c*) the amount in respect of

(i) the supply by way of lease, licence or similar arrangement of the instrument, vehicle or aircraft,

(ii) the supply of the service, or

(iii) the supply in Canada of the other property,

as the case may be, that was deducted under the *Income Tax Act* in computing the individual's income for the year from an office or employment or from the partnership, as the case may be, and in respect of which the individual did not receive an allowance from a person, other than an allowance in respect of which the person certifies, in prescribed form containing prescribed information, that, at the time the allowance was paid, the person did not consider

(*d*) the allowance to be a reasonable allowance for the purposes of subparagraph 6(1)(*b*)(v), (vi), (vii) or (vii.1) of that Act, or

(*e*) where that person is a partnership of which the individual is a member, that the allowance would be a reasonable allowance for the purposes of subparagraph 6(1)(*b*)(v), (vi), (vii) or (vii.1) of that Act if the individual were an employee of that partnership at that time.

Restriction on rebate to partner

(2) The rebate in respect of property or a service payable under subsection (1) for a calendar year to an individual who is a member of a partnership shall not exceed the amount that would be an input tax credit of the

A x B

où :

A représente la fraction de taxe le dernier jour de l'année;

B l'un des montants suivants, déduit en application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu du particulier pour l'année tiré d'une charge ou d'un emploi ou provenant de la société et pour lequel le particulier n'a pas reçu d'allocation d'une personne, exception faite d'une allocation que celle-ci ne considère pas, selon l'attestation qu'elle a faite en la forme déterminée par le ministre et contenant les renseignements requis, comme étant, au moment de son versement, soit une allocation raisonnable pour l'application des sous-alinéas 6(1)*b*)(v), (vi), (vii) ou (vii.1) de cette loi, soit, si cette personne est une société dont le particulier est un associé, une allocation qui serait une allocation raisonnable pour l'application des sous-alinéas 6(1)*b*)(v), (vi), (vii) ou (vii.1) de cette loi si le particulier était un salarié de cette société à ce moment :

a) la déduction pour amortissement applicable à l'instrument de musique, au véhicule ou à l'aéronef;

b) le montant relatif à l'acquisition ou à l'importation de l'autre bien importé par le particulier, n'excédant pas le total de la valeur de ce bien, déterminée selon l'article 215, et de la taxe calculée sur cette valeur;

c) le montant relatif à la fourniture par bail, licence ou accord semblable de l'instrument de musique, du véhicule ou de l'aéronef, à la fourniture du service ou à la fourniture au Canada de l'autre bien, selon le cas.

Restriction du remboursement à un associé

(2) Le montant remboursable relativement à un bien ou à un service qui est payable pour une année civile au particulier qui est un associé d'une société de personnes ne peut dépasser le montant qui correspondrait au

23109—16

partnership in respect of the property or service for the last reporting period of the partnership in its last fiscal year ending in that calendar year if

(*a*) in the case of a musical instrument that is capital property of the individual, the partnership had, in that reporting period,

(i) acquired the instrument by way of lease exclusively for use in activities of the partnership and for use in commercial activities thereof to the same extent that the individual's consumption or use of the instrument during that calendar year in activities of the partnership was in commercial activities thereof, and

(ii) paid tax in respect of the instrument equal to the tax fraction of the capital cost allowance in respect of that instrument that was deductible under the *Income Tax Act* in computing the individual's income from the partnership for that calendar year;

(*b*) in the case of a motor vehicle or aircraft that is capital property of the individual,

(i) the partnership had acquired the vehicle or aircraft in that reporting period in circumstances in which subsection 202(4) applies and had used the vehicle or aircraft during that last fiscal year of the partnership in commercial activities of the partnership to the same extent that the individual's use of the vehicle or aircraft during that calendar year in activities of the partnership was in commercial activities thereof, and

(ii) the capital cost allowance deductible in respect of that vehicle or aircraft under the *Income Tax Act* in computing the individual's income from the partnership for that calendar year were the capital cost allowance so deductible in computing the income of the partnership for that last fiscal year of the partnership; and

(*c*) in any other case, the partnership had

(i) acquired the property or service exclusively for use in activities of the partnership and for use in commercial activities thereof to the same extent that

crédit de taxe sur les intrants de la société relativement au bien ou au service pour la dernière période de déclaration de son dernier exercice se terminant au cours de l'année civile, si, à la fois :

a) dans le cas d'un instrument de musique qui est une immobilisation de l'associé, la société avait, au cours de cette période de déclaration :

(i) d'une part, acquis l'instrument de musique par bail pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités et pour utilisation dans le cadre de ses activités commerciales dans la même proportion que la consommation ou l'utilisation de l'instrument par l'associé au cours de l'année civile dans le cadre des activités de la société se faisait dans le cadre des activités commerciales de celle-ci,

(ii) d'autre part, payé la taxe relative à l'instrument de musique, égale à la fraction de taxe de la déduction pour amortissement déductible pour l'instrument aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu de l'associé provenant de la société pour l'année civile;

b) dans le cas d'un véhicule à moteur ou d'un aéronef, qui est une immobilisation de l'associé :

(i) d'une part, la société avait acquis le véhicule ou l'aéronef au cours de cette période de déclaration dans des circonstances où le paragraphe 202(4) s'applique et l'avait utilisé au cours du dernier exercice en question dans le cadre de ses activités commerciales dans la même proportion que l'utilisation du véhicule ou de l'aéronef par l'associé au cours de l'année civile dans le cadre des activités de la société se faisait dans le cadre des activités commerciales de celle-ci,

(ii) d'autre part, la déduction pour amortissement déductible pour le véhicule ou l'aéronef aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu de l'associé provenant de la société pour l'année civile constituait la déduction pour amortissement ainsi déductible

the individual's consumption or use of the property or service during that calendar year in activities of the partnership was in commercial activities thereof, and

(ii) paid, in that reporting period, tax in respect of that acquisition equal to the tax fraction of

(A) in the case of property imported by the individual, the amount (not exceeding the total of the value of the property determined under section 215 and the tax calculated on it) in respect of the acquisition and importation of the property by the individual that was deductible under the *Income Tax Act* in computing the individual's income from the partnership for that calendar year, and

(B) in any other case, the amount in respect of the acquisition of the property or service by the individual that was so deductible in computing that income.

dans le calcul du revenu de la société pour le dernier exercice en question;

c) dans les autres cas, la société avait :

(i) d'une part, acquis le bien ou le service pour utilisation exclusive dans le cadre de ses activités et pour utilisation dans le cadre de ses activités commerciales dans la même proportion que la consommation ou l'utilisation du bien ou du service par l'associé au cours de l'année civile dans le cadre des activités de la société se faisait dans le cadre des activités commerciales de celle-ci,

(ii) d'autre part, payé au cours de la dernière période de déclaration en question la taxe relative à cette acquisition, égale à la fraction de taxe du montant suivant :

(A) dans le cas d'un bien importé par l'associé, le montant (n'excédant pas le total de la valeur du bien, déterminée selon l'article 215, et de la taxe calculée sur cette valeur) relatif à l'acquisition et à l'importation du bien par l'associé qui était déductible aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu de l'associé provenant de la société pour l'année civile,

(B) dans les autres cas, le montant relatif à l'acquisition du bien ou du service par l'associé qui était ainsi déductible dans le calcul de ce revenu.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 253(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 253(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit : 1990, ch. 45, par. 12(1)

Application for rebate

(3) A rebate for a calendar year shall not be paid under subsection (1) to an individual unless, within four years after the end of the year, the individual files an application for the rebate in prescribed form containing prescribed information with the Minister with a return of the individual's income under Part I of the *Income Tax Act*.

(3) Le remboursement pour une année civile est accordé si le particulier, dans les quatre ans suivant la fin de l'année, présente une demande au ministre, en la forme déterminée par celui-ci et contenant les renseignements requis, avec la déclaration de revenu qu'il produit en application de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Demande de remboursement

One application for any year

(4) An individual shall not make more than one application under this section for a calendar year.

(4) Un particulier ne peut faire plus d'une demande de remboursement par année civile. Demande annuelle

Administration of rebates

(5) Where an individual files an application for a rebate under this section,

(*a*) subsections 160.1(1) and 164(3), (3.1) and (4) of the *Income Tax Act* apply, with such modifications as the circumstances require, for the purposes of calculating interest on the rebate or any overpayment of the rebate as if the rebate or the overpayment were a refund of tax paid under Part I of that Act or an overpayment of such a refund, as the case may be, and, for those purposes, subsection 280(1) does not apply to the rebate; and

(*b*) sections 165 to 167 and Division J of Part I of the *Income Tax Act* apply, with such modifications as the circumstances require, to objections to and appeals from an assessment of the amount of the rebate as if it were an assessment of tax payable under Part I of that Act, and sections 301 to 311 do not apply to the assessment.

(5) Lorsqu'un particulier présente une demande de remboursement en vertu du présent article :

Dispositions applicables de la *Loi de l'impôt sur le revenu*

a) les paragraphes 160.1(1), 164(3), (3.1) et (4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux fins du calcul des intérêts sur le montant remboursable ou d'un montant remboursé en trop comme si ces montants étaient, selon le cas, un remboursement d'impôt payé en vertu de la partie I de cette loi ou un paiement en trop d'un tel remboursement; toutefois, le paragraphe 280(1) ne s'applique pas aux fins du calcul relativement au remboursement;

b) les articles 165 à 167 et la section J de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux oppositions et aux appels portant sur une cotisation établie relativement au remboursement comme s'il s'agissait d'une cotisation d'impôt payable en vertu de la partie I de cette loi; toutefois, les articles 301 à 311 ne s'appliquent pas relativement à la cotisation.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in applying subsection 253(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), to rebates that relate to the 1991 calendar year, all that portion of the description of B, in the formula set out in that subsection, following paragraph (*c*) thereof shall be read as follows:

as the case may be, that was deducted under the *Income Tax Act* in computing the individual's income for the year from an office or employment or from the partnership, as the case may be, and in respect of which the individual did not receive an allowance from a person, other than an allowance

(*d*) that is not a reasonable allowance for the purposes of subparagraph 6(1)(*b*)(v), (vi), (vii) or (vii.1) of that Act, or

(*e*) where that person is a partnership of which the individual is a member, that would not be a reasonable allowance for the purposes of subparagraph 6(1)(*b*)(v),

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, pour l'application du paragraphe 253(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), aux remboursements se rapportant à l'année civile 1991, le passage de l'élément B de la formule figurant à ce paragraphe qui précède l'alinéa *a*) est remplacé par ce qui suit :

B l'un des montants suivants, déduit en application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* dans le calcul du revenu du particulier pour l'année tiré d'une charge ou d'un emploi ou provenant de la société et pour lequel le particulier n'a pas reçu d'allocation d'une personne, exception faite d'une allocation qui n'est pas une allocation raisonnable pour l'application des sous-alinéas 6(1)*b*)(v), (vi), (vii) ou (vii.1) de cette loi ou, si cette personne est une société dont le particulier est un associé, d'une allocation qui ne serait pas une allocation raisonnable pour l'application des sous-alinéas 6(1)*b*)(v), (vi), (vii) ou (vii.1) de cette loi si le particulier avait été un salarié de cette société à ce moment :

(vi), (vii) or (vii.1) of that Act if the individual were an employee of that partnership at that time.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 and applies to all applications for rebates under section 253 of the said Act made on or after that date, except that, in applying subsection 253(3) of the said Act, as enacted by subsection (2), to applications for rebates under section 253 of the said Act in respect of the 1991 taxation year, subsection 253(3) of the said Act, as enacted by subsection (2), shall be read without reference to the words "with a return of the individual's income under Part I of the *Income Tax Act*".

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Il s'applique à toutes les demandes de remboursement présentées en vertu de l'article 253 de la même loi au plus tôt à cette date. Toutefois, pour l'application du paragraphe 253(3) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), aux demandes de remboursement présentées, en vertu de l'article 253 de la même loi, pour l'année d'imposition 1991, il n'est pas tenu compte du passage « avec la déclaration de revenu qu'il produit en application de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* » au même paragraphe 253(3).

1990, c. 45, s. 12(1)

109. (1) Subparagraphs 254(2)(*f*)(i) and (ii) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(i) in the case of a single unit residential complex, the complex was not occupied by any individual as a place of residence or lodging, and

(ii) in the case of a residential condominium unit, the unit was not occupied by an individual as a place of residence or lodging unless, throughout the time the complex or unit was so occupied, it was occupied as a place of residence by an individual, or a relation of an individual, who was at the time of that occupancy a purchaser of the unit under an agreement of purchase and sale of the unit, and

1990, ch. 45, par. 12(1)

109. (1) Les sous-alinéas 254(2)*f*)(i) et (ii) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(i) l'immeuble n'a pas été occupé à titre résidentiel ou d'hébergement,

(ii) le logement n'a pas été occupé à titre résidentiel ou d'hébergement, sauf s'il a été occupé à titre résidentiel par le particulier, ou son proche, qui était alors l'acheteur du logement aux termes d'un contrat de vente;

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) All that portion of subparagraph 254(2)(*g*)(i) of the said Act preceding clause (A) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(i) the first individual to occupy the complex or unit as a place of residence at any time after substantial completion of the construction or renovation is

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le passage du sous-alinéa 254(2)*g*)(i) de la même loi qui précède la division (A) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) le premier particulier à occuper l'immeuble ou le logement à titre résidentiel, à un moment après que les travaux sont achevés en grande partie, est :

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subparagraph 254(2)(*g*)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(ii) the particular individual makes an exempt supply by way of sale of the complex or unit and ownership thereof is transferred to the recipient of the supply

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Le sous-alinéa 254(2)*g*)(ii) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) le particulier effectue par vente une fourniture exonérée de l'immeuble ou du logement, et la propriété de l'un ou l'autre est transférée à l'acquéreur de cette fourniture avant que l'immeuble ou

before the complex or unit is occupied by any individual as a place of residence or lodging,

le logement n'ait été occupé à titre résidentiel ou d'hébergement.

(4) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

110. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 254 thereof, the following section:

110. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 254, de ce qui suit :

Definitions

254.1 (1) In this section,

"long term lease", in respect of land, means a lease of the land that has a term of at least twenty years or a lease that contains an option to purchase the land;

"relation" of a particular individual means another individual who is related to the particular individual or who is a former spouse of the particular individual;

"single unit residential complex" includes a multiple unit residential complex that does not contain more than two residential units.

Définitions

254.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« bail de longue durée » Bail portant sur un fonds, d'une durée minimale de vingt ans ou prévoyant une option d'achat du fonds.

« immeuble d'habitation à logement unique » Est assimilé à un immeuble d'habitation à logement unique l'immeuble d'habitation à logements multiples de deux habitations.

« proche » L'ex-conjoint d'un particulier ou un autre particulier lié à ce particulier.

"long term lease" « *bail de longue durée* »

"relation" « *proche* »

"single unit residential complex" « *immeuble d'habitation à logement unique* »

« bail de longue durée » "*long term lease*"

« immeuble d'habitation à logement unique » "*single unit residential complex*"

« proche » "*relation*"

New housing rebate for building only

(2) Where

(*a*) under an agreement entered into between a builder of a single unit residential complex and a particular individual, the builder makes an exempt supply to the particular individual

(i) by way of a long term lease of, or by way of an assignment of a long term lease of, the land attributable to the complex, and

(ii) by way of sale of the building or part thereof in which the residential unit forming part of the complex is situated,

(*b*) at the time the particular individual becomes liable or assumes liability under the agreement, the particular individual is acquiring the complex for use as the primary place of residence of the particular individual or of a relation of the particular individual,

(*c*) the fair market value of the complex, at the time possession of the complex is given to the particular individual under the agreement, is less than $481,500,

Remboursement — habitation neuve

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le ministre rembourse un particulier dans le cas où, à la fois :

a) le constructeur d'un immeuble d'habitation à logement unique, aux termes d'un contrat qu'il a conclu avec le particulier, effectue au profit de celui-ci la fourniture exonérée des biens suivants :

(i) le fonds attribuable à l'immeuble, fourni par bail de longue durée ou par cession de pareil bail,

(ii) tout ou partie du bâtiment dans lequel est située l'habitation faisant partie de l'immeuble, fourni par vente;

b) au moment où il devient responsable ou assume une responsabilité aux termes du contrat, le particulier acquiert l'immeuble comme lieu de résidence habituelle pour lui ou l'un de ses proches;

c) la juste valeur marchande de l'immeuble est inférieure à 481 500 $ au moment du transfert au particulier de la possession de l'immeuble aux termes du contrat;

(*d*) the builder is deemed under subsection 191(1) to have made a supply of the complex as a consequence of giving possession of the complex to the particular individual under the agreement,

(*e*) possession of the complex is given to the particular individual after the construction or substantial renovation of it is substantially completed,

(*f*) after the construction or substantial renovation is substantially completed and before possession of the complex is given to the particular individual under the agreement, the complex was not occupied by any individual as a place of residence or lodging, and

(*g*) either

(i) the first individual to occupy the complex as a place of residence after substantial completion of the construction or substantial renovation is the particular individual or a relation of the particular individual, or

(ii) the particular individual makes an exempt supply by way of sale or assignment of the whole of the particular individual's interest in the complex and possession of the complex is transferred to the recipient of the supply before the complex is occupied by any individual as a place of residence or lodging,

the Minister shall, subject to subsection (3), pay a rebate to the particular individual equal to

(*h*) where the fair market value referred to in paragraph (*c*) is not more than $374,500, an amount equal to the lesser of $8,750 and 2.34% of the total (in this subsection referred to as the "total consideration") of all amounts each of which is the consideration payable by the particular individual to the builder for the supply by way of sale to the particular individual of the building or part of a building referred to in paragraph (*a*) or of any other structure that forms part of the complex, other than consideration that can reasonably be regarded as rent for the supply of the land attributable to the complex or as consideration for the supply of an option to purchase that land, and

d) le constructeur est réputé par le paragraphe 191(1) avoir fourni l'immeuble du fait qu'il en a ainsi transféré la possession au particulier;

e) la possession de l'immeuble est transférée au particulier une fois la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble achevées en grande partie;

f) entre le moment où les travaux sont achevés en grande partie et celui où la possession de l'immeuble est transférée au particulier aux termes du contrat, l'immeuble n'a pas été occupé à titre résidentiel ou d'hébergement;

g) selon le cas :

(i) le premier particulier à occuper l'immeuble à titre résidentiel, après que les travaux sont achevés en grande partie, est le particulier ou l'un de ses proches,

(ii) le particulier effectue par vente ou cession la fourniture exonérée de son droit sur l'immeuble, et la possession de l'immeuble est transférée à l'acquéreur avant que l'immeuble ne soit occupé à titre résidentiel ou d'hébergement.

Le montant remboursable est égal au montant suivant :

h) si la juste valeur marchande visée à l'alinéa *c*) est de 374 500 $ ou moins, le moins élevé de 8 750 $ et de 2,34 % du total (appelé « contrepartie totale » au présent paragraphe) des montants représentant chacun la contrepartie payable par le particulier au constructeur pour la fourniture par vente au particulier du bâtiment ou de la partie de bâtiment visé à l'alinéa *a*), ou de toute autre construction qui fait partie de l'immeuble, à l'exception de la contrepartie qui peut être considérée comme un loyer pour la fourniture du fonds attribuable à l'immeuble ou comme la contrepartie de la fourniture d'une option d'achat de ce fonds;

(*i*) where the fair market value referred to in paragraph (*c*) is more than $374,500 but less than $481,500, the amount determined by the formula

$$A \times \frac{(\$481{,}500 - B)}{\$107{,}000}$$

where

A is the lesser of $8,750 and 2.34% of the total consideration, and

B is the fair market value referred to in paragraph (*c*).

i) sinon, le résultat du calcul suivant :

$$A \times \frac{(481\,500\,\$ - B)}{107\,000\,\$}$$

où :

A représente le moins élevé de 8 750 $ et de 2,34 % de la contrepartie totale,

B la juste valeur marchande visée à l'alinéa *c*).

Application for rebate

(3) A rebate shall not be paid in respect of a residential complex under subsection (2) to an individual unless the individual has filed an application for the rebate within four years after the day possession of the complex was transferred to the individual.

(3) Le remboursement n'est accordé que si le particulier en fait la demande dans les quatre ans suivant le jour où la possession de l'immeuble lui est transférée.

Demande de remboursement

Application to builder

(4) Where

(*a*) the builder of a single unit residential complex makes a supply of the complex to an individual under an agreement referred to in paragraph (2)(*a*) and transfers possession of the complex to the individual under the agreement,

(*b*) the individual, within four years after the day possession of the complex is transferred to the individual under the agreement for the supply, submits to the builder in prescribed manner an application in prescribed form containing prescribed information for the rebate to which the individual would be entitled under subsection (2) in respect of the complex if the individual applied for it within the time allowed for such an application, and

(*c*) the builder agrees to pay to, or credit in favour of, the individual any rebate under this section that is payable to the individual in respect of the complex,

the builder may pay to, or credit in favour of, the individual the amount of the rebate, if any.

(4) Le constructeur d'un immeuble d'habitation à logement unique peut rembourser ou créditer un particulier dans le cas où, à la fois :

a) le constructeur fournit l'immeuble au particulier aux termes d'un contrat visé à l'alinéa (2)*a*) et lui en transfère la possession aux termes de ce contrat;

b) le particulier présente au constructeur, en la forme et selon les modalités déterminés par le ministre, dans les quatre ans suivant le transfert au particulier de la possession de l'immeuble, une demande contenant les renseignements requis par le ministre et concernant le remboursement auquel il aurait droit selon le paragraphe (2) s'il en faisait la demande dans le délai imparti;

c) le constructeur convient de rembourser au particulier, ou de porter à son crédit, le montant qui est payable à celui-ci relativement à l'immeuble.

Demande présentée au constructeur

Forwarding of application by builder

(5) Notwithstanding subsections (2) and (3), where an application of an individual for a rebate under this section in respect of a residential complex is submitted under subsection (4) to the builder of the complex,

(5) Malgré les paragraphes (2) et (3), dans le cas où la demande d'un particulier en vue d'un remboursement visé au présent article est présentée au constructeur en application du paragraphe (4) :

Transmission de la demande par le constructeur

(*a*) the builder shall transmit the application to the Minister with the builder's return filed under Division V for the reporting period in which the rebate was paid or credited; and

(*b*) interest under subsection 297(4) is not payable in respect of the rebate.

a) le constructeur transmet la demande au ministre avec la déclaration qu'il produit en application de la section V pour la période de déclaration au cours de laquelle il rembourse ou crédite le particulier;

b) les intérêts prévus au paragraphe 297(4) ne sont pas payables relativement au remboursement.

Joint and several liability

(6) Where the builder of a residential complex pays or credits a rebate under subsection (4) and the builder knows or ought to know that the individual is not entitled to the rebate or that the amount paid or credited exceeds the rebate to which the individual is entitled, the builder and the individual are jointly and severally liable to pay the amount of the rebate or excess to the Receiver General under section 264.

(6) Le constructeur qui, en application du paragraphe (4), rembourse ou crédite un particulier alors qu'il sait ou devrait savoir que le particulier n'a pas droit au montant remboursé ou crédité ou que ce montant excède celui auquel celui-ci a droit est solidairement tenu, avec le particulier, au paiement du montant ou de l'excédent au receveur général en vertu de l'article 264.

Obligation solidaire

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(3) For the purposes of applying section 254.1 of the said Act, as enacted by subsection (1), paragraph 191(1)(*b*) of the said Act, as enacted by subsection 56(2), shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Pour l'application de l'article 254.1 de la même loi, édicté par le paragraphe (1), l'alinéa 191(1)*b*) de la même loi, modifié par le paragraphe 56(2), est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

111. (1) Paragraphs 255(2)(*b*) to (*d*) of the French version of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

b) la coopérative fournit une part de son capital social au particulier et lui en transfère la propriété;

c) au moment où le particulier devient responsable ou assume une responsabilité aux termes du contrat de vente de la part conclu entre la coopérative et le particulier, celui-ci acquiert la part pour qu'une habitation de l'immeuble lui serve de résidence habituelle ou serve ainsi à son proche;

d) le total des montants, appelé « contrepartie totale » au présent paragraphe, représentant chacun la contrepartie payable pour la fourniture au profit du particulier de la part, d'une participation dans la coopérative ou d'un droit sur l'immeuble ou le logement est inférieur à 481 500 $;

1990, ch. 45, par. 12(1)

111. (1) Les alinéas 255(2)*b*) à *d*) de la version française de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

b) la coopérative fournit une part de son capital social au particulier et lui en transfère la propriété;

c) au moment où le particulier devient responsable ou assume une responsabilité aux termes du contrat de vente de la part conclu entre la coopérative et le particulier, celui-ci acquiert la part pour qu'une habitation de l'immeuble lui serve de résidence habituelle ou serve ainsi à son proche;

d) le total des montants, appelé « contrepartie totale » au présent paragraphe, représentant chacun la contrepartie payable pour la fourniture au profit du particulier de la part, d'une participation dans la coopérative ou d'un droit sur l'immeuble ou le logement est inférieur à 481 500 $;

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 255(2)(*e*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*e*) after the construction or substantial renovation of the complex is substantially completed and before possession of the unit is given to the particular individual as an incidence of ownership of the share, the unit was not occupied by any individual as a place of residence or lodging, and

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa 255(2)*e*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) entre le moment où la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble sont achevées en grande partie et celui où la possession du logement est transférée au particulier du fait qu'il est propriétaire de la part, le logement n'a pas été occupé à titre résidentiel ou d'hébergement;

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subparagraphs 255(2)(*f*)(i) and (ii) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(i) the first individual to occupy the unit as a place of residence after possession of the unit is given to the particular individual is the particular individual or a relation of the particular individual, or

(ii) the particular individual makes a supply by way of sale of the share and ownership of the share is transferred to the recipient of that supply before the unit is occupied by any individual as a place of residence or lodging,

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Les sous-alinéas 255(2)*f*)(i) et (ii) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(i) le premier particulier à occuper le logement à titre résidentiel, après le transfert de la possession du logement au particulier, est le particulier ou son proche,

(ii) le particulier effectue par vente une fourniture de la part, et la propriété de celle-ci est transférée à l'acquéreur de cette fourniture avant que le logement ne soit occupé à titre résidentiel ou d'hébergement.

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Subsection 255(3) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Demande de remboursement

(3) Le remboursement n'est accordé que si le particulier en fait la demande dans les quatre ans suivant le jour où la propriété de la part du capital social de la coopérative d'habitation lui est transférée.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Le paragraphe 255(3) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Demande de remboursement

(3) Le remboursement n'est accordé que si le particulier en fait la demande dans les quatre ans suivant le jour où la propriété de la part du capital social de la coopérative d'habitation lui est transférée.

(5) Subsections (1) to (4) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(5) Les paragraphes (1) à (4) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

112. (1) Subsection 256(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Definitions

256. (1) In this section,

"relation" « *proche* »

"relation" of a particular individual means another individual who is related to the particular individual or who is a former spouse of the particular individual;

"single unit residential complex" « *immeuble d'habitation à logement unique* »

"single unit residential complex" includes a multiple unit residential complex that does not contain more than two residential units.

1990, ch. 45, par. 12(1)

112. (1) Le paragraphe 256(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définitions

256. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« immeuble d'habitation à logement unique » Est assimilé à l'immeuble d'habitation à logement unique l'immeuble d'habitation à logements multiples de deux habitations. « immeuble d'habitation à logement unique » "*single unit residential complex*"

« proche » L'ex-conjoint d'un particulier ou un autre particulier lié à ce particulier. « proche » "*relation*"

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 256(2)(*a*) of the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

a) le particulier, lui-même ou par un intermédiaire, construit un immeuble d'habitation à logement unique, ou y fait des rénovations majeures, pour qu'il lui serve de résidence habituelle ou serve ainsi à son proche;

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Paragraphs 256(2)(*d*) to (*h*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(*d*) either

(i) the first individual to occupy the complex after the construction or substantial renovation is begun is the particular individual or a relation of the particular individual, or

(ii) the particular individual makes an exempt supply by way of sale of the complex and ownership of the complex is transferred to the recipient before the complex is occupied by any individual as a place of residence or lodging,

the Minister shall, subject to subsection (3), pay a rebate to the particular individual equal to

(*e*) where the fair market value referred to in paragraph (*b*) is not more than $350,000, the lesser of $8,750 and 36% of the total tax paid by the particular individual before an application for the rebate is filed with the Minister in accordance with subsection (3), and

(*f*) where the fair market value referred to in paragraph (*b*) is more than $350,000 but less than $450,000, the amount determined by the formula

$$\frac{A \times (\$450{,}000 - B)}{\$100{,}000}$$

where

A is the lesser of $8,750 and 36% of the total tax paid by the particular individual before an application for the rebate is filed with the Minister in accordance with subsection (3), and

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa 256(2)*a*) de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) le particulier, lui-même ou par un intermédiaire, construit un immeuble d'habitation à logement unique, ou y fait des rénovations majeures, pour qu'il lui serve de résidence habituelle ou serve ainsi à son proche;

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Les alinéas 256(2)*d*) à *h*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

d) selon le cas :

(i) le premier particulier à occuper l'immeuble après le début des travaux est le particulier ou son proche,

(ii) le particulier effectue par vente une fourniture exonérée de l'immeuble, et la propriété de celui-ci est transférée à l'acquéreur avant que l'immeuble ne soit occupé à titre résidentiel ou d'hébergement.

Le montant remboursable est égal au montant suivant :

e) si la juste valeur marchande visée à l'alinéa *b*) est d'au plus 350 000 $, le moins élevé de 8 750 $ et de 36 % du total de la taxe visée à l'alinéa *c*) payée avant l'envoi de la demande de remboursement au ministre;

f) sinon, le résultat du calcul suivant :

$$\frac{A \times (450\,000\,\$ - B)}{100\,000\,\$}$$

où :

A représente le moins élevé de 8 750 $ et de 36 % du total de la taxe visée à l'alinéa *c*) payée avant l'envoi de la demande de remboursement au ministre,

B is the fair market value of the complex referred to in paragraph (*b*).

B la juste valeur marchande de l'immeuble visée à l'alinéa *b*).

(4) Section 256 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

(4) L'article 256 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Purchase of new mobile home

(2.1) For the purposes of this section, where

(*a*) a particular individual receives a supply by way of sale of a mobile home that has never been used or occupied by any individual as a place of residence or lodging and does not file with the Minister, or submit to the supplier, an application for a rebate in respect of the home under section 254 or 254.1,

(*b*) the particular individual is acquiring the mobile home for use as the primary place of residence of the particular individual or of a relation of the particular individual, and

(*c*) the first individual to occupy the mobile home at any time is the particular individual or a relation referred to in paragraph (*b*), or the particular individual at any time transfers ownership of the home under an agreement for an exempt supply by way of sale of the home,

the particular individual shall be deemed to have constructed the mobile home and to have substantially completed the construction immediately before the earlier of the times referred to in paragraph (*c*).

Achat d'une maison mobile

(2.1) Pour l'application du présent article, un particulier est réputé avoir construit une maison mobile et en avoir achevé la construction en grande partie immédiatement avant le premier en date de l'occupation ou du transfert visés à l'alinéa *c*) si les conditions suivantes sont réunies :

a) il reçoit la fourniture par vente de la maison, laquelle n'a jamais été utilisée ni occupée à titre résidentiel ou d'hébergement, mais il ne demande pas de remboursement concernant la maison aux termes des articles 254 ou 254.1;

b) il acquiert la maison pour qu'elle lui serve de lieu de résidence habituelle ou serve ainsi à l'un de ses proches;

c) soit que le premier particulier à occuper la maison est visé à l'alinéa *b*), soit que le particulier transfère la propriété de la maison aux termes d'une convention portant sur la vente de la maison dans le cadre d'une fourniture exonérée.

(5) Subsections (1) to (4) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(5) Les paragraphes (1) à (4) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(6) Notwithstanding subsection 262(2) of the said Act and subject to section 263 of the said Act, where a person files an application for a rebate under subsection 256(2) of the said Act, calculated in accordance with paragraph 256(2)(*f*) or (*h*) of the said Act as that paragraph would read were it not for the enactment of subsection (3), the person may file a second application for a rebate under subsection 256(2) of the said Act, calculated in accordance with paragraph 256(2)(*e*) or (*f*) of the said Act, as enacted by this section.

(6) Malgré le paragraphe 262(2) de la même loi et sous réserve de l'article 263 de la même loi, la personne qui demande un remboursement pour un montant calculé en conformité avec les alinéas 256(2)*f*) ou *h*) de la même loi, dans leur application avant l'édiction du paragraphe (3), peut demander un second remboursement pour un montant calculé en conformité avec les alinéas 256(2)*e*) ou *f*) de la même loi, tels qu'ils ont été édictés par le présent article.

113. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 256 thereof, the following section:

Rebate to owner of land leased for residential purposes

256.1 (1) Where an exempt supply of land described by section 6.1 of Part I of Schedule V is made to a particular lessee who is acquiring the land for the purpose of making a supply of property that includes the land

(*a*) that is an exempt supply described by paragraph 6(*a*) or 7(*a*) or (*b*) of Part I of Schedule V, other than an exempt supply described by paragraph 7(*a*) of that Part made to a person described in subparagraph (ii) thereof, and

(*b*) that will result in the particular lessee being deemed under any of subsections 190(3) to (5) and section 191 to have made a supply of the property at a particular time,

the Minister shall, subject to subsection (2), pay a rebate, to each person (in this subsection referred to as the "landlord") who is an owner or lessee of the land and who is not the particular lessee, equal to the amount determined by the formula

A - B

where

A is the total (in this subsection referred to as the "total tax charged in respect of the land") of the tax that was or would, but for section 167, have been payable by the landlord in respect of the last acquisition of the land by the landlord and the tax that was payable by the landlord in respect of improvements to the land acquired or imported by the landlord after the land was last so acquired, and

B is the total of all other rebates and input tax credits that the landlord was entitled to claim in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property.

Application for rebate

(2) A rebate shall not be paid under subsection (1) to an owner or lessee of land in respect of a supply of the land made to a person who will be deemed under any of subsections 190(3) to (5) and section 191 to have made on a particular day another supply of the property that includes the land, unless the owner or lessee, as the case may be, files an application

113. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 256, de ce qui suit :

Remboursement au propriétaire d'un fonds loué pour usage résidentiel

256.1 (1) Lorsque la fourniture exonérée d'un fonds visé à l'article 6.1 de la partie I de l'annexe V est effectuée au profit d'un preneur qui l'acquiert en vue d'effectuer la fourniture d'un bien le comprenant — fourniture exonérée visée aux alinéas 6*a*) ou 7*a*) ou *b*) de la partie I de l'annexe V, à l'exception d'une fourniture exonérée visée à l'alinéa 7*a*) de cette partie et effectuée au profit d'une personne visée au sous-alinéa 7*a*)(ii) de cette partie, et par suite de laquelle le preneur sera réputé par l'un des paragraphes 190(3) à (5) ou par l'article 191 avoir effectué une fourniture du bien à un moment donné —, le ministre rembourse, sous réserve du paragraphe (2), à tout bailleur — propriétaire ou autre preneur du fonds —, un montant égal au résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente le total de la taxe qui est payable par le bailleur, ou qui le serait sans l'article 167, relativement à sa dernière acquisition du fonds, et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées au fonds, qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition du fonds;

B le total des autres montants remboursables et des crédits de taxe sur les intrants, auxquels le bailleur a droit relativement à une taxe incluse dans le total visé à l'élément A.

Demande de remboursement

(2) Le propriétaire ou le preneur d'un fonds fourni à une personne qui sera réputée par l'un des paragraphes 190(3) à (5) ou par l'article 191 avoir effectué, un jour donné, la fourniture d'un bien qui comprend le fonds n'est remboursé que s'il en fait la demande dans les quatre ans suivant ce jour.

for the rebate before the day that is four years after the particular day.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

114. (1) Subsection 257(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

114. (1) Le paragraphe 257(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Non-registrant sale of real property

257. (1) Where a person who is not a registrant makes a particular taxable supply of real property by way of sale, the Minister shall, subject to subsection (2), pay a rebate to the person equal to the amount determined by the formula

257. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le ministre rembourse au non-inscrit qui effectue la fourniture taxable d'un immeuble par vente un montant égal au résultat du calcul suivant :

Vente d'immeuble par un non-inscrit

A x B

where

A is the lesser of

(*a*) the total (in this subsection referred to as the "total tax charged in respect of the property") of the tax that was payable by the person in respect of the last acquisition of the property by the person and the tax that was payable by the person in respect of improvements to the property acquired or imported by the person after the property was last so acquired, and

(*b*) the tax that is or would, but for section 167, be payable in respect of the particular taxable supply, and

B is

(*a*) where the person was entitled to claim a rebate under section 259 in respect of any tax included in the total tax charged in respect of the property, the difference between 100% and the percentage prescribed for the purposes of that section that was applicable in determining the amount of that rebate, and

(*b*) in any other case, 100%.

A x B

où :

A représente le moins élevé des montants suivants :

a) le total (appelé « total de la taxe applicable à l'immeuble » au présent paragraphe) de la taxe payable par le non-inscrit relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble et de la taxe payable par lui relativement aux améliorations apportées à l'immeuble qu'il a acquises ou importées après cette dernière acquisition de l'immeuble,

b) la taxe qui est payable relativement à la fourniture, ou qui le serait sans l'article 167;

B 100 % ou, si le non-inscrit pouvait demander un remboursement en vertu de l'article 259 relativement à une taxe incluse dans le total de la taxe applicable à l'immeuble, la différence entre 100 % et le pourcentage réglementaire visé à cet article qui s'appliquait au calcul du montant remboursable.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

115. (1) The definitions "charity" and "municipality" in subsection 259(1) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

115. (1) Les définitions de « municipalité » et « organisme de bienfaisance », au paragraphe 259(1) de la même loi, sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

"charity" « *organisme de bienfaisance* »

"charity" includes a non-profit organization that operates, otherwise than for profit, a

« municipalité » Est assimilée à une municipalité la personne que le ministre désigne

« municipalité » "*municipality*"

health care facility within the meaning of paragraph (*c*) of the definition of that expression in section 1 of Part II of Schedule V;

"municipality" includes a person designated by the Minister, for the purposes of this section, to be a municipality, but only in respect of activities, specified in the designation, that involve the making of supplies (other than taxable supplies) by the person of municipal services;

comme municipalité pour l'application du présent article, aux seules fins des activités, précisées dans la désignation, qui comportent la réalisation de fournitures de services municipaux par la personne, sauf des fournitures taxables.

« organisme de bienfaisance » Est assimilé à un organisme de bienfaisance l'organisme à but non lucratif qui exploite, à des fins non lucratives, un établissement de santé, au sens de l'alinéa *c*) de la définition de cette expression à l'article 1 de la partie II de l'annexe V.

(2) Subsection 259(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

"non-creditable tax charged", in respect of property or a service for a claim period of a person, means the amount, if any, by which

(*a*) the total (in this section referred to as "the total tax charged in respect of the property or service") of all amounts each of which is

(i) tax in respect of the supply or importation of the property or service that became payable by the person during the period or that was paid by the person during the period without having become payable (other than tax deemed to have been paid by the person or in respect of which the person is not entitled to claim an input tax credit only because of subsection 226(4)),

(ii) tax deemed under subsection 129(6), 129.1(4), 171(3) or 183(4), (5) or (6), section 191 or subsection 200(2) or 211(2) or (4) to have been collected during the period by the person in respect of the property or service,

(iii) tax, calculated on the amount of an allowance in respect of the property or service, that is deemed under section 174 to have been paid during the period by the person,

(iv) tax deemed under section 175 or 180 to have been paid during the

(2) Le paragraphe 259(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« organisme à but non lucratif » Y est assimilé l'organisme d'un gouvernement, visé par règlement.

« taxe exigée non admise au crédit » L'excédent éventuel du montant visé à l'alinéa *a*) sur le montant visé à l'alinéa *b*) relativement à un bien ou à un service pour la période de demande d'une personne :

a) le total (appelé « total de la taxe applicable au bien ou au service » au présent article) des montants représentant chacun l'un des montants suivants :

(i) la taxe relative à la fourniture ou à l'importation du bien ou du service qui est devenue payable par la personne au cours de la période ou qui a été payée par elle au cours de la période sans qu'elle soit devenue payable, sauf la taxe réputée avoir été payée par la personne ou pour laquelle celle-ci ne peut, par le seul effet du paragraphe 226(4), demander de crédit de taxe sur les intrants,

(ii) la taxe réputée par l'article 191 ou les paragraphes 129(6), 129.1(4), 171(3), 183(4), (5) ou (6), 200(2) ou 211(2) ou (4) avoir été perçue au cours de la période par la personne relativement au bien ou au service,

(iii) la taxe, calculée sur une indemnité relative au bien ou au service, qui est réputée par l'article 174 avoir été

"municipality" « *municipalité* »

« organisme de bienfaisance » "*charity*"

"non-creditable tax charged" « *taxe exigée non admise au crédit* »

« organisme à but non lucratif » "*non-profit organization*"

« taxe exigée non admise au crédit » "*non-creditable tax charged*"

period by the person in respect of the property or service, or

(v) an amount in respect of the property or service that is required under subsection 129(7) or paragraph 171(4)(*b*) to be added in determining the net tax of the person for the period,

exceeds

(*b*) the total of all amounts included in the total determined under paragraph (*a*) that are included in determining an input tax credit of the person in respect of the property or service for the period;

"non-profit organization" includes a prescribed government organization;

"non-profit organization" « *organisme à but non lucratif* »

payée par la personne au cours de la période,

(iv) la taxe réputée par l'article 175 ou 180 avoir été payée par la personne au cours de la période relativement au bien ou au service,

(v) un montant relatif au bien ou au service qui est à ajouter, en application du paragraphe 129(7) ou de l'alinéa 171(4)*b*), dans le calcul de la taxe nette de la personne pour la période;

b) le total des montants inclus dans le total visé à l'alinéa *a*) qui entrent dans le calcul du crédit de taxe sur les intrants de la personne relativement au bien ou au service pour la période.

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsections 259(2) to (16) are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Les paragraphes 259(2) à (16) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Qualifying non-profit organization

(2) For the purposes of this section, a person is a qualifying non-profit organization at any time in a fiscal year of the person if, at that time, the person is a non-profit organization and the percentage of government funding of the person for the year is at least 40%.

(2) Pour l'application du présent article, une personne est un organisme à but non lucratif admissible à un moment donné de son exercice si, à ce moment, elle est un organisme à but non lucratif et son pourcentage de financement public pour l'exercice est d'au moins 40 %.

Organisme à but non lucratif admissible

Rebate for persons other than designated municipalities

(3) Where a person (other than a listed financial institution, a registrant prescribed for the purposes of subsection 188(5) and a person designated, for the purposes of this section, to be a municipality) is, on the last day of a claim period of the person or the fiscal year of the person that includes that claim period, a selected public service body, charity or qualifying non-profit organization, the Minister shall, subject to subsection (5), pay a rebate to the person equal to the prescribed percentage of the non-creditable tax charged in respect of property or a service (other than a prescribed property or service) for the claim period.

(3) Sous réserve du paragraphe (5), le ministre rembourse la personne (sauf une personne désignée comme municipalité pour l'application du présent article, un inscrit visé par règlement pris en vertu du paragraphe 188(5) et une institution financière désignée) qui, le dernier jour de sa période de demande ou de son exercice qui comprend cette période, est un organisme déterminé de services publics, un organisme de bienfaisance ou un organisme à but non lucratif admissible. Le montant remboursable est égal au pourcentage réglementaire de la taxe exigée non admise au crédit relativement à un bien ou à un service, sauf un bien ou un service visés par règlement, pour la période de demande.

Remboursement aux personnes autres que les municipalités désignées

Rebate for designated municipalities

(4) Where a person is, on the last day of a claim period of the person or of the fiscal year of the person that includes that claim period, designated, for the purposes of this section, to be a municipality in respect of activities (in

(4) Sous réserve du paragraphe (5), le ministre rembourse relativement à un bien ou à un service, sauf un bien ou un service visés par règlement, la personne qui, le dernier jour de sa période de demande ou de son exercice

Remboursement aux municipalités désignées

this subsection referred to as "designated activities") specified in the designation, the Minister shall, subject to subsection (5), pay a rebate to the person in respect of property or a service (other than a prescribed property or service) equal to the amount determined by the formula

qui comprend cette période, est désignée comme municipalité pour l'application du présent article, relativement aux activités précisées dans la désignation. Le montant remboursable est égal au résultat du calcul suivant :

A x B

where

A is the prescribed percentage of the total tax charged in respect of the property or service for the claim period, and

B is

(*a*) where the property was acquired by way of lease, licence or similar arrangement by the person for consideration that includes two or more periodic payments that are attributable to successive parts (each of which is in this subsection referred to as a "lease interval") of the period for which possession or use of the property is provided under the arrangement and an amount calculated on such a periodic payment is included in the total tax charged in respect of the property for the claim period, the extent (expressed as a percentage) to which the person intended, at the beginning of the lease interval to which the periodic payment is attributable, to use the property in the course of the designated activities,

(*b*) where the service is supplied to the person for consideration that includes two or more payments, each of which is attributable to particular services rendered under the agreement for the supply, and at a particular time during the claim period tax calculated on a particular payment becomes payable, or is paid without having become payable, by the person and is included in the total tax charged in respect of the service for the claim period, the extent (expressed as a percentage) to which the person had, before the particular time, consumed, used or supplied the particular services to which the particular payment is attributable, or intended at the particular time to consume, use or supply those particular services, in the course of the designated activities, and

A x B

où :

A représente le pourcentage réglementaire du total de la taxe applicable au bien ou au service pour la période de demande;

B représente :

a) si le bien a été acquis par bail, licence ou accord semblable par la personne pour une contrepartie qui comprend plusieurs paiements périodiques qui sont imputables à des parties successives (chacune étant appelée « période de location » au présent paragraphe) de la période pour laquelle la possession ou l'utilisation du bien est prévue par l'accord et qu'un montant calculé sur un tel paiement périodique est inclus dans le total de la taxe applicable au bien pour la période de demande, le pourcentage dans lequel la personne avait l'intention, au début de la période de location à laquelle le paiement périodique est imputable, d'utiliser le bien dans le cadre des activités précisées;

b) si le service est fourni à la personne pour une contrepartie qui comprend plusieurs paiements périodiques qui sont imputables à des services rendus aux termes de l'accord portant sur la fourniture, et qu'à un moment au cours de la période de demande, la taxe calculée sur un tel paiement devient payable, ou est payée sans être devenue payable, par la personne et est incluse dans le total de la taxe applicable aux services pour la période de demande, le pourcentage dans lequel la personne a, avant ce moment, consommé, utilisé ou fourni ces services dans le cadre des activités précisées ou, à ce moment, avait l'intention de le faire;

c) dans les autres cas, le pourcentage dans lequel la personne avait l'intention, au moment où elle a acquis ou importé le bien ou le service, de consommer, d'utiliser ou

(*c*) in any other case, the extent (expressed as a percentage) to which the person intended, at the time the property or service was acquired or imported by the person, to consume, use or supply the property or service in the course of the designated activities.

de fournir le bien ou le service dans le cadre des activités précisées.

Application for rebate

(5) A rebate shall not be paid to a person under subsection (3) or (4) in respect of non-creditable tax charged for a claim period in a fiscal year of the person unless the person files an application for the rebate after the first day in the year that the person is a selected public service body, charity or qualifying non-profit organization and within four years after the day that is

(*a*) where the person is a registrant, the day on or before which the person is required to file the return under Division V for the period; and

(*b*) where the person is not a registrant, the last day of the period.

Demande de remboursement

(5) Le remboursement est accordé pour la taxe exigée non admise au crédit d'une période de demande d'un exercice si la personne en fait la demande après le premier jour de l'exercice où elle est un organisme déterminé de services publics, un organisme de bienfaisance ou un organisme à but non lucratif admissible et dans les quatre ans suivant le jour ci-après :

a) si la personne est un inscrit, le jour où elle est tenue de produire une déclaration aux termes de la section V pour la période de demande;

b) sinon, le dernier jour de la période de demande.

Limitation

(6) Except where subsection (10) or (11) applies, a person shall not make more than one application for rebates under this section for any claim period of the person.

Une demande par période

(6) Sauf en cas d'application des paragraphes (10) ou (11), une personne ne peut faire plus d'une demande de remboursement par période de demande.

Selected public service bodies

(7) Where a selected public service body described in any of paragraphs (*a*) to (*e*) of the definition of that expression in subsection (1) acquires or imports property or a service primarily for consumption, use or supply in the course of activities engaged in by another person described in any other of those paragraphs, for the purpose of determining the amount of a rebate under this section to the body in respect of the non-creditable tax charged in respect of the property or service for any claim period of the body, the body shall be deemed to be engaged in those activities.

Organisme déterminé de services publics

(7) L'organisme déterminé de services publics qui acquiert ou importe un bien ou un service pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre des activités exercées par un autre organisme déterminé de services publics est réputé, aux fins du calcul du montant remboursable au titre de la taxe exigée non admise au crédit relativement au bien ou au service pour une de ses périodes de demande, exercer ces activités.

Idem

(8) Where a person acquires or imports property or a service primarily for consumption, use or supply in the course of activities engaged in by the person acting in the capacity of a selected public service body described in any of paragraphs (*a*) to (*e*) of the definition of that expression in subsection (1), the amount of any rebate under this section to the person in respect of the non-creditable tax charged in respect of the property or service for a claim

Idem

(8) Le montant remboursable à une personne au titre de la taxe exigée non admise au crédit pour une période de demande relativement à un bien ou à un service qu'elle acquiert ou importe pour consommation, utilisation ou fourniture principalement dans le cadre des activités qu'elle exerce en sa qualité d'organisme déterminé de services publics est calculé comme si elle n'était pas un tel organisme.

period shall be determined as if the person were not a selected public service body described in any other of those paragraphs.

Prescribed percentage

(9) Notwithstanding subsection 31(4) of the *Interpretation Act*, a provision of a regulation made under this Part that prescribes a percentage for the purposes of this section shall not be repealed, amended or varied to have the effect of changing the percentage applicable to a person.

Pourcentage réglementaire

(9) Malgré le paragraphe 31(4) de la *Loi d'interprétation*, une disposition réglementaire prise en application de la présente partie en vue de fixer un pourcentage pour l'application du présent article ne peut être modifiée ni abrogée ni remplacée de façon à changer le pourcentage applicable à une personne.

Application by branches or divisions

(10) Where a person who is entitled to a rebate under subsection (3) or (4) is engaged in one or more activities in separate branches or divisions and is authorized under subsection 239(2) to file separate returns under Division V in relation to a branch or division, the person

(*a*) shall file separate applications under this section in respect of the branch or division; and

(*b*) shall not make more than one such application in respect of the branch or division for any claim period of the person.

Demandes de succursales et divisions

(10) La personne qui a droit au remboursement, qui exerce des activités dans des succursales ou divisions distinctes et qui est autorisée par le paragraphe 239(2) à produire des déclarations distinctes aux termes de la section V relativement à une succursale ou division est tenue de produire des demandes distinctes aux termes du présent article relativement à la succursale ou division et ne peut présenter plus d'une demande de remboursement relativement à la succursale ou division par période de demande.

Application of section 239

(11) Where a person who has not made an application under section 239 is entitled to a rebate under subsection (3) or (4) and is engaged in one or more activities in separate branches or divisions,

(*a*) section 239 applies to the person as if the references therein to "commercial activities" were references to "activities", as if the references therein to "returns under this Division" and "returns" were references to "applications under section 259", and as if the references therein to "registrant" were references to "person";

(*b*) where, because of this subsection, a branch or division of the person is authorized under section 239 to file separate applications for rebates under this section, the person shall not make more than one such application in respect of the branch or division for any claim period of the person; and

(*c*) where, because of this subsection, the person is authorized under section 239 to file separate applications for rebates under this section in relation to a branch or

Demande selon l'article 239

(11) Les règles suivantes s'appliquent à la personne qui n'a pas présenté de demande en vertu de l'article 239, qui a droit au remboursement et qui exerce des activités dans des succursales ou divisions distinctes :

a) pour l'application de l'article 239 à la personne, les mentions de « activité commerciale », « déclarations distinctes aux termes de la présente section » et « l'inscrit » à cet article valent respectivement mention de « activité », « demandes distinctes aux termes de l'article 259 » et « la personne »;

b) si, par l'effet du présent paragraphe, une succursale ou division de la personne est autorisée par l'article 239 à produire des demandes de remboursement distinctes aux termes du présent article, la personne ne peut présenter plus d'une demande relativement à la succursale ou division par période de demande;

c) la personne qui, par l'effet du présent paragraphe, est autorisée par l'article 239 à produire des demandes de remboursement distinctes aux termes du présent article

division and the person is required to file returns under Division V, the person shall file separate returns under that Division in respect of the branch or division.

relativement à une succursale ou division et qui est tenue de produire des déclarations aux termes de la section V doit produire des déclarations distinctes aux termes de cette section relativement à la succursale ou division.

Election

(12) A prescribed person may make an election under this subsection to determine, in accordance with prescribed rules, the rebates payable to the person under this section in respect of non-creditable tax charged in respect of property or services for claim periods during which the election is in effect.

Choix

(12) Une personne visée par règlement peut faire un choix pour que les montants qui lui sont remboursables en vertu du présent article au titre de la taxe exigée non admise au crédit relativement à des biens ou à des services pour les périodes de demande au cours desquelles le choix est en vigueur soient déterminés selon les dispositions réglementaires.

Time for making an election

(13) An election under subsection (12) by a person is not a valid election unless it is made on or before the day the person files with the Minister the application of the person for rebates under this section in respect of non-creditable tax charged for the claim period of the person that includes the day on which the election is to take effect, which day shall be the first day of a claim period of the person.

Moment du choix

(13) Le choix n'est valide que s'il est fait au plus tard le jour où la personne présente au ministre une demande concernant les montants qui lui sont remboursables en vertu du présent article au titre de la taxe exigée non admise au crédit pour la période de demande qui comprend le jour où le choix doit entrer en vigueur, lequel jour doit être le premier d'une période de demande de la personne.

Revocation

(14) An election made under subsection (12) by a person may be revoked by the person effective on the first day of a claim period of the person.

Révocation

(14) La personne peut révoquer son choix, auquel cas la révocation prend effet le premier jour d'une période de demande de cette personne.

Cessation

(15) An election made under subsection (12) by a person ceases to have effect at the earlier of

(*a*) the time at which the person ceases to be a prescribed person for the purposes of that subsection, and

(*b*) the time at which a revocation of the election becomes effective.

Cessation

(15) Le choix cesse d'être en vigueur au moment où la personne cesse d'être visée par règlement pour l'application du paragraphe (12) ou, s'il est antérieur, au moment où la révocation entre en vigueur.

(4) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

116. (1) Paragraph 261(2)(*c*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) a rebate of the amount is payable under subsection 215.1(1) or (2) or 216(6) or a refund of the amount is payable under section 69, 73, 74 or 76 of the *Customs Act* because of subsection 215.1(3) or 216(7).

116. (1) L'alinéa 261(2)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

c) un remboursement du montant est accordé en application des paragraphes 215.1(1) ou (2) ou 216(6) ou des articles 69, 73, 74 ou 76 de la *Loi sur les douanes* par l'effet des paragraphes 215.1(3) ou 216(7).

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 261(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 261(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

One application per month

(4) Subject to subsections (5) and (6), not more than one application for a rebate under this section may be made by a person in any calendar month.

(4) Sous réserve des paragraphes (5) ou (6), une personne ne peut présenter plus d'une demande de remboursement par mois.

Une demande par mois

Application by branches and divisions

(5) Where a person who is entitled to a rebate under this section is engaged in one or more activities in separate branches or divisions and is authorized under subsection 239(2) to file separate returns under Division V in relation to a branch or division,

(*a*) the person may file separate applications under this section in respect of the branch or division; and

(*b*) not more than one application for a rebate under this section in respect of the branch or division may be made by the person in any calender month.

(5) La personne qui a droit au remboursement, qui exerce des activités dans des succursales ou divisions distinctes et qui est autorisée par le paragraphe 239(2) à produire des déclarations distinctes aux termes de la section V relativement à une succursale ou division peut produire des demandes distinctes aux termes du présent article relativement à la succursale ou division mais ne peut présenter plus d'une demande de remboursement par mois relativement à la succursale ou division.

Demandes par succursales ou divisions

Application of s. 239

(6) Where a person who has not made an application under section 239 is entitled to a rebate under this section and is engaged in one or more activities in separate branches or divisions,

(*a*) section 239 applies to the person as if the references therein to "commercial activities" were references to "activities", as if the references therein to "returns under this Division" and "returns" were references to "applications under section 261", and as if the references therein to "registrant" were references to "person"; and

(*b*) where, because of this subsection, the person is authorized under section 239 to file separate applications for rebates under this section in relation to a branch or division, not more than one application for a rebate under this section in respect of the branch or division may be made by the person in any calendar month.

(6) Les règles suivantes s'appliquent à la personne qui n'a pas présenté de demande en vertu de l'article 239, qui a droit au remboursement et qui exerce des activités dans des succursales ou divisions distinctes :

a) pour l'application de l'article 239 à la personne, les mentions de « activité commerciale », « déclarations distinctes aux termes de la présente section » et « l'inscrit » à cet article valent respectivement mention de « activité », « demandes distinctes aux termes de l'article 261 » et « la personne »;

b) la personne qui, par l'effet du présent paragraphe, est autorisée par l'article 239 à produire des demandes de remboursement distinctes aux termes du présent article relativement à une succursale ou division ne peut présenter plus d'une demande par mois.

Demande selon l'article 239

(3) Subsection (1) applies to amounts paid as tax under Division III of the said Act on goods that are released (within the meaning assigned by subsection 2(1) of the *Customs Act*) after the day this Act is assented to.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux montants payés au titre de la taxe prévue à la section III de la même loi sur des produits dédouanés (au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*) après la sanction de la présente loi.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

117. (1) Subsection 262(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

117. (1) Le paragraphe 262(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Form and filing of application

262. (1) An application for a rebate under this Division (other than section 253) shall be made in prescribed form containing prescribed information and shall be filed with the Minister in prescribed manner.

262. (1) Une demande de remboursement selon la présente section, exception faite de l'article 253, est présentée au ministre en la forme et selon les modalités qu'il détermine et contient les renseignements requis.

Forme et production de la demande

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 262(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 262(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Group of individuals

(3) Where

(*a*) a supply of a single unit residential complex, a multiple unit residential complex that does not contain more than two residential units, a residential condominium unit or a share in a cooperative housing corporation is made to two or more individuals, or

(*b*) two or more individuals construct or substantially renovate, or engage another person to construct or substantially renovate, a single unit residential complex or a multiple unit residential complex that does not contain more than two residential units,

the references in sections 254 to 256 to a particular individual shall be read as references to all of those individuals as a group, but only one of those individuals may apply for the rebate under section 254, 254.1, 255 or 256, as the case may be, in respect of the complex, unit or share.

(3) Lorsque la fourniture d'un immeuble d'habitation à logement unique, d'un immeuble d'habitation à logements multiples de deux habitations, d'un logement en copropriété ou d'une part du capital social d'une coopérative d'habitation est effectuée au profit de plusieurs particuliers ou que plusieurs particuliers construisent ou font construire un immeuble d'habitation à logement unique ou un immeuble d'habitation à logements multiples de deux habitations, ou y font ou font faire des rénovations majeures, la mention d'un particulier aux articles 254 à 256 vaut mention de l'ensemble de ces particuliers en tant que groupe. Toutefois, seulement l'un d'entre eux peut demander le remboursement en application des articles 254, 254.1, 255 ou 256 relativement à l'immeuble, au logement ou à la part.

Groupe de particuliers

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

118. (1) All that portion of section 263 of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

118. (1) Le passage de l'article 263 de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Restriction on rebate

263. A rebate of an amount under subsection 215.1(1) or (2) or 216(6) or any of sections 252 to 261 or a refund of an amount that, because of subsection 215.1(3) or 216(7), is payable under section 69, 73, 74 or 76 of the *Customs Act*, shall not be paid to a person to the extent that it can reasonably be regarded that

263. Le remboursement d'un montant en application des paragraphes 215.1(1) ou (2), du paragraphe 216(6) ou de l'un des articles 252 à 261 ou d'un montant qui, par l'effet des paragraphes 215.1(3) ou 216(7), est payable en vertu des articles 69, 73, 74 ou 76 de la *Loi sur les douanes* n'est pas effectué au profit d'une personne dans la mesure où il est raisonnable de considérer qu'une des situations suivantes existe :

Restriction

(2) Subsection (1) applies to rebates of amounts paid as tax under Division III of the said Act on goods that are released (within the meaning assigned by subsection 2(1) of the *Customs Act*) after the day this Act is assented to.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux remboursements de montants versés à titre de taxe aux termes de la section III de la même loi sur des produits dédouanés, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*, après la sanction de la présente loi.

119. (1) The said Act is further amended to adding thereto, immediately after section 263 thereof, the following section:

119. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 263, de ce qui suit :

Idem

263.1 Where a trustee is appointed under the *Bankruptcy and Insolvency Act* to act in the administration of the estate of a bankrupt, a rebate under this Part that the bankrupt was entitled to claim before the appointment shall not be paid to the bankrupt after the appointment unless all returns required under this Part to be filed for, or in respect of acquisitions of real property made in, reporting periods of the bankrupt ending before the appointment have been filed and all amounts required under this Part to be remitted by the bankrupt and all amounts payable under this Part by the bankrupt as penalty, interest, an instalment or a repayment in respect of those reporting periods have been remitted or paid, as the case may be.

Restriction — faillite

263.1 En cas de nomination, en application de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, d'un syndic pour voir à l'administration de l'actif d'un failli, un remboursement prévu par la présente partie auquel le failli a droit avant la nomination n'est effectué à son profit après la nomination que si toutes les déclarations à produire en application de la présente partie pour l'ensemble des périodes de déclaration du failli qui prennent fin avant la nomination, ou relativement à des acquisitions d'immeubles effectuées au cours de ces périodes, ont été produites et que si les montants à verser par le failli en application de la présente partie ainsi que les montants payables par lui en vertu de cette partie au titre des pénalités, intérêts, acomptes provisionnels ou restitutions relativement à ces périodes ont été versés ou payés.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

120. (1) Subsection 264(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

120. (1) Le paragraphe 264(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Overpayment of rebate or interest

264. (1) Where an amount is paid to, or applied to a liability of, a person as a rebate under section 215.1 or this Division (other than section 253) or as interest under section 297 and the person is not entitled to the rebate or interest, as the case may be, or the amount paid or applied exceeds the rebate or interest, as the case may be, to which the person is entitled, the person shall pay to the Receiver General an amount equal to the rebate, interest or excess, as the case may be, not later than

(*a*) where the person is a registrant and the reporting period of the person in which the amount is paid to, or applied to a liability of, the person is a fiscal month or fiscal quarter of the person, the day that is one month after the end of that reporting period; and

Montant remboursé en trop ou intérêts payés en trop

264. (1) Lorsqu'est payé à une personne, ou déduit d'une somme dont elle est redevable, un montant au titre d'un remboursement prévu à l'article 215.1 ou à la présente section, sauf l'article 253, ou des intérêts prévus à l'article 297, auquel la personne n'a pas droit ou qui excède le montant auquel elle a droit, la personne est tenue de verser au receveur général un montant égal au montant remboursé, aux intérêts ou à l'excédent au plus tard :

a) s'il s'agit d'un inscrit dont la période de déclaration au cours de laquelle le montant est payé ou déduit correspond à son mois d'exercice ou à son trimestre d'exercice, un mois après la fin de cette période;

(*b*) in any other case, the last day of the month immediately following the month in which the amount is so paid or applied.

b) dans les autres cas, le dernier jour du mois suivant celui au cours duquel le montant est payé ou déduit.

(2) Subsection 264(1) of the said Act, as enacted by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 264(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Overpayment of rebate or interest

264. (1) Where an amount is paid to, or applied to a liability of, a person as a rebate under section 215.1, subsection 216(6) or this Division (other than section 253) or as interest under section 297 and the person is not entitled to the rebate or interest, as the case may be, or the amount paid or applied exceeds the rebate or interest, as the case may be, to which the person is entitled, the person shall pay to the Receiver General an amount equal to the rebate, interest or excess, as the case may be, on the day the amount is paid to, or applied to a liability of, the person.

Montant remboursé en trop ou intérêts payés en trop

264. (1) Lorsqu'est payé à une personne, ou déduit d'une somme dont elle est redevable, un montant au titre d'un remboursement prévu à l'article 215.1, au paragraphe 216(6) ou à la présente section, sauf l'article 253, ou des intérêts prévus à l'article 297 auquel la personne n'a pas droit ou qui excède le montant auquel elle a droit, la personne est tenue de verser au receveur général un montant égal au montant remboursé, aux intérêts ou à l'excédent le jour de ce paiement ou de cette déduction.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) Subsection (2) applies to any amount paid to, or applied to a liability of, a person after 1992 except that, in applying subsection 264(1) of the said Act, as enacted by subsection (2), before the day this Act is assented to, it shall be read without reference to "subsection 216(6)".

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux montants payés à une personne, ou déduits d'une somme dont elle est redevable, après 1992. Toutefois, pour l'application du paragraphe 264(1) de la même loi, édicté par le paragraphe (2), avant la sanction de la présente loi, il n'est pas tenu compte du renvoi au paragraphe 216(6).

1990, c. 45, s. 12(1)

121. (1) All that portion of subsection 265(1) of the English version of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

121. (1) Le passage du paragraphe 265(1) de la version anglaise de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Bankruptcies

265. (1) For the purposes of this Part, where on a particular day a person becomes a bankrupt,

Bankruptcies

265. (1) For the purposes of this Part, where on a particular day a person becomes a bankrupt,

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 265(1)(*c*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) L'alinéa 265(1)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(*c*) the property and money of the bankrupt immediately before that time shall be deemed not to pass to and be vested in the trustee in bankruptcy on the receiving order being made or the assignment in bankruptcy being filed but to remain vested in the bankrupt;

c) les biens et l'argent du failli, immédiatement avant la faillite, sont réputés ni être passés au syndic, ni lui être dévolus au moment de la prise de l'ordonnance de séquestre ou du dépôt de la cession, mais demeurer la propriété du failli;

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subparagraph 265(1)(*d*)(i) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(i) the trustee is liable for payment of tax payable before that time and for the remittance of tax collected before that time only to the extent of the property and money of the bankrupt in possession of the trustee available to satisfy the liability, and

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Le sous-alinéa 265(1)*d*)(i) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(i) le syndic n'est responsable que jusqu'à concurrence des biens et de l'argent en sa possession disponibles pour éteindre l'obligation,

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) All that portion of paragraph 265(1)(*d*) of the said Act, as amended by subsection (3), preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*d*) the bankrupt and the trustee in bankruptcy are jointly and severally liable for the payment or remittance of all amounts (other than amounts that relate solely to activities to which the bankruptcy does not relate and in which the bankrupt begins to engage after the bankruptcy) that become payable or remittable by the bankrupt under this Part before or during the period beginning at that time and ending with the discharge of the trustee under the *Bankruptcy and Insolvency Act* except that

(i) the trustee is liable for the payment or remittance of amounts that became payable or remittable before that time only to the extent of the property and money of the bankrupt in possession of the trustee available to satisfy the liability, and

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Le passage de l'alinéa 265(1)*d*) de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) le failli et le syndic sont solidairement tenus au paiement ou au versement des montants, sauf ceux qui se rapportent uniquement à des activités non visées par la faillite que le failli commence à exercer après celle-ci, devenus payables ou à verser par le failli en vertu de la présente partie avant ou pendant la période allant du jour de la faillite jusqu'à la libération du syndic en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*; toutefois :

1990, c. 45, s. 12(1); 1992, c. 27, par. 90(1)(*p*)

(5) Paragraph 265(1)(*i*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*i*) the property and money held by the trustee for the bankrupt immediately before an order of absolute discharge of the bankrupt is granted under the *Bankruptcy and Insolvency Act* shall be deemed not to pass to the bankrupt on the order being granted but to have been held by and vested in the bankrupt continuously since the day it was acquired by the bankrupt or the trustee, as the case may be.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(5) L'alinéa 265(1)*i*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

i) les biens et l'argent que le syndic détient pour le failli immédiatement avant que l'ordonnance soit rendue sont réputés ne pas être passés au failli au moment où l'ordonnance est rendue, mais avoir été dévolus au failli et détenus par lui sans interruption depuis le jour où ils ont été acquis par lui ou le syndic.

(6) Paragraphs 265(1)(*c*) to (*i*) of the said Act, as amended by subsections (2) to (5), are repealed and the following substituted therefor:

(*c*) the property and money of the person immediately before the particular day shall be deemed not to pass to and be vested in the trustee in bankruptcy on the receiving order being made or the assignment in bankruptcy being filed but to remain vested in the bankrupt;

(*d*) the trustee in bankruptcy, and not the person, is liable for the payment or remittance of all amounts (other than amounts that relate solely to activities in which the person begins to engage on or after the particular day and to which the bankruptcy does not relate) that become payable or remittable by the person under this Part during the period beginning on the day immediately after the day the trustee became the trustee in bankruptcy of the person and ending on the day the discharge of the trustee is granted under the *Bankruptcy and Insolvency Act*, except that

(i) the trustee is liable for the payment or remittance of amounts that became payable or remittable by the person after the particular day in respect of periods that ended on or before the particular day, or of amounts that became payable or remittable by the person after the particular day in respect of supplies of real property made to the person on or before the particular day, only to the extent of the property and money of the person in possession of the trustee available to satisfy the liability,

(ii) the trustee is not liable for the payment or remittance of any amount for which a receiver (within the meaning assigned by subsection 266(1)) is liable under section 266, and

(iii) the payment or remittance by the person of an amount in respect of the liability shall discharge the liability of the trustee to the extent of that amount;

(*e*) where, on the particular day the person is registered under Subdivision d of Divi-

(6) Les alinéas 265(1)*c*) à *i*) de la même loi, modifiés par les paragraphes (2) à (5), sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

c) les biens et l'argent du failli, immédiatement avant le jour de la faillite, sont réputés ni être passés au syndic, ni lui être dévolus au moment de la prise de l'ordonnance de séquestre ou du dépôt de la cession, mais demeurer la propriété du failli;

d) le syndic, et non le failli, est tenu au paiement ou au versement des montants, sauf ceux qui se rapportent uniquement à des activités non visées par la faillite que le failli commence à exercer au plus tôt le jour de celle-ci, devenus payables ou à verser par le failli en vertu de la présente partie pendant la période allant du lendemain du jour où le syndic est devenu le syndic du failli jusqu'au jour de la libération du syndic en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*; toutefois :

(i) la responsabilité du syndic à l'égard de paiement ou du versement de montants devenus payables ou à verser par le failli après le jour de la faillite soit pour des périodes ayant pris fin au plus tard ce jour-là, soit relativement à des fournitures d'immeubles effectuées au profit du failli au plus tard ce jour-là, se limite aux biens et à l'argent du failli en la possession du syndic et disponibles pour éteindre l'obligation,

(ii) le syndic n'est pas responsable du paiement ou du versement d'un montant pour lequel un séquestre (au sens du paragraphe 266(1)) est responsable en vertu de l'article 266,

(iii) le paiement ou le versement d'un montant par le failli au titre de l'obligation éteint d'autant l'obligation du syndic;

e) si le failli est inscrit aux termes de la sous-section d de la section V le jour de la faillite, l'inscription continue d'être valable pour ses activités visées par la faillite comme si le syndic était l'inscrit relativement à ces activités, mais cesse de l'être pour ce qui est des activités non visées par la faillite que le failli commence à exercer au plus tôt le jour de celle-ci;

sion V, the registration continues in relation to the activities of the person to which the bankruptcy relates as though the trustee in bankruptcy were the registrant in respect of those activities and ceases to apply to the activities of the person in which the person begins to engage on or after the particular day and to which the bankruptcy does not relate;

(*f*) where, on or after the particular day the person begins to engage in particular activities to which the bankruptcy does not relate, the particular activities shall be deemed to be separate from the activities of the person to which the bankruptcy relates as though the particular activities were activities of a separate person, and the person may

(i) apply for, and be granted, registration under Subdivision d of Division V, and

(ii) establish fiscal periods and establish and make elections respecting reporting periods,

in relation to the particular activities as though they were the only activities of the person;

(*g*) the reporting periods of the person begin and end on the days on which they would have begun and ended if the bankruptcy had not occurred, except that

(i) the reporting period of the person during which the person becomes a bankrupt shall end on the particular day and a new reporting period of the person in relation to the activities of the person to which the bankruptcy relates shall begin on the day immediately after the particular day, and

(ii) the reporting period of the person, in relation to the activities of the person to which the bankruptcy relates, during which the trustee in bankruptcy is discharged under the *Bankruptcy and Insolvency Act* shall end on the day the discharge is granted;

(*h*) subject to paragraph (*j*), the trustee in bankruptcy shall file with the Minister in prescribed form containing prescribed information all returns in respect of

f) les activités non visées par la faillite que le failli commence à exercer au plus tôt le jour de la faillite sont réputées être distinctes des activités du failli qui sont visées par la faillite comme si les activités non visées étaient celles d'une autre personne; le failli peut, à l'égard des activités non visées, demander et obtenir l'inscription aux termes de la sous-section d de la section V, établir des exercices et faire des choix relativement à des périodes de déclaration comme si ces activités étaient les seules qu'il exerçait;

g) la faillite n'a aucune incidence sur le début et la fin des périodes de déclaration du failli; toutefois :

(i) la période de déclaration qui comprend le jour de la faillite prend fin ce jour-là, et une nouvelle période de déclaration concernant les activités visées par la faillite commence le lendemain,

(ii) la période de déclaration, concernant les activités visées par la faillite, qui comprend le jour de la libération du syndic en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* prend fin ce jour-là;

h) sous réserve de l'alinéa *j*), le syndic est tenu de présenter au ministre, en la forme déterminée par celui-ci, les déclarations — que le failli est tenu de produire aux termes de la présente partie — contenant les renseignements requis concernant les activités du failli, ou les fournitures d'immeubles, visées par la faillite, exercées ou effectuées au profit du failli au cours des périodes de déclaration du failli qui ont pris fin pendant la période commençant le lendemain de la faillite et se terminant le jour de la libération du syndic en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, comme si ces activités étaient les seules que le failli exerçait;

i) sous réserve de l'alinéa *j*), si le failli ne produit pas, au plus tard le jour de la faillite, la déclaration qu'il est tenu de produire en vertu de la présente partie soit pour sa période de déclaration se terminant au plus tard ce jour-là et au cours de son exercice qui comprend ce jour, ou immédiatement

(i) the activities of the person to which the bankruptcy relates for, or

(ii) supplies of real property to which the bankruptcy relates and that are made to the person in,

reporting periods of the person ending in the period beginning on the day immediately after the particular day and ending on the day the discharge of the trustee is granted under the *Bankruptcy and Insolvency Act* and that are required under this Part to be filed by the person, as if those activities were the only activities of the person;

(*i*) subject to paragraph (*j*), if the person has not on or before the particular day filed a return required under this Part to be filed by the person for, or in respect of a supply of real property made to the person in, a reporting period of the person ending

(i) on or before the particular day, and

(ii) in, or immediately before, the fiscal year of the person that included the particular day,

the trustee in bankruptcy shall, unless the Minister waives in writing the requirement for the trustee to file the return, file with the Minister in prescribed form containing prescribed information a return for that reporting period of the person or in respect of that supply, as the case may be;

(*j*) where there is a receiver (within the meaning assigned by subsection 266(1)) with authority in respect of a business, a property, affairs or assets of the person, the trustee in bankruptcy is not required

(i) to include in any return any information that the receiver is required under section 266 to include in a return, or

(ii) to file a return in respect of any supply of real property made to the person in respect of which the receiver is required under section 266 to file a return; and

(*k*) the property and money held by the trustee in bankruptcy for the person on the day an order of absolute discharge of the person is granted under the *Bankruptcy and Insolvency Act* shall be deemed not to pass to the person on the order being granted but

avant cet exercice, soit relativement à une fourniture d'immeuble effectuée à son profit au cours de cette période, le syndic est tenu de présenter au ministre, en la forme déterminée par celui-ci, une déclaration pour cette période ou relativement à cette fourniture contenant les renseignements requis, sauf si le ministre renonce par écrit à exiger cette déclaration du syndic;

j) lorsqu'un séquestre (au sens du paragraphe 266(1)) est investi de pouvoirs relativement à une entreprise, à un bien, aux affaires ou à des éléments d'actif du failli, le syndic n'est pas tenu :

(i) d'inclure dans une déclaration les renseignements que le séquestre est tenu d'y inclure en vertu de l'article 266,

(ii) de produire une déclaration concernant une fourniture d'immeuble effectuée au profit du failli et à l'égard de laquelle le séquestre est tenu de produire une déclaration en vertu de l'article 266;

k) les biens et l'argent que le syndic détient pour le failli le jour où une ordonnance de libération absolue de ce dernier est rendue en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* sont réputés ne pas être passés au failli au moment où l'ordonnance est rendue, mais avoir été dévolus au failli et détenus par lui sans interruption depuis le jour où ils ont été acquis par lui ou le syndic.

to have been held by and vested in the person continuously since the day it was acquired by the person or the trustee, as the case may be.

(7) Subsections (1) and (6) apply to persons who become bankrupt after 1992 and to persons appointed as their trustees in bankruptcy.

(8) Subsections (2), (3) and (5) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(9) Subsection (4) applies to amounts that become payable or remittable by a bankrupt after September 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

122. (1) All that portion of paragraph 266(1)(*c*) of the said Act preceding subparagraph (ii) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) the person and the receiver are jointly and severally liable for the payment or remittance of all amounts (other than amounts that relate solely to activities of the person to which the appointment does not relate) that become payable or remittable by the person under this Part before that time or during the period during which the receiver is acting as receiver for the person, except that

(i) the receiver is liable for the payment or remittance of amounts that became payable or remittable before that time only to the extent of the property and money of the person in possession or under the control of the receiver, and

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Section 266 of the said Act, as amended by subsection (1), is repealed and the following substituted therefor:

Definitions

"business" « *entreprise* »
"receiver" « *séquestre* »

266. (1) In this section,

"business" includes a part of a business;

"receiver" means a person who

(*a*) under the authority of a debenture, bond or other debt security, of a court order or of an Act of Parliament or of the legislature of a province, is empowered to operate or manage a business or a property of another person,

(7) Les paragraphes (1) et (6) s'appliquent aux personnes qui deviennent faillies après 1992 ainsi qu'à leur syndic.

(8) Les paragraphes (2), (3) et (5) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(9) Le paragraphe (4) s'applique aux montants devenus payables ou à verser par un failli après septembre 1992.

1990, ch. 45, par. 12(1)

122. (1) Le passage de l'alinéa 266(1)*c*) de la même loi qui précède le sous-alinéa (ii) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) la personne et le séquestre sont solidairement tenus au paiement ou au versement des montants, sauf ceux qui se rapportent uniquement à des activités non visées par la nomination, devenus payables ou à verser par la personne en vertu de la présente partie avant la nomination ou au cours de la période où le séquestre agit à ce titre pour la personne; toutefois :

(i) le séquestre n'est responsable que jusqu'à concurrence des biens et de l'argent qui sont en sa possession ou qu'il contrôle,

(2) L'article 266 de la même loi, modifié par le paragraphe (1), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Définitions

« actif pertinent » "*relevant assets*"

266. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« actif pertinent »

a) Si le pouvoir d'un séquestre porte sur l'ensemble des biens, des entreprises, des affaires et des éléments d'actif d'une personne, cet ensemble;

(*b*) is appointed by a trustee under a trust deed in respect of a debt security to exercise the authority of the trustee to manage or operate a business or a property of the debtor under the debt security,

(*c*) is appointed by a bank to act as agent of the bank in the exercise of the authority of the bank under subsection 426(3) of the *Bank Act* in respect of property of another person,

(*d*) is appointed as a liquidator to liquidate the assets of a corporation or to wind up the affairs of a corporation, or

(*e*) is appointed as a committee, guardian or curator with authority to manage and care for the affairs and assets of an individual who is incapable of managing those affairs and assets,

and includes a person who is appointed to exercise the authority of a creditor under a debenture, bond or other debt security to operate or manage a business or a property of another person but, where a person is appointed to exercise the authority of a creditor under a debenture, bond or other debt security to operate or manage a business or a property of another person, does not include that creditor;

"relevant assets" of a receiver means

(*a*) where the receiver's authority relates to all the properties, businesses, affairs and assets of a person, all those properties, businesses, affairs and assets, and

(*b*) where the receiver's authority relates to only part of the properties, businesses, affairs or assets of a person, that part of the properties, businesses, affairs or assets, as the case may be.

"relevant assets" « *actif pertinent* »

Receivers

(2) For the purposes of this Part, where on a particular day a receiver is vested with authority to manage, operate, liquidate, or wind up any business or property, or to manage and care for the affairs and assets, of a person,

(*a*) the receiver shall be deemed to be an agent of the person and any supply made or

b) si ce pouvoir ne porte que sur une partie des biens, des entreprises, des affaires et des éléments d'actif d'une personne, cette partie.

« entreprise » Est assimilée à une entreprise une partie de l'entreprise. « entreprise » "*business*"

« séquestre » Personne qui, selon le cas : « séquestre » "*receiver*"

a) par application d'une obligation ou autre titre de créance, de l'ordonnance d'un tribunal ou d'une loi fédérale ou provinciale, a le pouvoir de gérer ou d'exploiter les entreprises ou les biens d'un tiers;

b) est nommée par un fiduciaire aux termes d'un acte de fiducie relativement à un titre de créance, pour exercer le pouvoir du fiduciaire de gérer ou d'exploiter les entreprises ou les biens du débiteur du titre;

c) est nommée par une banque à titre de mandataire de la banque lors de l'exercice du pouvoir de celle-ci visé au paragraphe 426(3) de la *Loi sur les banques* relativement aux biens d'une autre personne;

d) est nommée à titre de liquidateur pour liquider les biens ou les affaires d'une personne morale;

e) est nommée à titre de curateur ou de tuteur ayant le pouvoir de gérer les affaires et les biens d'un incapable.

Est assimilée au séquestre la personne nommée pour exercer le pouvoir d'un créancier, aux termes d'une obligation ou autre titre de créance, de gérer ou d'exploiter les entreprises ou les biens d'un tiers, à l'exclusion du créancier.

Séquestres

(2) Dans le cas où un séquestre est investi, à une date donnée, du pouvoir de gérer, d'exploiter ou de liquider l'entreprise ou les biens d'une personne, ou de gérer ses affaires et ses éléments d'actif, les règles suivantes s'appliquent aux fins de la présente partie :

a) le séquestre est réputé agir à titre de mandataire de la personne, et tout bien ou

received and any act performed by the receiver in respect of the relevant assets of the receiver shall be deemed to have been made, received or performed, as the case may be, by the receiver as agent on behalf of the person;

(*b*) the receiver shall be deemed not to be a trustee of the estate of the person or any part of the estate of the person;

(*c*) where the relevant assets of the receiver are a part and not all of the person's businesses, properties, affairs or assets, the relevant assets of the receiver shall be deemed to be, throughout the period during which the receiver is acting as receiver of the person, separate from the remainder of the businesses, properties, affairs or assets of the person as though the relevant assets were businesses, properties, affairs or assets, as the case may be, of a separate person;

(*d*) the person and the receiver are jointly and severally liable for the payment or remittance of all amounts that become payable or remittable by the person under this Part before or during the period during which the receiver is acting as receiver of the person to the extent that the amounts can reasonably be considered to relate to the relevant assets of the receiver or to the businesses, properties, affairs or assets of the person that would have been the relevant assets of the receiver if the receiver had been acting as receiver of the person at the time the amounts became payable or remittable, as the case may be, except that

(i) the receiver is liable for the payment or remittance of amounts that became payable or remittable before that period only to the extent of the property and money of the person in possession or under the control and management of the receiver after

(A) satisfying the claims of creditors whose claims ranked, on the particular day, in priority to the claim of the Crown in respect of the amounts, and

(B) paying any amounts that the receiver is required to pay to a trustee in bankruptcy of the person,

service qu'il fournit ou reçoit, et tout acte qu'il accomplit, relativement à l'actif pertinent, sont réputés fournis, reçus et accomplis à ce titre;

b) le séquestre est réputé n'être le fiduciaire d'aucun des éléments d'actifs de la personne;

c) lorsqu'il ne représente qu'une partie des entreprises, des biens, des affaires ou des éléments d'actif de la personne, l'actif pertinent est réputé être distinct du reste des entreprises, des biens, des affaires ou des éléments d'actif de la personne, durant la période où le séquestre agit à ce titre pour la personne, comme si l'actif pertinent représentait les entreprises, les biens, les affaires et les éléments d'actif d'une autre personne;

d) la personne et le séquestre sont solidairement tenus au paiement ou au versement des montants devenus payables ou à verser par la personne en vertu de la présente partie avant ou pendant la période où le séquestre agit à ce titre pour la personne, dans la mesure où il est raisonnable de considérer que les montants se rapportent à l'actif pertinent ou aux entreprises, aux biens, aux affaires ou aux éléments d'actif de la personne qui auraient constitué l'actif pertinent si le séquestre avait agi à ce titre pour la personne au moment où les montants sont devenus payables ou à verser; toutefois :

(i) le séquestre n'est tenu de payer ou de verser les montants devenus payables ou à verser avant cette période que jusqu'à concurrence des biens et de l'argent de la personne qui sont en sa possession ou qu'il contrôle et gère après avoir, à la fois :

(A) réglé les réclamations de créanciers qui, à la date donnée, peuvent être réglées par priorité sur les réclamations de Sa Majesté relativement aux montants,

(B) versé les sommes qu'il est tenu de payer au syndic de faillite de la personne,

(ii) la personne n'est pas tenue de verser la taxe perçue ou percevable par le séquestre,

(ii) the person is not liable for the remittance of any tax collected or collectible by the receiver, and

(iii) the payment or remittance by the person or the receiver of an amount in respect of the liability shall discharge the joint liability to the extent of that amount;

(*e*) the reporting periods of the person begin and end on the days on which they would have begun and ended if the vesting had not occurred, except that

(i) the reporting period of the person, in relation to the relevant assets of the receiver, during which the receiver begins to act as receiver of the person, shall end on the particular day and a new reporting period of the person in relation to the relevant assets shall begin on the day immediately after the particular day, and

(ii) the reporting period of the person, in relation to the relevant assets, during which the receiver ceases to act as receiver of the person, shall end on the day the receiver ceases to act as receiver of the person;

(*f*) the receiver shall file with the Minister in prescribed form containing prescribed information all returns in respect of the relevant assets of the receiver for, or in respect of supplies of real property that can reasonably be considered to relate to the relevant assets and that were made to the person in, reporting periods ending in the period during which the receiver is acting as receiver and that are required under this Part to be made by the person, as if the relevant assets were the only properties, businesses, affairs and assets of the person;

(*g*) if the person has not on or before the particular day filed a return required under this Part to be filed by the person for a reporting period of the person ending

(i) on or before the particular day, and

(ii) in, or immediately before, the fiscal year of the person that included the particular day,

(iii) le paiement ou le versement d'un montant par le séquestre ou la personne au titre de l'obligation éteint d'autant l'obligation;

e) le fait que le séquestre soit investi du pouvoir relativement à la personne n'a aucune incidence sur le début ou la fin des périodes de déclaration de la personne; toutefois :

(i) la période de déclaration de la personne, en ce qui concerne l'actif pertinent, au cours de laquelle le séquestre commence à agir à ce titre pour la personne prend fin à la date donnée, et une nouvelle période de déclaration, en ce qui concerne l'actif pertinent, commence le lendemain,

(ii) la période de déclaration de la personne, en ce qui concerne l'actif pertinent, au cours de laquelle le séquestre cesse d'agir à ce titre pour la personne prend fin le jour où le séquestre cesse d'agir ainsi;

f) le séquestre est tenu de présenter au ministre, en la forme déterminée par celui-ci, les déclarations contenant les renseignements requis — que la personne est tenue de produire aux termes de la présente partie — concernant l'actif pertinent pour les périodes de déclaration de la personne se terminant au cours de la période où le séquestre agit à ce titre, ou relatif aux fournitures d'immeubles qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant à l'actif pertinent, effectuées au profit de la personne au cours de ces périodes, comme si l'actif pertinent représentait les seuls biens, entreprises, affaires ou éléments d'actif de la personne;

g) si la personne ne produit pas, au plus tard à la date donnée, toute déclaration qu'elle est tenue de produire en vertu de la présente partie pour ses périodes de déclaration se terminant au plus tard à cette date et au cours de son exercice qui comprend cette date, ou immédiatement avant cet exercice, le séquestre est tenu de présenter au ministre, en la forme déterminée par celui-ci, une déclaration pour cette période contenant les

the receiver shall, unless the Minister waives in writing the requirement for the receiver to file the return, file with the Minister in prescribed form containing prescribed information a return for that reporting period that relates to the businesses, properties, affairs or assets of the person that would have been the relevant assets of the receiver if the receiver had been acting as receiver of the person during that reporting period; and

(*h*) if the person has not on or before the particular day filed a return required under this Part to be filed by the person in respect of a supply of real property made to the person in a reporting period of the person ending

(i) on or before the particular day, and

(ii) in, or immediately before, the fiscal year of the person that included the particular day,

and that can reasonably be considered to relate to the businesses, properties, affairs or assets of the person that would have been the relevant assets of the receiver if the receiver had been acting as receiver of the person during that reporting period, the receiver shall, unless the Minister waives in writing the requirement for the receiver to file the return, file with the Minister in prescribed form containing prescribed information a return in respect of the supply.

renseignements requis et concernant les entreprises, les biens, les affaires ou les éléments d'actif de la personne qui auraient constitué l'actif pertinent si le séquestre avait agi à ce titre au cours de cette période, sauf si le ministre renonce par écrit à exiger cette déclaration du séquestre;

h) si la personne ne produit pas, au plus tard à la date donnée, toute déclaration qu'elle est tenue de produire en vertu de la présente partie relativement à une fourniture d'immeuble effectuée à son profit au cours de sa période de déclaration se terminant au plus tard à cette date et au cours de son exercice qui comprend cette date, ou immédiatement avant cet exercice, et qu'il est raisonnable de considérer comme se rapportant aux entreprises, aux biens, aux affaires ou aux éléments d'actif de la personne qui auraient constitué l'actif pertinent si le séquestre avait agi à ce titre au cours de cette période, le séquestre est tenu de présenter au ministre, en la forme déterminée par celui-ci, une déclaration concernant la fourniture et contenant les renseignements requis, sauf si le ministre renonce par écrit à exiger la déclaration du séquestre.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, with respect to amounts that become payable or remittable before October 1992, all that portion of paragraph 266(1)(*c*) of the said Act preceding subparagraph (ii) thereof, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

(*c*) the receiver and the person are jointly and severally liable for the payment of any tax payable by the person before that time or during the period during which the receiver is acting as receiver for the person and for the remittance of any tax collected by the person before that time or during that period, except that

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, en ce qui concerne les montants devenus payables ou à verser avant octobre 1992, le passage de l'alinéa 266(1)*c*) de la même loi qui précède le sous-alinéa (ii), édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

c) le séquestre et la personne sont solidairement tenus au paiement de la taxe payable par la personne avant la nomination ou au cours de la période où le séquestre agit à ce titre pour la personne, ainsi qu'au versement de la taxe perçue par elle avant la nomination ou au cours de cette période; toutefois :

(i) the receiver is liable for the payment of tax payable before that time and the remittance of tax collected before that time only to the extent of the property and money of the person in possession or under the control and management of the receiver, and

(i) le séquestre n'est responsable que jusqu'à concurrence des biens et de l'argent qui sont en sa possession ou qu'il contrôle et gère,

(4) Subsection (2) applies to receivers who are vested with authority or appointed after 1992 and to the persons in respect of whose businesses, properties, affairs or assets those receivers are vested with authority or are appointed.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux séquestres qui sont investis de pouvoirs ou nommés après 1992 ainsi qu'aux personnes dont les entreprises, les biens, les affaires ou les éléments d'actif sont visés par les pouvoirs ou la nomination d'un séquestre.

1990, c. 45, s. 12(1)

123. (1) Section 270 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

123. (1) L'article 270 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Definitions

270. (1) In this section,

Définitions

270. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

"receiver" *« séquestre »*

"receiver" means a person who is a receiver within the meaning assigned by subsection 266(1);

« représentant »

« représentant » *"representative"*

"representative" *« représentant »*

"representative" means

(*a*) a person, other than a trustee in bankruptcy or a receiver, who is administering, winding up, controlling or otherwise dealing with any property, business, commercial activity or estate of a registrant, and

(*b*) an executor, within the meaning assigned by subsection 267(2), of an individual who is a registrant.

a) Personne, autre qu'un syndic de faillite ou un séquestre, chargée de gérer, de liquider ou de contrôler les biens, les affaires, les activités commerciales ou la succession d'un inscrit, ou de s'en occuper de toute autre façon;

b) exécuteur, au sens du paragraphe 267(2), d'un particulier qui est un inscrit.

« séquestre » S'entend au sens du paragraphe 266(1).

« séquestre » *"receiver"*

Certificates for receivers

(2) Every receiver shall, before distributing to any person any property or money under the control of the receiver in the receiver's capacity as receiver, obtain a certificate from the Minister certifying that all amounts that are, or can reasonably be expected to become, payable or remittable under this Part by the receiver in that capacity in respect of the reporting period during which the distribution is made, or any previous reporting period, have been paid or that security for the payment or remittance of the amounts has, in accordance with this Part, been accepted by the Minister.

(2) Le séquestre est tenu d'obtenir du ministre, avant de distribuer des biens ou de l'argent qu'il contrôle à ce titre, un certificat confirmant que les montants qui sont payables ou à verser par lui à ce titre aux termes de la présente partie, ou dont il est raisonnable de s'attendre à ce qu'ils le deviennent, pour la période de déclaration comprenant le moment de la distribution, ou pour une période de déclaration antérieure, ont été payés ou qu'une garantie pour leur paiement ou versement a été acceptée par le ministre conformément à la présente partie.

Certificat au séquestre

Certificates for representatives

(3) Every representative of a registrant shall, before distributing to any person any property or money under the control of the representative in the representative's capacity as the representative, obtain a certificate from the Minister certifying that

(*a*) all amounts that are payable or remittable by the registrant under this Part in respect of the reporting period during which the distribution is made, or any previous reporting period, and

(*b*) all amounts that are, or can reasonably be expected to become, payable or remittable under this Part by the representative in that capacity in respect of the reporting period during which the distribution is made, or any previous reporting period,

have been paid or that security for the payment or remittance of the amounts has, in accordance with this Part, been accepted by the Minister.

Certificat au représentant

(3) Le représentant d'un inscrit est tenu d'obtenir du ministre, avant de distribuer des biens ou de l'argent qu'il contrôle à ce titre, un certificat confirmant que les montants suivants ont été payés ou qu'une garantie pour leur paiement ou versement a été acceptée par le ministre conformément à la présente partie :

a) les montants qui sont payables ou à verser par l'inscrit aux termes de la présente partie pour la période de déclaration qui comprend le moment de la distribution ou pour une période de déclaration antérieure;

b) les montants qui sont payables ou à verser par le représentant à ce titre aux termes de la présente partie, ou dont il est raisonnable de s'attendre à ce qu'ils le deviennent, pour la période de déclaration qui comprend le moment de la distribution ou pour une période de déclaration antérieure.

Liability for failure to obtain certificate

(4) Any

(*a*) receiver who distributes property or money without obtaining a certificate as required by subsection (2) in respect of the amounts referred to in that subsection, or

(*b*) representative who distributes property or money without obtaining a certificate as required by subsection (3) in respect of the amounts referred to in that subsection

is personally liable for the payment or remittance of those amounts to the extent of the value of the property or money so distributed.

Responsabilité

(4) Le séquestre ou le représentant qui distribue des biens ou de l'argent sans obtenir le certificat requis est personnellement tenu au paiement ou au versement des montants en cause, jusqu'à concurrence de la valeur des biens ou de l'argent ainsi distribués.

(2) Subsection (1) applies to distributions made after 1992.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux distributions effectuées après 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

124. (1) Section 273 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

124. (1) L'article 273 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Joint venture election

273. (1) Where a registrant (in this section referred to as the "operator") is a participant in a joint venture (other than a partnership) under an agreement, evidenced in writing, with another person (in this section referred to as the "co-venturer") for the exploration or exploitation of mineral deposits or for a prescribed activity, and the operator and the

Choix concernant les coentreprises

273. (1) L'inscrit (appelé « entrepreneur » au présent article) qui participe à une coentreprise, sauf une société de personnes, en conformité avec une convention constatée par écrit, conclue avec une autre personne (appelée « coentrepreneur » au présent article) et portant sur l'exploitation de gisements minéraux, ou l'exploration afférente, ou sur une

co-venturer jointly make an election under this subsection,

(*a*) all properties and services that are, during the period the election is in effect, supplied, acquired or imported under the agreement by the operator on behalf of the co-venturer in the course of the activities for which the agreement was entered into shall, for the purposes of this Part, be deemed to be supplied, acquired or imported, as the case may be, by the operator and not by the co-venturer;

(*b*) section 177 does not apply in respect of a supply referred to in paragraph (*a*); and

(*c*) all supplies of property or services made, during the period the election is in effect, under the agreement by the operator to the co-venturer shall, for the purposes of this Part, be deemed not to be supplies to the extent that the property or services are, but for this section, acquired by the co-venturer for consumption, use or supply in the course of commercial activities for which the agreement was entered into.

activité visée par règlement, peut faire, avec le coentrepreneur, un choix conjoint pour que les règles suivantes s'appliquent :

a) pour l'application de la présente partie, les biens et services fournis, acquis ou importés, pendant que le choix est en vigueur, par l'entrepreneur au nom du coentrepreneur aux termes de la convention dans le cadre des activités visées par celle-ci sont réputés l'être par l'entrepreneur et non par le coentrepreneur;

b) l'article 177 ne s'appliquent pas à une fourniture visée à l'alinéa *a*);

c) pour l'application de la présente partie, les fournitures de biens ou de services effectuées par l'entrepreneur au profit du coentrepreneur aux termes de la convention, pendant que le choix est en vigueur, sont réputées ne pas être des fournitures dans la mesure où les biens ou services seraient, sans le présent article, acquis par le coentrepreneur pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre des activités commerciales visées par la convention.

Exception

(1.1) Paragraph (1)(*a*) does not apply to the acquisition or importation of property or a service by an operator on behalf of a co-venturer where the property or service is so acquired or imported for consumption, use or supply in the course of activities that are not commercial activities and the operator

(*a*) is a government other than a specified Crown agent; or

(*b*) would not be required, because of an Act of Parliament other than this Act, to pay tax in respect of the acquisition or importation of the property or service if the operator acquired or imported the property or service for that purpose otherwise than on behalf of the co-venturer.

Exception

(1.1) L'alinéa (1)*a*) ne s'applique pas à l'acquisition ou à l'importation d'un bien ou d'un service par un entrepreneur pour le compte d'un coentrepreneur dans le cas où le bien ou le service est ainsi acquis ou importé pour consommation, utilisation ou fourniture dans le cadre d'activités non commerciales et où l'entrepreneur, selon le cas :

a) est un gouvernement, autre qu'un mandataire désigné;

b) ne serait pas tenu, par l'effet d'une loi fédérale autre que la présente, de payer la taxe relative à l'acquisition ou à l'importation s'il avait acquis ou importé le bien ou le service à cette fin autrement que pour le compte du coentrepreneur.

Assignee of interest in joint venture

(2) For the purposes of this section, where a particular person has made an election under this section with respect to a joint venture and at any time during the period the election is in effect another person becomes a participant in the venture by acquiring an interest in it from the particular person, the other person shall be

Cessionnaire de droits dans une coentreprise

(2) Pour l'application du présent article, la personne qui, ayant acquis un droit dans une coentreprise d'une autre personne qui a fait, relativement à celle-ci, le choix prévu au présent article, commence à participer à la coentreprise à un moment où le choix est en vigueur est réputée avoir fait, au moment de

deemed to have made, at that time, an election under this section in accordance with subsection (4) with respect to the venture jointly with the operator of the venture.

l'acquisition du droit et en conformité avec le paragraphe (4), le choix conjointement avec l'entrepreneur de la coentreprise.

Revocation

(3) An operator and a co-venturer who have jointly made an election under this section may jointly revoke the election.

(3) L'entrepreneur et le coentrepreneur qui font le choix peuvent le révoquer conjointement.

Révocation

Form of election or revocation

(4) An election or revocation under this section made jointly by an operator and a co-venturer is not a valid election or revocation unless it is made in prescribed form containing prescribed information and specifies the effective date of the election or revocation.

(4) Le choix ou la révocation ne sont valides que s'ils sont faits en la forme déterminée par le ministre, contiennent les renseignements déterminés par lui et précisent la date de leur entrée en vigueur.

Forme du choix ou de la révocation

Joint and several liability

(5) Where a registrant and another person make, or purport to make, an election under subsection (1) in respect of an agreement between the registrant and the person, the registrant and the other person are jointly and severally liable for all obligations under this Part that result from the activities for which the agreement was entered into and that are or would be, but for this section, engaged in by the registrant on behalf of the other person.

(5) L'inscrit qui fait, ou prétend faire, le choix prévu au paragraphe (1) conjointement avec une autre personne relativement à la convention conclue entre eux est solidairement tenu, avec l'autre personne, aux obligations prévues par la présente partie qui découlent des activités visées par la convention que l'inscrit exerce au nom de l'autre personne, ou qu'il exercerait en son nom sans le présent article.

Obligation solidaire

Joint venture beginning before 1991

(6) Where an operator who is a participant in a joint venture (other than a partnership) under an agreement referred to in subsection (1) entered into before 1991 with a co-venturer files a return for the operator's first reporting period beginning after 1990 in which all properties and services supplied, acquired or imported by the operator on behalf of the co-venturer in the course of the activities for which the agreement was entered into are reported as having been supplied, acquired or imported, as the case may be, by the operator and not by the co-venturer, the operator shall be deemed to have made jointly with the co-venturer an election under this section in accordance with subsection (4).

(6) L'entrepreneur qui participe à une coentreprise, sauf une société de personnes, aux termes d'une convention, visée au paragraphe (1), conclue avant 1991 avec un coentrepreneur et qui produit une déclaration pour sa première période de déclaration commençant après 1990 portant que les biens et services qu'il a fournis, acquis ou importés pour le compte du coentrepreneur dans le cadre des activités visées par la convention sont fournis, acquis ou importés par lui et non par le coentrepreneur, est réputé avoir fait, conjointement avec le coentrepreneur et en conformité avec le paragraphe (4), le choix prévu au présent article.

Coentreprise commençant avant 1991

Application of subsection (6)

(7) Subsection (6) applies as between an operator and a co-venturer, in respect of an agreement, only where

(*a*) the operator sends a notice in writing to the co-venturer not later than December 31, 1990 of the operator's intention to file a return for the operator's first reporting period beginning after 1990 reporting on the basis provided in subsection (6) with respect to all property and services sup-

(7) Le paragraphe (6) s'applique à l'entrepreneur et au coentrepreneur qui sont parties à une convention si les conditions suivantes sont réunies :

a) l'entrepreneur informe le coentrepreneur, par avis écrit envoyé au plus tard le 31 décembre 1990, de son intention de produire une déclaration pour sa première période de déclaration commençant après 1990 contenant les renseignements prévus au paragraphe (6);

Champ d'application du paragraphe (6)

plied, acquired or imported by the operator on behalf of the co-venturer in the course of the activities for which the agreement was entered into; and

(*b*) the co-venturer has not, on or before the day that is the earlier of February 1, 1991 and the day that is 30 days after receipt of the notice from the operator, advised the operator in writing that all property and services supplied, acquired or imported by the operator on the co-venturer's behalf in the course of the activities for which the agreement was entered into are not to be treated as having been supplied, acquired or imported by the operator.

b) le coentrepreneur n'a pas informé l'entrepreneur, par avis écrit envoyé au plus tard le premier en date du 1er février 1991 et du trentième jour suivant la réception de l'avis de l'entrepreneur, que tous les biens et services que l'entrepreneur se propose d'indiquer dans la déclaration n'ont pas à être considérés comme fournis, acquis ou importés par l'entrepreneur.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) paragraph 273(1)(*c*) of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read, with respect to any supply made before September 15, 1992 to the person referred to therein as the "co-venturer", as follows:

(*c*) all supplies of property or services made to the co-venturer by the operator under the agreement and in the course of the activities for which the agreement was entered into shall, for the purposes of this Part, be deemed not to be supplies.

and

(*b*) section 273 of the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read, with respect to acquisitions and importations of properties or services before December 12, 1992, without reference to subsection (1.1) thereof.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

(*a*) l'alinéa 273(1)(*c*) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit en ce qui concerne les fournitures effectuées avant le 15 septembre 1992 au profit d'un coentrepreneur visé à cet alinéa :

c) pour l'application de la présente partie, toutes les fournitures de biens ou de services effectuées par l'entrepreneur au profit du coentrepreneur aux termes de la convention et dans le cadre des activités visées par la convention sont réputées ne pas être des fournitures.

(*b*) il n'est pas tenu compte du paragraphe 273(1.1) de la même loi, édicté par le paragraphe (1), pour ce qui est des acquisitions et importations de biens ou de services effectuées avant le 12 décembre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

125. (1) All that portion of subsection 277(2) of the French version of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Prise d'effet

(2) Les règlements d'application de la présente partie ont effet à compter de leur publication dans la *Gazette du Canada* ou après s'ils le prévoient. Un règlement peut toutefois avoir un effet rétroactif, s'il comporte une disposition en ce sens, dans les cas suivants :

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

125. (1) Le passage du paragraphe 277(2) de la version française de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prise d'effet

(2) Les règlements d'application de la présente partie ont effet à compter de leur publication dans la *Gazette du Canada* ou après s'ils le prévoient. Un règlement peut toutefois avoir un effet rétroactif, s'il comporte une disposition en ce sens, dans les cas suivants :

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

126. (1) Subsection 280(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Unpaid penalty and interest

(4) Where a person is required to pay a penalty or interest under subsection (2) in respect of an instalment required under subsection 237(1) to be paid within the time specified in that subsection and the penalty or interest, as the case may be, has not been paid on or before the day on or before which the tax on account of which the instalment was payable is required to be remitted, the penalty or interest, as the case may be, shall be deemed, for the purposes of this Part, to be an amount required to be remitted by the person on or before that day that has not been remitted on or before that day.

Payment of penalty and interest

(4.1) Where penalty computed at a rate per year or interest is compounded on a particular day on an amount that a person has failed to pay or remit when required under this Part, the penalty or interest, as the case may be, so compounded shall, for the purpose of this section, be deemed to be required to be paid by the person to the Receiver General at the end of the particular day and, where the person has not paid the penalty or interest, as the case may be, so computed by the end of the next following day, the penalty or interest, as the case may be, shall be added to the amount at the end of the particular day.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

127. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 281 thereof, the following section:

Waiving or cancelling interest

281.1 (1) The Minister may waive or cancel interest payable by a person under section 280.

Waiving or cancelling penalties

(2) The Minister may waive or cancel penalties payable by a person under section 280.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

128. (1) The definitions "authorized person", "court of appeal" and "official" in subsection 295(1) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

126. (1) Le paragraphe 280(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Pénalité et intérêts impayés

(4) Pour l'application de la présente partie, la pénalité ou les intérêts qu'une personne est tenue de payer, aux termes du paragraphe (2), sur un acompte provisionnel payable en application du paragraphe 237(1) dans le délai imparti, et qui sont impayés à la date d'échéance de la taxe au titre de laquelle l'acompte était payable sont réputés représenter un montant que la personne était tenue de verser au plus tard à cette date, mais qui n'a pas été ainsi versé.

Paiement des pénalités et intérêts

(4.1) La pénalité, calculée à un taux annuel, ou les intérêts qui sont composés un jour donné sur un montant qu'une personne n'a pas payé ou versé au moment où elle en était tenue en vertu de la présente partie sont réputés, pour l'application du présent article, être payables par la personne au receveur général à la fin du jour donné. Si la personne ne paie pas cette pénalité ou ces intérêts au plus tard à la fin du jour suivant, la pénalité ou les intérêts, selon le cas, sont ajoutés au montant dû à la fin du jour donné.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

127. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 281, de ce qui suit :

Renonciation ou annulation — intérêts

281.1 (1) Le ministre peut annuler les intérêts payables par une personne en application de l'article 280, ou y renoncer.

Renonciation ou annulation — pénalités

(2) Le ministre peut annuler la pénalité payable par une personne en application de l'article 280, ou y renoncer.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

128. (1) Les définitions « cour d'appel », « fonctionnaire » et « personne autorisée », au paragraphe 295(1) de la même loi, sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

"authorized person" « *personne autorisée* »

"court of appeal" « *cour d'appel* »

"official" « *fonctionnaire* »

"authorized person" means a person who is engaged or employed, or who was formerly engaged or employed, by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to assist in carrying out the provisions of this Act;

"court of appeal" has the meaning assigned by the definition of that expression in section 2 of the *Criminal Code*;

"official" means a person who is employed in the service of, who occupies a position of responsibility in the service of, or who is engaged by or on behalf of, Her Majesty in right of Canada or a province, or a person who was formerly so employed, who formerly occupied such a position or who formerly was so engaged;

« cour d'appel » « *court of appeal* »

« fonctionnaire » « *official* »

« personne autorisée » « *authorized person* »

« cour d'appel » S'entend au sens de la définition de cette expression à l'article 2 du *Code criminel*.

« fonctionnaire » Personne qui est ou a été employée par Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, qui occupe ou a occupé une fonction de responsabilité à son service ou qui est ou a été engagée par elle ou en son nom.

« personne autorisée » Personne engagée ou employée, ou précédemment engagée ou employée, par Sa Majesté du chef du Canada, ou en son nom, pour aider à l'application des dispositions de la présente loi.

(2) Subsection 295(1) of the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

"confidential information" « *renseignement confidentiel* »

"confidential information" means information of any kind and in any form that relates to one or more persons and that is

(*a*) obtained by or on behalf of the Minister for the purposes of this Part, or

(*b*) prepared from information referred to in paragraph (*a*),

but does not include information that does not directly or indirectly reveal the identity of the person to whom it relates.

(2) Le paragraphe 295(1) de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« renseignement confidentiel » « *confidential information* »

« renseignement confidentiel » Renseignement de toute nature et sous toute forme concernant une ou plusieurs personnes et qui, selon le cas :

a) est obtenu par le ministre ou en son nom pour l'application de la présente partie;

b) est tiré d'un renseignement visé à l'alinéa *a*).

N'est pas un renseignement confidentiel le renseignement qui ne révèle pas, même indirectement, l'identité de la personne en cause.

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsections 295(2) to (6) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Les paragraphes 295(2) à (6) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Provision of information

(2) Except as authorized under this section, no official shall knowingly

(*a*) provide, or allow to be provided, to any person any confidential information;

(*b*) allow any person to have access to any confidential information; or

(*c*) use any confidential information other than in the course of the administration or enforcement of this Part.

Communication de renseignements

(2) Sauf autorisation prévue au présent article, il est interdit à un fonctionnaire :

a) de fournir sciemment à quiconque un renseignement confidentiel ou d'en permettre sciemment la fourniture;

b) de permettre sciemment à quiconque d'avoir accès à un renseignement confidentiel;

c) d'utiliser sciemment un renseignement confidentiel en dehors du cadre de l'application ou de l'exécution de la présente partie.

Idem

(3) Notwithstanding any other Act of Parliament or other law, no official shall be required, in connection with any legal proceedings, to give or produce evidence relating to any confidential information.

Communication de renseignements dans le cadre d'une procédure judiciaire

(3) Malgré toute autre loi fédérale et toute règle de droit, nul fonctionnaire ne peut être requis, dans le cadre d'une procédure judiciaire, de témoigner, ou de produire quoi que ce soit, relativement à un renseignement confidentiel.

Communications where proceedings have been commenced

(4) Subsections (2) and (3) do not apply in respect of

(*a*) criminal proceedings, either by indictment or on summary conviction, that have been commenced by the laying of an information or the preferring of an indictment, under an Act of Parliament; or

(*b*) any legal proceedings relating to the administration or enforcement of this Act, the *Canada Pension Plan*, the *Unemployment Insurance Act* or any other Act of Parliament or law of a province that provides for the imposition or collection of a tax or duty.

Communication de renseignements en cours de procédures

(4) Les paragraphes (2) et (3) ne s'appliquent :

a) ni aux poursuites criminelles, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou sur acte d'accusation, engagées par le dépôt d'une dénonciation ou d'un acte d'accusation, en vertu d'une loi fédérale;

b) ni aux procédures judiciaires ayant trait à l'application ou à l'exécution de la présente loi, du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'assurance-chômage* ou de toute loi fédérale ou provinciale qui prévoit l'imposition ou la perception d'un impôt, d'une taxe ou d'un droit.

Circumstances involving danger

(4.1) The Minister may provide to appropriate persons any confidential information relating to imminent danger of death or physical injury to any individual.

Personnes en danger

(4.1) Le ministre peut fournir aux personnes compétentes tout renseignement confidentiel concernant un danger imminent de mort ou de blessures qui menace un particulier.

Disclosure of personal information

(5) An official may

(*a*) provide such confidential information to any person as may reasonably be regarded as necessary for the purpose of the administration or enforcement of this Act, solely for that purpose;

(*b*) provide to a person confidential information that can reasonably be regarded as necessary for the purposes of determining any liability or obligation of the person or any refund, rebate or input tax credit to which the person is or may become entitled under this Act;

(*c*) provide, allow to be provided, or allow inspection of or access to any confidential information to or by

(i) any person, or any person within a class of persons, that the Minister may authorize, subject to such conditions as the Minister may specify, or

Divulgation d'un renseignement confidentiel

(5) Un fonctionnaire peut :

a) fournir à une personne un renseignement confidentiel qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaire à l'application ou à l'exécution de la présente loi, mais uniquement à cette fin;

b) fournir à une personne un renseignement confidentiel qu'il est raisonnable de considérer comme nécessaire à la détermination de tout montant dont la personne est redevable ou du remboursement ou du crédit de taxe sur les intrants auquel elle a droit, ou pourrait avoir droit, en vertu de la présente loi;

c) fournir, ou permettre que soit fourni, un renseignement confidentiel soit à toute personne autorisée par le ministre ou faisant partie d'une catégorie de personnes ainsi autorisée, sous réserve de conditions précisées par le ministre, soit à toute personne

(ii) any person otherwise legally entitled thereto by reason of an Act of Parliament, solely for the purposes for which that person is entitled to the information;

(*d*) provide confidential information

(i) to an official of the Department of Finance solely for the purposes of the formulation or evaluation of fiscal policy,

(ii) to an official solely for the purposes of the initial implementation of a fiscal policy or for the purposes of the administration or enforcement of the *Canada Pension Plan*, the *Unemployment Insurance Act* or an Act of Parliament that provides for the imposition or collection of a tax or duty,

(iii) to an official solely for the purposes of the administration or enforcement of a law of a province that provides for the imposition or collection of a tax or duty,

(iv) to an official of the government of a province solely for the purposes of the formulation or evaluation of fiscal policy,

(v) to an official of a department or agency of the Government of Canada or of a province as to the name, address, occupation, size or type of business of a person, solely for the purposes of enabling that department or agency to obtain statistical data for research and analysis,

(vi) to an official solely for the purposes of setting off, against any sum of money that may be due or payable by Her Majesty in right of Canada, a debt due to

(A) Her Majesty in right of Canada, or

(B) Her Majesty in right of a province on account of taxes payable to the province where an agreement exists between Canada and the province under which Canada is authorized to collect taxes on behalf of the province, or

(vii) to an official solely for the purposes of section 7.1 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-secondary Education and Health Contributions Act*;

qui y a par ailleurs légalement droit par l'effet d'une loi fédérale, ou lui en permettre l'examen ou l'accès, mais uniquement aux fins auxquelles elle y a droit;

d) fournir un renseignement confidentiel :

(i) à un fonctionnaire du ministère des Finances, mais uniquement en vue de la formulation ou de l'évaluation de la politique fiscale,

(ii) à un fonctionnaire, mais uniquement en vue de la mise à exécution de la politique fiscale ou en vue de l'application ou de l'exécution du *Régime de pensions du Canada*, de la *Loi sur l'assurance-chômage* ou d'une loi fédérale qui prévoit l'imposition ou la perception d'un impôt, d'une taxe ou d'un droit,

(iii) à un fonctionnaire, mais uniquement en vue de l'application ou de l'exécution d'une loi provinciale qui prévoit l'imposition ou la perception d'un impôt, d'une taxe ou d'un droit,

(iv) à un fonctionnaire provincial, mais uniquement en vue de la formulation ou de l'évaluation de la politique fiscale,

(v) à un fonctionnaire d'un ministère ou organisme fédéral ou provincial, quant aux nom, adresse et profession d'une personne et à la taille et au genre de son entreprise, mais uniquement en vue de permettre à ce ministère ou à cet organisme de recueillir des données statistiques pour la recherche et l'analyse,

(vi) à un fonctionnaire, mais uniquement en vue de procéder, par voie de compensation, à la retenue, sur toute somme due par Sa Majesté du chef du Canada, de tout montant égal à une créance :

(A) soit de Sa Majesté du chef du Canada,

(B) soit de Sa Majesté du chef d'une province s'il s'agit de taxes ou d'impôts provinciaux visés par une entente entre le Canada et la province en vertu de laquelle le Canada est autorisé à percevoir les impôts ou taxes payables à la province,

(*e*) provide confidential information solely for the purposes of sections 23 to 25 of the *Financial Administration Act*;

(*f*) use confidential information to compile information in a form that does not directly or indirectly reveal the identity of the person to whom the information relates;

(*g*) use, or provide to any person, confidential information solely for a purpose relating to the supervision, evaluation or discipline of an authorized person by Her Majesty in right of Canada in respect of a period during which the authorized person was employed by or engaged by or on behalf of Her Majesty in right of Canada to assist in the administration or enforcement of this Act, to the extent that the information is relevant for that purpose;

(*h*) provide access to records of confidential information to the National Archivist of Canada or a person acting on behalf of or under the direction of the National Archivist of Canada, solely for the purposes of section 5 of the *National Archives of Canada Act*, and transfer such records to the care and control of such persons solely for the purposes of section 6 of that Act; or

(*i*) use confidential information relating to a person to provide information to that person.

(vii) à un fonctionnaire, mais uniquement pour l'application de l'article 7.1 de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé*;

e) fournir un renseignement confidentiel, mais uniquement pour l'application des articles 23 à 25 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

f) utiliser un renseignement confidentiel en vue de compiler des renseignements sous une forme qui ne révèle pas, même indirectement, l'identité de la personne en cause;

g) utiliser ou fournir un renseignement confidentiel, mais uniquement à une fin liée à la surveillance ou à l'évaluation d'une personne autorisée, ou à des mesures disciplinaires prises à son endroit, par Sa Majesté du chef du Canada relativement à une période au cours de laquelle la personne autorisée était soit employée par Sa Majesté du chef du Canada, soit engagée par elle ou en son nom, pour aider à l'application ou à l'exécution de la présente loi, dans la mesure où le renseignement a rapport à cette fin;

h) donner accès à des documents renfermant des renseignements confidentiels à l'archiviste national du Canada ou à une personne agissant en son nom ou sur son ordre, mais uniquement pour l'application de l'article 5 de la *Loi sur les Archives nationales du Canada*, et transférer de tels documents sous la garde et le contrôle de ces personnes, mais uniquement pour l'application de l'article 6 de cette loi;

i) utiliser un renseignement confidentiel concernant une personne en vue de lui fournir un renseignement.

Measures to prevent unauthorized use or disclosure

(5.1) The person presiding at a legal proceeding relating to the supervision, evaluation or discipline of an authorized person may order such measures as are necessary to ensure that confidential information is not used or provided to any person for any purpose not relating to that proceeding, including

(*a*) holding a hearing *in camera*;

(5.1) La personne qui préside une procédure judiciaire concernant la surveillance ou l'évaluation d'une personne autorisée ou des mesures disciplinaires prises à son endroit peut ordonner la mise en oeuvre des mesures nécessaires pour éviter qu'un renseignement confidentiel soit utilisé ou fourni à une fin étrangère à la procédure, y compris :

Mesures visant à prévenir l'utilisation ou la divulgation non autorisées d'un renseignement

(*b*) banning the publication of the information;

(*c*) concealing the identity of the person to whom the information relates; and

(*d*) sealing the records of the proceeding.

a) la tenue d'une audience à huis clos;

b) la non-publication du renseignement;

c) la non-divulgation de l'identité de la personne en cause;

d) la mise sous scellés du procès-verbal des délibérations.

Disclosure to taxpayer or on consent

(6) An official may provide confidential information relating to a person

(*a*) to that person; and

(*b*) with the consent of that person, to any other person.

(6) Un fonctionnaire peut fournir un renseignement confidentiel :

a) à la personne en cause;

b) à toute autre personne, avec le consentement de la personne en cause.

Divulgation d'un renseignement confidentiel

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) All that portion of subsection 295(7) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(4) Le passage du paragraphe 295(7) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Appeal from order or direction

(7) An order or direction that is made in the course of or in connection with any legal proceedings and that requires an official to give or produce evidence relating to any confidential information may, by notice served on all interested parties, be appealed forthwith by the Minister or by the person against whom the order or direction is made to

(7) Le ministre ou la personne contre laquelle une ordonnance est rendue, ou à l'égard de laquelle une directive est donnée, dans le cadre ou à l'occasion d'une procédure judiciaire enjoignant à un fonctionnaire de témoigner, ou de produire quoi que ce soit, relativement à un renseignement confidentiel peut sans délai, par avis signifié aux parties intéressées, interjeter appel de l'ordonnance ou de la directive devant :

Appel d'une ordonnance ou d'une directive

1990, c. 45, s. 12(1)

129. (1) All that portion of subsection 296(1) of the said Act following paragraph (*b*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) any penalty or interest payable by a person under this Part,

(*d*) any amount payable by a person under section 230.1, and

(*e*) any amount for which a person became liable under Subdivision a of Division VII,

and may reassess or make an additional assessment of tax, net tax, penalty, interest or an amount referred to in paragraph (*d*) or (*e*).

129. (1) L'alinéa 296(1)*d*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) un montant payable par une personne en application de l'article 230.1;

e) un montant dont une personne devient redevable en vertu de la sous-section a de la section VII.

1990, ch. 45, par. 12(1)

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 296(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 296(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Allowance of rebate or refund

(4) Where, in assessing the net tax of a person or the tax payable by a person, the Minister determines that tax under Division II or IV is payable by the person and that a rebate

(4) Si le ministre établit, en déterminant la taxe nette d'une personne ou la taxe payable par une personne, que la taxe prévue aux sections II ou IV est payable par la personne

Prise en compte du remboursement

or refund provided for under this Part of all or part of that tax would have been payable to the person if the person had paid that tax and applied for the rebate or refund in accordance with this Part, the Minister may

(*a*) apply the amount of the rebate or refund against the amount assessed on account of that tax as if the person had filed an application for the rebate or refund

(i) where the person was required to account for that tax in a return, on the day on or before which the return was required to be filed, and

(ii) in any other case, on the day the tax became payable; or

(*b*) except where the assessment is made under subsection 298(4) after the time otherwise limited therefor by subsection 298(1), pay the rebate or refund to the person or apply it against any net tax remittable or tax payable by the person for any reporting period of the person for which a return was filed before the day the assessment is made.

et qu'un montant en remboursement de tout ou partie de cette taxe lui aurait été payable en application de la présente partie si elle avait payé cette taxe et demandé le remboursement en conformité avec cette partie, il peut, selon le cas :

a) déduire ce montant de la cotisation établie relativement à cette taxe comme si la personne avait demandé le remboursement le jour ci-après :

(i) le jour où la personne est tenue, le cas échéant, de produire une déclaration concernant cette taxe,

(ii) dans les autres cas, le jour où cette taxe est devenue payable;

b) sauf si la cotisation est établie en application du paragraphe 298(4) après l'expiration du délai imparti au paragraphe 298(1), rembourser le montant à la personne ou le déduire de la taxe à payer ou de la taxe nette à verser par celle-ci pour une période de déclaration pour laquelle une déclaration a été produite avant l'établissement de la cotisation.

Idem

(4.1) Where, in assessing the net tax of a person or the tax payable by a person, the Minister determines that the person included, in determining an input tax credit of the person, an amount that exceeds the amount that the person was entitled to so include (which excess is referred to in this subsection as the "excess amount") and a rebate or refund provided for under this Part of all or part of the excess amount would have been payable to the person if the person had applied for the rebate or refund in accordance with this Part, the Minister may

(*a*) apply the amount of the rebate or refund against the amount assessed on account of the excess amount as if the person had filed an application for the rebate or refund on the day on or before which the person was required to file the return in which the excess amount was claimed; or

(*b*) except where

(i) the rebate is payable under subsection 216(6) in respect of imported goods and the assessment is not made within two years after the goods were released, or

Idem

(4.1) Si le ministre établit, en déterminant la taxe nette d'une personne ou la taxe payable par une personne, que celle-ci a inclus, dans le calcul de son crédit de taxe sur les intrants, un montant qui excède celui qu'elle pouvait ainsi inclure et qu'un montant aurait été payable en remboursement de tout ou partie de cet excédent à la personne en application de la présente partie si elle avait demandé le remboursement en conformité avec cette partie, il peut, selon le cas :

a) déduire ce montant de la cotisation établie relativement à l'excédent comme si la personne avait demandé ce montant le jour où elle était tenue de produire la déclaration concernant cet excédent;

b) verser ce montant à la personne ou le déduire de la taxe payable ou de la taxe nette à verser par celle-ci pour une période de déclaration pour laquelle une déclaration a été produite avant l'établissement de la cotisation, sauf si :

(i) le montant est remboursable en application du paragraphe 216(6) relativement à des produits importés et la

(ii) the assessment is made under subsection 298(4) after the time otherwise limited therefor by subsection 298(1),

pay the rebate or refund to the person or apply it against any net tax remittable or tax payable by the person for any reporting period of the person for which a return was filed before the day the assessment is made.

cotisation n'est pas établie dans les deux ans suivant le dédouanement des produits,

(ii) la cotisation est établie en application du paragraphe 298(4) après l'expiration du délai imparti au paragraphe 298(1).

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) All that portion of subsection 296(5) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le passage du paragraphe 296(5) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Deemed claim or application

(5) Where, in assessing the net tax of a person or the tax payable by a person, the Minister takes into account an amount in respect of an input tax credit or a deduction under subsection (2) or applies or pays an overpayment under any of subsections (3) to (4.1),

(5) Dans le cas où le ministre, en déterminant la taxe nette d'une personne ou la taxe payable par une personne, tient compte d'un montant au titre d'un crédit de taxe sur les intrants ou d'une déduction en application du paragraphe (2) ou applique ou verse un paiement en trop en application de l'un des paragraphes (3) à (4.1), les présomptions suivantes s'appliquent :

Présomption de déduction ou d'application

(4) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subsection 296(1) of the said Act, as amended by subsection (1), does not apply to an assessment of a liability that arises under section 265 or 266 and not under section 270 of a trustee in bankruptcy or a receiver appointed or vested with authority before 1993.

(4) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le paragraphe 296(1) de la même loi, modifié par le paragraphe (1), ne s'applique pas à une cotisation visant un montant dont un syndic de faillite ou un séquestre nommé ou investi de pouvoir avant 1993 devient redevable en vertu des articles 265 ou 266 et non en vertu de l'article 270.

(5) Subsections (2) and (3) shall be deemed to have come into force on October 1, 1992.

(5) Les paragraphes (2) et (3) sont réputés entrés en vigueur le 1er octobre 1992.

1990, c. 45, s. 12(1)

130. (1) Subsection 297(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

130. (1) Le paragraphe 297(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Assessment of rebate

297. (1) On receipt of an application made by a person for a rebate under section 215.1 or Division VI, the Minister shall, with all due dispatch, consider the application and assess the amount of the rebate, if any, payable to the person.

297. (1) Sur réception de la demande de remboursement d'une personne selon l'article 215.1 ou la section VI, le ministre examine, avec diligence, la demande et établit une cotisation visant le montant du remboursement.

Détermination du remboursement

(2) Section 297 of the said Act is further amended by adding thereto, immediately after subsection (2) thereof, the following subsection:

(2) L'article 297 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Assessment of overpayment of rebate

(2.1) The Minister may assess, reassess or make an additional assessment of an amount payable by a person under section 264, notwithstanding any previous assessment of the amount.

Détermination d'un montant remboursé en trop

(2.1) Le ministre peut établir une cotisation, une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire pour déterminer un montant payable par une personne en application de l'article 264 même si une cotisation a déjà été établie à l'égard du montant.

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsection 297(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Le paragraphe 297(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Payment of rebate

(3) Where, on assessment under this section, the Minister determines that a rebate is payable to a person, the Minister shall pay the rebate to the person.

Paiement du remboursement

(3) Le ministre rembourse un montant à une personne s'il détermine, lors de l'établissement d'une cotisation en application du présent article, que le montant est payable à cette personne.

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) All that portion of subsection 297(4) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Le paragraphe 297(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interest on rebate

(4) Where a rebate under section 215.1 or Division VI (other than section 253) is paid to a person under subsection (3), the Minister shall pay interest at the prescribed rate to the person on the rebate for the period beginning on the day that is

Intérêts sur remboursement

(4) Le ministre paie au bénéficiaire d'un remboursement prévu à l'article 215.1 ou à la section VI, exception faite de l'article 253, des intérêts, au taux réglementaire, calculés pour la période commençant, dans le cas d'un remboursement prévu aux articles 257, 258 ou 259, vingt et un jours suivant la production de la demande de remboursement ou, dans les autres cas, soixante jours suivant la production de cette demande, et se terminant le jour où le remboursement est effectué.

(5) Subsections (1) to (4) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(5) Les paragraphes (1) à (4) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

131. (1) Paragraph 298(1)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) in the case of

(i) an assessment of net tax of the person for a reporting period of the person,

(ii) an amount payable under section 230.1 in respect of an amount paid to, or applied to a liability of, the person as a refund under Division V in respect of a reporting period of the person, or

(iii) an amount payable under section 230.1 in respect of an amount paid to, or applied to a liability of, the person as interest under Division V in respect of an amount paid or applied as a refund in

1990, ch. 45, par. 12(1)

131. (1) L'alinéa 298(1)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) s'agissant d'une cotisation visant l'un des montants suivants, quatre ans après le dernier en date du jour où la personne était tenue par l'article 238 de produire une déclaration pour la période et du jour de la production de la déclaration :

(i) la taxe nette de la personne pour sa période de déclaration,

(ii) un montant payable en vertu de l'article 230.1 relativement à un montant payé à la personne, ou déduit d'une somme dont elle est redevable, au titre du montant d'un remboursement prévu à la section V pour sa période de déclaration,

respect of a reporting period of the person,

more than four years after the later of the day on or before which the person was required under section 238 to file a return for the period and the day the return was filed;

(iii) un montant payable en vertu de l'article 230.1 relativement à un montant payé à la personne, ou déduit d'une somme dont elle est redevable, au titre des intérêts prévus à la section V applicables à un montant payé ou déduit au titre du montant d'un remboursement pour sa période de déclaration;

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 298(1) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*e*) thereof and by repealing paragraph (*f*) thereof and substituting the following therefor:

(*f*) in the case of an assessment of an amount for which a person became liable under section 266 or subsection 270(4), more than four years after the person became liable; and

(*g*) in the case of an assessment for an amount for which a trustee in bankruptcy became liable under Subdivision a of Division VII, after the earlier of

(i) the day that is ninety days after the return under this Part on which the assessment is based is filed with, or other evidence of the facts on which the assessment is based comes to the attention of, the Minister, and

(ii) the expiration of the period determined under whichever of paragraphs (*a*) to (*e*) applies in the circumstances.

(2) L'alinéa 298(1)*f*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

f) s'agissant d'une cotisation visant un montant dont une personne devient redevable en vertu de l'article 266 ou du paragraphe 270(4), quatre ans après que la personne devient ainsi redevable;

g) s'agissant d'une cotisation visant un montant dont un syndic de faillite devient redevable en vertu de la sous-section a de la section VII, le premier en date des jours suivants :

(i) le quatre-vingt-dixième jour suivant le jour où est présentée au ministre la déclaration en vertu de la présente partie sur laquelle la cotisation est fondée ou est porté à son attention un autre document ayant servi à établir la cotisation,

(ii) le jour de l'expiration du délai déterminé selon celui des alinéas *a*) à *e*) qui s'applique en l'espèce.

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Subsection 298(2) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(3) Le paragraphe 298(2) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Idem

(2) Subject to subsections (3) to (6), an assessment under subsection 297(1) of the amount of a rebate may be made at any time, but a reassessment or additional assessment under section 297 or an assessment under subsection 297(2.1) in respect of an amount paid or applied as a rebate or of an amount paid or applied as interest in respect of an amount paid or applied as a rebate shall not be made more than four years after the day the application for the rebate was filed in accordance with this Part.

(2) Sous réserve des paragraphes (3) à (6), une cotisation concernant le montant d'un remboursement peut être établie en vertu du paragraphe 297(1) à tout moment; cependant, une nouvelle cotisation ou une cotisation supplémentaire établie en vertu de l'article 297 ou une cotisation établie en vertu du paragraphe 297(2.1) concernant un montant payé ou déduit au titre d'un remboursement ou un montant payé ou déduit au titre des intérêts applicables à un tel montant ne peut être établie après l'expiration d'un délai de quatre ans suivant la production de la demande de remboursement conformément à la présente partie.

Période de cotisation — demande de remboursement

(4) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) in applying subsection 298(1) of the said Act, as amended by subsection (2), to an assessment of a person's liability under section 270 of the said Act in respect of a distribution made by the person before 1993, the reference in paragraph (*f*) of the said subsection 298(1) to "subsection 270(4)" shall be read as a reference to "subsection 270(2)"; and

(*b*) in applying the said subsection 298(1) to an assessment of a liability of a trustee in bankruptcy appointed before 1993, it shall be read without reference to the word "and" at the end of paragraph (*f*) thereof and without reference to paragraph (*g*) thereof.

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) pour l'application du paragraphe 298(1) de la même loi, modifié par le paragraphe (2), à une cotisation visant un montant dont une personne est redevable en vertu de l'article 270 de la même loi par suite d'une distribution qu'elle effectue avant 1993, le renvoi au paragraphe 270(4) qui apparaît à l'alinéa *f*) du même paragraphe 298(1) est remplacé par un renvoi au paragraphe 270(2);**

***b*) pour l'application du même paragraphe 298(1) à une cotisation visant un montant dont un syndic de faillite nommé avant 1993 est redevable, il n'est pas tenu compte de l'alinéa *g*) du même paragraphe.**

1990, c. 45, s. 12(1)

132. Subsection 309(2) of the said Act is repealed.

132. Le paragraphe 309(2) de la même loi est abrogé.

1990, ch. 45, par. 12(1)

1990, c. 45, s. 12(1)

133. All that portion of subsection 317(3) of the said Act following paragraph (*b*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

the Minister may, by a letter served personally or by registered mail, require the particular person to pay forthwith, where the moneys are immediately payable, and in any other case, as and when the moneys become payable, the moneys otherwise payable to the tax debtor or the secured creditor in whole or in part to the Receiver General on account of the tax debtor's liability under this Part, and on receipt of that letter by the particular person, the amount of those moneys that is required by that letter to be paid to the Receiver General shall, notwithstanding any security interest in those moneys, become the property of Her Majesty in right of Canada to the extent of that liability as assessed by the Minister and shall be paid to the Receiver General in priority to any such security interest.

133. Le paragraphe 317(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 12(1)

Idem

(3) Malgré les autres dispositions de la présente partie, tout texte législatif fédéral à l'exception de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, tout texte législatif provincial et toute règle de droit, si le ministre sait ou soupçonne qu'une personne est ou deviendra, dans les quatre-vingt-dix jours, débitrice d'une somme à un débiteur fiscal, ou à un créancier garanti qui, grâce à une garantie en sa faveur, a le droit de recevoir la somme autrement payable au débiteur fiscal, il peut, par lettre recommandée ou signifiée à personne, obliger la personne à verser au receveur général tout ou partie de cette somme, immédiatement si la somme est alors payable, sinon dès qu'elle le devient, au titre du montant dont le débiteur fiscal est redevable selon la présente partie. Sur réception de la lettre par la personne, la somme qui y est indiquée comme devant être versée devient, malgré toute autre garantie au titre de cette somme, la propriété de Sa Majesté du chef du Canada, jusqu'à concurrence du montant dont le débiteur fiscal est ainsi redevable selon la cotisation du ministre, et doit être versée au receveur général par priorité sur toute autre garantie au titre de cette somme.

1990, c. 45, s. 12(1)

134. (1) Subsection 325(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

Tax liability re transfers not at arm's length

325. (1) Where at any time a person transfers property, either directly or indirectly, by means of a trust or by any other means, to

(*a*) the transferor's spouse or an individual who has since become the transferor's spouse,

(*b*) an individual who was under eighteen years of age, or

(*c*) another person with whom the transferor was not dealing at arm's length,

the transferee and transferor are jointly and severally liable to pay under this Part an amount equal to the lesser of

(*d*) the amount determined by the formula

A - B

where

A is the amount, if any, by which the fair market value of the property at that time exceeds the fair market value at that time of the consideration given by the transferee for the transfer of the property, and

B is the amount, if any, by which the amount assessed the transferee under subsection 160(2) of the *Income Tax Act* in respect of the property exceeds the amount paid by the transferor in respect of the amount so assessed, and

(*e*) the total of all amounts each of which is

(i) an amount that the transferor is liable to pay or remit under this Part for the reporting period of the transferor that includes that time or any preceding reporting period of the transferor, or

(ii) interest or penalty for which the transferor is liable as of that time,

but nothing in this subsection limits the liability of the transferor under any provision of this Part.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 325(4) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

134. (1) Le paragraphe 325(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Transfert entre personnes ayant un lien de dépendance

325. (1) La personne qui transfère un bien, directement ou indirectement, par le biais d'une fiducie ou par tout autre moyen, à son conjoint, ou à un particulier qui l'est devenu depuis, à un particulier de moins de 18 ans ou à une personne avec laquelle elle a un lien de dépendance, est solidairement tenue, avec le cessionnaire, de payer en application de la présente partie le moins élevé des montants suivants :

a) le résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente l'excédent éventuel de la juste valeur marchande du bien au moment du transfert sur la juste valeur marchande, à ce moment, de la contrepartie payée par le cessionnaire pour le transfert du bien,

B l'excédent éventuel du montant de la cotisation établie à l'égard du cessionnaire en application du paragraphe 160(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* relativement au bien sur la somme payée par le cédant relativement à ce montant;

b) le total des montants représentant chacun :

(i) le montant dont le cédant est redevable en vertu de la présente partie pour sa période de déclaration qui comprend le moment du transfert ou pour ses périodes de déclaration antérieures,

(ii) les intérêts ou les pénalités dont le cédant est redevable à ce moment.

Toutefois, le présent paragraphe ne limite en rien la responsabilité du cédant découlant d'une autre disposition de la présente partie.

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 325(4) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Special transfers to spouse

(4) Notwithstanding subsection (1), where at any time an individual transfers property to the individual's spouse under a decree, order or judgment of a competent tribunal or under a written separation agreement and, at that time, the individual and the individual's spouse were separated and living apart as a result of a breakdown of their marriage, for the purposes of paragraph (1)(*d*), the fair market value at that time of the property so transferred shall be deemed to be nil, but nothing in this subsection limits the liability of the individual under any provision of this Part.

Transferts au conjoint

(4) Malgré le paragraphe (1), dans le cas où un particulier transfère un bien à son conjoint — dont il vit séparé au moment du transfert pour cause d'échec du mariage — en vertu d'un décret, d'une ordonnance ou d'un jugement rendu par un tribunal compétent ou en vertu d'un accord écrit de séparation, la juste valeur marchande du bien au moment du transfert est réputée nulle pour l'application de l'alinéa (1)*a*). Toutefois, le présent paragraphe ne limite en rien l'obligation du cédant découlant d'une autre disposition de la présente partie.

Meaning of "property"

(5) In this section, "property" includes money.

Définition de « bien »

(5) Au présent article, l'argent est assimilé à un bien.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

135. Section 328 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

135. L'article 328 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Offence re confidential information

328. (1) Every person who

(*a*) contravenes subsection 295(2), or

(*b*) knowingly contravenes an order made under subsection 295(5.1)

is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding $5,000 or to imprisonment for a term not exceeding twelve months, or to both.

Communication non autorisée de renseignements

328. (1) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 $ et un emprisonnement maximal de 12 mois, ou l'une de ces peines, quiconque, selon le cas :

a) contrevient au paragraphe 295(2);

b) contrevient sciemment à une ordonnance rendue en application du paragraphe 295(5.1).

Idem

(2) Every person

(*a*) to whom confidential information has been provided for a particular purpose pursuant to paragraph 295(5)(*b*), (*c*) or (*g*), or

(*b*) who is an official to whom confidential information has been provided for a particular purpose pursuant to paragraph 295(5)(*a*), (*d*), (*e*) or (*h*),

and who for any other purpose knowingly uses, provides to any person, allows the provision to any person of, or allows any person access to, that information is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding $5,000 or to imprisonment for a term not exceeding twelve months, or to both.

Idem

(2) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 $ et un emprisonnement maximal de 12 mois, ou l'une de ces peines :

a) toute personne à qui un renseignement confidentiel est fourni à une fin précise en conformité avec les alinéas 295(5)*b*), *c*) ou *g*),

b) tout fonctionnaire à qui un renseignement confidentiel a été fourni à une fin précise en conformité avec les alinéas 295(5)*a*), *d*), *e*) ou *h*),

et qui, sciemment, utilise ce renseignement, le fournit ou en permet la fourniture ou l'accès à une autre fin.

Definitions

(3) In subsections (1) and (2), "official" and "confidential information" have the meanings assigned by subsection 295(1).

(3) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), les expressions « fonctionnaire » et « renseignement confidentiel » s'entendent au sens du paragraphe 295(1).

Définitions

1990, c. 45, s. 12(1)

136. (1) Paragraph 336(2)(*f*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*f*) where the individual is a builder of the complex,

(i) if the individual is a builder of the complex only because of paragraph (*d*) of the definition "builder" in subsection 123(1),

(A) the individual shall be deemed not to be a builder of the complex, and

(B) for the purposes of determining whether any other person who, after that time, makes a supply of the complex or an interest therein is a builder of the complex, the complex shall be deemed to have been occupied at that time by an individual as a place of residence, and

(ii) in any other case, for the purposes of determining an input tax credit of the individual, the individual shall be deemed to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to 4% of the consideration for the supply,

136. (1) L'alinéa 336(2)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) si le particulier est le constructeur de l'immeuble :

(i) dans le cas où il n'en est le constructeur que par l'effet de l'alinéa *d*) de la définition de « constructeur » au paragraphe 123(1) :

(A) il est réputé ne pas en être le constructeur,

(B) aux fins de déterminer si une autre personne qui, après le moment du transfert de la possession, fournit l'immeuble ou un droit afférent est le constructeur de l'immeuble, l'immeuble est réputé avoir été occupé à ce moment à titre résidentiel,

(ii) dans les autres cas, aux fins de calculer le crédit de taxe sur les intrants du particulier, celui-ci est réputé avoir payé, au moment du transfert de la possession, une taxe égale à 4 % de la contrepartie de la fourniture;

1990, ch. 45, par. 12(1)

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Paragraph 336(3)(*f*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*f*) where the person is a builder of the unit,

(i) if the person is a builder of the unit only because of paragraph (*d*) of the definition "builder" in subsection 123(1),

(A) the person shall be deemed not to be a builder of the unit, and

(B) for the purposes of determining whether any other person who, after that time, makes a supply of the unit or an interest therein is a builder of the unit, the condominium complex in which the unit is located shall be deemed to have been registered at that time as a condominium and the unit

(2) L'alinéa 336(3)*c*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) si l'acquéreur est le constructeur du logement :

(i) dans le cas où il n'en est le constructeur que par l'effet de l'alinéa *d*) de la définition de « constructeur » au paragraphe 123(1) :

(A) il est réputé ne pas en être le constructeur,

(B) aux fins de déterminer si une autre personne qui, après le moment du transfert de la possession, fournit le logement ou un droit afférent est le constructeur du logement, l'immeuble d'habitation en copropriété dans lequel le logement est situé est réputé avoir été enregistré à ce moment à titre

1990, ch. 45, par. 12(1)

shall be deemed to have been occupied at that time by an individual as a place of residence, and

(ii) in any other case, for the purposes of determining an input tax credit of the person, the person shall be deemed to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to 4% of the consideration for the supply, and

d'immeuble en copropriété, et le logement est réputé avoir été occupé à ce moment à titre résidentiel,

(ii) dans les autres cas, aux fins de calculer le crédit de taxe sur les intrants de l'acquéreur, celui-ci est réputé avoir payé, au moment du transfert de la possession, une taxe égale à 4 % de la contrepartie de la fourniture;

1990, c. 45, s. 12(1)

(3) Paragraph 336(4)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) a taxable supply by way of sale of a condominium complex in Canada is made to a person under an agreement in writing entered into before October 14, 1989 between the supplier and the person,

1990, ch. 45, par. 12(1)

(3) Le passage du paragraphe 336(4) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Transfert d'un immeuble d'habitation en copropriété après 1990

(4) Les règles suivantes s'appliquent à la fourniture taxable par vente d'un immeuble d'habitation en copropriété au Canada, effectuée aux termes d'une convention écrite conclue avant le 14 octobre 1989 entre le fournisseur et l'acquéreur, si, aux termes de la convention, ni la propriété ni la possession de l'immeuble ne sont transférées à l'acquéreur avant 1991 et si, après 1990, la propriété lui en est transférée aux termes de la convention ou l'immeuble est enregistré à titre d'immeuble en copropriété :

1990, c. 45, s. 12(1)

(4) Paragraphs 336(4)(*e*) and (*f*) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(*e*) subsection 191(1) does not apply in respect of any residential condominium unit located in the complex before ownership of the complex is transferred to the person,

(*f*) where the person is a builder of the complex,

(i) if the person is a builder of the complex only because of paragraph (*d*) of the definition "builder" in subsection 123(1),

(A) the person shall be deemed not to be a builder of the complex or of any residential condominium unit located in the complex, and

(B) for the purposes of determining whether any other person who, after that time, makes a supply of the complex, a residential condominium unit located in the complex or an

1990, ch. 45, par. 12(1)

(4) Les alinéas 336(4)*b*) et *c*) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

b) le paragraphe 191(1) ne s'applique pas à un logement en copropriété situé dans l'immeuble tant que la propriété de l'immeuble n'est pas transférée à l'acquéreur;

c) si l'acquéreur est le constructeur de l'immeuble :

(i) dans le cas où il n'en est le constructeur que par l'effet de l'alinéa *d*) de la définition de « constructeur » au paragraphe 123(1) :

(A) il est réputé ne pas être le constructeur de l'immeuble ni d'aucun logement en copropriété situé dans l'immeuble,

(B) aux fins de déterminer si une autre personne qui, après le moment du transfert de la possession, fournit l'immeuble, un logement en copropriété situé dans l'immeuble ou un droit sur l'immeuble ou le logement, est le

interest in the complex or unit is a builder of the complex or of any unit located in the complex, the complex shall be deemed to have been registered at that time as a condominium and each of the units shall be deemed to have been occupied at that time by an individual as a place of residence, and

(ii) in any other case, for the purposes of determining an input tax credit of the person, the person shall be deemed to have paid, at that time, tax in respect of the supply equal to 4% of the consideration for the supply, and

constructeur de l'immeuble ou d'un logement situé dans l'immeuble, l'immeuble est réputé avoir été enregistré à ce moment à titre d'immeuble en copropriété, et chacun des logements est réputé avoir été occupé à ce moment à titre résidentiel,

(ii) dans les autres cas, aux fins de calculer le crédit de taxe sur les intrants de l'acquéreur, celui-ci est réputé avoir payé, au moment du transfert de la possession, une taxe égale à 4 % de la contrepartie de la fourniture;

(5) Subsections (1) to (4) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(5) Les paragraphes (1) à (4) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

137. (1) Section 337 of the said Act is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

137. (1) L'article 337 de la même loi est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Conditional sales and instalment sales

(1.1) No tax is payable in respect of a supply by way of sale (other than a sale resulting from the exercise, after 1990, of an option to purchase contained in a lease, licence or similar arrangement) of tangible personal property to the extent that the property was delivered, or ownership thereof was transferred, to the recipient before 1991 in accordance with the terms of an agreement in writing entered into before 1991 for the supply.

Vente conditionnelle et vente à tempérament

(1.1) Aucune taxe n'est payable relativement à la fourniture par vente d'un bien meuble corporel (sauf si la vente résulte de la levée, après 1990, d'une option d'achat prévue dans un bail, une licence ou un accord semblable) dans la mesure où le bien a été livré, ou sa propriété transférée, à l'acquéreur avant 1991 aux termes d'une convention écrite conclue avant 1991 et visant la fourniture.

1990, c. 45, s. 12(1)

(2) Subsection 337(6) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

(2) Le paragraphe 337(6) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(6) Subject to subsections (2) and (4) and 341(1), 342(1) and 343(1), where a taxable supply of tangible personal property by way of sale or of a service is made in Canada to a person other than a consumer by a supplier in the ordinary course of a business, to the extent that any consideration (other than an instalment payable under a contract in respect of which subsection 118(3) or (4) applies) became due or was paid without having become due after August 1989 and before September 1990 for property that was not delivered to the person and the ownership of which was not transferred to the person before 1991 or for

Idem

(6) Sous réserve des paragraphes (2), (4), 341(1), 342(1) et 343(1), la taxe est payable relativement à la contrepartie de la fourniture taxable d'un bien meuble corporel par vente ou d'un service, effectuée au Canada au profit d'une personne autre qu'un consommateur par un fournisseur dans le cours normal d'une entreprise, dans la mesure où la contrepartie (à l'exception d'un versement payable aux termes d'un contrat auquel le paragraphe 118(3) ou (4) s'applique) devient due, ou est payée sans qu'elle soit devenue due, après août 1989 et avant septembre 1990, relativement à un bien qui n'a pas été livré à la personne et dont

any of the service that was not performed before 1991, tax is payable in respect of that consideration and the person shall, on or before April 1, 1991, file with the Minister in prescribed manner a return in prescribed form containing prescribed information and remit that tax to the Receiver General.

la propriété ne lui a pas été transférée, avant 1991, ou à un service qui ne lui a pas été rendu avant 1991. La personne doit présenter au ministre, au plus tard le 1er avril 1991, une déclaration contenant les renseignements requis par lui en la forme et selon les modalités qu'il détermine, et verser la taxe au receveur général.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

138. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 340 thereof, the following section:

138. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 340, de ce qui suit :

Adjustments

340.1 (1) Where a person remits tax under subsection 337(6) or 340(2) calculated on the consideration or a part thereof for a taxable supply and that consideration or part thereof is subsequently reduced, to the extent that the person did not claim, and is not, but for this section, entitled to claim, an input tax credit or a rebate in respect of the portion of the tax that was calculated on the amount by which the consideration or part thereof was reduced, that portion shall be deemed, for the purposes of determining a rebate under section 261, to be an amount that was not payable or remittable by the person.

Redressements

340.1 (1) Lorsqu'une personne verse, en application des paragraphes 337(6) ou 340(2), la taxe calculée sur la contrepartie, même partielle, d'une fourniture taxable et que cette contrepartie est réduite par la suite, la partie de la taxe calculée sur la contrepartie réduite est réputée, aux fins du calcul du montant remboursable visé à l'article 261, être un montant que la personne n'avait pas à payer ou à verser dans la mesure où elle n'a pas demandé, ou ne pourrait demander en l'absence du présent article, un crédit de taxe sur les intrants ou un remboursement au titre de cette partie de taxe.

Application

(2) Subsection (1) does not apply in circumstances in which section 161 or 176 applies.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas où les articles 161 ou 176 s'appliquent.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

139. (1) Subsection 341(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

139. (1) Le paragraphe 341(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Payments before 1991

(3) Subject to subsection 337(2), where any consideration for a taxable supply of a service (other than a freight transportation service or a service that is the transportation of an individual) is paid after August 1990 and before 1991 without having become due or becomes due after August 1990 and before 1991, that consideration shall be deemed to have become due on January 1, 1991 and not to have been paid before 1991.

Paiement avant 1991

(3) Sous réserve du paragraphe 337(2), la contrepartie de la fourniture taxable d'un service, à l'exclusion d'un service de transport de marchandises ou d'un service de transport d'un particulier, qui est payée après août 1990 et avant 1991 sans qu'elle soit devenue due, ou qui devient due au cours de cette période, est réputée être devenue due le 1er janvier 1991 et ne pas avoir été payée avant 1991.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

140. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 341 thereof, the following section:

140. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 341, de ce qui suit :

Legal service performed before 1991

341.1 (1) No tax is payable in respect of the consideration for a supply of a legal service to the extent that the consideration relates to any part of the service that was performed before 1991 and, under the agreement for the supply, does not become due

(*a*) until allowed, directed or ordered by a court; or

(*b*) until the completion or termination of the service provided by the supplier.

Services juridiques exécutés avant 1991

341.1 (1) Aucune taxe n'est payable relativement à la contrepartie de la fourniture d'un service juridique dans la mesure où cette contrepartie se rapporte à une partie du service qui a été exécutée avant 1991 et ne devient pas due, aux termes de la convention concernant la fourniture, avant l'une des dates suivantes :

a) la date où un tribunal en permet ou en ordonne le paiement;

b) la date de cessation du service rendu par le fournisseur.

Service of representative, trustee, receiver or liquidator

(2) No tax is payable in respect of the consideration for a supply of a service of a personal representative in respect of the administration of an estate, or a service of a trustee, receiver or liquidator, to the extent that the consideration relates to any part of the service that was performed before 1991 and does not become due

(*a*) in the case of the service of a personal representative, until it is approved by all beneficiaries of the estate or in accordance with the terms of the trust binding the personal representative;

(*b*) in the case of the service of a trustee, until a date determined under the terms of the trust or an agreement in writing for the supply; or

(*c*) in any case, until it is allowed, directed or ordered by a court.

Service de représentant, fiduciaire, séquestre ou liquidateur

(2) Aucune taxe n'est payable relativement à la contrepartie de la fourniture d'un service de représentant personnel dans le cadre de l'administration d'une succession ou d'un service de fiduciaire, de séquestre ou de liquidateur, dans la mesure où la contrepartie se rapporte à une partie du service qui a été exécutée avant 1991 et ne devient pas due avant la date suivante :

a) dans le cas d'un service de représentant personnel, la date où les bénéficiaires de la succession approuvent le paiement de la taxe ou celle fixée par la fiducie applicable aux représentants;

b) dans le cas d'un service de fiduciaire, la date déterminée selon les modalités de la fiducie ou selon une convention écrite concernant la fourniture;

c) dans tous les cas, la date où un tribunal permet ou ordonne le paiement de la taxe.

Idem

(3) For the purposes of subsections (1) and (2), where substantially all of a service is performed before 1991, all of the service shall be deemed to have been performed before 1991.

Présomption

(3) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), un service est réputé exécuté avant 1991 s'il est exécuté en presque totalité avant cette année.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

141. (1) Subsections 342(1) and (2) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

141. (1) Les paragraphes 342(1) et (2) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Transportation of individuals

342. (1) No tax is payable in respect of a supply of a service that is the transportation of an individual (other than a service to which subsection (3) applies) where the service begins before 1991.

Transport de particuliers

342. (1) Aucune taxe n'est payable relativement à la fourniture d'un service de transport d'un particulier, sauf un service auquel le paragraphe (3) s'applique, commençant avant 1991.

Idem

(2) Where any consideration for a supply of a service that is the transportation of an individual (other than a service to which subsection (3) applies) is paid after August 1990 and before 1991 without having become due or becomes due after August 1990 and before 1991, that consideration shall be deemed to have become due on January 1, 1991 and not to have been paid before 1991.

Idem

(2) La contrepartie de la fourniture d'un service de transport d'un particulier, sauf un service auquel le paragraphe (3) s'applique, payée après août 1990 et avant 1991 sans qu'elle soit devenue due, ou devenue due au cours de cette période, est réputée être devenue due le 1er janvier 1991 et ne pas avoir été payée avant 1991.

Transportation pass before February 1991

(2.1) No tax is payable in respect of a supply made by a person to an individual of a transportation pass that entitles the individual to transportation services during a period beginning before 1991 and ending before February 1991 without payment of consideration by the individual each time a supply of a transportation service is made to the individual.

Laissez-passer de transport avant février 1991

(2.1) Aucune taxe n'est payable relativement à la fourniture à un particulier d'un laissez-passer qui lui donne droit à des services de transport au cours d'une période commençant avant 1991 et se terminant avant février 1991 sans paiement de contrepartie chaque fois qu'une fourniture de ces services est effectuée à son profit.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

142. (1) Subsections 344(2) and (3) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, par. 12(1)

142. (1) Les paragraphes 344(2) et (3) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Funeral arrangements entered into before September 1990

(2) Where

(*a*) an arrangement for funeral services in respect of an individual is entered into in writing before September 1990,

(*b*) under the terms of the arrangement, the funds required to pay for the funeral services are held by a trustee who is responsible for acquiring funeral services in respect of the individual, and

(*c*) at the time the arrangement is entered into, it is reasonable to expect that all or a part of those funds will be advanced to the trustee before the individual's death,

no tax is payable by the trustee in respect of the supply to the trustee of funeral services under the arrangement.

Arrangements funéraires pris avant septembre 1990

(2) Lorsque les modalités des arrangements pour des services funéraires pris par écrit relativement à un particulier avant septembre 1990 prévoient que les fonds nécessaires au règlement des services sont détenus par un fiduciaire chargé d'acquérir les services, aucune taxe n'est payable par le fiduciaire relativement à la fourniture au fiduciaire des services funéraires prévus par les arrangements si, au moment de la prise des arrangements, il est raisonnable de s'attendre à ce que tout ou partie des fonds en question soient avancés au fiduciaire avant le décès du particulier.

Idem

(3) Where an arrangement for funeral services in respect of an individual is entered into in writing at any time before September 1990 and, at that time, it is reasonable to expect that all or a part of the consideration for the supply of the funeral services will be paid before the individual's death, no tax is payable in respect of any supply of funeral services under the arrangement.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 12(1)

143. (1) All that portion of subsection 346(1) of the said Act preceding paragraph (*b*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

Transitional credit for small businesses

346. (1) Where a person (other than a listed financial institution) is, in the particular fiscal quarter that is the first fiscal quarter of the person beginning in 1991, required to be registered under subsection 240(1) and the total of all consideration that in the particular fiscal quarter became due or was paid without having become due for taxable supplies made by the person in the course of a business does not exceed $500,000,

(*a*) where the reporting period of the person is a fiscal quarter or a fiscal month, the person may deduct the specified amount of the person in determining the person's net tax for the last reporting period of the person ending in the particular fiscal quarter, or for any subsequent reporting period of the person ending in 1991, the return under Division V for which is filed before 1993, and

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

144. (1) The said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 346 thereof, the following section:

Transitional credit for taxi businesses

347. (1) Where a small supplier carrying on a taxi business is registered under Subdivision d of Division V before April 1991, the supplier may, in determining the net tax for

Idem

(3) Lorsque des arrangements pour des services funéraires sont pris par écrit relativement à un particulier avant septembre 1990 et que, au moment de la prise des arrangements, il est raisonnable de s'attendre à ce que tout ou partie de la contrepartie de la fourniture des services soit payée avant le décès du particulier, aucune taxe n'est payable relativement à une fourniture de services funéraires effectuée aux termes des arrangements.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, par. 12(1)

143. (1) Le passage du paragraphe 346(1) de la même loi qui précède l'alinéa *b*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Crédit transitoire pour la petite entreprise

346. (1) Lorsqu'une personne, sauf une institution financière désignée, est tenue d'être inscrite aux termes du paragraphe 240(1) au cours de son premier trimestre d'exercice commençant en 1991 et que la contrepartie totale qui devient due, ou qui est payée sans qu'elle soit devenue due, au cours de ce trimestre pour des fournitures taxables que la personne a effectuées dans le cadre d'une entreprise ne dépasse pas 500 000 $, les règles suivantes s'appliquent :

a) si la période de déclaration de la personne correspond à un trimestre d'exercice ou à un mois d'exercice, la personne peut déduire le montant déterminé qui lui est applicable dans le calcul de sa taxe nette pour sa dernière période de déclaration se terminant au cours de son premier trimestre d'exercice commençant en 1991, ou pour toute période de déclaration ultérieure se terminant en 1991, à l'égard desquelles une déclaration en vertu de la section V est produite avant 1993;

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

144. (1) La même loi est modifiée par insertion, après l'article 346, de ce qui suit :

Crédit transitoire pour entreprises de taxis

347. (1) Le petit fournisseur qui exploite une entreprise de taxis et qui est inscrit en vertu de la sous-section d de la section V avant avril 1991 peut déduire, dans le calcul de la taxe nette — qui serait positive sans l'applica-

(*a*) where the reporting period of the supplier is a fiscal quarter or a fiscal month, each reporting period of the supplier that ends in 1991 on or after the last day of the first fiscal quarter of the supplier beginning in that year, and

(*b*) in any other case, the first reporting period of the supplier beginning after 1990,

deduct the specified amount of the supplier for that reporting period, where that net tax would be a positive amount if it were determined without reference to this subsection and the return under Division V for that period is filed before 1993.

tion du présent paragraphe — pour l'une des périodes de déclaration suivantes, le montant déterminé qui lui est applicable pour cette période, si une déclaration en vertu de la section V est produite pour cette période avant 1993 :

a) si la période de déclaration du fournisseur correspond à un trimestre d'exercice ou à un mois d'exercice, chacune de ses périodes de déclaration qui prend fin en 1991 au plus tôt le dernier jour de son premier trimestre d'exercice commençant au cours de cette année;

b) dans les autres cas, la première période de déclaration du fournisseur commençant après 1990.

Specified amount

(2) For the purposes of subsection (1), the specified amount of a supplier for a reporting period of the supplier is an amount equal to the lesser of

(*a*) the positive amount, if any, that would be the net tax for the period if that amount were determined without reference to that subsection, and

(*b*) the amount determined by the formula

A - B

where

A is $300, and

B is the total of all amounts each of which is an amount that, because of that subsection, was deducted in determining the net tax for a preceding reporting period of the supplier.

Montant déterminé

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le montant déterminé applicable à un fournisseur pour sa période de déclaration correspond au moins élevé des montants suivants :

a) le montant positif qui correspondrait à la taxe nette pour la période si ce montant était calculé sans l'application de ce paragraphe;

b) le résultat du calcul suivant :

A - B

où :

A représente 300 $,

B le total des montants déduits, en application de ce paragraphe, dans le calcul de la taxe nette pour les périodes de déclaration antérieures du fournisseur.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 14(1)

145. (1) Paragraphs 8(*b*) and (*c*) of Schedule I to the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(*b*) that is sold under conditions that would qualify the sale as a zero-rated supply for the purposes of Part IX of the Act or that is purchased by and for the personal or official use of a person who is entitled to the tax exemptions specified in article 34 of the Convention set out in Schedule I to the *Foreign Missions and International Organizations Act* or in article 49 of the Convention set out in Schedule II to that Act; or

1990, ch. 45, par. 14(1)

145. (1) Les alinéas 8*b*) et *c*) de l'annexe I de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

b) est vendu dans des conditions qui feraient de la vente une fourniture détaxée pour l'application de la partie IX de la loi ou est acheté, pour son usage personnel ou officiel, par une personne exempte d'impôts et de taxes visée à l'article 34 de la convention figurant à l'annexe I de la *Loi sur les missions étrangères et les organisations internationales* ou à l'article 49 de la

(*c*) that is included as permanently installed equipment in an automobile, station wagon, van or truck, that is sold under conditions that would qualify the sale as a zero-rated supply for the purposes of Part IX of the Act or that is purchased by and for the personal or official use of a person who is entitled to the tax exemptions specified in article 34 of the Convention set out in Schedule I to the *Foreign Missions and International Organizations Act* or in article 49 of the Convention set out in Schedule II to that Act.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on January 1, 1991.

1990, c. 45, s. 15(1)

146. (1) Section 10 of Schedule I to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

10. Section 6 does not apply in respect of any of the goods mentioned in that section that are

(*a*) sold under conditions that would qualify the sale as a zero-rated supply for the purposes of Part IX of the Act;

(*b*) purchased or imported for police or fire-fighting services; or

(*c*) purchased by and for the personal or official use of a person who is entitled to the tax exemptions specified in article 34 of the Convention set out in Schedule I to the *Foreign Missions and International Organizations Act* or in article 49 of the Convention set out in Schedule II to that Act.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on January 1, 1991.

1990, c. 45, s. 18

147. (1) Sections 2 to 6 of Part I of Schedule V to the said Act are repealed and the following substituted therefor:

2. A supply by way of sale of a residential complex or an interest therein made by a person who is not a builder of the complex or, where the complex is a multiple unit residential complex, an addition thereto, unless the person claimed an input tax credit in respect of

convention figurant à l'annexe II de cette loi;

c) est inclus à titre d'équipement installé en permanence dans une automobile, une familiale, une fourgonnette ou un camion, qui est vendu dans des conditions qui feraient de la vente une fourniture détaxée pour l'application de la partie IX de la loi ou est acheté, pour son usage personnel ou officiel, par une personne exempte d'impôts et de taxes visée à l'article 34 de la convention figurant à l'annexe I de la *Loi sur les missions étrangères et les organisations internationales* ou à l'article 49 de la convention figurant à l'annexe II de cette loi.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1991.

1990, ch. 45, par. 15(1)

146. (1) L'article 10 de l'annexe I de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

10. L'article 6 ne s'applique à aucune des marchandises qui y sont mentionnées et qui sont, selon le cas :

a) vendues dans des conditions qui feraient de la vente une fourniture détaxée pour l'application de la partie IX de la loi;

b) achetées ou importées pour servir à la police ou combattre l'incendie;

c) achetées, pour son usage personnel ou officiel, par une personne exempte d'impôts et de taxes visée à l'article 34 de la convention figurant à l'annexe I de la *Loi sur les missions étrangères et les organisations internationales* ou à l'article 49 de la convention figurant à l'annexe II de cette loi.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1991.

1990, ch. 45, art. 18

147. (1) Les articles 2 à 6 de la partie I de l'annexe V de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

2. La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation, ou d'un droit afférent, effectuée par une personne autre que le constructeur de l'immeuble ou, si l'immeuble est un immeuble d'habitation à logements multiples, d'une adjonction à celui-ci, sauf si la personne

the last acquisition by the person of the complex, or in respect of the acquisition or importation by the person, after the complex was last acquired by the person, of an improvement to the complex.

demande un crédit de taxe sur les intrants relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble ou relativement à son acquisition ou importation, après sa dernière acquisition de l'immeuble, d'améliorations apportées à celui-ci.

3. A supply by way of sale of a residential complex or an interest therein made by an individual who is a builder of the complex or, where the complex is a multiple unit residential complex, an addition thereto, if

(*a*) at any time after the construction or substantial renovation of the complex or addition is substantially completed, the complex is used primarily as a place of residence of the individual, an individual related to the individual or a former spouse of the individual, and

(*b*) the complex is not used primarily for any other purpose after the construction or substantial renovation is substantially completed and before that time,

unless the individual claimed an input tax credit in respect of the last acquisition by the individual of the real property included in the complex or in respect of the acquisition or importation by the individual, after the real property was last acquired by the individual, of an improvement to the real property.

3. La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation, ou d'un droit afférent, effectuée par un particulier qui en est le constructeur ou, s'il s'agit d'un immeuble d'habitation à logements multiples, d'une adjonction à celui-ci, si :

a) d'une part, à un moment donné après que la construction ou les rénovations majeures de l'immeuble d'habitation ou de l'adjonction sont achevées en grande partie, l'immeuble d'habitation est utilisé principalement à titre résidentiel par le particulier, son ex-conjoint ou un particulier lié au particulier;

b) d'autre part, l'immeuble d'habitation n'est pas utilisé principalement à une autre fin entre le moment où les travaux sont achevés en grande partie et le moment donné.

Le présent article ne s'applique pas si le particulier demande un crédit de taxe sur les intrants relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble compris dans l'immeuble d'habitation ou relativement à son acquisition ou importation, après sa dernière acquisition de l'immeuble, d'améliorations apportées à celui-ci.

4. A supply by way of sale of a single unit residential complex (in this section referred to as the "complex") or a residential condominium unit (in this section referred to as the "unit") or an interest in the complex or unit made by a builder of the complex or unit where

(*a*) in the case of a unit situated in a residential complex (in this section referred to as the "premises") that was converted by the builder from use as a multiple unit residential complex to use as a condominium complex, the builder received an exempt supply of the premises by way of sale or was deemed under subsection 191(3) of the Act to have received a taxable supply of

4. La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation à logement unique ou d'un logement en copropriété, ou d'un droit dans un tel immeuble ou logement, effectuée par son constructeur si :

a) dans le cas d'un logement situé dans un immeuble d'habitation (appelé « propriété » au présent article) — immeuble d'habitation à logements multiples que le constructeur a converti en immeuble d'habitation en copropriété —, le constructeur reçoit une fourniture exonérée par vente de la propriété ou est réputé par le paragraphe 191(3) de la loi avoir reçu une fourniture taxable par vente de la propriété, et cette fourniture constitue la dernière fourniture

the premises by way of sale, and that supply was the last supply of the premises made by way of sale to the builder, or

(*b*) in any case, the builder received an exempt supply of the complex or unit by way of sale or was deemed under subsection 191(1) or (2) of the Act to have received a taxable supply of the complex or unit by way of sale, and that supply was the last supply of the complex or unit made by way of sale to the builder,

unless

(*c*) after the complex, unit or premises were last acquired by the builder, the builder carried on, or engaged another person to carry on for the builder, the substantial renovation of the complex, unit or premises, or

(*d*) the builder claimed an input tax credit in respect of the last acquisition by the builder of the complex, unit or premises or in respect of the acquisition or importation by the builder, after the complex, unit or premises were last acquired by the builder, of an improvement to the complex, unit or premises.

par vente de la propriété effectuée au profit du constructeur;

b) dans tous les cas, le constructeur reçoit par vente une fourniture exonérée de l'immeuble ou du logement ou est réputé par les paragraphes 191(1) ou (2) de la loi avoir reçu par vente une fourniture taxable de l'immeuble ou du logement, et cette fourniture constitue la dernière fourniture par vente de l'immeuble ou du logement effectuée au profit du constructeur.

Le présent article ne s'applique pas dans les cas suivants :

c) après la dernière acquisition de l'immeuble, du logement ou de la propriété par le constructeur, celui-ci y fait ou fait faire des rénovations majeures;

d) le constructeur demande un crédit de taxe sur les intrants relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble, du logement ou de la propriété ou relativement à son acquisition ou importation, après cette dernière acquisition de l'immeuble, du logement ou de la propriété, d'améliorations qui y sont apportées.

5. A supply by way of sale of a multiple unit residential complex or an interest therein made by a person who is a builder of the complex or an addition thereto where

(*a*) in the case of a person who is a builder of the complex, the person received an exempt supply of the complex by way of sale, or was deemed under subsection 191(3) of the Act to have received a taxable supply of the complex by way of sale, and that supply was the last supply of the complex made by way of sale to the person, and

(*b*) in the case of a person who is a builder of an addition to the complex, the person received an exempt supply of the addition by way of sale, or was deemed under subsection 191(4) of the Act to have received a taxable supply of the addition by way of sale, and that supply was the last supply of the addition made by way of sale to the person,

unless

5. La fourniture par vente d'un immeuble d'habitation à logements multiples ou d'un droit afférent effectuée par le constructeur de l'immeuble ou d'une adjonction à celui-ci, si :

a) dans le cas du constructeur de l'immeuble, il reçoit par vente une fourniture exonérée de l'immeuble ou est réputé par le paragraphe 191(3) de la loi avoir reçu par vente une fourniture taxable de l'immeuble, et cette fourniture constitue la dernière fourniture par vente de l'immeuble effectuée à son profit;

b) dans le cas du constructeur d'une adjonction, il reçoit par vente une fourniture exonérée de l'adjonction ou est réputé par le paragraphe 191(4) de la loi avoir reçu par vente une fourniture taxable de l'adjonction, et cette fourniture constitue la dernière fourniture par vente de l'adjonction effectuée à son profit.

Le présent article ne s'applique pas dans les cas suivants :

(*c*) after the complex was last supplied to the person, the person carried on, or engaged another person to carry on for the person, the substantial renovation of the complex, or

(*d*) the person claimed an input tax credit in respect of the last acquisition by the person of the complex or an addition thereto or in respect of the acquisition or importation by the person, after the complex was last acquired by the person, of an improvement to the complex, other than an input tax credit in respect of the construction of an addition to the complex.

c) après la dernière fourniture de l'immeuble effectuée au profit du constructeur, celui-ci y fait ou fait faire des rénovations majeures;

d) le constructeur demande un crédit de taxe sur les intrants (sauf un tel crédit relatif à la construction d'une adjonction à l'immeuble) relativement à sa dernière acquisition de l'immeuble ou de l'adjonction ou relativement à son acquisition ou importation, après cette dernière acquisition de l'immeuble ou de l'adjonction, d'améliorations qui y sont apportées.

5.1 A supply by way of sale of a building, or that part of a building, in which one or more residential units are located, or an interest in such a building or part, where

(*a*) both immediately before and immediately after the earlier of the time ownership of the building, part or interest is transferred to the recipient of the supply (in this section referred to as the "purchaser") and the time possession thereof is transferred to the purchaser under the agreement for the supply, the building or part forms part of a residential complex; and

(*b*) immediately after the earlier of the time ownership of the building, part or interest is transferred to the purchaser and the time possession thereof is transferred to the purchaser under the agreement for the supply, the purchaser is a recipient described in subparagraph 7(*a*)(i) of an exempt supply, described by paragraph 7(*a*), of the land included in the complex.

5.1 La fourniture par vente de tout ou partie d'un bâtiment qui contient au moins une habitation, ou d'un droit afférent, dans le cas où, à la fois :

a) juste avant et juste après le premier en date du transfert à l'acquéreur de la propriété du bâtiment, de la partie de bâtiment ou du droit et du transfert à l'acquéreur de leur possession aux termes de la convention portant sur la fourniture, le bâtiment ou la partie de bâtiment fait partie d'un immeuble d'habitation;

b) juste après le premier en date du transfert à l'acquéreur de la propriété du bâtiment, de la partie de bâtiment ou du droit et du transfert à l'acquéreur de leur possession aux termes de la convention portant sur la fourniture, l'acquéreur est le destinataire, visé au sous-alinéa 7*a*)(i), d'une fourniture exonérée visée à l'alinéa 7*a*) du fonds compris dans l'immeuble.

5.2 A supply by way of sale of land that forms part of a residential complex or an interest in such land where

(*a*) immediately before the earlier of the time ownership thereof is transferred to the recipient of the supply and the time possession thereof is transferred to the recipient of the supply under the agreement for the supply, the land is subject to a lease, licence or similar arrangement by which a supply that is an exempt supply described by paragraph 7(*a*) was made; and

5.2 La fourniture par vente d'un fonds qui fait partie d'un immeuble d'habitation, ou d'un droit sur un tel fonds, dans le cas où, à la fois :

a) juste avant le premier en date du transfert à l'acquéreur de la propriété du fonds ou du droit et du transfert à l'acquéreur de leur possession aux termes de la convention portant sur la fourniture, le fonds est visé par un bail, une licence ou un accord semblable en application duquel une fourniture exonérée visée à l'alinéa 7*a*) a été effectuée;

(*b*) if a supply by way of sale were made of the residential complex immediately before that earlier time, the supply would be an exempt supply described in any of sections 2 to 5.

b) la fourniture constituerait une fourniture exonérée visée à l'un des articles 2 à 5 si l'immeuble faisait l'objet d'une fourniture par vente juste avant le premier en date de ces transferts.

5.3 A supply of a residential trailer park or an interest therein made by a person where

(*a*) the person received an exempt supply, described by this section, of the park or was deemed under subsection 190(4), 200(2), 206(4) or 207(1) of the Act to have received a taxable supply of the land included in the park as a consequence of using the land for purposes of the park, and that supply was the last supply of the park made by way of sale to the person, and

(*b*) if the person increased the area of land included in the park, the person received an exempt supply, described by this section, of the area of land by which the park was increased (in this section referred to as the "additional area") or was deemed under subsection 190(5), 200(2), 206(4) or 207(1) of the Act to have made a taxable supply of the additional area as a consequence of using the additional area for purposes of the park, and that supply was the last supply of the additional area made by way of sale to the person,

unless the person claimed an input tax credit in respect of the last acquisition by the person of the park or an additional area thereof or in respect of the acquisition or importation by the person, after the park was last acquired by the person, of an improvement to the park, other than an input tax credit in respect of an improvement to an additional area that was acquired or imported by the person before the additional area was last acquired by the person.

5.3 La fourniture par une personne d'un parc à roulottes résidentiel ou d'un droit afférent, si, à la fois :

a) la personne a reçu une fourniture exonérée, visée au présent article, du parc ou est réputée par les paragraphes 190(4), 200(2), 206(4) ou 207(1) de la loi avoir reçu une fourniture taxable du fonds compris dans le parc du fait qu'elle a utilisé le fonds aux fins du parc, et cette fourniture constitue la dernière fourniture par vente du parc effectuée à son profit;

b) dans le cas où la personne a augmenté la superficie du fonds compris dans le parc, elle a reçu une fourniture exonérée, visée au présent article, de l'aire ajoutée ou est réputée par les paragraphes 190(5), 200(2), 206(4) ou 207(1) de la loi avoir effectué une fourniture taxable de l'aire du fait qu'elle l'a utilisée aux fins du parc, et cette fourniture constitue la dernière fourniture par vente de l'aire effectuée à son profit.

Le présent article ne s'applique pas si la personne demande un crédit de taxe sur les intrants relativement à la dernière acquisition par elle du parc ou d'une aire ajoutée à celui-ci ou relativement à son acquisition ou importation, après cette dernière acquisition du parc, d'améliorations apportées au parc, sauf s'il s'agit d'un crédit de taxe sur les intrants relatif à des améliorations apportées à une aire ajoutée qu'elle a acquise ou importée avant sa dernière acquisition de l'aire en question.

6. A supply

(*a*) of a residential complex or a residential unit in a residential complex by way of lease, licence or similar arrangement for the purpose of its occupancy as a place of residence or lodging by an individual, where it is occupied by the same individual for a period of at least one month; or

6. La fourniture :

a) d'un immeuble d'habitation ou d'une habitation dans un tel immeuble, par bail, licence ou accord semblable, en vue de son occupation à titre résidentiel ou d'hébergement par un particulier donné pour une période d'au moins un mois;

(*b*) of a residential unit by way of lease, licence or similar arrangement for the purpose of its occupancy as a place of residence or lodging by an individual, where the consideration for the supply does not exceed $20 for each day of occupancy.

b) d'une habitation, par bail, licence ou accord semblable, en vue de son occupation à titre résidentiel ou d'hébergement si la contrepartie de la fourniture ne dépasse pas 20 $ par jour d'occupation.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that section 5.1 of Part I of Schedule V to the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to a supply of real property under which ownership or possession of the real property is transferred to the recipient before March 28, 1991 or to a supply under an agreement in writing entered into before that day.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, l'article 5.1 de la partie I de l'annexe V de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux fournitures d'immeubles dans le cadre desquelles la propriété ou la possession de l'immeuble est transférée à l'acquéreur avant le 28 mars 1991 ou celles qui sont effectuées aux termes d'une convention écrite conclue avant cette date.

1990, c. 45, s. 18

148. (1) Section 6.1 of Part I of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

148. (1) L'article 6.1 de la partie I de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6.1 A supply of property that is

(*a*) land,

(*b*) a building, or that part of a building, that forms part of a residential complex, or

(*c*) a residential complex,

made by way of lease, licence or similar arrangement for a lease interval (within the meaning assigned by subsection 136(2.1) of the Act) throughout which the lessee or any sub-lessee makes, or holds the property for the purpose of making, one or more supplies of the property or parts of the property and all or substantially all of those supplies

(*d*) are exempt supplies described by section 6 or 7, or

(*e*) are supplies that are made, or are reasonably expected to be made, to other lessees or sub-lessees described in this section.

6.1 La fourniture d'un bien — fonds, immeuble d'habitation ou bâtiment, ou partie de bâtiment, qui fait partie d'un immeuble d'habitation — effectuée par bail, licence ou accord semblable pour une période de location (au sens du paragraphe 136(2.1) de la loi) durant laquelle le locataire ou le sous-locataire effectue une ou plusieurs fournitures du bien ou de parties du bien, ou détient le bien en vue d'effectuer pareilles fournitures, et la totalité, ou presque, de ces fournitures sont :

a) soit exonérées aux termes des articles 6 ou 7;

b) soit effectuées au profit d'autres locataires ou sous-locataires visés au présent article ou il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles soient ainsi effectuées.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on January 1, 1993.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1993.

149. (1) Part I of Schedule V to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 6.1 thereof, the following section:

149. (1) La partie I de l'annexe V de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 6.1, de ce qui suit :

6.2 A supply of meals made by a person who is making a supply, described by paragraph 6(*a*), of a residential complex or unit where the meals are provided, to the occupant of the complex or unit, in the complex or unit or in the residential complex in which the unit is located under an arrangement whereby at least 10 meals per week are supplied for a single consideration determined before any meal is provided under the arrangement.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

150. (1) Sections 7 and 8 of Part I of Schedule V to the said Act are repealed and the following substituted therefor:

7. A supply

(*a*) of land (other than a site in a residential trailer park) by way of lease, licence or similar arrangement for a period of at least one month, made to

(i) the owner, lessee or person in occupation or possession of a residential unit that is or is to be affixed to the land for the purpose of its use and enjoyment as a place of residence for individuals, or

(ii) a person who is acquiring possession of the land for the purpose of constructing a residential complex on it in the course of a commercial activity,

(*b*) of a site in a residential trailer park by way of lease, licence or similar arrangement for a period of at least one month, made to the owner, lessee or person in occupation or possession of

(i) a mobile home, or

(ii) a travel trailer, motor home or similar vehicle or trailer,

situated or to be situated on the site, or

(*c*) of a lease, licence or similar arrangement referred to in paragraph (*a*) or (*b*) by way of assignment,

but not including any land on which the residential unit, mobile home, vehicle or trailer is or is to be affixed or situated, or any land contiguous to it, that is not reasonably necessary for the use and enjoyment of the unit, home,

6.2 La fourniture de repas effectuée par la personne qui fournit un immeuble d'habitation ou une habitation en conformité avec l'alinéa 6*a*), si les repas sont fournis dans l'immeuble, dans l'habitation ou dans l'immeuble d'habitation où est située l'habitation, à son occupant, dans le cadre d'un régime prévoyant la fourniture d'au moins dix repas par semaine pour une contrepartie unique déterminée préalablement à la fourniture d'un repas aux termes de la convention.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

150. (1) Les articles 7 et 8 de la partie I de l'annexe V de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

7. La fourniture :

a) d'un fonds, sauf un emplacement dans un parc à roulottes résidentiel, par bail, licence ou accord semblable d'une durée d'au moins un mois, effectuée, selon le cas :

(i) au profit du propriétaire, du locataire, de l'occupant ou du possesseur d'une habitation fixée, ou à fixer, sur le fonds en vue de son utilisation à titre résidentiel,

(ii) au profit d'une personne qui acquiert la possession du fonds en vue d'y construire un immeuble d'habitation dans le cadre d'une activité commerciale;

b) d'un emplacement dans un parc à roulottes résidentiel, par bail, licence ou accord semblable d'une durée d'au moins un mois, effectuée au profit du propriétaire, du locataire, de l'occupant ou du possesseur, selon le cas :

(i) d'une maison mobile installée ou à installer sur l'emplacement,

(ii) de quelque véhicule ou remorque — notamment une remorque de tourisme ou une maison motorisée — installé ou à installer sur l'emplacement;

c) d'un bail, d'une licence ou d'un accord semblable visé aux alinéas *a*) ou *b*), par cession.

Le présent article ne s'applique pas au fonds sur lequel l'habitation, la maison mobile, le véhicule ou la remorque est fixé ou installé, ou doit l'être, ni au fonds contigu à ce fonds, qui

vehicle or trailer as a place of residence for individuals.

8. A supply by way of sale of a parking space in a condominium complex made by a supplier to a person where

(*a*) the supplier, at the same time or as part of the same supply, makes a supply, included in any of sections 2 to 4, that is made by way of sale to the person of a residential condominium unit in the condominium complex; and

(*b*) the space was, at any time, supplied to the supplier by way of sale and the supplier did not, after that time, claim an input tax credit in respect of the acquisition or importation of an improvement to the space.

8.1 A supply by way of lease, licence or similar arrangement of a parking space for a period of at least one month

(*a*) made to a person (in this paragraph referred to as an "occupier") who is a lessee or person in occupation or possession of a single unit residential complex, a residential unit in a multiple unit residential complex or a site in a residential trailer park where

(i) the space forms part of the residential complex or residential trailer park, as the case may be, or

(ii) the supplier of the space is an owner or occupier of the single unit residential complex, residential unit or site, as the case may be, and the use of the space is incidental to the use and enjoyment of the complex, unit or site, as the case may be, as a place of residence for individuals;

(*b*) made to the owner, lessee or person in occupation or possession of a residential condominium unit in a condominium complex where the space forms part of the complex; or

(*c*) made by a supplier to the owner, lessee or person in occupation or possession of a floating home where the home is moored to mooring facilities or a wharf under an

n'est pas raisonnablement nécessaire à l'utilisation de l'habitation, de la maison, du véhicule ou de la remorque à titre résidentiel.

8. La fourniture par vente d'un espace de stationnement situé dans un immeuble d'habitation en copropriété si, à la fois :

a) le fournisseur, au moment ou dans le cadre de cette fourniture, effectue, au profit de l'acquéreur, la fourniture par vente d'un logement en copropriété situé dans l'immeuble, visée à l'un des articles 2 à 4;

b) l'espace a été fourni par vente au fournisseur, et celui-ci n'a pas demandé de crédit de taxe sur les intrants relativement à l'acquisition ou à l'importation d'améliorations qui y sont apportées.

8.1 La fourniture par bail, licence ou accord semblable d'un espace de stationnement pour une période d'au moins un mois effectuée :

a) soit au profit du locataire, de l'occupant ou du possesseur (appelés « occupant » au présent alinéa) d'un immeuble d'habitation à logement unique, d'une habitation dans un immeuble d'habitation à logements multiples ou d'un emplacement dans un parc à roulottes résidentiel, si, selon le cas :

(i) l'espace fait partie de l'immeuble d'habitation ou du parc à roulottes résidentiel,

(ii) le fournisseur de l'espace est le propriétaire ou l'occupant de l'immeuble d'habitation à logement unique, de l'habitation ou de l'emplacement, et l'utilisation de l'espace est accessoire à l'utilisation de l'immeuble, de l'habitation ou de l'emplacement à titre résidentiel;

b) soit au profit du propriétaire, du locataire, de l'occupant ou du possesseur d'un logement en copropriété situé dans un immeuble d'habitation en copropriété, si l'espace fait partie de l'immeuble;

c) soit par un fournisseur au profit du propriétaire, du locataire, de l'occupant ou du possesseur d'une maison flottante qui est amarrée à un poste d'amarrage ou à un quai

agreement with the supplier for a supply that is an exempt supply described in section 13.2 and the use of the space is incidental to the use and enjoyment of the home as a place of residence for individuals.

aux termes d'une convention conclue avec le fournisseur portant sur une fourniture exonérée visée à l'article 13.2, si l'utilisation de l'espace est accessoire à l'utilisation de la maison à titre résidentiel.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that subparagraph 7(*b*)(ii) of Part I of Schedule V to the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to a supply of a site in a residential trailer park made by way of lease, licence or similar arrangement for any period before November 5, 1991, and, where a supply of such a site is for a period (in this subsection referred to as the "lease period") that begins before November 5, 1991 and ends after November 4, 1991, the provision of the site for the part of the lease period that is before November 5, 1991 and the provision of the site for the remainder of the lease period shall each be deemed to be a separate supply.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, le sous-alinéa 7*b*)(ii) de la partie I de l'annexe V de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux fournitures d'emplacements dans un parc à roulottes résidentiel effectuées par bail, licence ou accord semblable pour une période antérieure au 5 novembre 1991. Pour l'application du présent paragraphe, si la fourniture de l'emplacement couvre une période qui comprend le 5 novembre 1991, la partie de la fourniture effectuée pour la période qui précède cette date est réputée une fourniture distincte de celle qui l'est pour la période commençant à cette date.

1990, c. 45, s. 18

151. (1) All that portion of section 9 of Part I of Schedule V to the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

151. (1) Le passage de l'article 9 de la partie I de l'annexe V de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

9. A supply of real property made by way of sale by an individual or a trust, all the beneficiaries (other than contingent beneficiaries) of which are individuals and all the contingent beneficiaries of which, if any, are individuals or charities, other than

9. La fourniture par vente d'un immeuble effectuée soit par un particulier, soit par une fiducie dont l'ensemble des bénéficiaires, sauf les bénéficiaires subsidiaires, sont des particuliers et, le cas échéant, dont l'ensemble des bénéficiaires subsidiaires sont des particuliers ou des organismes de bienfaisance, à l'exclusion des fournitures suivantes :

1990, c. 45, s. 18

(2) Subparagraph 9(*b*)(ii) of Part I of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

(2) Le sous-alinéa 9*b*)(ii) de la partie I de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(ii) where the individual or trust has filed an election with the Minister in prescribed form and manner and containing prescribed information, in the course of an adventure or concern in the nature of trade of the individual or trust;

(ii) si le particulier ou la fiducie a présenté au ministre, en la forme et selon les modalités déterminées par celui-ci, un choix contenant les renseignements requis par lui, dans le cadre d'un projet à risques ou d'une affaire de caractère commercial du particulier ou de la fiducie;

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

152. (1) Section 14 of Part I of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

13.1 A supply of property or a service made by a cooperative housing corporation to a person who, because the person is a shareholder of the corporation or a lessee or sub-lessee of a shareholder of the corporation, is entitled to occupy or use a residential unit in a residential complex managed or owned by the corporation, where the supply relates to the occupancy or use of a residential unit in the complex.

13.2 A supply, made to a person who is the owner, lessee or person in occupation or possession of a floating home, of a right to use mooring facilities or a wharf for a period of at least one month in connection with the use and enjoyment of the home as a place of residence for individuals.

14. Subsections 190(4) and (5) and section 191 of the Act shall, for the purposes of applying sections 4, 5, 5.2 and 5.3, be deemed to have been in force at all times.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

153. (1) Paragraph (*c*) of the definition "health care facility" in section 1 of Part II of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) a facility, or a part thereof, operated for the purpose of providing residents of the facility who have limited physical or mental capacity for self-supervision and self-care with

(i) nursing and personal care under the direction or supervision of qualified medical and nursing care staff or other personal and supervisory care (other than domestic services of an ordinary household nature) according to the individual requirements of the residents,

(ii) assistance with the activities of daily living and social, recreational and other related services to meet the psycho-social needs of the residents, and

(iii) meals and accommodation;

1990, ch. 45, art. 18

152. (1) L'article 14 de la partie I de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

13.1 La fourniture d'un bien ou d'un service effectuée par une coopérative d'habitation au profit d'une personne qui, en sa qualité de coopérateur ou de locataire ou sous-locataire d'un tel coopérateur, peut occuper ou utiliser une habitation dans un immeuble d'habitation géré par la coopérative, ou lui appartenant, si la fourniture est liée à l'occupation ou à l'utilisation d'une habitation de l'immeuble.

13.2 La fourniture, effectuée au profit du propriétaire, du locataire, de l'occupant ou du possesseur d'une maison flottante, du droit d'utiliser un poste d'amarrage ou un quai pour une période d'au moins un mois relativement à l'utilisation de la maison à titre résidentiel.

14. Les paragraphes 190(4) et (5) et l'article 191 de la loi sont réputés, pour l'application des articles 4, 5, 5.2 et 5.3, avoir été en vigueur en tout temps.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

153. (1) L'alinéa *c*) de la définition de « établissement de santé », à l'article 1 de la partie II de l'annexe V de la même loi, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) tout ou partie d'un établissement où sont offerts aux résidents dont l'aptitude physique ou mentale sur le plan de l'autonomie ou de l'autocontrôle est limitée :

(i) des soins infirmiers ou personnels sous la direction ou la surveillance d'un personnel de soins infirmiers et médicaux compétent et d'autres soins personnels et de surveillance (sauf les services ménagers propres à la tenue de l'intérieur domestique) selon les besoins des résidents,

(ii) de l'aide pour permettre aux résidents d'accomplir des activités courantes et des activités récréatives et sociales, et d'autres services connexes pour satisfaire à leurs besoins psychosociaux,

(2) Section 1 of Part II of Schedule V to the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definition:

"homemaker service" means a household or personal service, such as cleaning, laundering, meal preparation and child care, that is rendered to an individual who, due to age, infirmity or disability, requires assistance;

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on April 1, 1991.

154. (1) Part II of Schedule V to the said Act is further amended by adding thereto the following section:

13. A supply of a homemaker service that is rendered to an individual in the individual's place of residence, where the supply is made to any recipient by

(*a*) a government or municipality; or

(*b*) a person who receives an amount in respect of the supply paid by a government, municipality or organization administering a provincial or municipal program in respect of homemaker services.

(2) Subsection (1) applies to supplies for which consideration becomes due or is paid after March 1991 and for which no part of the consideration became due or was paid before April 1991.

1990, c. 45, s. 18

155. (1) The definition "provincial regulatory body" in section 1 of Part III of Schedule V to the said Act is repealed.

(2) Section 1 of Part III of Schedule V to the said Act is further amended by adding thereto the following definition:

"regulatory body" means a body that is constituted or empowered by an Act of Parliament or of the legislature of a province to regulate the practice of a profession or trade by setting standards of knowledge and proficiency for practitioners of the profession or trade;

(2) L'article 1 de la partie II de l'annexe V de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« service ménager à domicile » Service ménager ou personnel, notamment le ménage, la lessive, la préparation des repas et la garde des enfants, rendu à un particulier qui, en raison de son âge, d'une infirmité ou d'une invalidité, a besoin d'aide.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 1er avril 1991.

154. (1) La partie II de l'annexe V de la même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

13. La fourniture d'un service ménager à domicile rendu à un particulier à son lieu de résidence s'il est fourni à l'acquéreur par l'une des personnes suivantes :

a) un gouvernement ou une municipalité;

b) une personne qui reçoit d'un gouvernement, d'une municipalité ou d'un organisme administrant un programme provincial ou municipal de services ménagers à domicile un montant pour la fourniture.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée après mars 1991 et à l'égard desquelles aucune partie de la contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant avril 1991.

1990, ch. 45, art. 18

155. (1) La définition de « organisme provincial de réglementation », à l'article 1 de la partie III de l'annexe V de la même loi, est abrogée.

(2) L'article 1 de la partie III de l'annexe V de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

« organisme de réglementation » Organisme habilité par une loi fédérale ou provinciale à réglementer l'exercice d'une profession, ou constitué à cette fin, et qui, dans ce but, établit des normes de connaissances et de compétence pour les praticiens.

(3) Subsections (1) and (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Les paragraphes (1) et (2) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

156. (1) Section 6 of Part III of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

156. (1) L'article 6 de la partie III de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. A supply of

(*a*) a service of instructing individuals in courses leading to, or for the purpose of maintaining or upgrading, a professional or trade accreditation or designation recognized by a regulatory body, or

(*b*) a certificate, or a service of administering an examination, in respect of a course, or in respect of an accreditation or designation described in paragraph (*a*),

where the supply is made by a professional or trade association, government, vocational school, university or public college or by the regulatory body, except where the supplier has made an election under this section in prescribed form containing prescribed information.

6. La fourniture, effectuée par une association professionnelle, un gouvernement, une école de formation professionnelle, une université, un collège public ou un organisme de réglementation, des services ou certificats suivants, sauf si le fournisseur fait un choix en application du présent article, en la forme déterminée par le ministre et contenant les renseignements requis par celui-ci :

a) un service consistant à donner à des particuliers des cours qui mènent à une accréditation ou à un titre professionnel reconnus par l'organisme ou qui permettent de conserver ou d'améliorer une telle accréditation ou un tel titre;

b) un certificat, ou un service consistant à donner un examen, concernant un cours, une accréditation ou un titre mentionné à l'alinéa *a*).

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that

(*a*) section 6 of Part III of Schedule V to the said Act, as enacted by subsection (1), does not apply to a supply of a certificate issued before November 6, 1991 or to a supply of a service of administering, before November 6, 1991, an examination that is not in respect of a course; and

(*b*) in applying that section to courses commencing before November 6, 1991 or to examinations in respect of such courses, the reference in paragraph (*a*) of that section to "regulatory body" shall be read as a reference to "regulatory body constituted or empowered by an Act of the legislature of a province".

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois :

***a*) l'article 6 de la partie III de l'annexe V de la même loi, édicté par le paragraphe (1), ne s'applique pas aux fournitures de certificats décernés avant le 6 novembre 1991 ni aux fournitures de services consistant à donner, avant cette date, un examen qui ne concerne pas un cours;**

***b*) pour l'application de ce même article aux cours commençant avant le 6 novembre 1991 ou aux examens concernant ces cours, la mention de « organisme de réglementation » à cet article vaut mention de « organisme de réglementation constitué ou habilité en vertu d'une loi provinciale ».**

1990, c. 45, s. 18

157. (1) Section 7 of Part III of Schedule V to the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

157. (1) L'article 7 de la partie III de l'annexe V de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

7. La fourniture, effectuée par une administration scolaire, un collège public ou une université, d'un service consistant à donner à des particuliers des cours ou des examens qui mènent à un diplôme.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

158. (1) Part III of Schedule V to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 7 thereof, the following section:

7.1 A supply of a service or membership the consideration for which is required to be paid by the recipient of a supply included in section 7 because the recipient receives the supply included in section 7.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

159. (1) Section 8 of Part III of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

8. A supply, other than a zero-rated supply, made by a school authority, vocational school, public college or university of a service of instructing individuals in, or administering examinations in respect of, courses leading to certificates, diplomas, licences or similar documents, or classes or ratings in respect of licences, that attest to the competence of individuals to practise or perform a trade or vocation where

(*a*) the document, class or rating is prescribed by federal or provincial regulation;

(*b*) the supplier is governed by federal or provincial legislation respecting vocational schools; or

(*c*) the supplier is a non-profit organization or a charity.

(2) Subsection (1) applies to supplies for which consideration becomes due or is paid after March 1991 and for which no consideration became due or was paid before April 1991 except that, with respect to courses commencing, or examinations administered, before November 6, 1991, section 8 of Part III of Schedule V to the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to the words "other than a zero-rated supply".

7. La fourniture, effectuée par une administration scolaire, un collège public ou une université, d'un service consistant à donner à des particuliers des cours ou des examens qui mènent à un diplôme.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

158. (1) La partie III de l'annexe V de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 7, de ce qui suit :

7.1 La fourniture d'un service ou d'un droit d'adhésion dont l'acquéreur est tenu de payer la contrepartie en raison de son acquisition de fournitures incluses à l'article 7.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

159. (1) L'article 8 de la partie III de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

8. La fourniture, sauf une fourniture détaxée, effectuée par une administration scolaire, une école de formation professionnelle, un collège public ou une université, d'un service consistant à donner à des particuliers des cours ou des examens qui mènent à quelque certificat, diplôme, permis ou acte semblable, ou à des classes ou des grades conférés par un permis, attestant la compétence de particuliers dans l'exercice d'un métier, si, selon le cas :

a) l'acte, la classe ou le grade est visé par un règlement fédéral ou provincial;

b) le fournisseur est soumis aux lois fédérales ou provinciales concernant les écoles de formation professionnelle;

c) le fournisseur est un organisme sans but lucratif ou un organisme de bienfaisance.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée et à l'égard desquelles aucune contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant avril 1991. Toutefois, en ce qui concerne les cours commençant avant le 6 novembre 1991 ou les examens passés avant cette date, l'article 8 de la partie III de l'annexe V de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique

compte non tenu du passage « sauf une fourniture détaxée ».

1990, c. 45, s. 18

160. (1) Sections 9 and 10 of Part III of Schedule V to the said Act are repealed and the following substituted therefor:

9. A supply of a service of tutoring or instructing an individual in

(*a*) a course that is approved for credit by, or that follows a curriculum designated by, a school authority;

(*b*) a course that is a prescribed equivalent of a course described in paragraph (*a*); or

(*c*) a course the successful completion of which is mandatory for admittance into a particular course described in paragraph (*a*) or (*b*) and not for admittance into any other course that is a prerequisite to the particular course.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

161. (1) Section 16 of Part III of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

16. A supply made by a school authority, public college or university of a service of instructing individuals in, or administering examinations in respect of, courses (other than courses in sports, games, hobbies or other recreational pursuits that are designed to be taken primarily for recreational purposes) that are part of a program that consists of two or more courses and that is subject to the review of, and is approved by, a council, board or committee of the school authority, college or university established to review and approve the course offerings of the school authority, college or university.

(2) Subsection (1) applies to supplies for which consideration is paid or becomes due after March 1991 and for which no consideration became due or was paid before April 1991.

1990, c. 45, s. 18

162. (1) Section 2 of Part IV of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

160. (1) Les articles 9 et 10 de la partie III de l'annexe V de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 45, art. 18

9. La fourniture d'un service consistant à donner à un particulier l'un des cours suivants :

a) un cours conforme à un programme d'études désigné par une administration scolaire ou pour lequel elle accorde un crédit;

b) l'équivalent d'un cours mentionné à l'alinéa *a*), visé par règlement;

c) un cours préalable à l'un des cours mentionnés aux alinéas *a*) et *b*), autre qu'un cours qui est lui-même préalable à ce cours.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

161. (1) L'article 16 de la partie III de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, art. 18

16. La fourniture, effectuée par un organisme — administration scolaire, collège public ou université — d'un service consistant à donner à des particuliers des cours, ou les examens afférents, (sauf des cours de sports, jeux ou autres loisirs, conçus pour être suivis principalement à des fins récréatives) qui font partie d'un programme constitué d'au moins deux cours et soumis à l'examen et à l'approbation d'un conseil, d'une commission ou d'un comité de l'organisme, établi en vue d'examiner et d'approuver les cours offerts par l'organisme.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée après mars 1991 et à l'égard desquelles aucune contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant avril 1991.

162. (1) L'article 2 de la partie IV de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, art. 18

2. A supply of a service of providing care, supervision and a place of residence to children or disabled or underprivileged individuals in an establishment operated by the supplier for the purpose of providing such service.

2. La fourniture de services qui consistent à assurer la garde et la surveillance de particuliers handicapés ou défavorisés ou d'enfants, et à leur offrir un lieu de résidence, dans un établissement exploité à cette fin par le fournisseur.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

163. (1) The definition "homemaker service" in section 1 of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed.

163. (1) La définition de « service ménager à domicile », à l'article 1 de la partie VI de l'annexe V de la même loi, est abrogée.

1990, ch. 45, art. 18

(2) Section 1 of Part VI of Schedule V to the said Act is further amended by adding thereto, in alphabetical order, the following definitions:

(2) L'article 1 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est modifié par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"designated activity" of an organization means an activity in respect of which the organization is designated under section 259 of the Act or under section 22 or 23;

« activité désignée » Activité d'un organisme ou d'une administration, pour laquelle ceux-ci sont désignés comme municipalité en application de l'article 259 de la loi ou des articles 22 ou 23.

"local municipality" of a regional municipality means a municipality that has jurisdiction over an area that is within the area over which the regional municipality has jurisdiction;

« municipalité locale » Municipalité qui fait partie d'une municipalité régionale et dont la compétence s'étend sur une région qui fait partie du territoire de cette dernière.

"municipal body" means a municipality or a provincially established designated body;

« organisation paramunicipale » Organisation, sauf un gouvernement, qui appartient à un organisme municipal, ou qui est sous sa surveillance, et qui :

"para-municipal organization" of a municipal body means an organization (other than a government) that is owned or controlled by the municipal body and that

a) dans le cas où l'organisme municipal est une municipalité :

(*a*) where the municipal body is a municipality,

(i) soit est désignée comme municipalité, en vertu de l'article 259 de la loi ou des articles 22 ou 23, pour l'application de ces articles,

(i) is designated under section 259 of the Act, or under section 22 or 23, to be a municipality for the purposes of that section, or

(ii) soit est établie par l'organisme municipal et possède, en conformité avec l'alinéa *b*) de la définition de « municipalité » au paragraphe 123(1) de la loi, le statut de municipalité pour l'application de la partie IX de la loi;

(ii) is established by the municipal body and determined, under paragraph (*b*) of the definition "municipality" in subsection 123(1) of the Act, to be a municipality for the purposes of Part IX of the Act, or

b) dans le cas où l'organisme municipal est un organisme désigné de régime provincial, possède, en conformité avec l'alinéa *b*) de la définition de « municipalité » au paragraphe 123(1) de la loi, le statut de municipalité pour l'application de la partie IX de la loi.

(*b*) where the municipal body is a provincially established designated body, is determined under that paragraph to be a municipality for the purposes of that Part,

and for the purposes of this definition, an organization is owned or controlled by a municipal body if

(*c*) all or substantially all of the shares of the organization are owned by the municipal body or all or substantially all of the assets held by the organization are owned by the municipal body or are assets the disposition of which is controlled by the municipal body so that, in the event of a winding-up or liquidation of the organization, those assets are vested in the municipal body, or

(*d*) the organization is required to submit to the municipal body the periodic operating and, where applicable, capital budget of the organization for approval and a majority of the members of the governing body of the organization are appointed by the municipal body;

"provincially established designated body" means a body that is established by Her Majesty in right of a province and designated, under section 259 of the Act, to be a municipality for the purposes of that section;

Pour l'application de la présente définition, une organisation appartient à un organisme municipal ou est sous sa surveillance si, selon le cas :

c) la totalité, ou presque, de ses actions sont la propriété de l'organisme municipal ou la totalité, ou presque, des éléments d'actif qu'elle détient sont la propriété de l'organisme municipal ou sont des éléments dont l'aliénation est surveillée par ce dernier de sorte que, dans l'éventualité d'une liquidation de l'organisation, les éléments soient dévolus à l'organisme municipal;

d) elle est tenue de présenter périodiquement à l'organisme municipal, pour approbation, son budget d'exploitation et, le cas échéant, son budget des immobilisations, et la majorité des membres de son conseil d'administration sont nommés par l'organisme municipal.

« organisme désigné de régime provincial » Organisme établi par Sa Majesté du chef d'une province et désigné comme municipalité, en vertu de l'article 259 de la loi, pour l'application de cet article.

« organisme municipal » Municipalité ou organisme municipal de régime provincial.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on April 1, 1991.

(4) Subsection (2) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er avril 1991.

(4) Le paragraphe (2) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

164. (1) Paragraph 2(*a*) of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) property or a service included in Schedule VI;

1990, ch. 45, art. 18

164. (1) L'alinéa 2*a*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) d'un bien ou d'un service inclus à l'annexe VI;

1990, c. 45, s. 18

(2) All that portion of paragraph 2(*h*) of Part VI of Schedule V to the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*h*) a membership where the membership

1990, ch. 45 art. 18

(2) Le passage de l'alinéa 2*h*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi qui précède le sous-alinéa (i) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

h) du droit d'adhésion qui, selon le cas :

1990, c. 45, s. 18

(3) Paragraph 2(*m*) of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*m*) an admission in respect of

(i) a place of amusement,

1990, ch. 45, art. 18

(3) L'alinéa 2*m*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

m) d'un droit d'entrée :

(i) dans un lieu de divertissement,

(ii) a seminar, conference or similar event where the supply is made by a university or public college, or

(iii) any fund-raising event held after April 1991.

(ii) à un colloque, une conférence ou un événement semblable, si la fourniture est effectuée par une université ou un collège public,

(iii) à une activité de levée de fonds tenue après avril 1991.

(4) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

165. (1) Paragraph 3(*e*) of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*e*) an admission in respect of a place of amusement at which the principal activity is the placing of bets or the playing of games of chance, or

165. (1) L'alinéa 3*e*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) la fourniture du droit d'entrée dans un lieu de divertissement où l'activité principale consiste à engager des paris ou à participer à des jeux de hasard;

1990, ch. 45, art. 18

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

166. (1) Section 5.1 of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

5.1 A supply made by a charity or non-profit organization (other than a prescribed person) of a right, other than an admission, to play or participate in a game of chance (other than a prescribed game of chance).

166. (1) L'article 5.1 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5.1 La fourniture, effectuée par un organisme de bienfaisance ou un organisme à but non lucratif, sauf une personne visée par règlement, du droit (à l'exclusion d'un droit d'entrée) de jouer à un jeu de hasard ou d'y participer, sauf un jeu de hasard visé par règlement.

1990, ch. 45, art. 18

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

167. (1) Section 6 of Part VI of Schedule V to the said Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (*a*) thereof and by repealing paragraph (*b*) thereof and substituting the following therefor:

(*b*) tangible personal property, other than capital property of the body, made by way of sale, or

(*c*) tangible personal property made by way of lease, licence or similar arrangement under an agreement in writing entered into before March 28, 1991,

167. (1) L'article 6 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. La fourniture, effectuée par un organisme de services publics, d'un des services ou biens suivants, si la valeur de la contrepartie payée ou payable par l'acquéreur est égale au montant habituel que l'organisme demande à de tels acquéreurs pour de telles fournitures mais ne dépasse pas, et ne dépassera vraisemblablement pas, le coût direct de la fourniture :

a) un service fourni dans le cadre d'une entreprise qui consiste à fournir ce service;

1990, ch. 45, art. 18

b) un bien meuble corporel, sauf une immobilisation de l'organisme, fourni par vente;

c) un bien meuble corporel fourni par bail, licence ou accord semblable en application d'une convention écrite conclue avant le 28 mars 1991.

(2) Subsection (1) applies to supplies of property delivered to the recipient after March 27, 1991 and to supplies for which consideration becomes due or is paid after that day and for which no consideration became due or was paid on or before that day.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures de biens livrés à l'acquéreur après le 27 mars 1991 ainsi qu'aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée après cette date et dont nulle partie de la contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant cette date ou à cette date.

1990, c. 45, s. 18

168. (1) Section 14 of Part VI of Schedule V to the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

168. (1) L'article 14 de la partie VI de l'annexe V de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

14. La fourniture par un organisme du secteur public d'aliments, de boissons ou d'un logement provisoire dans le cadre d'une activité dont l'objet consiste à alléger la pauvreté, la souffrance ou la détresse de particuliers et non à lever des fonds.

14. La fourniture par un organisme du secteur public d'aliments, de boissons ou d'un logement provisoire dans le cadre d'une activité dont l'objet consiste à alléger la pauvreté, la souffrance ou la détresse de particuliers et non à lever des fonds.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

169. (1) Section 16 of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed.

1990, ch. 45, art. 18

169. (1) L'article 16 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé.

(2) Subsection (1) applies to supplies for which consideration becomes due or is paid after March 1991 and for which no consideration became due or was paid before April 1991.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée après mars 1991 et dont nulle partie de la contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant avril 1991.

1990, c. 45, s. 18

170. (1) All that portion of section 17 of Part VI of Schedule V to the said Act following paragraph (*f*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

170. (1) Le passage de l'article 17 de la partie VI de l'annexe V de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

except where the body has made an election under this section in prescribed form containing prescribed information.

17. La fourniture d'un droit d'adhésion dans un organisme du secteur public, sauf un droit d'adhésion dans un club dont l'objet principal consiste à permettre l'utilisation d'installations pour les repas, les loisirs ou les sports, qui ne confère aux membres que les avantages suivants, sauf si l'organisme a fait un choix selon le présent article en la forme déterminée par le ministre et contenant les renseignements requis :

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on April 27, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 27 avril 1992.

1990, c. 45, s. 18

171. (1) Section 18 of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

18. A supply of a membership made by an organization membership in which is required to maintain a professional status recognized by statute, except where the supplier has made an election under this section in prescribed form containing prescribed information.

1990, ch. 45, art. 18

171. (1) L'article 18 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

18. La fourniture, effectuée par une organisation, d'un droit d'adhésion qui est nécessaire pour conserver un statut professionnel reconnu par la loi, sauf si le fournisseur a fait un choix selon le présent article en la forme déterminée par le ministre et contenant les renseignements requis.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on April 27, 1992.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 27 avril 1992.

1990, c. 45, s. 18

172. (1) Paragraph 20(*c*) of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*b.1*) a supply of a service of the filing of a document in accordance with legislative requirements,

(*c*) a supply of a licence, permit, quota or similar right (other than such a right supplied in respect of the importation of alcoholic beverages), and the supply of any service in respect of an application for such a right,

1990, ch. 45, art. 18

172. (1) L'alinéa 20*c*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b.1) le service de production d'un document en vertu d'une loi;

c) une licence, un permis, un contingent ou un droit semblable (sauf un tel droit fourni relativement à l'importation de boissons alcooliques) et les services relatifs à la demande d'un tel droit;

1990, c. 45, s. 18

(2) Paragraph 20(*f*) of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*f*) a supply of a service of providing information under the *Privacy Act*, the *Access to Information Act* or any similar provincial legislation,

1990, ch. 45, art. 18

(2) L'alinéa 20*f*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) les services qui consistent à donner des renseignements en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, de la *Loi sur l'accès à l'information* ou d'une loi provinciale semblable;

1990, c. 45, s. 18

(3) Paragraph 20(*k*) of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*k*) a supply of a right to take or remove forestry products, products that grow in water, fishery products, minerals or peat, where the supply is made to

(i) a consumer, or

(ii) a person who is not a registrant and who acquires the right in the course of a business of the person of making supplies of the products, minerals or peat to consumers, or

1990, ch. 45, art. 18

(3) L'alinéa 20*k*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

k) la fourniture du droit d'extraire ou de prendre des produits forestiers, des produits de la pêche, des produits poussant dans l'eau, des minéraux ou de la tourbe :

(i) soit à un consommateur,

(ii) soit à un non-inscrit qui acquiert le droit dans le cadre de son entreprise consistant à fournir de tels produits, des minéraux ou de la tourbe à des consommateurs;

(4) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

173. (1) Section 22 of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

173. (1) L'article 22 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

22. A supply of a service, made by a municipality or by an organization that operates a water distribution, sewerage or drainage system and that is designated by the Minister to be a municipality for the purposes of this section, of installing, repairing or maintaining a water distribution, sewerage or drainage system that is for the use of all occupants and owners of real property situated in a particular geographic area, other than a supply for which a separate charge is made to the recipient of the supply, of a service of repairing or maintaining a part of the system where the recipient is the owner or occupant of a particular parcel of real property situated in the particular geographic area and the part of the system is for the exclusive use of occupants and owners of the particular parcel.

22. La fourniture d'un service effectuée par une municipalité ou par une administration qui exploite un réseau de distribution d'eau ou un système d'égouts ou de drainage et que le ministre désigne comme municipalité pour l'application du présent article, qui consiste à installer, à réparer ou à entretenir un tel réseau ou système à l'usage des occupants et des propriétaires d'immeubles situés dans une région géographique donnée. N'est pas exonérée la fourniture d'un service, facturée exclusivement à l'acquéreur, qui consiste à réparer ou à entretenir une partie d'un tel réseau ou système, dans le cas où l'acquéreur est le propriétaire ou l'occupant d'une parcelle d'immeuble située dans la région géographique donnée et où les occupants et les propriétaires de cette parcelle sont les utilisateurs exclusifs de la partie de réseau ou de système en question.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, with respect to supplies made before October 1992, section 22 of Part VI of Schedule V to the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read without reference to the words "that operates a water distribution, sewerage or drainage system and that is".

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, en ce qui concerne les fournitures effectuées avant octobre 1992, l'article 22 de la partie VI de l'annexe V de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique compte non tenu du passage « qui exploite un réseau de distribution d'eau ou un système d'égouts ou de drainage et ».

1990, c. 45, s. 18

174. (1) Section 23 of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

174. (1) L'article 23 de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

23. A supply of unbottled water (other than a zero-rated supply and a supply of water dispensed in single servings to consumers through a vending machine or at a permanent establishment of the supplier), including the service of delivering the water, when made by a person other than a government or by a government designated by the Minister to be a municipality for the purposes of this section.

23. La fourniture d'eau non embouteillée (sauf une fourniture détaxée et une fourniture d'eau distribuée en portions individuelles à des consommateurs au moyen d'un distributeur automatique ou dans un établissement stable du fournisseur), y compris le service de livraison de l'eau, effectuée par une personne autre qu'un gouvernement ou par un gouvernement que le ministre désigne comme municipalité pour l'application du présent article.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in respect of supplies all or part of the consideration for which becomes due or is paid before March 11, 1992, section 23 of Part VI of Schedule V to the said Act, as enacted by subsection (1), shall be read as follows:

23. A supply of unbottled water (other than a zero-rated supply and a supply of water dispensed in single servings to consumers through a vending machine or at a permanent establishment of the supplier), including the service of delivering the water, made by a municipality or an organization designated by the Minister to be a municipality for the purposes of this section.

(3) Where, before the enactment of this section, an organization has been designated by the Minister to be a municipality for the purposes of section 22 of Part VI of Schedule V to the said Act, and that designation has not been revoked, the organization shall be deemed to have also been designated for the purposes of section 23 of that Part, as enacted by subsection (1).

1990, c. 45, s. 18

175. (1) All that portion of paragraph 25(*c*) of Part VI of Schedule V to the said Act preceding subparagraph (i) thereof is repealed and the following substituted therefor:

(*c*) real property made by way of sale to an individual or a trust all the beneficiaries of which (other than contingent beneficiaries) are individuals, and all the contingent beneficiaries of which, if any, are individuals or charities, other than a supply of real property on which is situated a structure that was used by the body

1990, c. 45, s. 18

(2) Paragraph 25(*f*) of Part VI of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*f*) real property (other than short-term accommodation) made by way of

(i) lease, where the term of the lease is less than a month, or

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, pour ce qui est des fournitures dont tout ou partie de la contrepartie devient due ou est payée avant le 11 mars 1992, l'article 23 de la partie VI de l'annexe V de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit :

23. La fourniture d'eau non embouteillée, (sauf une fourniture détaxée et une fourniture d'eau distribuée en portions individuelles à des consommateurs au moyen d'un distributeur automatique ou dans un établissement stable du fournisseur), y compris le service de livraison de l'eau, effectuée par une municipalité ou une administration que le ministre désigne comme municipalité pour l'application du présent article.

(3) L'administration que le ministre désigne comme municipalité pour l'application de l'article 22 de la partie VI de l'annexe V de la même loi avant que le présent article soit édicté est réputée avoir également été désignée pour l'application de l'article 23 de cette partie, édicté par le paragraphe (1), si la désignation n'a pas été révoquée.

1990, ch. 45, art. 18

175. (1) L'alinéa 25*c*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

c) les immeubles fournis par vente à un particulier ou à une fiducie dont l'ensemble des bénéficiaires, sauf les bénéficiaires subsidiaires, sont des particuliers et, le cas échéant, dont l'ensemble des bénéficiaires subsidiaires sont des particuliers ou des organismes de bienfaisance, sauf les fournitures d'immeubles sur lesquels se trouve une construction que l'organisme utilisait comme bureau ou dans le cadre d'activités commerciales ou pour la réalisation de fournitures exonérées;

1990, ch. 45, art. 18

(2) L'alinéa 25*f*) de la partie VI de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

f) les immeubles, sauf les logements provisoires, fournis soit par bail pour une période de moins d'un mois, soit par licence, si la fourniture est effectuée dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise par l'organisme;

(ii) a licence,

where the supply is made in the course of a business carried on by the body;

(3) Subsection (1) applies to any supply of real property, other than a supply under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient before March 28, 1991 or a supply made under an agreement in writing entered into before that day.

(4) Subsection (2) applies to supplies the agreement for which is entered into after September 14, 1992.

176. (1) Part VI of Schedule V to the said Act is further amended by adding thereto the following sections:

27. A supply of a poppy or wreath made by

(*a*) the Minister of Veterans Affairs in the course of operating a sheltered employment workshop; or

(*b*) the Dominion Command, or any provincial command or branch of the Royal Canadian Legion.

28. A supply between

(*a*) a municipal body and any of its para-municipal organizations,

(*b*) a para-municipal organization of a municipal body and any other para-municipal organization of the municipal body,

(*c*) a regional municipality and any of its local municipalities or any para-municipal organization of any of those local municipalities,

(*d*) a para-municipal organization of a regional municipality and any local municipality of the regional municipality or any para-municipal organization of the local municipality, or

(*e*) a regional municipality or any of its para-municipal organizations and any other organization (other than a government) the designated activities of which include the provision of water or municipal services within an area over which the regional municipality has jurisdiction,

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures d'immeubles, sauf celles dans le cadre desquelles la possession ou la propriété de l'immeuble est transférée à l'acquéreur avant le 28 mars 1991 ou celles qui sont effectuées en conformité avec une convention écrite conclue avant cette date.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux fournitures visées par une convention conclue après le 14 septembre 1992.

176. (1) La partie VI de l'annexe V de la même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

27. La fourniture d'un coquelicot ou d'une couronne, effectuée :

a) soit par le ministre des Anciens combattants dans le cadre de l'exploitation d'un atelier protégé;

b) soit par la direction nationale, une direction provinciale ou une filiale de la Légion royale canadienne.

28. Les fournitures entre les entités suivantes :

a) un organisme municipal et ses organisations paramunicipales;

b) une organisation paramunicipale d'un organisme municipal et d'autres semblables organisations de l'organisme;

c) une municipalité régionale et ses municipalités locales ou les organisations paramunicipales de celles-ci;

d) une organisation paramunicipale d'une municipalité régionale et les municipalités locales de celle-ci ou les organisations paramunicipales des municipalités locales;

e) une municipalité régionale ou ses organisations paramunicipales et d'autres organisations, sauf un gouvernement, dont les activités désignées comprennent la livraison d'eau ou la prestation des services municipaux dans une région qui fait partie du territoire de la municipalité régionale.

Ne sont pas exonérées les fournitures effectuées ou reçues par les entités suivantes en dehors du cadre de leurs activités désignées :

but not including any supply made or received by

(*f*) a provincially established designated body,

(*g*) a para-municipal organization designated under section 259 of the Act or section 22 or 23, or

(*h*) another organization referred to in paragraph (*e*),

otherwise than in the course of the designated activities of the body or organization, as the case may be.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

177. (1) Section 1 of Part VIII of Schedule V to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1. A supply, other than a zero-rated supply, of a service of ferrying by watercraft passengers or property where the principal purpose of the ferrying is to transport motor vehicles and passengers between parts of a road or highway system that are separated by a stretch of water.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

1990, c. 45, s. 18

178. (1) The heading of Part I of Schedule VI to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

PRESCRIPTION DRUGS AND BIOLOGICALS

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on April 1, 1991.

1990, c. 45, s. 18

179. (1) Paragraphs 2(*a*) and (*b*) of Part I of Schedule VI to the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(*a*) a drug included in Schedule C or D to the *Food and Drugs Act*,

(*b*) a drug included in Schedule F to the *Food and Drug Regulations*, other than a drug or mixture of drugs that may, pursuant to the *Food and Drugs Act* or those Regulations, be sold to a consumer without a prescription,

f) un organisme désigné de régime provincial;

g) une organisation paramunicipale désignée en vertu de l'article 259 de la loi ou des articles 22 ou 23;

h) une autre organisation visée à l'alinéa *e*).

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

177. (1) L'article 1 de la partie VIII de l'annexe V de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1. La fourniture, sauf une fourniture détaxée, d'un service de navette par bateau, dont l'objet principal consiste à transporter des véhicules à moteur et des passagers entre les parties d'un réseau routier qui sont séparées par une étendue d'eau.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, ch. 45, art. 18

178. (1) Le titre de la partie I de l'annexe VI de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

MÉDICAMENTS SUR ORDONNANCE ET SUBSTANCES BIOLOGIQUES

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er avril 1991.

1990, ch. 45, art. 18

179. (1) Les alinéas 2*a*) et *b*) de la partie I de l'annexe VI de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

a) les drogues incluses aux annexes C ou D de la *Loi sur les aliments et drogues*;

b) les drogues incluses à l'annexe F du *Règlement sur les aliments et drogues*, à l'exception des drogues et des mélanges de drogues qui peuvent être vendus au consommateur sans ordonnance conformément à la *Loi sur les aliments et drogues* ou à ce règlement;

(2) Section 2 of Part I of Schedule VI to the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*d*) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (*e*) thereof and by adding thereto, immediately after that paragraph, the following paragraph:

(*f*) a drug the supply of which is authorized under the *Food and Drug Regulations* for use in an emergency treatment,

(3) Subsection (1) applies to drugs imported after March 1991 and to supplies in Canada for which consideration becomes due or is paid after March 1991 and for which no part of the consideration became due or was paid before April 1991.

(4) Subsection (2) applies to drugs imported after September 1992 and to supplies in Canada of drugs delivered to the recipient after September 1992.

180. (1) Part I of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto the following section:

5. A supply of human sperm.

(2) Subsection (1) applies to human sperm imported after April 1991 and to supplies in Canada for which consideration becomes due or is paid after March 1991 and for which no part of the consideration became due or was paid before April 1991.

181. (1) Part II of Schedule VI to the said Act is amended by adding thereto, immediately after section 5 thereof, the following section:

5.1 A supply of an aerosol chamber or a metered dose inhaler for use in the treatment of asthma when the supply is made to a consumer on the written order of a practitioner.

(2) Subsection (1) applies to property imported after November 5, 1991 and to any supply in Canada for which consideration is paid or becomes due after 1990, other than

(*a*) a supply no part of the consideration for which becomes due after November 5, 1991 or is paid after that day without having become due; and

(2) L'article 2 de la partie I de l'annexe VI de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa *e*), de ce qui suit :

f) les drogues dont la fourniture est autorisée par le *Règlement sur les aliments et drogues* pour utilisation dans un traitement d'urgence.

(3) Le paragraphe (1) s'applique aux drogues importées après mars 1991 ainsi qu'aux fournitures effectuées au Canada dont la contrepartie devient due ou est payée après mars 1991 et dont nulle partie de la contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant avril 1991.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux drogues importées après septembre 1992 et aux fournitures au Canada de drogues livrées à l'acquéreur après septembre 1992.

180. (1) La partie I de l'annexe VI de la même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

5. La fourniture de sperme humain.

(2) Le paragraphe (1) s'applique au sperme humain importé après avril 1991 ainsi qu'aux fournitures effectuées au Canada dont la fourniture devient due ou est payée après mars 1991 et dont nulle partie de la contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant avril 1991.

181. (1) La partie II de l'annexe VI de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 5, de ce qui suit :

5.1 La fourniture d'une aérochambre ou d'un inhalateur doseur utilisés pour le traitement de l'asthme, effectuée au profit d'un consommateur sur ordonnance écrite d'un praticien.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux biens importés après le 5 novembre 1991 ainsi qu'aux fournitures effectuées au Canada dont la contrepartie devient due ou est payée après 1990, sauf celles dans le cadre desquelles, selon le cas :

***a*) nulle partie de la contrepartie ne devient due, ou n'est payée sans qu'elle**

(*b*) a supply of property under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient before October 1991.

1990, c. 45, s. 18

182. (1) Section 9 of Part II of Schedule VI to the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

9. La fourniture de verres ou de verres de contact, fournis pour le traitement ou la correction de troubles visuels au profit d'un consommateur sur l'ordonnance écrite d'un professionnel de la vue qui est habilité, par la législation de la province où il exerce, à prescrire des verres ou des verres de contact à cette fin.

(2) Subsection (1) applies to supplies made after 1992.

183. (1) Part II of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 21 thereof, the following sections:

21.1 A supply of an extremity pump, intermittent pressure pump or similar device for use in the treatment of lymphedema when the supply is made to a consumer on the written order of a practitioner.

21.2 A supply of a catheter for sub-cutaneous injections or a lancet when the supply is made to a consumer on the written order of a practitioner.

(2) Subsection (1) applies to property imported after November 5, 1991 and to any supply in Canada for which consideration is paid or becomes due after 1990, other than

(*a*) a supply no part of the consideration for which becomes due after November 5, 1991 or is paid after that day without having become due; and

(*b*) a supply of property under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient before October 1991.

soit devenue due, après le 5 novembre 1991;

b) la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur avant octobre 1991.

1990, ch. 45, art. 18

182. (1) L'article 9 de la partie II de l'annexe VI de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

9. La fourniture de verres ou de verres de contact, fournis pour le traitement ou la correction de troubles visuels au profit d'un consommateur sur l'ordonnance écrite d'un professionnel de la vue qui est habilité, par la législation de la province où il exerce, à prescrire des verres ou des verres de contact à cette fin.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures effectuées après 1992.

183. (1) La partie II de l'annexe VI de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 21, de ce qui suit :

21.1 La fourniture d'un dispositif de compression des membres, d'une pompe intermittente ou d'un appareil similaire utilisés pour le traitement du lymphoedème, effectuée au profit d'un consommateur sur l'ordonnance écrite d'un praticien.

21.2 La fourniture d'un cathéter pour injection sous-cutanée ou d'une lancette, effectuée au profit d'un consommateur sur l'ordonnance écrite d'un praticien.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux biens importés après le 5 novembre 1991 ainsi qu'aux fournitures effectuées au Canada dont la contrepartie devient due ou est payée après 1990, sauf celles dans le cadre desquelles, selon le cas :

a) nulle partie de la contrepartie ne devient due, ou n'est payée sans qu'elle soit devenue due, après le 5 novembre 1991;

b) la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur avant octobre 1991.

184. (1) Part II of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 23 thereof, the following section:

23.1 A supply of an orthotic device when the supply is made to a consumer on the written order of a practitioner.

(2) Subsection (1) applies to property imported after November 5, 1991 and to any supply in Canada for which consideration is paid or becomes due after 1990, other than

(*a*) a supply no part of the consideration for which becomes due after November 5, 1991 or is paid after that day without having become due; and

(*b*) a supply of property under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient before October 1991.

185. (1) Part II of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 33 thereof, the following section:

33.1 A supply of

(*a*) a dog that is or is to be trained to assist an individual with a hearing impairment in respect of problems arising from the impairment, or

(*b*) a service of training the individual to use such a dog,

where the supply is made to or by an organization that is operated for the purpose of supplying such dogs to individuals with hearing impairments.

(2) Subsection (1) applies to property imported after November 5, 1991 and to any supply in Canada for which consideration is paid or becomes due after 1990, other than

(*a*) a supply no part of the consideration for which becomes due after November 5, 1991 or is paid after that day without having become due; and

(*b*) a supply of property under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient before October 1991.

184. (1) La partie II de l'annexe VI de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 23, de ce qui suit :

23.1 La fourniture d'une orthèse, effectuée au profit d'un consommateur sur l'ordonnance écrite d'un praticien.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux biens importés après le 5 novembre 1991 ainsi qu'aux fournitures effectuées au Canada dont la contrepartie devient due ou est payée après 1990, sauf celles dans le cadre desquelles, selon le cas :

a) nulle partie de la contrepartie ne devient due, ou n'est payée sans qu'elle soit devenue due, après le 5 novembre 1991;

b) la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur avant octobre 1991.

185. (1) La partie II de l'annexe VI de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 33, de ce qui suit :

33.1 La fourniture, effectuée par une organisation exploitée en vue de fournir aux handicapés auditifs des chiens dressés pour aider une personne ayant une déficience auditive à surmonter les problèmes découlant de sa déficience, ou qui doit être dressé à cette fin, ou à son profit :

a) soit d'un tel chien;

b) soit d'un service qui consiste à apprendre à la personne comment se servir d'un tel chien.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux biens importés après le 5 novembre 1991 ainsi qu'aux fournitures effectuées au Canada dont la contrepartie devient due ou est payée après 1990, sauf celles dans le cadre desquelles, selon le cas :

a) nulle partie de la contrepartie ne devient due, ou n'est payée sans qu'elle soit devenue due, après le 5 novembre 1991;

b) la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur avant octobre 1991.

1990, c. 45, s. 18

186. (1) Section 34 of Part II of Schedule VI to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

34. A supply of a service (other than a service the supply of which is included in Part II of Schedule V or a service related to the provision of a surgical or dental service that is performed for cosmetic purposes and not for medical or reconstructive purposes) of installing, maintaining, restoring, repairing or modifying a property described in any of sections 2 to 32 of this Part, or any part for such a property where the part is supplied in conjunction with the service.

(2) Subsection (1) applies to supplies made after September 14, 1992.

187. (1) Part II of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto the following sections:

35. A supply of a graduated compression stocking, an anti-embolic stocking or similar article when the supply is made to a consumer on the written order of a practitioner.

36. A supply of clothing that is specially designed for use by a disabled individual when the supply is made to a consumer on the written order of a practitioner.

(2) Subsection (1) applies to property imported after November 5, 1991 and to any supply in Canada for which consideration is paid or becomes due after 1990, other than

(*a*) a supply no part of the consideration for which becomes due after November 5, 1991 or is paid after that day without having become due; and

(*b*) a supply of property under which ownership or possession of the property is transferred to the recipient before October 1991.

1990, c. 45, s. 18

188. (1) Paragraph 1(*n*) of Part III of Schedule VI to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*n*) beverages (other than unflavoured milk) or pudding, including flavoured gelatine, mousse, flavoured whipped dessert product or any other products similar to pudding, except

1990, ch. 45, art. 18

186. (1) L'article 34 de la partie II de l'annexe VI de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

34. La fourniture de services, sauf ceux dont la fourniture est incluse à la partie II de l'annexe V ou ceux qui sont liés à la prestation de services chirurgicaux ou dentaires exécutés à des fins esthétiques plutôt que médicales ou restauratrices, qui consistent à installer, entretenir, restaurer, réparer ou modifier un bien visé à l'un des articles 2 à 32 de la présente partie ou toute partie de celui-ci fournie en même temps que le service.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures effectuées après le 14 septembre 1992.

187. (1) La partie II de l'annexe VI de la même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

35. La fourniture de bas de compression graduée, de bas anti-embolie ou d'articles similaires, effectuée au profit d'un consommateur sur l'ordonnance écrite d'un praticien.

36. La fourniture de vêtements conçus spécialement pour une personne handicapée, effectuée au profit d'un consommateur sur l'ordonnance écrite d'un praticien.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux biens importés après le 5 novembre 1991 ainsi qu'aux fournitures effectuées au Canada dont la contrepartie devient due ou est payée après 1990, sauf celles dans le cadre desquelles, selon le cas :

a) nulle partie de la contrepartie ne devient due, ou n'est payée sans qu'elle soit devenue due, après le 5 novembre 1991;

b) la propriété ou la possession du bien est transférée à l'acquéreur avant octobre 1991.

1990, ch. 45, art. 18

188. (1) L'alinéa 1*n*) de la partie III de l'annexe VI de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

n) les boissons, sauf le lait non aromatisé, ou la crème-dessert (pouding) — gélatine aromatisée, mousse, dessert fouetté aromatisé et tout autre produit semblable à la

(i) when prepared and prepackaged specially for consumption by babies,

(ii) when sold in multiples, prepackaged by the manufacturer or producer, of single servings, or

(iii) when the cans, bottles or other primary containers in which the beverages or products are sold contain a quantity exceeding a single serving;

crème-dessert — qui ne sont pas, selon le cas :

(i) préparés et pré-emballés spécialement pour être consommés par les bébés,

(ii) vendus en paquets pré-emballés par le fabricant ou le producteur et constitués de plusieurs portions individuelles,

(iii) vendus en boîte, en bouteille ou autre contenant d'origine, dont le contenu dépasse une portion individuelle;

(2) Section 1 of Part III of Schedule VI to the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (*p*) thereof, by adding the word "and" at the end of paragraph (*q*) thereof and by adding thereto the following paragraph:

(*r*) unbottled water, other than ice.

(2) L'article 1 de la partie III de l'annexe VI de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

r) l'eau non embouteillée, sauf la glace.

(3) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that, in applying paragraph 1(*n*) of Part III of Schedule VI to the said Act, as enacted by subsection (1),

(*a*) to any supply in respect of which tax would have become payable before March 28, 1991 if subsection (1) were not enacted,

(*b*) to any supply in respect of which an amount was paid before that day as tax, or

(*c*) to any property imported before that day,

that paragraph shall be read as follows:

(*n*) yoghurt, puddings or beverages (other than unflavoured milk), except

(i) when prepared and prepackaged specially for consumption by babies,

(ii) when sold in multiples, prepackaged by the manufacturer or producer, of single servings, or

(iii) when the cans, bottles or other primary containers in which the yoghurt, pudding or beverages are sold contain a quantity exceeding a single serving;

(3) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, l'alinéa 1*n*) de la partie III de l'annexe VI de la même loi, édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit pour ce qui est de son application aux fournitures relativement auxquelles la taxe serait devenue payable avant le 28 mars 1991 sans le paragraphe (1), aux fournitures relativement auxquelles un montant a été payé avant cette date au titre de la taxe et aux biens importés avant cette date :

n) le yogourt, la crème-dessert (pouding) ou les boissons, sauf le lait non aromatisé, qui ne sont pas, selon le cas :

(i) préparés et pré-emballés spécialement pour être consommés par les bébés,

(ii) vendus en paquets pré-emballés par le fabricant ou le producteur et constitués de plusieurs portions individuelles,

(iii) vendus en boîte, en bouteille ou autre contenant d'origine, dont le contenu dépasse une portion individuelle;

(4) Subsection (2) applies to supplies for which consideration becomes due or is paid after April 1991 and for which no part of the consideration became due or was paid before May 1991.

(4) Le paragraphe (2) s'applique aux fournitures dont la contrepartie devient due ou est payée après avril 1991 et dont nulle partie de la contrepartie n'est devenue due ou n'a été payée avant mai 1991.

189. (1) Part III of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto the following section:

189. (1) La partie III de l'annexe VI de la même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

2. A supply of unbottled water for human consumption made to a consumer, when the water is dispensed to the consumer in a quantity exceeding a single serving through a vending machine or at a permanent establishment of the supplier.

2. La fourniture, effectuée au profit d'un consommateur, d'eau non embouteillée destinée à la consommation humaine et distribuée au moyen d'un distributeur automatique du fournisseur ou à l'établissement stable de celui-ci, en quantités dépassant une portion individuelle.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

190. (1) Part IV of Schedule VI to the said Act is amended by adding thereto, immediately after section 2 thereof, the following section:

190. (1) La partie IV de l'annexe VI de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 2, de ce qui suit :

2.1 A supply of feed, made by the operator of a feedlot, that is deemed to be a separate supply under paragraph 164.1(2)(*a*) of the Act.

2.1 La fourniture d'aliments pour animaux, effectuée par l'exploitant d'un parc d'engraissement et réputée constituer une fourniture distincte en application de l'alinéa 164.1(2)*a*) de la loi.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

191. (1) Section 5 of Part IV of Schedule VI to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

191. (1) L'article 5 de la partie IV de l'annexe VI de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

5. A supply of fertilizer made at any time to a recipient when the fertilizer is supplied

(*a*) in bulk, or

(*b*) in a container that contains at least 25 kg of fertilizer,

where the total quantity of fertilizer supplied at that time to the recipient is at least 500 kg.

5. La fourniture d'engrais en vrac ou dans un contenant d'au moins 25 kg, à condition que la quantité totale d'engrais fournie au moment d'une fourniture donnée soit d'au moins 500 kg.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990 except that,

(*a*) in applying section 5 of Part IV of Schedule VI to the said Act, as enacted by subsection (1), to supplies of fertilizer delivered before March 11, 1992, that section shall be read without reference to the word "or" in paragraph (*a*) thereof

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990. Toutefois, pour l'application de l'article 5 de la partie IV de l'annexe VI de la même loi, édicté par le paragraphe (1) :

***a*) aux fournitures d'engrais livrés avant le 11 mars 1992, il n'est pas tenu compte du passage « ou dans un contenant d'au moins 25 kg »;**

and without reference to paragraph (*b*) thereof; and

(*b*) in applying that section to supplies of fertilizer delivered after March 10, 1992 but before October 1992, the reference to "container" in paragraph (*b*) thereof shall be read as a reference to "bag".

b) aux fournitures d'engrais livrés après le 10 mars 1992 mais avant octobre 1992, la mention d'un contenant au même article vaut mention d'un sac.

1990, c. 45, s. 18

192. (1) Section 1 of Part V of Schedule VI to the said Act is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (*c*) thereof and by repealing paragraphs (*d*) and (*e*) thereof and substituting the following therefor:

(*d*) the person maintains evidence satisfactory to the Minister of the exportation of the property by the recipient or, where the recipient is authorized under subsection 221.1(2) of the Act, the recipient provides the person with a certificate in which the recipient certifies that the property will be exported in the circumstances described in paragraphs (*a*) to (*c*).

1990, ch. 45, art. 18

192. (1) Les alinéas 1*d*) et *e*) de la partie V de l'annexe VI de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

d) la personne possède des preuves, que le ministre estime acceptables, de l'exportation du bien par l'acquéreur ou, s'il y est autorisé en application du paragraphe 221.1(2) de la loi, l'acquéreur remet à la personne un certificat dans lequel il déclare que le bien sera exporté dans les circonstances visées aux alinéas *a*) à *c*).

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

193. (1) Part V of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 2 thereof, the following section:

2.1 A supply of fuel made to a person who is registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act at the time the supply is made, where

(*a*) the person carries on the business of transporting passengers or property to or from Canada by ship, aircraft or railway; and

(*b*) the fuel is acquired by the person for use in the course of so transporting passengers or property.

193. (1) La partie V de l'annexe VI de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 2, de ce qui suit :

2.1 La fourniture de carburant à une personne qui est inscrite en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi au moment de la fourniture, dans le cas où les conditions suivantes sont réunies :

a) la personne exploite une entreprise de transport de passagers ou de biens par bateau, aéronef ou train à destination ou en provenance du Canada;

b) la personne acquiert le carburant pour utilisation dans le cadre de pareil transport de passagers ou de biens.

(2) Subsection (1) applies to supplies of fuel delivered to recipients after November 5, 1991.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures de carburant livré à l'acquéreur après le 5 novembre 1991.

1990, c. 45, s. 18

194. (1) Section 6 of Part V of Schedule VI to the French version of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

194. (1) L'article 6 de la partie V de l'annexe VI de la version française de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

6. La fourniture, effectuée par une personne au profit d'un acquéreur non-résident, d'un service de réparation d'urgence et, le cas échéant, d'un bien fourni avec ce service, relativement à un moyen de transport ou à un conteneur que la personne utilise dans une entreprise de transport de passagers ou de produits.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

6. La fourniture, effectuée par une personne au profit d'un acquéreur non-résident, d'un service de réparation d'urgence et, le cas échéant, d'un bien fourni avec ce service, relativement à un moyen de transport ou à un conteneur que la personne utilise dans une entreprise de transport de passagers ou de produits.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

195. (1) Section 7 of Part V of Schedule VI to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

195. (1) L'article 7 de la partie V de l'annexe VI de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

7. A supply of a service made to a non-resident person, other than an individual, or to a non-resident individual who is outside Canada at all times when the individual has contact with the supplier in relation to the supply, but not including a supply of

(*a*) a service that is primarily for consumption, use or enjoyment in Canada;

(*b*) an advisory, consulting or professional service;

(*c*) a postal service;

(*d*) a service in respect of real property situated in Canada;

(*e*) a service in respect of tangible personal property that is situated in Canada at the time the service is performed;

(*f*) a service of acting as an agent of the non-resident person or individual; or

(*g*) a transportation service.

7. La fourniture d'un service au profit d'une personne non-résidente, sauf un particulier, ou d'un particulier non-résident qui est à l'étranger lors de chacune de ses communications avec le fournisseur concernant la fourniture, à l'exclusion des fournitures suivantes :

a) un service à consommer ou à utiliser principalement au Canada;

b) un service consultatif ou professionnel;

c) un service postal;

d) un service lié à un immeuble situé au Canada;

e) un service lié à un bien meuble corporel qui est situé au Canada au moment de l'exécution du service;

f) un service de mandataire de la personne ou du particulier;

g) un service de transport.

(2) Subsection (1) applies to supplies of services the performance of which begins on or after the day this Act is assented to.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux fournitures de services dont l'exécution commence au plus tôt à la sanction de la présente loi.

1990, c. 45, s. 18

196. (1) Section 13 of Part V of Schedule VI to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 18

196. (1) L'article 13 de la partie V de l'annexe VI de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

13. A supply made to a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act of

(*a*) tangible personal property, or a service performed in respect of tangible personal property, where the property or service is acquired by the person for the purpose of fulfilling an obligation of the person under a warranty; or

13. La fourniture, au profit d'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite en vertu de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi :

a) de biens meubles corporels, ou de services exécutés relativement à de tels biens, dans le cas où la personne acquiert le bien ou le service en vue d'exécuter ses obligations relativement à une garantie;

(*b*) tangible personal property, where the supply is deemed under section 179 of the Act to have been made as a consequence of a transfer of possession of the property in the performance of an obligation of the person under a warranty.

14. (1) In this section,

"die" means a solid or hollow form used for shaping materials by stamping, pressing, extruding, drawing or threading;

"fixture" means a device for holding goods in process while working tools are in operation that does not contain any special arrangement for guiding the working tools;

"jig" means a device used in the accurate machining of goods in process by holding the goods firmly and guiding tools exactly to position;

"mould" means a hollow form, matrix or cavity into which materials are placed to produce goods of desired shapes;

"tool" means a device for use in, or attachment to, production machinery that is for the assembling of materials or the working of materials by turning, milling, grinding, polishing, drilling, punching, boring, shaping, shearing, pressing or planing.

(2) A supply of property that is a jig, die, mould, tool or fixture, or an interest therein, made to a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act at the time the supply is made, where the property is to be used directly in the manufacture or production of tangible personal property for the non-resident person.

15. A supply of natural gas made by a person to a recipient who intends to export the gas by pipeline where

(*a*) the recipient exports the gas as soon after it is delivered by the person to the recipient as is reasonable having regard to the circumstances surrounding the exportation and, where applicable, to the normal business practice of the recipient;

b) d'un bien meuble corporel, dans le cas où la fourniture est réputée par l'article 179 de la loi avoir été effectuée par suite du transfert de la possession du bien dans le cadre de l'exécution des obligations de la personne relativement à une garantie.

14. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« accessoire fixe » Dispositif utilisé pour tenir les biens en cours de fabrication pendant que les outils de travail sont en marche, mais qui n'est doté d'aucun système spécial pour guider les outils de travail.

« calibre » Dispositif utilisé pour l'usinage de précision de biens en cours de fabrication, qui sert à retenir les biens solidement en place et à guider les outils à la position exacte.

« matrice » Forme pleine ou creuse utilisée pour façonner des substances par l'estampage, l'emboutissage, le filage, l'étirage ou le filetage.

« moule » Pièce creuse dans laquelle on verse des substances pour produire des biens de formes désirées.

« outil » Dispositif destiné aux machines de production ou à leurs dispositifs, qui sert à assembler ou à travailler des substances par tournage, fraisage, meulage, polissage, perçage, poinçonnage, alésage, profilage, cisaillement, emboutissage ou rabotage.

(2) La fourniture, effectuée au profit d'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi au moment de la fourniture, d'un bien — calibre, matrice, moule, outil ou accessoire fixe — ou d'un droit dans un tel bien, à utiliser directement dans la fabrication ou la production d'un bien meuble corporel pour la personne.

15. La fourniture de gaz naturel, effectuée par une personne au profit d'un acquéreur qui a l'intention de l'exporter par pipeline, si à la fois :

a) l'acquéreur exporte le gaz dans un délai raisonnable après en avoir pris livraison de la personne, compte tenu des circonstances entourant l'exportation et, le cas échéant, de ses pratiques commerciales normales;

(*b*) the gas is not acquired by the recipient for consumption, use or supply in Canada, except to the extent that it is used by a carrier as fuel or compressor gas to transport the gas by pipeline, before the exportation of the gas by the recipient;

(*c*) after the supply is made and before the recipient exports the gas, the gas is not further processed, transformed or altered in Canada except to the extent reasonably necessary or incidental to its transportation; and

(*d*) the person maintains evidence satisfactory to the Minister of the exportation of the gas by the recipient.

b) l'acquéreur n'acquiert pas le gaz pour consommation, utilisation ou fourniture au Canada avant l'exportation; toutefois, un transporteur peut en utiliser une partie comme gaz combustible ou gaz de compression pour effectuer le transport du gaz par pipeline;

c) entre le moment de la fourniture et celui de l'exportation, le gaz n'est pas davantage traité, transformé ou modifié au Canada, sauf dans la mesure raisonnablement nécessaire ou accessoire à son transport;

d) la personne possède des preuves susceptibles de convaincre le ministre que l'acquéreur a exporté le gaz.

16. A supply of tangible personal property made by way of sale to a person operating a duty free shop licensed as such under the *Customs Act* where the person acquires the property as inventory for supply by way of sale at the shop to an individual for export by the individual and the person provides the supplier with the licence number of the shop.

16. La fourniture par vente d'un bien meuble corporel effectuée au profit d'une personne exploitant une boutique hors taxes agréée en vertu de la *Loi sur les douanes*, si la personne acquiert le bien à titre de stock pour le fournir par vente dans la boutique à un particulier qui l'exportera et si la personne communique au fournisseur le numéro d'agrément de la boutique.

17. A supply made to a non-resident person of a custodial or nominee service in respect of securities of the person.

17. La fourniture, au profit d'une personne non-résidente, d'un service de dépositaire ou de propriétaire pour compte relativement à des titres de la personne.

18. A supply made to a non-resident person, other than an individual, who is not registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act of a service of instructing non-resident individuals in, or administering examinations in respect of, courses leading to certificates, diplomas, licences or similar documents, or classes or ratings in respect of licences, that attest to the competence of the individuals to whom the service is rendered or the examination is administered to practise or perform a trade or vocation.

18. La fourniture, au profit d'une personne non-résidente, sauf un particulier, qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi, d'un service qui consiste à donner à des particuliers non-résidents des cours et des examens qui mènent à un certificat, à un diplôme, à un permis ou à un acte semblable, ou des classes ou des grades conférés par un permis, attestant la compétence de ces particuliers dans l'exercice d'un métier.

19. A supply made to a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act of a service of destroying or discarding tangible personal property.

19. La fourniture, au profit d'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi, d'un service qui consiste à détruire un bien meuble corporel ou à le mettre au rebut.

20. A supply made to a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act of a service of dismantling property for the purpose of exporting the property.

20. La fourniture, au profit d'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi, d'un service qui consiste à démonter un bien en vue de l'exporter.

21. A supply made to a non-resident person who is not registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act of a service of testing or inspecting tangible personal property that is imported or acquired in Canada for the sole purpose of having the service performed and that is to be destroyed or discarded in the course of providing, or on completion of, the service.

21. La fourniture, au profit d'une personne non-résidente qui n'est pas inscrite aux termes de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi, d'un service qui consiste à mettre à l'essai ou à examiner un bien meuble corporel qui est importé ou acquis au Canada dans l'unique but d'obtenir ce service et qui sera détruit ou mis au rebut en cours d'exécution du service ou une fois le service exécuté.

22. A supply of a service in respect of a telecommunication or postal service where the supply is made, by a registrant who carries on the business of supplying telecommunication or postal services, to a non-resident person who is not a registrant and who carries on such a business.

22. La fourniture d'un service relatif à un service de télécommunication ou à un service postal, effectuée par un inscrit qui exploite une entreprise qui consiste à fournir des services de télécommunication ou des services postaux, au profit d'une personne non-résidente qui n'est pas un inscrit et qui exploite une telle entreprise.

23. A supply of an advisory, professional or consulting service made to a non-resident person, but not including a supply of

(*a*) a service rendered to an individual in connection with criminal, civil or administrative litigation in Canada, other than a service rendered before the commencement of such litigation;

(*b*) a service in respect of real property situated in Canada;

(*c*) a service in respect of tangible personal property that is situated in Canada at the time the service is performed; or

(*d*) a service of acting as an agent of the person.

23. La fourniture d'un service consultatif ou professionnel au profit d'une personne non-résidente, à l'exclusion des fournitures suivantes :

a) un service rendu à un particulier dans le cadre d'une instance criminelle, civile ou administrative au Canada, sauf s'il est rendu avant le début de l'instance;

b) un service lié à un immeuble situé au Canada;

c) un service lié à un bien meuble corporel qui est situé au Canada au moment de l'exécution du service;

d) un service de mandataire de la personne.

24. For the purposes of this Part,

(*a*) a floating home, and

(*b*) a mobile home that is not affixed to land

shall each be deemed to be tangible personal property and not real property.

24. Pour l'application de la présente partie, les maisons mobiles qui ne sont pas fixées à un fonds et les maisons flottantes sont réputées être des biens meubles corporels et non des immeubles.

(2) Sections 13 to 15, 17 and 24 of Part V of Schedule VI to the said Act, as enacted by subsection (1), shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Les articles 13 à 15, 17 et 24 de la partie V de l'annexe VI de la même loi, édictés par le paragraphe (1), sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

(3) Section 16 of Part V of Schedule VI to the said Act, as enacted by subsection (1), applies to supplies of property delivered to the recipient after March 1991.

(4) Section 18 of Part V of Schedule VI to the said Act, as enacted by subsection (1), applies to courses commencing, and examinations administered, after November 5, 1991.

(5) Sections 19, 20 and 21 of Part V of Schedule VI to the said Act, as enacted by subsection (1), apply to supplies all or part of the consideration for which becomes due after November 5, 1991 or is paid after that day without having become due.

(6) Sections 22 and 23 of Part V of Schedule VI to the said Act, as enacted by subsection (1), apply to supplies of services the performance of which begins on or after the day this Act is assented to.

1990, c. 45, s. 18

197. (1) The definition "carrier" in subsection 1(1) of Part VII of Schedule VI to the said Act is repealed.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

198. (1) Part VII of Schedule VI to the said Act is further amended by adding thereto the following sections:

13. A supply by a licensee under paragraph 24(1)(*a*) of the *Customs Act* of a service of warehousing imported goods at a sufferance warehouse operated by the licensee, where the purpose of the service is to enable examination of the goods before their release.

14. A supply of a service of ferrying by watercraft passengers or property to or from a place outside Canada, where the principal purpose of the ferrying is to transport motor vehicles and passengers between parts of a road or highway system that are separated by a stretch of water.

(3) L'article 16 de la partie V de l'annexe VI de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux fournitures de biens livrés à l'acquéreur après mars 1991.

(4) L'article 18 de la partie V de l'annexe VI de la même loi, édicté par le paragraphe (1), s'applique aux cours commençant, et aux examens donnés, après le 5 novembre 1991.

(5) Les articles 19, 20 et 21 de la partie V de l'annexe VI de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent aux fournitures dont tout ou partie de la contrepartie devient due après le 5 novembre 1991 ou est payée après ce jour sans qu'elle devienne due.

(6) Les articles 22 et 23 de la partie V de l'annexe VI de la même loi, édictés par le paragraphe (1), s'appliquent aux fournitures de services dont l'exécution commence au plus tôt à la sanction de la présente loi.

1990, ch. 45, art. 18

197. (1) La définition de « transporteur », au paragraphe 1(1) de la partie VII de l'annexe VI de la même loi, est abrogée.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

198. (1) La partie VII de l'annexe VI de la même loi est modifiée par adjonction de ce qui suit :

13. La fourniture, effectuée par une personne titulaire d'un agrément aux termes de l'alinéa 24(1)*a*) de la *Loi sur les douanes*, d'un service consistant à entreposer des biens importés dans un entrepôt d'attente exploité par la personne, si le service a pour objet de permettre la visite des biens avant leur dédouanement.

14. La fourniture d'un service de navette par bateau à destination ou en provenance d'un endroit à l'étranger, dont l'objet principal consiste à transporter des véhicules à moteur et des passagers entre les parties d'un réseau routier qui sont séparées par une étendue d'eau.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

1990, c. 45, s. 18

199. (1) Paragraph 1(*e*) of Part IX of Schedule VI to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*e*) a financial instrument (other than an insurance policy or a precious metal) acquired, otherwise than directly from a non-resident issuer, by the financial institution acting as a principal.

199. (1) L'alinéa 1*e*) de la partie IX de l'annexe VI de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

e) un effet financier, sauf une police d'assurance ou un métal précieux, acquis, autrement que directement d'un émetteur non-résident, par l'institution financière agissant à titre de mandant.

1990, ch. 45, art. 18

(2) Subsection (1) applies to financial services supplied after November 5, 1991.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux services financiers fournis après le 5 novembre 1991.

1990, c. 45, s. 18

200. (1) Section 1 of Schedule VII to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1. Goods that are classified under heading No. 98.01, 98.02, 98.03, 98.04, 98.05, 98.06, 98.07, 98.10, 98.11, 98.12, 98.15, 98.16, 98.19 or 98.21 of Schedule I to the *Customs Tariff*, to the extent that the goods are not subject to duty under that Act, but not including goods that are classified under tariff item 9804.30.00 of that Schedule.

200. (1) L'article 1 de l'annexe VII de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1. Les produits classés sous les numéros 98.01, 98.02, 98.03, 98.04, 98.05, 98.06, 98.07, 98.10, 98.11, 98.12, 98.15, 98.16, 98.19 et 98.21 à l'annexe I du *Tarif des douanes*, dans la mesure où ils ne sont pas soumis à des droits aux termes de cette loi, à l'exclusion des produits classés sous le numéro tarifaire 9804.30.00 de cette annexe.

1990, ch. 45, art. 18

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

201. (1) Schedule VII to the said Act is further amended by adding thereto, immediately after section 7 thereof, the following section:

7.1 Goods that are prescribed property for the purposes of section 143.1 of the Act and that are sent, by mail or courier, to the recipient of the supply of the goods at an address in Canada, where the supplier is registered under Subdivision d of Division V of Part IX of the Act at the time the goods are imported.

201. (1) L'annexe VII de la même loi est modifiée par insertion, après l'article 7, de ce qui suit :

7.1 Les produits qui sont visés par règlement pour l'application de l'article 143.1 de la loi et qui sont envoyés à l'acquéreur, par la poste ou par messager, à une adresse au Canada, dans le cas où le fournisseur est inscrit aux termes de la sous-section d de la section V de la partie IX de la loi au moment de l'importation des produits.

(2) Subsection (1) applies to goods imported after 1992.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux produits importés après 1992.

1990, c. 45, s. 18

202. (1) Section 8 of Schedule VII to the said Act is repealed and the following substituted therefor:

202. (1) L'article 8 de l'annexe VII de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, art. 18

8. Prescribed goods imported in prescribed circumstances and under prescribed terms and conditions.

9. Containers that, because of regulations made under Note 11(c) to Chapter 98 of Schedule I to the *Customs Tariff*, may be imported free of customs duties.

10. Money or certificates or other documents evidencing a right that is a financial instrument.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

203. (1) The said Act is further amended in the manner and to the extent set out in Schedule I.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

204. (1) The French version of the said Act is further amended in the manner and to the extent set out in Schedule II.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

Transitional Provisions

Damage appraisals by professionals

205. For the purposes of Part IX of the said Act, where, in the course of a professional practice, an accountant, an actuary, a lawyer or a notary has supplied, before October 1992, a service described in paragraph (*j*.1) of the definition "financial service" in subsection 123(1) of the said Act, as enacted by subsection 10(7),

(*a*) tax under that Part shall be deemed not to have been payable in respect of the supply; and

(*b*) where no amount was, before October 1992, charged or collected by the supplier as or on account of tax under that Part in respect of the supply, the supply shall be deemed to be an exempt supply.

Waiver of penalty and interest

206. Where

(*a*) a person is deemed under subsection 150(7) of the said Act, as enacted by subsection 25(2), to have made an election under subsection 150(1) of the said Act, and

8. Les produits visés par règlement, importés dans des circonstances visées par règlement et selon les modalités réglementaires.

9. Les contenants qui, par suite d'un règlement pris en vertu de la note 11c) du chapitre 98 de l'annexe I du *Tarif des douanes*, peuvent être importés en franchise des droits de douane.

10. L'argent, les certificats ou autres écrits établissant un droit qui est un effet financier.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

203. (1) La même loi est modifiée conformément à l'annexe I.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

204. (1) La version française de la même loi est modifiée conformément à l'annexe II.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

Dispositions transitoires

Evaluation professionnelle

205. Pour l'application de la partie IX de la même loi, lorsqu'un comptable, actuaire, avocat ou notaire fournit dans l'exercice de sa profession, avant octobre 1992, le service visé à l'alinéa *j*.1) de la définition de « service financier », au paragraphe 123(1) de la même loi, édicté par le paragraphe 10(7), les présomptions suivantes s'appliquent :

(*a*) la taxe prévue à cette partie est réputée ne pas avoir été payable relativement à la fourniture;

(*b*) si aucun montant n'a été exigé ni perçu par le fournisseur avant octobre 1992 au titre de la taxe prévue à cette partie relativement à la fourniture, celle-ci est réputée être une fourniture exonérée.

Renonciation aux pénalités et aux intérêts

206. Lorsqu'une personne est réputée par le paragraphe 150(7) de la même loi, édicté par le paragraphe 25(2), avoir fait le choix prévu au paragraphe 150(1) de la même loi et que le montant de sa taxe nette en vertu de la partie IX de la même loi pour

(*b*) the amount of the person's net tax under Part IX of the said Act for a reporting period that ended on or before November 5, 1991 exceeds the amount that would be the person's net tax for the reporting period if the person were not deemed to have made an election under subsection 150(1) of the said Act,

the Minister of National Revenue may waive or cancel all or part of any penalty or interest under Part IX of the said Act payable by the person on the amount of that excess in respect of the period commencing on the day that the penalty or interest begins to accrue and ending on the day on or before which the person is required to file a return under Part IX of the said Act for the reporting period of the person that includes November 5, 1991.

une période de déclaration qui a pris fin au plus tard le 5 novembre 1991 excède le montant qui représenterait cette taxe pour cette période si la personne n'était pas réputée avoir fait ce choix, le ministre du Revenu national peut annuler tout ou partie de quelque pénalité ou intérêt payable par la personne en application de la partie IX de la même loi sur cet excédent, ou y renoncer, pour la période commençant le jour où la pénalité ou l'intérêt commence à courir et se terminant le jour où la personne est tenue de produire une déclaration aux termes de la partie IX de la même loi pour sa période de déclaration qui comprend le 5 novembre 1991.

Related corporations

207. Where, on a particular day that is before October 1992, tax under Division II or IV of Part IX of the said Act becomes payable, or is paid without having become payable, by a person in respect of property or a service to which section 186 of the said Act, as amended by section 49, applies, the tax shall, for the purposes of determining an input tax credit of the person under that Part, be deemed to have become payable by the person on, and not to have been paid before,

(*a*) where the fiscal year of the person that includes the particular day ends before October 1992, the last day of that year; and

(*b*) in any other case, the last day of the reporting period of the person that includes September 30, 1992.

Personnes morales liées

207. La taxe prévue aux sections II ou IV de la partie IX de la même loi qui, avant octobre 1992, devient payable, ou est payée sans qu'elle soit devenue payable, par une personne relativement à un bien ou à un service auxquels s'applique l'article 186 de la même loi, modifié par l'article 49, est réputée, aux fins du calcul du crédit de taxe sur les intrants de la personne en vertu de cette partie, devenue payable par la personne le jour ci-après et ne pas avoir été payée avant ce jour :

a) si l'exercice de la personne qui comprend le jour donné prend fin avant octobre 1992, le dernier jour de cet exercice;

b) dans les autres cas, le dernier jour de la période de déclaration de la personne qui comprend le 30 septembre 1992.

Revocation of election for quick method

208. Where, with the return of a registrant for the last reporting period of the registrant in the first fiscal year of the registrant that ended in 1991, the registrant has filed under paragraph 227(3)(*b*) of the said Act a notice of revocation of an election to determine the net tax of the registrant in accordance with Part IV of the *Streamlined Accounting (GST) Regulations* and the election was effective on January 1, 1991, the revocation is valid and effective notwithstanding subsection 227(4) of that Act.

Révocation du choix pour comptabilité abrégée

208. Lorsque la déclaration d'un inscrit pour sa dernière période de déclaration de son premier exercice se terminant en 1991 est accompagnée d'un avis de révocation, produit en application de l'alinéa 227(3)*b*) de la même loi, du choix lui permettant de déterminer sa taxe nette en conformité avec la partie IV du *Règlement sur la comptabilité abrégée (TPS)* et que ce choix était en vigueur le 1er janvier 1991, la révocation est valide malgré le paragraphe 227(4) de cette loi.

23109—22

Transitional instalment base

209. Every person having an instalment base determined under subsection 237(5) of the said Act shall, before the day that is 90 days after the day this Act is assented to, specify that instalment base in a form authorized by the Minister of National Revenue containing information specified by the Minister and filed in a manner authorized by the Minister.

Base des acomptes provisionnels transitoire

209. La base des acomptes provisionnels d'une personne, déterminée selon le paragraphe 237(5) de la même loi, est communiquée au ministre du Revenu national, dans les 90 jours suivant la date de sanction de la présente loi, par la présentation à celui-ci des renseignements requis, en la forme et selon les modalités qu'il détermine.

Retroactive coming into force

210. Where any provision of this Act that amends or enacts a provision of Part IX of the said Act, or any provision of that Part as amended or enacted by a provision of this Act, is deemed under this Act to have come into force on December 17, 1990, that provision of the *Excise Tax Act* as amended or enacted by this Act shall apply as if it had been enacted by subsection 12(1) of *An Act to amend the Excise Tax Act, the Criminal Code, the Customs Act, the Customs Tariff, the Excise Act, the Income Tax Act, the Statistics Act and the Tax Court of Canada Act*, being chapter 45 of the Statutes of Canada, 1990.

Entrée en vigueur rétroactive

210. Lorsqu'une disposition de la présente loi, modifiant ou édictant soit une disposition de la partie IX de la même loi, soit une disposition de cette partie qui a été modifiée ou édictée par une disposition de la présente loi, est réputée par la présente loi entrée en vigueur le 17 décembre 1990, la disposition de la *Loi sur la taxe d'accise*, telle qu'elle est modifiée ou édictée par la présente loi, s'applique comme si elle avait été édictée par le paragraphe 12(1) de la *Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, le Code criminel, la Loi sur les douanes, le Tarif des douanes, la Loi sur l'accise, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la statistique et la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*, chapitre 45 des Lois du Canada (1990).

PART II

PARTIE II

ACCESS TO INFORMATION ACT

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

R.S., c. A-1; R.S., cc. 22, 27, 28, 33, 44, 46 (1st Supp.), cc. 1, 8, 19, 36 (2nd Supp.), cc. 1, 3, 12, 17, 18, 20, 24, 28, 33 (3rd Supp.), cc. 1, 7, 10, 11, 16, 21, 28, 31, 32, 41, 47 (4th Supp.); 1989, cc. 3, 27; 1990, cc. 1, 2, 3, 13; 1991, cc. 3, 6, 16, 38; 1992, cc. 1, 21, 33, 34, 36, 37, 44

L.R., ch. A-1; L.R., ch. 22, 27, 28, 33, 44, 46, (1er suppl.), ch. 1, 8, 19, 36, (2e suppl.), ch. 1, 3, 12, 17, 18, 20, 24, 28, 33 (3e suppl.), ch. 1, 7, 10, 11, 16, 21, 28, 31, 32, 41, 47 (4e suppl.); 1989, ch. 3, 27, 1990, ch. 1, 2, 3, 13; 1991, ch. 3, 6, 16, 38; 1992, ch. 1, 21, 33, 34, 36, 37, 44

211. (1) Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by adding thereto, in alphabetical order, a reference to

Excise Tax Act

Loi sur la taxe d'accise

211. (1) L'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par insertion, suivant l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Loi sur la taxe d'accise

Excise Tax Act

and a corresponding reference in respect of that Act to "section 295".

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

ainsi que de la mention « article 295 » placée en regard de ce titre de loi.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 17 décembre 1990.

PART III

CANADA PENSION PLAN

PARTIE III

RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

R.S., c. C-8; R.S., cc. 6, 41 (1st Supp.), cc. 5, 13, 27, 30 (2nd Supp.), cc. 18, 38 (3rd Supp.), cc. 1, 46, 51 (4th Supp.); 1990, c. 8; 1991, cc. 14, 44, 49; 1992, cc. 1, 2, 27, 48

L.R., ch. C-8; L.R., ch. 6, 41 (1er suppl.), ch. 5, 13, 27 30 (2e suppl.), ch. 18, 38 (3e suppl.), ch. 1, 46, 51 (4e suppl.); 1990, ch. 8; 1991, ch. 14, 44, 49; 1992, ch. 1, 2, 27, 48

212. Section 28 of the *Canada Pension Plan* is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

212. L'article 28 du *Régime de pensions du Canada* est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Communication of determination or decision

(1.1) For the purpose of subsection (1), the determination of the time at which a decision on an appeal to, or a determination by, the Minister under section 27 is communicated to an employee or employer shall be made in accordance with the rule, if any, made under paragraph 20(1.1)(*h*.1) of the *Tax Court of Canada Act*.

Communication de l'arrêt ou de la décision

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), la détermination du moment auquel un arrêt du ministre ou sa décision sur appel que prévoit l'article 27 est communiqué à un employé ou un employeur est effectuée en conformité avec la règle éventuellement établie en vertu de l'alinéa 20(1.1)*h*.1) de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*.

PART IV

CUSTOMS ACT

PARTIE IV

LOI SUR LES DOUANES

R.S., c. 1 (2nd Supp.); R.S., c. 7 (2nd Supp.), cc. 26, 41 (3rd Supp.), cc. 1, 47 (4th Supp.); 1988, c. 65; 1990, cc. 8, 16, 17, 36, 45; 1992, cc. 1, 28, 31

L.R., ch. 1, (2e suppl.); L.R., ch. 7 (2e suppl.), ch. 26, 41 (3e suppl.), ch. 1, 47 (4e suppl.); 1988, ch. 65; 1990, ch. 8, 16, 17, 36, 45; 1992, ch. 1, 28, 31

1990, c. 45, s. 19(1)

213. (1) The definition "duties" in subsection 2(1) of the *Customs Act* is repealed and the following substituted therefor:

213. (1) La définition de « droits », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1990, ch. 45, par. 19(1)

"duties" *« droits »*

"duties" means any duties or taxes levied on imported goods under the *Customs Tariff*, the *Excise Tax Act*, the *Excise Act*, the *Special Import Measures Act* or any other law relating to customs, but, for the purposes of subsection 3(1), paragraphs 58(2)(*b*), 62(1)(*b*) and 65(1)(*b*), sections 69 and 73 and subsections 74(1), 75(2), 76(1) and 82(1), does not include taxes levied under Part IX of the *Excise Tax Act*;

« droits » Les droits ou taxes imposés, en vertu du *Tarif des douanes*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* ou de tout autre texte de législation douanière, sur les marchandises importées. En sont exclues, pour l'application du paragraphe 3(1), des alinéas 58(2)*b*), 62(1)*b*) et 65(1)*b*), des articles 69 et 73 et des paragra-

« droits » *"duties"*

phes 74(1), 75(2), 76(1) et 82(1), les taxes imposées en vertu de la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*.

(2) Subsection (1) shall be deemed to have come into force on January 1, 1991.

(2) Le paragraphe (1) est réputé entré en vigueur le 1er janvier 1991.

PART V

FEDERAL COURT ACT

R.S., c. F-7; R.S., c. 41 (1st Supp.), c. 30 (2nd Supp.), c. 16 (3rd Supp.), c. 51 (4th Supp.); 1990, cc. 8, 37; 1992, cc. 1, 26, 33

PARTIE V

LOI SUR LA COUR FÉDÉRALE

L.R., ch. F-7; L.R., ch. 41 (1er suppl.), ch. 30 (2e suppl.), ch. 16 (3e suppl.), ch. 51 (4e suppl.); 1990, ch. 8, 37; 1992, ch. 1, 26, 33

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 11(1)

214. All that portion of subsection 27(1.1) of the *Federal Court Act* following paragraph (*c*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

of the Tax Court of Canada, other than one in respect of which section 18, 18.29, 18.3 or 18.3001 of the *Tax Court of Canada Act* applies.

214. Le passage du paragraphe 27(1.1) de la *Loi sur la Cour fédérale* qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), par. 11(1)

Appels des jugements de la Cour canadienne de l'impôt

(1.1) Sauf s'il s'agit d'une décision portant sur un appel visé aux articles 18, 18.29, 18.3 ou 18.3001 de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*, il peut être interjeté appel, devant la Cour d'appel fédérale, des décisions suivantes de la Cour canadienne de l'impôt :

PART VI

PARTIE VI

R.S.C. 1952, c. 148; 1970-71-72, c. 63; 1972, c. 9; 1973-74, cc. 14, 29, 30, 44, 45, 49, 51; 1974-75-76, cc. 26, 50, 58, 71, 87, 88, 95, 106; 1976-77, cc. 4, 10, 54; 1977-78, cc. 1, 4, 32, 41, 42; 1978-79, c. 5, 1979, c. 5; 1980-81-82-83, cc. 40, 47, 48, 68, 102, 104, 109, 140, 158, 161, 167; 1984, cc. 1, 6, 19, 29, 31, 45; 1985, c. 45; 1986, cc. 2, 6, 24, 40, 44, 55, 58; 1987, cc. 3, 27, 34, 45, 46; 1988, cc. 28, 51, 55, 61, 65; 1990, cc. 1, 34, 35, 39, 42, 45; 1991, cc. 22, 47, 49; 1992, cc. 1, 24, 27, 29, 48

INCOME TAX ACT

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

S.R.C. 1952, ch. 148; 1970-71-72, ch. 63; 1972, ch. 9; 1973-74, ch. 14, 29, 30, 44, 45, 49, 51; 1974-75-76, ch. 26, 50, 58, 71, 87, 88, 95, 106; 1976-77, ch. 4, 10, 54; 1977-78, ch. 1, 4, 32, 41, 42; 1978-79, ch. 5; 1979, ch. 5; 1980-81-82-83, ch. 40, 47, 48, 68, 102, 104, 109, 140, 158, 161, 167; 1984, ch. 1, 6, 19, 29, 31, 45; 1985, ch. 45; 1986, ch. 2, 6, 24, 40, 44, 55, 58; 1987, ch. 3, 27, 34, 45, 46; 1988, ch. 28, 51, 55, 61, 65; 1990, ch. 1, 34, 35, 39, 42, 45; 1991, ch. 22, 47, 49; 1992, ch. 1, 24, 27, 29, 48

1988, c. 61, s. 17

215. Subsection 171(4) of the *Income Tax Act* is repealed.

215. Le paragraphe 171(4) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé.

1988, ch. 61, art. 14

PART VII

PARTIE VII

R.S., c. T-2; R.S., c. 48 (1st Supp.), c. 16 (3rd Supp.), cc. 1, 51 (4th Supp.); 1988, c. 61; 1990, c. 45; 1991, c. 49; 1992, c. 24

TAX COURT OF CANADA ACT

LOI SUR LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT

L.R., ch. T-2; L.R., ch. 48 (1er suppl.), ch. 16 (3e suppl.), ch. 1, 51 (4e suppl.); 1988, ch. 61; 1990, ch. 45; 1991, ch. 49; 1992, ch. 24

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

216. (1) Subsection 17.3(1) of the *Tax Court of Canada Act* is repealed and the following substituted therefor:

216. (1) Le paragraphe 17.3(1) de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

Examinations for discovery

17.3 (1) Where the aggregate of all amounts in issue in an appeal under the *Income Tax Act* is $25,000 or less, or where the amount of the loss that is determined under subsection 152(1.1) of that Act and that is in issue is $50,000 or less, an oral examination for discovery shall not be held unless the parties consent thereto or unless one of the parties applies therefor and the Court is of the opinion that the case could not properly be conducted without that examination for discovery.

Interrogatoire préalable

17.3 (1) Il ne peut y avoir d'interrogatoire préalable oral si le total de tous les montants en cause dans un appel interjeté sous le régime de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou celui de la perte en cause déterminé aux termes du paragraphe 152(1.1) de cette loi sont respectivement égaux ou inférieurs à 25 000 $ et 50 000 $, sauf avec le consentement des parties ou sauf si, après avoir étudié la demande d'une partie, la Cour est d'avis que l'appel ne pourrait procéder sans un interrogatoire préalable oral.

(2) Subsection (1) applies with respect to appeals for which a notice of appeal has been filed after the day this Act is assented to.

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux appels pour lesquels un avis d'appel a été produit après la sanction de la présente loi.

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

217. (1) Subparagraph 18.11(2)(*a*)(ii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(ii) any other assessment or proposed assessment of the appellant, whether or not that assessment or proposed assessment relates to the same taxation year; and

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

217. (1) L'alinéa 18.11(2)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) d'une part, la décision sur l'appel aura vraisemblablement un effet sur un autre appel interjeté par l'appelant ou sur la détermination d'une autre cotisation ou cotisation proposée — pour la même ou pour une autre année d'imposition — établie à l'égard de l'appelant;

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

(2) Subparagraph 18.11(2)(*b*)(iii) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(iii) likely to be affected in the other assessment or proposed assessment referred to in subparagraph (*a*)(ii),

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

(2) L'alinéa 18.11(2)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) d'autre part, le total de tous les montants en cause — montant faisant l'objet de l'appel visé dans la demande et montants visés dans l'autre appel et dans l'autre cotisation ou cotisation proposée et sur lesquels la décision visée à l'alinéa *a*) aura vraisemblablement un effet — est supérieur à 7 000 $.

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

218. (1) Subsection 18.16(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

L.R., ch. 51, (4e suppl.), art. 5

218. (1) Le paragraphe 18.16(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Time limit for reply to notice of appeal

18.16 (1) The Minister of National Revenue shall file a reply to a notice of appeal within sixty days after the day on which the Registry of the Court transmits to that Minister the notice of appeal unless the appellant consents, before or after the expiration of the sixty day period, to the filing of that reply after the sixty day period or the Court allows the Minister, on application made before or after the expiration of the sixty day period, to file the reply after that period.

Délai pour répondre à l'avis d'appel

18.16 (1) Le ministre du Revenu national dispose de soixante jours suivant la transmission de l'avis d'appel par le greffe de la Cour pour y répondre; il peut, toutefois, répondre après ce délai avec le consentement de l'appelant ou la permission de la Cour; le consentement et la permission peuvent être demandés soit avant, soit après l'expiration du délai.

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

(2) Subsections 18.16(3) and (4) of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

(2) Les paragraphes 18.16(3) et (4) de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

Time after refusal

(3) Where the Court dismisses an application referred to in subsection (2), the Minister of National Revenue shall file a reply to a notice of appeal on or before the later of

(*a*) a day that is sixty days after the day on which the Registry of the Court transmits to that Minister the notice of appeal, and

(*b*) a day that is thirty days after the day the written judgment dismissing the application is received by the Minister from the Registry of the Court,

unless the appellant consents, before or after the time referred to in paragraph (*a*) or (*b*), to the filing of the reply at a later date or the Court allows the Minister, on application made before or after the time referred to in paragraph (*a*) or (*b*), to file the reply after that time.

(3) Si la Cour refuse la demande visée au paragraphe (2), le ministre est tenu de répondre à l'avis d'appel avant l'expiration du dernier des délais suivants :

a) soixante jours suivant la transmission au ministre de l'avis d'appel par le greffe de la Cour;

b) trente jours suivant la réception par le ministre du jugement écrit, transmis par le greffe de la Cour, rejetant la demande.

Le ministre peut toutefois répondre à une date ultérieure avec le consentement de l'appelant ou la permission de la Cour; le consentement et la permission peuvent être demandés soit avant, soit après l'expiration du délai prévu aux alinéas *a*) ou *b*).

Délai après le refus de transfert

Where reply not filed in time

(4) The Minister of National Revenue may file a reply to a notice of appeal after the period limited under subsection (1) or (3), as the case may be, and where that Minister files the reply after that period or after the extension of time consented to by the appellant or granted by the Court, the allegations of fact contained in the notice of appeal are presumed to be true for the purposes of the appeal.

(4) Le ministre du Revenu national peut répondre à l'avis d'appel même après l'expiration des délais prévus aux paragraphes (1) ou (3) ou accordés par l'appelant ou la Cour en vertu de ces paragraphes; les allégations de fait énoncées dans l'avis d'appel sont alors réputées vraies aux fins de l'appel.

Conséquence du retard

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

219. Subsection 18.17(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

219. Le paragraphe 18.17(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51, (4e suppl.), art. 5

Time for hearing

18.17 (1) Subject to subsection (1.1), the Court shall fix a date for the hearing of an appeal referred to in section 18 that is not later than one hundred and eighty days or, where the Court is of the opinion that it would be impracticable in the circumstances to fix a date for the hearing of the appeal within that period, three hundred and sixty-five days after the last day on which the Minister of National Revenue must file a reply to the notice of appeal pursuant to subsection 18.16(1) or (3).

18.17 (1) Sous réserve du paragraphe (1.1), la Cour fixe l'audition d'un appel visé à l'article 18 à une date qui ne peut être ultérieure au cent quatre-vingtième jour ou, lorsqu'elle est convaincue qu'il serait difficilement réalisable de fixer une date d'audition à l'intérieur de ce délai, au trois cent soixante-cinquième jour suivant celle où le ministre du Revenu national est tenu, aux termes des paragraphes 18.16(1) ou (3), de répondre à l'avis d'appel.

Date d'audition

Exceptional circumstances

(1.1) The Court may, in exceptional circumstances, fix a date for the hearing of an appeal referred to in section 18 at any time after the periods referred to in subsection (1).

(1.1) La Cour peut, dans les cas exceptionnels, fixer l'audition d'un appel visé à l'article 18 à un moment ultérieur aux délais visés au paragraphe (1).

Cas exceptionnels

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

220. (1) Subsection 18.22(1) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

220. (1) Le paragraphe 18.22(1) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

Time for judgment

18.22 (1) The Court shall, other than in exceptional circumstances, render judgment on an appeal referred to in section 18 not later than ninety days after the day on which the hearing is concluded.

18.22 (1) Sauf cas exceptionnels, la Cour rend jugement sur les appels visés à l'article 18 dans les quatre-vingt-dix jours suivant la fin de l'audition.

Jugement

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

(2) Subsection 18.22(3) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(2) Le paragraphe 18.22(3) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

Copy of decision

(3) On the disposition of an appeal referred to in section 18, the Registrar shall forward, by registered mail a copy of the decision and written reasons, if any, given therefor to the Minister of National Revenue and to each party to the appeal.

(3) Dès qu'une décision est rendue sur un appel visé à l'article 18, le greffier en fait parvenir une copie, sous pli recommandé — y compris, le cas échéant, l'énoncé des motifs — au ministre du Revenu national et à chacune des parties.

Envoi de copies

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

221. (1) All that portion of subsection 18.29(1) of the said Act preceding paragraph (*a*) thereof is repealed and the following substituted therefor:

221. (1) Le passage du paragraphe 18.29(1) de la même loi qui précède l'alinéa *a*) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

Other applications

18.29 (1) The provisions of sections 18.14 and 18.15, paragraph 18.18(1)(*a*), section 18.19, subsection 18.22(3) and sections 18.23 and 18.24 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of appeals arising under

18.29 (1) Les articles 18.14 et 18.15, le paragraphe 18.18(1), l'article 18.19, le paragraphe 18.22(3) ainsi que les articles 18.23 et 18.24 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux appels interjetés sous le régime des dispositions suivantes :

Application

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 5

(2) Paragraph 18.29(1)(*b*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*b*) Parts III and VII of the *Unemployment Insurance Act*;

(2) L'alinéa 18.29(1)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) les parties III et VII de la *Loi sur l'assurance-chômage*;

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 5

1990, c. 45, s. 61

222. Section 18.3003 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

222. L'article 18.3003 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

1990, ch. 45, art. 61

Time limit for reply to notice of appeal

18.3003 (1) Subject to subsection (2), the Minister of National Revenue shall file a reply to the notice of appeal referred to in section 18.3001 within sixty days after the day the Registry of the Court transmits to that Minister the notice of appeal, unless the person who has brought the appeal consents, before or after the sixty day period has elapsed, to the filing of that reply after the expiration of those sixty days or the Court allows the Minister, on application made before or after the expiration of those sixty days, to file the reply after that period.

18.3003 (1) Le ministre du Revenu national dispose de soixante jours suivant la transmission de l'avis d'appel visé à l'article 18.3001 par le greffe de la Cour pour y répondre; il peut, toutefois, répondre après ce délai avec le consentement de la personne qui a interjeté appel ou la permission de la Cour; le consentement et la permission peuvent être demandés soit avant, soit après l'expiration du délai.

Délai pour répondre à l'avis d'appel

Where reply not filed in time

(2) The Minister of National Revenue may file a reply to a notice of appeal after the period referred to in subsection (1) and, where the Minister does not file the reply within the sixty day period or within the extension of time consented to by the person who has brought the appeal or granted by the Court, the allegations of fact contained in the notice of appeal are presumed to be true for the purposes of the appeal.

Conséquence du retard

(2) Le ministre du Revenu national peut répondre à l'avis d'appel même après l'expiration du délai prévu au paragraphe (1) ou accordé par l'appelant ou la Cour en vertu de ce paragraphe; les allégations de fait énoncées dans l'avis d'appel sont alors réputées vraies aux fins de l'appel.

1990, c. 45, s. 61

223. Sections 18.3005 and 18.3006 of the said Act are repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 61

223. Les articles 18.3005 et 18.3006 de la même loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Time for hearing

18.3005 (1) Subject to subsection (2), the Court shall fix a date for the hearing of an appeal referred to in section 18.3001 that is not later than one hundred and eighty days or, where the Court is of the opinion that it would be impracticable in the circumstances to fix a date for the hearing of the appeal within that period, three hundred and sixty-five days after the last day on which the Minister of National Revenue must file a reply to the notice of appeal pursuant to subsection 18.3003(1).

Date d'audition

18.3005 (1) Sous réserve du paragraphe (2), la Cour fixe l'audition d'un appel visé à l'article 18.3001 à une date qui ne peut être ultérieure au cent quatre-vingtième jour ou, lorsqu'elle est convaincue qu'il serait difficilement réalisable de fixer une date d'audition à l'intérieur de ce délai, au trois cent soixante-cinquième jour suivant celle où le ministre du Revenu national est tenu, aux termes du paragraphe 18.3003(1), de répondre à l'avis d'appel.

Exceptional circumstances

(2) The Court may, in exceptional circumstances, fix a date for the hearing of an appeal referred to in section 18.3001 at any time after the periods referred to in subsection (1).

Cas exceptionnels

(2) La Cour peut, dans les cas exceptionnels, fixer l'audition d'un appel visé à l'article 18.3001 à un moment ultérieur aux délais visés au paragraphe (1).

1990, c. 45, s. 61

224. Section 18.301 of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

1990, ch. 45, art. 61

224. L'article 18.301 de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interest accruing

18.301 For the purpose of calculating the amount in dispute in an appeal, no account shall be taken of any interest that accrues after the date of the notice of assessment that is the subject-matter of the appeal.

Intérêts

18.301 Il n'est pas tenu compte, dans le calcul du montant en litige dans un appel, des intérêts courus après la date de l'avis de cotisation qui est l'objet de l'appel.

Provisions to apply

18.302 The provisions of sections 18.14 and 18.15, subsections 18.16(5) and 18.17(2) and sections 18.19 to 18.24 and 18.28 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of appeals referred to in section 18.3001.

Dispositions applicables

18.302 Les articles 18.14 et 18.15, les paragraphes 18.16(5) et 18.17(2) et les articles 18.19 à 18.24 et 18.28 s'appliquent, compte tenu des adaptations de circonstance, aux appels visés à l'article 18.3001.

225. (1) Subsection 20(1.1) of the said Act is amended by adding thereto, immediately after paragraph (*h*) thereof, the following paragraph:

(*h*.1) prescribing, for the purposes of subsection 28(1) of the *Canada Pension Plan* or subsection 70(1) of the *Unemployment*

225. (1) Le paragraphe 20(1.1) de la même loi est modifié par insertion, après l'alinéa *h*), de ce qui suit :

h.1) la détermination du moment où, pour l'application des paragraphes 28(1) du *Régime de pensions du Canada* ou 70(1) de la *Loi sur l'assurance-chômage*, un arrêt,

Insurance Act, when a determination by, or a decision on an appeal to, the Minister of National Revenue under section 27 of the *Canada Pension Plan* or section 61 of the *Unemployment Insurance Act*, as the case may be, is communicated to a person;

une décision ou un règlement du ministre du Revenu national pris en application des articles 27 du *Régime de pensions du Canada* ou 61 de la *Loi sur l'assurance-chômage*, selon le cas, est communiqué à une personne;

R.S., c. 51 (4th Supp.), s. 6

(2) Paragraph 20(1.1)(*j*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*j*) for awarding and regulating costs in the Court in favour of or against the Crown as well as other parties and for authorizing the refusal of costs to an appellant who, in circumstances in which the appellant could make an election under section 18, does not make such an election.

(2) L'alinéa 20(1.1)*j*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 51 (4e suppl.), art. 6

j) l'attribution et la réglementation des frais et dépens tant en ce qui concerne Sa Majesté du chef du Canada que les parties, et le refus d'octroyer les dépens à un appelant qui, dans les circonstances où l'appelant pouvait faire le choix visé à l'article 18, n'a pas fait un tel choix.

PART VIII

TAX REBATE DISCOUNTING ACT

R.S., c. T-3; R.S., c. 53 (1st Supp.); 1992, c. 1

226. Paragraph (*a*) of the definition "refund of tax" in subsection 2(1) of the *Tax Rebate Discounting Act* is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) an overpayment of tax paid or deemed to have been paid under the *Income Tax Act* or collected pursuant to an agreement entered into under section 7 of the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements and Federal Post-Secondary Education and Health Contributions Act*, or of tax deemed to have been paid under an Act of the legislature of a province that imposes a tax on income that is collected by the Minister of National Revenue pursuant to such an agreement,

R.S., c. 53 (1st Supp.), s. 2

227. Paragraph 4(1)(*a*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*a*) pay by cash or by a cheque or other bill of exchange drawn on a financial institution in Canada that is payable on demand and negotiable in Canada at the time it is given the amount by which

PARTIE VIII

LOI SUR LA CESSION DU DROIT AU REMBOURSEMENT EN MATIÈRE D'IMPÔT

L.R., ch. T-3; L.R., ch. 53 (1er suppl.); 1992, ch. 1

226. L'alinéa *a*) de la définition de « remboursement d'impôt », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la cession du droit au remboursement en matière d'impôt*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) un paiement en trop d'impôt versé ou réputé versé en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou perçu conformément à un accord conclu en vertu de l'article 7 de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé*, ou un paiement en trop d'impôt réputé versé en vertu d'une loi provinciale qui prévoit un impôt sur le revenu que le ministre du Revenu national perçoit aux termes d'un tel accord;

227. L'alinéa 4(1)*a*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 53, (1er suppl.), art. 2

a) de verser, en espèces ou par lettre de change, notamment par chèque, tirée sur une institution financière au Canada et qui est payable sur demande et négociable au Canada au moment de sa livraison, l'excédent du montant total de la contrepartie

(i) the full amount of the minimum consideration for the right based on the estimated refund of tax

exceeds the total of

(ii) any tax imposed under Part IX of the *Excise Tax Act* that the discounter is required to collect from the client in respect of a taxable supply deemed under section 158 of that Act to have been made by the discounter to the client, and

(iii) any tax imposed under *An Act respecting the Quebec sales tax and amending various fiscal legislation*, being Chapter 67 of the Statutes of Quebec, 1991, that the discounter is required to collect from the client in respect of a taxable supply deemed under section 39 of that Act to have been made by the discounter to the client,

minimale se rapportant au droit en question et calculée en fonction du montant estimatif du remboursement d'impôt sur le total des montants suivants :

(i) la taxe imposée par la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* que l'escompteur est tenu de percevoir du client relativement à une fourniture taxable qu'il est réputé, par l'article 158 de cette loi, avoir effectuée au profit du client,

(ii) la taxe imposée par la *Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal*, chapitre 67 des Lois du Québec (1991), que l'escompteur est tenu de percevoir du client relativement à une fourniture taxable qu'il est réputé, par l'article 39 de cette loi, avoir effectuée au profit du client;

PART IX

UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT

R.S., c. U-1; R.S., cc. 26, 27 (1st Supp.), cc. 5, 43 (2nd Supp.), cc. 14, 36, 38 (3rd Supp.), cc. 1, 4, 46, 51, 53 (4th Supp.); 1990, cc. 8, 40; 1991, cc. 49, 51; 1992, cc. 1, 27

228. Section 70 of the *Unemployment Insurance Act* is amended by adding thereto, immediately after subsection (1) thereof, the following subsection:

Communication of determination or decision

(1.1) For the purpose of subsection (1), the determination of the time at which a decision on an appeal to, or a determination by, the Minister under section 61 is communicated to the Commission or to a person shall be made in accordance with the rule, if any, made under paragraph 20(1.1)(*h*.1) of the *Tax Court of Canada Act*.

PARTIE IX

LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

L.R., ch. U-1; L.R., ch. 26, 27 (1er suppl.), ch. 5, 43, (2e suppl.), ch. 14, 36, 38 (3e suppl.), ch. 1, 4, 46, 51, 53 (4e suppl.); 1990, ch. 8, 40; 1991, ch. 49, 51; 1992, ch. 1, 27

228. L'article 70 de la *Loi sur l'assurance-chômage* est modifié par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Communication de l'arrêt ou de la décision

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), la détermination du moment auquel le règlement d'une question par le ministre ou une décision sur appel au ministre, en vertu de l'article 61, est communiqué à la Commission ou à une personne est effectuée en conformité avec la règle éventuellement établie en vertu de l'alinéa 20(1.1)*h*.1) de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt*.

PART X

1990, c. 45

AN ACT TO AMEND THE EXCISE TAX ACT, THE CRIMINAL CODE, THE CUSTOMS ACT, THE CUSTOMS TARIFF, THE EXCISE ACT, THE INCOME TAX ACT, THE STATISTICS ACT AND THE TAX COURT OF CANADA ACT

229. (1) Subparagraphs 12(2)(*a*)(i) and (ii) of *An Act to amend the Excise Tax Act, the Criminal Code, the Customs Act, the Customs Tariff, the Excise Act, the Income Tax Act, the Statistics Act and the Tax Court of Canada Act*, being chapter 45 of the Statutes of Canada, 1990, are repealed and the following substituted therefor:

(i) any supply of personal property or a service all of the consideration for which becomes due or is paid, or is deemed to have become due or been paid, after 1990 and is not, or is deemed not to have been, paid before 1991 and does not, or is deemed not to have, become due before 1991,

(ii) any supply of personal property or a service part of the consideration for which becomes due or is paid, or is deemed to have become due or been paid, after 1990, except that no tax is payable under Part IX of the said Act (other than by reason of Division IX of that Part) in respect of any part of the consideration for the supply that becomes due or is paid before 1991 and that is not deemed to have become due or been paid after 1990,

(2) Paragraph 12(2)(*a*) of the said Act is further amended by striking out the word "and" at the end of subparagraph (iv) thereof and by adding thereto the following subparagraphs:

(vi) any supply of real property by way of lease, licence or similar arrangement all of the consideration for which becomes due or is paid, or is deemed to have become due or been paid, after 1990 and is not, or is deemed not to have been, paid before 1991 and does not, or is deemed not to have, become due before 1991, and

PARTIE X

1990, ch. 45

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA TAXE D'ACCISE, LE CODE CRIMINEL, LA LOI SUR LES DOUANES, LE TARIF DES DOUANES, LA LOI SUR L'ACCISE, LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU, LA LOI SUR LA STATISTIQUE ET LA LOI SUR LA COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT

229. (1) Les sous-alinéas 12(2)*a*)(i) et (ii) de la *Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise, le Code criminel, la Loi sur les douanes, le Tarif des douanes, la Loi sur l'accise, la Loi de l'impôt sur le revenu, la Loi sur la statistique et la Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

(i) les fournitures de biens meubles ou de services dont la totalité de la contrepartie devient due ou est payée, ou est réputée devenir due ou être payée, après 1990 et n'est pas payée, ou est réputée ne pas être payée, avant 1991 et ne devient pas due, ou est réputée ne pas devenir due, avant 1991,

(ii) les fournitures de biens meubles ou de services dont une partie de la contrepartie devient due ou est payée, ou est réputée devenir due ou être payée, après 1990; toutefois, aucune taxe n'est payable en vertu de la partie IX de la même loi (autrement que par l'effet de la section IX de cette partie) relativement à la partie de la contrepartie des fournitures qui devient due ou est payée avant 1991 et qui n'est pas réputée devenir due ou être payée après 1990,

(2) L'alinéa 12(2)*a*) de la même loi est modifié par adjonction de ce qui suit :

(vi) les fournitures d'immeubles par bail, licence ou accord semblable, dont la totalité de la contrepartie devient due ou est payée, ou est réputée devenir due ou être payée, après 1990 et n'est pas payée, ou est réputée ne pas être payée, avant 1991 et ne devient pas due, ou est réputée ne pas devenir due, avant 1991,

(vii) any supply of real property by way of lease, licence or similar arrangement part of the consideration for which becomes due or is paid, or is deemed to have become due or been paid, after 1990, except that no tax is payable under Part IX of the said Act (other than by reason of Division IX of that Part) in respect of any part of the consideration for the supply that becomes due or is paid before 1991 and that is not deemed to have become due or been paid after 1990;

(3) Paragraph 12(2)(*b*) of the said Act is repealed and the following substituted therefor:

(*b*) with respect to goods that are accounted for under subsection 32(1), (2) or (5) of the *Customs Act*, or imported, after 1990; and

(4) Subsections (1) to (3) shall be deemed to have come into force on December 17, 1990.

(vii) les fournitures d'immeubles par bail, licence ou accord semblable, dont une partie de la contrepartie devient due ou est payée, ou est réputée devenir due ou être payée, après 1990; toutefois, aucune taxe n'est payable en vertu de la partie IX de la même loi (autrement que par l'effet de la section IX de cette partie) relativement à la partie de la contrepartie de la fourniture qui devient due ou est payée avant 1991 et qui n'est pas réputée devenir due ou être payée après 1990;

(3) L'alinéa 12(2)*b*) de la même loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) aux marchandises importées après 1990 ou faisant l'objet après 1990 d'une déclaration en détail ou provisoire aux termes des paragraphes 32(1), (2) ou (5) de la *Loi sur les douanes*;

(4) Les paragraphes (1) à (3) sont réputés entrés en vigueur le 17 décembre 1990.

SCHEDULE I
(*Section 203*)

1. The word "person" is substituted for the word "registrant", with such modifications as the circumstances require, wherever the latter word occurs in the following provisions of the *Excise Tax Act*:

(*a*) subsections 225(1) to (3);

(*b*) subsections 228(1) to (3); and

(*c*) subsections 229(1) to (3).

ANNEXE I
(*article 203*)

1. Dans les passages suivants de la *Loi sur la taxe d'accise*, « inscrit » est remplacé par « personne », avec les adaptations nécessaires :

a) les paragraphes 225(1) à (3);

b) les paragraphes 228(1) à (3);

c) les paragraphes 229(1) à (3).

SCHEDULE II
(*Section 204*)

1. The expression "à titre résidentiel ou d'hébergement" is substituted for the expression "à titre résidentiel ou de pension", with such modifications as the circumstances require, wherever the latter expression occurs in the following provisions of the *Excise Tax Act* :

(*a*) paragraphs (*a*) to (*d*) of the definition "habitation" in subsection 123(1);

(*b*) the definition "logement provisoire" in subsection 123(1);

(*c*) paragraph 190(1)(*b*);

(*d*) paragraph 191(7)(*a*); and

(*e*) subparagraph 254(2)(*g*)(ii).

ANNEXE II
(*article 204*)

1. Dans les passages suivants de la *Loi sur la taxe d'accise*, « à titre résidentiel ou de pension » est remplacé par « à titre résidentiel ou d'hébergement », avec les adaptations nécessaires :

a) les alinéas *a*) à *d*) de la définition de « habitation » au paragraphe 123(1);

b) la définition de « logement provisoire » au paragraphe 123(1);

c) l'alinéa 190(1)*b*);

d) l'alinéa 191(7)*a*);

e) le sous-alinéa 254(2)*g*)(ii).

Published under authority of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada

Available from Canada Communication Group — Publishing, Supply and Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Approvisionnements et Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MAIL POSTE
Canada Post Corporation Societe canadienne des postes
Postage paid Port payé
Lettermail Poste-lettre
K1A 0S9
OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

6896

Available from Canada Communication Group — Publishing
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente : Groupe Communication Canada — Édition
Ottawa, Canada K1A 0S9

3 1761 11549786 9